

51
RÉ

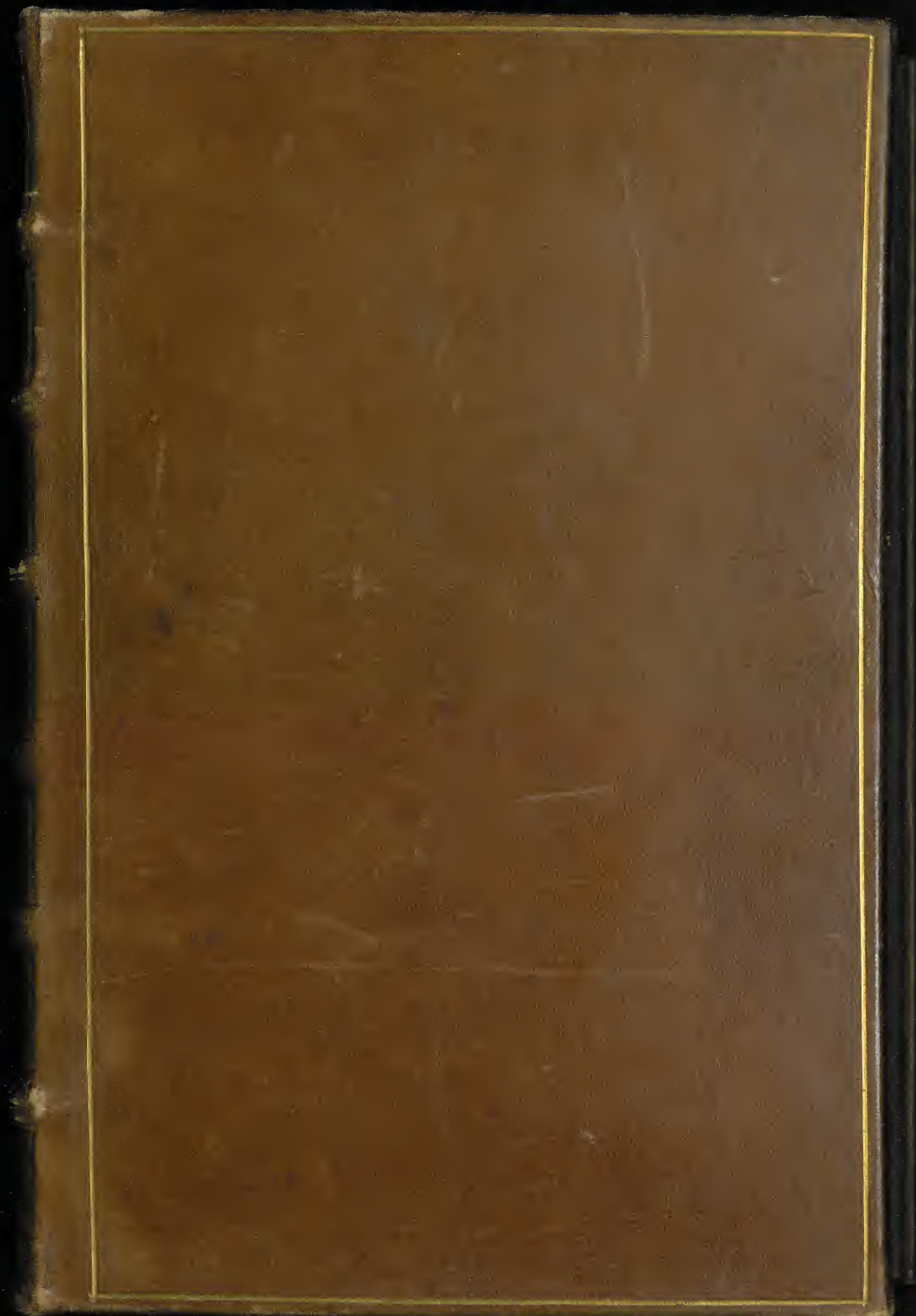
51

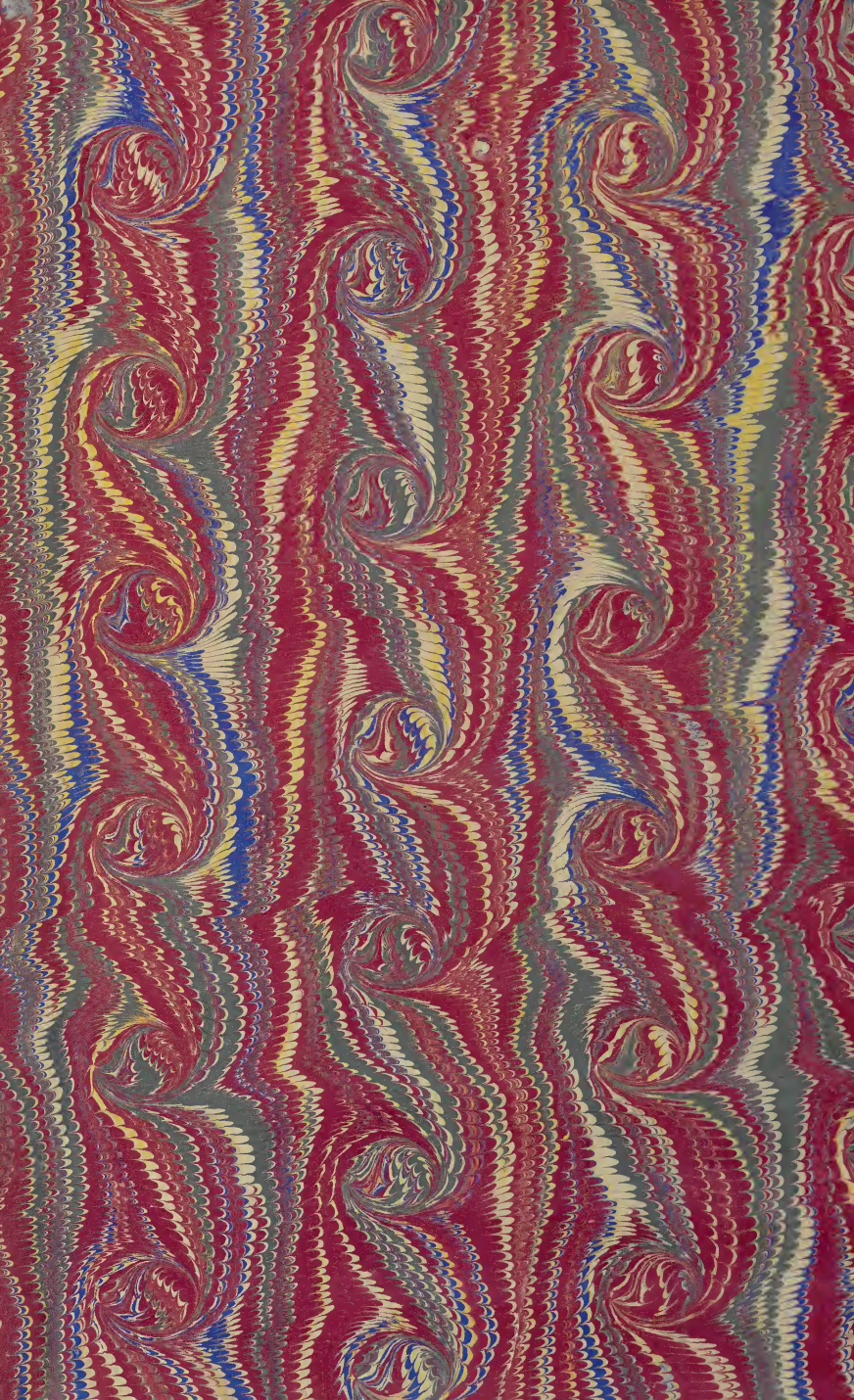
A. FONTANON
EDICTS
ET ORDONNANCES
DES ROYS DE FRANCE

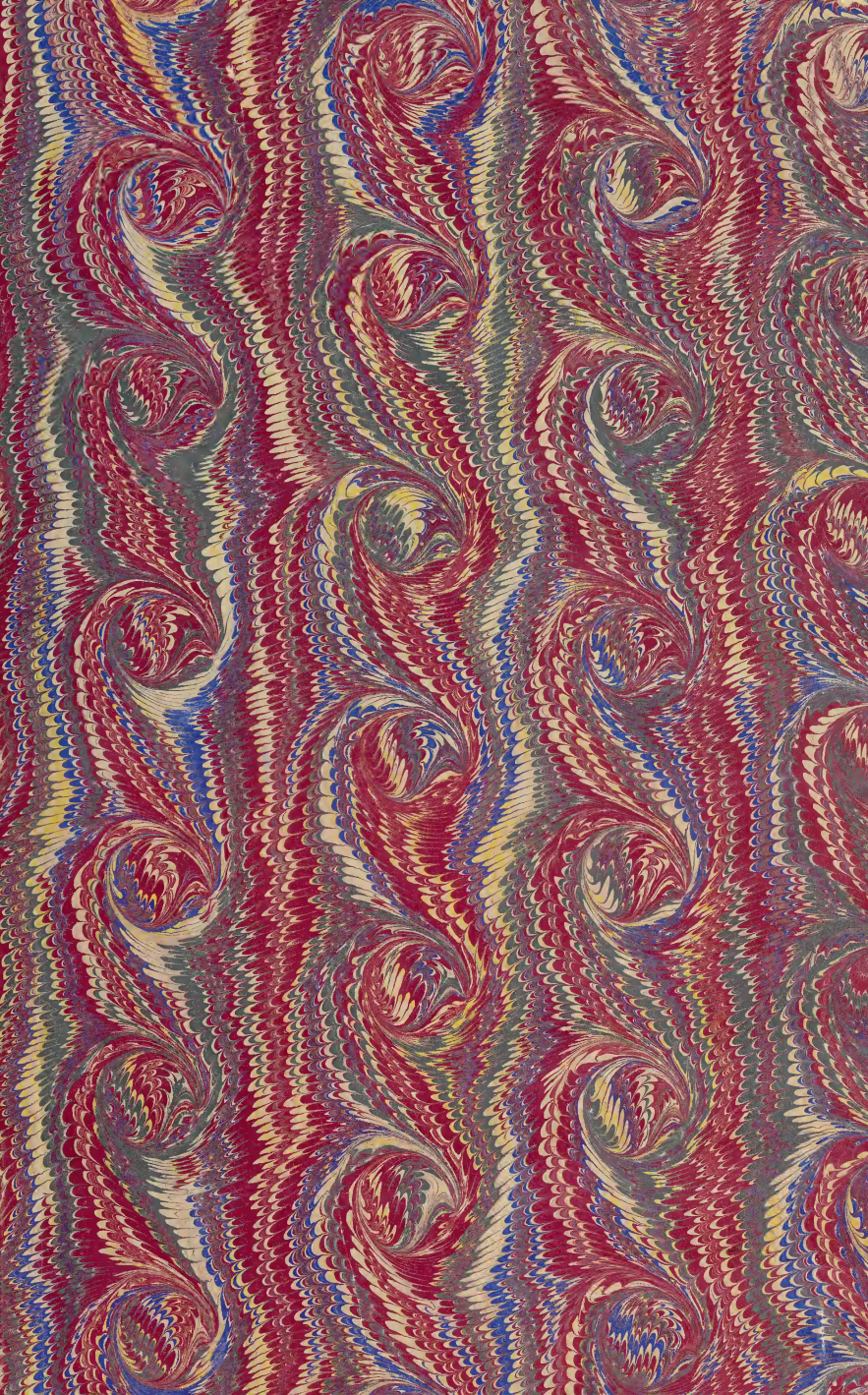
2

PARIS

1780







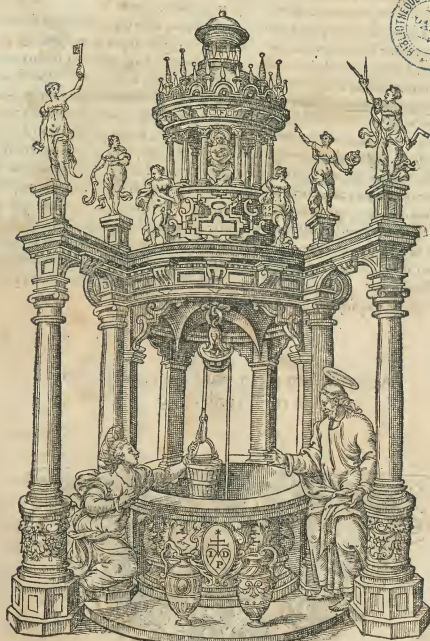




LES
EDICTS ET
ORDONNANCES
DES ROYS DE FRANCE,
TRAITANS EN GENERAL ET
PARTICVLIER, DV FAICT DE LEVRS
DOMAINE ET FINANCES, ENSEMBLE DES
officiers d'icelles, tant de iudicature qu'autres.

Divisez en trois livres, par ANTOINE FONTANON,
Aduocat en la Cour de Parlement de Paris.

Tome Second.



A PARIS,
Chez Jacques du Puy à la Samaritaine,
M. D. LXXX.
AVEC PRIVILEGE DV ROY.

EXTRACT DV PRIVILEGE.

HENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Polongne. A nos amez & feaux Conſeillers les gens tenans nos Cours de Parlemens, Preuoſt de Paris, Senſchal de Lyon, Thoulouze, Bordeaux, Bailly de Rouen, & à tous nos autres iuſticiars & officiers qui'il appartiendra ſalut & dilection. Nos chers & bien aimez Jacques du Puis & Nicolas Cheſneau, libraires iurez en l'vniuerſité de noſtre bonne Ville de Paris, nous ont ſaiet dire & remonſtrer que depuis les dernieres impreſſions des Ordonnances de nos predeceſſeurs & nous, pour l'occurrence des choſes qui ſe ſont preſentees, nous auons ſaiet pluſieurs autres nouueaux Edits & Ordonnances, qui ne ſont encores reduits en bon ordre: Auſſi que pour le ſoing & deſir qu'ils ont de profiter par leur art au public, ils ont ſaiet curieusement reuoir les Edicts & Ordonnances de nos predeceſſeurs Roys & nous ſur les originiaux eſtans enregiſtrez & greſſes de nos Cours de Parlemens & châtre des Comptes, & corriger quelques fautes qui pouuoient eſtre aduenues: A quoy ſ'eſt volontiers & fidelement employé noſtre bien ame, M. ANTOINE FONTANON, Aduocat en noſtre dicte Cour de Parlement de Paris lequel oultre ceſte conference ſi neceſſaire, y a adiouſté pluſieurs autres Edicts & Ordonnances, qui par cy deuant ont eſté obmiſes, & qui neantmoins eſtoient bien requiſes. Et d'auantage à reduire le corps deſdites Ordonnances par vn nouueau ordre & diſpoſition methodique autre que celui qui à eſté obſerué iuſques à preſent, dont il eſpere que pluſieurs receuront contentement. Ayant auſſi pour plus grande facilité, adiouſté certains ſommaires ſur les Articles avec quelques obſeruations & illuſtrations, dont ſe trouuera le corps des Ordonnances enrichy, & de plus facile intelligence. Lequel les expoſans avec telles additions delibèrent imprimer & mettre en lumiere, ce qu'ils ne pouuent faire qu'avec grands fraix, & craignent qu'ayant fait telles aduances, quelque autre vouluſt imprimer leſdites Ordonnances, & par ce moyen, les fruſtrer de leurs peines & labours: ce qui leur tourneroit à grand preiudice. A quoy ils nous ont ſupplié leur pourueoir comme il eſt en tel cas accouſtumé.

Nous à ces cauſes deſirans de noſtre part ayder, le bon & ſincere deſir des expoſans, & deuement certifier de la diligence dōt ils ont accouſtumé uſer en leur art. Auōs de noſtre grace ſpecialle, plainepuiſſance & authorité Royale permis & permettois auſdits Duprys & Cheſneau expoſans, imprimer & faire imprimer leſdites Ordonnances ainſi reuenues & redigees par ordre par ledit FONTANON, en telle forme & caraſtere que bō leur ſemblera, avec deſſen ces à tous autres Imprimeurs & Libraires ſoient regnicoles ou eſtrangers, imprimer, diſtribuer & vendre leſdites Ordonnances, & ce iuſques au terme de dix ans, à commencer du iour que ledit liure ſera acheuē d'imprimer, n'y icelles deſuiſer par epitome, abrégé ou autrement pour les expoſer en vente, ſans le conſentement des expoſans: à peine de conſiſcation deſdits liures, deſpens dommages & intereſts des expoſans, & d'amende arbitraire. Et à ce que noſtre intention ſoit ſuiuie, voulons qu'en expoſant ce preſent privilege: ou l'abrégé d'iceluy auſdites Ordonnances, il ſoit tenu pour ſuffiſamment notifié à tous ceux qui'il appartiendra, à ce qu'ils n'en pretendent cauſe d'ignorance.

Si voulons & vous mandons, que de noſtre preſent privilege vous faciez les expoſans iouyr & uſer plainement & paiſiblement: ceſſans & faiſans ceſſer tous troubles & empeſchemens au contraire. Leſquels ſi ſont ou donnez eſtoient, vous les faciez repaier & remettre au premier eſtat & deu, nonobſtant oppoſitions ou appellations quelcōques, & ſans preiudice d'icelles, pour leſquelles ne voulons eſtre differé mandemens & arreſts à ce contraires. Car tel eſt noſtre plaixir. Donne à Paris le xxiiij. iour de Iuillet l'an de grace mil cinq cens ſoixante dix-huit. Et de noſtre regne le cinquiesme, Par le Roy en ſon conſeil,

Signé,

MORE.

Acheuē d'imprimer pour la premiere fois
le 12. d'Auil 1580.





TABLE DES TILTRES

contenus en ce Tome second.

LIVRE PREMIER.

I	D V Roy, fucillet	828.
II	D E la Roynie.	848.
III	D E la regence, gouuernemēt & administratiō du royaume.	852.
IIII	D E s enfans de France, & leurs appanages.	854.
V	D E s Princes du sang & Pairs de France.	862.

LIVRE SECOND.

I	D E la chambre des comptes.	863.
II	D E s Thresoriers de France & de l'Espargne.	876.
III	D E la chambre des monnoyes & sa iurisdiction.	912.
IIII	D V reiglement des monnoyes & Officiers d'icelles.	916.
V	D E la chambre du Thresor & domaine du roy.	1034.
VI	D E s eaux & forests, Officiers d'icelles, droit de chāsse, & tout ce qui en depend.	1044.
VII	D V receueur general des exploits & amendes, tant de la Cour de Parlement, que de tous les sieges presidiaux estant du ressort d'icelle.	1109.
VIII	D V domaine du Roy, & ce qui en depend.	1110.
IX	D E l'vniō & incorporation au domaine du roy des Duchez, Marquisats & Comtez du royaume.	1128.
X	D E Regale.	1129.
XI	D E s amortissemens, francs-fiefs & nouveaux acquests.	1133.
XII	D E s Aubeins, & droit d'Aubeine.	1155.
XIII	D E s mines & minieres de France.	1159.
XIIII	D V droit de resue, haut passage & imposition foraine.	1161.
XV	D E l'entree & descente des marchandises foraines aux ports, villes & haures ordonnez pour y payer le droit de gabelle & domaine.	1207.
XVI	D E s dons tant d'offices, benefices, confiscations, qu'autres choses : & que apres cinq ans les Officiers ne seront plus inquietez en leurs offices, ensemble de la prouision d'iceux.	1237.
XVII	D E s survivances de tous estats & offices, & permission de resigner.	1243.
XVIII	D V reiglement general des finances & Officiers comptables.	1259.

LIVRE TROISIESME.

I	D E la Cour des Aydes à Paris, & ce qui concerne sa iurisdiction.	1335.
II	D E la Cour des generaux de la iustice des Aydes seant à Montpellier.	1350.
III	D E s Generaux des finances.	1359.
IIII	D E s Receueurs generaux & receptes generales.	1361.

V	D E S Contreroolleurs generaux des finances.	1364.
VI	D E S Thresoriers ordinaires & extraordinaires des guerres, & marine de Leuant, Commissaires, Contreroolleurs & payeurs de la gendarmerie: ensemble des Receueurs & payeurs de turcies & leuees des riuieres, forti- fications, & auitaillemens des villes.	1368,
VII	D E S tailles, Receueurs, Assesseurs, & Greffiers d'icelles : & de ne faire leuees & cottisations de deniers sans expresse permission du Roy.	1371.
VIII	D E S Receueurs des deniers de la creuë des gages & solde de la gendarme- rie.	1403.
IX	D E S Collecteurs des tailles, & deniers des receptes particulieres, & fermes en chacune des dix sept receptes generales de ce Royaume.	1404.
X	D V Receueur des deniers prouenans de l'octroy de cinquante mil hom- mes de pied, des decimes & deniers extraordinaires & casuels.	145.
XI	D E S Contreroolleurs des aydes, tailles, taillon, & autres subside.	1406.
XII	D E S Esleuz & leur iurisdiction.	1410.
XIII	D E la gabelle du sel, & des Grenetiers, Contreroolleurs & autres Officiers sur ladite gabelle, des salines & magazins à sel.	1454.
XIII	D E l'imposition des cinq sols pour l'entree sur chacun muy de vin.	1536.
XV	D E S superintendans sur les deniers communs & patrimoniaux des villes estés en chacune generalité du royaume, & d'un Receueur & payeur des gages des iuges Magistrats & Presidens en chacune des villes où sont es- tablis leurs sieges.	1543.
XVI	Q V E tous Officiers comptables seront alternatifs, fors ceux qui sont excep- tez par ceste ordonnance.	1546.
XVII	Q V E tous Officiers comptables seront serment en la chambre des comp- tes, & bailleront caution en leur reception: & que toutes les taxes desdits comptables se feront en ladite chambre.	1548.
XVIII	D E S heritiers de ceux qui ont manié les finances du Roy.	1550.
XIX	D E S saisies & arrests de deniers faits sur les comptables.	eodem.
XX	D E S priuileges octroyez aux Officiers domestiques & commensaux de la maison du Roy, & de la Roynne, & messieurs ses enfans.	1553.
XXI	D E S priuileges, franchises, libertez, & exemptions octroyées aux Preuosts, ouuriers, monoyers, & Officiers des monoyes du sermēt de France.	1560.
XXII	D E S priuileges & franchises concedees aux ouuriers, & ceux qui serui- ront & traouilleront à icelles minieres.	1561.
XXIII	D E S priuileges, franchises & exemptions donnez aux Contreroolleurs, Thresoriers, & payeurs de la gendarmerie.	1565.
XXIII	D E S priuileges & exemptions octroyez au Capitaine general des galleres du Roy.	1566.
XXV	D E S priuileges octroyez à la ville de Paris.	1569.
XXVI	D E S priuileges & droicts octroyez aux 60. Clercs & Notaires de Paris.	1579.
XXVII	D E S priuileges de ceux qui sont exēpts de tailles, & tous subside.	1580.
XXVII	D V priuilege d'exemption & affranchissement de toutes commissions tant royales que de communauté, ordinaires & extraordinaires pour certain nōbre de personnes en chacune des parroisses du royaume de France.	1581.
XXIX	D V priuilege & exemption octroyé aux gens de labour contre toutes exe- cutions, es bestail, biens, & meubles seruans au labourage.	1584.
XXX	D E S priuileges octroyez aux cantons des Suisses.	1585.
XXXI	D E S priuileges octroyez aux marchans des villes d'Ausbourg, Nurem- berg, Vlme, Strasbourg, & autres villes imperiales.	1586.



LIVRE PREMIER,
 DV SECOND TOME, TRAITANT
 DV ROY, DE LA ROYNE, DES
 enfans de France, Princes du sang
 & Pairs de France.

DV ROY.
 TITRE PREMIER.

Majorité des Roys de France à quatorze ans.

I.
 Char. j. 1374.



CAROLVS Dei gratia Francorum Rex, ad perpetuam rei memoriam. Filios Regum per parentes educari, & erudi debere, ut deum timeant, virtutum, & virium profectum celeriter attingant sincere diligi, & primogenitos maxime magnis donis, & altis honoribus decorari reipublice commodum, status regnorum, & subditorum concernentibus, & tranquillitatis augmentandæ prædecessorum illustrium sectando vestigia clare liquet. Bona enim terra diligenter colitur, ut fructus optimus reportetur: multò magis sunt filij Regum per patres studiosius nutriendi, & docendi, ut virtutibus imbuantur, fortifificentur, & crescant, & cum in adultam ætatem peruenerint, pueritiæ redoleant bonos mores, qui ad maioris honoris culmen sunt in populus erigendi. Aliius nempe præcepta sumunt, quæ teneris imprimuntur ætatibus. Illa verò vtilis censetur doctrina, ac prudentia, quæ ab ætatis initiiis, atque ab infantia ipsius exordius inchoatur,

Vnde sapiens, Fili à inuenture tuæ excipe doctrinam, & ad canos inuenies sapientiam. Ceterum æquum censetur Reges filios suos, ut seipfos diligere, tanquam suæ senectutis pastores, & custodes domus suæ, cum natura eadem persona reputentur cum ipsis: & filij si non bene viuunt ad interitum patris essent. Sanè filios Regum generaliter magnificandos, & honorandos plusquam alios iura clamant, in quibus parentes ceteris munificentiores esse debent. Nam ipsi soli remanentibus post mortem, memoria, & spe ducti quodammodo immortalitatem participant Vnde non magnificando, vel honorando eosdem, donum Dei sibi in filiis præstitutum negligere videntur. Rursus quòd in honoribus sint alijs fratribus primogeniti preferendi, paterna benedictione pinguiori, satis patet ex benedictione, quam dedit Isaac ipse Iacob sic inquit, Det tibi Deus de rore celi, & de pinguedine terre abundantiam frumenti, & vini, & olei, seruiant tibi populi & adorent tribus, esto dominus fratrum tuorum, & incuruentur ante te filij matris tuæ. Porro summè debent Reges attendere, quod beneficia filiis suis, præcipue primogenitis impensa cum publica utilitate concurrant, cum hæc duo post Deum sibi debeant existere chariora, confidentes in filiis rempublicam post ipsorum obitum feliciter conseruari, in ipsius negotijs peragendis sic intendentes solerter ea quæ periculosiora sunt, nequaquam sine remedio reformationis accommodare relinquant, sed sic respiciant oculatè, quòd populus ab opprimentium protectus incurfibus exuberantia virtutum quiescat in pulchritudine pacis, in tabernaculis fiduciæ, & Regine temporalium opulentia, res quoque publica sit suis temporibus in bona prosperitate. Postremo super regimine regni debemus prædecessorum nostrorum vestigijs inherere, & inter bonos meliores, & inter meliores optimi sunt sectandi. Hinc est quod nos considerantes attente ætatem quatuordecim annorum, seu & minorem nullatenus repugnare regie dignitati, vel administrationi nanciscendæ, vel suscipiendæ regnorum. Iosus enim vnctus fuit, & regnavit ætatis suæ anno septimo. Iosias annorum octo erat quando regnare cepit. David paruulus in regem vnctus est, & Salomonem elegit Deus adhuc puerum, & tenellum: & isti reges fecerunt placitum coram domino. Hieremias puer super gentes constitutus est, considerantes quod annus decimus quartus discretionis existit, & in ipso quis ad plures actus legitimis, exercendi & assurgendi sint nobiles ad labores militares, & opera bellicosa & quod nonnulli reges tam prædecessores nostri, quam alij hac ætate, seu paulò ante, vel post, regnorum gubernacula assumpti magnifice, & vtiliter regnauerunt: Quod filij Regum Franciæ solent cura peruiigili instrui & educari in

Tome second.

AAA

bonis moribus, virtutibus, & honore. Quapropter ipsos verisimiliter traditur plus illo tempore proficisse, quam alios minoris status etate longè maiori, iuxta illud quod scribitur, & ceteris virtus contigit ante dies. Atque in corde nostro indelebiter est scriptum qualiter sanctissimus atavus, & prædecessor noster patronus, defensor, & dominus singularis beatus Ludovicus, flos, decus, lumen & speculum, nedum Regalis prosapia, sed omnium gallicorum, cuius memoria in benedictione est, & non relinquetur in secula, ac diuina protegente gratia nullius mortalis criminis sensisse contagium perhibetur, regnumque & Rempublicam laudabiliter gubernauit, quod gesta ipsius præclara (quæ mundus mirabitur quandiu solpermicabit) per nos, ac successores nostros merito ad consequentiam trahi debent, sic quod sua actio nostra instructio videatur. De ipso enim legitur quod regi maxime, & potentes inimici agente Deo, ipsius pueri Regis Viribus sunt repulsi, etatis sue quartodecimo anno regni regimen assumpsit, recepit homagia, seu fidelitatis iuramenta Praelatorum, Parium, & aliorum Vassallorum, fuitque sacra regali unctione inunctus, & coronatus, videntes & dierum crescente malitia mundi iugiter in deteriora prolabi, & non ex diuina providentia defectu, seu debiti rerum ordinis, sed ex propriis demeritis in hominum mentes affluta deprauante nequitia, in illis malorum passim cumulum superaddi, atque quasi diuina infinita per administratores alienos minoribus illata, & irogata fuerunt temporibus retroactis, nec cessant, prohi dolor, incessanter inferri, exactique temporis consideratio edocet, & pensata euidenter discrimina manifestant, Quot & quantis aliena longæua, & peregrina regimina plena periculis existerent. Quibus de causis, & aliis, ut minorum indemnitas succurratur, & ipsi frequenter veniam etatis impetrant, & nos, & prædecessores nostri in concedendo eandem consueuimus nos exhibere petentibus liberales, quodque Rex, & dominus naturalis, ac legitimus plus diligitur a subditis, quam cum quicumque regens pro eo videtur libentius, & sibi ab eisdem promptus obeditur, retrahunturque a facinorosis, & delictis solus dominum videndo frequenter etsi puerum, iuuenem, vel infantem, ad bonum obedientie, & seruitiorum promptitudinem excitantur, audaces, & magnanimi sunt, ac magis in omnibus viruosi. Macedones enim pulsi rege suo, regis defuncti filio existente in cuius pene in aciem posito acris receperet certamen, & victores fuerunt propter præsentiam eiusdem, ostendentes priori bello Regem non virtutem Macedonibus defuisse. Et Gallici Chilpericum Regem Francie, cuius autoritate, & nomine etatis quatuor mensium existentis regnum regi voluerunt, intuentes per reginam matrem suam ad exercitum inter brachia portari, ita strenuè bellaerunt, quod dictus Chilpericus gloriosissimum habuit, & obtinuit triumphum. Pacifico filio regi nostri nedum pro nostris, sed perpetuis temporibus, cupientes sinceris affectibus providere, ad vitandas discordias, remouenda scandala, & alia inconuenientia, & detrimenta maxima, quæ nisi prouideretur, timerentur verisimiliter euenire, præmisiss omnibus, & singulis, quantum nobis ex alto permittitur, meditati prouident, & agere considerate posimus ad omnem dubitationis materiam submouendam habita super hoc deliberatione maturata, consilio pleniori prelati, personisque notabilibus clericis, & laicis declaramus, decernimus, ordinamus, & hac edictali lege nostra irrefragabili, & in perpetuum valitura definimus constituimus, & sancimus de nostra certa scientia, ac regie plenitudine potestatis, ut si nos, vel successores nostros nunc diuino decedere, vel ab hac luce migrare contigerit, filio nostro masculo primogenito seu primogenitis regni successorum nostrorum pro tunc existentibus minoribus quatuordecim annis, eo ipso, quod dictus primogenitus noster seu primogeniti prædictorum successorum nostrorum quatuordecim annis sui etatis attigerint, vel eisdem descenditibus sine filiis masculi fratris sui ab eodem patre procreati naturales, & legitimi, secundum debitum ordinem originis eorundem dictum decimumquartum attingentes, quos exnunc prout extunc, quod ad infra scripta puberes statuimus, & decernimus reputari habebant, & habere debent regimen, & administrationem regni, homagia, & iuramenta fidelitatis per prelatos fratres, pares, principes, seu quascumque personas alias ecclesiasticas, vel seculares præstanda, & facienda, etiam si archiepiscopali, episcopali, Regia, vel alia quacumque præfulgeant dignitate, recipiant, & admittant. Illi vero qui ad eadè præstanda, vel facienda erunt quomodolibet adstricti, illa dicto tempore sibi facere, & præstare necessariò teneantur donum municipum sacre unctionis regalium, sceptrum, coronam, diadema, vestimenta, & alia insignia regalia, vniuersa, & singula recipere valeant, pro sua libito voluntatis teneant, ac plenum fortiantur effectum, iuramenta tam in sacra unctione, vel coronatione, quam alius tunc per eosdem præstita, necnon gratia, pacis, conventiones, & promissiones factæ suis subditis, & vassallis seu aliis personis ecclesiasticis, vel secularibus quibuscumque ac si essent maiores XXV. annis, faciantque, & disponant in omnibus, & per omnia, pro ut bonus Rex Francorum facere potest, & eidem competit ratione sui præcelsi culminis, ac dignitatis supreme sue regie maiestatis, consuetudinibus non obstantibus quibuscumque cum enim sint, ac fuerint ab antiquo pro dominio regni regendo, & conseruando actibus bellicis ad laudem bonorum, & vindictam malorum si opus fuerit exercendis, & ad prouinciarum regimen, ac pro debita iustitia, quæ hac usque (laus Deo) in regno nostro dicitur floruisse, absque acceptione personarum omnibus, & singulis ministranda officia ordinata, origine spectabiles, illustres, & super illustres, literati, prudentes, & scientifici, quorum opinionibus, & operationibus floret orbis, commisi, & deputati ad huiusmodi officia gubernanda, impendenda obsequia, ac administranda consilia maiestatis regie in omnibus quæ ius publicum concernunt, & super adpatione, vel administratione regni non reperiatur certa etas constituta, vel præfinita à iure in rege, qui solutus est legibus, cum iura dicentia etatem exigi in minoribus, loquebantur in iurisdictioni subiectis, dignum prorsus, & congruum arbitrium tam ex his, quam ex supradictis in dicto anno quartodecimo supra scripto filios nostros, vel successores nostrorum in casibus superius declaratis regimen, & administrationem regni nanciscij suscipere, & habere, ac omnia facere, quæ ad verum regem pertinent, ut superius est permissum. Si qui autem in tantam propperit temerarie presumptionis audaciam, quod præmissa, vel aliquid præmissorum per se, vel per alium, publicè, vel occultè nixus fuerit impedire seu super eisdem se inobedientè reddiderit, vel rebellem, omni iure successionis, & regni regiminis, vel administrationis eiusdè, quod pro tunc, & futuro tempore sibi cõpetere posset, necnon dignitatus, terris, feudis, & domaniis, quæ in regno nostro tenebit, & etià mandantes, cõsules, ageres, & consentientes, seu

ratum habentes eo ipso nouerint se priuatos. Ne autem nostra prasens lex, vel constitutio deinceps in disputatione materiam deducatur, sed si que super ipsa præterderetur ignorantia, crassa dici debeat & supina, volumus, & decernimus eandem solemniter publicandam, & in archiuo chartarum nostrarum ad perpetuam memoriam redigendam. Datum in Castro nostri memoris Vincenarum mense Augusto, anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo quarto, Regni Verò nostri undecimo, per Regem in consilio suo P. Blanchet, duplicata.

C'EST LE LOY, ou constitution Royale fut publicee au Parlement du Roy en sa presence de par luy tenant sa Iustice en son dit Parlement en sa Magnificence, ou Majesté Royale le vingtiesme iour de May, l'an de grace mil trois cens soixante & quinze. A ce furent presens Monsieur le Dauphin de Viennois fils aîné, Monsieur le Duc d'Anjou frere du Roy nostre sire, le Patriarche d'Alexandrie, les Archeuesques de Rheims, & de Tholozze, les Euesques de Laon, de Meaux, de Paris, de Cornuaille, d'Auxerre, de Neuers, & d'Eureux, les Abbez de saint Denys en France, de Lestoure, de saint Vast, & de sainte Colombe, de Sens, de saint Cyprian & de Vendosme, Chancelier du Duc d'Anjou, le Recteur, & plusieurs Maistres Docteurs en Theologie, Docteurs en Decret, & autres sages Clercs en l'Vniuersité de Paris, le Doyen, & Archidiacre de Brie, le Chancelier, & Penitencier, & plusieurs autres notables personnes de l'Eglise de Paris, Monsieur le Chancelier de France, les Comtes d'Alençon, d'Eu, & de la Marche, Messire Robert d'Artois, le Comte de Brienne, & de l'isle, & Messire Raymond de Beaufort, le Preuost des Marchans, & les Escheuins de la ville de Paris, & plusieurs autres gens sages, & notables tant Clercs, comme laïcs en grand nombre. Et est ceste loy, ou constitution Royale enregistree au Parlement, & l'original mis au thesor des chartes du Roy, & la copie d'icelle par maniere d'original souz le grand scel Royal bailliez aux Religieux de saint Denys en France, pour la mettre, & garder en leur thesor, & tout à fin de Perpetuelle memoire d'icelle loy, ou constitution Royale. Ainsi est il contenu en vne cedule attachee à icelle par le Greffier du Parlement.

LES PROPOS TENVS PAR LE ROY CHARLES IX.

feant en son liêt de Iustice en sa cour de Parlement de Rouën, Actes de maiorité, & autres choses lors par luy faictes & ordonnees.

II.
Char. 9 1563.
à Roën.



E Mardi dixseptiesme iour d'Aoust l'an mil cinq cens soixante trois, la cour s'est assemblee en la grand chambre du plaidoyé, apres auoir esté aduertie que le Roy viendrait ce iour d'huy tenir son liêt de Iustice en icelle: & s'est preparee pour attendre ledit Seigneur, & le recevoir ainsi qu'il est accoustumé en tels actes. A ces fins les Presidens, Conseillers, gens du Roy, Greffiers & Notaires se sont vestus de leurs robes rouges, les Presidens ayans leurs manteaux & mortiers, & les Conseillers, gens du Roy, Greffiers & Notaires, leurs chapperons rouges fourrez. Et estant la compagnie aduertie entre huit & neuf heures, que Messire Michel de l'Hospital, Gheualier, Chancelier de France, arriuoit en la cour du Palais, ont esté enuoyez au deuant de luy iusques à la porte de la salle des Procureurs, au hant des degrez du Palais, quatre des plus anciens Conseillers de la grand chambre, & deux des plus anciens de la chambre des Enquestes. Lequel Sieur Chancelier entra audit Parlement, vestu d'une grand robe de velours noir avec la cornette, accompagné des dessusdicts, & de Maistres Iehan de Monluc Euesque de Valence, & Sebastian de l'Aubespine Euesque de Lymoges, Jacques du Faur Abbé de la Cafe-Dieu, Conseillers au priué conseil du Roy: Michel du Faur President au Parlement de Tholozze: Nicolas le Conte Sieur de Dracquenuille, & Regnant de Beaune Abbé de la cour-Dieu, Maistres des Requestes ordinaires de l'Hostel: Louys du Faur Conseiller au Parlement de Paris: Gabriel du Bourg Conseiller au Parlement de Tholozze: Iesse de Beauquemare, & Pierre du Faur Sieur de sanct Iory Conseillers au grand conseil, qui tous ont prins place chascun selon son ordre, comme il est accoustumé. Tost apres est venu le President Birague Conseiller au priué conseil, qui s'est assis aupres desdits Euesques de Valence & de Lymoges sur l'une des formes tapissees, estans au parmy du parquet de la chambre de Parlement. Et apres auoir attendu par quelque espace de temps la venue du Roy, & que sur les dix heures & demie il est arriué en la cour du Palais, ont esté enuoyez au deuant de sa Majesté iusques au bas des degrez, par lesquels l'on monte en la salle des Procureurs, l'un des Presidens, quatre des plus anciens Conseillers de la grand chambre, & deux des plus anciens de la chambre des Enquestes. Et iusques à l'autre porte d'entre la salle des Procureurs & le parquet des Huissiers, six des autres plus anciens Conseillers, pour luy faire la reuerence & reception au nom de la compagnie. Ledit Seigneur arriué, accompagné de la Roïne sa mere, de Monseigneur le Duc d'Orleans son frere, de Messieurs les Prince de Nauarre, Cardinal de Bourbon, Prince de Condé, Duc de Montpensier, Comte-Dauphin, Prince de la Roche-sur-Yon, Cardinal de Chastillon,

Cardinal de Guise, Duc de Longueville, Duc de Montmorency Connestable de France, Sieur de Brissac, de Montmorency, de Bourdillon Marechaux, & de Boisy grand Escuyer de France. Ledit Seigneur assis en son siege Royal, la Royne à costé dextre sur vn tapis de velours, Monseigneur le Duc d'Orleans, Messieurs les Prince de Navarre, Cardinal de Bourbon, Prince de Condé, Duc de Montpensier, Comte-Dauphin, Prince de la Roche-sur-Yon, Duc de Longueville, Connestable, Sieurs de Brissac, de Montmorency, de Bourdillon Marechaux, & de Boisy grand Escuyer de France, assis du mesme costé dextre : & au costé senestre les Cardinaux de Chastillon, & de Guise. Monsieur le Chancelier assis en vne chaire tapissée au dessus des Presidens de la cour : L'huissier de la chambre du Roy estant au pied du degré par lequel l'on monte aux hauts sieges : & le premier Huissier de la cour vestu de sa robe rouge, ayant son long chapperon noir, & son bonnet fourré, estoit à l'entree du parquet de la chambre de Parlement : en laquelle entree du parquet estoit le Sieur de la Ferté Capitaine des gardes, & aucuns Archers. Les Sieurs de Gonnor, de Lanillac, & de Chaulne, Cheualiers de l'Ordre, & Conseillers au priué Conseil, se sont assis sur l'une des formes couverte de tapisserie, pareille à celle où estoient assis les autres Conseillers dudit priué Conseil de robe longue. Les portes estans encores closes, le Roy ainsi seant en son liect de Iustice, à parlé comme sensuit :



P R I s qu'il a pleu à Dieu (apres tant de trauaux & maux, que mon Royaume a euz) me faire la grace de l'auoir pacifié, & en chasser les Anglois, qui detenoient iniustement le Haure de Grace : J'ay voulu venir en ceste ville pour remercier mon Dieu, qui n'a iamais delaisné, ny moy, ny mon Royaume. Et aussi pour vous faire entendre qu'ayant attainct l'aage de ma Maiozité, comme j'ay à present, que ie ne veux plus endurer que l'on vse en mon endroict de la desobeissance que l'on m'a iusques icy portee depuis que ces troubles sont encommencez : Et qu'ayant faict edict de la paix, iusques à ce que par le Concile general ou national soit faicte vne si bonne & sainte reformation, que ie puisse veoir par là tous mes subiects reünis en la crainte de Dieu, ou qu'autrement par moy en soit ordonné : que tous ceux qui le voudroient rompre ou y contruenir, soyent chastiez comme rebelles & desobeissans à mes commandemens. Et entens que par tout mon Royaume il soit obserué & gardé, & qu'il n'y ait plus nul, de quelque qualité qu'il soit, qui ait armes, & que tous les posent, soyent villes ou du plat pays. Et aussi ne veux plus que nul de mes subiects (fussent mes freres) ayent nulle intelligence, ne qu'ils enuoyent sans mon congé en pays estrange, ny à nuls Princes, soyent amis ou ennemis, sans mon sceu : ny que l'on puisse faire cucillette, ny leuer argent en mon Royaume, sans mon expres commandement.

E t à fin que nul n'ait causé d'ignorance, j'entens en faire publier l'edict en ma presence, que ie veux estre passé par toutes mes autres cours de Parlement : à fin que tous ceux & celles qui y contrueniendront, soyent chastiez comme rebelles & crimineux de leze Majesté. A quoy ie veux que teniez tous (qui estes icy presens) la main, selon voz charges & offices que tenez, m'y faire obeir. Et aussi que vous qui tenez ma Iustice en ce lieu, la faciez telle à mes subiects, que ma conscience en soit deschargée deuant Dieu, & qu'ils puissent viure tous souz mon obeissance, en paix, repos & seurcté. Et ce faisant le recognoistray, comme doit vn bon Roy, vers ses bons subiects & seruiteurs.

Après a esté par Monsieur le Chancelier, parlé à peu pres ainsi qu'il sensuit :



M E S S I E U R S, Vn ancien Poëte Grec, voulant monstrier la varieté & inconstance des choses humaines, disoit que Vn iour ou iournee nous estoit comme mairastre, autre comme mere. Ce que nous voyons pour la pluspart aduenir. Vn iour l'homme est sain, l'autre iour malade : vn iour riche, l'autre pauvre : vn iour honoré, l'autre deshonoré : vn iour content, l'autre malcontent. Cela aduient non seulement aux hommes priuez, & aux maisons priuees, mais aussi aux Royaumes, pays, villes & provinces. Je le dy à propos de ce que l'on a veu puis vn an en deux iours deux entrees du Roy nostre souverain Seigneur en ceste ville de Rouën fort differentes : desquelles iournees l'une pouuons appeller mairastre, l'autre mere. Mairastre fut la premiere, pleine de douleurs & tristesses, & de tous les maux qui aduennent es villes prinsees de guerre, combien que ce fust au grand regret dudit Seigneur, ainsi que chascun scait. Vous scauez la peine qu'il & la Royne sa mere prindrent pour y obuier, les pardons & abolitions qu'il octroya generallyment à tous les habitans. Je n'en parleray plus auant, de peur de rafraischir la memoire des choses que sa majesté veut estre oubliées & abolies.

bolies. L'autre iournee, qui est comme mere, est celle en laquelle le Roy a faict son entree en ceste ville, apres la prinse du Haure de Grace, & retour de son heureux voyage, qui est plein de ioye & consolation: vous venant visiter & se resioiyr avec vous, comme ceux qui sur tous autres ont plus de cause de se resioiyr de ceste heureuse victoire, d'autant que vostre ville, qui est la metropolitaine & capitale du pays de Normandie, en receura plus de fruct que toutes autres. Par ceste victoire, la coste de la mer de ce pays, qui estoit tant trauailliee par les Anglois, est assuree: la riuere de Seine passant par les deux principales villes de son Royaume, Paris & Rouën, apportant infinis biens & richesses. Vous deuez donc esperer de ceste venue du Roy toute richesse & abondance de biens. Le Roy comme Prince tres-Christien, recognoist que Dieu luy a octroyé de sa grace ceste si heureuse victoire, & que sa ville du Haure de Grace ne se pouuoit reprendre par forces humaines, & que le conseil, l'entreprinse, la prinse & execution sont de Dieu, seulement luy Roy est ministre. Peu de gens estoient qui bien osassent esperer de l'ysse, tant estoit forte la ville d'assiette & de murailles, pleine de munitions & de gens de guerre, qui estoient dedans, la fleur & eslite d'Angleterre, & la saison qui presoit. Toutes ces choses nous mettoient hors d'esperance: toutesfois il semble que Dieu inspira la Royne sa mere à faire poursuyure ceste entreprinse. Les hommes pensent quelquefois que les Roys entreprennent beaucoup de choses sans raison, & contre l'opinion des autres: mais il ne l'entendent pas. Non sans cause les anciens appelloient les Roys enfans de Dieu: parce que la pluspart de leurs œuvres procedent de Dieu, ainsy qu'est adueni en cest œuvre. Dieu a trauaillé l'ennemy tant de ses armes, que de celles des hommes: les armes de Dieu sont la peste & maladies, que l'Esriture appelle les saiettes & traicts de Dieu. Les Seigneurs qui ont en la charge de ceste entreprise, sy sont monstrez (comme tousiours) vaillans. Je ne parleray point d'auantage d'eux en leur presence. La prinse fut si à propos, que le lendemain d'icelle arriva secours à l'ennemy. Encores que ce faict soit plein d'honneur & de gloire: si ne veut le Roy se flatter iusques là, que de croire que Dieu luy ait donné ceste victoire en sa faueur seulement & pour ses merites: mais plustost pour punir le pariure des ennemis & aduersaires de ceste Couronne: & pour monstrier que nul (tant long soit) laps de temps puisse confirmer vne iniuste & violente possession. Je le dy pour la ville de Calais, que nous auons par mesme moyen prinse & acquise avec le Haure de Grace: & vuidé deux querelles qui estoient entre nous & les Anglois. La plus ancienne querelle estoit pour le Duché de Normandie, où il y auoit peu de raison pour les Anglois. Vous scauez, Messieurs, par l'histoire, que le Duché de Normandie est de tout temps de la Couronne de France, subiect & vassal de ceste Couronne. Que le Roy Charles le simple le bailla à Roul ou Rollo, qui fut le premier Duc de Normandie, estranger venu du pays de North, l'an neuf cens & douze, il y a six cens cinquante & vn an: à la charge de le tenir de la Couronne de France. Et pource que la Couronne d'Angleterre vint à Guillaume le Bastard Duc de Normandie, les Anglois y ont voulu pretendre droit, & ayans forsaict contre le Roy de France leur Seigneur, ce Duché de Normandie fut reprins par Philippes Auguste Roy, en l'an mil deux cens & quatre, lequel, & ses successeurs en ont tousiours iouy. Le Roy Saint Louys depuis feit vn traicté avec les Anglois, par lequel ils quitterent & se departirent du droit qu'ils pretendoient audit Duché. Ainsy nous auons continué nostre possession dudit Duché iusques en l'an mil quatre cens quinze, que apres la bataille d'Agincourt, le Roy d'Angleterre l'occupa, & posseda iusques en l'an mil quatre cens quarante neuf, cinquante, & cinquante & vn, que le Roy Charles septiesme dechassa lesdits Anglois, tant du pays de Normandie, que autres prouinces de son Royaume, qui fut la fin de ceste querelle. Et depuis ils n'ont attenté en ce pays iusques à ceste derniere occupation du Haure: lequel toutesfois ils disoient detenir souz pretexte seulement de gaigne ou hypothèque, & iusqu'à ce que Calais leur fust rendu.

Messieurs quant à Calais, vous scauez combien elle nous importe, & quels droicts nous auons en icelle. Ce n'estoit pas grand chose au commencement, & dependoit ledit Calais du Comté de Boulongne: & se trouue que le Roy Saint Louys (duquel le regne est presque conforme à celuy de present) estant venu ieune, aagé de quatorze ans à la Couronne, ayant

Une bonne mere & vertueuse Princeſſe, fut agité de beaucoup de guerres domeſtiques, par les Princes de ſon temps, deſquels Philippes ſon oncle ou couſin Comte de Boulongne eſtoit leur chef: iceluy Philippes ſeit fermer Calais de murailles, qui eſtoit au parauant ouuert. Depuis ledit temps noz Roys ont touſiours iouy dudit Calais, iuſques à la iournee de Creſſy, mil trois cens quarante ſept ou quarantehuiſt, que le Roy Edouart d'Angleterre ſecond de ce nom l'aſſiegea & print. Et l'ont tenu les Anglois iuſques à ce que le Roy Henry, de bonne memoire, pere de noſtre Roy le conqueſta. Ledit Seigneur auant mourir, contrainct par accident & inconuenient de guerre, ſeit vn traité avec les Anglois, par lequel nous deuions leur laiſſer Calais dedans huit ans, à condition que ſi l'un ou l'autre des Roys mouuoit la guerre dedans ledit temps, celuy qui commenceroit, perdrait tout le droit qu'il y pretendoit: Et nous, outre la perte de noſtre droit, payerions à l'Anglois cinq cens mil eſcus. Mais Dieu qui a regardé ce Royaume en pitié, & au mauuais droit des Anglois, que nul laps de temps peut confirmer, a permis que leſdits Anglois ont les premiers contreuenu au traité, encores qu'ils euſſent baſti à chaulx & à ſable, & à leur aduantage. Ainſi la Roynie d'Angleterre ayant contreuenu à ce traité, eſt deſcheüe de ſon droit. L'ay bien voulu dire cecy, combien qu'il ſoit cogneu à toutes gens, pour monſtrer que la Roynie d'Angleterre n'a pas ſeulement perdu le Haure de Grace, mais auſſi le droit qu'elle pretendoit à Calais.

Or Meſſieurs ie vien à ce que le Roy vous a propoſé, & declaration qu'il a preſentement faiſte de ſa Maiorité. Vous auez entendu de luy la forme qu'il veut eſtablir en ſon regne, & comme il a delibéré de viure & regner par cy apres: la plus belle forme & la plus digne que vn Prince Chreſtien ſcauroit choiſir. Je parleray de ceſte maiorité du Roy, qui eſt choſe inconnue à beaucoup de gens, mais vraye comme la verité. Noz predeceſſeurs & maieurs ne ſont moins à louer de leur prudence à faire loix & ordonnances, que de leur vaillance au faiſt de la guerre, dont ſont pleines les hiſtoires. Laiſſons les loix communes & ordinaires qui ſont de la Juſtice & police du Royaume, pour prendre les deux plus grandes & plus viles que l'on ſcauroit penſer: l'une regardant la creation du Roy, l'autre l'adminiſtration du Royaume. Ils ont voulu pourueoir aux inconueniens qui pouuoient aduenir durant le temps & eſpace qui eſt entre la mort d'un Roy, & la creation du ſucceſſeur. Tels inconueniens ſ'apperçoient és lieux où il y a interregne. Regardez les maux qui aduenient à Rome entre le decez d'un Pape, & le couronnement de l'autre, tout y eſt en proye: il n'y a loy ne magiſtrat qui y puiſſe pourueoir. Regardez à l'Empire, & au temps qui eſt entre le decez de l'Empereur & creation du ſucceſſeur. Pour à quoy obuier, noſdits maieurs ont ordonné par loy perpetuelle, que iamais le Royaume n'eſt vacant, ainſy a continuation de Roy à Roy, & que ſi toſt que le Roy à l'œil clos, auſſi toſt nous ayons Roy, nous ayons Seigneur & maiſtre, ſans attendre couronnement, onction, ne ſacre, ſans attendre toutes autres ſolennitez. Les Romains auoyent ceſte couſtume que iuſques à ce qu'ils euſſent créé vn Roy, ou du temps de la republique autre nouuel magiſtrat, ils creoyent des Interrois, pour ce pendant commander. Il n'eſt rien pire que l'Anarchie. Si vous n'auiez vn Roy, les loix de ſoymeſmes ne ſcauroient commander: voyla la prudence de noz maieurs. L'autre loy eſt celle qui eſt faiſte pour l'adminiſtration du Royaume, que nous appellons Loy de la Maiorité, dont le Roy vous a parlé. Meſſieurs, il n'y a dignité ne magiſtrat, ſoit Eccleſiaſtique ou ſeculier, pour auquel paruenir ne ſoit prefix certain aage & temps. Toutes perſonnes ne ſont capables & receuës à eſtre Eueſques, Diacres, Iuges & magiſtrats, ſi elles n'ont attainct l'aage requis & legitime: le ſemblable eſt aux tutelles, faction de teſtament, adminiſtration des biens. La loy qui faiſt noſtre Roy maieur à quatorze ans, eſt ſinguliere, & non commune à celles des autres Royaumes & Empires, par laquelle l'adminiſtration du Royaume eſt donnée au Roy à l'aage de quatorze ans: non qu'elle face preiudice à la Loy de nature: car les loix des hommes ne peuuent changer ne muer les loix de nature: ne que telle loy puiſſe faire ſage auant le temps celuy qui eſtre ne le peut, pour n'auoir l'experience des choſes: mais elle a voulu obuier aux inconueniens qui aduenoyent aux autres Royaumes, & euſſent peu aduenir en ceſuy. Et pour n'aller chercher les exemples anciens, ie parleray des plus receus. L'hiſtoire eſt aſſez notoire comme Louys, dit le Maure,

en 1564

en vſa à l'endroict de ſes nepueuz Ducs de Milan, & le Roy Richart d'Angleterre vers les ſiens. Il y eut auſſi de grandes querelles en France apres le decez du Roy Charles le Bel, ayant delaiſſé la Royne enceincte, à raiſon que Edouart Roy d'Angleterre voulut eſtre tuteur de l'enfant qui eſtoit au ventre : Philippes qui depuis fut Roy. Au contraire, du temps du Roy Charles ſixieſme, apres qu'il fut tombé en debilité d'eſprit, aduindrent autres grands inconueniens en ce Royaume pour l'adminiſtration d'iceluy. Pour euitier à tels inconueniens, & oſter les regences & gouuernemens, la Loy a voulu que le Roy ſoit fait maieur à quatorze ans.

Il y a autre loy faiſte du temps du Roy Charles ſixieſme, publiee en Parlement à Paris le lendemain de Noël par le Roy, les Princes & autres Seigneurs du conſeil preſens, qui porte que quelque aage que le Roy ait, fuſt bien d'un an ſeulement, toutes choſes ſe feront en ſon nom : ne luy donne toutesfois l'adminiſtration. Mais celle dont eſt parlé deſſus, qui eſt du Roy Charles le quint, dit le ſage, donne l'adminiſtration à l'aage de quatorze. Sage fut-il vrayement, & quand iamais n'euſt fait autre choſe, meritoit bien tel nom. Nostre Roy a bien attainct ceſt aage, & non accomply : mais ceux qui ont veu les liures, ſçauent que les loix veulent qu'en honneurs l'an commence eſt reputé pour entier & accomply. Je citeray la loy qui eſt en noz liures avecque congé & licence : c'eſt la loy qui eſt aſſez vulgaire. Ad Rempublicam. De munerib. & honor. aux Pandectes, qui decide qu'il ſuffit d'auoir attainct & non accomply le dernier an de l'aage. Puis doncques qu'il a plu à Dieu que noſtre Roy ſoit paruenue à ſon aage de maiorité, nous deuous nous reſiouyr à ce, comme nouueau commencement ou renouuellement de regne, plus ioyeux & plus agreable que nul des autres. Le iour de l'aduene- ment à la couronne, à quelque choſe de triſte, ſoudain apres le decez du precedent Roy recent & de freſche memoire : Auſſi à le iour de l'enterrement, apres lequel les Heraux crient, le Roy eſt mort : & incontinent, viue le Roy : mais tel cry eſt meſlé avec triſteſſe. Le iour du ſacre, il y a plus de religion & ceremonie que de ioye : mais auourd'huy que noſtre Roy eſt maieur, il n'y a riens de triſte : ains tout y eſt plein de ioye. Meſmes eſtans ſuruenues les priſes du Haire de Grace & de Calais, d'ont Dieu a voulu ſauoriſer le premier an de ſa maiorité : il nous conuient donc l'honorer, & luy porter obeiſſance, non ſeulement de bouche, mais auſſi de cœur. Il eſt maieur : mais ie ne craindray point à dire en la preſence de ſa Maieſté (car il le nous a ainſi dit) qu'il vouloit eſtre reputé maieur en tout & par tout, & à l'endroict de tous, fors & excepté vers la Royne ſa mere, à laquelle il reſeruoit la puiſſance de commander. Dieu par ſa grace luy doit bien regner ſouz le bon conſeil de la Royne ſa mere, & par celuy des Princes & Seigneurs. Le Roy maieur a voulu faire ſon entree en ceſte ville, bailler & preſcrire en peu de parolles la loy & forme qu'il entend tenir durant ſon regne, comme faiſoyent les anciens Pretours par leurs Edicts, au commencement de leurs magiſtrats : ne voulant faire loix à ſon proffit, mais comme le bon paſteur, faire tout au proffit de ſon troupeau. Deſire ſes Edicts & ordonnances eſtre obſeruez & gardez, meſmement l'Edict de la pacification des troubles, qu'il n'a luy ſeul compoſé, ains par le conſeil, aduis & deliberation de la Royne ſa mere, & des Princes & Seigneurs de ſon conſeil. C'eſt la paix que noſtre Seigneur Ieſus Chriſt nous a recommandé garder. Veut le Roy que toutes armes ſoyent poſees par tout ſon Royaume, tant es villes que plat pays, meſmement par ceux auſquels il n'appartient les porter. Puis qu'il nous fait ceſt honneur d'eſtre pacificateur, & qu'il commande la paix, c'eſt raiſon de luy obeir. Il vous dit auſſi, qu'il ne veut ny entend, ains defend que nul n'ait à praticaner, negocier, ne communiquer avec les eſtrangers, ſoit amis ou ennemis, ſans ſon ſceu ou commandement. Ceſte ordonnance eſt fort bonne, & la faut bien garder, & obeir à noſtre Roy, ſans que aucun de nous ſe face ou pourchaſſe amitieuz ou inimitiez priuees & particulieres enuers les eſtrangers ſans le ſceu de ſon Prince. Il n'eſt loiſible auoir inimitié ou amitié avec les eſtrangers, ſi n'eſt publique, ſi n'eſt celle du Roy.

A l'exemple de ce grand Capitaine des Romains Scipion, duquel le fil fut prins par le Roy Antioche en la guerre que les Romains auoyent contre luy. Iceluy Roy enuoya offrir à Scipion luy rendre ſon ſils avec grands & riches preſens, penſant par ceſt offre gaigner Scipion, & faire que par ſon moyen les Romains delaſſaſſent l'entrepriſe d'Asie. Ce ſage Capi-

taine fait responce, que si Antioche luy rendoit son filz, il mettroit peine de recognoistre ce bien faict par autre semblable recompense priuee : mais qu'il ne pouuoit mesler le public avec les choses priuees. Parquoy il est necessaire que noz affections priuees soyent conformes à celles du Roy. C'est ce que i'auois à vous dire de la part du Roy. Vent outre sa majesté, que toutes similtéz & inimitiez cessent, admonnestant ses Officiers tant de ses cours souveraines, que Baillifs, Seneschaux, & autres, d'administrer sa Iustice comme il appartient en toute equite, sans affection & passion, pour la descharge de sa conscience.

Messieurs, vous voyez les maux que ce pauvre peuple a soufferts durant ces diuisions. Lors il ne pensoit sinon à se piller, & tuer les uns les autres, à soustenir sa part & faction, destruire la contree, oubliant la charité enuers son prochain. A ceste heure qu'il a senty les verges de Dieu, sera plus prompt à se reconcilier à luy, & à son prochain, & mieux disposé que auparavant. A l'exemple de ceux qui ont esté malades, & apres la purgation des mauuaises humeurs deuiennent plus soigneux de leur santé, & plus sains. Vostre ville a esté par cy deuant pleine de luxe, plaisirs & voluptez, comme aduient à villes riches & marchandes. Peut-estre que le mal-heur & pillage qu'auetz souffert, est aduenu pour vostre profit, & pour vous oster les empeschemens qui vous retiroient de la souuenance de Dieu, vous empeschoyent le recognoistre. Il est à croire que c'est vn chastiment paternel, & que ceste necessité & pauureté vous rendra capables de la cognoissance de Dieu. Il nous a vistez, retournons à luy : il nous aidera, & donnera secours en noz aduersitez. La ville bien reiglee & reformee est plus heureuse, que celles qui ont abondance de tous biens & plaisirs.

IE reuiens à vous qui tenez la Iustice du Roy, dont (moy indigne) suis le chef : il me desplaist beaucoup du desordre qui est en la Iustice. L'on dit bien qu'il est besoing de reformer l'Eglise, mais la Iustice a aussi grand besoing de roformation que l'Eglise. Messieurs ie ne vous parleray des preceptes qui enseignent la maniere de bien iuger : car vous en auiez les liures pleins : vous admonnesteray seulement comment vous deuez composer & comporter en voz iugemens, sans blasme, tenant la droicte voye, sans decliner à dextre ne à senestre. Vous iurez à voz receptions garder les ordonnances, & entrez en voz charges par serment, iurez & promettez les garder & faire garder : les gardez-vous bien ? La pluspart d'icelles est mal gardée, & en faites comme de cire, & ainsi qu'il vous plaist. Il y a pis : car vous dites estre par dessus les Ordonnances, & n'estre obligez par icelles, si n'est entant qu'il vous plaist. Messieurs, Messieurs, faites que l'ordonnance soit par dessus vous. Vous dites estre souuerains : l'ordonnance est le commandement du Roy, & vous n'estes pas par dessus le Roy. Il n'y a nuls, soyent Princes ou autres, qui ne soyent tenus garder les ordonnances du Roy. Doncques le serment que vous faites d'icelles garder est vain. Lysias ancien Orateur disoit, que tout ainsi qu'en la lyre ou luth les cordes respondent à la main : au semblable faut que la volonté des Iuges s'accorde avec l'intention du Legislatueur. Le Roy fait vne ordonnance : vous l'interpretez, vous la corrompez, vous allez au contraire : ce n'est pas à vous. Les Iuges qui ne se veulent conformer au Legislatueur, sont comme les vogueurs qui tirent au contraire du gouverneur, & partant font pericliter le nauire : ou comme le pere de famille qui n'est obey des siens en sa maison. Si vous trouuez en pratiquant l'ordonnance, qu'elle soit dure, difficile, mal propre & incommode pour le pays où vous estes Iuges, vous la deuez pourtant garder, iusques à ce que le Prince la corrige, n'ayans pouuoir de la muer, changer ou corrompre, mais seulement user de remonstrance. Au demeurant Messieurs, prenez garde quand vous viendrez en iugement, de n'y apporter point d'inimitié, ne de faueur, ny de preiudice. Je voy beaucoup de Iuges qui singent & veulent estre du iugement des causes de ceux à qui ils sont amis ou ennemis. Je voy chascun iour des hommes passionnez, ennemis, ou amis des personnes, des sectes & factions, & iugent pour ou contre, sans considerer l'equité de la cause. Vous estes Iuges du pré ou du champ, non de la vie, non des mœurs, non de la Religion. Vous pensez bien faire d'adiuger la cause à celuy que vous estimez plus homme de bien, ou meilleur Chrestien. Comme sil estoit question entre les parties, lequel d'entre eux est meilleur poëte, orateur, peintre, artisan : & en fin, de l'art, doctrine, force, vaillance, ou autre quelconque suffisance : non de la chose qui est amenee en iugement.

ment. Si ne vous sentez assez forts & iustes pour commander voz passions, & aymer voz ennemis, selon que Dieu commande, abstenez vous de l'office de Iuge. Il y en a de grandes plaintes, & est le Roy en voye de vous oster la cognoissance de beaucoup de causes, à son regret, craignant par ce moyen confondre l'ordre ancien des sieges & iurisdicctions. Il est aucuns Iuges qui craignent la reputation & opinion du peuple, disans, si ie iuge autrement que au desir du peuple, que dira le peuple? Il est escript en Exode, In iudicio non sequeris turbam, neque plurimorum sententia acquiesces vt à vero deuius.

Inuidiam placare paras virtute relicta, dit le Poëte. Regardez la Verité, & ce qu'il appartient, & ce que Dieu veut & le Roy, & ne craignez point le peuple. Faites comme celui de qui dit le Poëte,

Non ponebat enim rumores ante salutem.

IE viens aux dons & presens. Messieurs, vous sçavez que la Iustice (si faire se pouuoit) deuroit estre gratuite. C'est vne Vierge pure & chaste, non pas seulement de corps, mais de mains, & de toutes autres parties. Anciennement en France les Iuges ne prenoient riens des parties pour faire iustice, si n'est ce qu'on appelloit espices, qui sont depuis conuerties, par vne vilaine metamorphose, en or & argent, & par conuience ou dissimulation permises, modereement toutesfois. A present en beaucoup de lieux elles sont doubles & triples, & tellement que le Iuge ne fait plus rien sans argent. Vous ne pouuez retenir le nom de Senateurs, de preud-hommes & bons Iuges, avecques la conuioitise de vil gain. Certes celui qui tasche à s'enrichir par tels moyens, de riche de biens, deuiendra pauvre d'honneur. La marchandise est chere que l'on achepete avec perte de loz & gloire. J'aimeroiy mieux la pauureté du President la Vaquerie, que la richesse du Chancelier, à qui son maistre fut contraint dire, c'est trop, Rollin. Les bonnes gens se plaignent aussi de la longueur & multiplication des procez. Ce n'est pas la louange d'un Iuge que de vider beaucoup de procez.

---vir bonus est quis?

Quo multæ magnæque secantur iudice lites.

LE Vray loz du Iuge, est de diminuer & esteindre, & garder qu'il n'y ait nul procez, si faire se peut: tout ainsi que les loix sont meilleures qui empeschent que les crimes n'aduient, que celles qui les punissent. J'aimeroiy mieux le Medecin qui empescheroit que la maladie ne vint, que celui qui la guariroit. Ainsi est-il des Iuges qui cherchent la louange de vider beaucoup de procez: mais en maniere que de leurs iugemens sourdent plus grands nombres de débats, que deuant: tellement que comme l'on dit, Litem ex lite serunt. Vous donnez des arrests, qui engendrent des procez plus grands qu'ils n'estoyent auparavant, tant s'en faut qu'ils y mettent fin. Regardez au temps passé, qu'il estoit autant de gens comme de present, icy n'auoit qu'un Eschiquier qui n'estoit seant que trois sepmaines, ou un mois, & depechoit en si peu de temps tous les procez: a present vous estes tout l'an trois chambres ordinaires tousiours assis, & neantmoins les procez ne diminuent point. C'est à dire que chascun veut viure de son mestier, & iceluy faire durer & valoir. Vous ferez bien d'y donner ordre.

VOUS vous plaignez des reuelations des secrets de la cour faictes au Roy, que tels personages sont meschans & pariures. Je ne pense point les reuelateurs des opinions, gens de bien, s'ils le reuelent par ambition, & pour gagner la grace des Roys & Seigneurs: mais qui feroit les choses bonnes & de bonne sorte, ne craindroit point qu'elles fussent venës & cogneuës, voire comme faictes en un theatre, & seroit peu de compte des reuelateurs. L'œil de Iustice voit tout: le Roy voit tout: & le temps descouure tout. Ne faites rien que ce que voudrez estre sceu. Un Romain voulant achepeter vne maison, on luy dit qu'il y auoit plusieurs venës dessus. A quoy il respondit, qu'il en aimoit mieux, parce que il ne faisoit rien qu'il ne voulsist bien que l'on veist. Les reuelateurs des iugemens de la cour, sont punissables: mais ceux qui par bon zele & affection reuelent les contrauentions qui se font aux ordonnances du Roy, ne sont tels, & ne sont à blâmer. Vous estes tenus, mesmes Vous Presidents, remonstrer les choses qui se font contre les ordonnances, & en aduertir le Roy. Au temps passé il y auoit des Commissaires du Roy, & mesmes les Conseillers du grand Conseil, qu'on dit à present, priué

conseil, qui alloient & entroyent és Parlements, pour entendre comme tout y alloit, & le rapporter audit Seigneur. L'ordonnance vous enioint tenir les Mercuriales, & icelles rapporter au Roy, afin que ledit Seigneur soit informé de ce qui se fait en ses cours de Parlements contre ses ordonnances, & les fautes qui se commettent. C'est bien au Roy à le sçavoir, puis qu'il faut qu'il en responde deuant Dieu. Et ne luy seruira dire que ce n'est luy qui a faict la faute, mais ceux qu'il auroit commis : car il a deu s'enquerir des fautes de ses Iuges & Officiers. Ne trouuez point estrange ce que ie vous en dy : cas souuent sont apportez au Roy de voz ingemens, qui semblent de prime face fort estoignez de toute droicteure & equité : ausquels toutesfois le Roy ne veut toucher, ne respondre les requestes des parties, que ne vous ait mandé au parauant luy enuoyer les raisons sur lesquelles le ingement est fondé. Vous ne deuez pas trouver cela estrange : car les plus grands, soyent Conestable, Marechaux ou Chancelier de France, rendent chascun iour compte au Roy du faict de leur charge : & ne trouuent mauuais d'en estre reprints & blasmez par le Roy, quand ils faillent. A Ja Majesté appartient de sçavoir comme sa Iustice est administree, & si ses Iuges y font leur deuoir. C'est trop grande arrogance quand les Iuges maintiennent qu'ils ne peuuent entrer ou faillir, qui est commun à tous hommes : & comme dit vn ancien Philosophe, La Republique est mal regie, où les Magistrats sont exempts de rendre compte de leurs ingemens & ordonnances. Vous ne deuez vous sentir greuez de rendre bon compte à vostre Roy, à vostre Maistre, de qui tenez voz honneurs & Magistrats à tiltre de preciaire, & tant qu'il luy plaira. Es autres pays les Iuges sont syndiquez apres leur Magistrat fini : icy voz Magistrats sont perpetuels : n'en abusez point, & ne changez cest honneur legitime en tyrannie. Et pour faire vne fin, obeissez au Roy, à ses ordonnances. Ce faisant vous n'auuez eu Roy qui soit plus amateur de vous, & qui mieux le recognoisse en vostre endroit : faisant le contraire, il aura plus de respect au bien & salut de son peuple, que à la personne des mauuais Iuges.

Ce faict, les Presidens, Conseillers, gens du Roy, Greffiers, Notaires & premier Huissier s'estants mis à genoux, iusques à ce que Monsieur le Chancelier leur a dit que le Roy entend qu'ils se leuent. Ce qu'ils ont faict : tost apres que Messire Anthoine de saint Anthot premier President a commencé à parler, qui a dit à peu pres ce qui s'ensuit :

IRE, Auparauant que la nation Grecque eust cognoissance des sacrees Bibles de Moyse, qui seul a descript la verité de la creation du monde, il s'y trouua des hommes sçauans, lesquels en leurs simulees & fabuleuses meditations paruiurent à en auoir de loing, & par coniecture quelque cognoissance, & en discourroyent ainsi : Au premier temps (disoyent-ils) que les Dieux estoient seuls, auant que les hommes & bestes fussent creez, ils formerent aux entrailles de la terre toutes sortes d'animaux. Et quand par le destin fatal de generation il fut temps de les mettre en lumiere, ils enuoyerent en terre deux de leurs messagers, pour distribuer à chascun animant la force, vertu, & propriété qui luy seroit necessaire. L'un de ces messagers estoit mal sage, comme ne pouuant prendre conseil que apres le mal aduenü : l'autre estoit de bon conseil & bien preuoyant. De ces deux le mal sage s'aduança de faire seul la distribution : A d'aucuns animaux il donna force, aux foibles il donna legereté, il en arma d'aucuns, & pour ceux qui estoient sans armes, il inuenta autre secours : il vestit les vns de poil, autres de peaux, & de pinnes, aucuns de plume ou de laine : aux pieds il mit des solles, des ongles, des peaux dures & parties calleuses, & autres semblables munitions & defences contre l'intemperie de l'huyet & de l'esté. De mesme diligence il distribua leurs aliments : car aux vns il feit paistre l'herbe de la terre, à d'autres manger les fruiets ou les racines, aucuns il feit viure de proye, parce toutesfois que celuy qui sert de proye, craint naturellement celuy qui en vit, combien qu'il ne l'eust iamais veu. Ce faict, le mal sage cogneut sa faute, voyant que rien ne luy restoit qu'il peust donner à l'homme, ny de quoy il le peust armer : car l'homme estoit demouré seul sans force, sans vertu, sans propriété : il estoit nud, sans armes, sans vestement, & sans chaussure, sans aliment conuenable, & indigent de toutes choses : tellement qu'il ne pouuoit resister aux animaux brutes, qui estoient pour lors plus excellens en

lens en toutes choses que l'homme. Car les Cerfs couroyent plus legerement, les Ours & Lyons estoient plus forts, le Paon estoit plus beau, le Regnard plus cauit & subtil, la Limace mieux logee, la Fourmi estoit plus diligente, & ainsi des autres : chascune beste trouuoit medecine propre à sa maladie & blessure : l'homme en estoit du tout ignorant. De ce suruint telle confusion, que peu-à-peu les hommes perissoient de diuerses façons : de maniere que leur espee se fust tost reduicte à neant, sans le sage & prouide messager, lequel voyant une si grande faulte, remonta incontinent au ciel, remonstra amplement le tout à Iupiter : lequel commanda à Mercure de descendre en terre, & porter aux hommes la vertu Politique qu'il leur enuoyoit. Mais il luy defendit d'en departir & distribuer egalement autant à l'un qu'à l'autre : luy commandant d'en faire seulement part à ceux qui seroyent plus propres, illustres & de genereux esprit : comme à vous (SIRE) qui estes Roy, comme à la Royne vostre mere, comme à Messieurs les Princes, Prelats, & grands Seigneurs qui vous sont à costez : comme aussi aux Gouverneurs & Magistrats des villes & provinces, souz la vigilance desquels tous autres doyuent viure en repos & tranquillité. Ceste vertu Politique n'est autre chose, que la cognoissance de la raison ciuile, & charge necessaire pour le conseil, gouuernement, & administration de bien instituer & conduire l'estat, puissance & autorité d'une Republique, ou d'un grand Empire & Royaume : qui est en somme ce que nous disons, se bien cognoistre en matiere d'estat. Depuis que ceste vertu fut departie entre les grandes personnes, incontinent furent establies les commencemens de la societé humaine par edifices de maisons, apres de rués, puis de villages, bourgs & villes, & en fin de Prouinces Royaumes & Empires : la nauigation & les commerces par mer & par terre furent inuentees : bonnes & saintes loix bien faictes, & mieux gardees, par vertueux & entiers Magistrats, proposez en lieux necessaires : les arts & sciences furent excogitez : dont aduint la grandeur & l'excellence de l'homme, telle que la voyons auiourd'huy subsister. Le principal point que feit la vertu Politique, fut de faire trois liens, de Religion, de la Force, & de la Iustice, pour entretenir en perpetuelle union les Royaumes & Empires. Fut aussi de constituer bonnes loix publiques, generales, honnestes & possibles pour contenir lesdits trois liens. Lesdites loix estoient telles, que la religion seroit conduite par saintes elections de sages, doctes & vertueux personages : que la force seroit gouvernee par discipline militaire, en nombres entiers, avec les rigueurs & mansions necessaires, sans terreur du pouuoir du peuple : que pour administrer la Iustice, seroyent appelez & choisis gens de grande probité & integrité, bien suffisans & experimentez, esloignez de toute ambition & auarice.

SIRE, pendant le temps que ces trois liens seront entiers & sans macule, & que les Loix publiques qui les conseruent seront gardees, les Royaumes s'aggrandiront, floriront & consisteront, iusques à ce que celles Loix viendront à estre contemnees & violees : car lors petit-à-petit ces trois liens, & tout ce qui en depend, se lascheront, & ne pourront plus serrer, n'y contenir personne en son office & obeissance. Et en aduint comme des balais desliez, qui ne sont plus propres à nettoyer la maison. Je ne parleray point de la Religion, parce qu'il est notoire que le saint concile de Trente, auquel cela appartient, est assemblée pour y mettre ordre. Je ne parleray point aussi de la force, pource que vous (SIRE) la vous estes reseruee, & y mettrez bon reiglement quand il vous plaira, par l'aduis des Princes & grands Seigneurs de vostre conseil. Je diray un mot de la Iustice, non pas pour la louer, car elle est trop louable & necessaire de soy-mesmes : mais on a veu il y a long temps tant mespriser & violer les Loix publiques qui la concernoyent, qu'il faut que ie confesse que l'administration n'en est pas auiourd'huy bien pure & entiere, & que la prompte & visue reformation y est plus necessaire qu'à nul autre estat de ce Royaume. Ce n'est pas si petite chose que l'on penseroit bien que l'office d'un Iuge souverain. Les Iuges souverains resuscitent les morts, & font mourir les viuans : ils font le riche pauvre, & le pauvre riche : ils ostent l'honneur à celuy qui en ha, & en donnent à celuy qui n'en a point. Car tel vient appellant d'un Baillif qui l'a condamné à mort, qui sen retourne absous par le Iuge souverain : voyla un mort resuscité. Tel vient absous ou condamné d'amende pecuniaire, qui est condamné à mort par le Iuge souverain : voyla un viuant que l'on fait mourir. Aussi aduenant qu'entre le riche & le

pauvre soit procez de tous les biens du riche, le pauvre gaignant sa cause, aduient que le pauvre est enrichy, & le riche appauvry. Ainsi est de l'honneur osté & donné par les ingemens des causes d'infamie : Somme la vie, l'honneur & les biens de voz subiects, sont en la main & puissance de voz Iuges souverains. C'est vne grande & perilleuse charge, & doit-on bien penser & regarder quels personnages l'on y commet : Car si la Iustice est sincerement administrée, c'est la plus belle chose du monde, mal ne peut aduenir au pays où cela est. Si le contraire se fait, c'est vne expoliation publique, & ruine apparente, de laquelle Dieu menace les lieux où l'iniustice & l'iniquité sont receus & tiennent lieu d'honneur. Dieu vous face la grace d'y pouoir donner bon ordre : car c'est la principale charge qu'il vous a commise.

SIRE, Il ne vous faut point esbahir des grandes charges que Dieu vous a mises sur les bras, & si ne vous faut estonner des aduersitez & troubles que vous auez veus & voyez en vostre premiere adolescence : c'est signe que Dieu vous aime, & qu'il vous veut faire grand & admirable en la face de tous les Roys de la terre. Il vous a iusques icy conduit & guidé par la main, & conduira tousiours cy apres, par le moyen de la sagesse & prudence de la Roynes vostre mere, laquelle il a pleu à Dieu choisir & eslire pour son instrument diuin en vostre conduite, qui nous demontre vostre haute grandeur à l'aduenir. Car c'est chose quasi fatale que les Roys & monarques qui demeurent en bas aage au gouuernement de leurs meres, ou qui croient leurs enseignemens, sont tousiours eminens & excellens par dessus tous autres en clemence & toutes vertus. Les exemples en sont en l'Empereur Alexandre fils de Mammee, en Constantin le grand, fils de Helene, en saint Louys vostre predecesseur, & plusieurs autres que i'obmets. Nous esperons que Dieu vous fera semblable grace, & le supplions vous faire longuement regner, bien fortunier voz actions, & conduire toutes voz entreprinſes à la louange de son saint nom, & au repos & tranquillité de voz subiects.

Ayant ledit de saint Anthot premier President fait fin, Monsieur le Chancelier est allé au conseil au Roy, à la Roynes, Princes & Seigneurs estans au costé dextre, & estant assis en la chaire a dit :

MESSEIEURS, vous auez entendu du Roy par sa bouche la declaration par luy faite de sa maiorité, & la forme comme il veut establir son regne, desirant (comme aussi fait la Roynes, & pareillement les Princes & Seigneurs de son Conseil) que chascun se contienne en son estat ainsi qu'il appartient. Et pour plus ample demonstration de sadite maiorité, veut que les Princes & Seigneurs qui sont à l'entour de sa personne, luy fassent hommage & recognoissance telle que subiects doyuent à leur Roy. Ce qu'ils feront comme vous verrez presentement, & comme la Roynes sa mere commencera. Ce qui a esté ainsi fait : & en premier lieu la Roynes s'estant leuee pour aller vers le Roy en son siege Royal, a déclaré qu'elle remet es mains de sa Majesté l'administration de son Royaume, qui auroit esté baillée à icelle Dame par les Estats : & en signe de ce allant ladite Dame vers ledit Seigneur, il est descendu trois ou quatre pas du degré de son throne, pour venir au deuant d'elle, ayant ledit Seigneur le bonnet en la main. Et luy faisant ladite Dame vne grande reuerence, & le baisant, ledit Seigneur luy a dit que elle gouuenera & commandera autant ou plus que iamais. Et apres, les Princes & Seigneurs ont particulièrement fait à sa Majesté recognoissance de sa maiorité : & en signe de ce se fians l'un apres l'autre, & allez en son throne, luy ont fait chascun vne grande reuerence iusques pres de terre, luy baisans la main par tel ordre comme s'ensuit : C'est à scauoir Monseigneur le Duc d'Orleans son frere, Messieurs les Prince de Navarre, Cardinal de Bourbon, Prince de Condé, Duc de Montpensier, Conte-Dauphin, Prince de la Roche-sur-Ton, Cardinal de Chastillon, Cardinal de Guise, Duc de Longueuille, Duc de Montmorency, Conestable, tousiours tenant l'espee nue, Chancelier, Sieurs de Brissac, de Montmorency, de Bourdillon Mareſchaux, & de Boisy grand Escuyer de France. Ce fait a esté commandé aux Archers de la garde & Huissiers ouurir les portes : & lesdites portes ouuertes, a esté dit par Monsieur le Chancelier au Greffier qu'il ait à lire l'Edict du Roy, contenant defenſes de porter armes, & autres articles : ce qu'il a fait. Duquel la reueur enſuit :

CHARLES



HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Chascun a veu comme ces annees passees nostre Royaume a esté agité & trauaillé de diuisions & troubles, & le mal, dommage & inconuenient que noz paurés subiects en ont senti & porté en leurs personnes & biens : & nous aussi en la perte de plusieurs grands personages, & autres noz bons seruiteurs & subiects, dont il nous demoure vn incroyable regret. Et toutesfois estimant que ceste affliction est de la main de Dieu, qui nous a fait, & à noz peuples, ceste grace de nous visiter & admonester à plus grande cognoissance de luy, (chose qui nous est plus cherement recommandee, que nostre propre vie :) Nous l'auons receuë de luy, ainsi que son bon plaisir a esté nous en faire dignes, & d'accompagner noz ieunes ans, non de si peu d'aduis & iugement, que n'ayons tousiours fermement creu, que tout le bien & restauration que nous y deuions esperer, deuoit venir de sa seule bonté & grace: Laquelle estendant sur nous & sur noz peuples tressagement, il luy a pleu conuertir ceste calamiteuse affliction à vne amiable vnion & reconciliation entre nosdits peuples, & nous donner sa sainte paix, repos & tranquillité tant desirée & necessaire: par le moyen de quoy, chascun recognoissant son deuoir, nous ne trouuons en nosdits peuples & subiects moindre & seruente affection n'enuers nous, ne d'obeissance, qu'ils ont tousiours demonstree à noz predecesseurs, de bonne & loüable memoire: comme tous d'un commun accord & concorde ont ces iours passez demonstté par effect, en l'expedition que nous auons dernièrement employee en personne, au recouurement de nostre ville Françoisë & Haure de Grace, tenue & occupee iniustement par les Anglois: dont par la vaillance & valeur de nosdits bons subiects, alistez de l'aide de nostre Seigneur, nous auons eu l'heureuse & favorable yssue que eussions peu desirer: Tellement que nous pouuons dire nostredit Royaume estre de present reduict en son entier.

Pour en quoy le maintenir, & faire cesser toutes occasions qui pourroyent causer nouuel inconuenient, chercher aussi tous moyens de le remettre (auec la grace de nostre Seigneur) en la douce & florissante tranquillité où il a cy deuant esté: & commencer vn si bon œure, au commencement de la majorité de nostre aage, qu'il a pleu à Dieu que ayons attainct depuis quelques iours:

Auons par le prudent conseil & aduis de la Roynë nostre treshonoree Dame & mere, de nostre trefcher & trefame frere le Duc d'Orleans, aussi de noz trefchers & trefamez Cousins les Cardinal de Bourbon, Prince de Condé, Duc de Montpensier, & Prince de la Roche-sur-Yon, Princes de nostre sang: Cardinaux de Guise, & de Chastillon, Duc de Montmorency, Connestable: sieurs de Brissac, de Montmorency, & de Bourdillon, Marschaux: de Boisy grand Escuyer de France, & autres bons & notables personages de nostre conseil estans lez nous, ordonné & statué, ordonnons & statuons ce qui sensuit:

Premierement ne desirant riens tant que de voir les villes de nostre Royaume remises en leur premiere douce conuersation & tranquillité, oster aussi toute occasion de querelle, vengeance & entreprise, que le maniemēt des armes peut laisser à ceux qui ont mauuaise volonté: Entendons, voulons & nous plaist, & commandons trefexpressément, sur peine de confiscation de corps & de biens, à tous nosdits subiects, l'entiere & parfaicte obseruation & entretenement de la Declaration par nous faicte le septiesme iour de Mars dernier, sur la pacificatiō desdits troubles en tous ses poinctz, & articles: Souz le benefice de laquelle, & nostre protection, entendōs noz peuples & subiects viure dorensauant en toute concorde & vnion.

Et pour cest effect, enioignons à tous Bourgeois, manans & habitans des villes de nostre Royaume, que dedans vingt quatre heures apres la publication de ces presentes, ils ayent à laisser & déposer les armes, sans plus en porter par lesdites villes, ne s'entremettre de faire aucun guet ne garde aux portes, ne par lesdites villes de iour ne de nuict, faire sonner tabourin, leuer ne porter enseigne par icelles villes, sans congé, commandement & commission expresse de nous, scelee de nostre seel.

Et pour euitez qu'aucuns n'abusent desdites armes, que iceux Bourgeois, manans & habitans desdites villes ayent à les apporter ou enuoyer dedans semblable temps, entre les mains de noz Lieutenans generaux & Gouverneurs des lieux, ou ceux qui par eux seront à ce deputez, qui les receurōt par inuentaire, pour estre mises en bonne & seure garde dedans noz maisons & Chasteaux desdites villes, & là conferuez à ceux auxquels elles appartiendront, pour leur estre rendus quand par nous sera ordonné: ainsi que nous auons delibéré faire aux bons & notables bourgeois, & ceux que nous cognoissons amateurs du repos public, & zelateurs de nostre seruice & bien de nostredit Royaume.

Et à fin que la tranquillité soit par tout le plat pays, aussi bien que par lesdites villes, pour euitez aussi que les peuples armez ne fissent aucun scandale n'entreprinse, entendons semblablement que les armes, dont noz subiects dudit plat pays sont faisis & garnis, soyent par eux apportees & consignees par inuentaire es plus prochains Chasteaux & maisons à nous appartenans. Et que à ce faire ils soyent contrainctz par nosdits Lieutenans generaux, souz les mesmes peines, & dedans le temps cy dessus, pour la estre gardees iusques à nostre bon plaisir. Voulans que contre les deffailans & refusans de satisfaire en ce que dit est à nostre presente Ordonnance, soit faicte telle & si rigoureuse punition, que ce soit exemple à tous autres. N'entendons toutesfois en ce comprendre les Princes, Seigneurs, Gentils-hommes & Noblesse de nostredit Royaume, qui pourront auoir en leurs maisons les armes y necessaires, pour la seureté & defense d'icelles, sans en abuser.

D'AVANTAGE, considerant que les meurtres, voleries, assassinats, & autres entreprinſes, qui troublent le commun repos de noſdits ſubiectz, ſ'exercent plus par les armes à feu, que nuls autres : Defendons treſſetroitement ſur meſmes peines à toutes perſonnes de quelque eſtat, dignité & qualité qu'ils ſoyent, porter ne faire porter par leurs gens & ſeruiteurs dedans les villes, ne par les champs, aucune hacquebute, piſtolle ne piſtolet, ne d'icelles tirer : ſinon qu'ils fuſſent gens de noz ordonnances, ayans & portans le ſaye de gendarme ou archer, ſelon leur qualité, Gentils-hommes de noſtre maiſon, ayans certificat ſigné de leur Capitaine, Archers de noz gardes, ceux du Preuoſt de noſtre Hoſtel, Preuoſts des Conneſtable & Mareſchaux de France, portans le hoqueton, ou certificat de leurs Capitaines : & les gens de guerre, ſoldats eſtans à noſtre ſolde en leurs garniſons, & allans pour noſtre ſervice par noſtre commandement, ou des Conneſtable & Mareſchaux de France, d'un lieu à autre, & non autrement.

Et en reiterant les anciennes Ordonnances de nous & de noz predeceſſeurs, defendons auſſi à toutes perſonnes, toutes aſſemblees en armes, & ports d'armes pour quelque cauſe que ce ſoit, ſur peine d'eſtre punis comme ſeditieux & perturbateurs du repos public.

AYONS en outre prohibé & defendu, prohibons & defendons, ſur peine de crime de leze Majeſté, à tous noſdits ſubiectz, quels qu'ils ſoyent, qu'ils n'ayent à faire pratique, auoir intelligence, enuoyer ne recevoir lettres ne meſſaige, eſcrite en chiffre, n'autre eſcripture ſeinte, ou deſguifée, à Princes eſtrangers, ne aucuns de leurs ſubiectz & ſeruiteurs, pour choſe concernant noſtre eſtat, ſans noſtre ſceu & exprés congé & permiſſion.

Et encores que par les ordonnances expreſſes, & infinies fois reiterees de noſdits predeceſſeurs & nous, toutes leues de deniers ſoyent prohibees en ceſtuy noſtre Royaume : neantmoins il ſeſt veu durant ceſdits troubles, que pluſieurs en ont eſté faites au grand dommage de noſtre peuple, le ſouagement duquel nous deſirons & cherchons par tous moyens.

DEFENDONS & prohibons auſſi pour ceſte cauſe à tous noſdits ſubiectz, de quelque qualité que ils ſoyent, faire, ne faire faire, pourſuyre ne conſentir aucune taxe, cotiſation, leuee ne cueillette de deniers ſur eux, pour quelque cauſe que ce ſoit, ſans noſtre expreſſe permiſſion, ſcellee de noſtre dit grand ſeel, ſur les peines contenues en noſdits edicts. Semblablement de faire aucune ligue, aſſemblée, n'aſſociation ſecrete ne publique : mais ſils en ont aucune, ſen departir, ſur peine d'eſtre declares rebelles & ennemis de nous & du repos public de noſtre dit Royaume.

Et pourautant que la malice & neceſſité du temps a eſté cauſe que pluſieurs Gentils-hommes, & autres qui ſont en noz eſtats & à noz gages & ſolde, ſe ſont tant oubliez, qu'ils ont ſuyui & accompagné, & meſmes pris gages, penſions & eſtats d'autres Princes & Seigneurs que de nous : choſe qui a donné grande force & moyen à l'entretenement des troubles & tumultes, qui ont eu cours en noſtre dit Royaume : ce que nous deſirons euitier pour l'aduenir. Defendons pour ces cauſes, & autres bonnes & grandes conſiderations à ce nous mouans, à tous les deſſuſdits ayans gages, ſolde & eſtat de nous, ſur peine de perdition & priuation de leursdits eſtats, & d'eſtre caſſez de noſtre ſervice, que ils n'ayent à prendre, accepter ne recevoir, entrer ne demourer au ſervice, ſuyre ne accompagner autre Prince ne Seigneur que nous. Commandant à ceux qui y ſeront, qu'ils ayent à le venir declarer dedans quinze iours apres la publication de ces preſentes, à nous & à noſtre conſeil, pour apres en ordonner ce que bon nous ſemblera : ſçachans que outre la perdition de leursdits eſtats, ceux qui ſeront trouvez auoir teu, ou fait le contraire, recevront de nous la honte & le reproche qu'ils auront mérité.

VOULONS & entendons, que leſdits Princes & Seigneurs, ſoyent ſeulement ſuyuis, ſeruis & accompagnés des Gentils-hommes qui leur ſont domeſtiques, & à leurs gages, & non d'autres : ſinon que ce fuſſent gens de noz ordonnances, ſuyant leurs Capitaines.

Et à fin que aucuns Gentils-hommes ne puiſſent eſperer ne pretendre entrer auſſi és eſtats de noſtre maiſon, ſoit de Gentil-homme de noſtre chambre, Gentil-homme ſervant, ou de noſtre Hoſtel, auant qu'il en ſoit capable, ou pour le moins ait mérité quelque choſe en noſtre ſervice : Ordonnons auſſi qu'aucun n'y pourra eſtre admis ne receu, que premierement il n'ait eſté nourri en noz ordonnances, & nous ait fait ſervice en icelles l'eſpace de quatre ans pour le moins.

Si donnons en mandement à noz amez & ſeaux Lieutenans generaux, Gouverneurs de noz provinces, gens tenans noz cours de Parlements, Baillifs, Senefchaux, ou leurs Lieutenants, & à chaſcun d'eux, ſi comme à luy appartient, que ceſte noſtre preſente Ordonnance ils facent lire, publier & enregistrer où beſoin ſera, & le contenu obſerver & entretenir inuiolablement : & contre les infraſteurs proceder par les peines indictes. Car tel eſt noſtre plaſiſir. En teſmoing de ce, nous auons fait mettre noſtre ſeel à ceſdites preſentes. Donné à Rouën le ſeizeſme iour d'Aouſt, l'an de grace mil cinq cens ſoixante trois, & de noſtre regne le troiſieſme. Ainſi ſigné, Par le Roy en ſon conſeil, DE L'AVBESPINE. Et ſcellé de cire iauue à double queueü.

APRES laquelle lecture Bigot Aduocat du Roy, pour le Procureur general, a demandé y eſtre mis, qu'elles ont eſté leuës, publiees & enregiſtrees. Monsieur le Chancelier apres auoir eſté au

esté au conseil, a prononcé, Le Roy dit que sur le reply de ses lettres patentes & Edict, sera escript, Lecta, publicata & registrata, audito & postulante Procuratore generali Regis : Et en declarant l'Edict, a fait inhibitions & defenses à tous manans & habitans des villes, porter par icelles espees ne dagues, ne autres armes : & a cassé tous Capitaines, Lieutenans, Enseignes, Sergens de bande, Caporaulx, & tous autres membres de compagnies de gens de guerre establis par lesdites villes, leur defendant de plus s'en entremettre, sur les peines contenues en l'Edict.

Ce fait a esté appellee par ordonnance du Roy par l'Huissier de sa chambre, sur le placet présenté par son Procureur general à sa Maiesté en entrant, la cause qui ensuit :

A PROPOSER par Jehanne Vauquelin Damoiselle tutrice de Marguerite, Renee, & Marie Morel Damoiselles, filles de defunct Thomas Morel, & de ladite Vauquelin, demanderesse en requeste, à fin de partage, comparante par Maître Pierre Josse son Procureur d'une part : Et le Procureur general du Roy defendeur, & empeschant l'enterinement de ladite requeste, & Marie Richard Damoiselle, femme de Nicolas Morel, frere aîné desdites filles, adioincte pour son interest avec ledit Procureur general, comparante par Maître Jehan le Duc son Procureur d'autre part : laquelle cause a esté plaidé comme s'ensuit :

DE BRETIGNIERES Aduocat pour les demanderesse estant à genoux, iusques à ce que Monsieur le Chancelier luy a dit, Leuez vous, le Roy l'entend : a dit en ces termes :

SIRE, en la cause appellee (ie parle souz l'autorité de vostre sainte & sacree Majesté, pour Damoiselle Jehanne Vauquelin mere & tutrice naturelle & legitime de Marguerite, Renee, & Marie Morel Damoiselles ses filles, & de defunct Thomas Morel en son viuant Sieur du Trop, requerantes & demanderesse en action de partage, contre vostre Procureur general defendeur.) SIRE, ceste cause est merueilleusement fauorable de la part de ces trois Damoiselles : elles ont perdu leur pere dez l'an mil cinq cens soixante & vn, ont attainct les ans nubles : demandent leur partage en la succession paternelle, qui leur est deu de tout droit : Vostre Procureur general l'empesche. Vous pourrez entendre par le discours sommaire du fait le peu d'occasion qu'il en a. Elles rendent graces à Dieu qu'il luy a pleu leur eslargir ceste faueur, que leur cause soit traitée deuant la Majesté de leur Prince naturel, assurees de vostre clemence, de la prudence de vostre conseil, & de l'equité de leur droit : & singulierement de ce dit celebre adressé à ce grand Empereur Traian, Que la cause du fife est toujours mauuaise souz un bon Prince. Et combien que vostre Procureur general ait prins la cause en main contre ces Damoiselles, donnant semblant qu'elle soit vostre, elles ne demandent autre Iuge que vostre seule Majesté : bien cognoissans que comme la Iustice est la fin de la Loy, la loy l'ouurage du Prince, ainsi le Prince est le simulachre de Dieu, seant au liét de sa Iustice, auquel il esclaire comme le Soleil au ciel, pour distribuer le droit à ceux qui l'implorent & demandent.

SIRE, pour l'intelligence du fait particulier, il est necessaire toucher le priuilege impartey en forme de prerogatiue par la coustume de cestuy vostre pays de Normandie, aux freres & à leurs hoirs enuers leurs sœurs, escript au tiltre des parties d'heritage conceu souz vne option alternatiue, leur donna faculté de marier leurs sœurs de pur meuble sans terre, ou leur assigner partage en la succession de leur pere, tel que ceste coustume leur octroye. Cela premis & entendu (SIRE) le fait est, que Thomas Morel en son viuant Sieur du Trop, a eu quatre fils & six filles : trois de ses filles sont par luy colloquees en mariage : il decede par apres, delaisant quatre fils & trois filles, Nicolas, Jehan, Pierre, & Rauen, Marguerite, Renee, & Marie. Son deces adueni, les freres deliberent diuiser entre eux la masse de la succession de leur pere : Nicolas aîné est prouoqué en action de partage par Rauen puîné : à cest effect vostre cour de Parlemēt, de l'accord & consentement mutuel des parties, retient en premiere instance la cognoissance de la cause : ordonne que Rauen puîné coheritier apportera lots & partages, lesquels il produira

dedans le mois à Nicolas aîné, ou à son Procureur. Rauven fait partage, distribue ceste masse de succession en quatre parts, pour estre procédé à la choisie de ces lots par ses freres coheritiers, selon leur rang & aisnesse : produit ses partages à Nicolas aîné, ou son Procureur : sans auoir toutesfois iceluy Rauven aucune chose reserué pour ces Damoiselles ses sœurs, esperans les freres les pourueoir en mariage. Nicolas tombe en vn desastre de confiscation par vne condamnation donnee en son absence par defaux & contumaces, ses biens par ce moyen vous sont acquis. Cest infortune (SIRE) a esté cause de troubler toute ceste succession, parce que vostre Procureur general veut empieter partie d'icelle pour la part qui pouuoit succeder à Nicolas aîné, auquel il dit représenter le droit par confiscation. Il se fait produire les lots, & maintient la choisie luy appartenir. Ces Damoiselles voyans ceste calamité presente, & preuoyans vne future inuolution d'affaires, qui pourroit differer leurs mariages, estans pretermises en ces partages, presentent requeste à vostre cour de Parlement, par laquelle, apres auoir sommairement discourru le fait, demandent, partage hereditaire en essence en la succession de leur pere. Vostre Procureur general le contredit : pour ses moyens il dit qu'il represente Nicolas aîné, qu'il luy a succédé, & par consequent qu'il doit iouyr de tout & tel droit que Nicolas. Or ces Damoiselles n'eussent peu pretendre ne demander à Nicolas partage hereditaire en ceste succession, ayant par le benefice de la coustume ceste option & liberté que dessus, enuers ses sœurs, qui est de les marier : ce qu'il offroit faire en temps & lieu : par consequence necessaire que leur requeste estoit incivile. Le contraire est soustenu par les Damoiselles, lesquelles demeurans d'accord dudit priuilege, dient que tel priuilege respecte la seule personne du frere, & non d'autre : en maniere que le conflict des parties se resolut souz cest axiome, sçauoir si ce priuilege concedé au frere descend en vostre personne. Vostre Procureur general maintient l'affirmative, ces Damoiselles la negatiue. Pour la preuue de laquelle (SIRE) elles vous remonstrent que le naturel d'une coustume est severe, rigoureux, & inexorable, lequel ne peut estre esbranlé ne flechi çà ne là : ains se doit constamment arrester & tenir ferme en ses termes propres & expres, & comme ils sont escripts. Or ceste coustume eslargit ce benefice au frere & à son hoir seulement. Vostre Procureur general dire ne veut qu'il soit frere, dire ne peut qu'il soit hoir du frere : sensuit donc que tel benefice ne luy est communicable. La raison de ceste coustume, qui est l'ame de la loy, est fondee sur la conservation de l'agnation & famille, sur la pieté du frere & de la sœur, estans engendrez d'un mesme sang, extraicts de mesme famille, remarquez d'un mesme nom, dont procede vn lien naturel d'une amitié indissoluble, l'honneur de l'un illustrant l'autre, le deshonneur l'obscurefaisant, ayans l'honneur & le deshonneur reciproque & mutuel : qui est cause que le frere visiblement piqué de cest instinct naturel, est curieux de bien pourueoir sa sœur : car estant mal pourueuë, ce seroit la grande charge du frere d'en receuoir vne seconde recharge. Ceste affection (SIRE) ne tombe sur la personne de vostre Procureur general, successeur estranger, n'estant ne du sang ny du nom, ny de la famille de ces Damoiselles, n'ayant ceste impression de pieté fraternelle, ny cest aguillon d'amitié naturelle : Parquoy cessant la raison de la loy, cesse la disposition d'icelle. Non seulement ceste coustume a decoré le frere de ceste prerogatiue, mais aussi de la garde de sa sœur, qui luy a esté baillée, & non à autre, iusques à ce qu'il l'ait pourueuë de mariage aduenant : argument tresclair que la personne du frere a esté seulement regardée par la coustume. Cest vne maxime de droit, que toutesfois & quantes que la condition d'une personne donne lieu au benefice, la personne esteincte, est esteinct pareillement le benefice. Encores tel priuilege ne seroit perpetuel en la personne du frere, ains temporel, & iusques à ce qu'il luy trouue vn party opportun. Je croy (SIRE) que vostre Procureur general ne voudroit pas se qualifier heritier de Nicolas leur frere aîné, à cest effect, pour iouyr du benefice de ladite coustume concedé à l'hoir, parce que la coustume parlant du frere & son hoir, souz ce terme de son hoir, comprend simplement son fils & heritier descendant. Cela est conforme à la disposition de droit, laquelle parlant d'une personne & son hoir en matiere de priuilege, sentend seulement de l'hoir legitime naturel & descendant. Et encores que la coustume n'eust exprimé ce nom d'hoir, ce neantmoins quelque priuilege personnel que ce soit, il est transi en la personne de l'hoir propre, legitime, naturel & descendant. A ceste raison le mary estant cōuenu par la femme (le mariage soluy) à la restitution

la restitution de son dot, il ne peut estre condamné, sinon d'autant que sa commodité le porte. Tel privilege est personnel, & neantmoins l'exception d'iceluy compete à son heritier propre, & non à l'heritier estranger. La femme pareillement ayant privilege special d'hypothèque aux biens de son mary, transmet ce privilege à son heritier naturel & non estranger. Le pupille ayant privilege d'execution insolide sur chascun de ses tuteurs, delaisse ce privilege à l'heritier propre & non estranger : & autres infinis exemples, lesquels visent à ce seul poinct, que vn heritier estranger ne se peut insinuer aux privileges de l'heritier propre & naturel. Mais tant sen faut (SIRE) que vostre fisc soit heritier naturel dudit Nicolas, qu'il n'est pas seulement heritier estranger. Et pour l'entendre, il est necessaire esclarcir en quels moyens, & par quels, vostre fisc se peut dire succeder, à fin que par telle distinction le iugement se puisse rendre clair & certain, remota erroris nebula. Vostre fisc (SIRE) se introduit en vne succession, ou par edict successeur, ou par la prouision de la loy pour raison de forfait. Au premier membre vostre fisc se peut qualifier heritier subsidiaire à la personne & aux biens de celuy auquel il succede. L'exemple du droit d'aubaine, & autres, nous pourront servir en ce cas : comme quand il succede aux biens vacans d'un estranger n'ayant lettres de naturalité, ou d'un bastard mort sans enfans, ou autrement par extinction de lignee. Au second membre, qui est le cas present, vostre fisc ne succede pas à la personne, mais aux biens seulement : & vient plus à la succession par ancantissement de la personne, que par representation : en maniere que succedant à un fils preterit pour raison de delict, par le testament de son pere, vostre fisc ne peut quereler le testament de nullité de la personne du fils preterit, iacoit que le fils le peust faire, s'il n'estoit incapable. D'auantage l'instance iudiciaire commencee avec le confisqué ne passe point au fisc. Les biens acquis par un homme condamné par contumace, puis la condemnation, selon la disposition de droit, ne sont point acquis au fisc. Aussi en forme de recompense le fisc n'est tenu respondre des debtes du confisqué en plus auant que les forces de la succession. Et ne faut pas en cest endroict que vostre Procureur general face front des privileges du fisc incorporez au droit : car tels privileges luy sont octroyez es contracts, obligations & acquisitions qu'il fait de bonne foy, à la forme d'un priué contractant sans l'iniure d'autrui. En quoy il est bien fauorable en preference, & non pas en matieres de peine, delict, & forfait trop odieuses : ausquelles par la disposition de tous les droicts le fisc est postposé à toutes sortes de creanciers. Les deux especes de succeder dessus touchees, se rapportent à deux autres celebrees par la loy : car on lon succede par transmission, ou par priuation : Par transmission, l'heritier succede à la personne & aux biens, à la representation du defunct, duquel il prend le droit & l'autorité. Si par priuation, comme en matiere de confiscation, le successeur abolit plustost le droit du confisqué, qu'il ne le presente : tellement qu'il ne prend autre cause que de soy mesmes, comme celle à qui succede estant finie par forfait. N'estimez pas (SIRE) que combien que le droit de confiscation vous appartienne, qu'il marche en mesme rang que voz autres droicts & privileges : les uns desquels sont sacrez & augustes, mariez avec vostre couronne, comme voz droicts domaniaux, qui sont le vray dot que la republique vostre espouse vous a apporté en mariage politic. Tels sont inalienables, non maniables par les hommes, comme estans sacrez & augustes. Les autres sont honorifiques, qui ne sont toutesfois de telle consequence que les premiers : Comme en vostre pays de Normandie, les droicts de garde noble, litige, & autres droicts de Regale. Les autres sont luctueux & lamentables, comme sont les confiscations, lesquelles n'ont iamais receu lieu en droit, que en crime de lese maiesté. Aussi ne peuuent-ils estre en vigueur, que vostre pauvre peuple ne flattrisse. A ceste occasion Traian Empereur les comparoit à la rate de l'homme, laquelle tant plus croist dans le corps de l'homme, tant plus les autres membres du corps decroissent & diminuent : Aussi d'autant que vostre fisc se remplit (SIRE) d'autant

Le fisque succede de diuerlemét.

Côfiscations l.
d'uenfes & la-
mentables.

Comparaison.

Constantius
Chlorus.

Mais (SIRE) les confiscations qui vous sont adiugees ne sont point enfermees dans voz coffres, vous en amendez le moins : elles sont esparseez çà & là, sans qu'il en redonde aucune chose à vostre profit. Aussi la plupart d'icelles, ne peuuent estre par vous retenues : au contraire il vous conuient vous en desfaistr, pource qu'il seroit mal seant que fussiez Vassal du vostre. Tels pretendus droicts lamentables & obscurs, & que auez particuliers en ce pays, sont de trop fascheuse pareure, pour estre approchez de voz autres droicts generaux, qui sont illustres & triomphans, & lesquels droicts de confiscations partant doyuent estre despoillez de toute faueur : à fin que avec le progrez du temps, pour estre mal favorisez, ils puissent estre du tout aneantis. Pourquoy (SIRE) ces Damoiselles insistantes à leur requeste, supplient treshumblement à vostre majesté, qu'il luy plaise leur octroyer ce que les droicts diuins, naturels & humains leur concedent, leur conceder ce que la custume de ce pays leur octroye, & auoir plus de respect à leur iuste demande, que au rigoureux contredit de vostre Procureur general. Ce faisant (SIRE) elles feront de plus en plus (combien qu'elles soyent assez naturellement) obligees à prier Dieu pour la conseruation de vostre estat, & que (croissans voz ans) croisse avec vous, outre la felicité d'Auguste, & la bonté de Traian, la grandeur de ce grand François vostre ayeul, & la clemence & debonnaireté du Roy Henry vostre pere.

MAISTRES Laurens Bigot Aduocat, & Jehan Pericart Procureur general du Roy festans mis à genoux, iusques à ce que par Monsieur le Chancelier leur a esté dit, Leuez vous, le Roy l'entend : par ledit Bigot pour ledit Procureur general a esté plaidé ainsi qu'il s'enfuit :

SIRE, vostre Procureur general n'a pas prins la defense en ceste cause sans raison. La partie se fonde en faueur, qui ne fait pas tant pour elle que pour vostre Procureur general. Elle a bien voulu faire ce plaidoyé en vostre presence, esperant quelque autre grace de vostre Majesté, que Iustice & iugement, mais vous estes en vostre liét de Iustice, pour garder le droict aux priuez, & non pas moins voz droicts & priuileges, qui vous appartiennent par la loy & custume de cestuy vostre pays de Normandie. Elle a voulu rendre odieux le fise & les confiscations : Mais il n'est pas question en ceste cause de confiscation, d'autant qu'il y a long temps que le iugement & arrest de confiscation est donné : mais est question de la charge qui est à porter sur la confiscation. Vostre Procureur general (SIRE) auoit offert aux demandereses tout ce que la custume leur donne, dont elles n'ont voulu se contenter : parquoy elles sont à debouter de leurs fins & conclusions. Vostre pays de Normandie (SIRE) se gouuerne par costumes, les vnes escriptes, les autres non : & toutes sont teneues pour notiores & constantes en iugement, en maniere qu'il n'est besoing d'en informer par turbes ou enquestes : parce que ces iurisdiccions inferieures, & mesmes en vostre cour de Parlement, au parauant qu'elle fust ordinairement seantre, les iugemens se faisoient par opinion d'assistance publiquement. En quoy faisant, la custume estoit recitée & attestée par les opinans, lesquels par mesme moyen donnoient leur iugement sur le doubte & question qui soffroit sur la custume. Ceste custume au cas qui soffre (SIRE) exclut les filles des successions de leurs peres & meres, & n'y succedent sil y a fils : & en ceste cause il y a fils : parquoy les demandereses sont exclutes de partage. Mais la mesme custume leur pourroit plus grassement, de dot & mariage aduenant & competant, duquel la succession est chargée, qu'elles peuuent demander, & non autre chose. Aussi elles sont deschargees de toutes actions passives, pource qu'elles ne sont heritieres. Lequel dot & mariage competant vostre Procureur general leur accorde conformément à ceste custume, qui veut qu'il leur soit baillé mary selon leur race, avec dot ou mariage, selon les biens & facultez de leur pere. Et combien que ceste custume (SIRE) baille l'option au frere de marier ses sœurs, ou de meuble sans terre, ou de terre sans meuble, ou bien leur permette venir en partage : Si est-ce que sil ne fait son devoir de bailler dot & mariage aduenant à sa sœur, elle a son recours à Iustice & Iuge, qui est l'homme de bien par droict commun : lequel Iuge par l'aduis des parens, arbitre ledit dot & mariage competant : en maniere que la custume est venue luy bailler ladite option & arbitrage, pourautant qu'il sy conduira en homme de bien. Ainsi que de droict commun, si le pere veut sa fille estre dotée à l'arbitrage du tuteur qu'elle aura : cela est
autant,

autant, que si le pere auoit expressement laissé à l'arbitrage d'un bon homme. Que si ledit frere & tuteurs n'y font leur deuoir, telle option & arbitrage se peut expliquer par le Iuge: & en pareil par la coustume, s'il y a frere qui soit mineur d'ans, ou bien majeur, & en curatelle par la debilité de son sens ou fureur, & filles qui soyent d'aage pour estre mariees, l'on n'attend pas que le mineur soit fait majeur: mais les tuteurs par l'aduis des parens & amis y peuvent pourueoir: sinon l'on a recours à la Iustice, pour faire bailler mariage aduenant aux filles. Parquoy, & que telle charge de mariage à l'option & arbitrage du frere se peut expliquer par le Iuge, il n'y a doubte que telle charge & option passe en un tiers, auquel les biens de la succession ainsi chargée peuvent aduenir, soit un priué, ou vous (SIRE) auquel les biens sont adiugez par confiscation, comme au cas present. Or vostre Procureur general (SIRE) a offert & offre aux demandereses leur bailler mariage competant, parquoy n'estoit besoing de l'en poursuyure en Iustice des à present: car il n'est pas tenu entendre audit mariage iusques à ce qu'il y ait mary qui s'offre: non plus que le frere qui fait ce pendant les fruiets siens. Parquoy qui leur bailleroit partage, lon leur bailleroit ce qu'elles ne peuvent demander, & qui ne leur appartient pas. Soustenant qu'il se met à deuoir d'offrir mariage aduenant, qui soit arbitré les parens appellez: & que la coustume exclud les demandereses du partage en essence par elles pretendu, qui se doyuent contenter de leur mariage quand il s'offre mary: & que ce pendant que le frere fait les fruiets siens, il est subiect nourrir & entretenir ses sœurs. Ce que n'a refusé vostre Procureur general, en ayant esgard aux charges qui sont à porter sur la succession chargée de deux douaires, & la veufue laquelle prend part aux acquets, & l'un des freres, lequel pretend droit de communauté, & moitié ausdits conquests, faits durant icelle. Lesquelles charges diminuent grandement le reuenue de ladite succession, lequel, deduictes icelles charges, ne pourroyent monter que de trois à quatre mil liures de reuenue: sur lequel les filles ne peuvent pretendre toutes ensemble que le tiers, lequel tiers vient à partir en six portions: à sçauoir trois, pour les trois filles mariees, qui sont representees par les quatre freres, à cause qu'elles ont esté mariees du viuant de leur defunct pere: & les trois autres portions pour les trois filles à marier. Et toutesfois vostre Procureur general (SIRE) leur a offert à chascune de cent à six vingts liures de prouision. Conclud qu'elles doyuent estre deboutees du partage en essence par elles pretendu, & se contenter de mariage aduenant, s'uyuant la coustume.

Maistre Guillaume Ango, Aduocat, qui s'est pareillement mis à genoux, & auquel Monseigneur le Chancelier a dit qu'il se leue, & que le Roy l'entend, a plaideé comme ensuit:

SIRE, J'entens parler pour Marie Richard Damoiselle, femme de Nicolas Morel, frere aîné des demandereses en requeste, aujourdhuy representé par vostre Procureur general: A laquelle, outre l'affliction en quoy elle est tombee d'auoir perdu la presence & consolation de son pauvre mary, l'on veut redoubler ceste miserable calamité, en luy voulant faire perdre la pluspart des biens qui iustement luy appartiennent. Car si la requeste des demandereses ses belles sœurs a lieu, & qu'il leur soit baillé partage hereditaire en essence en la succession de leur defunct pere: au lieu de mariage, il est certain (SIRE) que son douaire à elle ia adiugé par arrest de vostre cour de Parlement, en diminuera beaucoup. Et par consequent ceste pauvre Damoiselle demourra desnuée de biens suffisans pour subuenir à la nourriture & entretenement de elle & de ses pauvres enfans, qui est tout ce qui luy est resté pour gaige & memoire de son pauvre mary: combien que ce soit contre vostre intention (SIRE) reiglee selon l'equité & Iustice naturelle, laquelle ne veut souffrir ne permettre que celui qui n'a point failly ne offense, porte la peine du mal fait, ainsi qu'il est escript, Que le fils ne portera point l'iniquité du pere. Et par les loix ciuiles la femme n'est tenue ny obligée pour le mary pour la femme. Nous n'auons que faire de chercher les loix des estrangers, veu que par les ordonnances & constitutions de voz predecesseurs cest article a esté suffisamment decideé. Specialement par l'ordonnance du Roy Philippes le Bel, par luy faite en la ville de Bourges le vendredy precedent le iour des Cendres, mil trois cens & quatre par laquelle il voulut & expressement decla-

ra que aduenans telles confiscations, il fust entierement satisfait aux femmes de ce qui leur apparteniroit de leur dot, & autres choses qui leur seroyent deuës.

PARQVOY ceste pauvre Damoiselle (SIRE) a bien interest d'empescher la requeste des demandereses, puis que ainsi est que Dieu a permis que son pauvre mary soit tombé en cest inconuenient : combien qu'avec le temps, qui est pere de la verité, elle espere qu'il se iustificiera des cas à luy imposez : moyennant vostre grace, clemence & benignité (SIRE) de laquelle vous auez accoustumé user à l'endroit des pauvres desolez. Mais cependant il n'y a pas grand propos aux demandereses de se vouloir esjouir du mal inopinément aduenu audit Nicolas Morel leur frere aîné : ioinct la resistance de la coustume de vostre pays de Normandie, laquelle crie si hault de si long temps, que les sœurs ne peuuent reclaimer nulle partie en l'heritage de leur pere contre leurs freres, ne contre leurs hoirs. Or il est certain (SIRE) que au droit & à la representation de Nicolas Morel mary de ceste pauvre Damoiselle, toutes les actions actives & passives qui luy appartenoyent, sont passees quant à present en la personne de vostre Procureur general, pour iouyr & user des droicts qui luy appartenoyent, comme estant & tenant le lieu de vray heritier. Et combien que l'on ait voulu faire cas en conferant, qu'il ait esté iugé autrement à l'encontre d'aucuns Seigneurs voz subiects & vassaux : cela ne peut faire preiudice à voz droicts (SIRE) car de vostre Majesté procede la source, fontaine & origine dont deriuent les autres ruisseaux, & n'appartient à aucun de vostre Royaume user du droit de confiscation, sans vostre permission & autorité, comme estant un droit de Regale, qui appartient à vous seul, estant seul Roy, Empereur, & monarque en vostre Royaume, ne recognoissant pour superieur que Dieu seul. Et aussi (comme dient aucuns) tels biens & confiscations sont reputiez le vray dot de la republique, laquelle n'a autre mary que vous (SIRE) qui portiez la charge, tutelle & defense d'icelle vostre vraye épouse : comme il a esté doctement remonstré de la part de vostre Procureur general, dont ceste pauvre Damoiselle sentend aider : & en tous cas les demandereses quant à present ne sont receuables à demander autre chose qu'une prouision, attendant leur mariage aduenant. Et pour point peremptoire, par la disposition de raison commune le fisc censetur succedere tanquam hæres in dictis bonis, in l. Tutoris. in fine. iuncta glos. C. ad l. Iul. de vi publ. l. i. C. Sicer. pet. l. Inter eos. §. final. ff. de fideiuss. avec plusieurs autres semblables decisons. Parquoy il est bien raisonnable que le fisc succede aux priuileges du frere aîné par luy représenté vniuersellement en tous ses droicts & actions, qui luy appartiennent par la coustume de ce pays de Normandie, avec plusieurs autres droicts qui vous appartiennent à ceste raison, qui n'ont lieu aux personnes priuees. Lesquels droicts (SIRE) pour crainte de vous ennuyer, ie ne deduiray pour le present. Si supplie ceste pauvre Damoiselle qu'il plaise à vostre Majesté (SIRE) prendre pitié d'elle, & de ses pauvres enfans : Concluant avec vostre Procureur general que les demandereses sont à debouter de leur requeste, fins & conclusions.

DE BRETIGNIERES, pour les repliques a dit en ces termes : SIRE, Vostre Procureur general par le discours de tout son plaidoyé n'a aucune chose mis en auant que le priuilege des freres enuers leurs sœurs introduict par la coustume : Lequel tant s'en faut que ces Damoiselles luy ayent aucunement reuouqué, ne reuouquent en doute, qu'elles l'ont pleinement cōfessé, & le confessent encores. Aussi n'est-ce pas le point decisoire du different des parties. Car si vostre Procureur general (SIRE) estoit frere, elles n'auroyent tant insisté à perdre temps : mais la difficulté est, sçauoir si vostre Procureur general succede au priuilege imparté au frere, lequel est personnel. Vostredit Procureur general n'a disputé ny attainct la resolution de ce point : moins a-il donné solution aux raisons peremptoires deduictes en proposant de la part des demandereses, qu'elles ne veulent autrement refrigier, pour euitier prolixité : meismement puis qu'elles leur demeurent pour cogneuës & constantes par faute de bonne solution. Et partant ne leur est besoing de repliquer plus amplement : ayant esté assez remonstré que ce priuilege est purement personnel, & que vostre fisc ne succede point par transmission en la personne & aux biens, ains par priuation seulement aux biens, & non à la personne : & par consequent ne representant

presentant la personne, moins representera-il le privilege d'icelle. Et si a esté ceste question decidée par arrest de vostre cour de Parlement à l'encontre des filles de feu François de Thieuuille, Sieur de Guyhebert, contre Louys de Roban Sieur de Guemené & Baron de Marrigny & Remilli, fondé en la confiscation de Jehan de Thieuuille fils aisné dudit defunct François de Thieuuille, & frere desdites filles. Et pour le regard de ladite Damoiselle, femme dudit Nicolas Morel, demandant son douaire, les demandereses soustiennent qu'elle n'est partie competrante ne receuable à contredire & empescher l'effect & enterinement de leur requeste, & partage en essence: comme ainsi soit que leurdit partage leur soit acquis en toute la succession de leur pere, & que la part de Nicolas Morel son mary y soit affectée auparavant l'hypothèque du douaire: lequel ne peut auoir lieu en ce cas, que preallablement le partage des demandereses ne soit leué. Ce n'est donc vn interest bien allegué par ceste Damoiselle femme dudit Nicolas Morel douairiere, pour raison de la diminution de son douaire: car il ne luy est pas deu sur la portion des demandereses: & partant ceste douairiere ne peut dire que son douaire luy soit diminué. Mais encores la question presente pour le fait du partage est proprietaire & hereditaire: & par consequent la douairiere, qui ne pretend que vn simple vsufruct en la part de Nicolas son mary, n'est personne capable à disputer sur vn iugement petitoire en la presence encores du proprietaire. Par ces moyens (SIRE) ces Damoiselles persistent à leurs fins & conclusions: au moins que la portion du bien paternel de leur frere estant distraicte & enuerue hors de leur nom, elles puissent leuer sur icelle le droit de partage qui leur appartient.

Les gens du Roy pour leurs dupliques ont plaidé par Bigot ainsi qu'il ensuiuit:

SIRE, en l'arrest allegué par l'Aduocat des demandereses il estoit question du mariage d'une fille, qui estoit aagée de vingt six à vingt sept ans, à laquelle auoit esté adingé partage en essence par ledit arrest, & non pas à une seur qui estoit mineur d'ans, laquelle voirement quelque temps apres auoit eu partage en essence au lieu de mariage: mais cela s'estoit fait par vn consentement des parties: qui partant ne faisoit riens au cas present. Persistant à ses fins & conclusions, & aux offres par luy faictes de leur bailler tout ce que par la custume elles peuvent demander.

APRES ceste plaidoyerie, Monsieur le Chancelier fest leué, & est allé au conseil au Roy, & apres à la Roynie, à Messieurs le Duc d'Orleans, & autres Princes & Seigneurs estans au costé dextre: apres à Messieurs les deux Cardinaux estans au costé fenestre: & apres est descendu aux Presidens, Conseillers du priué conseil, maistres des requestes, & Conseillers de la cour, & autres. Et au retour du conseil, s'estant assis en sa chaire, a prononcé l'atrest ainsi qu'il ensuiuit.

LE Roy, en enterinant la requeste des demandereses, a ordonné & ordonne que partage leur sera baillé & deliuré, & à ce faire & souffrir a condamné & condamne les defendeurs.

TOUTES ces choses ainsi solemnellement celebrees & paracheuees, le Roy fest leué, & pareillement la Roynie: & ayans leurs Majestez benignement & gracieusement salué & gratifié les Presidés, Conseillers & Officiers de ladite cour de Parlement, comme aussi ont les autres Princes & Seigneurs: se sont retirez, accompagnez comme ils estoient lors de leur arriuee: la Roynie estant aussi accompagnée des Dames & Damoiselles, lesquelles durant le temps que cest acte a esté celebré, estoient en vn theatre préparé pour cest effect, pres la porte d'entre la salle de l'audience, & le paruis d'entre ladite salle & la châtre du conseil: duquel theatre elles ont peu voir & couyr le tout sans pouuoir estre veües.

LA susdite Ordonnance & Declaration de Maiorité du Roy, enuoyée par sa Majesté à la cour de Parlement de Paris par le Sieur de Lانسac Cheualier de son ordre & Conseiller en son conseil priué, avec lettres par lesquelles leur estoit mandé icelle faire publier: resolurent faire sur ce aucunes remonstrances audit Seigneur. Et pour cest effect deputerent, & vindrent deuers luy en sa ville de Mante Messire Christofle de Thou Cheualier, premier President, Maistres Nicolas Preuost President des Enquestes, & Guillaume violle Conseiller en ladite cour. Lesquels furent de sadite Majesté bien au long & benignement oys en leursdites remonstrances. Sur quoy, apres les auoir bien & meurement considerées en sondit conseil, leur fait response telle qui sensuiuit:

J'AY entendu voz remonstrances, & comme ont accoustumé mes predecesseurs Roys de les prendre de bonne part, & apres les auoir entendus, vous commander leur volonté: s'en fay de mesmes:

m'assurant que ne faudrez à m'obeir, aussi bien comme vous auez accoustumé faire les Roys mes pere & grands peres. Car ie ne suis moins vostre Roy qu'ils estoient, encores que ie sois plus ieune & moins expérimenté : auez le conseil de la Roynie ma mere, qui me fait ce bien de prendre la peine de manier mes affaires, j'ay esperance que Dieu me fera la grace que ie ne feray rien contre son honneur, ny contre ce que ie desire pour la conseruation de mon Royaume. Et à fin que voyez que ie ne fay rien de si grande importance sans mon conseil : ie veux que les oyez tous opiner, & qu'ils vous dient si cen'a esté par leur aduis que ie l'ay faict. Quant à la declaration de ma maiorité, ie l'ay faict ainsi que j'ay cogneu que mes affaires le requeroient, n'estant obligé de faire ceste declaration que où il me plaist, comme ont faict les autres Roys. Je vous prie, Messieurs, dire deuant eux, comme tous m'auez conseillé ce qu'en ay faict, non pour introduire deux religions : car quand le voudriez, ie n'ay ceste volonté. Mais voyant la necessité aussi grande, comme le iour mesmes que la paix fut faicte, de l'entretenir : & establir par ce moyen si bien mon obeissance, que quand le Concile general ou national y aura faict vne bonne reformation, ou que ie cognoistray que pour mon seruice ie doie autrement ordonner, que ie le puisse faire au contentement d'un chascun : & qui ne rapporte plus de trouble à mon Royaume, ny occasion à mes subiects de reprendre les armes, d'autant que ie veux que à ceste heure tous les posent pour mon seruice, ainsi que pour mon seruice les ont princes. Voyla l'occasion pourquoy ie veux que la publication de cest Edict soit faicte : & l'ayant faict publier en ma presence, n'entens qu'il y soit riens reformé : car ie ne reconferme que conditionnellement, puis que conditionnel est, comme vous dites, celuy de la paix. Pource n'en faites plus de difficulté, car ie le veux ainsi. Mon Cousin, commencez à dire comme l'auez trouué : & vous prie n'auoir respect à moy, ny autre chose, que ne diez la verité, si me l'auez conseillé ou non. *Adressant ledit Seigneur ces parolles à Monsieur le Cardinal de Bourbon premier Prince du sang : Lequel, & apres luy les autres Princes du sang, & autres Seigneurs du conseil dudit Seigneur là presens en bon nombre, dirent presens lesdits deputez, Que ladite Ordonnance auoit esté faicte par leur conseil & aduis, comme tresnecessaire & vtile au bien de ce Royaume : declarants les causes & raisons qui les auoyent à ce meus. Et là dessus le Roy commença à dire derechef ausdits deputez,*

Vous auez entendu ma volonté, & comme ie n'ay faict ceste Ordonnance de mon opinion seule, ny de celle de la Roynie ma mere : encores que ie n'eusse que faire à vous en rendre compte, pour estre vostre Roy, & chose que les autres n'ont accoustumé : mais pour ce coup ie l'ay voulu faire. Auf si ie vous veux dire, à fin que ne continuez plus à faire comme auez accoustumé en ma minorité, de vous mesler de ce qui ne vous appartient, & ne devez : & qu'à ceste heure que ie suis en ma maiorité, ie ne veux plus que vous vous mesliez que de faire bonne & briefue Iustice à mes subiects. Car les Roys mes predecesseurs ne vous ont mis au lieu où vous estes tous, que pour cest effect : à fin que leur conscience en fust deschargée deuant Dieu, & que leurs subiects en vesquissent en plus de seureté souz leur obeissance : & non pour vous faire mes tuteurs, ny protecteurs du Royaume, ny conseruateurs de ma ville de Paris. Car vous vous estes faict accroire iusques icy qu'estiez tout cela. Et ie ne vous veux plus laisser en cest erreur : mais vous commande qu'ainsi que du temps des Roys mes pere & grands peres, n'aiez accoustumé de vous mesler que de la Iustice : que dorehauant ne vous mesliez d'autre chose. Et quand ie vous commanderay quelque chose, si y trouuez aucune difficulté pour ne l'entendre : ie trouueray tousiours bon que m'en faciez remontrance, comme souliez faire aux Roys mes predecesseurs, & non comme mes Gouverneurs : & apres me les auoir faictes, ayans ouy ma volonté, sans plus de repliche y obeir. Et si faites ainsi, vous me trouuezerez aussi bon & doux Roy en voz endroicts, qu'en eustes iamais. Et faisans comme auez faict depuis que vous estes faict accroire qu'estiez mes tuteurs : vous trouuezerez que ie vous feray cognoistre que ne l'estes point, mais mes seruiteurs & subiects, que ie veux qui m'obeissent à ce que ie vous commanderay.

Et depuis ladite Ordonnance & Declaration fut publiee en ladite cour de Parlement de Paris, côme l'enfuit,

Intellecta declaratione voluntatis & intentionis Domini nostri regis, Curia ordinavit & ordinat lit. Reg. subseribi his solitis & ystatis verbis, Lecta, publicata & registrata, audito Procuratore generali Regis. Parisius in Parlamento die xxviij. mensis Septembris, anno Domini millesimo quingentesimo sexagesimo tertio.

Sic signatum,

D V TILLET.

DE LA ROYNE.

TITRE II.

Parce que ie n'ay peu encores recouurer les lettres patentes du feu Roy Henry, veriffies en la cour au mois de Iuin 1549. par lesquelles auroit esté retranschee la difficulté que l'on faisoit de recevoir la Roynie à plaider par Procureur, tout ainsi que faict le Roy, ayant esté ladite Dame exceptee par lesdites lettres patentes de la reigle generale receüe au Royaume, & ordonné que elle pourroit plaider par Procureur, tout ainsi que sa Majesté. Jay bien voulu inserer icy pour marque de ceste prerogative les lettres de provision de Monsieur Matharel à present son Procureur general, attendant que ie te puisse faire veoir lesdites lettres patentes. Ce pendant sera re-

sera remarqué, que pour la difference dudit Procureur general de la Roynie avec Monsieur le Procureur general du Roy, il ne peut simplement user de ces termes, Procureur general de la Roynie, ains doit tousiours inscrire son nom propre. Font.

S'ensuit la teneur desdites lettres de provision.

CATERINE par la grace de Dieu Roynie de France mere du Roy, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Sçauoir faisons, que pour la bõne & entiere conñiance que nous auõs de la personne de nostre amé & feal Conseiller, & Maistre des requestes ordinaire de nostre hostel M. Antoine Matharel Aduocat en la cour de Parlement de Paris, aussi Conseiller & Maistre des requestes ordinaire de l'hostel de nostre trescher & trefamé fils le Duc D'anjou, & de ses sens, suffisance literature, loyauté, preud'hõmie, experience & bonne diligence. A icelle pour ces causes, mesmes en cõsideration des bõs & agreables seruices qu'il nous a par cy deuant faictez en plusieurs charges que nous luy auons cõmises. Auons donnè & octroyé, donõs & octroiõs par ces presentes, l'estat & charge de nostre Procureur general, que n'agueres souloit tenir & exercer M. Jean du Vair, dernier paisible possesseur d'icelle, vaccât à present par la pure & simple resignation qu'il en a ce iourd'huy faite en noz mains par son Procureur, suffisamment fondé de lettres de procuration, quât à ce cy attachees souz nostre contre seal, pour ledit estat & charge, auoir tenir, & doreñauât exercer par ledit Matharel, plaider opposer, si que la generalité ne desroge à la specialité, defadiouer eslire domicilié, & pour estre & comparoir en nostre nom, par deuât les gens tenans la cour de Parlement de Paris, generalement de la Iustice des aydes & autres cours, & iurisdicthõs quelconques, pour pardeuant eux procurer & negotier, poursuivre & intenter pour nous, toutes actions & proceez, le ioindre pour nous & nostre interet, en toutes causes meuiës & à mouuoir où nous aurions interet, tant en demandant que en defendant. Et faire intenter toutes autres demandes, requestes, & cõclusions, que de raison iurer de calõnie, appeler de tous torts & griefs: & y renõcer & faire toutes autres choses qu'un bon Procureur doit & est tenu de faire, & que nous ferions si presents y estions en personne, & tout ainsi & avec mesme pouuoir que souloit faire ledit du Vair, promettât en bonne foy & parolle de Roynie, auoir & tenir agreable ferme & stable tout ce que par ledit Matharel sera procuré, fait & negocié en tous les proceez & affaires qui nous toucheront ia pendans & indecis, & qui seront deuoluz & intentez doreñauant en ladite cour de Parlement de Paris, & autres cours & iurisdicthõs.

Si donnons en mandement à nostre trescher & feal Chancelier M. Martin de Beaune Abbé de Colombes, Cõseiller du Roy nostre trescher Seigneur & fils, en son conseil priuè, que dudit Matharel pris & receu le serment, pour ce deu & en tel cas requis & accoustumé. Et priõs les gens tenans ladite cour de Parlement de Paris, iceluy Matharel recevoir & admettre nostredit Procureur general, & à ce faire obeyr & entendre de tous ceux & ainsi qu'il appartiendra, en ce qui concerne ladite charge & estat: car tel est nostre plaisir. En tesmoing de quoy nous auons faict mettre nostre seal à cesdites presentes. Donne à Paris le dixiesme iour de Feurier, l'an de grace 1573. signees CATERINE, & fute le repli, par la Roynie mere du Roy, Chantereau, & à l'un des costez dudit repli, ledit Matharel a fait & presté le serment qu'il estoit tenu faire pour raison de l'estat mentionné au blanc es mains de Mõseigneur de Colombes, Châcelier de la Roynie mere du Roy, le xvij. iour de Feurier mil vclxxij. moy Secretaire ordinaire de ladite dame present, signé du Mesnil, & à l'autre costé. Ce iourd'huy ledit M. Antoine Matharel a esté receu en la cour des aydes à Paris, en l'estat & charge dont mention est faicte au blanc apres serment par luy fait, en tel cas requis & accoustumé, & profession de foy faite en ladite cour des aydes à Paris le v. iour de May mil vclxxij. signé le Sueur, & au milieu dudit repli M. Antoine Matharel a esté receu à l'estat & charge dont mention est faite au blanc, & a fait & presté le serment où cas appartenant fait profession de foy, & la iuré à Paris en Parlement le xix. iour de Feurier l'an 1573. signé de S. Germain, & scellé du seal & armes de ladite dame de cire rouge sur double queuè.

Ordonnance du Roy, par laquelle il veut & declare que les Officiers de la Roynie sa mere, se diront & intituleront Officiers du Roy & de ladite Dame, es sieges & iurisdicthõs establis es terres & Seigneuries d'icelle.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Feu nostre treshonoré Seigneur & pere, recognoisant d'un singulier iugement les priuileges, prerogatiues & preeminences qui appartiennent aux Roynes, estre pareils, par disposition de droit commun, à ceux des Roys, leurs espoux: par ses lettres patentes du dernier de Novembre mil cinq cens quarante neuf, auroit voulu & ordonné, que nostre treshonoree Dame & mere la Roynie sa cõpaigne, iouist & vlist de pareils & semblables priuileges que luy, & fust receuë à plaider en toutes cours & iugemens par Procureur general, comme luy & ses predecesseurs Roys. Ce qui auroit esté publié & verifié en nostre cour de Parlement, sans aucune modification ny restitution: sinon que le Procureur general de nostre Dame & mere mettroit son nom propre deuant ladite qualité, pour difference avec celui de nostredit feu Seigneur & pere, qui ne met que le Procureur general. Et suyuant ce que dit est, les causes & affaires de nostredite Dame & mere auroyent esté pursuys du viuant de nostredit feu Seigneur & pere, & depuis durant le regne du feu Roy nostre Seigneur & frere, & le nostre, iusques à present: & cependant auroit esté baillé à nostredite Dame & mere, tant pour

l'assassinat de son douaire, que pour l'assignat de son dor, & en don & bienfaict, les Duchez de Bourbonnois, du haut & bas Auvergne, compris Corladez, Montferrand, & Vifon : les Duchez de Vallois & Alençon : les Comtez de Meaux, compris Crecy & Montereau-fault-Yonne : Clermont en Beauuois, compris Creil, Remy, Gournay & moyen-ville, & autres qui furent de la maison de Bourbon : Melun, Moret, Mante & Meullant, Dreux, le Perche, Montfort l'Amaury, & la Seigneurie de Sezanne avec ses appartenances : avec tous droicts, honneurs, autoritez, prerogatives & preeminences que en iceux Duchez, Comtez, terres & seigneuries nous appartenient : & mesmes de pourueoir aux offices, & autres droicts Royaux sans aucune chose en retenir ou reseruer : ainsi que plus à plein est porté par les despêches sur ce deuement expedies, publiees, verifiees & enregistrees.

P o u r l'effect desquelles, & à fin que le tout fust administré de l'autorité & au profit de nostredite Dame & mere, & par ses Officiers sur les lieux : mesmes pour cognoistre & iuger les procez & differends procedans pour le faict des causes des Eglises cathedrales, ou autres de nostre fondation esdites terres & Seigneuries, & autres cas semblables Royaux & priuilegiez, nous aurions depuis sur ce commis & deputé noz Baillifs & Seneschaux sur les lieux, & attribué aux Aduocats & Procureurs de nostredite Dame & mere, & à ses autres Officiers pareil & semblable pouuoir & autorité, que aux nostres, esdits Baillifs & Seneschaulcees. Neantmoins aucuns d'eux, cuidans par là, leur ancienne dignité & reputation estre diminuee, comme s'ils estoient distraits & separez du corps vniuersel de nostre Iustice, sans considerer que l'honneur du seruice qui est faict, & la reuerence qu'on porte à nostredite Dame & mere reuient à nous mesmes, n'ont voulu le dire, nommer & intituler ses Officiers : mesmes ceux qui sont pourueus des offices de noz Procureurs esdits Baillifs & Seneschaulcees, & autres noz cours & Iurisdiccions qui en dependent, respondre des affaires qui s'offrent en iceux à sondit Procureur general, ains au nostre, ainsi qu'ils faisoient parauant : qui est la cause que lesdits affaires ne sont cogneus ou pourfuyuis si bien qu'il seroit requis. Quoy que soit, que l'ordre & reiglement qu'elle a voulu donner en iceux n'est suyui, à son grand interest, mespris de seldits Officiers, & desaduantage de seldits affaires : & le pourroit estre encores d'auantage, contre noz vouloir & intention, si par nous promptement n'y estoit pourueu.

S c a v o i r faisons, que nous desirans recognoistre nostredite Dame & mere de tout ce qu'il est possible, suyuant l'obligation que nous en auons, & de Dieu & de la nature, outre le tresgrand soing & labeur qu'elle a prins & prend tous les iours au gouuernement de nous & de nostre estat. Et à fin que seldits Officiers puissent mieux & plus volontiers vacquer à sondit seruice, que nous reputons le nostre, & pour plusieurs autres bonnes, certaines & grandes causes à ce nous mouuans, de nostre certaine science, pleine puissance & auctorité Royal, auons dit & ordonné, disons & ordonnons, voulons & nous plaist, que tant & si longuement que nostredite Dame & mere tiendra & iouyra desdites terres & seigneuries à elle bailliee en assignat, ou autres de nostre Domaine, à quelque tiltre que ce soit, les Officiers en icelles se diront & intituleront noz Officiers & de nostredite Dame & mere, mesmes noz Procureurs & sieges & iurisdiccions establis en icelles : Lesquels communiqueront au Procureur general de nostredite Dame & mere, de tous les affaires tant de la Iustice que des Finances & Domaine, qui l'offriront esdits pays, terres & Seigneuries, à toutes les occasions necessaires : & suyuant les mandemens qui leur en seront faicts par nostredite Dame & mere, les gens de son conseil, ou sondit Procureur general.

L e q u e l pour honnorer d'auantage, & en sa personne les affaires de nostredite Dame & mere, nous voulons & ordonnons auoir seance, lieu & place en l'audience de nostre cour de Parlement, au banc de noz Baillifs & Seneschaux. Enioignons tresexpressément à nostre Procureur general prestre toute ayde, faueur & support aux affaires de nostredite Dame & mere, & à sondit Procureur general, en tout ce qu'il en sera par luy requis : faisant defences à nostredit Procureur general de ne passer, consentir, allouer aucune chose quelconque, ny soy desister, quitter ou renoncer à aucuns droicts, pourfuytes ou actions en ce qui depend desdites terres, desquelles iouit ou iouyra nostredite Dame & mere : sans que premierement le Procureur general d'icelle y ait expressément consenti.

S i donnons en mandement à noz amez & feaux les gens de nostredite cour de Parlement, Baillifs, Seneschaux, & Iuges, leurs Lieutenans, & à tous noz autres Officiers & Iusticiers, & à chacun endroit foy, siccome à luy appartenra, que de nostre presente Ordonnance, reiglement, permission & declaration, & de tout le contenu cy dessus ils facent, souffrent & laissent nostredite Dame & mere, & sondit Procureur general iouyr & vser pleinement & paisiblement, & cesdites presentes lire, publier & enregistrer, cessans & faizans cesser tous troubles & empeschemens au contraire. Car tel est nostre plaisir. Et parce que d'icelles on pourra auoir affaire en plusieurs & diuers lieux, nous voulons que au vidimus d'icelles faict souz seal Royal, ou deuement collationné par l'un de noz amez & feaux Notaires & Secretaires, soy soit adioustee comme à ce present original. Auquel en tesmoing de ce nous auons faict mettre nostre seal. Donnée à saint Maur de fossez le vingtcinquieme iour du mois de May, l'an de grace mil cinq cens soixante six, & de nostre regne le sixiesme. Ainsi signé sur le reply, Par le Roy, ROBERT ET.

Leués, publiees & enregistrees, vrs les Aduocats du Roy, le Procureur general dudit Seigneur sen estant depourté : & aux charges contenues & portees par le registre sur ce faict. A Paru en Parlement le trentiesme iour de Iuillet l'an mil cinq cens soixante six. Ainsi signé,

DV TILLET.

DE LA RE-

DE LA REGENCE, GOVERNEMENT ET ADMINISTRATION du Royaume.

TITRE III.

Lettres patentes de la Regence, gouvernement & administration du Royaume, pour la Royne mere du Roy, attendant la venue du Roy Treschrestien Henry troisieme de ce nom, Roy de France & de Pologne.

I.
Char. 9. 1574

HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront. Considerant qu'il est tres-necessaire de pourvoir aux affaires qui se presentent ordinairement, tant au dedans que dehors le Royaume, pour l'entretenement, grandeur, & conservation de ceste couronne, n'y pouuant vacquer ny entendre, ainsi qu'il est requis, pour raison de l'indisposition & maladie, de laquelle nous sommes à present derenus : & que pour c'est effect nous ne scaurions faire election de personne, sur laquelle nous nous puissions plus reposer, que sur la Royne nostre treshonoree Dame & mere, & qui avec plus de zele & affectio embrasse ce qui nous touche, & cest estat : tant pour l'amitie maternelle qu'elle nous porte, que pour la longue experience qu'elle a eue de la direction & maniment des affaires de ce Royaume, depuis nostre minorité iusques à present, qu'elle y a esté appellee du cōsentement & requisition de l'assemblee generale des estats, qui fut faite apres le deces du feu Roy François nostre trescher Seigneur & frere.

Pour ces causes, & autres grandes considerations à ce nous mouuans, & de nostre propre mouuement, pleine puissance & autorité Royal, Nous auons donné & donnons à la Royne nostredite Dame & mere, plein pouuoir, puissance & autorité d'ordonner & commander aux Princes, tant de nostre sang qu'autres, noz cours de Parlement, Marschaux de France, Gouverneurs de Provinces, noz Lieutenans generaux, Capitaines des cent Gentils-hommes de nostre maison, & de noz Gardes, Baillifs, Seneschaux, & autres noz Iusticiers & Officiers, & generallyment à tous noz suiues, de quelque qualité & condition qu'ils soyent, tout ce qu'elle verra & cognoitra estre bon, vtile, & necessaire pour la conseruation de cest estat : faire & ordonner toutes les despeschés qu'elle aduïsera deuoir estre faites, tant dedans que dehors nostre Royaume : Voulans que noz Conseillers, & Secretaires d'estat, ayent à luy obeir, & faire ce que par elle leur sera commandé, tout ainsi que si c'estoit par nous mesmes, & que le semblable soit fait par elle pour le faict de noz finances, commandant par expres au Tresorier de nostre espargne, de ne bailler aucunes assignations, ne faire aucun payement, que par son expres commandement : exhortant & admonnestant tous les Archeuesques, Euesques & Prelats de cedit Royaume, de continuer en leur deuoir & office, ainsi qu'ils ont fait iusques à present.

Et où il plairoit à Dieu faire sa volenté de nous, & nous appeller à soy, scachant que apres nous, ne laissant point d'hoirs masles, par les loix de tout temps obseruees en cedit Royaume, le Roy de Pologne, nostre trescher & tresamé frere, est appellé à la succession de ceste couronne, en attendant son retour dudit Royaume de Pologne : & à fin qu'un chacun se contienne en son deuoir & office, & pour luy faire rendre l'obeissance, qui luy sera deuë, Nous auons par mesme moyen dit, déclaré, & ordonné, disons, declaron, voulons, ordonnons & nous plaist, que la Royne nostredite Dame & mere, ait toute puissance & autorité, d'ordonner & commander à tous nosdits suiues, de quelque qualité qu'ils soyent, tout ce qu'elle verra & cognoitra deuoir estre fait, pour faire rendre l'obeissance qui sera deuë au Roy de Pologne nostredit frere, faisant chastier & punir par noz cours de Parlement, & autres noz Juges & Officiers, tous ceux qui seront desobeissans à leur Roy & Prince : faisant assembler s'il en est besoin, toutes les forces, tant de gens de cheual que de pied, qui sont de noz ordonnances, & à nostre solde, & tous noz autres suiues, de quelque qualité & condition qu'ils soyent : Ausquels nous enioignons tresexpressément d'obeir à ce qui leur sera ordonné & commandé par la Royne nostredite Dame & mere, tout ainsi qu'ils feroient à nostre propre personne, & à celle du Roy de Pologne nostredit frere.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux les gens tenans nosdites cours de Parlemens, gens de noz comptes, Baillifs, Seneschaux, & à tous noz autres Iusticiers & Officiers qu'il appartiendra, qu'ils ayent à faire lire & registrer, chacun en son endroit, en nosdites cours, sieges, & iurisdiccions, noz presens pouuoir, declaration, vouloir & intention, & iceluy garder, & faire garder, obseruer, & entretenir de point en point, selonc sa forme & teneur. En tesmoing dequoy nous auons fait mettre nostre scel à ceddites presentes : car tel est nostre plaisir. Donné au chasteau du boys de Vincennes, le trentiesme iour de may, l'an de grace, mil cinq cens soixante quatorze, & de nostre regne le quatorzieme, à huit heures du matin. Signé sur le reply, Par le Roy, Monseigneur le Duc d'Alençon son frere, le Roy de Nauarre, Monseigneur le Cardinal de Bourbon, Vous, & autres presens. Signé, FIZES. Et sceelles sur double queue de parchemin pendante, de cire iaune du grand scel dudit Seigneur.

Leues, publies & registrees, ouy, requerant & consentant le Procureur general du Roy, apres que la Royne mere dudit Seigneur, sur la priere, requeste, & supplication à elle faicte, tant par le Duc d'Alençon, le Roy de Nauarre, que le Cardinal de Bourbon, Princes du sang & Pairs de France, ensemble par les Presidens & Conseillers, commis par ladite cour à ceste fin, a accepté la Regence, gouvernement & administration de ce Royaume, à Paris en Parlement, le troisieme iour de Iuin, l'an mil cinq cens soixante quatorze. Ainsi signé, LE PREVOST.

Lettres du Roy portans confirmation, ratification, & ampliatiō du pouuoir de la Roynie sa mere, touchant la Regence, gouvernement & administration des affaires du Royaume de France.



EN RY par la grace de Dieu Roy de France & de Polongne, grand Duc de Lithuanie, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme nous n'eussions rien de plus cher, affectionné & recommandé en ce monde, que le feu Roy nostre trescher Sieur & frere dernier decedé (que Dieu absolue) pour les tresgrands, naturels & fraternels offices d'amitié qu'il nous a tousiours faits durant sa vie, sans espargner aucune chose qui ait peu seruir à nostre bien, grandeur & honneur, dont nous auons perpetuelle obligation à sa-memoire: Aussi n'eussions nous peu receuoir plus d'affliction, regret, & desplaisir, que celuy que la triste & lamentable nouuelle de son trespas nous a apportee. Ayant encores nostredit Sieur & frere donné vn tresgrand signe & tesmoignage de la singuliere amour & affection qu'il nous portoit, & au bien & conseruation de nostre Royaume de France, quand durant sa maladie il s'est souuent, & a voulu prendre ce soing d'ordonner & declarer, que pendant sadite indisposition, & apres qu'il auroit pleu à Dieu l'appeller à sa part, si tel estoit son bon plaisir, il vouloit que les affaires de nostredit Royaume de France fussent regies, gouuernees & administrees par la Roynie nostre tres-honoree Dame & mere, en attendant que nous, qui luy deuions legitimement succeder, y fussions arriué: Considerant bien qu'il ne pouuoit donner ceste charge, & faire election de personne, qui avec plus de zele & deuotion embrassast ce qui touchoit le bien & conseruation de nostre Royaume, que la Roynie nostredite Dame & mere, tant pour la vraye inclination qu'elle y a, que pour la longue experience qu'elle a eue iusqu'à present dela direction & maniment desdites affaires, depuis la minorité du Roy nostredit feu Sieur & frere qu'elle y fut appelée & requise. Ce que mettant pareillement en consideration, & aussi combien la Roynie nostredite Dame & mere a grandement merité de l'estat & chose publique de nostredit Royaume de France, & les obligations particulieres que chacun luy en a & doit auoir, pour tant de peines, veilles & labourieux trauaux qu'elle a fortement & verueusement supportez pour l'vtilité, grandeur, reputation & maintenance d'iceluy, avec la maternelle amitié qu'elle a tousiours portee & demontree aux feus Roys nosdits Sieurs & freres, à nous, & à noz treschers & tresamez frere & sœur ses enfis, qu'elle a incessamment secourus & assistez en tout ce qui luy a esté possible, pour le bien des affaires de nostredit Royaume.

Pour ces causes, & autres grandes considerations à ce nous mouuans, & de nostre propre mouuement, pleine puissance & autorité Royal, Nous auons confirmé, ratifié & approuué, confirmons ratifions & approuuons par ces presentes, le pouuoir qui par le Roy nostredit feu Sieur & frere dernier decedé, a esté donné & octroyé à la Roynie nostredite Dame & mere, pour la Regence, gouvernement, & administration des affaires de nostredit Royaume de France, & tout ce qu'elle a fait, ordonné & disposé en vertu d'iceluy, voulons & entendons qu'il sorte son plein & entier effect, force & vertu. Et en ce faisant auons d'abondant, pendant nostre absence de nostredit Royaume de France, & iusques à ce que Dieu permette que nous y puissions estre (ce que nous esperons bien tost) donné & donnons à la Roynie nostredite Dame & mere, plein pouuoir, puissance & autorité, de tenir en iceluy nostredit Royaume le mesme lieu, rang, & degré que nous serions, si nous y estions en propre personne, y commander & ordonner de tous les affaires qui s'y offriront & suruiendront, tant pour les gouuernemens de noz Prouinces, bien & administration de nostre iustice, direction & maniment de noz finances, que du fait de noz guerres, qui se feront dedans ou dehors de nostredit Royaume, tant sur mer que sur terre: donner graces, remissions, & pardons: remettre & commuer peines & iugemens à noz suiets: nommer aux benefices, & les conferer à personnes capables, donner & confirmer offices tant de iudicature, de noz finance, que autres: donner aussi toutes aubeines, confiscations, droits Seigneuriaux, & autres choses dont la disposition nous appartient: & commander & faire faire les despêches & expeditions qui seront necessaires par noz amez & feaux Cōseillers, Secretaires d'estat, & des finances de nostredit feu Sieur & frere, & de nous: assembler & faire assembler toutes & quâtesfois que bon luy semblera, les Officiers de la couronne, & gens du conseil priué de nostredit Royaume, pour le bien des affaires d'iceluy, & leur cōmander ce qu'elle verra bon estre. En quoy nous voulons, & leur commandons par celsdites presentes, luy obeyr comme à nous mesmes: deposer & descharger tels des Gouverneurs & noz Lieutenans generaux de nosdites Prouinces: qu'elle aduiera pour le bien de nostre seruice, & en leur lieu & place en pouruoir & mettre d'autres: leur commander & faire entendre ce qu'ils auront à faire en leurdits gouuernemens & charges, pour le bien, seureté & repos d'icelles Prouinces. Commander aussi ausdits Gouverneurs & Lieutenans generaux ce qu'ils auront à faire pour les forces qui seront en chacun d'iceux gouuernemens: & aussi pour assieger places, icelles faire battre de nostre artillerie, & prêdre d'assaut, ou receuoir à telle cōposition que nostredite Dame & mere verra bon estre, ceux qui seront dedans & les occuperont. Commander aussi de cōbâre noz ennemis, & ceux qui voudroient entrer ou entreprendre contre nostre Royaume, & leur faire donner & liuer batailles quâd les occasions s'en presenteront: faire tels statuts, edicts & ordōnances qu'elle verra estre à propos & expedient pour le bien de nostredite iustice, & de nosdites finances: despêcher Ambassadeurs, & leur faire bailler telles charges & instructions qu'elle verra bon estre. Commander & ordōner à noz cours de Parlemēt, & autres noz Iuges & Officiers de finances, ce qu'ils auront à faire pour le deu & execution de leurs offices: Ordonner & disposer de toutes nosdites finances: vendre

& aliener,

& alier, ou engager, ainsi qu'elle verra pour le mieux, selon la necessité des affaires de nostredit Royaume de France, noz domaines, deniers domaniaux, & autres deniers & reuenus, tant des receptes generales de nosdites finances, que particulieres, faire traiter, negocier, conclure, & arrester avec ceux de noz suiers qui se sont distraits de nostre obeissance, & qui ont prins & porté cy deuant les armes, & les portent encores à present: leur donner & faire telles graces, pardons ou asseurance qu'elle verra bon estre, les prendre en sa protection & nostre. Et faire au demeurant tout ce qu'elle verra estre à propos pour le bien & repos de nostredit Royaume & suiers: faire faire leuees de deniers sur nostre peuple & suiers de nostredit Royaume de France, selon qu'elle verra le bien de nosdits affaires & seruice le requier. Ordonner des forces qui sont & seront en iceluy nostredit Royaume: en faire leuer des Francoises, & estrangeres, toutesfois & quantes qu'elle verra estre besoin: icelles estrangeres faire entrer & sortir de nostredit Royaume, pour aller ailleurs pour nostre seruice, & les licentier aussi qu'à bon luy semblera. Et generalement de faire en tout ce qui dependra de ce qu'à deslus, & de ladite charge, regence & administration de nostredit Royaume de France, & des affaires d'iceluy, quelques grans & importants qu'ils puissent estre: & en disposer tout ainsi que nous mesmes ferions, & faire pourrions si presens en personne y estions, iagoit qu'il y eust chose qui requist plus expresse declaration que ce qui est contenu en cesdites presentes. Priant & requerant noz treschers & tresamez freres les Duc d'Alençon & Roy de Navarre, d'assister la Roynie nostredite Dame & mere, esdites affaires de nostredit Royaume, & luy rendre la mesme obeissance, respect & honneur qu'ils feroient à nous mesmes, comme nous auons toute asseurance qu'ils feront. Priant & enioignant pareillement à tous Princes, tant de nostre sang, que autres, ausdits Officiers de la couronne, à noz cours de Parlemens, chambres de noz comptes, & cours de noz aides, Gouverneurs de nosdites prouinces, noz Lieutenans generaux, Capitaines des cent Gentils-hommes de nostre maison & de noz gardes, Baillifs, Seneschaux, Preuosts, ou leurs Lieutenans, & autres nos Iusticiers & Officiers. Et generalement à tous noz suiers de quelque qualité & condition qu'ils soyent, de recognoistre, respecter, honorer & obeir à la Roynie nostredite Dame & mere en tout ce qu'elle leur commandera & ordonneta, comme ils feroient à nostre propre personne.

Si donnons en mandement à nosdits amez & feaux les gens tenans nosdites cours de Parlement, & gens de noz comptes, cours des aides, Baillifs, Seneschaux, Preuosts, ou leurs Lieutenans, & à tous noz autres Iusticiers & Officiers qu'il appartiendra, qu'ils ayent à faire lire & enregister, chacun en son esgard, en nosdites cours, sieges, & iurisdicions, noz presens, ratification, ampliation de pouuoir, declaration, vouloir, & intention. Et du contenu en cesdites presentes, garder, observer, & entretenir de point en point selon sa forme & teneur: cessans, & faisans cesser tous troubles & empeschemens au contraire. Car tel est nostre plaisir. En tesmoin dequoy nous auons signé cesdites presentes, & fait mettre nostre seal. Donné à Cracouie le quinziesme iour de Iuin, l'an de grace 1574. & de nostre regne de France le 1. & de Polongne le 2. Ainsi signé souz le reply, Et sur le reply, Par le Roy, R V Z E. Et sceelles sur double queue en cire iaune du grand seal.

Leurs pnbliques & registrees, ouy, & ce requerant, & consentant le Procureur general du Roy, à Paris en Parlement le cinquiesme iour de Iuillet, l'an mil cinq cens soixante quatorze. Ainsi signé, DV TILLET.

DES ENFANS DE FRANCE ET LEURS APPANAGES.

TITRE III.

char. 9. 1366.



HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres veront, Salut. Comme feu nostre treshonoré Seigneur & pere le Roy Henry, de tressouable & recommandable memoire, ayant delaisé feu nostre trescher Seigneur & frere le Roy François dernier decédé son successeur à ceste couronne, à laquelle il a pleu à Dieu, depuis nous appeler par le trespas de nostredit Seigneur & frere, noz treschers & tresamez freres Héry Duc d'Anjou, & François Duc d'Alençon, soyent demeurez en si bas aage, qu'il n'a esté possible à feu nostredit Seigneur & pere leur donner aucun appanage. Au moyen dequoy depuis son trespas, & mesmes depuis nostre aduenement à la couronne, ils ont par la grande prudence de nostre treshonoree Dame & mere, & pour la singuliere & fraternelle amitié que nous leur auons tousiours portee, & portons encores de present, esté conduits & entretenus en l'honneur & bon traitement qu'ils meritent. Ce que nous desirans voir continuer à l'aduenir, & par effect faire cognoistre quel est le soin que nous auons d'eux, de leur bien, grandeur & auancement, mesmes qu'à present ayans mis en consideration l'aage de nostredit trescher & tresamié frere le Duc d'Anjou, qui est de 15. ans ou enuiron, ses sens, vertu & naturelle inclinatio à toutes choses grandes & dignes d'un Prince yssu de la maison de France, l'honneur, reuerence & amitié qu'il nous a tousiours portee: cognoissant aussi qu'il a prudence & iugement tressuffisant pour conduire non seulement sa maison, mais aussi les biens, terres & suiets que nous luy voudrions delaisier: Nous auons estimé estre deormais temps de luy pouruoir d'appanage condigne à la maison dont il est yssu, & la trefrande & fraternelle amitié que nous luy portons, iusques à la somme de cent mille liures tournois de reuenue par chacun an. Ce que par nous mis en deliberation avec nostredite treshonoree Dame & mere, Princes de nostre sang, & autres grans & dignes personnages estans aupres de nous, gens de nostre conseil priué & autres.

SçA VOIR faisons, Que nous desirans bien & fauorablement traiter iceluy nostredit frere, & luy donner tout moyen & pouuoir d'entretenir plus honorablemēt sa maison, & selon la dignité du sang, dont il est, ensemble pouruoir aux enfans masles qui descendront de luy en loyal mariage: pour ces causes, & autres bonnes, grandes & raisonnables conderations à ce nous mouuans, auons par l'aduis conseil & deliberation des dessuidits, donné, accordé, ottroyé, ordonné & delaisié, donnons, accordons ottroyons, ordonnons & delaissons par ces presentes, & à ses enfans masles, descendans en loyal mariage, pour leur appanage, pouruoyance & entreteneement, selon l'ancienne nature des appanages de la maison de France, & loy de nostre Royaume tousiours gardée en iceluy, les Duchez d'Anjou & de Bourbonnois, ensemble le Comté de Forest, ainsi qu'iceux Duchez & Comté s'estendent, consistent & comportent de toutes pars, tant en citez, villes chasteaux, chasteellenies, places, maisons, fortteresses, fruiçts, profits, cens, rentes, reuenus & emolumens, honneurs, hommages, vassaux, vasselages, & suiets, bois, forests, estangs, riuieres, fours, moulins, prez, pasturages, siefs, arriere siefs, iustices, iurisdiccions, patronages d'Eglises, collations de benefices, aubenages, forfaires, confiscacions & amendes, quints, requints, lots, ventes, profits, de siefs, & tous autres droictz & deuoirs quelconques qui nous appartiennent desdites Duchez & Comté & à cause d'icelles: & ce iusques à ladite somme de cent mille liures tournois de reuenu par chacun an, si tant se peuuent monter. En defaut dequoy voulons & nous plaist qu'iceluy nostredit frere, & sesdits hoirs masles ayent & prennent le supplément d'icelle somme, sur le reuenu, profit & emolument des aides, equiuallens, greniers à sel & gabelles desdites Duchez & Comté, par ses simples quittances, ou de ses Thresoriers & Receueurs generaux, par les mains des Receueurs desdites aides, & equiuallens, & grenetiers, ou fermiers desdits greniers à sel: & ce iusques à la concurrence d'icelle somme de cent mille liures tournois par chacun an.

2. E N S E M B L E nous auons baillé & delaisié, baillons & delaissons outre tout ce que dessus, à iceluy nostredit frere, en accroissement, & à fin de l'accommoder de maison où il puisse quand bon luy semblera auoir plaisir & se retirer, tout tel droict, part & portion qu'auons & pouuons pretendre en la maison, terre, & Seigneurie de Chenonceau au pays de Touraine, ses appartenances & dependances. Pour desdites Duchez & Comté & Seigneurie de Chenonceau iouyr & vser par iceluy nostredit frere, & sesdits hoirs masles en droite ligne, par faute d'appanage seulement, à telles authoritez, honneurs, prerogatiues, preeminences qui appartiennent à tiltre de Duc & Comte respectiuelement: Et ce à commēcer du iour de la verification qui se fera de ces presentes en nostre cour de Parlement, chabre des comptes, & cour des aides à Paris: sans aucune chose en retenir ne reseruer à nous, & à nostre couronne, fors seulement les foy & homage liges, que nostredit frere nous a ce iourd'huy faits en personne, droict de ressort & souveraineté, la garde des Eglises Cathedrales, & autres qui sont de fondation Royale, ou autrement à ce priuilegées: la cognoissance des cas Royaux, & de ceux dont par preuention noz Officiers doyuent & ont accoustumé cognoistre. Pour desquels decider, & determiner, seront par nous creéz, mis & establis Iuges des exemps, ou autres lesquels auront la cognoissance & iurisdiction desdits cas & matieres. Voulans neantmoins que le reuenu des exploits, amendes, gressés, sieux, & autres emolumens qui viendront de ladite iurisdiction des exemps, soyent & demeurent à nostredit frere: sur lesquels toutesfoies seront payez les gages qui seront ordonnez à iceux Iuges, ou leurs Lieutenans: & le surplus de la iustice & iurisdiction ordinaire desdits Duchez, & Comté sera administrée & exercee au nom de nostredit frere, & ses successeurs masles, comme dit est, par les Baillifs, Seneschaux desdits lieux, & autres Iuges qui y ont esté establis & instituez par cy deuant, ou leurs Lieutenans generaux sans y faire par nostredit frere aucune innouation ou mutation, ne desapointer les Officiers qui sont de present, & qui ont par noz predecesseurs ou nous esté pourueus. Desquels offices de Baillifs, Seneschaux, Iuges, & autres offices ordinaires du domaine, desdites Duchez, & Comté, quād vacation y escherra, il aura, & ses successeurs masles, la pleine prouision & institution, fors desdits Iuges des exemps, & des Presidens, Iuges, Conseillers & autres Officiers des sieges presidiaux establis es lieux de sondit appanage. La prouision desquels & semblablement de tous offices de noz aides, tailles & gabelles, Preuosts des Mareschaux, leurs Lieutenans, Greffiers & Archers, & autres estats extraordinaires desdites Duchez, & Comté, nous reseruons à nous & à nostre seule disposition: & aussi le reuenu des exploits & amendes qui nous seront adiugees es cas des edicts en dernier ressort par lesdits Iuges presidiaux.

3. P E R M E T T A N S & accordas au surplus à iceluy nostredit frere, qu'il puisse & luy soit loisible ordonner & establi en l'une des villes de son appanage, celle qu'il aduiera, vne chambre des comptes, en laquelle ses Receueurs du domaine desdits Duchez, & Comté rendront compte de leurs recettes, & administratiō de leurs charges: la charge que de trois en trois ans les comptes qui ainsi seront rendus en ladite chambre des cōptes, seront enuoyez en nostre chābre des comptes à Paris, ou les doubles d'iceux deuēment collationez, signez & certifiez pour la cōseruation de nostredit domaine. Que lesdits Receueurs du domaine seront aussi tenus predre par chacun an leurs estats de la recepte & despēse de leurs recettes des Thresoriers de Frāce, qui auront esgard que noz droicts fonsiers ne s'esgarēt à faute d'y auoir l'œil. Et aussi que nostredit frere & sesdits successeurs seront tenus d'ētētenir & faire entretenir les fondations des Eglises, les maisons, chasteaux & fortteresses desdites Duchez, & Comté, en bon estat & reparation, payer les siefs & amosnies, & autres charges ordinaires desdits Duchez, & Comté, ainsi qu'il a esté accoustumé de faire par cy deuant.

En outre

3 En outre pour plus hautement accroistre & esleuer en honneur & autorité nostredit frere, nous auons de nostre plus ample grace & autorité, & pour les causes & considerations dessusdites, voulu, & à nostredit frere accordé, & ordonné & octroyé, accordons voulons ordonnons & octroyons, & à ses successeurs males en droite ligne & loyal mariage, qu'ils ayent & tiennent lesdites Duchez & Côté en tous droits & tilttes de parrie: avec toutes preeminences & prerogatiues qu'ont accoustumé d'auoir les Princes de la maison de France, & autres tenants de nostre couronne en parrie: à la charge toutesfois que la cognoissance des causes & matieres dont ont accoustumé cognoistre les Iuges presidiaux de nostre Royaume, leur demeureront, sans que souz ombre de ladite parrie ladite cognoissance en soit deuolué par appel immediatement en nostre cour de Parlement.

4 MOYENNANT lequel present appanage, qui a esté agreablement ptins, accepté & receu par nostredit frere, il a de l'autorité de nostredite Dame & mere, sa tutrice naturelle, & en la presence des Princes de nostredit sang, & autres grans personages de nostredit conseil priué, renoncé & tenôce à nostre profit & de noz successeurs, à tout droit nom & action, part & portion qu'il pretéd & pourroit à l'aduenir pretendre es terres & Seigneuries escheuës par le trespas de nosdits feus Seigneurs pere & frere, soyent qu'elles soyent vnies ou non à ceste nostre couronne. Et semblablement à tous meubles & conquests, immeubles, de quelque qualité, valeur & condition qu'ils soyent, par eux delaisiez. Et a promis & promet avec l'autorité susdite, de n'en faire iamais aucune querelle ou demande. Promettant aussi tost qu'il sera venu en aage, louer, & ratifier & approuuer lesdites conditions, & d'icelles en bailler & passer toutes lettres. Lesquelles acceptation & renociation faites par nostredit frere, Nous par l'aduis desdits Princes de nostre sang, grans & notables personages de nostre conseil priué, qui ont iugé iceux acceptation & renociation este viles & profitables à nostredit frere, auons de nostre pleine puissance & autorité Royal autorisées & autorisons, les declarams estre de tresperpetuelle fermeté & effect: & entant que besoin seroit auons sur ce interposé nostre decret.

Et à fin qu'il n'y ait plus doute, ambiguité & question à l'aduenir au faict de ce present appanage, Nous auons dit, déclaré & ordonné, difons, declarams & ordonnons, par l'aduis, conseil & deliberatio des dessusdits, Que suyuant la nature desdits appanages & loy de nostre Royaume, où nostredit frere, ou ses descendants males en loyal mariage iroyent de vie à trespas sans enfans males, descendants de leurs corps en loyal mariage, en maniere qu'il ne demeurast aucun enfant male descendant par la ligne des males de nostredit frere: bien qu'il y eust fils, ou filles des filles descendants d'iceux: audit cas lesdits Duchez & Comté par nous donnees à nostredit frere pour son appanage, retourneront librement à nostre couronne, sans autre adjudication ou declaration: & s'en pourront noz successeurs en la couronne emparet, & en prendre la possession & iouissance ledit appanage fini & esteint, comme dessus est dit, à leur plaisir & volonté, & sans aucun contredit ou empeschement, & qu'on puisse obiiicer aucun laps de temps ne prescription.

Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à noz amez & feaux Conseillers les gens tenants nostre cour de Parlemēt, de noz comptes, & cour des aides à Paris, Thresoriers de France, & Generaux de noz finances establis à Tours, Boutges & Lyon, Seneschaux d'Anjou & de Bourbonnoys, Bailly de Forest, & à tous noz Iusticiers, Officiers ou leurs Lieutenāts, & à chacun d'eux endroit soy, & comme à luy appartiendra, Que de noz presens don, cession, transport & delays, & de tout le contenu cy dessus, ils fassent, souffrēt & laissent nostredit frere le Duc d'Anjou, & ses successeurs males, iour & vser pleinement & paisiblement par la forme & maniere que dessus est dit: & luy baillent & deliurēt, & fassent bailler & deliurer, à cōmencer du iour de la verification qui sera, comme dit est, faite de ces presentes, la possession, saisine & iouissance desdites Duché & Comté, leurs appartenances & dependances, sans en ce luy faire, mettre ou donner, ne souffrir luy estre fait, mis ou donné, ou à ses successeurs males, aucun trouble, destourbier, empeschement au contraire: lequel si fait, mis ou donné leur estoit, fassent incōtinent le tout remettre & reparer à pleine & entiere deliurāce, & au premiet estat & deu. Et par rapport cesdites presētes signees de nostre main, ou vidimus d'icelles, fait souz seal Royal pour vne fois, & quittance & recognoissance de nostredit frere de la iouissance des choses susdites: Voulons tous noz Receueurs, & autres noz Officiers qu'il appartiendra, & à qui pourra toucher, estre tenus quittes & deschargés respectiuelement de la valeur desdites choses, par lesdits gens de noz cōptes & par tout ailleurs où il appartiendra & besoin sera, sans difficulté: nonobstant les ordōnances par noz predecesseurs & nous faites sur le faict & alienation du domaine de nostre courōne: ausquelles attēdu que ledit delays se fait pour l'appanage de nostredit frere, & causes si fauorables que les dessusdites, nous auons entant que besoin seroit derogé & detogeons pour ce regard, & sans y preiudicier en autres choses par ces presentes: & à quelconques autres ordōnances, restrictions, mandēmēs ou defenses à ces cōtraires. Et pource que de ces presentes l'on pourra auoir affaire en plusieurs & diuers lieux, nous voulons qu'au vidimus d'icelles fait souz seal Royal, ou deuēment collationné par l'un de noz amez & feaux Notaires & Secretaires soy soit adioultee comme à ce present original. Auquel en tesmoin de ce nous auons fait mettre nostre seal. Donné à Moulins le huitiesme iour de Feurier, l'an de grace 1566. & de nostre regne le sixiesme. Ainsi signé souz le reply, CHARLES. Et sur le reply, Par le Roy en son conseil. DE L'AVBESPINE.

Leuës, publiees & enregistrees, ouy, ce consentant, requerant & acceptant le Procureur general du Roy, à Paris en Parlement le vingt vniemesme iour de Mars, l'an mil cinq cens soixante cinq.

DV TILLET.

CCC iij

Declaration du Roy, par laquelle il permet audit Sieur Duc d'Anjou son frere, de nommer & presenter, sa vie durant, tels personages que bon luy semblera, tant aux offices & commissions des Iuges des exempts, Presidents, Conseillers, & autres Officiers des Iuges presidiaux des terres de son appanage, que aux Offices dependans des aides, tailles & gabelles.



H A R L E S par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Encores que par les lettres de don & delais que nous auons ce iourd'huy fait expedier à nostre trescher & tresame frere Héry Duc d'Anjou, des Duchez d'Anjou & de Bourbonnois, & du comté de Forez pour son appanage, pouruoyance & entretenement, & de ses successeurs masses descendants de luy en loyal mariage : nous luy ayons aussi accordé & delaisé, & à sesdits successeurs masses, la prouision à tous les offices dependans du domaine desdits Duchez & comté, nous reservans celle des Iuges des exempts & des Presidents, Conseillers & autres Officiers des sieges presidiaux establis és villes de sondit appanage, & semblablement des offices dependans des aides, tailles & gabelles : és autres offices extraordinaires, ainsi qu'il est plus amplement porté par lesdites lettres. Neantmoins considérans les vertus de nostredit frere, qui à toute sa vie esté nourry aupres de nous, la grande amitié que luy portons, & l'honneur & reuerence qu'il nous a, au moyé desquels nous voulons l'honorer, gratifier & fauoriser en tout ce que nous sera possible.

A iceluy nostredit frere pour ces causes, & autres bonnes, grandes & raisonnables considerations à ce nous mouuans, auons de grace speciale, pleine puissance & autorité Royal, permis accordé & octroyé, permettons, accordons & octroyons par ces presentes, qu'il puisse & luy soit loisible, sa vie durât, à commencer du iour qu'il entrera en possession de sondit appanage, nous nommer & presenter tant ausdits offices ou commissions desdits Iuges des exempts, Presidents, Conseillers, & autres Officiers des sieges presidiaux, si aucuns en sont establis dedans les terres de sondit appanage, que aux offices ou commissions dependans de noz aides, tailles & gabelles, & autres extraordinaires, tels bons & suffisans personages qu'il aduifera & bon luy semblera. A laquelle nomination de nostredit frere il fera par nous ou noz successeurs pourueu ou commis suyans noz edicts & ordonnances. Et si par inaduerce ou importunité de requerans il y estoit autrement pourueu, que à sadite nomination, nous auons dès à present comme pour lors reuocques, cassées & annullées, reuocqués, cassons & annullons lesdites prouisions ou commissions par cesdites presentes : sans toutesfois que nostredit frere puisse nommer aux estats des Preuosts des Marchaux, leurs Lieutenans, Greffiers & Archers, que nous auons reservez à nostre pleine & entiere disposition.

S i donnons en mandement à noz amez & feaux les gens tenans nostre cour de Parlement, de noz comptes, & cour de noz aides à Paris, Thresoriers de France, & Generaux de noz finances. Donné à Moulins, le huitiesme iour de Feurier, l'an de grace mil cinq cens soixante six, & de nostre regne le sixiesme. Ainsi signé souz le reply, **CHARLES**, Et sur le reply, Par le Roy, **DE L'AVESPINE**.

Lesz, publiees, & enregistrees, ouy, ce consentant, requerant & acceptant le Procureur general du Roy, A Paru en Parlement le 21. iour de Mars, l'an mil cinq cens soixante cinq. Ainsi signé, DV TILLET.

Lettres patentes du Roy, contenans l'appanage ordonné par sa Maiesté au Duc d'Alençon. Son frere, pour sa pouruoyance & entretenement.

C H A R L S par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme feu nostre treshonoré Seigneur & pere le Roy Henry, de treslouable & recommandable memoire, ayans delaisé feu nostre trescher Seigneur & frere le Roy François dernier decédé son successeur à ceste couronne, à laquelle il a pleu à Dieu, nous appeler par le trespas de nostredit Seigneur & frere, noz treschers & tresamez freres Henry Duc d'Anjou, & François Duc d'Alençon, soyent demeurés en si bas aage, qu'il n'a esté possible à feu nostredit Seigneur & pere leur ordonner aucun appanage. Au moyen dequoy depuis nostre aduenement à la couronne, ils ont par la grande prudence de nostre treshonoree Dame & mere, & pour la singuliere & fraternele amitié que nous leur auons tousiours portee, & portons encores de present, esté conduits & entretenus en l'honneur & bon traitement qu'ils meritent. Ce que nous desirans voir continuer ancors à l'aduenir, & par effect faire cognoistre quel est le soin que nous auons d'eux, de leur bien, grandeur & auancement, mesmes qu'à present ayans mis en consideration l'aage de nostredit trescher & tresame frere le Duc d'Alençon, qui est de ans ou enuiron, ses sens, vertu & naturelle inclinatio à toutes choses grandes & dignes d'un Prince yssu de la maison de France, l'honneur, reuerence & amitié qu'il nous a tousiours portez : cognoissant aussi qu'il a prudence & iugement pour conduire non seulement sa maison, mais aussi les biens, terres & fuyets que nous luy voudrions delaisier : Nous auons estimé estre désormais temps de luy pouruoir d'appanage condisné à la maison dont il est yssu, & la trefgrande & fraternele amitié que nous luy portons, iusques à la somme de cent mille liures tournois de reuenue par chacun an. Ce que par nous mis en deliberation avec nostredite treshonoree Dame & mere, Princes de nostre sang, & autres grans & dignes personages estés pres de nous, gés de nostre conseil prié & autres.

I S C A V O I R faisons, Que nous desirans bien & fauorablement traiter iceluy nostredit frere, & luy donner tout moyen & pouuoir d'entretenir plushonorablement sa maison, selon la dignité du sang dont il

II.
Idem, 1566.

III.
Idem, 1566.

dont il est, ensemble pouruoir aux enfans masles qui descendent de luy en loyal mariage : Pour ces causes, & autres bonnes, grandes & raisonnables considerations à ce nous mouuans, auons par l'aduis conseil & deliberation desdits, à iceluy nostredit frere donné, accordé, otroyé, ordonné & delaisié, donnons, accordons, otroyons, ordonnons & delaissons par ces presentes, & à ses enfans masles, descendans de luy en loyal mariage, pour leur appanage, pouruoyance & entretenement, selon l'ancienne nature des appanages de la maison de Frâce, & loy de nostre Royaume tousiours gardée en iceluy, les Duchez d'Alençon, avec les terres & Seigneuries de Chasteau Thierry, Chastillon sur Marne, & Espernay, que nous auons creéz & erigez, creons & erigeons en tiltre, nom & preeminence de Duché. Et semblablement auons delaisié & delaissons à nostredit frere les comtez du Perche, Gisors, Mante & Meillant, avec la terre & Seigneurie de Vernon, ainsi que iceux Duchez, Comtez & Seigneuries s'estendent, comportent & consistent de toutes pars, tant en citez, villes, chasteaux, chastellenies, places, maisons, forterefes, fruits, profits, cens, rentes, reuenus & emolumens, honneurs, hommages, vassaux, vassalages, & suiets, bois, forests, estangs, riuieres, fours, moulins, prez, pasturages, siefs, arrieriefs, iustices, iurisdicions, patronages d'Eglises, collations de benefices, aubenages, fortaitures, confiscations & amendes, quintes, requints, lots, ventes, profits de siefs, & tous autres droicts & deuoirs quelconques qui nous appartiennent esdites Duchez, Comtez & Seigneurie, à cause d'icelles : & ce iusques à ladite somme de cent mille liures tournois de reuenu par chacun an, si tant se peuuent monter : en defect dequoy voulons & nous plaist qu'iceluy nostredit frere, & sesdits hoirs masles ayent & prennent le supplément d'icelle somme, sur le reuenu, profit & emolument des aides, equiualeus, greniers à sel & gabelles desdits Duchez, comtez & Seigneurie, par leurs simples quittances, ou de leurs Thresoriers & Receueurs generaux par les mains des Receueurs desdites aides, equiualeus, & greniers, ou fermiers desdits greniers à sel : & ce iusques à la concurrence d'icelle somme de cent mille liures tournois : à commencer du iour de la verification qui se fera de ces presentes en nostre cour de Parlement, chambre des comptes, & cour des aides à Paris : pour desdits Duchez, comtez & Seigneurie desdits iours & verser par iceluy nostredit frere, & sesdits hoirs masles en droite ligne, par forme d'appanage tant seulement, à telles autoritez, honneurs, prerogatiues, preeminences qui appartiennent à tiltre de Duc & Comte respectiuelement : sans aucune chose en retenir ne reseruer à nous, n'à nostre couronne, fors seulement les foy & hommage liges, droict de ressort & souveraineté, la garde des Eglises Cathedrales, & autres qui sont de fondation Royale, ou autrement priuilegez : la cognoissance des cas Royaux, & de ceux dont par preuention noz Officiers doyuent & ont accoustumé cognoistre. Pour desquels decider, cognoistre & determiner seront par nous creéz, mis & establis Iuges des exemps, ou autres lesquels auront la cognoissance & iurisdiction desdits cas & matieres. Voulans neantmoins que le reuenu des exploits, amendes, greffes, seaux & autres emolumens qui viendront de ladite iurisdiction des exemps, soyent & demeurent à nostredit frere : sur lesquels toutesfoies seront payez les gages qui seront ordonnez à iceux Iuges, ou leurs Lieutenans : & le surplus de la iustice & iurisdiction ordinaire desdits Duchez, Comtez & Seigneurie, sera exercee & administree au nom de nostredit frere, & ses successeurs masles, comme dit est, par les Baillifs, Seneschaux desdits lieux, & autres Iuges qui y ont esté establis & instituez par cy deuant, ou leurs Lieutenans generaux, sans y faire par nostredit frere aucune inuouation ou mutation, ne desapointer les Officiers qui sont de present, & qui ont par noz predecesseurs ou nous esté pourueus. Desquels offices de Baillifs, Seneschaux, Iuges, & autres offices dependans dudit domaine, desdits Duchez, Comtez & Seigneurie, il aura quád vacation y escherra, & sesdits successeurs masles, la pleine prouision & institution, fors desdits Iuges des exemps, & des Presidens, Iuges, Conseillers & autres Officiers des sieges presidiaux establis es lieux de son appanage : la prouision desquels & semblablement de tous offices de noz aides, tailles & gabelles, Preuosts des Marechaux, leurs Lieutenans, Greffiers & Archers, & autres estats extraordinaires desdits Duchez, Comtez & Seigneurie, nous reseruons à nous & à nostre disposition : & aussi le reuenu des exploits & amendes qui nous seront adiugees es cas des edicts en dernier ressort par lesdits Iuges presidiaux.

2 PREMIEREMENT & accordans au surplus à iceluy nostredit frere, qu'il puisse & luy soit loisible ordonner & establi en l'une des villes de son appanage, telle qu'il aduiera, vne chambre des comptes, en laquelle ses Receueurs du domaine desdits Duchez, Comtez & Seigneurie rendront compte de leurs receptes & administration de leurs charges : à la charge que de trois en trois ans les comptes qui ainsi seront rendus en sadite chambre des comptes, seront enuoyez en nostre chambre des comptes à Paris, ou les doubles d'iceux deuément collationnez, signez & certifiez pour la conseruation de nostredit domaine. Que lesdits Receueurs du domaine seront aussi tenus prèdre par chacun an leurs estats de la recepte & despense de leurs receptes des Thresoriers de France, qui auront esgard que noz droicts fonciers ne s'egarent à faute d'y auoir l'œil. Et aussi que nostredit frere & sesdits successeurs seront tenus d'entretenir & faire entretenir les fondations des Eglises, les maisons, chasteaux & forterefes desdits Duchez, Comtez, & Seigneurie, en bon estat & reparation, payer les siefs & aumosnes, & autres charges ordinaires desdits Duchez, Comtez, & Seigneurie, ainsi qu'il a esté accoustumé de faire par cy deuant.

3 Et en outre pour plus hautement accroistre & esleuer en honneurs nostredit frere, nous auons de nostre plus ample grace & autorité, & pour les causes & considerations desdites voulu, & à no-

nostredit frere accordé, ordonné & octroyé, voulons, accordons, ordonnons & octroyons, & à ses successeurs massés en droite ligne & loyal mariage, qu'ils ayent & tiennent lesdits Duchez & Comtez en tous droitz & tiltre de pairrie, avec toutes telles prerogatiues & preeminences qu'ont accoustumé auoir les Princes de la maison de France, & autres tenans de nostre couronne en pairrie: à la charge toutesfoix que la cognoissance des causes & matieres, dont ont accoustumé de cognoistre les Juges presidiaux leur demeureront, sans que souz ombre de ladite pairrie ladite cognoissance en soit deuoluë par appel immediatement en nostre cour de Parlement: moyenant lequel present appanage, qui a esté agreablement prins & accepté au nom de nostredit frere, par la Roynie nostre treshonoree Dame & mere, sa utrice naturelle presente & acceptante, en presence des Princes de nostredit sang, & autres grans personnages de nostredit conseil, elle a en ce faisant, au nom & qualité dessusdits, renoncé & renonce au profit de nous & de nos successeurs à nostre couronne, à tout droict, nom, action, & portion qu'il pretend & pourroit à l'aduenir pretendre és terres & Seigneuries escheuës par le trespass de feus nosdits Seigneurs pere & frere: soit qu'elles soyent vnies ou non à ceste nostre couronne, & semblablement à tous meubles & conquests immeubles, de quelque qualité, valeur & condition qu'ils soyent, par eux delaissez. Et a promis & promet à icelle nostredit Dame & mere, ou nom dessusdit, de n'en faire iamais aucune querelle ou demande: Et d'auantage iceluy nostredit frere venu en aage de ratifier & approuver lesdites conditions, & d'icelles en bailler & passer toutes lettres.

4 LESQUELLES acceptation & renociation faites par nostredit frere, nous par l'aduis des Princes de nostre sang, grans & notables personnages de nostredit conseil priuë, qui ont iugé icelles acceptations & renonciations estre viles & profitables à nostredit frere, auons de nostredit pleine puissance & autorité Royal, autorisées & autorisons, les declarans estre de tresperpetuelle fermeté & effect: & entant que besoin seroit, auons sur ce interposé nostre decret.

5 ET à fin qu'il n'y ait aucun doute, ambiguité & question à l'aduenir au faict de ce present appanage, nous auons dit, déclaré & ordonné, disons, declérons & ordonnons, par l'aduis, conseil & deliberation des dessusdits, que suyuant la nature desdits appanages & loy de nostre Royaume, où nostredit frere, ou ses descendans massés en loyal mariage iroint de vie à trespas sans enfans massés descendans de leurs corps en loyal mariage, en maniere qu'il ne demeurast aucun enfant massé descendant par la ligne des massés de nostredit frere, bien qu'il y eust fils ou filles des filles descendans d'iceux: audit cas lesdits Duchez, Comtez & Seigneuries par nous données à nostredit frere pour son appanage, retourneront librement à nostre couronne, sans autre adiudication ou declaration, & s'en pourront nos successeurs à nostre couronne emparer, & en prendre la possession & iouissance ledit appanage fini & esteint, comme dessus est dit à leur plaisir & volonté, & sans aucun contredit ou empeschement, & sans qu'on puisse obiecter aucun laps de temps ne prescription.

Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à nos amez & feaux les gens tenans nostre cour de Parlement, de nos comptes, & cour des aides à Paris, Thresoriers de France, & Generaux de nos finances establis à Paris, Roien, Caen, Tours, Baillifs d'Alençon, de Vistry & Meaux, Gisors, Manté, Meullant, au Seneschal du Maine, & à tous nos autres Iusticiers & Officiers, ou leurs Lieutenans, & à chacun d'eux endroit soy, comme à luy appartenindra, que de nos presens don, cession transport & delays, & de tout le contenu cy dessus ils facent, souffrent & laissent nostredit frere le Duc d'Alençon, & ses successeurs massés, iouyr & vser pleinement & paisiblement par la forme & maniere que dessus est dit: & luy baillent & deliurent, ou facent bailler & deliurer, à commencer du iour de la verification qui sera, comme dit est, faite de ces presentes, la possession, saine & iouissance desdites Duchez, Comtez & Seigneuries, leurs appartenances & dependances: sans en ce luy faire, mettre ou donner, ne souffrir luy estre fait, mis ou donné, ou à ses successeurs massés, aucun trouble, desbourcier ou autre empeschement au contraire: lequel si fait, mis ou donné leur estoit, facent incontinent le tout remettre & reparer à pleine & entiere deliurance, & au premier estat & deu. Et par rapportât cesdites presentes signees de nostre main, ou vidimus d'icelles, fait souz scel Royal pour vne fois, & quittance & recognoissance de nostredit frere de la iouissance des choses susdites, nous voulons tous nos Receueurs, & autres nos Officiers qu'il appartient, & à ce qui ce pourra toucher, estre tenus quites respectiuellement de la valeur desdites choses, par lesdits gens de nos comtes, & par tout ailleurs où il appartenra & besoin sera, sans difficulté: nonobstant les ordonnances par nos predecesseurs & nous faites sur le faict & alienation du domaine de nostre couronne: auxquelles attendu que ledit delay se fait pour l'appanage de nostredit frere, & causes si fauorables que les dessusdites, nous auons entant que besoin seroit derogé & derogeons pour ce regard, & sans y preiudicier en autres choses par ces presentes, & à quelconques autres ordonnances, restrictions, mandemens ou defenses à ce contraires. Et pource que de ces presentes l'on pourra auoir affaire en plusieurs & diuers lieux, nous voulons qu'au vidimus d'icelles fait souz scel Royal, ou deuëment collationné par l'un de nos amez & feaux Notaires & Secretaires, soy soit adioustee comme au present original: auquel en temoin de ce nous auons fait mettre nostre scel. Donné à Moulins le huitiesme iour de Feurier, l'an de grace mil cinq cens soixante six, & de nostre regne le sixiesme. Ainsi signé. CHARLES. Et sur le reply, Par le Roy en son conseil. DE LAVBESPIN. Et sceelles sur double queué en cire iaune.

Leues, publies & enregistrees, ouy, ce consentant, requerant, & acceptant le Procureur general du Roy. A Paris en Parlement le 21. iour de Mars, l'an mil cinq cens soixante cinq. Ainsi signé. DV TILLET.

Declaration

Declaration du Roy, par laquelle il permet au Duc d'Alençon son frere de nommer & presenter, sa vie durant, tels personages que bon luy semblera, tant aux offices & commissions des Iuges des exemps, Presidents, Conseillers, & autres Officiers des Iuges presidiaux des terres de son appanage, qu'aux offices dependans des aides, tailles & gabelles.

III.
Idem, 1566.



HA R L E S par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Encores que par les lettres de don & delais que nous auons ce iourd'huy fait expedier à nostre tresame frere Francoys Duc d'Alençon des Duchez d'Alençon & de Chasteau-Thierry, y compris Chastillon sur Marne & Espernay des Comtez du Perche, Gisors, Mante & Meullant, & Seigneurie de Vernoy pour son appanage, pouruoyance & entretene-ment, & de ses successeurs massles descendans de luy en loyal mariage: nous luy auons aussi accordé & delaisé, & à sesdits successeurs massles, la prouision à tous les offices dependans du domaine desdites Duchez, Comtez & Seigneuries, nous reseruans celle des Iuges des exemps, & des Presidents, Conseillers, & autres Officiers des sieges presidiaux establis es villes de fondit appanage, & semblablement des offices dependans des aides, tailles & gabelles, & autres offices extraordinaires, ainsi qu'il est plus amplement porté par lesdites lettres. Neantmoins considerans les vertus de nostre dit frere, la grâde amitié que luy portons, & l'honneur & reuerence qu'il nous a, au moyen desquels nous voulons l'honorer, gratifier & fauoriser en tout ce qui nous sera possible: A iceluy nostredit frere, pour ces causes, & autres bonnes, grandes & raisonnables considerations à ce nous mouuans, auons de grace sepecial, pleine puissance & autorité Royal, permis, accordé & otroyé, permettons, accordons & otroyons par ces presentes, qu'il puisse & luy soit loisible, sa vie durant, à commencer du iour qu'il entrea en possession de fondit appanage, nous nommer & presenter tant ausdits offices ou commissions desdits Iuges des exemps, Presidents, Conseillers & autres Officiers des sieges presidiaux, si aucuns en sont par nous establis dedans les terres de fondit appanage, qu'aux offices ou commissions dependans de noz aides, tailles & gabelles, & autres extraordinaires, tels bons & suffisans personages qu'il aduifera & bon luy semblera: A laquelle nomination de nostredit frere il fera par nous & noz successeurs pourueu ou commis luyuant noz edicts & ordonnances. Et si par inaduerrence ou importunité de requerrans il y estoit auement pourueu, qu'à sadite nomination, nous auons dès à present comme pour lors reuocques, cassées & annullees, reuocquons, cassons & annullons lesdites prouisions ou commissiōs par cesdites presentes: sans toutesfois que nostredit frere puisse nommer aux estats des Preuosts des Marches, leurs Lieutenans, Greffiers & Archers, que nous auons reseruez à nostre pleine & entiere disposition.

S i donnons en mandement à noz amez & feaux les gens tenans nostre cour de Parlement, de noz comptes, & cour des aides à Paris, Thesoriers de France & Generaux de noz finances, establis à Paris, Rouën, Caen, Tours, Baillifs d'Alençon, Gisors, Mante & Meullant, Viëtry, Seneschal du Maine, ou leurs Lieutenans, & à tous noz autres Iusticiers & Officiers, & à chacun d'eux endroit soy, & comme à luy appartiendra, que de noz presens grace, permission & otroy, ils facent & laissent nostredit frere iouyr & vser pleinement & paisiblement, sans en ce luy faire, mettre ou donner, ne souffrir luy estre fait, mis ou donné aucun trouble ou empeschement au contraire: lequel si fait, mis ou donné luy estoit, facent incontinent le tout reparer & remettre à pleine & entiere deliurance, & au premier estat & deu. En tesmoin de ce nous auons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait mettre & apposer nostre seal. Donné à Moulins le huitiesme iour de Feurier, l'an de grace mil cinq cens soixante six, & de nostre regne le sixiesme. Signé souz le reply, CHARLES. Et sur le reply, Par le Roy, DE L'AVBESPINE.

Leurs, publiques, & enregistrees ouy, ce consentant, requerant & acceptant le Procureur general du Roy. A Paris en Parlement le 21. iour de Mars, l'an mil cinq cens soixante cinq. Ainsi signé, DV TILLET.

Lettres patentes du Roy, pour l'accroissement & augmentation de l'appanage de Monseigneur le Duc d'Alençon son frere.

V.
Héty, 1576.



H E N R Y par la grace de Dieu Roy de France & de Polongne, à tous presens & à venir, Salut. Considerans combien l'vniō & amitié fraternelle est agreable à Dieu, & recommandable entre les hommes, mesmes entre les Princes Chrestiens, qui cause l'accroissement & conseruation des Royaumes, comme son contraire engendre la ruine & desolation: & desirant faire cognoistre à vn chacun, & laisser memoire à la posterité de la tresgrande & singuliere affection que nous portons à nostre trescher & tresame frere le Duc d'Alençon, par toutes sortes de gratificatiōs, en accroissemens d'honneurs & de biens: & ayans esgard qu'il nous est demeuré seul frere, à fin de luy donner moyen de paruenir à quelque grād & heureux mariage, & party digne de la maison de France dont il est yssu, pour de tant plus fortifier par alliance ceste nostre couronne, au bien, repos & soulagement de nostre peuple. Pour ces causes, & autres grandes, dignes & iustes considerations à ce nous mouuans, auons de nostre propre mouuement ayans sur ce prins l'aduis de nostre treshonoree Dame & mere, des Princes de nostre sang, & autres grans & notables Seigneurs & gens de nostre conseil, baillé, cedé, transporté & delaisé, & par la reuener de ces presentes baillons, cedons, transportons & delaissons à tousiours, par accroissement &

augmentation d'appanage, à nostredit trefcher & trefamé frere le Duc d'Alençon & ses hoirs masles, & les hoirs masles de ses hoirs masles qui descendent de luy en vray & loyal mariage : & ce outre & par dessus les terres à luy cy deuant delaissees, & qu'il tint à present de nous en appanage les Duchez d'Anjou, Touraine & Berry leurs appartenances & dependances, francs, quittes & deschargez de toutes alienations, engagements & dons faits depuis nostre aduenement à la couronne : & aussi de tous dorts & douaires, dont nous les auons deschargez & deschargeons par celdites presentes, & nous chargeons de la recompense : & sans que pour raison de ce la deliurance & iouissance des choses susdites, part ou portion d'icelles soit differee ou empeschee à nostredit frere : iceux Duchez consistans en citez, villes chasteaux, places, maisons, forteresses, fruiçts, profits, cens, rentes, reuenus & emolument, honneurs, hommages, vassaux, vassilages & suiets, bois, forests, estangs, riuieres, fours, moulins, prez, pasturages, siefs, arrieresiefs, iustices, iurisdiccions, patronages d'Eglises, collations & presentations de benefices, anbaingnes, forairures, confiscations & amendes, quintes, requints, lots, vètes, profits de siefs, & tous autres droicts & deuoirs quelconques qui nous appartiennent esdites Duchez : & mesmemet des ponts, ports, peages, traites & impositions foraines, dont nous iouyssons au pays d'Anjou au parauant nostre aduenement à la couronne, & autres appartenances & dependances desdites Duchez & choses dessusdites, droicts, noms, raisons & actions generallyment quelconques, ensemble la prouision institution & presentation à tous offices ordinaires. Et quant aux offices extraordinaires, luy en auons accordé la nomination sa vie durant seulement : & à fin que les particuliers ausquels lesdites Duchez, parts ou portions d'iceux, ont esté alienez & engagez depuis ledit temps de nostre aduenement à la couronne, ne puisse retarder ou empescher l'executiõ de ceste nostre volonte. Nous des à present leur auons ordonné & assigné, leur ordonnons & assignons rentes sur les receptes generales de Touraine & Berry respectiuelement suiuant la nature de leurs contractz d'engagemens ou alienation, iusques à ce qu'ils ayent esté assignez & pourueuz d'ailleurs : le tout selon la verification & assignation qui en sera faite. Et sans que pour raison de ce nostredit frere soit aucunement empesché ou retardé en la possession & iouissance desdites Duchez, membres & dependans d'iceux, & ce nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles : pour desdites Duchez & membres dependans d'iceux, iouyr par nostredit frere & ses hoirs en tous droicts, preeminèces, prerogatiues & autoritez, comme ont accoustumé de iouyr de tout temps les enfans appanagez de la maison de France, sans aucune chose en excepter, reseruer ne retenir à nous ny à noz successeurs, fors le ressort & souveraineté : & les villes, chasteau & Bailliage d'Amboise, à commencer ladite iouissance du premier iour d'Auril dernier : & neanmoins les douairieres desdites Duchez de Berry & Touraine receuront les deniers des fermes & reuenus domaniaux qui escherront au iour S. Iean Baptiste prochain.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux Conseillers les gens tenans nostre cour de Parlement, de Paris, chambre des comptes, & cour des aides, Thresoriers de France, & Generaux de noz finances, Baillifs, Seneschaux, Iuges desdites prouinces, & tous autres qu'il appartiendra, faire lire, publier & registrer celdites presentes, & du cõtenu en icelles souffrir & laisser iouyr nostredit frere pleinement & paisiblement, ensemble ses successeurs, comme dit est : sans en ce luy faire, mettre ou donner, ne souffrir luy estre fait, mis ou donné aucun trouble ou empeschement au cõtraire : lequel si fait, mis ou donné luy estoit, facent incontinent le tout remettre & reparer à pleine & entiere deliurance, & au premier estat & deu. Et rapportant celdites presentes signees de nostre main, ou vidimus d'icelles, faites souz seal Royal pour vne fois, & quittance ou recognoissance de nostredit frere de la iouissance des choses susdites : nous voulons noz Recueurs, & autres Officiers qu'il appartiendra, ou à qui ce pourra toucher, estre tenus quittes respectiuelement de la valeur desdites choses, par les gens de nosdits comptes, & par tout ailleurs où il appartiendra & besoin sera, sans difficulté : nonobstant les ordonnances par noz predecesseurs faites sur l'alienation du domaine de nostre couronne, ausquelles nous auons entant que besoin seroit, derogé & derogeons pour ce regard, & sans y preiudicier en autres choses par celdites presentes, & à quelconques autres ordonnances, restrictions, mandemens ou defenses à ce contraires. Et pource que de celdites presentes on pourra auoir affaire en plusieurs & diuers lieux, nous voulons que à la copie deuement collationné, soy soit adioutee comme à l'original : auquel en tesmoin de ce nous auons fait mettre nostre seal. Donné à Paris au moys de May, l'an de grace mil cinq cens soixante & seize, & de nostre regne le deuxiesme. Souz signé, HENRY. Et sur le reply, Par le Roy, F I Z E S. Visé. Et sceelées du grand seal en cire verde, sur lacqs de foye rouge & verd. Plus sur ledit reply est escrit ce qui s'ensuit.

Leuës, publies & enregistrees, ouy, sur ce le Procureur general du Roy, ainsi qu'il est porté par le registre. A Paris en Parlement le 24. iour de May, l'an mil cinq cens soixante seize. Signé, DV TILLET.

Leuës semblablement, publies & registrees en la chambre des comptes, ouy sur ce le Procureur general du Roy en icelle, aux charges cont-nuës en l'arrest sur ce fait, le vingthuitiesme iour de May, l'an mil cinq cens soixante & seize. Signé, DANES.

DES PRIN.

DES PRINCES DV SANG ET PAIRS DE FRANCE.

TILTRE V.

Edict du Roy, sur les procez & differens pour les preſences & prerogatives d'entre les Princes du ſang Pairs de France, & tous autres Princes & Seigneurs Pairs, n'eſtans de la qualite de Prince de ſang.



EN RY par la grace de Dieu Roy de France & de Polongne, à tous preſens & à venir, Salut. Sçauoir faiſons, que pour mettre fin aux procez & differens cy deuant aduenus entre aucuns Princes de noſtre ſang Pairs de France, & autres Princes auſſi Pairs de France, ſur la preſence à cauſe de leurſdites pairies, & voulans obuier à ce que telles controuerſes & difficultez n'aduient cy apres: Nous, apres auoir ſur ce meurement delibéré avec la Roynie noſtre treſhonoree Dame & mere, noſtre treſcher & treſamé frere le Duc d'Anjou, & és preſences de noz treſchers & amez couſins le Cardinal de Bourbon, Duc de Montpenſier, & Prince daulphin, Princes de noſtre ſang, Cardinal de Guyſe, Ducs de Guyſe, de Nyuernois, & du Maine, Archeueſque & Duc de Reims, les Sieurs de Moruilliers, de Lenencourt, de Lanſlac, Eueſque de Lymoges, de S. Suplice, de Chiuerny, de Biron, de Chaigny, de Pyennes, de Villequier, & autres, tous Conſeillers en noſtre conſeil priué: auons dit, ſtatué & ordonné, diſons, ſtatuoſ & ordonnons par edict irreuocable, voulons & nous plaift, que d'oreſnauant leſdits Princes de noſtre ſang Pairs de France precéderont & tiendront rang ſelon leur degré de conſanguinité deuant les autres Princes & Seigneurs Pairs de France, de quelque qualité qu'ils puiſſent eſtre, tant és ſacres & couronnemens des Roys, que és ſeances des cours de parlement, & autres quelconques ſolennitez, aſſemblées & ceremonies publiques, ſans que cela leur puiſſe plus à l'aduenir eſtre mis en diſpute ne controuerſe, ſouz couleur des tiltres & priorité d'erection des pairies des autres Princes & Seigneurs, ne autrement pour quelque cauſe & occaſion que ce ſoit.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux les gens tenans noſtre cour de Parlement à Paris, que noz preſent edict, ſtatut, & ordonnance, vouloir & intention, ils facent lire, publier & enregiſtrer, & le contenu garder, obſeruer & entretenir de point en point, ſelon ſa forme & teneur, ſans y contreuenir, ny ſouffrir y eſtre contreuenu en aucune maniere que ce ſoit: car tel eſt noſtre plaifir. Et à fin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à touſiours, nous auons fait mettre noſtre ſeal à ceſdites preſentes: ſauf en autres choſes noſtre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Bloys au mois de Decembre, l'an de grace mil cinq cens ſoixante ſeize, & de noſtre regne le troiſieſme. Ainſi ſigné, HENRY. Et ſur le reply, Par le Roy eſtant en ſon conſeil. FIZES. Et à coſté, Viſa. Contentor. COMBAVD. Et ſeellé en lacs de ſoye de cire verde.

La cour ordonne, que ſur le reply de l'edict preſentement leu, il ſera mis, Leu publié, & enregiſtré, ce conſentant & requerant le Procureur general du Roy. Fait en Parlement le huitieſme iour de Ianuier, mil cinq cens ſeptante & ſept.

FIN DV PREMIER LIVRE DV SECOND TOME.



LIVRE SECOND

DV SECOND TOME, TRAITANT
DV DOMAINE, OFFICIERS
d'icelluy, & droicts Domaniaux.

DE LA CHAMBRE DES COMPTES.

TILTRE I.

Reiglement de la chambre des comptes.

De ce qui concerne le fait des Officiers de la châtre des cōptes, & deuoit de leurs charges en l'examé & closture d'iceux, est aussi plé en plusieurs endroicts cy deslous au titre dernier de celiure, Du reiglemēt general des finances & officiers comptables. Font.



CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme soit aduenü à nostre cognoissance, que iaçoit ce que és comptes passez, tant du temps & regne de feu de bonne memoire noz treschers Sieurs ayeul & pere, que Dieu pardoint. Comme aussi d'autres leurs predecesseurs & nostres, Roys de France, ayent esté faites & enregistrees en nostre chambre des comptes à Paris à diuerfes fois, plusieurs bonnes & grandes ordonnances touchāt l'ordre, conduite & gouuernement qu'auroyent à tenir les Presidens, Maistres Clercs, Greffiers, & autres Officiers d'icelle châtre, en besongnant à cause de leurs offices, tant sur le fait & reddition des comptes generaux & particuliers, comme sur tous autres affaires qui chacū iour & an se traitoyent & suruenir pourroyent en ladite chambre. Ce nonobstant pour la diuersité du temps, depuis entreuenü à l'occasion des guerres & diuisions qui ont esté en nostredit Royaume, icelles ordonnances ne se font tousiours entretenues, & n'ont esté du tout iusques icy gardees & obseruees comme besoin fust, pour le bien de nous & de noz affaires. A laquelle cause ayons puis n'agueres enioint & ordonné à noz amez & feaux conseillers les Presidens & Maistres de nostredite châtre des comptes, qu'ils se trouuassent tous ensemble en icelle châtre, pour voir & aduiser les desluidites ordonnances, en prendre & rediger par escrit ce qu'il leur semblera estre au bien de nous & de nosdits affaires. Et au surplus, eu regard au temps qui à present court en aduiser de nouvelles. Et tout mettre en forme par articles, pour nous estre enuoyees, à fin d'en ordonner à nostre plaisir. Ce qu'ils ont fait en grande diligence, & en obeissant à nostre commandement, ont soigneusement vacqué & entendu à ce que dit est. Et nous ayent presentement enuoyé par l'un d'eux les poincts & articles par eux aduisez, desquels articles cy incorporez, la teneur s'ensuit.

ET PREMIEREMENT a esté aduisé, & tout souz le bon plaisir du Roy, que d'oresnauant l'Huissier de la chambre des comptes mettra à point depuis la S. Remy iusques à Pasques la grand' chambre le grand bureau & les autres chambres, & ordonnera par chacun iour tout ce qu'il est tenu de faire esdites chambres, auant qu'il soit sept heures sonnees au matin. Et depuis Pasques iusques à la S. Remy, ordonnera & mettra à point tout ce que besoin sera esdites chambres touchant son office, auant six heures du matin.

ITEM, & depuis que ledit Huissier aura fait ce que dit est dessus, il se tiendra hors tous les huis de la grand' chambre. Et là attendra la venue des Presidens, Maistres Clercs & Greffiers, & leur ouvrira l'huis. Et pareillement aux Officiers qui auront à compter, ou leurs Procureurs, & non à autres, sans le congé & licence de ceux du grand bureau. Et ne laissera ledit Huissier entrer aucuns desdits Officiers comptables, ou leurs Procureurs, si leurs auditeurs ne sont premierement venus & entrez en ladite chambre.

ITEM, & depuis que lesdits Presidens & Maistres, ou trois d'iceux seront venus & entrez, ledit Huissier se tiendra continuellement entre ou hors les huis pres de ladite chambre, ayant vne verge en sa main, iusques apres que dix heures seront sonnees au matin. Et apres disner cinq heures.

ITEM, que tous les clerks & Greffiers de ladite chambre viendront pour besongner en icelle, depuis la S. Remy iusques à Pasques par chacun iour à sept heures du matin. Et lesdits Presidens & Maistres à sept heures & demie au plus tard. Et apres disner lesdits Clercs & Greffiers viendront à deux heures, durant le temps desluidit. Et lesdits Presidens & Maistres à deux heures & demie.

ITEM,

I.
Char. 7. 445

Item, & depuis Pasques iusques à la Saint Remy, lesdits Clercs & Greffiers viendront par chacun iour en ladite chambre, à six heures, & lesdits Presidens & Maistres, à six heures & demie au matin. Et apres disner, lesdits Clercs & Greffiers, durant ledit temps viendront à deux heures & demie, & lesdits Presidens & Maistres, à troys heures au plus tard. Item, & depuis que lesdits Presidens & Maistres, ou aucuns d'eux seront assis au bureau de la grand' chambre, nul desdits Clercs ou Greffiers pourra ou deura yslir hors d'icelle chambre, sans le congé & licence de ceux qui seront audit bureau, & iusques à ce que par l'ordonnance de ceux d'iceluy bureau la cloche aura esté sonnee, soit au matin ou apres disner. Item, si aucuns desdits Presidens, Maistres, Clerc, ou Greffier deffaut de venir aux heures dessusdites, & il n'a excusation raisonnable, laquelle il sera tenu enuoyer dire, il payera amende, selon l'ordonnance de ceux dudit bureau. Item, que lesdits Clercs & Greffiers, & aussi les Officiers comptables, & leurs Procureurs, ou autres quels qu'ils soyent, qui auront à besongner en ladite chambre, ne s'y arressteront, mais s'en ira chacun à son affaire, & en la chambre où il aura à besongner, si ainsi n'estoit que par ceux dudit bureau fust à aucun ordonné y demeurer, & qu'on eust à y besongner de luy. Item, que des requestes qui se deuront presenter d'oresnauant en ladite chambre, nuls desdits Presidens, Maistres, ou Clercs, n'en prendront ou receuurent aucune : mais seront receus par lesdits Greffiers, ou l'un d'eux, si on les apporte auant que ceux dudit bureau soyent assis. Et si on les apporte depuis, ledit Huissier les pourra recevoir : & incontinent que lesdites requestes auront esté recenées, tant par lesdits Greffiers, que par ledit Huissier, ils seront tenus les apporter sur ledit bureau, sans aucune en retenir deuers eux, ny en prendre aucun loyer ou salaire de ceux qui presenteront lesdites requestes, sur peine d'amende arbitraire. Item, & pour l'expedition desdites requestes, & pour ouyr les plaidoyries, vacqueront & entendront lesdits Presidens & Maistres en toute diligence aux iours de mescredi & samedi. Et si tost qu'ils les auront expedies, ils vacqueront le surplus desdits deux iours à ouyr & clorre les comptes, & expedier les autres affaires de ladite chambre : toutesfoys s'il aduenoit qu'à autres iours ny aucuns comptes à clore, & il y auoit aucunes requestes, ou plaidoyries à expedier, ou autres choses qui requeroient hastiue expedition, en ce cas les dessusdits pourroient vacquer à l'expedition des choses dessusdites. Item, que toutes les requestes qui seront presentees au bureau, & aussi toutes lettres d'expedition, & autres quelconques seront leues à l'oyne de tous ceux qui assisteront audit bureau, & deliberes par la plus-part des assisants. Et autrement ne soit fait, ne lesdites lettres d'expedition signees des signes, sinon audit bureau, ne aussi lesdits Greffiers ne deuront signer de leur seing manuel aucunes lettres, si commandé de leur estoit par ceux qui seront seans audit bureau, sur peine d'amende arbitraire. Item, que nul de ladite chambre prenne ou reçoive charge d'aucunes personnes quelles qu'elles soyent, de poursuiure ny solliciter aucune besongne ou affaire qu'ils ayent à expedier en icelle chambre, mais bailleront lesdites personnes, comme dessus a esté dit, pour leur estre pourueu come de raison fera. Item, & par ce que les faits & estats de ladite chambre doyent estre tenus secrets, & plus que nuls autres. Ce qui n'a pas tousiours esté bien gardé iusques cy, a esté aduisé qu'il doit estre par expres enioint aux supposts de ladite chambre de tenir lesdits faits & estats secrets, sur peine de priuation de leurs offices. Et pareillement les consultations, opinions & deliberations d'icelle chambre, sur les peines dessusdites. Item, que quand lesdits Clercs seront entrez par chacun iour en ladite chambre, ils entendront diligemment à examiner les comptes des Officiers qui seront deuant eux. Et s'il aduenit qu'aucun d'iceux Clercs n'eust à examiner aucun compte, celuy en toute diligence entendra à faire ses escrits, corrections & autres choses necessaires, pour faire tousiours le profit du Roy. Item, que nuls desdits Presidens, Maistres, ou Clercs pourront amener dedans ladite chambre, ne au pourpris d'icelle, aucuns Clercs, seruiteurs familiers, ou autres, quels qu'ils soyent, pour y seiourner ou resider, sans le congé de ceux dudit bureau. Et mesmes les Procureurs d'icelle n'y feront residence, si ce n'est tant comme ils rendront les comptes de leurdits Maistres deuant lesdits Clercs, ou quand on fera la closture d'iceux audit bureau, ou quand ils prendront leurs arrests, lesdits Clercs presens. Item, lesdits Clercs & Greffiers ne bailleront aucuns extraicts des escrits, ne feront collation d'aucuns registres, ou autres enseignemens de ladite chambre, pour quelconque personne ou cause que ce soit, sans le congé & ordonnance de ceux dudit bureau, & sur la peine dessusdite. Et quand lesdits Clercs partiront de leurs chambres pour aller autre part, ils ne laisseront personne, soit Officiers comptables, Procureur, ou autre personne estrange, en ladite chambre : mais les mettront hors tous, & fermeront l'huys iusques à leur retour, sur peine d'amende arbitraire. Item, que tout Officier cōptable estant à Paris, & ayant ses comptes en ladite chambre, rendra son compte en personne : autrement ne luy sera taxé ny ordonné aucune chose pour son voyage, ne pour la reddition de sondit cōpte. Ains pour sa negligence, & pour le contennement & mespris que en ce cas seroit de l'autorité de ladite chambre, à laquelle tout Officier comptable doit hōneur & obeissance par serment, sera condanné en amende arbitraire. Item, qu'aucuns *traditus* ne soit escrit en compte principal d'un Officier, quel qu'il soit, s'il ne presente ensemble le double d'iceluy compte, & que le Clerc à qui le compte sera commis à examiner, escriue au commencement *Inceptus examinari tali die*. Et aussi quand examiné sera, *finitus examinari, &c.* & si tost que ledit compte sera examiné, ledit Clerc sera tenu de le venir dire audit bureau, afin d'expedier ledit par telle maniere qu'il ne puisse seiourner, ou attêdre longuement à la closture d'iceluy, aux despens du Roy, ou à tout le moins faire l'estat dudit compte, *ut iacet*, si ainsi estoit que ledit Officier ne voulust le clorre, car au delay pourroit auoir grand dommage. Par ce que lesdits Officiers comptables maintes foys quand ils ont veu qu'ils peuuent deuoir par la fin de leurdits comptes, ont differé la closture d'iceux, souz quelque apparence, ou couloutee

excusation, & ont quis nouueaux acquits & descharges. Dont, comme on dit, se font souuent garnir à grand marché, au tresgrand domage du Roy. Item, que lesdits Presidens, & Maistres ne facent à aucun Officier comptable, aucun voyage, ne aussi les souffrent prendre gages sur le Roy, si premiere- ment, quand il aura presenté son compte, & auant qu'on procede à l'examen d'iceluy, il n'a deschargé tous les comptes precedens, & le iour que ledit Officier comptable aura deschargé lesdits cōptes, sera tenu son Auditeur le venir dire audit bureau, à fin que de ce iour soyēt taxees les voyages & vacation dudit Officier, & non plustost. Item, iacoit ce que par les ordonnances, ne soit point déclaré que les Receueurs ordinaires doyent venir cōpter en personne, & neantmoins est tresnecessaire, qu'ils soyēt presens à la reddition & closture de leursdits comptes, à fin de parler & respondre du faict de leurs receptes, ce qu'ils peuuent mieux faire que leurs Procureurs. Aussi à fin qu'on les puisse aduertir & instruire de la maniere qu'ils doyent tenir, & comment ils se doyent gouverner au faict de leursdits receptes, aduisé a esté, que d'oresnauant lesdits Receueurs ordinaires du domaine, seront tenus de cōpter dedans le temps prefix par les ordonnances, & en personne, s'ils n'ont essoin & excusation raisonnable. De laquelle ils seront tenus certifier à la presentation de leurs comptes, ceux dudit bureau par lettres de la iustice des lieux où sont lesdites receptes. Item, que d'oresnauant quand aucun Officier cōptable, ou son Procurer viendra audit bureau presenter son compte, pour estre examiné, lesdits gens descōptes luy feront faire preallablement serment solennel, qu'en fondit compte, il fait entiere recepte & despence, & qu'il ne baillera aucuns acquits, ou lettres, autres qu'il ne cuide en sa conscience estre bons & loyaux. Et que toutes les parties couchées en la despence de fondit compte, auront entierement esté payees. Et s'il est trouué qu'aucun face le contraire, qu'il en soit puny par lesdits gens des comptes, par suspension d'office, ou d'autre telle peine, comme ils verront estre à faire, selon l'exigence du cas. Item, que ausdits Officiers comptables, ne soit taxé d'oresnauant, quand ils viendront cōpter en ladite chambre, par chacun iour de leur vacation, faite à la reddition & closture de leurs comptes, ne aussi pour leur venir, plus de vingt sols t. Et si lesdits Officiers y enuoyent Lieutenant, il n'aura que dix sols t. Et là où il aura seulement Procureur pour rendre lesdits comptes, demeurant à Paris, il n'aura que cinq sols t. par iour tantseulement, pour la vacation, qu'il fera à la reddition & closture d'iceux comptes. Item, que les douze Clercs d'embas, soyent muez d'une chambre en l'autre, quand lesdits Presidens & Maistres verront estre expedient, & au plus tard, de troys ans en troys ans, à fin qu'un chacun d'eux puisse mieux, & sçauoir les faits & estats des comptes, & escrits de toutes lesdites chambres. Et quand ils seront muez, recoleront les inuentoires, & les passeront ainsi qu'il se fouloit faire le temps passé, & comme les anciennes ordonnances le portent. Item, qu'aucun desdits Clercs, Greffier, ou Huissier, ne pourra ou deura partir, ny aller hors de Paris, sans demâder & obtenir congé & licence de ceux dudit bureau, sur peine d'amende arbitraire : sinon es iours de festes, esquels on ne va point en ladite chambre. Ité, que toutes & quantes fois qu'il conuiendra ausdits Clercs ou autres de ladite chambre, extraire des comptes ordinaires, ou extraordinaires, aucunes debtes descendant desdits comptes, tant du temps passé, comme pour le temps aduenir, & pour icelles bailler à ceux à qui il appartient. Que apres ce que lesdites debtes auront esté extraites, & bien collationnees & corrigees par celuy qui en aura fait l'extrait, icelles soyent apportees audit bureau, à fin qu'elles soyēt baillées pour les faire venir ens au profit du Roy. Et que de ce soit faite mention en la fin d'un des cōptes, dont lesdites debtes descendront. Et semblablement au liure des memoriaux d'icelle chābre, pour plus grande seurété, & seront tenus ceux à qui on les baillera, d'en respondre, rendre bon compte & reliqua en temps & lieu: & en bailleront lettres de recepis. Item, que les correcteurs desdits comptes seront bien & diligemment les corrections, & apres qu'ainsi faites les auront, les apporteront audit bureau pour lesdites debtes faire receuoir par le changeur du tresor, selon les ordonnances faites sur le fait des finances. Et seront curieux de remettre les comptes sur lesquels ils auront faites lesdites corrections en leurs chambres & aumoires, & aussi les lettres en leurs sacs. Item, extrairont & redigeront par escrit toutes les debtes, qui par iceux comptes pourront estre deus au Roy. Et ce fait, les apporteront audit bureau, sans les annoncer ou reueler ailleurs par escrit ny autrement, sur peine de priuation de leurs offices. Item, si aucune erreur ou deniers endeuemēt pris sur le Roy, estoient trouuez en faisant lesdites corrections, que sans faueur, ou delay les Officiers sur lesquels seroit trouuees lesdites fautes & erreurs, soyent par le Procureur du Roy en ladite chambre, mis en cause. Et que par ceux dudit bureau soit tout corrigé & amédé selon raison, droit & le stile de ladite chambre. Item, soit bien expressément defendu à tous les Officiers de ladite chambre, sur peine de priuation de leurs offices, de prendre aucuns dons corrompables de personne, quelle qu'elle soit, qui aye à besogner en ladite chābre, ne pension, ou gages d'autre personnes que du Roy, & tout sur peine de priuation, & d'amende arbitraire. Item, qu'aucun de ladite chambre, ne prendra d'oresnauant aucune chose pour esécriture, extraits, registres, autres de comptes, collations, denombrements de lettres Royaux à vidimus, ne de quelconque autre collation, visitations de procez, informations, ou autres besongnes qu'il face en ladite chambre sinon ce que taxé luy sera par ceux dudit bureau.

ITEM, quand aucune requeste aura esté presentee audit bureau, & apres ce que sur le contenu en icelle auront esté veuz aucuns comptes. Et le rapport fait par l'un desdits Clercs à ce commis par ledit bureau. Et depuis iceluy rapport fait, sera respondu ou escrit sur ladite requeste, *audita relatione certificetur*. Le Clerc qui fera ladite certification, auant qu'elle soit baillée à partie, sera tenu de la rapporter à ceux

à ceux dudit bureau, pour voir si elle sera en bonne forme, ou si l'y aura mis chose qui n'y doye estre. Car c'est la chambre qui porte & certifie, & non pas le Clerc, & ce sur la peine desludite.

ITEM, semblablement fera fait des comptes examinez & cloz, dont lesdits Clercs seront tenus signer les doubles des comptes par eux examinez, & escriuent en la fin & apres l'estat, *Sic est in fine consimilis computi, &c.* qu'ils seront tenus d'apporter audit bureau le compte original qui doit demeurer en ladite chambre pour faire collation au double de l'estat dudit compte, & puis apres signer. Etce pour la cause au prochain article touchée, & ne sera baillée aucune cedulle de debentur, sans le congé & licence de ceux dudit bureau, & ce sur la peine desludite.

ITEM, qu'en examinant les cōptes par lesdits Clercs, & singulierement ceux du domaine, ils aient tousiours vn compte ancien deuant eux pour la verification des receptes. Et aussi pour garder l'ordre des chapitres, selō le stile de ladite chambre, pour mieux voir, cognoistre & sçavoir garder qu'aucunes charges nouvelles ne soyent mises ou introduites sur ledit domaine, si ce n'estoit par ordonnance du Roy. Auquel cas, ils seront tenus d'en parler audit bureau, & mettre leur loquatur sur la partie.

ITEM, que les Clercs en faisant les collatiōs desdites receptes de chacun compte en matieres d'aydes, ou autres comptes particuliers, les feront avec l'un de leurs compagnons, & non pas avec les Officiers comptables, ou leur Procureur : car ensuivre s'en pourroyent plusieurs fautes & erreurs, parce que lesdits Officiers comptables, & Procureurs, cōme on a plusieurs fois veu, se sont subtilisez & subtilisent de plus en plus à decevoir & circonuenir leurs auditeurs.

ITEM, s'il aduient qu'aucun compte soit apporté pour clorre audit bureau, & en procedant à la closure d'iceluy, furnissent lettres patentes ou closes du Roy, ou autres vrgens affaires, parquoy cōuienne interrompre la closure dudit compte, en ce cas ou semblable, sera renuoyé ledit Clerc, qui tiendra ledit compte en sa chābre pour besongner iusques à ce qu'appellé sera. Mais le plus que possible sera, ceux dudit bureau se garderont de telles interruptions.

ITEM, que nuls desdits Clercs, en examinant les comptes à eux commis, souffrent & permettent aucunes parties rayées par l'autorité de ceux dudit bureau, en quelque compte que ce soit, d'oresnauant rescrie icelles, ny les mettre en ligne de compte, sans le congé dudit bureau, supposé qu'il y eust lettres de relieuement du Roy de ladite radiation.

ITEM, que aucun de ladite chambre ne permette ou souffre en son hostel, ou domicile, ou autre lieu à luy appartenant, en quelque maniere que ce soit, par quelconques personnes, soyent Grenetiers, Receueurs, ou autres Officiers comptables, ou pour eux faire decirer ou escrire aucuns comptes, sur ladite peine.

ITEM, à aucun de ladite chambre ne sera licite, ou permis de loger en son hostel, ou maison à Paris, aucun Officier, cōptable, ou son commis, ou Lieutenant, durant le temps qu'il sera audit Paris venu pour compter, quelque affinité, proximité de lignage, ou faueur qui y peust estre, sans congé obtenu de ceux dudit bureau, & sur la peine desludite.

ITEM, que aucuns respits ou souffrances ne soyent d'oresnauant prins par aucuns de ladite chambre, pour en faire registre, ou expedition, si premier n'est ainsi ordōné estre fait par ceux dudit bureau.

ITEM, que tous les Officiers comptables, qui ja sont, ou seront adiournez pour venir rendre leurs comptes à certain iour sur peines, & ne sont venus, ou viendront aux iours à eux assignez, seront par ceux dudit bureau condamméz es peines indictes, & autres telles amendes, comme ils veront au cas appartenir, l'ordre & stile sur ce accoustumé en ladite chambre gardé. Et à icelles peines & amendes payer, seront tous cōtrains sans deport : & par ceux dedit bureau, sera commise personne suffisante & soluable à les recevoir, & en sera fait tellement, que l'argent qui en viendra, sera tourné au profit du Roy : toutesfois l'on ne donnera aucun defaut contre les adiournez, sinon es iours de mescredy, & samedi. Mais lesdits adiournez, ou leur Procureur, seront tenus eux presenter es iours à eux assignez.

ITEM, que nul desdits Presidēs, ou Maistres assiste audit bureau, quād aucun de son lignage, ou affinité prochaine y aura à besōgner : mais se leuera, & s'en partira celui de qui il sera paré, affin, ou prochain, & aussi aucun desdits Clercs n'examinera cōpte de persōne, qui luy soit des cōditions desludites.

ITEM, que lesdits Officiers comptables, seront d'oresnauāt, ou seront faire par leurs Procureurs, ou Clercs, leurs comptes de bon & suffisant volume, & y escriront, ou seront escrire plus serré qu'ils n'ont fait par cy deuant. Et pour ce faire auront en vn lieu de ladite chābre, vn exemplaire de la grandeur & du volume, tant en esécriture, comme en espace, tel qu'il semblera estre de faire à ceux dudit bureau, & ne sera taxé d'oresnauāt pour chacun feuillet de leurs comptes rēdus en ladite chambre, quē deux sols tournois au plus, tant pour les comptes qui se font au parisis, comme de ceux à tournois.

ITEM, que d'oresnauāt aucune taxation ne soit faite, sinon en plein bureau, present l'un des Presidēs, & trois des Maistres au moins. Et quand elle sera faite, elle sera signee de la main de l'un desdits Presidēs, & non d'autre, & enregistree par l'un desdits Maistres, tel cōme par ceux dudit bureau sera ordōnné, & autrement ne sera ladite taxation valable.

ITEM, qu'aucune taxation ne soit faite, sinon à bonne & iuste cause, & que tout homme qui demandera taxation en ladite chambre, soit tenu d'apporter & monstrier audit bureau par declaratiō ce qu'il aura fait, soit escriptures, voyages, ou autres choses. Autrement n'en soit rien taxé.

ITEM, que d'oresnauāt aucun vidimus des lettres Royaux adressans ausdits gens des comptes, Thresoriers & Generaux, ne soyent receus en ladite chambre, si le vidimus n'a esté premierement col-

lacionné par les Clercs & Greffiers d'icelle chambre, ou par les Greffiers desdits Thrsforiers & Generaux, selon que le cas le requerra.

ITEM, & tant que touche les lettres de commissions enuoyees de par le Roy aux Esleuz, ou autres Commissaires, sur le fait des aydes, pour asseoir, ou imposer aucunes tailles, lesdits Esleuz ou Commissaires seront tenus d'enoyer en ladite chambre l'original de ladite commission, ou le vidimus deuement collationné & signé par deux Notaires. Au doz duquel vidimus, chacun desdits Esleuz, ou Commissaires, sera tenu certifier souz son seing manuel le contenu dudit vidimus estre vray.

ITEM, que si aucun Officier particulier qui a accoustumé compter par estat, vient en ladite chambre pour rendre & clorre ses comptes, & il n'apporte avec sesdits comptes aucuns estats faits par lesdits Tresforiers & Generaux, comme à faire sera, il ne fera receu à clorre, s'il ne fournist desdits estats. Mesmement depuis les ordonnances faites à Saumur & Nancy. Et tant de temps qu'il mettra à enseigner desdits estats, il ne prendra aucuns gages, ou voyages sur le Roy.

ITEM, pource que tous les Officiers comptables, ou la plus-part, sont negligens, & delayent de venir compter. Et mesmement dedans le temps à eux ordonné par lesdites ordonnances du Roy faites à Saumur & Nancy, au grand preiudice dudit Seigneur, & du fait de ses finances, a esté aduisé qu'ils seront contrainsts à venir compter durant le temps desdites ordonnances Et ceux qui y deffaudront, ils seront contrainsts par suspension d'office, ou autrement, comme ils veront estre à faire. Nonobstant oppositions, ou appellations quelconques, ausquelles ne sera différé. Et par ledit Seigneur en sera defendu la cognoissance à tous autres Juges, & mandé aux ayans la garde des seaux du Roy, tant à Paris, Normandie, comme en Languedoc, & ailleurs, qu'en ce cas, ils ne donnent ou sceillent aucun ad-iournement en cas d'appel : car autrement ne se pourroit sçauoir l'estat des finances dudit Seigneur.

ITEM, & pour garder & entretenir lesdites ordonnances, & aussi contraindre les Officiers à redre leurs comptes en ladite chambre, dont plusieurs sont fort negligens, & s'en est ensuyui par cy deuant grand dommage & preiudice au Roy, est bien expedient & necessaire d'ordonner vn Procureur du Roy en ladite chambre, & au thresor, qui soigneusement vacque & entende à ce, toute autre pratique & pension delaissee. Et ont aduisé lesdits gens des comptes, souz le bon plaisir du Roy, qu'il y en aura vn qui n'aura aucune pratique en la cour de Parlement ny ailleurs, & prendra des gages par chacun an deux cens liures parisis, tant pour l'exercice dudit office en ladite chambre, comme audit thresor.

SCA VOIR faisons, que apres ce qu'auons veu & fait bien voir au long par les gens de nostre grand conseil, estans deuers nous, iceux articles ainsi faits & aduisez par nosdits gens des comptes, qui nous ont semblé & semblent estre bons & profitables pour le bien de nous, l'augmentation de nostre domaine, & d'autres noz finances & affaires. Nous apres meure deliberation sur ce eüe avec lesdites gens de nostre grand conseil, tous iceux articles, selon leur forme & teneur, auons de nostre certaine sciëce leueez, approuuez, & autorisez. Et par ces presentes leuons, approuuons, & autorisons, comme si faits & aduisez auoient esté par nous mesmes. Et voulons qu'ils soyent entretenus & gardez inuiolemēt & perpetuellement par maniere d'edict, ordonnance & constitution par nous faite : toutesfoi nous n'entendons pas par ce derogier à l'autorité & iurisdiction de ladite chambre. Mais voulons, entant que l'on pourroit dire, que lesdits gés des comptes ont autresfoi procedé en aucune des matieres desdites par priuation d'offices, qu'ils en puissent vser ainsi qu'ils ont accoustumé.

SI donnons en mandement par cesdites presentes, à nosdits gens des comptes, sur le serment qu'ils ont à nous & obeissance qu'ils nous doyuēt, & que en tout & partout obseruent & gardent, & par ceux qu'il appartiendra, facent garder & entretenir inuiolemēt ceste nostre presente ordonnance, sans aller ne venir au contraire, en quelque sorte & maniere que ce soit, en punissant les delinquans, ou trās greffeurs d'icelle, de telle punition & peine qu'en icelle est contenu, & que le cas le requerra. Et tellement facent, que ce soit exemple pour les autres. Dequoy faire & executer leur donnons plein pouuoir & autorité par cesdites presentes, lesquelles voulons & mandons estre publiques, enregistrees & signifiées, tant en nostre dite chābre des cōptes, que par tout autre part, où il appartiendra, à ce que ceux à qui touchera, n'en puissent pretendre cause d'ignorance. Et que au vidimus d'icelles, fait souz seel Royal, soy foit adioustee cōme à ce present original. Auquel en tesmoin de ce nous auons fait mettre nostre seel. Doné à Mehun sur dure, le 23. iour de Decēbre, l'an de grace 1454. & de nostre regne le 33. Ainsi signé, Par le Roy en son grand conseil. Auquel les Eueques d'Angoulesme, d'Allec, & de Constance, l'Admiral, le Sieur de Torcy, de Dammartin, & du monteil, Maistre Henry de Marles, Estienne le Feure, Pierre Doriole, & autres plusieurs estoient. K. CHALINGANT. Et au doz desdites lettres est escrit ce qui s'ensuit.

Lette & publicata ad Burellum, in camera computorum Domini nostri Regis Parisius, die decima octaua mensis Ianuarij, Anno Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo quarto. Ainsi signé,
I. L'ESCVYER.

Autre reiglement de la chambre des cōptes, & creation d'un second bureau en icelle.

E O y spar la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Comme nostre chambre des comptes ait esté estable à Paris, pour soutenir & cognoistre, obseruer entretenir, & auoir la superintendance de tous & chacuns les droicts domaine & finances de nostre Royaume de France, & des tiltres munimens & documens d'iceux, & noz gens & Officiers d'icelle chacun en son regard, pour entendre vacquer, ouyr, examiner, clorre & affiner les comptes

II.
Loyz. 12. 1515.

comptes des Officiers, & autres ayans charges, maniment, & entremise du faict desdites finances ordinaires & extraordinaires, comptables à icelle chambre : faire venir les deniers prouuenans de nosdits comptes, & à vuidier & expedier toutes autres matieres & affaires touchant & concernant nosdits droicts, domaine, finances & choses qui en dependent vtiles & necessaires pour la cōseruation d'iceux. En quoy cy deuant iceux noz Officiers de nostredite chambre ayent supporté de grâdes charges, peines, trauaux & labeurs : mesmement depuis nostre nouuel aduenement à la couronne, que plusieurs principautez, Duchez & Comtez, terres & Seigneuries nous sont aduenues, & ont esté remis à icelle nostre couronne : & par ce nosdits droicts, domaine & finances en sont grandement accreuz & augmentez, & grand nombre d'Officiers comptables, rendus suiets à venir compter en ladite chambre, ce qu'ils n'estoient auparavant ainsi qu'il est notoire. Et tellement que quelque diligence que iceux nosdits gens & Officiers de nostredite chambre des comptes ayent sçeu faire, plusieurs de nosdits comptes faits & à faire de nostredite chambre, sont demeurez en arriere & à vuidier, ce qu'ils n'ont peu, ny satisfaire à la grande affluence & multitude d'iceux comptes & autres nosdits faits & affaires y suruenans iournellement, qui ne se font peu despescher, terminer & affiner, obstant qu'il n'y a cy deuant eu & esté estably & tenu qu'un bureau pour iuger & conclure diffinitiuement les comptes faits, & à faire de nostredite chambre. Aussi au moyen de plusieurs festes, veilles & surueilles gardees & festees par nosdits Officiers en icelle chambre, ainsi que remonstré nous a esté, affin d'y donner prouision. Ce que n'auons peu bonnement faire par cy deuant, à l'occasion des autres grands affaires que nous auons eu iusques à present, que pour y pouruoir, auons donné charge aux gens de nostredit conseil, & de noz finances de vacquer & entendre en ceste matiere, & aduiser par eux tous les meilleurs moyens & expedients sur ce requis & necessaires, & nous en faire leur rapport.

SCA VOIR faisons, que nous desirans singulierement l'abbreuiation & acceleration de ladite reception desdits cōptes, ensemble l'expedition de toutes matieres & affaires concernant nosdits droicts, domaines, finances, & autres qui ont accoustumé d'estre traitez en nostredite chambre pour la cōseruation d'iceux. Ouy le rapport, des gens de nostredit conseil & de nosdites finances, lesquels ont trouué que impossible seroit pouuoir vuidier à beaucoup pres les comptes qui sont à rendre chacun an avec la despeche desdites autres matieres, sans auoir & tenir deux bureaux, laisser aucunes petites festes veilles & surueilles qu'ont accoustumé de tout temps & anciennement garder en ladite chambre, & que lesdits gens & Officiers de nostredite chambre des comptes, se changent de plus grande residēce de temps en ladite chābre qu'ils n'ont accoustumé : mesmement au temps de Careme, & en ce faisant sont d'aduiz que deuons donner quelque profit & cōmodité à ceux qui vacqueront, assisteront, & seruiraient actuellement en nostredite chābre ausdites expeditions selon la qualité d'iceux, & non à autres, à prendre sur les comptes qui d'oresnauant seront ouys, examinez, clos & affinez en nostredite chābre, où auront de grands profits & vtilitez en plusieurs manieres, mesmement que par ce moyen les Officiers & Receueurs comptables, qui pendant le temps de la reddition de leursdits comptes, prennent salaire sur noz deniers, n'en prendront tant de la moitié : par ce qu'ils seront d'oresnauant plus briefuelement expediez, & en viendront les deniers des receptes, restes desdits comptes estans es mains d'iceux comptables à plus prompte cognoissance, & d'iceux nous pourrōs mieux aider à noz affaires, que n'auons fait cy deuant, tant que grand nombre d'iceux deniers se sont perdus, pour la longueur de la reddition desdits comptes, & autres dangers & inconueniens aduenus, & aduiennent par ladite logueur. Pour à quoy obuier, & pour autres causes & consideracions iustes & raisonnables, & ce nous mouuans, auons dit, statué, decerné, & ordonné, disons, statuons, decernons, & ordōnons, voulons & nous plaist, de nostre certaine sciēce, grace special, pleine puissance & autorité Royal, par ces presentes, les choses cy apres declarees, estre d'oresnauant tenuēs, gardees, & obseruees en la forme & maniere qui s'ensuit. C'est à sçauoir, que les deux Presidens & les dix Maistres des comptes, qui sont à present en nostredite chambre : duquel nombre iacoyt ce que deux Maistres desdits comptes ayent esté receus en tiltre d'office de Maistres d'iceux comptes extraordinaires, seront neantmoins leursdits offices dits, censez & reputez ordinaires, & seront avec lesdits deux Presidens, & huit anciens Maistres ordinaires, le nombre de douze, que voulons & entendōns d'oresnauant estre entretenus en ladite chambre en nombre ordinaire à perpetuité, aux gages & droicts toutesfoys qu'ils ont accoustumé d'auoir & prendre à cause de leursdits offices, se mettent & departent, & leurs successeurs esdits offices, en deux parties, & facent iournellement & ordinairement deux bureaux & deux chambres en icelle nostre chambre des comptes au corps d'hostel, respondant sur la grand' court de nostre Palais à Paris, que y auons fait edifier & cōstruire depuis six ans en çà. Pour en icelles deux chambres iuger, vuidier, clorer, affiner, & arrester diffinitiuement, les comptes de tous noz Officiers comptables, tant de nostre Royaume que de nostre Duché de Millan, & autres suiets, respondant en ladite chambre, & generallyment tous autres affaires accoustumez d'estre traitez en ladite chambre, pour la cōseruation de nosdits droicts, domaines & tiltres de nostre couronne, & de noz finances tant ordinaires que extraordinaires, & ordonnances sur ce faites, & ce qui en depend & peut dependre : en aduisant par lesdits Presidens & Maistres desdits comptes de la forme du departement desdites chambres & bureaux, & des Officiers d'entr'eux qui seront en chacune d'icelles deux chambres. Et pour quelque temps ils y seront, en les changeant & muant ainsi qu'ils aduiseront pour le bien de nous & de noz affaires, & pareillement aduiseront quels comptes & affaires se traicteront & vuidront en

Institutiō d'un
second bureau
en la chābre des
comptes.

Les Officiers des deux bureaux seroient chargés & muez.

Quels comptes doyent estre les premiers ouys.

Quel nombre doit assister au bureau.

Nôbre des Officiers de la chambre des copies.

De ne partir de la chambre deuant l'heure.

n'entrer à la chambre la veille des festes.

En temps de vacations n'y aura qu'un bureau.

De ne prendre dons.

Epices des copies.

chacunes d'icelles chambres pour obuier à confusion. Voulant & entendant qu'ils donnent ordre que les comptes des domaines, changeur de tresor, receptes generales & extraordinaires des guerres, soyent prealablement ouys & examinez que autres: par ce que la longueur d'iceux nous est plus preiudiciable que des autres comptes, & que ce qui sera vuide par l'une desdites deux chambres ne puisse estre corrigé par l'autre, mais que s'il sortoit quelque difficulté en l'un d'iceux bureaux, qui meritaient d'estre consulté par l'autre, faire le pourroit iceux Presidens & Maistres desdits comptes par ensemble, à ce que en tout & par tout droit & iustice soyent tousiours de tant mieux gardez & egallez, tant pour nous, que noz suiets. Ne seront aussi signez expediez ne despêchez aucuns acquits, mandemens, attaches, verifications ou autres expéditions desdits gens des comptes, que auparavant la signature d'iceux acquits, mandemens, attaches, verifications & expéditions, ils ne soyent cachetez & sceillez des cachets & scel de quatre à cinq desdits Presidens & Maistres desdits comptes, qu'ils & chacun d'eux seront tenus d'auoir avec eux, pour cacheter & sceller lesdites expéditions qu'ils auront ainsi ordonnées. Et ce fait, seront enregistrez & signez les acquits, mandemens, attaches, verifications & expéditions desdits par nosdits Auditeurs & Greffiers chacun en leur regard, ainsi qu'il est accoustumé faire. Et pareillement ne soyent cloz & affinez esdits deux bureaux, ne vuidees aucunes difficultez desdits comptes ne autres affaires, qu'ils ne soyent pour le moins en nôbre de quatre ou cinq, tant Presidens que Maistres des copies: excepté toutesfoies les comptes des greniers, aides & tailles, là où les Officiers comptables compteroient par estat des generaux de noz finances, signez d'eux chacun en leur charge. Sur chacune parties desquelles seront apportees descharges deuement expedies & verifiees, sauf des parties accoustumees estre employees en iceux comptes, comme faire se doit: lesquelz comptes estans de la qualité desdite, pourront estre vuidees par deux ou trois personages, soyent desdits Presidens ou Maistres desdits comptes. Et que tous les Officiers de la chambre desdits comptes, tant lesdits deux Presidens, deux Maistres desdits comptes, deux correcteurs, seize Auditeurs & clerks, deux Greffiers, noz Aduocat & Procureur, le Recepueur & Huissier qui à present sont en ladite chambre des comptes & leurs successeurs esdits estats & offices, qui est le nombre que entendons à present & d'oresnauant entretenir en icelle chambre des comptes, pour connoistre, ouyr, & examiner, clorre & affiner, iuger & determiner & expedier, tant lesdits comptes que autres noz affaires, & exercer leurs offices chacun en son regard, soyent entrez cy apres en ladite chambre des comptes, ensemble les autres supposts d'icelle chambre, aux iours & heures ordinaires accoustumez d'y entrer, & durât iceluy temps & heure vacquer & entendre esdits affaires de nostre dite chambre, sans d'icelle plus tost partir que l'heure sur ce ordonnee. Et combien que cy deuant nosdits Officiers des comptes, n'ayent de tout temps & ancienneté accoustumé d'aller & entrer en ladite chambre, plusieurs petites festes, veilles, & surueilles de festes, neantmoins iceux noz gens des comptes choisiront iusques au nombre de vingt iours auxquels sont lesdites festes & veilles, & iceux iours en nostre chambre tous nosdits Officiers pour besongner, vacquer & entendre à noz besongnes & affaires, comme és autres iours ordinaires, & aussi és apresdinees des surueilles des festes de Noel, Penthecoste & Toussaincts, lesquelles festes veilles & surueilles seront d'oresnauant abbatues & discontinuees. Et en outre tous lesdits Officiers & supposts de ladite chambre des comptes se tiendront d'oresnauant en ladite chambre, & ne s'en leueront és matinees de Carefme, que iusques à onze heures du matin sonnees & frappees, iagoit que par cy deuant ils eussent accoustumé d'eux leuer à dix heures du matin, ainsi qu'ils sont en autre temps & journellement à iour de chambre lesdits deux bureaux, afin qu'il soit donné meilleure & plus briefue expedition desdits comptes & autres affaires desdits: reserué au temps de vacation que sont les gens de nostre cour de Parlement, qu'ils ne seront abstraincts tenir qu'un bureau, qui pourra suffire à cause de l'occupation que nosdits Officiers comptables & autres, & qu'ils ne se peuent trouver en nostre chambre comme en autre temps. Et pour ce qu'en gardant & entretenant par iceux gens & Officiers en nosdits comptes qui à present sont en nostre dite chambre des comptes, & par leurs successeurs l'ordre & forme cy dessus, ils soustiendront & supporteront beaucoup plus grandes charges, peines & travaux, qu'ils ne faisoient auparavant cestuy nostre present edict & ordonnance, & à fin de tant plus les inciter & incliner de nous seruir diligemment & soigneusement, à l'observation & entretenement des choses desdites, & qu'ils ayent mieux dequoy supporter lesdites peines, travaux, fraiz & despens: & pareillement à ce que cy apres noz clerks & Auditeurs de nostre dite chambre des comptes, n'ayent à prendre aucun don, posé que gratuitement leur fust offert par nosdits Officiers comptables, pour l'audition & examen de leurdits comptes comme fait & tolléré a esté cy deuant, laquelle chose pourroit estre de dangereuse consequence. Nous à nosdits gens & Officiers en nostre dite chambre des comptes, auons octroyé & accordé, octroyons & accordons, voulons & nous plaist, que outre & par dessus les gages & droicts à leurdits offices appartenans, qu'ils & chacun d'eux respectiuelement ont accoustumé d'auoir & prendre à cause d'iceux, & sansaucune diminution de leurdits gages & droicts, ils & leurs successeurs esdits offices ayent & prennent d'oresnauant par forme d'espices & bien fait, sur tous & cha cuns les comptes des Officiers comptables en icelle chambre de nosdits comptes à Paris, qui seront cy apres rendus & clos pardeuant nosdits gens des comptes à Paris, les sommes qui sensuit: C'est à sçauoir, sur chacune de noz receptes & comptes, & d'une chacune annee entiere des domaines ordinaires de Paris, Orleans, Poitou, Berry, Rouergue, Bordeaux, recepte ordinaire de Rouen, vicoté de Gisors, Threforiers, & receptes ordinaires de Thoulouze, Baucaire, Carcassonne, receptes des annees de noz

de noz cours de Parlement de Paris & de Thoulouze, Sur la thresorerie & recepte generale du Dauphiné, y compris le domaine, Sur la recepte generale de Picardie y compris le domaine, sur l'extraordinaire de nostre artillerie, la somme de cent liures parisis.

ITEM, sur chacun compte, & d'une chacune annee entiere de noz domaine & comtez de Roddez, de Ponthieu, & de Boulonnoys, la somme de soixante liures parisis.

ITEM, sur chacun compte & d'une chacune annee entiere de noz domaines de Vermandois, Meaux, Troyes, Touraine, Le Maine, Beaufort en vallee, Angers, & aussi sur noz vicomtez & receptes ordinaires du pont de l'Arche, de Ponthaudemer d'Auge, de Neuf chasteil, de Caudebec, D'arques, de Monstieruillier, de Caen, de Vire, de Falayse, de Bayeux, de Constance, d'Auranche, de Carenten, de Mortaing, de Saint Sauveur, de Landelin, d'Eureux & de Beaumont la roche, de Conches & de Orbec, receptes des amendes de nostre Parlement de Bourdeaux & des amendes de nostre Eschiquier de Rouën, la somme de cinquante liures parisis sur chacun compte d'une annee entiere de noz receptes des domaines, C'est à sçavoir de la Preuosté de Ponthoys, de Senlis, Braye-conterobert, avec la Fertez Aleps, Meleun, Morel, Sens, Sezanne Xaintonge, Vichry, Chaumont en bassigny, Saincte Menoult, Saint Disier, Chauny, Beaumont sur Oyse, Moulon, Lymosin, Perigort, Quercy, Agenois, les Lorraine & Amboys, Prendront nosdits gens des comptes sur chacun comte & d'une chacune annee entiere la somme de quarante liures parisis.

ITEM, sur chacun compte & d'une chacune annee entiere des comptes de nostre chambre aux deniers, y compris le payement des gages des Officiers ordinaires de nostre hostel, sur nostre argentierie, gages des Officiers de noz cours de Parlement de Paris, Thoulouze, de Bourdeaux & de nostre Eschiquier de Normandie, sur les gages des Officiers de nostre artillerie & sur chacun compte des commis aux victuaillemens & equippages des nauires ordonnez pou la guerre la somme de trente liures parisis.

ITEM, sur chacun compte & d'une chacune annee entiere de noz domaine de nostre audience de France, Loudun, Gien, Bar-sur-aube, Saint Pierre le monstier, Dourdan, Môtterraut Lyon, les montaignes d'Auvergne, Pereurs, Amiens de la Saune, Amiens de la Seine, Perronne, & Saint Quentin, la somme de vingt cinq liures parisis.

ITEM, sur chacun compte & d'une chacune annee entiere de nostre changeur de thresor, recepte generale de France, & outre Seine, recepte generale de Languedoc, Sur chacun cõpte de noz Thresoriers des guerres. Du compte de l'extraordinaire de nosdites guerres, & du compte de nostre thresorerie & recepte generale de noz pays & Duché de Millan, la somme de sept vingts liures parisis.

ITEM, sur chacun compte & d'une chacune annee entiere du Receueur des gages des Officiers de nostre grand conseil y compris les comptes des amendes d'iceluy conseil, & des amendes du Preuost de nostredit hostel, dont il ne sera fait qu'un seul compte, Sur le compte de nostre escurie, Sur chacun compte des commis au payement des deux cens Gentils-hommes de nostre hostel, Sur le compte des cent Archers Escossois des cent Archers François, des cent Suisses estant tous souz la garde de nostre corps, des gages des Generaux de la iustice des aides à Paris, recepte des amendes d'icelle iustice des gages des Generaux sur le faict de la iustice des aides en Normandie, recepte des amendes d'icelle iustice des gages des Generaux des monnoyes à Paris, recepte des amēdes desdites monnoyes, compte des boites d'icelles monnoyes, payeur de noz œuures, Sur chacun compte des trois Thresoriers des Salpestres, de noz mortepayes de Guyenne, de noz mortepayes de Normandie, & de noz mortepayes de Picardie, la somme de vingt liures parisis. Et pareillement prendront d'oresnauant sur tous & chacuns les comptes, & d'une chacune annee entiere des greniers des aides de ce Royaume, respondans à ladite chambre la somme de dix liures parisis. Et aussi sur chacun compte & d'une chacune annee entiere comme dit est, des receptes des tailles, la somme de cent sols parisis. Excepté toutesfoi, qu'ils ne prēdront aucune somme de deniers sur les comptes des greniers, aides otroys, tailles & autres comissions de nostre pays de Languedoc, & qui ont accoustumē d'estre ouys, clos & affinez en iceluy pays par les auditeurs de noz comptes à Paris, ou ceux qui y sont enuoyez pour ce faire par lesdits Presidens & Maistres des comptes. Et aussi ne prendront aucunes espices, sur les comptes de noz offrandes, composition des six mil francs de la ville de Tournay, ne sur les comptes des Maistres particuliers de noz monnoyes, fors que iceux Maistres des monnoyes payeront aux Clercs & Auditeurs de nosdits comptes leurs droictz anciens, qu'ils ont accoustumē d'auoir & prendre chacun an desdits Maistres des monnoyes seulement. Et si aucun desdits cõptes dessus declarez, sur lesquels nosdits gēs & Officiers de nostre chambre des cõptes prendront iceux deniers pour leursdites espices & bien faits, & qui par eux seront ouys & clos, ne sont d'une annee entiere, iceux nosdits Officiers ne prendront sur chacun desdits comptes non estans d'une annee entiere, sinon pro rata du temps que cōtiendront iceux comptes par moys & iours & à la raison des sommes cy dessus specifiées pour chacun desdits comptes, les deniers desquels comptes ainsi que dessus par nous taxez, donnez & ordonnez par maniere d'espices & bien fait comme dit est, à tous nosdits gens & Officiers de nostre chambre des comptes & à chacun d'iceux & à leursdits successeurs en iceux offices, pour telle somme part & portio que declare sera cy apres, voulons & ordonnons estre d'oresnauant couchez & employez par chacun an en ligne de compte de la despense des comptes cy dessus dectez, & iceux deniers estre allouez en iceux comptes, nonobstant qu'icelles sommes ou aucunes d'icelles ne fussent par nosdits Receueurs

de France & generaux de nosdites finances, coucher & employez és estats particuliers de nosdits Officiers comptables. Et pource qu'en rendant & clouant les comptes dessusdits, se pourra trouver aucuns d'iceux comptes estre tellement chargez, qu'ils ne pourront payer ou porter la taxe, selon que cy dessus est dit & déclaré: Nous en ce cas voulons, ordonnons, & nous plaist, que lesdits gens des comptes, puissent & leur loyse faire coucher en ligne de compte, & faire partant employer & aussi allouer icelle taxe ou taxes, sur tels autres comptes qui seront apres clos pardeuant eux, & sur iceluy ou ceux d'iceux comptes, & qui mieulx le pourra ou pourront porter en tout, ou partie. Lesquels deniers qui prouviendront par l'examen & closture, & expedition desdits comptes, voulons estre receus par le Receueur des gages & droicts de nosdits Rois & Officiers de nostre chambre des comptes, & iceux payez baillez & distribuez par chacun moys: C'est à sçavoir à nosdits Presidens, Maistres de noz comptes, correcteurs, Clercs & Auditeurs, & Procureur en icelle nostredite chambre, & à chacun d'iceux pour telle part, cotte & somme que cy apres sera déclaré, & à ceux d'iceux qui seront residens & vacquans journellement & ordinairement és matinees & apres-dînees des iours non feriables en icelle chambre, & qui auront residé, entré & vacqué à l'audition, examen, closture, & correction de nosdits comptes, & és autres faits & affaires de ladite chambre & charges, qu'ils & chacun d'eux respectivement font tenus nous servir en icelle & non autrement, selon & en ensuyuant le roolle qui en la fin de chacun moys en sera fait, ainsi que les roolles des bourses que noz Notaires & Secretaires prennent en nostre chancellerie: & par les roolles de la distribution desdits deniers qui en seront faits & certifiez chacun moys, quant à la vacation & residence desdites matinees & apres-dînees, par celuy ou ceux qui à ce seront commis & ordonnez par nosdits Presidens & Maistres des comptes. Esquels roolles d'icelle distribution, les Officiers qui y participeront, pour quittance & acquit dudit Receueur mettront habuit de leurs mains sur leurs noms de ce qu'ils en auront Receu, ainsi que font nosdits Notaires & Secretaires: & en semblable sera fait à noz Advocat, Greffiers, Receueurs, & Huissiers de nostredite chambre, & au Contrerolleur de nostre thesor. En faisant par eux & chacun d'eux, telle residence, que leursdits offices le requierent, & que par nosdits gens des comptes leur sera ordonné: en déclarer par nous que iceux nosdits Presidens, Maistres de nosdits comptes, Correcteurs, Clercs, & Auditeurs, & Procureur de nostredite chambre des comptes, qui ne seront presens, & ne viendront, vacqueront, & assisteront ordinairement ésdites matinees & apres-dînees entrables en icelle nostre chambre des copies, quelque causes ou excusations qu'ils aient, soit par maladie, commission, ou qu'ils fussent par nous mandez venir deuers nous, ou pour quelque excuse tant raisonnable qu'elle soit, posé ores qu'ils eussent de nous, sur ce lettres closes & mandemens patens à ce derogans, n'auront & ne prendront aucune chose desdits deniers, espices, & bien faits, mais en seront du tout exclus & prieuz pour le temps qu'ils n'y auront vacqué. Et d'autant en accroistra le droict des absens aux Presidens, Maistres, Correcteurs, Clercs & auditeurs, & Procureur presens, qui en ladite chambre auront fait residence. Et au cas que aucuns de nosdits Officiers de nostredite chambre des comptes, soient Presidens, Maistres des comptes, Correcteurs, Clercs, & Auditeurs, Greffiers, Advocat & autres Officiers de nostredite chambre, voulsissent estre tenus excusés de non venir & vacquer aux affaires de nostredite chambre, telle qu'ils & chacun d'eux sont tenus faire pour raison de leursdits offices, souz ombre qu'ils ne prendront rien ésdites espices & bien faits, que neantmoins ils ne soyent tenus pour excusés, sinon que les causes & excusations fussent trouuees raisonnables, ou que de nous fussent dispensés par lettres deuement expedies & verifiees. Mais voulons & ordonnons iceux Officiers desdits offices, de quelque qualité qu'ils soyent, estre contrainsts par nosdits gens des comptes, à faire & tenir residence, telle qu'ils & chacun d'eux sont tenus de faire pour raison & à cause de leursdits offices, par toutes voyes & manieres deués & raisonnables, & sans deport: à fin qu'ils ne prennent noz gages sans les deservir, & que nosdits faits & affaires de nostredite chambre ne demeurent en arriere. Et lesquels deniers desdites espices qui prouviendront apres la closture de chacun des comptes dessusdits, seront esgales & distribues à nosdits Officiers de nostredite chambre des comptes, en la forme & maniere qui s'ensuit: C'est à sçavoir, que chacun desdits deux Presidens de nostredite chambre des comptes, residant comme dit est, aura & prendra autant que deux desdits Maistres des comptes. Vn chacun desdits dix Maistres des comptes residant comme dessus, aura & prendra la moitié de ce qu'auront & prendront l'un desdits deux Presidens. Vn chacun des deux correcteurs residés comme dessus, vn quart moins que l'un desdits dix Maistres. Vn chacun desdits seize Clercs & auditeurs, aussi residens comme dessus, deux tiers de ce que l'un desdits dix Maistres aura & prendra: C'est à sçavoir, pour cause des comptes dessusdits & autres affaires dependans de leursdits offices, qu'ils ont en nostredite chambre, la moitié moins de ce que vn chacun desdits dix Maistres, & le reste desdits deux tiers pour leurs peines & labeurs, d'ouyr, clorre & affiner en nostredit pays de Languedoc, tous les comptes particuliers de nosdits greniers, aydes, tailles, otroys, & enuiron fix ou huit comptes de commissions de payement, tant des gages de noz generaux de la iustice de nosdites aydes, seant à Montpellier, le compte des amêdes desdits generaux, que autres, qui sont enuiron, en tout 50. comptes par chacun an, qui n'ont esté aucunement taxez par cy deuant, & dont nosdits Presidens & Officiers d'icelle chambre, n'ont ordinairement aucune peine. Pour l'audition desquels ne prédtont nosdits Clercs, fors leur dit voyage seulement. Et aussi à la charge que nosdits Auditeurs, pour l'audition, examen, & closture de tous nosdits comptes, soyent rendus à Paris, ou en noz pays de Languedoc, ne prendront aucun don de dessus nosdits Officiers comptables, posé ores

Quelles excuses
sont receuables,
de ne venir à la
chambre.

Forme sur la di-
stribution des
espices.

ores que gracieusement leur fust offert. Nostre Procureur en ladite chambre aura & prendra vn tiers moins que l'un desdits Clercs & Auditeurs, & au regard des deux Greffiers, Aduocat de nostre chambre, & le Clerc & Contrerolleur de nostre tresor, en faisant residence telle que leursdits offices le requierent, & que par lesdits Presidens & Maistres des comptes, leur sera ordonné. Et pour les remunerer des vacations qu'ils feront en nostre dite chambre aux festes, veilles & surueilles, que auons supprimez, & aussi en temps de Carefme, plus qu'ils n'auoyent accoustumé, & à fin qu'ils ayent mieux de quoy eux entretenir en leurs offices, & qu'ils soyent plus soigneux à nous bien seruir, auront & prendront chacun d'eux, la somme de quatre vingts liures parisis, & le Receueur, & Huissier de nostre dite chambre, tant pour faire la charge & tenir le compte des deniers qui pourrôt prouenir à cause des espices & bien faits cy deuant declarez, que pour le fait & exercice de l'office d'Huissier de ladite chambre, qui tient avec ledit office le Receueur, en faisant par luy, ou faisant faire par son commis residence, entant que touche seulement ledit office d'Huissier d'icelle chambre, aura & prendra pour tous lesdits droicts d'espices & bien faits des deniers venans des taxes dessusdites, la somme de six vingts liures parisis par chacun an. Et moyennant les choses dessusdites, les Presidens, Maistres, Correcteurs, Auditeurs, Greffier, Aduocat, Procureur, Receueur & Huissier dessusdits, n'auront ny ne prendront outre lesdites espices & bien faits, & leurs droicts & gages anciens & accoustumez, aucunes sommes de deniers, ne autres dons sur, & à la charge de nosdits Officiers comptables, soit pour l'audition, examé, closture, & correction de leursdits comptes, delaiz, adiournement & execution des deffaux donnez contre iceux Officiers comptables, pour venir compter en nostre dite chambre des comptes, encors qui leur fust offert par iceux Officiers comptables volontairement: ains leur auons descendu, & descendus tresexpressément. Et lesquelles espices & bien faits tels que dessus, & chacun pour telle part & portion que cy deuant a esté dit & déclaré, nous auons à nosdits gens des comptes, & à chacun d'eux respectiuellement, & à leurs successeurs esdits offices, donnez & ordonnez, donnons & ordonnons, de nosdites puissances & autorité Royal par cesdites presentes, signees de nostre main, outre & par dessus les gages de leursdits offices, comme dit est cy dessus.

Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à noz amez & feaux les gens de noz comptes, à Paris, que noz presens edict, statut, ordonnance, declaration & volonté, & tout l'effect & contenu en ces presentes, ils fassent lire & publier, entierement gardent, obseruent, & fassent entretenir & garder inuolablement, & perpetuellement, de point en point, avec ce qui en depend & peut depédré, pour l'obseruation d'iceux, sans aucunement les enfreindre, aller ne venir, ne souffrir estre allé ne venu au contraire en quelque sorte & maniere que ce soit ou puisse estre. Et à fin de plus grande memoire & obseruance, fassent enregistrer cesdites presentes au greffe de nostre dite chambre des comptes & ailleurs ou ils verront estre à faire pour le mieux, & avec ce fassent oster ou rayer des Calendriers de ladite chabre ces mots, *curia vaccat*, qui sont escripts en chacun l'igne des festes qui en serot ainsi ostees, comme dit est cy dessus, ou fassent faire nouuel Calédrier où lesdits mots de *curia vaccat* ne soyent escripts en ligne, & à l'adroit d'icelles festes. Et à ce souffrir, & aussi à payer les deniers desdites espices & bien faits, cy dessus specifiees & declarees: en cas de refus, contraignent & fassent contraindre lesdits Officiers comptables, leurs veufues, heritiers, & tous autres qui pour ce feront à contraindre, par toutes voyes en tel cas requises, & comme il a accoustumé faire pour noz propres deniers & affaires. Car ainsi nous plaist-il estre fait: non obstant oppositions ou appellations quelconques, restrictions, mandemens ou defenses à ce contraires, & que les sommes des deniers desdites espices & bien faits ne soyent couchees es estats generaux de noz finances, ne es estats particuliers d'iceux noz Officiers comptables, qui descharge ou deschargees ne soyent leuees, & les dernieres ordonnances par nous faites en l'an mil quatre cens quatre vingts dix huit, & depuis nostre aduenement à la couronne, tant sur le fait, ordite & distribution de nosdites finances, que des Officiers extraordinaires, & nouvellement creez en nostre dite chambre des comptes, & sur l'abolition d'iceux Officiers & offices, & quelcōque autre ordonnance par nous & noz predecesseurs faite, ou à faire, que ne voulons qu'à l'effect de cesdites presentes, & en ce qui en peut & pourroit dependre, aucunement preiudicier. Et entant que lesdites ordonnances seroyent à icelles aucunement contraires & preiudiciables, nous y auons derogé & derogons par cesdites presentes, comme dit est: le tout sans preiudice d'icelles ordonnances, & en autres choses. Et à fin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons à cesdites presentes lettres fait mettre nostre scel, Au vidimus ou copies desquelles, deuëment collationnees à l'original, voulons soy estre adiouttee, comme à cedit original. Donné à Bloys au mois de Decembre, l'an de grace mil cinq cens & onze. & de nostre regne le quatorziesme.

Ordonnance touchant les appellations de la chambre des comptes à Paris.

III.
Frac. 1. 1520.

RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, Duc de Milan, Seigneur de Gennes, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme par cy deuant plusieurs differens soyent meuz entre noz amez & feaux Conseillers, les gens de nostre cour de Parlement à Paris, & noz amez & feaux Conseillers, les gens de noz comptes audit lieu, pour raison des iugemens des matieres qui sont traitees & decidees en nostre chambre desdits comptes, tant du fait de noz comptes, arrest & closture d'iceux, restrictions, refus ou delais sur la verification des chartres & lettres, que autres matieres. Pour ausquels mettre fin ayons mādē à nosdits gens d'icelle

cour de Parlement, & de nosdits comptes, enuoyer en ceste ville de Bloys aucuns personages d'entre eux, instruits & garnis des raisons qu'ils auoyent à alleguer d'une part & d'autre, sur lesdits differens qui estoient entr'eux, ce qu'ils ont fait. Et pour ce faire, ont esté enuoyez de la part de nosdits gens de Parlemēt, noz amez & feaux Conseillers en icelle cour, maistre François de Loyne, & Arnaut l'Huillier. Et de la part de nosdits gens des comptes, Iean, Nicolas, & Gilles Berthelot, Cheualiers, Conseillers, premier & tiers Presidents, Maistre Iean Bonnon, aussi Conseiller & Maistre ordinaire en nostre dite chambre des comptes. Pour lesquels ouyr, & à fin d'arrester, uider & donner fin à tousiours aufdits differens qui estoient entre eux, ayons fait assembler & conuoyer aucuns grands & notables personages de nostre conseil. Et entre autres nostre amé & feal Chancelier, l'Archeuesque de Sens, Cheualier de nostre ordre, noz chers & amez cousins, le Sire de la Trimouille, nostre premier Chambellan & Gouverneur de Bourgogne, les Sires de Chastillon, Marechal de France, de Bonnius, Admiral, & autres notables personages. En la presence desquels auons fait proposer aufdits deleguez & deputez desdites cours & châtre desdits comptes par diuerses iournées, leurs faits, raisons & moyens. Et apres auoir bien à plein ouy & entendu lesdites raisons & moyēs, & que de la part des gens de nostredite cour de Parlemēt a esté alleguee l'ordonnance qu'ils pretendoient auoir esté donnée, parties, ouyes, au lieu de S. Iean d'Angely, le cinquiesme Feurier mil quatre cens soixante vn, par feu de bone memoire le Roy Loys onzieme (que Dieu absolue) l'vñance & plusieurs arrests sur ce donnez, tendās & concluds par les raisons que dessus, & plusieurs autres par eux alleguees, à ce que des appointemens & iugemens desdits gens des comptes l'on pouoit appeller, & que les appellations, les vies fe doyent uider en la chambre du conseil. C'est à sçauoir, quand procedoit de ligne du compte, ou closture d'iceluy. Et les autres en ladite cour de Parlemēt, & que de la part desdits gens de nosdits comptes ont esté alleguees au cōtraire plusieurs ordonnances de noz predecesseurs Roys de France. Et mesmement l'ordonnance de feu de bone memoire le Roy Philippe le long, donnee au Viuier en Brie, au moys de Ianuier, mil troys cens dix-neuf, de Charles cinquiesme au moys d'Aoust, mil trois cens sep̄rante cinq, Charles sixiesme au moys de Mars mil quatre cens huit, Charles sep̄iesme au moys de Decembre, mil quatre cens soixante, Loys onzieme au moys de Feurier, mil quatre cens soixante quatre, qu'ils pretendoient aussi auoir esté donnees. Parties ouyes, confirmations desdites precedētes & reuocatie de l'ordonnance dudit Roy Loys, données audit lieu de S. Iean d'Angely, ledit cinquiesme iour de Feurier, mil quatre cens soixante vn. Aussi l'vñance & plusieurs arrests sur ce donnez, tendans & concluds par les raisons que dessus, & plusieurs autres par eux alleguees, nostredite chambre estre erigee en dernier ressort, & estre suiues à nous sans moyen. Et que des appointemens, ordonnances, iugemens, desdits gens des comptes ne se pouoit appeller : ains si d'iceux procedoit aucun plaintif ou doléance, ils se doyent uider par reuision en la chambre du conseil, appelez trois ou quatre des gens de nostredit Parlemēt, en ensuyuant lesdites ordonnances. Surquoy apres auoir en la presence des dessusdits à plein fait entendre, rant verbalement que par escript, les fins à quoy vn chacun d'eux tendoit. Et deliberation des dessusdits gens de nostredit conseil, & autres de la loy, statut & decret qu'entendons sur ce bailler à nosdits gens de Parlemēt, & des comptes, soit besoin sur ce decerner noz lettres, & faire declaration de nostre vouloir.

Sçauoir faisons, que nous voulans pouruoir à ce que les courts & iurisdiccions de nostre Royaume, mesmement celles de nostredite cour de Parlemēt, & chambre desdits comptes, qui sont pour le faict de la iustice de noz finances, les deux principales & anciennes de nostredit Royaume, faire viure en bonne vnion, sans les laisser, ne souffrir entreprendre les vnes sur les autres, ne alterer ne enuier l'autorité & iurisdiction l'une de l'autre. Pour ces causes, & pour mettre fin aufdits differens, & questions qui se sont meus, & pourroyent mouoir, pour raison desdites choses, auons pas l'aduis & deliberatio que dessus, de nostre certaine science, propre mouuement, pleine puissance & autorité Royal, par edict & ordonnance perpetuel & irreuocable, ordonné, statué & déclaré, statuons & declaron, voulons & nous plaist ce qui s'ensuit.

ET PREMIEREMENT, que pour uider les doléances & plaintes ja faites & indecises, ou qui se feront d'hy en auant par les parties, pour raison des appointemens, sentences, iugemens, & ordonnances donnees, ou qui se donneront par lesdits gens des comptes, soit en ligne de compte, ou closture d'iceluy. Et aussi celles qui se feront des modifications & restrictions, refus, ou delays de verifier les chartres & les lettres qui s'adresseront à eux, soit que sur l'enterinement, verification, ou refus, desdites lettres & chartres soit interuenu, contredit, ou opposition de nostre Procureur, ou autre tierce partie. Lesquels ne se puissent uider facilement & sur le champ : ains fust la matiere telle, qu'elle requist que les parties fussent amplement ouyes en leurs droicts & documens venus, ou que sur lesdits enterinement & verification ne fust baillé contredit, ou opposition par nostredit Procureur, ou tierce partie, ou que lesdites oppositions fussent vuidées par les gēs de nostredite chambre sur le champ, ou autrement. Nous esdits cas, voulons & ordonnons que lesdites oppositions, plaintes & doléances seront vuidées par reuision, en la châtre du conseil. En laquelle seront deputez de la part de nostredite cour de Parlemēt, le nombre de 5. au moins, & six au plus, & y aura vn Presidēt de chacun costé, s'il y en a à Paris qui y puissent vaquer : autrement se prendra des Conseillers. Et pareillement seront deputez de la part de nostredite chambre des comptes, semblable nombre de noz gens desdits comptes. En maniere qu'ils seront desdites cours & chambres respectiuelement, en egal nombre. Et seront les appointemens

temens ou ordonnances qui sur ce seront par eux rendus en ladite chambre du cōseil, enregistrez par nostre Greffier, ou l'un de noz quatre Notaires de nostredite cour de Parlement. Et aussi par l'un des Greffiers de nostredite chambre des comptes, par ensemble. Et s'il aduenoit qu'en voidât lesdites oppositions, doléances, ou plaintes, nosdits Conseillers estâs en ladite chambre du conseil, se trouuassent differens en opinions, & fussent partis, & autant d'un costé que d'autre, en ce cas nous aduertiront incontinent de leurdit partage & differant, pour auoir sur ce nostre declaration & ordonnance. Et si videront lesdits differens par ce qu'en ordonnerons.

Item, qu'en toutes autres causes & matieres où y aura commencement de procez formé entre quelques parties, soit nostre Procureur, ou autre des oppositions, qui souuentefois interuiennent aux executeurs de leurs ordonnances ou appointemens, auons ordonné & ordonnons, que ceux de nostredite chambre des comptes, n'en prennent aucune cognoissance, court ne iurisdiction. Et laquelle audit cas leur auons interdite & deffenduë: ains voulons & nous plaist, qu'icelles causes & matieres renuoyent aux Juges, auxquels la cognoissance en appartient: C'est à sçauoir, celles des aydes, aux gene-raux de la iustice, ou Eleuz sur le fait des aydes. Et les autres, où seroit question de noz droicts & domaine, par deuant les Conseillers de nostre thesor, ou deuant les ordinaires, ainsi qu'ils verront au cas. Et si du refus de renuoyer, ou renuoy deuant un Juge, auquel la cognoissance en appartient, y auoit plaignif, se videra iceluy plaignif en ladite chambre du conseil, par forme de reuision, comme dessus.

Item, & quant aux doléances, ou plaintes qui se feroit de par les comptables, ou de leurs heritiers, & autres adiournez pour compter, qui pretendront n'y estre tenus des sentences & iugemens, par lesquels seroit dit, qu'ils seroyent tenus, ou non tenus de compter, voulons & ordonnons qu'elles seront aussi vuidées en ladite chambre du conseil, par forme de reuision, comme dessus. Et quant aux appellations qui seront interiettes des executeurs des appointemens & ordonnances de nostredite chambre des comptes, se videront & videront en nostredite cour de Parlement, fors des matieres que dessus, contenues au premier article de ceste presente ordonnance. Et les plaignifs qui s'interiettent des adiournemens pour venir compter, qui se videront en ladite chambre du conseil, en la forme que dessus. Mais pour lesdites appellations & relieuement desdits executeurs, faits en nostredite cour, ne seront retardez noz deniers, & sera nostre main garnie.

Item, voulons & ordonnons, que les doléances & plaintes qui seront interiettes par aucuns des Presidens, Maistres des comptes, Correcteurs, Clercs, Greffiers, & autres Officiers de ladite chambre de ladite correction, amendes, suspension & priuation de leurs offices, lesquels seroyent par ladite chambre cōdamnez pour auoir delinqué en l'administration de leurs offices, ou pour desobeissance, ou autres maluerfactions, ou pour ne garder noz ordonnances, & au refus, ou delay, de ne les instituer esdits offices, lesdites matieres se videront par reuision en ladite chambre du conseil. En laquelle toutes-fois esdits cas y aura plus grand nombre de noz Conseillers de nostredite cour de deux, que ne seront nosdits gens des comptes,

Si donnons en mandement par cesdites presentes, à nosdits Conseillers, les gens tenans, & qui tiendront au tēps aduenir nostredit Parlemēt, & à nosdits gens des comptes, & à chacun d'eux, si comme il apartiendra, que de noz presente ordonnance, declaration, statut, edict, loy & decret, ils gardent, obseruent & entretiennent de point en point, sans aucunement enfreindre, & facent garder & obseruer & entretenir par tout où il appartendra, selon leur forme & teneur. Et icelles facent lire, publier & enregistrer en nostredite cour de Parlement, chambre des comptes & ailleurs, où ils veront estre à faire: nonobstant ladite ordonnance, donnée audit lieu de S. Jean d'Angely, ledit cinquieme de Feurier, mil quatre cens soixante vn, & autres lettres ordinaires, statuts, loix, edicts, faits tant par noz predecesseurs Roys, que par nous, precedans en datte & cōtraires à cesdites presentes. Et lesquelles audit cas, ensemble leur effect, substance & contenu, nous de nostredite puissance & autorité Royal par cesdites presentes, auons reuocqué, cassé & annullé, reuocons, cassons & annullons, nonobstant oppositions, ou appellations quelconques releuees & à releuer, pour lesquelles ne voulons estre différé: car tel est nostre plaisir. Et pource que de ces presentes, l'on pourra auoir affaire en plusieurs & diuers lieux, nous voulons qu'aux vidimus ou copies d'iceux, faits souz scel Royal, deuëment collationnees par l'un des Auditeurs de nostredite chambre des comptes, Greffiers d'icelles, ou l'un de noz Notaires & Secretaires, soy soit adioustee comme à ce present original, que pour ce auons signé de nostre main. Auquel en tesmoïn de ce, nous auons fait mettre nostre scel. Donné à Bloys, au moys de Decembre, l'an de grace mil cinq cens vingt, & de nostre regne le sixieme. Ainsi signé souz le reply, - FRANÇOYS. Et sur le reply, Par le Roy, l'Archeuesque de Sens, le Sire de Bonnins, Admiral de France, & autres presens, ROBERT ET. Et sceellées à double queue de cire iaune.

Acta, publicata & registrata, in camera computorum Domini nostri Regis, audito Procuratore dicti domini decima quinta Decembris, Anno 1520. Sic signatum, LE BLANC.

De la reuision des iugemens & arrefts de la chambre des comptes, & de payer au parauant les sommes portees par les condemnations.

III. ERANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salue. Sçauoir faisons, que nous estans deuëment aduertis du grand retardement aduenu au fait des finances, tant du temps de feu nostre tref-honoré Seigneur & pere, (que Dieu absolve) que du nostre

au moyen de ce que plusieurs Officiers comptables cōdamnez pour retention de deniers, obmission de receptes, & autres abus & maluerfations commises au faict desdites finances, ayans obtenu lettres de reuision des iugemens donnez à l'encontre d'eux, pōur le regard desdites retentions, obmissions, abus & maluerfations, ont pretendu ne deuoir estre contraincts à payer les sommes de deniers, esquelles se sont trouuez auoir esté cōdamnez, que premierement le iugement donné à l'encontre d'eux ne fust confirmé par les Commisaires deleguez pour le iugemēt de ladite reuision. Ce qui nous tourneroit à grand preiudice, contre l'intention des anciennes ordonnances de noz predecesseurs, & donneroit occasion à ceux qui auroyent mal versé d'abuser de noz deniers, souz la couleur de ladite reuision, si lesdits arrests de nostredite chambre n'estoyent executez au preallable, ainsi qu'il est accoustumé de faire es matieres de proposition d'erreur, au lieu de laquelle ladite reuision a esté introduite, & partant doit sortir mesme nature.

Pour ce est-il, que nous desirans pouruoir à ce que dessus, & garder que pour l'aduénir ne soit plus fait aucune difficulté de l'intention de noz predecesseurs sur l'interpretation desdites ordonnances concernans le faict desdites reuisions: auons par l'aduis & deliberation des gens de nostre conseil priué, déclaré & ordonné, declérons & ordonnons, que ceux qui auront proposé reuision à l'encontre desdits iugemens & arrestz donnez par nostredite chambre, tant pour raison de ligne de compte, & de ce qui en depend, que pour obmissions ou retentions de deniers defenduës par noz ordonnances, & amendes taxees par nosdites ordonnances pour raison desdites fautes & cas susdits, ne foyent receus à faire poursuite desdits iugemens de reuision, iusques à ce qu'ils ayent actuellement payé & satisfait les sommes esquelles ils auront esté cōdamnez, encores que lesdites lettres de reuision eussent esté obtenues parauant ceste presente nostre declaration, ou bien qu'ils foyēt prests, & offissent faire cession & abandonnement de leurs biens.

Si donnons en mandement, &c. Donné à S. Germain en Laye, le vingtniefieme iour d'Aoust, l'an de grace, mil cinq cens cinquante neuf, & de nostre regne le premier. Par le Roy en son conseil. BOVRDIN.

Acta, publicata & registrata, audito & consentiente Procuratore generali Regis: Actum Parisiis in Parlamento Vicefima sexta die Martij, anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimonono ante Pascha. Sic signatum, DV TILLET.

Edict du Roy, pour le reiglement des causes criminelles qui pourroyent interuenir en la chambre des comptes, pour les fautes & maluerfations commises es finances dudit Seigneur.



HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Comme nous ayons cogneu grand desordre en l'administration de noz finances, & que plusieurs crimes, abus, fautes & maluerfations y commises: lesquels neantmoins demeurent impunis: & proceder en partie telle impunité à cause des differens qui sont en nostre cour de Parlement & nostre chambre des comptes sur la competence ou incompetence, & la cognoissance desdits crimes: qui tourne au grand dommage de nous, & de nosdites finances.

Et pour y donner reiglement, auons voulu, statué & ordonné, voulons & nous plaist, que aux causes criminelles qui pourroyēt interuenir en nostredite chambre des comptes, sera procedé par nosdits gens des comptes à l'instruction d'icelles, iusques au iugement de torture exclusivement: & pour prédire les cōclusions diffinitives ou de torture, noz Aduocats & Procureurs generaux, tant de nostredite cour de Parlement, que de nostredite chambre des comptes s'assembleront, pour d'un commun accord & aduis prendre lesdites conclusions: & seront iugez lesaid procez, soit par iugement diffinitif ou de torture, en la chambre du conseil lez nostredite chambre des comptes, où assisteront vn President de nostredite cour de Parlement, cinq Conseillers d'icelle cour, ou six au plus, & vn President en nostredite chambre, avec cinq Maistres des comptes, ou six au plus, yresidant celuy de nostredite cour de Parlement avec vn Greffier de nostredite cour, & vn Greffier de nostredite chambre: lesquels iugeront en dernier ressort, & nonobstant oppositions ou appellations quelconques.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux les gens tenans nostredite cour de Parlement, & chambre de noz compes, que nostre present edict, statut & ordonnance ils facent lire, publier & enregistrer, garder & obseruer, & maintenir de point en point, selon la forme & teneur, nonobstant tous autres edicts, ou lettres à ce contraires: car tel est nostre plaisir. Donné à S. Maur au moys de May, l'an de grace mil cinq cens soixante sept, & de nostre regne le septiesme. Ainsi signé sur le reply, Par le Roy en son conseil, DE L'AVBESPINE.

Registrees, ouy le Procureur general du Roy, par l'expres commandement dudit Seigneur, & par promission seulement, iusques à ce que par ledit Seigneur autrement en ait esté ordonné. A Paris en Parlement le seiziesme iour de May, l'an mil cinq cens soixante sept. DV TILLET.

DES THRE

DES THRESORIERES DE FRANCE, ET
de l'espargne.

TITRE II.

Pouvoir des Thresoriers de France.

I.
Char. 7. 1445

CHARLES par la grace de Dieu Royde France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme pour l'occasion des guerres & diuisions qui par long temps ont esté en nostre Royaume, & par vsurpations grandes, faites en diuerses contrees d'iceluy, le vray & ancien domaine de nostre couronne, qui au temps passé estoit de grand reuenu & valeur, comme chacun peut sçauoir, Semblablement les droicts, profits & emoluments de la iustice, & autres dependances de nostre domaine, ayent esté & soyent de present escheuz en grand diminution, tant par ce qu'aucuns de noz vassaux & suiers de leur autorité, durant lesdites guerres en ont vsurpé & occupé partie, & encore occupent de present: comme par faute & negligence des Officiers commis & deputez à la conseruation & soustenement du domaine, & de la iustice, & autrement en diuerses manieres.

Et pour donner ordre conuenable au redictement & recouurement d'iceluy nostre domaine, le mettre en estat & valeur, & y faire toutes choses requises & necessaires pour nostre honneur & profit, ayons n'agueres remis sus le faict de nostre thesor, & voulu iceluy estre gouuerné & exercé par la forme & maniere qui souloit estre au temps passé. Pour lequel exercice & gouuernement faire & conduire comme il appartient, ayons institué Thresoriers de France, noz amez & feaux Conseillers, Iean Bureau, Iean Bardoïn & Iean le Picard, avec plein pouuoir de faire par eux & chacun d'eux tout ce qui depend & peut dependre dudit thesor & de leur office, ainsi que leurs predecesseurs ont accoustumé, & en outre, pour obuier à la malice des hommes qui chacun iour multiplie, & s'efforcent d'interpreter & debattre à leur intention, les puissances de noz Officiers, & à leurs faits moins raisonnables, auons d'abondant ordonné & oïdonnons par celsdites presentes, que nosdits Conseillers & Thresoriers dessus nommez, & chacun d'eux, besongnent d'oresnauant en routes & chacunes les choses cy apres declarees, & autres dependances du faict de nostredit domaine: & de ce faire leur auons donné & donnons pouuoir par ces presentes, entant que mestier est.

I ET PREMIEREMENT, de voir & visiter toutes noz lettres & mandemens patentes touchant nostredit domaine, tant en matiere d'offices, commissions, dons & assignations, comme autres charges ordinaires & extraordinaires, & icelles esteindre en tout ou partie, ou les verifier & ordonner ainsi qu'ils verront estre à faire par raison.

2 D'E reprendre & remettre en noz mains, reioindre & retinir au corps de nostredit domaine, tous & chacuns les membres d'iceluy, soyent villes, villages, citez, chasteaux, fortresses, cens, rentes, maisons, vignes, prez, boys, fours, moulins, estangs, & autres choses qu'ils trouueront auoir esté vsurpees, alienées, separees, distraictes, ou transportees en autres mains pour quelque cause & occasion que ce soit, sinon pour iuste cause & raisonnable: dont il leur appare par lettres bonnes & vallables deuement & suffisamment verifiees & expedices: & contraindre par toutes voyes deuës & raisonnables, les deteneurs desdites choses alienées, & les delaïsser, eux en departir, & nous en souffrir iouyr ou noz Recueurs pour nous, & icelles choses alienées faire enregistrer & escrire es liures & papiers de nostredit domaine, & es comptes de noz Recueurs ordinaires, ainsi qu'il souloit estre par le temps passé, pour le mettre & appliquer deslors en auant à nostre profit.

3 D'E s'enquerir & soy informer sur la suffisance des cautions donnees par lesdits gens de recepte de nostredit domaine, & si aucun d'eux ne les auoit baillées, ou qu'elles fussent expirees par mort ou autrement, ou les cautionneurs diminuez de leurs biens par maniere qu'ils ne fussent solubles & reussans à cautionner iceux gens de recepte suffisamment, comme il appartient selon noz statuts & ordonnances, les contraindre par suspension de leurs offices ou autrement, comme ils verront estre à faire, à les bailler de nouuel, & les enuoyent en nostre chambre des comptes, par la forme & maniere, & selon le style accoustumé en nostredite chambre.

4 D'E mander & faire venir par deuers eux, où & par tant de foys que bon leur semblera, tous noz Recueurs, Vicomtes, Clauaires, Fermiers, & autres gens de recepte de nostredit domaine, sçauoir & enquerir au vray, l'estat & valeur de leurs receptes, & charges qui sont sur icelles, pour en auoir claire cognoissance.

5 D'E faire & bailler ausdits gens de recepte de nostredit domaine, les estats, & charges qu'ils auront à payer sur leurs receptes, tels quels verront à faire nosdits Thresoriers, eu regard à la valeur desdites receptes, & leur donner ordre & maniere de payer d'oresnauant, avec defences de ne distribuer les deniers d'icelles à leur volonté, & outre ledit ordre, sur peines telles que noz Thresoriers aduiferont: n'obstant que sur le contenu en ce present article, eussions par vn autre article contenu en noz ordonnances dernierement faites sur le fait de noz finances, donné pouuoir & faculté aux gens de noz comp-

Tome second.

EEE

Desdits Thresoriers, & du denoir de leurs charges, est aussi parlé ci dessus en plusieurs & diuers endroits au tiltre dernier de ce liure.

Du reiglement general des finces & Officiers cōptables. Fōt.

tes, & nosdits Conseillers ensemble, lequel article eu regard de faire bailler lesdits estats, pour certaines causes à ce nous mouuans, rescindé & restrainct, rescindons & restraignons, voulans & ordonnans que nosdits Thresoriers & chacun d'eux les puisse faire & bailler.

6 D E contraindre lesdits gens de recepte par suspension de leurs offices, arrest & detention de leurs biens, meubles, & heritages en nostre main, si mestier est, à rendre leurs comptes en nostreditte chambre, aux termes & en la maniere sur ce ordonnee & accoustumee, & selon lesdits estats à eux baillez par nosdits Thresoriers & sans aucune croissiance ou diminution d'iceux. Et ce qui restera à nous deu pour la fin & closture de nosdits comptes ainsi rendus, faire bailler & deliurer au changeur de nostredit thresor, & non ailleurs.

7 D E defendre si bon leur semble, ausdits gens de recepte, sur peine de le recouurer sur eux de non payer aux Officiers absens aucune chose de leurs gages, s'ils n'ont legitime excusacion, ou noz lettres de congé verifiees de nosdits Thresoriers, de non resider sur leursdits offices, & si aucun payement leur auroit esté fait, qu'il soit recouuré sur leurs gages à venir, s'ils sont Officiers, & sinon, de tous leurs biens, meubles & immeubles.

8 D A P O I N T E R les gages des Officiers exerceans iustice, tant sur l'emolument de leurs exploits, ou sur partie d'iceux, comme autrement, ainsi que noz Thresoriers verront estre à faire par raison, eu regard à la residence & charge d'iceux Officiers, aussi à leurs diligences & merites à la qualite de leurs offices.

9 D E casser & faire casser le payement des gages estans à la charge de nostre domaine, de soudoyer gardes des places & autres Officiers mis & adioutez outre le nombre ancien, aussi de ceux que nosdits Thresoriers cognoistront estre superflus & non necessaires, ou iceux gages diminuer à ceux qu'ils cognoistront estre à faire à temps, & ainsi qu'ils aduiseront: eu regard à leur charge & à la situation du pays, & au cours du temps, selon la discretion & aduis de nosdits Thresoriers.

10 D E mettre & donner ordre & reigle ausdits gens de recepte, iusques à quelle somme ils pourront bailler & deliurer, par les mandemens des Seneschaux, Baillifs, & autres Chefs de iustice, tant pour reparations, executions de crimes, voyages & messagers, qu'autres charges ordinaires ou extraordinaires, & de leur defendre ne payer aucune chose, outre ledit ordre, sur peine de le recouurer sur eux.

11 D E mander & aussi faire venir par deuers eux, quand & où bon leur semblera les Maistres particuliers de noz monnoyes & enquerir de la valeur & profit d'icelles, de leur bailler & faire leurs estats & les contraindre comme les Receueurs ordinaires, à bailler cautions suffisans à la maniere dessus touchée, à rendre aussi leurs comptes, & bailler au changeur de nostre thresor, les deniers de leurs receptes, charges ordinaires payees ainsi que par les estat de nosdits Thresoriers leur sera ordonné, & aussi ceux qui nous seront deuz par la fin & closture de leursdits comptes, tout ainsi que dit est dessus, au regard de leursdits Receueurs ordinaires.

12 D E N O U E R I R & faire enquerir contre ceux qui auront transporté billon hors nostre Royaume, aussi aucune marchandise, sans payer noz droicts & acquets, & si aucuns en sont trouuez chargez de les punir par iustice, & nous faire faire amende conuenable ainsi que les cas le requerront.

13 D E taxer & faire payer par chacun desdits Receueurs ordinaires, voyages & messages necessaires, salaires d'escriptions & autres choses touchant le fait dudit domaine, toutes & quantes foys que nosdits Thresoriers verront estre necessaire: mesmement iusques à la somme de vingt cinq liures t. pour chacune foys, & au dessouz par leurs lettres & taxacions, ou de l'un d'eux.

14 D E joindre toutes receptes extraordinaires, touchant le fait de nosdits domaines, aux ordinaires, & les faire recevoir par noz Receueurs ordinaires pour obuier à multiplication d'Officiers, & faire defences à tous tels Receueurs extraordinaires, & autres qu'il appartiendra, de non leur entremettre d'oresnauant desdites receptes, & sur icelles peines qu'ils verront estre expedientes par raison, lesquelles peines nous voulons estre leuees sur les delinquans, & à icelles nous payer, estre contraincts pour noz propres debtes.

15 D E contraindre tous & chacuns ceux qui se trouueront nous estre tenus en foy & hommage ou autre redevance, pour raison des heritages ou autres choses tenues & mouuans de nous, à nous venir faire lesdits foy & hommage de cognoissance de non & autres redevances dessusdits, aussi en bailler leur declaration & denombrement, & pour ce faire leur assigner tel lieu & temps, leur imposer telles peines qu'ils aduiseront pour le bien & profit de nous, & de nostre domaine: en les contraingnant si mestier est, par prinse arrest & detention desdites choses en nostre main, ainsi qu'ils verront au cas appartenir, & comme il est accoustumé de faire par defaut d'homme, & de foy & hommage, non faits, & devoirs non payez.

16 D E contraindre tous ceux qu'on trouuera tenir aucune chose desmembrée ou alienée de nostredit domaine, par prinse, arrest & detention de leurs biens meubles & immeubles, à payer pro rata, les siefs & aumosnes, & autres charges & devoirs ordinaires qu'ils trouueront estre deuz d'ancieneté: sur la recepte de la Seneschaucee ou Bailliage auquel sera située ladite chose alienée: & aussi à employer pro rata les arretages qui en sont deuz, ou en rendre & payer pro rata à nous, ou à noz Receueurs ce qui auroit esté payé par noz Receueurs ou aucuns d'eux, par inaduerterance, crainte ou ignorance, ou autrement: fors par noz lettres & mandemens deuement expediez par nosdits Thresoriers.

D E bailler

17 **D**E bailler & affermer quand & par tel temps, & à telles gens idoines & solubles que bon semblera ausdits Thresoriers, les heritages, maisons, estangs, moulins, & autres choses à nous appartenans, estans es mains de noz Receueurs. Et lesquelles choses nosdits Thresoriers cognoistront nous estre plus profitable en nostre main que afferme, les remettre es mains de nosdits Receueurs fini le temps des fermes ja baillees, & le faire par eux recevoir ainsi que nosdits Thresoriers verront à faire pour le bien & profit de nostredit domaine.

18 **D**E mettre & bailler à nouvelle censure, rente perpetuelle ou muable, les heritages & choses qui se trouveront estre trop chargees ou en nonvaloir aussi les lieux & places vagues, inutiles, estans es dependances de nostredit domaine, au plus effrant & soluable, à fin de les repeupler, reedifier, reparer, & mettre en estat, appelez à ce les Officiers des lieux, & gardees les solennitez accoustumees, & sur ce bailler telles lettres que nosdits Thresoriers verront estre necessaires, lesquelles voulons estre bonnes & valables,

19 **D**E reformer, & faire reformer par telles gens suffisans que bon leur semblera, le faict de nostredit censure, rente, & autres devoirs en bledz, deniers, & autres, choses quelconques dudit domaine, & iceux faire bailler de nouuel par declaration, aussi les rediger & mettre en ordre avec les tenans & abouissans, en faisant pour ce faire dresler liures nouveaux, l'ordre ancienne garde, pour la collation qui se doit faire sur les anciens, lesquels voulons estre bailliez à noz Receueurs pour la conservation & conduite de nostredit domaine.

20 **D**E casser & rompre si bon leur semble l'ordre ou coustume qu'ils trouveront en aucunes parties de nostre Royaume, de tenir Receueurs particuliers souz les Receueurs generaux des Seneschaulx, Baillifs, Preuostez, ou elections & autres offices sur le faict de nostredit domaine, qu'ils trouveront estre superflus & non necessaire, & lesdits receptes particulieres remettre & renir avec les receptes generales, en contraignant lesdits Receueurs à faire & reprendre lesdites receptes en leurs mains, pour euter superfluité de gages, ou autrement, pour nostre profit, & si mestier est, accroistre les gages, voyages & cheuachees desdits Receueurs generaux. Que consideration aussi ausdites cassation & réunion de telle somme que nosdits Thresoriers verront estre à faire. Et aussi là où nosdits Thresoriers verront les Receueurs generaux trop chargez, & que bonnement & à nostre profit ne puissent porter la charge de leurs receptes, eu esgard à l'estenduë & à la situation, & aux menues parties de leurs receptes: qui par defaut d'aller sur les lieux se pourroyent deperir ou diminuer à nostre tresgrand dommage. De commettre & instituer souz eux, ou les aucuns d'eux, Receueurs particuliers vn ou plusieurs, pour recevoir les menues censues ou autres parties estans ou dependans de nostredit domaine, & à iceux Receueurs particuliers limiter reigler, & bailler telle charge que nosdits Thresoriers aduiseront, de laquelle charge, & des deniers de leurs receptes, ils soyent tenus respondre ausdits Receueurs generaux & non à autres, & en diminuant la charge desdits Receueurs generaux, de diminuer pareillement leurs gages de telle somme que raisonnablement ils verront estre à faire, & ausdits Receueurs particuliers taxer & ordonner tels gages qu'ils verront estre à faire pour mieux supporter la charge à eux ainsi bailliee.

21 **D'**ENQUERIR & soy informer sur le faict des cedulles, quittances & commissions que ont accoustumé bailler nosdits Receueurs & autres gens de recepte de nostredit domaine, aussi sur ce que par noz instructions & ordonnances Royaux, ils en prennent raisonnablement, prendre & demander: & si par leur information, ils trouuent qu'il en ait esté excessiuelement prins & exigé, de punir les exacteurs, & nous en faire faire telle amende comme les cas le requerront.

22 **D'**ENQUERIR aussi & soy informer de, & sur les amendes, exploicts de iustice & compositions, dont le profit d'iceux auroit esté retenu & recelé par aucuns de noz Seneschaux, Baillifs, Iuges, ou leurs Lieutenans, Aduocats, Procureurs, ou autres noz Officiers de iustice, & des autres abus commis en leurs offices, & de renvoyer lesdites informations qui sur ce auroient esté faites par deuant nous, ou les gens de nostre grand conseil, pour y estre procedé par eux ainsi qu'il appartiendra par raison. Et aussi eux informer des abus faits & commis par noz autres Officiers du domaine en leurs offices. Et de ceux qu'ils trouveront en ce auoir delinqué, faire telle punition comme ils verront estre à faire par raison & iustice.

23 **D**E veoir & visiter toutes & chacunes noz places, chasteaux, forteresses, estans de nostredit domaine, & où ils verront necessité de reparations, ordonner icelles estre faites & soutenues telles qu'ils aduiseront pour le bien de nous, & de nosdites places, faisant expedier & deliurer les deniers pour ce necessaires par noz Receueurs ordinaires des lieux esquels seront situees lesdites places, d'inventorier & faire rediger par escrit, tous chacuns les mesnages, vrenfilles & artilleries, & autres biens estans & à nous appartenans esdites places & en chacune d'icelles, & iceux inventaires enuoyer en nostre tresor, ou en nostre chambre des comptes, ainsi qu'ils aduiseront.

24 **D**E METTRE en nostre main & faire recevoir par lesdits Receueurs, le profit & emolument des seaux aux causes & contrats de noz cours & iurisdiccions de les mettre & faire mettre hors des mains & Seneschaux, Baillifs, Iuges, ou de leurs Lieutenans, ou autres es mains de qui ils seroyent, & de les bailler à ferme si bon leur semble, ainsi qu'il est accoustumé. Et de donner ordre au regard du taux du scel des lettres scelees ausdits seaux se faict n'est & selon

noz instructions & ordonnances, sans en prendre outre le taux limité en nosdites instructions, en procedant par amendes selon le cas, contre ceux qui par nosdits Thresoriers seront trouuez auoir fait, ou qui feront le contraire.

25 D E contraindre tous Greffiers & Notaires à monstrier leurs papiers, registres, protocoles, esquels sont enregistrez les causes de nostredit Procureur & autres, dont peut venir exploits, & amendes, & aussi des contrats vsuraires, & de faire punir les vsuriers, comme au cas appartenra.

26 D E contraindre lesdits Notaires par serment, de dire & notifier à nosdits Thresoriers, tout ce qu'ils sçauront estre profitable ou preiudiciable à nous ou à nos Seigneuries, comme faire le doyuent, & declarer les contrats faits en noz fiefs & Seigneuries, pour en auoir & receuoir noz ventes & droicts Seigneuriaux.

27 D E signifier es Baillies, Seneschauſſes, Vigueries, Iugeries, Preuostez, Baillies & autres cours & iurisdicions seculieres de nostre Royaume, & eniendre à noz Officiers & autres qu'il appartenra, sur telles peines que nosdits Thresoriers verront à faire, qu'ils viennent ordinairement leurs cours & assises aux iours & termes anciens & accoustumez, ou autres iours & termes, selon la situation des lieux, & la disposition du temps le requerront, & aussi qu'ils visitent leurs iurisdicions chacun endroit soy, comme il est accoustumé d'ancienneté.

28 D E donner souffrance & respit aux gens d'Eglise, iusques à dix ans & au dessouz, de tenir leurs acquisitions faites depuis soixante ans en çà, non amorties en payant finance pour vne foys, & sur icelle composer avec eux, comme nosdits Thresoriers aduiferont, ou les contraindre à en vider leurs mains dedans an & iour, selon les instructions Royales.

29 D E contraindre toutes communautez à mettre hors de leurs mains, toutes terres & possessions, termes en fiefs Nobles, ou non Nobles qu'ils tiendront en commun, sinon qu'ils ayent sur ce licence de nous ou de noz predecesseurs par lettres deuement expedies, ou de leur laisser à temps, iusques à dix ans & au dessous, en nous payant finance pour vne foys, & ainsi que nosdits Thresoriers aduiferont pour nostre profit.

30 D E contraindre aussi toutes gens non Nobles, ou non viuants Noblement estans & demeurans en nostre Royaume, & non ayans suffisante provision de nous, à vider & mettre hors de leurs mains, tous fiefs Nobles qu'ils auront eu, par succession, acquest, ou autrement: ou de les leur faire souffrir & en laisser iouyr en nous payant finance comme dessus pour vne foys, selon la discretion de nosdits Thresoriers.

31 D E composer aussi sur le faict des Nobilitations, legitimations, affranchissemens, & de tous relictief, rachapts, quint, deniers, francs, fiefs, d'epaues, aubenages, confiscations, contrats & faits vsuraires de fiefs taillables de main morte, de fuite ou de volonté: Et si aucuns desdits fiefs qui soyent de nostre fief ou arrierefief, ayent esté ou estoient affranchis & mis hors de seuitude par leur vtilité, sera de les contraindre à les payer telle & semblable somme qu'ils ont par ce payee à leurdit Seigneur, ou les maintenir enuers nous, enuers leur seuitude & applicable à nostre domaine, & lesdites compositions faire moderer & diminuer, comme ils verront à faire, selon les cas, eu regard à la qualité des choses, estat & condition des gens, & situation des lieux où se feront lesdites compositions.

32 D E faire crier & publier es fins & termes de nostre Royaume, que tous Marchans de quelque marchandise que ce soit, faisant mener & conduire hors d'iceluy, denrees & marchandises, payent au lieu qui sera ordonné par nosdits Thresoriers, les droicts & deuoirs qu'auons accoustumé de prendre & auoir sur icelles denrees & marchandises, qui se meneront d'oresnauant en iceluy nostre Royaume, es villes & places qui n'ont contribué ne contribuent, & se veulent exempter de noz aydes, en faisant sçauoir par lesdites publications, que les denrees qui seront passees outre le lieu & terme qui sera limité par nosdits Thresoriers, sans auoir acquité icelles marchandises, sont dès maintenant pour lors declarees confisquees & appartenir à nous, & comme telles les faire vendre, & les deniers faire receuoir par noz Receueurs plus prochains desdits lieux, & s'il aduenoit que lesdites marchandises fussent furtiuement passees, & sans auoir payé nostre droit comme dit est, tellement qu'on ne les peust apprehender, que les marchans soyent contrains par prinſe & exploitation de leurs autres biens, de leurs corps, nous rendre & restituer la valeur d'icelles marchandises ainsi passees, à l'estimation que nostre Procureur voudra maintenir.

33 D E faire payer par qui il appartenra, ceux qui denonceront billon & autres marchandises qui feroient passees & portees, ou que l'on voudroit passer celément hors de nostre Royaume & au deſceu de noz Officiers, tel droit que lesdits denonceans ont accoustumé d'auoir d'ancienneté.

34 D'ACQVERIR pour nous & en nostre main, toutes telles rentes, reuenus, terres, maisons, manoirs, piez, moulins, chasteaux, fortresses & estangs, & autres possessions qu'ils cognoistront nous estre necessaires & profitables, & pour icelles faire bailler & deliurer par noz Receueurs dudit domaine les sommes de deniers que nosdits Thresoriers auront pour ce appointees & accordees, & icelles mettre & appliquer en nostre domaine, en tel ordre que la chose le requerra, & nosdits Thresoriers aduiferont.

35 D E retenir aussi pour nous & en noz mains, toutes telles rentes, reuenus, maisons, manoirs & autres choses dessusdites qui se pourroyent vendre en noz fiefs pour le prix qu'auront esté faites les vanditions,

venditions, & les dérees pour ce faire necessaires, payer & deliurer par nosdits Receueurs cōmedessus, & lesdites choses ainsi retenues, appliquer semblablement à nostre domaine, cōme dit est, des acqeuils.

36 D E commettre pour l'expedition de leurs verifications & autres expeditions de leurs lettres touchant nostredit domaine & le redressement d'iceluy, vn ou plusieurs de noz Secretaires. Et si és lieux où nosdits Thresoriers besongneront, n'estoyent residens aucuns de noz Secretaires, de commettre aucuns de noz Notaires ou Tabellions publiques, qui se trouueront suffisans & idoines à ce faire, aufquels ainsi commis, donnons par ces presentes plaine puissance de faire & signer par l'ordonnance desdits Thresoriers & de chacun d'eux, toutes & chacunes lesdites verifications, lettres & expeditions qui leur seront par eux commandeés & ordonnees.

37 D' A L L E R & eux transporter & vn chacun d'eux, en & par toutes les parties de nostre Royaume, tant en Languedoil, comme en Languedoc, où ils cognoistront leur presence estre necessaire pour le redressement, reünion & conduite de nostre domaine, & en leur absence, de l'vn d'eux, de nostredit thresor, de commettre en leurs lieux en nostredit thresor, tant pour le faict de leur iustice & iurisdiction, que pour le faict de nostredit domaine, vn ou deux Lieutenans à ce suffisans, qui en leur absence, ou de l'vn d'eux, puissent & sc̃achent besongner en ce qui suruiendra à iceluy nostre thresor, appartenant à leursdits offices.

38 D E faire & expedier, ordonner & commander par chacun de nosdits Thresoriers quelque part qu'ils se tiennent en nostredit Royaume absens, les autres toutes lettres & expeditions necessaires, touchant le faict de leursdits Offices, & leurs dependances souz & au nom & tiltre de Thresorier de France, sans eux nommer esdites lettres, ainsi qu'il a esté accoustumé le temps passé.

39 D E defendre à tous Commissaires, reformatours & autres de quelque estat ou condition qu'ils soyent, aufquels parauanture pourrions auoir donné charge & commission, sur le faict de nostredit domaine, qu'ils ne s'entremettent de chose qui touche ou appartienne au faict de nostredit domaine, s'ils n'ont sur ce lettres de nous expediees de nosdits Thresoriers, sur telles peines qu'ils verront afaire.

40 D E faire & mander receuoir par noz Receueurs ordinaires, ou par ceux que nosdits Thresoriers commettront au faict de noz receptes, les deniers qui iustrent des exploits & composition que feront nosdits Thresoriers, & iceux deniers faire appliquer à nostre profit, & nous en tenir & rendre cōpte ainsi qu'il appartient.

41 D E bailler toutes & quantes fois que bon semblera à nosdits Thresoriers, telles lettres & acquits suffisans à nosdits Receueurs qui leur seront necessaires pour les choses dessusdites, & leurs dependances en ce qui leur touche, lesquelles voulons & declarons estre valables à la descharge desdits Receueurs. Et à leur obeir, & assés à leurs lettres & mandemēs, contraindre iceux Receueurs & tous autres noz Iusticiers, Officiers, vassaux & suiets, par toutes voyes & manieres deuēs & raisonnables, & de leur imposer pour ce telles peines ciuiles & criminelles que nosdits Thresoriers verront à faire par raison & iustice selon leur aduis & discretion.

42 D E cognoistre & proceder ordinairement par nosdits Thresoriers & chacun d'eux par voye de iustice & iurisdiction ordinaire, de & sur toutes les choses dessusdites & chacunes d'icelles, leurs circonstances & dependances en nostredit Thresor & hors d'iceluy si besoin est, cōtre toutes personnes qu'il appartiendra, d'appointer & proroguer, decider & determiner l'ordre de droit gardé ou non, & sans figure de iugement si bon leur semble, de sentencier & prononcer leurs iugemens & sentences interlocutoires & definitiues sur ce, d'executer ou māder executer par noz Iusticiers & Officiers qu'il appartiendra, leursdits appointemens, sentences, ordonnances & iugemens par toutes voyes & manieres deuēs & raisonnables qu'ils verront à faire, & icelles suspendre & delayer à tel temps, & ainsi qu'ils verront au cas & selon l'estat des personnes appartenir. Et generally de faire besongner, executer, dire, mander cōmander & ordōner, cōposer, diminuer, restraindre en & par toutes & chacunes les choses dessusdites, & toutes autres touchant le faict de nostredit domaine & dependances d'iceluy, de quelque nature ou cōdition qu'elles soyēt, tout ce que nosdits Thresoriers & chacun d'eux cognoistrōt estre pour le bien & profit de nous, redressement, reünion & bonne conduite du faict de nostredit domaine, & que leurs predecesseurs Thresoriers de France ont accoustumé de faire pour le temps passé. Sur lesquelles choses & chacune d'icelles, auons donē & ortroyē, donnons & ortroyons de nouuel, en tant que besoin est, par cesdites presentes à nosdits Cōseillers & Thresoriers dessus nomēz & à chacun d'eux, plein pouuoir, autorité & mādement special, voulans & ordōnans que tout ce que par eux & chacun d'eux sera fait, besongné, & ordōné sur les choses dessusdites & chacune d'icelles, leurs circonstances & depēdances, soit & demeure ferme & stable à tousiours, en baillant par nosdits Thresoriers sur ce qu'ils seront, besongneront ou ordonneront leurs lettres patentes souz leurs seaux, ou signets, signees de seings manuels de ceux de noz notaires & Secretaires ou autres dessusdits qui à ce seront par eux cōmis, lesquelles lettres si bon leur semble, soyēt incorporees, ces presentes ou les clauses dont dependrōt les matieres, sur l'expeditiō desquelles leursdites lettres seront faites & ortroyees sur ce qui aura esté ainsi besongné, fait & ordōné par nosdits Thresoriers & chacun d'eux, cōme dit est, bailleront noz lettres cōfirmatoires toutesfois que requis en serōt. Et pource que de ces presentes que nous voulons estre enregistrees en nostre chābre des cōptes & en nostre thresor, on aura à faire en plusieurs & diuers lieux, voulons qu'au vidimus d'icelles ou desdites clauses particulieres, dont il sera mestier, fait souz seel Royal & authentique, pleine foy soit adioustee par tout où il appartiendra en iugement & dehors, comme à l'original.

Si donnons en mandement par ces mesmes presentes, à tous noz Iusticiers, Officiers, Vassaux & suiets, de quelque estat, Prouince, & condition qu'ils soyent, que à iceux noz Thresoriers & chacun d'eux, & à leurs commis & deputez, ils obeissent es choses touchans & regardans les choses dessusdites & leurs dependances, & autrement, au faict de leur office, & leur present & donnent conseil, confort, ayde, & prisons si mestier est, & requis en sont. En tesmoin de ce nous auons fait mettre nostre seal à ces presentes. Donné à Chaulons le douziesme iour d'Aoust, l'an de grace mil quatre cens quarante cinq, & de nostre regne le vingtroisiesme. Ainsi signé, Par le Roy en son conseil. I. DE LA LOERE.

Confirmation du Roy Charles huitiesme, du pouuoir cy dessus.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme des pieça par feuz noz predecesseurs & progeniteurs de bonne memoire, les Roys de France, eussent esté faites le temps passé pour iustes, grandes & raisonnables causes, plusieurs belles & notables constitutions, statuts, edicts, & ordonnances touchant le faict, ayde, conduite, gouvernement & entretenement & augmentation du domaine de nostre Royaume. Et depuis nostre aduenement à la couronne, en ensuyuant les veu & promesses que fismes à nostre sacre touchant l'augmentation d'iceluy nostre domaine, ayons continuellement, vacqué & tendu à le faire valoir & entretenir. En reuocant les alienations qui en auoyent esté faites, & retirant ce qui en auroit esté desmembré, ainsi qu'il est tout notoire : & outre ayons puis nagueres ordonné faire chercher & querir en nostre chambre des comptes & thesor de noz chartres, toutes les memoires & instructions & autres choses seruans à ceste dite matiere, entre lesquelles auroit esté trouué vn pouuoir ia pieça par feu de bonne memoire nostre ayeul, que Dieu absolve, & par grande & meure deliberation de conseil, ottroyé & decerné aux Thresoriers de France, ayans lors la charge & administration d'iceluy domaine sur les pointz & articles qui estoient requis pour la conservation dudit domaine, duquel pouuoir, ordonnance & edict, la teneur est telle, Charles, &c. comme il est contenu cy deuant.

LEQUEL pouuoir & choses en iceluy contenues, nous ayons bien au long faict voir & visiter par gens notables en ce cognoissans, lesquels ayent trouué, estre besoyn & chose tres-vile & necessaire de les confermer & ottroyer, & decerner de nouuel à noz amez & faux les Thresoriers de France qui ont à present la charge, gouvernement & administration d'iceluy nostre domaine en noz Royaume, pays, terres & Seigneuries, pour d'oresnauant besongner & trauailler de leur part, mettre à execution le contenu en icelles.

SCAVOIR faisons, que nous ce considéré, & desirans de tout nostre cœur l'accroissement & augmentation d'iceluy nostre domaine, & bon ordre & police y estre mise. Pour ces causes, & autres à ce nous mouuans, par l'aduis & deliberation de plusieurs des Princes & Seigneurs de nostre sang & lignage, & gens de nostre conseil estans avec nous, auons ordonné & ordonnons par ces presentes, que nosdits Thresoriers de France, ayans à present la charge de nostredit domaine & finances ordinaires de nostredit Royaume, pays & Seigneuries & chacun d'eux besongneront d'oresnauant en toutes & chacunes les choses dessusdites, contenues esdites lettres dudit pouuoir, & articles cy dessus incorporez. Lesquelles nous auons confermees & approuuees, & conseruons & approuuons par cesdites presentes : & voulons & ottroyons qu'elles soyent & demeurent en leur force & vertu. Et de nouuel, & d'abondant, entant que besoyn est, ou seroit, auons donné & donnons à nosdits Thresoriers, le mesme & semblable pouuoir contenu & specifié & déclaré esdites lettres, avec faculté & puissance de besongner & vacquer au faict de nostredit domaine, selonc lesdites ordonnances & articles y contenues.

Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à nosdits Thresoriers, que l'effect & contenu en cesdites presentes, ils entretiennent, gardent & obseruent selonc la forme & teneur. En le faisant enregistrer & publier par tout où il appartiendra, sans permettre ne souffrir qu'aucune chose soit faite au contraire. Mandons & commandons à tous noz Iusticiers & Officiers, ou à leurs Lieutenans, de quelcun pouuoir & autorité qu'ils vident, & semblablement à tous noz suiets, que à nosdits Thresoriers & chacun d'eux en executans, & faisans executer les choses dessusdites, ils obeissent & entendent diligemment : car ainsi nous plaist-il estre fait. Et pource que de ces presentes l'on pourra auoir affaire en plusieurs & diuers lieux, nous voulons qu'au vidimus d'icelles fait souz seal Royal, soy soit adioustee cōme à ce present original. En tesmoin de ce nous auons fait mettre nostre seal à cesdites presentes.

Donné aux Montils les Tours le neufiesme iour d'Octobre, l'an de grace mil quatre cens quatre vingts & neuf, & de nostre regne le septiesme. Ainsi signé, Par le Roy, Monsieur le Duc de Bourbon, le Comte de Montpensier, les Sieurs de Mâle & de Grimalt & autres presens. PRIMANDAYE.

Autre pouuoir ottroyé ausdits Thresoriers de France.

LOYs par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme des pieça par feuz noz predecesseurs de bonne memoire les Roys de France, que Dieu absolve, ayent esté faites plusieurs belles & notables constitutions, statuts, edicts & ordonnances touchant le faict, ordre, conduite, gouvernement, entretenement, & augmentation du domaine de nostre Royaume. Et depuis nostre aduenement à la couronne, pour nostre deuoir & acquit ayons vacqué & entendu à le faire valoir, entretenir & augmenter, & rachapter de descharger

II.
char. 5. 14. 89

III.
Loy. 12.
1508.

& descharger plusieurs terres, Seigneuries, membres, & portions d'iceluy nostre domaine, qui auoyent esté vendues & engages par feu nostre trescher Seigneur & cousin le Roy Charles huitiesme, que Dieu absolve, pour la conqueste du Royaume de Naples. Et par nosdits predecesseurs Roys eust esté donné aux Thresoriers de France, ayans lors la charge & administration dudit domaine, pouuoir de besongner au faict de nostredit domaine, selon & en ensuyuant nosdites ordonnances, pouvoirs, edicts & constitutions, qui en ayent en leur temps bien faict leur deuoir. Et soit ainsi que pour le bié, villité, conseruation & entretenement d'iceluy nostre domaine, ayons ordonné que noz amez & feaux Conseillers & Thresoriers de France Maistres Florimond Robertet, Loys depoucher, Pierre le Gendre & Iean Cottereau qui à present ont la charge d'iceluy nostre domaine, & chascun d'eux vsent desdits pouvoirs comme leurdits predecesseurs, & mesmement d'aucuns articles contenuz esdits pouvoirs & ordonnances eu regard au temps que de present auons faict corriger, augmenter, diminuer & esclarcir, par l'aduis & deliberation des gens de nostre conseil. Et d'iceux leur auons donné & donnons pouuoir pour en iouyr & vser par eux & chascun d'eux & leurs successeurs ainsi & par la forme & maniere qui sensuit.

1 Et premierement, que de noz lettres & mandemens patens à eux adressans, contenans don & octroy pour vne fois ou à temps. Ils puissent verifier & interiner selon leur forme & teneur, ou iceux ou partie d'iceux restraindre & diminuer: & de ceux qui seront à perpetuél, le tout selon noz ordonnances.

2 DE reprendre & remettre en noz mains, reioindre & reténir au corps de nostre domaine tous & chascuns les membres d'iceluy, soyent villes, villages, chasteaux, forte resses, cens, rentes, maisons, vignes, prez, bois, fours, moulins, estangs & autres choses qu'ils trouueront auoir esté vsurpees, alienees, distraictes ou transportees en autres mains depuis quarante ans en ça pour quelque cause ou occasion que ce soit. Sinon pour iuste cause & raisonnable dont il leur apperra par bonnes lettres vallables deuément & suffisamment expedies & verifiees. Et contraindra par toutes voyes deués & raisonnables les detecteurs desdites choses alienees à les delaisser & eux en departir, & nous souffrir en iouyr ou noz receueurs pour nous, & icelles choses alienees faire enregistrer & escrire es liures & papiers de nostre domaine, & es comptes de noz receueurs ordinaires ainsi qu'ils souloyent estre par le temps passé, pour les mettre & appliquer deslors en auant à nostre profit. Et en cas d'opposition & debat, renuoyer les parties pardeuant les gens de nostre Thresor ou Iuges ordinaires, ainsi qu'ils verront estre à faire, pour sur ce leur estre faict droict & raison.

3 D'ENQUERIR & soy informer sur la suffisance des cautions donnees par lesdits gens des receptes de nostre domaine. Et l'aucuns d'eux ne les auoyent baillees, ou qu'elles fussent expirees par mort ou autrement, ou les cautionnaires diminuez de leurs biens par maniere qu'ils ne fussent soluablez & rescans à cautionner iceux gens de recepte suffisamment comme il appartient selon noz statuts & ordonnances, les contraindre par suspension de leurs offices ou autrement, comme ils verrront à faire à les bailler de nouuel, & les enuoyer en nostre chambre des comptes par la forme & maniere, & selon le style accoustumé en nostredite chambre.

4 DEMANDER & faire venir pardeuers eux, où & par tant de fois que bon leur semblera tous noz receueurs, Vicomtes, Clauaires, fermiers & autres gens de recepte de nostredit domaine: sçauoir & enquérir au vray l'estat & valeur de leurs receptes & les charges qui seront sur icelles, pour en auoir claire cognoissance.

5 DE faire & bailler ausdits gens de recepte d'iceluy nostre domaine, les estats despences & charges qui seront sur icelles & qu'ils auront à payer sur leurs receptes, & leur donner ordre & maniere de payer dorensauant, avec defences de ne distribuer les deniers d'iceluy à leur volonté, & outre ledit ordre sur telles peines que nosdits Thresoriers aduiseront.

6 ET pour ce qu'il se pourroit trouuer aucuns Vicomtes, receueurs, & autres ayans la charge & administration particuliere de noz receptes & deuiers ordinaires, qui seroyent demeurez en reste ou arriere de leurs charges & receptes, & n'auoyent fourny de bons & suffisans pleiges & cautions & aussi qu'à icelles receptes & commissions n'auoit esté par nous pourueu, & pareillement qu'ils se pourroyent trouuer mauuais mesnagers & administrateurs de nosdits deniers, en tous ces cas, auons donné & donnons pouuoir à nosdits Thresoriers & chascun d'eux en sa charge de suspendre lesdits receueurs & commettre & deputer es lieux de leurdites receptes, receueurs & autres tels personages suffisans & bien cautionnez qu'ils aduiseront pour la seurété & conseruation de noz deniers pour tenir & executer lesdites charges iusques à ce que par nous & Iustice autrement en soit ordonné & à iceux taxer & ordonné pour l'exercice desdites charges, les gages, & taxations qui pour ce sont ausdites receptes Vicomtez & charges ou autres moindres ainsi que pout le bien de nous verront estre à faire.

7 DE contraindre lesdites gens de recepte par suspension de leurs offices, arrest & detention de leurs biens meubles & heritages en nostre main si mestier est, à rendre leurs comptes en nostredite chambre au terme & en la maniere sur ce ordonnez & accoustumez, & selon lesdits estats à eux baillez par nosdits Thresoriers & sans aucune croissiance ou diminution d'iceux & ce qui restera à nous deu parla fin & closture de leurdits comptes ainsi renduz faire bailler & deliurer au changeur de nostre Thresor & non ailleurs.

8 D E defendre si bon leur semble ausdits gens de recepte sur peine de le recouurer sur eux, de non payer aux Officiers absens aucune chose de leurs gages s'ils n'ont legitime excusation, ou noz lettres de congé verifiees de nosdits Thresoriers, de non resider sur lesdites offices, & aucun payement leur auoit esté fait, qu'il soit recouuré sur eux ainsi qu'il est accoustumé de faire :

9 D E faire payer les fraiz de Iustice selon & en ensuyuant noz ordonnances sur ce faictes, & s'il estoit besoyn en faire d'auantage qui fussent necessaires les faire payer par les Thresoriers Vicomtes ou Receueurs des lieux des deniers & ainsi qu'ils aduiseront, en leur defendant qu'ils ne payent aucune chose outre ledit ordre, sur peine de le recouurer sur eux, sinon qu'il eust esté autrement ordonné par les cours souveraines de nostre Royaume en ensuyuant nosdites ordonnances.

10 D E mander & faire venir aussi par deuers eux quand & où bon leur semblera les Maistres particuliers des monnoyes & autres Officiers d'icelles. Et enquerir de la valeur ou proufit d'icelles & des deniers qui sy trouueront, en faire leuer descharges par le changeur de nostre Thresor.

11 D E taxer & faire payer par ledit changeur de nostre Thresor, Thresoriers, receueurs ordinaires, Vicomtes, fermiers & autres ayans charge & administration de noz finances, ordinaires, tous fraiz recompenses voyages, salaires d'eschritures & autres choses necessaires touchant le fait de nostredit domaine en vne ou plusieurs taxations, non excédant chascune d'icelles vingtcinq liures tournois, & au dessouz, ainsi qu'ils verront estre à faire, & les cas le requerront par taxations d'eux ou de l'un d'eux.

12 D E contraindre tous & chascuns ceux qu'ils trouueront nous estre tenuz en foy & hommage, ou autre redevance pour raison des heritages & choses tenuës & mouuans de nous, à nous venir faire lesdites foy & hommage, recognoissance, deuoir, & autres redevances desdites. Aussi à en bailler leur declarations & denombrements, & en default de celes contraindre à ce faire par toutes voyes deuës & en tel cas requises.

13 D E contraindre tous ceux que l'on trouuera tenir aucune chose desmembrée ou alienee de nostredit domaine par toutes voyes deuës & raisonnables, & en tel cas requises, & à payer pro rata les fiefs & aumosnes, & autres charges denoires ordinaires qu'ils trouueront estre deu d'ancienneté sur la recepte de la Seneschausee ou Bailliage auquel sera situé ladite chose alienee, & aussi à en payer pro rata les arrierages qui en sont deu.

14 D E mettre & bailler à nouuelle censue, rente perpetuelle ou muable, les heritages & choses que ils trouueront estre trop chargees ou en non valeur, aussi les lieux & places vagues, estans & dependans de nostredit domaine aux plus offrans, à gens solubles, à fin de le repeupler, reedifier, reparer & mettre en estat, appelez à ce noz Officiers des lieux, & garder les solemnitez accoustumees & sur ce bailler telles lettres que nosdits Thresoriers verront necessaires, lesquelles voulons estre bonnes & valables.

15 D E faire faire par telles gens suffisans qu'ils aduiseront les recognoissances de noz censues, rentes, & autres deuoirs, en bleds, deniers & autres choses quelconques dudit domaine, & d'iceux faire bailler de nouuel la declaration, aussi les rediger & mettre par ordre avec les tenans & aboutissans. En faisant pour ce faire les terriers & liures nouveaux, l'ordre ancienne gardee, pour la collation qui fei doit faire sur les anciens, lesquels voulons estre baillez à noz receueurs pour la conseruation & conduite de nostredit domaine.

16 D E bailler & affermer quand & par tel temps & à telles gens idoines & solubles que bon semblera, à nosdits Thresoriers, les heritages, maisons, estangs, moulins & autres choses à nous appartenans, estans es mains de noz receueurs, lesquelles choses nosdits Thresoriers cognoistront nous estre plus proufitables affermees que tenuës en nostre main, & au contraire ce qu'ils verront nous estre plus proufitable estre en nostre main que affermé, le remettre es mains de nosdits receueurs finy le temps des fermes ia baillees, & faire par eux recevoir ainsi que nosdits Thresoriers verront estre à faire pour le bien & proufit de nous & nostredit domaine.

17 D'ENQUERIR & soy informer sur le fait des cedulles, quictances, & commissions qu'ont accoustumé bailler noz receueurs & autres gens de recepte de nostredit domaine, aussi sur ce que par noz instructions & ordonnances Royaux, ils en peuuent raisonnablement prendre & demander. Et si par leur information ils y trouuent qu'ils en ayent excessiuement prins & exigé, de punir les exakteurs, & nous en faire faire telle amende comme les cas le requerront.

18 I T E M, de veoir ou faire veoir & visiter tous chemins, chaussees, ponts, puez, ports & passages de nostre Royaume, & eux informer ou faire informer, & enquerir de l'estat en quoy ils sont, & s'il y en a aucuns esquels pour le bien de nous & de la chose publique, il soit besoyn faire reparations & edifices & emparemens, de les faire faire de noz deniers, au regard de ceux qui sont en nostre charge, & des autres qui sont en la charge d'autrui, & qui pour ce faire ont & prennent peages, pauages, barrages & autres treuz ou deuoirs, qu'ils les contraignent chascun en leur regard à les faire faire selon qu'ils y sont tenuz.

19 D E veoir & visiter toutes & chascunes noz places, chasteaux & forteresses de nostredit domaine, & là où ils verront necessaire de reparations, ordonner icelles estre faictes & sostenues telles que ils aduiseront pour le bien de nous & de nosdites places, faisans expedier & deliurer les deniers pour ce necessaires par les receueurs ordinaires des lieux, esquels seront situees lesdites places.

20 I T E M, pour

20 I T E M, pour ce que plusieurs de noz villes & citez ont & prennent plusieurs deniers ordinaires à la charge de les conuertir & employer és reparations, fortifications & emparemens desdites villes que nosdits Thresoriers & chascun d'eux quand ils passeront par lesdites villes pour aller visiter leurs charges, puissent veoir & visiter les comptes & scauoir & entendre en quoy & comment ils auront employé lesdits deniers, & le reliqua qu'ils en pourront auoir en leurs mains les contraindre à mettre & employer esdites reparations fortifications & emparemens selon & ainsi qu'ils y sont tenuz.

21 D'INVENTORIER & faire rediger par escrit tous & chascuns les mesnages vtensiles, artilles & autres biens meubles estans & nous appartenans esdites places & en chascunes d'icelles, & iceux inuentoirs enuoyer en nostre Thresor ou en nostre chambre des comptes ainsi qu'ils auidiseront.

22 D E mettre en nostre main & faire receuoir par lesdits receueurs, le prouffit & emoluments des seaux aux causes & contrats de noz cours & iurisdicions, de les mettre ou faire mettre hors des mains desdits Seneschaux, Baillifs, Juges ou de leurs Lieutenans, és mains de qui ils seroyent, & de les bailler à ferme si bon leur semble ainsi qu'il est accoustumé, & en ensuyuant noz ordonnances sur ce faictes, & donner ordre au regard du taux du seel des lettres sceelles des seaux, si fait n'est, & selon noz instructions & ordonnances sans en prendre outre le taux limité en nosdites instructions en faisant proceder par amendes selon les cas contre ceux qui par nosdits Thresoriers seront trouuez auoir fait, & qui feront le contraire.

23 D E contraindre tous Greffiers à monstrier leurs papier & registres & protocoles esquels sont enregistrees les causes de nostredit Procureur & autres dont peuvent venir exploits, & amendes.

24 D E contraindre lesdits Greffiers, Notaires & Tabellions par serment de dire & notifier à nosdits Thresoriers tout ce qu'ils scauront estre prouffitable ou preiudiciable à nous & à noz seigneurs, comme faire le doyuent, & declarer les contracts faictes en noz fiefs & Seigneuries pour en auoir & recouurer noz ventes & autres droicts Seigneuriaux.

25 D E faire crier & publier és fins & termes de nostre Royaume, que tous marchans de quelque marchandise que ce soit faisans mener & conduire hors iceluy denrees & marchandises payent au lieu qui sera ordonné par nosdits Thresoriers les droicts & deuoirs que auons accoustumé prendre & auoir sur icelles denrees & marchandises à cause desdites issuës, en faisant scauoir par lesdites publications que les denrees qui seront passées outre le lieu & terme qui sera limité par iceux noz Thresoriers, sans auoir acquitté icelles denrees ou marchandises, soyent declarees confiscées & appartenir à nous selon & en ensuyuant noz ordonnances, & sil aduenoit que lesdites marchandises fortuiement fussent passées sans auoir payé nostredit droit, comme dit est, tellement qu'on ne les peult apprehender, sera procedé contre lesdits marchans par toutes voyes deuës & raisonnables & en tel cas requis.

26 D E faire payer par qui il appartiendra ceux qui denonceront billon ou autres marchandises qui seroyent passées ou portees, ou que l'on voudra passer & porter cellement hors de nostredit Royaume, & au desceu de noz Officiers, & tel droit que lesdits denongceans ont accoustumé d'auoir d'ancienneté.

27 E T acquerir pour nous & en nostre nom toutes telles rentes, reuenus, terres, maisons, manoirs, prez, moulins, chasteaux & fortresses, estangs & possessions qu'ils cognoistront nous estre necessaires & prouffitables, & pour icelles faire bailler & deliurer par noz receueurs dudit domaine les sommes de deniers que nosdits Thresoriers auront pource appointees & accordees, de icelles mettre & appliquer à nostre domaine, en tel ordre que la chose le requerra, & nosdits Thresoriers auidiseront.

28 D E faire expedier ordonner & commander par chascun de noz Thresoriers quelque parr qu'ils se tiennent en nostre Royaume (absens les autres) toutes les lettres expeditions necessaires touchant le faict de leursdits offices & leurs dependances souz & au nom & tiltre des Thresories de France, sans eux nommer esdites lettres ainsi qu'il est accoustumé par le temps passé.

29 D E defendre à tous Commissaires extraordinaires reformateurs & autres de quelque estat ou condition qu'ils soyent, ausquels parauanture pourrions auoir donné charge ou commission sur le faict de nostredit domaine, qu'ils ne s'entremettent de chose qui touche ou appartienne au faict de nostredit domaine, s'ils n'ont sur ce lettres expedies de nosdits Thresoriers, sur telles peines qu'ils verront estre à faire.

30 D E bailler routes & quantesfois que bon semblera à nosdits Thresoriers, telles lettres & acquits suffisans à nosdits receueurs qui leur seront necessaires, pour les choses dessusdites & leurs dependances en ce qui leur touche, lesquelles voulons & declarons estre valables à la descharge desdits receueurs & à leur obeir, & aussi à leurs lettres & commissions & mandemens contraindre iceux receueurs, & tous autres noz officiers, Iusticiers & suiets par toutes voyes & manieres deuës & raisonnables.

31 E T generally de faire besongner & ordonner par nosdits Thresoriers dessus nommez, & les successeurs sur toutes & chascunes les choses dessusdites, leurs circonstances & dependances & aussi sur toutes les autres choses dont nosdits Thresoriers & leurs predecesseurs ont iouy & accoustumé iouyr & vser tout ce qu'ils & chascun d'eux verront, & cognoistront estre à faire pour le bien, vtilité & conseruation de nostre domaine.

32 E T sur toutes lesdites choses & chascune d'icelles, auons pris l'aduiz & deliberation des gens de nostre grand conseil, donné & octroyé, donnons & octroyons de grace speciale & autorité Royale,

par ces presentes à iceux noz Thresoriers de France dessus nommez & chascun d'eux & leursdits successeurs, plein pouvoir, autorité & mandement special.

33 VOULANS & ordonnans que tout ce que par eux & chascun d'eux sera fait besoigné & ordonné sur lesdites choses & chascune d'icelles, leurs circonstances & dependances soyent & demeurent fermes & stables à tousiours, en baillant par nosdits Thresoriers sur ce qu'ils feront besoigneront & ordonneront, leurs lettres patentes souz leur seings & signets, esquelles lettres si bon leur semble soyent incorporees ces presentes, ou les clauses dont depéent les matieres sur l'expedition desquelles leursdites lettres seront faites & octroyees, nonobstant quelconques ordonnances, edicts ou statuts que l'on pourroit auoir faicts au contraire.

34 SI donnons en mädement par ces mesmes presentes à noz amez & feaux les gens de noz cours de Parlement à Paris, Tholoze, Bourdeaux & Rouën, & à tous noz autres Officiers & Iusticiers, ou à leurs Lieutenans chascun d'eux si comme à luy appartiendra, que du contenu en cefdites presentes, ils facent, souffrent & laissent nosdits Thresoriers & chascun d'eux, iour & vser pleinement & paisiblement, & à eux & à leurs commis obeyr & entendre de tous ceux ainsi qu'il appartiendra, es choses touchans & concernans le present pouvoir & le fait de leursdits offices. Et cefdites presentes facent lire publier & enregistrer chascun en leurs cours & iurisdicions.

Et pource que de cefdites presentes l'on pourra auoir affaire & besoing en plusieurs & diuers lieux. Nous voulons qu'au vidimus d'icelles fait souz seal Royal, soy soit adioultee comme à ce present original. En tesmoing de ce nous auons fait mettre nostre seal à cefdites presentes. Donné à Rouën, le vingtiesme iour d'Octobre, l'an de grace mil cinq cens & huict, & de nostre regne l'ynzieme. Ainsi signé, par le Roy, Monseigneur le Cardinal d'Amboise legat en France, & autres presens. Gedoy, & seellé en double queue, de cire iaulne.

Creation des offices de dixsept Thresoriers generaux avec tel & semblable pouvoir qu'ont eu & ont encores les anciens Thresoriers de France & generaux des finances anciens, & le reiglement qu'ils doyent suivre en l'exercice de leurs offices.



ENRY par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Comme ainsi soit, que depuis nostre aduenement à la couronne, nous auons tousiours singulierement desiré à veoir vn bon & certain ordre, & establissement es affaires publiques & politiques de nostre Royaume, avec telle conduite, & reiglement à l'administration de noz finances, que sans auoir occasion de surcharger nostre peuple, nous puissions ordinairement satisfaire au besoing, & necessité de nosdites affaires, sans nous aider d'aillieurs que du nostre, s'il estoit possible: à quoy iusques à present nous n'auons peu paruenir. Et le tout bien examiné & considéré, nous trouuons que toutes les principales fautes & erreurs qui peuent estre en cela, prouiennent de ce que les ordonnances sur ce introduites, & qui concernent l'augmentation de nostre domaine, de nosdites finances, & aussi le soulagement de nostre ditpauvre peuple, que doyuent exactement garder tous noz Officiers particuliers pour ce faire establis: sçauoir est pour le regard dudit domaine, es Baillifs Seneschaux, Chastellains, Preuosts, Maistres des eaux & forests, les Officiers de la foraine, leurs Lieutenans, Aduocats, Procureurs & receueurs ordinaires: & pour le regard des aides, tailles, gabelles tributs & autres extraordinaires, les Ecluz & Contreroolleurs & receueurs d'iceux, sont tresinal gardées, & obseruees: & n'y a personne qui face & preste la diligence deuë & requise pour l'obseruation d'icelles au bien de nous, & soulagement de nosdits suiets, ne qui s'en informe. Aussi n'auons-nous point en nostre espargne les deniers qui y doyent entrer, aux temps & termes, & si diligemment que faire se deuroit: mais encores les deniers qui se recoyuent ne sont apportez & fournis en mesmes especes d'or & d'argent qu'ils sont receus par les receueurs tant particuliers que generaux: ce qui peut aduenir par le defect de l'vn ou de l'autre, & bien souuent de tous deux. Et considerant d'autre costé, que toutes & quantesfois qu'il y a quelques deniers extraordinaires à leuer, comme ventes de bois, & domaine, aides & gabelles, emprunts particuliers, ou generaux, souldez de gens de pied, inuentaies, asept de meubles, munitions de guerres, viures, soit en mer ou en terre, reparations de places, & adoubs de nauires, leues & turcies de riuieres, & autres telles commissions & affaires, qui ordinairement suruiennent de prompte & necessaire prouision, l'on a iusques icy accoustumé d'y enuoyer commissaires expres & extraordinaires, ausquels qu'encores que bien souuent ils n'entendent, & ne scauent faire, & executer lesdites charges, toutesfois leur conuient faire & ordonner grandes & grosses taxations, salaires iournees & vacations, desquelles nous desirons estre soulagez & releuez. En outre, nous sommes aduertis que les receueurs generaux de noz finances, ou aucuns d'eux enuoyent ordinairement estats par lesquels ils font grans restes, & l'excusent disans qu'ils ne sont payez de noz receueurs particuliers tant ordinaires, que des aides & tailles, fermiers, receueurs des magazins & autres Officiers comptables de leurs charges: & qu'en semblable lesdits receueurs & fermiers particuliers, & autres comptables s'excusent enuers eux qu'ils ne peuent estre payez, tant des fermiers, que du peuple, collecteurs des tailles & autres deniers respectivement: qui n'est chose vray semblable, & aussi n'en verifient ils rien, sinon par leur dire: & n'y a personne de qui on en puisse prendre verification ne qui y ait regard, dont nosdits deniers sont grandement retardez. Pareillement, qu'il est impossible que les frais, tant du recou-

urement

IIII.
H. 7. 2. 157.

urement de nosdits deniers esdites receptes generales, que du port d'iceux en nostre espargne, puissent estre bien seurement taxez, & arrestez par lesdits Thresoriers de France & generaux de nosdites finances, d'autant qu'ils ne resident es sieges desdites receptes generales, & ne peuuent veoir, & verifier tous lesdits frais par le menu, par ce qu'ils ne peuuent resider, ne assister qu'en l'une d'icelles, demeurans les autres destituez de general, ou autre personne, qui ait l'œil sur lesdits frais, à cause que iceux Thresoriers generaux ont les vns cinq, les autres quatre, & trois receptes generales sous leurs charges. Conséquemment il est impossible pour la grandeur de nostre Royaume, & multitude des Duchez, Comtez, & autres grans nombres de nostredit domaine, & qui sont sous chacun desdits Thresoriers de France & la grandeur & estenduë d'icelles, qu'eux estans absens de leurs charges, comme ils sont ordinairement, ou bien employans en leurs cheuauchees seulement le temps qu'ils ont accoustumé y vaquer, puissent bien & deuement veoir & visiter nostredit domaine, ny regarder ce qui est à faire pour l'augmentation d'iceluy, de sorte que comme l'on veoit, il n'a iusques icy augmenté, & n'augmente ainsi que fait celuy des Princes, & autres Seigneurs, & particuliers Gentils-hommes de nostre Royaume fondez en domaine. Et sont noz chasteaux & maisons tant ceux qui seruent pour nostre demeure, & exercice de noz Iusticiers, que pour retirer nostre reuenu, la pluspart en ruine & decadence, & nostredit domaine dissipé, & perü : à cause que nosdits Thresoriers n'ont eu, & ne peuuent auoir l'œil par tout, pour faire & accomplir ce que dessus, qui requiert grande diligence & perquisition, avec vne telle continuelle residence, & vísitation sur noz Officiers ordinaires, demeurans sur les lieux, qui ne sont aucunement veux, ne corrigez par nosdits Thresoriers, comme ils doyuent.

1 S C A V O I R faisons, que nous auons mis les choses dessusdites en bonne & meure deliberation de conseil, avec l'assistance d'aucuns Princes & Seigneurs de nostre sang, & autres grans & notables personages, relateurs & amateurs du bien public, & de la prosperité de noz affaires, il s'est trouué que pour le meilleur & plus expedient, est tres-vtile, & non moins requis & necessaire qu'en chacun siege & prouince de chacune des dixsept receptes generales cy apres nommez il y ait vn Thresorier general sur le fait de noz finances, tant ordinaires que extraordinaires de chacune desdites dixsept receptes generales, & des receptes particulieres ressortissans à chacune d'icelles, lesquels dixsept Thresoriers generaux de nosdites finances en icelles receptes generales par l'aduis de nostredit conseil, & par edict, loy statut & ordonnances perpetuelles & irreuocables, auons ordonné, faits & establis, ordonnons, faisons, & establissons, creons & erigeons en chef & titre d'offices formez, avec tel, & semblable pouuoir qu'ont eu, & ont encores de present les Thresoriers de France & generaux de nosdites finances anciens, & cy deuant creez : tant sur l'ordinaire, qu'extraordinaire qui demeureront conioints & vnís sous vne mesme charge, & autorité dudit estat, & office de Thresorier general de nosdites finances, tout ainsi qu'aujourd'huy en iouissent, & vsent les generaux de Bretagne, Bourgongne & Bresse. Lesquels Thresoriers generaux ainsi establis par lesdites receptes generales auront chacun endroit soy respectiuelement l'œil & regard à l'aduancement du recouurement des deniers ordinaires & extraordinaires de sa charge, de quelque nature & condition qu'ils soyent. Et à ceste fin resideront lesdits Thresoriers generaux chacun au siege de la recepte generale où il sera establi. Lesquelles receptes generales sont : C'est à sçauoir la recepte generale establie à Paris. La recepte generale establie à Chalons. La recepte generale establie à Amyens. La recepte generale establie à Rouën. La recepte generale establie à Caen. La recepte generale establie à Bourges. La recepte generale establie à Tours. La recepte generale establie à Poictiers. La recepte generale establie à Ryon. La recepte generale establie à Agen. La recepte generale establie à Tholozé. La recepte generale establie à Montpellier. La recepte generale establie à Lyon. La recepte generale establie à Nantes. La recepte generale establie à Dijon : au Thresorier de laquelle auons vni & vníssons la charge de nosdites finances en nostre pays de Bresse. La recepte generale establie à Aix : au Thresorier general de laquelle nous auons pareillement vni & vníssons la charge de nosdites finances en nostre pays de Piedmont. Et la recepte generale establie à Grenoble : au Thresorier general de laquelle nous auons vni & vníssons la charge de nosdites finances en nostre pays de Sauoye, & Saluces.

2 B A I L L E R A ou enuoyera par chacun an ledit Thresorier general, au commencement de l'année trois estats seulement, de la valeur de sa Thresorerie & generalité, & de tous deniers d'icelle, l'un ausdits gens de nostre conseil priué, ou à ceux qui par nous seront deleguez, l'autre au Thresorier de nostredit espargne : & le troisieme à nostre Receueur general estant sous sa charge, selo & ainsi qu'il est contenu es ordonnances cy deuant faites. Auquel nous defendons sur peine de priuation de son office, que faisant lesdits estats, il n'ait à defalquer de la valeur de nosdites finances, receptes, & fermes de sadite charge, sinon les gages de noz Officiers, siefs & aumosnes, reparations & frais de iustice, & autres charges anciennes, sans y comprendre aucunes pensions, dons ou biens-faits, qui y soyent assignez pour quelques personnes & causes que ce soyent & quelques acquis, ou mandemens qu'ils en ayent obtenus, ou puissent obtenir cy apres. Tous lesquels mandemens & acquis nous auons dès à present comme pour lors, & des lors comme à present reuozquez, cassez & annulliez, reuozquons, cassons & annullons : & iceux declarez & declarons nuls, & de nul effect & valeur : ausquels pour ceste cause ledit Thresorier general n'aura aucun esgard sur la peine susdite, combien que lesdits mandemens fussent de tierce & quarte iussion.

3 T O U S & chacuns noz deniers fussent à recouurement seront recourez par lesdits Cleres de nos-

dit receueurs generaux, tout ainsi qu'il se fait à present. Lesquels Clercs seront tenus incontinent qu'ils seront arriuez, porter bordereau des especes, esquelles chacun de noz receueurs, fermiers ou Officiers comptables leur aura fait payement, qui sera dudit receueur, fermier & officier comptable: & icelles mettre promptement es mains dudit Thresorier general, qui en fera registre & procez verbal, sans toutesfois en ce comprendre les frais du recouurement des deniers de noz receptes des tailles de Poictou, & autres qui sont tenus les porter à leurs despens à nosdites receptes generales.

4 Ledit Thresorier general fera procez verbal, & tiendra registre du parlement, seiour, retour desdits Clercs, & du temps qu'ils employeront en leursdits voyages, & quelles charges & voitures il y en aura: auquel Clerc ledit Thresorier general qui aura veu & cotté ledit temps, & le nombre desdites charges & voitures, luy fera taxation raisonnable, tant pour sa vacation, iournees & despence, que pour autres frais & voitures.

5 Si tost qu'il y aura somme notable, ledit Thresorier general procurera que ladite somme soit en mesmes especes qu'elle aura esté receüe, enuoyee en nostre espargne, ou bien distribuee, selon les mandemens portans quittances, & leuez par le Thresorier de nostre espargne, sans laisser aucun fonds es mains de nosdits receueurs tant generaux que particuliers, sinon ce qu'il faut pour les descharges ordinaires, gages d'Officiers, & pour faire les frais des recouuremens, & port de nosdits deniers qui se porteront en nostredite espargne, ledit Clerc qui aura la charge de la conduite d'icelle, fera tenu rapporter & représenter ausdits Thresoriers de nostredite espargne vn bordereau signé dudit Thresorier general, ensemble du receueur general de la somme qu'il portera, & des especes esquelles elle luy aura esté baillee, ostant par ce moyen audit Clerc toute faculté de billonner.

6 Ledit Thresorier general fera registre & cotte du temps du departement, seiour, & retour dudit Clerc portant argent en nostredite espargne, du nombre de ses charges & voitures, de la forme d'icelles, soit par charroy ou cheuaux, de sa charge, & luy fera taxation raisonnable, verifiant ledit seiour par la date de la quittance, ou certification dudit Thresorier de nostre espargne, ou de sondit commis: Nous auons enioint & enioignons ne faire faire ausdits Clercs seiour, qui ne soit necessaire.

7 VOULONS que ledit Thresorier general se prenne garde de noz receueurs, fermiers & autres noz Officiers comptables de sa charge, qui demeureront en arriere, & seront mauuais administrateurs, & que selon son pouuoir, & que le cas le requerra, il y pouruoye par suspension de leurs offices, & administrateurs, sans les laisser tomber en plus grande arriere. Auquel Thresorier general nous auons enioint & enioignons tresexpressément, proceder par chacun an sommairement, & diligemment à la confection des estats de nosdits receueurs, fermiers & Officiers comptables de sa charge, qui leur seruient à la reddition de leurs comptes, sans leur estre longs & difficiles, ne iceux mettre en frais & despens.

8 ITEM, que audit Thresorier general estant cree, & en telle residence establi, seront adressees les commissions concernans nostre seruice, pour vaquer aux affaires suruenans au destroit, & ressort de sa Thresorerie generale, & charge, qui pourra dependre du fait de son office, & leuer deniers ordinaires & extraordinaires, & autres commissions qu'ils pourront executer, sans y en enuoyer autres Commissaires, sauf toutesfois à bailler audit Thresorier general pour l'execution desdits Commissaires vn catalogue dessus les lieux, Iuge ordinaire, ou d'autre qualité, si la matiere le requiert.

9 CHACUNE annee expiree, & durant les mois de Ianuier, Feurier & Mars, ledit Thresorier general sortira de la ville, & siege de sa generalité, & fera ses cheuauchees & visitations de sa charge. Et durant iceux trois mois s'informerà de la vie & administration de noz Officiers, de l'obseruation de noz ordonnances, des choses qui sont à faire pour l'augmentation & accroissement de nostre domaine, & autre reuenue tant ordinaire qu'extraordinaire, des receptes de sadite charge, & reparations necessaires: verifiera les plus-valeurs, & à vn besoing passant par chacune recepte, fera l'estat de l'annee expiree de chacun receueur: conferera avec noz Officiers ordinaires, & de nostre iustice, pour raison des frais de nostredite iustice, reparations, & autres choses dependans de nostredit domaine, qui sont les fruits & vilitez que l'on peut esperer, & attendre de leursdites cheuauchees. Et pour ce que il y a aucunes desdites Thresoreries & generalitez, comme Dauphiné, Ryon, & partie de Prouence, qui sont assises es pays de montagne, & mal aisees à aller esdites mois, à cause des neiges, & mauuais temps qui y courent durans iceux mois de Ianuier, Feurier & Mars, en ce cas ledit Thresorier pourra remettre l'execution de cesdites cheuauchees à vn autre temps plus conuenable, qui durera trois mois, comme dit est.

10 A fin de reprimer les abus, & maluersations dont ledit Thresorier general pourra estre aduert, auons voulu & ordonné, voulons & ordonnons, que ledit Thresorier general pourra appeler avec luy vn preud'homme pour adioint, informer sur iceux abus à l'encontre de noz Officiers, qui ont la charge & administration de nostredit domaine, soyent Baillifs, Seneschaux, Preuosts, Maistres de noz eaux & forests, noz Aduocats, Procureurs & receueurs ordinaires: & aussi contre les esleus, receueurs, Procureurs, Contreroolleurs, fermiers, officiers de la foraine, & autres officiers de noz aides, tailles & equivalens, impositions, magazins, & de tous noz deniers tant ordinaires que extraordinaires. Et lesdites informations par luy faites les enuoyera en nostre conseil priué, pour en estre par nous ordonné selon & ainsi que verrons estre à faire, sans ce que ledit Thresorier general puisse decreter aucune prouision contre lesdits Officiers: sinon suspendra & interdira nosdits receueurs, fermiers

miers & Officiers comptables, qui seroyent demeurez en reste, & en arriere des deniers de leurs charges: & au lieu des suspens y commettre tels personnages ressans, & solubles, qu'ils verront estre pour le bien de nostre seruice.

11 N O V S voulons que es choses concernans le fait de noz domaine, & reuenu ordinaire, & celles de nosdits aides, tailles & impositions, magazins, & tous deniers extraordinaires, & autres choses cy deuant declarees, noz Baillifs, Seneschaux, Prestoits, Maistres des eaux & forests, & autres noz Officiers, leurs Lieutenans, noz Aduocats & Procureurs, Esleus, Recueurs, Contreroilleurs, Grenetiers, Procureurs, Officiers de la foraine, & autres noz Officiers, leurs Lieutenans, commis & suiets obeissent respectiuelement audit Thresorier general, luy portent honneur & assistance, reuerence, donnent conseil, confort & aide en toutes choses touchans & concernans le bien de nostre seruice, & accroissement de nostre reuenu tant ordinaire qu'extraordinaire.

12 I T E M, que durant iceux trois mois que pourront durer les cheuauchees ledit Thresorier general, & en l'absence du siege de sa generalité, & autres temps qu'il fabentera d'icelle, pour l'execution des commissions qui luy seront par nous adressees au dedans du ressort de sa charge, qu'iceluy Thresorier general puisse subdeleguer audit siege & ville de sa recepte generale quelque bon personnage pour auoir l'œil seulement aux deniers & sommes qui seront apportees à sadite recepte generale; & enuoyees en nostre espargne, ou payer par mandement du Thresorier d'icelles durant ladite absence, & aussi aux frais faits pour le recouurement & port desdits deniers, selon la forme par cy deuant baillee audit Thresorier general. Lequel bon personnage en fera payer & procez verbal, ainsi que eust peu faire ledit Thresorier general: le quel payer & procez verbal iceluy Thresorier inferera dedans le sien, disant que durat le temps qu'il a esté en ses cheuauchees ou à executer telle, ou telle commission hors la ville, & siege de ladite recepte generale, il a commis & subdelegué vn tel, qui luy a rapporté ledit procez verbal, duquel la teneur sera inseree de mot à mot, moyennant laquelle insertion iceluy procez verbal sera de tel effet & vertu, comme s'il eust esté fait par ledit Thresorier general.

13 A la fin de chacune annee iceluy Thresorier general sera tenu enuoyer tant en nostredit conseil priué, qu'en nostre chambre des comptes son procez verbal, de ce qu'il aura fait & execute en sa charge durant chacune annee, en accomplissant la residence, conditions & choses auxquelles il est alstraint par ceste nostre presente ordonnance, constitution, creation, & erection, à fin que nous & nosdits gens des comptes en puissions estre certains & accertainez: & outre ledit procez verbal, iceluy Thresorier general despéchera par chacun quartier vn roolle ou cayer en parchemin, auquel seront contenus les frais du recouurement de nosdits deniers: aussi ceux du port qui sen fera en nostre espargne, & autres frais & taxations accoustumees estre payez en chacune recepte generale: semblablement les menus frais pour l'execution des commissions qui luy seront adressees au dedans du ressort de sa Thresorerie & generalité. Et en rapportant iceluy cayer, ou roolle, & les quittances des parties où elles escherront, ce qui sera contenu audit roolle concernant ce que dessus, sera alloué sur les cöptes de chacun Receueur general, sans ce qu'il soit besoyn en auoir par ledit Receueur general autres lettres de validation, & sans ce que ledit Thresorier general puisse employer audit cayer, prêtre ne se faire bailler aucuns deniers pour ses peines, salaires & vacations qu'il employera en l'execution desdites commissions, qui luy seront adressees pour noz affaires au dedans & ressort de ladite Thresorerie & generalité. Et si lesdites commissions sont telles, & de telle importance qu'il luy conuienne auoir collegue, ou adioint, il luy sera par mesme moyen mandé par nosdites lettres de commission quelle somme il fera bailler à sondit collegue & adioint, ayant esgard à sa qualité & demurance.

14 C H A C V N desdits Thresoriers generaux ainsi par nous creez, & ceux qui sont des anciens ia creez qui demeureront establis es sieges & ressorts qui pourront estre par eux optez, estans & sejourmans es villes de Paris, & es autres villes, esquelles sont establies les chambres de noz comptes, & thresor & noz cours des generaux de la iustice de leurs changes, Thresorerie & generalitez, entreront esdites chambres de nosdits comptes, thresor, cour des generaux, aux heures accoustumees, pour faire les remonstrances, aduiser & aduertir nosdites gens des comptes, thresor & generaux, des choses que ils verront estre necessaires, en oyant les comptes, ou traitant autres affaires de leurs charges. Et autört lieu, voix & opinion, ainsi que les Thresoriers & generaux anciens auoyent esdits lieux & cours.

15 T O V S mandemens & acquies qui se souloyent adresser ausdits Thresoriers & generaux anciens respectiuelement seront adressez à chacun Thresorier general, pour le regard de sa charge, & par eux veus, verifiez, consentis ou modifiez, ainsi qu'ils verront estre à faire pour nostre bien, profit & vilité.

16 V O Y L O N S que chacun desdits Thresoriers generaux ainsi establis, residant & demeurant audit siege & ressort de generalité, iouisse de tous & chacuns priuileges, concessions & exemptions d'empruns & tailles, octrois & solde de ville, ban & arriere ban: & generalement de tous honneurs, prerogatiues, preeminences, droits, profits, reuenus, libertez, franchises & graces, desquelles ont vü, & accoustumé de iouir lesdits Thresoriers de France & generaux de noz finances anciennement creez, & lesquelles entant que besoin seroit, nous leurs auons de nouuel donnees & concedees, donnons & concedons, & telles & semblables que les ont noz Officiers domestiques & commensaux.

17 S i pour quelque temps, & pour aucuns affaires necessaires nous nous voulions seruir d'aucuns desdits Thresoriers generaux en nostredit conseil priué, & pres de nostre personne, ou en autres noz affaires hors le ressort de leurdites Thresorerie & generalité, en ce cas leur sera par nous baillé dispence

auec pouuoir de commettre, & subdeleguer par eux quelque bon personnage pour vaquer à ce que dessus, ce que nous leur enioignons de faire.

18 N O V S auons reuouqué & reuouquons toutes & chacunes les compositions cy deuant faites auec aucuns de nosdits receueurs generaux, pour raison du recouurement & port des deniers de leurs charges, lesquels recouurement & port nous auons ordonné & ordonnons estre d'oresnauant veus, taxez & arreztez par le Thresorier general establi au siege de chacune recepte generale ainsi qu'il est porté par ceste nostre presente ordonnance.

19 E T au surplus auons enioint & enioignons ausdits Thresoriers generaux, & à tous noz Officiers de noz finances d'observer & garder estroitement toutes les ordonnances par cy deuant faites, tant à Coignac que ailleurs pour le fait de nosdites finances, & reddition des comptes de nosdits Officiers comptables, fors & reserué en ce où il sera derogé par ladite presente ordonnance.

20 A V O N S ordonné & enioint, ordonnons & enioignons ausdits Thresoriers, & generaux anciens, & par cy deuant creetz, de bailler à ceux qui seront par nous pourueus desdites Thresorerics, & generalitez nouvellement creetz, & qui ne seront par eux optez, & retenus, les doubles deuëment collationnez aux originaux, des estats, registres & departemens qui leur seront necessaires, pour les instruire, & auoir cognoissance de la valeur des receptes, & charges comptables qui seront du ressort de la recepte generale, en laquelle ils seront respectiuellement establis: en sorte & maniere que chacun d'eux tant ancien que de nouveau créé, puisse particulièrement & diuisement exercer sa charge, & faire dresser l'estat de ce que son receueur general aura à recevoir, & de ce que chacun receueur particulier luy deura payer, & faire & dresser toutes commissions necessaires. Et à la fin de chacune annee faire l'estat au vray dudit receueur particulier, ou autres Officiers comptables de sa charge, pour iceul rendre sur son court.

21 L E S D I T S Thresoriers de France & generaux anciens, ensemble le general de Bretagne auroit, & prendront leur vie durant, & tant qu'ils tiendront leurdits offices, les gages, pensions, & biensfaits qu'ils ont de present, à cause de leurdits offices, à la charge toutesfoies d'accomplir les choses contenues en cédites presentes, & en faire apparoir par leurdits procez verbaux. Et opteront pour leur Thresorerie & generalité tel siege de recepte generale de leur ressort & estendue qu'ils voudront. Et à faire ladite option, ledit Thresorier sera preferé au general, comme estant le premier, & plus ancien Officier créé. Et apres que lesdits quatre Thresoriers generaux auront opté, nous pouruoirons de tels personnages que bon nous semblera aux six autres offices, de Thresoriers generaux establis en chacune des autres receptes generales, lesquelles n'auront esté ainsi chargees & optees.

22. C H A C U N desdits Thresoriers generaux nouvellement créé, qui sera par nous pourueu desdits offices esdits sieges non optez, ensemble leurs successeurs ausdits offices, auront, & prendront la somme de deux mil cinq cens liures tournois par chacun an pour leurs gages & cheuauchees, auec les droits & preeminences, priuileges, franchises, libertez, honneur & pouuoirs cy deuant dits, dont ont vü, & vüent encores de present lesdits Thresoriers de France, & generaux anciens, & qui d'auantage leur sont attribuez par la presente creation & erection. Et desquels gages & cheuauchees nous entendons, voulons & ordonnons qu'ils soyent payez par chacun quartier par leur receueur general establi en leur Thresorerie & generalité en vertu de ce present edict, & par leurs simples quittances, rapportans lesquelles auec lesdits procez verbaux, dont ils sont chargez, nous voulons lesdits gages estre passez & allouez es comptes desdits receueurs respectiuellement par noz amez & feaux les gens de noz comptes.

23 T O V T E S & quantesfoies que lesdits Thresoriers de France, & generalitez anciennes, ensemble celle de Bretagne, ou aucunes d'icelles vaqueront, soit par mort, resignation, ou forfaiture, les gages, pensions, & biensfaits qu'ils prennent de present & à eux delaissez pour leur vie durant par ceste nostre presente ordonnance, creation & erection, soyent lors reduits à ladite somme de deux mil cinq cens liures tournois, pour chacun d'eux, & aussi voulons que là où nous aurions accordé par cy deuant aucunes suruiuances d'aucunes desdites Thresorerics de France, & generalitez, que lesdites suruiuances auroient lieu par le regard du siege, qui sera opté par iceul qui aura resigné à ladite suruiuance. Et à la charge aussi, que quand le tiltre d'aucun desdits offices reseruez & resigné à suruiuance, sera deuolu à celui qui en a la reserue & suruiuance, qu'il ne prendra plus que ladite somme de deux mil cinq cens liures tournois pour tous gages, biensfaits & cheuauchees que les nouveaux creetz.

24 P O U R C E que le general de noz finances establi en Guyenne, qui demeurera par ceste nostre dite ordonnance establi au siege & ressort de la recepte generale d'Agen au tiltre & generalité du Thresorier general de nosdites finances, n'a eu par cy deuant, & n'a de present que quinze cens liures tournois de gages par chacun an semblablement le general de noz finances en Bourgongne & Bresse, qui demeure semblablement establi au siege & ressort de la recepte generale de Dijon, n'a que la somme de seize cens liures tournois pour gages & pension aussi par chacun an: A ceste cause, & pour les egaler, & rendre tous pareils, auons ordonné & ordonnons, que chacü desdits Thresoriers de Guyenne & Bourgongne aura, prendra & perceura d'oresnauant par chacun an pareille somme de deux mil cinq cens liures tournois, pour gages & cheuauchees. Et neantmoins auons pareillement ordonné que lesdits Thresoriers de France generaux & anciens, semblablement ceux de Guyenne, Bretagne, & Bourgongne, & pareillement ceux qui seront pourueus desdits offices de Thresoriers generaux nouvelle-

nouvellement creéz, seront tenus prendre lettres de nous respectiuellement, tant du lieu où ils demeureront establis, suyuant leur opinion : que de leur prouision & augmentation de gages, & autres graces que nous entendons faire à aucuns d'eux tant anciens que nouueaux : & iusques à ce ne iourront respectiuellement de leursdits gages anciens ne de ceux qui leur seront baillez à aucun d'eux en creué & augmentation.

25 Et au regard de l'office de general, & du corps & college de la chambre de nöz comptes, establis à Bloys : & iouz l'autorité desquels se regissent & gouuernent les terres & Seigneuries qui ont appartenu au Duc d'Orleans, noz predecesseurs qui ne sont de l'appennage de France pour bonnes & grandes causes, auons voulu & ordonné, voulons & ordonnons, qu'elles demeurent establies ainsi que elles ont esté par cy deuant, & sont encores de present, avec toute cour & iurisdiction ressort & cognoissance qui leur a appartenu & appartient, & que leurs gages, droits pensions & biensfaits tels que ils les ont de present, leur seront continuez & entretenus.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux les gens de noz cours de Parlement, &c. Donné à Bloys au mois de Ianuier, l'an de grace mil cinq cens cinquante & vi : & de nostre regne le cinquiesme. Signé, HENRY. Et au dessouz, Visa. Par le Roy estant en son conseil. BURGENSES. Estseelées en laqs de soye du grand seau de cire verte.

Lecta, publicata & registrata, audito & requirente Procuratore generali Regis, quantum attinet ad domanium Regis duntaxat. Actum Parisius in Parlamento, vndecima die Februarij, anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo primo. Signé, DV TILLET.

Lecta, publicata & registrata, audito & requirente Procuratore generali Regis in camera computorum dicti domini, prout in registro cauetur, vigesima septima die Februarij, anno supradicto. Sic signatum.

CHEVALIER.

Lecta, publicata & registrata in camera thesauri domini nostri Regis, audito & requirente Procuratore dicti domini quantum ad domanium eius duntaxat, & prout in registro dictæ camere cautum est, vigesima nona & vltima die Februarij, anno supradicto. Sic signatum, DV FRESNOY.

L'augmentation du pouuoir & autorité des Thresoriers & generaux des finances.

V.
Idem 1552. **H**ENRY par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Comme noz amez & feaux les Thresoriers generaux de noz finances se soyent puis n'agrees retirez par deuers nous, & nous ayent pour le bien commun & vtilité de nostre Royaume remonsté qu'il est besoing pouruoir à plusieurs choses concernans le fait de leurs charges, à fin de les reduire en bon ordre, reiglement & police, & sur ce exposé les points & articles qui sensuyent : Et premierement, que les Setgens de noz aides & tailles, toutesfois & quantes qu'ils ont eu departement certain & limité pour faire les executions & contraintes de nosdites aides & tailles, au lieu de faire leur deuoir & diligence, composent, abonnent & rançonnent noz suiets : & au moyen d'aucuns presens qu'ils exigent, retardent noz deniers, ou bien par trop grand' cognoissance & familiarité les supportent indeuement.

Item, qu'ils ont trouué aux estats de noz finances plusieurs biensfaits & pensions, les vnes donnees aux Officiers ordinaires de nostre Royaume, par forme de creué & augmentation de gages, les autres donnees pour causes piteuses & gens de religion & hospitaux, & les autres pour consideration de seruice, en termes generaux & communs, ou faueur de mariages : aussi ont trouué que nous & noz predecesseurs ont fait la plus grande partie desdits biensfaits, en alienant & mettant hors de leurs mains plusieurs maisons, chasteaux, pieces & membres de nostre domaine : nous requerant vouloit interpreter, si nous auons entendu & entendons par l'edict^a de leur creation, que telles pensions & biensfaits se rabattent & deduisent par eux de la premiere valeur de noz finances, comme charges ordinaires : ou bien si pour en auoir ordinairement, & de iour en iour claire cognoissance, ils soyent remis à nous d'an en an, pour les faire payer ou en ordonner comme bon nous semblera.

a) C'est l'Edict qui est au chap. precedent.

Item, qu'il leur semble plus vrile que compositio se face avec les receueurs particuliers : Officiers comptables, & toutes autres personnes ayans maniemment de noz finances, pour apporter à leurs cousts, despès, perils & fortunes les deniers de leurs charges en noz receptes generales, que d'enuoyer Clercs & commis vêts eux pour le recouurement desdits deniers par lesdits receueurs generaux.

Item, que quelques eniunctions qu'ayons cy deuant faites aux receueurs generaux de nosdites finances, nosdits Thresoriers generaux ne sont aduettis par eux des iours que lesdits Clercs parent pour aller ausdits recouuremens, ne du iour qu'ils s'en retournent, quelles sommes ils ont apportees, en quelles especes, de qui, quand, & de quelle qualité sont distinctement lesdits deniers, soyent ordinaires ou extraordinaires, & ne leur en baillent les estats de quartier en quartier.

Item, que combien que toutes lettres, mandemens & commissions par nous decernees pour le fait de noz finances, leur doyent estre portees & mises en leurs mains, pour iceux executer ou enuoyer à ceux ausquels l'execution s'en adresse : ce neantmoins par inaduerterance ou autrement, aucunes ont esté mises es mains desdits receueurs generaux ou autres personnes, ausquelles il n'appartenoit, & ne se doit faire, pour en faire l'enuoy & distribution.

Item, que de tout temps & ancienneté en toutes assemblees, & conuocations, adressees de lettres, nosdits Thresoriers generaux qui tepresentent pour le iourd'huy les quatre anciens Thresoriers

de France & generaux de noz finances, ont esté preferez & ont precedé noz Maistres d'hostel ordinaires, Maistres des comptes, Conseillers de noz cours de Parlement, Baillifs & Seneschaux: ce néamoins esdites conuocations, assembles & adressees, & sans ce que nosdites cours chambres de nosdits comptes soyent collegialement nommées ou assembles, ou leur soyent nosdites lettres adressees, ont esté & sont par erreur nosdits Thresoriers generaux postposez aux dessusdits, contre leur ancienne dignité, rang & ordre.

ITEM, que les gens de nosdits comptes ont en faisant publication de leurdit edict, & en restrainant iceluy, ordonné que nosdits Thresoriers generaux ne feront & assigneront d'oresnauant aucune taxation, sinon sur le receueur general de noz finances, chacun en son siege, contre la liberté & faculté, dont ils ont accoustumé vïer par cy deuant, & aussi que faisant leurs cheuachees, & pour la confection des estats des receueurs particuliers, & autres affaires suruenus au fait de leurs charges, il leur conuient faire taxation en lieux & à personnes qui seroyent grandement trauaillez de venir querir leurs deniers es sieges desdites receptes generales.

ITEM, nous ont remonstré nosdits Thresoriers generaux, que par ledit edict nous auons ordonné qu'ils n'auroient aucunes taxations ne vacations outre leurs gages, pour les commissions qu'ils executeroient au dedés de leurdites charges: & que nostre plaisir fust auoir esgard par cy apres à leur en ordonner quelque somme outre leurdits gages, selon le merite de l'execution desdites commissions, & le temps qu'ils pourroyent vaquer hors les villes & lieux des sieges esquels ils seront tenus faire leur residée, & où sont establis lesdits sieges: aussi nous ont supplié leur distraire quelque temps, & bailler quelque vacation de leur cōtinuelle residence, pendā lequel ils pourroyent pouruoir & dōner ordre à leurs affaires priuez & particuliers, qu'ils ont hors les destroits de leurdites thresoreries & generalitez.

ITEM, qu'il ne leur est necessaire auoir prefixion du temps pour faire leurs visitations & cheuachees, mesmes es mois de Ianuier, Feurier & Mars, qui est saison indisposée: & que nostre plaisir fust remettre lesdites visitations & cheuachees, en tel temps qu'ils voudront choisir, & qu'il leur sembleroit plus à propos, tant pour noz affaires & seruice, que pour leur commodité & aisance.

ITEM, que les gens de noz comptes & generaux de la iustice de noz aides respectiuelement ne leur baillent rang & place honorable à leurs bureaux, & ne leur permettent y auoir voix deliberatiue, & opinion, ainsi que nosdits Thresoriers generaux pretendent que les quatre anciens Thresoriers de France & generaux des finances, instar desquels ils sont creez, ont eu par cy deuant.

ITEM, que par le departement qui se fait pour la necessité de la guerre, de la contribution de la solde de cinquante mil hommes de pied, qui se leue sur les habitans des villes closes: plusieurs d'icelles villes en portent si petite part & portion, que les despens que les habitans d'icelles villes font à porter les deniers de leurdites cortisations en nosdites receptes generales, sont plus grans & excedent souuent le principal de leurdites cortisations.

ITEM, qu'il est besoin & necessaire, à ce que par ce moyen nous puissions auoir claire cognoissance de l'estat de noz finances, que les Receueurs generaux d'icelles, si tost que chacune annee sera expirée, leur baillent l'estat de leur recepte & despense: & que sur ladite despense, il leur exhibent les quittaices & mandemens portans quittance du Thresorier de nostre espargne, & autres acquits, mandemens & quitrances qui peuent seruir à la verification de leurdite despense.

ITEM, qu'il seroit vtile & profitable que tous deniers de plusieurs lots, ventes, aubeines, reliefs, rachepts, quintes, requints, & autres droits Seigneuriaux, amendes, forfaitures, confiscations & tous deniers casuels, fussent employez aux rachepts de noz domaines, aides, & autres engagemens: ou bien aux reparations & entretenemens de noz maisons, places & chasteaux.

ITEM, qu'aucuns d'eux depuis la creation & institution desdits offices de Thresoriers generaux, n'ont peu au moyen des autres occupations qu'ils ont eu pour nostre seruice, faire communication les vns avec autres des papiers, estats & registres seruans à leur instruction, comme leur estoit mandé par nostredit edict: ou pour ce que les aucuns d'eux ont esté pourueus si tard de leurdits offices, que l'annee à present courant s'est trouuee fort auacée & anticipée: au moyen dequoy soit necessaire que les quatre Thresoriers de France anciens fissent les estats des receptes ordinaires de noz domaines de ceste presente annee, & iusques aux derniers iours & termes inclus en icelle: & ensemble les anciens generaux de noz finances feroient les estats de leurs charges chacun en son regard, ainsi qu'ils auoyent accoustumé. Et ce pour ceste dite annee, finissant le dernier iour de Decēbre, prochain venā seulement.

ITEM, que depuis l'establissement de noz sieges presidiaux, plusieurs de noz Baillifs, Seneschaux, & Magistrats desdits sieges, leur ont requis accommoder, & faire aucunes petites reparations & decorer les lieux de nostre iustice: & aussi noz Greffiers d'appaux de leur administrer logis & estudes pour retirer leurs personnes & sacs, au dedans du pourpris & ceinture de nosdites cours Palays & auditoires, ou bien au plus pres d'iceux que faire se pourra, suyuant l'edict par nous cy deuant fait sur ce.

ITEM, nous ont nosdits Thresoriers generaux pareillement dit & remonstré, qu'aucunes alienations de nostre domaine, aides, tailles, gabelles & autre reuenu, que nous & noz predecesseurs auons esté contrains faire pour la ruition & defense de nostredit Royaume, ont esté faites à si vil prix, & avec si petite cōsideration & telles surprises, que l'on a compris au fort principal desdits engagemens plusieurs debtes creés pour vendition de bagues, joyaux, parties d'argenterie & autres choses non necessaires, sur lesquelles les acquereurs ou ceux dont ils auroient le droit: auoyent fait grand gain profit &

fit & vsure, combien qu'il ne soit permis & loisible faire desdites alienations, sinon pour deniers baillez manuellement contens, & pour les affaires de la guerre. Semblablement nous ont remonstré qu'aucunes pieces, membres, greffes & portions de nostre domaine, desquels noz receueurs faisoient recepte, qui sont de present baillez en engagemens, heritage, ou tiltre d'offices, & aussi les fermes de noz aides ou gabelles, anciennes que dit est, sont auioird'huy paruenus à tel profit, & à si grãd reuenu, que le fruit & reuenu en peu de temps & d'annees excède & est plus grãd que le fort principal, tellement qu'il se trouuera plusieurs personnes qui prendront à ferme lesdits greffes, membres, pieces & portios de nostredit domaine, aides & gabelles, ainsi alienees pour dix ou douze anne'es ou autre moindre temps, à la charge de rembourser preallablement lesdits acquereurs de leur fort principal, & loyaux cousts: & à la fin du temps de leurdites fermes remettre & delaisser en noz mains franchement & quittement lesdites choses ainsi alienees, lesquelles en ce faisant seront reünies & remises en nostredit domaine, & en rentrerons en pleine & entiere iouissance, sans aucune chose en rembourser.

ITEM, que nostre bon plaisir & vouloir fust attribuer à eux & à leurs successeurs esdits offices, le tiltre & qualité de Thresorier de France, & generaux de noz finances en la charge, & generalité en laquelle chacun d'eux sont respectiuellement establis.

ITEM, nous auoyent nosdits Thresoriers generaux remonstré, qu'aucuns des Commissaires par nous ordonnez pour faire l'establissement des sieges presidiaux, n'auoyent obserué la forme d'imposer l'octroy, consenti & accordé pour satisfaire aux gages des Magistrats desdits sieges entant que les aucuns n'auoyent fait porter vniuersellement les deniers dudit octroy aux habitans & estrangers qui se ressentent de la benesice & etablissement desdits sieges, & de l'abbreuiation de iustice.

ITEM, que les fermiers qui ont prins de nous à ferme le reuenu de noz magazins, ne satisfont aucunement aux charges, aufquelles ils ont prins leurdites fermes, & sont defaillans d'icelles payer, aux termes qu'ils doyuent fournir leurs greniers de sel, composent, & commettent plusieurs grans & infinis abus

1. P O U R aufquelles choses pouruoir auons par l'aduis & deliberation des gens de nostre conseil priué, voulu, statué & ordonné, voulons statuons & ordonnons ce qui ensuit: Et premierement, que les receueurs de noz aides & ralles pourront par chacun quartier, niuer & changer si bon leur semble, les departemens des Sergens de nosdits aides & tailles en sorte & maniere que celly qui aura vaqué aux executions qu'il aura cōuenu faire en l'un des endroits ou quartiers de ladite recepte, pour faire apporter és mains de nosdits receueurs noz deniers, dont les termes de payemens serōt escheus, n'i sera enuoyé, ne pourra vacquer au mesme endroit pour les deniers qui nous serōt deus pour le terme & quartier ensuyuant.

2. T O U T S & chacunes les pensions donnees & concedes d'ancienneté à noz Officiers ordinaires pour raison de l'exercice de leurdits offices & supplément de leurs gages ou donnees à autres personnes à raison d'offices esteintes & supprimees leur seront payees & continuees. Et semblablement seront payez les dons pensions & biensfaits faits à hospitaux & gens de religion, pour l'entretienement du service diuin, & subuenir à leur pauureté & necessité, & autres ceures piteuses & ainsi qu'il leur font ordonnez. Et au reste voulons & entendons qu'au commencement pour le temps de chacune annee, & à commencer en l'annee prochaine, nous soyent enuoyez par chascun de noz Thresoriers generaux respectiuellement, estats particuliers & au vray, signez de leurs mains de tous dons biensfaits que nous & noz predecesseurs auons faits, en alienāt & mettant hors noz mains (soit à vie ou autre temps) des pieces, membres & portions de nostre domaine, la valeur annuelle d'iceux, les noms & surnoms de ceux qui en iouyssent & les causes auquel estat aussi ils seront chapitre à part des dons, pensions & biensfaits que nous ou nosdits predecesseurs auons faits sur nosdits domaines aides gabelles & autres reuenus, limitez & restraints à sommes d'argent, lesquels sont diminuez & rabbatus de la premiere valeur de noz finances & laisseront iouyr les donataires desdits domaines, aides ou gabelles, & perceuans lesdits biensfaits, dons ou pensions, iusques à ce qu'ils ayent receu autre estat signé de nous, ou de l'un de noz Secretaires de noz finances, declaratif de noz vouloir & intention, sur la iouissance que nous entendons que lesdits donateurs & perceuans dons, pensions, & biensfaits de nous, sur lesdits domaine, aides & gabelles, en ayent par chacun an. En quoy n'entendons aucunement estre compris ceux qui iouyssent desdits domaines, gabelles & autre nostre reuenu, pour engagement & pour prix d'argent receu d'iceux. Et seront enuoyez par chacun an aux gens de noz comptes les doubles desdits estats, à ce qu'ils ayent cognoissance, fil y aura aucune transgression & iouissance desdites choses contre nostre vouloir & intention.

3. A V O N S ordonné & ordonnons, que d'oresnauant à commencer au premier iour de Ianuier, prochainement venant, tous noz receueurs de noz domaines, aides, tailles, equivalets, fermiers & tous autres Officiers comptables, estans és limites & ressort de chacune de noz receptes generales, & autres personnes qui y seront demourans, lesquels ont ou auront cy apres à fournir & bailler deniers de noz finances esdites receptes generales, chacun en son regard, soit qu'ils procedent de nosdites finances ordinaires ou extraordinaires, decimes cōtributions de villes, & autres quelconques: suyuant & ainsi qu'il est contenu en l'ordonnance faite à Congnac, le vij. iour de Septembre, mil cinq cens quarante deux, apporterōt és lieux & villes esquelles sont establies nosdites receptes generales, à leurs perils & fortunes, & mettrōt respectiuellement par chascun terme ou quartier és mains de noz receueurs generaux,

tous & chacuns les deniers & valeurs de leurs receptes & fermes, dont aura esté fait estat audit receueur general: sauf toutesfoies que chacun de nosdits Thresoriers generaux, pour le regard de sa charge appellé avec luy l'un des Maistres de noz comptes, és lieux où y à chambre des comptes, & és autres lieux, l'un de noz Juges ordinaires, presens respectiuellement noz Procureurs, compofera ou fera taxe raisonnable, si faite n'a esté, à ceux de nosdits receueurs, fermiers ou autres personnes qui n'estoyent suiets au port desdits deniers, & à ce que dessus, au parauant nostre presente ordonnance, de la somme qu'ils trouueront raisonnable pour lesdits frais & voitures par chacun quartier & terme que les payemens de nosdits deniers escherrent, & laquelle composition ainsi faite nous auons dès à present comme pour lors, eue & auons pour agreable, & icelle validee & authorisee, validons & autorisons par ces presentes, comme si elle auoit esté, & estoit faite par nous mesmes & par noz acquits & mandemens, demourant au surplus nostredit edict faict à Congnac, en sa force & vertu.

4 A la fin de chacun quartier, chacun de nosdits receueurs generaux baillera à chacun de nosdits receueurs generaux l'estat de sa recepte & despense dudit quartier escheu: & aduerrira nostre dit Thresorier general des mandemens portans quittances leuez sur luy par le Thresorier de nostre espargne, ou autres mandemens, acquits & rescriptions dudit Thresorier de nostre espargne, & à la fin dudit estat fera declaration separément en vn chapitre distinct, des restes qui luy sont deus, & par qui, à fin que nostredit Thresorier general y puisse pouruoir.

5 T O V S mandemens, lettres patentes & commissions, concernans le faict de noz finances, dont l'exécution se deura faire au dedans la charge de chacun de nosdits Thresoriers generaux, soit que ladite execution s'adresse à eux ou à autres noz Officiers & personnes, leur seront enuoyees & portees pour les tenir, si l'exécution depend d'eux, ou les distribuer & enuoyer à nosdits Officiers, ou autres personnes, auxquels l'adresse & execution en fera commise.

6 E N toutes adresses de lettres, de commissions & mandemens, parties assemblees, & conuocation, nosdits Thresoriers seront preserez & procederont en ordre, rang & assiette, nous Maistres d'hôtel, eschançons, panetiers & valets tranchans, & les personnes singulieres des Maistres de noz comptes, & de noz Conseillers en noz cours de Parlement, ceux de la iustice de noz aides, & de nostre thresor. Pourueu toutesfoies que nosdites cours & chambre de noz comptes ne soyent collegialement assemblez: auquel cas les colleges de nosdites cours de Parlement, chambre de noz comptes & generaux de la iustice, procederont nosdits Thresoriers generaux: aussi Presidens de nosdites cours, chambre des comptes, & des generaux de nostre iustice & monnoyes, procederont nosdits Thresoriers generaux.

7 N O S D I T S Thresoriers generaux pourront faire les taxations ainsi, & pour les sommes qu'ils ont accoustumé & iouxe le pouuoir qu'ils en ont, & icelles assigner sur les receueurs particuliers de leurs charges: pourueu toutesfoies que lesdites taxations soyent faites ausdits receueurs particuliers, ou autres Officiers dont les gages sont employez en leurs estats ou pour affaires dependans de leurs estats & offices. Et quant à celles qui seront faites pour autres causes & qui concerneront autres noz affaires: nous voulons & entendons qu'elles soyent faites sur noz receueurs generaux de chacune charge, sans ce qu'iceux nosdits Thresoriers generaux puissent icelles assigner & faire payer sur autres noz receueurs & comptables, que ceux de leur ressort & departement. Et seront tenus nosdits Thresoriers generaux en la fin de leur procez verbaux qu'ils seront tenus enuoyer en nostre chambre des comptes, faire estat & declaration de toutes lesdites taxations qu'ils auront faites par chacune annee, soit sur receueurs generaux ou particuliers.

8 N O S D I T S Thresoriers generaux suyuant l'edict de leur creation n'auront aucunes taxations ou salaires pour l'exécution des commissions & autres affaires auxquels ils vaqueront au dedans des destroits & limites de leur dite Thresorerie generale: sauf toutesfoies à nous à vser d'autres biensfaits enuers eux, selon le merite de leurs seruiques. Et au regard de la remonstrance qu'ils nous ont fait à fin de les descharger en partie de la continuelle residence, à laquelle nous les auons adstrains par nostre edict: nous auons esgard à icelle, leur auons permis & permettons vaquer hors le temps de guerre & necessité d'affaires, & durant le mois d'Octobre, Novembre & Decembre, en leurs priuez & particuliers affaires, soit en leurs maisons ou ailleurs, où bon leur semblera, hors, les limites & estenduë de leur dites charges: pourueu qu'ils fassent trestrestitoement leur residence le surplus du temps, & que ils commettront en leurs lieux & places, durant lesdits mois d'Octobre Novembre & Decembre, quelque personnage notable, resleant & de bonne vie, dont ils seront responsables: lequel durant leur dite absence fera procez verbal, executera & accomplira toutes & chacunes les choses qui leur sont prescrites par l'edict de leur dite creation, & comme feroient ou faire pourroyent s'ils estoient en personne, & en feront apparoir à noz gens des comptes: lesquels autrement n'alloueront leurs gages, cheuauchees & biensfaits, en quelque façon & maniere que ce soit, quelque dispense qu'ils ayent ou puissent obtenir de nous.

9 N O V S leur auons permis & permettons faire leurs visitatiōs & cheuauchees au dedans de leur dites charges, chacun en regard en tel temps & saison qu'ils verront estre plus à propos, pour l'utilité de noz affaires: en commettant aussi toutesfoies par eux durant le temps de leur absence que pourra durer leur sejour esdites cheuauchees, comme dit est cy dessus, & ainsi qu'ordonné leur est par ledit edict de leur dite creation.

10 VOVLONS & entendons que nosdits Thresoriers generaux ayent és bureaux de nostre chambre des comptes, iustice, de noz aides à Paris, & autres lieux où il y à pareils colleges & iurisdiccions, l'assistance, ordre, rang & place honorable, voix & opinion deliberative, selon & ainsi que les quatre anciens Thresoriers de France, & generaux de noz finances en ont cy deuant vié & pareillement quād nosdits Thresoriers generaux iront à noz cours de Parlement, & que sera à iour d'audience, ils auront lieu & siege au rang des Baillifs & Seneschaux, & au dessus d'eux. Et si c'est à huis clos, & qu'ils soyent mandez : ou qu'ils auront affaire pour noz affaires, les gens de nostredite cour leur bailleront lieu & place honorable, selon leur dignité comme eux & leurs predecesseurs ont accoustumé.

11 CHACVNE annee expiree & vn mois apres icelle escheuë, chacun de noz receueurs generaux sera tenu bailler estat entier & au vray à son Thresorier general, de toute la recepte & despenſe de ladite annee expiree, & à luy exhiber (si besoin est & ſommez en ſont) acquits ſeruans à la verification de ſadite recepte & despenſe : & iceluy estat veu & examiné ſommairement, nosdits Thresorier general & receueur general en chacun de nosdites receptes generales, ſeront tenus en enuoyer vn ſigné d'eux deux : & vn autre ſemblable aux gens de nostre conseil priué & qu'en iceux ſeront declarez les non valeurs, ſi aucunes en y a, les cauſes pour quoy ſont aduenues, & quelles diligences ont eſté faites pour les recouurer.

12 VOVLONS & ordonnons que tous deniers caſuels, lots, ventes, aubeines, reliefs, rachaps, quintes & requints, & autres droits Seigneuriaux, amendes des iurisdiccions ordinaires, forfaitures & confiscations, & tous autres de ſemblable nature ſoyent désormais employez aux fraix de iustice, reparation & entretenement de noz maiſons, places & chasteaux, ou au rachat de nostre domaine : nonobſtant quelques dons & mandemens que nous en puiffions faire cy apres : en mandant & commettant tref-expreſſément à nosdits Thresoriers generaux, de ne verifier d'oreſnauant aucuns acquits & dons qui ſoyent faits en termes generaux.

13 AVONS ordonné & ordonnons que pour l'annee à preſent courant, les quatre anciens Thresoriers de France ſeront les eſtats de tous les receueurs ordinaires de leurs charges, ſelon leurs limites & departemens anciens, juſques aux derniers iours & termes qu'ont accoustumé finir leſdites receptes ordinaires qui ſe trouueront incluſs en ceste dite preſente annee. Et en ſemblable, les anciens generaux de noz finances, les eſtats des Receueurs de noz aides, tailles, & autres Officiers comptables de leurs charges : & ce pour ceſte fois ſeulement, & ſans ce qu'il ſoit tiré à conſequence pour les autres annees ſuſſequentes, eſquelles nous entendons l'edict de la creation de nosdits Thresoriers generaux eſtre entretenu, & les eſtats de nosdits Officiers comptables eſtre par eux reſpectiuement faits chacun en leurs limites, ſelon que contenu eſt par noſtre dit edict de leur dite creation.

14 VOVLONS & ordonnons que nosdits Thresoriers generaux pouruoient aux reparations & decorations neceſſaires des lieux eſquels auons eſtabli noz ſieges preſidiaux, & ce des deniers des amendes prouenant de la iurisdiction preſidiale, attribuee tant en dernier reſſort, que prouiſion, par les edicts de la creation : ſur leſquels deniers auſſi nous entendons que nosdits Thresoriers generaux pouruoient aux Greffiers d'appaux de chambres & d'eſtudes pour retirer commodément leurs perſonnes, Clercs, ſacs, regiſtres & papiers au dedans du pourpris & ceinture de noz Palays & auditories de chacun deſdits ſieges preſidiaux, ou bien les accommoder de maiſons de louage, pour l'exercice de leurſdites charges, & au plus pres deſdits auditories, que bonnement faire ſe pourra.

15 POUVE qu'il n'eſt rien ſi ſauorable que retirer & reünir à nostre domaine les pieces, membres & portions qui en ont eſté diſtraites & deſmembrees, auons voulu & ordonné, voulons & ordonnons, ſuyuant ce qui nous a eſté remonſtré par nosdits Thresoriers generaux, qu'appellez reſpectiue-ment noz Procureurs en la iurisdiction ordinaire, ou ſur le fait de noz aides, & chacun d'eux pour le regard de leurs charges, ils facent proclamer le bail à ferme des pieces, membres & portions de nostre domaine, greſſes qui ne ſont en tiltre d'office, aides & gabelles, & tout autre reuenue & choſes alienees ou engagees à rachept perpetuel. Et où ils trouueront preneurs, fermiers & encheriſſeurs qui voudront rembourſer le ſort du principal & loyaux couſts d'icelles alienations auſdits achepteurs, à la charge de iouyr par leſdits preneurs du reuenue deſdites choſes ainſi alienees, au tiltre deſſuſdit, juſques au temps & terme de douze ans ou enuiron, ou autre moindre temps, & au deſſouz qu'il ſera conuenue & accordé par nosdits Thresoriers generaux, nosdits Procureurs preſens & conſentans chacun en ſon endroit & regard : & auſſi à la charge qu'apres que ledit temps de douze ans ou autre moindre temps conuenue & accordé, ſera paſſé & expiré, icelles pieces & membres de noſtre dit domaine, aides, gabelles, fermes & choſes alienees, ſeront reünis & retourneront franchement à la table de noſtre dit domaine & couronne, ainſi qu'elles auoyent eſté au parauant, & ſans aucune choſe en debourſer par nous : en ce cas nous auons permis, & permettons à nosdits Thresoriers generaux, preſens nosdits Procureurs, chacun en ſon regard, de faire bail, deliurâce & adjudicatiō audit tiltre de ferme, pour ledit temps & terme de douze ans, & au deſſouz, deſdites choſes ainſi alienees, & aux charges deſſuſdites : leſquels baux qui auront ainſi eſté & ſeront par eux faits, nous auons des à preſent comme pour lors validez & authoriſez, validons & authoriſons par ceſdites preſentes.

16 SVYVANT autre remonſtrance à nous faite par nosdits Thresoriers generaux, auons voulu ſtatué, & ordonné, voulons, ſtatutions & ordonnons qu'ils facent à ſon de trompe & cri public par affiches ou adiournemens, appeller par deuant eux tous ceux & celles qui tiennent poſſeſſent & occupent

Domaine.

aucunes pieces membres, greffes qui ne sont en offices & autres portions de nostredit domaine, & de nostre couronne, ensemble de noz aydes, fermes, gabelles & reuenus, le tout audit tiltre de rachept & remeré perpetuel, selon les venditions qui en ont esté faites par nous ou noz predecesseurs, ou les Commissaires à ce deputez, qu'ils ayent à informer nosdits Thresoriers generaux & Procureurs respectivement des tiltres par escrit, auxquels ils les possèdent, & quelle somme lestdits choses leur valent par chacun an, soit qu'ils la tiennent en leurs mains, & en vident pour leur viure, ou qu'ils en ayent ferme loyer ou pension d'argent : auquel cas ils seront tenus exhiber à nosdits Thresoriers generaux & Procureurs, chacun en son regard, les cōtraicts de leurs fermes, & affermer que lestdits tiltres & baux à ferme contiennent verité sans simulation & desguisement, ou contre lettre, pacte conuention, tradition d'argēt ou promesse d'en bailler, ou chose equipollent, outre ce qui est contenu par la lettre dudit bail ferme ainsi exhibee, & qu'ils pourront verifier par les fermiers desdites choses alienees, & ce que par eux leur en sera depose, dit & administré.

17 Si ce sont domaines, ou greffes qui ne sont en tiltres d'offices, aydes, fermes, ou gabelles, ou autres choses engagees par nous & noz predecesseurs ou commissaires à ce deputez : verifieront nosdits Thresoriers generaux, nosdits Procureurs presens, quelles sommes lestdits acquireurs en ont baillies & deboursees, & es mains de quel Officier comptable elle est tombee, & s'en feront exhiber les quittances, & autres verifications valables.

18 INTERROGERONT nosdits Thresoriers generaux, nosdits Procureurs aussi presens, lestdits acquireurs, ou ayans cause d'eux, si lestdites sommes ont esté reallement & actuellement baillies en pecune nombree, & si ce a esté pour les affaires & defenses de nostre Royaume, & causes contenues es edicts sur ce faits, & souz couleur desquels ils ont esté publiez en noz cours de Parlement, chambres de noz comptes & ailleurs.

19 ITEM, les interrogueront aussi, si par moyen, ou sans moyen il leur aura point esté precompté sur le sort principal dudit engagement, quelques debtes ou autres sommes de deniers qu'ils ayent pretendu leur estre deu, & dont il eust esté leuē acquit, & baillé assignation sur le reuenue ordinaire de nostre Royaume, ou sur le reuenue ordinaire de nostre domaine, aydes, gabelles, fermes & autres choses engagees pour la necessité & defense de nostredit Royaume.

20 ITEM, si confusement lestdits acheteurs ont baillé deniers contens, & en sort principal, ou pour partie d'iceluy, de rachept de nosdits domaines, aydes, fermes, gabelles ou autres choses, lestdits acquits leuez pour leur payement de leurdites debtes, & leuez quittances au Receueurs generaux ou Thresorier de nostre espargne, ou autres Officiers comptables, es mains desquels par moyens, ou sans moyen, deuoyent tomber les deniers desdits engagements.

21 ITEM, si les debtes qui leur ont esté precomptees, & pour lesquelles lestdits acquits auroyent esté leuez, & assignation baillie, estoient pour deniers bailliez & nombrez contens, pour le bien & defense du Royaume, ou pour munition de guerre, ou legz testamentaires, & dons faits, fait en remuneration de seruite par nous ou noz predecesseurs : esquels cas entendons lestdits cōtraicts & alienations demeurer en leur force & vertu. Sauf toutesfoys que s'il se trouuoit fermiers qui vouluissent prendre les choses engagees aux tiltres dessusdits, rembourser les acquireurs, & accomplir les charges & conditions deuant dites, nosdits Thresoriers generaux en pourront faire bail pour le temps & ainsi que des autres choses, desquelles leur auons permis & ordonné le bail.

22 ITEM, si au contraire du contenu au precedent article lestdites debtes estoient crees, pour bagues, ioyaux, tapissieries, partie d'argenterie, draps d'or & de soye, ou autres marchandises : premier que proceder aux interrogatoires, enioindront & signifieront nosdits Receueurs generaux ausdits acheteurs & personnes tenans & possedans lestdites choses alienees pour bagues, ioyaux, tapissieries, parties d'argenterie, draps d'or de soye, ou autres marchandises, qu'ils ayent à leur dire, affermer & declarer au vray les choses fustdites, sans rien en celer ou desguiser, & ce sur peine d'infamie, d'estre priuē des estats & offices Royaux qu'ils tiendront, perdre & cōfisque sans aucune restitution tout le droit qu'ils pourront pretendre en toutes & chacunes les choses à eux vendues & engagees, comme dit est, & le reuenue qu'ils en auront receu : seront nosdits Thresoriers generaux procez verbal de ladite signification & inonction.

23 APRES qu'il sera deuēment apparu à nosdits Thresoriers generaux & nosdits Procureurs par confession de partie, tesmoins, lettres & autres preuues & documens, que lestdites venditions & engagements, ou partie d'iceux, ont esté faits directement ou indirectement, par moyen ou sans moyē, pour cause ou vendition de bagues, ioyaux, drap d'or, de soye parties d'argenterie & autres telles marchandises : pour le payement desquels, acquits auoyent esté leuez & precomptez au sort principal desdits engagements ou partie d'iceux, & sans que la totalité d'iceluy prix ait esté baillie en pecune nombree & deniers contens en ce cas nosdits Thresoriers generaux fairsont & mettront, ou feront fairsir & mettre en nostre main lestdits domaine, aides, gabelles, & choses engagees pour semblables causes & marchandises cy deuant nommees, & iusques à la concurrence de ce qui anra esté baillé au payement, en autres especes d'argent content : & en feront prendre & recevoir le reuenue par noz Receueurs ordinaires, & de noz aides & magazins, chacun en son regard, & leur en feront estats comme des autres finances, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles, & iusques à ce qu'il en ait esté autrement ordonné & decidé par ceux de nosdits Iuges, auxquels nous attribuons la cognoissance,

la cognoissance, laissant par prouision iouyr lefdits acquerurs des choses par eux requises iusques à la concurrence de ce que monteront les deniers par eux affectuellement desboursez & baillez contents en pecune nombre, & tournez à la defence de nostre Royaume.

24 I T E M, si lefdits acquerurs, ou ayans cause d'eux, ne peuuent cōparoïr en personne, & ayēt cause legitime d'estre excusēz, nosdits Thresoriers generaux & Procureur les receuront à cōparoïr par Procureurs, en pouruoyant toutesfoys audits Procureurs de delay competent, durant lequel ils pourront aduertir leurs parties & enuoyer la copie des articles & interrogatoires cy dessus mentionnez, pour y respondre categoriquement, & satisfaire à tous les poinēts & exhibition de ce tître cy dessus contenu, pour procuracion speciale & expresse, & ladite tradition de tîtres. Et où lefdits acquerurs ou ayās cause seroyent contumax & rebelles, sans vouloir obeïr à ce que dessus, nous voulons sur deux defaux deuēment obtenus, & en vertu d'iceux, que nosdits Thresoriers generaux à la requeste de nosdits Procureurs facent saisir & receuoir, comme dit est, le reuenu desdites choses ainsi alienēes & possēdees par lefdits defaillans & contumax, nonobstant opposition. Et enioignons à nosdits Thresoriers generaux de mettre à deuē execution tout le fait desdits baux à ferme, faire diligente perquisition de noz domaines, aydes gabelles & autre reuenu baillé pour vendition de gages, ioyaux, drap d'or de foye, & partie d'argenterie, & autres semblables: & pareillement proceder aux saisies desdits domaines, aydes, gabelles, & autre reuenu vendu & engagé pour la cause susdite, le tout comme contenu est cy deuāt: & ce sur peine de nous en prendre à eux, leurs personnes & biens, au cas que defaut, negligence ou faueur se trouuaissent auoir esté prestez de leur part, & l'execution susdite retardee, & de nous desdommager des fruiēts, reuenus & emolumens que nous pourrions sur ce pouruoir, & tous autres interēsts. Et au surplus leur auons pareillement enioint & ordonné de faire procez verbal de toutes & chacunes les choses qui auront esté & seront par eux faites & executees pour le regard desdits baux à ferme, à douze ans, ou autre moindre temps pour le rachept de nosdits domaine, aydes, gabelles, ou autre nofredit reuenu, & pour raison des adiournemens interrogatoires & saisies, dont cy deuant est faite mention, iceux procez verbaux enuoyer à nous ou aux gens de nostre conseil priuē, le plus diligēment que faire se pourra: en leur enioignant y vacquer soigneusement, & sur le deu de leurs estats & offices: leur permettant ordōner & faire payer les frais necessaires pour lefdits baux à ferme adiournemēs & proclamations & choses deuant dites: lesquels seront payez par leur ordonnance par chacun de noz Receueurs generaux de noz finances respectiuelement, ou autre de noz Officiers comptables, es comptes desquels nous voulōs iceux estre passez & allouez par noz amez & feaux les gens de noz comptes, auxquels nous mandons ainsi le faire sans difficultē, en y rapportant les ordonnances de nosdits Thresoriers generaux, & les quittances des parties ou elles escherront tant seulement.

25 A V O N S voulu & ordonné, que nosdits Thresoriers generaux & leurs succēssurs en leurfdits offices ayent & prennent d'oresnauant le tître & qualité de Thresorier de France & generaux des finances, en la charge & generalité en laquelle ils & chacun d'eux sont respectiuelement establis, & que par toutes adresses de lettres & mandemens de nous ou autres, lefdits tîtres leur soyent baillez & attribuez.

26 A V O N S ordonné & ordonnons aux Commissaires par nous ordonnez à l'establissement des sieges presidiaux, qu'apres que la conuocation & deliberation des otroys qui se deuront leuer pour satisfaire aux gages des Officiers & magistrats des sieges presidiaux & autres charges mentionēes audit establissement, auront esté faits, qu'ils ayent à enuoyer leurs procez verbaux par deuers nosdits Thresoriers generaux, nonobstant que par les commissions à eux decernees, il fut dit qu'ils enuoyeroient lefdits procez verbaux aux gens de nostre conseil priuē. En mandant par nous à nosdits Thresoriers generaux, qu'apres qu'il leur sera apparu de la deliberation & forme de leuer l'otroy de chacun siege, presidial, ils ayent à mander aux Receueurs des magazins ou autres Officiers, qui deuant faire la leuee dudit otroy, & selon la nature qu'il sera, qu'ils ayēt à enleuer les deniers, & iceux mettre es mains des Receueurs des deniers communs des villes, esuelles les sieges presidiaux sont assis, pour conuertir & employer aux gages des Magistrats & Officiers d'iceux, ainsi qu'il est porté par ledit edict: en vertu desquels attache & commission de nosdits Thresoriers generaux, nous entendons ledit otroy estre leuē & payē de la maniere deuant dite, comme si lefdites attaches & commissions estoient emanēes de nous.

27 P O U R pouruoir aux plaintes que nous ont fait nosdits Thresoriers generaux, des abus & maluersations desdits magazins: auons voulu, statuē & ordonné, voulons, statuons & ordonnons que si aucun marchand ayant pris de nous les droiēts de gabelle & fournissement des greniers & magazins à sel, est defaillant de payer par chacun quartier sa ferme, & en faire porter les deniers à ses despens, comme il est tenu par son bail à ferme, huit iours apres chacun quartier escheu, à la recepte generale des finances, au dedans de laquelle son grenier est estably: il nous payera d'amende pour chacun defaut de payement, la somme de cinquante liures tournois, qui sera receuē par le Receueur dudit magazin & grenier à sel, des premiers & plus clairs deniers procedans de la vente du sel de sondit magazin, pour estre par ledit Receueur baillé audit Receueur general, suyuant l'estat qui luy en sera fait par le Thresorier general de la charge, & l'amende sera executoire, nonobstant l'appel. Et neantmoins ledit Receueur general ne laissera enuoyer aux despens dudit marchand fermier, au recouurement, & le faire executer, ensemble ses peiges & cautions pour la somme qu'il deura: lesquels despēs seront

promptement taxez par ledit Thresorier general de la charge, ainsi qu'il verra estre à faire par raison: pourueu que ladite somme & taxe de despens n'excede la somme de trente liures tournois, & la taxe qui en sera faite, executee, nonobstant l'appel: reseruant à nostre Procureur les actions des fautes & abus commis par lesdits fermiers.

29 ENOIGNONS ausdits Thresoriers generaux de faire fournir par les fermiers de noz greniers & magazin, chacun en son regard, le sel qu'ils sont tenus fournir, & ainsi qu'il est porté & contenu par noz edicts sur ce faits.

30 Si les marchans fermiers sont defaillans de payer les gages & droicts des Officiers desdits greniers & magazins, huit iours apres chacun quartier escheu, & qu'ils auront esté fommez: lesdits Officiers les pourront prendre & receuoir par leurs mains des premiers & plus clairs deniers procedans de la vente du sel estant ausdits greniers.

Si donnons en mandement, &c. Donné à Villiers-Costerets, au mois de Septembre, l'an de grace mil cinq cens quarante deux, & de nostre regne le sixiesme. Ainsi signé, HENRI. Et à costé, Visa. Par le Roy en son conseil. Signé, BVRGENSIS.

Lecta, publicata & registrata, audito Procuratore generali Regis, & de mandato expresso eiusdem domini Regis, in quantum tangit domanium duntaxat: excepto tamen sexto articulo, pralationem personarum singularium concernante, prout in registro curie hodie iudicialiter facto continetur. Actum Parisi in Parlamento, vicesima prima die mensis Nouembris, Anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo secundo. Sic signatum,

DV TILLET.

Leues, publiques & enregistrees en la chambre des comptes du Roy nostre Sire, ouy le Procureur general dudit Seigneur, aux charges & ainsi qu'il est contenu au registre ce iourd'hy premier Februrier, mil cinq cens cinquante & deux. Signé, CHEVALIER.

Sur les lettres du Roy en forme d'edict manees sur les remonstrances faites par les Thresoriers generaux, & concernantes l'accroissement de leur autorité & pouuoir. Apres qu'elles ont esté ce iourd'hy leues au bureau & que le Procureur general du Roy a persisté en ses conclusions. La chambre a ordonné, que sur le reply d'icelles sera mis. Leues publiques & enregistrees en la chambre des comptes du Roy nostre Sire, ouy le Procureur general dudit Seigneur: aux charges toutesfois & conditions qui ensuyuent.

PREMIEREMENT, que les taxes & compositions qui se feront pour le port des deniers par les Recueurs particuliers es mains des Recueurs generaux, luyuant le contenu au troisieme article, seront faites en la chambre des comptes, es lieux où y a chambre des comptes, par celuy des Maistres qui par icelle sera député, & par le Thresorier general de la charge. Et neantmoins chacun desdits Thresoriers generaux en fin de chacune année enuoyera en la chambre de ceans vn estat de toutes les taxes & compositions qu'il aura faites avec les Recueurs particuliers de sa charge pour port de deniers, ensemble de toutes autres despêces, tant pour ce regard, que pour voyages & menus fraiz.

Quant au sixiesme & dixiesme articles, parlans de la prelation des personnes singulieres de la seance & opinion desdits Thresoriers generaux, ladite chambre les a exceptez: & pour le regard d'iceux, entend faire remonstrances & en parler au Roy.

Et quant au septiesme article contenant permission de taxer, la chambre a ordonné que d'oresnauant lesdits Thresoriers generaux en taxations & mandemens qui seront par eux signez & expediez, exprimeront les causes en maniere que l'on puisse connoistre si lesdites taxes seront de leur pouuoir & s'uyuant l'ordonnance. Et seront lesdites taxations pour quelque cause que ce soit leues sur les Recueurs generaux respectiement, par lesdits Thresoriers generaux en leurs charges. Et les deniers coprés en icelles payez & auancez si besoin est, par les Recueurs particuliers, ainsi que chacun desdits Thresoriers generaux verra estre à faire. Lequel Recuteur particulier puis apres baillera à son Recuteur general lesdites taxations avec les quittances des parties, conceues au nom dudit Recuteur general, qui sera tenu les prendre pour argent content en luy baillant les deniers de sa recepte.

Collation est faite.

Extraict des registres de la chambre des comptes. Du dixhuitiesme iour de Feurier l'an mil cinq cens cinquante & deux. Signé, CHEVALIER.

Leues, publiques & enregistrees en la cour des aydes & finances, ouy sur ce le Procureur general du Roy en icelle ce requerant. Souz les modifications & restrictions contenues au registre, le vingt-deuxiesme iour de Februrier, l'an mil cinq cens cinquante deux. Signé, LE SVEVR.

V E y par la cour les lettres patentes du Roy nostre Sire, en forme d'edict, sur l'augmentation du pouuoir des Thresoriers & generaux des finances donné à Villiers-Costerets, au mois de Septembre, mil cinq cens cinquante deux, signé HENRI. Et au deslous, Parle Roy en son conseil, les Cardinaux de Bourbon, de Lorraine, & de Chastillon, le Duc de Montmorency Pair & Conestable de France. Vous le Sire de Saint André Marechal de France, le premier President de Rouen, les Sieurs du Mortier, de la Chesnaye, & autres presens, BVRGENSIS. Et à costé, Visa, Contentor. Et seellé en lacs de soye de cire verd du grand seel. Les conclusions du Procureur general du Roy, & tout considéré.

La cour a ordonné & ordonne, que lesdites lettres seront leues, publiques, & enregistrees en icelle, à la charge, quant au premier article, que les Sergens lottiront par chacun an les quartiers & doyennéz des elections & receptes, esquelles ils sont prouuez de leurs offices, s'uyuant les arrets de ladite cour. Donner le deuxiesme Iuillet, & dixneuuesme iout d. Septembre, audit an mil cinq cens cinquante deux derniers passez. Et aussi à la charge, quant au sixiesme & dixiesme articles, que les Thresoriers generaux feront le serment en icelle, & que eux cités & sejourrans en ceste ville de Paris, entreront en ladite cour aux heures accoustumees, pour faire remonstrances, aduier & aduertir icelle, des choses qu'ils verront estre à faire & necessaires, en traitant les affaires de leurs charges. Et auront esdites remonstrances & affaires seulement, & non es autres choses, voiz, & opinion deliberative & session. Apres les Conseillers & Generaux de ladite cour, qui de present sont & seront à l'aduenir, establis pour le seil & exercice de la iustice, sans preiudice, toutesfois des droicts prerogatiues & preeminences, des quatre Thresoriers, & quatre generaux anciens pourueuz de leurs offices au parauant ledit edict, de la creation nouvelle,

uelle, lesquels iroient de prerogatiues & preeminences en la maniere accoustumee, tant & si longuement qu'ils seroient & demeureroient eldicts estats & offices, & non leurs successeurs.

A v s s i à la charge que toutes les oppositions & differens qui interuiendront, pour raison des articles mentionnez audit edict, concernans la iurisdiction de ladite cour, la cognoissance en appartiendra à icelle. Et que les appellations interiectes d'iceux Thresoriers generaux, pour le regard des causes & matieres dont la cognoissance en appartiendra à ladite cour, seront releuees, iugees & decidees en icelle.

Fait le 22. iour de Feurier, l'an mil cinq cens cinquante deux. Signé, LE SVEVR.

Que l'office de Thresorier de l'espargne sera tenu & exercé alternatiuement par deux Thresoriers, & du Contrerolleur general de l'espargne & parties casuelles, avec l'union de l'office de garde de roolles, & Greffier des parties casuelles.

III.
Idem 1582.

EN R I par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Combien que les mesmes causes, occasions & considerations qui nous ont meu & incité à faire & reduire alternatifs les offices de Receueurs generaux de noz finances, & charges & generalitez de ce Royaume, nous eussent deu mouuoir à faire le semblable de l'office de Thresorier de nostre espargne, toutesfoi par nostre edict fu ce fait & publié, nous n'y aurions voulu toucher, ne faire aucune mention: pource que nous sommes tousiours trouuez si bien loyaument & diligemment seruis audit office de Thresorier de nostre espargne par nostre amé & feal Conseiller Maistre André Blondet, Seigneur de Roquencourt, lequel dès le commencement de nostre aduenement à la couronne l'a iusques icy tenu & exercé à nostre grand contentement, & satisfaction, n'ayant failly par chacun an à rendre son compte en nostre chambre des comptes, ainsi qu'il appartient, comme nous sommes deuement aduertis: que nous aurions pensé faire faute à nostre seruiteur de faire changer de mains l'exercice d'iceluy office pour estre alternatif: si est-ce que comme vn bon & loyal seruiteur, qui veut postposer son profit particulier à l'utilité & commodité de nostredit seruiteur, il nous auroit ces iours passez remonstré, que par le discours du manienement general qu'il fait des deniers venans en nostre espargne de chacune de noz receptes generales, il a cogneu & experimenté que l'exercice alternatif desdictes receptes generales est tellement necessaire, & commode pour la seurété, promptitude & abbreuiation du recouurement de noz deniers, & pour les autres considerations contenues en nostredit edict de ladite alternatie, que pour le regard de sondit office de Thresorier de nostre espargne, il luy sembloit fort bon, & à propos, qu'il fust reduit, & alternatif, cōme lesdictes receptes generales, pour estre exercé par deux bons personnages vne annee l'un apres l'autre alternatiuement. D'autre-par, il cōsidere que pour le temps qu'il a tenu iceluy office, il a manié telles, si grandes & incroyables sommes de deniers, que d'oresnauant il sera bien content de ne continuer semblable maniemēt, si nostre plaisir est de l'en descharger: pource qu'il estime n'estre raisonnable qu'un homme seul soit si longuement durant sa vie chargé & responsable, d'un tel & si pesant faix, qu'est cestuy manienement, selon ce qu'il se trouuera en nostredite chambre des comptes: nous suppliant à ceste cause le vouloir receuoir à remettre & resigner purement & simplement en noz mains, iceluy office de Thresorier de nostredite espargne, pour le faire alternatif, & en pouruoir (comme dit est) deux bons, loyaux, & suffisans personnages, que nous en aduiserons, desquels outre le bien, profit & utilité qui en prouiedra à nostredit seruiteur, pour le fait & conduite de noz finances, & pour les mesmes causes & raisons contenues par iceluy nostre edict de l'alternatie de nosdictes receptes generales, nous pourrions recouuer & tirer de chacun d'eux en les pouruoyant d'iceluy office, vne bonne & grosse somme de deniers pour nous aider, & subuenir à noz vrgens & pressiez affaires de guerre. Et neantmoins pource que la fin & le but où tend ledit Blondet, est de continuer tant qu'il viura à nous faire treshumble seruiteur, selon les occasions, & moyens qu'il nous plaira luy en donner: il desireroit bien (si nous trouuions bon) de s'employer en la charge, & office de Contrerolleur general de nostre espargne, de noz finances extraordinaires, & parties casuelles, que nostre amé & feal Conseiller & Secretaire de noz finances M. Jean du Thier, Seigneur de Beauregard, qui le tient & exerce est content souz nostre bon plaisir de resigner à son profit: faisant lequel contrerolle il pourra par vn mesme moyen vacquer & entendre à verifier & contreroller ce qui reste de noz autres finances, tant ordinaires, qu'extraordinaires, & aux charges & deuoirs de l'office que nous voulons nouuellement creer & eriger de garde de roolles, & Greffier desdictes parties casuelles, s'il nous plaist les accumuler & adioindre ensemble, sous le nom, tiltre & qualité de Contrerolleur general de noz finances, cōme n'estant qu'une mesme chose, quoy qu'il en soit, depédans l'une de l'autre.

S C A O I R faisons, que nous considerans de quel zeile & singuliere affection en nostredit seruiteur ledit Blondet nous a proposé, offert & remōstré ce que dessus, qui a esté approuué, & loué par les Princes de nostredit sang, & autres grans & notables personnages de nostre conseil priué, auxquels nous en auons communiqué: & par leur aduis & deliberation, pour les causes dessusdictes, & autres bonnes & iustes considerations à ce nous mouuans, auons dit, déclaré, statué & ordonné, & par edict perpetuel & irruocable, disons, declaron, statuons, & ordonnons, voulons & nous plaist, que ledit office de Thresorier de nostre espargne, lequel ledit Maistre André Blondet a personnellement resigné, purement & simplement en noz mains, sera d'oresnauant, & à commēcer au premier iour de Ianuier prochain, tenu & exercé alternatiuement par deux personnages suffisans & capables, que nous en pouruoyrons presentement & par cy apres, quand vacation y eicherra par mort, resignation ou autrement.

Et en ceste qualité alternatiue, *ad instar* desdits Receueurs generaux de noz finances, & selon le contenu en nostredit edict, auons creé & erigé, creons & erigeons ledit office de nostredit Conseiller & Thresorier de nostredite espargne, en l'exercice duquel entrera celuy des deux qui sera premierement par nous pourueu, pour commencer son annee ledit premier iour de Ianuier prochainement venant, & à semblable iour du mois de Ianuier de l'autre annee prochaine ensuyuant, que l'on comptera mil cinq cens cinquante cinq, son compagnon commencera aussi à exercer ledit office pour toute l'annee. Et ainsi alternatiuement l'un vne annee, & l'autre, l'autre : l'exerceront respectiuellement, comme sont iceux generaux des finances, ledit office de Thresorier de nostre espargne, aux honneurs, autoritez, prerogatiues & preeminences, franchises, libertez, droicts, profits & emolumens accoustumez, & qui y appartiennent : & aux gages, c'est à sçauoir, de vingt mille liures par an pour celuy qui sera en charge, & dix mille liures pour celuy qui sera hors de charge, durant l'annee qu'il deura rendre son cōpte, le tout selon ce qu'il est ordonné & disposé par iceluy nostredit edict de l'alternatiue desdits Receueurs generaux : à prendre lesdits gages des deniers de nostre espargne, lesquels celuy qui sera en charge, comme dit est, prendra & retiendra par ses mains, & payera ceux qui sont ordonnez à son compagnon estant hors de charge, par ses simples quittances, & ceaux termes, & en la maniere accoustumez.

Et d'autant que pour la cognoissance certaine que nous auons de la loyauté, integrité, soin, diligence & grande experience au fait de noz finances dudit Maistre André Blondet, nous le voulons bien continuer en charges, maniements & administrations honorables, & importantes, esperant qu'avecques les moyens que nous luy donnons, il s'employera tousiours de bien en mieux à nous faire seruice. Pour ces causes, & autres considerations à ce nous mouuans, à iceluy nous auons donné & octroyé, donnons & octroyons par ces presentes, signees de nostre main, l'office de nostre Conseiller, & Contrerolleur general de nostre espargne, & parties casuelles, qu'à tenu & exercé iusques icy ledit Maistre Iean du Thier nostre Conseiller, & Secretaires de noz finances, vacant à present par la resignation qu'il en a personnellement faite en noz mains, au profit dudit Maistre André Blondet. Avec lequel estat & office de Contrerolleur general de nostredite espargne, & desdites parties casuelles, nous auons aggregeé, accumulé & adioint, aggregeons, accumulons & adioignons la charge de garde des roolles & registres, & Greffier desdites parties casuelles, que nous auons erigé en office par edict, qui n'a toutesfois esté publié : mais entant que besoin seroit, nous les reuoquons & annullons, voulons & nous plaist que ladite charge, & tout ce qui en depend, avec celles de Contrerolleur de nostredite espargne, & desdites parties casuelles, demeurent ensemble (comme dit est) iointes, vnies & incorporees en vn mesme chef & office, qui sera exercé souz le tiltre & qualité de nostre Conseiller, & Contrerolleur general de noz finances, & ainsi le creons & erigeons par les aduis & deliberation desdits, entant que mestier est, ou seroit : mesme pour regard de ce que par nostre ordonnance faite à l'instant de nostre nouuel aduenement à la couronne, le douziesme iour d'Auil mil cinq cens quarante sept, estoit expressement dit, que pour contreroller la recepte, & despenſe des deniers que receuroit le Thresorier de nostre espargne : deux bons personnages experimetez seroyent par nous establis, dont l'un seroit residence ordinaire à la suite de nostre cour, pour faire ce qu'a fait iusques icy ledit Maistre Iean du Thier, qui dès lors fut par nous pourueu de ceste charge : & l'autre se tiendrait en nostre ville de Paris, pour faire registre de la recepte, & despenſe qui seroit par ledit Thresorier de nostre espargne en nostre chastel du Louure, où se deuoyent apporter les deniers de nostre espargne dedans nos coffres pour ce ordonnez. Ce que pour le commencement de l'introduction de nostredite ordonnance fut fait & obserué : mais estant dès pieça cest ordre changé & immué, ladite ordonnance quant à cest article, & autres concernans lesdits coffres du Louure, n'a plus eu de lieu. Et ainsi par consequent celuy qui auoit la charge de contreroller lesdites receptes, & despenſes des deniers qui se deuoyent apporter en iceux coffres, est demeuré inutile : au moyen dequoy nous l'en deschargeons, & entant que besoin seroit, reuoquons, supprimons & abolissons sa prouision, si aucune il a pource de nous eue & obtenué, avec les interdictions & defences en tel cas requises, sans qu'il y ait plus qu'un seul Contrerolleur de nostredite espargne ny autre que ledit Blondet, & ses successeurs audit office, en quelque lieu & endroit que se face la recepte & despenſe des deniers d'icelle espargne, encores que l'ordre desdits coffres du Louure fust remis sus, & de nouuel obserué. En ce cas iceluy Contrerolleur general y aura & tiendra à ses perils & fortunes vn commis de la qualité requise, pour satisfaire au deuoir d'iceluy estat, charge, & office de Contrerolleur general, que ledit Maistre André Blondet, avec les adionction, accumulation & incorporation desdits, aura, tiendra & exercera, & pareillement ses successeurs en iceux, aux honneurs, autoritez, prerogatiues & preeminences, franchises, libertez, droicts, profits & emolumens qui y appartiennent. Et aux gages & entretenement qui sont cy deslous specifiez & declarer : faisant & exerçant lequel contrerolle general de noz finances, ledit Blondet & ses successeurs audit estat & office de Contrerolleur general, feront d'oresnauant ce qui s'ensuit.

Et premierement, nous auons par ces presentes ordonné & statué, ordonnons & statuons, voulons & nous plaist, que par ledit Contrerolleur general de noz finances soyent contrerolles au des toutes les quittances, mandemens portans quittances, expediez & leuez par les Thresoriers de nostre espargne, tant à noz comptables qu'autres. Et pareillement contrerollera les quittances qui seront baillees par les Thresoriers de noz parties casuelles, pour les deniers qu'il recuera de sa charge & office : & au cas que lesdites quittances & mandemens portans quittances ne se trouuetoient, ainsi que deslous est dit,

est dit, contrerollez par ledit Contrerolleur general, nous defendons tresexpressément à noz amez & feaux les gens de noz comptes, de les recevoir, ou sur icelles passer & allouer les sommes y contenues, és comptes des comptables à qui ce pourra toucher.

2 E T pource qu'aucunes personnes prieues pour n'estre aduertis du contenu en ce present edict, pourroient prendre desdits Thresoriers de l'espargne, & parties casuelles, leursdites quittances ou mandemens portans quittance, sans les faire contreroller, au moyen dequoy ils ne pourroient recevoir les sommes y contenues, qui leur toumeroyent à travail & à perte, & quelquefois au retardement de noz affaires, pour lesquels pourroient estre ordonnez lesdits deniers: nous à ceste cause voulons & mandons ausdits Thresoriers de l'espargne, & parties casuelles, qu'ils aduertissent ou fassent aduertir par leurs Clercs, ceux auxquels ils bailleront leursdites quittances, ou mandemens portans quittance, de les faire contreroller par ledit Contrerolleur general.

3 E T d'autant que nosdits Thresoriers de l'espargne, & des parties casuelles se trouuent aucunesfois contrains pour nostre seruice, & la promptitude & celerité des affaires qui se presentent, faire quelque rescriptions & promesses, tant à nous Receueurs generaux, qu'à autres, attendant sur icelles en leur leurs quittances & mandemens portans quittances: nous voulons & ordonnons lesdites rescriptions & promesses estre pareillement contrerolles par ledit Contrerolleur general: defendant ausdits Receueurs generaux & autres auxquels lesdites rescriptions & promesses seront adressees, de ne les recevoir, ne payer aucune chose en vertu d'icelles, si elles ne sont contrerolles, comme dit est, à ce que par le contrerolle desdites rescriptions & promesses, & par les estats que lesdits Thresoriers de nostre espargne, & parties casuelles sont tenus presenter en nostre conseil priué, tous les quartiers de l'annee, ou bien toutes les fois qu'il nous plaist, nostredit Contrerolleur general puisse verifier & entendre au vray les fonds de nosdites sommes, pour nous en pouoir mieus respondre, & à nostredit conseil priué, quand lesdits estats seront presentez, ou quand bon nous semblera.

4 I C E V X Thresoriers de nostre espargne, & des parties casuelles, ne presenteront aucuns rolles, ne cayers en papier des parties par eux payees, pour estre par nous signez, que premierement ledit Contrerolleur general ne les aye veus, pour calculer & arrester les sommes, & parapher chacū fuillel desdits rolles & cayers, dont lesdits Thresoriers respectiuelement bailleront audit contrerolleur general vne copie signee de leurs mains, ou deuément vidimee, à ce que rien n'y puisse estre adiousté, immuë ny change apres ledit arrest & calcul, ou bien apres que les aurons signez.

5 S E M B L A B L E M E N T ledit Contrerolleur verra & contrerollera tous les rolles, cayers, validations, prouisions, & acquits qui seront obtenus de nous pour seruir à la reddition des comptes de tous noz Officiers comptables, tant ordinaires qu'extraordinaires, pour si besoin est, en faire rapport en nostre conseil priué: defendant, & enioignant, comme dessus, à nosdits amez & feaux les gens de noz comptes, de ne recevoir lesdits rolles, cayers, validations, prouisions & acquits non coterrollez, ne par vertu d'iceux passer & allouer les sommes y contenues, & par les mesmes peines que dessus.

6 N O V S entendons que par nostre trescher & feal Chancelier, ou garde de noz feaux, il ne soit aussi receu aucune quittance de nostredit Thresorier des parties casuelles, & pareillement ne sceller aucunes validations, prouisions & acquits seruant à la reddition des comptes de nosdits comptables, s'ils ne sont contrerollez par ledit Contrerolleur general, comme dit est.

7 L E D I T Contrerolleur general de noz finances sera tenu enuoyer en nostre chambre des comptes à Paris, six mois apres par chacune annee expiree, son registre deuément signé du contrerolle par luy fait des quittances, mandemens portans quittances, rolles, cayers, validations & acquits qui auront esté leuez en forme deuë, seruant tant en recepte que despence à la reddition des comptes de nosdits Thresoriers. S I par negligence ou autrement, quelques-vns de nosdits comptables, ou autres personnes lesquels auront leuë, & obtenu, lesdites quittances, mandemens portans quittances, rolles, cayers, validations, prouisions & acquits, ne les ont presentez audit Contrerolleur general dedans lesdits six mois apres l'annee (pour laquelle il deura presenter son dit contrerolle) expiree, nous defendons audit Contrerolleur general de ne les contreroller, sans pource auoir lettres patentes de nous, dont par apres ledit Contrerolleur general presentera en nostredite chambre des comptes contrerolle à par: & ce à fin que lesdits contrerolles soyent veritables & que fur iceux l'on puisse exactement verifier la recepte & despence de nosdits comptables. Car autrement plusieurs desdits comptables, & autres personnes par malice, negligence, ou autrement, ne feroient contreroller lesdites quittances, mandemens portans quittances, rolles, cayers, validations, prouisions & acquits, sinon quand bon leur sembleroit à l'extremité. Voulons que chacun des Thresoriers generaux de France enuoye signer de leurs mains à iceluy contrerolleur general, comme il fera aussi ausdits Thresoriers de nostre espargne: à sçauoir au commencement de chacune annee les estats par estimation des valeurs de noz finances de leurs charges, & au bout de ladite annee les estats au vray. Et pareillement tous autres estats, soit de plus-values, ventes de bois, alienations de domaine, aides, gabelles ou autres noz reuenus, restes, ou autres parties, dont l'on pourra faire recepte: lesquels estats nous mandons & ordonnons ausdits Thresoriers generaux de France estre faits & bailliez les plus clairs & certains qu'il sera possible, & par iceux prescrire & limiter le temps, & terme que les deniers nous seront payables. Et par ces mesmes presentes enioignons à nostre Procureur general en nostredite chambre des comptes, enuoyer pareillement audit Contrerolleur general les estats des restes des comptes, clos & affinez en nostredite chambre, pour sçauoir & entendre ce qu'il se pourra, & deura leuer & recouurer desdits

tes restes à fin de nous en informer, & pareillement les gens de nostre conseil.

10 T O V S noz Officiers comptables, tant ordinaires qu'extraordinaires, ausquels par lesdits Thresoriers de France ne sont faits, ne baillez estats de leurs administrations, seront d'oresnavant tenus sur peine de privation de leurs offices, charges ou commissions, au cas qu'il n'y eust legitime & raisonnable excuse, presenter & bailler en nostre priuë conseil dedans trois mois apres chacune annee expirée & passée, leurs estats signez de leurs mains, contenant au vray la recepte & despence qu'ils auront faite pour le fait de leurs charges & administrations durant icelle dite annee expirée : lesquels estats seront baillez audit Controrolleur general, à ce qu'il en face verification, pour apres avecques ceux que nous auons deputez & ordonnez, estre intendans au fait de noz finances, en faire rapport en nostredit conseil. Et contiendront iceux estats verité, tant en recepte que despence, sur peine du quadruple.

11 V O V L A N S que ce que par la fin d'iceux estats, sera trouué nous estre deu de clair & liquide, soit entierement payé & baillé comptant par lesdits comptables, es mains du Thresorier de nostredit espargne, estant lors en charge : & neantmoins ceux ausquels se deura faire taxation à cause de leurs maniemens extraordinaires, pourront reseruer & retenir en leurs mains telle somme de deniers que ceux de nostredit conseil priuë pourrôt à peu pres estimer, & iuger que deuront môtter leur dites taxations.

12 E T au demeurant, à ce que ledit Controrolleur general puisse estre instruit & informé de ce qu'il aura à faire pour l'execution de la charge, que nous voulions estre commise & attribuee à vn Garde des rolles, & Greffier desdites parties casuelles, laquelle par cedités presentes, nous auons accumulee, iointe & vnie avecques l'exercice dudit contrerolle general de noz finances, ainsi que dit est cy dessus : nous auons pareillement ordonné, & ordonnons qu'audit Contrerolleur general s'adresseront d'oresnavant toutes personnes, qui voudront auoir & impetrer de noz offices, soit par vacation, resignation ou creation nouuelle, pour faire enregistrer leurs noms & qualitez, & par chacune semaine, ou aurté plus bref temps, quand il y aura opportunite, iceluy Contrerolleur general fera les rolles contenant les noms & qualitez des offices qui seront à taxer, tant par vacation, resignation, que nouuelle creation. Et outre, fera encotes registre à part, & inquisition telle qu'il pourra, des personnes qui se veulent faire pouruoir desdits offices, par l'une des manieres deuant dites, de leur demeure, aage & qualite. Et neantmoins pource que la plus part pourfuyans lesdits offices, sont personnes de diuers & loingtains pays, ausquels il faudra que ledit Contrerolleur se rapporte à leurs parolles, n'estant certifiez ne tesmoigneuz d'aucun de cognoissance, iceluy Contrerolleur general ne demeurera chargé du contenu en cest article, mais nous remettons à luy à en faire ce quil pourra.

13 Q V I C E V X rolles & registres faits, ledit Contrerolleur general presentera en nostredit conseil priuë, ou à ceux de nostredit conseil, qui seront à ce deleguez, lesdits rolles, pour proceder à la taxe des offices, tant vacans, nouuellement creez, que ceux que l'on vouldra resigner : & sur chacun article fera rapport tel qu'il pourra, & come il sera peu s'informer des personnes des pourfuyans & de leurs qualitez selon le registre & memoire secret qui en aura esté par luy fait. Et seront faits lesdits rolles doubles : l'un pour le gros & importants offices, & l'autre pour les menus. C'est à sçauoir, ceux qui sont sans gages, ou bien que la valeur de la taxe ne puisse excéder soixante escus : lesquelles taxes, s'il y a aucuns desdits offices qui par nostre vouloir & commandement pour quelque respect ou consideration de nostredit conseil, soyent arrestees nommément à quelque bon personnage, qui en aura fait office, si ledit arrest se fait en taxant, le nom & surnom de cestuy en faire deliurance par breuet, ou decret de requeste : & le tout signé respectiuellement en la main de l'un des Secretaires de noz finances. Et lesdits rolles clos & arrestez & signez de l'un de nosdits Secretaires des finances, ils seront mis es mains de nostredit Contrerolleur general, pour les enregistrer fidellemēt. Et en sera par luy fait de chacun vne copie, qu'il fera collationner à l'original desdits rolles, par celuy de nosdit Secretaires qui les aura signez & arrestez, ou l'un des autres Secretaires desdites finances, pour estre icelle copie baillee au Thresorier & Receueur general de noz finances extraordinaires, & parties casuelles, & l'original mis es mains de nostredit Chancelier, ou garde des seaux, pour faire expedier les parties, & sceller leurs lettres de prouision. Et pour faire foy de leur registrement fait par nostredit Contrerolleur general, avecques la copie deuant dite, auant que les deliurer à nostredit Chancelier, ou garde des seaux & Thresorier, seront contresignez de luy, & mis en ce mot, *registrata*, & au dessous dudit mot *registrata*, ledit Contrerolleur general mettre son seing.

14 I C E V X rolles ainsi signez, ledit Contrerolleur general deliurera soudain à nostredit Chancelier, ou garde des seaux & Thresorier desdites parties casuelles, les rolles des menus offices, qui seront taxez à ladite somme de soixante escus, & au dessous, à ce que les parties pourfuyans lesdites resignations & offices de la valeur desdits soixante escus, & au dessous qui sont choses qui ne sont suiettes à aucune enchere, soyent promptement despescnees. Et quant aux offices taxez au dessus desdits soixante escus, soit par vacation, ou nouuelle creation, ledit Contrerolleur general, apres que la premiere taxe ou moderation aura esté faite, recevra neantmoins durant la quinzaine toutes les encheres qui se mettrôt dessus, fera registre des personnes, & qualite des encherisseurs : & au bout de la quinzaine fera rapport au cōseil desdites encheres, & lors escriira à la fin du rolle, auquel sera apporté la taxe des offices encheris. Et ledit rapport fait, deliurera à nosdits Chancelier, ou garde de noz seaux, & audit Receueur general des parties casuelles respectiuellement, le rolle desdits vacans, ou creés qui sont au dessus de ladite somme de soixante escus, certifiant au bout d'iceluy, que lesdits Offices auoyent esté taxez ou moderez quinze iours

iours au parauant, & qu'il n'est venu à sa cognoissance aucuns encherisseurs, qui les ayent mis à plus haut prix que ceux qui sont rapportez esdits roolles, lesquels offices taxez au dessus desdits soixante escus, ledit Thresorier des parties casuelles ne pourra neantmoins deliurer ne despescher, sinon suyuant les breuers que ledit Contrerolleur general en baillera aux parties requerans, & pourfuyans estre pourueus desdits offices, mesme à ceux qui seront veuz & cognuz les plus suffisans & capables.

15 **Q**U'il se met quelque enchere sur le prix & taxe desdits offices, elle sera receüe par ledit Contrerolleur general, lequel sera tenu la communiquer benigneement, & sans aucun salaire à toutes parties pourfuyans estats & offices, & leur declarer à la verité ce à quoy elles sont & seront taxées & encheries, à fin qu'elles deliberent sur le prix qu'ils voudront mettre ausdits offices.

16 **E**t à fin que les encherisseurs ne fassent aucunes encheres frustratoires, comme on a fait par cy deuant, pour exiger des pourfuyans quelques emolumens & auantages, nous voulons & ordonnons que tous encherisseurs seront tenus en mettant leursdites encheres, souz-signer, ou faire souz-signer à leur requeste au registre dudit Contrerolleur general, la somme de leur enchere, & configner les deniers d'icelles encheres es mains dudit Thresorier des parties casuelles, ou bien leur en bailler seureté, respondant & principal payeur, dont il se contente. Et s'il aduient qu'ils soyent pourueus des offices par eux encheris, il leur sera tenu compte de la somme contenüe en leur enchere sur le prix dudit office: & s'ils se veulent departir, le prix d'icelle enchere nous retournera, comme acquis par droit de folle enchere, & ainsi le declarons par cesdites presentes: Et fera soy le registre dudit Contrerolleur general, & la subscription des parties encherissans, pour contraindre lesdites parties, tant au payement du premier prix que celui qui sera mis par enchere.

17 **I**L ne se fera aucune moderation de la premiere taxe des offices qui sont suiues à la quinzaine, à laquelle lesdits offices auront respectiuelement esté taxez, que la deliurance de l'office taxé ne soit retardée par quinze iours apres ladite taxe, pour attendre si aucun s'en voudra faire pouruoir & payer la finance, à laquelle lesdits offices auront esté premierement taxez & moderez: & aussi s'il se trouuera autre personne capable, qui les vueille encherir: toute fois apres ladite moderation ne sera plus attendu aucune quinzaine, & se fera la deliurance des offices moderez, à celui des pourfuyans qui se trouuera le plus capable, & qui offrira les deniers de ladite moderation trois iours apres.

18 **N**OSTRE Chancelier ou garde des seaux, suyuant ce qu'il a accoustumé, fera retirer par deuers luy routes les quittances baillies pour la finance desdits offices, & les enuoyera en la châtre des comptes: estans icelles quittances, comme dit est, contrerolles par ledit Contrerolleur general. Et non obstant ce que dessus, sera à chacune prouision de lettre d'office, dont aura esté payé finance, attaché souz le contrefect de nostre chancellerie, vne copie en parchemin de la quitance bailliee par ledit Thresorier, collationnee sur l'original, par l'un de nos Notaires & Secretaires.

19 **L**EDIT Contrerolleur general fera diligence de recouurer tous registres, & memoires par cy deuant adressez, pour entendre la valeur des offices de ce Royaume: & seront tenus les Thresoriers des parties casuelles, qui ont esté par cy deuant, & tous autres Officiers qui luy appartiendra de les luy bailler & deliurer: aura toutes lettres de prouisions adressantes aux cours souveraines, colleges, Gouverneurs des Prouinces, Thresoriers de France, Baillifs, Seneschaux, & autres que besoin sera, pour luy enuoyer estats ou certifications de la vraye valeur desdits offices: & si pour cest effect est besoin faire quelques voyages & diligences, ou autres fraiz, nous ne voulons & n'entendons que ce soit aux despens dudit Contrerolleur general.

20 **L**EDIT Contrerolleur general fera aussi tenu faire residence pres de nous, & de nostredit conseil priué, pour exercer fondit office en personne. Et toutesfoiis là où par maladie, ou legitime empeschement il ne pourroit y vaquer pour quelque temps, il pourra faire exercer fondit office par personages d'honneste qualité, & bonne vie, lequel sera du nombre de nos Secretaires.

21 **L**es debats qui suruiendront entre les parties pourfuyans les estats & offices, circonstances & dependances, seront vuides en nostredit conseil priué, ou par ceux qui seront commis à ce faire par ledit conseil, selon l'importance de la chose dont il sera question entr'eux.

22 **E**t d'autant que pour bien & loyaument satisfaire ausdites charges, & deuoirs dudit contrerolleur general, selon qu'il est cy dessus spécifié & déclaré, nous considerons tresbien qu'il y va d'un grand soin, & non moindre diligence, & vigilance, avec entretenement de Clercs ou commis, outre les fraiz qu'il faut faire pour le port des registres, estats, roolles & autres pieces, dont sera chargé ledit Contrerolleur general, achat desdits registres, papier, & autres choses necessaires: & ayans mis tout cela en deliberation de nostre conseil priué, nous auons trouué que ledit Contrerolleur general ne scauroit auoir moins de gages ordinaires y confondant les douze cens liures, que par premiere institution dudit contrerolleur general de l'espargne auoyent esté ordonnez, que la somme de dix mille liures tournois par chacun an: lesquels gages à ceste raison nous auons audit Blondet, & à sesdits successeurs audit estat, & offices, ordonnez & ordonnons, à les auoir, & prendre par leurs simples quittances, & par les quatre quartiers de chacune annee, à commencer du premier iour de Ianuier prochain venant, par les mains du Thresorier de nostre espargne qui en sera chargé. Auquel dès à present comme pour lors, nous mandons & enioignons à luy payer, bailler & les deliurer comptant des deniers de nostredite espargne, en la despense de laquelle nous voulons & entédons qu'ils soyent couchez & employez: & iceux pallez & allouez purement & simplement en ses comptes par nosdits amez & seaux les gens

de noz comptes, ausquels nous mandons ainsi le faire sans difficulté en vertu de ces presentes, en rapportant les quittances de nostredit Contrerolleur general, sur ce suffisantes seulement, & sans ce qu'il soit besoin ausdits Thresoriers de l'espargne, & Contrerolleur general, en auoir, ne recouuer de nous par cy apres autre acquit ne prouision.

23 I T E M, que ledit Contrerolleur general de noz finances, & ses successeurs audit office, ensemble leurs vefues iouyront, & vseront de tous & chacuns les priuileges, graces, concessions, exemptions dont ont par cy deuant iouy, & à present iouissent noz amez & feaux les Clercs, Notaires & Secretaires de nous, & de la maison de France, & noz Officiers domestiques & commensaux, & leurs vefues: au nombre desquels noz Secretaires & Officiers nous auons inscrit & immatriculé, inseruiens & immatriculons par cesdites presentes nostredit Contrerolleur general, & ses successeurs audit office, & leursdites vefues.

S i donnons en mandement à nostredit trescher & seal garde de noz seaux, & à noz amez & feaux les gens de noz comptes, Maistre des requestes ordinaires de nostre hostel, &c. Donné à Paris au mois d'Octobre, l'an de grace mil cinq cens cinquante quatre: & de nostre regne le huitiesme. Signé, HENRI. Et à costé, Visa. Et au dessouz, Par le Roy estant en son conseil BOVRDIN. Et sceellé en cire verte, sur laqs de soye.

A V I O V R D' H V Y vingtcinquieme iour d'Octobre, l'an mil cinq cens cinquante quatre, ces presentes ont esté leués en la chancellerie de France, en la presence de Monsieur le garde des seaux, qui a ordonné que sur icelles sera mis *Lecta, publicata & registrata*, Moy Notaire & Secretaire du Roy soubz signé, commis de monseigneur l'Audiencier de France present. Signé, ROBILLART. Et plus bas est escrit.

Lecta, publicata & registrata, audito & consentiente Procuratore generali Regis, in camera computorum, vigesima nona die Octobris, Anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo quarto. Signé, DE LA S A V S A Y E. Et de l'autre costé du mesme fueillet est escrit,

Leués, publiees, & enregistrees en l'auditoire des requestes de l'hostel, ce requerant le Procureur du Roy esdites requestes, le trentiesme & penultiesme iour d'Octobre, l'an 1554. Signé, DE RAVILLON.

Defenses aux Thresoriers de l'espargne, presens & à venir, de ne leuer & expedier aucuns mandemens patens sur les restes des comptes & plus-values.



H A R L E S par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Combien que par le quatrieme article des ordonnances faites par le feu Roy Henri nostre tres-honoré Seigneur & pere, au mois de Decembre 1557. sur le fait, reiglement & police de noz deniers & finances, soit par expres porté, que tous dons & recompenses seroyent dès lors en auant payez par les Thresoriers de nostre espargne, & non par autre comptable, quel qu'il soit, pour les causes & raisons amplement declarees par iceluy: toutesfoies, à ce que nous auons entendu, nosdites ordonnances en ce regard ne sont suyuies, ains bien souuent enfreintes: ayant esté trouué & verifié, que mesmes ledits Thresoriers de nostre espargne, ont leué & expedié plusieurs mandemens & rescriptions sur les restes des finances & plus valeurs de noz receptes generales & particulieres de l'annee passee, & autres precedentes: mesmes que pour à ce paruenir, aucuns de noz Receueurs generaux & particuliers demeurent en arriere des deniers de leurs charges de l'annee courant: pour continer icelles expirées, disant lors estre restes, encorres que ce soit noz plus clairs deniers, les faire demander en don par aucuns Seigneurs & autres de nostre suite, pour d'eux auoir quelque profit & auantage: desquels nous sommes grandement importunez, & en fin contrainsts de leur en faire don, au lieu qu'ils nous deussent tenir lieu pour satisfaire au payement de noz despences ordinaires, lesquelles en sont à ceste occasion d'autant reculees.

I S Ç A V O I R faisons, que pour à ce pouruoir, & apres auoir eu sur ce l'aduis des gens de nostre conseil priué, auons prohibé & defendu, par la teneur de ces presentes, prohibons & defendons tres-expressement ausdits Thresoriers de nostre espargne, presens & à venir, de ne leuer & expedier d'oresnauant aucuns mandemens patens, ou portans quittances & rescriptions sur les deniers des restes des comptes & plus valeurs de nosdites receptes generales & particulieres, tant des annees mil cinq cens soixante & vn & soixante deux, dernieres passees, annee presente que à venir, pour dons, recompenses & bien-fais: & aux Receueurs generaux, de ne payer aucune chose en vertu de tels mandemens & acquits, au cas qu'aucuns en foyent expediez: & ce sur peine de repeter sur ledits Thresoriers de l'espargne, Receueurs generaux & chacun d'eux, le double de ce qui autrement auroit esté payé, & de radiation de leurs comptes desdites sommes payees, & de nous tenir compte & recepte de pareille somme qu'ils auoyent assignee & payee pour le double desdites sommes, que ordonons nous estre par eux payé au cas dessusdits. Lesquelles peines & amendes dès à present cōme pour lors nous auons déclaré & declarons contre les contreuenans encouruë, sans aucune esperance de remise. Et à ce que ceste presente ordonnance soit obseruee, enioignons aux Auditeurs de noz comptes, que procedant par eux à l'examen desdits cōptes des Thresoriers de nostre espargne, & Receueurs generaux, qu'ils ayent à faire leur rapport de ce qu'ils trouueront contraire à ceste dite ordonnance, sur peine de suspension de leurs offices. Et à nostre Procureur general en la chambre de nosdits comptes, d'en faire pour le deu de son estat & office toutes poursuites & diligences necessaires, sur semblable peine.

S i donnons

Si donnons en mandement, &c. Donné au Chateau de Gaillon au moys de Iuillet, l'an de grace mil cinq cens soixante trois: & de nostre regne le troisieme. Signees sur le reply, Par le Roy en son conseil. BVRGENSIS. Et sceelées du grand scel de cire verte en laqs de soye.

Lectā, publicatā & registratā, auditō & requirentē Procuratore generali Regis, in camera computorum dicti Domini, die decimasprima Iulij, Anno Domini millesimo quingentesimo sexagesimo tertio Signé,

FORMAGET.

Edict du Roy, contenant l'union des charges de Thresoriers de France & generaux des finances: & la creation d'un cinquiesme Thresorier general en chacun bureau.

VI.
Héty 3-1377.



EN RI par la grace de Dieu Roy de France & de Polongne, à tous presens & à venir, Salut. Feu nostre tres-honoré Seigneur & pere de louable memoire, que Dieu absolue, cognoissant combien il estoit necessaire pour le reiglement & administration de ses finances, ioinde & vnir les estats de Thresoriers de France avec ceux de Generaux des finances, auroit dès l'annee mil cinq cens cinquante & vn, au lieu des quatre Thresoriers de France & generaux des finances anciens, ensemble de ceux erigez aux

pays reünis à ceste nostre couronne, ordonné qu'en chacun bureau des dixsept receptes generales de nostre Royaume y auroit dixsept personages, qui seroyent Thresoriers de France & generaux des finances coniointement. Neantmoins depuis nostredit feu Seigneur & pere, pour subuenir aux affaires de ses guerres, auroit ordonné qu'en chacun desdits dixsept bureaux il y auroit dixsept Thresoriers de France, & dixsept generaux des finances: Voulant de nouveau & à l'imitation de l'ancienne institution, separer & distinguer lesdites charges, & que les vns eussent cognoissance & pouoir sur l'ordinaire & domaine, & les autres sur l'extraordinaire: ce qui estoit assez tolerable. Mais les affaires estans depuis augmentees à feu nostre tres-honoré Seigneur & frere le Roy dernier decédé, auroit de nouveau créé pareil nombre de dixsept Thresoriers de France, & dixsept generaux des finances, pour exercer alternativement & par anneex lesdites charges avec les autres. De façon qu'en chacun desdits dixsept bureaux, & en d'autres depuis erigez, il y auroit ou pourroit auoir à present deux Thresoriers de France, & deux generaux des finances. Dont seroit ensuyui vne confusion au preiudice de noz affaires & reiglement de nosdites finances, pour estre lesdites charges ainsi separees qui ont quelque connexité & sympathie ensemble: & qu'il se presente en vne annee vn affaire qui ne se presente en l'autre: pour ne scauoir aussi celuy qui entre en exercice, ce qui a esté fait en l'annee de son compaignon: de façon que plusieurs fois les gens de nostre conseil, n'ont peu estre satisfaits ainsi que noz affaires le requeroient. D'auantage, la plus part de nosdits Thresoriers de France seroyent demeurez inutiles & sans exercice, non seulement pour estre la meilleure en plus grande partie de nostre domaine vendu & aliené, ou baillé en dot, douaire, ou appennage, mais aussi pour auoir leué lesdites charges separees & ainsi diuisees que dit est. A quoy desirant pouoir, & reünissant lesdites charges ensemble, faire que nosdits Thresoriers generaux faisant leurs cheuauchees, ou executans quelque commission pour l'une des deux charges, puissent par mesme moyé faire ce qui se presentera pour l'autre, & que chacun d'eux ait certaine cognoissance de ce qui se fera & executera esdits deux charges: à fin aussi que nous, nous seruass de plusieurs personnes, ayos plus d'occasio d'estre fidellement seruies d'un.

A VONS pour les causes & considerations susdites, & autres à ce nous mouuans, de nostre pleine puissance & autorité Royal, par edict perpetuel & irrenocable, statué & ordonné, statuons & ordonnons par ces presentes, que d'oresnauant en chacun bureau où sont de present establies noz receptes generales, y aura iusques au nombre de cinq personnes idoines, suffisantes & capables, qui exerceront chacun la charge, laquelle dès à present nous creons & erigeons en tiltre d'office formé de nostre Conseiller, Thresorier de France & general de noz finances: à fin que le nombre impair & non egal apporte bien & commodité aux voix & opinions de ce qui sera deliberé entr'eux pour nostre seruice & affaires concernans lesdites charges. Et lesdits offices ils tiendront coniointement, & en iouyront & vseront aux mesmes honneurs, autoritez, prerogatiues, preeminences, franchises, libertez, droicts profits & emolumens, ainsi que faisoient les quatre Thresoriers de France & generaux des finances anciens: & outre aux gages & autres droicts, pouvoirs & authoritez cy apres declarez.

Et parce qu'en la pluspart desdits bureaux il y a deux Thresoriers de France, & deux generaux des finances, nous voulons que ceux qui y sont ia establis, face partie dudit nombre de cinq, nous entendons de nouveau y establi, sans toutesfois augmentacion de gages, mais seulement des mesmes droicts, pouvoirs & autoritez cy apres declarez: à la charge neantmoins de prendre de nous nouuelle provision, sans pour ce estre astreints de faire ne prester autre nouuelle serment que celuy qu'ils ont cy deuant presté: & les autres iusques audit nombre de cinq, y seront par nous pourueuz aux gages de deux mil cinq cens liures chacun, & à semblables droicts & autoritez que les autres.

Et à fin que ce qui se presentera pour l'exercice desdites charges soit fait coniointement par chacun desdits cinq, mesmes par la pluralité des voix & opinions d'iceux: à fin aussi de les assembler plus facilement pour les affaires de leurdites charges, entre autres pour dresser les estats generaux & particuliers des valeurs de noz finances, & versier les estats de noz Officiers comptables au temps prefix par noz ordonnances pareillement les rendre plus enclins & actifs à eux trouver au teps & heures pour ce limitees. Nous voulons & ordonnons que chacun desdits cinq s'assemblent es iours de lundy, mercredy, & vendredy, huit heures du matin precieusement iusques à dix, en tel lieu qu'ils aduiseront le plus com-

mode des villes où sont lesdits bureaux establis, mesmes en noz maisons, palais, ou chasteaux, tellement qu'ils y soyent assemblez ladite heure de huit heures : sur peine d'en estre prieuz du droit de demy escu sol, que nous attribuons à chacun desdits cinq, pour leurs espices de chacune vacation : à prendre sur les premiers & plus clairs deniers des receptes generales de leursdites charges.

Et où aucuns d'eux seroyent defaillans de s'y trouuer, ce qui leur appartient desdites espices reuiendra aux autres, à l'exemple & imitation des gens de noz comptes : dont le Greffier de ladite compagnie fera registre en presence de ceux qui s'y seront trouuez. Et parce qu'il pourra souuent aduenir que esdits iours de lundy, mercredi, & vendredy y aura des festes qui pourroyent causer retardement à noz affaires, voulons que nosdits Thresoriers generaux les remettent à tels autres iours de la mesme sepmaine qu'ils auidieront. Pourront neantmoins lesdits Thresoriers generaux, vacquer à leurs affaires particulieres, depuis la nostre Dame de Septembre, iusques à la Saint Denys ensuyuant, sans pour ce estre prieuz de leurs espices, ne astraincts d'aller en ladite assemblee, si bon ne leur semble, fors & excepté le dernier receu d'entre eux, lequel continuera ledit exercice : & pourra neantmoins iouir de semblable permission en tel autre temps de l'annee que bon luy semblera, le declarant aux autres ses confreres.

Les expeditions desdits cinq Thresoriers generaux, ne seront faites ailleurs que es lieux, iours, & heures cy dessus declarez, sur peine de nullité : & seront signees & expedies de ceux qui se seront trouuez en ladite assemblee.

Le plus ancien pourueu de l'estat de Thresorier de France, sera le premier desdits cinq Thresoriers generaux, l'autre Thresorier sera le deuxiesme, le plus ancien pourueu de l'estat de General des finances sera le troisieme, l'autre General sera le quatrieme, & celui qui y sera par nous de nouveau pourueu sera le cinquieme : & aduenant vacation par resignation, ou mort de l'un desdits Officiers, celui qui en sera pourueu sera le dernier.

Et par ce qu'il est necessaire qu'il y aye vne personne qui soit chargee des estats, lettres patentes, mandemens, registres, ou autres choses concernant le fait desdites charges, & qui face souz nosdits Thresoriers generaux, ce que leurs Clercs & commis souloyent faire. Nous auons pareillement creé & erigé, & par ces presentes creons & erigeons en tiltre d'office formé en chacun desdits bureaux, vn Greffier aux gages de deux cés liures tournois par chacun an, qui signera au desloz de nosdits Thresoriers generaux toutes les expeditions, mettant au desloz de leurs seings ces mots, *Par les Thresoriers generaux de France establis en telle Ville.*

Iceulx Greffier fera vn registre en presence de nosdits Thresoriers generaux, auquel seront enregistrees toutes les expeditions : & au bas de chacune desquelles sera mis de la main de ceux qui y auront assisté, ce mot, *Expedié*, avec vn paraphe au desloz. Lequel registre sera mis en vn coffre au lieu où se fera ladite assemblee, souz deux clefs, dont l'une sera es mains de l'un desdits cinq Thresoriers generaux, chacun à son tour, & l'autre es mains dudit Greffier.

D'AVANT aussi que pour l'execution des ordonnances & mandemens de nosdits Thresoriers generaux, il est requis d'auoir quelques personnes fidelles & capables. Nous auons par mesme moyen creé & erigé en tiltre d'office formé en chacune desdites thresoreriers generales, deux huisfiers aux gages de cent liures chacun, lesquels seruiront chacun troys moys alternativement en ladite chambre & assemblee : seront tous les commandemens, exploits & adiournemens : executeront toutes les commissions & contraintes de nosdits Thresoriers generaux, ensemble des Receueurs generaux de leurs charges : garderont la porte de ladite chambre où ils s'assembleront, en porteront la clef, & seront suiers de s'y trouuer dès les sept heures du matin es iours de l'assemblee.

Et pour leur donner plus de moyé de s'y entretenir, ils pourront executer en l'estendu seulement desdites Thresoreriers generales où ils seront establis, tous arrests, sentences, iugemens, cōtraintes, & y faire toutes sortes d'exploits, ainsi que les Huisfiers de nostre chambre des comptes.

NOSDITS Thresoriers generaux pourront ensemblement taxer par chacun an, tant pour messageries que autres fraiz necessaires pour l'exercice de chacune de leursdites charges : A sçauoir, pour celle de Paris six cens liures : pour celles de Rouën, Caën, Chaaalons, Orleans, Bourdeaux, Tours, Poitiers, Bourges, Ryom, & Nantes, chacun cinq cens liures : Et pour celles d'Amiens, Dijon, Aix, Grenoble, Toulouze, Lyon, Montpellier, & Lymoges, chacune quatre cens cinquante liures, sans preiudice de pouuoir, encores outre ce, taxer pour l'execution des commissions extraordinaires qui leur seront adressees, iusques aux sommes portees & limitees par icelles.

POURRONT aussi nosdits Thresoriers generaux, nonobstant les ordonnances cy deuant faites, estre assignez par les Thresoriers de nostre espargne sur les receptes generales de leurs charges, de ce que nous leur ordonnerons pour voyages, fraiz & vacations, qu'ils ou chacun deux pourront de nostre commandement & ordonnance expres, & non autrement, faire & executer hors le lieu du bureau, & le temps de leurs cheuauchees.

Nous voulons aussi qu'ils ayent entree, seance & voix deliberatiue en noz chambres des comptes comme les quatre Thresoriers de France anciens souloyent auoir : & en noz cours des aydes, en la forme & maniere que souloyent auoir les quatre Generaux des finances anciens.

Et pource qu'il est tres-necessaire, suyuant l'ordonnance de noz predecesseurs Roys, que chacun de nosdits Thresoriers generaux face sa cheuauchee par chacun an, Nous voulons que l'estenduë de leurs

de leurs charges soit departie en cinq par les deux derniers d'entre eux, & que les premiers ayent le choix : à la charge toutesfois de changer chacun an de departement, à fin qu'une mesme personne n'aïlle en mesmes lieux deux années consecutives, & que chacun d'eux puisse en cinq années cheuaucher l'estenduë de leursdites charges. Nous voulons toutesfois que lesdites cheuauchees se fassent si à propos, qu'il n'y en ait qu'un au coup qui les face. Entendant aussi que les premiers ayent le choix du temps qu'ils les voudront faire, comme de leursdits departemens, & que chacun d'eux en face deux procez verbaux : dont l'un sera enuoyé en nostre dite chambre des comptes, & l'autre apporté par eux à la premiere assemblée, & mis es mains de leurs Greffiers, qui en feront note en leurs registres.

FAISANT lesquelles cheuauchees nous voulons & entendons que lesdits Thresoriers generaux ayent l'œil bien exactement ouuert à ce qui depend de nostre domaine, par qui il est possédé, à quelle charge, aux usurpations d'iceluy & de tout ce qui en depend faire procez verbaux, pour s'en seruir lors qu'ils seront de retour de faire icelles cheuauchees. Et que sur les réuoyés qui leur seront par nous faits pour informer, & nous donner aduis, ils fassent eux-mêmes leur deuoir d'informer : comme aussi par mesme moyen d'exécuter les autres commissions, qui leur pourront estre par nous enuoyées pour quelque cause que ce soit, sans qu'ils puissent plus subdeleguer les Esleus, ny autres Officiers. Et à leur retour communiqueront lesdites informations, & autres pieces pourcee necessaires à ladite assemblée, en laquelle sera fait & dressé l'aduis qu'ils nous enuoyeront signé de ceux qui se seront trouvez en icelle, & de leur dit Greffier.

Et pour le regard des baulx à ferme de noz domaine, aides, ou autres impositions estans en l'estenduë de chacune desdites Thresoreriees generales, se feront, à sçauoir ce qui se pourra exécuter au lieu du bureau, par lesdits cinq Thresoriers generaux, au cas qu'ils ne soyent ailleurs employez pour nostre seruice, ou autre legitime excuse : & pour les autres élections, chacun d'eux, selon le departement de leurs cheuauchees, ira les faire, appelez les Esleuz, Contrerolleurs, & noz Procureurs en chacune desdites élections, dont ils feront rapport à la premiere assemblée. A laquelle ils rapporteront les estats & certifications, signez tant d'eux que desdits Esleuz, Contrerolleurs, nosdits Procureurs & Greffiers desdites élections.

Pour euitier à tous abus qui se peuuent commettre par noz Receueurs generaux, particuliers, & autres noz Officiers, ou commis au manient de noz deniers, en leurs charges respectiuellement, & les rendre d'autant plus vigilans à ce qui est de leur deuoir, nous entendons que suyuant noz anciennes ordonnances, lesdits Thresoriers generaux verifient de quartier en quartier, & à la fin de chacun d'iceux, mesmes pour le regard desdits Receueurs generaux, leurs estats de recepte & despense, sur leurs registres, acquits & contrerolle, en sorte qu'il ne puisse demeurer aucuns deniers en leurs mains de leur manient. Et si par lesdits estats est aucune chose reprins en deniers rendus & non receuz, comme restes deubs, que lesdits Thresoriers generaux recherchent exactement quels sont lesdits restes, s'ils procedent de la negligence des comptables pour s'en preualloir, donnans d'iceux aduertissement comme aucuns ont fait, de les nous faire demander en don, ou autrement : pour sur ce pouruoir comme ils verront bon estre pour le bien de nostre seruice. Aussi en fin d'année & un mois apres icelle escheue, seront semblablement verification des estats autant que faire se pourra : & des restes qui se trouveront lors à recouurer, si aucuns en y a en la recepte generale, la verification & esclarcissement d'iceux deuement faite, appelez, les Receueurs particuliers, Esleuz, ou autres que besoing sera, en rechargeront de nouveau le Receueur general qui aura exercé, pour faire ses diligences de les faire tomber es mains de son compaignon qui entrera en exercice, qui les recevra suyuant l'estat qui luy en sera baillé. Lequel sera semblablement tenu d'en faire son deuoir, sans que ledit Receueur general du temps duquel lesdits restes sont deubs, en puisse estre deschargé en ses comptes, que par la certification desdits Thresoriers generaux de son entier deuoir & diligence. Lesquels estats ainsi verifiez par chacun quartier & en fin d'année, seront aussi tost par lesdits Thresoriers generaux, enuoyez doubles aux intendans de noz finances & Thresoriers de nostre espargne, à ce que par iceux nous puissions clairement voir en nostre conseil, le fond & moyen de subuenir en noz affaires.

Et lors qu'il conuiendra bailler à ferme noz greniers, & que par commission expresse de nous il sera aussi mandé à nosdits Thresoriers generaux, aduiseront par ensemble l'ordre & moyen qu'ils y tiendront pour nostre plus grand profit & aduantage, soit de les bailler en la ville de leur bureau, ou particulièrement en chacun grenier, & deputeront à ceste fin ainsi que dit est.

Et d'autant qu'il pourroit suruenir des despeschés ou lettres tant de nous que d'ailleurs, à autres iours & heures que celles ordonnées pour l'assemblée de nosdits Thresoriers generaux : aussi que pour la multiplicité d'iceux on ne sçauoit auquel d'eux s'adresser, sans y laisser vne ialousie ou cōsion, nous voulons que celles qui se presenteront hors lesdites heures, soient mises es mains desdits Greffiers qui les presenteront closes & fermées à nosdits Thresoriers generaux, aux iours & heures de leursdites assemblées.

Et quant aux requestes, lettres d'office, ou autres choses que lon aura à presenter à nosdits Thresoriers generaux, elles leur seront presentes aux iours & heures predites, & non autrement.

DAVANTAGE, il est tres-requis pour exécuter les ordonnances de feu nostre tres-honoré Seigneur & pere, aussi pour obuier aux abus qui se pourroyent commettre au fait des especes, qu'à nosdits Thre

foriers generaux soyét apportez par les Recueurs particuliers ou autres personnes qui auront à fournir deniers & Receptes generales de leursdites charges, trois bordereaux de leurs especes, au parauant que les fournir en nosdites receptes generales. Lesquels seront signez, & scauoir ceux des receptes particulieres par les Recueurs & Contreroollers d'icelles, & ceux des fermes par les Fermiers seulement.

Et par ce qu'il seroit mal-aisé & apporteroit retardement à noz deniers & affaires, fil falloit que nosdits Recueurs particuliers & fermiers attendissent l'heure de l'assemblée de nosdits Thresoriers generaux, pour leur presenter lesdits bordereaux, nous ordonnons qu'iceux noz Thresoriers generaux receuornt alternatiuement lesdits bordereaux chacun durant vn mois, doit les plus anciens auoir le choix: & signera celuy qui sera en fondit mois deux des trois bordereaux fudits, pour en estre par lesdits Recueurs particuliers ou fermiers baillé l'un au Recueur general, & l'autre au Contrerooller general de leursdites charges. Et quant au troiesime il sera apporté par ledit Thresorier general, qui sera en fondit mois, en la premiere assemblée, signé de sa main, pour estre mis en vne liasse és mains du Greffier, apres toutesfois l'auoir enregistré en vn registre à part.

Et d'autant que nosdits Thresoriers de France & Generaux des finances qui sont de present, ont accoustumé de prendre certains droicts en nostre chambre des comptes à Paris, comme aussi iceux generaux en nostre cour des aides, nous voulons & entendons qu'ils soyent augmentez par chacun bureau, au pro rata du nombre qui y sera augmenté de nosdits Thresoriers generaux seulement: lesquels neantmoins feront leurs quictances coniointement. Comme, par exemple, si lesdits deux Thresoriers de France qui sont à present en vn bureau, ont en nostre chambre quarante liures, à raison de vingt liures chacun: & les deux generaux en nostre cour des aides pareille somme, qui sont en tout quatre vingts liures, les cinq Thresoriers generaux auront ensemblement cent liures: à scauoir, cinquante liures en ladite chambre, & cinquante liures en ladite cour, & ainsi des autres droicts accoustumez.

Entendons aussi que ceux qui sont pourueuz des estats & offices de generaux de noz finances, ensemble ceux qui seront par nous pourueuz suyuant le present edict, iouissent & soyent payez par noz Recueurs generaux chacun en leurs charges, du droict de busche & chauffage, ainsi que ceux qui sont à present pourueuz des offices de Thresoriers de France: pour les rendre tous esgaux en la perception & payement dudit droict.

Nous chargeons pareillement nosdits Thresoriers generaux, que faisans leurs cheuachees, chacun en son departement, ils donnent ordre, sur peine de sen prendre à eux, que és receptes particulieres de leurs charges les especes ne se recoient & baillent en quelque sorte que ce soit, à plus haut pris que de l'ordonnance. Et qu'à ceste fin les Contreroollers desdites Receptes tiennent registre desdites especes: signent au registre journal du Recueur particulier, lesdites especes qui auront esté fournies par les Commisaires, Collecteurs, & fermiers, pour y auoir recours à la verification de leur estat de recepte & despense: assistent tant à la reception que à la deliurance des deniers desdites receptes, sur peine de priuation de leursdits offices. Enjoignant de par nous aux Esleuz de faire inserer en leurs commissions, que les Collecteurs ayent à faire employer & inserer en leurs quittances les especes desquelles ils payent les Recueurs particuliers, & faire contrerooller icelles quittances par lesdits Contreroollers, le tout sur peine de payer deux fois. Ce qui sera aussi enjoint ausdits Recueurs & Grenetiers, à peine de priuation de leurs offices.

A tous lesquels offices ainsi par nous nouuellement creez, sera à l'aduenir, quand vacation y escherra, soit par mort, resignation ou autrement, par nous, & non autres, pourueu, attendu que les gages diminuent d'autant le fond de noz finances.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux les gens de nostre cour de Parlement, de noz comptes, & de noz aides, que nostre present edict ils facent lire, publier & enregistrer, & du contenu en iceluy iouir & user selonc & ainsi qu'il est dit cy dessus, sans qu'il y soit aucunement contreueu. Et à fin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous l'auons signé de nostre propre main & fait apposer nostre scel. Donné à Poitiers au mois de Iuillet, l'an de grace mil cinq cens soixante dixsept. Et de nostre regne le quatriesme. Signé, HENRY. Et à costé, Vifa. Et plus bas, Par le Roy estant en son conseil, BRVLART. Et scellé en cire verte sur laqs de soye rouge & verd.

Leus, publiques, & registrees, oy sur ce le Procureur general du Roy, de son tres-expres commandement plusieurs fois reiteré tant de bouche que par lettres patentes, & closes, & recentemente par Monsieur enuoyé expres, & en sa presence. A Paris en Parlement le vingtseptiesme iour de Ianuier, l'an mil cinq cens soixante dixhuit.

Signé, DV TILLET.

Leus semblablement & registrees en la chambre des comptes, oy sur ce le Procureur general du Roy, de l'expres commandement de sa Majesté plusieurs fois reiteré, & apres plusieurs remonstrances à elle faites, tant de vive voix que par escript, & receu plusieurs creances d'aucuns Princes, Seigneurs de son conseil, Presidents & Conseillers, Maistres de ladite chambre: à la charge que lesdits Thresoriers generaux s'assembleront és iours, heures, & au nombre ordonnez par ledit edict, sur peine de priuation de leurs gages, dont leur Greffier fera bon & fidel registre sur les mesmes peines & de la perte de son estat, fil n'y a cause legitime d'absence ou maladie. Sans que pour ladite assemblée & iugement des affaires qu'ils traiteront, ils puissent pretendre aucune chose des especes à eux attribuees par le present edict, ny aucunes taxations ou salaires pour l'execution des commissions & autres

affaires

affaires, esquelles ils vacqueront au lieu de leur residence & temps de leurs chenuchees. Et auront lesdits Thresoriers ledit entree, seance, voix & opinion deliberative en ladite chambre, selon & ainsi qu'ils auoyent auparavant generaux edict. Le quinzieme iour de Mars l'an mil cinq cens soixantedixhuit. Signé, DANES.

Leués, publiques & registrees, oy & ce consentant le Procureur general du Roy & du tres-expres commandement dudit Seigneur, par plusieurs fois reiteré, & apres que remonstrances luy ont esté faites par ladite cour : aux charges & modifications portees par les declarations, & à la charge que lesdits Thresoriers generaux creex, par le present edict, ensemble les generaux des finances cy devant pourueux, & qui n'auroyent esté receuz & fait serment en ladite cour, seront examinez & feront le serment en icelle, où ils n'auront seance que selon l'ordre de leur reception. N'entendant toutesfoi que les anciens Thresoriers, qui par cy devant ont fait le serment en la chambre des comptes, soient examinez, mais seulement seront tenus y faire le serment : pour ce fait y auoir seance comme les anciens generaux cy devant receuz en ladite cour, sans que leurs successeurs ausdits estats, & desdits anciens generaux des finances, y puissent pretendre autre seance que selon l'ordre de leur reception. Et outre que le Greffier desdits Thresoriers generaux sera tenu faire & garder deux registres des expéditions desdits Thresoriers generaux : l'un pour le fait du domaine, & l'autre pour les deniers & finances extraordinaires : dont toutesfoi ils ne pourront prendre aucune iurisdiction contentieuse, sur peine de nullité. Et à la charge aussi que où il y auroit aucunes oppositions ou appellations interietrees tant de leurs commissions, iugemens, ordonnances ou mandemens pour le fait dudit extraordinaire, & de toutes autres matieres, dont la cognoissance appartient à ladite cour, les parties se pouruoyent à ladite cour & non ailleurs, aussi en peine de nullité. Et aussi à la charge que de toutes les contraventions aux edicts & ordonnances pour le fait de ce dont la cognoissance & iurisdiction appartient à ladite cour, qu'ils trouueront es destroits de leursdites charges, ils feront bons & fideles proces verbaux, qu'ils enuoyent incontinent au greffe de ladite cour, pour y estre par elle pourueu. Et sans qu'ils puissent prendre aucuns droicts sur les amendes de ladite cour, fors & excepté la somme de cinquante liures tournours pour ceux de la generalité d'autre Seine & Yonne seulement. Le quatorzieme iour de May l'an mil cinq cens soixantedixhuit. Signé, DE BEAUVAIS.

Declaration du Roy, contenant que vacation aduenant par mort des estats de Thresoriers generaux de France, ils demeureront supprimez & esteints iusques à ce qu'ils soient reduits au nombre de trois.

VII.
Idem 1558

HENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Polongne, à tous presens & à venir. Comme par nostre edict du mois de Iuillet dernier passé, & pour les considerations y cotenuës, ayons entre autres choses fait, créé & estably en chacune des dix neuf Thresoriers & generalitez de nostre Royaume vn cinquieme Thresorier general, vn Greffier, & deux Huissiers, pour avec les Thresoriers generaux ia y establis, faire & exercer cōiointement tout ce qui se presentera d'affaires esdites charges, selon & ainsi qu'il est plus à plein contenu & déclaré audit edict. Toutesfoi ayant depuis mis en consideration les remonstrances à nous faictes par noz amez & feaux les gens de noz comptes comme aussi le cotenu des cayers à nous presentez par les deputez des Estats de nostre Royaume, en ce qu'ils requeroient la suppression de tous nouueaux offices.

Sc AV OIR faisons que nous ayans mis ceste affaire en deliberation, auons de l'aduis de la Roynie nostre treshonoree Dame & mere, des Princes de nostre sang, & Seigneurs de nostre conseil estans pres de nous, par ce present nostre edict perpetuel & irreuocable, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royal, dit, déclaré, statué & ordonné, disons, declarons, statuons, ordonnons, voulons & nous plaist, qu'aduenant cy apres vacation par mort ou autrement desdits estats de Thresoriers generaux, ou d'aucuns d'iceux, en ce cas qu'ils demeureront esteints & supprimez, comme de fait des à present comme des lors, & des lors comme des à present les esteignons & supprimons, sans qu'il y soit par nous ou noz successeurs pourueu en quelque sorte ou maniere, ny pour quelque cause ou occasion que ce soit ou puisse estre, iusques à ce qu'ils soient reduits au nombre de trois, ou tel autre moindre nombre qu'il sera par nous aduisé.

Et par ce que depuis nostredit edict auons cogneu lesdits Huissiers n'estre aucunement necessaires à nostre seruice, auons de noz puissance & autorité que dessus, des à present reuoké & supprimé, reuokons & supprimons la creation desdits offices d'Huissiers : ordonnons que ceux qui se trouueront pourueuz d'aucuns d'iceux, soient remboursez des sommes qu'ils nous auront actuellement payees.

Et à fin que l'on ne puisse pretendre cy apres que par la creation desdits offices il soit fait aucun preiudice à l'autorité, iurisdiction, cognoissance & droicts de nosdits gens des comptes, auons de noz puissance & autorité que dessus, dit & déclaré, disons & declarons n'auoir entendu, comme encore n'entendons, que nosdits Thresoriers generaux puissent pretendre par le moyen du susdit edict ny autrement, autre ny plus ample pouuoir, cognoissance, autorité & preeminence, que ceux qui leur sont attribuez par iceluy.

Et où il se trouueroit cy apres que eussions par surprise, importunité, ou autrement fait expedier lettres amplificatives du pouuoir, autorité, cognoissance & iurisdiction desdits Thresoriers generaux, contraires & au preiudice de celdites presentes, auons des à present comme des lors, & des lors comme des à present icelles reuokues, cassées & annulees, reuokons, cassons & annullons comme subreptices & obreptices, & obtenues contre noz vouloir & intention. Voulans que au lieu des espices

mentionnées audit edict, lesdits Thresoriers generaux & chacun d'eux, ayent & prennent par chacun an quarante escus soleil : dont ils seront payez par les Receueurs generaux de leurs charges, de mois en mois, estans sur les lieux.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux Conseillers les gens tenans nostre cour de Parlement & chambre de nosdits comptes, que ce present nostre edict & declaration ils fassent lire, publier & registrer, & le contenu en iceluy garder, entretenir & observer de point en point selon sa forme & teneur, sans souffrir ny permettre qu'il y soit contreueu en quelque sorte ou maniere que ce soit. Auquel à fin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons fait mettre nostre seal. Donné à Paris au mois de Mars, l'an de grace mil cinq cens soixante dixhuiet. Et de nostre regne le quatriesme. Signees, HENRY. Et sur le reply. Par le Roy estant en son conseil, P I N A R T. Et sceellées en cire verd sur laqs de soye rouge & verd.

Leués, publics, & registres, oy & ce consentant le Procureur general du Roy, en consequence de l'edict de creation des offices y mentionnez. A Paris en Parlement le vingtquatriesme iour de Mars l'an mil cinq cens soixante dixhuiet. Signé, D E-H E V E Z.

Leués semblablement, publics & registres en la chambre des comptes, oy & ce requerant le Procureur general du Roy. Le septiesme iour d'Auail l'an mil cinq cens soixante dixhuiet. Signé, D A N E S.

Edict du Roy, par lequel sa Majesté a attribué aux Thresoriers generaux de France chacun demy escu pour leurs droicts de presence des iours qu'ils s'assembleront en leurs bureaux, pour l'exercice de leurs offices.



HENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Polongne, à tous presens & à venir, Salut. Par nostre edict du mois de Iuillet dernier sur l'vniou des charges des Thresoriers de France, & Generaux de noz finances, & creation d'un cinquiemesme Thresorier general, nous auons pour plusieurs bonnes & grandes considerations contenues en iceluy, voulu & ordonné entre autres choses, que d'oresnauant ils s'assembleront pour l'exercice de leursdites charges és iours, lieux & heures specifiques par ledit edict. Eten ce faisant auons attribué à chacun des cinq qui sy trouueront, demy escu pour leurs espices de chacune vacation. Lequel nostredit edict a esté verifié par les gens de noz comptes, à la charge que lesdits Thresoriers generaux s'assembleront aux iours, heures, & au nombre ordonné par ledit edict : sur peine de priuation de leurs gages, sil n'y a cause legitime d'absence ou maladie, sans que pour ladite assemblee & iugemens des affaires qu'ils traicteront, ils puissent pretendre aucune chose des espices à eux attribuees par iceluy edict. Et depuis sur les remonstrances à nous verbalement faites par aucuns deputez de ladite chambre, nous auons par noz lettres de declaration en forme d'edict du mois de Mars dernier, verifiées en icelle nostredite chambre, ordonné, entre autres choses, que au lieu dudit demy escu d'espices, ils auront chacun par an quarante escus seulement, dont ils seront payez par les Receueurs generaux de leurs charges de mois en mois, estans sur les lieux. Ce que mettans à present en consideration, & la grande subiection & incommodité que nosdits Thresoriers generaux receuroient en cela, au preiudice de l'edict de creation des Alternatifs, qui ne les a astreints à la residence que de deux années l'une. Ayans aussi esgard qu'aparauant nostredit edict de l'vniou de leurs charges & offices, ils les pouuoient exercer en tous lieux & endroits de l'estendüe d'icelles, à tels iours & heures que bon leur sembloit. Dauantage que lesdits quarante escus ne reuiendroyent qu'à seize sols à chacun ou enuiron pour vacation : qui est si peu, que par succession de temps, preferans leurs affaires particuliers à l'exercice de leurs charges, ils ne se rendroyent si soigneux de sy trouuer, comme peut estre lesdites charges le meritent, au grand preiudice & retardement de noz affaires & seruice. Et d'ailleurs les y astreindre par priuation de leurs gages, suyuant la verification de nostredite chambre, cela seroit trop grief : n'estant chose practiquee à l'endroit d'aucuns noz Officiers.

Sçauoir faisons que nous desirans sur ce pouruoir & donner occasion à nosdits Thresoriers generaux de faire leur deuoir en leurs charges, & s'assembler avec plus de commodité aux iours, lieux & heures specifiques par iceluy nostredit edict, auons par l'aduiz & deliberation d'aucuns Princes, Seigneurs, & autres grands & notables personages de nostre conseil priué, & de nostre certaine science pleine puissance & authorité Royal, par edict perpetuel & irreuocable dit, déclaré & ordonné, disons, declarons & ordonnons, que ensuyuant & conformément à nostredit edict dudit mois de Iuillet, chacun de nosdits Thresoriers generaux aura & perceura le demy escu pour chacune vacation, à eux attribué par iceluy edict. Lequel demy escu nous voulons estre appelé, droit de presence : & que la perte qu'en feront les absens accroisse & tourne au profit des presens, à fin de tant plus les conuier & rendre enclins à leur deuoir en nostre seruice, & se trouuer & assembler en leurs bureaux, & que par ce moyen nous soyons mieux & plus soigneusement seruis, sans que pour leur absence ils puissent perdre aucune chose des gages à eux attribuez. Nonobstant ladite declaration sur l'attribution desdits quarante escus à chacun d'eux, laquelle pour ce regard seulement nous auons reuocque & reuoquons par cesdites presentes. Nonobstant aussi la clause portee par ladite verification de nostredite chambre. A la charge toutesfois que chacun de nosdits Thresoriers generaux, sera tenu suyuant nostredit edict, prendre de nous nouuelles lettres de prouision, dedans le dernier iour de Iuin prochain :

VIII.
Idem 1578.

à faute dequoy leur auons interdict & interdisons par celsdites presentes l'exercice de leursdits offices, & perception de leurs gages: desquels en ce cas nous defendons ausdits Receueurs generaux leur payer aucune chose, à peine de le repeter sur eux. Et à fin que ce pendant nostre seruice demeure, nous voulons que les premiers pourueus en vertu de nostredit edict, exercent leursdites charges en leurs bureaux, & en perceyent les droicts, sans attendre leurs compagnons qui y defauidrôt, ou n'auroient obtenu leursdites nouuelles prouisions.

Si donnons en mandement ausdits gens de nōz comptes, que ce present nostre edict & ordonnance ils fassent lire, publier & enregistrer, entretenir, garder & obseruer de point en point, & du contenu iouyr & vser lesdits Thresoriers de France & Generaux de noz finances, sans qu'il y soit contreueu en aucune maniere. Car tel est nostre plaisir. Et à fin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons fait mettre nostre seel à celsdites presentes: sauf en autres choses nostre droict, & l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois de may, l'an de grace mil cinq cens soixante dixhuiſt, & de nostre regne le quatriesme. Signees, HENRY. Et sur le reply, Par le Roy estant en son conseil. BRVLART. Et sceelées en cire verd sur laqs de soye rouge & verd.

Registrees en la chambre des comptes, ainsi qu'il est contenu au registre sur ce fait. Le deuxiesme iour de Iuin, l'an mil cinq cens soixante & dixhuiſt. Signé, DANES.

Extrait des Registres de la chambre des comptes.

Sur la presentation faite à la chambre par le Procureur general du Roy, des lettres patentes dudit Seigneur, Sen forme d'edict, donnees à Paris au present mois de May: par lesquelles & en ensuyuant & conformement l'edict du mois de Iuillet dernier passé, sur l'vniō des charges des Thresoriers de France & Generaux des finances, & creation d'un cinquiesme Thresorier general, ledit Seigneur dit, declare & ordonne, que chacun desdits Thresoriers generaux aura & perceura demy escu pour chacune vacation à eux attribuee par iceluy edict. Lequel demy escu sa Majesté veut estre appellé, Droit de presence: & que la perte qu'en feront les absens accroisse & tourne au profit des presens, à fin de tant plus les conuier & rendre enclins à leur deuoir à son seruice, & se trouuer & assembler en leurs bureaux, sans que pour leur absence ils puissent perdre aucune chose des gages à eux attribuez. Nonobstant la Declaration sur l'attribution de quarante escus à chacun d'eux, laquelle pour ce regard seulement ledit Seigneur a reuocqué & reuocque. Nonobstant aussi la clause portee par la verification de la chambre, aux charges, selon & ainsi qu'il est plus à plein déclaré par lesdites lettres. Veu lesquelles, l'affaire mis en deliberation, & tout considéré:

La chambre a ordonné, qu'apres que lesdites lettres de declaration auront esté verifiees par la cour de Parlement, comme a esté ledit edict de creation & declaration sur iceluy, sera fait ce qu'il appartiendra par raison. Faire le seziesme iour de May, l'an mil cinq cens soixante & dixhuiſt. Signé, DE LA FONTAINÉ.

Lettres de iussion à la chambre des comptes pour passer le demy escu d'espices attribué aux Thresoriers generaux de France, pour leurs droicts de presence.

IX.
Idem 1578.

HENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Polongne, à noz amez & feaux les gens de noz comptes, Salut. Nous vous auons nagueres adressé noz lettres de declaration en forme d'edict de ce present mois, cy attachees souz nostre contreseel, pour la iouyssance par les Thresoriers de France & Generaux de noz finances, du droit de demy escu que leur auons attribué par nostre edict du mois de Iuillet dernier, sur l'vniō de leurs offices & creation d'un cinquiesme Thresorier general en chacune charge & generalité ne nostre Royaume: & ce nonobstant que par noz lettres de declaration du mois de Mars ensuyuant, sur voz remonstrances nous ayons commué ledit demy escu en quarante escus à chacun par an. Sur quoy par vostre arrest du seziesme de ce present mois auez ordonné, apres que nosdites lettres de declaration cy attachees, auront esté verifiees en nostre cour de Parlement, comme ont esté lesdits edicts & declaration, il fera par vous fait ce qu'il appartiendra par raison. Ayant veu lequel arrest en nostre conseil priué, & considéré qu'il n'est question en ceste declaration que de la seule allocation dudit demy escu, porté par nostredit edict de Iuillet, ia verifié en nostredite cour sans aucune restriction ne modification: lequel demy escu voulons estre appellé, Droit de presence, au lieu desdits quarante escus, à quoy il se trouue restreint par ladite declaration subsequente. Et de leuer la modification par vous apposee audit edict, portant peine de priuation de leurs gages, à faute de s'assembler es lieux, iours, & au nombre portez par iceluy, dont la cognoissance & iugement vous appartient: combien que icelle declaration ait esté verifiée en nostredite cour.

A ces causes de l'aduis de nostredit conseil, vous mandons, commandons & tresexpressément enjoignons par ces presentes, que sans vous arrester à ce que nosdites lettres de declaration cy attachees, ne sont adressees ne verifiees en nostredite cour de Parlement, vous ayez à icelles publier, verifier & enregistrer selon leur forme & teneur, & sans y vser d'aucune longueur, restriction, modification ne difficulté: nonobstant vostredit arrest, & quelsconques ordonnances, restrictions, mandemens ou defenses à ce contraires. Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le vingtroisiesme iour de May, l'an de grace mil cinq cens soixante dixhuiſt: & de nostre regne le quatriesme. Signees, Par le Roy estant en son conseil, BRVLART. Et sceelées en cire iaune sur simple queue.

Registrees en la chambre des comptes, ainsi qu'il est contenu au registre sur ce fait. Le deuxiesme iour de Iuin l'an mil cinq cens soixante & dixhuiſt. Signé, DANES.

Extrait des Registres de la chambre des comptes.

VE par la chambre les lettres patentes du Roy en forme d'édit, donnees à Paris au present mois de May, signees HENRY, & sur le reply, Par le Roy estant en son conseil, BRVLART. Par lesquelles en ensuyuant & conformément l'édit du mois de Iuillet dernier passé, sur l'vniou des charges de Thresoriers de Frâce & generaux des finances, & creation d'un cinquieme Thresorier general, sa Majesté dit, declare & ordonne, que chacun desdits Thresoriers generaux aura & perceura demy escu pour chacune vacation à eux attribuee par iceluy édit. Lequel demy escu sadite Majesté veut estre appelé, Droit de presence: & que la perte que feront les absens accroisse & tourne au profit des presens, à fin de tant plus les leur deuoir à son service, & se trouuer & assembler en leurs bureaux, sans que pour leur absence ils puissent perdre aucune chose des gages à eux attribuez. Nonobstant la declaration sur l'attribution de quarante escus à chacun d'eux, laquelle pour ce regard seulement ledit Seigneur a reuoké & reuokue. Nonobstant aussi la clause portee par la verification de la chambre, aux charges, selon & ainsi qu'il est plus à plein declaré par lesdites lettres. L'arrest de la chambre interuenu sur icelles le seiziesme de ce present mois de May, par lequel autroict esté ordonné, qu'apres que lesdites lettres de declaration auroient esté verifiees par la cour de Parlement, comme auoit esté ledit édit de creation & declaration sur iceluy, seroit fait ce qu'il apparendroit par raison. Autres lettres patentes dudit Seigneur donnees audit Paris le vinttroisiesme de ce dit mois, par lesquelles la Majesté commande & expressement enioint à la chambre, que sans l'arrest à ce que lesdites lettres de declaration ne sont adressees ne verifiees en ladite cour de Parlement, elle ait à icelles publier, verifier & enregistrer selon leur forme & teneur, & sans yser d'aucune longueur, restriction, modification ne difficulté, & nonobstant l'arrest d'icelle, & tout considéré:

LA chambre en enterinant lesdites lettres a ordonné & ordonne, que lesdits Thresoriers & Generaux serot tenus de resider suyuant l'édit de creation, & autres edicts precedans, sur peine de priuation de leurs gages. Et quant aux assemblees & vacations qu'ils sont tenus faire, pour le regard desquelles leur est attribué pour chacune demy escu, ladite chambre a ordonné qu'ils seront tenus de les faire aux iours & heures portez par iceluy édit: sur peine de dechoir du droit d'entree à eux accordé, & limité à raison de quarante escus par an: le quel neantmoins accroistra aux presens. Fait le vintuietiesme iour de May l'an mil cinq cens soixante dixhuiet.

Signé,

DANES.

Secondes lettres de Iussion sur l'attribution dudit demy escu d'espices.

HENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Polongne, à noz amez & feaux les gens de noz comptes à Paris, Salut. Par noz lettres de declaration en forme d'édit. Idem 1578
dict, cy attachees souz le contrescel de nostre Chancellerie: & lettres de declaration sur icelles du vinttroisiesme du present mois, nous vous auons amplement fait entendre nostre intention estre, que noz amez & feaux Conseillers, les Thresoriers generaux de France ayent, comme leur auons attribué, demy escu à chacun d'eux pour leur Droit de presence, es iours qu'ils s'assembleront pour nostre service en leurs bureaux: & que ce que perdront les absens accroistra aux presens, sans que pour ladite absence ils puissent estre prieux ny souffrir aucune perte de leurs gages. Neantmoins par vostre arrest aussi cy attaché du vint-huitiesme iour du present mois, vous auez ordonné que nosdits Thresoriers generaux seront tenus de resider, sur peine de priuation de leursdits gages: & de s'assembler aux iours & heures portez par nostre édit de Iuillet, sur peine de dechoir du droit de quarante escus par an, à quoy aurions cy deuant reduict & moderé ledit Droit de presence: ce qui est à present contre noz vouloir & intention.

A ces causes nous voulons, vous mandons & expressement enioignons par ces presentes, signees de nostre main, que vous prendrez pour derniere & finale iussion, que nonobstant vostredit arrest, & sans attendre autre ny plus expres commandement de nous, vous ayez à faire iouyr nosdits Thresoriers generaux dudit droit de demy escu de presence, suyuant nostredit édit de Iuillet, & nosdites lettres de declaration sur ce expediees, sans aucune restriction ny modification: à la charge qu'ils resideront, & feront leurs cheuauchees suyuant noz edicts & ordonnances. Car tel est nostre plaisir. Nonobstant vostredit arrest, restrictions, mandemens, & lettres à ce contraires. Donnée à Paris le trentiesme iour de May, mil cinq cens soixante dixhuiet. Et de nostre regne le cinquiesme. Signees, HENRY. Et plus bas, Par le Roy estant en son conseil, PINART. Et sceelées en cire iaune sur simple queué.

Registrees en la chambre des comptes, ainsi qu'il est contenu au registre sur ce fait. Le deuxiesme iour de Iuin, l'an mil cinq cens soixante & dixhuiet. Signé, DANES.

Extrait des registres de la chambre des comptes.

VE par la chambre les lettres patentes du Roy en forme d'édit, donnees à Paris au mois de May dernier passé, signees HENRY, & sur le reply, Par le Roy estant en son conseil, BRVLART. Par lesquelles en ensuyuant & conformément l'édit du mois de Iuillet dernier, sur l'vniou des charges de Thresoriers de France & Generaux des finances, & creation d'un cinquieme Thresorier general: sa Majesté dit, declare & ordonne, que chacun desdits Thresoriers generaux aura & perceura demy escu pour chacune vacation à eux attribuee par iceluy édit. Lequel demy escu sadite Majesté veut estre appelé, Droit de presence: & que la perte que feront les absens accroisse & tourne au profit des presens: à fin de tant plus les leur deuoir à son service, & se trouuer & assembler en leurs bureaux, sans que pour leur absence ils puissent perdre aucune chose des gages à eux attribuez. Nonobstant la declaration sur l'attribution de quarante escus à chacun d'eux, laquelle pour ce regard seulement ledit Seigneur a reuoké & reuokue. Nonobstant aussi la clause portee par la verification de la chambre, aux charges, selon & ainsi qu'il est plus au long contenu

esdites lettres. L'arrest de ladite chambre interuenu sur icelle le vingthuitiesme iour dudit mois de May, par lequel veu les lettres de iussion y mentionnees, elle auoit en enterinant lesdites lettres, ordonné que lesdits Thresoriers & generaux seroyent tenus de resider suyuant l'edict de creation, & autres edicts precedens, sur peine de priuation de leurs gages. Et quant aux assemblees & vacations qu'ils sont tenus faire, pour le regard de lesquelles leur estoit attribué pour chacune demy escu : ladite chambre auoit ordonné qu'ils seroyent tenus de les faire aux iours & heures portez par iceluy edict, sur peine de descheoir du droit d'entree à eux accordé & limité à raison de quarante escus par an, lequel neantmoins accroistroit aux presens. Autres lettres patentes dudit Seigneur donnees à Paris, le trentiesme iour dudit mois de May, signees, HENRY. Et plus bas, par le Roy estant en son conseil, P. NART. Contrenant iussion & mandement expres à ladite chambre de faire iouyr lesdits Thresoriers generaux dudit droit de demy escu de presence, suyuant ledit edict de Iuillet, & lettres de declaration sur ce interuenues, sans aucune restriction ny modification : à la charge qu'ils resideront & feront leurs cheuauchees suyuant les edicts & ordonnances du Roy, nonobstant le susdit arrest. Et rout considéré.

La chambre de l'expres commandement du Roy par plusieurs fois reiteré, a ordonné & ordonne, que lesdites lettres de declaration seront registrees es registres d'icelle, pour iouyr par lesdits Thresoriers generaux du droit de demy escu, suyuant ledit edict du mois de Iuillet & declarations sur ce expediees, tant & si longuement, qu'il plaira au Roy : & à la charge qu'ils resideront sur les lieux, suyuant les edicts & ordonnances. Faict le deuxiesme iour de Iuin, l'an mil cinq cens soixante dixhuiet. Signé, DANES.

Lettres de iussion à la cour des Aydes, pour leuer & oster les charges & modifications faictes par ladite cour à la publication de l'edict sur l'vniou des offices de Thresoriers de France, & Generaux des finances : & creation d'un cinquiesme Thresorier general.

XI.
Idem 1578

HENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Polongne, à noz amez & feaux les gens de nostre cour des Aydes à Paris, Salut & dilection. Ayans veu en nostre conseil priué par la copie de vostre arrest cy attachee, les charges & modifications par vous faictes à la publication de nostre edict du mois de Iuillet dernier, sur l'vniou des offices de Thresoriers de France, & Generaux de noz finances, & creation d'un cinquiesme Thresorier general en chacune des charges & generalitez de nostre Royaume : & trouué lesdites modifications contraires & preiudiciables à la teneur dudit edict, & à nostre intention. A quoy desirans pourueoir, & nostredit edict sortir son plein & entier effect, nous de l'aduis de nostredit conseil vous mandons & tresexpressément enioignons, que en reformant vostredit arrest, vous ayez à leuer & oster lesdites charges & modifications, demourant ladite publication pure & simple, aux charges des declarations mentionnees audit arrest : faisant iouyr nosdits Thresoriers generaux tant anciens que nouveaux suyuant nostredit edict, de la seance en nostredite cour, au mesme rang que les anciens Thresoriers generaux, à l'instar desquels ils sont creez, & selon les verifications faictes tant en nostre cour de Parlement que chambre des comptes, sans les estreindre à aucun serment ny examen, attendu qu'ils y doyuent satisfaire à leurs receptions en nostredite chambre des comptes. Ny aussi les priuer des droicts attribuez à chacun bureau par nostredit edict, à prendre sur les amendes de nostredite cour : & sans sur ce attendre de nous autre plus expres commandement de bouche ou par escript, que le present. Nonobstant iceluy vostre arrest, & quelconques ordonnances, restrictions, mandemens ou defenses à ce contraires : car tel est nostre plaisir. Donnée à Paris le vingtcinquiesme iour de May, l'an de grace mil cinq cens soixante dixhuiet, & de nostre regne le quatriesme. Signé, HENRY. Et plus bas, Par le Roy estant en son conseil.

BRVLART. Et sceelles en cite iaune sur simple queuë.

Registrees en la cour des Aydes à Paris, aux charges contenuës en l'arrest d'icelle. Donnée ce iourd'huy neuuesiesme iour de Iuin l'an mil cinq cens soixante dixhuiet. Signé, DE BEAUVAIS.

DE LA CHAMBRE DES MONNOYES,

& sa iurisdiction.

TILTRE III.

I.
Héry 2. 1591.

HENRY par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Comme de long temps & d'ancienneté ait esté instituee & establie nostre chambre de noz monnoyes en nostre ville & cité de Paris, par noz predecesseurs Roys de France (que Dieu absolve.) Et par nous confirmee, avec vn President & dix Conseillers generaux, noz Aduocat & Procureur & autres Officiers, pour nous conseiller en ce qu'il nous conuient faire pour donner ordre au fait de nosdites monnoyes, par lesquelles sont estimees toutes choses qui sont necessaires pour l'usage des hommes & inuentees pour la facilité du commerce des vns aux autres, & par lesquelles toutes choses recoiuent leur certain prix & estimation. En laquelle chambre lesdits generaux ont entiere cognoissance, iurisdiction & superintendance priuatiuement à tous Iuges, tant de noz cours souueraines, que Iuges ordinaires de noz Royaume, pays, terres & Seigneuries, pour iuger & determiner si lesdites monnoyes sont fabriquees des poix & loy, ou dedans les remedes force ordonnez : & des fautes maluerfications & abus qui ce commettent au fait de nosdites monnoyes, tant par les Maistres particuliers & Officiers d'icelles, que changeurs, orfeures, ioyauillers, affineurs,

Tome second.

HHH

departeurs, bateurs d'or & d'argent, mineurs & Officiers de mines, cueilleurs & amasseurs d'or, & de pailloles de nostredit Royaume, pays, terres & Seigneuries, en ce qu'il concerne leurs charges, offices, estats & mestiers. Et aussi leur auoit esté attribué la iurisdiction & coercion par concurrence & preuention à noz autres Iuges ordinaires, contre les faux monnoyeurs, rongneurs de monnoyes, allocateurs d'icelles, & infracteurs de noz ordonnances, sur le cours & mise de noz monnoyes & des monnoyes estrangeres, auxquelles nous donnons & defendons le cours & mise en nostdits Royaume, pays, terres, & Seigneuries. Et aussi pour cognoistre des appellations qui seront interiectées, tant des Preuosts, gardes & autres Officiers de nostdites monnoyes, que des conseruateurs des priuileges de nostdites mines, es causes & matieres desquelles ils doyuent cognoistre par nostdites ordonnances: à la charge que sil estoit appellé des sentences & iugemens de nostredite chambre, lesdites appellations seroyent decidees & determinees en nostre cour de Parlement à Paris. Au moyen desquelles appellations desdits Maistres & Officiers, changeurs, orfeures, & autres desludits ne craignent lesdits iugemens de nostredite chambre, & ne font curieux de bien verser en leurs estats, offices & mestiers, se confians par ledit appel, lequel prend quelque fois l'og traicté de temps, de esgarer, & deguïser leurs fautes, maluerfations & abus, au grand dommage de nous & de noz suiets.

1 S'AVOIR faisons, que nous voulons sur ce pouruoir, apres auoir mis la matiere en deliberation avec aucuns Princes de nostre sang, & autres grans & notables personnaiges, pour ce conuoquez & assemblez en nostre priuë conseil, & par l'aduis d'iceluy, auons, créé, erigé, & establi, creons, erigeons & establissons par ces presentes, nostredite chambre des monnoyes seant à Paris en cour & iurisdiction souveraine & superieure: pour y estre cognu, iugé & décidé par arrest en dernier ressort, & sans appel, de toutes matieres ciuiles & criminelles, dont la cognoissance appartient, & est attribuee à ladite chambre par ordonnance, tant de nous que de noz predecesseurs Roys: soit en premiere instance, ou par appel desdites gardes, Preuosts & conseruateurs des priuileges des mines.

2 Contre lesquels iugemens & arrests nul ne sera receu, sinon par la voye de proposition d'erreur, es matieres desquelles par noz ordonnances l'on peut proposer erreur, & tout ainsi qu'en noz autres cours souveraines: à la charge toutesfois que pour donner lesdits arrests, il y aura tousiours le nombre de neuf pour le moins, desdits generaux de noz monnoyes, avec le President, ou le plus ancien desdits generaux, pour l'absence dudit President: de façon qu'esdits iugemens ils soyent tousiours en nombre dix.

3 ET pource qu'il n'y a de present en ladite chambre sinon vn President, & dix Conseillers generaux, qui font tenus d'envoyer ordinairement aucuns d'entr'eux, pour visiter l'estat de nostdites monnoyes, & Officiers d'icelles par tout nostdits Royaume, pays, terres & Seigneuries, tellement qu'ils ne pourroyent estre en nombre suffisant pour donner lesdits arrests. A ceste cause voulons à ce pouruoir, & que les procez ciuils & criminels suruenans en nostredite cour des monnoyes, soyent mieulx instruits & lugez, selon droit & raison, par suffisant nombre des Iuges, comme dit est, & ladite cour tenue en meilleure & plus grande autorité: nous auons par l'aduis & deliberation de nostre dit conseil, créé, erigé, & establi, creons, erigeons & establissons en icelle nostre cour des monnoyes, vn second President, & trois Conseillers generaux de robe longue, licentiez, sçauans & experimentez au fait de iudicature, aux gages qui leur seront par nous cy apres ordonnez: & à tels autres droits, profits, preeminences, franchises, priuileges & libertez qui y appartiennent, & qu'ont iouy, & iouissent lesdits Presidents & generaux de l'ancienne creation & institution.

4 ET outre disons, declarons & ordonnons, qu'aduenant vacation d'aucuns offices desdits Presidents & generaux, il y sera par nous & noz successeurs Roys pourueu de personnes de robe longue, sçauans & experimentez au fait de iudicature: tellement qu'outre lesdits Presidents, le nombre d'iceux generaux Conseillers de robe longue soit tousiours de sept pour le moins, & de ceux de robe courte six au plus, sçauans & experimentez au fait de nostdites monnoyes, tous suiets à examen, auant que ils puissent estre receus esdits estats & offices: lesquels d'oresnauant se feront recevoir, & presteroient le serment sur ce deu & accoustumé en nostredite cour des monnoyes, & non ailleurs.

5 ET à fin que chacun sçache de quelles causes & matieres icelle nostre cour deura cognoistre, & qu'aucun trouble ou empeschement n'y soit mis par noz cours de Parlement, chambre des comptes, Baillifs, Seneschaux & Iuges quelconques: auons dit, déclaré & ordonné, disons, declarons & ordonnons, par cesdites presentes, de noz certaine, sciëce, pleine puissance & autorité Royal, Delphinal, & Prouençal, que nostredite cour des monnoyes cognoistra sans appel, & en dernier ressort, comme dit est, priuatiuement à tous Iuges, soyent de noz cours souveraines, chambre des comptes, ou autre de nostdits Royaume, pays, terres & Seigneuries, des deniers de boîtes de toutes nostdites monnoyes: ensemble des fautes & maluerfations commises, & qui se cōmettront par les Maistres, gardes, Preuosts, essayeurs, tailleurs, contregardes, ouuriers, monnoyeurs, changeurs, affineurs, departeurs, bateurs, tireurs d'or & d'argent, mineurs, cueilleurs d'or de paillole, orfeures, ioyaliers, graueurs, balancier, & autres faisant fait de nostdites monnoyes, circonstances & dependances, en ce qui concerne leurs charges, estats & mestiers, visitations & rapports que les Maistres d'iceux mestiers seront tenus faire d'oresnauant: c'est à sçauoir en nostredite ville de Paris, par deuant les generaux de nostredite cour des monnoyes: & aux autres villes de nostredit Royaume, pays, terres & Seigneuries, par deuant les gardes & Preuosts d'icelles monnoyes, chacun en son destroit & ressort.

6 Aussi cognoistra nostredite cour des monnoyes, par preuention & concurrence, avec noz Bailiffs, Seneschaux & autres Iuges, du fait des faux monnoyeurs, rongneurs & autres, de quelque estat & condition qu'ils soyent, infracteurs de noz ordonnances, touchant le fait de nosdites monnoyes, & generallyment de tous autres cas ciuils & criminels dont la cognoissance est attribuee & appartient ausdits generaux de noz monnoyes par ordonnance tant de nous que noz predecesseurs Roys, circonstances & dependances, le tout par arrest en dernier ressort, comme dessus, iusques à condamnation & execution corporelle, mesmement de mort & abscission de membres inclusiuement, soit en premiere instance, ou par appel des commis & deputez par ladite cour, gardes Preuosts desdites monnoyes, & conserveateurs des priuileges des mines : en tout cas desquels ils peuuent cognoistre en premiere instance.

7 Lesquels arrests & iugemens de nostredite cour des monnoyes, voulons estre executez incontinent, & sans delay, tant en nostredite ville, Preuosté & Vicomté de Paris, qu'autres lieux & endroits de nosdits Royaume, pays, terres & Seigneuries, sans demander aucunes lettres de *visa*, *placet*, ou *pareatis*, ne faire aucunes insinuations à noz cours de Parlement, ou autres Iuges desdits pays : nonobstant qu'ils voulussent pretendre lesdits generaux de noz monnoyes n'auoir territoires pour executer leursdits iugemens & arrests, & quelconques autres priuileges, statuts & stiles pretendus au contraire : ausquels nous auons derogé & derogeons par celdites presentes, & à la derogatoire de la derogatoire.

8 Et enioignons bien expressement à noz Preuosts de Paris, Bailiffs Seneschaux & autres Iuges chacun endroit soy, qu'ausdits generaux des monnoyes, leur commis & deputez, baillent conseil, confort, aide, secours, auces prisons, oustils, & lieux pour bailler tortures, Sergens & executeurs de haute justice. toutesfoi qu'ils en seront requis pour la confection desdits procez criminels, & execution de leursdits iugemens & arrests : sans en ce leur faire mettre ou donner, ne souffrir leur estre fait, mis ou donné, directement ou indirectement aucun trouble, destourbier ou empeschement : sur peine d'amendes arbitraires, & d'estre punis comme rebelles & desobeissans à noz commandemens, edict & ordonnances, dont ils seront iusticiables pour ce regard en nostredite cour des monnoyes : en enioignant à nostre Procureur general en icelles, d'en faire les pourfuytes à ce requises & necessaires.

9 Declarons en outre que les parties, tant de pays coustumier, que de droit escrit, qui auront mal appellé en nostredite cour des monnoyes, seront condamnez enuers nous pour le fol appel en trente liures Paris d'amende, qui sera receuë par le receueur des exploits & amendes de ladite cour.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux Conseillers les gens tenans nostredite cour de Parlement à Paris, &c. Donné à Fontainebleau au mois de Ianuier, l'an de grace mil cinq cens cinquante & vn, & de nostre regne le cinquiesme. *Visa*. Signé au bas, Par le Roy en son conseil.

DE L'ABESPINE.

Acta, publicata & registrata, audito Procuratore generali Regis, de expresso mandato eiusdem domini Regis, excepto quantum ad cognitionem in ultimo ressorto materiarum criminalium. Actum Parisiis in Parlamento duodecima mensis Aprilis, anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo primo ante Pascha.

Signé. DV TILLET.

Acta, publicata & registrata de mandatis expressis reiteratis, in registro curie contentis, Parisiis in Parlamento, sextadecima die Maij, anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo secundo. Signé, C A M V S.

Euocation & renvoy en la cour des generaux des monnoyes, de toutes les causes & matieres estans de la iurisdiction & cognoissance de ladite cour, en quelque estat qu'elles soyent pendantes & indecises par deuant les cours de Parlement, grand conseil, & autres iurisdictionz de ce Royaume.

II.
Idem 1554.



ENRY par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme par edict donné au mois de Ianuier, mil cinq cens cinquante vn, publié en nostre cour de Parlement à Paris, & ailleurs où besoing auroit esté, nous eussions créé & erigé nostre chambre des monnoyes seant à Paris, en cour & iurisdiction souveraine & superieure, pour y estre cogneu, iugé & décidé par arrest en dernier ressort, & sans appel, priuatiuement à tous Iuges, soyent de noz cours souveraines, chambres des comptes, ou autres Iuges de nosdits Royaume, pays, terres & Seigneuries de nostre obeissance, des deniers des boîtes de toutes noz monnoyes, ensemble des fautes & maluerfations commises, & qui se commettent par les Maistres, gardes, Preuosts, essayeurs, tailleurs, contregardes, ouuriers, monnoyeurs, changeurs, affineurs, departeurs, bateurs, tireurs d'or & d'argent, mineurs, cueilleurs d'or & paillole, orfeures, alchemistes, graueurs balenceurs, & autres faisant fait de nosdites monnoyes, circonstances & dependances, ce que concerne leurs charges, estats & mestiers, visitatiōs & rapports : & desdites matieres, leur circonstances & dependances interdit & defendu à tous Iuges la cognoissance, iurisdiction iugement & decision, & aussi par preuention & concurrence du fait des faux monnoyeurs, rongneurs & expositeurs, & autres de quelque estat & condition qu'ils soyent, infracteurs de noz ordonnances, touchant le fait de nosdites monnoyes : & generallyment de tous autres cas ciuils & criminels, dont la cognoissance est attribuee & appartient à nostredite cour des monnoyes, par ordonnance tant de nous que de noz predecesseurs Roys, circonstances & dependances, le tout par arrest en dernier ressort, comme dir est. Ce neantmoins nous auons esté aduertis que plusieurs personnes pour eiter la correction & punition des fautes, crimes delits & maluerfations par eux

HHH ij

commises és choses dessusdites, & pour rendre les procez immortels, auoyent souz faux, donné à entendre: & par importunité, fait euoquer à nous, & nostre priué conseil plusieurs procez, tant en matieres ciuiles que criminelles commencez, à instruire par nosdits generaux des monnoyes, tant au parauant par ledit edict de souveraineté, que depuis iceluy, & iceux fait renuoyer tant en noz cours de Parlement de Paris, Tholozé, Rouën, Grenoble, grand conseil, que par deuant autres Iuges Royaux, & deleguez, contre l'effet de noz ordonnances, & edict de souveraineté: tel que dessus, au grand preiudice, dommage & interest de nous, & de nostre chose publique, pour le retardement de l'expedition desdites matieres & procez, & punition des crimes & delits: ce qui n'auendroit si nosdits generaux, qui sont Iuges ordinaires de telles matieres & procez criminels & delits, en auoyent seuls l'entiere cognoissance, iugement & decision, comme ils doyent auoir, suyuant nosdites ordonnances, & edict de souveraineté: à quoy est bien requis remedier & pourvoir.

I PAR QUOY, nous ce consideré, & quen euoquant ainsi par nous les procez & matieres dont la cognoissance, iugement & decision en appartient à nostredite cour des monnoyes, suyuant nostre edict, & les ayans renuoyes par deuant autres Iuges, est chose contraire audit edict, & à noz vouloir & intention, attendu mesmes que chacun Iuge doit cognoistre & iuger des matieres qui luy sont cōmises & attribuees par nosdites ordonnances & edicts, & n'en entreprendre cour & iurisdiction l'un sur l'autre. A ces causes, & pour le bien & soulagement de noz suiets, & à fin que iustice soit plus promptement faite & administrée à vn chacun, auons par l'aduis & deliberation d'aucuns Princes de nostre sang, & autres gens de nostre priué conseil, de noz certaine science, pleine puissance & autorité Royal, Prouençal & Delphinal, euoqué & euoquons à nous, & à nostre personne tous & vn chacun les differens, tant ciuils que criminels, qui sont attribuez à nostre cour des monnoyes par ledit edict & ordonnance, soit priuatiuement ou par concurrence & preuention, leurs circonstances & dependances, en quelque estat qu'ils soyent, & par deuant quelconques Iuges, soit en nostre conseil priué, cours de Parlement de Paris, Tholozé, Grenoble ou autres noz cours de Parlement, grand conseil, ou par deuant le Preuost de Paris, & autres noz Iuges: & d'iceux procez & matieres, tant ciuiles que criminelles, leursdites circonstances & dependances, auons renuoyes & renuoyons en icelle nostredite cour des monnoyes: pour y estre instruites, si instruites ne sont, & y estre iugées decidees & terminees, suyuant la forme de noz edicts.

2 EN interdisant à nosdites cours de Parlement, grand cōseil, & à tous autres noz Iuges la cognoissance, iugement & decision desdits procez & matieres, leurs circonstances & dependances, le tout nō obstant oppositions ou appellations quelconques faites ou à faire: & ausquelles noz cours de Parlement, grand conseil & autres Iuges, que besoing sera, nous voulons ces presentes estre signifiees par le premier nostre Huissier, ou Sergent sur ce requis, qu'à ce faire commettons, & aussi pour faire le renuoy en icelle nostre cour des monnoyes de toutes les matieres & procez: leurs circonstances & dependances, sans qu'il soit tenu pour ce demander aucunes lettres de *placet visa*, ne *pareatis*: car tel est nostre plaisir, &c. Donné à Fontainebleau le troisieme iour de Mars, l'an mil cinq cens cinquante quatre, & de nostre regne le huitiesme. Par le Roy estant en son conseil. Ainsi signé. CLAVSSE.

Leués, publiees & enregistrees en la cour des monnoyes, le Procureur general du Roy en icelles ce requerant, le vrentiesme iour de Mars, l'an mil cinq cens cinquante quatre auant Pasques. Ainsi signé, HOTMAN.

Arrest du priué conseil, pour la souveraineté & iurisdiction de la cour des generaux des monnoyes à Paris.



EN RY par la grace de Dieu Roy de France, Dauphin de Viennois, Comte de Valentinois & Diois, Comte de Prouence, Forcalquier & terres adiacentes, à tous ceux qui ces presentes lettres verront. Salut. Sur les remonstrances à nous, & à nostre cōseil priué faites de la part des gēs des trois estats de nostre pays de Lâguedoc, par M. Iean Durand syndic dudit pays, par M. Iean la grâce syndic de nostre pays de Dauphiné, & par les gens des trois estats de nostre pays & Duché de Bourgogne, & ce qui nous a esté dit & remōstré de la part de nostre cour des generaux des monnoyes à Paris, sur ce que les cours de Parlement desdits pays à l'instance & poursuite desdits gens des trois estats auoyent differé publier nostre edict, & lettres de secōde iussion: par lequel edict nous auons erigé nostredite cour des monnoyes en souveraineté, pour cognoistre du fait des monnoyes priuatiuement à toutes autres cours, & Iuges, tāt pour le iugement des boētes, que pour les abus, fautes, crimes & maluersations commis, & qui se peuent commettre en nosdites monnoyes par les Maistres & Officiers d'icelles, & par les orfeures, ioyauillers, changeurs, affineurs, departeurs & tireurs d'or & d'argent, & autres manias, or argent & billon: & par preuention à l'encontre de tous faux monnoyeurs, rongneurs, billonneurs, & transgresseurs de noz ordonnances sur le fait de nosdites monnoyes. Pareillement des causes ciuiles de nosdits Officiers, ouuriers & monnoyers de nosdites monnoyes, lesquels de tout temps, & d'ancienneté par priuilege de noz predecesseurs Roys, ont eu leurs causes commises en nostredite cour des monnoyes: disans par lescdits deputez desdits estats, que par ledit edict seroit cōtreuenu à leurs priuileges, ressort des cours de Parlement, tirer les suiets desdits pays hors leur dit ressort, au grand dommage & interest du public, & contre leurs priuileges, iugemens, sentences & arrests qu'ils auront obtenu de nous en nostre conseil priué, & autres cours contre nostredite cour des monnoyes, & autres qui auront voulu

par semblable edict, distraire nosdits suiets de leursdits ressors respectiuelement. Et aussi que noz chambres des comptes de Dijon & Grenoble, auoyent de toute ancienneté cognu du fait desdites monnoyes, tant pour le iugement des boëtes, que des fautes commises en icelles par lesdits Officiers : & pareillement des fautes commises par les changeurs, orfeures, ioyauliers, tireurs & departeurs d'or & d'argent, & autres faisans ouurages d'or & d'argent & billon: disans pour ces causes & autres que non obstant nostre dit edict, nosdites chambres des comptes deuoyent cognoistre desdits cas priuatiue- ment à nostredite cour des monnoyes.

1. SUR quoy nostredit priué conseil auroit dit & ordonné, sans auoir esgard ausdites remonstiances, & notwithstanding icelles, que nostredit edict contenant la souueraineté & iurisdiction par nous attribuee à nostredite cour des monnoyes, tiendra & sortira son plein & entier effect: & qu'à ceste fin il sera de- rechef mandé, & enioint à nosdites cours de Parlement, de Languedoc, Bourgongne, Dalphiné, & à toutes autres noz cours de Parlement, qu'ils ayent incontinent à proceder à la publication d'iceluy nostre edict: & en ce faisant souffrir & laisser nostredite cour des monnoyes, & les deputez d'icelle, pour faire les cheuauchees, visitation & exercice de leur dite iurisdiction, iouyr entièrement de ladite iurisdiction, & cognoissance que nous leur auons donnée & attribuee par nostredit edict, & autres precedens edicts, & ordonnances pour le fait de nosdites monnoyes, sans leur faire ny donner cy après aucun destourbiér ou empeschement.

2. Sauf toutesfoies que là où iceux deputez de nostredite cour des monnoyes, faisans leur cheuauchees par les provinces de nostredit Royaume auoyent preuenu, faits & instruits les procez contre aucuns faux monnoyeurs, rongeours, billonneurs & autres, sur lesquels ils ont iurisdiction cumulative, & par preuention seulement: en ce cas ils seront tenus renuoyer lesdits procez & procédures, ensemble lesdits preuenans & delinquans par deuers nosdites cours de Parlement ou Iuges Royaux des provin- ces où lesdits procez seront instruits, pour y estre iugez, sans extraction des personnes hors de leur res- sort pour ce regard tant seulemēt, & entant que touche lesdits Officiers de noz monnoyes, changeurs, orfeures, ioyauliers, tireurs, & departeurs d'or & d'argent, & autres sur lesquels nostredite cour des monnoyes a cognoissance & iurisdiction priuatiue à tous noz autres cours & autres Iuges par noz edicts & ordonnances, ils pourront estre tirez & extraits de leur dit ressort: tant en matieres criminel- les, qu'ès causes & matieres ciuiles, desquelles nostredite cour des monnoyes a cognoissance entre nos- dits Officiers, par preuention desdits pays & ressort, quand besoing sera, pour estre à droit par nostre- dite cour des monnoyes le tout non obstant lesdits priuileges, libertez, pactions & conuentions, cou- stums, edicts, & ordonnances pretendus, & allegues au contraire, tant par lesdits gens des trois es- tats, syndics desdits pays, qu'autres quelconques, & sans preiudice d'icelles en autres choses.

Si donnons en mandement à nosdites cours de Parlement &c. Donné à saint Germain en Laye le cinquiesme iour de Septembre, l'an de grace mil cinq cens cinquanteinq, & de nostre regne le neufiesme. Et est escript sur le repli, Par le Roy Comte de Prouence, en son cōseil. HVR AVLT. Plus est escript sur ledit repli,

Leu, publié & enregistré en la cour des monnoyes, le Procureur general du Roy ce requérant és presences des Maistres Iurez & gardes des mestiers de l'orfeurerie, affineurs, departeurs d'or & d'argent, balanciers, ioyauliers, changeours, bateurs & tireurs d'or & d'argent, Officiers, ouuriers & monnoyers de la monnoye de ceste ville de Pa- ris: le vingtiesme iour de Novembre, l'an mil cinq cens cinquanteinq. Signé, HOTMAN.

Suppression de la cour des monnoyes & limitation de leur iurisdiction.

1111. No v s auons supprimé tous offices de nostre cour & chambre de noz monnoyes à Paris, iusques à ce qu'ils soyent reduits au nombre ancien. Et ladite reduction faite y sera pourueu de personnes ex- perimentez au fait des monnoyes & metaux, qui seront incorporez (comme d'ancienneté) au corps de nostre chambre des comptes: & n'auront autre cognoissance que de iugement des boëtes, lesquel- les leur seront apportees chacune annee pour les iuger & dresser les estats des Maistres des monnoyes. Et quant à la punition des abus qui se cōmettront au fait de noz monnoyes, tant par les Officiers d'icel- les, que faux monnoyeurs, appartient & demeurera à noz Baillifs & Seneschaux, ou leurs Lieutenans.

Faux mon- noyeurs punis- sables par les Baillifs & Se- neschaux.

DU REIGLEMENT DES MONNOYES & Officiers d'icelle.

TITRE IIII.

Ordonnance des monnoyes, qui fut commandee au Parlement de Pentecoste, l'an 1273. Et dont en furent enuoyees lettres à tous les Baillifs, Seneschaux, & aux Barons qui ont monnoyes.

I. HILIPPES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ses amez & feaux, & à tous ceux qui ces presentes lettres verront & oyront, Salut & amour. Nous faisons à sçauoir que cest l'ordonnance des monnoyes, laquelle nous voulons & commandons qu'elle soit te- nue & gardee par tout nostre Royaume. Premièrement nous voulons & commandons que nulle monnoye ne courre en nostre Royaume, fors que les nostres propres, lesquelles y ont ac- coustumé d'y courre.

ITEM, nous voulons & commandons qu'en la terre de noz Barons qui n'ont monnoye ne ce for- ge nulle monnoye, fors que les leurs qu'ils tiennent de nous, & les nostres propres.

HHH iij

I. Hilippes de Vallois. 1273.



ITEM, nous voulons & commandons qu'en la terre à noz Barons qui n'ont monnoye, ne courre nulle monnoye fors que les nostres propres, ou celles que d'ancienneté par droict y ont vŕe accoustumement à courre.

DE rechef nous voulons & defendons sur peine de corps & d'auoir à tous ceux qui sont monnoyes, qu'ils ne les fondent ny ne fassent fondre, ny n'achètent billon de monnoyes à noz Barons, tant comme leurs monnoyes demeurent en leur droit cours, & qu'elles ne soyent abbatuës.

ET outre si que nul ne les trefbuché, à toy Baillif nous te mandons & commandons, que tu estoirement & diligemment faces garder ceste ordonnance en la forme & en la maniere qu'il est contenu en ces presentes lettres. Et si tu trouuois aucun qui la trespasse, ou en soit rebelle ou contraire, puni-le alprement, qu'il ne s'y accoustume pas vne autrefois. Especiallement nous te mandons & commandons, que chacun mois vne fois, foy venir en ta presence de gens des villes de ta Baillie: c'est à sçauoir ceux qui plus prennent & mettent de monnoye. Et leur demande par leur serment s'ils ont, puis qu'ils sceurent la defence que nous auons faicte des monnoyes, prins ne mis nulle autre monnoye, fors que la nostre. Et s'ils le cognoissent, qu'ils en ayent puis pris ne mis, demande leur combien autre si par leur serment, de tant comme tu trouueras qu'il sera raisonnable. Et si tu trouuois aucun qui se pariaust de ces choses, puni-le si alprement comme l'on doit faire tel mal-faicteur. Toutes voyes à ces choses faire, & quand lon le fera à sçauoir & dire au peuple, & aux sermons prendre de ceste ordonnance garder, & aux amendes leur quand beoing sera, appelle avec toy deux ou trois preud'hommes de ta Baillie, que tu veras conuenables à ce: qui oyent & facent ces choses, & qui te puissent porter tesmoign, que tu les aye faictes si diligemment comme nous le te mandons & commandons. Et ces lettres fais à sçauoir au plus communément que tu pourras, que nuls ne se puissent excuser, qu'ils ne sçachent que nous voulons que ceste ordonnance soit tenuë & gardeë. Et fil y a aucun qui vueille auoir escript de ces lettres, si leur fais bailler. Et si te mandons que tu faces enuoyer le transcrit de ces lettres à tous noz Barons de ta Baillie, & à tous ceux qui ont iustice en leurs terres. Et leur mande que ceste ordonnance, si comme elle est dite cy dessus, facent garder & tenir, si qu'ils n'en conuenie pas que tu y mettes ta main par defaute d'iceux.

ITEM, derechef nous te mandons que tu defende communément, que nuls ne refusent parisis ne tournois, combien qu'ils soyent pelez ne mes qu'ils y appare cognoissance. Et pource que nous voulons que ce soit mieux tenu & gardé, nous auons fait seeller &c.

Cy dessouz au tilt, des priuileges & personnes priuileges qui est le dernier de ce tome, sont inferéz les priuileges & exemptions des Prestoits, ouuriers monnoyers, & Officiers des monnoyes. Pôit. a] Monnoyers. In ciuitate Romana in primis fuerit trium viri mensarii, seu monetarii, qui auro argento, arc fido seruando prae-rant. l. ij. §. deinde cum esset necessarius. ff. de or. iur. Et horum minus erat munus ista probi. auri & argenti, iustique ponderis examinare, vt iuste militum distribuerentur. Hodie in illorum locum successerunt praepositi monetarii, quos generales monetarii dicimus hac docet. Aprian lib. ij. de repu. Roman. cap. iij. Rebus.

POURCE que par la multitude des ouuriers de noz monnoyes de nostre Royaume, grande perte & diminution est aduenüë, & aduenit iournellement es deniers de noz aides, ainsi que nous auons esté aduertis: par ce que les plus riches marchans, & autres de diuers estats, qui deuroient payer grans deniers à cause de leurs vins, & autres denrees qu'ils vendent, & font vendre de leur creu, trouuent facon par faueur, amis, argent ou autrement, d'estre receus en noz monnoyes, combien qu'ils soyent purs ignorans, & non cognoissans au fait de nosdites monnoyes, & ne soyent de vacation, estat, & qualité conforme à l'estat de monnoyer: car le plus souuent tout gens de pratique, ou autrement: tellemnt qu'il est vray-semblable qu'ils ne se font recevoir en nosdites monnoyes, que pour defrauder noz deniers, & estre exemps de nosdites aides & tailles. A ceste cause auons ordonné & ordonnons, que d'oresnauant aucun soy disant monnoyer, ne iouyra des priuileges & exemptions octroyez ausdits monnoyers, sinon qu'il soit vray monnoyer de mestier, qualité & vacation conforme audit estat, homme idoyne, experimenté & cognoissant au fait de monnoyer, beoingnant actuellement en noz monnoyes, demeurant & residant en la ville & lieu où sera la monnoye, dont il est monnoyer, & sans fraude. Et ne voulons qu'aucune translation de monnoyer soit faite de monnoye à autre. Et si aucunes ont esté faites, nous les auons reuocques par ces presentes.

Le prix & valeur de certaines pieces d'or & d'argent.

FRANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme depuis nostre aduenement à la couronne, nous auons fait faire à diuerfes fois plusieurs assemblees de bons & notables personages, pour mettre, & donner ordre au fait de noz monnoyes, tédans par tous moyens à nous possibles de faire rabbailler les prix des marcs d'or & d'argent, & aussi autres excelsifs prix volontaires donnez de iour en iour par plusieurs marchans, gens de finance, & autres de diuers estats & qualité par leur auarice, volonte de fordonnee, & profit particulier. Lesquels faisant encores pis, ont rongné nosdites monnoyes, & diminué de leur prix, bonté & valeur. Et outre ont pareillement trasporté de noz pays, terres & Seigneuries, les bones monnoyes, & matiere de billon, d'or & d'argent, & icelles fait couerttir, & forger en mauuaises & dommageables monnoyes, côme ducats à la Mirandole, escus à l'aigle, marabais, niquets, liards de nostre dame de Lofanne, & autres monnoyes estranges & contrefaites, au grand & incroyable interest, perte & dommage de nous & de noz suiets.

POUR lesquelles choses pouruoir, & remedier, attendant que plus ample, & meure prouision y puisse estre donnee, & iusques à ce que par nous autrement en soit ordonné, auons permis & toleré, permettons & tolerons de nostre pleine puissance, & autorité Royal par ces presentes, le cours, tant de noz monnoyes que d'autres, en la maniere que s'ensuiuit.

C'est à

II.
Frac. 1. 316.
art. 22.

III.
Idem 155.

C'est à ſçauoir aux eſcus ſoleil faits à noz coings & armes, quarantecinq ſols tournois piece : aux grans blancs, douzains & dizains, & autres noz menües monnoyes, pour leur prix accouſtumez : eſcus à la couronne, quarante ſols ſix deniers : eſcus vieux, cinquante vn ſols ſix deniers : francs à pied & à cheual, quarante huit ſols ſix deniers : Royaux, quarante ſept ſols trois deniers : nobles à la roſe, cent ſols : nobles de Henry, quatre liures douze ſols : Angelots, ſoixante ſix ſols : ſaluts, ducats de Veniſe, Gennes, Florence, Portugal, Hongrie, Cecille & Caſtille, quarante cinq ſols ſix deniers : doubles ducats, quatre liures onze ſols : ridders, quarante ſols : lyons, cinquante trois ſols : florins, Philipps, vingſept ſols, imperiales de Flandres, ſoixante neuf ſols : demies imperiales, trentequatre ſols ſix deniers : carols de Flandres, vingtdoux ſols ſix deniers : alphonſins, ſoixante neuf ſols, ſcutins, quarante ſols : eſcus d'Angleterre, qui ont d'un coſté vne roſe couronnee, & de l'autre coſté vn eſcu aux armes d'Angleterre, quarantequatre ſols : autres eſcus d'Angleterre ayans vne roſe, quaranté & vn ſol : oboles de Lorraine, trentedoux ſols : florins au trait, vingthuit ſols : gros teſtons faits à noz coings & armes, dix ſols ſix deniers : teſtons de Suiſſe, Berne, Fribourg, Sion, Ferrare, Gennes & Millan, dix ſols ſix deniers : teſtons de Portugal, dix ſols quatre deniers : teſtons de Lorraine, neuf ſols huit deniers.

2 Et ſur peine de confiscation de corps & de biens, defendons de mettre & allouer les monnoyes deſſuſdites à plus haut prix, que le prix deſſuſdit. Et ſur icelles meſmes peines, defendons le cours de toutes autres monnoyes, fors & exceptees les monnoyes deſſus declarees & ſpecifiees. Et que nul tant ſoit-il oſé & hardi air à porter, ne faire porter, & transporter hors de noſdits Royaume, pays, terres & ſeigneuries aucunes deluides monnoyes defendues, ny autre billon d'or ne d'argent, freſcin, vaiſſelle röpue en maſſe, ni autrement eſloignant les plus prochaines de noz monnoyes. Auſſi que nul perſonnage, de quelque eſtat, qualité ou condition qu'il ſoit, ait à ſ'entremettre de faire faiſt de change, ſans expreſſes lettres de nous veriſees, ſelon les ordonnances.

3 PAREILLEMENT, defendons à tous les changeurs, qu'ils n'ayent à tenir en leurs maiſons, changes, ny ailleurs, aucunes monnoyes d'or ne d'argent defendues entieres : ains les ſizaillent & deformēt incontinent apres les auoir receues.

4 Et d'abondant voulons, ordonnons & nous plaïſt que noz Procureurs des lieux, chacun en ſa iuriſdiction, facent noſdites preſentes ordonnances de mois en mois lire & publier. Et pour l'entretènement d'icelles commettent & eſtabliffent certain nombre de gens, pour auoir l'œil ſur leſdits infracteurs, & tranſgreſſeurs. & auront les denonciateurs d'iceux la quartie partie des amendes & confiscations à nous adiuges ſelon leſdites anciennes ordonnances : & ce par maniere de prouiſion, juſques à ce que par nous autrement en ſoit ordonné.

5 I donnons en mandement, &c. Donné à Nantouillet le cinqeſme de Mars, mil cinq cens trentedoux, & de noſtre regne le dixhuitieſme. Par le Roy, BRETON.

Declaration ſur la precedente ordonnance, & de la punition de ceux qui rongneront les monnoyes.

III.
Idem, 1596.

ERANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces preſentes lettres veront, Salut. Comme pour mettre & donner ordre au faiſt de noz monnoyes, de noſtre Royaume, nous ayons cy deuant par diuers edicts & ordonnances, icelles aucunesfois diminuees de prix, & autresfois hauſſees ſelon que nous auions trouué eſtre neceſſairement requis (le cours vniuerſel des monnoyes eſtrangeres és autres Royaumes & pays, principalement de noz voiſins nous contraignant à ce) pour obuier à la perte, que ſans cela nous & noz ſuiers en euſſions notoirement portee. Et ſoit ainſi que par l'ordonnance dernièrement par nous faite ſur le faiſt de noſdites monnoyes, donnee à Nantouillet le cinqeſme iour de Mars mil cinq cens trentedoux, nous ayons entre autres choſes déclaré les eſpeces, tant d'or que d'argent, que voulons auoir cours en noſtre Royaume. Enſemble les prix qu'il nous a ſembélé, & auons trouué par gens experts, qu'elles pouoyent valoir, ſans y faire mention du poids & alloy qu'elles deuoyent porter & contenir (choſe aſſez entendue ſe deuoir rapporter aux precedentes ordonnances cōtenans leſdits poids & alloy) ce neantmoins ainſi que nous auons entendu, pluſieurs perſonnes en ont voulu douter, pour en icelle doute faire leur proffit particulier mettans les eſpeces d'or à moindre poids & tilre d'alloy, qu'il n'eſt déclaré par les ordonnances deuant dites, meſmement par la penultieſme. Et de ceſt inconuenient ſ'eſt enſuyui, qu'aucuns voyans qu'on ne ſ'arreſtoit aſſez audit poids, ſe ſont aduenturez pauurement & malicieuſement rongner pluſieurs eſpeces d'or & d'argent, tant de noſtre coing & à noz armes que à autres, auſquelles auons donné cours en noſtre Royaume, & balencent & trient la forte monnoye pour la fondre, ou faire fondre & reduire à foible monnoye. Semblablement auons entendu, que nonobſtant les prohibitions par nous cy deuant faites de receuoir, ne donner cours en noſtre Royaume aux ducats faits à la Mirandole, eſcus faits à Gennes, Florence, Senne, Ferrare, Muſſi, Veniſe, & Montferrat, Boulongne, Millan, Mantoué, vaches de Beſard, niquets, liards faits à Loſanne & autres eſpeces prohibees, au moins auſquelles n'auons donné cours, comme non eſtans de poids & alloy ſuffiſant, ne coreſpondant aux autres eſpeces d'or, & monnoyes ayant cours en iceluy noſtre Royaume, ont eſté, & ſont miſes & receues en noſtre Royaume, & ſe paſſent & coulent entre autres eſpeces, le tout au grād preiudice & dommages de nous, & de noz ſuiers : à quoy ſeroit beſoin & neceſſaire pouruoir.

6 Sçauoir faiſons, que nous ce que dit eſt conſideré, apres auoir le tout mis en deliberation & eu ſur ce l'aduiz de noſtre coſeil, deſirant de tout noſtre pouuoir en ce, & toutes choſes, non ſeulement

HHH iij

relever noz suiets de perte & dommage, mais leur donner les moyens de bien viure, & eux enrichir honorablement, toutes fraudes & abus cessans: auons voulu, dit & déclaré, voulons disons & déclarons par ces presentes nostre intention n'auoir esté, & n'estre, en faisant nostredite dernière ordonnance sur le fait de noz monnoyes, que l'on puisse par icelle aucune chose immuer ne chager du poids & alloy, à quoy elles estoient declarees par l'ordonnance precedente, mais que lesdits poids & alloy joints au cours & prix que y auons mis par nostredite dernière ordonnance, ils ayent cours, & se mettent selon icelle, sans aucune chose y adiouster ne diminuer.

a) Rongneurs.
vide text. in l. qui-
cunque. ff. ad leg.
corn. de fal. Reb.

2. Et quant aux rongneurs d'escus & autres especes d'or & d'argent ayans cours en nostredit Royaume, & qui les rendent en fonte du fort au foible, considéré que c'est vn larrecin public, participant de faulx monnoyes, dont la faulseté ne peut consister qu'en poids ou alloy: voulons, statuons, ordonnons & nous plaist par celsdites presentes, que là, & au cas qu'aucun, ou aucuns seront cy apres reprints, chargez & conuaincus desdits rongnemens & deformemens d'escus, testons, douzains, & autres especes d'or monoye ayans cours en nostredit Royaume, ils soyent punis dudit cas, tout ainsi, & de mesme punition que les faux monnoyeurs, sans y faire aucune difference, à ce que la qualité desdites peines soit tant exemplaire, & de telle tremeur aux delinquans, quelle face cesser tels cas & delicts, tant preiudiciables à nous, & à la chose publique de nostre Royaume.

3. Et quant à la mise des ducats faits à la Mirandole, escus faits à Gennes, Florence, Senne, Ferrate, Mussy, Venise, Montferrat, Boulongne, Milan, Mantoué, vaches de Bear, niquets & liards faits à Lorraine, & autres especes prohibees, au moins ausquelles n'auons donné cours pour les causes deuant dites, voulons & ordonnons que les ordonnances & prohibitions par nous sur ce faites cy deuant, soyent entretenues, obseruees & gardees. Et à ceste fin de nouuel publiques à son de trompe & cry public, par tous les lieux qu'il appartiendra, à ce qu'il ne s'en puisse pretendre cause d'ignorance, & les infracteurs d'icelles punis des peines cy contenues.

Si donnons en mandement par celsdites presentes à noz amez & feaux les gens de noz cours de Parlement, &c. Donné à Lyon, le treiziesme iour de Iuliet, l'an de grace mil cinq cens trentesix: & de nostre regne le vingdeuxiesme. Ainsi signé sur le reply, Par le Roy, **RAPOVET.**

Ordonnance permettant le cours des estranges monnoyes, & donnant le prix à icelles

FRANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres ver-
ront, Salut. Comme nous ayons esté aduertis, depuis la publication de nostre dernière ordonnance, sur le fait de noz monnoyes, que en autres monnoyes d'or & d'argent, ausquelles nous auons permis le cours, n'a esté donné cours aux florins d'or appelez carolus de Flandres, que pour vingdeux sols piece, & que eu esgard ausdites autres monnoyes, ils doyent auoir plus grande valeur: & aussi qu'il n'a esté donné aucun cours aux florins de Liège, appelez mailles de Horgne: aux gros testons de Sauoye, qui parauant nostredite ordonnance auoyent cours, pour neuf sols six deniers tournois piece, aux monnoyes de Lorraine, qui auoyent cours, les vnz trois sols quatre deniers tournois piece, autres pour vn sol huit deniers tournois, & autres petites pieces à l'espee, pour dix deniers tournois: gros de Mets pour deux sols six deniers tournois: gros d'Escosse, pour deux sols six deniers tournois: gros d'Angleterre, pour trois sols piece, les demis à l'equipollent. Neantmoins nous auons depuis entendu le cours & mise d'icelles autres monnoyes en estre vile à nous & à noz suiets, aussi bien que cely d'icelles autres monnoyes, ausquelles nous auons donné & permis le cours par nostredite dernière ordonnance.

SÇAVOIR faisons, que nous ce considéré, & pour bonnes iustes & raisonnables causes, raisons, & occasions à ce nous mouuans, auons voulu & ordonné, voulons & ordonnons & nous plaist, de nostre pleine puissance & autorité Royal, par ces presentes, que par maniere de prouision lesdits florins carolus de Flandres, ayent d'oresnauant cours par tous noz Royaume, pays & Seigneuries, pour vingt deux sols six deniers tournois piece: & lesdites mailles de Horgne, qui ont d'vn costé vn escu, auquel y a trois fers de cheual, pour douze sols six deniers tournois piece, autres mailles qui ont d'vn costé vn escu, & dedans vn faux escu à l'eschiquier, & au chef dudit faux escu, demy lyon, pour douze sols tournois: autres mailles, qui ont d'vn costé vn escu à quatre petits lyons, pour onze sols six deniers tournois: autres mailles, qui ont d'vn costé vn escu, & dedans lequel à vn aigle à deux testes, pour huit sols six deniers tournois: autres mailles, qui ont d'vn costé vn escu, & dedans vn faux escu, où y a vn petit aigle, pour huit sols six deniers tournois, lesdits gros testons de Sauoye, pour neuf sols six deniers tournois. Et lesdites monnoyes de Lorraine, pour lesdits prix de trois sols quatre deniers tournois, vn sol huit deniers tournois, & dix deniers tournois piece: & aux gros de Mets, pour deux sols six deniers tournois, & gros d'Escosse, pour deux sols six deniers tournois, & ausdits gros d'Angleterre, pour trois sols tournois chacun en son regard: & des demis, à l'equipollent.

Si donnons en mandement par ces memes presentes à noz amez & feaux les Generaux sur le fait de nosdites monnoyes, &c. Donné à Cormici, le vingneufiesme iour de Mars, l'an de grace mil cinq cens trente sept. Ainsi signé sur le reply, Par le Roy. **BRETON.** Et sceillé en double queue de cire iaune.

Publié à Paris le troisieme iour d'Auril, l'an mil cinq cens trentehuit.

Descry

V.
Idem, 1537.

VI. Idem, 1338. **R**ANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui cés présentes lettres verront, Salut. Comme par les anciennes ordonnances de noz predecesseurs, & les nostres faites des monnoyes, & deuément publies par les bonnes villes de noz Royaume, pays, terres & Seigneuries, soit en autres choses prohibé & defendu à toutes personnes, de quelque estat & condition qu'ils soyent, de transporter aucune matiere d'or, argent, & billon hors de nosdits Royaume, pays, terres & Seigneuries, pour en faire fait de marchandise, ou commutation, battre, forger, ou conuertir en monnoyes estranges, & icelles apporter, mettre ou allouer en nostredit Royaume. Aussi soit defendu trier & trefbuscher, fondre & difformer les monnoyes à noz coings & armes, auxquelles nous auons donné & permis le cours, sur peine de confiscation de corps & de biens. Neantmoins aucuns tant noz suiets, qu'estrangers, marchans & autres de diuers estats pour leur execrable auarice, larrecin & profit particulier, contre & au contempt desdites ordonnances, au grand intereff, preiudice & dommage de nous, & de nosdits suiets, se font entremis d'acheter grande quantité desdites matieres d'argent & billon, fondre & difformer nosdites monnoyes, en triant le fort du foible, & icelle matiere transporter, & faire transporter par plusieurs & diuers moyes & delguisemens hors nosdits Royaume, pays, terres & Seigneuries, en esloignant les plus prochaines de noz monnoyes, & fait conuertir en monnoyes estranges, comme vaches de Beard, liards de Losanne, & autres appelez niquets, & icelles monnoyes estranges mis & alloué, fait mettre & allouer par personnes interposees, tant en marchandise qu'autrement, pour haut & excessif prix : à sçauoir lesdites vaches, pour dix tournois piece, qui ne valent que six deniers au plus, & lesdits liards de Losanne & niquets pour trois deniers tournois piece, qui ne valent qu'un denier, & un denier pite, ainsi que les poids & essais, qui en ont esté faits est appatu : & icelles monnoyes estranges fait courir en nostredit Royaume, en telle & si excessiue quantité, que maintenant il n'y a point, ou peu de nosdites monnoyes, dont nostre pauvre peuple puisse s'aider & soulager au fait & traffique de sa marchandise, & autres ses affaires, qui est cause de iour en iour des haussements des poids des marcs d'or & d'argent & chomage de noz monnoyes, & retardement de noz finances, dont nous & nostredit peuple portés pertes & dommages inestimables & plus fetions, si par nous n'en estoit osté & defendu le cours, & donné sur ce bonne & prompte prouision.

I PAR VOY nous ce consideré, que desirons releuer nostre peuple de telles pertes & dommages, & qu'il soit fourny de bonne monnoye, dont il se puisse aider au fait & traffique de marchandise, que autres ses affaires, & voulons obuier à tels abus, maluerfations, & eu sur ce conseil & aduis de plusieurs grands & notables personnages estans lez nous, & des generaux Maistres de nosdites monnoyes, auons en ensuyuant perduitt aduis, voulu & ordonné, voulons & ordonnons de nostre pleine puissiance, & autorité Royal par ces presentes, que d'oresnauant lesdites vaches de Beart, liards de Losanne, & niquets n'auront plus aucun cours ne mise en nosdits Royaume, pays & Seigneuries, ny entre nostredit peuple & suiets, & d'icelles auons defendu & interdit, defendons & interdisons les cours & mises sur peine de confiscation de corps & de biens : Voulons ordonnons & nous plaist, que lesdites monnoyes soyent mises au feu pour billon.

2 TOUTESFOIS à fin que nosdits suiets se puissent desfaire desdites vaches à moindre perte, nous de grace special, leur auons permis & tolleré, permettons & tollerons, qu'un mois apres la publication de ces presentes ils puissent prèdre & mettre lesdites vaches pour six deniers tournois piece, pourueu qu'elles ne soyent, ou apparoisent estre rongnees à veuë d'œil : & ledit mois passé, auons dès maintenant comme pour lors, defendu & defendons les cours & mises, sur ladite peine de confiscation de corps & de biens, en ordonnant sur icelles peines à tous marchans, changeurs & autres qu'ils n'en fassent aucun transport ne marchandise : mais ayent à icelles vaches, liards de Losanne, & niquets couper & fizailler, & liurer en la plus prochaine de noz monnoyes, le tout suyuant noz ordonnances, sans y faire ne commettre aucun abus.

Si donnons en mandement par ces presentes aux gens tenans noz cours de Parlement, &c. Donné à Paris, le vingtheufiesme iour de Novembre, l'an mil cinq cens trente huit : & de nostre regne le vingtquatriesme. Ainsi signé, Par le Roy. BRETON. Et scellé sur double queue de cire iaine.

Leſta, publicata & regiſtrata, audito Procuratore generali Regis, hoc requirente, Pariſiis in Parlamento duodecima die Decembru, Anno Domini milleſimo quingentefimo trigefimo octauo. DV TILLET.

Le cours & mise des eſcus au ſoleil qui ſeront du poids de deux deniers quatorze grains & de deux deniers quinze grains.

VII. Idem, 1544. **R**ANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France à noz amez & feaux les Generaux de noz monnoyes, Preuoists de Paris, Baillifs, Seneschaux & noz Iusticiers & Officiers, & chacun d'eux, comme à luy appartenindra, Salut & dilection. Comme par nostre ordonnance donnee à Fontainebleau au mois de Novembre dernier passé, nous auons intedit, prohibé & defendu le cours, vsage & mise en nostre Royaume, pays & Seigneurie de nostre obissance, de tous eſcus au ſoleil legers, qui ne seroyent du poids de deux deniers seize grains trefbuehans, le quinziesme de ce present mois eſcheu & passé : en enioignant à tous ceux qui en auroyent, les

porter ou enuoyer à la fonte, & les fizailler, & difformer sans plus les garder, mettre ny employet en leur forme & nature, sur les peines en tel cas ordonnées par noz ordonnances. Et depuis noz suiets nous auroyent fait remonstrer que pour la grande quantité desdits escus du poids de deux deniers quatorze & quinze grains estans en nosdits Royaume, pays & Seigneuries, il leur seroit tresdifficile garder ladite ordonnance sans leur perte & dommage. Pour auquel obuier, eu sur ce l'aduis de vous, Generaux de nosdites monnoyes, inclinans à la requeste de nosdits suiets: auons surfoyé à l'exécution d'icelle ordonnance, & descy desdits escus: & ce pendant par maniere de prouision & iusques à ce qu'autrement par nous soit ordonné, auons permis & toleré, permettons & tolerons par ces presentes le cours des escus au soleil du poids de deux deniers quatorze grains, pour quarante trois sols six deniers. Et ceux du poids de deux deniers quinze grains, pour quarante quatre sols trois deniers. En descendant cours & mise de tous autres escus au soleil, qui seront au dessouz de deux deniers quatorze grains, sur les peines contenues en nosdites ordonnances.

Si vous mandons que le contenu en cedités presentes, vous faites lire, publier, enregistrer & entretenir, &c. Donné au boys de Vincennes le sixiesme iour de Mars, l'an de grace mil cinq cens quarante & vn, & de nostre regne le vingthuitiesme. Par le Roy en son conseil. Signé, BAYARD.

Leués & publies & enregistres en la chambre des monnoyes: les gens du Roy en ladite chambre ce requerans, le huitiesme iour de Mars, l'an mil cinq cens quarante & vn. Signé, LE PERE.

Leués & publies en iugement au Chastelet de Paris, en la presence des gens du Roy en iceluy Chastelet: & ordonné y estre enregistres, lesdits gens du Roy ce requerans, le huitiesme iour de Mars, l'an mil cinq cens quarante & vn. Signé, I. L'ORMIER.

Qu'il ne sera loisible transporter hors le Royaume or, argent, ne billon monnoyé, ou non monnoyé.

VIII.
Idem, 1540.



RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme par noz ordonnances, & de tout temps & ancienneté soit inhibé & defendu à toutes personnes, de quelque estat, qualité ou condition qu'ils soyent, de tirer ou transporter hors de nostre Royaume, or ny argent monnoyé, ou non monnoyé, ne billon sans congé & expres mandement de nous, sur les peines de confiscation, & autres amplement contenues & declarees esdites ordonnances: neantmoins auons esté aduertis que plusieurs marchans & autres, souz ombre de la traite marchande, par nous cy deuant faite & publiee en nostredit Royaume, ont voulu, & veulent interpreter icelle traite de marchandise, pouuoir estre esdue iusques au transport d'or d'argent & billon dessusdits, hors iceluy nostredit Royaume. Lesquels or, argent & billon, avec ladite traite marchande, n'ont aucune connexité, ne communauté, ainsi & comme l'auons entendu & entendons par nosdites ordonnances: qui seroit par tels moyens & caualatiōs du tout contreuenir & enfreindre nosdites ordonnances, & defences, souz couleur de quelques faulses interpretations, au grand preiudice de nous, & de la chose publique de nostre Royaume.

SCA VOIR faisons, que nous desirans à ce pouruoir, & toutes doutes cesser, & à ce qu'aucunes mauuaises interpretations ou intellectiōs ne pussent auoir lieu, & que souz ombre d'icelles noz vouloir & intention, qu'entendons & voulons estre stables & durables à tousiours, ne perdent leur effect: nous auons en amplifiant & clarifiant icelles ordonnances dessusdites, comme dit est, de rechef inhibé & defendu, inhibons & defendons par ces presentes à toutes personnes, de quelque qualité ou condition qu'ils soyent, de tirer ou transporter, ne faire tirer ou transporter hors nostredit Royaume, or argent monnoyé, ou non monnoyé, billon, ny autres choses contenues aux ordonnances dessusdites, & autres contenues esdites ordonnances. Et à fin que nostre presente ordonnance puisse mieux estre obseruee, & les transgresseurs d'icelle venir à cognoissance pour en estre fait iustice, nous auons ordonné & ordonnons que ceux qui premiers denonceront & reueleront lesdites transgressions, autont, & leur sera baillée la quartie partie de tout ce qui nous aduiendra, par le moyen de leur denonciation & reuelation, sans fraude. Enioignant par nous à tous noz Iuges, qui procederont au fait & iugement de leurdites transgressions, de leur adiuger ladite quartie partie, & icelle leur faite deliurer par leurs simples quittances, sans en attendre aucune autre ordonnance, ne mandement de nous, fors cedités presentes: & sans ce que noz Receueurs, qui seront chargez desdites confiscations, soyent pour ce tenus rapporter autie acquit de nous, de ladite quartie partie, sur la reddition de leurs comptes, sinon vn vidimus fait souz scel Royal d'icelles presentes, avec vn dictō de la sentence du Iuge qui aura fait ladite adiudication & quittance dudit denonciateur, ou denonciateurs d'icelle quartie partie.

Si donnons en mandement par ces mesmes presentes, à tous noz Gouverneurs, Baillifs, Seneschaux Maistres des ports, Iuges, & à tous noz Iusticiers & Officiers, ou à leurs Lieutenans, &c. Donné à Rouen, l'onzieme de Septembre, l'an de grace mil cinq cens quarante: & de nostre regne le vingthuitiesme. Ainsi signé sur le reply. Par le Roy en son conseil. BOCHETEL. Et scellé du grand scel de cire iaune, sur double queue.

Publié à Paris le vingthuitiesme iour de Septembre, l'an de grace mil cinq cens quarante.

NOUS auons de rechef inhibé & defendu, & par ces presentes inhibons & defendons à toutes personnes, de quelque qualité ou condition qu'ils soyent, de tirer ou transporter, faire tirer ou transporter

IX.
Idem, 1540.

porter en quelque sorte ou maniere que ce soit, directement ou indirectement, hors nostredit Royaume, pays, terres & Seigneuries de nostre obeissance, or ou argent monnoyé, & ce sur peine de confiscation de leurs personnes, bien, or, argent, billon, & marchandises qui seront trouuees voiturees avec lesdits or, argent, billon, ou choses semblables.

2. Et pour obuier aux fraudes & tromperies, que les marchans font & peuuent faire & commettre, en mettant & latitant dedans leurs caisses & equippages de marchandises, or, argent monnoyé ou non monnoyé, billon, epiceries & autres marchandises defendues : & à ce que lesdites tromperies soyent cognues & descouuertes : nous enioignons tresexpressément par cesdites presentes à noz Baillifs, Seneschaux, Maistres des ports ou leurs Lieutenans, & autres noz Iuges, chacun en ses fins & limites, de diligemment voir & visiter ou faire visiter par gens qui seront par eux commis & deputez les caisses, balles, fardeaux, râteaux & autres equippages chargez de quelque marchandise que ce soit. Et icelles marchandises facent desployer en la presence de nostre Procureur ou autres noz Officiers, & des marchans ausquels les marchandises appartiendront, ou des conducteurs d'icelles, ou eux suffisamment appeler, & attendus à l'ouuerture d'icelles, pour scauoir si dedans lesdites caisses, râteaux, ou fardeaux seront trouuees aucunes denrees ou marchandises, comme or, argent monnoyé, ou non monnoyé, billon, epiceries, ou autres choses prohibees & defendues, pour ce sur lesdites forfaitures estre procedé par nosdits Iuges à l'encontre des delinquans & coupables en la forme & maniere que dessus.

3. Et à ce que lesdites fautes viennent à lumiere & cognoissance, & que nosdits edicts soyent obseruez & gardez, nous voulons qu'aux reueleurs & denonciateurs des transgresseurs, & pour aucunes mentes les recompenser de leurs peines & trauals, & à ce qu'ils soyent plus curieux & soigneux d'auoir l'œil, & prendre garde ausdits transgresseurs, leur soit baillee & deliuree par noz Iuges entierement la quartie partie de tout ce qui nous aduiendra, par le moyen de leur denonciation & reuelation legitimement prouuee & verifiee : laquelle leur sera baillee & distribuee par leurs simples quittances, sans autres ordonnances ne mandemens de nous, & sans ce que noz Recueurs soyent pource tenus rapporter autre acquit de nous de ladite quartie partie desdites confiscations, à la redition de leurs comptes, sinon vn vidimus de ces presentes, fait souz seal Royal, avec le diston de la sentence & quittance dudit denonciateur de ladite quartie partie. Donné à Fontainebleau le quinziesme iour de Novembre, l'an de grace mil cinq cens quarante. Par le Roy en son conseil. B A Y A R D.

Ordonnances du Roy François sur le faict des monnoyes, estat, & reigle des Officiers d'icelle.

X.
Idem, 1540.



R A N C O I S par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme pour donner ordre, pouruoir au faict de noz monnoyes, & autres, ausquelles nous entendons donner cours en nostre Royaume, pays & Seigneuries de nostre obeissance, icelles equipoller, aualuer, & faire entretenir en telle equalité & correspondance de loy, poids & prix, qu'une monnoye n'empire l'autre : mais que distinctement, & en commun vñage chacune espeece de monnoye d'or & d'argent ait son iuste cours, & mise, selon sa vraye & entiere bonté tant interieurement de loy, qu'exterieurement, à la preuue du poids : consequemment faire cesser toutes occasions de les billonner, difformier & transporter, ainsi que nous auons entendu auoir esté fait par aucuns marchans, delaissant la vraye negociation, & commerce necessaire entre les hommes : par lequel mutuellement les pays sont secours l'un de l'autre des fructs, commoditez, vberitez & graces, que nostre Seigneur par sa diuine providence elargist & depart & souuent en aucunes regions & pays, vñe annee plus que l'autre : nous auons dés pieça mandé, & fait venir à Paris aucuns Maistres particuliers de noz monnoyes, & autres estimez tresexperts au faict d'icelles : & là fait faire à diuerses foys plusieurs assemblees de bons & notables personnaiges de tous estats, avec les Generaux de noz monnoyes : lesquelles tant en general qu'en particulier en ont donné plusieurs aduis, que nous auons encores fait voir par certain nombre de noz amez & feaux Conseillers, les gens de nostre cour de Parlement, & de noz comptes audit Paris : avec eux noz Aduocats & Procureurs Generaux en ladite cour, le tout en presence ou assistance de certains personnaiges, sur noz speciaux Conseillers & Officiers, à ce expressément par nous deputez : lesquels nous ont le tout rapporté par escript en nostre conseil priué : auquel apres auoir le tout entendu par le menu, & sur ce ouys encores aucuns deputez desdits Generaux, auons par bonne & meure deliberation de conseil, statué & ordonné au faict d'icelles monnoyes ce qui s'ensuit.

1. Et premierement, que la fabrication, cours & mise des escus soleil, se continuera de l'aloy, poids & prix accoustumez, qui est de loy, vingt & trois catats, à vn huietisme de carat de remede, de poids deux deniers seize grains trespuchans, & de prix, quarantevingt sols pieces : dont il y aura vn marc ouuré, soixante onze escus, & vn sixiesme d'escu, & qu'à ce prix auront cours & mise tous escus soleil ja forgez à noz coings & armes du poids de deux deniers seize grains trespuchans.

2. Et pource qu'il se trouuera plusieurs escus soleil, courans par les bourfes, non estans du tout du dit poids de deux deniers seize grains trespuchans, ainsi que par long vñage les monnoyes diminuent de poids : & qu'à les desferir dès à present totalement, cela pourroit faire grand preiudice à noz suiets : voulans à ce pouruoir, & faire que nosdits suiets soyent suffisamment subuenus telles espees d'or, en attendant ladite fabrication nouuelle d'escus soleil, leur auons permis & permettons que les escus ja forgez à noz coings & armes, qui se trouueront du poids de deux deniers quinze grains trespuchans,

ayent cours & mise en nostre Royaume, pays & Seigneuries de nostre obeissance, pour quarantequatre sols trois deniers tournois piece : & ceux du poids de deux deniers quatorze grains trespuchans, pour quarante trois sols six deniers piece, iusques à ce que par nous autrement en soit ordonné.

3 VOULONS que ausdits trois prix & poids respectiuellement lesdits escus soleil soyent prins & receus par les Receueurs de nostre domaine, aide & tailles, grenetiers, fermiers & autres Officiers des receptes particulieres, au payement de noz deniers, & par eux deliurez aux commis aux receptes generales de noz finances, consequemment par iceux commis apportez, ou enuoyez au Thresorier de nostre espargne: n'obstant que par noz lettres patentes leur ait esté, yn an ou enuiron, ordonné & commandé n'en receuoir, ny bailler que dudit poids de deux deniers seize grains trespuchans, ou entre deux fers.

4 NOUS voulons semblablement que les payemens des escus qui seront faits au dessouz desdits deux deniers seize grains apportez en nostre espargne, soyent separez & mis à part, & ne soyent meslez avec les autres du vray poids desdits deux deniers seize grains, ny ceux conuerts en mise au payement: parce que nous entendons faire refondre & reforgez lesdits escus au vray & iuste poids de deux deniers seize grains, & en porter la mise & despenſe, dechet & bressage, pour le soulagement de nostre peuple.

5 ET à fin que verification se puisse aisément faire de la recepte & despenſe cy apres faite en escus soleil, à tel poids & prix par nosdits Officiers comptables, voulons qu'ils & chacun d'eux specifient, & declarent d'oresnauant en leurs quitzances, toutes les especes d'or & d'argent monnoyez, qu'ils receu- ront les vns des autres, poids & prix d'icelles. Et neantmoins en prennent & retiennent bordereaux signez, tant de celuy ou ceux qui recouureront nosdits deniers, que de celuy ou ceux qui les fourni- ront. Et iceux bordereaux enregisteront en registres expres, qu'ils garderont, pour y auoir recours, & les representent & rendre sur leurs comptes. Et faisons inhibitions & defences à tous nosdits Rece- ueurs generaux & particuliers, collecteurs des parroisses, & autres faiseurs recepte & mise de nosdits deniers & finances, d'y faire faute, fraude, abus, ou maluerſation, en quelque maniere que ce soit, sur peine de confiscation de corps & de biens.

6 ET de tous autres escus soleil, au dessouz desdits deux deniers quatorze grains, nous auons inter- dit & defendu, interdisons & defendons par ces presentes tous cours, vsage & mise en nostredit Roy- aume, pays & Seigneuries de nostre obeissance. Enioignons & commandons tresexpressément à ceux qui en auront, qu'ils les portent, ou enuoyent incontinent à la fonte pour billon, ensemble tous escus & autres pieces, qui appertement & visiblement se trouueront rongnez & defraudez.

7 ET pour egalier l'argent à la valeur du marc d'or fin, & consequemment faire que les valeurs de noz monnoyes, tant de rouge que de blanc, correspondent & se rapportent en bonté respectiuellement, voulons qu'à la raison du marc d'or fin, valant huit vingts cinq liures sept sols six deniers, le marc d'argẽt le Roy, vaille & soit prix d'oresnauant en nostre Royaume pour le prix de quatorze liures. Et que sur lesdits titre & pied de quatorze liures soit faite nouvelle fabrication de monnoye blanche de douzains, autrement nommez grains blans de douze deniers tournois piece, dont y aura au marc quatre vingts onze pieces vn quart: trois deniers seize grains de loy, chacune piece du poix de deux deniers deux grains. Aussi qu'à ceste raison, loy & poids soyent d'oresnauant forgees especes de demis douzains & liards: les demis douzains, pour six deniers : & les liards, pour trois deniers piece.

8 ET neantmoins permettons ce pendant, & en attendant la forge de ladite monnoye blanche, que tous dizains, douzains, & treizains, demis douzains, demis dizains, demis, treizains & liards ja for- gez à noz coings & armes, qui n'apparoistront visiblement & appertement rongnez, ayans cours pour leurs prix accoustumez : pource que nous auons par vray iugement & experience cogneu & enten- du, ainsi que l'on pourra encores cognoistre de faict, que pour le long cours & vsage de ladite mon- noye, elle a esté tellement diminuee du poids, qu'elle reuiet au vray prix & valeur, piece pour piece, de celle qui sera forgee nouvelle, sur ledit pied de quatorze liures, le marc d'argent le Roy, tellement que noz suiets n'y pourront auoir interest.

9 ET pour acclerier la fabrication desdits nouveaux douzains, demis douzains & liards, ordonnez sur ledit pied de quatorze liures, le marc d'argent le Roy, auons permis & permettons à noz suiets, que en portant ou enuoyant par eux aux Maistres paticuliers de noz monnoyes, & non ailleurs, aucune quantité de dizains, douzains, & treizains, ainsi que ladite monnoye court par les bourſes, forte & foible nō trice, ny choisie, elle y soit receuë au poids de marc : & la cizaille, & mise en fonte, en presence des gardes & contregardes desdites monnoyes, pour apres l'essay fait de la bonté de loy y estant enre- gistrée par lesdites gardes, & contregardes, en estre fait payement par lesdits Maistres à tour de papier, en monnoye nouvelle. Et ce nonobstant les ordonnances faites par noz predecesseurs & nous, par lesquelles est tresexpressément defendu à tous de difformer aucunes monnoyes ayans cours en nostre Royaume : auxquelles ordonnances pour ceste fois, & sans preiudice d'icelles en autres choses, nous auons derogé, & derogeons par celdites presentes.

10 ITEM, nous auons comme autresfois, inhibé & defendu, inhibons & defendons par ces presen- tes, la fabrication en nostre Royaume, pays & Seigneuries de nostre obeissance de tous testons & de- mis testons. Et neantmoins pour aucunes causes nous mouuans, voulons & permettons qu'à ceux qui se trouueront ja forgez en nostredit Royaume à noz coings & armes, & aux testons de Suiffe, Berne, Fribourg, Sion, Ferrare, Gennes, Milan, & Portugal, du poids de sept deniers dix grains, & au dessus, chacune

chaque piece, & de dix deniers dix huit grains trois quarts de loy fin, soit donné cours & mise pour dix sols huit deniers tournois piece: & aux demis testons, à l'equipollent, jusques à ce que par nous autrement en soit ordonné. Permettons neantmoins à nosdits suiets par ces presentes, qu'ils puissent porter telle quantité desdits testons, & de tous autres cy apres declarez, que bon leur semblera, forts ou foibles, de poids & loy, aux Maistres de noz monnoyes: & que là foyent receus, cizaillez, & mis en fonte, en presence des gardes & contregardes desdites monnoyes: pour apres l'essay fait de la bonté interieure de loy, & du poids, y estans enregistrez par lesdites gardes, contregardes, & Maistres de noz monnoyes: en estre fait payement par lesdits Maistres à tour de papier, en monnoye nouvelle d'escus soleil, ou de douzains. Et ce nonobstant les ordonnances susdites, prohibitives de diffonner les monnoyes ayans cours en nostre Royaume: ausquelles & sans preiudice d'icelles, ayans regard aux fautes qui se sont trouuées, & trouuent chacun iour en la fabrication desdits testons plus facile à couvrir en ce que nulles autres especes de mennoye, nous auons quant à ce derogé & dérogeons.

11 Et à fin que quand besoin sera l'on puisse facilement recognoistre les especes, qui auront esté forgées, suuant la presente ordonnance, voulons qu'il en soit fait nouvelle forme & figure en l'impression d'icelle ordonnance, tant pour les escus soleil, que pour les douzains, demy douzains, & liarts: selon laquelle figure nous voulons que les tailleurs par nous establis en chacune de noz monnoyes ourans, se reiglent & gouernent iustement, changeans tant seulement la marque demonstratiue du lieu où se fera ladite fabrication, & du Maistre particulier, qui en doit respondre, sans qu'ils y puissent user d'autre forme ou figure: sur peine de pertion de leurs offices, & d'amende arbitraire. Et s'ils ne sont tous assez experts en leurs offices pour ce faire, qu'ils se retirent deuers autres noz Officiers, esdits estats plus experts, ausquels permettons en ce les secourir: en defendant tresexpressément par ces presentes aux generaux de noz monnoyes, de receuoir d'oresnauant aucuns esdits offices de tailleurs, qui ne foyent sçauans, & bien experimenterz audit estat.

12 Et quant aux escus couronne, & escus vieils cy deuant forgez à noz coings & armes, c'est à sçauoir les escus couronne, du poids de soixante & quatorze au marc, & de deux deniers quatorze grains tresbuchans piece, forgez à vingt trois carats de loy, & les escus vieils de soixante & quatre au marc, & trois deniers piece, tresbuchans, forgez à vingt-trois carats & demy de loy, nous voulons qu'ils ayent cours: sçauoir est, les escus couronne, pour quarante trois sols six deniers, & les escus vieils, pour cinquante & vn sol piece.

13 SEMBLABLEMENT des monnoyes d'or ou d'argent cy apres declarees, à present courans en nostre Royaume, apres que nous auons fait faire essais certains & veritables de la iuste valeur d'icelles tant en poids que loy, selon que communément elles se trouuent en nostre Royaume, nous voulons qu'icelles pieces ayent cours & mise en iceluy nostre Royaume, pays & Seigneuries de nostre obeïssance; ainsi, & pour le prix cy apres contenu, ausquels nous auons trouué qu'elles peuuent reuenir, eu regard à la valeur des nostres, c'est à sçauoir:

Les francs à pied & à cheual, du poids de deux deniers vingt grains tresbuchans, & de soixante sept pieces au marc, à vingt-trois carats trois quarts de carats de loy, pour quarante huit sols dix deniers.

Royaix du poids de deux deniers vingt grains tresbuchans, de soixante sept pieces au marc, à vingt-trois carats de loy, pour quarante sept sols trois deniers.

Nobles à la rose, du poids de six deniers tresbuchans, & de trente deux pieces au marc, à vingt-trois carats cinq octaues de carat, pour cent deux sols, & les demis à l'equipollent.

Nobles Henry, du poids de cinq deniers dix grains piece tresbuchans, forgez de trente cinq pieces au marc, à vingt-trois carats trois quarts de carat, pour quatre liures quatorze sols: & les demis & quart à l'equipollent.

Angelots du poids de quatre deniers tresbuchans, de quarante huit pieces au marc, à vingt-trois carats & demy, pour soixante sept sols six deniers, & les demis à l'equipollent.

Saluts à vingt-trois carats, trois quarts, vn huitiesme de carat, de deux deniers dix sept grains de poids tresbuchans, de soixante & dix pieces au marc, pour quarante sept sols.

Ducats de Venise, Gennes, Florence, Sennes, Portugal & vieils ducats d'Espagne, de Ferdinand & Ylbel, de deux deniers dix sept grains tresbuchans piece, & de soixante & dix pieces de poids au marc, à vingt-trois carats trois quarts de carat, pour quarante six sols neuf deniers.

Doubles ducats d'Espagne, du poids de cinq deniers dix grains tresbuchans piece, à vingt-trois carats trois quarts, & de trente cinq pieces au marc, pour quatre liures treize sols six deniers.

Ducats de Secille, Castille, Arragon & Valence, qui sont de nouvelle forge, & ceux de Hongrie & Boulougne, à vingt-trois carats & demy, & deux deniers dix sept grains de poids tresbuchans, & de soixante & dix au marc: pour quarante six sols trois deniers.

Riddes du poids de deux deniers dix huit grains tresbuchans, à vingt-trois carats, trois quarts, & de soixante huit pieces au marc: pour quarante huit sols tournois.

Lyons du poids de trois deniers cinq grains tresbuchans, à vingt-trois carats, & de cinquante neuf pieces au marc: pour cinquante trois sols neuf deniers, & les deux tiers, & tiers de Lyon à l'equipollent.

Philippus, du poids de deux deniers douze grains tresbuchans, de soixante & seize pieces, au marc: à quinze carats & demi: pour vingt-huit sols quatre deniers tournois.

Imperiales de Flandres, du poids de quatre deniers quatre grains tresbuchans, & de quatante six pieces au marc, à vingt-trois carats, trois quarts de carat : pour soixante & onze sols.

Florins appelez demies imperiales de Flandres, du poix de deux deniers dixsept grains resbuchans & de soixante & dix pieces au marc, à dixhuit carats, pour trente cinq sols six deniers.

Carolus de Flandres, du poids de deux deniers six grains tresbuchans, & de quatre vingts quatre pieces au marc, à quatorze carats : pour vingdeux sols six deniers tournois.

Alphonfins, du poids de quatre deniers deux grains tresbuchans, à vingt-trois carats, trois quarts de carat, de quarante six pieces & deux tiers au marc, pour soixante & dix sols tournois.

Escus d'Angleterre, ayans d'un costé vne rose couronnée, & de l'autre costé, vn escu au armes d'Angleterre, du poids de deux deniers vingt grains piece, tresbuchans, à vingt deux carats, & de soixante sept pieces & demie au marc, pour quarante quatre sols dix deniers tournois.

Autres escus d'Angleterre, ayans vne rose au milieu de la croix, du poids de deux deniers quinze grains tresbuchans, à vingt deux carats, & de soixante & treize pieces au marc, pour quarante & vn sols six deniers.

Mailles de Lorraine, du poids de deux deniers quatorze grains tresbuchans, à dixhuit carats, & de soixante & quatorze pieces au marc, pour trente trois sols six deniers.

Florins au trait du poids de deux deniers douze grains tresbuchans à seize carats, & de soixante & seize pieces au marc, pour vingt neuf sols tournois.

Telons de Lorraine, de vingt cinq pieces & demie au marc, & de sept deniers douze grains tresbuchans, chacune piece à dix deniers seize grains, argent fin : pour deux sols dix deniers tournois.

Gros d'Angleterre à dix deniers, vingdeux grains fin, du poids de quatre vingts quatre pieces au marc, pour trois sols.

Gros faits à Mets en Lorraine, ayans vn Sainct Estienne à genoux d'un costé, & d'autre vne croix & quatre estoilles, à dix deniers dixhuit grains fin, & de quatre vingts seize pieces au marc, pour deux sols huit deniers tournois.

Gros de Lorraine, ayans d'un costé l'effigie du Duc, & de l'autre costé l'escu de Lorraine, & aux deux costez de l'escu, deux croix de Hierusalem potences, du poids de quatre vingts seize pieces au marc, à dix deniers dixhuit grains fin, pour deux sols huit deniers.

Petits carolus de Lorraine à l'espee, du poids de neuf vingts quatorze pieces au marc, à sept deniers quatre grains fin, pour dix deniers.

Pieces de quatre patars de Flandres, de quarante pieces au marc, & quatre deniers dixhuit grains de poids la piece, & à sept deniers dix grains fin, pour quatre sols six deniers.

Simple patars de Flandres, à trois deniers dixhuit grains fin, & de quatre vingts pieces au marc : pour treize deniers tournois.

Brelingues de Gueldres de six deniers de poids chacune piece : & de trentedix pieces au marc, à huit deniers fin, pour six sols.

Pieces de Suric, de six vingt & huit pieces au marc, à quatre deniers, huit grains fin, pour neuf deniers tournois.

La piece de quatre reales d'Espagne, du poids de dix deniers seize grains, & au marc dixhuit pieces à onze deniers, deux grains trois quarts fin : pour quinze sols tournois.

La piece de deux reales de cinq deniers huit grains de poids, & de trêtesix pieces de poids au marc : à onze deniers deux grains trois quarts fin, pour sept sols six deniers.

Le real simple de mesme loy, du poids de deux deniers seize grains piece, & de soixante & douze pieces au marc, pour trois sols neuf deniers.

Le demy real, aussi de mesme loy, du poids d'un denier huit grains, & de sept vingts quatre pieces au marc : pour vingdeux deniers obole tournois.

24 LESQUELLES pieces dessusdites nous auons bien voulu estre cy designees, en la quantité au marc, à la piece, & loy d'icelles à ce que s'il y auoit, ou surueniroit cy apres aucun changement, ou diminution de poids ou loy, en semblables pieces nouvellement forrees par noz voisins, les Maistres de noz monnoyes particuliers, gardes, contregardes, essayeurs, & autres noz Officiers d'icelles monnoyes, ja informez de ce que dessus, en puissent mieux entendre la difference, sçauoir & cognoistre l'interest de nous, & de la chose publique en cest endroit, pour nous en aduertir, ou les generaux de noz monnoyes, & noz Baillifs & Seneschaux, ou leurs Lieutenans des lieux où le cas s'offrira, à fin de le nous escrire, ou faire entendre incontinent : enioignons bien expressement par ces presentes ausdits generaux de noz monnoyes, Baillifs & Seneschaux, que si tost que telle nouuelleté viendra à leur notice & cognoissance, ils fassent faire inhibitions & defences, son de trompe, & cry public, chacun en son regard, ressort & iurisdiction, à toutes personnes quelconques, de prendre ny allouer entr'eux telles especes de nouuelle fabrication, empires de poids ou loy iusques à ce que par nous leur ait esté donné prix tel, que selon leur bonté verrons estre à faire : & de ceux qu'ils trouueront en vser apres lesdites inhibitions publiques, fassent, & fassent faire punition & correction exemplaire, sur peine ausdits generaux, Baillifs, Seneschaux, leur Lieutenans, & noz Procureurs esdits bailliages & Seneschauces, gardes, contregardes, essayeurs & autres noz Officiers esdites monnoyes, & chacun d'eux en son regard, de suspension, ou priuation de leurs offices, & d'amende arbitraire, selon l'exigence du cas.

15 A CE qu'on ne face doute qu'elles especes de monnoye sont du tout reiettees, & desforées par la presente ordonnance, declaron, voulons, & nous plaist, qu'à nulles autres especes d'or, d'argent, monnoye blanche, ou noire, que celles declarees cy dessus, estans en leur iuste poids & loy, soit donné cours ne mise : & s'il s'en trouue, qu'elles soyent enuoyees au feu pour billon, ensemble toutes especes visiblement rongnees, comme dit est cy dessus.

16 ORDONNONS par ces presentes ausdits Maistres particuliers, & aux gardes, contegards, tailleurs, & essayeurs, ouuriers & monnoyers en chacune de noz monnoyes, sur peine de priuation de leurs estats, offices & priuileges respectiuellement, faire residence au lieu, auquel ils doyuent le seruice & exercice requis à leurs estats & offices.

17 QUE d'oresnauant & iusques à ce que par nous autrement en soit ordonné, de toutes monnoyes ouurans en nostre Royaume, pays & Seigneuries de nostre obeissance, n'y aura ouuertes & besongnans, que celles de Paris, Lyon, Troyes, Rouën, la Rochelle, Bourdeaux, Bayône, Limoges, Tholose, Montpellier, Angers, Tours, Nantes, Rennes, Dijon, Grenoble & Marseille. Et voulons que celles de Bourgongne, Bretagne, Dauphiné & Prouence dessusdites & autres que pourront cy apres faire ouurer esdits pays, respondent à la chambre, & par deuant lesdits generaux de noz monnoyes à Paris : & que là en soient iugees les boëtes par les generaux de noz monnoyes y residans, tout ainsi qu'ils ont accoustumé de faire des autres monnoyes de nostre Royaume : à ce que n'ayans en tout nostre dit Royaume, pays & Seigneuries de nostre obeissance, qu'un mesme coing, & forme de monnoye, les Officiers particuliers d'icelles soyent reiglez & iugez de mesmes Iuges.

18 DEFENDONS bien expressement aux gens de noz comptes de Bourgongne, Bretagne, Dauphiné, Prouence & Languedoc, d'entreprendre aucun iugement des boëtes desdits pays : ains le remettent du tout aux generaux de nosdites monnoyes à Paris. En quoy faisant nous voulons, que si les generaux des monnoyes ordonnez esdits pays respectiuellement estoyent à Paris lors dudit iugement, ils y assistent, & qu'en ce ayent voix & opinion deliberatiue, comme les autres, & que les deniers desdites boëtes de Bourgongne, Bretagne, Prouence & Languedoc, ensemble le reste du profit & emolument de noz monnoyes esdits pays, soit apporté & misés mains du Receueur general de noz monnoyes à Paris, & que sur ce les generaux de noz monnoyes esdits pays de Bourgongne, Bretagne, Dauphiné, & Languedoc, chacun en son regard, soyent satisfaits & payez de leurs gages accoustumez, par les mains dudit receueur general, ainsi qu'il sera dit cy apres.

19 SYVVANT noz anciennes ordonnances, defendons à tous de faire & exercer estat de changeur, à ny fait de change de monnoyes, sans lettres de nous, adressantes aux generaux de noz monnoyes, & par eux verifiees, sur peine d'amende arbitraire : & aux generaux de noz monnoyes, de ne les y recevoir, s'ils ne sont gens de bien par commune renommee, sçauans & experimentez, avec faculté de biens, pour faire & exercer lesdits estats de changeurs : permettrons neantmoins ausdits generaux, que si en voyageant par nostre Royaume, pays & Seigneuries de nostre obeissance, pour le fait de leurs charges, ils trouuent aucuns lieux en auoir besoin, qu'ils y en puissent commettre des qualitez dessusdites pour vn an par maniere de prouision, comme il est accoustumé cy deuant, pendant lequel temps d'un an, lesdits changeurs ainsi commis, se pourront retirer deuers nous, & de ce obtenir lettres en tel cas requises.

20 ET sur mesmes peines, & de punition corporelle, ordonnons ausdits changeurs ainsi preposez, & receus esdit estats, qu'ils ayent à faire, & exercer leur fait de change, en rues ou lieux publiques, à la veuë d'un chacun, & qu'en lieu eminent de leur ouuroir, ils tiennent vn tableau, où soit escrit le salaire qu'ils deuroient auoir, tant pour chacune piece de monnoye d'or & d'argent, qu'au marc d'icelles, selonc l'estat, adualuation & supputatiō, qui en sera faite par lesdits generaux, enregistree au greffe desdits generaux : laquelle adualuation sera pour plus ample cognoissance adioultee en la fin de l'impression de ces presentes.

21 ITEM, que sur leur tablier & bureau ils & chacun d'eux ayent cizeaux exprez y fichez & attachez, & que d'iceux, ainsi qu'ils auront receu & changé aucune piece d'or, d'argent, monnoye blanche ou noire, en laquelle y ait escharceté d'alloy, foiblage de poids, ou tous les deux ensemble, ils les couppent & fizaillent en presence des personnes, auxquelles ils en auront baillé le change : & neantmoins facent sur l'heure registre par chapitres expres & separez des especes d'or & d'argent, monnoye blanche & noire, qu'ils auront receuë & cizaillie pour billon : le quel billon lesdits changeurs feront tenus porter, deliurer, ou enuoyer au Maistre de la monnoye du lieu plus prochain de leur demeure, de mois en mois, ou plustost, si faire se peut, dont ils feront registre : comme aussi feront de leur part lesdits Maistres particuliers & contegards, pour en estre fait payement à tour de papier ausdits changeurs, & marchans, qui les leur apporteront. Et si lesdits changeurs n'auoyent puissance de attendre leurs deniers à tour de papier, ils pourront vendre ledit billon ainsi cizaillé à autre changeur, qui se chargera le porter à ladite monnoye ouurant, dont lesdits changeurs feront chacun en son endroit registre.

22 SI se trouuent es maisons desdits changeurs aucunes especes d'or ou d'argent monnoyez, de celles qui doyuent auoir cours par ceste presente ordonnance, esquelles y ait escharceté d'alloy, ou foiblage de poids, ou bien autres especes tant d'or que d'argent monnoyez, non ayans cours par ceste dite

a) Estat de changeur. vide in hoc Guid. papa. 287. q. quāquam iure civili liberis erat cuiusque argentiarii facultas. l. j. §. sed ex si seruus. ex ibi glossam super ver. potest enim. ubi insert non esse publicum officium. Rebuff.

ordonnance, qui ne foyent fizailliez apertement pour billon : nous les declarons dés maintenant comme pour lors à nous confisque, & si l'amenderont lesdits changeurs enuers nous; soit q'ils voulsissent dire les auoir en garde, gage, depost ou autrement, si ce n'estoit par autorité de iustice, & qu'il en apparaisse suffisamment : aussi n'auront lesdits changeurs en leurs maisons ny ailleurs, aucuns fourneaux à faire fonte, ny essais quelconques.

23 EN LOIGNONS par ces presentes aux generaux de noz monnoyes, de faire, ou faire faire par l'un d'eux la recherche & visitation des maisons des chageurs de nostre ville de Paris, de mois en mois, ou plus souuent, s'ils voyent que besoin soit, à iours non preuenus ausdits changeurs, avec procez verbal de ce qu'ils auront trouué, ensemble de ce que par les registres desdits chageurs apparoitra qu'ils auront receu pour billon durant chacun mois : & le semblable facent noz Baillifs & Seneschaux ou leurs Lieutenans, & les gardes des monnoyes de noz autres villes respectiuellement, noz Procureurs à ce presens : pour iceux procez verbaux, & les informations sur ce par eux faites, veuës, proceder par eux respectiuellement à l'encontre des transgresseurs ou contreuenans à la presente ordonnance, ainsi qu'il appartiendra : & neantmoins de leurs diligences, procedures & execution facent & tiennent, chacun en son endroit, bons registres, pour les presenter, quand par nous sera ordonné.

24 Il est defendu ausdits changeurs de vendre aucun billon, & matiere d'or ny d'argent aux orfeures, ioyauliers, ou autres, qu'aux Maistres particuliers de noz monnoyes, ou à autre changeur pour le porter, ainsi que dit est, sur peine de confiscation dudit billon & matiere. Aussi que iceux changeurs n'ayent aucune association ny participation de change, marchandise, ny autrement, avec les orfeures & ioyauliers, ny aucuns de noz Officiers desdites monnoyes, sur peine d'amende arbitraire.

25 Il est ordonné ausdits changeurs, orfeures & ioyauliers, qu'ils ayent bonnes & iustes balances, sans aucün remede sur le foible, mais sur le fort remede : c'est à sçauoir en vn poids de vingtcinq marcs, iusques à vn estelin & demy de force : & des marcs en pille, en la piece pesant huit marcs de remede de force, iusques à trois felins : en la piece pesant quatre marcs de force, iusques à demy estelin : en la piece pesant deux marcs, iusques à felin : en la piece pesant vn marc, demy felin : & en la piece pesant quatre onces, iusques à yn demy quart de felin : & au demeurant de petites pieces pesans ensemble quatre onces, iusques à demy felin, sans quelconque autre remede : & si aucun changeur, orfeure, ioyaulier, ou autre soy entremettant de peser, est trouué faisi d'autre poids, il sera confisqué, & l'amendera enuers nous, sans quelconque excusation de les auoir en garde, gage, ou autrement.

26 DEFENDONS aux orfeures, bateurs d'or & d'argent, ioyauliers & tous autres qui ouueront d'oresnauant d'or d'argent en nostre Royaume, pays & Seigneuries de nostre obeissance, qu'ils n'achetent ou facent acheter le marc d'or, ne celuy d'argent à plus haut prix que ceux deuant de clarez : qui est pour marc d'or fin, huit vingt cinq liures sept sols six deniers : & pour marc d'argent le Roy, quatorze liures : leur enioignans qu'à la vente de leurs ourrages, ils declarent, & se facent payer de l'or ou argent à part, & de leurs façons à part.

27 POUVRCE que chacun ne peut pas auoir cognoissance de la vraye valeur de l'or appliqué esdits ourrages d'orfeureries & ioyauleries : aussi qu'on y peut vser d'esmail obscur, qui donne poids, & se pert, sans ce qu'il en vienne aucune chose à profit l'or retournant à la fonte : voulans pouruoir à l'interest public en cest endroit, auons inhibé & defendu, inhibons & defendons à tous orfeures, ioyauliers, & autres qu'il appartiendra, qu'en tels ourrages n'vsent d'oresnauant, vendent ne debitent or, qu'à vingrdeux carats, sans remede, ou or fin à vn quart de carat de remede, comprises toutes soudures & dechets, en sorte que l'ourrage fondu reuienne ausdits titres : aussi qu'en iceux ourrages n'vsent que d'esmail cler, le tout sur peine de confiscation desdits ourrages : & s'ils en ont de present aucuns à vendre, qui ne foyent desdits titres, ou qu'il y ait esmail obscur, ils les facent dedans quinze iours apres la publication de ces presentes, marquer en lieu eminent, par celuy ou ceux qui ont la charge de contremarker ces orfeureries : ce qu'on puisse cognoistre & discerner cy apres l'ourrage ja fait desdites orfeureries, & ioyauleries lors de ladite publication, pour estre vendus avec ladite marque, & nō autrement, & lesdits quinze iours passez, est defendu de plus en contremarker.

28 DEFENDONS aux affineurs d'affiner aucune matiere, quelle qu'elle soit au dessouz de dix deniers de loy, sans congé de nous, ou desdits generaux, verification par eux preallablement, faite qu'en ce nous & la chose publique n'ayons interest : & quand ores ils en auront permission, ils foyent tenus, sur peine d'amende arbitraire, & de perdition des matieres, icelles aller fondre & affiner en la maison & lieux où se forgent & affinent noz monnoyes : à ce que si les gardes que y auons establis, voyent qu'en ce y ait matiere qui requierre estre monnoyee, ils la facent à ceste fin deliurer aux Maistres particuliers de nosdites monnoyes, chacun en son regard : aussi ne pourront lesdits affineurs tenir en leurs maisons, ny ailleurs qu'en ladite monnoye ouurant, aucuns fourneaux propres ausdits affinemens de matieres estans au dessouz desdits dix deniers de loy, sur peine d'amende arbitraire.

29 ORDONNONS ausdits affineurs & departeurs, qu'ils chacun en leur regard tiennent registre & papier ordinaire, auquel ils escrirent ce qu'ils affineront, & departiront, les noms de ceux à qui il appartiendra, le temps, l'alloy & le poids, ensemble la deliurance qu'ils en feront, pour iceux papiers & registres presenter quand besoin sera : & de tout l'argent au dessus de dix deniers de loy que les affineurs affineront, avec les laueures des orfeures, ils scaceront les cendres, tellement que seront de
loy, du

loy, du moins à onze deniers dix-huit grains fin, fuyant noz anciennes ordonnances : & pour la cognoissance de ce marqueront lefdites cendres de leurfdits poinçons : & si faute y a qu'elles ne foyent à ladite loy, ils les feront bonnes à leurs propres cousts & despens, & l'amenderont selon le cas.

30 ENVOIGNONS aussi aux essayeurs de noz monnoyes, qu'ils facent leurs essais loyaument, sans aucune faueur, amitié ou inimitié à personnes quelconques, & fidelement les rapportent aux gardes de noz monnoyes, sur les peines contenues en noz ordonnances : lescuels essayeurs aurôt à leur profit la moitié des peulles, & fin de toute la monnoye blanche & noire : & les gardes l'autre moitié, comme ils ont accoustumé, fuyant noz ordonnances. Et quant à l'or, prendront lefdits essayeurs deuant les ouuriers en chacune fournaise, & de chacune briefue, douze grains d'or, poids de marc, dont ils feront essay : & iceluy fait, rendront ausdits Maistres le fin d'iceluy essay : & auant la deliurance dudit or monnoyé en escus soleil, prendront pareillement lefdits essayeurs vn escu soleil, de ce qui sera à deliurer, lequel escu se couppera en quatre parties esgalement : l'vne rendue au Maistre, vne autre mise es mains des gardes, & les deux autres es mains de l'essayeur : de l'vne desquelles ledit essayeur fera son essay requis auant ladite deliurance, & l'autre gardera sceelée du seal des gardes, & du Maistre : celle des gardes sceelée du Maistre & de l'essayeur, & celle du Maistre sceelée desdits gardes & essayeur : chacune desquelles parties appellee peulle, encluse en papier ou parchemin auquel sera escript ce que contiendra en quantité & poids de la deliurance dudit or ouuré, l'alo y d'iceluy, & le iour de ladite deliurance, dont chacun des dessusdits gardes, essayeur & Maistre fera en son endroit registre : celui des gardes, signé d'eux, & desdits Maistres & essayeur : le fin duquel essay tiré dudit quart d'escu, sera rendu aux Maistres à ladite deliurance : & au regard des trois peulles faisans trois quarts d'escu, ainsi départis aux gardes, essayeur & Maistre, ils & chacun d'eux seront tenus les garder iusques à ce que le iugement soit fait des boëtes par lefdits generaux, pour les leur presenter, si besoin en est, & il est par eux ordonné, en procedant au iugement : lequel fait, seront tenus lefdits gardes & essayeurs rendre icelles peulles d'or ausdits Maistres, sans en payer aucune chose à iceux gardes & essayeurs. Aussi fera & tiendra ledit essayeur registre & papier ordinaire de tous les essais, qui luy seront baillez à faire, soit grenaille ou autre matiere d'argent d'entre le Maistre & les marchans, où il couchera le temps, poids & loy d'iceux : & iceluy registre & papier ordinaire gardera deuers luy, pour le représenter quand besoin sera.

31 ORDONNONS aux gardes de noz monnoyes, qu'ils ayent l'œil & veillent chacun en son regard, à ce que les poids & balances des Maistres particuliers de noz monnoyes, foyent bonnes & iustes : & aussi que lefdits Maistres particuliers ne demeurent en arriere de ce qu'ils pourront deuoir, tant à nous qu'aux marchans & changeurs.

32 ENVOIGNONS ausdits gardes, qu'ils foyent presens à tous les affinemens, essais & poids esquels nous & la chose publique de nostre Royaume pouons auoir interrest : assistent à toutes deliurances, tant de rouge, blanc que noir, ouurez, & à ouurer : semblablement foyent presens à voir mettre en boëte les deniers accoustumés pour le iugement de nosdites monnoyes, & tous autres actes, qu'il est & sera requis du deu de leurs offices, fuyant noz ordonnances : & de tout facent & tiennent registres & papiers ordinaires.

33 VOULONS qu'aux defaux de l'vn des gardes decedé, ou absent par maladie, ou excusation legitime, l'autre garde veille, & face les office de tous deux : aussi s'il n'y auoit gardes en aucunes de nosdites monnoyes ouurais, le contregarde face & exerce l'office de garde : & en semblable, s'il n'y a aucun contregarde, l'vn des gardes face l'office de contregarde : desquels exercices ils respondront respectiuellement tout ainsi que si c'estoit en leurs mesmes charges & offices : aussi en prendront respectiuellement les gages, avec ceux de leurs offices : & en ce faisant seront boëtes à part.

34 ENVOIGNONS ausdits Maistres particuliers & gardes, qu'ils foyent presens à voir monnoyer, ayant l'œil que les fers, foyent bons, que toutes les lettres d'alentour foyent bien formées, que chacune piece, tant d'or, d'argent, que monnoye blanche, soit de bon recours, rotondité, assiette & impression, d'vn mesme poids reuenant au marc : & le marc à la piece egalelement, au nombre qu'en doit contenir chacun marc : & à ceste fin les pesent & trespachent : & s'il y a aucun, ou aucuns desdits ouuriers & monnoyers, qui ne fissent en ce leur deuoir, ou n'estoyent assez diligens de seruir, quand il est besoin, au fait desdites monnoyes, nous voulons que lefdits gardes les contraignent à ce par les voyes en tel cas accoustumées : & neantmoins en aduertissent les generaux de noz monnoyes, pour par eux estre procedé à l'encontre de ceux qui seront trouuez en ce mal vñs, ou abusans de leurs estats, par suspension ou priuation de leurs priuileges, ou autrement, ainsi qu'ils verront estre à faire par raison, & de toutes autres fautes ou nouuelletez, si aucunes suruiennent au fait desdites monnoyes, chacun desdits Officiers en sa charge aduertisse lefdits generaux.

35 VOULONS, que si en visitant par lefdites gardes les deniers, dont sera ouuré & monnoyé en icelles monnoyes, ils en trouuent aucuns qui ne foyent formez ainsi qu'il appartient, qu'ils les separerent des autres, & les remettent à la fonte, & que lefdits ouuriers ou monnoyers foyent non seulement priuez de leurs salaires de tels ouurages, mais contrainsts realement & de fait rembourser le Maistre particulier de la perte & déchet qui en pourra estre de nouvelle fonte sinon leur en faire deduction sur leurs salaires d'autre ouurage, ou monnoyage, & qu'en ce ledit Maistre particulier puisse vñser de retention.

36 AVSS^t est expressement defendu aux essayeurs, tailleurs, gardes & contregardes, sur peine de perdition de leurs offices, & d'amende arbitraire, qu'ils ne facent aucun faict de change, & n'ayent aucune affiliation, ny participation quelconque du faict de monnoye avec aucuns changeurs, leurs associates & compagnons, ne semblablement avec aucuns maistres des monnoyes, ny facent faict de marchandise ^a dudit faict des monnoyes en aucune maniere. Et s'ils ou aucun d'eux hors le contregarde (en cas qu'il ne face office de garde) estoient du serment de monnoye, ououtiers ou monnoyers: ils n'y pourront ouurer ne monnoyer, tant qu'ils seront esdits estats: mais seulement iourront des priuileges ottroyez esdits estats d'ouutiers & monnoyers.

a) Faict de marchandise. De hoc vide Rebuff. in iij. te. Commen. ad has const. intra de mercat. & negotiat. art. j. in glossa x.

37 Sⁱ au iugement des boëtes, ou autrement se trouue faute en aucunes de noz monnoyes, tant de rouge que de blanc ou noir, les gardes respondront du poids, & l'essayeur ou le Maistre particulier de la loy: routesfois où lesdits gardes, essayeurs & Maistres particuliers se trouueroient par non resdêce, contemneurs du seruice requis à l'exercice de leurs offices, ou autrement participans des fautes les vns des autres, ils en seront respectueusement punis à la rigueur de noz ordonnances.

a) L'indult. Cest indult ou bulle du Pape, parle de tous officiers Royaux delinquans en leurs offices, qui sont prieuz de leur priuilege clerical pour la punition de leurs offices: & fut publié en Palemet à Paris, le 17. Feurier 1525.

38 Eⁿ ensuyuant ^a l'indult de nostre Saint pere le Pape, & noz ordonnances, par lesquelles si aucuns de noz Officiers sont trouuez delinquans en leurs offices, ils doyuent estre prieuz de leur clericature, declarans par ces presentes: que les gardes, contregardes, tailleurs, essayeurs, & Maistres particuliers de noz monnoyes ne seront receus en cas de delict, à alleguer, ny eux aider d'aucune lettre de clericature.

39 E^t pource qu'il nous a esté remonstré que lesdits ouutiers & monnoyers sont souuent troublez & empeschéz en la iouissance des priuileges, qui leur ont esté par noz predecesseurs & nous concedez, voulans qu'ils ayent occasion de nous bien seruir, & la chose publique, au faict desdits monnoyes, tous & chacuns lesdits priuileges, entant que besoin est, auons ausdits ouutiers & monnoyers, actuellement residens, seruans & exerçans leurs estats, quand ils sont pour ce mandez en noz monnoyes, continuiez & confirmez, continuons & confirmons par ces presentes, pour en iouyr par eux, tout ainsi qu'ils en ont par cy deuant deuëment & iustement iouy & vſé.

40 Eⁿ oignons ausdits gardes auoir l'œil, qu'en faisant & exerçant par lesdits ouutiers & monnoyers leurs estats, ainsi qu'il appartient, ils soyent par les Maistres particuliers de noz monnoyes satisfais & contentez du salaire que par noz ordonnances ils doyuent auoir en icelles nos monnoyes, qui est aux ouutiers de vingt marcs d'or ouurez d'escus vn escu: & aux monnoyers de deux mille escus, vn escu: du marc de douzains, ouuré, aux ouutiers quinze deniers tournois, & aux monnoyers, sept deniers tournois: & des demis douzains & liards, à l'equipollent: & qu'à ce en cas de refus ou de lail, contraignent lesdits Maistres par retention de leurs deniers, & autres voyes deuës & raisonnables.

41 E^t à ce que lesdits Maistres particuliers de noz monnoyes ne s'esloignent du seruice qu'il y doyuent en personne, au moins si longuement que cela portast preiudice à nous, & à la chose publique de nostre Royaume, aussi qu'ils ne soyent travaillez de longs voyages, frais & despens à cause de leurs offices, voulons & enoignons bien expressement aux generaux de noz monnoyes, que quand lesdits Maistres particuliers viendront, ou enuoyront deuers eux pour respondre & receuoir le iugement de leurs boëtes, iceux generaux les expedient incontinēt & sans plus long seiour, qu'il ne sera pour ce requis, tant du iugement de leurs boëtes, que de l'arrest de leurs comptes, sur peine de recouurer l'excès si seioint sur les gages desdits generaux, en cas que lesdits Maistres particuliers s'en rendroient à iuste cause plaintifs deuers nous. Et à fin que ledit excès si seioint, si aucun en y a, se puisse mieus cognoistre; aussi que lesdits Maistres particuliers sous ombre de venir apporter leurs boëtes pour en receuoir le iugement, voir, clorre, & arrester leurs comptes, ne seioignent d'eux-mesmes plus qu'ils ne deuront, voulons que du iour que lesdits Maistres particuliers se seront presentez à ladite chambre, ou autres pour eux, avec lesdites boëtes, il en soit fait registre par le Greffier de ladite chambre, ensemble du iour que lesdites boëtes auront esté iugees: & autant en soit escriu sur le compte desdits Maistres respectueusement, avec les dattes de la presentation & closture desdits comptes.

42 S^{em}blablement à ce que lesdits Maistres particuliers ayent meilleur moyen & occasion de bien & loyaument seruir nous, & la chose publique de nostre Royaume, supporter & soutenir les frais, que pour ce leur cōuient faire, auons voulu & ordonné, suyuant l'aduis des generaux de noz monnoyes, qu'au lieu de quinze fols tournois, pour marc d'or ouuré d'escus soleil d'une part, & cinq fols. t. pour marc ouuré de douzains, & liards d'autre, que lesdits Maistres particuliers ont de present de brasse, ils en ayent, & puissent retenir par leurs mains, c'est à sçauoir, du marc d'or ouuré d'escus, seize fols six deniers tournois: & du marc ouuré de douzains, demis douzains, & liards, cinq fols six deniers tournois.

43 E^t à mesme fin auons exemptez & deschargez, exemptons & deschargeons lesdits Maistres particuliers de tous droicts & espices, qu'ils souloyent cy deuant payer, tant ausdits generaux de noz monnoyes, au iugement des boëtes, ou autrement, que semblablement aux Clercs & Auditeurs de leurs comptes, defendant bien expressement ausdits generaux & Auditeurs respectueusement, que d'iceux droicts & espices, ils n'ayent à en demander, pour suyuir, ne receuoir aucune chose desdits Maistres, & ausdits Maistres particuliers de ne leur bailler: reseruant toutesfois à nous lesdits droicts plus amplement entendus, d'en assigner & faire ailleurs appointer lesdits generaux & Auditeurs, ainsi que verons estre à faire.

44 EN ayant regard aux charges de residence continuee, & autres dont les gardes, tailleurs, & essayeurs demeurent respectiuellement chargez par la presente ordonnance, voulans qu'ils ayent de quoy eux entretenir, avec occasion de bien seruir esdits estats, ordonnons que les gages desdits gardes & tailleurs leur soyent augmentez, & leur augmentons par ces presentes du tournois à paris, qui est d'une cinquieme partie : & au regard des essayeurs, au lieu de cinquante liures tournois, qu'ils ont accoustumé d'auoir, ils ayent chacun cent liures tournois, pour subuenir aux frais des essais de l'or, au feu & à l'eau, qu'ils n'auoyent accoustumé de faire : desquels essais d'or ils seront tenus rendre aux Maistres particuliers, le fin & peulles, comme aussi feront de leur part les gardes les peulles d'or, ainsi que dit est cy dessus.

45 ENCORES pour oster toute occasion d'escharcetez d'alloy, & foiblages de poids es monnoyes qui se forgeront d'oresnauant à noz coing & armes, voulons & ordonnons, qu'au lieu de ce que lesdits gardes, contregardes, tailleurs & essayeurs ont cy deuant accoustumé d'estre payez par les mains des Maistres particuliers desdites monnoyes, des deniers procedans desdites escharcetez & foiblages, ils soyent d'oresnauant payez par les mains du receueur general des boëtes, profit & emolument de noz monnoyes : & semblablement les genetaux de noz monnoyes particulièrement establis en Bourgongne, Dauphiné, Languedoc, & Bretagne, & qu'à ceste fin tous lesdits Maistres particuliers satisfacent, & payent incontinent & ordinairement audit receueur general des monnoyes, ce qu'outre lesdites boëtes ils pourront deuoir par l'arrest & closture de leurs comptes, sans qu'il soit basioin ausdits gardes, contregardes, tailleurs, essayeurs & generaux, ny audit receueur general auoir, ne recouurer de nous, pour le payement d'iceux gages, autre acquit ne mandement que cesdites presentes. Et si les deniers desdites boëtes, profit & emolument de toutes noz monnoyes, sur lesquels les Presidens & generaux de noz monnoyes à Paris ont accoustumé d'estre en partie appointez de leurs gages, ne peuuent fournir & suruenir à tous les gages desdits : nous voulons que ledit receueur general des boëtes, profit & emolument de toutes noz monnoyes, ce versant au Thresorier de nostre espargne par estat abbrege, & certification des generaux de nosdites monnoyes à Paris, signez de quatre d'entr'eux pour le moins, & de leur Greffier, soit par ledit Thresorier de nostre espargne appointé, satisfait & payé de l'outreplus qui s'en defaudra, tout ainsi qu'il est accoustumé du payement desdits generaux de noz monnoyes à Paris. Toutesfois là & au cas qu'il y auroit chommage en aucune desdites monnoyes outans, excedant le temps de trois mois, verification de ce faite par les generaux de noz monnoyes à Paris, voulons que pour le temps de chommage excedant lesdits trois mois, cesse le payement des gages desdits gardes, contregardes, tailleurs & essayeurs, à qui ce pourra toucher, & que cela soit par lesdits generaux distrait & reietté desdits estats, à ce que lesdits Greffiers particuliers soyent diligens, veillent & entendent au seruice requis à leursdits offices, ainsi qu'il appartient.

46 A fin que toutes personnes qui ont besoing de poids & balances en leurs negociations & affaires, deliurances & receptions de deniers, soyent certains, les poids dont ils versent estre iustes, auons inhibé & defendu à tous ouuriers, & marchans desdits poids, qu'à commencer au quintal prins pour cent liures, valant deux cens marcs, & en descendant & diminuant, iusques à vn grain de poids, selon la computation accoustumee en poids de marc, & du poids de toutes especes de monnoye d'or & d'argent, auxquelles donnons cours en nostredit Royaume, pays & Seigneuries de nostre obeissance, ils n'en vendent, facent vendre, ne tiennent en leurs maisons, qui ne soyent adiuſtez, estallonnez & marquez en vne de noz monnoyes establies en nostredit Royaume, pays & Seigneuries de nostre obeissance, par les gardes d'icelles, ou l'un d'eux, du poinçon dont ils deuront vſer, arresté & imprimé par figure, ou registre de la chambre de noz monnoyes à Paris, ensemble de la marque de l'ouurier qui aura fait lesdits poids. Et que toutes sortes de poids de marc à peser & trebucher or, argent & billon en toutes les monnoyes de nostre Royaume, pays & Seigneuries de nostre obeissance soyent reduis, reiglez, estallonnez, adiuſtez & conformez au poids de marc, dont l'on vſera & iugera en ladite chambre, sans que pour faire lesdits estallonnemens, lesdits gardes, ny autres en puissent prendre ny exiger aucun ſalaire.

47 ENIOIGNONS aux generaux de noz monnoyes à Paris, qu'ils s'enquierent & voyent ordinairement, quels deniers courront par les changes, & de main en main, à noz coing & armes, en quelles monnoyes ourans de nostre Royaume ils auront esté forgez, & par quels Maistres particuliers d'icelles, en facent faire les essais : & s'ils y trouuent fautes, procedent à la iustice & punition de ce, telle qu'au cas appartiendra, ſuyuant noz ordonnances.

48 VOULONS que lesdits generaux residens en la ville de Paris, où l'un d'eux deputé par la compagnie, visite de quinze iours en quinze iours le Maistre de la monnoye d'icelle, & les gardes, contregardes, essayeurs, affineurs, changeurs, orfeures & ioyauliers, leurs registres & maisons, pour ſçauoir & entendre l'apport & reception du billon en nostredite monnoye, si a esté cizaillé, & mis en fonte ainsi qu'il appartient, les payemens de ce faits, & comment ils & chacun d'eux en son regard, obserue & garde noz ordonnances, au bien de nous, & de la chose publique de nostre Royaume : & s'ils y trouuent aucunes fautes, maluerſations, abus ou negligences par contemnement d'icelles ordonnances ou autrement y contreuenant, procedent à la correction & punition de ce, & à la rompre & demolition des fourneaux prohibez, si aucuns en ya, & aucunement ainsi qu'ils veront estre à faire, ſuyuant la teneur de nosdites ordonnances.

49 I T E M, que lesdits generaux facent renouveler la publication de ces presentes, ou le sommaire d'icelles de trois mois en trois mois, à cè que nul n'en puisse pretendre cause d'ignorance: & tout le semblable facent noz Baillifs & Seneschaux ou leurs Lieutenans, avec eux noz Procureurs esdits Bailliages & Seneschauces, faisant & redigeant en escrit par lesdits generaux, Baillifs & Seneschaux, & leurs Lieutenans, respectivement procez verbaux desdites visitations, informations, procez & procedures, avec registre des iugemens sur ce interuenus, & executions sur ce faites, pour le tout representer & exhiber en nostre conseil priuè, quand il nous plaira faire voir leur diligence en cest endroit.

50 O R D O N N O N S ausdits generaux, qu'en ensuyuant noz anciennes ordonnances, ils deputent, & enuoyent ordinairement deux d'entr'eux visiter separement de ville en ville, & de lieu en lieu de nostre Royaume, pays & Seigneuries de nostre obeissance, le faict de noz monnoyes, les Officiers particuliers d'icelles, changeurs, orfeures, ioyauliers & autres, qui font ouurages d'or & d'argent, leurs registres & papiers ordinaires, informant tant sur ce, qu'autrement deuement, comme celsdites presentes, & autres noz ordonnances sur le faict de nosdites monnoyes y seront obseruees & gardees, quels deniers courent de main en main, & noz coing & armes entre noz suiets, iceux facent peser, essayer, rapporter, & ioindre aux iugemens ia faits, ou à faire des boîtes de la monnoye dont se trouueront lesdits deniers, pour scauoir si lesdites boîtes auront esté, ou seront loyaument & fidelement faites. Et s'ils y trouuent aucunes fautes, maluerfications ou abus, procedent à l'encontre des delinquans ainsi qu'il appartiendra.

51 V O U L O N S que lesdits deputez s'enquierent si és especes qui ne sont à noz coing & armes, auxquels donnons cours & prix par ceste presente ordonnance, aura esté par fabrication nouuelle ou autrement aucune chose alteree ou diminuee de poids ou loy, tellement qu'il y ait cause de les defendre du tout, ou bien diminuer du prix d'icelles: aussi s'informent si seront entrees en nostredit Royaume, pays & Seigneuries de nostre obeissance autres especes d'or & monnoye, que celles contenues cy dessus: en facent faire essais & adualuations certains & veritables: & de ce qu'ils en trouueront, aduertissent incontinent lesdits generaux à Paris: & par mesme moyen leur enuoyent deux ou trois pieces de chacune desdites especes nouuelles, & autres ainsi alterees ou diminuees de poids ou de loy, à fin d'en estre encores fait essay en la chambre de noz monnoyes à Paris, & par lesdits generaux nous renuoyer le tout, & à nostre conseil priuè, ensemble leur aduis de ce qu'il leur semblera estre à faire sur ce, au bien, profit & vtilité de nous, & de la chose publique de nostre Royaume. Et tout le semblable facent les generaux de noz monnoyes esdits pays de Bourgogne, Bretagne, Dauphiné & Languedoc, chacun en son regard, pour à tout estre par nous pourueu, ainsi que verrons estre à faire.

52 E T si tost que telles choses seront venuës à la notice desdits deputez, ou aucuns d'eux ainsi visitant par pays lesdites monnoyes, voulons qu'ils nous en aduertissent, ensemble du temps qu'ils auront enuoyé, ou pourront enuoyer à la compagnie desdits generaux à Paris leursdites informations: & que cependant facent faire esdits pays expresse inhibitions & defenses de par nous, à tous noz suiets, ne donner mise ny cours à telles monnoyes ainsi alterees de leur bonté, & autres qu'ils trouueront non permises en ceste dite presente ordonnance, ainsi que dessus est dit, iusques à ce que par nous autrement en soit ordonné.

53 I T E M, que lesdits deputez facent esdites visitations renouveler & publier de ville en ville ceste dite presente ordonnance, ou le sommaire d'icelle, de trois mois en trois mois, comme dessus: & des infracteurs facent la iustice telle qu'au cas appartiendra, sans que pour lesdites inquisitions, & autres choses dependans de la charge desdits deputez, ils soyent tenus demander *pareatis* à noz cours de Parlement, ny à autres Iuges quelconques. Et si de leur iugement interueniennent appellations, nous voulons qu'elles soyent releuees par deuant nosdits generaux des monnoyes, en leur chambre & auditoire à Paris, encores que ce fussent, & soyent iugemens donnez hors le ressort de nostre cour de Parlement à Paris.

54 V O U L O N S que lesdits deputez & chacun d'eux faisans icelles visitations, facent porter quant & eux vn poids de marc en pille, avec vn trebuchet garni des poids y necessaires, le tout estallonné & adiusté en ladite chambre desdites monnoyes à Paris: sur quoy facent adijuster & conformer tous les poids qu'ils trouueront par les monnoyes ouurans, auxquels les ouuriers besongnans esdits poids, en chacun pays, pourront auoir recours: & sur lesquels lesdits deputez, chacun en son regard, pourront verifier les fautes, si aucunes y estoient commises, pour en faire la iustice telle qu'au cas appartiendra.

55 E T pource qu'il est mal-aisé decouuoir & aduerer les falsifications, adulterations, rongnemens, & autres maluerfications & fautes qui se commettent au faict desdites monnoyes, au moins qu'avec grandes difficultez, & encores icelles cogneuës, scauoir dont elles viennent, qui en sont participans, consentans, & responsables: voulons, staturons & ordonnons, qu'au iugement des procez concernans maluerfications, & fautes commises par les Maistres particuliers, & autres noz Officiers esdites monnoyes, qui sont & seront cy apres deuolus en nostre cour de Parlement à Paris, par appel des generaux de noz monnoyes audit Paris du Preuost de Paris, Baillifs, Seneschaux, & autres Iuges, dont les appellations ressortissent immediatement en ladite cour de Parlement à Paris, soyent appelez par les gens de nostredite cour, interuenient & assistent le President desdits generaux des monnoyes, ou deux d'iceux deputez par la compagnie desdits generaux, sans diminution du nombre des Presidents & Conseillers, auquel on à accoustumé iuger par arrest en nostredite cour de Parlement: & en semblable

blable assistent les generaux de noz monnoyes de Bourgongne, Bretagne, Dauphiné, & Languedoc, au iugement des procez deuolus par appellations d'eux, es cours de Parlement establies esdits pays respectiuement: enioignant par ces presentes aux gens de nosdites cours de Parlement ainsi en vser d'oresnauant.

56 VOVLONS que si des sentences donnees par lesdits generaux de noz monnoyes à Paris, contenant interdiction d'exercice, suspension ou priuation d'offices du faict desdites monnoyes, est appelle en nostre cour de Parlement, telles sentences, quant ausdites interdiction, suspension, ou priuation, soyent executatoires, & sortent leur effect, sans preiudice dudit appel. Et que cependant, & iusques à ce que dudit appel ait esté iugé & determiné par ladite cour, lesdits generaux puissent par maniere de prouision commettre à l'exercice desdits Officiers autres personages qu'ils cognoistront en ce experimenter, suffisans & capables.

57 ET quant aux iournees & vacations accoustumees desdits deputez generaux, ainsi particulièrement visitans de ville en ville, & de lieu en lieu lesdites monnoyes, nous voulons que leurs procez verbaux de ce faits, rapportez par deuers la chambre desdites monnoyes à Paris, soit sur iceux par ladite chambre des monnoyes expedie certification, signee de quatre d'entr'eux pour le moins & de leur greffier, contenant le temps que leursdits deputez, chacun en son regard, auront vaqué à cestuy affaire hors ladite ville de Paris, & que sur ce leur soyent par les gens de noz comptes, ou les Thresoriers de France, deliurez mandemens & assignations, tant sur le receueur general desdites boîtes, profit & emolument de noz monnoyes, s'ils le peuuent porter, les gages d'offices susdits preallablement payez, sinon sur les amendes de ladite chambre des monnoyes, ou sur le receueur des exploits & amendes de nostredite cour de Parlement à Paris, des deniers des amendes, qui vous ont esté, ou seront adiugees en icelle cour, procedans des delits commis au faict desdites monnoyes, les charges ordinaires de ladite cour de Parlement solutes & acquitees, & sur celuy ou ceux desdits receueurs qui mieux le pourra ou pourront porter, en tout ou partie: en maniere que lesdits generaux soyent d'icelles cheuauchees entierement satisfaits & payez, & sans qu'il leur soit pource besoing auoir, n'y recouurer de nous autres mandemens ny acquits. Et si l'aduc noit que nous fissions cy apres aucuns dons, ou autres assignations sur lesdites amendes procedans d'icelles monnoyes, à quelques personnes, & pour quelconque cause que ce soit, nous n'entendons point qu'ils ayent lieu, ne qu'à iceux soit obtempéré: ains par expres defendons aux gens de noz comptes, Thresoriers de France & de nostre espartne, les verifier, & enteriner, si ne sont les charges ordinaires y estans avec les assignations, si aucune en y a, pour lesdites cheuauchees preallablement payees, encores par lesdites lettres les donataires & assignez fussent releuez de la presente ordonnance, avec clause derogatoire.

58 POUVE qu'aucuns marchans, en faisant leur traffique de marchandise, sont coustumiers auant la closture de leurs marchez, enquerir & demander en quelles especes d'or & d'argent, & à quel prix d'icelles on les veut payer, & selon ce haussent ou baissent le prix de leurs marchandises, receuans icelles especes à plus haut prix qu'il n'est permis par noz ordonnances, à quoy chacun se veut incontinent reigler, non considerant que de là viennent les billonnemens, courrages & transports de deniers, au grand preiudice de nous & de toute la chose publique de nostre Royaume, & notamment du pauvre menu peuple, & simples gens ignorans noz ordonnances, qui apres auoir receu aucunes especes de monnoye ainsi haussées de prix plus haut qu'il n'est permis, les voulans allouer & mettre au payement des deniers de la taille, on ne les y reçoit qu'à prix contenu edites ordonnances, l'oultreplus venant à grand perte pour eux: nous voulans à ce obuier, defendons tresexpressément à tous marchans, & autres personages vendans marchandises, & autres choses quelconques, qu'ils ne s'enquierent en quelles especes d'or ou monnoyes on leur deura faire payement.

59 VOVLONS que nul, de quelque estat ou condition, & pour quelconque cause ou occasion que ce soit, baille ny recoyue autres especes d'or ou monnoye, que celles declarees en la presente ordonnance, & pour les mesmes prix y contenus, sans y adiouster ou diminuer, sur peine de confiscation des marchandises, & choses vendues, & outre ce de vingt liures parisis d'amende à chacune fois enuers nous, icelle amende executable reaument & de fait par prise de corps & de biens: & nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles, incontinent la condemnation & iugement sur ce interuenus, & prononcez par lesdits generaux de noz monnoyes à Paris, nostre Preuost de Paris, & Baillifs & Seneschaux, ou leurs Lieutenans en leurs sieges, ressortissans sans moyen en noz cours de Parlement: ausquels generaux de noz monnoyes, Preuost de Paris, Baillifs, Seneschaux, & leursdits Lieutenans, nous en auons attribué & attribuons la cognoissance & iugement par concurrence.

VOVLONS & ordonnons que des confiscations & amendes procedans des delits commis au faict desdites monnoyes, les denonciateurs & reuelateurs par le moyen, & à la poursuite desquels la verité desdits delits sera sceüe & atteinte, en ayent la quatre partie, & que deliurance leur en soit faite, les iugemens & arrests sur ce interuenus.

SUYVANT l'ordonnance par nous faite * à Lyon, au mois de Iuillet, mil cinq cens trentesix, sur le faict desdites monnoyes, voulons que si aucuns ont esté depuis ledit temps, & sont cy apres reprins, attains & conuaincus suffisamment de rongnement d'escus, testons, douzains & autres especes d'or, d'argent, monnoye blanche ou noire, ayans cours en nostredit Royaume, ou qui les auront diffor-

a) A Lyô. Ceste ordonnance est cy dessus au ch. 3. en ce tiltre.

mez, alterez & rendus du fort au foible autrement qu'il n'est ou sera permis par noz ordonnances, ils soyent de ce punis, tout ainſi & de meſme punition que les faux monnoyers, ſans y faire aucune difference.

Si donnons en mandement par ces preſentes à noz amez & feaux les gens de noz cours de Parlement, &c. Donné à Bloys le dixneuſieme iour de Mars, l'an de grace mil cinq cens quarante : & de noſtre regne le vingſeptieſme. Ainſi ſigné, Par le Roy. BAYARD. Et ſcellé en double queuë de cite iaune.

Leſta, publicata, & regiſtrata, requirente Procuratore generali Regis, Pariſiſ, in Parlamento, vndecima Aprilis, anno Domini milleſimo quingentefimo quadrageſimo ante Paſcha. DV TILLET.

Le ſalaire que les changeurs pourront raiſonnablement prendre du peuple, pour le change en bonne monnoye de chacune eſpece d'or ayât cours & miſe par l'ordonnance, iceluy ſalaire à eux limité par les geneaux des monnoyes à Paris, apres auoir ſur ce ouy les changeurs reſidens à Paris, ou la plus grande & ſaine partie d'iceux, ainſi qu'il ſenſuit : le tout ſuyuant le pouuoir ſur ce donné auſdits geneaux par icelle ordonnance.

PREMIEREMENT.

DOYR le change des eſcus ſoleil, eſcus couronne, eſcus vieils, francs à pied & à cheual, royaux, ſaluts, ducats ſimples, riddes, lions, & eſcus d'Angleterre, le tout du poids contenu en ladite ordonnance, à raiſon de quatre deniers tournois piece, & des demis, deux deniers.

Des doubles ducats, huit deniers tournois piece : des nobles à la roſe, & nobles Henry, huit deniers tournois, piece : & des demis & quarts à l'equipollent : des angelors & alphonſins, ſix deniers tournois piece : & des demis à l'equipollent : des imperiales de Flandres, qui ſont du poids de quatre grains trebuchans, ſix deniers tournois piece : des florins appelez demis imperiales, mailles de Lorraine, & florins au trait, trois deniers tournois, piece : & des carolus de Flandres, deux deniers tournois piece.

Aduvaluations & ſupputations faites ſuyuant l'ordonnance precedente par les geneaux des monnoyes à Paris, des prix auſquels tous dechets de fonte, eſcharetoz de loy, remedes, ſalaires de change, & autres pertes & diminutions & fraix deduits, à eſté trouuez, que raiſonnablement leſdits changeurs deuoient fournir & payer content, du change au poids de marc : & en ſeuillant, ſelon la computation accouſtume d'iceluy des eſpeces d'or, d'argent & monnoye blanche, qui leur ſeroient portees & deliurees, comme deſcries, tant pour eſtre apertement rongeones ou ſoudees, qu'auſſi pour n'auoir en ſoy le poids, auquel ils doyuent auoir cours par icelle ordonnance.

ET PREMIEREMENT.

DV marc des eſcus ſoleil & eſcus couronne enſemblement ou ſeparément eſtans au deſſous du poids dont ils doyuent auoir cours par ladite ordonnance, ſept vingts treze liures quinze ſols neuf deniers tour.

De l'once, dixneuf liures quatre ſols cinq deniers obole pite.

Du gros, quarante huit ſols deux tiers de denier.

Du denier, ſeize ſols pite.

Du grain, huit deniers.

Du marc de royaux & lions enſemblement ou ſeparément, ſept vingts dixſept liures neuf ſols huit deniers pite tournois.

De l'once, dixneuf liures treze ſols huit deniers obole.

Du gros, quarante neuf ſols deux deniers obole.

Du denier, ſeize ſols quatre deniers obole pite tour.

Du grain, huit deniers deux tiers de pite.

Du marc d'eſcus vieils, angelos, ducats de Scille, Caſtille, Arragon, Valence, Hongrie, & Boulongne, enſemblement ou ſeparément, huit vingts liures dix huit ſols ſept deniers.

De l'once, vingt liures deux ſols quatre deniers.

Du gros, cinquante ſols trois deniers obole.

Du denier, ſeize ſols neuf deniers.

Du grain, huit deniers pite & demie.

Du marc des francs à pied & à cheual, nobles Henry, ducats de Veniſe, Gennes, Florence, Sennes, Portugal & vieux ducats d'Eſpagne, de Ferdinand & Yſabel, doubles ducats d'Eſpagne, riddes, imperiales de Flandres & alphonſins, enſemblement ou ſeparément, comme deſſus, huit vingts deux liures 13. ſols obole.

De l'once, vingt liures ſix ſols ſept deniers obole tour.

Du gros, cinquante ſols dix deniers.

Du denier, ſeize ſols onze deniers pite tournois.

Du grain, huit deniers obole tournois.

Du marc des nobles à la roſe, huit vingts liures quinze ſols neuf deniers obole pite.

De l'once, vingt liures quatre ſols cinq deniers obole pite.

Du gros, cinquante ſols ſix deniers pite.

Du denier, ſeize ſols dix deniers pite.

Du grain, huit deniers vn tiers de denier.

Du marc de ſaluts, huit vingts trois liures dix ſols trois deniers pite.

De l'once, vingt liures huit ſols neuf deniers pite tierce.

Du gros, cinquante & vn ſols vn denier.

Du denier, dix ſept ſols vn tiers de denier.

Du grain, huit deniers obole.

Du marc de Philippus, cent cinq liures ſeize ſols vn denier.

De l'once, treze liures quatre ſols ſix deniers tierce pite.

Du gros, trentetrois ſols obole pite.

Du denier onze ſols pite.

Du grain, cinq deniers obole.

Du marc de florins, appelez demies imperiales & mailles de Lorraine enſemblement ou ſeparément, côme deſſus, ſix vingts trois liures ſept deniers obole.

De l'once, quinze liures ſept ſols ſept deniers.

Du gros, trente huit ſols cinq deniers pite tierce.

Du denier, douze ſols neuf deniers obole pite.

Du grain, ſix deniers pite tierce.

Du marc de carolus de Flâdres, quatre vingts quinze liures neuf ſols quatre deniers obole.

De l'once, onze liures dix huit ſols huit deniers.

Du gros, vingtneuf ſols dix deniers.

Du denier, neuf ſols onze deniers vn tiers de denier.

Du grain, cinq deniers tournois.

Du marc des eſcus d'Angleterre, de deux ſortes deuant dites, & chacune d'icelles, ſept vingts dix liures onze ſols dix deniers obole.

De l'once, dix huit liures ſeize ſols cinq deniers obole pite.

Du gros, quarante ſept ſols obole pite tournois.

Du denier, quinze ſols huit deniers pite tournois.

Du grain,

Du grain, sept deniers obole pite.

D v marc de florins au trait, cent neuf liures cinq fols.

De l'once, treze liures treze fols vn denier obole.

Du gros, trente quatre fols vn denier obole.

Du denier, onze fols quatre deniers obole.

Du grain, cinq deniers deux tiers de denier.

D v marc des gros testôs faits au coing & armes du Roy, gros testons de Suisse, Berne, Fribourg, Sion, Ferrare, Gênes, Milan, Portugal, & de Lorraine, ainsi qu'ils se trouueront, douze liures quinze fols.

De l'once, trente & vn fols dix deniers obole pite.

Du gros, trois fols onze deniers obole.

Du denier, quinze deniers obole pite & demie.

Du grain, obole demie pite.

D v marc des gros d'Angleterre, des fortes cy deuant figurees, treze liures deux fols.

De l'once, trente deux fols neuf deniers.

Du gros, quatre fols vn denier demie pite.

Du denier, seize deniers pite & demie.

Du grain, obole trois quarts de pite.

D v marc des gros faits à Mets en Lorraine, & des autres gros de Lorraine, ayans d vn costé l'effigie du Duc, & de l'autre costé l'escu de Lorraine, cy deuant figurez, douze liures dix huit fols.

De l'once, trente deux fols trois deniers.

Du gros, quatre fols pite demie.

Du denier, seize deniers demie pite.

Du grain, obole deux tiers de pite.

D v marc des petis carolus, ou dizains de Lorraine à l'espee, huit liures douze fols.

De l'once, vingt & vn fols six deniers.

Du gros, deux fols huit deniers pite.

Du denier, dix deniers obole pite.

Du grain, vne pite deux tiers de pite.

D v marc des pieces de quatre patars de Flandres, huit liures dix neuf fols.

De l'once, vingt deux fols quatre deniers obole.

Du gros, deux fols neuf deniers obole.

Du denier, onze deniers deux tiers de pite.

Du grain, obole tournois.

D v marc des simples patars de Flandres, quatre liures neuf fols huit deniers.

De l'once, onze fols deux deniers obole.

Du gros, seize deniers obole pite quart de pite.

Publié à Paris l'onzième & treizième iour de Iuin : & à saint Denis en France, & en la foire du Lendit, le quinzième iour dudit mois de Iuin, l'an mil cinq cens quarante & vn.

Defense de mettre & exposer monnoye forgée hors de France.

XL
Idem 1542

RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme nous ayons esté aduertis, que depuis peu de temps en certains lieux d'Italie on fait forger nouuelles monnoyes de douzains, liards, & autres especes d'or & d'argent, ayans la petite croistette, comme celles que faisons à present faire & forger en nos monnoyes, lesquelles commencent à auoir cours en nostre pays de Piedmont, & lieux circonuoisins, & se mettent & allouent entre noz suiets pour semblable prix que ceux que faisons à present forger, sans que leur ayons donné aucun cours: à ceste cause & pour euer la contrefaçon, tant desdites monnoyes, que des nostres auons ordonné & ordonnons, que lesdits douzains, liards, & toutes autres especes de monnoyes, tant rouges blanches que noires, qu'on pourra par cy apres faire forger en quelque lieu que ce soit, n'ayent aucun cours, & ne soyent prises, ne mises en noz pays, terres & Seigneuries, pour quelque prix que ce soit, si elles ne sont comprises au cours & prix qu'auons permis par noz ordonnances: mais soyent portees & mises au feu pour billon, fuyuant lesdites ordonnances. Et si apres la publication de ces presentes, aucuns de quelque estat & qualité ou condition qu'ils soyent, sont trouuez prenans ou mettrons lesdits douzains, liards & autres especes d'or ou d'argent n'ayans cours par nosdites ordonnances, ou trouuez saisis desdites monnoyes defendues, qui ne soyent coupees, cizaillees ou perrees apartement pour billon: nous de nostre pleine puissance & authorité, voulons, ordonnons & declérons, que tous les biens meubles de ceux qui auront esté trouuez saisis desdites especes defendues, ou atrains & conuaincus d'icelles auoir pris ou alloué apres la publication de cesdites presentes, soyent des lors acquis & confisqueés à nous, & en outre soyent les desdits condamnez enuers nous en autres amendes arbitraires, selon l'exigence

Du denier, cinq deniers obole vn tiers de pite.

Du grain, pite tournois.

D v marc de brelingues de Guedres, neuf liures treze fols tournois.

De l'once, vingt trois fols vn denier obole.

Du gros, trois fols trois quarts de pite.

Du denier, vn sol vn quart de pite.

Du grain, obole tournois.

D v marc des pieces de Suric, cent quatre fols.

De l'once, treze fols.

Du gros, dix neuf deniers obole.

Du denier, six deniers obole.

Du grain, pite tournois.

D v marc des quatre reales d'Espagne, piece de deux reales, reales, simples, & demies reales, treze liures sept fols.

De l'once, trentetrois fols quatre deniers obole.

Du gros, quatre fols deux deniers quart de pite.

Du denier, seize deniers deux tiers de denier.

Du grain, obole deux tiers de pite.

D v marc des grans blancs, douzains aux coing & armes de France, quatre liures quatorze fols six den.

De l'once, onze fols neuf deniers obole pite.

Du gros, dix sept deniers obole trois quarts de pite.

Du denier, six denier.

Du grain, pite.

Du marc de carolus, Ludouicus & Franciscus, & autres dizains des coing & armes du Roy, quatre liures trois fols six deniers.

De l'once, dix fols cinq deniers pite.

Du gros, quinze deniers obole tournois.

Du denier, cinq deniers deux tiers de pite.

Du grain, trois quarts & demi quart de pite.

Et est bien expressement defendu au ausdits chageurs de ne prendre, n'y exiger du chage des especes susdites, soit à la piece ou au poids de marc, autre pl' grad salaire que celuy respectiuelement déclaré cy dessus, sur les peines à ce indites par les ordonnances Royaux, faites sur le fait desdites monnoyes.

Et est à scauoir qu'au marc à huit onces.

Al'once huit gros.

Au gros, trois deniers.

Et au denier vingt quatre grains. Ainssi signé,

LE PERE.

des cas. Donné à Escleron, le troisieme iour de Iuin, l'an de grace mil cinq cens quarante deux : & de nostre regne le vingthuitiesme. Ainsi signé, Par le Roy en son conseil. BAYARD.
Leu, publié & enregistré en la chambre des monnoyes, les gens du Roy en ladite chambre ce requerans, le douzieme iour de Iuin, mil cinq cens quarante deux. LE PERE.

Que les gros testons icy denombrez auront cours & mise pour onze sols tournois.

RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à noz amez & feaux Conseillers & generaux sur le fait de noz monnoyes, Prestost de Paris, Baillifs Seneschaux & autres noz Iusticiers & Officiers, & chacun d'eux comme à luy appartendra. Comme pour les grâs & vrgens affaires que auons de present pour le fait, & entretenement de noz guerres, il seroit beoin faire venir en toute diligence à nostre espargne les deniers de noz finances : ce que bonnement ne se peut faire sans grans & excessifs frais pource que nous receueurs generaux receyuent tant de noz tailles que aides grande quantité de monnoye, comme douzains & dizains, lesquels serot de grans frais, pour apporter en nostre espargne. A quoy pourrions obuier, ainsi qu'on nous a remonstré, si nous plaisoit donner prix, cours & mise aux gros testons faits à noz coing & armes pour onze sols tournois, & aux demis à l'equipollent, au lieu de dix sols huit deniers tournois : & cinq sols quatre deniers tournois, pour lesquels prix ils ont à present cours.

SCAVOIR faisons, que voulans noz deniers de nosdites finances estre promptement, & à moindre frais que faire se pourra, apportez en nostredite espargne pour le payement de nostre gendarmerie, ce que plus facilement se pourra faire, donnans cours ausdits gros testons, pour le prix de onze sols : auons par l'aduis des gens de nostre cour, & autres notables personnages experimenter au fait de nosdites monnoyes, donné & permis, & par ces presentes donnons, & permettons cours & mise ausdits gros testons faits à noz coing & armes, & autres cy apres declarez tant entre noz suiets, que en noz finances pour ledit prix de onze sols piece : & les demis à l'equipollent : voulans pour pareil prix estre mis & allouez les gros testons de Suisse, Fribourg, Berne Sion, Ferrare, Gennes, & Millan, pourueu toutesfois que lesdits gros testons soyent du poids de sept deniers dix grains trebuchans, & non autrement. Et ce sans que pour le haussement du prix desdits gros & demis testons, le marc d'argent puisse estre vendu & acheté tant par les Maistres particuliers de noz monnoyes, que changeurs, affineurs, departeurs, orfeures, ioyauliers, merciers, marchans & quelconques autres personnes à plus haut prix que quatorze liures tournois, sur les peines contenues en noz ordonnances.

Si vous mandons que vous faciez ces presentes lire, publier & enregistrer, &c. Donné à Paris le vingcinquiesme iour de Iuillet, l'an de grace mil cinq cens quarante trois : & de nostre regne le vingneufiesme. Ainsi signé, Par le Roy en son conseil establi à Paris. BOCHETEL.
 Et scellé en simple queue de cire iauue.

Leuës, publiées & enregistrées en la chambre des monnoyes, le Procureur du Roy en ladite chambre ce requerant, le deuxiesme iour d'Aoust, l'an mil cinq cens quarante trois. Ainsi signé, LE PERE.

De ces pieces faites à Mets en Lorraine, tant vieilles que nouvelles.

2] C'est l'article xij. de l'ordonnance qui est au chap. septiesme en ce tilre.

RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme par nostre ordonnance dernièrement faite à Blois^{2]} le dixneufiesme iour de Mars, mil cinq cens quarante, nous eussions permis le cours & mise des pieces de Mets en Lorraine, qui ont d'un costé vn saint Estienne à genoux, & de l'autre costé vne croix, où il y a quatre estoilles entre le champ de ladite croix, pour deux sols huit deniers tournois piece. Lesquelles estoient de quatre vings & seize pieces au marc, & à dix deniers dixhuit grains fin de loy. Et lesquelles pieces depuis nostredite ordonnance, lesdits de Mets en Lorraine ont affoibles, tant en poids que en loy, ainsi qu'il a esté trouué par les poids & essais qui ont esté faits des deniers courans par les bouttes, tellement que lesdites especes nouuellement forgées ne se trouuent auioird'huy qu'à neuf deniers quinze seize & dixhuit grains fin : & de cet quatre & cinq pieces audit marc : qui sont quarante sept sols tournois du marc d'argent, outre la valeur qu'en faisons donner en noz monnoyes par nostredit edict & ordonnance. Et par ce moyen plusieurs marchans & changeurs, tant de noz suiets que estrangers en contreuenant à noz ordonnances, ont porté, & fait porter audit Mets grande quantité d'argent blanc, lequel ils ont fait conuertir en ladite monnoye, & icelle employent, & font employer en nostredit Royaume, pour ledit prix de deux sols huit deniers tournois, combien qu'ils ne valent que deux sols deux deniers tournois, piece : & souz ombre de la toleration & permission dudit cours les font courir pour ledit prix de deux sols huit deniers tournois au dommage de nous & de noz suiets : tellement que si par nous n'y estoit sur ce pourueu, nostredit Royaume seroit bien tost rempli de telles meschantes & adulterines monnoyes.

SCAVOIR faisons, que nous voulans que telles foibles & adulterines monnoyes n'ayent aucun cours & mise en nostredit Royaume, & obuier que souz couleur des abus procedans à cause d'icelles, l'or, argent & bonnes monnoyes ne soyent tirez hors de nostredit Royaume, & couverties en icelles, & autres bonnes considerations à ce nous mouuës, de nostre propre mouuement, certaine science, pleine puissance & autorité R oyale, auons interdit & defendu, interdisons & defendons par cesdites presentes le cours & mise desdites pieces dudit Mets en Lorraine, tant anciennes, que nouuellement faites

XII.
Idem 1543

XIII.
Idem 1544

faites & forgees, qui par cy deuant ont eu cours pour deux sols huit deniers tournois piece, en nostre dit Royaume, pays terres & seigneuries de nostre obeissance, suyuant nostre dit Edict, auquel quāt à ce auons derogé & deroguons, iceluy nostre dit Edict au residu demeurant en sa force & vertu.

2. Et à ce que lesdites pieces prohibees ne soyent mises secrettement, ou transportees hors nostre dit Royaume, auons enioint & enioignons à tous ceux qui en ont, qu'incontinent apres la publication de celsdites presentes, qu'ils ayent à les porter au billon en nostre prochaine monnoye: lesquelles seront prinſes par les maistres de noz monnoyes & changeurs, pour le prix valeur & estimation qui en sera faite par noz amez & feaux les Generaux de nosdites monnoyes: ausquels nous mandons ainsi le faire, & iceluy faire imprimer & publier, à ce que nosdits ſuiets ſachent quel prix ils auront desdites especes. En defendant à tous, tant en general qu'en particulier, de ne les prendre ne bailler les vns aux autres en quelque maniere que ce ſoit, mais les porter au billon, comme dit est, ſur peine de confiscation desdites pieces & monnoyes, & d'amende arbitraire.

SI DONNONS en mandement à nosdits amez & feaux Conseillers des generaux ſur le ſaiſt de nos monnoyes, &c. Donné à ſaincte Manchoult, le vingtiesme iour de Septembre, l'an de grace mille cinq cens quarantetrois: & de nostre regne le vingtheufiesme. Sur le repli ſigné, Par le Roy en ſon conseil. ROBERT ET. Et au deſſous, Viſa. Et ſcellé de cire verte en laqs de ſoye verte & rouge.

Lesdites publiques & enregistrees en la chambre des monnoyes, les gens du Roy en ladite chambre ce requerans, le ſixiesme iour d'Octobre, l'an mille cinq cens quarantetrois. Ainsi ſigné, LE PERE.

Adualuation & ſupputation des pieces cy deſſus declarees, faite par les Generaux des monnoyes, que les changeurs ſeront tenus de bailler au peuple, qui leur apportera desdites pieces deſcrites, à ſçauoir.

Du marc, onze liures dix sols tournois.
De l'once vingthuit ſols neuf deniers.
Du gros, trois ſols ſept deniers demie pite.
Du deniers, huit deniers pite & demie.
Du grain, obole de demie pite.

Et quant aux vieilles pieces ſaites audit Mets en Lorraine, auparauant l'ordonnance faite par le Roy ſur le ſaiſt de ſes monnoyes, au mois de Mars, mille cinq cens quarante, ſeldits changeurs en ſeront tenus bailler la valeur, ſelon l'adualuation & ſupputation qui en a eſté faite en icelle.

Le prix & cours que le Roy a donné à certaines especes d'or ou d'argent eſtrangeres.

XIIII.
Idem 1545.

ERANÇOYS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme pour le bien de nous, noz Royaume, pays, terres, ſeigneuries & ſuiets, euſſions par nostre Edict, ſtatut & ordonnance donné à Blois^a le dixneufiesme iour de Mars, mille cinq cens quarante, voulu & ordonné que quand aucune nouuelle fabrication de monnoye de noz voisins entrera en nostre Royaume, les maistres particuliers de noz monnoyes, gardes, contregardes, eſſayeurs, & autres officiers d'icelle, nous en aduertirent: ou les Generaux de noz monnoyes, Baillifs, Seneschaux, ou leurs lieutenans des lieux où le cas s'offrira, à fin de nous le reſcrire & faire entendre: pour apres l'eſſay fait d'icelles par les Generaux de nosdites monnoyes, leur donner cours ſelon ce que nous cognoiſſons de leur bonté, poids & loy. Et ſoit ainſi que depuis aucuns temps en ça ayons eſté deuëment acertenez, qu'en nosdits Royaume, pays, terres, & ſeigneuries, ſoyent entrees aucunes especes d'or & d'argent eſtrangeres non comprise en ladite ordonnance, lesquelles ainſi qu'auons entendu, aucuns marchans regnicoles & autres, reçoient ſecrettement entr'eux à plus haut prix qu'elles ne valent, eu eſgard à la bonté des noſtres, qui pourront eſtre cauſe cy apres du transport de noz eſcus ſoileil de bon or, à l'intereſt de nous & de la choſe publique de nostre Royaume, ſil n'y eſtoit promptement pourueu.

a] C'eſt l'article xiiij, del'ordonnance qui eſt en l'article ſepſiesme en ce tiltre.

POVR EST-IL, QUE nous ce que dit eſt conſideré, & apres auoir ſceu la iuſte valeur des especes d'or & monnoyes cy apres declarees, auons fait faire par les Generaux de noz monnoyes, preuue & eſſay en poids & loy certains & veritables. Et eu eſgard aux noſtres, auons par l'aduis des gens de nostre priuē conseil, par maniere de prouiſion, pour aucunes conſiderations à ce nous mouuans, & iuſques à ce que par nous en ſoit ordonné, permis & toleré, permettons & tollerons par ces presentes, le cours & miſe desdites especes, ainſi & pour les prix qui ſenſuyent: C'eſt à ſçauoir,

Ducats de Portugal à vne petite croix, dont en y a ſoixante & dix au marc, à vingdeux carats trois quars, & vn ſeiziesme de loy, peſant deux deniers dixſept grains trebuchans piece, pour quarantecinq ſols tournois.

Autres ducats dudit Portugal à vne plus longue croix, dont en y a ſoixante & dix au marc, à vingt vn carats trois quars, & vn trentedeuxiesme de loy, & de poids de deux deniers dixſept grains trebuchans piece, pour quarantetrois ſols tournois.

Eſcus de Flandres de ſoixante & douze au marc, à vingdeux carats de loy, peſant la piece deux deniers quinze grains trebuchans, pour quarantedeux ſols ſix deniers tournois.

Eſcus de Caſtille, de Cecile à vne croix potencee de ſoixante & treize au marc, & de vingtvn carats trois quars de loy: peſant la piece deux deniers quinze grains trebuchans, pour quarantevn ſols ſix deniers tournois.

Efcus de Venife, de foixante & douze au marc, & de vingtdeux carats de loy, peſant la piece deux deniers quinze grains trebuchans, pour quarantedeux ſols tournois.

Efcus vieils de Genneſ, de foixante & douze au marc, à vingtdeux carats, cinq oſtaues de loy, peſant deux deniers quinze grains trebuchans piece, pour quarantetrois ſols trois deniers tournois.

Efcus de Ferrare, de foixante & douze au marc, & vingtdeux carats de loy, peſant la piece deux deniers quinze grains trebuchans, pour quarantedeux ſols tournois.

Autres efcus de Ferrare, de foixante & deux ſols au marc, & vingtvn carats trois quars de loy, peſant la piece de deux deniers quinze grains, trebuchans, de nouuelle fabrication, pour quarantevn ſols ſix deniers tournois.

Efcus de Luques, de foixante & douze au marc, & vingtdeux carats au quart de loy, peſant la piece deux deniers, quinze grains, pour quarante deux ſols ſix deniers tournois.

Efcus de Pape, de foixante & douze au marc, & vingtvn carats trois quars de loy dudit poids de deux deniers quinze grains piece, pour quarantevn ſols ſix deniers tournois.

Carolus d'argent, nouuellement faits à Bezangon, de deux cens neuf pieces au marc, & de ſix deniers quatre grains ſin de loy, huit denier tournois piece, & les demi carolus à l'equipolent. Leſquelles eſpeces, pour mieux les recognoiſtre, nous auons ordonné eſtre moullées & figurees à la fin de ces preſentes: en deſendant bien expreſſément par nous à toutes perſonnes, de non en prendre ni allouer, ſoit en leurs marchandises, ou autrement, à plus haut prix qu'il eſt ci deſſus contenu, ſur peine de conſiſcation deſdites eſpeces de marchandises, & choſes vendues: & outre de vingt liures Pariſis d'amende enuers nous, executable reaument & de faict, nonobſtant oppoſitions ou appellations quelconques, & ſans preiudice d'icelles incontinent la condamnation & iugement ſur ce interuenu, & prononcé par leſdits Generaux de noz monnoyes, Baillifs, Senefchaux, reſſortiſſans ſans moyen en noz cours de Parlement.

Si donnons en mandement par ces preſentes, &c. Donné à Ferrieres, le quinziefme iour d'Auril, l'an de grace mille cinq cens quarantecinq auant Paſques: & de noſtre regne le trentedeuxiefme.

Ainſi ſigné ſur le repli, Par le Roy en ſon conſeil,

BAYARD.

Luës publiques & enreſſtreés en la chambre des monnoyes, en la preſence du procureur du Roy en ladite chambre, ce requerant, le dernier iour d'Auril, mille cinq cens quarantefix. Ainſi ſigné, LE PERE.

De ne transporter or ny argent hors le Royaume.



HENRY par la grade de Dieu Roy de France, à tous noz Lieutenans generaux, Gouverneurs, Baillifs, Senefchaux, Preuoſts, & autres noz Juſticiers & Officiers, ou leurs Lieutenans, & à chacun d'eux comme à luy appartient. Salut & dilection. Nous pour certaines grandes & raiſonnables cauſes, & conſiderations à ce nous mouuans, & par l'aduſ & deliberation des gens de noſtre conſeil priuë, vous mandons, commandons & enioignons, & à chacun de vous en ſon regard, & ſi côme à luy appartient, qu'en enſuyuant les ordonnances, inhibitions & deſenſes ia par nous tant de fois reiterees, tant du temps de ſeu noſtre treſhonore ſieur & pere le Roy dernier decedé, que Dieu abſolue, & de nos autres predeceſſeurs, que de nous: vous faites inhiber & deſendre à ſon de trompe, & cry public en voz gouuernemens par tous les lieux, villes & places d'iceux accouſtumez à faire ſemblables cris & proclamations, qu'aucuns de quelque qualiteé ou condition qu'ils ſoyent, & quelques permiſſions qui puiſſent auoir eſté baillees & expediees cy deuant au contraire, ſoyent generales ou particulieres, que nous auons reuocquees, caſſees & annullees, reuocquons, caſſons & annullons, quelque expreſſe derogation qui y ſoit compriſe & inferree, n'ayent à ſortir, & transporter directement ou indirectement hors noſtre Royaume & pays, aucun or ou argent monnoyé ou à monnoyer, & ce ſous peine de conſiſcation de corps & de biens, & ſemblablement de l'or & argent qui ſe transportera contre leſdites ordonnances, inhibitions & deſenſes. Duquel or & argent, les maiſtres & gardes des ports & paſſages, auxquels nous mandons auoir ſoigneuſement l'œil ſur ce que deſſus, & autres qui en feront les priſes ſans fraude, auront la quatriefme partie: laquelle à quelque ſomme valeur & eſtimation qu'elle ſoit & puiſſe monter, nous voulons leur eſtre adiugee, baillee & deliuree par noſtre receueur & comtable, à qui ce pourra toucher, ſans qui leur ſoit beſoin, ne parcelllement à noſtre dit receueur, ou au comtable, en auoir ou receuoir autre acquit ne mandement que ces preſentes, deſquelles ledit receueur ou comtable prendra vn vidimus deuëment collationné avec l'extraict ou dicton de la ſentence, contenant la declaration & adjudication deſdites priſes, & les quitances deſdits maiſtres & gardes, ou autres qui auront fait icelles priſes reſpectiuement pour luy ſeruir & valoir à la reddition de ſes comptes: en la deſpenſe deſquels, nous voulons ladite quatriefme partie eſtre paſſee & allouëes par noz amez & feaux les gens de noz comptes, & ailleurs où il appartient, ſans difficulté: car tel eſt noſtre plaifir. Et pource que de ceſdites preſentes on pourra auoir affaire en pluſieurs & diuers lieux, nous voulons qu'au vidimus d'icelles, fait ſous ſeel Royal, ſoy ſoit adioutee: & ſoyent leſdites inhibitions & deſenſes faites, tout ainſi qu'en vertu de ce preſent original. Donné à Lyon le vingt & vniſme iour d'Aouſt, l'an de grace mille cinq cens quarantehuit: & de noſtre regne le deuxiefme. Ainſi ſigné, Par le Roy en ſon conſeil.

BOCHETEL.

XV.
Henry 2.
1548.

En

En chacune monnoye n'y aura qu'un Preuost, & un Greffier, & le Preuost aura la Visitation sur tous les orfeures, ioyauliers, changeurs, departeurs, affineurs & autres Officiers des monnoyes.

XVI.
Héry 1549

EN R Y par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Comme en regardant au fait de noz monnoyes, nous auons entre autres choses trouué que les ouuiers, & monnoyers ont iusques à present choisi, & esleu en chacune de noz monnoyes deux Preuosts & vn Greffier, pour l'exercice de leur iurisdiction: ausquels estats outre que le nombre est grandement excessif, nous auons trouué estre expedient pour le bien de iustice, ordre & reiglement de nosdites monnoyes, estre par nous pourueu de personnaiges capables & suffisans.

NO V S à ces causes apres auoir eu sur ce l'aduis des generaux de noz monnoyes à Paris, & le tout fait rapporter, & meurement deliberer en nostre priué conseil, auons tous & chacun les estats desdits Preuosts supprimer & abolis, supprimons & abolissons, voulons & ordonnons, que d'oresnauant en chacune de nosdites monnoyes n'y ait plus qu'un seul Preuost pour lesdits ouuiers & monnoyers, & vn Greffier, lesquels nous auons creéz & erigez, creons & erigeons en chef & tiltre d'offices Royaux, pour y estre par nous pourueus gens capables & suffisans, & qui préalablement auront esté trouuez tels par nosdits generaux des monnoyes: lesdits Preuosts auront telle iurisdiction, pouuoir, cognoissance & autorité, comme de droit ont eu, & deu auoir les Preuosts qui de present sont: & aussi iouiront de tous les droits, priuileges franchises, exemptions & libertez octroyees aux Maistres ouuiers & monnoyers de nosdites monnoyes, & dont les Preuosts par cy deuant ont deuement iouy & vŕs; iouissent & vŕent encores de present. Et outre pour mieux pouruoir & obuier aux infinis abus qui iournellement se commettent au fait de nosdites monnoyes, & contre noz droits, edicts, & ordonnances, & que les generaux subsidiaires de nosdites monnoyes pour le petit nombre qu'ils sont, & grand estenduë de leurs charges, ne peuent, quelque deuoir & diligence qu'ils puissent faire suffisamment pouruoir audites fautes & abus: nosdits Preuosts auront respectiuellement, & par concurrence avec lesdits generaux subsidiaires, aux lieux où il y a desdits subsidiaires, la visitation & regard sur tous les orfeures, ioyauliers, changeurs de departeurs, affineurs & autres Officiers de noz monnoyes, qui seront aux villes & lieux estans souz l'estenduë & ressort de chacune de nosdites monnoyes. Lesquels ils seront tenus visiter de mois en mois, pour sçauoir & entendre si par lesdits orfeures, ioyauliers, changeurs, affineurs, departeurs & Officiers, aura esté fait aucune chose contre, & au preiudice de noz droits, edicts & ordonnances, dont ils seront bons & amples procez verbaux, qu'ils enuoyeront de trois mois en trois mois par deuers nosdits generaux des monnoyes à Paris, & des fautes & abus qu'ils trouueront auoir esté commises tant par lesdits orfeures, ioyauliers changeurs, affineurs, departeurs, & autres noz Officiers desdites monnoyes, que aussi en noz monnoyes courantes, pourront informer, saisir & arrester les ouurages & instrumens, pour incontinent en aduertir nosdits generaux à Paris, à fin d'y pouruoir promptement ainsi qu'il appartiendra.

Et seront tenus en tous leurs actes, procedures, recherches & visitations appeller avec eux le Greffier, qui par nous aura esté pourueu, ou son commis, sinon en cas d'euidente suspicion ou cause legitime: laquelle ils seront tenus inserer en leursdits procez verbaux & procedures, & les appellations interiectees de leursdits actes, sentences & procedures, voulons immediatement ressortir, ainsi que de present elles sont, par deuant nosdits generaux des monnoyes en leur chambre establee à Paris.

Si donnons en mandement à nos amez & feaux Coseillers les gens tenans nostre court de Parlement à Paris, &c. Donné à S. Germain en Laye, au mois de Novembre, l'an de grace mille cinq cens quarante huit: & de nostre regne le deuxiesme Ainsi signé Par le Roy en son conseil. B O C H E T È L.

Acta publicata & registrata, audito procuratore generali Regis, sub declaratione in registro contenta, Parisiis in Parlamento vigesima nona die Nouembris, anno Domini millesimo quingentesimo quadragesimo octauo.

Ainsi signé, P. REGNAVD.

Leuë & enregistrée en la cour des Aides à Paris, ouy sur ce le procureur general du Roy en icelle: pour iouir par lesdits Preuosts des monnoyes, des priuileges mentionnez esdites lettres, suuant les ordonnances. Fait le quinziesme de Decembre, mille cinq cens quarante huit. Signé, I. LE SVEVR.

Leuë public & enregistrée en la chambre des monnoyes, le mou de Decembre, mille cinq cens quarante huit.

Ainsi signé, L'ANGLAIS.

Le poids & prix des especes des monnoyes d'or, que le Roy veut & entend auoir cours en ses royaumes, pays, terres & seigneuries.

XVII.
Idem 1549

EN R I par la grace de Dieu Roy de France, à nos amez & feaux Conseillers les generaux de nos monnoyes, preuost de Paris, baillifs, seneschaux, & autres nos iuges, Salut & dilection. Combien que par les ordonnances faites sur le fait de nos monnoyes, soit expressement inhibé & defendu, de ne prendre, ou mettre aucune monnoye d'or ou d'argent, pour plus haut prix que cely qui est contenu esdites ordonnances: neantmoins plusieurs personnes par leur volonte desordonnee, en contreuenant audites ordonnances: & icelles transgressant pour leur profit particulier, sans auoir egard à l'interest public, prennent, mettent & donnent cours par chacun iour aux escus sol, nobles à la rose, angelos, ducas, & autres monnoyes ayant cours en nostre Royaume, pays, terres & seigneuries, à plus haut & excessif prix qui ne leur a esté donné par lesdites ordonnances: Qui a

K K K ij

esté, & est cause de l'appauvrissement de noz suiets, au tresgrand interest & dommage de nous, & de toute la chose publique de nosdits Royaume, pays, terres & Seigneuries, & pourroit encores plus estre, si prompte prouision n'y estoit par nous mise.

Pour à quoy obuier, & en attendant l'aduís de l'assemblee generale de plusieurs notables personages, que nous auons ordonné estre prins, & rapporté par deuant nous pour donner ordre au fait de nosdites monnoyes, & obuier aux crimes, malefices & abus qui ont esté faits, auôs par maniere de prouision, & iusques à certain & brief temps, dedans lequel esperons y donner autre meilleur ordre, inhibé & defendu, inhibons & defendons à toutes personnes de quelque estat, qualité ou condition qu'ils soyent, de ne prendre, ou allouër les especes d'or contenues & specifiques, en l'ordonnance faite & publiée en l'an mil cinq cens quarante, & autres ayans cours par noz subseqüentes ordonnances, à plus haut prix qu'il n'est contenu en icelles, souz peine tant au prenant qu'au baillant, pour la premiere fois de confiscation des deniers qui seront baillez, & receus, à quelque somme qu'il se puissent monter: & outre de vingt liures tournois d'amende enuers nous, à prendre tant sur le bailleur que sur le preneur, pour chacune piece d'or qui aura esté baillée, prise & receuë à plus haut prix: icelle amende & confiscation executable realement & de fait, par prise de corps & de biens, nonobstant oppositions ou appellations, incontinent la condemnation & iugement sur ce prononcé: tant par vous generaux de noz monnoyes à Paris, que par nostre Preuost dudit Paris, Baillifs Seneschaux, ou leurs Lieutenans, & souz peine, pour la deuxiesme fois de punition corporelle, bannissement de noz Royaume pays Seigneuries & confiscation de biens.

Si vous mandons, commandons & tresexpressément enioignons, &c. Donné à Villiers-costerre, le vingteuesme iour de Iuillet, l'an de grace mil cinq cens quaranteneuf: & de nostre regne le troisieme. Ainsi signé, Par le Roy en son conseil. BOCHETEL. Et scellé en simple queuë de cire iaune. Et au dessouz est escrit.

Leuës, publiques & enregistrees en la chaire des monnoyes, les gens du Roy ce requerrans le sixiesme iour d'Aoust, l'an de grace mil cinq cens quaranteneuf. Ainsi signé, Par l'ordonnance de Messieurs, le Greffier absent.

DE BRIZAC.

S'ensuyuent les especes d'or, & les poids & prix d'icelles, lesquelles le Roy par ses lettres patentes cy deuant transcrites veut & entend auoir cours en son Royaume.

Et premierement, escus sol, du poids de deux deniers quinze grains trebuchans, & au dessus pour quarantecinq sols tournois piece.

Ecus couronne, du poids de deux deniers quatorze grains trebuchans, pour quarantetrois sols six deniers tournois piece.

Ecus vieils, du poids de trois deniers trebuchans, pour cinquante vn sols tournois piece.

Francs à pied & à cheual, du poids de deux deniers vingt grains, pour quarante huit sols six deniers tournois piece.

Royaux du poids de deux deniers vingt grains pour quarantesept sols trois deniers tournois.

Nobles à la rose, du poids de six deniers, pour cent deux sols tournois piece: & les demis à l'equipollent.

Nobles Henry, du poids de cinq deniers dix grains pour quatre liures quatorze sols tournois piece.

Vieils angelots, lesquels n'ont vn semblable à vn point dedans le flan de la nef, du poids de quatre deniers, pour soixantesept sols six deniers tournois piece: & les demis à l'equipollent.

Saluts du poids de deux deniers dixsept grains, pour quarante huit sols tournois piece.

Ducats de Venise, Gennes, Florence, Sennes, vieils ducats de Portugal, d'Espagne, Secille, Castille, Arragon, Valence, Hongrie & Boulongne, du poids de deux deniers dixsept grains pour quarante huit sols tournois piece.

Doubles ducats d'Espagne, du poids de cinq deniers dix grains, pour quatre liures seize sols tournois piece.

Ducats de Portugal à la petite croix, du poids de deux deniers dixsept grains, pour quarantecinq sols tournois piece.

Autres ducats de Portugal à la longue croix, du poids de deux deniers dixsept grains, pour quarantetrois sols tournois piece.

Ecus de Flandres, du poids de deux deniers quinze grains, pour quarantedeux sols six deniers tournois piece.

Ecus de Castille & Secille, dits pistolets du poids de deux deniers quinze grains, pour quarante vn sols six deniers tournois piece.

Ecus de Venise, du poids de deux deniers quinze grains, pour quarantedeux sols tournois piece.

Ecus de Gennes, du poids de deux deniers quinze grains, pour quarantetrois sols trois deniers tournois piece.

Ecus de Ferrare, du poids de deux deniers quinze grains, pour quarante vn sols six deniers tournois piece.

Ecus de Lucques, du poids de deux deniers quinze grains, pour quarantedeux sols six deniers tournois piece.

Ecus du Pa-

Escus du Pape, du poids de deux deniers quinze grains, pour quarantevn sols six deniers tournois piece.

Riddes du poids de deux deniers dixhuiſt grains : pour quarantehuiſt sols tournois piece.

Lyons du poids de trois deniers cinq grains, pour cinquanterrois sols neuf deniers tournois piece, & les deux tiers, & les tiers à l'equipollent.

Philippus du poids de deux deniers douze grains, pour vingthuiſt sols quatre deniers tour. piece.

Imperiales de Flandres du poids de quatre deniers quatre grains, pour soixanteonze sols tournois.

Florins appelez demies imperiales de Flandres du poids de deux deniers dixſept grains, pour trentecinq sols tournois piece.

Carolus de Flandres du poids de deux deniers six grains, pour vingtdeux sols six deniers tournois piece.

Alphonſins du poids de quatre deniers deux grains, pour soixante dix sols tournois piece.

Eſcus d'Angleterre, ayans d'un coſté vne roſe couronnee, & de l'autre coſté, les armes d'Angleterre, du poids de deux deniers vingt grains, pour quarantequatre sols dix deniers tournois piece.

Autres eſcus d'Angleterre, ayans vne roſe au milieu de la croix, du poids de deuxdeniers quinze grains, pour quarante vn sols six deniers tournois piece.

Mailles de Lorraine, du poids de deux deniers quatorze grains, pour trente trois sols six deniers tournois piece.

Florins au trait du poids de deux deniers douze grains, pour vingneuf sols tournois pieces.

Fait en la chambre des monnoyes, le ſixieſme iour d'Aouſt, l'an mil cinq cens quaranteneuf. Ainſi ſigné, Par ordonnance de Meſſieurs, le Greffier aſſent. DE B R I Z A C.

Edict & ordonnance ſur le fait des monnoyes, & nouvelle fabrication, poids, alloy, & prix, ouuerture & ingrement des boîtes d'icelles, ſur le reiglement, preſentation, gages & charges des Maîtres particuliers, gardes, eſſayeurs tailleurs, contre gardes, & Preuoſts, ouuriers & monnoyers, & autres Officiers des monnoyes : avec declaration de l'eſtabliſſement du lieu de l'ouuerture d'icelles : & ſur le reiglement & charge des changeurs, orſeurs, leurs apprentifs, toyauliers, affineurs, departeurs, & bateurs d'or & d'argent : & de la juſtice & correction des fautes d'iceux, & de tous leſdits Officiers.

XVIII.
Idem 1549



ENRY par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces preſentes lettres verront, Salut. Comme depuis noſtre aduenement à la couronne, ayans fait faire pluſieurs & diuerſes aſſembles de bōs & notables perſonnages de diuers eſtats avec les generaux de noz monnoyes, le tout en la preſence de certains perſonnages, noz ſpeciaux Conſeillers & Officiers, à ce expreſſément par nous commis & deputez, à fin de nous donner aduis de ce qui eſtoit requis & neceſſaire, pour dōner ordre aux fautes, maluerſations & abus commis au fait de noſdites monnoyes, tant par les Maîtres particuliers, & Officiers d'icelles, changeurs, orſeurs, affineurs, & departeurs d'or & d'argent, faux monnoyers, tongneurs, qu'autres: & pour paruenir au fait de noſdites monnoyes, eſtat & reiglement des Officiers d'icelles, & deſdits changeurs, orſeurs, affineurs, & departeurs & autres, à fin qu'à l'aduenir telles fautes, maluerſations & abus ceſſent: ce qu'ils auoyent fait, & iceluy aduis finalement rapporté par deuens nous en noſtre conſeil priué: auquel apres auoir le tout bien entendu par le menu, auons par grande & meure deliberation de conſeil ſtatué & ordonné ce qui ſenſuit.

1 C'eſt à ſçauoir, que nouuel ouurage, fabrication & eſpece ſera faite d'eſcus, qui ſeront nommez Hentis ſur le prix de huitz vingts douze liures marc d'or fin, à vingttrois carats, à vn quart de carat de remede, de ſoixanteſept eſcus au marc, à vn ſelin & demy de remede pour marc: & de deux deniers vingr grains & demy trebuchans piece, qui auront cours pour cinquante sols tournois piece: & pareillement, des doubles & demis Hentis à l'equipollent.

2 Et à fin d'equipoller l'argent & billon avec l'or, & que les valeurs de noz monnoyes ſe correſpondent tant du rouge que du blanc, voulons qu'il ſoit d'oreſnauant donné en noz monnoyes de chacun marc d'argent le Roy, au deſſus de dix deniers de loy, quinze liures tournois. Et de chacun marc d'argent le Roy, en billon, au deſſous deſdits dix deniers de loy, quatorze liures cinq sols, & que ſur ledit prix de quinze liures tournois marc d'argent le Roy, de haute loy, ſoit continuee la fabrication des gros, & demy gros teſtons; en telles monnoyes & en telle quantité qu'il ſera ordonné par leſdits generaux de noz monnoyes de poids & loy accouſtumez, qui eſt de vingtcinq pieces & demie au marc, à vn huitieſme de piece; de remede pour marc, qui eſt ſept deniers onze grains trebuchans piece, & à onze deniers ſix grains de loy argent le Roy, à deux grains de remede: & ſur ledit prix de quatorze liures cinq sols marc d'argent le Roy en billon, ſoit faite nouuelle forme de douzains, de quatre vingts quatorze pieces au marc, à vne piece de remede pour marc, & deux deniers demy grain trebuchans piece, à trois deniers douze grains d'argent fin, à deux grains de remede, qui auront cours, pour douze deniers tournois piece.

3 Et à fin que la quantité de l'ouurage qui ſera faite en chacune de noz monnoyes, ſe puiſſe cognoiſtre & auer, ordonnons que les Maîtres, gardes, eſſayeurs & Preuoſts deſdites monnoyes feront chacun en ſon regard, bon, entier & loyal regiftre, de tout l'ouurage qui ſera par chacun iour

ouuré, monnoyé, & deliuré esdites monnoyes, ensemble des baux qui seront faits aux ouuriers & monnoyers, & la reddition qui sera faite des breuers, tant du net que de la cizaille : & assisteront lesdits Maistres, gardes, essayeurs, & Preuosts aux deliurances qui seront faites esdites monnoyes : pour iceux registres representer toutesfoiſ qu'il sera ordonné, sur peine de mille liures parisis d'amende, & d'estre punis comme faulſaires.

4 Et defendons bien expreſſément ausdits gardes sur peine de punition corporelle, & du dernier ſupplice, de ne paſſer à la deliurance aucuns deniers d'or, teſtōs, & douzains, qu'ils ne ſoyent des poids & loy, & dedans les remedes deſuſdits bien ouurez & monnoyez, & de bonne rotondité, aſſiete, & impreſſion, & que les lettres & cordons ſoyent entiers : & à ceſte fin leur enioignons de remettre à la fonte aux deſpens deſdits ouuriers & monnoyers reſpectiuellement les deniers qui ne ſeront bien ouurez & monnoyez, comme dit eſt : & auxquels leſdits ouuriers n'auront baillé les façons qui ſ'enſuyuent : c'eſt à ſçauoir frapper quarreaux, ſleſtrir, elifer & bonner. Et ſeront tenus leſdits ouuriers à chacun deſdits ouurages, rechauffer leſdits eſcus teſtons & douzains.

5 S'IL ſe trouue en procedant aux iugemens des boêtes deſdites monnoyes aucuns deniers d'or, ou blanc, qui ne ſoyent des poids & loy deſuſdits, & dedans leſdits remedes, en ce cas tout l'ouurage deſdites boêtes ſera adiugé de pareil foiblage & eſcharceté. Et ſeront leſdits Maistres gardes & eſſayeurs reſpectiuellement prieuez de leurs eſtats & offices, & ſera procedé contre eux par mulctes & amendes : tant pecuniaires que corporelles ſelon l'exigence des cas. Et au cas qu'il ſe trouue aucuns deniers d'or, ou de blanc, courans par les bourſes, plus foibles de poids ou eſchars de loy que les deniers deſdites boêtes, en ce cas leſdits Maistres, gardes & eſſayeurs, ſeront tenus de telle & ſemblable peine que les faux monnoyeurs, ſans y faire aucune difficulté.

6 AVANT eſgard à la cherté du charbon, eau forte, ciment & charges cy deſſus ſpecificées, & à fin que leſdits Maistres tailleurs, ouuriers & monnoyeurs ayent occaſion de bien & deuément faire l'ouurage qui ſe fera esdites monnoyes, ordonnons qu'au lieu de ſeize ſols ſix deniers de braſſage pour marc qu'ont de preſent les Maistres particuliers de noz monnoyes, pour chacun marc d'or ouuré d'une part, & cinq ſols ſix deniers pour chacun marc de douzains d'autre, ils ayent d'oſeſnauant pour chacun marc d'or ouuré vingting ſols tournois, & pour chacun marc de douzains, ſix ſols ſix deniers tournois : & pour les teſtons, & demis teſtons le ſalaire accouſtumé : à la charge de payer aux tailleurs deſdites monnoyes, pour chacun marc d'or monnoyé, deux ſols tournois : & pour chacun millier d'œuvre deſdits douzains cent ſols tournois : & aux ouuriers pour chacun marc d'or ouuré trois ſols tournois : & pour chacun marc de douzains, vingt deniers tournois : & au monnoyers pour chacun marc d'or monnoyé, deux ſols tournois, & pour chacun marc de douzains, dix deniers tournois : & pour les teſtons auront leſdits tailleurs, ouuriers & monnoyers, les ſalaires accouſtumez : à la charge toutesfoiſ que leſdits ouuriers ſeront tenus de fournir à leurs deſpens le charbon qu'il conuiendra auoir pour ouurer leſdits eſcus, teſtons & douzains, & de rendre leſdits ouurages ſans aucun dechet, à une once de cizaille pour marc ſeulement.

7 D'OſEſNAVANT, & iuſques à ce qu'autrement en ſoit par nous ordonné de toutes monnoyes de noz Royaume, pays, terres & Seigneuries de noſtre obeiſſance, n'y aura ouueres & beſongnans, que celles de Paris, Rouën, Troye, Dijon, Lyon, Grenoble, Turin, Marſeille, Montpellier, Tholoz, Bayonne, Bourdeaux, la Rochelle, Limoges, Poictiers, Bourges, Tours, Angers, & Rhenes : leſquelles reſpondront & ſeront les boêtes d'icelles monnoyes, ensemble des autres, que nous pourrons cy apres faire ouurir en noſdits Royaume, pays terres & Seigneuries, iugees en la chambre de noz monnoyes à Paris. Et les Maistres & Officiers, Preuosts, ouuriers, & monnoyers deſdites monnoyes punis des fautes, maluerſations & abus par eux commiſes, & qu'ils commettront au fait deſdites monnoyes.

8 Et à fin que l'ouurage qui ſe fera esdites monnoyes, ſoit bien & loyaument fait, & continué, & par gens de bien, ordonnons que les villes où ſont eſtablies leſdites monnoyes, nous preſenteront d'oſeſnauant les Maistres, gardes tailleurs, eſſayeurs & contregardes deſdites monnoyes, & nous certiſieront iceux eſtre gens de bien, & de bonne renommee & conuerſation : & leſquels ſeront par nous pourueus deſdits eſtats à la ſuſdite nomination, & non autrement : & receus par les generaux de noz monnoyes à Paris, apres qu'ils auront eſté par eux examinez, & trouuez ſuffiſans pour exercer leſdits eſtats & offices : & quant aux Officiers qui ſont de preſent ausdites monnoyes, nous voulōs iceux nous eſtre certiſiez & nommez par leſdites villes, ſils cognoiſſent qu'ils ſoyent gens ſuffiſans, & de probité requiſe : & à leur nomination ils ſeront de nouuel par nous pourueus : & où leſdites villes ne les voudroyent nommer & certiſier, nous voulōns & leur enioignons nous en nommer d'autres tels que bon leur ſemblera, idoinnes toutesfoiſ, & ſuffiſans pour eſtre par nous pourueus deſdites charges à leur nomination, comme dit eſt.

9 SERONT tenus leſdits Officiers de chacune deſdites monnoyes de clorre par chacun an le dernier iour de Decembre, toutes les boêtes de l'ouurage, qui aura eſté fait esdites monnoyes, & icelles enuoyer en la chambre des monnoyes à Paris par l'un des gardes, au iour qu'il leur ſera mandé par leſdits generaux : auquel iour le Maistre particulier ſera tenu de comparoir en perſonne, avec la garde qui aura apporté leſdites boêtes, pour aſſiſter à l'ouuerture & iugement deſdites boêtes, lequel iugement ſera de tel effet, comme ſil auoit eſté donné avec tous les autres Officiers de ladite monnoye : & où ledit Maistre ne comparoitroit au iour à luy aſſigné, ou eſtant comparu, ſ'abſenteroyent
leſdits

lesdits maistres & gardes, ou l'un d'eux, nonobstant leur absence sera procedé à l'ouuerture & iugement desdites boîtes, en la presence de nostre Procureur en la chambre desdites monnoyes : & le iugement qui en sera fait, sera de tel effect, comme s'il auoit esté donné avecques lesdits Maistres, gardes, & autres Officiers de la monnoye, de laquelle le iugement des boîtes sera fait.

10 Et defendons trefexpressément aux gens de noz cours de Parlement, & des comptes des pays de Languedoc, Prouence, Bretagne, Dauphiné, Bourgongne, Saouye & Piedmont, & generaux subsidiaires desdits pays, & à tous autres Iuges de n'entreprendre aucune iurisdiction & cognoissance des boîtes desdites monnoyes, ne sur les Maistres & Officiers d'icelles, en ce qui concerne le faict desdites monnoyes. Et aussi defendons à noz amez & feaux les Maistres des requestes ordinaires de nostre hostel, & gardes de noz feaux, de n'expedier aucunes lettres de relief d'appel des appellations qui seront interietrees des commis & deputez lesdits generaux des monnoyes : si ce n'est par deuant lesdits generaux des monnoyes, en leur chambre & auditoire à Paris. Et ausdites cours de ne prendre aucune iurisdiction ou cognoissance desdites appellations, ains les renuoyer par deuant lesdits generaux de noz monnoyes à Paris, suyuant l'ordonnance faite sur le faict desdites monnoyes, le dixneuuesime iour de Mars, mil cinq cens quarante : & de n'empescher que lesdits Maistres & Officiers desdites monnoyes soyent tirez en la chambre desdites monnoyes à Paris. Et sans ce que lesdits commis & deputez desdits generaux, ou les Huissiers ou Sergens executeurs de leurs mandemens, & commissions, soyent tenus de demander aucunes lettres de *Visa placet*, ne *pareatin* : nonobstant quelconques priuileges & libertez pretendus par lesdits pays, gens de Parlement, des comptes & generaux subsidiaires, & lettres qu'ils pourroyent auoir obtenues au contraire, tant de nous que de noz predecesseurs : ausquelles de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royal, auons derogé & derogeons par ces presentes, & à la derogatoire de la derogatoire.

11 Et pour oster toute occasion d'escharceté de loy, & foiblage de poids, es monnoyes qui se forgeront d'oresnauant à noz coings & armes, voulons & ordonnons, qu'au lieu de ce que lesdits tailleurs, essayeurs, gardes, & contregardes ont cy deuant accoustumé d'estre payez de leurs gages par les mains des Maistres desdites monnoyes, des deniers procedans desdites escharcetez & foiblagés, ils soyent d'oresnauant payez par les Receueurs ordinaires des lieux où sont establies lesdites monnoyes, en rapportant certification desdits generaux de noz monnoyes, qu'il n'y aura eu chomage en chacune desdites monnoyes, excédant le temps de trois mois. Pour lequel temps ne voulons & n'entendons, suyuant les anciennes ordonnances, que lesdits gardes, tailleurs, essayeurs & contregardes soyent payez de leursdits gages.

12 Svyuant les anciennes ordonnances, nous auons statué & ordonné, que les affineurs & departeurs d'or & d'argent, ne fondront & n'affineront aucune matiere d'argent au dessouz de dix deniers de loy. Et pourront affiner les lauteurs des orfeures, ou d'autres, sans congé & permission desdits generaux de noz monnoyes à Paris, quant à ceux qui sont demeurans à Paris, & ceux des autres villes, sans permission des gardes, on Preuost desdites monnoyes.

13 Les orfeures n'acheteront, fondront, ne difformeront aucunes especes d'or ou d'argent, auans courts ou descries, pour employer en leurs ouurages, sur peine de confiscation de corps & de biens.

14 Et seront tenus lesdits orfeures de faire leurs ouurages d'or fin, ou d'or à vingtheux carats, aux remedes contenues en l'ordonnance de l'an mil cinq cens quaranteirois. Et seront aussi tenus d'ouurer d'argent à onze deniers douze grains fins aux remedes de deux grains fins. Et ce sur peine de cōfiscation des ouurages qui ne seront de ladite loy, ou dedans lesdits remedes, & d'amende arbitraire.

15 Lesdits orfeures & ioyauliers seront tenus bailler bordereaux escripts & signez de leurs mains à ceux qui acheteront aucunes chaisnes, vaiselles, tassés & autres ouurages d'or ou d'argent, contenés les poids & loy de ce qu'ils vendront, & les prix tant de la matiere que de la façon. Et vendront l'or & l'argent à part, & les façons à part, à fin que si ceux qui auront acheté d'eux vouloyent reuendre lesdits ouurages, ils soyent tenus les faire bons de la loy, pour laquelle ils auront fait la vente.

16 Et pour obuier au nombre excessif des Maistres dudit mestier d'orfeurerie, & aux fautes, maluerfations & abus qui s'y cōmettent chacun iour, defendons trefexpressément ausdits generaux des monnoyes de ne receuoir aucun apprentif au serment de Maistre orfeure, qu'il n'ait esté preablement par eux examiné sur la bonté, & emperience, tant d'or que d'argent, sur les alleages d'iceux, & autres choses contenues es ordonnances dudit mestier. Et que iceux apprentifs ayent esté par eux trouuez suffisans & capables & des qualitez requises par lesdites ordonnances.

16 Les Maistres iurez & gardes du mestier de l'orfeurerie de ladite ville de Paris, feront leurs visitations en la maniere accoustumee, & d'icelles feront leurs rapports par deuant lesdits generaux de noz monnoyes à Paris, sur ce qu'ils auront trouué, tant contre les orfeures, ioyauliers, metriers lapidaires, qu'autres, pour en estre fait iugement, & y estre pourueu par lesdits generaux comme de raison. Et quant à ceux des autres villes, feront leurs rapports par deuant les Iuges ordinaires en la presence des gardes des monnoyes des lieux où il y a monnoyes.

17 Et faisons expresse inhibitions & defences aux Maistres des monnoyes, changeurs, orfeures, ioyauliers, affineurs, departeurs, & bateurs d'or & d'argent, de n'acheter ou vendre les marcs d'or & d'argent à plus haut prix qu'il est cy dessus contenu, qui est de huit vingts douze liures tournois marc d'or fin, quinze liures tournois marc d'argent de haute loy, & quatorze liures cinq sols marc d'argent.

billon : sur peine de confiscation de l'or & l'argent qui aura esté vendu , & de cent liures parisis d'amende, pour la premiere fois : & pour la deuxiesme de semblable confiscation & d'amende, & outre le bannissement perpetuel de noz Royaume, pays, terres & Seigneuries.

19 E r sur mesmes peines & punition corporelle, enioignons ausdits Maistres des monnoyes changeurs, orfeures, ioyauliers, affineurs, departeurs, & bateurs d'or ou d'argent, de tenir bon & entier & loyal registre. Anquel ils escriront de leurs mains toutes les matieres d'or & d'argent qu'ils acheteront, & vendront, contenant les poids loy, & les noms de ceux de qui ils auront acheté, & ausquels ils liure, ront & vendront ledit or & argent, soit en œuvre, masse ou autrement. Et semblablement le prix qu'ils auront acheté & vendu ledit or & argent pour iceluy presenter quand il sera ordonné.

20 E r outre suyuant l'indult de nostre Saint pere , & ordonnances de noz predecesseurs , par lesquelles si aucuns de noz Officiers sont trouuez delinquans en leurs offices, ils doyent estre prieuz de leurs clericatures, declaron par ces presentes, que non seulement lesdits Maistres, gardes, tailleurs, essayeurs & contregardes de noz monnoyes : mais aussi les Preuosts, ouuriers & monnoyers d'icelles, changeurs, orfeures, affineurs & departeurs qui ont fermé à nous, ensemble tous faux monnoyers, rongneurs & billonneurs, ou leurs receleurs ne seront receus en cas de delit commis au faict de nosdites monnoyes, à alleguer ny eux aider d'aucunes lettres de clericature.

21 E r declaron en outre que ceux qui seront trouuez saisis de rongneurs, ou billon procedans des rongneurs de monnoye, & atteints & cōuaincus d'auoir acheté rongneurs, de monnoyes, ou scientement auoir participé avec les rongneurs, faux monnoyers, & acheté d'eux scientement de la monnoye faulste, ou billon procedant des rongneurs de monnoye, soyent punis de semblable & mesme punition que les faux monnoyers, sans y faire aucune difference.

22 E r pource que l'on ne peut descouurir & aduerer les falsifications, adulterations, rongneurs & autres maluerfactions qui se commettent au faict desdites monnoyes, sinon avec grandes difficultez : & encores icelles cognües est mal-aisé de sçauoir dont elles viennent , ceux qui en sont participans, & responsables, voulons, statons & ordonnons suyuant ladite ordonnance , du dixneuuesme iour de Mars, mil cinq cens quarante, ^b qu'aux iugemens des procez concernans les fautes, maluerfactions & abus commis au faict desdites monnoyes, qui sont ou seront cy apres deuolus en nostre cour de Parlement à Paris, par appel desdits generaux des monnoyes, Preuost de Paris, Baillifs, Seneschaux & autres Iuges, dont les appellations ressortissent en ladite cour, soit appellé, interuenne & assiste le President des generaux desdites monnoyes, ou en son absence deux deputez desdits generaux, sans diminution du nombre des Presidents & Conseillers, auquel ont accoustumé iuger par arrest. En enioignant par ces presentes à nostredite cour d'ainsi en vser d'oresnauant sans faire faute.

23 S E M B L A B L E M E N T, pource que lesdits Maistres & Officiers desdites monnoyes, changeurs, orfeures, affineurs, departeurs, rongneurs, faux monnoyers, & autres delinquans au faict desdites monnoyes, pour euitier correction & punition desdits crimes & malefices, interierrent plusieurs appellations desdits generaux, comme de Iuges incompetens. Et pour obtenir leur relief d'appel, taisent lesdits Maistres & Officiers, changeurs, orfeures, affineurs, departeurs : & leurs qualitez : & lesdits rongneurs, faux monnoyers, & autres ne donnent à entendre qu'il est question des fautes & maluerfactions par eux commises au faict de nosdites monnoyes . Et souz ceste couleur different lesdits generaux passer outre à la capture des personnes, & perfection des procez des delinquans : à cause dequoy, par le moyen dudit appel, lequel souuent prend long traict, & n'est incontinent decidé, la preuue desdites fautes & maluerfactions se deperit, tant par les subornations, que par la mort des tesmoins, qui interuenient, en attendant la decision dudit appel, comme de Iuges incompetens. Statons & ordonnons pour le bien de iustice, & à fin que lesdites fautes ne demeurent impunies, que lesdits generaux passeront outre à la perfection des procez d'iceux Maistres, & officiers desdites monnoyes, changeurs, orfeures, affineurs, departeurs, rongneurs, faux monnoyers, & autres qui auront delinqué au faict desdites monnoyes, dont la cognoissance leur appartient, tant priuatiuement, que par preuention. Et ce nonobstant ledit appel, comme de Iuges incompetens, comme estant notoirement friuol, & autres appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles, & pour lesquelles ne voulons & entendons estre par eux differé de proceder à la perfection desdits procez. En defendant à noz amez & feaux Conseillers les Maistres des requestes de nostre hostel, de n'expedier aucun relief des appellations qui seront interiettees desdits generaux, comme de Iuges incompetens, sans auoir sceu & entendu desdits generaux les causes pour lesquelles ils auront decerné les prises de corps, adiournemens personnels, & à trois brieis iours contre ceux qui pourchasseront lesdits relief d'appel, comme de Iuges incompetens à fin de sçauoir & entendre si la cognoissance en appartient ausdits generaux, pour apres denier ou expedier lesdits reliefs d'appel selon l'exigence de la matiere.

Si donnons en mandement par ces presentes à noz amez & feaux les gens de nosdites cours , &c. Donné à Fontainebleau le 14. iour de Ianuier, l'an de grace 1549. & de nostre regne le troisieme. Ainsi signé sur le reply. Par le Roy en son conseil. DV THIER.

Acta, publicata, & registrata, audito Procuratore generali Regis, hoc requirente, sub modificationibus tamen & limitationibus in registro super hoc facto contentis, & absque preiudicio oppositionis magistrorum iuratorum auri fabrorum huius Urbis Parisiensis. Actum Parisiis in Parlamento, decimateria die Februarij, Anno Domini millesimo quingentesimo quadragesimo nono. Sic signatum. DV TILLET.

Declaration

Faux monnoyers. Au parauant ceste ordonnance priuilege de clericature ne se perdoit pour crime de faulste monnoye: car encores que ledit crime soit priuilegié, si est-ce que les clerics accusez dudit crime, estoient réuoyez par deuant le iuge d'eglise, retenu le iugement du priuilege, cōme fut dit par arrest de Paris, le 7. de Iuillet, 1537. b j Quarante. Ceste ordonnance est au chap. 7. en ce titre.

Declarations & modifications de la cour sur l'ordonnance precedente du quatorziesme de Januier. 1549.

ET PREMIEREMENT.

Q VANT au dixiesme article desdites lettres portant inhibitions & defences aux cours de Parlemēt, de ne cognoistre des appellations qui seront interiettees des cōmis & deputez par les generaux des monnoyes, & aux autres Maistres des requestes de ne bailler reliefs des appellations que par deuant eux, sera ledit article modifié, pourueu que ce ne soit es cas desquels par les ordonnances & edicts il est permis aux accuzes de venir directement, *omisso medio*, es cours de Parlemēt.

2 Et quant à l'article vingt & vniemesme, par lequel est ordonné que les faux monnoyeurs, rongneurs, billoneurs & autres personnes denommees audit article, non estans Officiers, ne iourront du priuilege de clericature, & faire remonstrece au Roy de faire insister enuers le Pape par sōn ambassadeur, à fin d'obtenir indult general, & declaration pareille que celle qui est contenue audit article.

3 Et neantmoins la matiere mise en deliberation, la grand' chambre & tournelle assemblees, où estoient les Conseillers, Clercs, & lays, si telles personnes doyent iouyr dudit priuilege, a esté delibéré & conclu, que par les constitutions ecclesiastiques & canoniques, attēdu la grauité du cas, domage incestimable, & insupportable des suiets du Roy procedans desdits crimes & delits, les personnes denommees audit article, charges desdits crimes, seront priuees du pretendu priuilege de clericature, & ne seront rendus aux luges d'Eglise, mais sera procedé par les luges lays à la punition desdits crimes selon l'exigence d'iceux.

4 Item, & pour le regard du vingtdeuxiesme article, contenant que les Presidens des monnoyes, & deux desdits generaux, en l'absence du President, seront appelez, aux iugemens des appellations, qui seront interiettees en ladite cour des sentences desdits generaux, & autres iugemens, qui seront donnez par les luges ordinaires esdits crimes, a ladite cour ordonné, & ordonne que lesdits Presidens & generaux ne seront appelez aux iugemens desdites appellations: mais pourra la cour (ainsi que quelquefois elle a accoustumé de faire) les faire appeler pour soy informer d'eux, ainsi & quand bon luy semblera.

5 Et quant au vingt-troisiesme article portant defences aux Maistres des requestes de ne bailler relief en cas d'appel, à ceux qui seront appellans desdits generaux, comme de luges incompetens, sans premierement appeler lesdits generaux des monnoyes: a ladite cour ordonné & ordonne, que sans auoir regard audit article, quant à ce, que lesdits Maistres des requestes pourront bailler lesdits reliefs sans appeler lesdits generaux, ainsi qu'ils ont accoustumé de faire es autres matieres.

Fait en la cour de Parlemēt, le treiziesme iour de Feurier, l'an 1549. Signé, DV TILLET.

Le prix des especes d'or & d'argent, & de seruy des monnoyes rongnees.

XIX.
Idem, 1549



HENRY par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Combien que par les ordonnances par cy deuant faites sur le fait de noz monnoyes, soit expressement inhibé & defendu de ne prendre, mettre ou alloüer aucunes monnoyes d'or ou d'argent à plus haut prix qu'il est cōtenu esdites ordonnances, & soit expressement commandé icelles monnoyes estre prises au poids: neantmoins plusieurs personnes, par leur volonte desordonnee, & pour leur profit particulier, prennent, mettent & alloüent les especes d'or & d'argent, ayas cours en nostre Royaume, pays, terres, & Seigneuries, à plus haut prix, qu'il n'est permis par lesdites ordonnances, & sans icelles peser. Dont est aduenü que plusieurs personnes de mauuais vouloir, ont par vne auarice execrable, rongné & laüé tant les monnoyes de noz coings & armes, qu'autres ayans cours par noz ordonnances, tellement que de present se trouue peu de monnoye (mesmement de la blanche) qui soit de son vray & iuste poids.

Pour ausquelles choses pouruoir, & au biē, profit, & vtilité de nostre Royaume, & de noz suiets, & pour obuier à l'aduenir à tels crimes, falsifications & rongneures de monnoyes, & aux fautes & abus deslusdits: auons par l'aduis & deliberation des gens de nostre conseil priuē, inhibé & defendu, que nul de quelque estat, qualité ou condition qu'il soit, ait à prendre, mettre ou alloüer aucunes monnoyes d'or ou d'argent & blanches rongnees, soit de nostre coing ou d'autres, ny autres monnoyes que celles cy apres specifiées: ausquelles auons donné cours & mise en nostredit Royaume, pays, terres & Seigneuries, & selon les poids & prix y designez: sans aucunement les augmenter ou diminuer, sur les peines cy apres declarees.

C'est à scauoir, les escus neufs (qui seront nommez Hentis) que nous auons ordonné estre fait du poids de deux deniers vingts grains & demy tresbuchans piece, pour cinquante sols tournois.

Les doubles Henris, du poids de cinq deniers dixsept grains tresbuchans, pour cent sols tournois.

Les demis Henris du poids d'un denier dix grains tresbuchans, pour vingt cinq sols tournois.

Les escus au soleil par cy deuant faits & forgez en nostdits Royaume, pays, terres & Seigneuries, estans du poids de deux deniers quinze grains tresbuchans & au dessus, pour quarante six sols tournois.

Lesdits escus au soleil, ensemble les escus couronne, par cy deuant faits & forgez du poids de deux deniers quatorze grains tresbuchans piece, pour quarantecinq sols tournois.

Les escus vieux du poids de trois deniers tresbuchans piece, pour cinquante cinq sols tournois.

Les angelots de la vieille forme, n'ayans vn o, au milieu de la nef, estans du poids de quatre deniers tresbuchans, pour soixante & douze sols tournois.

Les saluts, & vieux ducats de Venise, Gennes, Florēce, Espagne, Portugal, Hongrie, Sicille, Castille, Arragon, Valence, & Boulongne, estans du poids de deux deniers dixsept grains tresbuchans, pour quaranteneuf sols tournois.

Les doubles ducats d'Espagne, & nobles Henris d'Angleterre, estans du poids de cinq deniers dix grains tresbuchans, pour quatre liures dixhuit sols tournois.

Les nobles à la rose, estans du poids de six deniers tresbuchans, pour cent huit sols tournois.

Les Philippus de Flandres, du poids de deux deniers douze grains tresbuchans, pour trente vn sols tournois.

Les carolus d'or de Flandres estans du poids de deux deniers six grains tresbuchans, pour vingt-cinq sols tournois.

Les escus de Flandres estans du poids de deux deniers quinze grains tresbuchans, pour quarante quatre sols six deniers tournois.

Les escus de Castille, Sicille, Valence & Arragon, dits pistolets, estans du poids de deux deniers quinze grains tresbuchans, pour quarante quatre sols tournois.

Les escus de Portugal, à la petite croix, estans du poids de deux deniers dixsept grains tresbuchans, pour quarante sept sols tournois.

Les testons qui sont, & seront forgez à noz coings & armes, ensemble ceux de Suisse, Berne, Fribourg, Sion, & Ferrare, estans du poids de sept deniers dix grains tresbuchans, pour onze sols quatre deniers tournois.

Les demis testons, estans du poids de trois deniers dixsept grains tresbuchans, pour cinq sols huit deniers tournois.

Les pieces de quatre reales d'Espagne, du poids de dix deniers seize grains tresbuchans, pour seize sols tournois.

Le double real d'Espagne, du poids de cinq deniers huit grains tresbuchans, pour huit sols tournois.

Le simple real d'Espagne, du poids de deux deniers seize grains tresbuchans, pour quatre sols tournois.

Le demy real d'Espagne, du poids d'un denier huit grains tresbuchans, pour deux sols tournois.

Les douzains qu'auons ordonnez estre nouvellement faits, estans du poids de deux deniers tresbuchans, pour douze deniers tournois.

Les treizains, douzains, & demy douzains, par cy deuant faits & forgez, & qui ne seront rongnez, pour leur prix accoustumez.

Les liards, doubles & petits deniers tournois aussi pour leur prix accoustumez.

2 E T faisons tresexpresses inhibitions & defences à toutes personnes de quelque estat, qualité & condition qu'elles soyent, de ne prendre, mettre ou allouer les especes d'or, d'argent, & douzains de ladite nouvelle forme cy dessus specificie à plus haut prix ny de moindre poids qu'il est cy cōtenu, sur peine à ceux qui seront trouvez faisant le contraire, de confiscation desdites pieces, & des deniers qui seront baillez, à quelque somme qu'ils se puissent monter. Et outre de vingt liures parisis d'amende pour la premiere fois, pour chacune piece d'or ou d'argent qui aura esté bailliee à plus haut prix, ou de moindre poids qu'il n'est cy dessus specificie. Et pour la deuxiesme fois de cent liures parisis d'amende pour chacune piece, & confiscation desdites pieces & deniers qui auront esté baillez, & bannissement de nosdits Royaume, pays, terres, & Seigneuries.

3 D E F E N D O N S aussi tresexpressément à toutes personnes, de ne donner cours ou mise pour aucun prix en nosdits Royaume, pays terres & seigneuries, aux gros testons d'Alemagne appelez locondales, qu'on a par cy deuant mis & allouez pour trentetrois sols quatre deniers tournois, combien qu'ils ne valent pas trente sols, & les aucuns vingthuit sols: ne semblablement aux escus que l'on forge presentement en Italie, & en Portugal à vne longue croix: ne aux angelots neufs qui ont vn O au milieu de la nef. Lesquelles especes nous auons desferies, & ordonné estre mises au feu pour billon: à cause de la variation & incertitude de leur loy, & generallyment routes autres especes d'or & d'argent qui ne sont specificies cy dessus en nostre presente ordonnance, sur les peines ja declarees.

4 S E M B L A B L E M E N T faisons expresses inhibitions & defences à toutes personnes, sur peine de punition corporelle, & de cent liures parisis d'amende, pour la premiere fois, & de confiscation de corps & de biens pour la deuxiesme fois, de ne prédre, mettre ou allouer les treizains, douzains rongnez, ny autres especes quelconques d'or ou d'argent, ayans cours en nostre Royaume, qui soyent rongnees: ains leur enioignons tresexpressément, de les porter, ou enuoyer en la plus prochaine monnoye, ou aux changeurs du lieu où ils seront leur residence: pour lesdits treizains, douzains, & dizains rongnez estre courtois audit nouuel ouurage de douzains.

5 L E S Q V E L S Maistres des monnoyes & changeurs seront tenus d'en bailler les prix qui s'enfuyuent, c'est à sçauoir, du marc des treizains & douzains viels, & faits auparavant l'an mil cinq cens quarante, qui seront rongnez, quatre liures dixhuit sols tournois: de l'once douze sols trois deniers: du gros dixhuit deniers vn tiers de denier: du treizain ou douzain pesant vn denier, six deniers tournois. Et du marc des dizains & douzains à la petite croix, faits depuis ledit an mil cinq cens quarante, qui seront rongnez, quatre liures quatre sols tournois: & de l'once dix sols six deniers: du gros quinze deniers obole pite: du dizain ou douzain pesant vn denier, cinq deniers pite tournois.

6 E T pour obuier que le peuple ne demeure desgarny de monnoye, & qu'en attendant ladite nouvelle fabrication il se puisse aider desdites monnoyes rongnees: enioignons tresexpressément à toutes personnes, de prendre & receuoir en payement les vns des autres lesdites monnoyes rongnees audit poids, & selon lesdits prix & supputation, pédant le temps de quatre mois seulement. Et aussi ordonnons, &

nons, & trefexpressément enioignons à noz Receueurs, tant generaux que particuliers, des domaines, aides, tailles, gabelles & autres subfides, de receuoir du peuple lefdites monnoyes rongnees, selon lefdits poids, prix & fuppurations, en payement de ce qui nous fera deu, & d'en tenir bon, entier & loyal registre, & liurer ladite monnoye par lefdits Receueurs generaux, en la plus prochaine monnoye de leur residence. Et lefdits Receueurs particuliers és mains lefdits Receueurs generaux, en payement de ce qui nous fera deu, ou és plus prochaines monnoyes du lieu où ils feront leurs residences, pour estre conuertis audit nouuel ouurage de douzains. Et laquelle lefdits Maistres des monnoyes seront tenus de receuoir lefdits Receueurs, & d'en tenir registre, pour leur en estre fait incontinent payement selon ladite fuppuration cy dessus. Et ceux qui seront trouuez auoir fait le contraire, & auoir pris & expose ladite monnoye rongnee, autrement qu'audit poids, prix & fuppuration, soit bailleurs ou preneurs, seront punis de peines telles que dessus auons declarees.

Et à fin que la presente ordonnance soit bien & deuément gardee, & obseruee, commandons, voulons, statuons & ordonnons, que les sentences & iugemens qui seront donnez, tant par les generaux de noz monnoyes, Preuost de Paris, Baillifs, Seneschaux & autres Iuges presidiaux, cōtenans adjudication des mulctes & amendes pecuniaires contre les contreuenans à la presente ordonnance, soyent executoires realement & de faict, par prise de corps & de biens, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles. Et que la quarte partie d'icelles amendes, ou confiscation, soit incontinent bailliee & deliuree au denonciateur, par le moyen duquel lefdites fautes auroyent esté auerees. Semblablement, & à fin que ledit ouurage de denier d'or Hérís soit bien & deuément faict & continué des poids & loy, & dedans les remedes contenus en noz ordonnances, statuons & ordonnons, que lefdits deniers d'or Henris, ensemble les doubles & demis Hérís, seront seulement faits en telles de noz monnoyes, qu'il sera aduisé & ordonné par les generaux de nosdites monnoyes.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux Conseillers, les generaux de noz monnoyes, &c. Donné à Fontainebleau le vingt-troisiesme iour de Ianuier, l'an de grace, mil cinq cens quaranteneuf, & de nostre regne le troisieme. Sur le reply desquelles est escrit, Par le Roy en son conseil Signé,

DV THIER. Et scellé du grand scel de cire iauene, sur double queue.

Leués, publiques & enregistrees en la chambre des monnoyes, le Procureur du Roy en icelle ce requérant, le dernier iour de Ianuier, mil cinq cens quaranteneuf. Ainsi signé, L'ANGLAIS.

De la fabrication & cours des gros de six blancs, ordonnez estre faits en l'hostel de Nesle à Paris.

XXC. Idem, 1549.
HENRY par la grace de Dieu Roy de France, à noz amez & feaux Conseillers les generaux de noz monnoyes, Salut. Pource que nous sommes aduertis de la grande quantité de billon qui afflue ordinairement en nostre ville de Paris, au moyen que par nostre ordonnance donnee à Fontainebleau, le vingt-troisiesme iour de Ianuier dernier, nous aurions defendu & interdit le cours de toutes monnoyes rongnees, & que la monnoye de nostre ville de Paris ne peut à present suffire ne satisfaire à faire ouurer & monnoyer tout ledit billon de monnoye rongnee, en bonne & nouuelle monnoye, suyuant nosdites ordonnances, qui seroit au grand dommage de noz sujets, & retardement de nos deniers: à ceste cause vous mandons & commettons par ces presentes, que ayez à faire dressez encore vne monnoye en nostre ville de Paris, en nostre hostel de Nesle, pour par vous y estre, iusques à ce qu'autrement par nous en soit ordonné, fait, ouuré & monnoyé en plus grande diligence que faire se pourra, toute matiere d'or, d'argent & billon, en bonne & nouuelle monnoye, suyuant nosdites ordonnances. Et pour plus grande acceleration de l'ouurage, & que noz suiets puissent estre plus tost fournis de monnoye, voulons, & vous enioignons faire ouurer & monnoyer en ladite monnoye de Nesle, seulement pieces de six blancs, sur le prix de quatorze liures cinq sols le marc d'argent le Roy, à quatre deniers de loy argent le Roy, à deux grains dudit argent le Roy de remede, & de quarante vne piece au marc à demie piece de remede pour marc, qui est de quatre deniers quatorze grains tresbuchans piece: & des demis à ladite loy. Et de quatre vingts deux pieces au marc à vne piece de remede pour marc, qui est deux deniers sept grains tresbuchans piece à tel & semblable brassage, qu'à de present le Maistre de la monnoye de Paris. Et tel salaire, au tailleur, ouuriers, & monnoyers qu'il est contenu en noz ordonnances. Et pour ce faire commetrez tels de vous ou autres personnes suffisans & capables, qu'aduisez pour tenir le cōpte & exercer ladite maistrise de Nesle, souz nostre main, ensemble tels Officiers & monnoyers. Et à ce faire, souffrir & laisser la possession vague de tel lieu qu'aduizerez estre commode audit hostel de Nesle, pour la continuation dudit ouurage, cōtraignez les deteteurs dudit lieu de Nesle par toutes voyes & manieres deuës & raisonnables, nonobstant le don qu'ils en ont, ou pourroyent auoir obtenu de nous, & oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles ne voulons & n'entendons estre par vous differé. Et tout ce qu'aduizerez & ordonnerez, tant en nostredite monnoye de Nesle, qu'autres de noz Royaume, pays, terres & Seigneuries, pour l'acceleration & continuation de l'ouurage, & monnoyage: voulons & entendons, & nous plaist qu'il sortisse son plein & entier effect. Et ce nonobstant oppositions ou appellations quelconques comme dit est: desquelles par ces presentes nous en auons retenu & retenons la cognoissance à nous & à nostre personne, de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royal: d'icelle interdire & defendu, interdisons & defendons toute cour, iurisdiction & cognoissance à nostre cour de Parlement de Paris, nonobstant l'erection, establisement, statut & ordonnance d'icelle, ausquels auons

derogé & derogeons par ces presentes. De ce faire vous donnons pouuoir, authorité, mandement & commission speciale : mandons & commandons à tous noz Iusticiers, Officiers & suiets qu'à vous en ce faisant obeissent & attendent diligemment, prestent & donnent conseil, confort, aide, & prisons, si mestier est, & requis en sont. Donné à Fontainebleau, le vingtcinqiesme iour de Mars, l'an mil cinq cens quaranteneuf auant Pasques, & de nostre regne le troisieme. Par le Roy,

DE L'AVBESPINE.

Leuës, publiques & enregistrees en la chambre des monnoyes, le Procureur du Roy en icelle ce requerant, le deuxiesme iour d'Auril, mil cinq cens quaranteneuf auant Pasques. Signé, L'ANGLAIS.

Ordonnance sur la monnoye rongnee.



ENRY par la grace de Dieu Roy de France, à noz amez & feaux Conseillers les generaux de noz monnoyes, & à tous noz autres Iusticiers & Officiers qu'il appartiendra, Salut & dilection. Comme apres auoir esté aduertiz, & nous-mesmes veu & cogneu des le commencement de ceste presente annee, l'abus qui se commettoit en la monnoye, lors ayant cours en cestuy nostre Royaume, laquelle se trouuoit ordinairement si rongnee & foible, qu'il estoit à craindre, que les choses par continuation tombassent en plus grand desordre, nous eussions esté contrains (à fin d'y donner pröpte prouision) descrier du tout ladite monnoye rongnee, & ordonner icelle estre portee en noz monnoyes, pour estre conuertie en bonne espeece & iuste poids & valeur. Et par l'aduis de vous generaux, & autres bons personnaiges de nostre Royaume, à ce cognoissans, & experimenter, donné cours & prix au marc de ladite monnoye rongnee, à raison, sçauoir est, des treizains & anciens douzains, à quatre liures dixhuit sols tournois le marc : & les dizains & douzains, à la petite croix, à raison de quatre liures quatre sols tournois le marc, que nous auons voulu estre pris, & mis entre noz suiets, & mesmes en noz receptes, tant generales que particulieres, pour le temps, & iusques à quatre mois apres ensuyuant. Durant lequel temps, nous esperions que la monnoye qui se forgeroit en nosdites monnoyes pourroit satisfaire à nostre peuple : toutesfoies ayans entendu la grande quantité de monnoye rongnee, qui est encores ontre noz suiets, de forte que ce qui s'en est forgé n'estoit pour (à beaucoup pres) satisfaire au commerce de noz suiets, tellement qu'il est requis, pour obuier au transport desdites monnoyes rongnees, de proroguer ledit temps.

Nous à ces causes auons par l'aduis & deliberation des gens de nostre priuë cöseil, & autres bons personnaiges estans pres de nostre personne, dit & ordonné, disons & ordonnons que noz suiets seront tenus sur peine de confiscation de cors & de biens, de prendre & receuoir en payement les vns des autres lescdites monnoyes rongnees au poids du marc, once, gros & denier, selon le prix & supputation contenus en l'ordonnance^a par nous faite à Fontainebleau, au mois de Ianuier dernier passé, soit en fait de marchandise, payement & remboursement de deniers, ou autrement, en quelque maniere que ce soit : & ce pendant le temps de quatre mois prochains, à compter du iour & date de la publication de ces presentes, en enioignans à tous Iuges de contraindre nosdits suiets, de receuoir en payement les vns des autres lescdites monnoyes rongnees, ausdits poids & prix, sur les peines dessusdites. Et pour ce que par cy deuant a esté receu par noz Receueurs, tant generaux que particuliers, grande quantité desdites monnoyes rongnees, selon nostredite ordonnance, lesquelles n'ont peu estre conuerties en si brief temps en bonnes monnoyes, suiyant noz ordonnances, & nous sont demeurées & demeurent inutiles, sans nous en pouuoir aider, aux grâdes charges que nous auons à supporter, tant pour le payement des sommes que nous auons, par le traité de paix dernièrement fait avec les Anglois, promis payer, que des pensions des Seigneurs des ligues de Suisse, solde de nostre gendarmerie, & gens de pied, que nous entretenons encores de present en noz frontieres, pour la seureté d'icelles & autres parties forcees, concernans l'estat, tuition & defense de nostre Royaume, de forte que noz affaires, & le bien de nostre seruice, & de la chose publique de nostredit Royaume, seroyent en gräd danger de demeurer grandement reculez, chose qui pourroit tomber à la foule & domage de nostre peuple, & retardement de nosdits affaires. A quoy nous desirans singulierement pouruoir & obuier, voulons & nous plaist, que pour le temps de deux mois seulement, & non plus, nosdits Receueurs tant generaux que particuliers & autres noz Officiers comptables, soyent tenus de receuoir en payement de ce qu'il nous sera deu, lescdites monnoyes rongnees, audit poids & prix. Et desquelles ils ne seront tenus, durant le dit temps de deux mois, receuoir, ny aussi leur pourront noz suiets, & autres redeuables enuers nous, payer & fournir des deniers quil nous deurent, plus grande somme en billon & monnoye rongnee, au prix dessusdit, que la sixiesme partie des sommes, dont ils seront redeuables : & le surplus en autres bonnes especes d'or, argent & monnoye entiere, & ayans cours en cestuy nostre Royaume. Et lescdits deux mois passez ne se receura aucun billon par noz Receueurs & comptables. Leur defendant tresexpressément par ces presentes, & à tous nosdits suiets de quelque qualité qu'ils soyent, & à chacun en son regard & respect, de ne receuoir & payer nosdits deniers & ce qui nous sera (comme dit est) par nous deu, sinon ainsi que dessus est dit. Si voulons, vous mandons, & tresexpressément enioignons que ceste nostre presente ordonnance & declaration, vous faires enregister en voz registres, incontinēt, crier & publier à son de trompe, &c. Donné à Saint Germain en Laye, le deuxiesme iour de Iuin, l'an de grace mil cinq cens cinquante : & de nostre regne le quatriesme. Ainsi signé, Par le Roy en son conseil. DE L'AVBESPINE.

a) C'est l'ordonnance qui est cy deuant au chap. xv. en ce tilre.

Du reiglement des monnoyes & Officiers d'icelle. 948

Et sceillé à simple queue du grand sceel, en cire iaune. Et au dessouz est escript,
*Leuës, publiques & enregistrees en la chambre des monnoyes le Procureur du Roy en icelle ce requerant, le quator-
 ziesme iour de Iuin, l'an mil cinq cens cinquante. Signé, L'ANGLAIS.*

*De la monnoye que le Roy Henry à de nouveau fait battre & fabriquer au logis dit les Estuues
 assis au bout du iardin du Palays.*

XXII.
 Idem, 1551.

HENRY par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres ver-
 ront, Salut. Comme apres auoir fait cercher & perquerir tant en cestuy nostre Roy-
 aume, que pays estrangers, tous les moyens possibles pour donner ordre aux grans a-
 bus qui se commettent sur le faict denos monnoyes, par les rōgneurs & reformateurs
 d'icelles, & finalement s'estant offerte vne nouuelle inuētion de forger & ferrer en pres-
 se toute sorte de monnoye en perfection de rotandité, avec certains engins, que nous
 auōs fait recouuer, prouuer & experimenter, tant en nostre presence, que celle de noz amez & feaux
 Conseillers, les gens de noz comptes, & generaux de noz monnoyes à Paris : eussions fait dresser vne
 monnoye nouuelle en nostre maison des Estuues, au bout du iardin de nostre Palays audit Paris, &
 d'icelle baillé la charge & superintendance à nostre amé & feal valet de chambre ordinaire Guillau-
 me de Marillac : en laquelle il a, en vertu de pouuoir & commission speciale par nous à luy decerneé
 à ceste fin, fait par tels graueurs, Maistres ouuriers, monnoyers & autres qu'il a peu cognoistre en ce
 les plus experimenter, ja fait battre, ouurer, monnoyer & ferrer en presse grande quantité de diuerſes
 pieces & especes d'icelle monnoye nouuellement forcee en nostredite maison des Estuues. Ancunes
 desquelles pieces nous auōs nous-mesmes voulu voir, & la figure & graueure d'icelles trouuē tant sin-
 guliere, subtile & excellente, que sans grande apparence de fausseté il est impossible de la pouuoir cō-
 trefaire, rongner, ny alterer : au moyen dequoy est bien requis pour le bien de nostre Royaume, & vti-
 lité de la chose publique d'iceluy, donner cry & cours à ladite monnoye, pieces & especes d'icelle.

1. SçA VOIR faisons, que nous auons par l'aduis & deliberation des gens de nostre conseil priuē, de-
 claré, statué & ordonné, declérons, statuons & ordonnons par ces presentes, voulōs & nous plaist, que
 toutes & chacunes les especes d'or, d'argent & de billon qui ont ja esté, & seront cy apres forgees, ba-
 tues & serrees en presse en ladite monnoye nouuellement dressée, erigee en nostredite maison des
 Estuues de nostre Palays à Paris, aux pourtraits qui en seront figurez & insculpez, és impressions qui
 seront faites de ces presentes, auront, & leur auons par celsdites presentes donné, & donnons cry, cours
 & mise en & par tout cestuy nostredit Royaume, au mesme titre, loz, poids & valeur, que les autres es-
 peces de monnoye d'iceluy. Sçauoir est, les doubles, Henris, & demis Henris, escus, & demis escus, tes-
 tons, & demis testons, douzains, dizains, liars, doubles & deniers, selon leur cours & prix accoustumē.

2. EN quoy faisant, auons tresexpressément inhibé & defendu, inhibons & defendons par celsdites
 presentes à toutes personnes de quelque estat, qualité ou condition qu'ils soyent, de ne prendre, met-
 tre ou allouer, les especes d'or, d'argent & douzains de ladite monnoye nouuellement erigee & dressée,
 telle qu'elle est cy dessus prescrite, aux pourtraits qui en seront (comme dit est) insculpez, à plus haut ne
 moindre prix qu'il est cy cōtenu, qu'elle ne soit entiere & parfaite de rōdeur, & sans tarte quelconque,
 ne apparence de rongneure, ou autre deformation en sa circonference, sur les peines interdites & de-
 clarees en l'ordonnance par nous faite sur le faict du dernier cry de noz autres monnoyes, que voulōs
 estre executables sur les infracteurs & contreuenans à icelles.

Si donnons en mandemēt par ces mesmes presentes à noz amez & feaux Conseillers les generaux
 sur le faict de noz monnoyes, &c. Donné à Fontainebleau, le vingteuesme iour de Ianuier l'an de
 grace 1551. Et de nostre regne le cinquiesme, Signé sur le reply, Par le Roy en son conseil.

DE L'AVBESPINE.

*Leuës, publiques & enregistrees en la chambre des monnoyes, le Procureur du Roy en icelle ce requerant, le vingt-
 sixiesme iour de Feurier, l'an mil cinq cens cinquante & vn. Signé, F L'ANGLAIS.*

Publices à Paris le samedy cinquiesme iour de Mats, mil cinq cens cinquante & vn.

Doubles Henris du poids de cinq deniers dixsept grains tresbuchans, pour cent sols tournois.

Henris simples du poids de deux deniers vingt grains & demy tresbuchans, pour cinquante sols tournois.

Escus sol du poids de deux deniers quinze grains tresbuchans & au dessus, pour quarante sols tournois.

Demis escus sol du poids d'un denier sept grains & demy tresbuchans, pour vingt trois sols tournois.

Testons du poids de sept deniers dix grains tresbuchans, pour onze sols quatre deniers tournois.

Demis testons du poids de trois deniers dixsept grains, pour cinq sols huit deniers tournois.

Testons du poids de sept deniers dix grains tresbuchans, pour onze sols quatre deniers tournois, & le demy à l'equipollent.

Douzains du poids de deux deniers tresbuchans, pour douze deniers tournois.

Desroy des doubles neufs & tournois tant de la petite croix que là où seroit escript à l'entour, Henricus.

XXIII.
 Idem, 1552.

HENRY par la grace de Dieu Roy de France, à noz amez & feaux Conseillers generaux ten-
 ans nostre cour des monnoyes, Salut & dilection. Combien que par nostre ordonnance
 donnée à Lyon au mois d'Octobre mil cinq cens quarante huit, ensuivant autre ordonnan-
 ce de l'an mil cinq cens quarante six au mois de Iuillet, faite par le feu Roy nostre tresho-
 noré Seigneur & pere (que Dieu absolue) la fabrication de tous les menus ouvrages de hars, doubles,
 Tome second.

& deniers tournois ait esté interdite & defendue en toutes noz monnoyes, à cause des grans abus, fraudes, & larcins qu'on y commettoit : & pource qu'en auoit esté ja forgé en plusieurs de nosdits monnoyes si grande & excessiue quantité, que le cours d'autres meilleures especes d'or & d'argent estoit empesché, où quoy que ce soit troublé par tous les endroits de nostre Royaume, pays, terres & Seigneuries : tellement que noz suiets traffiquans de leurs biens, reuenus & marchandises, ne reçoivent gueres plus, sinon desdites menues monnoyes : lesquelles consequemment tomboyent en noz receptes, avec grande perte & diminution de noz deniers, qui se consumoyent en frais de voitures. Outre que tels menues payemens ne sont commodés pour nous aider & subuenir en noz affaires : lesquelles noz ordonnances & defences vous auroyent esté adressées, pour icelles faire garder, & notifier à tous les Maistres & Officiers desdites monnoyes : en vous defendant pareillement de n'en donner, ou verifier aucunes permissions dès lors en auant, sur les peines & comminations y contenues. Ce neantmoins, depuis vn an en ça comme nous sommes aduertis, il a esté forgé en aucunes de nos monnoyes, & se forge encores à present : mesmes en noz monnoyes de Villefranche en Rouëgue, & Villeneuve Saint André lez Aignon, tresgrande quantité d'outrage noir, doubles & deniers toutn. qui sont tous grandement foibles, & defectueux en poids, & loy : & la plupart d'iceux ne tiennent quasi point de loy. Soy vants les Maistres d'icelles monnoyes, & fabricateurs desdites menues monnoyes, auoit pour ce faire obtenu congé, & permission de nous, ou d'aucuns d'entre vous, nonobstant lesdites defences : chose que n'auons iamais entendu permettre, ou conceder bien sçachant le grand dommage qu'il en peut aduenir à nous, & à noz suiets. Et faut que telles pretendues permissions, où elles se trouueroyent données de nous, soyent lettres destrobecs, ou du tout fausses, comme desia fen est trouué aucunes contrefaites, tellement que lesdits menus ouvrages de doubles & deniers tournois, forgez nouvellement comme dit est, sont du tout faux, non seulement à faute de poids & de loy, mais encores pour auoir esté forgez sans nostre autorité, ains contre noz ordonnances & tresexpresses defences. Le cours desquels s'il estoit permis ou toléré, pourroit non seulement seruir à l'intention desdits fabricateurs, & leurs complices qui les ont serrez en caues, és magazins, à grosses quantitez, attendant le temps & la commodité pour les espandre, & extorquer de nostre peuple le grand gain, & profit illicite qu'ils y cuidoient faire : mais aussi pour ouurir le chemin aux autres Maistres de nosdits monnoyes, & pareillement à tous les faux monnoyeurs d'en faire de semblables à si grosse quantité, que dans peu de temps il ne se trouueroit autre monnoye parmy nostre peuple, sinon de tels doubles, dont les meilleurs ne valent pas vn denier tournois la piece. Et lesquels finalement pourroyent tomber en nostre espargne des mains de noz suiets, n'ayans autres meilleures monnoyes, pour nous faire payement des tailles, & autres redevances annuelles, au grand detrimēt & interēt inestimable tant de nous que de nosdits suiets.

Nous à ceste cause voulans pouruoir à l'indemnité d'iceux noz suiets : & qu'ils ne soyent ainsi enormement deceus par le cours ou mise desdits faux doubles & deniers tournois, forgez nouvellement, eu sur ce vostre aduis, auons interdit & defendu, & par ces presentes, de noz certaine science, pleine puissance & autorité Royal, interdisons & defendons à tous nosdits suiets, de quelque estat, qualité & condition qu'ils soyent, le cours & mise de tous lesdits neufs doubles & deniers tournois, à la petite croix forgez nouvellement, en quelconques monnoyes de nosdits Royaume, pays, terres & Seigneuries de nostre obeissance, & de n'en exposer & receuoir aucuns, sur peine de confiscation de corps & de biens.

Si vous mandons & tresexpressément enioignons, que ces presentes noz defences vous faites incessamment lire en nostredite cour des monnoyes, & publier par voix de trompe par toutes les bonnes villes, &c. Donné à Paris le vingtheuxiesme iour de Ianuier, l'an de grace mil cinq cens cinquante & deux : & de nostre regne le sixiesme. Signé, Par le Roy en son conseil, H V R A V L T. Et scellé du grand scel de cire iaune, sur simple queue.

Extraict des registres de la cour des monnoyes.

Sur les lettres parentes du Roy donnees à Paris le vingtheuxiesme iour de ce present mois de Ianuier, contenant le delcroy & interdiction du cours & mise des doubles neufs, & petits deniers tournois à la petite croix, forgez nouvellement és monnoyes dudit Seigneur, mentionnez esdites lettres, & sur peine de confiscation de corps & de biens : & apres auoir veu par la cour lesdites lettres, les essais sur ce faits les conclusions du Procureur general du Roy en ladite cour, & tout considéré, ladite cour a ordonné & ordonne que lesdites lettres parentes seront leues, publiees, & enregistrees en icelle : & publiees à son de troye & cry public par les carrefours & lieux accoustumez, tant de ceste ville de Paris, qu'aures villes de ce Royaume, pays, terres & Seigneuries du Roy. Et pour le soulagement du peuple, & obuier aux debats qui pourrōt suruenir au moyen dudit delcroy : & à ce que ledit peuple entēde quels doubles, & petits deniers tourn. sont neufs, & compris en iceluy delcroy : ladite cour a déclaré & declare, que les doubles & petits deniers t. neufs descritez par lesdites lettres parentes, sont ceux à la petite croix, qui ont la lettre de R. & X. souz ladite petite croix, & portans en la legende, Henricus d. g. &c. ensemble tous autres doubles & petits deniers t. à la petite croix, qui n'auront aucune lettre apparente souz ladite petite croix, & portans en ladite legēde, Henricus, &c. de tous lesquels en est defendu le cours & mise d'oresnauant. Et quant aux autres doubles & petits deniers t. qui sont à la petite croix, faits du tēps du feu Roy, & pourtraits en la legēde, Franciscus. d. g. &c. ayans lettre apparēte souz ladite petite croix, ensemble tous autres vieils doubles, & petits deniers à la grande croix : a ladite cour déclaré & declare, qu'ils ne sont compris audit delcroy : ains auront cours parmy le peuple en la maniere accoustumee, & pour leur prix accoustumē : & au surplus quant audit s doubles & petits deniers tournois descritez à ladite cour ordōné & ordōne, que les changeurs seront tenus de les prendre & receuoir du peuple

du peuple de chacune person, iusques à quatre onces seulement, & au dessouz, & iusques à deux mois prochainement venans, apres la publication desdites lettres patentes: lesquels changeurs seront tenus d'en bailler la iuste valeur, selon la supputation qui en sera faite. Et quant à ceux qui en auront plus grande quantité que quatre onces, seront tenus de les porter, ou enuoyer es monnoyes du Roy, aux Maistres d'icelles monnoyes, qui seront tenus de leur bailler la iuste valeur, selon le fin de loy, qui s'y trouuera par l'essay, qui en sera fait en leur presence. Lesquels changeurs & Maistres seront tenus de cizailler lesdits doubles & petits deniers tournois desleriez, & faire bon & loyal registre de la quantité qu'ils en receuront par chacun iour, ensemble des noms & demeureces de ceux qui les leur apporteront, iusques ausdits quatre onces, & au dessouz, & apres lesdits deux mois passez, est defendu ausdits changeurs, de n'en recueillir plus dudit peuple: & à toutes personnes de n'en retenir, ne garder aucuns, & sera procedé à l'encontre de ceux qui en seront trouuez saisis lesdits deux mois passez, ainsi qu'il appartiendra par raison. Et neantmoins a ladite cour enioint, & enioint à tous marchans, changeurs & autres personnes qui auront receu des Maistres desdites monnoyes, mentionnees esdites lettres, quantité desdits doubles & petits deniers, depuis vn an en ça, de venir declarer en ladite cour la quantité qu'ils en auront receüe, pour leur estre pourueu sur leurs dommages & interets, à l'encontre desdits Maistres & autres, ainsi que de raison.

Fait en la cour des monnoyes le 27. iour de Ianuier, l'an 1552. Signé, HOTMAN.

Cesont les prix que sont tenus bailler les chageurs au peuple desdits doubles, & petits deniers tourn. desleriez,

Du marc douze sols.

De quatre onces six sols.

De l'once dixhuit deniers.

De demie once neuf deniers:

Du gros deux deniers pite.

La creation & establissement de la monnoye des Estuues à Paris, & des Officiers en icelle.

XXIII.
Idem, 1555.



ENRY par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Comme pour le singulier desir & affection qu'auons tousiours eu d'obuiuer la perte & dommage, qui chacun iour aduiet à nous, & à nos suiteurs, par les rongneurs, & faux monnoyeux nous auons cerché tous moyens à ce propices, & fait dresser vne monnoye en nostre maison des Estuues au bout du iardin de nostre Palays à Paris & au moulin dit la Gourdine, où auons fait preueue de certaine inuention nouuelle de forger monnoyes par aucuns de nos bons & loyaux seruiteurs, experimentez au fait desdites monnoyes: lesquels ont fait en ce tel deuoir, que leur traual & industrie avec le temps & l'effect nous ont resmoigné l'excellence de l'ouurage de ladite monnoye: qui peut estre en perfection de rotodité, ne peut estre rongnee sans manifeste & claire apparence. Et combien qu'il ne se puisse obuiuer que la malice malheureuse, & damnees inuentions des hommes n'engendrent nouueaux moyens de la falsifier, si est-ce qu'au moyen de ladite nouuelle inuention, ils ne peuuent profiter à la rongner, tellement que de deux maladies qui souloyent estre esdites monnoyes, n'en reste qu'une, qui ne se peut guarir que par couper la racine qui l'engendre, & faire de tels abandonnez esprits, si griesue punition qu'ils soyent de ce retenant par la peine, puis que l'amour de la vertu ne les peut retenir. Pour ces causes & considerations, aussi le bien qui prouient à nosdits suiteurs de ceste nouuelle industrie & inuention, la diligence & expedition de la matiere, qui se peut faire sans comparaison plus grâde, & plus excellente en ceste sorte, qu'en celle accoustumee estre faite aux autres monnoyes de nostre Royaume, & apres auoir fait mettre ceste matiere en deliberation en nostre conseil priué.

1 S' AVOIR faisons, que par aduis & deliberation des Princes & Seigneurs de nostre sang, & gens de nostre conseil priué, auons par edict perpetuel & irreuocable, de nos certaine science, pleine puissance & autorité Royal, créé, ordonné, institué & estably, creons, ordonnons, instituons & etablissons audit lieu des Estuues, & moulin, vne monnoye en la forge & semblance des autres, qui par cy deuant ont esté creez en nostre Royaume, pour forger & battre toute qualité de monnoye, d'or, d'argent & billon rouge blanc & noir. Et laquelle nous auons composée, & composons des estats, offices, & personnes cy apres declarees: c'est à sçauoir d'un Maistre particulier, d'un Contrerolleur, & garde d'un Essayeur particulier, d'un Tailleur & graueur, d'un Maistre ouurier cōducteur des engins, & d'un Receueur particulier: tous lesquels estats & offices nous auons creez & erigez, creons & erigeons par ces presentes en tilre d'office formé: & voulons & ordonnons que les prouisions d'iceux soyent faites à ceux qui nous ont esté, & seront pour ceste fois nommez ausdits estats par nostre amé & seel valer de chambre ordinaire, Maistre Guillaume de Marillac, Conseiller, & general de nostre cour des monnoyes, par nous commis au gouvernement & superintendance de ladite monnoye: & auquel pour les bonnes & iustes causes, qui à ce nous ont meu, & meuent, auons donné, & donnons par ces presentes pouuoir de nous nommer en iceux, nonobstant l'ordonnance par laquelle est dit, que les Maistres & autres Officiers des monnoyes nous seroyent esleuz & nommez par les habitans des villes, à laquelle pour ceste fois, & sans preiudice d'icelle en autre chose, nous auons derogé & derogeons par cesdites presentes: & sans ce tirer en consequence, pour par ceux qui nous seront nommez par ledit de Marillac, comme dit est, & par leurs successeurs en iceux estats, en iouyr & vser aux honneurs, franchises, libertez, priuileges & exemptions, tels qu'ont les Officiers, qui de present sont es autres monnoyes de nostre Royaume, & aux gages, droicts, conditions & charges cy apres declarees.

2 C'est à sçauoir, que le Maistre particulier qui aura charge, & tiendra compte des fontes & alleages de tous deniers, qui seront forcez & deliurez en ladite monnoye, en la propre forme & maniere qu'ont accoustumé faire les Maistres particuliers des autres monnoyes de nostre Royaume prendra sur

sa charge que tous les engins seruans à ladite monnoye, & les conduira & conseruera en telle sorte, que quand son bail & temps de tenir ladite monnoye sera expiré, toutes choses se trouuent au mesme estat, ou ainsi qu'ils sont de present: aura & prendra tel brassage pour toutes sortes de monnoyes, soyent rouges, blanches ou noires, que les autres Maistres particuliers susdits ont accoustumé de prendre & auoir.

3 E T pour autant qu'il ne se peut vser de ceste façon de faire monnoye, sans qu'il y ait de la cizaille en plus grande quantité beaucoup qu'es autres monnoyes, ioint qu'à cōseruer & garder les engins en l'estat qu'ils sont maintenant, il ne se peut faire sans renoueller quelquesfoies vn rouleau, vne virolle, vn arbre, vne presse, ou telles & semblables grosses pieces, qui ne se peuuent faire qu'avecques bien grands cousts & frais: nous ayans esgard & consideration à telles charges, & despenfes, voulans donner quelque moyen audit Maistre d'icelles soustenir, & occasion de bien & fidelement exercer sadite charge & office: auons suyuant l'aduis à nous donné par les genereux de noz monnoyes, ordonné & ordonnons par cesdites presentes, voulons & nous plaist, que ledit Maistre ait par forme d'augmentation de brassage, par maniere de prouision, sans se tirer à consequence pour l'aduenir, ne pour le regard de noz autres monnoyes, quatre sols pour marc d'or, & vn sol pour marc d'œuvre de testons, outre & par dessus ce qu'ont accoustumé d'auoir les autres Maistres particuliers susdits, à prendre, & auoir ladite augmentation de brassage, sur la traite & droict Seigneuriage que nous auons accoustumé prendre en noz monnoyes, & non sur le poids ne sur l'aloy.

4 ORDONNONS que le Contrerolleur & garde ait pareillement trois cens liures de gages, & les droicts audit office afferans & accoustumez: contrerolle & enregistre tous & chacuns les deniers qui seront ouurez, monnoyez & deliurez en ladite monnoye, prenne garde de ne passer aucun denier, qui ne soit de son vray poids, bien ouuré & monnoyé, certifie le Maistre du foilage de poids, escharceté d'aloy, & droict de Seigneuriage de tous les deniers qui seront deliurez en ladite monnoye: pour d'iceux foilage, escharceté d'aloy & droict de Seigneuriage estre tenu compte par ledit Maistre, & estre mis par luy es mains du Receueur particulier de ladite monnoye toutesfoies & quantes qu'il luy sera commandé & ordonné. Et generallyment fera ledit Contrerolleur & garde, ce que les gardes & contreregardes ont accoustumé faire es autres monnoyes.

5 VOULONS que l'essayeur ait cent liures de gages, & les droicts à telle charge & office afferans & accoustumez, face les essais en la forme & maniere accoustumee, & selon qu'il est plus à plein cōtenu en nostre ordonnance faite sur le faict des monnoyes l'an mil cinq cens quarante.

6 I T E M, que le graueur & tailleur fournisse seul & de sa main toutes piles & trouffaux necessaires à ladite monnoye, soit pour seruir en presse, ou en marteau, & prenne les poings qui luy seront necessaires du graueur general de noz monnoyes, ainsi que les autres tailleurs de nosdites monnoyes ont accoustumé faire. Et pource qu'en fournissant par luy de toutes piles & trouffaux necessaires, (comme dit est) il ne pourra ce faire sans grans frais, soin, peine & diligence extreme, attendu la perfection de laquelle il est requis qu'ils soyent, & que souuent il s'en rompt & casse: nous pour aucunesment l'en recompenser, & donner occasion de bien faire son deuoir, voulons & nous plaist qu'il ait & prenne deux cens trente liures de gages par chacun an, & deux deniers parisis pour chacun marc d'œuvre de quelque sorte & qualité de monnoye que ce soit, pour son droict de ferrage: qui sont les gages & droicts qui auoyent esté ordonnez pour deux graueurs par noz lettres du dernier iour de Ianuier, l'an mil cinq cens cinquante vn: lesquels deux graueurs, par l'aduis dudit Marillac, nous auons reduits en vn seul, à fin d'euiter confusion.

7 ORDONNONS que le Maistre ouurier & conducteur des engins fournisse de sa peine, de son indultrie, & de ses oustils & affurs, pour entretenir, conduire & tenir en bon & deu estat tous les engins seruans à ladite monnoye, fournisse à ses propres cousts & despens de toutes pieces, comme virolle de cuiure, pieces de fer places & carrees, pour asseoir dans les presses, les tenailles, piles & trouffaux, pieces de fer seruans à conduire les lames passans par les engins, tireurs, petits coupeurs, avec leurs boëtes, & toutes semblables petites pieces.

8 POVR à quoy subuenir, & à fin qu'il ait moyen de bien & fidelement faire son deuoir, nous voulons & nous plaist qu'il ait & prene cent liures tournois de gages, & deux deniers parisis pour chacun marc d'œuvre, de quelque sorte & qualité de monnoye que ce soit. Tous lesquels gages & droicts nous voulons, & nous plaist estre payez sur l'emolument des boëtes de ladite monnoye, si les deniers sont suffisans: sinon, de tels autres deniers qui par nous seront assignez pour cest effect par le Receueur particulier d'icelle, auquel pour ce faire & soustenir, auons ordonné & ordonnons deux cens liures tournois de gages par chacun an, à prendre & retenir par ses mains des deniers prouenant dudit emolument, & à commencer du dixseptiesme iours de Mars, l'an mil cinq cens cinquante & vn, qu'il fut receu & institué audit estat.

9 E T à ce que lesdits Officiers ayent plus d'occasion, & moyen de bien soigneusement & fidelement vaquer esdits estats & charges, nous voulons pareillemēt, & nous plaist, que ceux qui seront par nous à la nomination dudit de Marillac pourueus ausdits estats, puissent entrer aux offices de nostre monnoye ordinaire de Paris, ainsi qu'ils viendront à vaquer chacun en iceluy dont il tiendra le semblable. Lesquels estats, ladite vacacion aduenant, nous auons des à present comme pour lors, & des lors comme des à present, affectez & dediez, affectos & dedions ausdits Officiers de ladite monnoye des Estuues & voulons

& voulons lettres leur en estre expediees, quelques prouisions que puissions faire à autres: lesquelles si aucunes par importunité, ou autrement estoient par nous faites, nous auons dès à present cōme pour lors cassées, & reuocques, cassons & reuouons. Voulons en outre, que celui qui sera par nous pourueu dudit estat de Contrerolleur & ses successeurs, puissent dès à present contreroller ladite monnoye ordinaire de Paris, à condition toutesfoiſ que pour ce il ne prendra aucune augmentation de gages, taxation, ny ſalaire.

10 Et parce que multiplication d'Officiers ne nous tourne qu'à charge, & que ladite monnoye des Estuues, est suffisante pour la fabrication, & conuertissement de toute matiere, qui se peut offrir audit Paris: voulons pareillement, & ordonnons, que nostre dite monnoye ordinaire audit Paris venant à vaquer par l'expiration du bail du Maistre qui y est de present, ou autrement en quelque sorte & maniere que ce soit, soit suspendue pour tout le temps que celle des Estuues pourra seruir & fournir: & neantmoins que ladite monnoye de Paris, & celle d'Orleans, & de troyes, ſoyent & demeurent closes pour vn an: pendant lequel auons inhibé & defendu, inhibons & defendons aux Maistres & Officiers d'icelles, de non y barre durant ledit temps, or ny argent, sinon qu'il y eust faute euidente en ladite monnoye des Estuues, & qu'autrement en fust ordonné.

Si donnons en mandement par ces mesmes presentes, à noz amez & feaux les gens tenans nostre cour de Parlement, chambre de noz comptes, des aides & monnoyes, &c. Donné à Compiegne, au mois de Iuillet, l'an de grace mil cinq cens quarantetrois: & de nostre regne le septiesme. Ainsi signé, HENRY. Visa. Par le Roy en son conseil. BVRGENSIS. CONTEN-
TOR. ROBILART.

Leſta, publicata, & regiſtrata, audito Procuratore generali Regis id requirente, Pariſiſ in Parlamento Vltima die Auguſti, Anno Domini milleſimo quingentimo quinquageſimotertio. Sic ſignatum. DV TILLET.

Leués ſemblablement, publiques & enregiſtrees en la chambre des comptes du Roy noſtre Sire, de l'expres mandement dudit Seigneur, ſans preiudice de l'oppoſition de Maistre Iean de Saignac Receueur des boîtes, pour laquelle faire vider ſe pouruoirait ledit de Saignac, où & ainſi que bon luy ſemblera, le neuſieſme iour de Decembre, mil cinq cens cinquanterous. Ainsi ſigné, LE MAISTRE.

Leués, publiques & enregiſtrees en la cour des aides, ce requerant le Procureur general du Roy, pour iouyr par les denommez en icelles, tant & ſi longuement qu'ils exerceront en perſonne leurs eſtats & offices des priuileges y mentionnez, ſuyuant l'ordonnance: & à la charge qu'ils ſeront demeurans & reſidans en ceſte Ville de Paris, & ſans preiudice de l'oppoſition des autres Officiers d'icelle monnoye. Faict le douzieme de Iannier, l'an mil cinq cens cinquanterous. Ainsi ſigné, LE SVEVR.

Leués, publiques & enregiſtrees en la cour des monnoyes, le Procureur general du Roy en icelle ce requerant & conſentant, aux charges contenues au regiſtre de ladite cour. Faict le vingttroiſieſme iour de Iannier, l'an mil cinq cens cinquanterous. Signé, HOTMAN.

Reiglement ſur le ſaiſt des monnoyes, & Officiers d'icelles.

HENRY par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme par cy deuant plusieurs ordonnances ayent eſté faites par noz predeceſſeurs & nous depuis nostre aduenement à la couronne, ſur le ſaiſt, eſtat, & reiglement des Officiers de noz monnoyes, changeurs, aſſineurs, orſeurs, ioyauliers, bateurs d'or & d'argent, & merciers: par le moyen deſquelles ordonnances les perſonnes exerçans les eſtats & charges deſſuſdites, ont deu vſer en iceux, ſans commettre aucunes fautes, abus, ny maluerſations. Neantmoins par ce que tant par l'iſſue & iugement d'aucuns procez, leſquels depuis peu de iours ont eſté faits à l'encontre de pluſieurs deſdits Officiers de noz monnoyes, qu'autrement, nous auons certaine cognoiſſance que pluſieurs abus & maluerſations, ont eſté, & ſont encores commiſes eſdites charges & eſtats: pour à quoy obuier & donner ordre, nous auons ordonné à aucuns de noz ſpeciaux Conſeillers, dreſſer aucuns memoires & articles, tant pour obuier auſdits abus, qu'euitier tout moyen de plus y renchoir: leſquels articles ont depuis eſté veus & entendus de nostre ordonnance par aucuns de noz Preſidens & Conſeillers, tant de noz cours de Parlement, grand conseil, chambre des comptes, que de nostre cour des monnoyes: & d'iceux fait rapport par deuers nous, en nostre priuè conseil: auquel apres que le tout a eſté bien entendu par le menu, auons par grande & meure deliberation ſtatué & ordonné ce qui ſ'enſuit: ſans preiudice toutesfoiſ, ne ſans aucune choſe innouer du reiglement, ordre & police de nostre monnoye des Estuues à Paris, & du contenu en noſtre dit edict, de l'eſtabliſſement de ladite monnoye, & creation des Officiers en icelle.

1 C'eſt à ſçauoir qu'il n'y aura plus de monnoyes, ouuertes, & eſquelles il ſoit permis ouurer, ny monnoyer, ſinon és villes eſquelles ſont eſtablis noz amez & feaux Conſeillers, les Theſoriers de France, & generaux de noz finances, ſçauoir eſt, en noz villes de Paris, Chaalons, Amyens, Rouën, Caën, Tours, Poictiers, Bourges, Ryon, Agen, Tholoſe, Montpellier, Lyon, Grenoble, Aix, Dijon, Nantes, & Turin.

2 Et ſi par importunité, ſurpriſe, ou autrement, aucunes lettres ſont obtenues, pout en faire ouurer en autres villes, voulons & ordonnons qu'icelles lettres ne ſoyent veriſiees par nostre cour des monnoyes, ſans ce que ſur icelles nous ayent eſté faites remonſtrances.

3 A C E qu'en nosdites monnoyes soyent Officiers gens de bien, & de bonne renommee, fuyuant nostre ordonnance du quatorzième iour du mois de Ianuier, mil cinq cens quaranteneuf, voulons que les Gouverneurs desdites villes ayent la nomination de tous les Maistres, & Officiers desdites monnoyes, à la charge qu'ils nous nommeront personnes capables & suffisans, gens de bien & experimenter en fait de monnoye, selon les estats desquels sera questio. Et pour ce qu'aucunes conclusions ont peu & pourroyent estre faites pour nous nommer lesdits Officiers, & que par tel moyen nous ont esté, & pourroyent encores estre nommez des personnes non cautionnez, incapables, & sans experience dudit fait des monnoyes, dont sont procedez lesdits abus: ordonnons que ceux desdites villes, qui nous nommeront lesdits Maistres & Officiers, ne prédront aucuns deniers ny autres biens d'eux, sur peine d'amende arbitraire, & d'estre punis comme infraçteurs de noz ordonnances: & laquelle nomination sera faite en pleine assemblee de ville.

4 LESDITS Officiers estans nommez par lesdites villes ne pourrôt obtenir lettres d'office de nous que preallablement ils n'ayent présenté leurs lettres de nomination desdites villes en nostredite cour des monnoyes, pour estre communiquées à nosdits Procureur & Aduocat en icelle. Et apres seront lesdites personnes examinez sur le fait desdites monnoyes par nostredite cour, de laquelle s'ils sont trouvez capables ils prendront certification de leur suffisance: laquelle avec leur dite nomination sera attachee souz le contrescel de nostre chancellerie, aux lettres d'offices que leur ferons expedier des estats, ausquels ils nous seront nommez. Lesquelles noz lettres nous voulons estre aussi communiquées à nosdits Procureur & Auoat: & apres eux ouys, & s'ils n'ont cause valable pour empescher la verification, voulons icelles estre enterinees: & noz Officiers pourueuz par icelles, estre receus en serment en plein bureau d'icelle cour, & non autrement. Apres toutesfois que lesdits Officiers auront fourny & baillé cautions suffisantes par deuant les Iuges ordinaires des lieux, noz Aduocat & Procureur appellez selon que par noz anciennes ordonnances ils sont tenus faire, & que lesdites cautions auront esté receues par nosdits Aduocat & Procureur: defendans bien expressement à nostredite cour de ne proceder à la reception desdits Officiers auant lesdites cautions baillées en la maniere que dit est, sur peine de nous en prendre à elle.

5 S V V Y A N T les anciennes ordonnances aucuns estrangers non regnicoles, ou parens des Presidés & generaux de noz monnoyes, ny personnes ayans charge & administration de noz finâces, ne pourrôt estre Officiers, maistres ny commis desdits Maistres desdites monnoyes.

6 LESDITS maistres & Officiers de noz monnoyes, changeurs, affineurs, bateurs, tireurs d'or & d'argent, ayans charges de noz finances, n'autont aucune societé d'or ny d'argent par eux ou par interposés personnes, directement ny indirectement sur le fait de leurs charges respectiuelement, sur peine de confiscation de corps & de biens.

7 E T pour oster toute occasion de familiarité & obligation de noz Officiers desdites monnoyes avec les Maistres d'icelles, & semblablement toute escharceté de loy & foibleage de poids esdites monnoyes, ordonnons que fuyuant nostre ordonnance derniere, les gardes, essayeurs, tailleurs, & contre-gardes de nosdites monnoyes seront d'oresnauant payez de leurs gages par les mains des Receueurs ordinaires des lieux où seront assises nosdites monnoyes, comme dit est: ou par les Receueurs generaux desdits lieux, si le fonds de la recepte desdits Receueurs particuliers ne les peut porter, & ce de quartier en quartier. Lesquels gages qui sont de six vingts cinq liures pour chacune garde, cent liures tournois pour chacun essayeur, soixâte deux liures dix sols tournois pour chacun tailleur, & vingtcinq liures tournois pour chacun contre-garde, excepté pour celui de la monnoye de Paris, auquel auons ordonné cinquante liures tournois: nous mandons à noz amez & feaux les gens de noz comptes passer & allouer en la despense des comptes desdits Receueurs ordinaires ou generaux qui payez les auront: en rapportant le vidimus de ces presentes pour vne fois, & quittances desdits Officiers seulement. Et aux Thresoriers & generaux de noz finances, d'employer lesdits gages en la despense des estats desdits Receueurs.

8 T O U S Officiers des monnoyes ne pourrôt exercer leurs estats par cômies ne deputez: mais les exerceront en personne, & seront continuelle residence es villes esquelles serôt assises nosdites monnoyes.

9 E T à fin que l'on ait cognoissance de tout l'or, argent, & billon, qui sera porté en chacune monnoye, & que ceux qui le liureront soyent payez à tour de rolle, fuyuant les anciennes ordonnances: ordonnons que les Maistres desdites monnoyes ne pourrôt receuoir ny acheter aucune matiere suiette à estre conuertie en monnoye, sans appeller les cōregardes: & en leur absence les gardes desdites monnoyes, lesquels sont ordonnez pour arrester les comptes entre lesdits Maistres & les marchans, ou autres qui liurent lesdites monnoyes. Et tiendront lesdits maistres bons registres, esquels ils escrieront par chacun iour les noms de ceux qui liurent ou vendent aucunes desdites matieres, les lieux de leur demeure, & la qualité & quantité desdites matieres. Et semblablement registre sera fait par ledit contre-garde ou garde: & sur iceluy sera signer les marchans, changeurs & autres qui liurerôt en ladite monnoye: sur peine de mil liures parisis d'amende, & de suspension & priuatiō de leurs estats.

10 S I ledit Maistre & changeur, marchans ou autres apportans matieres esdites monnoyes ne se peuvent accorder du prix, à cause de trop grād gain que le Maistre voudroit auoir: ou bien que les desdits voudrissent estre trop payez, ledit contre-garde en aduertira les gardes, lesquels fuyuant lesdites ordonnances anciennes ne permettront lesdits changeurs ou autres, reporter lesdites matieres, mais les retien-

- les retiendront, & icelles feront fondre, & d'icelles faire essay par l'essayeur. Et apres en feront faire payement à tour de roulee par ledit Maistre, selon l'aloy dont lesdites matieres aurot esté rapportees par ledit essayeur, & suyuant le prix ordonné, pour marc d'or & d'argent, par noz ordonnances. Et si sur le rapport dudit essayeur, ou sur la fonte qui sera ietee en grenaille desdites matieres par lesdits Maistres, il aduient aucun different, lesdites gardes observeront sur iceluy lesdites anciennes ordonnances.
- 11 LESDITS Maistres seront tenus conuertir en especes de noz monnoyes, à noz coings & armes, & des poids & loy contenus en nosdites ordonnances, toutes les matieres d'or, d'argent & billon, qui leur auront esté liurees, ou par eux achetees, & qui seront esdits registres: sans en pouoir affiner, pour reyendre & transporter hors ladite monnoye: sur peine de confiscation de corps & de biens.
- 12 ORDONNONS qu'iceux Maistres respondront de leurs seruiteurs & commis, pour les fautes qu'ils peuuent commettre aux alleages, fontes, & autres affaires de ladite monnoye. Lesquels alleages lesdits Maistres feront dedans les remedes de nostredite ordonnance, & souz les peines contenues en icelles. Et tiendront leurs tables si nettes, que les royaux ieteez en icelle ne soyent chargez, à fin que cela n'empesche les ouuriers de rendre leur ouurage net. Et ne pourront lesdits Maistres bailler ne retirer aucunes bresues aux ouuriers & monnoyers, qu'en la presence de l'un des gardes ou de contregarde, sur peine de confiscation d'icelles. Et seront lesdits Maistres, & les gardes ou contregarde qui assisteront à bailler & retirer lesdites bresues, registres chacun separément, sans aucune communication faire de l'un à l'autre, sur peine d'amende arbitraire, contenant le iour que l'ouurage aura esté baillé, les noms & demeurances des ouuriers & monnoyers, la quantité de ce qui leur aura esté liuré, & de ce qu'ils auront rendu de net, & cizaillé separément: & semblable registre fera aussi fait par les Preuosts des ouuriers, ou leurs Lieutenans. Aufquels gardes nous enioignons trefexpresfément sur peine d'amende arbitraire, de ne laisser aller, venir & entrer en noz monnoyes, aucuns personages, sinon ceux qui auront le serment à nous, & pour le fait de noz monnoyes, ou qui auront quelque chose à faire avec les Maistres de nosdites monnoyes.
- 13 LESDITS Maistres ne seront contrains de bailler bresues à aucuns ouuriers ny monnoyers, encores qu'ils soyent d'estoc & ligne esdits estats, s'ils ne sont suffisans, bien entendans, & bien ouurans de leursdits estats, & desquelz nous voulons qu'ils ayent le choiz & election: ordonnans & enioignons trefexpresfément aux gardes de nosdites monnoyes, qu'ils ayent à contraindre les ouuriers & monnoyers qui seront ainsi choisis par lesdits Maistres, d'ouurer & monnoyer sans discontinuation & fidellement respectiuelement selon leurs charges, par amendes arbitraires, suspension & priuation de leurs estats, priuileges, franchises, & libertes.
- 14 LESDITS Maistres tiendront leur monnoye garnie de balances bonnes & iustes, & de poids, qui auront esté estallonnees sur celles estant en la cour de nosdites monnoyes.
- 15 Et ne pourront lesdits Maistres affiner aucunes matieres d'argent ou billon, sans la presence desdits gardes & essayeurs, desquelles aussi lesdits Maistres seront separément registre, contenant la quantité & prix de ladite matiere, auant que d'estre mis dedans l'affinoire: & semblablement le poids de l'argent qui en prouendra, & le fin qu'il sera trouué tenir, suyuant l'essay qui en sera fait par ledit essayeur, sur peine ausdits Maistres d'estre punis comme de faux.
- 16 ORDONNONS que les gardes assisteront aux baux qui seront faits de toutes bresues aux ouuriers & monnoyers: & tiendront bons registres contenans par iournees les noms de tous les ouuriers, monnoyers & de leurs demeurances, aufquelles lesdits baux auront esté faits: la qualité & quantité de la matiere liuree: & de ce qui en sera par eux rendu de net & cizaillé separément par articles. Et semblables registres seront tenus par les Preuosts ou Lieutenans, comme dit est cy deuant.
- 17 LESDITS gardes bailleront les denereux ausdits ouuriers, pour sur iceux adiouster leurs ouurages tant en poids, grâdeur, que rotondité: & seront lesdits denereux marquez, à ce que lesdits ouuriers ne les puissent chager: & visiteront souuent iceux gardes pour cognoistre s'ils adiousteront bien leurs carreaux sur lesdits denereux: à fin d'eiter la refonte de l'ouurage. Et suyuant les ordonnances seront faire prise quand bon leur semblera par l'essayeur, deuant les ouuriers & monnoyers, à fin que s'ils cognoissent que l'ouurage ne soit dedans les remedes ordonnez, qu'ils le facent refondre, incontinent qu'ils en auront la cognoissance, aux despens du Maistre, s'il y a faute sur l'aloy.
- 18 Si à la reddition qui sera faite des bresues, iceux gardes cognoissent qu'il y ait aucuns flans, qui ne soyent bien ronds & ouurez, il les feront refondre aux despens desdits ouuriers. Et s'ils cognoissent que lesdits ouuriers recidiuent en telle faute, procederont contre eux par amendes arbitraires, & suspension d'ouurer esdites monnoyes, & par priuation s'ils voyent que faire se doye.
- 19 LESDITS gardes receuront des tailleurs desdites monnoyes tous les fers qui seront necessaires pour monnoyer esdites monnoyes, desquels ils tiendront bon registre: & contraindront lesdits tailleurs, que leurs fers soyent de la grandeur & rotondité, qui sera grauee en la matrice à eux baillie par le tailleur general.
- 20 ORDONNONS que les lettres de la legende soyent assises d'une mesme distance, & semblablement les differens des villes, du Maistre, & dudit tailleur apparens: & que iceux fers soyent bien polis & grauez, & que les poinçons desquels ils grauent, soyent frappez sur la matrice qui leur a esté enuoyee par le tailleur general des monnoyes, & non sur autres, sur peine de faux. Et liureront lesdits gardes chacun iour lesdits fers ausdits monnoyers, & les retireront d'eux auant la nuit, pour les en-

fermer dedans leur coffre , lequel sera dedans le comptoir de la monnoye : sans ce qu'il leur soit loisible les transporter hors ladite monnoye , sur les peines que dessus.

21 P O U R auer & verifier les ouurages qui seront faits esdites monnoyes lors que besoing sera, lesdits gardes enuoyeront de fix en fix mois deux pillles & deux trouffaux, sur lesquels l'on aura monnoye en leur monnoye, & dont l'on ne pourra plus monnoyer, ausdits generaux des monnoyes : lesquels les feront enfermer en vn coffre, duquel l'un des Presidens, vn general, & le Greffier auront les clefs differentes les vnes des autres. Et quant au surplus desdits fers, sur lesquels aura esté monnoyé incontinent vne annee expiree lesdits gardes seront tenus les mettre par inuentaire dans vne toile qu'ils lieront & scelleront de leurs seaux pour estre par eux gardez seulement, iusques à ce que le iugement des boëtes des ouurages, qui auront esté monnoyez sur lesdits fers, ait esté fait par ladite cour des monnoyes, & que par icelle cour ait esté ordonné faire rompre & casser lesdits fers : & dont lesdits gardes seront certifiez par ladite cour : le tout sur peine de cinq cens liures tournois d'amende.

22 A P R E S que lesdits monnoyers auront rendu leurs bresues, tout l'ouurage sera mis es mains desdits gardes : lesquels seront tenus les poiser au trebuchet, vne piece apres l'autre : & s'ils en trouuent excédans les remedes sur ce ordonnez, ou des pieces estellees ou mal rondes, les cizailleront, & feront refondre aux despens des ouuriers. Et s'ils trouuent desdites pieces mal monnoyes, les cizailleront, & feront refondre aux despens des monnoyers. Et s'ils cognoissent aucuns des ouuriers & monnoyers, recidians en telles fautes, les puniront par mulctes d'amendes arbitraires, & suspension & priuation d'estats, comme ils verront estre à faire.

23 L E S D I T S ouurages estans poisez au trebuchet par lesdits gardes, & apres auoir reietté ce qui estoit mal ouuré & monnoyé (comme dit est) seront iceux ouurages mis en vn coffre, duquel les gardes & essayeurs auront chacun vne clef differente, & demeurera au comptoir, en la garde du Maistre pour la seureté de ses deniers. Et deux iours de la semaine seulement, qui seront le mercredi & le samedi, seront iceux deniers mis sur le bureau de ladite monnoye en la presence, à sçauoir en la ville de Paris, de l'un desdits generaux des monnoyes, & des gardes, essayeur, tailleur, & contregarde de la monnoye : & quant aux autres villes, des dessusdits Officiers de la monnoye. Et seront tous les deniers fort meslez ensemble, & d'iceux fait prise, essay, & deliurance, en la maniere accoustumee.

24 S I par le rapport de l'essayeur il se trouue aucun ouurage large de loy, ledit essayeur en fera son rapport aux gardes & contregardes seulement, sans en rien communiquer au Maistre, iusques à ce que les deniers, pour mettre en boëte separee, ayent esté pris, & mis en icelle boëte à part. Aussi s'il se trouue aucuns deniers fors en poids, & excédans les remedes, en sera fait boëte & deliurance à part, & sera le Maistre aduertit qu'il ne luy sera rien compté dudit forçage : à fin qu'il donne ordre que son ouurage soit taillé, de sorte qu'il reuienne dedans les remedes d'iceluy ouurage. Sauf toutesfois audit Maistre de reprendre & refondre, si bon luy semble, les ouurages ainsi larges de loy, ou fors de poids. Et en ce cas seulement reprendre les deniers desdits ouurages qui auront esté mis en boëte.

25 E T s'uyuant nostre dite demiere ordonnance defendons ausdites gardes, sur peine de punition corporelle, & autres peines contenuës en nos anciennes ordonnances, de ne passer à ladite deliurance aucuns deniers d'or, testons, douzains, & autres qui ne soyent des poids, loys, & remedes dessusdits : & sur peine d'amende pecuniaire, suspension & priuation de leurs estats, si faire se doit, leur defendons de n'en passer en ladite deliurance, qui ne soyent bien ouurez, monnoyez & de bonne rotondité, assiette & impression, & que les lettres, caracteres & differens y soyent bien apparens.

26 L E S D I T S gardes, essayeurs, & Maistres, garderont toutes les puicilles dessusdites sceelles, comme dit est, iusques à ce que par mandement expres de ladite cour des monnoyes, apres le iugement de boëtes de ladite monnoye fait, il leur soit permis de les ouir. Auquel cas chacun d'eux rendra audit Maistre ce qu'il luy doit rendre, & retiendra à son profit ce qui luy est ordonné par les anciennes ordonnances.

27 E N la fin de chacune annee, & dès le dernier iour de Decembre en icelle, lesdits gardes clorront les boëtes de tout l'ouurage qui aura esté fait en leur monnoye, durant icelle annee, avec lequel ouurage ils mettront le papier ou parchemin original des deliurances, qui en auront esté faites, sans le faire copier, & enuoyer ladite copie signee en la fin seulement, ainsi qu'aucuns ont fait cy deuant : & ce en la presence du Maistre, & de tous les Officiers de ladite monnoye : sans toutesfois permettre qu'autres personnes que lesdits gardes manient lesdits deniers, pour mettre en la boëte : laquelle à l'instant ils scelleront de leurs seaux, & de ceux du Maistre, & des autres Officiers de ladite monnoye. Et garderont ladite boëte ainsi scelee dedans leur coffre estant au comptoir de l'hostel de la monnoye, iusques à ce qu'ils ayent mandement de ladite cour des monnoyes pour l'enuoyer ou apporter : auquel mandement ils obeiront s'uyuant les anciennes ordonnances.

28 P O U R euite que les Maistres des monnoyes ne demeurent en arriere & redeuables tât à nous qu'à ceux qui liueront en nosdites monnoyes, lesdits gardes à toutes heures qu'ils voudront contraindront lesdits Maistres à leur monstrier leur estat, & le fonds de tout ce qu'ils deuront auoir en leurs mains pour le fait & manienement desdites monnoyes : dont lesdits gardes feront proces verbal, & en aduertiront souuent ladite cour des monnoyes, pour pouruoir à ce qu'il sera necessaire.

29 L E S D I T S gardes auront l'œil que lesdits Maistres ne changent les poids qui auront esté estalonnez

lonnez fut celui de ladite cour des monnoyes, & que leurs balances soyent iustes, pour obuier aux abus qui en pourroyent ensuyuir. Et assisteront souuent aux essais que fera l'essayeur, & verront son registre pour entendre de quelle loy sont toutes les matieres que le Maistre aura receuës, & aussi fondus & liurez aux ouuriers, à fin d'y pouruoir, s'ils y treuuent aucune faute.

30 Et à fin que le Maistre faisant aucuns ouurages fors de poids, ou larges de loy pour iceux mettre & employer au lieu de ceux qui auront esté pris pour mettre en boîte lors de la deliurance, ne soit occasion que le iugement de ses ouurages ne soit fait sur la verité, & nous par ce moyen demeurissions frustrés des foiblagés & escharcetéz qui nous seroyent deuës : voulons & ordonnons qu'en chacune de nos monnoyes ait vn petit coffre fermant à trois clefs differentes, dont le Maistre, l'vn des gardes & l'essayeur en auront chacun vne. Auquel coffre lesdits deniers de boîte seront à chacune deliurance enfermez & clos, sur peine de faux aux vns & autres, là où il se trouueront qu'ils eussent vſé de conuenance & de mauuaise foy.

31 LESDITS gardes ne pourront empêcher les contregardes & autres Officiers d'assister à toutes deliurances qui seront faites en ladite monnoye, soit aux ouuriers, monnoyers, ou au Maistre : & de tout faire fidelle registre, & procez verbal, selon les anciennes ordonnances. Aufquels Officiers nous ordonnons de s'y trouuer, sur peine d'amende arbitraire, sinon qu'ils soyent legitiment absens.

32 LESDITS gardes ne seront compagnons avec le Maistre, ou ses commis, & ne prendront de luy aucuns deniers ni autres biens directement ou indirectement : & ne seront fait de change s'il sont d'estoc & ligne des ouuriers, ou monnoyers. Ils ne pourront besongner desdits estats pendant que ils tiendront lesdits offices de gardes, sur peine de confiscation & peine corporelle.

33 LESSAYEUR fera les essais de toute matiere d'or, d'argent & billon, qui seront liurez au Maistre de la monnoye : lesquels il communiquera pour arrester le compte d'entre ledit Maistre & ceux qui auront liuré. Et des essais fera bon registre, contenant les noms, surnoms, & demeurances de ceux qui auront liuré ou vendu audit Maistre, la qualité & prix de la matiere, & le iour de la deliurée.

34 QUAND les ouuriers & monnoyers trauailleront ledit essayeur fera prise de l'ouurage qu'ils feront : & d'iceluy fera essay, lequel il rapportera aux gardes, à fin que s'il y a desdits ouurages qui ne soyent dedans les remedes, qu'ils les fassent refondre : & specialement ne pourra refuser de faire lesdites prises & essay lors qu'il luy sera ordonné par lesdits gardes. Et desdites prises rendra le reste des pieces audit Maistre, & ne pourra retenir à son profit que le fin desdits essais du blanc : & quant à l'or, rendra tout le fin des douze grains qu'il doit prendre en chacune fournaise, selon les ordonnances : desquels essais il sera bon registre comme dessus.

35 ASSISTERA ledit essayeur à toutes les deliurances, qui seront faites apres le poids fait en la maniere cy deuant declaree : fera prise pour faire ses essais en la maniere que dit est : & baillera les peulles aux gardes & Maistres encloués en papier ou parchemin, auquel sera escript ce que contiendra en quantité & poids la deliurance de l'or & blanc ouuré, l'alloi d'iceluy, & le iour de la deliurance. Et quant au fin de l'or & ce qui pourra rester de la quatriesme partie dont il aura fait essay, sera tenu le rendre au Maistre incontinent apres le rapport fait dudit essay. Et desquelles deliurances ledit essayeur fera pareillement registre, aussi de tous autres essais que le Maistre & gardes luy feront faire, soit de matiere affinée par ledit Maistre, grenaille ou autre. Et par le iugement desdites boîtes sera ledit essayeur tenu rendre au Maistre les penilles d'or qu'il aura.

36 SI en faisant l'essay des deniers des deliurances il trouue quelque l'argesse, il n'en aduertira le Maistre : mais seulement les gardes & contregardes, iusques à ce que les deniers qui deuront estre mis en boîte y aient esté mis. Auquel cas ledit Maistre pourra faire refondre ledit ouurage si bon luy semble, comme dit est cy dessus.

37 S'IL se trouue aucune escharcetée de loy hors les remedes, l'essayeur en sera responsable avec le Maistre & les gardes, au cas qu'ils soyent trouuez participans ou consentans à la faute & abus : & seront punis de mesme peine que les faux monnoyers. Et sur ladite peine ledit essayeur n'aura part ny association avec le Maistre ou son commis, & ne prendra deniers, dons ny presens de luy directement ou indirectement : Mais s'il est du serment des ouuriers ou monnoyers, il pourra bien ouurer ou monnoyer, non obstant sondit estat d'essayeur.

38 Le tailleur general des monnoyes fera telle diligence de tailler des poinçons & grauer des matrices, que les tailleurs particuliers desdites monnoyes ne chomment apres luy, sur peine de suspension & priuation de son estat : & en icelles matrices mettra son different, & le milliesme de l'annee en laquelle il aura fait lesdites matrices, lesquelles il deliurera en plein bureau de ladite cour des monnoyes, & non autrement : & dont sera fait registre, tant par le Greffier de ladite cour, que par ledit tailleur general. Et outre prendra ledit tailleur acte de ce qu'il aura liuré pour sa descharge : le tout sur peine de punition corporelle, suspension & priuation d'office, selon l'exigence du cas.

39 Les tailleurs particuliers des monnoyes seront tenus recouurer matrices & poinçons de la taille dudit tailleur, par les mains de ladite cour des monnoyes, & en plein bureau. Desquels poinçons ou d'autres qu'ils auront frappez sur lesdites matrices d'iceluy tailleur general, & non sur autres qu'eux ou autres pourroyent auoir faites, apres que celles d'iceluy tailleur general seront rompuës, ou endommagées, ils graueront les pilles & trouffaux, dont sera monnoyé en leur monnoyes.

40 LESDITES matrices & poinçons seront liurez par lesdits generaux ausdites gardes ou tail-

leurs particuliers, en plein bureau, & fera fait registre de ladite deliurance : & s'obligerà celui auquel la deliurance en sera faite, de la porter en la monnoye, pour laquelle sera baillée : & de rapporter ou renvoyer icelle matrice, quand il sera ordonné par lesdits generaux.

41 LESDITS tailleurs particuliers ne pourront besongner de leur estat, qu'au lieu qui leur sera ordonné dedans l'hôtel de la monnoye : & seront tenus marquer les pilles & troussaux au costé d'un différent qu'ils esliront, & le declareront aux gardes pour en faire registre, & y graver l'annee, pour laquelle ils les auront faits : & poliront & tailleront lesdites pilles & troussaux tellement qu'il n'y defaudra forme, lettre différence ne point, quel qu'il soit, mesme le différent dudit tailleur, lequel il mettra au dedans de la legende, aussi celui du Maistre : & observera entierement la grandeur & rotondité du caractère, lequel pour cest effet sera gravé en la matrice dudit tailleur general : & ne changera sa forme de tailler & graver, sur peine de faux sans aucune difference. Et lors qu'aucuns des poinçons dudit tailleur general seront rompus, ledit tailleur particulier apres en avoir frappé d'autres sur ladite matrice, mettra peine de les limer & polir, tellement qu'ils ne soyent ny plus gros ny plus gresles que ceux dudit tailleur general. Et lesdits poinçons seront par luy marquez de sa marque au costé : & de la date de l'annee en laquelle il les aura faits, sur ladite peine de faux.

42 LEDIT tailleur tiendra la monnoye si bien garnie de fers, que les monnoyers ne chomment par faute d'iceux : & sera tenu liurer aux gardes tous lesdits fers qu'il fera. Et de la deliurance qu'il en fera, tiendra bon registre, lequel pour fa descharge il fera signer ausdits gardes, par chacune fois qui leur en liurera. Et si aucunes testes desdites pilles & troussaux se descollent, & il les faut recoller, il en fera mention audit registre : à fin qu'un mesme fer ne soit compté pour deux.

43 ET outre ledit tailleur tiendra bon registre de la quantité des ouvrages, pour lesquels son droit de ferrage luy sera payé par le Maistre, par chacun an, sur peine de cinq cens liures d'amende. Et ne fera compagnon ny associé du Maistre de la monnoye : & ne prendra ny receura aucuns deniers ou presens dudit Maistre. Et si est ouvrier ou monnoyer, ne pourra ou ouurer ny monnoyer cependant qu'il tiendra ledit estat de tailleur, sur peine de punition corporelle.

44 LES contregardes desdites monnoyes assisteront & seront presens à toutes les deliurances qui seront faites en la monnoye par quelques personnes que ce soyent : seront aussi presens à la fonte & essais qui seront faits des matieres liurees, & arresteront le compte d'entre le Maistre & les marchans. Et pour ceste cause prendront sur lesdits marchans les droits à eux ordonnez par les anciennes ordonnances : qui sont quatre deniers tournois pour chacun marc d'or, & deux deniers tournois pour chacun marc d'argent : à la charge que lesdits contregardes seront payer lesdits marchans à tour de papier. Desquelles deliurances faites en ladite monnoye, ensemble de toute matiere d'or, d'argent & billon dont le Maistre fera asept, ledit contregarde en tiendra bon registre, contenant les iours, les noms, surnoms & demeurances de ceux qui auront liuré ou vendu, & la quantité, poids & loy de la matiere. Fera contrerolle de toutes les briefues qui seront liurees aux ouvrier & monnoyers : & de ce qui sera rendu par eux, tant de net que de cizaillé, & de ce que poiserà tout l'ouvrage.

45 ASSISTERA à toutes les deliurances qui seront faites, & demeureront apres ladite deliurance faite au Maistre, les deniers fouz la clef dudit contregarde, & en la seureté du Maistre, iusques à ce que les marchans qui auront liuré les matieres, dont sera procédé l'ouvrage, soyent entierement payez : & d'icelles deliurances fera bon registre.

46 Si aucun apporte or, argent, ou billon en la monnoye, & qu'il ne puisse tomber d'accord avec ledit Maistre, ledit contregarde en aduertira les gardes, pour ne laisser sortir ladite matiere hors : mais la fassent fondre en ladite monnoye, pour apres en faire payement en tour de roolle, selon les anciennes ordonnances : lesquelles iceluy contregarde fera observer en tous différens qui pourront survenir entre lesdits Maistres & marchans.

47 AV défaut des gardes par mort ou malade, le contregarde exercera l'office de garde. Aussi si n'y a aucun contregarde, l'un des gardes exercera l'office de contregarde : desquels offices ils responderont respectivement, tout ainsi que de leurs mesmes charges & offices. Aussi en prendront respectivement les gages avec ceux de leurs offices, en cas de mort, ou pour non legitime empeschement seulement, & en ce faisant feront boîtes à part.

48 LEDIT contregarde tiendra le contrerolle contre les changeurs estans dedans le ressort de la monnoye, pour les contraindre à fournir l'or & l'argent qu'ils seront tenus liurer chacun an en ladite monnoye.

49 LESDITS contregardes n'auront aucune association avec le Maistre ou son commis, & n'en prendront aucuns dons ou presens directement ou indirectement, & ne feront aucun faict de change, sur peine de punition corporelle. Mais s'ils sont ouvrier ou monnoyer, pourront bien ouurer ou monnoyer suyuant les anciennes ordonnances.

50 LES Preuosts des ouvrier & monnoyers ou leurs Lieutenans seront tenus faire registre de toutes les briefues qui seront liurees aux ouvrier & monnoyers par chacun iour, declarant les noms & demeurances desdits ouvrier & monnoyers, & la quantité de l'ouvrage qu'ils auront receu & rendu tant de net, que de cizaillé.

51 LESDITS ouvrier & monnoyers, sur peine corporelle, ne pourront emporter les briefues & fers hors l'hôtel de la monnoye, ny travailler en ladite monnoye sinon en plein iour : & rendront lesdits

Du reiglement des monnoyes & Officiers d'icelle. 958

Edits monnoyers, les fers chacun iour aux gardes, pour les enfermer en leur coffre. Et ne pourront rendre leurs briefues sinon en la presence des gardes de la monnoye: à fin que s'il se trouue par lesdits gardes aucuns flans qui ne soyent de bon recours, estelez, ou mal ronds & d'autres mal monnoyes, que lesdits gardes les fassent refondre respectiuellement, aux despens desdits ouuriers & monnoyers, suyuant ce que dit est cy dessus.

52 Et pource que nous sommes aduertis qu'il y a plusieurs personnes de plusieurs estats & qualitez, lesquels sont d'estoc & ligne du serment d'ouuriers & monnoyers: & neantmoins n'entendent & ne sont suffisans, ou n'exercent actuellement lesdits estats d'ouuriers & monnoyers: à ces causes considerans que les priuileges donnez & octroyez par noz predecesseurs & nous ausdits ouuriers & monnoyers, n'a esté qu'en consideration du labeur continuél & actuel, qu'ils ont estimé lesdits ouuriers & monnoyers prendre chacun iour pour la fabrication & monnoyage de noz monnoyes (qui est vn labeur commun pour le bien de tous noz suiets) desquels priuileges ceux qui sont de la condition desdite ne doyuent iourir: auons suyuant l'ancienne ordonnance desdites monnoyes, dit, déclaré, & ordonné, disons, declaron, & ordonnons, que tous lesdits ouuriers & monnoyers d'estoc & ligne, lesquels n'exercent ou n'exerceront eueuellement, & sans fraude leurdits estats, & pareillemēt ceux qui les exerceront, & ne seront suffisans, entendus & capables pour les exercer, ne iouriront à l'aduenir, à commencer du iour & date de ces presentes, des priuileges, franchises & libertez donnez & octroyez par noz predecesseurs & nous ausdits ouuriers & monnoyers. Et seront les gardes tenus de bailler certification à tous lesdits ouuriers & monnoyers qui exerceront bien & deuément leurdits estats, pour leur seruir à la iouissance desdits priuileges, franchises, & libertez.

53 Les Maistres des monnoyes, gardes, contregardes, essayeur & tailleur, Preuosts des ouuriers & monnoyers ou leurs Lieutenans, enuoyeront de six mois en six mois en ladite cour des monnoyes, tous les registres que par ceste presente ordonnance leur est ordonné tenir: & en retiendront autant par deuers eux, pour les communiquer aux generaux qui seront deputez chacun an, pour faire la visitation desdites monnoyes, sur peine de deux cens liures parisis d'amende à chacun d'eux pour chacune faute qu'ils y feront.

54 Et pource que nous sommes deuément aduertis que les fautes, & maluerfations commises au fait desdites monnoyes, sont aduenues par faute que quand aucuns ont esté preuenus & conuaincus d'auoir contreueu aux ordonnances de noz predecesseurs & de nous, ils n'ont esté punis des peines indictes par lesdites ordonnances: voulans obuier que telles fautes n'auient plus, souz couleur de dire que noz ordonnances ne sont que comminatoires: nous ouons inhibé & defendu, inhibons & defendons par cesdites presentes aux gens tenans noz cours de Parlement, grand conseil, & des monnoyes, & à tous noz autres Iusticiers, que au cas qu'aucunes personnes soyent attains & conuaincus d'auoir contreueu au contenu de ceste presente nostre ordonnance, qu'ils n'ayent à moderer aucunes des peines, multes, & amendes portees par icelle, sur peine de nous prendre à eux mesmes desdites fautes & maluerfations, & de nullité de leurs iugemens, reseruans à nous la misericorde & moderation desdites peines.

55 Et pour obuier aux abus & larcins qui ont esté commis sur la fabrication des menus ouurages desdites monnoyes, defendons tresexpressément à tous Maistres de noz monnoyes de non en faire ouurer ny monnoyer: & à nostre dite cour des monnoyes, & à tous noz Officiers d'icelles monnoyes, de ne permettre y en estre fait, sur peine de punition corporelle, & du dernier supplice, s'il n'y a lettres expressees de nous, & sur lesquelles nous ayent esté faites remonstrances par ladite cour. Et à ce qu'aucunes des Prouinces de nostre Royaume ne demeurent desgarnies desdites menuës monnoyes, & n'en ayent necessité, voulons & ordonnons que quand aucun Syndic & Procureur desdites Prouinces demandera permission de faire ouurer desdits ouurages, soyent doubles ou liars, se puissent retirer lesdits Syndics & Procureurs aux receueurs generaux desdites Prouinces, ou autres des plus prochaines d'icelles. Auquel nous ordonnons de bailler aux habitans de ladite Prouince faisans ladite poursuite des liars & doubles, pour telle somme qu'ils voudront, en fournissant par ceux habitans ausdits receueurs generaux des especes d'or, d'argent, ou grosse monnoye, ayans cours par nostre ordonnance pour & au lieu desdits liars & doubles. Et là où il aduientroit que lesdits receueurs generaux ne peussent fournir desdits liars & doubles: en ce cas & non autrement, apres deuë information faite de la necessité qu'aura nostre peuple desdites menuës monnoyes, y sera par nous pourueu.

56 Et à cause de ce qui nous a esté remonstré que combien que dès l'année dernière les doubles faits es monnoyes de Ville-franche, Ville-neufue d'Auignon, & autres noz monnoyes depuis trois ans en ça ayent esté descriez comme n'estans des poids & loy qu'ils doyuent estre: neantmoins aucunes personnes pour leur profit particulier sefforcent chacun iour d'en debiter parmi nostre peuple, lequel par succession de temps y pourroit auoir grand interest & perte. Pour à quoy obuier auons de rechef par ces presentes prohibé & defendu, prohibons & defendons tout cours & mise ausdits doubles neufs nouuellement forgez es monnoyes desdites: & ordonnons que ceux qui en ont en leur possession, seront tenus les porter à la plus prochaine monnoye du lieu de leur demeurance, dedans vn mois prochainement: esquelles ledit billon leur sera payé par les Maistres desdites monnoyes, à la raison de ce qu'il se trouuera valoir pour l'essay & iugement des gardes & contregardes. Et si apres ledit mois passe aucuns en font trouuez saisis, ils confisqueront leurs biens enuers nous, en cas qu'ils se

trouuent faisis de cent sols tournois de semblables especes, & en moindre somme confiscqueront la quantité dont ils feront trouuez faisis, & outre seront punis d'amende arbitraire selon l'exigence du cas. Et pource que ce n'est chose facile de prouuer qui sont les personnes qui en retiendront & cacheroient-nous voulons & ordonnons, que ceux par le moyen desquels sera verifié qu'aucuns en ayent encores apres ledit moys passé, ayent la moitié de la valeur des confiscations, & amendes qui nous seront adiugees. Et que ceux qui l'auront sceu, & ne nous auront aduertis ou noz Officiers, seront condamnés en cinq cens liures tournois d'amende.

57 Et pour obuier au chommage qui aduient souuent en noz monnoyes, au moyen que les changeurs, affineurs, & departeurs, suyuant les anciennes ordonnances, ne liurent en nosdites monnoyes l'or l'argent & billon, qu'ils achètent: mais affinent lesdits affineurs toute matiere au dessouz de dix deniers de loy, & vendent tout aux orfeures & bateurs d'or & d'argent, lesquels achètent lesdites matieres outre le prix par nous ordonné au marc d'or & d'argent, dont procedent les haussements des monnoyes d'or & d'argent, ordonnons que sur peine de confiscation de corps & de biens, lesdits changeurs obserueront l'ordonnance du moys de Mars, mil cinq cens quarante, sur le faict des monnoyes, entant qu'elle touche leur reiglement: mesmes qu'ils tiendront bon registre de tous achats qu'ils feront de pieces ou matieres d'or d'argent & billon. Que à l'instint qu'ils achèteront aucunes monnoyes d'or & d'argent, ou billon descriptes, ou foibles de poids, & de loy, ils la cizailleront en presence des vendeurs, & difformeront, en sorte qu'elle ne puisse plus auoir cours à la mise. Qu'ils ne feront affiner ny affineront aucun billon ou argent, mais le liureront à la plus prochaine monnoye de leur demeureance. Et ne vendront aucune matiere ny espee d'or ny d'argent aux orfeures, affineurs, ny bateurs d'or & d'argent. Qu'ils ne receuont ny bailleront les especes d'or, argent & billon tant de noz coings & armes, que autres ayans cours par nostre ordonnance, à plus haut prix qu'il est ordonné par icelle: excepté que s'ils baillent de l'or pour de la monnoye, ils pourrout prendre à raison de quatre deniers tournois pour chacun escu. Et semblablement s'ils baillent de la monnoye pour de l'or, pourrout retenir à ladite raison de quatre deniers tournois pour chacun escu: & des autres pieces à l'equipollent.

58 Les affineurs, orfeures, joyauliers & bateurs d'or & d'argent ne pourrout faire en aucune maniere fait de change, ny acheter pieces d'or, argent ou billon monnoyé ayant cours ou non par noz ordonnances, ny aucune matiere d'argent estant au dessouz de dix deniers de loy: mais les renuoyeront aux Maistres de noz monnoyes, ou aux changeurs pour y estre par eux liurees. Et sur ladite peine de confiscation de corps & de biens defendons aux desluidits & à toutes autres personnes, de ne fondre ny difformer noz monnoyes ny autres ayans cours par noz ordonnances, sans permission expresse de nous ou de ladite cour des monnoyes.

59 Lesdits affineurs n'affineront aucunes desdites especes & matieres pour quelque personnes que ce soyent. Et quant aux laueurs des orfeures, les pourrout affiner par permission desdits generaux non autrement, qui pource n'en prendront aucun salaire. Et semblablement toute matiere d'argent au dessus desdits dix deniers de loy, à la charge de sçacer les cendres de telle sorte qu'elles reuiennent à onze deniers dixhuit grains fin, pour le moins. Et seront tenus de les remarquer à fin de les faire bonnes, si aucunes fautes y sont trouuees. Et lesquelles cendres, ensemble tout l'or qu'il tirent par le depart, ils seront tenus liurer esdites monnoyes, sans qu'ils en puissent vendre ailleurs à quelques personnes que ce soyent: sur ladite peine de confiscation de corps & de biens. Et à ce que l'on puisse verifier s'ils auront tout liuré esdites monnoyes, leurs enioignons sur la peine que dessus, de faire bon registre de tout ce que ils achèteront d'or & d'argent: & pareillement de ce qui viendra de net des laueurs desdits orfeures.

60 Et pource qu'il est cy dessus prohibé aux bateurs & tireurs d'or & d'argent, de ne difformer noz monnoyes d'or & d'argent ou autres ayans cours par noz ordonnances: & qu'il n'est possible qu'ils exercent leur manufacture sans y employer de l'or fin: voulans à ce pouruoir, ordonons que lesdits bateurs & tireurs d'or & d'argent estans en la ville de Paris, prendront permission pour fondre des pieces d'or fin de ladite cour des monnoyes, & ceux des autres villes, des gardes de noz prochaines monnoyes: ausquels generaux & gardes mandons de tenir bon registre de tous les achats & fontes qu'ils feront. & ausdits bateurs & tireurs de tenir bon registre de tous les achats & fontes qu'ils feront.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux lieus les gens de noz cours de Parlement &c. Donné à Fontainebleau le troisieme iour de Mars, l'an de grace mil cinq cens cinquante quatre: & de nostre regne le huietieme. Ainsi signé, HENRY. Et au dessouz, Par le Roy estant en son conseil.

CLAVSSE. Et sceellé du grand seal à double queue, de cire iaune.

Leués, publiez & enregistrees en la cour des monnoyes, le Procureur general du Roy en icelle iour, ce requerant & consentant, aux charges & modifications contenues au registre de ladite cour: le huietieme iour d'Auail mil cinq cens cinquante quatre, auant Pasques. Ainsi signé, HOTMAN.

De la creation des estats de changeurs^a en tiltre d'offices formez,



ENRY par la grace de Dieu Roy de France à tous presens & à venir, Salut. Nous auons esté aduertis que plusieurs marchans, & autres personnes de diuerses qualitez tant de noz suies naturels, qu'estrangers residents & frequentans en nostre Royaume, pays, terres & Seigneuries de nostre obeissance, se sont ingerey cy deuant, & ingerent encores à present de faire faict de change sans

a) Changeurs. Il y a plusieurs ordonnances du deuoir & office des changeurs en l'exercice de leur estat, qui sont declarees par le menu aux ordonnances sur le reiglement des monnoyes.

ge sans permission, & lettres de nous : & ce faisant, ont cueilly, trié, tresbuché, & billonné la plupart des bonnes & fortes monnoyes d'or & d'argent, tant nostres qu'estrangeres, ayans cours par noz ordonnances, & icelles transporté hors de nosdits Royaume, pays, terres & seigneuries, pour les conuertir en beaucoup moindres, & plus foibles especes de monnoyes estrangeres, esquelles par apres ils ont donné l'entree, cours & mise dans nostredit Royaume, au grand domage de noz suiets, qui en sont desia faisis, & grandement chargez. Et les aucuns desdits marchans & billonneurs, à fin d'auoir meilleure couleur & moyen de faire & continuer telles traffiques, ont impetré lettres & permissions de nous ou de noz amez & feaux Conseillers les generaux de nosdites monnoyes, pour faire & exercer ledit faict de change, tellement que le nombre de changeurs est pour le iourd'huy presque infiny. Outre ce lesdits estats sont exercez par plusieurs gens pauures, non fondez es biens, qui y sont par necessité induis à billonner, rongner & difformer lesdites monnoyes, eux voulans en brief temps s'enrichir avec la grand perte & iacture de nosdits suiets: ce que n'aduendroit si le nombre desdits changeurs estoit limité, & tels estats creez & erigez en tiltres d'offices formez, & baillez à gens capables & opulens en biens, & de probité requisite pour les exercer.

1 Sçauoir faisons, que nous voulans sur ce pouruoir, à fin de couper chemin ausdites fautes & abus, triages, billonnages, transfors, rongneures, difformations, & autres maluerfations qui se commettent audit faict de noz monnoyes: apres auoir mis ceste matiere en deliberation avec aucuns Princes, & autres grans & notables personages pour ce conuozquez & assemblez en nostre priué conseil, & par l'aduis d'iceluy auôs tous lesdits estats des changeurs creez & erigez, creons & erigeons par ces presentes, en tiltre d'offices formez, pour y estre par nous pourueus cy apres de personnes capables & qualifiez ainsi que dit est, en telles villes de nosdits Royaume, pays, terres & Seigneuries, & en tel nombre limité pour chacune ville (excepté celle de Lyon) que par nous sera ordonné : apres auoir sur ce preallablement eu l'aduis de nostredite cour des monnoyes, en laquelle voulons toutes les prouisions desdits offices que nous en ferons expedier cy apres, estre verifiees & enregistrees, & les impetrans d'icelles receus esdits offices, fils en sont trouuez dignes & capables, en faisant par eux le serment pour ce deu & accoustumé par deuant nostredite cour des monnoyes, pour d'iceux offices iouir & vsér par ceux qui les obtiendront, aux honneurs, autoritez, prerogatiues, franchises, libertez, salaires, profits & emolumens accoustumez, & qui y appartiennent. Ausquels changeurs qui par nous seront pourueus en vertu de nostre present edict, nous auons outre donné & donnons permission & congé de faire & exercer le faict de banque es lieux où ils seront establis, ainsi qu'ont accoustumé faire les autres banquiers estrangers residens en noz villes de Paris, Lyon & autres bonnes villes de nostre Royaume : en cassant, reuoquant & annullant par esdites presentes, de nous certaine science, pleine puissance & autorité Royal, toutes & chacunes les permissions, & lettres de change cy deuant impetrees de nous ou de nosdits Conseillers, generaux de noz monnoyes, & autres, par quelques personnes que ce soyent : ausquelles & à tous autres, tant noz suiets qu'estrangers, residens & frequentans en nosdits Royaume, pays, terres & Seigneuries, nous auons inhibé & defendu, inhibons & defendons sur peine de punition corporelle, & d'amende arbitraire, qu'ils n'ayent d'oresnauant à faire ny exercer aucun faict de change par eux, ne par autres personnes interposees en maniere quelconque, sinon quant à ceux qui en ont obtenu lettres cy deuant, iusques à trois mois apres la publication de ces presentes. Et à la charge que passé ledit temps, & dans vn mois apres ils seront tenus (comme nous leur enioignons bien expressement) de rendre & remettre leursdites lettres & permissions deuers nostredite cour des monnoyes, ou deuers les Preuosts : & en leur absence par deuers les gardes de nosdites monnoyes, chacun en son destroit & ressort, pour incōtinent les enuoyer à nostredite cour.

2 Si donnons en mandement à nosdits Cōseillers & generaux tenans nostre cour des monnoyes, &c. Donné à Ennet, au moys d'Aoust l'an de grace mil cinq cens cinquante cinq, & de nostre regne le neuuesime. Ainsi signé. HENRY. Et sur le repli est escrit, Par le Roy estant en son conseil. DV THIER. Et scellé en laqs de foye rouge & verde, de cire verde. Vifa.

Leurs, publies & enregistrees es registres de la cour des monnoyes, le Procureur general du Roy en icelle ce requérant, aux charges & conditions contenues audit registre, le treiziesme iour de Decembre, mil cinq cens cinquante cinq. Signé, HOTMAN.

Le poids & prix des monnoyes, & descri de celles qui n'ont cours par l'ordonnance du Roy.

HENRY par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres veront, Salut. Sçauoir faisons, que sur les remonstrances faites aux gens tenans nostre cour des monnoyes par nostre Procureur general en icelle, combien que par noz ordonnances ayons fait declaration quelles monnoyes d'or & d'argent & billon nous entendions auoir cours & estre receuës, mises & exposees entre noz suiets & autres, ensemble les poids & prix d'icelles, & que ayons voulu, statué & ordonné qu'autres monnoyes n'auroyent cours & ne seroyent receuës, mises & exposees entre nosdits suiets de nostre Royaume, pays, terres & Seigneuries de nostre obeyssance, que celles specifiees & declarees par nosdites ordonnances sur les peines indictees par icelles. Et neantmoins plusieurs Princes, potentats, communautéz & autres voisins de nosdits Royau-

me, pays terres & Seigneuries, eux disans auoir droit de forger & fabriquer monnoyes, ont & sont forger & forgent ordinairement grande quantité de toutes monnoyes d'or, d'argent & billon, escharces de loy & foibles de poids, eu esgard au prix que l'or & l'argent ont cours en nostredit Royaume par lesdites ordonnances. Et si la pluspart d'icelles monnoyes estrangeres ne sont de celles auxquelles auons donné cours par icelles noz ordonnances, la plus grande part desquelles ont esté forrees & fabriquees des meilleures & plus fortes monnoyes d'or, d'argent & billon forrees à noz coings & armes, tirees & transportees hors nostredit Royaume, pays, terres & Seigneuries, transformees par lesdits estrangers es monnoyes de leurs coings & armes respectiuelement & ont trouué moyen faire courir par nostredit Royaume, pays & Seigneuries, tant les monnoyes que nous auons voulu auoir cours, qu'autres que nous n'auons receuës ny approuuees, toutes foibles de poids, & escharces de loy, par les intelligences qu'ils ont avec plusieurs personnes noz suiets & autres estrangers, faisans estat & banque de billonner & transporter lesdites bonnes & fortes monnoyes, pour icelles difformer & conuerter en monnoyes escharces & foibles, au grand dommage, perte & interet de nous & de nosdits suiets, tellement qu'il s'est trouué en plusieurs Prouinces d'iceluy nostre Royaume, voisines & frontieres desdits pays, estranges, mesmement en noz Duché de Bourgogne, Comté d'Auxerrois, Bar sur Seine, Charoloys, Masconnoys & pays de Bresse, qu'il n'y a à present quasi autres monnoyes qu'icelles estrangeres, escharces & foibles prohibees & defendues par nosdites ordonnances, tellement que les fortes monnoyes d'or, d'argent & billon à noz coings & armes ont esté & sont iournellement transportees ausdits estrangers, & transformees en leursdites monnoyes, avec tel incouuenient perte & incommodité, que nosdits suiets pour payer noz droits & deuoirs Seigneuriaux & autres leus detes hors le pays ou lesdites monnoyes sont exposees, sont contrains acheter nosdites monnoyes d'or, d'argent & billon, forrees à noz coings & armes, à plus haut & excessif prix qu'il n'est permis par nosdites ordonnances : desquelles choses nostredite cour nous auroit fait faire remonstrances.

1 Et nous bien aduertis de tout ce que dessus, desirans subleuer & soulager nosdits suiets en ce, & obuier à l'aduenir qu'ils ne soyent interessez & endommagez par tels moyens obliques contre droit, raison & nosdites ordonnances, auons ordonné à nostredite cour y pouuroir en la forme & maniere qui sensuit: cest à sçauoir que pour sçauoir au vray, & verifier lesdites escharcetez & foiblages desdites monnoyes estrangeres, nostredite cour feroit apporter de plusieurs & diuerses Prouinces de nostre obeissance toutes especes d'or, d'argent & billon qui se trouueroient courir par les bourses, & d'icelles feroit faire poids & essay, & selon ce qu'elles se trouueroient valloir sur le prix qui est donné en nostre Royaume du marc d'or & d'argent, feroit publier le cours & mise d'icelles, auxquelles par cy deuant, & par noz ordonnances a esté donné cours.

2 Et quant aux autres, auxquelles n'aurions par cy deuant donné aucun cours, en permettoit les cours & mise sur le prix pour six mois en noz pays seulement de Bourgogne, Comté d'Auxerrois, Bar sur Seine, Charoloys, Masconnoys, Vicomté d'Auxonne, ressort de saint Laurens, pays de Bresse, Bugay & Veronne, & es autres pays de nostre obeissance en interdiroit ladite cour tout cours & mise, & ordonneroit qu'elles ne fussent desormais prises qu'au marc & pour billon, disant nostredit Procureur, que les poids, essay & adualuations desdites monnoyes estrangeres auoyent esté faites en la forme que dessus: & qu'il ne restoit qu'en faire publication, suyuant ce qu'il auoit esté par nous ordonné, & qu'il est bien requis & necessaire faire en toute diligence pour nostre bien, profit & necessité de noz suiets. Nostredite cour, ouyes lesdites remonstrances, & pour obeyr à nostre expres commandement, a par son arrest du vingtesiesme iour de Iuillet dernier passé, ordonné & ordonne que toutes les especes de monnoyes estrangeres, tant d'or que d'argent & billon, dont les figures, poids & valeur sont declarez & specifiez en la supputation & declaration qui sera imprimee à la fin de ces presentes, iusques à celles qui sont du prix de trois sols & au dessus, auront cours & mise par tous les pays & lieux de nostre obeissance pour le prix mentionné au dessus de chacun portrait d'icelles. Et quant à celles qui sont au dessous du prix de trois sols tournois, qu'elles n'aient aucun cours ne mise, & ne seront prises qu'au marc pour billon, fors & excepté seulement en nosdits pays de Bourgogne, Comté d'Auxerrois, Bar sur Seine, Charoloys, Masconnoys, Vicomté d'Auxonne, ressort de saint Laurens, pays de Bresse, Bugay & Veronne, & ce pour ledit temps de six mois seulement, & pour le prix contenu au dessus du portrait de chacune piece d'icelles. Et qu'inhibitions & defences seront faites à toutes personnes, de quelque estat qualité ou condition qu'ils soyent, de ne contreuenir directement ny indirectement à ceste presente ordonnance, & de ne prendre, mettre & allouer especes d'or & d'argent, specifiques en ladite impression, à plus haut prix ne de moindre poids qu'il est contenu au dessus de chacun portrait d'icelles: sur peine à ceux qui seront trouuez faisant le contraire, de confiscation desdites pieces, & des deniers qui seront baillez, à quelque somme qu'ils se puissent monter: & outre de vingt liures parisis d'amende pour la premiere fois, pour chacune piece d'or ou d'argent qui aura esté baillee à plus haut prix ou de moindre poids qui n'est cy dessus specifié. Et pour la deuxiesme fois, de cent liures parisis d'amende pour chacune piece, & confiscation desdites pieces & deniers qui auront esté baillez, & banissement de noz Royaume, pays terres & Seigneuries de nostre obeissance. Et à fin que lesdits cas, crimes & abus soyent cognus & descouuers: nostredite cour a ordonné & ordonne, suyuant noz anciennes ordonnances, que la quarte partie desdits deniers, confiscations & amendes, seront & appartiendront au denonciateur.

Du reiglement des monnoyes & Officiers d'icelle. 962

Si donnons en mandement à noz amez & feaux Conseillers les generaux tenans nostredite cour des monnoyes, Baillifs Seneschaux & autres noz Officiers, &c : Donné à sainct Germain en Laye le cinquiesme iour de Septembre, l'an de grace mil cinq cens cinquanteinq : & de nostre regne le neufiesme . Par le Roy en son conseil. BOVRDIN.

Ordonnance des Conseillers tenans la cour des monnoyes.

XXVIII. **COMBIEN** que par les ordonnances cy deuant faites par ledit Seigneur & sadite cour les années mil cinq cens quarante & quaranteneuf, sur le fait, ordre, reiglement, prix, poids, cours & mise de ses monnoyes, & des estrangeres, auxquelles a permis & toleré auoir cours, soit expressement inhibé & defendu de ne prendre, mettre ou allouer aucunes monnoyes d'or ou d'argent, à plus haut prix ne moindre poids qu'il est permis par lesdites ordonnances. Et par icelle pour ce faire soit expressement comandé & ordonné icelles monnoyes estre prises au poids, mesmement les monnoyes d'or d'argent fin : lesquelles ordonnances ladite cour par l'expres commandement dudit Seigneur, auoir par plusieurs & diuerses fois fait publier, tant en la ville de Paris qu'en autres villes, lieux & endroits du Royaume, pays terres & Seigneuries de l'obeyesce dudit Seigneur, & mesmement en ladite ville de Paris, foires du Lendit, les lamedy premier & quinziesme iour du mois de iuin dernier, tellement que personne n'a deu par ignorance exposer, prendre ny recevoir lesdites monnoyes à plus haut prix & moindre poids qu'il est permis par lesdites ordonnances, sans auoir encouru les peines indites par icelles, & plus grâdes, pour auoir tant de fois & si souuent contreuenu à icelles pour leur profit particulier, au grâd dommage & interest du Roy & de ses suiets, par telle voye tollissant & ostant le moyen à seldits suiets de payer les recueurs dudit Seigneur en bonnes monnoyes d'or & d'argent, par ce que ledits recueurs obeïssans audit ordonnances, ne veulent, doyent, ny peuent recevoir lesdites monnoyes contre la forme desdites ordonnances : & par ce moyen lesdites bonnes especes de monnoye d'or & d'argent sont mises, exposees, & plustost autrement vendues, billonnees, transportees & difformees par les estrangers en autres monnoyes d'or & d'argent aux coings & armes des Princes, potentats & estrangers, le tout par les menées & pratiques de plusieurs marchands & autres personnes de toutes qualitez, qui sont faict & banque d'acheter, enleuer & transporter lesdites monnoyes d'or ou d'argent, les ayans receues à plus haut prix qu'ils ne les ont achetees, aux estrangers : pour les difformer & conuertir (comme dit est) en leurs monnoyes. Lesquelles par les moyens desdits marchands & autres personnes des suiets dudit Seigneur, avec lesquels ils ont intelligence, trouuoient façon de les faire exposer & courir par les bourses, de marchant à marchant, & finalement entre le peuple & suiets dudit Seigneur, prenant occasion de ce faire pour vendre leurs marchandises, abusant & deceuant le pauvre & menu populaire, qui cude auoir beaucoup gagné & grandement profité d'auoir mis & exposé entre les mains desdits marchands, lesdites monnoyes d'or & d'argent, à plus haut prix qu'il n'est permis, n'aduifant que ledits marchands leur védent pour ceste raison à plus haut prix leur denree & marchandise, sans auoir cognoissance que l'augmentation du prix de l'or & de l'argent apporte encherissement de toutes victuailles, & autres marchadises & denrees, & que ledit Seigneur pour ceste occasion n'a voulu par cy deuant hausser le prix de seldites monnoyes, comme ont fait aucuns deldits voisins, pour maintenir seldits suiets opulens, & ne les incommoder par tels moyens finistres : lesquels moyens ledits marchands & autres (par mauuais & inique vouloir, & pour leur seul & singulier profit) ont tenu & tiennent, dont est aduenu que plusieurs personnes par auantice execrable, rignent & lauent, tant les monnoyes aux coings & armes dudit Seigneur, qu'autres ayans cours par ses ordonnances : tellement que de present se trouuent peu de monnoyes d'or & d'argent, du prix & poids qu'elles doyent estre, outre le dommage qui en aduiet dudit Seigneur par les payemens qui font faits à son espargne, la pluspart en menue monnoye, & grans frais pour le port, & pour la distribution qu'il en conuiet faire en ce Royaume & hors d'iceluy, pour les affaires vrgens & necessaires dudit Seigneur, ruine & defenfe de seldits pays, Royaume, Seigneuries, & de seldits suiets.

1. Pour auquelles choses pouruoir, au bien, profit & vilité dudit Seigneur, de fondit Royaume, & de seldits suiets, & pour obuier à present & à l'aduenir à tels crimes, transports, difformations, falsifications, tongueures, desdites monnoyes, & aux fautes & abus desdits, ladite cour (suyuant lesdites ordonnances & lettres missiues dudit Seigneur, données à Ennet le cinquiesme de ce mois, signées de sa propre main, cōtesignées BURGESSIS, cy dessus inferrees) a enioint à tous orfeures, chageurs, affineurs, marchands de toutes qualitez, vendans en gros & en detail, bouchers, poissonniers, hostelliers, tauerriers, boulangers & autres marchands, & gens de quelque estat qualite ou cōdition qu'ils soyent : à scauoir lesdits marchands & autres faisant trafiques & cōmettes, de tenir poids & balâces en leurs maisons & boutiques, respectiuelement poiser toutes especes de monnoyes d'or & d'argent qu'ils recourrēt. Et pareillement à toutes autres personnes ne faisant estat ne trafique de marchandise de poiser lesdites especes d'or & d'argent fin, & ne les recevoir, exposer, ny allouer à plus haut prix qu'il est permis par lesdites ordonnances cy apres imprimees : & ce sur peine (à ceux qui se trouuerēt auoir fait & ferēt le contraire) d'estre punis à la rigueur, des peines contenues esdites ordonnances, de punition corporelle & autre grosse amende arbitraire.

2. Et à fin que lesdits crimes & delits soyent mieux auerez & verifiez, ladite cour (suyuant la volōté & commandement dudit Seigneur) a déclaré & declare, que la tierce partie des peines amēdes, cōfiscatiōs & autres choses qui prouientront des iugemens & arrestz qui seront sur ce dōnez, appartient & sera adiugee par mesme iugement & arrest aux denōciateurs. Et outre a ladite cour déclaré & declare les mesmes peines que dessus, cōtre ceux qui fera verifié & prouuē qu'ils aurōt sceu & scauēt cy apres ladite cōtrauention ausdites ordonnances, & ne l'aurōt denōcé & reuelé à ladite cour, ou aux Iuges Royaux plus prochains des lieux où lesdites cōtrauentions serōt faites.

3. Et par cestuy present arrest est ordonné au premier des Conseillers & generaux de ladite cour, Baillifs, Seneschaux, Prouosts, Viguier, leurs Lieutenans, Conseillers desdits Bailliages & Seneschauces, Enquesteurs, Commissaires, Huissiers ou Sergens Royaux informer desdits crimes, delits & contrauentions ausdites ordonnances, appellé avec eux vn adioint non suspect lesquels & vn chacun d'eux de ladite cour a commis & comment à ce. Et renuoyer les informations qu'ils en auront faites par deuers ladite cour, pour en aduertir ledit Seigneur & Messieurs de son conseil priuē, & autrement en ordonner ainsi que de raison. Et neantmoins se saisir des deniers qui se trouueront auoir esté exposez, prins & allouez, & des personnes, si besoing fait & la matiere le requiert, iusques à ce qu'autrement en soit ordonné.

4. Et a ordonné & ordōne ladite cour ausdits Cōseillers & generaux d'icelle, Baillifs, Seneschaux, Enquesteurs, Commissaires, Huissiers ou Sergens Royaux d'enuoyer avec lesdites informations leurs procès verbaux, pour iceux veus leur estre fait taxe, & aux personnes qu'ils auront employees pour le faict desdites procedures, & leur ordōner leur payement. Et pour extirper lesdits crimes & delits, & pour plustost iceux verifēr ladite cour a enioint,

ordonné & ordonne trefexpressément à tous Officiers des monnoyes, es villes & lieux où il y a monnoyes establies, faire entretenir lesdites ordonnances, informer par les Iuges Royaux desdites contraventions, leur administrer remsioings, & aduertir souuent ladite cour de ce qu'en aura esté fait.

5 Et pource que ladite cour a esté aduertie que l'vne des principales causes pour laquelle lesdits crimes ont si longuement pullulé & pullulent en ce Royaume, prouient à raison que lesdites monnoyes d'or & d'argent du coing & armes de France font transportées ausdits estrangers, & transformées es monnoyes de leurs coings & armes, qu'ils font exposer (comme dit est) par l'intelligence qu'ils ont avec aucuns marchans dudit Royaume au peuple d'iceluy, & conséquemment courir par toutes les bourses, encores que lesdites monnoyes soyent escharches & foibles de loy.

6 Ladite cour suyuant les anciennes ordonnances, fait inhibitions & defences à toutes personnes de quelque estat, qualité & condition qu'ils soyent, de n'exposer, prendre ou allouer autres monnoyes estrangeres que celles, & pour le prix qui est permis par lesdites ordonnances.

7 Et enioint ladite cour à tous receueurs, collecteurs & autres manians deniers & finance du Roy marchans & gens de quelque qualité & condition qu'ils soyent incontinent & à l'instant qu'ils auront ou pourront recouurer aucunes pieces estrangeres d'or & d'argent, n'ayant cours par les ordonnances, les enuoyer (ou vne ou deux pieces) aux Maistres des monnoyes des villes plus prochaines où elles sont establies: ausquels Maistres des monnoyes ladite cour enioint payer incontinent & promptement lesdites pieces à ceux qui les auront enuoyees, & les despens du voyage d'iceluy qui les aura apportees, selon la distance desdits lieux, à fin que personne n'aye occasion ny moyen d'excuse d'auoir retenu, ou seu que lesdites pieces estrangeres non receues par lesdites ordonnances, soyent mises, ny receuës par les suiers dudit Seigneur contre la forme desdites ordonnances. Fait en la cour des monnoyes, le neuuesme iour d'Aoust, 1555. Signé, HOTMAN.

LA cour sur la requeste & remonstrance du Procureur general du Roy, a fait comparoir en icelle tous & vn chacun les Maistres iurez & gardes des mestiers & marchandises de la ville de Paris, ausquels a esté fait remonstrance des ordonnances faites par le Roy & ladite cour du poids & prix des monnoyes d'or & d'argent, rât de France qu'estrangeres, pour lequel ledit Seigneur veut qu'elles soyent mises, exposees & receues, sur les peines cōtenues en icelles ordonnances, tant contre lesdits exposans & receueurs lesdites monnoyes, comme contre ceux qui le scauēt & n'en viennent à reuelatiō. A esté enioint de par ladite cour ausdits gardes faire assembler au premier iour respectiuelement les gens de leurs mestiers & marchandises aux lieux accoustumez à comparoir & s'assembler, à peine de cēt marcs d'argent contre les defaillans: & leur faire entendre par lesdits Maistres iurez & gardes, le contenu esdites ordonnances, & leur enioindre de par ledit Seigneur & ladite cour icelles garder, obseruer & entretenir selon leur forme & teneur, sur peine d'estre punis comme infracteurs d'icelles ordonnances, selon la rigueur d'icelles. Et qu'à faute de ce faire, & faire leur deuoir par lesdits gardes & iurez, & d'en rapporter par deuers ladite cour ce qu'ils en aurōt fait, d'en respōdre à leurs propres & prueuz noms. Lesquels ont promis à ce obeyr & satisfaire à leur pouuoir. Fait en la cour des monnoyes, le dixseptiesme iour d'Aoust, l'an 1555. Signé, HOTMAN.

Creation d'un office de Procureur du Roy & de deux Sergens en chacune des monnoyes, leur pouuoir, priuileges & gages, & de la iurisdiction des Preuosts des monnoyes.



HENRY par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Comme par nostre edict, donné à saint Germain en Laye au mois de Novembre, l'an mil cinq cens quarantehuiēt, & pour les causes contenues en iceluy nous eussions supprimé, estaint & aboli tous & chacuns les Preuosts electifs, que les ouuriers & monnoyers de noz monnoyes auoyent accoustumé d'esslire & constituer entr'eux, pour cognoistre de tous leurs affaires & differens, tant en matiere ciuile que criminelle, fors en trois cas, de meurtre, rapt & larrecin, ensuyuant leurs anciens priuileges: & en lieu d'iceux eussions créé & erigé en chacune de nosdites monnoyes vn seul Preuost, avec vn Greffier en chef & tiltre d'offices formez, lesquels Preuosts auoyēt l'entiere cognoissance de tout ce que lesdits Preuosts electifs auoyēt accoustumé de cognoistre sur lesdits ouuriers & monnoyers, & outre visiteroyent les changeurs, orfeures, ioyauliers, affineurs, departeurs & bareurs d'or & d'argent: informeroient des fautes & abus qui se cōmettent esdits estats, & au fait de nosdites monnoyes: à la charge de renuoyer leusdites informatiōs, & procedures par deuers noz amez & feaux Conseillers les generaux de nosdites monnoyes, pour en estre par eux ordonné ce que de raison. Suyuant lequel edict de creation nous aurions depuis pourueu à aucun desdits offices, mesmemēt en noz monnoyes de Paris & Lyon. Et quant aux autres monnoyes de nostre Royaume, pays, terres & Seigneuries de nostre obeissance, ne se seroyent encotes presentees personnes capables pour obtenir de nous lesdits estats de Preuosts & Greffier, pour autant que par la creation d'iceux n'est assez amplemēt déclaré leur iurisdiction, & que ne leur auons assigné aucuns gages, dont ils se puissent entretenir exerçant lesdits estats, combien qu'il soit grandement requis d'y pouruoir de personnes qualifiees qui ayent toute cognoissance & iurisdiction, pour iuger en premiere instance des causes & matieres dont la cognoissance appartient, & est attribuee par noz ordonnances à nostre cour des monnoyes, à la charge de l'appel en icelle comme cour souueraine, & qu'ils facent chacun en son ressort & destroit, garder noz ordonnances sur le fait de nosdites monnoyes cours poids & mise d'icelles par les matchans, & autres, dont le desordre vient communément. Pource mesmes que nosdits Conseillers generaux de nostre dite cour des monnoyes, qui est establie, & sied ordinairement en nostre Palais à Paris, ne peuent estre par tout, pour y pouruoir promptement, à cause du petit nombre qu'ils sont, & de la grande estendue de noz Royaume, pays, terres & Seigneuries de nostre obeissance, à raison de quoy, & aussi pour rendre iustice à noz suiers sur les lieux à moindre frais & plus promptement, il est trefexpedient & bien requis de mettre en chacune Prouince, & bonnes villes où sont establies nosdites monnoyes particulièrement vn Preuost, avec autres Officiers necessaires, inferieurs & ressortissans par appel en nostre cour des monnoyes.

XXIX.
Idem 1555

1 S'AVOIR faisons, que nous desirans policer & reigler entierement le fait de nosdites monnoyes, apres avoir mis ceste matiere en deliberation avec aucuns Princes de nostre sang, grans Seigneurs, & autres notables personnaiges pource convoquez en nostre priue conseil, & par l'aduis d'iceluy auons voulu: statuer & ordonne, voulons, statuons & ordonnons par ces presentes, que ladite creation d'un Preuost, & d'un Greffier en chacune de nosdites monnoyes aura lieu, & fortra son effect, suyuant nostredit edict du mois de Nouembre, mil cinq cents quarantehui.

2 Et outre, auons de nouuel creé & erigé, treuons & erigeons par ces presentes, aussi en chef & tiltre d'offices formez en chacune de nosdites monnoyes, où seront establis lesdits Preuosts, vn Procureur pour nous, qui aura l'œil à faire garder, observer & entretenir noz ordonnances, faire punir les transgresseurs d'icelles, & conseruer noz droits en toutes choses dependans du fait de nosdites monnoyes:

3 Et encores deux Sergens ordinaires, pour exploiter & mettre à execution les arrestz iugemens ordonnances, tant de nostredite cour des monnoyes, comme desdits Preuosts en leur destroit & iurisdiction respectiuellement. Lesquels Preuosts auront chacun cinquante liures tournois par an de gages ordinaires, dont ils seront payez par noz receueurs ordinaires, ou generaux des Prouinces où iceux Preuosts seront establis, & ce par leurs simples quittances.

4 Et à fin de leur donner meilleure occasion d'auoir l'œil à ce que toutes les matieres d'or, d'argent & de billon, qui seront cueillies par les changeurs, & autres qui les doyent liurer en nosdites monnoyes, y soient portees & liurees, & que tous les ourages qui se feront & deliureront cy apres en icelles nosdites monnoyes soient entierement escripts, & les boîtes faites fidelement pour la conseruation de noz droits Seigneuriaux: nous auons d'auantage ordonné & assigné, ordonnons & assignons à chacun d'iceux Preuosts pour plus ample prouision, & entretènement, outre leursdits gages ordinaires, sur chacun marc desdits ourages qui se trouueront auoir esté faits, deliurez & emboîtez en chacune de nosdites monnoyes: c'est à sçauoir sur chacun marc d'or ourré, douze deniers tournois: sur chacun marc de testons, trois deniers tournois, & sur chacun de douzains, vn denier tournois à prendre sur noz droits, tant de Seigneuriage, que des remedes en poids & en loy ordonnez sur chacune espeece desdits ourages, & par les mains de nostre receueur general des boîtes, profits & emolumens de nosdites monnoyes, suyuant la certification qui à ceste fin sera par nostredite cour des monnoyes faite & expedice, apres auoir fait par elle le iugement desdites boîtes de an en an à chacun desdits Preuosts establis esdites monnoyes, pour estre payez de leurs droits de marc dessus declarez, par leurs simples quittances qu'ils feront au dos desdites certifications.

5 Et quant aux autres Officiers de ladite creation nouuelle, leur auons ordonné & assigné, ordonnons & assignons: c'est à sçauoir à chacun de nosdits Procureurs, trente liures tournois, à chacun de nosdits Greffiers dix liures tournois, & à chacun desdits Sergés, dix liures tournois de gages ordinaires par chacun an, à prendre par leurs simples quittances, sur les amendes & confiscations qui prouienront cy apres, & nous seront adiugees par iugement desdits Preuosts, chacun en son destroit & ressort, & par les mains du receueur desdites amendes.

6 VOYANT en outre, que tous ceux qui sont ou seront par cy apres pourueus desdits offices de Preuosts, Greffiers, noz Procureurs & Sergens (ainsi comme dit est) nouuellement creez & erigez en chacune de nosdites monnoyes, iouissent & vident des priuileges, franchises & libertez appartenans à leursdits offices, & comme sont les autres, Officiers de nosdites monnoyes.

7 Et pourront lesdits Sergens de nosdites monnoyes ainsi par nous nouuellement creez exploiter & executer, chacun en son ressort, toutes commissions, arrestz, decretz & ordonnances de nostredite cour des monnoyes, comme desdits Preuosts particuliers d'icelles monnoyes, pourueu qu'ils ne s'absentent tous deux à la fois, ne sans congé du Preuost de la monnoye où ils sont establis.

8 Et à fin que la puissance & iurisdiction desdits Preuosts ne soit renoquee en doute pour l'aduenir auons dit, declare, & ordonné, disons declarons & ordonnons par cesdites presentes, voulons & nous plaist, que chacun d'eux en son destroit & iurisdiction, selon le departement qui leur sera fait par nostredite cour des monnoyes cy apres ayent l'entiere cognoissance, non seulement pour l'instruction, mais aussi pour le iugement & decision en premiere instance de toutes les causes & matieres tant ciuiles que criminelles, dont la cognoissance appartient, & est attribuee par noz edicts & ordonnances à nostredite cour des monnoyes: à la charge de l'appel, qui pourra estre interiecté desdits Preuosts, releué & pourfuyui en icelle nostre cour des monnoyes, & non ailleurs:

9 S'AVANT quant à nostre ville de Paris, où est establie nostredite cour des monnoyes, laquelle cognoistra de toutes lesdites causes & matieres en premiere instance & par iugement souverain, en suyuant l'edict de souveraineté à elle par nous cy deuant attribuee: reserue aussi quant aux iugemens des boîtes de nosdites monnoyes qui se feront tousiours en nostredite cour des monnoyes en la maniere accoustumee, sans ce que lesdits Preuosts y puissent toucher, & entreprendre aucun iugement d'icelles en premiere instance.

10 Voulons en outre que l'establissement des orfeures lesquels auons ordonnéz puisuagueres estre reduis à nombre certain par toutes les villes de nostre Royaume, soit fait par lesdits Preuosts de noz monnoyes es villes esquelles sont ou seront ci apres establis lesdits orfeures, fors & excepté, quant à ceux de nostre ville de Paris. Et où de ce y aura oppositions ou appellations, elles seront releuees, pourfuyies & decidees en nostredite cour des monnoyes: laquelle fera le departement des villes, où il y doit auoir

offeures : esquelles villes (horsmis celle dudit Paris) nous voulons qu'il n'y ait aucun garde de l'offeurerie autres que lesdits Preuosts, ou en leur defaut les gardes de nosdites monnoyes.

II Si donnons en mandement à noz amez & feaux les gens tenans noz cours de Parlement à Paris, Tholoze, Rouën, Bourdeaux, Dijon, Grenoble, Prouence, Bretagne, Chambreri, & Tutin chambre de noz comptes, à Paris, generaux tenans nostredite cour des monnoyes, & à tous noz Baillifs, Seneschaux, Preuosts, Iuges, & autres noz Iusticiers & Officiers qu'il appartiendra, que noz present edict, statut, ordonnance & declaration ils entretiennent, gardent & obseruent, facent de point en point entretenir, garder & obseruer, lire, publier & enregistrent en leurs cours & iurisdicctions respectiue-ment, sans faire, aller ne venir, ne souffrir estre allé ne venu, directement ou indirectement au contraire, en quelque maniere que ce soit: non obstant quelconques priuileges, libertez, pactions, & conuen- tions pretendues par les gens d'aucuns de nosdits pays, & villes de nostre obeissance: ausquels priuile- ges, libertez pactions & conuenions, en ce qu'elles seroyent contraires à cestuy nostre edict, & à l'ef- fect & contenu d'iceluy, nous auons (sans preiudice d'iceux en autres choses) derogé & derogons, ensemble à tous noz autres edicts & ordonnances, par lesquels nous pourrions auoir attribué quel- que iurisdiction ou cognoissance à nosdits Baillifs, Seneschaux, Preuosts, & autres Iuges du faict des- dites monnoyes, & des offeures, ioyauliers, changeurs, affineurs, & autres faisans fait & maniemment d'or & d'argent: & consequemment à toutes clauses derogatoires en iceux contenuës, de noz certaine science, pleine puissance & autorité Royal par ces presentes. Par lesquelles mandons en outre, à noz amez & feaux les gens de noz comptes à Paris, Thresoriers de France, generaux de noz finâces, & Thresorier de nostre espagne, present & à venir, que suyuant nostre present edict & ordonnance ils facent d'oresnauant payer & deliurer par chacun an, & aux termes accoustumez les gages cy des- sus specifiez, & par nous ordonnez à chacun desdits Preuosts Greffiers, noz Procureurs, & Sergens, qui ont esté ou seront cy apres par nous pourueus desdits offices, tant par noz receueurs particuliers que generaux receueurs de noz boëttes, & amendes de nostredite cour des monnoyes respectiue-ment ainsi & par la forme & maniere que dessus est dit: sans que pour le payement desdits gages ils soyent tenus prendre de nous autres lettres ne acquits, fors celsdites presentes. En rapportant lesquelles, avec leurs lettres de pouuoir desdits offices, ou vidimus d'icelles deuëment collationné à l'original pour vne fois, & quittance desdits Preuosts, Greffiers noz Procureurs & Sergens sur ce suffisante seulemēt, nous voulons lesdits gages, ou ce que payé en aura esté par nosdits receueurs generaux, & particuliers, & receueurs des boëttes & amendes de nostredite cour des monnoyes respectiue-ment: en la maniere que dit est, estre passé & alloué es comptes, & rabattu de leurs receptes par nosdits amez & feaux les gens de noz comptes, ausquels nous mandons ainsi le faire sans difficulté. Non obstant aussi les ordon- nances, tant anciennes que modernes faites sur l'ordre & distribution de noz finances, & quelcōques autres edicts, ordonnances, restrictions, mandemens, ou defences à ce contraires. Ausquelles pour le regard du contenu cy dessus, & sans preiudice d'icelles en autres choses, nous auons derogé & déro- geons, & aux derogatoires des derogatoires y contenuës, de noz certaine science, pleine puissance & autorité que dessus par celsdites presentes. Et à fin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons fait mettre nostre seal ausdites presentes, sauf en autres choses nostre droit, & l'autrui en tou- tes. Et pour ce que de celsdites presentes, l'on pourra auoir affaire en plusieurs & diuers lieux, nous voulons qu'au vidimus d'icelles, fait souz seal Royal, foy soit adioutee comme à ce present original. Donné à Ennet, au moys d'Aoust l'an de grace mil cinq cens cinquantevingt, & de nostre regne le neufiesme. Ainsi signé. HENRY. Et sur le repli est escrit, Par le Roy estant en son conseil. DV THIER. Et à costé, Visa. Plus sur ledit repli est escrit.

Lecta, publicata & registrata, audit & requirente Procuratore generali Regis, & de mandato eiusdem do- mini Regis, absque preiudicio oppositionis prepositi monetæ huius Urbis. Parisius in Parlamento secunda die De- cembris, anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimoquinto. Sic signatum, DV TILLET.

Lecta similiter, publicata & registrata in camera computorum domini nostri Regis audit & eiusdem domini Procuratore generali, de expressu iussu & mandato dicti domini, decimatercia Aprilis, anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo sexto post pascha. Sic signatum, LE MAISTRE.

Leués, publics & enregistres en la cour des monnoyes, le Procureur general du Roy en icelle euy & ce requere- rant, le Vingtquatriesme iour d'Avril, l'an mil cinq cens cinquante six apres Pasques. Ainsi signé, HOTMAN. Et scellé en laeqs, de soye rouge & verte, de cire verte.

Modification sur l'ordonnance du deseri des monnoyes faites en l'an mil cinq cens cinquantevingt.

HENRY par la grace de Dieu Roy de France, à noz amez & feaux Conseillers les gens tenans nostre cour des monnoyes à Paris, Salut & dilection. Comme par noz lettres du cinqiesme de Septembre dernier passé, faites sur le fait de noz monnoyes, nous auons entre autres choses osté le cours à toutes pieces de monnoyes estrangeres de billon au dessouz de trois sols, & ordonné que lesdites monnoyes seront mises au billon: & entre autres les douzains de Bearn, pour neuf deniers piece, & les liars dudit pays de Bearn, pour deux deniers pie- ce. Depuis lesquelles noz lettres, nostre trescher & tresamé cousin le Roy de Nauarre & les Syndics & Procureurs des manans & habitans des villes & seneschauces de Tholoze, Bourdeaux, Agenois, Perigort, Quercy, Marfan, Ageruauadan, & autres, no^s ont présenté requeste, à ce que nostre b^o plaisir fust

fust donner cours & mise en nostre Royaume pays & Seigneuries, aux douzains & liars forgez audit pays de Beam, aux coings & armes de nostredit cousin & ses predecesseurs, suuant semblable grace & permission par feu nostre treshonoré Seigneur & pere, le Roy dernier decedé (que Dieu absolve) accordee au feu Roy de Nauarre nostre treshcher & trefamé oncle par ses lettres, du quatriesme Decembre mil cinq cens cinquante & vi.

I S' A V O I R faisons, qu'apres auoir sur ce fait ouyr en nostre conseil priué les deputez de nostredit cousin le Roy de Nauarre, & semblablement les syndics & Procureurs desdites villes eu sur ce vostre aduis, considerans que nostredit Royaume, pays, terres & Seigneuries sont tellement chargez & remplis desdites monnoyes, qu'il ne se trouue quasi auioird'huy autre monnoye courant parmy les bourgeois, de sorte qu'auons grand interest, qu'ayans defendu en nostre Royaume la forge desdits menus ouvrages pour grandes causes & considerations qu'il ne nous vienne d'ailleurs. Pour ces causes & autres à ce nous mouuans, consideré sur ce que dessus tout ce qui faisoit à considérer, auons dit, déclaré & ordonné, disons, declérons & ordonnons, voulons & nous plaist, que les ordonnances par nous faites audit mois de Septembre dernier passé sur le cours, prix, poids, mise & descry desdites monnoyes, auroient lieu, & sortiroient leur plein & entier effect, & qu'à ceste fin elles seront publiques esdites Seneschauces & villes de Tholose, Bourdeaux, Agenois, Perigort, Quercy, Ageruadan, Marson & autres. Et neantmoins pour obuier au dommage que nostre pauvre peuple desdites Seneschauces & villes pourroyent auoir au soudain descry desdites monnoyes, nous leur auons de grace speciale permis & accordé, permettons & accordons, qu'ils puissent pour se desfaire de ladite monnoye, s'en aider iusques à six mois prochainement venans, pour le cours & prix qui en seront par vous bailliez ausdites monnoyes, selonc les essais qui en seront par vous faits des deniers qui pour ce vous seront enuoyez par les Receueurs generaux de noz finances, ausquelles auons par noz lettres closes mandé & mandons par ces presentes ainsi le faire.

Si voulons & vous mandons, &c. Donné à Blois le premier de Feurier, mil cinq cens cinquante & cinq, & de nostre regne le neuuesime. Par le Roy en son conseil. **DE L'AVBESPINE.**
Et sceellé en simple queuë de cire iaune.

Extraict des registres de la cour des monnoyes.



Sur les lettres patentes du Roy, donnees à Bloys le premier iour de Feurier dernier, adressantes à la cour de ceans, par lesquelles ledit Seigneur apres auoir fait ouyr en son conseil priué les deputez du Roy de Nauarre, ensemble les syndics & Procureurs des villes, & Seneschauces de Tholose, Bourdeaux, Agenois, Perigort, Quercy, Marfan, Ageruadan, & autres sur ce qu'ils requeroient estre donné cours aux douzains & liars forgez aux pays de Beam, sur les coings dudit Roy de Nauarre. Eu sur ce l'aduis de ladite cour, auoir dit, déclaré, & ordonné, que l'ordonnance faite le cinquiesme de Septembre dernier, sur le cours, prix, poids, mise & descry des monnoyes, tant de France qu'estrangers, auroit lieu & sortiroit son plein & entier effect, & à ceste fin seroit publié esdites villes & Seneschauces. Et neantmoins pour obuier au dommage du peuple, à ce que plus commodément il se puisse desfaire desdites monnoyes, douzains, & liars de Beam, ledit Seigneur auroit permis & accordé icelles estre prises esdites villes & Seneschauces, iusques à six mois prochainement venans, pour le cours & prix qu'il leur seroit baillé par ladite cour, selonc les essais qu'elle en seroit faire des deniers pour ce enuoyez par les Receueurs generaux de les finances.

Veu par icelle cour lesdites lettres patentes, ladite ordonnance du cinquiesme de Septembre dernier, faite sur le cours & mise des monnoyes, procéz verbal des Commissaires deputez à voir faire les essais de plusieurs pieces desdites monnoyes, tant de celles qui ont esté renuoyées par aucuns desdits Receueurs generaux, qu'autres prises par les bourgeois en ceste ville de Paris, rapports de Claude Marcel essayeur general, qui de l'ordonnance de ladite cour auroit fait plusieurs essais, & reprise desdites monnoyes, en presence deldits Commissaires, à scauoir des douzains & liars souz le nom du feu Roy Henry de Nauarre, tant à la grande qu'à la petite croix, d'autres douzains & liars forgez au marteau, souz les deuises & coings des Roy & Roynie de Nauarre à presens regnans.

Et encores d'autres douzains neufs, es armes & deuises desdits Roy & Roynie, forgez par engin : actes des pesées faites au bureau de ladite cour, de chacune espee desdites monnoyes, separément au marc & à la piece : conclusions du Procureur general du Roy, & tout considéré : ladite cour suuant les lettres patentes du Roy, a ordonné & ordonne, que l'ordonnance faite par ledit Seigneur du cinquiesme de Septembre dernier, sur le cours, prix, poids, mise & descry des monnoyes, tant de France qu'estrangeres, sera publiée esdites villes & Seneschauces de Tholose, Bourdeaux, Agenois, Perigort, Quercy, Marfan, Ageruadan, & autres où besoïn sera : enioignât aux Baillifs & Seneschaux desdits lieux, ou à leurs Lieutenans, qu'ils ayent en diligence à faire faire ladite publication, chacun en son ressort, & en certifier ladite cour dans vn mois apres la reception du present arrest. Et neantmoins à fin que lesdits iusiers du Roy esdites villes & Seneschauces le puissent desfaire plus commodément desdits douzains & liars de Beam, tant viels que nouueaux, qui sont entierement descriez par icelle ordonnance : ladite cour en ensuyuant le bon plaisir dudit Seigneur, leur a permis & permet s'en aider iusques à six mois tant seulement, à compter du iour de ladite publication, & les prendre en payement l'vn de l'autre durant ledit temps, au marc, once, gros, & à la piece, pour le prix, esquels se sont trouuez reuenir par lesdits essais : cest à scauoir le marc desdits douzains forgez es armes du feu Roy Henry de Nauarre, tant à la grande qu'à la petite croix ensemble des douzains neufs aux armes & deuises du Roy & Roynie de present regnâs, forgez tant au marteau que par engins, pour quatre liures tournois. L'once dix sols tournois. Le gros quinze deniers tournois. La piece poissant deux deniers, pour dix deniers. Et le marc desdits liars, tant à la grande que petite croix, forgez souz ledit feu Roy de Nauarre, ensemble d'autres liars nouvellement forgez aux deuises & coings desdits Roy & Roynie de Nauarre, à presens regnans, pour quarante deux sols tournois. L'once cinq sols trois deniers tournois. Le gros sept deniers obole pite. Et la piece poissant dixsept grains, pour deux deniers tournois. Lequel temps de six mois passé, tous lesdits liars & douzains de Beam, seront portez pour faire billon aux Maistres des monnoyes plus prochaines, ou aux changeurs, ausquels ladite cour enioint iceux recevoir, & d'en payer au peuple la iuste valeur, aux prix & suppu-

tation du marc, once, gros, & deniers dessus declarez & specifiez. Et a ladite cour fait inhibitiōs & defences à toutes personnes de quelque qualité qu'elles soyent, ledit temps de six mois passé, de prendre ny recevoir lesdites monnoyes, sur peine d'estre punis comme infracteurs desdites ordonnances, confiscation desdits deniers, & autres peines arbitraires. Faict en la cour des monnoyes, le dixhuitiesme iour d'Auril, l'an de grace mil cinq cens cinquanteix apres Pasques. Signé, DE BRIZAC. Commis.

Le desçy des escus de la Valdoſte, de Nicolas du Chastelet, & des pieces d'argent portans d'un costé la figure de l'Empereur, & de l'autre costé les armes de Flandres.



ENRY par la grace de Dieu Roy de Frâce, à tous noz Baillifs, Seneschaux, Preuosts, Iuges ou leurs Lieutenans, & autres noz Iusticiers & Officiers, Salur & dilection. Comme traitant en nostre conseil priué des affaires de noz monnoyes, qui est l'une des choses qui nous importe le plus, nous ayons fait voir en iceluy arrest de nostre cour des monnoyes, donné le vingt-troisiesme iour de May, dernier passé, duquel la teneur ensuit: Sur les remonstrances faites de la part du Procureur general du Roy, des abus, maluerſations & grand desordre que l'on voit à l'œil en ce Royaume, pays, terres & Seigneuries de l'obeissance dudit Seigneur, à cause de la variation & incertitude de la loy des monnoyes estrangeres, mesmement les escus de la Valdoſte, forgez aux coings & armes de Sauoye, souz les noms de Charles & Philibert, & des escus de Nicolas du Chastelet à vn escuſſon, dedans lequel y a vne barre semée de trois fleurs de lis. Aussi certaines pieces d'argent, armoyees des armes de Flandres, figurees de l'image de l'Empereur. Lesquelles especes d'or & d'argent les marchans de Frâce, & estrangers de leur volonte, sans permission du Roy, ne de sadite cour, font courir à ſçaouir lesdits escus de la Valdoſte & du Chastelet, pour quarantesix sols, qui ne valent à la mise que quarantetrois sols quatre deniers, & la plus-part trentecinq sols: & lesdites pieces d'argent, qu'ils font courir pour deux testons & demy de France, qui ne valent que vingt-trois sols toutnois: desquelles choses ladite cour auroit aduertey ledit Seigneur, & sur ce entendu son vouloir & intention.

1 LADITE cour voyans qu'il est grandement à craindre que les choses par cōtinuation, conuiuen-
ce, tolerance, & intelligence des marchans de France & estrangers tombassent en plus grand desordre, & à fin d'y donner bonne & prompte prouiſion, ladite cour a ordonné & ordonne le desçy desdits escus de la Valdoſte, du Chastelet, & lesdites pieces d'argent de Flandres, & icelles estre mises au feu pour billon, à cause de ladite variation & incertitude de loy: & generalement toutes autres pieces d'or, d'argent & billon, qui ne sont declarees & specifiees és ordonnances dudit Seigneur, du cinquiesme de Septembre, mil cinq cens cinquante cinq.

2 ET a defendu & defend ladite cour à toutes personnes, sur peine d'estre punis comme faux monnoyeurs, de ne prédre, mettre ou allouër lesdites pieces ne autres que celles ausquelles ledit Seigneur a donné cours par ses ordonnances, à plus haut ou moindre prix qu'il est dit & ordonné par icelle: ains leur enioint tresexpressément ladite cour, de porter ou enuoyer les especes cy dessus desçeries & autres n'ayans cours par lesdites ordonnances és plus prochaines monnoyes, ou aux changeurs des lieux de leurs residences, ou plus prochains de leurdites residences.

3 ET a ladite cour ordonné & ordonne ausdits changeurs, & à tous marchans & autres qui retire-
ront les especes des suiets dudit Seigneur, qu'ils ayent à les incontinent cizailler, & porter ou enuoyer esdites monnoyes: sur peine (où il sera trouué qu'ils auroyent, vendues, retenues, ou employees ailleurs, ou bien fait icelles transporter hors ledit Royaume, & pays dudit Seigneur) d'estre punis de mesme peine que les faux monnoyeurs, sans nulle difference.

4 ET à fin que ladite ordonnance, & autres par cy deuant faites soyent bien estroittement gardees & obseruees, & reſtener l'auarice & desreiglee volonte des marchans & autres personnes, qui au contemnement des ordonnances dudit Seigneur, donnent cours de leur propre vouloir ausdites pieces, mettent & reçoeyent celles ausquelles ledit Seigneur a donné cours à plus haut prix qu'il n'a permis par lesdites ordonnances, contre lesquelles ils se sont rendus & rendent vray contumax, desobeiſſans & rebelles: ladite cour a ordonné que la quarte partie des amendes & confiscations susdites, soyent incontinent & sans delay baillies & deliurees au denonciateur par le moyen duquel les fautes auront esté verifiees & auerees, ſuyuant les ordonnances.

5 ET a enioint ladite cour de par le Roy à tous les Procureurs du Seigneur, en toutes ses iurisdic-
tiōs, & pareillement aux Officiers & Magistrats des villes de faire les pourſuytes & diligences requises & necessaires, tant pour la publication, que obseruation de la presente ordonnance, & arrest de ladite cour, sur les peines contenues par lesdites ordonnances, qui est de priuation de leurs offices, & grosses amendes arbitraires. Faict en ladite cour des monnoyes le vingt-troisiesme iour de May, mil cinq cens cinquanteix. Ainsi signé, Par ordonnance de la cour. PREVOST.

LEQUEL arrest par l'aduis & deliberation des gens de nostre dit conseil priué, nous auons ordonné & ordonnons par ces presentes, voulons & nous plaist estre leu, publié & enregistré en chacun de vosdits Bailliages, Seneschauces & iurisdic-
tiōs à ce que nul n'en puisse pretendre cause d'ignorance, & qu'avezé chacun pour vostre regard à le faire estroittement garder & obseruer selon sa forme & teneur, sans souffrir ne permettre y estre contreuenue, en quelque sorte & maniere que ce soit, vous mandant, & tresexpressément enioignant ainsi le faire, & de nous aduertir, ou les gens de nostredite cour
des monnoyes

XXXI
Idem, 111

des monnoyes du deuoir & diligence que vous & chacun de vous y aurez fait, sur peine de nous en prendre à vous. Et pource que de ces presentes l'on pourra auoir affaire en plusieurs & diuers lieux, nous voulons qu'au vidimus & impression d'icelles, deuement collationné par l'un de noz amez & feaux Notaires & Secretaires, Greffier de nostre dite cour des monnoyes, ou son commis, foy soit adioustee comme à ce present original: car tel est nostre plaisir. Donné à Paris, l'onzième iour de Iuin, l'an de grace mil cinq cens cinquantesix, & de nostre regne le dixième. Par le Roy estant en son conseil. DV THIER.

Confirmation faire par le feu Roy François II. des anciens priuileges, franchises, libertez, & exemptions des Preuosts, ouuriers, monnoyers & Officiers des monnoyes du serment de France.

XXXII.
fac. 1. 160.

LR A N Ç O I S par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Sça-
uoit faisons, nous auoir receu l'humble supplication de noz chers & bien amez les Pre-
uosts, ouuriers, monnoyers & Officiers de noz monnoyes du serment de France: conte-
nant que par noz predecesseurs Roys leur ont esté donnez & concedez plusieurs beaux
priuileges, franchises, libertez, exemptions & immunitiez: entre autres qu'au lieu & pour
recompense des cinq sols parisis de gages qui leur auoyent dès leur creation esté ordonnez par chascun
iour ferial ou non ferial, ouurant ou non ouurant, comme aussi pour le grand traual corpetel qu'ils
souffrent & prennent pour la fabrication de noz monnoyes quand il nous plaist, toutes autres leurs
negociations & affaires cessans: à iceux supplians, leurs femmes & famille a esté concedé & otroyé
d'estre exempts de la iurisdiction de tous Iuges, autres que les generaux de noz monnoyes, ou nostre
Preuost de Paris: fots & excepté es cas de larcin, meurtre & rapt: aussi d'estre francs, quitres & exempts
de toutes tailles, equiualeus, coustumes, peages, passages, fust pour raison de marchandise ou autrement,
quatriesme, huiiesime, treiziesme, vingtiesme, cinquantesime, centiesme, chasses, subides,
hots, cheuauchees, imposition pour la solde des cinquante mille hommes de pied, creués du taillon,
entrees de villes, fortifications & reparations d'icelles, guets emprunts, & generalement de tous sub-
ides, impositions, subuentions & superindictions: attendu mesmement que quand le cas le requiert,
ils sont contrains, en delaisant leurs femmes & familles, aller demeurer en tels pays & endroits de
nostre Royaume qu'il leur est ordonné par leursdits Preuosts. Desquels Priuileges, exemptions, fran-
chises & libertez lesdits supplians, & leurs femmes & vesues ont par cy deuât iouy & vsent pleinement
& paisiblement, & si par long temps qu'il n'est memoire du contraire: soit qu'ils fussent demeurans ou
non demeurans es villes & banlieues où on forge monnoye: & de ce ont obtenu lettres de confirma-
tion de noz predecesseurs de regne en regne, qui ont esté verifiees & enterinees tant en noz cours de
Parlement, chambre des comptes, qu'autres iustices & iurisdicions à ce requises: & mesmement par
lettres en forme de chartres de feu nostre treshonoré Seigneur & pere le Roy dernier decedé (que
Dieu absolue) donnees à Fontaineblau au mois de Septembre mil cinq cens quarantessept verifiees
es lieux où endroits où il a appartenu. Ce neantmoins souz couleur que par les lettres de commis-
sion pour imposer, prendre, cueillir & leuer aucuns subides & impositions, setoit porté & contenu les-
dits subides & impositions estre pris, cueillis & leuez sur les exempts & non exempts, priuilegez & non
priuilegez, aucuns de noz Officiers ont voulu & veulent contraindre lesdits supplians, à contibuer aus-
dits subides & imposts, tant par saisie de leurs biens, que par empisonnement de leurs personnes: qui
seroit destruire & enuerer leurs priuileges anciens: au moyen dequoy lesdits supplians seroyent re-
cours à nous, & fait treshumblement supplier & requerrir sur ce leur pouuoir.

P o u r c e est-il que nous voulans traiter lesdits supplians, de mesme faueur qu'ont accoustumé
faire noz predecesseurs, & apres qu'il nous est apparu en nostre priué conseil des lettres de priuilege
en forme de chartres obtenues par lesdits supplians, ou leurs predecesseurs, mesmes du Roy Philippes
le Bel, de l'an mil deux cens quatre vingts & seize: du Roy Iean, de l'an mil trois cens cinquante, du
Roy Charles, de l'an mil trois cens soixante cinq. autre Roy Charles, de l'an mil trois cens quatre
vingts: du Roy Loys XI. de l'an mil quatre cens soixante & vn: du Roy Loys XII. de l'an mil quatre
cens nonante & huit: du Roy François premier de ce nom nostre ayeul, de l'an mil cinq cens qua-
torze: & du feu Roy nostre treshonoré Seigneur & pere, (que Dieu absolue) de l'an mil cinq cens
quarantessept: & pour plusieurs autres iustes causes & considerations à ce nous mouuans, tous & cha-
cuns lesdits priuileges, coustumes, franchises, exemptions, libertez & immunitiez ausdits supplians, &
à leurs predecesseurs otroyez & concedez par noz predecesseurs, auons continuez & confirmez, &
de noz certaine science, pleine puissance & autorité Royal continuons, confirmons, approuuons &
ratifions, pour d'iceux iouyr & vsr par lesdits supplians, & leurs succeesseurs, tant, & si auant, & par la
forme & maniere qu'ils & leursdits predecesseurs en ont cy deuant deuement & iustement iouy &
vsé, iouissent ou doyent iouyr & vsr encores de present.

S i donnons en mandement par ces mesmes presentes à noz amez & feaux Conseillers les gens te-
nans noz cours de Parlement, chambre des comptes, cours des aides, generaux des monnoyes, Thre-
soriers generaux sur le fait de nos finances, chambre de nostre Thresor, Baillifs, Preuosts, Vicomtes,
Preuosts des Marchans, Escheuins, Maitres & Esleuz, & à tous noz autres Iusticiers & Officiers pre-
sens & à venir, & à chacun d'eux si comme à luy appartiendra: que noz presens continuation & con-
firmation, & de tout le contenu en ces presentes ils fassent, souffrent & laissent lesdits supplians & leurs

successieurs, & vefues, iouyr & vfer plainement, paisiblement & perpetuellement: fans en ce leur faire, mettre ou donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné aucun trouble ou empeschement au contraire: & lequel si fait, mis ou donné leur auoit esté ou estoit, ostent & mettent, ou fassent ost & mettre incontinent & sans delay à pleine & entiere deliurace, & au premier estar & deu. Car tel est nostre plaisir. Nonobstant les lettres d'edit du mois de Iuillet, mil cinq cens cinquante trois, & quelconques autres edicts, restrictions, modifications, & autres lettres impetrees ou à impetier à ce contraires: ausquelles, & aux derogatoires des derogatoires y contenues, nous auons de nosdites science & autorité que dessus pour le regard desdits supplians, derogé & derogeons par cesdites presentes: pourueu que iceux supplians ayent actuellement & sans fraude exercé par le passé & exercent encores de present, & exerceront à l'aduenir, toutesfoies que mestier sera, & qu'ils seront pour ce mède par leurs Preuosts & qu'ils ayent esté receus d'estoc & ligne d'outier ou de monnoyer, & fait le serment & espreeues suyuant les statuts & ordonnances par noz predecesseurs faites sur le faict de nosdites monnoyes. Et pource que de ces presentes l'on pourra auoir affaire en plusieurs & diuers lieux: nous voulons qu'au vidimus d'icelles fait souz seal Royal, ou collationné par l'un de noz amez & feaux Notaires & Secretaires soy soit adioustee comme à ce present original: Auquel à fin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons fait mettre nostre seal: Sauf en autres choses nostre droit, & l'autrui en toutes.

Donné à Fontainebleau au mois d'Aoust, l'an de grace mil cinq cens cinquante & de nostre regne le deuxiesme. Ainsi signé, Par le Roy en son conseil. B O V R D I N.

Registrata, audito Procuratore generali Regis, pro gaudente per impetrantes effectu presentium, prout antea rite & recte vsi sunt, & nunc vtuntur. Paris in Parlamento Vicesima Iuni, Anno Domini millesimo quingentesimo sexagesimo primo. Sic signatum. DV TILLET.

Changeurs doyuent cizailer les pieces de billon à eux vendues.

Tous changeurs & autres personnes qui se messent de changer, seront tenus incontinent qu'ils auront achepté l'espece d'or ou d'argent, legere, cassee, ou soudee, la cizailer en la presence du védeur, ou porteur des especes, sans qu'ils la puissent remettre ou allouer, à peine de la hard.

Ordonnance du poids & prix des especes d'or & d'argent, ausquelles le Roy Charles neufiesme a permis auoir cours & mise en son Royaume, avec le descry, tant des monnoyes rongnees & legeres, que certaines especes d'or & d'argent, & de billon estrangers



HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. L'une des choses que nous auons plus affectueusement desirée depuis nostre aduenement à la couronne, c'est de pouruoir au faict de noz monnoyes, lesquelles consistent les principales richesses de nostre Royaume, & tout le commerce d'entre noz suiets, & celui qu'ils ont avec noz voisins & estrangers: & en ce faisant coupper chemin à l'auarice de plusieurs personnes qui se sont hazardez les vns à contrefaire, & les autres à rongner icelles monnoyes, tant d'or que d'argent: aucuns à fondre & difformer, & les autres à transporter hors de nostre dit Royaume les plus fortes especes d'icelles monnoyes, pour faire conuertir en monnoyes estrangeres, beaucoup plus foible que les nostres. Outre ce que plusieurs ont pris ceste liberté d'exposer & recevoir indifferement toutes especes d'or & d'argent estrangeres, soyent rongnees ou entieres: & pour tel prix que bon a semblé, si haut & excessif, que toutes choses necessaires à la vie des hommes en sont encheries, & encherissent par chacun iour outre mesure. Pour à quoy remedier (apres auoir eu l'aduis de noz amez & feaux les generaux de nostre cour des monnoyes, & de plusieurs autres notables personnes sçauans & experimentez audit faict: & esté le faict bien entendu en nostre priué conseil, auquel estoient la Roynne nostre treshonoree Dame & mere, nostre trescher & tresamé oncle le Roy de Nauarre, les Princes de nostre sang, & autres grans personages) auons par bonne & meure deliberation d'iceluy statué & ordonné ce qui s'ensuit:

I PREMIEREMENT, que les deniers d'or & d'argent cy apres designez tant seulement, & non autres, auront cours & mise dans nostre Royaume, pays, terres & Seigneuries de nostre obeissance, pour les prix qui s'ensuyuent.

C'est à sçauoir, les escus soleil forgez cy deuant aux coings & armes de noz predecesseurs Roys, & ceux que nous auons ordonnéz estre forgez cy apres à noz coings & armes du poids de deux deniers quinze grains tresbuchans, piece pour cinquante fols tournois.

Escus couronne, ensemble les escus fols legers d'un grain seulement, & pourueu qu'ils poissent deux deniers quatorze grains, pour quaranteneuf fols tournois.

Escus vieils, du poids de trois deniers tresbuchans, pour soixante fols tournois.

Doubles Henris, du poids de cinq deniers dixsept grains tresbuchans, pour cent huit fols tournois.

Henris simples, du poids de deux deniers vingt grains tresbuchans, pour cinquantequatre fols.

Demis Henris, pesans un denier dix grains tresbuchans, pour vingtsept fols tournois.

Royaux, & francs à pied & à cheual, du poids de deux deniers vingt grains tresbuchans, pour cinquantequin fols tournois.

Et quant aux especes estrangeres cy apres designees, nous en auons permis & toleré le cours par prouision, & iusques à ce que par nous en soit autrement ordonné, pour les prix qui s'ensuyuent.

A sçauoir,

XXXIII.
chart. 990
art. 14.

XXXIII.
Idem, 990

Du reglement des monnoyes & Officiers d'icelle. 970

A ſçauoir, les vieux ducats d'Eſpagne, Portugal, Hongrie, Veniſe, & Gennes, du poids de deux deniers dixſept grains tresbuchans, pour cinquante trois ſols tournois.

Vieils doubles ducats d'Eſpagne, peſant cinq deniers dix grains tresbuchans, pour cent ſix ſols t.

Eſcus de Portugal, à la petite croix, du poids de deux deniers dixſept grains tresbuchans, pour cinquante ſols tournois.

Eſcus d'Eſpagne, dits piſtolets, & les eſcus de Flandres & de Sauoye, enſemble les eſcus de Pape, de Veniſe, Ferrare, Lucques & Gennes, du poids de deux deniers quinze grains tresbuchans, pour quarante huit ſols tournois.

Eſcus de Nauarre de pareil poids, pour quarante neuf ſols tournois.

Eſcus d'Eſcoſſe, & de Lorraine de meſme poids, pour quarante cinq ſols tournois.

Nobles à la roſe d'Angleterre, du poids de ſix deniers, pour cent dixſept ſols tournois.

Nobles Henris, du poids de cinq deniers dix grains, pour cent ſix ſols tournois.

Vieils Angelots d'Angleterre, du poids de quatre deniers, pour ſoixante & dix huit ſols tournois.

Lyons, du poids de trois deniers quatre grains, pour ſoixante ſols tournois.

Riddes, du poids de deux deniers dix huit grains, pour cinquante cinq ſols tournois.

Imperiales & nouueaux reals de Flandres, du poids de quatre deniers quatre grains, pour quatre liures tournois.

Demies Imperiales, peſans deux deniers douze grains tresbuchans, pour quarante ſols tournois.

Philippus dudit Flandres, peſans deux deniers douze grains tresbuchans, pour trente vn ſols t.

Carolus de Flandres, peſans deux deniers ſix grains, pour vingtcinq ſols tournois.

Riddes de Gueldres, appelez caualots, peſans deux deniers douze grains, pour vingthuit ſols t.

Oboles dudit Gueldres, appelez longs veſtus, enſemble les oboles du Rhin, peſans deux deniers douze grains, pour vingtrix ſols tournois.

Gros teſtons cy deuant forgez, & qui ſe forgeront cy apres en noſtre Royaume, enſemble les teſtons de Nauarre, Portugal, Milan, & Gennes du poids de ſept deniers dix grains tresbuchans, pour douze ſols tournois.

Les demis teſtons de France, à l'equipollent, pour ſix ſols tournois.

Vieils teſtons de Lorraine, pour dix ſols quatre deniers tournois.

Vieils teſtons de Sauoye, pour onze ſols tournois.

Philippus d'argent forgez en Flandres, peſans vne once vn gros, pour trente huit ſols ſix deniers t.

Pieces de quatre reals d'Eſpagne, peſans dix deniers ſeize grains tresbuchans, pour ſeize ſols huit deniers tournois.

Pieces de deux reals d'Eſpagne, peſans cinq deniers huit grains, pour huit ſols quatre deniers t.

Simple reals, peſans deux deniers quinze grains, & au deſſus, pour quatre ſols deux deniers t.

Les demies reals à l'equipollent, pour deux ſols vn denier tournois.

Vieils gros d'Angleterre, peſans deux deniers tresbuchans, pour trois ſols tournois.

Pieces de ſix blancs, trois blanc, enſemble les grans blancs, douzains & dizains non rongnez; demis douzains, & liars, doubles & deniers tournois des anciennes fabrications da France, pour leur prix accouſtumez.

2 E T deſendons bien expreſſément à toutes perſonnes, tant noz ſuiuis qu'autres frequentans noſtre Royaume, de quelque eſtat, qualité ou condition qu'ils ſoyent que d'oreſnauant ils ne preſentent, allouent ny reçoient aucuns deniers d'or ou d'argent des eſpeces deſſuſdites, à plus haut prix que ne ſont adualuez par la preſente ordonnance: ſur peine de conſiſcation deſdites pieces, à quelque ſomme qu'elles ſe puiſſent monter, & de cent liures pariſis d'amende, contre le preneur, & autant contre l'expoſiteur, pour la premiere fois. Et où aucun ſeroit trouué reciduiant, nous voulons que ladite peine, double ſur luy, & que leſdites amendes ſoyent promptement leuees, ſans aucune moderation. Sauf toutesfois que ſi aucun créancier ayant eſté contraint par importunité de ſon debteur, prendre leſdites eſpeces à plus haut prix que le taux ſuſdit, le vient denoncer à iuſtice dans trois iours apres ladite reception: en ce cas nous voulons qu'il ſoit exempt de ladite peine: & outre qu'il ait, & luy ſoit deliuré incontinent le tiers de l'amende & conſiſcation, qui nous ſera adiugee contre l'expoſiteur, par le moyen de ladite denonciation & verification qu'il en aura faite, diſtraits ſur ce preallablement les frais de iuſtice.

3 P A R E I L L E M E N T deſendons ſur les meſmes peines, qu'aucun ne ſoit ſi hardy de mettre, allouer ny receuoir d'oreſnauant aucunes eſpeces d'or ny d'argent, viſiblement rongnees, ou lauees par eau forte: leſquelles eſpeces rongnees ou lauees, nous auons totalement deſcrites, & ſeront miſes au feu pour billon. Enioignant à ceux qui en ont aucunes en leurs poſſeſſions, que dedans vn mois preſiſément apres la publication des preſentes, ils les portent en noz monnoyes, ou aux changeurs pour eſtre coupees & cizaillees tout ſur le champ, & en leurs preſences. Autrement, ſi paſſé ledit temps d'un mois aucun eſt trouué faiſie deſdites monnoyes rongnees ou lauees, non eſtant cizaillees, nous les declarons à nous aſquies & conſiſquees, & ceux qui en ſeront trouuez faiſis, auoir encourus leſdites peines & amendes, qui ſeront leuees ſans aucune moderation.

4 E T pour oſter toutes excuſes à ceux, qui paſſé ledit temps d'un mois ſeront trouuez faiſis deſdites pieces rongnees, ou lauees par eau forte, à fin auſſi que chacun, outre l'apparence de l'eſil en puiſſe

auoir plus ample cognoissance par le poids, qui est le vray moyen pour bien cognoistre & discerner, tant les monnoyes rongnees & lauees par eau forte, qu'aussi les monnoyes faulſſes & contrefaites : nous enioignons à toutes personnes de poiser, ou faire poiser au tresbuchet toutes les pieces d'or ou d'argent qu'ils auront, ou receuront par cy apres. Et s'il s'en trouue aucunes legeres au deſſous de leur iuste poids designé cy deſſus, qu'ils les reboutent & ne les recoyuent aucunement, sur les peines deſſusdites.

5 Et par ſpecial mandons & enioignons à tous noz Receueurs generaux & particuliers, de garder exactement la presente ordonnance concernant le prix & poids deſdites monnoyes, ſans y faire faute: sur peine deſtre punis au double des peines indiſtes contre les autres personnes priuees, où ils ſeroient atteints & conuaincus de transgreſſion.

6 A VSSI parce que nous auons entendu le cours & prix exceſſif de certaines groſſes pieces d'or, appellees Portugaiſes, dont la plus grand part ſont contrefaites, & ſe mettent indifferemment pour trentevingt liures tournois, combien que les meilleures ne valent pas vingſix liures dix ſols tournois, à raiſon de cinquante ſols eſcus ſoleil. Auſſi de certains Angelots neufs contrefaits en Allemagne, ſouz les coings de l'Abbeſſe de Thoren, qui ne valent à ſix ſols pres autant que les bons Angelots d'Angleterre. Semblablement de certains doubles ducats forgez à Nymeghen, qui ont d'un coſté vn S. Eſtienne, & de l'autre vn timbre ſur vn petit eſcuſſon: encores de certains nouueaux ducats appelez à la Marionnette, qui ſe forgent en pluſieurs endroits dudit pays d'Allemagne, retirans de forme aux vieils ducats de Hongrie, leſquels ſe mettent communément avec les autres bons ducats, & doubles ducats, combien qu'ils ſoyent de bas or, & de beaucoup moindre valeur : enqouy noz ſuiets ſont grandement deceus, & intereſſez. Comme auſſi en la miſe de certains nouueaux teſtons, qui ſe forgent es pays de Suiſſe, ſont diminuez & affoiblis, & plus encor en la miſe d'autres groſſes pieces d'argent, appelez d'ales ou Iocondales, qui ſont de pluſieurs differentes fabrications, & ne correſpondent de beaucoup pres à la bonté des teſtons de France, ioint qu'elles ſont auſſi faciles à contrefaire pour leur eſpeſſeur. Nous à ces cauſes, auons interdit & defendu en noſtre dit Royaume, le cours & miſes deſdites Portugaiſes, nouueaux Angelots, doubles ducats, & ducats d'Allemagne, Iocondales, & nouueaux teſtons de Suiſſe enſemble de toutes autres pieces d'or & d'argent eſtrangeres, qui ne ſont ſpecificies & adaluees par la presente ordonnance. Et par exprez de toutes monnoyes de billon, au deſſous de trois ſols piece, qui court en noz pays de Champagne, Bourgongne, Lyonnois, & autres limitrophes. Toutes leſquelles eſpeces nous auons deſcriees entierement, pour faire billon, ſans qu'aucun les puiſſe plus à l'aduenir expoſer, ny receuoir à la piece, pour aucun prix, sur peine de conſiſcation deſdites pieces, & de vingt liures pariſis d'amende, & autre plus grande, ſelon l'exigence du cas.

7 Et defendons à toutes personnes, meſmement aux orfeures, ioyauliers, affineurs, departeurs, & changeurs, qu'ils n'achètent, ny vendent cy apres l'or & argent, ſoit en maſſe ou en ouurages, à plus haut prix qu'il eſt ordonné par noz monnoyes, qui eſt à raiſon de neuf vingts cinq liures tournois le marc d'or fin : & quinze liures quinze ſols tournois le marc d'argent le Roy, sur peine de conſiſcation deſdites matieres, & ouurages d'or & d'argent, & de deux cens liures pariſis d'amende, pour chacune fois qu'ils ſeront atteints de transgreſſion contre ceſte noſtre prohibition & deſence.

8 Et à fin que noſtre presente ordonnance, meſme en ce qui concerne le cours, poids & prix des monnoyes, enſemble des marcs d'or & d'argent, ſoit en maſſe ou en ouurage, ſoit inuiolablement gardee, tant par noz ſuiets, qu'aussi par tous les banquiers & marchans eſtrangers reſidans ou frequents en noſtre Royaume, ſans exception de personnes : nous enioignons & ordonnons à noſtre dite cour des monnoyes, & ſemblablement à tous noz Baillifs, Senefchaux, leurs Lieutenans generaux, & autres noz Iuges en toutes les Prouinces de noſtre dit Royaume, pays, terres & Seigneuries de noſtre obeiſſance, qu'apres auoir fait faire les publications & proclamations requiſes, ils ayent encore d'abondant à faire comparoir par deuant eux (en leurs ſieges & auditoires reſpectiuellement) tous leſdits banquiers, & marchans eſtrangers, ſoyent Italiens, Allemans, ou d'autres nations : & pareillement noz ſuiets naturels de tous eſtats & meſtiers par ordre. Aufquels apres la lecture faite de noſtre dite presente ordonnance, ils ſeront faire ſerment ſolennel, d'icelle garder, & n'y contreuenir aucunement, sur les peines y contenues, & deſtre reputez pariures, aux cas qu'ils fiſſent le contraire.

9 Et enioignons à tous noſdits Iuges, & pareillement à noz Aduocats & Procureurs, ainſi qu'à chacun d'eux touche & appartient, sur peine de priuation de leurs offices, d'auoir l'œil (chacun en ſon deſtroit & iuriſdiction) mieux qu'ils n'ont eu pour le paſſé, à faire garder inuiolablement noſtre dite ordonnance, & punir les transgreſſeurs, par declaration des peines deſſusdites, ſans aucune moderatiō ne diſſimulation. Et qu'à ceſte fin ils facent de trois en trois mois renouueler la publication de noſtre dite ordonnance, ſans y faire faute, & sur peine de nous en reſpondre.

10 VOULANT que tous les iugemens & ſentences, qui ſeront donnez tant par noſtre cour des monnoyes, que par noz Iuges Royaux, portans adiudication d'amendes pecuniaires, & conſiſcations des pieces contre ceux qui auront contreuenu à noſtre presente ordonnance, ſoyent executoires reellement & de fait, par priſe de corps & de biens, incontinent & ſans delay : nonobſtant oppoſitions ou appellations quelconques, & ſans preiudice d'icelles. Pour leſquelles ne voulons eſtre differé en aucunes manieres. Et que la tierce deſdites amendes & conſiſcations ſoyent baillies & deliurees au denonciateur, par le moyen duquel leſdites contrauentions auront eſté deſcouuertes, & auerees, diſtraits preallablement les frais de iuſtice, comme dit eſt.

Du reiglement des monnoyes & Officiers d'icelle. 972

Si donnons en mandement par ces presentes à noz amez & feaux, &c. Donné à Saint Germain en Laye, le dixseptiesme iour d'Aoust, l'an de grace mil cinq cens soixante vn: & de nostre regne le premier Ainsi signé, Par le Roy en son conseil, BVRGENSIS. Et sceellé en double queué fut cire iaune.

Extraict des registres de la cour des monnoyes.

XXXV.



VR les lettres patentes du Roy, donnees à Saint Germain en Laye, le dixseptiesme iour du present mois d'Aoust, contenant le poids & prix des especes d'or & d'argent, auxquelles ledit Seigneur a permis & donné cours en son Royaume, pays, terres & seigneuries de son obeissance: & descry de certaines especes d'or d'argent & billon estrangeres: ensemble de toutes monnoyes rognees & legeres. Apres que lesdites lettres ont esté iudiciairement leuës: & que le Procureur general du Roy en la cour de ceans, a requis la publication & verification d'icelles.

1 LADITE cour a ordonné & ordonne, que sur le reply desdites lettres sera mis: Leuës, publiques & entregistrees, ouy le Procureur general en icelle, ce requerant, & que lesdites lettres seront publiees à son de trompe, & cry public en ceste ville de Paris, és lieux accoustumez à faire cris & proclamations, & que d'icelles sera enuoyé le vidimus ou impression signee par le greffier de ladicte cour à tous les Baillifs, Seneschaux, & autres Iuges Royaux de ce Royaume, pays, terres & seigneuries de son obeissance, pour en faire-faire semblables cris & publications chascun en son ressort. Et à ce que le peuple ait la iuste valeur des especes descrites, tant d'or que d'argent qui seront portees au billon, enioint ladicte cour, à tous Maistres des monnoyes & changeurs, d'en payer la iuste valeur à ceux qui les apporteront, selon la supputation & aualluation qui en a esté faite par ladicte cour: laquelle sera inseree en l'impression de ladicte ordonnance. Et qu'à ceste fin lesdits Maistres & changeurs tiendront vn tableau en lieu eminent de leurs boutiques, où sera escrit ladicte supputation.

2 PAREILLEMENT enioint icelle cour à rous orfeures & iauliers de tenir en lieu eminent de leurs boutiques vn autre tableau auquel seront escrites les valeurs tant du marc d'or fin, que du marc d'or à vingtdeux carats, & du marc d'argent le Roy, qui est le tiltre auquel ils doyent faire leurs ouvrages: avec leurs diminutions par onces, gros, deniers, estelins, felins & iusques à vn grain de poids, selon la supputation qui en a esté faite par ladicte cour, estant inseree en l'impression de ladicte ordonnance: à ce que le prix des marcs d'or & d'argent ne soyent excédez par lesdits orfeures, tant en vendant qu'en achetant les matieres tant d'or & d'argent, soit en masse ou en ouvrage: le tout sur les peines contenües en ladicte ordonnance. Fair en la cour des monnoyes, l'an mil cinq cens soixante. Ainsi signé, HOTMAN.

S'ensuit la valeur & supputation de l'or & argent, tant en masse, que pour les ouvrages d'orfèvrerie, suyuant l'ordonnance du Roy.

ET PREMIEREMENT.

Le marc d'or fin, neuf vingts cinq liures tournois.

L'once, vingttrois liures deux sols six deniers tournois.

Le gros, cinquantesept sols neuf deniers tournois.

Le denier, dixneuf sols trois deniers pite.

L'estelin, vingttrois sols vn denier obole.

Le felin, cinq sols neuf deniers neuf grains.

Le grain, neuf deniers quinze grains vn quart de grain.

Le marc d'or à vingtdeux carats huit vingts neuf liures vnze sols huit deniers tournois.

L'once, vingt & vne liure trois sols onze deniers obole toutnois.

Le gros, cinquanteetres sols tournois.

Le denier, dixsept sols huit deniers tournois.

L'estelin, vingt vn sols deux deniers huit grains.

Le felin, cinq sols trois deniers tournois

Le grain, huit deniers vingt grains.

Le marc d'argent le Roy, quinze liures quinze sols tournois.

L'once, trenteneuf sols quatre deniers obole tournois.

Le gros, quatre sols onze deniers toutnois.

Le denier, dixneuf deniers seize grains

Le grain, dixneuf grains, deux tiers de grain.

Fait en la cour des monnoyes, le trentiesme iour d'Aoust, l'an mil cinq cens soixante vn.

Signé, GAVDIN.

Tome second.

NNN

Que le payement des Officiers des monnoyes sera reduit à la forme des anciennes ordonnances.



CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme de tout temps & ancienneté les gardes, contregardes, eschangeurs & tailleurs des monnoyes de nostre Royaume ayent accoustumé d'estre payez de leurs gages à leursdits estats appartenans par les mains des fermiers & Maistres particuliers desdites monnoyes, des deniers de noz droicts de seigneurieage, foilage, & escharceté ordinaire, & ce pour le temps que lesdites monnoyes auroient trauaillé, & pourtant que nosdits droicts en pourroient porter seulement: neantmoins du viuât du feu Roy nostre treshonoré Seigneur & pere, aucuns desirans plus leur comodité que son seruice, & pour eulx accommoder de tous les deniers de nosdits droicts, souz certain pretexte de donner meilleure occasion ausdits Officiers de mieulx verser en leursdits estats, auroient fait expedier lettres patentes du troisieme jour de Mars mil cinq cens cinquante quatre: par lesquelles est ordonné^a que lesdits Officiers seroient à l'aduenir payez de leursdits gages par les Receueurs generaux de noz finances, au trespas de quelques chacune desdites monnoyes est située & assise, en rapportant seulement certification des generaux desdites monnoyes qu'il n'y aura eu chômage en icelle monnoye de trois mois consecutifs durant l'annee dont sera question. En vertu desquelles lettres lesdits Officiers ont ordinairement depuis esté payez entierement de leursdits gages, & encors que plusieurs desdites monnoyes n'ayent trauaillé que trois ou quatre iours durant un quartier, & que l'emolument d'icelle n'ait à beaucoup monté pres autant que lesdits gages: lesquels nous sont à charge sur noz finances ordinaires de plus de dix mil liures par an. A quoy desirans pouruoir, & remettre le payement des gages des susdits Officiers en leur premier estat.

a) Ordonné, c'est l'art. 7. du ch. 21. en ce tilre.

NOUS par l'aduis & deliberation des Princes de nostre sang, & autres Seigneurs, grands & notables personnaiges de nostre priuée conseil, de nostre pleine puissance & autorité Royal auons reuocqué, cassé & annullé, reuocquons, cassons & annullons les susdites lettres, en vertu desquelles les gages desdits Officiers de noz monnoyes ont depuis la date d'icelles iusques à present esté payez par les Receueurs generaux de noz finances. Et en ce faisant inhibé & defendu, inhibons & defendons tresexpressément aux Tresoriers de France, generaux de noz finances, & Receueurs generaux de chacune desdites charges, qu'ils n'ayent à payer, ne souffrir en estre payé d'oresnauant, à comencer du premier iour de ce present mois aucune chose, sur peine de perdition pour eux de ce qui en auroit esté & seroit autrement payé, & de le repeter sur eux & chacun d'eux en leurs propres & priuées nôtres.

DESQUELS gages nous entendons neantmoins nosdits Officiers desdites monnoyes, qui actuellement exerceront leursdits estats, estre payez sur l'emolument de nosdits droicts de Seigneuriage, foilage & escharceté ordinaires. Et pour le temps seulement que chacun d'eux respectiuement y aura vaqué & vaquera suyuant les anciennes ordonnances, comme estoit accoustumé faire d'ancienneté, & au parauant qu'il eust esté ordonné & mandé les en payer en nosdites receptes generales.

SI donnons en mandement par cesdites presentes à noz amez & feaux les gens de noz comptes, Tresoriers de France & generaux de nosdites finances, & à tous noz autres Iusticiers & Officiers qu'il appartiendra, que ceste presente nostre reuocation & contenu cy dessus, ils fassent enregistrer, garder, observer & entretenir de point en point: car tel est nostre plaisir. Nonobstant les susdites lettres portans assignation desdits gages sur nosdites receptes generales & autres quelconques restrictions, mandemens & defenses contraires à ces presentes: ausquelles, & aux derogatoires des derogatoires d'icelles nous auons pour ce regard, & sans y preiudicier en autres choses, derogé & derogons. En tesmoin de ce nous auons fait mettre nostre seal à cesdites presentes. Donné à Lyon le vingtsieptiesme iour de Iuing, l'an de grace mil cinq cens soixante quatre, & de nostre regne le 4. Signées sur le reply, Par le Roy en son conseil. BVRGENSIS. Et sceellées sur double queue de cire jaune.

Registrees, ouy & ce requerant le procureur general du Roy en la chambre des comptes le vingtsixiesme iour de Iuillet, l'an mil cinq cens soixante quatre. FORMAGET.

Ordonnance de la cour des monnoyes, sur le desroy de certaines especes de monnoyes d'argent & billon, forgées souz les coings & armes du Duc de Sauoye.

Extraict des registres de la cour des monnoyes



VR ce que le Procureur general du Roy a dit & remonstré à ladite cour, qu'il a esté aduertuy que depuis quelque temps, il est entré & entre journellement au pays de Lyonnois Dauphiné, & lieux circonuoiuins, quantité d'especes de monnoye d'argent & billon, aux coings & armes du Duc de Sauoye: à sçauoir, pieces de vingt sols monnoye de Sauoye. Autres pieces de quatre sols, d'un sol, & quarts de sols de ladite monnoye de Sauoye, qui ont cours esdits pays, & autres lieux de ce Royaume. Et s'exposent les cinq sols de Sauoye, pour quatre sols monnoye de France, combien qu'elles soyent de beaucoup moindres valeur, au grant d'ommage & interrest du Roy & de ses suiuis: requerant à ce que le peuple ne fust deceu au cours, mise & prix excessif desdites especes, qu'elles fussent desferies, & mises en la fonte pour billon.

LADITE

XXXV.
Idem 194.

XXXVI.

LADITE cour, apres que par ordonnance d'icelle, poids & essais ont esté faits de toutes lesdites especes d'argent & billon, & fuyant les lettres du Roy, a ordonné & ordonne que lesdites especes d'argent, dont les figures & pourtraicts sont cy aptes representez, seront descriez & mises au feu pour billon. Et en a du tout interdit & defendu le cours & mise, sur peine de confiscation desdites pieces, & de vingt liures parisis d'amende, fuyant l'ordonnance. Et enioint tresexpressément aux Maistres des monnoyes & changeurs de ce Royaume, ausquels lesdites pieces, & toutes autres par cy devant descriees, seront portees, icelles couper & cizailer incontinent, & en presence de ceux qui les leur liueront, sur peine de confiscation de corps & de biens, & leur en payer la iuste valeur, selon la supputation qui en a esté faite. Et a ladite cour fait inhibitions & defenses à toutes personnes de quelque estat ou condition qu'elles soyent, de prendre, recevoir, ou exposer aucunes especes de monnoye, tant d'or, que d'argent, fors celles ausquelles ledit Seigneur a donné cours par ces ordonnances, & pour le prix y contenu, & aussi si elles ne sont de leur droict poids & bonté. Et à ceste fin leur enioint icelles poiser au trebuchet, fuyant les ordonnances sur ce faites, & sur les peines contenues en icelles, ou plus grandes, ainsi que ladite cour verra estre à faire par raison.

Ordonnance de la cour des monnoyes, sur le descry des angelots neufs, ducats à la marionnette, & de certaines especes d'or & d'argent estrangeres : avec iniunction à toutes personnes de poiser au trebuchet toutes especes d'or & d'argent.

Extraict des registres de la cour des monnoyes.



SUR les remonstrances faites en la cour par le Procureur du Roy en icelle, que nonobstant le descry fait de certains angelots neufs, contrefaits en Allemagne, souz les coings de l'Abbesse de Thoran, de certains nouveaux ducats forgez audit Allemagne, appelez ducats à la marionnette, & d'autres especes estrangeres, les marchans & autres personnes ayans (comme il est vray-semblable) intelligence avec les estrangers, ne laissent à donner cours & entree en ce Royaume à autres angelots neufs, qui se contrefont en Flandres, qu'ils exposent pour quatre liures tournois. Cōbien que par les essais & supputations qui en ont esté faits par ordonnance de ladite cour ils ne peuvent valoir cinquante sept sols tournois, au grand dommage & interrest du Roy & de ses suiets. Aussi que par faute d'observer le poids & continuer de poiser toutes especes d'or & d'argent, on ne voit quasi courir autres especes que pieces legeres. Mesmes qu'on commence à rongner les testons de France, de Portugal & autres, ausquels le Roy a donné cours par ces ordonnances, de sorte que la coustume pourroit apporter vn descry de ses testons, qui seroit vne grand' perte au pauvre peuple. Et pout à ce pourvoir & remedier, requeroit nouveau descry estre fait de tous angelots neufs, ensemble desdits ducats à la marionnette, portugaises & autres pieces par cy devant descriees, tant par ordonnance du Roy du dixseptiesme iour d'Aoust, mil cinq cens soixantevn, que depuis, & le cours & mise en estre du tout interdit & defendu, & icelles estre mises au feu pour billon. Aussi qu'il fut enioint à toutes personnes de continuer le poids de toutes especes d'or & d'argent, & les Maistres des monnoyes & changeurs eussent à couper, & cizailer toutes especes descriees legeres, resoudées, ou cassées, le tout fuyant les ordonnances, & sur les peines contenues en icelles.

LA cour faisant droict sur lesdites remonstrances, & apres que poids & essais ont esté faits par ordonnance d'icelle desdits nouveaux angelots contrefaits, & forgez en Flandres ou ailleurs, & veu ladite ordonnance du dixseptiesme iour d'Aoust, mil cinq cens soixantevn, & des dixseptiesme de Feurier, mil cinq cens soixante deux, dixhuitiesme de May, & vingseptiesme iour d'Aoust, mil cinq cens soixanterois, a ordonné & ordonne, que lesdits nouveaux angelots contrefaits, tant en Flâdres Allemagne, qu'ailleurs, ensemble les portugaises, ducats à la marionnette, grosses pieces d'argent ayant cours pour iocodales, ducats forgez en Allemagne, & contrefaits souz la forme & figure des ducats forgez en Portugal cy devant descriez, dont les pourtraicts sont cy deslous figurez, seront descriez & mis au feu pour billon. Et en a du tout interdit & defendu le cours & mise, sur peine de confiscation desdites pieces, & de vingt liures parisis d'amende, à ceux qui en seront trouvez faicts fuyant l'ordonnance. Et enioint ladite cour aux Maistres des monnoyes & changeurs, ausquels lesdites pieces descriees, & autres legeres, cassées, ou resoudées, seront portees, icelles couper & cizailer incontinent, & en la presence de ceux qui les leur porteront, sans qu'ils les puissent remettre ou allouer, sur les peines contenues au cent quarantehuitiesme article des estats tenus à Orleans, & d'en bailler la iuste valeur au peuple. Et outre ladite cour enioint à toutes personnes de poiser au trebuchet toutes especes d'or & d'argent, & de n'en prendre ny allouer aucunes, si elles ne sont de leur iuste poids contenus aux ordonnances, sur les peines contenues en icelles.

Fait en la cour des monnoyes le douziesme iour de Septembre, mil cinq cens soixante quatre.

Ainsi signé,

ARNOVL

NNN ij

Ordonnance de la cour des monnoyes, sur le cours & mise des sols parisis de nouvelle fabrication : avec le deservy des monnoyes de billon estrangeres, au dessous de trois sols piece, & adualuation d'icelles, tant au marc qu'à la piece, selon qu'il est contenu sur le pourtrait de chacune desdites pieces.

Extraict des registres de la cour des monnoyes.



VR les lettres patentes du Roy, donnees à Auzon, le cinquième d'Octobre, en la présente année, mil cinq cens soixante quatre : par lesquelles est mandé à la cour faire forger en toutes les monnoyes dudit Seigneur, nouvelles especes de sols parisis, des poids & loy y contenus, & de mise pour quinze deniers tournois piece : & outre de faire publier par tout son Royaume, pays, terres & seigneuries de son obeissance, le deservy de toutes especes & monnoyes de billon estrangeres, au dessous de trois sols piece, dont sa majesté a interdit & defendu le cours & mise. Enjoignant à tous ses suiets, qui en sont saisis, de les porter à la fonte pour billon, sur peine de confiscation desdites pieces, & de vingt liures parisis d'amende, pour chacune d'icelles, à prendre tant sur l'expositeur, que sur celui qui les aura receuës. Et neantmoins ayant egard aux remonstrances qui ont esté faites à aucuns deputez de ladite cour, par les Maires & Escheuins des villes de Dijon & Troyes, & pour obuier au dommage des suiets de Champagne & Bourgogne, ledit Sieur a permis de grace speciale, que lesdites monnoyes de billon qui sont ja entrees esdits pays, y puissent estre exposees, tant au marc qu'à la piece, selon ce que elles se trouuent valoir sur le prix qui est donné au marc d'argent en son Royaume, & ce pour le temps de six mois seulement, & ledit temps passé, que tout cours & mise leur soit interdit & defendu : mesmement esdits pays de Champagne & Bourgogne. Enjoignant à tous suiets desdits pays, de les porter aux changeurs, ou aux Maîtres des monnoyes, pour billon, sur les peines dessusdites. Apres que le Procureur general du Roy a requis la verification desdites lettres patentes, & l'execution du contenu en icelles.

LA cour ensuyuant le vouloir & intention du Roy, a ordonné & ordonne qu'il sera crié à son de trompe & cry public, par toutes les villes de son Royaume, pays, terres & seigneuries de son obeissance. Et enjoit à toutes personnes prendre & recevoir lesdits sols parisis de nouvelle fabrication, au prix de quinze deniers tournois piece. Et outre qu'il est inhibé & defendu prendre pour quelque prix que ce soit, aucunes monnoyes de billon estrangeres, au dessous de trois sols piece, ains que ceux qui en ont les portent incontinent à la fonte pour billon, sur peine de confiscation desdites pieces, & de vingt liures parisis d'amende pour chacune d'icelles : à prendre tant sur l'expositeur, que sur celui qui les aura receuës. Sauf quant aux suiets desdits pays de Champagne & de Bourgogne, auxquels il est permis de grace speciale en vser, & les prendre en paiement les vns des autres, au marc & à la piece, selon les prix contenus en l'adualuation & supputation qui sera inserée au pied du present arrest, & ce tant seulement iusques à six mois prochains venans, apres lequel temps passé en est interdit & defendu tout cours & mise ausdits suiets de Champagne & Bourgogne, & à eux enjoit de les porter aux changeurs, ou aux Maîtres des monnoyes, pour billon, sur les peines dessusdites. Et declare ladite cour, que la tierce partie desdites amendes, & confiscations sera baillée & deliurée aux denonciateurs, par le moyen desquels seront descouuertes & aduérées les fautes & contraventions à ladite ordonnance, distrains preallablement les fraiz de iustice, ensuyuant les edicts, vouloir & intention dudit Sieur. Fait en la cour des monnoyes le treizième iour de Decembre, l'an mil cinq cens soixante quatre. Signé, ARNOVL.

S'ensuit la valeur & supputation de ce qui doit estre donné au peuple par les Maîtres des monnoyes & changeurs, en ce compris leurs salaires & tous dechets de fonte, des iocodales d'Allemagne.

ET PREMIEREMENT.

Le marc vaut quatorze liures huit sols tourn.

Le grain, dix huit grains.

L'once, trentefix sols tournois.

La piece pesant vingt deux deniers douze grains pour trentetrois sols neuf deniers tournois.

Le gros, quatre sols six deniers tournois.

Le denier, dix huit deniers.

En ce lieu vous noterez, Amy lecteur, que nous n'y auons voulu mettre le pourtrait des pieces, estimant estre assez si les prix y sont, pour contenter ceux qui aucune fois pour certaines causes en pourront auoir affaire : Seulement vous les verrez cy apres en l'edict fait en l'an 1577. selon qu'à present 1580. les pieces ont cours en nostre France.

S'ensuyuent les poids & prix des monnoyes, tant d'or & d'argent que billon, auxquelles le Roy veut & entend estre donné cours en son Royaume.

ET PREMIEREMENT.

Les monnoyes de France tant d'or que d'argent
Doubles Héris de nouvelle fabrication, du poids
de 5. den. 17. grains trebuchans : pour 108. fr.

Les Hentis de nouvelle fabrication, du poids de
deux deniers vingt grains, trebuchans : pour
cinquante quatre sols tournois.

Doubles

Doubles Hëtis, du poids de cinq den. dixsept grains, trebuchans, pour cent huit folz tourn.

Les Henris, du poids de ij. den. xx. grains, trebuchans: pour cinquante quatre folz tournois. Et les demis Henris à l'equipollent.

Efcus folz, tant des viels que nouvelle forge du poids de ij. deniers xv. grains, trebuchans, & au dessus, pour cinquante folz tourn.

Les demis escus, à l'equipollent des escus: pour vingt cinq folz tourn.

Efcus vieux, du poids de trois den. trebuchans pour soixante folz tourn.

Efcus couronne, ensemble les escus fol, du poids de ij. deniers quatorze grains trebuchans, pour quarante neuf folz torn. piece.

Royaux, du poids de deux den. vingt grains trebuchans: pour cinquante cinq folz tourn.

Francs à pied & à cheual, du poids de ij. den. vingt grains, trebuchans: pour cinquante cinq folz tournois.

Les saluts, du poids de ij. den. dixsept grains, trebuchans pour ij. folz tournois.

Les restons de France, tant de vielle que nouvelle forge du poids de sept den. dix grains, trebuchans: pour douze folz tourn.

Les demis testons du poids de trois den. xvij. grains, trebuchans pour six folz tourn.

Les gros de Nelle, du poids de iij. d. xij. grains trebuchans pour ij. folz fix den. tourn.

Le demy desdits gros, du poids de deux d. viij. grains, trebuchans: pour xv. den. tourn.

Solz parisis, pour xv. den.

Douzains du poids de ij. den. pour xij. den. tourn.

Demis douzains, pour six deniers tournois piece.

Les trezains, dizains, liards, doubles, & deniers tour. non defcriez: pour leur prix accoustumez.

S'ensuyuent les noms des especes & pieces des monnoyes estrangeres, poids, prix, & valeur d'icelles.

Et premierement, Les nobles à la roze d'Angleterre, du poids de six deniers, trebuchans: pour cent xvij. folz tournois.

Le noble Henry d'Angleterre, du poids de v. deniers dix grains, trebuchans: pour cent six folz tournois.

Les angelots vieux, n'ayans vn o au milieu de la nef, du poids de quatre deniers, trebuchans: pour soixante xvij. folz tourn.

Doubles ducats d'Espagne à deux testes, ensemble tous autres doubles ducats viels, du poids de cinq deniers dix grains trebuchans: pour cent six folz tourn.

Ducats d'Espagne, à deux testes, du poids de deux deniers xvij. grains, trebuchans pour cinquante trois folz tourn.

Les viels ducats de Venise, du poids de deux deniers xvij. grains trebuchans pour cinquante trois folz tourn.

Ducats de Gennes, du poids de deux den. xvij.

grains trebuchans: pour cinquante trois folz tourn.

Ducats de Hongrie, du poids de deux den. xvij. grains trebuchans: pour cinquante trois folz tournois.

Ducats de Sicile, du poids de ij. deniers. xvij. grains trebuchans: pour cinquante deux folz tournois.

Ducats de Castille, du poids de ij. den. xvij. grains, trebuchans: pour cinquante deux folz tournois.

Ducats d'Arrago, du poids de ij. deniers xvij. grains, trebuchans: pour cinquante deux folz tournois.

Ducats de Valence, du poids de ij. den. xvij. grains, trebuchans: pour cinquante deux folz tournois.

Ducats de Boulongne, du poids de deux den. xvij. grains, trebuchans: pour cinquante deux folz tournois.

Ducats de Florence, du poids de ij. den. xvij. grains, trebuchans: pour cinquante deux folz tour.

Ducats de Portugal, du poids de ij. deniers xvij. grains, trebuchans: pour cinquante trois folz tournois.

Riddes, du poids de deux den. dix huit grains, trebuchans: pour cinquante cinq folz tourn.

Lions du poids de deux den. cinq grains: trebuchans, pour soixante folz tourn. & le tiers & deux tiers de Lion à l'equipollent.

Royaux dits imperiales, du poids de quatre den. quatre grains, trebuchans: pour quatre liures tournois.

Imperiales de Flandres, du poids de quatre deniers quatre grains, trebuchans: pour quatre liures tournois.

Florins appelez demies imperiales de Flandres du poids de deux den. xvij. grains, trebuchans: pour quarante folz tournois.

Efcus de Castile, Seuille, Valence & Arragon dits pistolets, de ij. deniers, quinze grains, trebuchans: pour quarante huit folz tournois.

Efcus de Sauoye, de mesme poids & pris.

Vieux escus de Venise, du poids de deux deniers quinze grains: pour quarante huit folz tournois.

Vieux escus de Ferrare, de deux formes, du poids de deux deniers quinze grains, pour quarante huit folz tourn.

Efcus de Gennes du poids de deux deniers quinze grains: pour quarante huit folz tournois.

Vieux escus de Luques, du poids de deux deniers quinze grains, pour quarante huit folz tournois.

Autres escus de Luques, de mesme poids & prix que les precedens.

Efcus de Navarre, du poids de deux deniers quinze grains: pour quarante neuf folz tournois.

Efcus du Pape, du poids de deux deniers quinze grains, pour quarante huit folz tourn.

Autres escus du Pape Paul, du poids de deux den. quinze grains, pour quarantefix solz tourn.
Escus de nouveau forgez en Auignō, du poids de deux den. dix grains, pour quarante deux solz tourn.

Pieces d'Angleterre, appelez doubles escus, du poids de quatre deniers huit grains & au dessus, pour septante deux solz tourn.

Autres pieces d'Angleterre du poids de quatre den. quinze grains, pour soixante huit solz tourn.

Pieces d'Angleterre, du poids de quatre den. fix grains, pour soixante solz tourn.

Escus d'Angleterre à la roze, du poids de deux den. neuf grains, pour trentecinq solz fix den. tournois.

Escus d'Ecosse, du poids de trois deniers pour quarante huit solz tourn.

Autres escus d'Ecosse, du poids de deux den. seize grains, pour quarante solz fix deniers tourn.
Escus de Flandres, du poids de deux deniers quinze grains, trebuchans pour quarante huit solz tourn.

Escus de Portugal à la petite croix, du poids de deux deniers dixsept grains trebuchans, pour cinquante solz tourn.

Autres escus de Portugal à la longue croix, du poids de deux deniers dixsept grains trebuchans pour quarante neuf solz tourn.

Escus de Gennes, du poids de deux deniers quinze grains, pour cinquantecinq solz tournois.

Escus de Lorraine, du poids de deux deniers quinze grains, pour quarante cinq solz tournois.

Autres escus de Lorraine du poids de deux deniers, douze grains, pour trente trois solz tourn.

Escus de Geneue, du poids de deux den. quinze grains, pour quarantefix solz tourn.

Escus de Vndreual, du poids de deux deniers quinze grains, pour quarante trois solz tourn.

Escus de Dole du poids de deux den. xv. grains quarante cinq solz tourn.

Les demis escus de Dole, à l'equipollent.

Philippus de Flandres, du poids de deux deniers douze grains, trebuchans : pour trente vn solz tourn.

Carolus de Flandres, du poids de deux deniers six grains, trebuchans : pour trente cinq solz tournois.

Les cheualots de Gueldres, du poids de deux den. douze grains : pour vingthuit solz tourn.

Oboles de Gueldres appelez longs vestus du poids de ij. d. xij. grains : pour xxvj. solz tourn.

Autre obole du Rhin, du poids de deux den. douze grains : pour vingsept solz tournois.

Autre obole du Rhin, du poids de deux den. ix. grains : pour xxv. solz fix den. tourn.

Autre obole du Rhin, du poids de deux den. douze grains, pour xxv. solz fix den. tourn.

Autre obole du Rhin, du poids de deux den. deux grains : pour xxij. solz fix den. tourn.

Autre obole du Rhin, du poids de deux den. quinze grains : pour vingt sept solz tourn.

Autre obole du Rhin, du poids de deux den. quinze grains : pour vint cinq solz tourn.

Autre obole du Rhin du poids de deux den. deux grains : pour xxij. solz fix den. tourn.

Autre obole du Traict du poids de deux den. douze grains : pour xxvij. solz tourn.

Obole de Horne, du poids d'un den. quatorze grains : pour douze solz tourn.

Florins de Metz, du poids de deux deniers xij. grains pour trente vn solz tourn.

Autres Florins de Mets, du poix de deux den. douze grains : pour trente solz tournois.

Autres florins forgez à Vic, sous le nom du cardinal de Lenoncour, du poids de deux den. xij. grains pour trente trois solz tourn.

Ensuient les especes d'argent estrangieres, iusques à la valeur de trois solz tournois qui ont cours par la presente ordonnance.

Vieux testons de Suisse, du poids de sept den. dix grains, trebuchans pour vingt vn solz quatre den. tourn.

Vieux testons de Berne à l'ours, du poids de sept den. dix grains, trebuchans : pour xj. solz quatre den. tourn.

Vieux testons de Fribourg, du poids de sept den. dix grains, trebuchans : pour onze solz quatre den. tourn.

Vieux testons de Siō du poids de sept den. dix grains, trebuchans : pour onze solz quatre d. tourn.

Vieux testons de Ferrare, du poids de sept den. dix grains, trebuchans : pour onze solz quatre deniers tourn.

Vieux testons de Milan de deux formes, du poids de sept den. x. grains, trebuchans : pour xij. solz tournois.

Vieux testons de Gènes, du poids de sept den. dix grains, trebuchans : pour xij. solz tourn.

Vieux testons de Portugal, du poids de sept d. dix grains, trebuchans : pour douze solz tourn.

Doubles testons de l'Empereur, nouvellemēt forgez à Milan, du poids de treze den. fix grains pour vingtvn solz tourn.

Testōs dudit Empereur, du poids de sept den. & au dessous, dix solz tourn.

Testons neufs du Prince de piedmōt, du poids de sept deniers dix grains : pour dix solz dix den. tournois.

Testons vieilz de Sauoye, du poids de sept den. neuf grains : pour onze solz tourn.

Testons neufs de Lorraine, du poids de sept d. huit grains : pour huit solz fix den. tourn.

Vieux testons de Lorraine, du poids de sept deniers douze grains pour dix solz quatre den. tournois.

Testons neufs de Nauarre, du poids de sept den. dix grains, pour douze solz tournois.

Philippus d'argent forgez en Flandres, pesant vne once vn gros, pour trentehuit solz fix den.

Pieces de quatre reales d'Espagne, du poids de dix den. seize grains, trebuchans : pour seize solz huit den. tourn.

Doubles

Doubles reales d'Espagne, du poids de cinq deniers huit grains, trebuchans pour huit folz quatre deniers tournois.

Simple realles d'Espagne, du poids de deux deniers seize grains, trebuchans pour quatre folz deux deniers tournois.

Demie reale d'Espagne, du poids d'un denier huit grains trebuchant : pour deux folz un denier tournois.

Les gros viels de Lorraine du poids de deux deniers pour deux folz six deniers tournois.

Pieces de Milã, du poids de deux deniers quatre grains : pour trois folz tournois.

Brelingues de gueldres, du poids de six deniers tresbuchans pour six folz six deniers tournois.

Pieces de quatre patars de Flandres, pesans quatre deniers dixhuit grains, au pourtrait cy dessous : pour quatre folz huit deniers tourn.

Simple patars de Flandres, du poids & prix à l'equipollent.

Les gros d'Espagne de deux sortes, poisans deux deniers tresbuchans : pour trois folz.

Et les demis, à l'equipollent.

Ensjuyent les especes tant d'or que d'argent descriptes avec la supputation escripte sur le pourtrait de chascune piece.

Angelots neufs, de deux sortes forgez en Allemagne par l'Abessé de Thoran.

Portugaïses forgees sous le nom d'Emanuel.

Autres portugaïses forgees sous le nom de Iohannes.

Autres portugaïses forgees en Arragon sous le nom de Ferdinandus.

Ducats neufs, forgez en Allemagne contre-faits sous les neufs ducats de Portugal, qui sont à la grande & petite croix.

Doubles ducats S. Estienne forgez à Nimeghen audit pays d'Allemagne.

Petits ducats appelez marionettes, forgez audit pays d'Allemagne de plusieurs & différentes fabrications.

Pieces d'argent ayans cours pour Iocoudales, aussi descriptes par ceste presente ordonnance.

Grosses pieces de billon, en forme de demies Iocoudales, sous le nô & effigie du roy de Suede.

Nouveaux testons forgez ez pays de Suisse, de plusieurs & différentes fabrications.

Iocoudales d'Allemagne de plusieurs & différentes fabrications.

S'ensuyt les noms des pieces & adualuation au marc & especes de monnoye d'argent & billon, aux coings & armes du Duc de Sauoye, descriptes par ceste presente ordonnance.

Pieces de vingts folz monnoye de Sauoye, ou d'un costé y a instat omnium.

Le marc vaut quatorze liure dix folz.

L'once, trente six folz trois deniers.

Le gros, quatre folz six deniers pite.

Le denier, dix huit deniers.

L'obole neuf deniers.

Pieces de quatre folz monnoye de Sauoye.

Le marc vaut six liures huit folz six deniers tour

nois.

L'once, seize folz obole pite.

Le gros, deux folz.

Le denier, huit deniers.

L'obole, quatre deniers.

Pieces d'un fol, monnoye de Sauoye.

Le marc vaut trois liures seize folz six deniers tournois.

L'once, neuf folz six deniers obole pite.

Le gros, un fol deux deniers pite.

Le denier, quatre deniers obole pite.

L'obole deux deniers pite.

Piece de quars folz monnoye de Sauoye.

Le marc vaut trente trois folz.

L'once quatre folz un denier obole.

Le gros six deniers quatre grains & demy.

Le denier, deux deniers un grain & demy.

Fait en la cour des monnoyes, le vingtesepiesme iour de Mars mille cinq cés soixantetrois auant Pasques.

S'ensuyt les especes descriptes, & les valeurs d'icelles, tant au marc qu'à la piece, selon qu'il est escript sur le nom de chascune piece, en ce compris les salaires des changeurs, & tous dechets de fonte

PREMIEREMENT.

Des carolus de Bezançon, tant vieux que nouveaux vaut le marc huit liures dix deniers tournois.

L'once, vingt folz tournois.

Le gros, deux folz six deniers tournois.

Le denier, dix deniers tournois.

La piece pesant vingtdeux grains, pour neuf deniers tournois.

Petits blancs de Bezançon vaut le marc, cent quinze folz quatre deniers obole

L'once quatorze folz quatre deniers obole pite.

Le gros, un fol neuf deniers obole.

Le denier, sept deniers.

La piece pesant quinze grains pour quatre deniers obole tournois.

Carolus de Dole, vaut le marc sept liures douze folz un denier obole pite.

L'once dix neuf folz pite.

Le gros deux folz quatre deniers obole pite.

Le denier, neuf deniers obole.

La piece pesant vingt un grain pour huit den. pite

Petits blancs de Dole, forgez sous le nom de

Charles Empereur, vaut le marc cent dixsept folz quatre deniers obole.

L'once quatorze folz huit deniers.

Le gros vingdeux deniers.

Le denier, sept deniers pite.

La piece pesant quatorze grains, pour quatre deniers tournois.

Autres petits blancs de Dole, nouvellement forgez sous le nom de Philippe Roy d'Espagne,

vaut le marc cent folz tournois.

L'once, douze folz six deniers.

Le gros, un fol six deniers obole pite.

Le denier, six deniers pite.

La piece pesant quatorze grains, pour trois deniers obole tournois.

Carolus de Geneue vaut le marc cēt vn fol tournois.

L'once, douze folz sept deniers obole.

Le gros, vn fol six deniers obole pite.

Le denier, six deniers pite.

La piece pesant trente deux grains, pour huit deniers, pite.

Pieces de trois carolus dudit Geneue, forgees au parauant l'annee mille cinq cens soixante deux vaut le marc six liures quatorze sols neuf deniers.

L'once, seize folz six deniers.

Le gros, deux folz vn denier.

Le denier, huit deniers pite.

La piece pesant trois deniers, pour deux folz vn denier tournois.

Autres pieces de trois carolus dudit Geneue, vaut le mac, six liures huit folz deux deniers obole pite.

L'once, seize folz pite.

Le gros, deux folz tournois.

Le denier, huit deniers tournois.

La piece pesant trois deniers, pour deux folz tournois.

Carolus de Lorraine vielz, à l'espee, vaut le marc huit liures trois folz.

L'once vingt folz quatre deniers obole.

Le gros, deux folz six deniers pite.

Le denier, dix deniers tournois.

La piece pesant vingt grains, pour huit deniers pite tournois.

Autres carolus dudit Lorraine, qui ont l'escusson en forme de targe, vaut le marc sept liures dix folz tournois.

L'once dixhuit folz neuf deniers.

Le gros, deux folz quatre deniers.

Le denier, neuf deniers pite.

La piece pesant vingt grains, pour sept deniers obole pite.

Autres carolus dudit Lorraine sous le nom de Nicolas de Vaudemont, vaut le marc quatre liures deux folz sept deniers.

L'once, dix folz trois deniers obole pite.

Le gros, vn folz trois deniers obole pite.

Le denier, cinq deniers tournois.

La piece pesant vingt grains, pour quatre deniers pite.

Et declare ladite cour, que si aucun (nonobstant la presente aualluation) aime mieux porter à la fonte toutes lesdites especes, descriees, il en sera payé par les maîtres des monnoyes au prix de l'ordonnance, selon ce qu'elles reuiendront à l'essay, distraits prealablement les fraits, tant dudit essay que de la fonte.

Le prix que les maîtres des monnoyes & changeurs seront tenus payer au peuple en bonne monnoye, des especes d'or & d'argent, qui leur seront portees pour billon, tous dechets de fonte, escharvé de loy, salaire de change, & autres fraiz dessusdits: lesquelles pieces ilz font tenus cizgiller en la presence d'iceux desquelz ils les auront achetees, sur les peines contenues aux ordonnances.

Le marc d'escus au solcil ou courōne, & Henris simples, doubles & demis, vaut huit vingts quinze liures. L'once vingt deux liures tournois. Le gros, cinquante cinq folz tournois. L'estellin vingt deux folz. Le denier, dixhuit folz quatre deniers. Le felin, cinq folz six deniers. Le grain neuf deniers pite.

Le marc d'escus d'Espagne, dits pistolets, escus de Flandres, Sauoye, escus de Pape, Venise Ferrare,

Petits blancs dudit Lorraine, vaut le marc quatre liures deux folz sept deniers tournois.

L'once, dix folz trois deniers obole pite.

Le gros, vn fol trois deniers obole.

Le denier, cinq deniers tournois.

La piece pesant quatorze grains, pour trois deniers tournois.

Carolus de Vic, de deux differentes formes, vaut le marc six liures seize folz onze deniers tournois.

L'once dixsept folz vn denier obole.

Le gros deux folz vn denier obole.

Le denier, huit deniers obole.

La piece pesant dixhuit grains, pour six deniers obole tournois.

Petits blancs dudit Vic, vaut le marc cēt cinq folz cinq deniers tournois.

L'once, treize folz deux deniers.

Le gros, vn fol sept deniers obole pite.

Le denier, six deniers obole.

La piece pesant douze grains, pour trois deniers pite tournois.

Carolus de Sauoye, tant vieux que nouveaux de deux differentes formes, vaut le marc soixante dixsept folz tournois.

L'once, neuf folz sept deniers obole.

Le gros, vn fol deux deniers obole.

Le denier, quatre deniers obole pite.

Liards de Geneue.

La piece pesant vn denier quinze grains, pour sept deniers obole pite.

Autres carolus de Sauoye.

Pieces de quatre carolus de Sauoye, tant vielles que nouuelles de deux differentes formes vaut le marc six liures six folz tournois.

L'once, quinze folz neuf deniers.

Le gros, vn fol onze deniers obole pite.

Le denier, huit deniers tournois.

La piece pesant quatre deniers pour deux folz huit deniers tournois.

Liars de Berne, Soleurre, Fribourg, la Francheconté, Geneue, & de Bearn, se prédront pour deux deniers tournois piece durant ledit temps de six mois seulement, apres lequel temps passé est enioint à toutes personnes qui en auront de les porter à la fonte sur les peines susdites.

Ferrare, Luques, & Gennes, huit vingts douze liures trois sols. L'once vingt & vne liure dix sols quatre deniers obole. Le gros, cinquante-trois sols neuf deniers obole. L'estellin, vingt & vn sol six deniers pite. Le denier, dix-sept sols onze deniers pite. Le felin cinq sols quatre deniers obole. Le grain, neuf deniers.

D v marc des nouveaux ducats de Portugal à la petite croix, huit vingts seize liures. L'once vingt-deux liures. Le gros, cinquante sols, L'estellin vingt-deux sols. Le denier, dix-huit sols quatre deniers. Le felin, cinq sols six deniers. Le grain, neuf deniers pite.

D v marc des nouveaux ducats de Portugal à la porcée, huit vingts douze liures trois sols. L'once vingt & vne liure dix sols quatre deniers obole. Le gros, cinquante-trois sols neuf deniers obole. L'estellin, vingt & vn sol six deniers pite. Le denier, dix-sept sols onze deniers pite. Le felin, cinq sols quatre deniers obole. Le grain, neuf deniers.

Le marc des nobles à la rose d'Angleterre, neuf vingts quatre liures quatorze sols. L'once, vingt-trois liures vn sol neuf den. Le gros, cinquante-sept sols huit deniers obole pite. L'estellin, vingt-trois sols vn denier. Le denier, dix-neuf sols trois deniers. Le felin, cinq sols neuf deniers pite. Le grain, neuf deniers obole.

Le marc d'Angelots vieux d'Angleterre, ducats de Sicile, Castille, Arragon, Valence, Hongrie, & Bolongne, neuf vingts trois liures quinze sols. L'once, vingt-deux liures dix-neuf sols quatre deniers obole. Le gros, cinquante-sept sols onze deniers obole pite. L'estellin, vingt-deux sols onze deniers obole pite. Le denier, dix-neuf sols vn denier obole pite. Le felin, cinq sols neuf deniers. Le grain, neuf deniers obole.

Le marc des nobles Henris d'Angleterre, ducats de Florence, Senne, vieils ducats de Portugal, d'Espagne, doubles & simples, Riddes, Saluts, Imperiales & Royaux de Flandres, neuf vingts cinq liures. L'once, vingt-trois liures deux sols six deniers. Le gros, cinquante-sept sols neuf deniers obole pite. L'estellin, vingt-trois sols vn denier obole. Le denier, dix-neuf sols trois deniers pite. Le felin, cinq sols neuf deniers obole. Le grain, neuf deniers obole.

Le marc des testons de France, quatorze liures huit sols quatre deniers. L'once, trente-six sols obole. Le gros, quatre sols six deniers. Le denier, dix-huit deniers. Le grain, obole pite.

Le marc des testons de Portugal, tant anciens que modernes, quatorze liures quatre sols tournois. L'once, trente-sept sols neuf deniers. Le gros, quatre sols sept deniers. Le denier, vingt-huit deniers. Le grain, obole pite.

Le marc des reales d'Espagne, simples, doubles, quadruples & octuples, quatorze liures dix-neuf sols neuf deniers. L'once, trente-sept sols cinq deniers obole. Le gros, quatre sols huit deniers pite. Le denier dix-huit deniers obole pite. Le grain, obole pite.

SALAIRES QUE LESDITS

Changeurs doyuent prendre des
especes d'or & d'argent ayant
cours par les ordonnances.



OV R le change d'un escu au soleil, Henri & escu vieux, ou à la couronne, escus pistolets & ducats estans de poids, de chacune piece six deniers.

Doubles Henris, & doubles ducats, nobles à la rose, & nobles Henris de chacune piece vn sol.

D'Angelots, Imperiales, & Royaux de Flandres, neuf deniers.

De toutes autres especes ayans cours par les ordonnances, à l'équipolent.

Fait en la cour des monnoyes, le troisieme iour de Juillet, l'an mil cinq cens soixante-cinq. Signé,

ARNOVL.

ORDONNANCE SVR LE DESCRY
de certaines especes d'or & d'argent estrangeres.



Ceste ordonnance est cy dessus au chap. xxvij. de ce tiltre.

CHARLES par la grace de Dieu roy de France, à noz amez & feaux Conseillers les Generaux tenans nostre cour des monnoyes, Preuost de Paris, & à tous noz Baillifs, Seneschaux, & leurs Lieutenans, salut. Comme nous ayons cy deuant decerné noz lettres patentes à vous adressantes pour descrire plusieurs pieces estrangeres, qui causent le transport des matieres d'or & d'argent hors nostre royaume, & refonte de noz bonnes monnoyes, & pour reduire toutes autres especes au prix porté par nostre ordonnance sur le faict de nosdites monnoyes, en datte du mois d'Aoust, l'an mil cinq cens soixante vn. Desquelles lettres nous aurions esté requis par plusieurs de noz suiets d'en différer la publication iusques à quelque tēps, pour plusieurs iustes causes & bonnes considerations dont ils nous ont fait remonstrances.

IA ces causes ayans mis la matiere en deliberation en nostre priué conseil, vous mandons qu'en attendant le reiglement que nous esperons mettre en brief temps au faict de nosdites monnoyes, & les reduire au prix de ladite ordonnance, mil cinq cēs soixante & vn: vous ayez dès à present à descrire de tout cours & mise, les angelots tant d'Angleterre que de l'Abbesse de Thoren, ducats à la marionnette, escus de Portugal, tant à la grande que petite croix, Dallers appelez Iocondales d'Allemagne de diuerſes fabrications, & philippus d'argent forgez en Flandres qui s'exposent pour quarante-trois sols piece.

2 EN faisant expresses inhibitions & defences à toutes personnes, tant noz suiets qu'estrangers, qu'ils n'ayent à presenter, receuoir, ou exposer aucunes desdites pieces, pour quelque prix que ce soit, en nostredit royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeissance, sur peine de confiscation des pieces, & de cent liures parisis d'amende pour la premiere fois, tant contre l'expositeur que celuy qui les aura receues, ou qui en sera trouué faisi vn mois apres la publication de ces presentes faites en chacun Bailliage. Et de pareille confiscation & amende pour la seconde fois, avec peine du fouet, & de bannissement perpetuel hors nostredit royaume.

3 ET enioignons à tous ceux qui auront desdites pieces lors de la publication de ces presentes, qu'ils ayent à les porter ou enuoyer dedans ledit temps d'un mois apres ladite publication, aux changeurs ou Maistres de noz monnoyes. Lesquels seront tenus de leur en payer la iuste valeur selon la supputation que nous voulons & ordonnons estre faite par vous Generaux de nosdites monnoyes, dont vous ferez vn estat contenant la valeur du marc desdites pieces descrites, avec ses diminutions, à raison de soixante & quatorze escus le marc d'or fin, & quinze liures quinze sols le marc d'argent le roy. Lequel estat chacun desdits changeurs & Maistres desdites monnoyes, sera tenu auoir en vn tableau en leurs boutiques & comtoirs en lieu apparent.

4 ET parce que nous auons esté deuement aduertis que plusieurs desdits Maistres des monnoyes & changeurs ne cizaillent les pieces qui leur sont apportees descrites ou legieres, ains les exposent & allouent nonobstant noz edict & ordonnances: nous mandons & enioignons par ces presentes aux preuosts des Marchans, Maire, Escheuins, Iurats & Consuls de noz bonnes villes, de choisir & deputer vn ou deux personnes qui auront la charge de cizailler toutes lesdites pieces descrites & legieres: & à ceste fin auront leur ouuoir & boutique au lieu qui sera aduisé le plus commode

de desdites villes. Et apres les auoir cizaillees rendront lesdites pieces à ceux qui les auront apportees, sans pour ce prendre d'eux aucun salaire, pour les deliurer ausdits Maistres des monnoyes ou changeurs. Et seront lesdits deputez salariez des deniers communs desdites villes, ainsi qu'il sera par elles aduiué.

5 ET deffendons ausdits Maistres & changeurs d'acheter aucunes pieces descriptes ou legieres, qu'ils ne soient cizaillees, ou du moins qu'ils ne les cizaillent en presence de ceux qui les auront apportees, & sur les peines contenues en noz ordonnances.

6 ET outre à ce que ceste presente ordonnance soit mieux obseruee & garde qu'autres n'ont esté cy deuant, nous ordonnons & enioignons à vous Generaux de noz monnoyes quant à nostre ville de Paris, & autres lieux où voz deputez se trouueront en faisant leurs cheuachees, & en vostre absence à vous, Baillifs, Seneschaux, & voz Lieutenans, chacun en sa iurisdiction & ressort, que vous ayez à commettre gens fidelles & de bonne renommee, ausquels vous baillerez charges expressees d'eux enquerir, & de prendre garde de ceux qui exposeront ou receuront desdites pieces descriptes, pour promptement vous en aduertir. Ausquels denonciateurs par le moyen desquels telles expositions & receptions des pieces descriptes seront verifiees, nous ordonnons & donnons la tierce partie desdites pieces qui seront confisquées, & des amendes qui nous seront adiugees.

7 ET au cas qu'aucune personne soit contrainte à prendre pour payement de chose à luy deuue aucunes d'icelles especes, nous voulons que si dedans huit iours apres qu'il les aura receues, il le vient deferer à iustice celuy qui les luy aura baillies, qu'il soit non seulement exempt de la confiscation & amende dessus declaree, mais qu'il ait la tierce partie des amendes esquelles celuy qui aura baillé icelles especes sera condamné.

8 MANDONS en outre, & commandons à tous maistres, gardes, & autres noz Officiers & Fermiers des ports & passages des extrremitez de nostre Royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeissance, qu'ils ayent à eux prendre garde, veiller & trauailler pour empescher qu'aucun or & argent en masse ou lingots, ny aucunes monnoyes descriptes ne soyent tirees & sorties hors de nosdits Royaume, pays, terres, & seigneuries de nostre obeissance, & qu'en iceluy n'entrent & soyét apportees aucunes pieces descriptes, sur peine de confiscation desdites monnoyes, or, argent, & billon, & des cheuaux, & autres bestes cheualines & charrois qui les porteront. Ensemble de toutes les marchandises qui seront trouuees, prises & saisies avec icelles monnoyes, or & argent, & de deux mil liures parisis d'amende contre ceux ausquels elles appartiendront.

9 DESQUELLES confiscations & amendes nous ordonnons & donnons par ces mesmes presentes la tierce partie à vous maistres, gardes & Officiers ou Fermiers desdits ports & passages, ou à autres Iuges & personnes par le moyen desquels seront aduerees & verifiees les fautes desdits transports hors nosdits pays desdites monnoyes descriptes, & or ou argent, & de l'entree en iceux desdites pieces descriptes.

10 ET pour ce que l'infraction de ceste presente nostre ordonnance ne peut aduenir que par la negligence de vous nosdits Iuges, Maistres & gardes desdits ports & passages, nous vous declarons que si par cy apres nous auons verification & preuue qu'elle ait esté enfreinte & transgressée au dedans des ressorts d'aucunes de voz iurisdiccions, que nous priuerons de leurs estats & offices ceux es ressorts desquelles telles transgressions seront aduenues. Et desquels offices audit cas nous les auôs priuez dès à present, & iceux offices auons declarez & declarons vacans & impetrables. Car tel est nostre plaisir. Donné à sainct Maur, le quinzième iour de Iuin, l'an de grace, mil cinq cens soixante-six : & de nostre regne le sixième. Ainsi signé, Par le Roy en son conseil, HVR AVL T. Et scelees du grand scel à simple queue de cire iaine.

EXTRAICT DES REGISTRES DE LA
cour des monnoyes.

SUR LES lettres patentes du Roy, donnees à saint Maur le quinzième iour du present mois de Iuin, contenant le descript de plusieurs especes d'or & d'argent estrangeres, apres que le Procureur general du Roy en ladite cour en a requis la publication, ladite cour a ordonné que lesdites lettres seront publiees à son de trompe & cry public, tant en ceste ville de Paris, qu'à autres villes notables de ce Royaume à un mesme iour qui sera le samedi vingtième iour du mois de Iuillet prochain, & à ceste fin en sera enuoyée une impression collationnée à l'original & signee par le Greffier de ce Royaume, pays, terres, & seigneuries de l'obeissance dudit sieur. Enioint ladite cour à tous maistres des monnoyes & changeurs de payer la iuste valeur desdites pieces descriees à ceux qui les apporteront, selon la supputation qui en a esté faite par ladite cour, inserees au bas de l'impression desdites lettres patentes & en la forme & espeece qui y sont declarees, & de tenir en lieu eminent de leur comtoir & boutique un tableau où sera escrete ladite supputation. Et outre suyuant les edicts & ordonnances, faite inhibitions & defenses à toutes personnes de mettre, exposer ou allouer aucunes especes d'or & d'argent, soient du coing de France ou estrange-res si elles ne sont de leur iuste poids, leur enioignans à ceste fin de les peser au trebuchet. Et d'autant que plusieurs personnes se sont adonnees à lauer & rongner les escus au soleil de France, imperiales & nouveaux Royaumes d'or de Flandres, à l'occasion qu'on prend lesdits escus du poix de deux deniers quatorze grains pour mesme prix que ceux de deux deniers quinze grains, & que lesdites imperiales & nouveaux Royaumes qui doiuent peser quatre deniers quatre grains, se recoiuent à quatre deniers de poids. Ladite cour enioint à toutes personnes ensuyuant ladite ordonnance du mois d'Aoust, mil cinq cens soixante un, de ne mettre ny recevoir lesdits escus sols qui ne se trouueront peser que deux deniers quatorze grains que pour le prix des escus couronnez, & un sol moins que lesdits escus sols, qui peseront deux deniers quinze grains. Et lesdites imperiales & nouveaux Royaumes de Flandres, s'ils ne pesent quatre deniers quatre grains trebuchans. Et outre fait inhibitions & defenses d'exposer ny prendre aucunes especes d'or, argent, ou billon non comprises en ladite ordonnance de l'an mil cinq cens soixante un. Et spécialement les oboles d'Horne, qui courent auioird'hy par les bour-es en grande quantité, dont la plupart sont falsifiees, le tout sur les peines contenues esdits edicts & ordonnances. Fait en la cour des monnoyes le vingthuitième iour de Iuin mil cinq cens soixante six.

Signé,

ARNOVL.

ENSUIVENT les especes d'or & d'argent descriees par la presente ordonnance, avec les valeurs & prix que les maistres des monnoyes & changeurs seront tenus en bailler au peuple compris leurs salaires & tous dechets de fonte. Et par ce la presente supputation desdites especes d'or descriees a esté faite sur le prix de neuf vingts cinq liures le marc d'or fin, suyuant l'ordonnance del'an mil cinq cens soixante un, a esté ordonné que lesdits maistres & changeurs seront tenus payer lesdites especes d'or descriees en autres bonnes especes d'or ayans cours par ladite ordonnance mil cinq cens soixante un. Qu'ils bailleront selon le prix d'icelle, à scauoir l'escu à cinquante sols tournois, le pistolet à quarante huit sols tournois. Le noble rose à cent dix-sept sols. Le noble Henry à cent six sols. Les Royaumes d'or & imperiales de Flandres à quatre liures. Les ducats d'Espagne, Venize, Genes, & Lucques, à cinquante trois sols. Et les doubles à l'equippellent. Et les autres especes y declarees au prix contenu en ladite ordonnance mil cinq cens soixante un.

Des angelots

*Des angelots d'Angleterre, tant de la Vieille que nouvelle fabrication, pouruen
qu'ils n'ayent vn O au milieu de la nef.*

Le marc vaut huit vingts dixneuf liures dix sols.

L'once vingt deux liures huit sols neuf deniers.

Le gros, cinquante six sols vn denier.

Le denier, dixhuit sols huit deniers pite.

Le grain, neuf deniers pite.

D'autres angelots ayans vn O au milieu de la nef.

Le marc vaut huit vingts quinze liures douze sols.

L'once vingt & vne liure dixneuf sols.

Le gros, cinquante quatre sols six deniers obole.

Le denier, dixhuit sols trois deniers obole.

Le grain, neuf deniers.

Des escus de Portugal à la petite croix.

Le marc vaut huit vingts onze liures quatorze sols.

L'once, vingt & vne liure neuf sols trois deniers.

Le gros, cinquante trois sols sept deniers obole pite

Le denier dix sept sols dix deniers obole.

Le grain, neuf deniers.

D'autres escus de Portugal à la longue croix.

Le marc vaut huit vingts sept liures seze sols.

L'once, vingt liures dix-neuf sols six deniers.

Le gros, cinquante-deux sols cinq deniers pite.

Le denier, dix-sept sols cinq deniers obole pite.

Le grain, huit deniers obole pite.

Des Philippus d'argent.

Le marc vaut treze liures onze sols.

L'once, trente-trois sols dix deniers obole.

Le gros, quatre sols deux deniers obole pite.

Le denier, dix-sept deniers.

Le grain, obole pite.

Des Iocondales de plusieurs & diuerfes fabrications.

Le marc vaut quatorze liures huit sols.

L'once, trente six sols.

Le gros, quatre sols six deniers.

Le denier, vn sol six deniers.

Le grain, obole pite.

QUANT aux angelots neufs forgez par l'Abesse de Thoren, & ducats à la marionnette n'en est fait aucune adualuation pour l'incertitude & varieté de leur loy. Et enioint ladite cour ausdits maistres & changeurs en bailler la iuste valeur à ceux qui leur en porteront.

AUTRE adualuation faite en ladite cour des monnoyes du prix que lesdits Maistres & changeurs seront tenus donner au peuple, de plusieurs especes d'or ayas cours

par les ordonnances, qui se trouueront legeres, ou soudees, laquelle adualuation a esté faite à raison de neuf vingts cinq liures le marc d'or fin, suyuant ladite ordonnance de l'an mil cinq cens soixante-vn. Et partant seront lesdits Maistres & changeurs tenus payer ledit prix en autres bonnes especes d'or qu'ils bailleront au prix de ladite ordonnance, comme est déclaré en la precedéte supputation. Et a esté ladite adualuation faite de nouveau, parce que la supputatiō arrestee par ladite cour le cinquième iour de Iuillet, l'an mil cinq cens soixante-cinq, auroit esté faite, ayant esgard au cours que le peuple exposoit lesdites especes d'or, partie desquelles il auroit depuis encor' sur haufsé, qui cause inegalité entre les valeurs du marc & especes d'or, au dommage du peuple. Et que ledit Sieur en attendant le reiglement qu'il entend faire sur le fait desdites monnoyes, & reduire toutes especes tant d'or que d'argent, au prix de ladite ordonnance mil cinq cens soixante-vn, a commandé à ladite cour faire estroittement garder & obseruer le prix donné ausdits marcs d'or & d'argent par icelle ordonnance.

PREMIEREMENT.

Le marc d'escus sol & couronne, vaut huit vingts douze liures.

L'once, vingt & vne liure dix sols onze deniers.

Le gros, cinquante-quatre sols neuf deniers.

Le denier, dix-sept sols neuf deniers.

Le grain, neuf deniers.

Escus pistolets.

Le marc vaut, huit vingts sept liures seize sols.

L'once, vingt liures dix-neuf sols six deniers.

Le gros, cinquante-deux sols cinq deniers obole pite.

Le denier, dix-sept sols cinq deniers obole pite.

Le grain, huit deniers obole pite.

Nobles rose, nobles Henris, Vieils ducats d'Espagne, doubles & simples, Venise, Genes, Florence, Sienne, Portugal, Hongrie, Riddes, Saluts, Imperiales & Royaums de Flandres, & Alphonfins.

Le marc vaut, six vingts vne liure dix sols.

L'once, vingt-deux liures treize sols neuf deniers.

Le gros, cinquante-six sols huit deniers obole.

Le denier, dix-huit sols six deniers obole pite.

Le grain, neuf deniers obole.

FAIT en la cour des monnoyes, le deuxième iour de Iuillet, mil cinq cens soixante-six. Signé, ARNOVL.

De par le Roy & les Generaux de ses monnoyes.



N fait assauoir, que par l'ordonnance dudit Sieur, faite sur le descry des angelots, ducats de Portugal, à la grande & petite croix, ducats à la marionnette, locondales d'Allemagne, & Philippus d'argent, publiee Samedy dernier, vingtième iour de ce present mois, n'a entendu & n'entend toucher quant à present, aux prix des escus sol & pistolets, ny aux autres especes ayans à present cours, pourueu qu'elles soyent de leur poids. Et declare ledit Sieur, que l'adualuation estant en l'impression de ladite ordonnance, est seulement pour le regard des Maistres des monnoyes & chageurs, & à fin de bailler au peuple la iuste valeur desdites pieces descrites par ladite ordonnance.

Leuë & publiee à son de trêpe & cry public par les carrefours de ceste ville de Paris, le Mardi Vingt. troisième iour de Iuillet, l'an mil cinq cens soixante-six, par moy Pasquier Rossignol Crieur iuré du Roy. Signé, P. ROSSIGNOL.

Edict du

Edict du Roy sur le pris des especes d'or & d'argent qu'il veut avoir cours en son Royaume, pays, terres, & seigneuries, de son obeissance par forme de tollerance & prohibition.

Avec defense à tous Orfeures de faire vaisselle d'or ou autre ouvrage d'argent excédant un marc & demi : & de ne faire habits de toilles d'or, ou d'argent par les tailleurs d'habits ou par autres ses suiets.

Idem 1571.



HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme pour le singulier desir que nous auons de pouruoir au grand desordre estant de present au faict de noz monnoyes, à cause du cours excessif que l'on donne aux especes d'or, specialement aux estrangeres : & les reduire aux prix de nostre ordonnance de l'an mil cinq cens soixante & vn, & par mesme moyen empescher le transport hors de nostre Royaume des bonnes especes d'argent qui y ont cours pour estre conuerties en monnoye plus foible que la nostre, dont nostre Royaume est rempli en diuers endroits au grand preiudice & dommage de nous & de noz suiets. Nous ayons fait assembler en ceste nostre ville de Paris, plusieurs notables personnnages versez & experimentez audit fait des monnoyes, avec aucuns Conseillers de nostre priué conseil, qui nous auroient donné leur aduis par escrit : lequel nous auons fait voir en nostredit conseil. Par deliberation duquel ne pouuans quant à present pour les incommoditez que noz suiets ont souffert à cause des troubles passez faire ladite reduction & tabais.

I A V O N S en attendant vne plus ample prouision que nous esperons en brief donner en nosdites monnoyes, inhibé & defendu de mettre, allouer ou exposer les especes d'or & d'argent cy apres designees : lesquelles nous voulons auoir cours en noz Royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeissance, à plus haut prix qu'il sera cy apres déclaré. A sçauoir, noz escus soleil du poids de deux deniers quinze grains pour cinquante quatre sols tournois. Escus couronne du poids de deux deniers quatorze grains, cinquante trois sols tournois. Escus vieils du poids de trois deniers, soixante cinq sols tournois. Royaux & francs à pied & à cheual du poids de deux deniers vingt grains, cinquante neuf sols tournois. Henry simples de pareil poids, cinquante huit sols tournois. Nobles à la rose d'Angleterre du poids de six deniers, six liures six sols tournois. Nobles Henry du poids de cinq deniers dix grains, cent quatorze sols tournois. Vicils angelots dudit pays d'Angleterre du poids de quatre deniers quatre liures quatre sols tournois. Imperiales & Royaux d'or de Flandres pesant quatre deniers quatre grains, quatre liures six sols tournois. Lions, du poids de trois deniers quatre grains, soixante cinq sols tournois. Riddes du poids de deux deniers dix huit grains, cinquante neuf sols tournois. Carolus de Flandre du poids de deux deniers six grains, vingt & cinq sols tournois. Philippus de Flandres du poids de deux deniers douze grains, trente trois sols tournois. Vicils ducats d'Espagne, Portugal, Hongrie, Venise, & Gennes, du poids de deux deniers dix sept grains, cinquante sept sols tournois. Escus d'Espagne, dits pistolets ensemble ceux du Pape, de Venise, Ferrare, Lucques, Gennes, & les escus de Flandres, & ceux de Nauarre, du poids de deux deniers quinze grains, cinquante deux sols. Escus de Portugal à la courte croix, du poids de deux deniers dix sept grains, cinquante quatre sols. Autres escus de Portugal à la longue croix dudit poids, cinquante trois sols. Riddes de Gueldres dits Cavalots pesans deux deniers douze grains, vingt huit sols tournois. Oboles de Gueldres & du Rhin de mesme poids, vingt sept sols. Testons forgez & qui se forgeront en noz monnoyes, ensemble ceux de Nauarre, Portugal, Milan & Gennes pesans sept deniers dix grains trebuchans à douze sols. Vicils testons de Lorraine de mesme poids, dix sols quatre deniers. Vicils testons de Sauoye dudit poids, onze sols. Reales d'Espagne, de deux deniers quinze grains, quatre sols deux deniers. Les doubles & demies desdites especes tant d'or que d'argent à l'equipolent. Pieces de six blancs, trois blancs, trezains, douzains, dizains & demis douzains, non rongnez, liards, doubles & deniers aux coings & armes de France, pour le prix accoustumé. En defendant & interdisant bien expressement à toutes personnes tant noz suiets qu'estrangers, qu'ils n'ayent à mettre, allouer ne recevoir aucune des especes susdites à plus haut prix qu'il est porté par la presente tollerance & permission, sur peine de confiscation desdites presentes especes, à quelque somme que elles se pourroient monter, & de cinquante liures tournois d'amende pour la premiere fois. Et pour la seconde du double tant contre l'expositeur que le preneur : sauf si ledit preneur, vient à le denoncer à iustice dans le iour mesmes au plus tard : dont les deux tiers applicables à nostre profit, l'autre au denonciateur. Et en entuyant noz precedens edicts & defenses. Auons derechef descrié de tout cours & mise les Philippus d'argent forgez en Flandres nouueaux Dallers de Bourgogne & toutes les locondales d'Allemagne, par ce que la plupart ne correspondent à la valeur de noz monnoyes, & ne pouuent noz suiets mesmes nostre pauvre peuple discerner en telle diuersité qu'il s'en forge n'y cognoistre la difference d'alloy & bonté.

2 DEFENDONS AVSSI toutes especes de billon estangeres qui courent en noz Duché de Bourgongne, comté de Champagne, pays de Lyonnois & autres noz pays. Enioignant tres-expressément à tous ceux qui en ont en leur possession de les porter en noz monnoyes ou aux changeurs dans vn mois apres la publication des presentes, sur peine de confiscation desdites pieces & d'amende arbitraire contre ceux qui en seront trouvez saisis apres ledit temps passé. Pareillement defendons à toutes personnes & mesmement aux Orfeures, ioyauliers, affineurs, departeurs, tireurs, escacheurs, batteurs d'or & d'argent, & Changeurs, d'acheter ou vendre cy apres l'or & l'argent en masse ou ouvrage à plus haut prix qu'il est porté par ladite ordonnance mil cinq cens soixante & vn : A sçauoir, soixante & quatorze escus soleil le marc d'or fin, & quinze liures quinze sols le marc d'argent le Roy, sur peine de confiscation des matieres & ouvrages & de cent liures tournois d'amende pour chacune fois qu'ils seront atteints de transgression contre ceste prohibition & defence. Et par ce que nous sommes deuëment aduertis que plusieurs marchans tant regnicolles qu'estrangers delaissans la vraye negotiation : par laquelle les pays sont secourus des marchandises & commoditez qui leur defaillent, traffiquent ordinairement de toutes especes de monnoye & billon. Nous en ensuyuant les anciennes ordonnances de noz predecesseurs Rois, auons interdit & defendu tres-estroitement à rous marchans & autres personnes quelconques, de porter hors noz Royaume & pays de nostre obeissance, or ou argent, monnoyé ou non monnoyé, ouvrages d'oseurerie soit en grosserie ou en menuiserie, ny mesmes les monnoyes defendues, ou matieres quelconque d'or argent ou billon, sur pareille peine de cent liures tournois d'amende outre la confiscation desdites monnoyes, ouvrages & matieres : ensemble de toutes les marchandises parmi lesquelles se trouuera emballé ou empaqueté ledit or ou argent, & des cheuaux ou mulets, harnois, & chariots, qui la conduiront pour la premiere fois, & pour la seconde fois de confiscation de corps & de biens.

ET POUR tousiours empescher le transport, difformacion & refonte de noz monnoyes par le moyen desquelles noz armes nom & effigie, sont representez à noz suiets & conseruez à la posterité. Auons ordonné & ordonnons qu'à l'aduenir à commencer du premier iour de Ianuier prochain tous deniers qui nous sont deus, tant pour noz domaine, aides, railles, qu'impositions & subuentions quelconques seront payez en monnoye à noz coings & armes, ou du moins en escus pistolets & reales d'Espagne. Defendans à tous noz Recueurs tant generaux que particuliers de prendre ou receuoir quelconques autres especes de quelque sorte que ce soit : enioignons à noz cours de Parlemens, generaux de noz monnoyes & tous autres Iuges Royaux, faire estroitement & inuolablement obseruer & garder le contenu cy dessus, sans qu'ils puissent aucunement moderer les amendes & confiscations susdites, à peine d'en respondre en leurs propres & priuez nonis, comme aussi enioignons au Preuost des marchans & Escheuins de nostre bonne ville de Paris, & à tous Maîtres, Jurats, Capirouls, Escheuins, Conseillers & Consuls de villes, bourgs & bourgades d'y renir la main diligemment & y auoir l'œil de leur part, sur mesme peine que dessus. Desquelles amendes & confiscations : nous voulons & entendons letiers estre baillé & deliuré au denonciateur, par le moyen duquel les fautes & contrauentions auront esté auerrees & descouuertes. Et que tous iugemens donnez par nosdits generaux & autres Iuges Royaux portans adjudications d'amendes pecuniaires ou confiscations soient executees realement & de fait par prise de corps, non obstant oppositions ou appellations quelconques & sans preiudice d'icelles : pour lesquelles ne voulons estre aucunement différé.

AVONS pareillement prohibé & defendu à tous Orfeures de nostre Royaume, de faire dans trois ans prochains du iour de la publication des presentes aucune vaisselle d'or de quelque poix que ce soit, n'y vaisselle ou autre ouvrage d'argent excedant vn marc & demi. Et à tous plombiers, cousteliers, peintres, armuriers & autres artisans dorer n'argenter planchers ou cheminees ne sur fer plomb, cuyure ou acier. Et à tous noz suiets de faire faire d'oresnauant chausses, pourpoints ou habits quelconques de draps ou toille d'or ou d'argent, ou employer sur quelconques estoifes, passemens ou canetilles dudit or ou argent, ou de soye & or ou argent meslez, sur peine de confiscation desdits habits & amende arbitraire contre les tailleurs qui les auront faits ou en seront trouvez saisis. Et de toutes contrauentions qui seront faites contre ces presentes defences : nous en auons par preuention & concurrence avec le Preuost de Paris, noz Baillifs & Seneschaux, ou autres Iuges ordinaires attribué la iurisdiction & cognoissance aux generaux de noz monnoyes. Auxquels nous mandons & ordonnons reduire les Orfeures, Affineurs, departeurs, tireurs, escacheurs & batteurs d'or & d'argent, tant de nostredite ville de Paris, qu'aucunes villes de noz Royaume, pays, terres, & seigneuries de nostre obeissance, à certain petit nombre, tel qu'ils verront estre necessaire pour le bien public & commodité de noz villes. Voulons neantmoins & entendons que ceux qui sont à present maistres desdits mestiers les exercent leur vie durant, & que aucun n'y soit d'oresnauant receu sinon à mesure que lesdits maistres mourront apres ladite reduction executee.

Si donnés en mandement à noz amez & feaux Cōseillers les generaux tenāns nostre cour des monnoyes Preuost de Paris, Baillifs, & Seneschaux ou leurs Lieutenans que ceste presente nostre ordonnance

nance ils fâcent lire, publier, & enregiftrer, & le contenu en icelle entretenir, garder & obferuer, & punir les infraâcteurs d'icelle des peines y contenues. Commandans trefexpreflément à tous noz Procureurs de faire les pourfuytes & diligences requifles, tant pour la publication que pour l'obferuation & entretènement de cefte dite ordonnance, à peine de priuation de leurs eftats & offices. Et pource que de ces prefentes on pourra auoir affaire en plufieurs & diuers lieux, voulons qu'au vidimus ou à l'impreffion qui en fera faite par ordonnance de noftredite cour des monnoyes collations par l'un de noz Notaires & Secretaires, ou par le Greffier de noftredite cour, foy foit adiouffee comme au prefent original. Auquel en tefmoin de ce nous auons fait mettre noftre fcel. Donnè à Paris, le vingt-vneiefme iour d'Auril, l'an de grace mil cinq cens feptante vn, & de noftre regne l'onziefine. Signé, fur le reply, Par le Roy eftant en fon confeil, C L A V S S E. Et fcellé fur double queué du grand fcel de cire iaune.

Extraict des regiftres de la cour des monnoyes.

S V A les lettres patentes du Roy, donnees à Paris le vingt & vneiefme iour d'Auril dernier, contenant defenſes de prendre les eſpeces d'or & d'argent y deſignées à plus haur prix qu'il eſt porté par leſdites lettres & le renouuèlement du deſcry d'autres eſpeces, attendant le reiglement que ledit Seigneur eſpere donner en bref aufdites monnoyes, apres que le Procureur general du Roy, en a requis la publication, & ouy le rapport d'aucuns Preſidens & Conſeillers de ladite cour, prefens au confeil du Roy, lors de la deliberation deſdites lettres:

L A C O V R a ordonné que leſdites lettres ſeront publiees à ſon de trompe & cry public, tant en ceſte ville de Paris, qu'autres bonnes villes de ce Royaume. Et à ceſte fin en ſera enuoyé vne copie, ou impreſſion ſignée par le Greffier de ladite cour, aux Baillifs, Senefchaux, ou autres Iuges Royaux, auxquels eſt enioint de faire publier leſdites lettres, incontinent apres qu'ils les auront receuës, & icelles faire garder & obferuer, ſur peine de ſ'en prendre à eux, ſuyuant le vouloir & intention du Roy contenu eſdites lettres, & enioint aux Maîtres des monnoyes & changeurs, payer la iuite valeur deſdites pieces deſcrites ſelon la ſupputation qui en eſt faite inferée au bas de l'impreſſion deſdites lettres patentes, & de tenir en lieu eminent de leur boutique ladite ſupputation, cizailler deſdites eſpeces au parauant les payer, ſur peine de conſiſcation de corps & de biens. Et au ſurplus ſe cōduire en leurs eſtats, ſuyuant les ordonnances du Roy, & reiglemens de ladite cour. Et aux orfeures, loyauliers, affineurs, & departeurs auoir pareillement en lieu apparent de leur boutique, vn tableau contenant le prix & valeur tant de marcs d'or fin, qu'à vingt & deux carats: & d'argent le Roy à raiſon de ſoixante quatorze eſcus ſols le marc d'or fin, & quinze liures quinze ſols marc d'argent de Roy.

Fait en la cour des monnoyes, le quatriefme iour de May, l'an mil cinq cens ſoixante & onze. Signé,
D E B R I Z A C. Commis.

Leuës & publiees à ſon de trōpe & cry public, par les carrefours de ladite ville & fauxbourgs de Paris, lieux & places accouſtumez à faire cris & publications, par moy Paſquier Roſſignol, crieur iuré du Roy noſtre Sire, es villes, Preuoſté & vicomté de Paris, accompagnè de Michel Noirer, trompette iuré dudit Seigneur, & de trois autres trompettes, aſſiſté de Maître Eſtienne de Brizac commis du Greffier de ladite cour des monnoyes & Charles Iamer Huiffier en ladite cour, Le Samedi cinqiefme iour de May, l'an 1571. Signé, P. ROSSIGNOL.

Edict du Roy ſur la creation des changeurs en tiltre d'office formez par tous ſes Royaume pays, terres & ſeigneuries de ſon obſeſſance.

XL.
Idem, 1571.



H A R L E S par la grace de Dieu Roy de France, à noz amez & feaux les gens de noſtre cour des monnoyes, Preuoſts de Paris, Baillifs, Senaſchaux, & autres noz Iuſticiers & Officiers qu'il appartient, Salut. Feu noſtre treſhonorè Seigneur & pere, fit expedier ſes lettres patentes en forme d'edict, dont la copie eſt cy attachee, ſur le ſaict & reiglement des changeurs qui auroit eſté publié. Neantmoins n'a eſté obſerué, ſuiuy, ny entretenu ſoit par la malice du temps, conuenance de noz Officiers ou autrement, à la grand ſoule de noz ſuiets. A quoy deſirons pouruoir, & pour meſmes cauſes qui meurt noſtre dit feu Seigneur & pere à faire iceluy edict, deſirans qu'il forte ſon effect.

V O V S mandons, ordonnons & enioignons, que vous ayez à faire publier par tout où beſoin ſera ledit edict, ſur la copie, cy comme dit eſt attachee, & le contenu faire garder, obferuer & entretenir, ſans y contreuenir, ne ſouffrir y eſtre contreueni en aucune maniere, ſur les peines y contenues, que voulons eſtre par tout declarees, iugees & executees, ſans aucun deport en cas de contrauention, & nonobſtant toutes oppoſitions ou appellations. Enioignons à noz Procureurs preſter le deuoir de leur office à l'exécution de ceſdites prefentes, ſur peine de nous en prendre à eux, & d'en reſpōdre en leurs propres & priuez noms. Entendons toutesſois, voulons & ordonnons que les deſenſes faites aufdits changeurs de continuer & exercer leurs eſtats, ayent lieu ſeulement vn moys apres la publication des prefentes, es lieux & villes de noſtre Royaume, non eſloignees & diſtantes de noſtre dite ville de Paris de cinq lieues, & quant aux autres lieux, deux moys apres la publication dudit edict & de ceſdites prefentes. A quoy vous mandons proceder incontinent & ſans remiſe ou difficulté aucune, & pour aucunes conſiderations à ce nous mouuans, voulons que ledit edict ait lieu en noſtre ville de Lyon. Deſendons neantmoins trefexpreflément aux changeurs tant de noſtre dite ville de Lyon, qu'autres, de faire aucun acte ou exercice de banquier, car tel eſt noſtre plaisir. Donnè à Monceaux le dixieſme iour de Iuillet, l'an de grace, mil cinq cens ſoixante & onze: & de noſtre regne l'onziefine. Signé,

C H A R L E S. Et au deſſouz, Par le Roy en ſon confeil, P I N A R T. Et ſcellées ſur ſimple queué de cire iaune du grand ſcel.

Extrait des registres de la cour des monnoyes.

SURCE que le Procureur general du Roy en la cour de ceans, a requis sur les lettres patentes dudit Sieur, donnees à móceux le dixiesme du present mois de Iuillet, que ladite cour eust à faire de réchef publier l'édit fait par le feu Roy Henry, au mois d'Aoust mil cinq cens cinquante cinq, sur la creation & erection des estats des changeurs en ce Royaume, en titre d'office, formez sur la copie & impression dudit edict, attaché aufdites lettres patentes: & qu'il en fut enuoyé par toutes les bonnes villes de ce Royaume: La cour a ordonné & ordonne que sur le reply desdites lettres sera mis: Leues, publiques & registrees és registres de ladite cour: ce requerant le Procureur general du Roy en icelle. Et faisant droit sur la requeste faite par les changeurs & Maistre particulier de la monnoye de Paris presens à ladite publication: Ordonne la cour que copie leur sera baillee desdites lettres pour eux pouruoir par deuers le Roy, ainsi qu'ils verront estre à faire par raison.

Fait en la cour des monnoyes, le dixseptiesme iour de Iuillet, mil cinq cens soixante & onze.

Signé,

DE BRIZAC. Commis.

Ordonnance du Roy Henry troiesme, sur le fait de ses monnoyes.

HENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Pologne, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Estant deuëment aduertis & informez du grand desordre qui est de present au fait de noz monnoyes, & spécialement en ce que la mise des especes d'or croist de iour en iour, contre noz edicts & ordonnances, par la malice & desordnée auarice d'aucuns noz suiets, simplicité & ignorance des autres qui n'ont cognoissance de la bonté interieure desdites monnoyes, & de la proportion & correspondance qu'il y faut garder & obseruer, en quoy nous & noz suiets auons souffert, & portons vne perte & dommage inestimable, & voulâs y pouruoir & donner ordre selon que l'estat de noz affaires & commodité de nostre peuple le peut porter, en tenant quelque moyen entre le prix contenu esdites ordonnances & le cours qu'aucuns ont donné ausdites especes. Auons par forme de Prouision & attendant vn reiglement general que nous esperons mettre en bref au fait de nosdites monnoyes, permis & toleré le cours & mise des especes d'or cy apres designees pour le prix qui s'ensuit.

A sçauoir, noz escuz sol, du poids de deux deniers quinze grains, trespuchans pour 8. sols tournois. Escuz couronne du poids de deux deniers quatre grains, cinquante sols tournois.

Escuz vieux du poids de trois deniers, soixante neuf sols tournois.

Royaux d'or de France, & les francs à pied & à cheual, du poids de deux deniers vingt grains, soixante trois sols tournois.

Henrys simples du poids de deux deniers vingt grains, soixante deux sols tournois.

Angelots d'Angleterre, du poids de quatre deniers, quatre liures huit sols tournois.

Imperiales & Royaux d'or de Flandres, du poids de quatre deniers quatre grains, quatre liures dix sols tournois.

Vicils ducats d'Espagne, Portugal, Hongrie, Venise, & Gennes, du poix de deux deniers dixsept grains, soixante vn sols tournois.

Escuz d'Espagne, dits pistolets, ensemble ceux de Nauarre, Venise, & Gennes, du poids de deux deniers quinze grains, cinquante six sols tournois.

Philippus d'or de Flandres, du poids de deux deniers douze grains, trentetrois sols tournois.

Carolus de Flandres du poids de deux deniers six grains, vingt six sols tournois.

Riddes de Gueldres appelez caualors, du poids de deux deniers douze grains, vingt huit sols t.

Oboles de Gueldres, dits long vestus, de pareil poids vingtsept sols tournois.

Pieces de Milraiz forgees en Portugal, du poids de six deniers, six liures deux sols tournois.

Les testons de France, Nauarre, Milan, Portugal, & Gennes du poids de sept deniers dix grains trespuchans, treize sols tournois.

Reales d'argent d'Espagne, du poix de deux deniers seize grains, quatre sols six deniers tournois.

Les doubles, demies & quadruples, desdites especes à l'equipollent.

Les pieces de six blancs, trois blancs, treizains, douzains, dizains, liars, doubles & petits deniers t. non visiblement rongnez, pour leur prix accoustumé. En defendant bien expressément à tous noz suiets & estrangers frequētans nostre Royaume, d'exposer ny recevoir autres especes que celles qui sont cy dessus declarees, & pour le prix porté par la presente permission & tolerance, sur peine de cent liures tournois d'amende, outre la confiscation desdites especes, à quelque somme qu'elle puisse mōter, & de prison: lesquelles amendes & confiscations ne pourront estre moderees par noz Iuges, sur peine d'en respondre à leur propre & priuē nom. Et à ce que nostre presente ordonnance soit mieux obseruee & gardee que n'ont esté les precedentes, par la faute & negligence de nosdits Iuges qui n'ont tenu compte de les faire entretenir, & punir les transgresseurs, comme il leur estoit commandé: leur auons enioint soy transporter ou enuoyer ordinairement aux marchez qui se tiendront és villes où ils sont establis, & commettre gens pour veiller sur ceux qui y contreuiendront, leur declarant qu'il sera par nous procedé à l'encontre de ceux qui n'auront fait leur diligence, d'auoir fait garder nostre presente ordonnance en leur iurisdiction & ressort, par suspension de leurs offices, & priuation de leurs gages & autres amendes telles que de raison.

SI DONNONS en mandement à nos amez & feaux, les generaux de noz monnoyes, Baillifs, Seneschaux, & autres Officiers qu'il apartiendra, que nostre presente ordonnance ils fassent lire & publier en leurs cours & iuridictions, & le contenu en icelle garder & obseruer, aux peines y contenues.

Et pource

Du reiglement des monnoyes & Officiers d'icelle. 998

Et pource que de ces presentes l'on pourra auoir affaire en plusieurs lieux, voulons qu'au vidimus ou impressions d'icelles, signé par l'un de nos Notaires Secretaires, ou Greffier de nostre cour des monnoyes soy fait adouctse, comme au present original, car tel est nostre plaisir. En tesmoin de quoy nous auos fait mettre nostre seel à celdites presentes. Donné à Lyon le vingtdeuxiesme iour de Septembre, l'an de grace, mil cinq cens soixante & quatorze. Et de nostre regne le premier. Signé, Par le Roy estant en son conseil, **P I N A R T.** Et sceelles sur double queue de cire iaune du grand seel.

Leuës, publiques & enregistrees en la cour des monnoyes, le Procureur general du Roy en icelle, le deuxiesme iour d'Octobre, mil cinq cens soixante & quatorze. Signé, DE BRIZAC, Commu.

Edict du Roy, pour le reſtablissement des generaux des monnoyes, qui resideront es douze principales Prouinces de ce Royaume.

XLIII.
idem, 1577.



EN R Y par la grace de Dieu Roy de France & de Pologne, à tous presens & à venir, Salut. Nous sommes deuëment aduertis que d'ancienneté, & de tous temps il y auoit vn Officier de general sur le fait des monnoyes residant en chacune des principales provinces de nostre Royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeissance, où sont establies & sceantes nos cours de Parlement, à ſçauoir en Languedoc, Guyenne, Bretagne, Normandie, Bourgongne Dauphiné, & Prouence, pour y faire garder les ordonnances dudit fait des monnoyes : avec iurisdiction & pouuoir pour cognoistre de toutes transgressions & forfaitures : & punir les delinquans des peines indictes par icelles ordonnances. Lesquels offices de generaux, qui estoient appelez subsidiaires souz couleur de ce que l'on pretendoit les aucuns d'iceux auoir mal versé, ou trop negligement vacqué en l'exercice de leurs estats & offices : Par vn edict du feu Roy Henry nostre treshonoré Seigneur & pere, que Dieu absolue, donné à Fontainebleau au mois de Mars, l'an mil cinq cens quaranteueuf furent tous abolys & supprimez, reserueus à ceux qui les tenoyent pour lors leurs gages ordinaires, qui estoient de trois cens liues tournois pour chacun leur vie durant : depuis lequel temps ils sont tous decedez & n'en y a aucuns de pourueuz en leurs places iusques à present : toutesfoies l'experience, qui est la vraye maistrresse de toutes choses, fait auioird'huy cognoistre clairement à chacun, combié il estoit & est necessaire d'auoir en chacun desdites provinces vn Magistrat ordinaire exprez pour contenir nos suiets à l'observation des edicts & ordonnances concernans ledit fait des monnoyes, & punir les contreuenans à icelles : car il n'est celuy qui ne voye le grand desordre aduenü, & qui est de present plus qu'il ne fut oncques de la memoire de tous les hommes vians, non seulement aux cours & prix excessifs des especes d'or & d'argent : mais aussi de tout ledit fait des monnoyes en general, spécialement pour les billonnages & transports qui se font ordinairement de toutes les fortes & meilleures monnoyes hors de nostre Royaume, qui est auioird'huy presque totalement desgarny : avec ce que nos suiets à faute de coercion, se font lacher la bride pour contreuenir sans aucune crainte à toutes nos ordonnances de façon que pour y pouruoir à l'aduenir, & ramener nos suiets à l'obeissance qu'ils doivent à nos edicts & ordonnances concernans ledit fait des monnoyes, il est plus requis & necessaire d'establir en chacune desdites provinces certains & exprez Magistrats y residens, & qu'ils facent à ceste fin leurs cheuauchees & visitations ordinaires, chacun au destroit de sa prouince, d'autant que les generaux de nostre cour des monnoyes residans à Paris, n'y peuuent satisfaire, & que les Preuosts establis en chacune des monnoyes seront assez occupez de bien faire leurs charges dans les villes de leurs demeurances, ioint qu'ils ne sont chargez de faire aucunes cheuauchees dehors : aussi que les sorts de nosdits Parlemens, sont de grande estenduë, & contiennent les moindres sept, les autres dix & douze Bailliages ou Seneschaucees, là où toutesfoies il n'y a sinon vne ou deux monnoyes ordinaires souz l'estendüe & ressort de chacun Parlement.

Sc a v o i r faisons, que nous après auoir mis cest affaire en deliberation avec nostre treshonorée Dame & mere la Roynie, aucuns Princes & gens de nostre conseil priué, auons de nouveau par ces presentes signées de nostre main, & par edict perpetuel & irreuocable restable, créé & erigé, reſtablissions creons, & erigeons en tiltres d'offices formez lesdits Conseillers generaux sur le fait de nos monnoyes, ainsi qu'ils souloyent estre d'ancienneté en chacune de nos provinces où sont establies nos cours de Parlement, ſçauoir est, Languedoc, Guyenne, Bretagne, Normandie, Bourgongne, Dauphiné & Prouence, aux mesmes honneurs, autoritez, preeminences, franchises, priuileges, libertez, gages droicts, profits, & emolumens, tels & semblables que ont de present nos autres Conseillers generaux de nostredite cour residans à Paris. Esquels offices de generaux prouinciaux sera par nous particulièrement pourueu des à present, & par nos successeurs Roys, à l'aduenir, quand vacation y escherra, de personnes capables & suffisans, soyent de robbe courte ou de robbe longue indifferement, pourueu qu'ils soyent de probité & qualité requise, experts tant audit fait des monnoyes que en la pratique iudiciaire & cōfection des procez criminels : & se trouuans tels par l'exami qui s'en fera en nostredite cour des monnoyes, nous voulons leur serment y estre receu, & qu'ils soyent agregez, avec nos autres Conseillers generaux de nostredite cour, pour y auoir entree & ſeance en leur rang, avec opinion & voix deliberatiue en toutes matieres appartenans à leur iurisdiction & cognoissance, quand ils sy trouueront pour le fait de leurs charges, & que lesdits generaux prouinciaux soyent

payez de leurs gages en la mesme forme, & par mesme assignation que les autres generaux de nostre dite cour des monnoyes. Laquelle assignation leur sera augmentee d'autant que se montent lesdits gages d'iceux sept generaux prouvinciaux, à la raison des autres comme dessus: le tout nonobstant ledit edict contenant la suppression dessus narree, lequel nous auons reuocqué, cassé, & annullé, reuocquons, cassons & annullons par cesdites presentes, voulant que lesdits sept generaux prouvinciaux, qui par nous seront ainsi pourueus, fassent leur principale residence és villes où sont establies nosdites cours de Parlement: & neantmoins qu'ils fassent leurs cheuauchees & visitations ordinaires durant le temps de quatre moys par chacune annee à deux diuerses saisons, à chacune fois l'espace de deux moys entiers chacun dans son ressort, selon l'estenduë de nosdites cours de Parlement, respectiuement & par special qu'ils ne fassent de se trouuer en toutes les foires plus celebres de leursdits ressorts, pour y faire republier, entretenir & garder les ordonnances concernans ledit fait des monnoyes: ausquels sept generaux prouvinciaux nous auons donné & attribué, donons & attribuons par cesdites presentes tout tel & semblable pouuoir, cognoissance & iurisdiction, que ont les autres generaux de nostre dite cour des monnoyes, lors qu'ils seront en pareilles cheuauchees & visitations, suuant l'edict de feu nostre treshonoré Sieur & frere le Roy Charles, donné à Paris au moys de Septembre, mil cinq cens soixantedix, duquel edict ceux qui seront pourueus desdits offices de generaux prouvinciaux recouureront vidimus ou copie collationnee & signee du Greffier de nostre dite cour des monnoyes, pour leur seruir de plus ample instruction en l'exercice de leurs charges & estats, & pour leurs iournées & vacations auant la somme de six liures tournois, que nous leur auons taxé & ordonné, taxons & ordonnons pour chacun iour durât ledit temps de quatre moys qu'ils seront en leurs cheuauchees, ainsi comme dit est: & à leurs Clercs ou Greffiers soixante sols tournois aussi pour chacun iour: le tout à prendre par leurs simples quittances tant sur les profits & emolumens de nosdites monnoyes, que en defect d'iceux, où ils ne le pourroyent porter, sur les amendes & confiscations prouenant des forfaitures sur le fait de nosdites monnoyes, chacun en sa Prouince respectiue. Et pour le regard du ressort de nostre dite cour de Parlement de Paris, qui n'est de gueres moindre estenduë que tous les autres sept Parlemens dessusdits, nous voulons ensuyuant ledit edict du moys de Septembre mil cinq cens soixantedix, que les gens de nostre dite cour des monnoyes fassent election de cinq d'entr'eux, pour aller resider continuellement, ou bien d'an en an, les vns apres les autres, en cinq diuers quartiers du ressort de Paris. Le premier à Lyon qui fera ses cheuauchees & visitations ordinaires pendant le temps de quatre moys en noz pays de Lyonnais, Beau-jolois, Masconnois, Forests, Bourbonnois, & bas Auvergne. Le deuxiesme à Tours qui fera pareilles cheuauchees en noz pays de Touraine, Berry, Nyuernois, Comté de Bloys, Duché d'Orleans, le pays du Mayne & Duché d'Anjou. Le troisieme à Poitiers, qui fera pareilles cheuauchees és pays du haut & bas Poictou, haute & basse Marche, haute Auvergne, gouuernement de la Rochelle & du pays Douix. Le quatrieme à Amiens, où il fera ouuerture de la monnoye qui souloit estre d'ancienneté, en executant les Edicts & ordonnances sur ce faites cy deuant par nosdits predecesseurs Roys, pere & frere: & fera pareilles cheuauchees en l'estenduë de la generalité de Picardie, comprins le Vermandois, noz Comtes de Boullois, Guignes & Calais. Et le cinquiesme à Troyes en Champagne, qui fera pareilles cheuauchees és Prouinces de Champagne & de Brye, villes & pays de l'Auxerrois & de Sens. Lesquels cinq generaux ainsi departis dans le ressort de nostre dit Parlement de Paris se trouueront pareillement és foires plus celebres de leurs departemens respectiuement, & en tout executeront leurs charges selon & ensuyuant l'instruction & pouuoir à eux donné par ledit edict du moys de Septembre 1570. & seront payez tant de leurs gages ordinaires que augmentation à eux ottroyee par ledit edict, tout ainsi comme s'ils seruoient sans faillir aux iours & heures continuellement en nostre dite cour des monnoyes, & pareillement de leursdites cheuauchees. Comme aussi leurs Greffier seront payez de leurs taxes, le tout à la raison & en la mesme forme & maniere que dessus. Tous lesquels generaux tant anciens que nouueaux establis comme dit est en chacune Prouince serōt tenus faire bons & loyaux procez verbaux de leursdites cheuauchees & visitations, lesquels ils enuoyeront par chacun an deuers nostre dite cour des monnoyes, & l'aducteront fouuent par lettres de ce qui se passera sur les lieux de leurs departemens, & dont ils cognoistront estre besoin tenir aduertie nostre dite cour, pour y pouruoir, ou le faire entendre aux gens de nostre cōseil priuë, à fin que par leur aduis nous puissions pouruoir selon les occurrences. Tellement que s'entr'entendans les vns avec les autres, comme bien vnis & tous bien affectionnez à nostre seruice au bien public de nostre Royaume, nous puissions voir en apres vn bon ordre remis & entretenu sur tout le fait de nosdites monnoyes, & nostre peuple contenu souz l'obeissance de nosdits edicts & ordonnances. Et d'autant qu'il est besoing de commencer en nostre bonne ville de Paris, laquelle, comme Capitale de nostre Royaume, doit monstrier le chemin & bonne exemple à toutes les autres, Nous ordonnons, & tresexpressément enioignons aux gens de nostre dite cour des monnoyes, que d'oresnauant & de moys en moys ils ellisent & deputent six d'entre eux pour se transporter chacun separément, & par chacun iour depuis les huit heures du matin iusques à onze, en six diuers quartiers de nostre dite ville de Paris. Le premier, à la place deuant la porte de Paris & grande boucherie, le pont aux changeurs, la valee de misere, & tout le long du quay suuant la riuere de Seine iusques à la porte neufue souz le Loure. Le deuxiesme, au quartier des Halles, y comprins la Colsonnerie, avec la rue Saint Denys. Le troisieme, en la place de Gréue, & tout le long du port



port de ladite Gréue en remontant la riuere, iusques aux Celestins. Le quatrième, en la place du cimetiére Saint Iean, & és enuirs, iusques à la place de Saint Paul. Le cinquième, au marché neuf, pont Saint Michel, petit pont, le pont nostre Dame, avec la rue Saint Iagues, & autres dudit quartier. Et le sixième à la place Maubert, boucheries de ce quartier, & au port de la riuere, iusques à la Tournelle. Et lesquels six geneaux ainsi deputez par lesdites places, & chacun d'eux en son quartier, ayans avec luy vn Clerc pour Greffier, avec tel nombre de ioz Huissiers ou Sergens qu'il verra estre besoin de prendre, passans & repassans parmy les vendeurs & acheteurs des victuailles, & de toutes autres denrées & marchandises, verront comme les payemens se donneront & receuront de l'un à l'autre. Et au cas qu'ils surprennent aucuns exposans ou presentans les monnoyes desfectives, ou à plus haut prix que ceux de nostre ordonnance, les fassiront souz nostre main : Et apres auoir sommairement ouy les delinquans, & iceux attaints par leurs confessions ou testimoins, ou bien trouuez & surprins en flagrant delict, les condamneront sur le champ aux amendes telles qu'il leur seront indictees par nos ordonnances, outre la confiscation des especes confiscables : le tout sans aucune remission ne moderation, & leur feront payer promptement lesdites amendes, notwithstanding oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles, ensuyuant nos ordonnances. De toutes lesquelles amendes & confiscations nous en ordonnons, octroyons & delaissons la moitié à nosdits geneaux, & à chacun d'eux en son quartier, pour satisfaire tant aux frais de iustice que aux denonciateurs. L'autre moitié seront mettre és mains du Receueur des amendes de nostredite cour des monnoyes. En faisant par chacun de nosdits geneaux, ainsi deputez, procez verbal de leurs visitations, recherches & procédures iournelles, qu'ils rapporteront à la fin de leurs moys en nostredite cour des monnoyes. Laquelle en eslira & deputerà autres six pour le moys subsequnt : & ainsi continueront de moys en moys les vns apres les autres : tellement qu'au moyen de leurs bons devoirs, & diligences, nous puissions voir nos suiets en nostredite ville de Paris, ramenez & contenuz en l'obeissance de nos ordonnances concernans le cours, prix & mise des monnoyes : voulant qu'aux six de nosdits geneaux, qui seront deputez ainsi comme dessus, durant leurs moys tous leurs droicts ordinaires leurs soyent rescruez & deliurez, ensemble leurs gages & augmentations, sans qu'ils puissent aucunement estre picquez, & tour ainsi comme s'ils auoyent seruy actuellement en nostredite cour des monnoyes : pourueu que le matin au parauant l'eure de huit heures ils se soyent presentez au bureau, & fait escrire sur le papier iournal des entrees. Apres laquelle heure de huit sonner, & qu'ils auroit conféré sommairement avec les autres tenans le bureau, ils sortiront pour aller chacun en son quartier faire leursdites visitations & recherches. A quoy nous leur enjoignons de vacquer en toute diligence & fidelité, de tant qu'ils doyent desirer de nous eoplaire & craindre de nous desobeir en tel affaire concernant tout le public, de nostre Royaume. Et d'autant qu'apres auoir employé cinq des geneaux de nostredite cour des monnoyes pour resider en diuerses Prouinces dans le ressort du nostre Parlement de Paris, selon le departement contenu cy dessus, il y restera encores quinze desdits geneaux, avec quatre Presidens, faisant en tout le nombre de dixneuf, qui est vn nombre excessif & superflu, redondant à la foule de nostre peuple, & surcharge de nos finances. Nous par ces mesmes presentes de nostre science, puissance autorité, & de l'aduis que dessus, auons esteint, aboly & supprimé, esteignons, abolissons, & supprimons deux desdits offices de Presidens, & cinq desdits offices de geneaux les premiers qui vacqueront par mort ou forfaiture, esquels ne sera par nous ne par nos successeurs Roys cy apres pourueu, pour quelque cause ou raison que ce soit, comme aussi ne seront admises aucunes resignations iusques à ce que ledit nombre excessif soit diminué & réduit à douze seulement, sçauoir est, de deux Presidens, & dix Conseillers geneaux ordinaires & residens en nostre ville de Paris, qui suffiront, tant pour faire le iugement des boëtes & de disposer tout ce qui peut appartenir à la fabrication de nos monnoyes, qu'aussi pour exercer la iurisdiction telle qu'il appartient à nostredite cour des monnoyes, ensuyuant les edicts de nos predecesseurs Roys.

Si donnons en mandement à nos amez & feaux les gens de nos cours de Parlement, chambre de nos comptes, geneaux sur le fait de la iustice de nos aydes, geneaux de nostre cour des monnoyes, Thresoriers de France & de nostre espargne, presens & à venir, & à tous autres nos Officiers & Iusticiers qu'il appartiendra, que nostre present edict ils fassent lire, publier & enregistrer chacun endroit soy, icelles entretiennent & obseruent, fassent entretenir & obseruer de point en point selon sa forme & teneur, de tous ceux & ainsi qu'il appartiendra, car tel est nostre plaisir. Et à fin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons fait mettre nostre scel à ces presentes, sauf en aures choses nostre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Chenonceau au moys de May, l'an de grace mil cinq cens soixante & dixsept : & de nostre regne le troisieme. Signé, HENRY. Et sur le reply, Par le Roy, DE NEUVILLE. Et scellé sur lacqs de soye rouge & verd du grand scel en cite verde. Et sur ledit reply est escript ce qui s'ensuit.

Letres publiques & registrees par le trespres commandement du Roy, & apres remonstrance à luy faite par plusieurs fois : ouy le Procureur general dudit Seigneur, aux charges portees par le registre. A Paris en Parlement le quatrieme iour de Mars, l'an mil cinq cens soixante & dixhuit, Signé, DV TILLET.

Letres semblables, publiques & registrees, ouy le Procureur general du Roy en la chambre des comptes, ainsi qu'il est contenu & porté par le registre sur ce fait l'vnziesme iour d'Auril, l'an mil cinq cens soixante & dixhuit. Signé, DANES.

Edict du Roy pour le reſtaſſement d'un Preuoſt, Iuge Royal, vn Procureur du Roy, vn Greffier, & deux Sergens, pour la iuſtice en chacune monnoye de ce Royaume.



EN RY par la grace de Dieu Roy de France & de Pologne, à tous preſens & à venir, Salut. Comme le feu Roy Henry noſtre tres-honoré Seigneur & pere, que Dieu abſolue, par ſon edict donné à Saint Germain en Laye au mois de Novembre, mil cinq cens quarante huit, & pour les cauſes contenues en iceluy, euſt aboly & ſupprimé pour touſiours les deux Preuoſts qui eſtoient en chacune des monnoyes, eſtablies en diuerſes Prouinces de ce Royaume, par election des ouuriers d'icelle d'une part, & des monnoyes de l'autre part, voulu & ordonné, que deſſors en auant il n'y auroit ſinon vn ſeul Preuoſt & vn Greffier en chacune monnoye: leſquels il crea & erigea en tiltre d'offices Royaux, en leur attribuant pouuoir & iurisdiction ainſi qu'il eſt porté par ledit edict publié & enregiſtré par tout où beſoin eſtoit. Depuis noſtre dit feu Sieur & pere par autre ſien edict, donné à Ennet au mois d'Aouſt, mil cinq cens cinquante cinq, auroit déclaré, voulu & ordonné, que leſdits Preuoſts, chacun en ſon deſtroit & reſſort, pourroyent cognoiſtre non ſeulement pour le regard de l'inſtruction, mais auſſi du iugement diſſinitif en premiere inſtance contre toutes perſonnes, de quelque eſtat & qualité qu'ils fuſſent, de toutes & chacunes les cauſes & matieres ciuiles & criminelles, dont la cognoiſſance en appartient par les edicts & ordonnances Royaux à noſtre dite cour des monnoyes ſeans à Paris à la charge de l'appel qui pourroit eſtre interiecté par les condamnez deſdits Preuoſts, releué & pourſuiuy en noſtre dite cour des monnoyes, & non ailleurs, reſerué toutefois le iugement des boîtes qui fut expreſſément defendu auſdits Preuoſt, par lequel edict noſtre dit Sieur & pere auroit encore de nouuel créé & erigé en chacune monnoye vn Procureur du Roy, & deux Sergens ordinaires, & ordonné gages à chacun deſdits Officiers: meſmement à chacun Preuoſts, cinquante liures par an payables par les mains des Receueurs ordinaires ou generaux des lieux où ſont eſtablies noſdites monnoyes. Outre les droicts de marc ſur tous les ourrages qui ſe trouueront forgez, deliurez & emboîtez en noſdites monnoyes reſpectiuelement, ſçauoit eſt ſur chacun marc d'or, douze deniers tournois: ſur chacun marc de reſtons, trois deniers: & ſur chacun marc de ſols, vn denier tournois, à prendre ſur les droicts de Seigneurieage, foiblages & eſcharcerez: le tout par leurs ſimples quittances. Et quant aux autres Officiers, leur auroit ordonné, ſçauoit eſt au Procureur du Roy trente liures tournois, au Greffier dix liures tournois, & à chacun deſdits Sergens dix liures de gages ordinaires par an, à prendre auſſi par leurs ſimples quittances ſur les amendes & conſiſcations prouuenans des iugemens deſdits Preuoſts reſpectiuelement. Et avec ce auroit voulu que tous leſdits Preuoſts, Greffiers, Procureurs du Roy & Sergens iouyſſent & vſent des priuileges, franchiſes & libertez appartenans auſdits offices, comme ſont leſdits Officiers deſdites monnoyes. Lequel ſecond edict auroit pareillement eſté publié en noz cours de Parlement, chambre de noz comptes, cour de noz aides & cour de noz monnoyes à Paris. Et combien qu'il fuſt tres-requis & neceſſaire de pouruoir eſdits offices, neantmoins quelque temps apres, & dès l'an cinq cens cinquante ſept, au mois de lo conſeil priué de noſtre dit feu Seigneur & pere ſur certaines remonſtrances colorees des ſyndics deputez par aucunes Prouinces de ce Royaume, auroit ordonné, que demeurans ceux qui auroyent deſ lors ja eſté pourueu en aucuns deſdits offices pour les exercer leur vie durant, il n'y ſeroit plus à l'aduenir pourueu, ny pareillement es autres eſquels il reſtoit à pouruoir: tellement qu'il n'y a plus au iour d'huy ſinon deux ou trois de noz monnoyes où il ſoit pourueu deſdits offices de Preuoſt & Greffier tant ſeulement, à faute de quoy, & que depuis ledit temps il n'y a point eu d'Officiers reſidens ſur les lieux, expres pour tenir en reigle & police le faiſt des monnoyes, y conſeruer noz droicts, & faire garder noz ordonnances concetnans le cours & prix deſdites monnoyes l'on voit au iourd'huy comme le tout eſt tombé en conſuſion & deſorde, le plus grand qui ait eſté veu de la ſouuenance de tous les humains viuans à preſent, non pas ſeulement en vn lieu, mais en tous les endroits de noſtre Royaume. Par où l'on peut clairement voir & iuger, qu'il eſt plus que neceſſaire de faire ſortir effect aux edicts de la creation des Officiers deſſuſdits en chacune de noz monnoyes: & y pouruoir de perſonnes dignes, qui par leurs bonnes diligences puiſſent & ſçachent reduire & ramener ſous ſuiets deſuoyez à l'obeiſſance & obſeruation des ordonnances concetnans le faiſt des monnoyes generalement par tout noſtre dit Royaume, pays, terres & Seigneuries de noſtre obeiſſance.

SCA VOIR faiſons, que pour ces cauſes, & autres bonnes conſiderations, apres auoir eu ſur ce l'aduis & conſeil de noſtre treſhonoree Dame & mere la Roynie, de noſtre treſcher & treſamé frere le Duc d'Anjou, & d'aucuns Princes & grans Seigneurs eſtans lez nous, enſemble des gens de noſtre conſeil priué, par l'aduis d'iceux, & de noſtre certaine ſcience, pleine puiſſance & autorité Royal, auons dit, déclaré, voulu & ordonné, diſons, declarons, voulons & ordonnons, que ledit edict fait par noſtre dit feu Seigneur & pere à Ennet au mois d'Aouſt, mil cinq cens cinquante ſix, ſoit ſon plein & entier effect. Lequel nous auons approuué & confirmé comme treſ-juſte & neceſſaire, approuuons & confirmons par ces preſentes. Et que auſdits offices de Preuoſts, Greffiers, Procureurs, & Sergens, il ſera pourueu par nous dès à preſent, & pour l'aduenir, vacation eſcheant, de perſonnes dignes & ſuffiſans, ſelon la qualité & importance deſdits offices reſpectiuelement: Et ce nonobſtant ledit arreſt du conſeil priué de noſtre dit feu Sieur & pere, depuis interuenu au contraire comme deſſus. Lequel arreſt nous

rest nous auons cassé & reuocqué, cassons & reuocquons par cesdites presentes, declarant que esdits offices de Preuosts & Procureurs du Roy pourront entrer & estre receuz gens de robbe courte ou de robbe longue indifferement, pourueu qu'ils soyent capables, suffisans & experts en la pratique iudiciaire, & confection des proces tant ciuils que criminels. Lesquels Preuosts seront receuz, & presteroient le serment pource requis, apres auoir esté deuëment examinez en nostredite cour des monnoyes. Et quant aux Procureurs du Roy, Greffiers & Sergens, pour obuier, aux fraiz, & qu'ils ne soyent trauaillez par longs voyages: comme ils seroyent si pour tels petits offices l'on les contrainoit à venir de toutes les extremitez de nostre Royaume, en nostre ville de Paris, se faire receuoir, nous voulons & ordonnons que leur serments soyent receuz sur les lieux par les Preuosts de noz monnoyes respectiuellement, qui les installeront par mesme moyen en la possession & actuelle iouissance de leursdits offices, apres qu'il leur sera deuëment apparu de la probité, capacité, & suffisance d'iceux, chacun selon son estat, & la qualité de son office. Et à fin de conuier & attirer en tous lesdits offices personnes qui en soyent dignes, & de la qualité requise, en consideration aussi de la grande cherté introduite en cestuy nostre Royaume depuis le temps de la creation d'iceux, qui est telle que toutes choses à l'entretenement de ceste vie soit pour victuailles ou pour vestemens & logis, sont encheries de plus que la moitié: comme au semblable sont haufez les prix de toutes especes d'or & d'argent.

Pour ces causes nous voulans donner moyen à ceux qui seront cy apres pourueuz desdits offices de s'y entretenir, & nous y seruir fidellement, leur auons augmenté & augmentons leursdits gages: sçauoir est, à chacun desdits Preuosts iusques à deux cens liures de gages ordinaires par an, à prendre sur noz droits Seigneuriaux & autres profits & emolumens de noz monnoyes de quartier en quartier par leurs simples quictances, & par les mains des Maistres fermiers d'icelles noz monnoyes respectiuellement. Et pour le droit de marc auront & prendront de chacun marc d'or cinq sols, de chacun marc d'argent vn sol tournois, & de chacun marc de billon trois deniers, en quelconques especes de monnoyes que lesdites matieres d'or, d'argent & de billon seront ouurees & monnoyes en chacune de nosdites monnoyes. Desquels droicts de marc voulés qu'ils soyent semblablement payez par les Maistres fermiers de nosdites monnoyes, lors qu'il sera procedé à la closture de leurs boëtes, au bout de chacune annee, suyuant les ordonnances. A laquelle closture nosdits Preuosts assisteront, & signeront sur le papier des deliurances, avec les gardes, essayeurs & autres Officiers de nosdites monnoyes, auxquels nous defendons tresexpressément sur peine de priuatiō de leurs estats, que d'oresnauant ils ne fassent aucunes deliurances, & ne procedent à la closture desdites boëtes, sinon en la presence de nosdits Preuosts. Voulans que tout ce qui aura esté payé à nosdits Preuosts, tant de leurs gages ordinaires fudits, que de leur droit de marc, à la raison que dessus, par les Maistres fermiers de noz monnoyes, en rapportant les quictances de nosdits Preuosts, avec vn vidimus des presentes collationnez à l'original par vne fois seulement, il leur soit passé & alloué en la despense de leurs comptes respectiuellement par noz amez & feaux, les gens de nos comptes & de nostredite cour des monnoyes, auxquels nous mandons ainsi le faire, sans difficulté.

Et pour le regard des Procureurs du Roy Greffiers & Sergens de ladite creatiō en lieu d'augmentation de leurs gages, qu'ils prendront pareillement sur les boëtes, profits & emolumens de noz monnoyes, nous leur donnons & octroyons la moitié de toutes les amendes pecuniaires & confiscations qui nous seront adiugees par sentences & iugemens de nosdits Preuosts contre quelconques delinquans au fait de nosdites monnoyes, à partir & diuiser entre eux, sçauoir est vn tiers de ladite moitié à nostre Procureur, vn autre tiers au Greffier, & le tiers restant aux deux Sergens egallement: sans ce que ladite moitié du total entre aucunement en noz receptes desdites amendes. Permettant encores à nosdits Preuosts d'ordonner sur l'autre moitié desdites amendes & confiscations pour les frais de iustice qu'il sera besoing d'employer à la confection des proces criminels, & pour le payement des assesseurs qu'ils appelleront à leurs sentences & iugemens: ou bien de adiuger & faire deliurer le quart du total aux denonciateurs, suyuant l'ordonnance des monnoyes, en faisant par eux lesdits fraiz: sans aussi que ledit quart entre aucunement en ladite recepte des amendes. Et pour le regard d'un quart qui nous restera bon, nous le dedions & affectons pour estre employé aux reparations des hostels de nosdites monnoyes, selon qu'il sera aduisé par noz amez & feaux, les generaux de nosdites monnoyes, se trouuans sur les lieux en faisant leurs cheuachees: & sera ledit quart à ceste fin mis es mains des Maistres fermiers de nosdites monnoyes, chacun en son ressort pour en tenir le compte. Voulans en outre que tous les iugemens desdits Preuosts qui ne contiendront autres peines sinon d'amendes pecuniaires, ou confiscations mobiliaries, soyent executoires tealement & de fait, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles, ensuyuant les ordonnances tant anciennes que modernes sur le fait de nosdites monnoyes. Et d'autant que sur les appellations qui seront interiectees des iugemens de nosdits Preuosts, il pourroit aduenir plusieurs contentions, pour la iurisdiction & cognoissance d'icelles, entre noz cours de Parlement & nostredite cour des monnoyes: pour obuier à ce, & que par tels debats la iustice ne soit retardee, ny les appellans trauaillez & cōstituez en trop grands fraiz, nous auons dit, déclaré & ordonné, disons, declérons & ordōons, voulons & nous plaist, que toutes appellations de nosdits Preuosts es cas & sur les personnes dont nostredite cour des monnoyes doit cognoistre priuatiement, suyuant les edicts & ordonnances Royaux seront cy apres & à tousiours releues, poursuuies & iugees en nostredite cour des monnoyes, & non ailleurs. Et

pour le regard des autres cas, dont nostredite cour des monnoyes, & par consequent nosdits Preuosts peuent cognoistre par concurrence avec noz autres Iuges Royaux, en preuenant les delinquans, si c'est dans le ressort de nostredite cour de Parlement de Paris, les appellations viendront pareillement en nostredite cour des monnoyes. Et quant aux autres ressorts iroent en noz autres cours de Parlement, chacun en son destroit & ressort. Et à fin que nosdits Preuosts puissent plus dignement & commodément exercer la iustice, nous mandons & tresexpressément enioignons à noz amez & feaux les Thresoriers de France, & à chacun d'eux en son departement, qu'ils se transportent és hostels de nosdites monnoyes, pour apres visitation faicte par eux de tous les membres & lieux habitables esdits hostels, faire proprement deliurer & bailler à chacū de nosdits Preuosts vne chambre propre & cōmode pour y vacquer à l'instruction des proces, & assembler le conseil quand il sera besoing, pour le iugement d'iceux. Et où il ne sen trouueroit de prestes esdits hostels ou aucuns d'iceux, qu'ils les y fassent promptement bastir & construire, avec vn auditoire pour tenir l'audience & cour de nosdits Preuosts, és lieux plus commodés qu'ils aduiforēt : en faisant fournir aux fraiz pour ce requis & necessaires par les Maistres fermiers de nosdites monnoyes respectiuellement. Aufquels Maistres nous voulons estre passé & alloué en leurs comptes ce qu'ils auront ainsi fourny pour ledites constructions, en suyuant les ordonnances & mandemens desdits Thresoriers de France, en rapportant iceux mandemens avec les quictances des parties prenantes. Et d'autant qu'en chacune desdites monnoyes y a de present deux gardes, l'un desquels est superflu, avec vn contregarde qui est totalement inutile, & que ledits Preuosts qui ont la premiere & principale intendence sur la fabrication de noz monnoyes pourront suffisamment supplir au defect de l'un desdits gardes : comme aussi les Greffiers pourront faire l'estat des contregardes, en faisant registre de toutes les matieres d'or, d'argent, & de billon, qui sont journellement portees aux Maistres de nosdites monnoyes. Nous pour retrancher telle superfluité d'offices, auons par cestuy nostre present edict, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité que dessus, esteint, aboly & supprimé, esteignons, abolissons & supprimons du tout, à perpetuité tous & chacuns ledits contregardes : ensemble l'un des gardes en chacune de nosdites monnoyes, vacation aduenant de ceux qui sont à present par leur mort ou forfaiture, sans ce qu'ils les puissent resigner, attendu mesmes qu'ils en ont esté tous pourueus à la seule nomination des villes, sans auoir payé aucune finance à la recepte de noz parties casuelles, les gages desquels, aduenant ladite vacation, nous auons des-apresent comme pour lors de diez & affectez, à scauoir ceux du garde premier mourant, qui sont de six vingt cinq liures tournois, au Preuost : & ceux du cōtregarde qui ne sont que de vingt cinq liures tournois au Greffier : lesquels Preuosts & Greffiers seront cy apres pourueus par nous en vertu de nostre present edict en chacune de nosdites monnoyes, & ce en augmentation de leurds gages, à fin qu'ils ayent meilleur moyen de s'entretenir & nous seruir fidellement en l'exercice desdits estats & offices qui sont de grand travail, suiection & importance pour tout le public de nostre Royaume.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux les gens de noz cours de Parlement, de nostredite chambre des Comptes à Paris, generaux de nostredite cour des monnoyes & à tous autres nos Officiers & Iusticiers qu'il appartiendra, que ces presentes ils fassent lire, publier & enregistrer en leurs cours & iurisdiccions respectiuellement, icelles gardent, entretiennent & obseruent, facent garder, entretenir & obseruer de point en point, selon leur forme & teneur, inuiolablement : car tel est nostre plaisir. Et à fin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons faict mettre nostre seal à ces presentes, saufen autres choses nostre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Chenonceau au mois de May, l'an de grace mil cinq cens soixante & dixsept, & de nostre regne le troiesme. Signé, HENRY. Et sur le reply, Par le Roy, DE-NEUFVILLE. Et scellé du grand sceau sur cire verte en laqs desoye rouge & verte. Et encore sur ledit reply est escrit,

Leués, publiees & enregistrees par tres-expres commandement du Roy, & apres remonstrances à luy faictes par plusieurs fois : oy le Procureur general dudit Sieur, aux charges portees par le registre. A Paris en Parlement, le quatriesme de Mars mil cinq cens soixante dixhuiet. Signé, DV TILLET.

Leués semblablement, publiees & registrees, oy le Procureur general du Roy en la chambre des Comptes, ainsi qu'il est contenu & porté par le registre sur ce fait, le vnziesme iour d'Auail, l'an mil cinq cens soixante dixhuiet. Signé, D A N E S.

Extraict des registres de Parlement.

EVES par la cour, les grand chambre & Tournelle assemblez, les lettres patentes du Roy en forme d'edict contenant reestablisement d'offices de Preuosts des monnoyes, Procureurs du Roy, Greffiers, & Sergens : & autre edict de reestablisement des Generaux des monnoyes, Prouinciaux, residens en chacune des principales Prouinces de ce Royaume, appelez subsidiaires : les arrests donnez en la matiere : autres lettres patentes dudit Seigneur donnees à Poitiers le xvij. Septembre dernier, souz signees, HENRY. Et plus bas, Par le Roy estant en son conseil, Pinart. Par lesquelles, & pour les causes y contenues, ledit Seigneur mande à ladite cour proceder à la verification desdits deux edicts pour le regard de la suppression des deux Presidents & cinq Generaux de la cour des monnoyes. Aufquels ledit Seigneur permet qu'ils puissent resigner leurs offices à personnes capables que bon leur semblera, pour y estre pourueu en la maniere accoustumee, comme plus au long le contiennent ledites lettres. Les conclusions sur ce du Procureur general du Roy : oy le rapport des Presidents & Conseillers deputez par la cour pour faire remonstrances au Roy sur ledits deux edicts, & la declaration de la volonté dudit Seigneur : la maniere mise en deliberation, & tout considéré, ladite cour a ordonné & ordonne, que ledits deux edicts & lettres seront leuz, publiez, & registrez és registres d'icelle, oy sur ce le Procureur

Du reiglement des monnoyes & Officiers d'icelle. 1004

eur general du Roy. A la charge que tous lesdits Officiers ne pourront prendre leurs gages sur les confiscations & amendes : & que lesdits Prieux ne pourront executer les iugemens qui seront par eux donnez, nonobstant l'appel, sinon iusques à la somme de seize escus deux tiers, sans preiudice toutesfoi de l'appel.

Fait en Parlement le quatriesme iour de Mars, l'an mil cinq cens soixante dixhui. Signé. L. P R E V O S T.

Extrait des registres de la chambre des comptes.

V E V par la chambre deux lettres patentes du Roy en forme d'edicts donnees à Chenonceau au mois de May, mil cinq cens soixante & dixsept dernier passé, souz-signees, H E N R Y, & sur le reply, Par le Roy, D E N E V I L L E, les premieres contenant le reestablissement d'offices de Prieux des monnoyes, Procureur du Roy, Greffiers & Sergens : & les autres, le reestablissement des Generaux des monnoyes Prouvinciaux, residens en chacune des principales Prouvinces de ce Royaume, appelez subsidiaires, de l'ordonnance de la chambre communiques aux Officiers de la cour des monnoyes, suyuant la requisition qu'ils en auroient faite, leurs causes & raisons baillees par escript pour empêcher l'enterinement deldits edicts. O y le Procureur general du Roy en icelle chambre, qui en a requis la verification, & tout considéré : la chambre a ordonné & ordonne, que lesdits deux edicts seront leuz, publicz & registrez es registres d'icelle. O y sur ce le Procureur general du Roy, à la charge que tous lesdits Officiers ne pourront prendre leurs gages sur les confiscations & amendes : & que lesdits Prieux ne pourront executer les iugemens qui seront par eux donnez nonobstant l'appel, sinon iusques à la somme de seize escus deux tiers, sans preiudice toutesfoi de l'appel : à la charge aussi que les Officiers de ladite cour des monnoyes seront premierement payez, que les Generaux subsidiaires, Prieux, & autres Officiers nouvellement erigez. Fait le vnziesme iour d'Auril, l'an mil cinq cens soixante dixhui. Signé, D A N E S.

Arrest pour les Generaux des monnoyes subsidiaires.

V E V par la cour les lettres patentes du Roy en forme d'edict, donnees à Chenonceaux au mois de May mil cinq cens soixante dixsept, signees, H E N R Y, & sur le reply, D E N E V I L L E, & sceelles du grand scel, en laqs de soye rouge & verte de cire verte, contenant le reestablissement de sept Generaux Prouvinciaux es pays de Languedoc, Guyenne, Bretagne, Normandie, Bourgongne, Dauphiné & Prouence : autres lettres patentes du xvij. Septembre ensuyuant, audit an, signees, H E N R Y. Et plus bas, Pinart. Par lesquelles les Presidens & Conseillers Generaux de ladite cour pourront resigner leursdits offices, nonobstant la suppression portee par ledit edict, verifications dudit edict faictes en la cour de Parlement le quatriesme Mars : chambre des comptes le xj. Auril, & cour des aydes le quatriesme Iuin, mil cinq cens soixante dixhui. Lettres de iussion des xxij. Auril, & xxij. iour d'Aoust audit an, adressantes à ladite cour pour publier ledit edict, nonobstant les remonstrances d'icelle, & apres auoir o y le rapport des Commissaires deputez pour faire lesdites remonstrances : conclusions du Procureur general du Roy, auquel le tout a esté communiqué : tout considéré.

L A cour, de l'expres commandement du Roy plusieurs fois reiteré, à ordonné & ordonne que lesdites lettres seront leuz, publices & enregistrees es registres d'icelle, aux modifications & charges portees & contenues es arrests de la cour de Parlement & chambre des comptes, des iij. Mars & xj. Auril, mil cinq cens soixante & dixhui : & celles qui ensuyuent. A l'cauoir.

Q V E suyuant les anciens reiglemens faicts entre les Conseillers Generaux de ladite cour, & les subsidiaires, ils ne pourront faire fabriquer es monnoyes du Roy aucuns menus ourages, ou autre nouuel ourage de monnoye, ny instituer ou commettre aucuns Officiers ouurer ou monnoyer sans lettres du Roy verifiees en ladite cour, encores que lesdites lettres leur fussent adressees.

Q V E des matieres dont la cognoissance appartient priuatiuelement à ladite cour, ils n'auront que l'instruction iusques à sentence diffinitive exclusiue, & seront tenus reuoyer ledits proces à ladite cour pour estre iugez.

Q V I s defereront aux Presidens & Conseillers de ladite cour allans en commission, soit par ordonnance du Roy ou de ladite cour : & ne pourront faire aucun exercice de iustice en lieu où seront ledits Commissaires, sans leur communiquer : & mettront en leurs mains tous les proces & procedures par eux faictes, qui seront à iuger pour estre iugez par lesdits Commissaires, appelez lesdits subsidiaires avec tel nombre d'asseurs qu'il sera necessaire.

Q V I s enuoyeront en ladite cour desix mois en six mois tous les proces verbaux des cheuachees, visitations & elais des deniers courans, tant des monnoyes du Roy, que estrangeres, qu'ils auront faits ensemble des iugemens par eux donnez & autres deuoirs & diligences concernans leurs estats.

Q V E suyuant les reiglemens & ordonnances du Roy sur le faict des monnoyes, ils n'auront aucune participation, allocation, parenté, ny alliance avec les Maistres & Officiers desdites monnoyes de leur departement. Et à ceste fin sera informé sur les lieux au parauant que proceder à leur reception.

N E pourront loger, hanter ny frequenter avec les Maistres & Officiers desdites monnoyes, tant es hostels desdites monnoyes que ailleurs : & ne seront avec eux sinon autant que pour le deuoir de leurs offices il leur sera besoing & necessaire.

N E pourront ordonner deniers sur les Maistres des monnoyes de leur departement, ny recevoir d'eux aucuns deniers pour quelque cause que ce soit.

S E R O N T payez de leurs gages, qui seront de cinq cens liures, comme les gages ordinaires des Conseillers de ladite cour, par les mains du receueur general des boîtes suyuant la verification dudit edict faite par la chambre des comptes. Fait en la cour des monnoyes le neufiesme iour de Septembre, mil cinq cens soixante & dixhui. Signé, D E B O V S S E.

Extrait des registres de la cour des monnoyes.

Arrests pour les Prieux & autres Officiers des monnoyes.

V E V par la cour les lettres patentes du Roy en forme d'edict, donnees à Chenonceaux, au mois de May, mil cinq cens soixante dixsept, signees Henry. Et sur le reply, De Neuville : & sceelles en laqs de soye rouge & verd, de cire verte : par lesquelles ledit Seigneur declare, veur, & entend, que l'edict fait à Ennet par le feu Roy Henry, donné au mois d'Aoust mil cinq cens cinquante cinq, sur l'erection & establisement d'un Prieux, Procureur du Roy, Greffier, & deux Sergens en chacune monnoye de ce Royaume sorte son plein & entier effect, verification faite desdites lettres patentes en la cour de Parlement, le quatriesme iour de Mars, chambre des comptes l'onzieme Auril, & cour des Aydes, le quatriesme Iuin dernier passé. Lettres de iussion des vingtroisiesme

Auril, & douzième iour d'Aoust audit an, adressantes à ladite cour, pour publier ledit edict, nonobstant les remonstrances d'icelles : & apres auoir ouy le rapport des Commissaires deputez pour faire lesdites remonstrances, conclusions du Procureur general du Roy, auquel le tout a esté communiqué, tout considéré :

LA cour a ordonné que ledit edict sera leu, publié & enregistré du tresleues commandement du Roy par plusieurs fois reiteré, aux charges portees par les arrests de verification dudit edict, faites en la cour de Parlement le quatriesme Mars, & ch'mbre des comptes l'onzième Auril dernier passez, & celles qui ensuyuent.

A S Ç A V O I R, que lesdits Preuosts suyuant l'erection desdits estats faite au moys d'Auril cinq cens cinquante cinq, restablis par le present edict, n'auront pour droit de marc sinon vn sols pour marc d'or, trois deniers pour marc d'argent, & vn denier pour marc de billon : duquel droit ensemble de leurs gages de deux cens liures, ils seront payez par les Receueurs generaux des bouëtres, en vertu des certifications & amendes de ladite cour, qui leur seront expediez en iugeant lesdites boëtres en la forme accoustumee, pourueu que le fonds de ladite recepte puisse porter, les gages des Officiers & autres charges ordinaires au preallable payez. Et ne pouuant prendre ny receuoir des Maistres des monnoyes aucuns deniers pour lesdits gages ou droit de marc, par aduance ou autrement en quelque façon que ce soit.

S V V A N T les ordonnances & reiglemens du Roy sur le fait de ses monnoyes, ils n'auront aucune association ny participation avec les Maistres & Officiers de ladite monnoye, & ne pourront loger ny frequenter avec eux, sinon entant que leur sera necessaire pour le deuoir de leur charge & office : & sera informé sur les lieux au parauant proceder à leur reception, s'ils sont parents ou aliez desdits Maistres ou Officiers.

Q U' I L s tiendront leur siege & auditoire au lieu où les Preuosts electifs le tiennent de present, pour euitier à la despense inutile qu'il conuiendrait faire à bastir les auditoires & chambres de conseil portees par ledit edict.

Q U' I L s deux Gardes qui sont de present, & ont esté de toute ancienneté en chacune monnoye de ce Royaume, demeureront : & aduenant vacation y sera pourueu par le Roy à la nomination des villes en la forme accoustumee, nonobstant la suppression du premier vacquant portee par ledit edict.

P A R chacun an sera fait remonstrance au Roy pour la suppression desdits Preuosts, Procureur du Roy, Gref-fier, & Sergents, & luy fera porté extrait de ce que lesdits gages & droit de marc auront monté, pour veoir la charge qu'ils apportent à ses finances, outre la foule de son peuple, à cause de l'exemption des priuileges. Fait en la cour des monnoyes, le douzième iour de Septembre, l'an mil cinq cens soixante & dixhuit. Signé ;

DE BOBYSSE.

Extrait des registres de la cour des monnoyes.

Ordonnance du Roy sur le fait des monnoyes, par laquelle sa majesté permet à tous ses subiects de mettre & exposer entre eux les especes de billon estrangeres, pendant le temps porté par icelle : avec plusieurs articles concernant le mesme fait.



HENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Polongne, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme pour remedier au desordre que le cours des especes de billon estrangeres a de tout temps amené en nostre Royaume, noz predecesseurs Roys & nous, les ayons par plusieurs edicts & ordonnances descrites de tout cours & mise, principalement celles qui par volonte du peuple ont esté premierement exposees en noz Duché de Bourgongne, & Comtez de Champagne & Brye : & depuis se sont espandues par la malice des billonneurs en la plus part des provinces de nostredit Royaume. Pour l'execution desquels edicts nous aurions par plusieurs fois enuoyé à grands fraiz noz Commissaires esdites Prouinces qui en estoient les plus chargees : lesquelles neantmoins quelque diligence & labeur qu'ils y aient employé, ne nous auroyent peulx obeyr en chose si sainte, bonne & profitable : dont seroit aduenu de grandes pertes & dom-mages, non seulement aux habitans desdites Duché & Comtez, mais à l'vniuersel de nostre Royaume, spécialement à nostre ville de Paris & pays de Picardie, qui en sont ja remplis : de laquelle sur-haule treffexcessive seroit aussi ensuiuy le transport & refonte des douzains & autres monnoyes de billon à noz coings & armes, d'où prouiet le defaut & disette d'iceux par tout nostre Royaume, pays, terres, & Seigneuries de nostre obeissance, dont à nostre grand regret, chacun se trouue fort incommodé. A ces causes, ayans resolu de donner ordre & pouruoir à tout ce qui appartient au fait vniuersel de noz monnoyes, par vn bon reiglement, conformément à nostre edict general du present moys de Septembre, portant entre autres choses l'establissement du compte à escus : apres auoir oy en nostre conseil tenu en nostre ville de Bloys, les deputez dudit Duché par les estats generaux, qui y estoient assemblez, & veu l'aduis à nous donné par aucuns de noz Officiers d'iceluy Duché, & le Commissaire par nous n'agueres y deputé & enuoyé, delibéré & conclud, appelez les Maires & Escheuins des plus notables villes d'iceluy, en datte du xxj. Januier, 1576. Avec aduis aduis à nous enuoyé par nostre trescher & bien amé oncle le Cardinal de Bourbon, nostre Lieutenant general en nostredite ville de Paris, d'aucuns noz principaux Officiers & notables marchans & bourgeois d'icelle, fait & arresté en l'assemblee & conseil tenu en ladite ville pour le fait & reiglement general de noz monnoyes le present moys de Septembre : suyuant nostre commandement & ordonnance, auons, par l'aduis de nostre conseil, de nostre pleine puissance & authorité Royal, pour le bien & utilité de nous & nosdits subiects, dit, déclaré & ordonné, disons, declérons & ordonnons ce qui ensuit.

I P R E M I E R E M E N T, que pour accommoder nostre peuple de ladite monnoye de billon, de laquelle il ne se peut passer en ses menuz affaires & negoces, luy donner moyen & occasion de mieux garder & obseruer le contenu en ceste presente ordonnance, nous octroyons à tous nosdits subiects, tant desdits Duché de Bourgongne, que Comtez de Champagne & Brye, Picardie, Paris & autres de nostre Royaume, delay de deux moys, à compter du iour de la publicatio de ces presentes, faite en chacune des principales villes desdites Prouinces, respectiuelement, pour porter en noz monnoyes de Paris,

XLV.
Idem 1577

Du reiglement des monnoyes & Officiers d'icelle. 1006

Paris, Dijon, Troyes, & Amyens seulement, les carolus, doubles & simples & quadruples de Sauoye, Genéue, Bezanson, Dole, Lorraine, Montferrat, avec les blancs desdits pays, & autres especes de billon estrangeres qui ont cours, comme dit est, en nostredit Royaume: & ce à raison de vingt cinq carolus pour vingt sols: qui est le pris qu'elles sont estimees en la plus part des pays où elles sont forgees, encores qu'elles ne se trouvent à beaucoup pres les valoir. Esquelles susdites noz monnoyes, & non autres, nous voulons estre faicte la conuersion d'icelles en monnoye à noz coings & armes, & en icelles payees à la raison susdite de xxv. carolus pour xx. sols, & dont seront faicts les contreroolles, registres & certifications necessaires par les Commissaires à ce deputez. Et quant aux autres hostels de noz monnoyes establies par tout nostre Royaume, n'y sera faicte ladite recepte & fonte sinon au poys & à la loy, & à pure perte de la tare qui se trouuera à ladite refonte: en sorte que ceux de nosdits sujets qui par tout nostredit Royaume auront desdites especes de billon, pourront à leur choiz & commodité, icelles porter & enuoyer ou esdites quatre monnoyes dessus declarees, pour estre foulagez de ladite tare: ou es autres plus prochaines de leurs demeurances, à telle perte qu'il se trouuera à la fonte. Permettant neantmoins à tous nosdits sujets, que pendant ledit temps & delay de deux moys ils puissent mettre & exposer entre eux lesdites especes de billon estrangeres au payement de leurs debtes, à ladite raison de xxv. carolus pour xx. sols: sans toutefois que les especes appellees Brigues, nouvellement forgees à Metz, & marquees de l'image S. Estienne, puissent entrer ausdits payemens pour plus grand prix que d'un desdits carolus la piece, nonobstant que aucuns se foyent efforcez de les exposer pour plus grand prix.

2. Et pour d'autant plus soulager nosdits sujets, voulons que tous noz Receueurs tant generaux que particuliers desdits Duché de Bourgogne, Comtez de Champagne & Brye, Picardie & Paris, & non autres, prennent & recoyuent lesdites especes descriees à ladite raison de xxv. carolus pour xx. sols, en payement des deniers qui nous sont & seront deuz pendants ledit temps de deux moys, sans aucun refus ny difficulté. Leur enioignant incōtinent apres les auoir receus de les porter ou enuoyer le plus promptement que faire se pourra, & dans huitaine au plus tard, en l'une desdites quatre monnoyes qui leur sera plus commode, pour y estre fondus & conuerties comme dessus, dont lesdits comptables tiendront registre au vray, contenant tant ce qu'ils aurōt receu du peuple, que porté ausdites monnoyes, & ce qui leur aura esté payé par les Maistres d'icelles, & les contreroolleurs desdites receptes, en seront aussi contreroolle.

3. Lesquels Receueurs & tous nosdits sujets, seront payez à tour de roolle par gens que nous commettrōs en nosdites villes de Paris, Dijon, Troyes, & Amyens, de la valeur desdites especes, non tries ne trebuchees, qu'ils y auront liurees à ladite raison de xxv. carolus pour vingt sols, comme dit est.

4. Et lesdits deux moys passez & expirez, nous auons desapresent comme pour lors, interdict totalement le cours & mise desdites especes de billon, & de toutes autres qui se pourroyēt forger de nouveau souz coings estrangers: faisant defenses à toutes personnes d'en tenir & auoir en sa possession, sur peine contre ceux qui en serōt trouuez saiziz, encores qu'ils ne les exposassent, de cinq cens liures d'amende, outre la confiscation desdites especes pour la premiere fois, & de punition corporelle pour la seconde fois outre ladite confiscation.

5. Defendōs aussi tresexpressément à toutes personnes, tant noz sujets que estrangers, de plus payer traffiquer ne apporter & faire entrer en nostredit Royaume, aucunes desdites especes de billon estrangeres tant des formes susdites, que autres quelconques, pendant lesdits deux moys ny apres, pour quelque cause que ce soit, sur peine à ceux qui en seront conuaincus ou trouuez saiziz, entrans en nostredit Royaume, de somme excedente dix liures, d'estre pendus & estranglez.

6. Et pour faciliter d'auantage l'execution dudit descry, & mieux accommoder noz sujets desdites Prouinces de Bourgogne, Champagne & Brye, Picardie & Paris, & autres, auons par ces presentes permis & permettons, aux Maires & Escheuins des villes, de commettre en chacune d'icelles, telles personnes qu'ils aduiseront, suffisans & capables pour receuoir du peuple lesdites especes descriptes pendant ledit delay de deux moys, & faire fonds de quelque legere somme de deniers (s'ils voyent que besoing soit) pour les payer comptant au menu peuple: à la charge de les porter par lesdits commis de huitaine en huitaine esdites monnoyes de Paris, Dijon, Troyes, & Amyens, & de tenir fidele registre, tant de ce qu'ils auront receu que liuré. Ausquels Maires & Escheuins donnons par cesdites presentes congé, licence, & permission, d'imposer sur les habitans desdites villes & ressorts, exemptions, & non exemptions, ce qu'ils auront accordé raisonnablement avec lesdits commis, tant pour leurs vacations & iournees, que pour faire ledit fonds.

7. Et d'autant que le cours & mise que l'on a donné ausdites especes de billon estrangeres, contre les desdées de nous & nosdits predecesseurs Roys, reytrees par plusieurs & diuerfes fois, depuis vingt cinq ans en ça, prouient principalement par la faute & negligence des luges ordinaires de nostre Royaume, & specialement desdites Prouinces de Bourgogne, Champagne, Brye & Picardie, qui n'ont tenu cōpre de faire publier, garder & obseruer lesdits descriz, qui pour le bien public en auoyēt esté faicts, au grand mespris de nostre autorité, perte & dommage inestimable de nous & nosdits sujets: nous leur enioignons, que incontinent apres la reception des presentes, ils aient à les faire publier, & renoueller ladite publication de moys en moys: & outre se transporter avec noz Aduocat & Procureur de fois à autre aux marchez & foires des villes & autres lieux où elles sont establies,

pour punir les transgresseurs du present descry, dont ils feront proces verbaux, qu'ils garderont par deuers eux pour les representer quand il leur sera ordonné, tant par nostre conseil que les Maistres des requestes de nostre hostel, & Generaux de noz monnoyes, faisans leur cheuauchees. Et dont lesdits Iuges seront tenus de donner les extraicts, aux payeurs de leurs gages, l'ors qu'ils receurent le dernier quartier d'iceux: contenant sommairement les diligences & deuoirs par eux faits à l'execution de la presente ordonnance: pour iceux rapporter par lesdits payeurs & comptables es chambres de noz comptes, avec la quittance d'iceux gages, en rendant leurs comptes: & sans ce ne voulons lesdits gages estre allouez en la despense desdits comptes. A quoy nous enioignons à noz Procureur & Aduocats desdites chambres des comptes de prendre garde, & y tenir la main fidellement.

8 Declarant en outre, que où nostre presente ordonnance ne seroit gardee en leur ressort, qu'ils nous en respondront: & sera par nous procedé à l'encontre d'eux par suspension & priuation de leurs offices.

9 Enioignant à noz Baillifs, Seneschaux, leurs Lieutenans, & à tous noz autres Iuges: ensemble à ceux des Prelats & autres Seigneurs desdits Duché de Bourgogne, Champagne, Picardie & autres Provinces de nostredit Royaume, Maires, Escheuins, Iuges & Consuls des marchans, que incontinent apres la reception ou publication de ceste presente ordonnance ils facent serment solennel d'icelle garder & faire garder, y veiller & tenir la main, de forte qu'il n'y soit contreuenue. Auquel serment ils se gouuerneront & procederont en la forme à plein declaree en nostre edict du present moys de Septembre, fait sur le reiglement general de noz monnoyes.

10 Ordonnons aussi à nosdites cours de Parlements & autres Iuges susdits, de faire comparoir pardeuant eux en leurs chambres & auditoires, les Aduocats, Procureurs, Enquesteurs, Huissiers, Sergens, & tous autres Ministres de Iustice: auxquels ils feront prester le serment de garder nostredite presente ordonnance, & de denoncer à Iustice ceux qu'ils scauront y auoir contreuenue: leur enioignant respectiuelement de faire acte iudiciaire desdits sermens prestez, qui sera enregistre en leurs gresfes, & dont ils bailleront extraict aux Commissaires que nous enuoyons sur les lieux, à fin de l'enuoyer en nostredit conseil priué.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux les gens tenans noz cours de Parlements, chambre des comptes, & nostre cour des monnoyes, Commissaires deleguez pour l'execution des ordonnances par nous faictes nouvellement sur l'ordre & reiglement de noz monnoyes: ensemble à tous noz Baillifs, Seneschaux, & autres noz Iusticiers & Officiers qu'il appartiendra, que ceste nostre presente ordonnance ils facent lire, publier & enregistrer en leurs sieges & iurisdicions respectiuelement & par toutes les villes & bourgs de leurs ressorts à son de trompe & cry public es iours de marché: icelles gardent, obseruent, facent garder & obseruer par tous noz suiets. En punissant ceux qui s'y trouueront contreuenans, de quelque estat, qualité, ou condition qu'ils soyent, des peines & amendes cy deuant declarees, applicables les deux tiers à nous, & l'autre tiers aux denonciateurs, & sans aucune dissimulation ne moderation d'icelles, sur peine de nous en respondre en leurs noms, comme dit est, au cas que nostredite ordonnance ne soit entierement gardee, selon nostredit vouloir & intention: car tel est nostre plaisir. En tesmoing de ce nous auons signé ces presentes de nostre propre main, & à icelles fait mettre nostre scel. Et pour ce que de cedités presentes l'on pourra auoir affaire en plusieurs & diuers lieux, nous voulons qu'au vidimus d'icelles signé de l'un de noz amez & feaux Notaires & Secretaires soy soit adioustee comme à ce present original. Donné à Poitiers, le vinghiuictiesme iour de Septembre, l'an de grace mil cinq cens soixante dixsept. Et de nostre regne le quatriesme. Signé, HENRY. Et plus bas, Par le Roy estant en son conseil. PINART. Et à costé, Viss. Contentor. FORGET. Et au dessouz est encores escript,

Leués, publiques & registrees, oy, requerant & consentant le Procureur general du Roy, attendant ce qu'il plaira audit Seigneur Roy commander & ordonner sur les remonstrances ordonnees luy estre faictes par la cour sur l'edict concernant la police generale de toutes monnoyes, tant de ce Royaume que estrangeres. Et a ladite cour enioinct au Prenoist de Paris ou son Lieutenant de faire dedans huy publier les presentes par les lieux & endroicts de ceste ville accoustumez à faire proclamations. Et a aussi enioinct, en enterinant la requeste faicte par ledit Procureur general, audit Prenoist de Paris ou son Lieutenant, Baillifs, Seneschaux, & leurs Lieutenans, & à tous autres Iuges de ce ressort, tant Royaux que Subalternes, de faire chacun en leurs iurisdicions lire, publier & enregistrer lesdites lettres, & les y faire garder & obseruer, sur peine de suspension & priuation de leurs estats. A Paris en Parlement, le trentiesme iour d'Octobre, l'an mil cinq cens soixante dixsept. Signé, DV TILLET.

Ordonnance du Roy, sur le fait & reiglement general de ses monnoyes.



ENRY par la grace de Dieu Roy de France, & de Polongne, à tous presens & aduenir, Salut. Considerans que l'vsage de l'or & de l'argent a esté introduit entre les hommes, au lieu de l'ancienne permutation de toutes choses, pour mettre iuste prix & estimation à icelles: & en faisant rendre plus de facilité à la conuersation & societé humaine. Nous aurions estimé n'y auoir rien si necessaire, que d'observer Iustice en la proportion & correspondance de entre ces deux metaux, à ce que l'un achepte l'autre. Et ayant congneu d'assez long temps l'abbuz qui s'y commet, mesmes à l'exposition & surhaussement excessif en nostre Royaume de noz monnoyes, & encores plus des estrangeres qui y entrent: le tout par l'extreme auarice, tant d'aucuns noz suiets & estran-

& estrangers y traffiquans, que par l'ignorance & simplicité des autres. Nous aurions pour y pour-
 uoir fait plusieurs ordonnances. Et entre autres par nostre edict du mois de Mars dernier, meure-
 ment deliberé en l'assemblée de noz estats, lors estans en nostre ville de Bloys, ordonné ce qui auroit
 semblé nécessaire pour retenir toutes especes d'or & d'argent, à leur iuste prix & valeur, avec toute
 correspondance d'icelle en leur bonté interieure, souz les peines aux infracteurs portees par iceluy.
 Mais tant s'en faut qu'il ait aucunement arresté le mal, qu'au contraire les auteurs d'iceluy se sont
 encores plus temerairement efforcez à le continuer & accroistre. Ce que noz Iuges par leur negli-
 gence & conuenance ont tolleré, ne tenans compte de faire obseruer le contenu en nostredit edict:
 donc est à craindre, à nostre tresgrand regret, que toutes les choses de nostre estat tombent en si grand
 desordre & confusion, que sans doute il s'en ensuyue l'entiere ruine d'iceluy. Pour à quoy pouruoir
 ayant recherché tous les remedes possibles: Auroit esté cogneu la principale cause de cest abus pro-
 ceder du cōpte à liures, d'autant que ladite liure estant formee du nombre de vingt sols, & lesdits sols
 diminuans de leur bonté, selon que l'escu haussé par consequent ladite liure est rendu de valeur
 incertaine & variable, selon le prix dudit escu, que l'on fait valloir contre nosdites ordonnances, quel-
 quesfois 4. 5. 6. & iusques à 7. liures en aucuns lieux: non que ledit escu se paye à ceste raison en es-
 peces de sols: mais le font malicieusement à leur profit, pour avec moins d'or & d'argent faire plus
 grand nombre de liures. Et par ce moyé d'autant plus s'aquitter ou acheter des simples gens les choses
 de rout temps aualluées à liures: desquelles neantmoins le prix n'est augmenté à l'equipollent.
 Exposant encores en la mesme intention, les autres especes à prix plus excessif, autant qu'ils peuuent,
 spécialement les estrangeres, selon que par leur damnable auarice ils trouuent moyen & facilité de
 l'executer. Dont neantmoins, le peuple ne sentant son mal, ayant son nombre de liures, pense estre
 bien payé, & auoir son compte: ne s'aperceuant que deux liures n'en valent pas vne, & qu'il ne fait
 tant de quatre qu'il souloit faire de deux, à sa tresgrande ruine, & de tout le public. Et pour oster l'oc-
 casion de ce desordre & desreiglement, n'y auoit autre moyen que d'abolir, & supprimer le nom &
 vsage de ladite liure, & de faire & reduire d'oresnauant tous comptes & payemens à escus. Ce que
 ayans considéré en nostredit cōseil, & fait rediger par escrit: Nous aurions le tout renuoyé à nostre
 trescher & bien-amié oncle le Cardinal de Bourbon, nostre Lieutenant general en nostre bone ville
 de Paris, pour en l'assemblée que luy auons ordōnce faite à ceste fin des principaux Officiers de noz
 cours souueraines & autres, du Preuost des Marchans, & Escheuins notables bourgeois, marchans
 d'icelle, deliberer de ce fait, & nous en donner aduis, cōme auroit esté fait d'ailleurs: Aurions aussi
 sur ce eu l'aduis d'autres bonnes villes de nostre Royaume, tant des Ecclesiastiques, Noblesse, que
 tiers estat: & le tout ayans encores d'abondant, reueu & digeré en nostredit cōseil. Auroit en iceluy
 avec le plus grand nombre des aduis susdits esté trouué, tout ainsi que les nouueaux accidés requie-
 rent nouueaux remedes, & bien souuent changement de loix, quelques anciennes qu'elles soyent,
 spécialement quand l'vtilité y est euidente: N'y auoir autre moyen d'y pouruoir & euitier tel desrei-
 glement pour l'aduenir, que d'arrester & establi le pied, compte, valeur & estimation de toutes choses,
 sur vn fondement solide, ferme & stable, & non variable, comme s'est trouué parmy tant de des-
 ordre, & corruption au fait desdites monnoyes, l'escu sol estant tousiours demeuré sain & entier en
 son poids & aloy, sans auoir iusques icy souffert aucune alteratiō. Ce qui nous fait arrester & resou-
 dre, de prendre ledit escu pour pied & seul fondemēt de rout compte, valeur & estimation de quel-
 que chose que se soit, à prix d'argent en nostre Royaume, tant du passé que de l'aduenir, avec prome-
 esse en foy & parole de Roy, pour nous & noz successeurs, d'entretenir & cōseruer pour tousiours
 ledit escu en son poids & bonté interieure, qui est de deux deniers quinze grains de poids, & vingt-
 trois carats de loy, sans qu'il puisse à iamais estre alteré, ne diminué en sesdits poids & loy: & sur ce
 pied & fondement faire la correspondance de toutes autres especes, tant d'or & d'argent que billon
 à ce que l'une achepte l'autre. Et pour effectuer ceste nostre intention, circonstance & dependance
 d'icelle, reduire, aualluer & apprecier toutes choses à compte d'escus & portions d'iceux. Nous, par
 l'aduis & meure deliberatiō de nostredit conseil, auquel estoient nostre tres-honoree Dame & me-
 re, nostre trescher & tresamié frere le Duc d'Anjou, les Princes, Seigneurs, & autres de nostredit cō-
 seil, en grand nombre. Auons par edict perpetuel & irreuocable, fait, statué & ordonné, faisons, sta-
 tuons & ordonnons par loy inuiolable ce qui s'ensuit.

PREMIEREMENT.

QU'E d'oresnauant & à commencer du premier iour de Iāuier mil cinq cens soixante dix-huict,
 prochainement venant, soit pour nostre fait, ou de noz suiets, tous comptes, contrats, baulx
 à femme, conuentions, accords, eschanges, prix, marchez, cedules, obligatiōs, promesses, receptes, pa-
 piets de raison, constitutions de rentes, depōts, consignations, prests, aduances, aualluations, vente
 de meubles & immeubles, droicts seigneuriaux, testamens, donations, lettres de change, condēnna-
 tions, amendes, taxes de despens: generalement tous actes & negociations portant prix d'or & d'ar-
 gent au dessus de 60. sols tournois, soit par escrit ou autrement en quelque forte & maniere que se
 soit. Seront faits, dressez & conceuz en escus d'or sol des poix & loy portez par nostre presente or-
 dōnance. Et neantmoins ledit escu pourra estre payé, soit en especes d'escus & demis escus d'or sol,
 vn escu couronne & vn sol, vn pistolet d'Espagne & deux sols, quatre testōs & deux sols, trois pieces

d'argent appellez francs, six demis francs, douze simples realles d'Espagne, doubles realles, & quadruples à l'equipolent, quatre quarts d'escu d'argent, & huit demis quarts qui se feront de nouvelle fabrication:vingt quatre pieces de six blancs & quarante huit de trois blancs, tant de vieille que de nouvelle fabrication qui se fera, ou lx. solz tournois. Le tout des poix & loy portez par ceste dite ordonnance, & qu'il sera plus particulièrement déclaré en fin d'icelle. Et d'autant qu'il se treuve encores parmy le peuple, plusieurs especes d'or, des coings de France:desquelles la fabrication est cessée, qui sont vieux escuz, Royaux, francs à pied, & francs à cheual: Henrys simples & doubles, leur sera donné cours. A sauoir audit escu vieil pour vn escu & douze folz, qui est vn escu vn cinquième. Aux royaulx, francs à pied & à cheual vn escu & huit folz, qui est vn escu & deux quinziesmes d'escu pour chacun, & ausdits Henrys pour vn escu & cinq folz, qui est vn escu & vn douzième: & le double Henry à l'equipolent. Et en ce faisant cinq escus vielz acqueriront six escus folz, Quinze desdits-royaux francs à pied & à cheual payeront dixsept escus folz, & douze desdits Henrys, ou six doubles vaudront treize escus folz. Et à raison lesdites especes tiendront lieu en payement susdit: sans qu'aucun puisse estre contraint payer précisément en especes d'escuz:encores qu'il fust ainsi stipulé & porté par les contractz, & de payer d'or en or, le tout à peine d'amende arbitraire contre les contreuenans. Enioignant à ceste fin à tous Notaires & Tabellions, passans par eux contractz, portans pris d'or & d'argent de les faire & passer en escus, payables en especes, & en la forme susdite: Et specifier en iceux les especes de payemens, qui seront comptez & nombrez en leurs presences, pour quelque cause que ce soit, selon ladite aualluation & reduction, à peine de priuation de leurs estats, & d'amende arbitraire, de tous despens dommages & interests enuers les parties, & de peine corporelle, s'il y eschet. Et où il se trouueroit qu'apres ledict premier iour de Ianuier prochain, fut fait & passé aucuns contractz, cedulles, promesses, lettres de changes, pris, marchez, & toutes autres negotiations & conuentions par escrit, ou autrement, audit compte de liures, sera faite reduction & aualluation desdites liures à escus folz, à raison de soixante folz l'escu, par deuant Notaires & Tabellions, ou en iustice, partie presente, ou appellee. Auant laquelle reduction ne se pourra faire aucune instance, poursuite, demande, ne cōtrainte pour le payemēt des sommes, ainsi que dit est, deuēs.

2. Et aux mesmes fins sera continuee la fabricatiō desdits escus, demys escus, francs d'argent, faite de nouvelle fabrication desdits quarts & demys quarts d'escu d'argent, pieces de six blancs & trois blancs, par toutes les monnoyes de France, sur le pris & pied de soixante & quatorze escus le marc d'or fin, & six escus & vn tiers le marc d'argent le Roy, de haute loy.

3. D'auantage, & pour accommoder le peuple de menue monnoye, serōt forgez ez monnoyes de Paris, Toulouze, Rouē, Rēnes, Poitiers, Lyō, Bourdeaux, Troyes, Dijon, Aix, Bourges, Nâtes, Grenoble, & en la ville d'Amiens, en laquelle nous auōs estably & établissons de nouveau vne monnoye, Liards, en telle quantité & tel poix & loy qu'il sera par nous ordōné. Cōme aussi sera fait & fabriqué desdites monnoyes doubles & deniers de cyure fin, selon l'ordōnance faicte pour la monnoye du moulin de Paris, du dernier May, 1575. Excepté que pour le regard de la ville de Paris, ladite fabrication de doubles & deniers de cyure se cōtinuera en ladicte monnoye du moulin, selō qu'il est porté par ladite ordonnance. A la deliurance desquelz menus ouurages les Maires & Escheuins desdites villes ou aucuns d'eux & autres qu'ils pourront deputer notables bourgeois d'icelles villes, avec les officiers des monnoyes, assisteront pour prendre garde que la quantité ordonnēe ne soit excēdee, & ne s'y commette aucun abus ou maluerfation.

4. Le pris de toutes marchādises & denrees eslat de valeur au dessus d'vn escu, sera aussi doresnauāt fait, estimē & apprcié par les vēdeurs, & acheteurs audit prix d'escus payables cōme dessus. Et quāt aux menues marchādises & negotiatiōs aux dessoubz desdits lx. folz tout, qui est la valeur dudit escu, se pourrōt faire & apprcier par toutes les pieces de monnoyes, qui seruēt de partiō & diminutiō dudit escu cy dessus declarees, au gré des vendeurs & acheteurs, & en liards, doubles & petits deniers ayās cours, avec desfences tres-expresses de plus cōpter, apprcier, aualluer, vēdre ny acheter audit cōpte de liures, ny comment que ce soit faire mētion d'autre cōpte & pris que desdits escus pour la perte que nous & nos suiets en auons soufferte, à cause de l'incertitude & variētē d'icelle liure, à peine du quadruple confiscation de la marchandise, & amēde arbitraire pour la premiere fois, & pour la seconde de peine corporelle.

5. Et d'autant que l'estimatiō de toutes choses se fait sur le pris de l'escu, qui est par le moyen susdit grandemēt abaissē. Nous entendōs qu'en semblable le prix desdites marchādises & denrees, iournees d'hōmes, frais, salaires, & generallemēt toutes choses de cōmerce en argent, diminuēt à l'equipolent à quoy nous pouruoirōs cy apres. Ordonnāt ce-pendant à nos Iuges & Officiers ayant charge de la police, d'y tenir la main respectiuemēt.

6. To v r e la recepte de nos deniers & finances, soit de nostre domaine, aides, tailles, gabelles, subfides, & generalemēt de tous deniers ordinaires & extraordinaires, qui seront cy apres leuez souz nostre autoritē: sera doresnauāt à commencer dudit premier iour de Ianuier prochain faicte & aualuee en escus, payables comme dessus. Et à ces fins seront les assiettes & departemens de nos tailles faits, reduits & aualluez esdites especes d'escus, à raison de soixante folz l'escu & portions d'iceux par nos escheuz afficēurs & autres à ce commis. Et pour le regard de ce qui nous pourra rester à payer audit premier iour de Ianuier prochain, des termes escheuz iusques au dernier iour de decēbre aussi prochain

prochain, sera par nosdits officiers receu, & par eux payé & acquité à pris d'escus, à raison de soixante six solz l'escu.

7 E T conséquemment, tous les droits de traitez & impositions foraines, rescue, & haut passage, droits d'entrees & yssues, & tous autres droits qui se leuent, tant pour nous que noz subiets, seront reduits & aualluez dudit premier iour de Ianuier prochain en escus, à raison de lx. solz l'escu, aussi payable comme dessus. De sorte que celuy qui deura lx. liures payera vingt escus solz ou la valeur susdite, & à ceste fin seront tenus tous recepueurs & fermiers tât nostres que nosdits subiets à qui peuent appartenir lesdits droits, de mettre & apposer en veuë d'vn chascun, au lieu le plus apparent de leurs bureaux & comptouers, vn tableau contenant ladite aualluation & reduction d'iceux droicts, signé par le greffier de la Iustice ordinaire du lieu.

8 Q V A N T à noz fermes & de tous particuliers, dont les baux continuent, & desquelles les termes de payement eschertont aprez ledit premier iour de Ianuier prochain, en quelque temps qu'ils ayent esté faicts & contractez, en seront semblablement les prix d'icelles, reduits à ladite raison de soixante solz pour chacun escu, payables comme dessus. Tellemēt que celuy qui deura soixante solz, sera tenu payer vn escu ou la valeur susdite.

9 L E payement des censuies & rentes foncieries pour baux d'heritages qui nous seront deuës, & à noz subiets, au cas qu'elles excèdent lx. solz seront aussi reduites & aualluees en escus, à raison de lx. solz l'escu, apres ledit premier iour de Ianuier payable comme dessus. Et au dessoubz d'vn escu, seront payees comme de coustume, & ez especes cy dessus declarees.

10 T O U T S Rentes constituées à prix d'argent, soit en principal ou arerages, dettes personnelles pour vne fois payer, à cause de vendition tant de marchādises que d'autres choses quelconques mobiliaries, ou immobiliaries, & de prest pur & simple: & generallyment toutes autres dettes de quelque nature qu'elles soyent faictes & conceues à liures, pourrōt estre payees, rachetees & acquitees, iusques au dernier iour de Decēbre prochain en liures, suyuant l'Edit prouisioinal du mois de Mars dernier, sur le fait des monnoies en especes d'or & d'argēt y declarees: & pour les pris portez & permis par iceluy. Et ce qui restera à payer ou racheter apres ledit dernier de Decembre prochain, sera pour tousiours reduit & auallué en escus. Sçauoir est, lesdites rentes & debtes crees & commuës au parauant le premier iour de Iāuier dernier, à raison de lx. solz l'escu, payable comme dessus. Et les autres faictes crees & conceues durant ceste presente annee, en laquelle a principalement commēcé le desordre & grand surhaussement desdites monnoyes, seront reduites & aualluees audit compte d'escu à raison de lxvj. solz l'escu, payable comme dit est.

11 P A R E I L L E M E N T, tous gages estats & appointemēs ordonnez en liures, soit à nos officiers & autres, à cause de leurs offices, charges ou seruice, seront à l'aduenir & à cōmencer dudit premier iour de Ianuier prochain, payez en escuz ou leur valeur cōme dessus, à raison de lx. solz l'escu, en sorte que celuy auquel sera deu 300. liures de gages, luy sera payé 100. escus ou la valeur & au prorata.

12 L A mesme reduction sera faite par tous seigneurs & autres, qui deburont à leurs seruiteurs gages, salaires & pensions. 13 T O U S nos officiers comptables, ne pourront d'oresenauant payer ne acquiter aucunes parties, soit gages, debtes, arerages de rentes, ne autres despences de quelque nature qu'elles soyent, apres ledit premier iour de Ianuier prochain, finon audit compte d'escus, & suiuant les reductions susdictes. Et à ceste fin seront faictes & passees, expediees toutes leurs quittances & acquits en escus, & diminutions susdictes, sur peine d'amende arbitraire.

14 L E s consignations & deposts faicts par ordonnance de Iustice, ensemble tout argent baillé en garde sera rendu en mesmes especes qu'il aura esté baillé ou autres equiualāres en pris, selon le cours qu'elles auoyent lors de la deliurance d'icelles, à ce que les gardiens rendent iustement ce qui leur a esté & sera baillé. 15. E T d'autant qu'il n'est rien plus certain, que l'vne des principales causes, du desordre qui se voit de presnt esdites monnoyes, transport d'icelles, & de la perte & domage que le public en souffre, procede de la mise & exposition des especes estrangeres à plus haut pris qu'elles ne valent. Ce que l'on n'a peu empeschier, quelque ordonnance qui ait iusques icy esté faicte. Estāt tout euident que pour le changement du compte à escus & appreciation desdites especes à portion d'iceux, on ne lairra pour cela d'en abuser, & de les apprecier audit cōpte d'escus pour plus que leur valeur, qui seroit du tout alerier & rendre inutile l'ordre & bien pretendu par l'establissement dudit compte à escus. Toutes especes d'or, d'argent & billon estrangeres demeurent des-apresēt & pour tousiours descripties de tous cours & mise, excepté les escus pistolets d'Espagne & tealles dudit pays, lesquelles especes descripties, seront aualluees à pris d'escus selon la fin qu'elles tiennent au marc & à l'once. Et neantmoins sera permis suyuant ladite ordonnance & tolerance du mois de Mars dernier, de mettre & exposer à la piece iusques audit premier iour de Ianuier prochain, les especes ausquels a esté donné cours par icelle, & pour le pris y declarez, & non autrement, ne à plus haut pris. Et le dernier iour de Decēbre prochain passé demeurerōt toutes lesdites especes estrāgeres descripties de tout cours & mise, sur peine de confiscation d'icelles, & du double de la valeur pour la premiere fois, du quadruple pour la seconde, & de punition corporelle pour la troisieme.

16. A V Q V E L desery, neātmoins ne seront cōpris pour ceste fois, les Ducats d'Espagne à deux testers, doubles & simples, ne semblablement les Ducats de Portugal à la palme, autrement appelez millers, aussi doubles & simples qui auront cours par prouisio n, & iusques à ce qu'autrement en soit or-

donné. Aſſauoir leſdits Ducats à deux teſtes pour vn eſcu ſol, & deux ſolz, & ledit ducat à palme, pour vn eſcu ſol & quatre ſolz tournois. Et les doubles d'iceux à l'equipolent, pourueu qu'ils ſoyent de iuſte poids & ancienne fabrication, Et à ceſte raiſon pourront eſtre receuz & expoſez, en payemens ſuſdits reduits ou cōceuz à eſcus, eſquels ils tiendroient lieu. ſçauoir eſt, xxx. Ducats à deux teſtes pour xxxi. eſcu ſol, & xv. Ducats à la palme ou milreſ, pour xvi. eſcus ſol, & les doubles d'iceux à l'equipolet. 17. En oultre, pour d'autant plus accōmoder les eſtrangers aux payemens qu'ilz ont à faire en ce royaume pour l'achat de pluſieurs marchādifes & denrees dont ils ont beſoyn, leſquels ne pourroyent touſiours payer en eſcus & autres eſpeces cy deſſus declarees, ayans cours par la preſente ordonnance, ſera permis aux marchans de ce Royaume, vendans auſdits eſtrangers, apres ledit premier iour de Ianuier prochain, de receuoir d'iceux eſtrangers leſdites eſpeces d'or & d'argent deſcrites au marc & à l'once, ſuiuant l'aualuatiō qui en ſera faite par noſtre cour des monoyes cy apres declaree, & inferree en fin de la preſente ordonnance. A la charge de les cizailler ſans les pouuoir expoſer en ce royaume entre noz ſubiects: Ains ſeront portees ou enuoyees dedās quinzaine pour le plus tard, aux maîtres des Monoyes ou chēgeurs, qui ſeront tenus les payer au pris porté par ladite aualuation. Et où ledit tēps paſſé, il en ſeroit trouuē en la poſſeſſion d'aucuns qui fuſſent encores entiers & non cizaillēes, & leſquelles ilz porteroient ſur eux, & les vouldroyent expoſer ou tiendroyent en euidence, elles ſeront conſiſquées. Et leſdits poſſeſſeurs puniz d'amende arbitraire, & chaſtivement exemplaire. Et quant auſdits Changeurs & Maîtres des Monnoyes, s'il leur en eſt trouuē aucunes qui ne ſoyent cizaillēes, ſeront punis corporellement. 18. P o v r d'autant plus faciliter l'executiō de ceſte ordonnance, accouſtumer le Peuple audit cōpte d'eſcus, & luy mieux apprēdre le pris, valeur, & eſtimatiō de toutes eſpeces ayans cours. Tous receueurs, Generaux, Particuliers, Collecteurs des tailles, Fermiers de Traictēs & impositions foraines, Reſue, & hault paſſage, droits d'entrees & yſſues, Priſeurs & vendeurs de biens meubles, vendeurs de Marce, de beſtial, de vin : & generallyment tous autres manians deniers, tant de nous que publics. Seront tenus d'auoir au lieu le plus apparent de leurs Bureaux, Comptrouers, & lieux auſquels ils receuoront & ſeront leurs receptes & proclamatiōs, ſoit en priuē ou en public, vn tableau contenant le poids, pris & aualuation de toutes eſpeces ayās cours audit cōpte d'eſcus, ſuyuant la preſente ordonnance, qui ſoit ſigné & collationné ſur icelle, par le Greſſier de la Juſtice ordinaire, ou de la Cour des Monnoyes, à peine où il n'en ſeroit trouuē, de quatre eſcus d'amende pour la premiere fois, qui doubleront pour la ſeconde, & pour la troiſieſme fois de vingt-cinq eſcus d'amende, priuation de leurs offices, & punition corporelles s'il y eſchet.

19. L E S D I C T S priſeurs, vendeurs de biens meubles, vendeurs de vin, beſtail & marce, ne pourrōt priſer, aualluer, vendre, debiter, ny receuoir leſdites marchandifes & meubles, ſinon à pris d'eſcus, leſquels ils proclameront en vente à l'inquant audit pris d'eſcus, & ſera le peuple receu à y mettre encheres audit pris d'eſcus, comme vn eſcu & vn ſolz, vn eſcu, & deux ſolz, & en montant iuſques à vn eſcu, & lix. ſolz, ou bien ſe ſeront leſdites encheres par leſdites diminutiōs d'eſcus qui ſont demis eſcus, quart, demis quarts, tiers, ſixieſme & douzieme d'eſcu, au gré & volōté deſdits enchetiſſeurs, ſur peine à ceux qui ſeront autrement d'eſtre puniz d'amende arbitraire ſur le champ, & à l'inſtant qu'ils y ſeront trouuez. 20. P o v r obuier à la malice d'aucuns qui pour forcer leurs creanciers de prendre leſdites eſpeces d'or & d'argent à plus haut pris qu'elles ne valent par la preſente ordonnance, les payer en eſpeces de billon, cōbien qu'elles ne ſoyent faites que pour le menu cōmerce, & nō pour entrer en payemēt de ſōmes notables. Nul ſera cōtraint receuoir en vn payemēt liars, doubles, & petis deniers pour plus de cēt ſolz tournois & en pieces de ſix blancs, trois blancs, douzains, & dizains, ſinon le tiers de la ſomme totale qui ſera deuē, cōbien que par ledit dernier Edit n'y euſt que le quint.

21. Toutes eſpeces d'or, & d'argent ne pourrōt eſtre receues qu'au poids, ſoit en particulier de piece à piece, ou en ſac, ſelon qu'il eſt ſpecifié à la fin de ceſte ordonnance, & au deſſus du pourtrait de chascune eſpece, où ſera declaré cōbien il y en a au marc, avec deſſences trefexprefſes d'expoſer & receuoir aucunes deſdites eſpeces legeres ou viſiblement rongnees, ſoit d'or d'argent, ou billon, ſur peine d'amende arbitraire, & conſiſcātiō deſdites pieces. 22. Et pour ce qu'en certains lieux de noſtre royaume, aucuns y traffiquās en deniers, ont trouuē moyē de faire diſtinctiō ez payemēs de change à ceux de marchādife & de payemēt en or, en payement de monnoye, & ſoubs nō d'age font valloir les vns plus que les autres, qui eſt en partie cauſe du ſurhausement des eſpeces, deſſendōs tref-exprefſement à tous marchās traffiquās, tant ſouz le priuilege des foires en noſtre ville de Lyō, qu'autres lieux de noſtre royaume, & à toutes autres perſonnes quelcōques, de quelque qualiré qu'ils ſoyēt de faire d'oreſinauant aucune diſtinction de payemēt de marchādife, à payement de chāge n'y autrement, & de prēdre aucun intereſt, pour icelles payer ou receuoir ſouz leſdits noms, ou pluſtoſt en or, qu'en monnoye. Achepter, & vēdre ledit or à change de monnoyes, de hauer à l'occafion de ce le pris du change pour les places, ſoit hors ou dedās noſtre Royaume, où ilz ont acouſtumé de chāger leurs deniers ny pour depoſt ou intereſts de foire à foire, ny en quelque ſorte & ſouz quelque nom que ce puiſſe eſtre prendre aucune choſe à cauſe & pour raiſon de la diſtinction deſdits payemens, ſur peine aux contreuenans de conſiſcation de leurs biens & punition corporelle, ſoit que cela vienne à noſtre cognoiſſance preſentement ou à l'aduenir. 23. A P R E S ledit premier iour de Ianuier prochain, nul ſergēt Royal, ny autre ne pourra faire commandement pourra faire cōmandement de payer aucune ſomme de deniers ou faire execution pour quelque cauſe que ce ſoit ſinon à pris d'eſcus, à la raiſon cy deſſus declaree. Auſquels eſt enioinct d'auoir touſiours ſur eux vne impreſſion de la preſente ordon-

nance, pour se reigler sur icelle, à peine où ils seront trouvez sans en auoir lors desdits commandemēs & executions, de tous despens, dommages & interests desdites parties, & de 25. fcsus d'amende pour la premiere fois, & pour la seconde de priuation de leurs offices, & punition corporelle s'il y eſchet.

24 T O V s Baillifs, Senefchaux, Preuoſts, Iuges, & Conſuls des marchans, & autres Iuges, tant Royaux, que non Royaux, au cas que leſdits Sergens, Huiffiers, & Miniſtres de iuſtice, facent leſdits commandemens de payer, ou executions ou autrement que par ledit cōpte d'eſcus, & qu'il leur apparoiſſe de leur exploict, ſeront tenus les punir rigoureuſement, & ſur iceux ne donneront aucune audience aux demādeurs ny leurs Procureurs, ains leur ſera toute action deniee, iuſques à ce qu'ils ayent fait reformer leur demande, & icelle faite audit compte d'eſcus ſur peine de nullité deſdits iugemens, & de reſpondre en leur nom priué de l'intereſt, des parties qui ſeront taxeꝯ & adiugez en noſtre conſeil, ou par les Parlemens, & d'amēde arbitraire. A quoy noz Procureurs generaux, & leurs ſubſtituez tiendront ſongneuſement la main, & ſeront tenus nous aduertir & leſdits Parlemēs, pour y eſtre pourueu par multes, & punition telle qu'il ſera aduiſe. *

25 S E M B L A B L E M E N T tous Iuges ſans aucū excepter ſerōt bōne & prōpre iuſtice ſur toutes les plaintes qui leur ſeront faites des trāgreſſeurs cōtre la preſente ordonnance, ſans pouoir moderer les peines & conſcations y cōtenūes. Et condāneront ſur le chāp, & ſans forme & figure de procez, ceux qui ſeront reſuſans de payer les ſommes par eux deuēs audit compte d'eſcus, apres ledit premier iour de lanuier prochain, ſans exhorter les parties de ſ'accorder ou prendre gens pour les accorder, ſur peine de ſuſpenſion & priuation de leurs eſtats, & autres amendes arbitraires. Et adiugeront par les meſmes ſentēces & arreſts le tiers des amēdes aux denōciateurs, deduit ſur le total les frais de iuſtice.

26 E t cōbien que la cognoiſſance & iuriſdictiō du fait des monoyes appartienne priatiuement à noz Iuges, neāmoins pour ceſte fois, & ſans en autres choſes derogꝯ à noſtre iuriſdiction, & autorité, ſera attribuee à tous Iuges, & Conſuls, Maires, Eſcheuins, Iuges, Capitouls des villes, & à tous Seigneurs ayans haute iuſtice la punitiō & correctiō de ceux qui en leur territoire, & dans les fins & limites de leurs iuriſdictions auront expoſe contracté & negocié autrement qu'il n'eſt porté & permis par la preſente ordonnance, & ce par preuētion & concurrence avec noſdits Iuges. Ausquels Seigneurs hauts Iuſticiers & cōmunautés des villes appartiedront les cōſcations ſeulement, & l'amēde à nous. Et au cas qu'ils ne facēt reſpectiuemēt leur deuoir de faire leſdites punitiōs, ſerōt priuez de leurs foires marchez, & privileges. Ce qui ſera enioint de pourſuivre aux Procureurs generaux & leurs ſubſtituts.

27 Q V E l'extrait du prix & valeur des eſpeces ayans cours par la preſente ordonnance ſera attaché en placars par les carrefours des rües, portes des Eglises, & dans les auditoires, & lieux où ſe tiennent les iuriſdictions tant Eccleſiaſtiques, que temporelles, eſquels auditoires, ils demeureront rouſſours en tableau.

28 T O V s Preuoſts, Baillifs, Senefchaux, & autres Iuges ordinaires leurs Lieutenans, & autres non Royaux, & ſubalternes, ſeront chacun endroit ſoy garder ceſtedite ordonnance, & à ceſte fin iron par les places tous les iours de marché, & de foire. A quoy auſſi veillerōt & tiendrōt la main leſdits Procureurs generaux & leurs ſubſtituts.

29 Les Iuges & Conſuls des marchans, admonēteront aux iours d'audience les marchans aſſiſtans de garder ceſte ordonnance, ſur les peines y contenuēs.

30 P A R E I L L E M E N T tous Iuges en general, & notamment les Iuges ordinaires des villes ſeront de moys en moys, reirer la publication de la preſente ordonnance, veilleront & prendront garde par eux ou autres qu'ils commettront aux payemens, contracts & marchez, qui le ſeront pour ranger le peuple, à l'oſſeruation d'icelle Et pour ce faire prendront telle force qu'il ſera beſoing: Deſquelles diligences ils ſerōt tenus faire procez verbaux qu'ils garderont par deuers eux pour les reſpreſenter en noſtre conſeil aux Maîtres des requēſtes de noſtre hoſtel, ou generaux des monnoyes, faiſant leurs cheuauchees, ſelon qu'il leur ſera enioint & ordonné, declarant qu'ou noſtre preſente ordonnance ne ſeroit gardee & obſeruee en leur iuriſdiction & territoire, ils en ſeront & demeureront reſpectiuement reſponſables ciuilement, & ſera procedé cont'eux par adiournemens perſonnels, amēdes arbitraires, priuation de gages, & de leurs offices, & autres peines que par noſtre cōſeil ou noſdits cours de Parlemens ſera aduiſe, ce qui eſt enioint auſdits Procureurs generaux, & à leurs ſubſtituez de pourſuivre.

31 E t pour cognoiſtre du deuoir & diligence deſdits Iuges en l'oſſeruation & entretènement de la preſente ordonnance, ſeront reſpectiuement tenus faire faire vn regiſtre ſeparé par leurs Greſſiers contenant les iours, noms & qualitez des denōciateurs & accuſez, ſentences & condēmnations qui auront contre eux eſté donnees, ſur lequel ſera en fin de chacun moys, fait & expedie extrait ſigné deſdits Iuges, noz Procureurs & Greſſiers des amendes & condēmnations qu'ils auront adiugees. Lequel extrait ils mettront es mains des Receueurs ordinaires des lieux, ou des Receueurs des amendes, pour en faire les pourſuites & recouremēt: leſquels Receueurs bailleront aux denōciateurs le tiers deſdites amendes comme il eſt dit, & ſeront les ſentences ainſi donnees par leſdits Iuges executoires, nonobſtant oppoſitions ou appellations quelconques, ſans preiudice d'icelles, leſquels Iuges ſeront auſſi tenus en fin de l'annee receuant par eux le dernier quartier de leurs gages, de bailler au payeur d'iceux avec leurs quitrances, l'extrait des procez verbaux contenant ſommairement le deuoir, & diligence qu'ils auront reſpectiuement fait pour l'execution & obſeruation de la preſente ordonnance, pour eſtre rapportez par le comptable à la reddition de ſon compte, ſans lequel extrait deſdits audits comptables de leur payer ledit dernier quartier de leurs gages, & aux gens de noz comptes de les paſſer & allouer en leurs comptes.

32 Tous Iuges ordinaires, Maires, & Eſcheuins, Capitouls, Iurats, Iuges & Cōſuls des marchans noz Officiers cōptables, Baquiers, Gardes, Iurez, maîtres des meſtiers, & tous miniſtres de iuſtice, ſeront aſtraints par ſerment de garder & faire garder à leur pouoir le cōtenu en la preſente ordonnance, & de denōcer à iuſtice, ceux qu'ils ſcāuorēt y auoir cōtreuenu, lequel ſerment deſdits Iuges ordinaires, & deſdits Maires, & Eſcheuins des villes, ſera fait & preſté en noz cours de Parlemēt es villes où y a Parlemēt & es autres villes ſera fait ledit ſerment par le premier du ſiege deuant tous les aſſiſtāz, & apres le receura de tous les deſſuſdits qui ſeront de ſa iuriſdiction: les Treſoriers de France & Generaux de noz finances le receuront des Officiers cōptables de leurs charges & generalitez reſpectiuemēt. Et quant à la ville

- de Paris, il sera fait par le Preuost de Paris, ou ses Lieutenans, Preuost des Marchans, Escheuins & Iuges, & Cōsuls des Marchans, à ladite cour de Parlement, ledit Preuost de Paris, ou ses Lieutenans le receuront de tous leurs inférieurs, cōme semblablement le Preuost des Marchans, Escheuins, & de tous les Officiers de ville & autres qui respōdent deuant eux. Et pour le regard des autres Officiers comptables des villes & communaultez, Banquiers, Gardes & Iurez des mestiers, sera fait & presté en la cour des monnoyes en la forme accoustumee. Et d'autant que le sur-haulement des marcs d'or & d'argent prouient ordinairement des orfeures qui ont moyen de sur-acheter à cause qu'ils vendent leurs façons à discretion, sur lesquelles ils se sauuent dudit sur-achat, la cour des monnoyes deputera tel nōbre de leur compagnie qu'elle aduifera pour mettre prix & taux audites façons, ouys & appelez les Iurez & Gardes dudit mestier. Ordonnāt que lesdits orfeures suiuant les anciens reiglemens, & ordonnances, vendront l'or & l'argent à part, & bailleront bordereaux escrits & signez de leurs mains aux acheteurs contenans les poids & prix desdits ouurages par eux vendus, & ne pourront sur grandes peines sur-acheter ne sur-vendre lesdits marcs d'or & d'argent. Defendant tresexpressément à tous les orfeures de ce Royaume, de faire d'icy à 2. ans aucune vaiselle ou ouurages d'or, excédant 4. onces, ny aucune vaiselle, ou ouurages d'argent excédant 2. marcs: & à toutes personnes aussi de dorer & argenter sur bois, plastre, cuir, plomb, cuire, fer, & acier, si ce n'est pour les Princes. En interdisant à tous ouuriers, tous ouurages cōtre les prohibitiōs susdites, sur peine d'amēde arbitraire, enioignāt à tous Iuges Royaux d'y veiller, mēmes à ladite cour des monnoyes, laquelle pourra par tout ce Royaume, par preuēction & concurrēce avec lesdits Iuges ordinaires visiter, punir & multer lesdits cōtreuenans. Et à celle fin que rāt lesdits orfeures qu'autres ouuriers ne puissent abuser contre ceste dite ordonnance en ce qu'ils pourroient dire que toutes lesdites besongnes qui leur seront trouuees cōtre lesdites prohibitiōs seroient vieilles & non faites depuis la publication d'icelle, leur sera enioint de vendre & se deffaire promptement desdites besongnes deffendues, qu'ils aurent lors de ladite publication en leur possession, sans qu'apres la publication de ces presentes, ilz puissent auoir ny tenir en monstre & veuē aucuns desdits ouurages deffendus. Et apres lesdictes deffences, s'ils sont trouuez y auoir contreuenu, seront puniz d'amēde arbitraire, cōme dict est, & les besongnes confiscques pour le regard des doreures. Et pour le regard des besongnes d'or, & d'argent desdits orfeures, seront rompues, cassées, & difformees, n'entendans esdites deffences comprendre les doreures & enrichissemens, qui de tout temps ont accoustumé d'estre faits pour le seruice de Dieu dans les Eglises, & pour les ornemēs d'icelles, ensemble la trenche des liures qui se pourra dorer, & sur la couuerture d'iceux apposer vn fillet d'or seulement avec vne marque au milieu de la grandeur d'un franc d'argent au plus.
- 35 DEFENDANT aussi à tous les Officiers comptables, Maistres des monnoyes, changeurs, & marchans d'auoir aucune assoication, participation, n'y intelligence les vns avec les autres au preiudice des ordonnances sur le fait des monnoyes, sur peine de confiscation de corps & de biens.
- Et donnēs en mandement, à noz amez & feaux les gens tenans noz cours de Parlemēt, chambre des cōptes, cours des aides & des monnoyes, Tresoriers de France, & Generaux de noz fināces Baillifs Seneschaux, leuis Lieutenāns, Iuges, & consuls des marchans, Maires, Jurats, Capitouls, Consuls, & Escheuins des villes, & generalēmēt à tous autres Iusticiers, & Officiers, tant de nous que de noz suiets, que cestuy nostre present edict, ils facent lire public, & enregistrer incontinent, & sans delay en leurs cours, sieges, & iurisdicions respectiuemēt, & par toutes les villes & bourgs de leurs ressorts, à son de trompe & cry public, es iours de marché. Iceluy gardent & obseruent, facent garder & obseruer inuolablement par tous noz suiets, en punissant ceux qui s'y trouuerōt contreuenāns de quelque estat, qualité & condition qu'ils soient, des peines & amendes cy dessus declarees, & applicables cōme dit est le tout sans aucune dissimulation ne moderation d'icelles, sur peine d'en respōdre en leurs noms, au cas que cestuy nostre edict ne soit gardé & obserué de point en point selon sa forme & teneur, & suyuant nostre vouldoir & intēcion car tel est nostre plaisir. Nonobstant tous priuileges, chartres, loix, coustumes, statuts & ordonnāces, qui se pouroient trouuer à ce contraires, ausquelles nous auons derogé & detogēons par ces presentes. Et pour ce que de ces presentes on pourra auoir affaire en plusieurs & diuers lieux, nous voulons qu'au *vidimus*, ou impression d'icelles signez de l'un de noz amez & feaux Notaires, & Secretaires, soy soit adioutee, comme au present original. Auquel à fin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons fait mettre & apposer nostre scel, sauf en toutes choses nostre droit & l'autrui. Donnē à Potiers, au mois de Septembre, l'an mil cinq cens soixante & dixsept. Et de nostre regne le quatrieme. Signé, HENRY. Et plus bas, Par le Roy estant en son conseil, PINART. Et à costé *Visa. Contentor.* Signé, FORGET. Et sceellée en laqs de soye rouge & verd, de cite verd du grand scel.

Extrait des registres de la cour de Parlement.

VEVES par la cour toutes les chambres d'icelle assemblée, les lettres d'edict du mois de Septembre dernier, cōcernant la police des monnoyes, tant de ce Royaume, qu'estrangers, apres auoir ouy le rapport des Presidens & Conseillers, par elle commis à faire les remonstrances au Roy sur ledit edict. A ordonné & ordonne que sur ledit reply sera mis qu'elles ont esté leuēs, publices & registrees ouy le Procureur general du Roy du tressexprez commandement dudit Seigneur. Pour l'esu auoir lieu au premier iour de Iauier prochain pour 60. sols tour. les 60. sols faisant 3. liures, & la liure le tiers

riets d'escu qui sera fourny de monnoye blanche, douzains, & autres sans empirance ne affoiblissement, & jusques à la quantité portee par l'edict. Et que ce pendant par tollerance suyuant l'arrest ja publié, l'escu sera exposé à 66. sols pour le plus, le teston à seize sols six deniers pour le plus. Et sera informé contre ceux qui d'oresnavant le mettront à plus haut prix, & procéde contre eux par les peines de l'edict qui s'estéda jusque à la mort exclusivement: non compris les billonneurs, changeurs, & comptables qui seront condamnnez capitalement cōme de criue de peculiat. Et pour le regard des ioaliers & orfeuvres y sera pourueu par edict à part. Aura l'edict lieu pour l'aduenir, non pour le passé: n'y sera compris le deposit, lequel sera rendu en la propre espee. Et pour le regard de la iustice, sera baillee seulement pour vn an aux Iuges des Seigneurs hauts Iusticiers, ayans foytes & marchez & non autres: & la confiscation à eux octroyee par l'edict s'entend pour la piece seulement exposée à plus haut pris contre l'ordonnance. Et sera enioinct aux marchans faire registre tel qu'il est ordonné par l'arrest du trezieisme Iuing, mesmes aux vendeurs de bestial & poisson. Enioinct au Preuost de Paris en chef & ses Lieutenans civils, criminel, & de robe courte, Cheualier du guet, & à tous Baillifs, & Seneschaux, Preuost des marchans, Consuls, & Iuges subalternes de ce ressort, faire publier & executer l'edict, & present arrest, & de certifier de quinzaine en quinzaine le deuoir, auquel ils se seront mis pour iceluy executer, sur peine de priuation, & suspension de leurs estats, s'il y escher. Faict en Parlement le trezieisme iour de Nouembre, mil cinq cens soixante dix-sept.

Signé, LE PREVOST.

Leués, publiques & registrees, ouy sur ce le procureur general du Roy aux charges portees par icelles, & par l'arrest qui a esté presentement leu à Paris en Parlement le dix-huitiesme iour de Nouembre l'an mil cinq cens soixante dix-sept.

Ainsi signé, DV TILLET.

Leués semblablement, publiques & registrees en la chambre des comptes, ouy le procureur general du Roy, aux charges contenues au registre sur ce fait, le cinquiesme de Decembre, l'an 1577. Signé, DANES.

Extraict des registres de la cour des monnoyes.

LES, publiques & enregistrees en la cour des monnoyes, le Procuteur genera du Roy en icelle, ouy à la charge, sur le sezieisme article, par lequel il est donné cours pour ceste fois par provision aux Ducats d'Espagne à deux testes doubles & simples. Et semblablement aux Ducars de Portugal à la palme, autrement appelez Millerets, doubles & simples. A sçavoir audit ducar à deux testes pour vn escu sol & deux sols. Et aux ducats à la palme pour vn escu quatre sols. Et les doubles d'iceux à l'equipollent, pourueu qu'ils soyent de leur iuste poids, & ancienne fabrication. Que si lesdites especes, ensemble les pistolets, & reales d'Espagne sont diminuees de leur poids & loy: ou bié sur-haullz des pris, par commun cours par dessus celuy ordonné par la presente ordonnance, comme il a esté fait cy deuant, seront lesdites especes descriees de tout cours & mises comme les autres estrangers. A la charge aussi sur ce 17. article portant permission aux marchans de ce Royaume, vendans aux estrangers, de recevoir d'iceux estrangers les especes d'or & d'argent descriees au marc, & à l'once, pour dans quinzaine apres au plus tard, les porter ou enuoyer aux Maistres des monnoyes, ou changeurs. Que incontinent apres que lesdits marchans auront receu desdits estrangers, lesdites especes descriees, les cizailleront, ou difformeront sans attendre lesdits quinze iours, & les porteront ou enuoyeront à la prochaine monnoye ou aux changeurs des plus prochaines villes. Et où ils serōt trouuez saizis desdites especes sans estre difformees, ou bien les esloignant de ladite prochaine monnoye, seront punis comme s'ils les auoyent exposees. Faict en la cour des monnoyes le vingtiesme iour de Nouembre mil cinq cens soixante dix-sept. Signé, DE BOBVSSÉ.

Ensuient les pourtraicts des especes d'or, argent & billon, ayans cours par l'edict du Roy sur le fait & reiglement general de ses monnoyes du mois de Septembre 1577. avec leurs poids aualluez à escus reueux & corrigez suyuant l'ordonnance de son priné conseil du 18. Avril, 1578.

PREMIEREMENT.

Escu sol du poids de deux deniers 15. grains
trebuschans pour soixante sols tournois.

France.



France.

France.



QQQ iij

France.



Demis escus fol du poids d'un denier sept grains & demy trente sols tournois.

France.



France.



France.



France.



Escu couronné du poids de deux deniers quatorze grains, cinquante-neuf sols tournois, & les soixante desdits escus vallent 59. escus fol.

France.



Escu vieil du poids de trois deniers trebuschans vallée vn escu fol & douze sols tournois, & les cinq escus vieils vallent six escus fol.



Royaux d'or de France, & les Francs à pied & à cheual du poids de deux deniers vingt grains trebuschans, vallée vn escu & huit sols, & les quinze desdits Royaux Francs à pied & à cheual vallent dix-sept escus sols.

France.



France.



France.



Les doubles Henris de France du poids de cinq deniers 17 grains trebuschans, vallée deux escus fol & 10. s. r. & les 6. doubles Henris vallent 13. escus fol.



Les doubles Henris de France du poids de cinq den. 17. grains trebuschans, vallent 2. escus. & 10. s. r. & les 6. doubles Henris vallent treize escus fol.

France.



Henris simples du poids de deux deniers vingt grains trebuschans vallent vn escu & cinq sols, & douze desdits Henris vallent treze escus fol.



Demis Hérys du poids d'un denier dix grains trebuschans, valent trente deux sols six deniers, & les vingt quatre valent treze escus.
France.



Les Ducats simples de Portugal appelez demis Millerets de diuerles fabrications du poids de trois deniers trebuschans, valent vn escu sol & quatre sols & les quinze desdits Ducats valent seize escus fol.
Portugal.



Vieils doubles Ducats d'Espagne du poids de cinq deniers dix grains trebuschans valent deux escus sol & quatre sols, & les quinze desdits doubles Ducats valent trente vn escu fol.
Espagne.



Portugal.



Portugal.



Les doubles Pistolets d'Espagne du poids de cinq deniers six grains trebuschans valent vn escu sol & cinquante six sols tournois, & les quinze desdits doubles Pistolets valent vingt neuf escus fol.

Espagne.



Ensayment les especes d'argent ou billon, ayans cours par l'edict du Roy.

ET PREMIEREMENT.

Francs d'argent du poids de vntz deniers vn grain trebuschans valent 20. f. t. & les 3. font vn escu fol.



Ecus simples d'Espagne dits Pistolets du poids de deux deniers quinze grains trebuschans, valent cinquante huit sols, & les treze desdits escus valent vingt neuf escus fol.

Espagne.



Demis Francs d'argent du poids de 6. deniers 12. grains trebuschans valent 10. f. t. & les 6. font vn escu fol.

France.



Doubles Ducats de Portugal appelez Milleretz du poids de 6. den. trebuschans, valent 2. escus sol & huit sols, & les quinze desdits doubles Ducats valent trente deux escus fol.

Portugal.



Quarts de Francs du poids de 2. den 18. grains trebuschans valent 5. f. t. & les 12. font vn escu fol.

France.



RRR

Testons aux coings & armes de France du poids de 7. deniers 10. grains trebuchés valent 14. sols six deniers tour. & les 4. testons & deux sols font l'escu.

France.



France.



France.



France.



France.



France.



France.



Demis testons aux coings de France du poix de 3. deniers 17. grains trebuchans, vallét 7. sols 3. deniers tour. & les 8. desdits demis testons avec deux sols valent vn escu.



Pieces d'argent de nouvelle fabrication appellees quarts d'escus du poids de sept deniers douze grains & demi trebuchans, vallét 15. s. t. & les 4. font l'escu.



Demis quarts d'escus du poids de 3. den. 18. grains trebuchans, vallét 7. sols six den. t. & les 8. font l'escu.



Pieces de 4. Realles d'Espagne du poix de 10. den. 16. grains trebuchans, vallét 20. s. t. & les 3. font l'escu.

Espagne.



Doubles Realles d'Espagne du poids de cinq deniers huit grains trebuchans vallent dix sols, & les six desdites doubles realles font ledit escu sol.

Espagne.



Espagne.



Du reiglement des monnoyes & Officiers d'icelle.

118

Realles simples d'Espagne du poids de deux deniers
seize grains trebuschans, valent cinq sols tournois,
& les douze font vn escu.



Demies realles d'Espagne du poix d'un denier huit
grains trebuschans, deux sols six deniers tournois,
& les vingt-quatre valent l'escu fol.



Pieces de six blancs, trois blancs, treizains, douzains,
dizains, & non visiblement rongnez. Ensemble les
liards, doubles, & petits deniers, le tout aux coings &
armes de France, dont les pourtraits sont cy apres fi-
gurez pour leurs prix accoustumez.

France.



France.



Liards.



Double.



Deniers.



Ensuient les pourtraits & figures des pieces descrietes, par
l'ordonnance du Roy, avec le prix que les Maistres des mon-
noyes & changeurs, en seront tenus donner au peuple, tous
dechets de fonte, salaire de chage & autres frais desdits.

PREMIEREMENT.

Nobles rozes, nobles Hétis, & viels angelots d'And-
gleterre, doubles Imperiales & doubles Royaux d'or
forgez en Flandre, dont les pourtraits sont cy dessouz.

RRR ij

Le marc vaut septante deux escus xxxij. s.
 L'once neuf escus quatre sols.
 Le gros vn escu huit sols.
 Le denier vingt-deux sols huit deniers.
 Le grain vuz deniers vn tiers.

Nobles Rozes.



Angleterre.



Flandre.



Flandre.



Angelots d'Angleterre ayant vn o dedans la nef:
 ensemble les ducats de Lucques & Hongrie aux
 pourtraits cy dessouz.

Le marc soixante dix escus douze sols.
 L'once huit escus, quarantefix sols six deniers.
 Le gros vn escu cinq sols neuf deniers obole pite.
 Le denier vingt-vn sols vnz deniers pite.
 Le grain vnz deniers.

Angleterre.



Lucques.



Hongrie.



Ducats de Portugal à la petite croix aux pourtraits
 cy dessouz.

Le marc vaut soixante huit escus quarante sols.
 L'once huit escus trentecinq sols.
 Le gros vn escu quatre sols quatre deniers obole.
 Fe denier, vingt-vn sols six deniers obole.
 Le grain dix deniers obole pite.



Ducats de Hongrie appelez Poulonnois de plu-
 sieurs fabricatiōs, dont les pourtraits sont cy dessouz
 figurez.

Ee marc vaut 71. escu 45. sols.
 L'once 8. escus, 58. sols vn denier ob.
 Le gros vn escu sept sols trois deniers pite.
 Le denier vingtdeux sols cinq deniers.
 Le grain vnz deniers pite.





Ducats de Portugal à la lógue Croix & les escus de Flandre au pourtraicts cy dessus.

Le Marc vault soixante-sept escus huit folz.
L'once huit escus vingt-trois folz six deniers,
Le gros vn escu deux folz vnze den. pite.
Le denier vingt-folz vnze den. obole pite.
Le grain dix deniers obole pite.

Portugal.



Flandre.



Escus du Pape de diuerses fabrications : ensemble ceux de Gennes, Ferrare, Cecille, Lucques, Modene, Sauoye, forgez sous le nom de Carrolus, & les escus de Treuol & d'Angleterre à la roze aux portraicts cy dessus.

Le marc vaut soixante-six escus vn tiers.
L'once huit escus dixsept folz six den.
Le gros vn escu deux folz deux den. pite,
Le denier vingt folz huit den. obole pite.
Le grain dix den. pite.

Pape.



Pape.



Cecille.



Gennes.



Lucques.



Lucques.



Ferrare.



Modene.



Sauoye.



Treuel.



Angleterre.



Efcus de Millan fouz le nom de Philippus, & ceux de Sienne, Parme & la Mirande: enſemble les efcus d'Ecoſſe fouz le nom de Maria, & ceux de Sauoye fouz le nom d'Emanuel aux pourtraits cy deſſous.

Le Marc vaut foixante efcus trente ſix ſols.
L'once huit efcus douze ſols.
Le gros vn efcu vn ſols ſix deniers.
Le denier vingts ſols ſix deniers.
Le grain dix deniers pite,

Milan.



Sienne.



Sienne.



Parme.



La Mirande.



Ecoſſe.



Obolles du Rhim forgees à Nymechen, aux pourtraicts cy dessouz.

Le marc vaut cinquante-deux escus & demy.
L'once six escus trente-trois folz ix. deniers.
Le gros quarante neuf folz ij den. obole demy pite.
Le denier seize folz iiij. den. ob. pite & demy.

Nymechen.



Carolus de Flandres Cauallots de gueldres & autres oboles du Rhin forgees au liege aux pourtraits cy dessouz.

Le marc vault xliij. escus xxxij. folz.
L'once cinq escus xix. folz.
Le gros xxxix. folz x. peniers oboles.
Le denier xiiij. folz iiij. deniers oboles.
Le grain six deniers oboles.

Carolus.



Florins de la ville de Mets aux pourtraicts cy dessouz.

Le marc vaut cinquante vn escu quatre folz.
L'once six escus xxij. folz.
Le gros quarante sept folz dix den. ob.
Le denier quinze folz vnze deniers obole.
Le grain huit deniers.

Caualots.



Oboles.



Philippus d'or de Flandre aux pourtraits cy dessouz.

Le marc vault quarante six escus vingt trois folz.
L'once cinq escus quarante huit folz.
Le gros quarante-trois folz six deniers.
Le denier quatorze folz six deniers.
Le grain sept deniers pite.

Autres florins appelez long-vestus aux pourtraits cy dessouz.

Le marc vault xxxviij. escus xliij. folz.
L'once quatre escus cinquante folz iiij. deniers.
Le gros xxxvj. folz iiij. deniers pite & demy.
Le denier xij. folz vng denier demy pite.
Le grain six deniers.



Autres oboles du Rhin aux pourtraits cy dessouz.

Le marc vaut xliij. escus xlvij. folz.
L'once vingt escus trente six folz.
Le gros quarante deux folz.
Le denier quatorze folz.
Le grain sept deniers.

Autres oboles du Rhin aux pourtraits cy dessouz.

Le marc vaut xxxix. escus xxviij. folz.
L'once cinq escus lvj. folz.
Le gros trentesept folz.
Le denier douze folz quatre deniers.
Le grain six deniers pite.



Autres florins de Nymecghen, & les florins de Frize
aux pourtraits cy deffouz.

Flandre.

Le marc vaut trente huit escus.
L'once quatre escus xlv. folz.
Le gros trente cinq fols sept deniers obole.
Le denier vnze folz dix deniers obole.
Le grain six deniers.

Nymecghen.



Frize.



Vieilles mailles de Horne aux pourtraits cy deffouz.

Le marc vaut xxxix. escus xxxviij. folz.
L'once iii. escus, xlii. folz iii. deniers.
Le gros xxvii. folz ix. pite & demie.
Le denier ix. fols iii. deniers demie pite.
Le grain iiii. deniers obole.

Mailles de Horne.



Ensuivent les especes d'argent d'escrites avec leurs
analluations.

Philippus d'argent forgez en Flandres avec leurs
demis, & quints aux pourtraits cy deffouz.

Le marc vaut v. escus xix. folz.
L'once xxxix. folz x. deniers obole.
Le gros iiii. folz xi. deniers obole pite.
Le denier vn fol viij. deniers.
Le grain obole pite.



Dalles de Bourgongne avec les demies aux pour-
traits cy deffouz.

Le marc vaut cinq escus xliii. folz.
L'once xlii. folz dix deniers obole pite.
Le gros cinq folz quatre deniers pite.
Le denier vn fol ix. deniers pite & demie.
Le grain obole pite.

Bourgongne.





Testons de Portugal aux pourtraits cy dessouz.

Le marc vaut v. escus lvi. folz.
L'once xliiii. folz vi. deniers.
Le gros v. folz vi. deniers obole pite.
Le denier vn fol deniers obole pite.
Le grain obole pite & demye.

Testons vielz de Lorraine souz le nom d'Anthoine aux pourtraits cy dessouz.

Le marc vaut cinq escus xliii. folz vi. deniers.
L'once xxxix. folz ii. deniers pite.
Le gros iiiii. folz xi. den. obole pite.
Le denier vn fol vii. deniers.
Le grain obole pite.

Lorraine.



Testons neufs dudit pays de Lorraine aux pourtraits cy dessouz.

Le marc vaut iiiii. escus lvi. folz vi. deniers.
L'once xxxvii. folz obole pite.
Le gros iiiii. folz vii. deniers obole.
Le denier xviii. deniers obole.
Le grain obole pite.

Lorraine.



Viels testons de Sauoye souz le nom de Charles aux pourtraits cy dessouz.

Le marc vaut v. escus xxxiiii. folz.
L'once quarante vn folz ix. deniers.
Le gros v. folz deux deniers obole pite.
Le denier vn fol huit deniers obole pite & demie.
Le grain obole pite & demie.

Sauoye.



Viels testons de Berne, & les testons de Nauarre, aux pourtraits cy dessouz.

Le marc vaut cinq escus xlviii. folz.
L'once xliiii. folz six deniers.
Le gros cinq folz six deniers.
Le denier vn fol neuf den. obole pite.
Le grain obole pite & demie.



Nauarre.



Testons forgez à Treuol, aux pourtraits cy dessouz.

Le marc vaut v. escus xlvii. folz.
L'once xliiii. folz iiiii. den. obole.
Le gros v. folz vi. deniers.
Le denier vn fol ix. deniers obole.
Le grain obole pite.



Testons de Berne & Soleure, aux pourtraicts cy
deffouz.

Le Marc vaut cinq escus xxi. sols.
L'once quarante sols vn denier obole.
Le gros cinq solz pite.
Le denier vn fol huit deniers.
Le grain obole pite.

Berne.



Soleure.



Testons de Lucerne aux pourtraits cy deffouz.

Le marc vaut cinq escus xvj. f. vi. den.
L'once xxxix. solz vi. den. obole pite.
Le gros iiii. solz xi. den. pite.
Le denier vn fol vii. deniers obole.
Le grain obole pite.

Lucerne.



Iocodales de Hongrie, Saxe & Bauieres, Cleue
Hoult, Vuicerd, aux pourtraits cy deffouz.

Le marc vaut cinq escus l. solz.
L'once xliii. solz neuf deniers.
Le gros cinq solz vj. deniers obole.
Le denier vn fol neuf deniers obole.
Le grain obole pite.

Hongrie.



Saxe.



Cleues.



Vuicerd.



Autres Iocodales de Hongrie, Scaf housen,
Amesterdame, Halberstat & Vlme aux pourtraits
cy deffouz.

Le marc vault cinq escus xlvij. solz.

SSS ij.

L'once xxxix. xliij. folz iiij. deniers obole.
 Le gros cinq folz cinq deniers.
 Le denier vn fol ix. deniers obole.
 Le grain obole pite.

Hongrie.



Scafouze.



Amesterdame.



Vlme.



Autres Iocondales de Heruord Soleure Meldebourg
 aux pourtraits cy dessouz.

Le marc vaut cinq escus quarante trois folz.
 L'once quarante deux folz dix deniers obole.
 Le gros cinq folz quatre deniers pite.
 Le denier cinq folz ix. deniers pite.
 Le grain obole pite.

Heruord.



Solleure.



Autre Iocondales du Liege aux pourtraits cy
 dessouz.

Le marc vaut cinq escus & demy.
 L'once quarante vn folz trois deniers.
 Le gros cinq folz deux deniers.
 Le denier vn fol huit deniers obole.
 Le grain obole pite.

Liege.



Pieces appellees Iules forgees a Boulogne sous le
 nom des Papes aux pourtraits cy dessouz.

Le marc vault cinq escus xvj. folz viii. deniers.
 L'once trente neuf folz vij. deniers pite.
 Le gros quatre folz xi. deniers pite.
 Le denier vn folz vij. deniers obole pite.
 Le grain obole pite.



Declaracion du Roy, sur l'edict faict par sa Maieſte au mois de Septembre dernier, pour le reiglement general des Monnoyes.

XLVII.
Idem 1577.



EN R y par la grace de Dieu Roy de France & de Polongne. A tous ceux qui ces presentes lettres verront Salut. Encores que dez la resolution de l'edict par nous faict au mois de Septembre dernier, pour le reiglement general de noz Monnoyes, l'vtilité d'iceluy fust si apparente, que nul n'en pouvoit douter. Si est-ce que puis qu'il a esté mis en evidence, combien que les principaux effects ne commence qu'au premier de Ianuier prochain, il a neantmoins esté par tout si bien receu, y trouuant vn chascun profit & vtilité pour tousiours moyennant quelque peu de perte pour vne seule fois, qu'il n'y a celuy qui ne desire voir ceste loy si bien establie en cestuy nostre Royaume, qu'a iamais elle y puisse estre inuiolablement obseruee, toutesfoies nous ayant esté remonſtre que si le contenu ez sixiesme & dixiesme articles de nostre dicte Ordonnance estoit entierement obserué, cela pourroit alterer l'intention & principal effect, d'icelle qui est d'euer le surhaussement des especes. Et à ses fins reduire pour l'aduenir, toutes choses passees, aualluees à liures, à pris d'escus, à raison de soixante solz l'escu. Nous les auons de rechef voulu considerer & digerer en nostre Conseil, par l'aduis & meure deliberatiõ duquel, auõs dit déclaré, & ordonné, disons, declaron & nous plaist, pour le regard du cõtenu au sixiesme article, en ce que par iceluy est permis à noz Officiers comptables, de receuoir & employer ce qui restera à Payer de noz finances, au premier iour de Ianuier prochain, des termes escheuz iusques au dernier de ce present mois de Decembre à pris d'escu, à raison de soixante six solz l'escu, que nonobstant le contenu audit sixiesme article, nostre intention est, que à commencer dudit premier iour de Ianuier prochain, tout ce qui nous pourra lors rester de noz deniers & finances, tant ordinaires que extraordinaires de ceste dite annee, & autres precedentes soit receu par nosdits officiers comptables, & autres ayant manimens de noz deniers à pris d'escus, à raison de soixante solz l'escu, ainsi qu'il leur est ordonné faire de toutes nos autres finances pour l'aduenir, fors & excepté ce qui est deu de noz Aides & Gabelles du present quartier d'Octobre qui pourra estre receu & employé par nosdits Officiers comptables à ladite raison de soixante six solz l'escu, pourueu qu'il leur soit payé par tout ledit mois de Ianuier prochain. Et qu'à ce qui est porté par le dixiesme article de nostre dicte Ordonnance, que ce qui restera à payer ou racheter apres ledict dernier iour de ce present mois de Decembre, des debtes & rentes faictes, conceuës, & crees durant ceste presente annee, mil cinq cens soixante dixsept. Seront reduites & aualluees, payees & acquitees pour tousiours à escu, à raison de soixante six solz l'escu, nous entendõs que ladite aualluatiõ, rachap, & acquit desdites rentes & debtes soyent faicts ainsi qu'il est porté par ledict article, à ladite raison de soixante six solz l'escu, pout & durant l'annee prochaine mil cinq cens soixante & dixhui tant seulement, & ou icelle escheuës lesdites rentes & debtes ne seront rachetees & acquitees ne le pourront plus estre, sinon à la mesme condition & aualluation des autres rentes & debtes crees les annees passees, qui est à raison de soixante solz l'escu. Esquelles debtes n'entendons comprendre les Baux à fermes d'heritages, & loyers de maisons, faicts durant ceste presente annee, les arrierages desquelz escheuz durant ceste dicte annee, & qui seront à payer apres ledict premier iour de Ianuier prochain, ensemble ceux qui acheterõ apres ledict temps, seront aualuez & payez à raison de soixante solz l'escu. Si donnons en mandement à noz amez & feaux, les gens tenans courts de Parlement, & Chambre des Comptes, Thresoriers de France, Generaux de noz finances, Baillifs, Seneschaux, ou leurs Lieutenans, & tous autres noz Iuges chacun endroit soy, suiure, faire garder, obseruer, & entretenir le contenu cy dessus, mesmes ausdicts gens de noz Comptes & de noz finances, en ce qui concetne & touche le faict des Receptes & despence de nosdites finances, sans qu'il y soit contreueu, car tel est nostre plaisir, nonobstant le contenu des susdicts sixiesme & dixiesme articles de ladite Ordonnance des Monnoyes. A quoy pour les considerations susdictes, & pour ce regard seulement, auõs derogé & detogeõs par ces presentes, signees de nostre main.

Donné à Paris, le trentiesme & penultiesme iour de Decembre, l'an de grace, mil cinq cēs soixante dixsept, & de nostre regne le quatriesme, signees sur le reply, Par le Roy, F I Z E S, Et sceelles sur double queuë du grand seal de cire iaune. Et sur le reply est escrit.



LE Roy estant en son Conseil tenu à Paris, le trentiesme iour de Ianuier, mil cinq cens soixante & dixhui, sur les difficultez meuës en l'execution, du dixiesme article de l'edit general de ses Monnoyes du mois de Septembre dernier, pour l'acquit des debtes faictes, conceuës, & crees durant l'annee, mil cinq cens soixante dixsept dernier. En ce qu'il est porté icelles estre reduites, aualluees & acquitees à compte d'escus, à raison de soixante six solz picce, pretendans sur ce aucuns creditiers deuoit estre quittes desdites debtes, en payant par eux quatre testons pour escu & autres especes, selon l'aualluation de l'edit du mois de Mars precedent: la maieſte a déclaré & déclaré que lesdites debtes faictes & crees durant ladite annee derniere, & reduites à soixante six solz l'escu, ledict escu sera payable en vn escu sol, vn escu pistolet d'Espagne & deux solz, quatre testõs & deux solz, & autres pieces à l'equipolët. Selõ qu'il est plus à plain specifie par le premier article de l'ordonnance du mois de septebrre dernier, q'ladite maieſte ented fortir à sõ plein effect, sans s'arister à celle

dit mois de Mars, qui n'estoit que prouisionnelle; & pour auoir lieu & force en ladite annee dernière seulement, Ainsi signé, HENRY. Et plus bas, PINART.

Leuës, publiques, & registrees, ouy le Procureur general du Roy à Paris en Parlement, le sixiesme iour de Feurier, l'an mil cinq cens soixante dix-huit, Signé, DV TILLET.

Leuës semblablement, publiques & registrees, ouy & ce requerant le Procureur general du Roy, en la chambre des Comptes, le Lundy dixiesme iour de Feurier, l'an mil cinq cens soixante & dix-huit, signé, D'ANES.

Declaration du Roy sur le fait de ses monnoyes.



ENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Polongne. A tous ceux qui ces presentes lettres verront Salut. Comme par nostre Edit du mois de Septembre dernier sur le fait & reglement de nos Monnoyes. Nous ayans par grande & meure de-
XLVIII.
Idem 1591

liberation entre autre chose, ordonné que routes debtes crees en l'annee mil cinq cens soixante & dix-sept, où le grand desordre auoir esté au fait desdites Monnoyes, seroyent payees à raison de soixante six solz l'escu sol. Toutesfoi aurions estez aduertis qu'aucuns de noz Iuges, tant de noz Cours de Parlement qu'autres, sur le fait mis en auant par les deteurs qui auoyent receu les especes de ceux par lesquels ilz font pourfuiuis à pris, beaucoup excédant noz ordonnances, auoyent appointé les parties à informer dudit fait, qui est directement contreuenir à nostredit Edict, & dont se pourroyent engendrer plusieurs procez entre noz subiets, estant à presumer que ceux qui ont pris lesdites especes à plus haut pris que nosdites Ordonnances, & selon le cours que noz suiets leur auoyent donné de leur volonté, les auoyent remises & exposées à mesmes pris. A ces causes apres auoir sur ce prins l'aduis des gens de nostre Conseil: auons en confirmant nostredit Edict du mois de Septembre, & declaration sur iceluy du trentiesme Decembre dernier, dit & déclaré, disons & declarons, par ces presentes, que les debtes creez en ladicte annee, mil cinq cens soixante & dix-sept, seront payees & acquittées à raison de soixante six sols l'escu sol, sans que les deteurs soyent receus en nostredite Cour de Parlement, ny pardeuant autres Iuges quelzconques, pour quelque cause ou occasion que ce soit, à dire ou alleguer, qu'ilz ayent receu les especes d'or, d'argent ou billon à plus haut pris qui n'est porté par nosdites Ordonnances, voulant que les procez pendant tant en nosdites Cours de Parlement que ailleurs, sur le pris auquel l'on a receu les especes en ladicte annee, mil cinq cens soixante & dix-sept, soyent iugez & decidez suyuant ceste presente Declaration, encores que les parties eussent esté receuz à faire preuue du pris auquel lesdites especes auoyent esté receuës.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux, les gens tenant nostre Cour de Parlement de Paris, Baillifs, Seneschaux, ou leurs Lieutenans, & à tous autres noz Iuges, que ces presentes ils fassent lire, publier, & enregistrer, & le contenu suyre, garder, & entretenir, sans y contreuenir en aucune sorte ou maniere que ce soit, car tel est nostre plaisir. En tesmoin de ce, nous auons fait mettre & apposer nostre seal, à sceldites presentes. Donné à Paris, le dernier iour d'Auril, mil cinq cens soixante & dix-huit. Et de nostre regne le quattiesme. Par le Roy en son Conseil. BRYLART.

Leuës publiques & registrees, ce requerant le Procureur general du Roy, aux charges portees par le registre, à Paris en Parlement, le quinzeiesme iour de May l'an mil cinq cens soixante dix-huit. DV TILLET.

Extrait des registres de Parlement.

E iour apres auoir par la Cour, veu les lettres patentes du Roy, donnees à Paris, le dernier iour d'Auril, par lesquelles & pour les causes y contenues, ledit seigneur dit & declare q les debtes crees en l'an mil cinq cens soixante dix-sept, seront payees & acquittées à raison de soixante six solz l'escu, sans que les deteurs soyent receuz ez Cours de Parlement, ny pardeuant autres Iuges quelsconques, pour quelque cause que ce soit, à dire ou à deleguer qu'il aye receu les especes d'or, d'argent ou billon, à plus haut pris qu'il n'est porté par les ordonnances. Les conclusiōs sur ce du Procureur general du Roy. La matiere mise en deliberatiō. Et tout considéré ladite Court a ordonné & ordonne que lesdites patentes de declaration, seront leuës publiques & registrees ez registres d'icelle, ouy sur ce le Procureur general du Roy, pourueu que les debtes soyent payees en l'annee mil cinq cens soixante dix-huit, conformément à nostre declaration, leu & publicé en icelle Cour, le sixiesme Feurier dernier passé. Fait en Parlement, le quatorzieme iour de May, 1578.

DE LA CHAMBRE DV THRESOR, ET
 domaine du Roy.

TILTRE. V.



RANÇOYS par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Comme pour la cognoissance en premiere instance des causes & matieres concernans les droits de nostre domaine, ensemble de nos eaux & forests, gruyeries, graities, & autres droits Royaux, ayent esté & soyent instituez: c'est à sçauoir pour nostredit domaine, & droits qui en dépendent, la chabré de nostre thresor à Paris: & aussi nos Baillifs & Seneschaux chacun en son ressort & iurisdiction: & pour le fait desdites eaux & forests gruyeries, graities & autres droits y afferans, les maistres particuliers & gruyers: dont les appellations quant à ladicte chambre

Nota qu'il y a cy dessus au titre des Thresoriers de France, & de l'espargne plusieurs articles qui concernent le fait & reglement du domaine, come au si au dernier titre de ce liure, du reglement general des finances & officiers comptables, lesquels n'ont peu estre commodé metz extraits du corps des ordonnances colloquées souz lesdits titres pour les transferer souz cestuy cy. Font.

châbre de nostre thresor, & nosdits Baillifs & Seneschaux, vont directement à nostre cour de Parlement de Paris: & quât à celles desdits maîtres & Gruyers, par deuant le grâd Maistre enquesteur & general reformateur de nosdites eaux & forests, ou son Lieutenât à la table de marbre au dit Paris: & par appel de luy aussi à nostredite cour de Parlement, laquelle à ce moyen, outre les procez ordinaires d'entre noz suiets ressortissans en icelle, se trouue fort chargée desdites causes, & matiere de nosdits domaine, eaux & forests, & choses qui en dependent, qui meritoient bien pour la qualité, importance, & priuilege d'icelle estre iugees & decidees en dernier ressort, & souveraineté en vne chambre pour cest effect seulement ordonnée & establie, en nostre dire cour de Parlement de Paris, attendu mesmes que pour cognoistre & decider de la reunion de nostre domaine, nous auons par cy deuant, & iusques icy empesché la grand' chambre des enquestes d'icelle nostredite cour, qui a assez d'autres occupations, & si auons esté contraincts de commettre, & deputer hors nostredite cour aucuns de noz Presidens & Conseillers, tant de nostredite cour que de nostre conseil & autres, pour vacquer & entendre tant sur le faict de la reformation de nosdites eaux & forests, qu'autres affaires & negoces concernans ces deux faits, encores que nosdits Presidens & Conseillers fussent beaucoup plus necessaires en icelle nostredite cour qu'ailleurs, pour la grand' multitude des causes tant ciuiles que criminelles, dont elle est si chargée, que par chacun iour auons plusieurs plaintes de la grand' longueur de l'expedition de la iustice, & est chose fort vtile & necessaire, que toutes causes & matieres concernans nosdits domaine, eaux & forests, soyent traitees, terminees & decidees en vn mesme lieu, & par mesmes Iuges, qui par longue experience soyent instruits & informez de noz droicts, & ayent parfaite cognoissance intelligence d'iceux: le quel lieu n'auons peu choisir & eslire meilleur, ny plus conuenable que nostredite cour de Parlement de Paris, tant pour les bonnes qualitez, & grande suffisance des personnes dont elle est composee, que pour la proximité & commodité des chambres de noz compes, & thresor: esquels deux lieux toutes les lettres, tiltres, comptes, & autres enseignemens qui peuuent seruir à la cognoissance, defense & tuition de noz droicts touchant nosdits domaine, eaux & forests, sont de tout temps gardees, & y sont facilement sans fraiz ne dilation trouuez, & recouuers pour la preuue & verifiatio, tant de noz droicts que de ceux de noz suiets.

1. S'cavoit faisons, que nous voulans à ce pouruoir pour le bien de nous, de iustice, de nostre domaine, & de la chose publique, & apres auoir mis ceste matiere en deliberation en nostre conseil priué, où le tout a bien esté debatue, entendu, consulté & digeré, ayans trouué que la creation d'une chambre establie pour l'effect de dessus en nostredite cour, seroit plus que requise, d'autant que la compagnie dont elle sera remplie, s'instruira & nourrira de longue main en la cognoissance & experience des matieres du domaine, eaux & forests, & droicts d'iceux, qui en seront mieus & plus promptement vuidées & decidees, & les fautes, erreurs, abus, entreprises, usurpations & autres maluerfactions qui s'y font par cy deuant faits & commis, sont & commettent chacun iour, mieus & plus clairement cognus, verifiez, corrigez, & teprimez, qu'ils n'ont esté par le passé, qui sera le singulier, proffit & augmentation de nostredit domaine, & la conseruation de nosdites eaux & forests: & si d'auantage nous n'aurions point d'occasion de faire desemparer nosdits Presidens & Conseillers de nostredite cour, ne les diuertir, ny empeschier à autres actes que ceux qui dependent du seruice d'icelle, comme nous auons fait iusques icy, pour les employer & faire vaquer esdites commissions extraordinaires d'iceluy nostredit domaine, & reformation de nosdites eaux & forests: & par ce moyen les autres causes & matieres dont la cognoissance demeurera aux anciennes chambres de nostredite cour, & mesmement les causes & matieres criminelles dont nostredite cour est beaucoup plus chargée qu'elle n'a par cy deuant esté, seront plus briefuement, sans discontinuation, ny interruption vuidées, decidees & determinees.

Pour ces causes & autres bonnes, grandes & notables considerations à ce nous mouuans, de noz certaine science, pleine puissance & autorité Royal, par aduis & opinion des gens de nostredit conseil priué, & par edict, statut & ordonnance perpetuels & irreuocables, auons creé, erigé, ordonné, & establie, creons, erigeons, ordonnons & establissons, par ces presentes, en nostredite cour de Parlement de Paris, ou les autres chambres d'icelle, ou nouuelle chambre des enquestes, qui sera nommée la chambre de nostre domaine: & vingt Conseillers laiz, qui seront & demeureront ioints & vnies au corps de nostredite cour, lequel nous auons creu & augmenté, croissons & augmentons dudit nombre de vingt Conseillers. Laquelle chambre du domaine sera composee de deux Presidens, qui seront pris des anciens Conseillers de nostredite cour, & dix-huit Conseillers, tant anciens que nouveaux, selon le departement qui en sera fait par nostredite cour.

2. Et aura ladite chambre du domaine la cognoissance, iugement & decision par appel, & dernier ressort, & souveraineté de tous & chacuns les procez par escript concluds & receuz pour iuger en nostredite cour, & de tout ce qui en dependra, touchans & concernans nosdits domaine, eaux & forests, gruyeries, grairies & droicts qui en peuuent dependre, quels qu'ils soyent, & comme ils peussent estre dits, nommez & appelez, & de quelques Iuges de nostre Royaume que les appellations soyent interiettees, soit que lesdits Iuges desquels sera appellé, soyent du ressort de nostredite cour de parlement de Paris, ou de noz autres cours de Parlement de nostredit Royaume, pays de Dauphiné & de Prouence.

3 VOVLONS & nous plaist, que tous & chacuns les procez, causes & differens qui dès à present sont, ou pourroyent estre pendans & introduits tant en ladite grand' chambre des enquestes & autres de nostredite cour, soit pour raison de ladite reunion de nostre domaine, ou pour quelques autres choses qui en dependent, qu'aussi semblablement par deuant quelques Iuges & Commissaires que se soyent, par nous deputez en derniet ressort sur la reformation de noldites eaux & forests, gnyeries & autres droicts d'icelles, soyent apres la lecture & publicatiō de cefdites presentes renuoyez, & lesquels de nostre propre mouuement, certaine science, pleine puissiance & authorité Royal, par cefdites presentes nous renuoyons en nostredite chambre du domaine, en quelque estat qu'ils soyent, pour y estre iugez, decidez & deterninez (comme dit est cy dessus) lesquels iugemens & decisiō, nous auons entant que besoin seroit interdit & defendu, interdictions & defendons à tous autres, & iceux commis & attribué, commettons & attribuons ausdits Presidents & Conseillers de ladite chambre du domaine.

4 En laquelle seront, & voulons estre par nostredite cour distribuez autres procez d'enquestes, des autres matieres ordinaires d'entre noz suiets, pour y estre vuidées par arrest: rout ainsi qu'es autres chambres des enquestes de nostredite cour, sans retardation toutesfois desdites causes de noldits domaine, eaux & forests, lesquelles seront tousiours preferees, & les premieres expedices en ladite chambre du domaine.

5 Et au surplus sera par nous presentement pourueu esdits estats, & payes de Presidents & Conseillers que nous auons creez & erigez, creons & erigeons en chef & titlres d'offices formez. C'est à sçauoir, quant ausdits deux Presidents, des personnes de deux anciens Conseillers de nostredite cour, tels que nous aduiferons, & choisirons: & quant ausdits Conseillers, de quelques certains, bons & notables personages, suffisans & capables, pour lesdits estats & offices auoir, tenir & exercer à tels & semblables honneurs, autoritez, priuileges, prerogatiues, preeminences: franchises, libertez, gages, tant de matinees, qu'apresdinees, droicts d'espices, profits & emolumens, droict de monter à la grand' chambre du plaidoyé selon l'ordre de la reception, & autres dont iouyssent & les autres Presidents des enquestes, & Conseillers laiz de nostredite cour de Parlement de Paris.

6 VOVLONS aussi que par icelle nostredite cour soit fait desdits vingt Conseillers nouueaux, tel departement qu'elle aduifera, tant en ladite chambre du domaine, que par les autres chambres des enquestes d'icelle. Et mesinement des deux dont lesdits deux Presidents rempliront les lieux & places, tellement qu'il n'y ait en ladite chambre du domaine, que dix-huict Conseillers, & iceux deux Presidents.

7 Et outre pour certaines causes & considerations à ce nous mouuans, auons voulu & ordonné, voulons & ordonnons, qu'ausdits Conseillers de ladite chambre du domaine qui auront rapporté aucuns procez concernans noldits domaine, eaux & forests, esquels aura esté donné arrest au profit de nostre Procureur general, soyent taxees espices pour la visitation desdits procez, ainsi qu'elles sont taxees, quand l'arrest est au profit d'un priué: lesquelles espices seront auancees par le Receueur des amendes de nostredite cour, & apres par luy recouueres de la partie qui succombera, sinon que par l'arrest fust dit, sans despens: auquel cas ledit Receueur ne recouuera lesdites espices par luy auancees. Et pource que les dessusdites causes & matieres sont, & demeurent specialement affectées à icelle chambre distincte & separee des autres de nostredite cour, nous auons aussi aduifé d'y faire vn Greffier à part, pour l'expedition de ce qui concernera noldits domaine, eaux & forests, & ce qui en dependra tāt seulement: & iceluy Greffier semblablement creé & erigé, creons & erigeons en chef & tître d'office formé, & s'appellera Greffier de nostre domaine: & vn Huissier qui pateillement s'appellera Huissier de nostre domaine pour estre d'oresnauant lesdits offices tenus & exercez par ceux qui en seront par nous pourueuz aux honneurs, autoritez, prerogatiues, preeminences, priuileges, franchises, libertez, droicts profits, reuenus & emolumens qui y appartiennent: & aux gages quant audit Greffier de cent liures tournois, & d'une amende ordinaire de nostredite cour: lesquels gages de cent liures tournois & amende ordinaire de soixante liures parisis par chacun an, nous auons ordonné & ordonnons par ces presentes audit Greffier, à les auoir, & prendre par les simples quitances: c'est à sçauoir icelle amende par les mains du Receueur des exploits, & amendes de nostredite cour, & quant ausdits gages, par le Receueur & payeur d'icelle, duquel l'assignation sera & voulons estre d'oresnauant creué & augmentée d'autant que peuenir monter les gages desdits vingt nouueaux Conseillers laiz, ensemble dudit Greffier, & ledit Huissier, à tels & semblables gages, honneurs, prerogatiues, & preeminences que les autres anciens Huissiers de nostredite cour, lesquels gages luy seront baillez par le Receueur, l'assignation duquel sera semblablement creué & augmentée à cause d'iceux gages, comme dessus.

Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à noz amez & feaux Conseillers, les gés tenans, & qui tiendront nostredite cour de Parlemēt à Paris, que noz presens edict, creation, erectiō, & establissement (tels que dessus) ils entretiennent, gardent & obseruent: facent de point en point entretenir, garder & obseruer, lire, & enregistrer, & d'iceux lesdits 20. Cōseillers nouueaux avec leurdit Greffier & Huissier, iouyr & vser plainement & paisiblement, selō & ainsi que dit est, sans aller ne venir, ne souffrir aller ny venir directemēt ou indirectemēt au cōtraire en quelq maniere q̄ ce soit.

Et outre

Et outre mandons à nos amez & seaux les gens de nos côtes generaux de nos finances, & thresoriers de nostre espargne, presens & à venir, que d'oresnau ilz ayent à faire fournir, bailler & deliurer audit recepueur & payeur de nostre dite cour, ladite creuë & augmentation d'assignation, pour le payement desdits vingt nouueaux Conseillers, Greffier & huissier, sur les mesmes deniers où il prend l'ordinaire de ladite assignation. Car tel est nostre plaisir, nonobstant quelques edits, statuts, les erections de toutes cours de Parlement, ordonnances, restrictions, mandemens, ou defences à ce contraires.

Et à fin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons fait mettre nostre seel à celdites presentes signees de nostre main, sauf en toutes choses nostre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois de may, l'an de grace mil cinq cens quarantetrois : & de nostre regne le vingt neufiesme.

Ainsi signé, FRANCOIS. Et sur le reply, Parle Roy. BAYARD. Visa. Et seellé en laqs de soye, de cire verde. Et sur ledit reply est escrit ce qui s'en suit.

Lecta, publicata, registrata, audito procuratore generali Regis, Parisiis in Parlamento, decima die Iulij anno Domini millesimo quingentesimo quadagesimo tertio. Signé, BERRYER.

Que la chambre du domaine cognoistra de toutes causes dudit domaine du Roy, tant de France que de Dauphiné, Prouence, que de Bretagne, & selon la somme cy statuee: & les appellations verbales seront à la grad' chambre à Paris promptement decidees, ou renuoyees à ladite chambre du domaine, & cognoistra aussi ladite chambre de toutes autres causes, ainsi que les autres chambres des enquestes de ladite cour.

ERANCOYS parla grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir. Salut Comme pour bonnes & raisonnables causes ayons erigé & establi de nouuel en nostre cour de Parlement de Paris vne chambre de nostre domaine, & icelle vnue au corps de nostredite cour, & ayons ordonné en icelle chambre tous les procez par escrit, conclus & receus pour iuger en nostredite cour, & tout ce qui en depend, touchant & concernant nostredit domaine, noz eaux & forests, gruyeries, & gairies, & autres noz droits Royaux y afferans, estre vuidez, iugez, & terminez, soit que les Iuges desquels seroit appellé, fussent du ressort de nostredite cour, ou des autres cours de Parlement de nostredit Royaume, pays de Dauphiné, & de Prouence: aussi toutes autres causes & matieres qui ont accoustumé estre decidees des autres chambres des enquestes de nostredite cour: voulans toutesfoi les causes de nostredit domaine, eaux & forests, & autres droits y afferans estre preferees à toutes autres causes & matieres, dont nous auons chargé, & chargeons l'honneur & conscience des presidens d'icelle chambre, ainsi que plus au long est contenu en nosdites lettres, leués, publiees & enregistrees en nostredite cour. Et pource que pour iceluy nostredit edit seroyent depuis suruenus aucunes doutes & difficultez, auxquelles est besoin de pourueoir.

SAVOIR faisons, apres auoir bien au long entendu, & fait entendre par les gens de nostre priuë Conseil, lesdites doutes & difficultez: nous en iceluy nostre dit edit declarer, auons pour le bien de nous, & de iustice, par edit, statut, ordonnance perpetuels & irreuocables, statué & ordonné, statuons & ordonnons, tous procez par escrit, & concluons en nostredite cour, tant ciuils que criminels, concernans nostredit domaine, & nos eaux & forest, & autres eaux & forests de nos subiets, esquels nostre procureur sera ioint en partie: soit pour raison de la propriété, droit d'usage, gruyerie, gairie, ou autres droits y afferans, qui ont accoustumé ressortir par appel en nostredite cour de Parlement de Paris. Semblablement tous les procez par escrit de semblable nature & qualité, de tout nostredit royaume, duché de Bretagne, pays de Dauphiné & de Prouence, qui souloyent ressortir par appel ez autres cours souveraines de nostredit royaume, duché de Bretagne, pays de Dauphiné & prouence: esquelz sera question & controuersie de vingtainq liures tournois de rente, & de cent solz tournois de censue par chacun an. Et encores toutes les causes de la reunion de nostre dit domaine, & de nos eaux & forests, & de nosdits subiets, desquelles la cognoissance en premiere instance ou autrement, a par nous par cy deuant esté commise & deputez à Iuges & Commissaires, pour iuger en dernier ressort, en quelque lieu que ce soit de nostredit royaume, duché de Bretagne, pays de Dauphiné, de Prouence, & autres lieux qui en ont prins, & eu par cy deuant la cognoissance, estre vuidees, iugees, decidees, & terminez en nostredite chambre du domaine.

VOULONS & nous plaist, que toutes & chascunes lesdites causes qui de present sont & pourroyent cy apres estre pendans à raison de nostredit domaine, eaux & forests susdits, selon ladite discription, pour le regard de celles qui ont accoustumé ressortir en nostredite cour de Parlement, à Paris en nos cours de Parlement, ou chambres d'icelles: aussi par deuant quelques Iuges, ou commissaires que ce soit par nous deputez en dernier ressort soyent apres la lecture & publication de

ces presentes renuoyees, & lesquelles de nostre propre mouuement, certaine science, pleine puissance & autorité Royal, renuoyons par ces presentes en nostredite chambre du domaine, en quelque estat qu'elles soyent, pour y estre iugees & decidees comme dit est; lesquels ^a iugemens auons interdits entant que besoin seroit, & interdisons à tous autres. Et iceux auons commis & attribuez, attribuons & mettons ausdits Presidens & Conseillers de ladite chambre du domaine seuls, & non autres. Et à ceste fin voulons lesdits procez, saisies, registres, & autres pieces estans par deuers les Greffiers de nosdites cours des comptes, & Commissaires deputez, estre incontinēt & sans delay mis, & portez au greffe de nostredite chambre du domaine.

a] Iugemens. Et sic per hæc verba in iurisdictione ista data, primitiue ad alios, et non cumulatiue, ut alij etiam cognoscere possint: licet in dubio iurisdictione cumulatiue dari censetur. Et erit locus preuentioni teste, Reslin. in c. pastoralis, collat. j. cum seq. de off. ordin. Rebuff.

³ VOULONS aussi & nous plaist, qu'en nostredite chambre du domaine, soyent en outre suivant nostredit edict distribuez, iugez & decidez autres procez d'enqueste, comme és autres chambres des enquestes de nostredite cour, qui se distribuent tant par les Presidens de nostredite chambre du domaine, que autres Presidens desdites enquestes, selon la forme accoustumee

⁴ ET quant aux appellations interiettees és procez & matieres de la qualité dessusdite, nous voulons icelle de quelque ressort de cour souueraine de nostredit Royaume, Duché de Bretagne pays de Dauphiné, & de Prouence, qu'elles soyent estre iugees & decidees en nostredite cour de Parlement à Paris, en la grand' châtre du plaidoyer, comme les autres, qui de nature ont accoustumé y ressortir. A laquelle chambre aussi de nostre propre mouuement, certaine science, pleine puissance & autorité Royal, en auons attribué & attribuons la cognoissance: & icelles interdites & interdisons, à toutes noz autres cours souueraines, & autres Iuges de nostredit Royaume, pays de Dauphiné & Prouence.

⁵ VOULONS toutesfois que où lesdites appellations verbales ne pourroyent estre promptement en audience vuidées, en nostredite grand' chambre du plaidoyer, soyent incontinent renuoyees. Et lesquelles dès à present comme dés lors renuoyons en nostredite chambre du domaine, pour y estre iugees & decidees comme les autres causes & matieres dessusdites.

⁶ ET soit que lesdites appellations verbales soyent plaidees en la grand' chambre du plaidoyer de nostredite cour, ou appointees au conseil, & depuis expedies en nostre chambre du domaine, le Greffier d'icelle chambre du domaine fera par luy ou ses Clercs rediger par escrit, & receuoir les plaidoyez, iugemens, & arrestz qui en seront donnez & s'en ensuyuront, tant en ciuil, criminel, que presentations.

⁷ ET à fin que desdites matieres tant d'appellations verbales, qu'autres, qui ne sont du ressort de nostredite cour de Parlement à Paris. nostre Procureur general en icelle puisse estre bien instruit, pour la defense, & conseruation de noz droicts: auons par ces presentes enioinct, & enioignons à noz Procureurs generaux, & leurs substituts en toutes & chacunes noz autres cours souueraines & iurisdicions, qu'ils & chacun d'eux en leur regard, enuoyent à nostredit Procureur general en nostredite cour de Parlement à Paris, memoires, lettres, tiltres & enseignemens, concernans lesdites causes & matieres de leurdits ressorts, & satisfacent & fournissent, entant qu'ils pourront aux mandemens de nostredite chambre du domaine, & lettres de nostredit Procureur general: dont en default de ce faire entendons nous en prendre à eux.

Donné à Fontainebleau au mois de Ianuier, l'an de grace mil cinq cens quarantetrois, & de nostre regne le trentiesme. Parle Roy, Maistre Charles Marillac, Maistre des requestes de l'hôtel present.

DE L'AVBESPINE. Visa.

Lecta, publicata & registrata, audito procuratore generali Regis, Parisiis in Parlamento decima nona die Februarij, anno Domini millesimo quingentesimo quadragesimo tertio. Sic signatum, BERRYER.

Nouvelle attribution de iurisdiction à la chambre du domaine.



RANÇOYS par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, ^{III.} Salur. Comme il soit ainsi que la chambre de nostre tresor en nostre Pa- ^{Idem 144} lays à Paris, ait esté par noz predecesseurs Roys de bonne & recommandable memoire, anciennement instituee, ordonnee & establie pour auoir la cognoissance & regarder par concurrence & preuention, avec tous les autres Iuges ordinaires de nostre Royaume sur les differents, causes & procez qui se peuvent mouuoir pour raison des droicts du domaine de nostre couronne. En laquelle chambre noz amez & feaux les Thresoriers de France

qui ont les gouuernement & administration de nostredit domaine, president & assistent ordinairement en la compagnie de noz Conseillers, Aduocat & Procureur en icelle chambre, pour faire & administrer iustice à toutes personnes la requerant esdites matieres, & procez de la qualité dessusdite: aussi pour traiter, aduiser & communiquer des affaires & negocians & concernans iceluy domaine: à fin d'y pouruoir & donner ordre, & obuier aux entrepriues & deteriorationes

teriorations qui s'y peuent ordinairement faire, n'y ayans soigneusement l'œil & regard comme il appartient. Et combien que lesdits Thresoriers de France, Conseillers, & autres Officiers de ladite chābre de nostre thresor, ayent ordinairement fait leur deuoir en ce que dit est, le mieux qui leur a esté possible: toutesfois depuis quelque certain temps, ainsi qu'auons deuement esté aduertis, l'on a v'supé, & grandement entrepris sur la iurisdiction de ladite chambre, par vne ambition qu'ont eu aucuns de noz Iuges de croistre & augmenter la leur, qu'aussi par les commissions particulieres, qui ont esté cy deuant par nous decernées, & expedies par importunité des requerrans, pour les reunions denostredit domaine, & autres matieres concernans iceluy: lesquelles entreprises & v'suprations ont engendré confusion és autres iurisdiccions (qui ne sont principalement establies pour cela) diminué d'autant les autorité, pouuoir & preeminence de ladite chābre: esquels nous desirons singulierement, plus que iamais, la maintenir & garder par cy apres, pour les bonnes, iustes & raisonnables causes de son establisement, & pour le bien, profit & vtilité qui en est prouenant, tant à la conseruation & augmentation de nostredit domaine, qu'au soulagement de noz suiets, qui ont eu à respondre & besongner en icelle. Et à fin de donner certain but, reigle, limitation & ordre sur lesdits pouuoir, preeminences, autorité & iurisdiction, pour le regard des choses qui sont de son ancienne cognoissance, & autres que nous luy voulons pour certaines bonnes, iustes & raisonnables causes & occasions attribuer, à ce que par la varieté & changement du temps, il ne soit sur ce à l'aduenir fait aucune diminution: par l'aduís & deliberation d'aucuns Princes & Seigneurs de nostre sang & lignage, & plusieurs autres grands & notables personages estans assemblez en nostre conseil priué: auons dit, statué & ordonné, & par edict perpetuel & irreuocable de noz certaine science, pleine puissance & autorité Royal, disons, statuons & ordonnons ce qui s'ensuit:

1 C'EST à sçauoir, que pour la conseruation des droicts de nostredit domaine, & pour la suspicion que l'on peut auoir d'aucuns noz Iuges & Officiers des autres iurisdiccions & Bailliages, estans le plus souuent pensionnaires ou alliez des entrepreneurs ou v'suprateurs sur iceluy nostre domaine, contre lesquels pour raison de ce procez se meuent & intentent: & pource aussi que les choses contentieuses, comme aubeines, biens vacans, & autres de semblable qualité que nous pouuons pretendre, comme estans desdits droicts de nostredit domaine, sont situees & assises en diuers Bailliages ou iurisdiccions, ladite chambre de nostre thresor aura d'oresnauant, & luy auons attribué, & attribuons l'entiere cognoissance de nostredit domaine; au dedans des fins & limites de nostre Preuosté & Vicomté de Paris, & des Bailliages de Senlis, Meleum, Brie-comte Robert, Estampes, Dourdan, Mante & Meulant, Beaumont sur Oise, & de Crespi en Vallois, priuatiue aux Preuost dudit Paris, & Baillifs desdits lieux: ausquels, ou à leurs Lieutenans, & chacun d'eux respectiement endroit soy, nous auons interdit & defendu, interdisions & defendons ladite cognoissance, voulons & nous plaist, que les procez meuz & intentez, & qui par cy apres se pourroyent mouoir & intenter par deuant eux pour raison d'iceluy nostre domaine, & des droicts des choses qui en dependent, soyent par eux renuoyez incontinent en ladite chambre de nostre thresor, pour estre iugez, decidez, & terminez, sans plus par eux en tenir aucune cout ne iurisdiction.

2 S'AVF & reserué toutesfois à iceux Preuost & Baillifs, ou à leurs Lieutenans, chacun en son endroit, de pouuoir proceder, ou faire proceder par voye de sceellee, saisie, ou main-mise, & autrement sur les biens des aubeins, espaues, bastars, & autres vacans, ou autres biens à nous adiugez par decret de confiscation, ensemble de faire les saisies feudales, & autres semblables exploits de iustice, quand le cas le requerra.

3 ETL se feront d'oresnauant lesdits sceellee en noz villes, Preuosté & Vicomté de Paris, par les Examineurs & Commissaires nostre Chasteler, à la requeste de nostre Procureur audit thresor sur lesdits biens des estrangers, bastars, espaues, & autres de la qualité dessusdite, decedans esdites villes, Preuosté & Vicomté. Et en rapporteront lesdits Commissaires leurs procez verbaux au greffe dudit thresor, & non dudit Chasteler.

4 ETL au regard desdits Baillifs, ils pourront pour le fait desdites saisies & exploits domaniaux decerner leurs commissions au premier Huissier ou Sergent Royal, à la requeste de nostre Procureur de nostre Bailliage, au dedans duquel les choses qu'il conuendra exploiter, seront situees & assises: pour lesdits exploits ainsi faits estre renuoyez par deuers les Conseillers dudit thresor, pour en faire la poursuite & diligence selon & ainsi qu'ils verront estre à faire, & ainsi que sont tenus lesdits gens de noz comptes. Et où nosdits Iuges seroyent refusans ou delayans de faire faire lesdits exploits, nous enioignons à noz Receueurs ordinaires desdits lieux d'en solliciter & aduertir nostre Procureur en ladite chambre du thresor, pour estre par luy requis pour nostre interest, ce qu'il appartiendra par raison.

5 LESQUELS Conseillers auront aussi cognoissance priuatiue audit Preuost de Paris, Baillifs susdits, des dimes infeudes, seulement où nous pourrons pretendre aucuns interests, & qui seront mouuantes en foy & hommage de nous, à cause de nostredit domaine, & des matieres d'au-

beines, & autres de telle qualité, quand les biens seront situez & assis en ladite Preuosté & Bailliage dessusdit.

6 EN defendant tresexpressément à noz amez & feaux les gens tenans les requestes de nostre Palays à Paris, de ne plus receuoir aucunes causes, instances, ne procez intantez par deuant eux par aucuns priuilegiez en vertu de noz lettres de committimus, touchant les droicts de propriété de nostredit domaine. Semblablement defendons aux Preuosts & Baillifs dessusdits de ne cognoistre du fond & propriété d'iceluy, & à noz amez & feaux les gens de noz comptes, de ne cognoistre aussi des matieres de nostredit domaine, qui requierent cognoissance de cause en forme de procez, comme crices, & autres de semblable qualité: à quoy ils s'arrestent le plus souuent, font enquestes & procez, dont l'examen & closture des comptes de noz Conneftable sont grandement retardez.

7 Et laquelle cognoissance tant desdits procez de crices procedans desdites amendes à nous adiugees, ensemble desdites autres matieres meues & à mouuoir à cause desdits fond & propriété de nostredit domaine, & de dismes infeudees, qu'autres dessus declarees touchant iceluy nostredit domaine: nous auons commise & attribuee, commettons & attribuons (ainsi que dessus) en premiere instance ausdits Conseillers de nostredit thesor, & icelle interdire & defendue, interdisons & defendons ausdits gens de nosdits comptes, des requestes du Palays, & à tous noz dessusdits Iusticiers & Officiers quels qu'ils soyent.

8 LE V R mandant & enioignant par cesdites presentes, & à chacun d'eux endroit soy, que si par deuant eux ils ont aucuns desdits procez & matieres de la qualité dessusdite pendans & indecis, qu'ils ayent en l'estat qu'ils sont, à les renuoyer par deuant lesdits Conseillers de nostredit thesor: où nous les auons euocqué & euoquons, de noz certaine science, pleine puissance, & autorité Royal par ces presentes: pourueu qu'ils ne soyent en l'estat de iuger, & qu'il n'y ait appointment à ouyr droict.

9 Et auons déclaré & declarons les sentences & iugemens des dessusdits Iuges, & Baillifs, de nul effect & valeur, qui seront par eux donnees apres la publication & signification de cesdites presentes. Lesquelles nous voulons estre signifiées à tous noz Iuges, & Officiers que besoin sera, par le premier nostre Huissier, ou Sergent sur ce requis, qu'à ce faire commettons, à ce qu'ils ny aucuns d'eux n'en puisse pretendre cause d'ignorance.

10 Et outre, auons pareillement defendu & defendons à tous ceux qu'il appartiendra, qui se disent iouyssans du priuilege de Chaslo Saint Mas, qu'en vertu de leur committimus, quand ils seront amenez ou appelez en nostre chambre d'iceluy thesor, à la requeste de nostre Procureur, ou d'autre ayant de nous droict & puissance, pour raison de noz droicts & domaines, ils n'ayent plus à requérir d'estre renuoyez es requestes de nostre hostel, mais à subir iurisdiction selon & ainsi que dit est cy dessus, par deuant iceux Conseillers de nostredit thesor, lesquels ne voulons faire aucun renuoy de leursdites causes & procez.

11 Et d'autant qu'estans ainsi que dessus les affaires de ladite chambre creuz & augmentez, il est bien requis & necessaire de croistre aussi & augmenter le nombre des Conseillers, qui ne sont que cinq, qui n'est suffisante compagnie pour l'expedition & traitement desdits affaires.

Nous par aduis de nostredit conseil priué, auons erigé & establi, creons erigeons & establisons en chef & tiltre d'offices formez, trois Conseillers nouueaux en ladite chambre, outre & par dessus lesdits cinq anciens, pour le reduire au nombre de huit. Pour lesdits offices de 3. Conseillers nouuellement par nous creez, come dit est, estre d'oresnauant tenus & exercez par les personages suffisans & idoines, que dés maintenant, & par cy apres quand vacation y escherra, soit par mort, resignation ou autrement, aux honneurs, auctoritez, preeminences, franchises, libertez, gages, droicts, profits, & emolumens accoustumez, & qui y appartiennent: & tels & semblables que les ont & prennent lesdits autres cinq Conseillers anciens.

Si donnons en mandement par ces presentes à noz amez & feaux les gens de noz cours, &c. Donné à Paris au mois de Feurier, l'an de grace mil cinq cens quarantetrois: & de nostre regne le trentiesme. FRANÇOYS. Par le Roy en son conseil, BAYARD.

Visa. Contentor.

COEFIER.

Lecta, publicata & registrata, audito procuratore generali Regis, Parisiis in Parlamento, nona die Iulij, anno Domini millesimo quingentesimo quadragesimoquarto. Ainsi signé, L'ORMIER.

Lecta, publicata & registrata, in camera computorum Domini nostri Regis, saluis iuribus preeminentiis, & auctoritate prefate camere, die decima nona Iulij, anno Domini millesimo quingentesimo quadragesimoquarto. Ainsi signé, CHEVALIER.

Et scellé sur lacs de soye de cire verde. Et au doz estoit escript.

Leues & publies en iugement en l'auditoire ciuil du Chastelet de Paris, en la presence du Roy nostre Sire audit Chastelet, le mercredi seiziesme iour de Iuillet l'an mil cinq cens quarantequatre, Ainsi signé,

L'ORMIER.

DES EAUX

I.

Philippe le
bel. 1191.

PHILIPPE par la grace de Dieu Roy de Frâce, & de Navarre, aux Maistres de noz eaux & forests, Salut. Scachez que par nostre grand conseil, & par noz Barons nous auons fait certaines ordonnances sur les pescheurs, & sur la maniere de pescher en toutes riuieres grandes ou petites, en la maniere qui s'ensuit.

PREMIEREMENT, que l'on ne pesche ny puisse pescher d'engin de fillé, dequoy la maille soit de moule d'un gros tournois d'argent, fors la rois adible & le marchepied. Et defendons bac en toutes riuieres, & que l'on prenne brocheux qui ne valent deux deniers: la vandoise & le cheneuel, s'ils n'ont cinq poudes de long: le barbel dont les deux ne valent vn denier tournois: les tenches, dont les deux ne valent vn denier tournois: le carpel, dont les deux ne valent vn denier: les anguilles, dont les quatre ne valent vn denier tour. Nous defendons la blanche troye, si elle ira cinq poudes de long, & qu'on ne la puisse prendre auant demy Aueil, iusques à demy May. Nous defendons la nasse à mener la nef, si elle n'a la maille desludite: le marchepied sera mené de iour & non de nuict: nous defendons qu'on n'ait mare à fossez qui boyuent en riuere, ne chantepleure: nous defendons que marchans de poissons n'achètent poisson qui ne soit de l'ordonnance desludite, & s'ils estoient repris soultrayans ou vendans, ils payeront autant comme ceux qui l'auront pesché. Nous voulons que poissons, avec les defenses soyent donnez pour Dieu. Nous voulons que les engins qui seront prins non suffisans, soyent ars. Nous voulons que si aucuns pescheurs controuuent engins qui ne soyent suffisans, qu'iceux engins soyent ars, selon nostre ordonnance, & les pescheurs iusticiez.

II.

Idem. 1301.

Nous commandons à tous noz Iusticiers & suiets, que bien & diligemment facent tenir nostre ordonnance, & qui sera au contraire, ou sera repris mal-faisant les engins desludits defendus, il payera soixante sols tournois. Et y auront les deux parts & le Sergent la tierce.

III.

Philippe le
long. 1318.

Le Roy veut que d'oresnauant les Baillifs, Sergens & gardes des forests de Champagne, & les Maistres & Gardes des forests & eaux, soyent esleuz, mis & instituez esdits offices à la deliberatiõ du grand conseil. Pource que nous auons eu plusieurs plaintes des Maistres de noz eaux & forests, & de leurs Lieutenans, nous ordonnons que d'icy en auant, ils n'ayent nuls Lieutenans, & qu'en leurs personnes ils cognoissent des excez & delits commis en noz eaux & forests seulement. Et au cas qu'ils seront adiourner aucun par deuant eux nous, voulons que ce soit à certain iour, & en certain lieu, & en la chastellenie dont l'adiourné sera, ou là où il auroit messait. Et aussi voulons que les vns d'eux soyent en vn pays pour entendre à leur office, & les autres iouxtel'ordonnance, que nous en ferons sur ce.

IIII.

Char. 9. 1326

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, & de Navarre, à noz amez & feaux les Maistres des eaux & forests, Salut & dilection. Comme les fleuues & chacun par soy, & riuieres grandes & petites de nostre Royaume, par malices & par engins pourpensez des pescheurs, soyent auourd'huy sans fruiet, & par eux sont empeschez les poissons à croistre en leur droict estat, ny ne sont de nulle valeur quand ils sont pris d'eux, & ne profitent pas à en vser en leurs mains: ainçois mōstrent qu'ils sont plus chers qu'ils n'ont accoustumé, laquelle chose tourne au grand dōmage, tant des riches cōme des pauures gens de nostre dit Royaume, & de nous & de nostre droict Royal, qui nous appartient eurer & penser du bon estat & proffit cōmun de nostre dit Royaume, & à chacun de vous, que tous les engins desquels les noms sont cy deslous nommez & exposez, ptenez ou faites prēdre par vous, ou voz deputez à ceux que vous trouueriez pres. Et au regard des pescheurs, qu'ils soyent appelez, & autres hommes, voir la vengeance, en telle maniere que les pescheurs d'oresnauant ne facent faire tels engins. Et si autres engins sont trouuez chez lesdits pescheurs, ou avec eux, qui seroient plus dōmageables pour penser pour leur malice: nous commandons qu'ils soyent prins par vous, ou par ceux qui seront establis à ce faire, & qu'ils soyent ars & bruslez comme les autres deuant dits, & tous ceux & celles qui en ourteront, ou qui seront trouuez garnis à estre contrains à payer à nous la somme de 60. sols, ou telle amende cōme vous regarderez, selon les messais: & tous les poissons qui serōt ainsi prins, soyent forfaits & reiettez en l'eau, s'ils sont encores vifs, & s'ils sont morts, qu'ils soyent donnez aux pauures, & iceux engins nous voulons estre prins & cerchez de nuict & de iour. Et pource que lesdits engins vous sont incognus en plusieurs noms, nous les nommerons cy deslous par escrit, le bas rebouer, le chiphre, garnis, vallois, amende, le pluserois, le truble, allois, louroce, la chace de marchepied, le cliquet, le rouaille, rames, leurs, sagors, nasses pelles, ionchees, ligne du long hameurs, hameçōs, & que l'on ne bate aux arthes ny au gros aux alles, & que vraye chāce, arbre ne cueure, & que l'on y adioigne boisse: despens.

Desquels engins nous defendons que l'on pesche de nuict en deux moys à aucun engin, c'est à sçauoir depuis la mi Mars, iusques à la mi May: car les poissons frayent en iceluy temps, & laissent leur fraye es herbes, & les pescheurs de nuict les chassent, & destruisent toute ladite fraye, & que nul ne soit si hardy, qui voise prendre fraye dedans, ne qu'il prenne guerdons ne dars durant ledit temps: par tout l'on pourra pescher de bons engins excepté le temps desludit. Et tous les autres engins qui seront faits de fil, desquels ils pourrōnt pescher, nous voulons qu'ils soyent faits à nostre maille, c'est à sçauoir de la largeur d'un gros tournois chacune maille. Et pourrōt estre faits plus larges à prendre les gros poissons: & de la S. Remy iusques à Pasques, de la largeur d'un parisis, & que nasses ne courent par les riuieres, si elles ne sont telles, que l'on y puisse bouter ses doigts, iusques au gros de la main.

Et ne pourrōnt prendre barbel, carpe, tenche ne breme, si chacun ne vaut vn denier, le lucel s'il

ne vaut deux deniers, ne l'anguille, si les deux ne valent vn denier, ny autre poisson de Loire, ne d'autre riuere Royale, s'il n'a plein dos, & avec ce que la queuë & le chef appaissent du moins.

7 Et toutes ces choses nous commandons estre gardees estreitoement & accomplies diligemment, en telle maniere que les deuant dits fleuues & riuieres soyent ramenees en l'estat ancien & accoustumé par vostre diligence, & ne voulons qu'aucun en ait la cognoissance de gardes, & faire tenir les ordonnances dessusnommees, fors vous ou les deputez de par vous: aincoys voulons ceux qui auront mesfait depuis le cry & ordonnance faite par nostre cher & redouté Seigneur Philippes (dont Dieu ait l'ame, & de luy & de nous) sur ce qu'autrefois ont esté publiees, soyent appelez par deuant vous, ou par deuant les deputez à ce faire, & cōtraints à donner responſe sur les choses dessusdites sommairement & de plain, nonobstant excusations friuoles, ne dilations & amende de ce faict, & que raison soit gardee: de ce faire vous donnons pouuoir, mandons à tous qu'en ce faisant vous obeissent. Dōné à Chambelly pres Meaux, le vingtiesme iour de Iuin, l'an mil trois cens vingt-six.

8 ITEM, vne maniere d'attempance faite par le Conseil du Roy nostre Sire, laquelle il veut estre gardee comme les ordonnances dessusdites: quant aux quideaux, les chaues seront au moule d'un parisif de plat, & y pourront adioindre boissel d'osier d'un moule, qu'entre deux verges l'on puisse par tout bouter son petit doigt de plat, tant que l'on le porte.

9 ITEM, quant aux femois, dont l'on pēchera depuis la Saint Martin iusques à Pasques, seront faites au moule d'un parisif plat aisément, & depuis Pasques iusques à la Saint Remy, d'un gros tournois de plat, & de tous autres filez, dont l'on peut pēcher selon les ordonnances dessusdites, semblablement sauf la trouble du fil, autre que celle du boys en tous temps l'on pourra pēcher, mais qu'elle soit du moule d'un parisif de plat, excepté le temps de fraye.

10 ITEM, quant aux nasses, desquelles l'on peut pēcher par les ordonnances, elles seront faites telles qu'on y puisse bouter les trois doigts, en passant la premiere jointe sans force.

Autres instructions faites sur le faict des eaux, riuieres & garennes, & deduits des forests de ce Royaume.

1 Poissons, qui ne sont de la longueur d'un doigt à main d'homme, outre queuë & teste, sont defendus par les ordonnances Royaux.

2 Truites barbeaux, brochets, bremes, carpes, & perches, tenches, vendoisés, guêrtons.

3 Anguille qui ne vaut vn denier tournois de bonne monnoye à vendre & acheter de marchand à autre, est defendue par lesdites ordonnances.

4 Vendoisés, de quelque moise ou qualité que ce soit, grandes ou petites sont defendues. Guerçons du temps de my-Mars iusqu'à my-May.

5 Tous engins à pēcher faits de fil, dont la maille est si estroite qu'un gros tournois d'argent, faits du temps du Roy Saint Loys, ne puisse passer le plat par chacune maille aisément, sont defendues à pēcher depuis pasques iusques à la Saint Remy.

6 Tous engins à pēcher, s'ils sont si espēz, qu'un parisif à la taille du temps S. Loys, ne puissent passer aisément de plat par chacune maille, sont defendus depuis la S. Remy iusques à Pasques.

7 Tous engins de boys, soient nasses d'osier, nasses, pellee, ionchees, ou autres engins quelconques de boys d'osier, ou de ione, qui soient si espēz qu'un homme ne puisse aisément bouter, & sans force, tous ses doigts, iusques aux premieres jointures de la main, sont defendus par lesdites ordonnances.

8 Et semblablement les bons bousseaux ou plançons adioustez ausdites nasses ou autres engins d'osier, ou de ione, qui sont si espēz qu'un homme n'y puisse aisément bouter son petit doigt, c'est à scauoir le bout de l'ongle, sont defendus.

9 Tous engins dessusdits ou autres quelconques de fil, de boys, de ione, & de quelque maniere que ce soit, sont defendus à tendre ou mettre en eau, & les y laisser par nuit du temps dessusdit depuis la my-Mars iusques à la my-May: & les ouïriers ou faiseurs desdits engins, & les marchans desdits poissons defendus, doyuent estre traits à amende, comme ceux qui en pēchent: c'est à scauoir, que toutes les amendes faites pour les choses dessusdites, sont de soixante sols tournois, par lesdites ordonnances, c'est à scauoir les deux pars au Roy, & le tiers aux Sergens.

10 Comme, ramee ou fagots de boys sont defendus en tous affaires en riuieres les bas rembourer, le chipre garny de vallois, amende, le plusieurs, la truble au boys, la bourrache, la chate, le marchepied, le cliquet, la rouaille, vraye à chauce, orbe, les pēcheurs à truble, loches, ables, sentrilles, verons ou autres poissons non defendus, peuent pēcher des trubles, espēlles qui ne sont mie trubles à boys n'a marchepied: & doyuent estre les poissons defendus, si aucun en y a prins ausdits trubles, auant qu'ils soient hors de l'eau: & si dehors sont prins ou trouuez saisis d'aucuns poissons defendus, ils doyuent amende, & doyuent leursdits trubles, ou autres engins defendus cōme dit est, estre ars publiquement.

11 Nulle personne de quelque estat ou condition que ce soit, ne peut faire ou auoir champleure, ou fosse, qui boyue en riuere.

Ancienne ordonnance portant reiglement general & vniuersel sur les eaux & forests, & tout ce qui en depend.

Cette ordonnance a esté par moy extraite d'un fort ancien registre, escript à la main,



HARLES par la grace de Dieu Roy de France, scauoir faisons à tous presens, & à venir. Que comme n'agueres fust venu à nostre cognoissance, qu'en la visitation ou gouuernement de noz eaux, & forests, nous auons esté par la faute, coulpe, defaut, ou negligēce des Maistres & Enquesteurs d'icelles ou autrement, defraudez de nostre droit, au grand appetissement

apetissement, & destruisement de nostre domaine en plusieurs manieres. Nous voulûs sur ce pouruoir, ordonnâmes lors certains sages, & discrettes personnes de nostre cōseil, generaux, reformateurs sur le fait de nosdites eaux & forests, desquels nous auons ouy les relations. Et sur ce auons fait, par deliberation de nostre grand conseil certaines instructions, & ordonnances : lesquelles nous voulons estre tenues, & gardées sans enfreindre perpetuellement en la forme qui s'ensuiuit.

P R E M I E R E M E N T, que le nombre des Maistres des eaux, & forests par tout nostre Royaume soit restrainct & mis en ordonnance, & nombre certain, & aussi les Sergens tant à gages, comme sans gages, & en chacun pays.

I T E M, & quant au pays du Duché de Normandie, qui est peuplé de forests, buissons & brosses plus auant qu'en aucunes autres parties dudit Royaume, tant de nostre domaine (comme de treis & d'augier) seront ordonnez & establis pour visiter & gouverner les eaux, & forests dudit pays de Normandie, deux manieres de gens, de bon sens & vertus, vie, & renōmee, qui ayent cognoissance des coutumes, & vsages dudit pays, parquoy les droicts de nous, & de noz suiues puissent, & doyuent estre mieux gardez, & à chacun raison redre, & que l'office ne soit troublé. Ils ne s'etremettront d'autres lieux que de ceux où ils seront ordonnez. Et nous plaist, que quād à present soit vn Maistre au pays de Leās, deux es pays de Brye, Champagne, France, & Picardie, qui ayent chacun par an quatre cens liures tournois, pour tous gages, & cheuauchees.

I T E M, & lesdits Maistres, pource que çà en arriere es temps de guerres, lesdites forests ont esté petitement visitées, & par defect de bonne visitation, eiles ont esté folces, & grandement domagees : visiteront par chacun an de generale visitation, toutes icelles forests par deux fois à tout le moins, & iront de gardes en autres, presens & appelez avec eux les Baillifs, Preuosts & Vicomtes des lieux, ou leurs Lieutenans, les Verdiers, Gruiers, Gardes & Maistres Sergens, & à chacune fois seront escrits & enregistrez les estats d'icelles forests, affin qu'ils en puissent faire relation là où il appartiendra, mesmement en nostre chambre des comptes.

I T E M, que lesdits Maistres, Verdiers, Gruiers, Gardes, & Maistres Sergens entendent, & sernot tenus d'entendre curieusement à la visitation desdits boys, & conseruation de noz droicts.

I T E M, que chacun Verdier, Gruier, Garde ou Maistre Sergent, visite chacune sepmaine, ou quinzaine à tout le moins toutes les Gardes dont il est Verdier, Garde, Gruier, ou Maistre Sergent, & voye l'estat & le port des Serges, & malfaits qui seront fais, les rapporter sans respis aux Maistres par escrit, & face chacun Verdier, Gruier, Garde ou Maistre Sergent residence en sa Verderie, Gruerie, Garde, ou Maistre sergenterie, sans soy occuper en autre seruice ou besongne, ou l'on y pouruoir d'autres, & les Sergens soyent chacun iour en leurs Gardes pour sçauoir & rapporter aux Maistres ou au Verdier, Gruier, Garde ou Maistre Sergent, ce que l'on y meffait. Et s'ils en sont negligés, l'on y pouruoir d'autres, & seront punis selon les demerites.

I T E M, & pource que l'on a trouué que nous auons eu plusieurs grans dôrnages par le fait, & coulpe desdits Maistres, Verdiers, Gruiers, Gardes & Maistres Sergens, à ce qu'iceux s'en gardent, & que l'on puisse sur eux recourir le dôrnage s'il y aduenir par eux, ils seront tenus d'oresnauant bailier en nostre chambre des cōptes chacun bons pleiges, qui respōdront pour eux iusques à la sōme de 500. liu. r.

I T E M, des fautes, & meffaits qui seront trouuez en tous cas touchant les eaux, & forests qui leur appartiendra, cognoistront les Verdiers, Gruiers, Gardes, & Maistres Sergens, tant cōme à eux touche es lieux notables, & publiques cōuenables à tenir iurisdiction au plus aisé des parties, à ce que l'on puisse voir leurs faits, & eux pout nous, & pour les parties, auoir conseil si mestier est. Et ne doiuent plus faire adiournemens, n'assignations generaux quelque part qu'ils soyent, mais diront le lieu à certain qui soit tel que dit est. Et si ne pourront auoir cognoissance de quelconques actions, ou debats, fors que des cas touchans nosdites eaux, & forests, & de tous autres cognoistront les Iuges ordinaires, soit des demourans es forests & ou raim d'icelles, ou autre part.

I T E M, Pource qu'au temps passé, les Maistres qui ont eu le gouuernement des eaux, & forests, se sont entremis de tenir iurisdiction de nostre heritage, & domaine en l'absence de nostre conseil, & de nostre Procureur ordinaire, dont par imperitie, ou autre coulpe moult de domages se sont ensuiuis, & pourroyent grans inconueniens aduenir. Les Maistres d'oresnauant ne cognoistront de nulle questio, qui touche propriété, ny le droict de la chose, mais seront demenees & dererminées deuant les Baillifs & Preuosts Royaux des lieux en leurs assises ordinaires, nostre Procureur, cōseil à ce appelez en ce qui est en Normandie, & de ce qui est en autre pays en Parlemēt, & que ce soit par le cōseil desdits Maistres.

I T E M, que les Maistres & Verdiers, Gruiers, Gardes, ou Maistres Sergens seront contents de leurs gages qui leurs sont ordonnez sans prēdre aucuns droicts en forsaures, ou amendes, car chose raisonnable n'est pas qu'ils soyent Iuges en leurs causes.

I T E M, quant aux pensions, & gages des Maistres qui souloyent estre payez en diuerses manieres selon qu'ils cheuauchoyent, & Prenoyēt vn iour plus qu'à autres, lesdits gages leur seront ordonnez, & tazez par deliberation à 400. liu. r. par an pour tout : & partant seront tenus de vaquer, & entēdre continuellement au fait de leurs offices, & prēdront leurds gages par la main du Receueur ou Vicōte, vn ou plusieurs du pays où ils seront establis, auquel, ou auxquels il sera mandé par l'executoire de leurs terres, & par les comptes desdits Vicomtes ou Receueurs pourra apparoir de leurs diligences. Et à iceux ils bauront leurs exploicts, & aussi leur rescriront toutes les ventes, & deliurances qu'ils feront.

laquelle ie trouue estre corrompue en plusieurs endroits : toutesfois par ce qu'elle est belle en sa matiere, ie l'ay bien voulu inserer icy, tout ainsi que l'ay trouuee. Font.

ITEM, que chacun d'icels Maistres pourra prendre par an cent molles de busches, & non plus, nō pas par fa main, ne sur liuree nouuelle, qu'il ne sēs compagnons ensemble, ne par parties ne puissent faire vente de boys pource, ainçois leur seront deliurez par vn marchand de boys, ou plusieurs, & tels comme ils voudront eslire : ausquels marchans par les lettres de reception des Maistres, les Vicomtes ou Receueurs serōt rabat sur ce qu'ils deuront par leur marchez d'icels cent molles au fuer que busche vaudra aux termes sur les lieux de l'arriuage & autres lieux plus communs, & seront tenus de faire quittance aus marchans, par laquelle quittance rapportant au Vicomte ou Receueur, lesdits marchans en sont deschargez.

ITEM, des lettres de ventes, & deliurances que les Maistres feront ne prendront pour seel, & escription de la plus grand' vente, que dix sols tournois, à pays de tourn. & par. à pays de parisis, & des autres au dessouz à la vallue, ne pour ce ne seront payer aux marchans pour vin outre la somme de quarante sols tournois au pays de tourn. & parisis au pays de parif. & si plus en estoit payé, si n'en rendra plus l'eschetifseu s'il veut, & en seront les Maistres, & les marchans punis.

ITEM, des forfaitures que les Sergens prendront & rapporteront, ils seront contens des profits qui d'ancienneté y furent establis, & introduits. C'est à sçauoir, que du charroy ils auront la charrette, & le harnoys : & de ce qui sera porté à somme auront la somme & le bas, ou autre harnoys, & nous aurons tous les cheuaux & autres bestes, & les Sergens auront des personnes m. les menus droicts accoustumez, c'est à sçauoir ferremens. Et toutes les amendes seront à nous : lequel profit ordonné ausdits Sergens leur est laissé, affin qu'ils soyent plus diligens d'eux prendre garde que l'on ne mesface, & à fin qu'ils fassent de tous leurs exploits, rapports, sans rien receler ne prendre à part exploits, amendes, ne autres aduantages sur nous, ne sur noz eaux, forests, ne sur noz fuiuets, ne sans en rien donner ne distribuer que par les ventes qui se feront au profit de nous, s'ils n'en ont de nous mādement especial passé, & expédié en nostre chambre des comptes, & souz peine d'estre priuez d'office, & leurs corps, & biens estre à nostre volonté. Et est à entendre que de toutes lesdites forfaitures de charrettes, cheuaux, à bas, ou autres choses enquoy les preneurs doiuent prēdre portion, les Maistres, Gruiers, Verdiers, Gardes ou Maistres Sergens feront faire le prix en deux parties : C'est à sçauoir ce qui peut appartenir au preneur à vne part, & ce qui peut appartenir à nous à vne autre part, pour prendre le choix pour nous à qui d'ancien vsage l'election est deuē, & bailleront par écrit aux Vicomtes, & Receueurs les noms des priseurs, & tout le fait comme dessus.

ITEM, que lesdits Maistres & Verdiers, Gruiers, Gardes ou Maistres Sergens au fuer que les forfaitures escherront, seront tenus de les rendre aux Vicomtes, & Receueurs, & bailler par cedulle les choses, les personnes, les causes, le temps, & semblablement leurs amendes tantost apres le taux, & tous leurs exploits, & exploits des Sergens & de leurs rapports, sans rien receler, ne estre excusé pour dire qu'ils eussent oublié.

ITEM, que quand les ventes se doiuent faire en noz forests, les Maistres en auront collation avecques lesdits Verdiers, Gruiers, ou Maistres Sergens, & aucuns des Sergens plus suffisans avecques, s'il est mestier des marchans de chacune forest pour aduifer quantes, & où elles seront plus profitables à faire, sans retourner à l'erreur passé de faire à volonté, tant de multiplications ne si grands, mais seront ventes de vingt, trente arpens ainsi comme ils escherront en siege, sans faire aucun remplage, & aurōt dēmy an de voidange outre le dernier payement de la vente, qui sera de trois ans sans passer, s'il n'y a bonne cause de les mettre à plus long temps. Et asseureront bien les marchans qu'il n'y aura autres ventes durant leur temps, ne empeschement qui les destourbe, & ce leur sera tenu en verité, & de bone foy. Et seront tenus de bailler bons & suffisans pleiges de payer & accomplir leurs marchez, & cōuenances par deuens les Receueurs ou Vicomtes des lieux, & sera mis en conuenāt à chacun marché des ventes qui seront faites des forests, que les marchans seront clorre leurs ventes, parquoy les bestes, n'y puissent entrer, & que la reuenue en soit sauuee.

ITEM, que le Maistre qui ordonnera la vente voye en sa personne la place, pour aduifer les lieux où elle sera mise mieux & plus profitable, & en estre certain en sa conscience.

ITEM, de tous les marchez & ventes les lettres des Maistres s'adresseront aux Vicomtes & Receueurs des lieux, & leurs seront presentees par les marchans : c'est à sçauoir, les lettres des ventes ordinaires dedans vn mois, & des autres marchās dedans quinze iours apres la date, souz peine d'vne enchere, si defect y estoit, les Vicomtes & Receueurs en manderont faire les lettres, en prendrōt les pleiges, en recourront les encheres, & les pleiges. Et puis maderont aux Verdiers, Gruiers, Gardes, ou Maistres Sergens de faire deliurance du marché, & deliurer martel, & prēdre les sermens accoustumez des marchans. Mais des petits marchez dont les encheres se passeront à trois plaids, le Verdier, Gruier ou Maistre Sergeant en pourra recevoir les encheres, prendre les pleiges, pourueu ce qu'il enuoyera au Vicomte ou Receueur le nō du premier marchand des enchērisseurs, & du dernier à qui le marché sera demeuré, le prix, le nom des pleiges, l'estat du marché, & le Vicomte ou Receueur l'enregistrera, & en recouera les deniers, & fera compte comme des ordinaires. Et toutesfoi pourront lesdits Maistres en tous cas recevoir les encheres par les escriuant, tantost au Vicomte ou Receueur.

ITEM, & si esdites forests escheent aucuns caables, coupeaux, tronches, fouches, ou branches, ou aucuns demourans, ils seront vendus par les Maistres, ou par les Verdiers, Gruiers, Gardes ou Maistre, sera au profit de nous par parties, & non pas tout ensemble. Et pource que l'on trouuera plus

plus d'encherisseurs, en ce cas que à les vendre ensemble, & ne seront pas leurs encheres passées à quatre plaidz, mais d'un chacun marché sera mise l'enchere au iour du premier payement : Sauf ce que si le premier marché ne monte plus de vingti liures tournois, si qu'il n'y cheust qu'un seul payement, ils seront passez à enchere es trois plaidz, & seront venduz par compte, & par marque, & non pas par place, & le compte mis en escript, & rapporté au Vicomte ou Receueur par le Verdiere, Gruier Garde, ou Maistre Sergent.

ITEM, que lesdits Maistres n'auront puissance d'exccuter lettres ny mandemens des dons, termes respits, allongemens, ny aux graces, s'il ne leur appert qu'elles aient esté presentees, & passées par nostre dite chambre des comptes.

ITEM, que pour quelconques graces, ou mandemens, qui soyent ouyes & passées en nostre dite chambre pour dons en boys, ou en deniers, comment que ce soit nouvelle vente ordinaire ou extraordinaire ne se fera, mais le boys sera pris en la vente ordinaire de la forest, où le don sera fait sur le marchand par le prix qu'il vendra le boys à son port, ou à sa vente, & ce luy sera rabatu sur ce qu'il payera au premier terme avenu, & aux autres ensuyuant, si tant monte le don, auxquels termes il payera le donateur. Semblablement sera fait & deduit en deniers de ce qui sera donné en deniers, & passé en nostre dite chambre.

ITEM, pource qu'au temps passé les Maistres en faisant, ou vendant ventes de boys, ou par inadvertence ou autrement, ont oublié à faire retenir de Baimaux ou estalons pour la repeuplée des forests, & puis grand temps apres en ordonnoient faire retenué. Et en estre fait excessifs, & puis restitution en boys à grand marché, au grand dommage de nous. Ordonné est, que d'oresnavant en toutes ventes qui seront faites sera entendue la retenue de baimaux, & estalons: c'est à sçavoir de dix ou huit en l'arpent, & ce seront tenus les Maistres de mettre en leurs lettres, parquoy les marchans n'y puissent trouver excusation, & s'il n'y est mie, si y sera-il entendu, & en seront les Maistres reprints de negligence. Et si par adventure lesdits Maistres oublient ou delaissent à faire ceste retenue ou la lire au greffe ou autres choses accoustumées & ordonnées par nous, ce sera en leur peril, & en serot avecques ce les marchans chargez de faire restitution, & les Maistres d'amänder, & recevoir punition, sans excusation.

ITEM, que sous ombre de caable, ou autrement l'on ne face vente des chesnes ne autres arbres en estant, sur lesquels autres abatus par caables, ou autrement soyent encrouez mais soyent au marché d'ou caable les encroées laissez & exceptez, si les marchans ne les peuvent abatre, sans celuy en estant couper. Et apres l'on verra mieux qu'il en sera à faire & ordonner à nostre profit.

ITEM, pource que moult de fois l'on a veu qu'aucuns coustumiers ou acheteurs qui un arbre ou plus auoyent à prendre en nos forests le faisoient abatre, tellement qu'il s'encrooit sur un autre arbre meilleur pour eux, & plus dommageable à nous que le premier, & tel qu'iceluy ne cheust ne en coustume ne en vente, & puis par prillec auoyent celuy en estant en fraude & grand dommage de nous par la conuoitise des marchans ou coustumiers, & par malice des abateurs lesquels selon leur industrie feroient l'arbre cheoir de quelque part qu'ils voudroient sans encrouer sur autre. Ordonné est que chacun se garde d'oresnavant d'abatre ne faire obatre son arbre si solement qu'il s'encroût sur autre arbre à nous appartenant, tellement qu'il ne puisse estre osté sans le nostre abatre, car s'il le fait, il perdra son arbre, & sera acquis à nous.

ITEM que les renaissances de nos ceüures ne seront vendues tant que le Maistre des ceüures qui sera pour nous en ces parties les ait veues, & qu'il ait rapporté qu'il n'en ait plus mestier, ou que toute l'ceuvre soit accomplie, & tant de temps passé que esperance ne soit que l'on les y doye employer.

ITEM, pource que au temps dernièrement passé en chacune forest l'on faisoit plus de ventes ordinaires & extraordinaires que les forests ne desiroient, qu'un marchand en tenoit plusieurs qu'il delivroit par un seul martel dont moult de fraudes sont ensuyvies, Ordonné est que d'oresnavant chacun marché se dilivra par un propre martel qui sera publiquement baillé au marchand en plaid ou en assise, & iurera que d'iceluy martel ne marquera fors que le boys de sa vente. Et apres le serment s'il est trouvé qu'il ou celuy à qui il aura baillé son mortel en marque autre boys que celuy de sa vente il forsera sa vente entierement en l'estat où elle sera ou l'en fera l'on amende volontaire selon ce que l'on verra l'estat de la chose au choix des Maistres.

ITEM, aucun marchand pour les pleiges qu'il ait baillé ne pour martel qu'il ait receu ne pourra entrer en exploit de sa vente si avant toute ceuvre elle n'est marlee, & marquee par dehors par le mesureur, ou d'autre martel que les Maistres y auront ordonné sur peine de forfaiture, ou amende volontaire, lequel qu'il plaira eslire aux Maistres.

ITEM, tous marchans quand le temps ou terme de couper, & de vuidange de leur marché sera faillly, apporteront devers les Verdiere, Gruier, ou Gardes, & Maistres Sergens sans delay les marteaux dont ils auront deliue leurs ventes, & les Gruier, Verdiere, Gardes, ou Maistres Sergens les receuront d'eux, & leur en bailleront lettres si requis en sont, & iceux despeceront, ou en ordonneront par telle maniere que l'on ne puisse iamais vser.

ITEM, aussi qu'il est du boys à edifier, il est à entendre du boys pour chauffer de cheminees, & de chasteaux quand nous leur manderons en ayant regard aux edifices qui y sont, au nombre de cheminees si que l'on ne baille pas boys en estant, si bonnement l'on peut finer de caables ou arbres abatus ou fecs.

ITEM, quant aux chauffages des Verdiers, Gruiers, Gardes ou Maistres Serges, ils n'auront rien, s'il n'est auant du vicomté ou Receueur, lequel leur pourra bailler selon leur vſage & leur meſnage, auſſi comme par liuree, & eſgard conuenable du boys verſé, ou ſec ſ'il y en a qui ſuffiſe, ſinon des remenans des coupeaux, ou branches, qui ne pourront eſtre employees en edifices, & ſans excez en ont autres n'en pourront porter, conuertir ne à eux appliquer, ne eux aider d'vſage contraire, lequel ſ'il eſtoit ou auoit eſté aboly & oſté du tout ^{a]}.

a] C'eſt article eſt imparſair au vieux exemplaire qui m'a eſté mis entre mains Font.

ITEM, quant aux vſagers qui ont droit, & couſtume de prendre boys és foreſts pour ardoir, pour edifier, ou pour leurs autres vſages, & auoir paſturages, paſnages, & telles choſes ſemblables, que nous ne veillons donner à aucun ſans cauſe, empêche-mēt, ne auſſi noſtre domaine ſouffrir par mal vſage permis, ſoyent les Maistres diligēs de voir leurs tiltres, & d'enquerir de leurs poſſeſſiōs, la maniere d'vſer de l'eſtat de la foreſt, & qu'elle peut ſouffrir, & ceux qui auront à outrage, & abus ne ſoyent pas laiſſes iouyr, & les autres en ſoyent ſoufferts par attrempance miſe ſ'il le conuient ſelon la poſſibilité des foreſts, & la qualité des perſonnes.

ITEM, ſemblablement les Maistres, ſur les peines de deuant, ne pourront donner congé ou licence à vn homme vſager, ou couſtumier de ardoir, ne vſer de boys ne paſturage de ſon vſage, ou couſtume autre-part qu'au lieu pour raiſon duquel il prend, & prendroit ledit vſage, & couſtume.

ITEM, aucun Sergent, à qui nous auons donē l'office, ſoit à gaiges, ou ſans gages, n'vſera de ſa couſtume, ſuppoſé qu'il ſoit couſtumier en la foreſt dont il ſera Sergent en ſa garde, ou en autre tant qu'il ſera en l'office.

ITEM, pour obuier aux fraudes anciennes, charpenriers ou ouuriers de neſs de vaiſſeaux à vins, de charpenterie de tonneaux à vin, ou d'autre merrein ouurans de leur meſtier, ne tiennent à celier d'oreſnauant és termes, ne aux rams ^{b]} des foreſts, ſi ce n'eſt des ventes ordinaires.

bce mot eſt ainſi inſert au vieux exemplaire. Fōt.

ITEM, que ſi les couſtumiers abatent boys de leurs couſtumes, ou qui leur aura eſté liuré, ne font bien & ſuffiſamment la coupe profitablement, & pour la reuenue, ils le feront rapporter, & ſi l'amendement ſelon la qualité du faiſt.

ITEM, comme l'on dit que les Maistres Verdiers, Gruiers, Gardes ou Maistres Serges qui ont eſté, ſe font eſlargis par fol hardement, ſimplicité, ou autrement de reſtituer atterrages aux vſagers qui tien n'en auoyent en chauffages en chanures ^{c]} cheminees, & en choſes ſemblables, qui ſont au mieux tēporels, & momentanes deſendu, eſt que plus en tel cas ne ſoit, n'vſage tranſmué de lieu en autre, pour quelque cauſe, ſans l'expres mandement de nous paſſé en noſtre dite chambre.

c] Il eſt ainſi eſcrit au vieux exemplaire eſcrit à la main. Font.

ITEM, que les Maistres des foreſts ne autres ne puiſſent eſtablir Sergens, ne donner ſergerteries des caues, ou foreſts à gages, ou ſans gages, ne le Sergent ne ſoit ſi hardy d'en vſer ſ'il ne l'a par noſtre grace & otroy, ou ſ'il n'y a euidente, ou ſuffiſante cauſe, auquel cas les Maistres y pourroyent eſtablir à temps, & par prouiſion.

ITEM, pource qu'au temps paſſé les Maistres, & verdiers, Gruiers, Gardes ou Maistres Serges, ont accouſtumé quand il eſt plaid ou debat deuant eux d'aucunes forfeitures ou amendes à vſer de compositions d'y prédre profits ſinguliers contre iuſtice, & en noſtre preiudice & de noz ſuiets, les Maistres d'oreſnauant n'vſeront plus, & ne feront arbitres de noſtre droit, mais ſeront tenus d'ouyr partie, & iuſtement iuger ſelon verité, & la nature du cas, & à chacun faire raiſon & droicture. Et ne prédront pour nous fors ce qui nous appartiendra. Et auſſi n'en feront don ny grace, mais à nous ſ'en attendront. Comme à nous appartiennē ſeu de faire du noſtre à noſtre volonté. Et ſemblablement les Verdiers, Gruiers, Gardes ou Maistre Sergens des cas qui regarderont leurs offices.

ITEM, ne pourront donner leſdits Maistres aucun allegement de voidange pour quelque cauſe que ce ſoit, ou puiſſe eſtre, & qui beſoing en aura, ſi ait recours à nous & en la chambre de noz comptes, Et lors ſont les Maistres ce que mandé leur en ſera.

ITEM, pource que de iour en iour eſcoument du boys, tant pour nauire que pour chaſteaux & edifices, & qu'au temps paſſé ce qui en a eſté prins & employé eſdits chaſteaux nauires, & edifices a eſté prins, coupé ſans ordonnance ne meſure, en dommageant les foreſts en grand leſion & deſtruction d'icelles, ordonné eſt, que quand il conuiendra ouurer ceux qui ſeront chargez des œures, ne pourront rien prendre tant que leſdits Maistres, ou l'un d'iceux avecques les Vicomtes ou Receueurs des lieux ou leurs Lieutenans, & le Verdier, Gruier, Garde, ou Maistre Sergent ſoyent appelez: leſquels par bonne deliberation, avecques les ouuriers, aduiſeront combien de boys & qu'il faudra leuer pour chacun chaſtel, nauire ou edifice, & au lieu plus aiſé, & moins dommageable, & eſliront la place & les lieux ou autres arbres ſelon que beſoing ſera. Et ſi vne place ne ſuffiſt, l'on nombrera les arbres, & ſeront martelez du martel du Verdier, Gruier, Garde, ou Maistre Sergent, ou autres qu'ils aduiſeront pour le mieux, leſquels arbres ainſi marquez en places pour telles liurees ſeront iuſtement priſes, & puis le Vicomte ou Receueur, ou le Maistre des œures les feront couper, & prendre, & non autres iuſques à temps qu'ils ſeront employez, & par nouuelle deliurance ſ'il eſt meſtier autre place, ou arbres ſoyent deliurez, marquez, & ſignez. Et des arbres ainſi marquez & pris, les Vicomtes & Receueurs bailleront les lettres aux Gruiers, Verdiers, Gardes ou Maistres Sergens, ou au Sergēt en quel garde ils ſeront pris pour bailler en ſon excuſation quand l'on viſitera la foreſt, & auſſi de reception celuy qui ſera chargé des œures ſera tenu de bailler ſes lettres, en gardāt toutesſois les poincts deſſus dits, & autres qui ſont contenuz en l'ordonnance faiſte en eſpecial pour cauſe deſdits œures.

ITEM,

ITEM, comme de tousiours ait esté mis difference entre les coustumes entendans la signification des paroles de mort boys à boys mort, en prenant boys mort pour celuy qui est mort & sec, soit en estant, ou abatu & en entendant le mort boys de certain boys vif en estant, à fin que plus n'en soit debatu l'on declare qu'ainsi doit il estre entendu que dit est, & le mort boys tel non estre comme il est dit & déclaré, comme il est dit en la chartre aux Normans, qui en fut faite par le Roy Loys l'an mil trois cens quatorze sur l'interpretatiō & nomination dudit mort boys, & ainsi sera interpreté, & prins es cas qui s'en offiront & offriront spécialement quant au pays de Normandie.

ITEM, que la ferme de la Maistrie de Rommais, pour ce qu'elle ne faict que empescher & donner occasion de messaire comme l'on a trouué, mesmement par le dernier fermier est abbatee & ne sera plus baillee à ferme le terme failli de celuy qui la tient à present, lequel terme durant il en vera & payera. Et deslors en auant les amendes dont ledit fermier auoit la moytié & lesautres droicts viendront en l'ordinaire & les receueurs le Vicomte.

ITEM, que ce qui sera deu des dismes, pour cause des dismes de noz boys sera pris d'oresnauant sur le prix des ventes, & payé en deniers aus termes qui seront ordonnez aux marchans à chacun terme pour portion par la main du Vicomte, ou Receueur, non pas en boys ne en autre maniere.

ITEM, pour ce que quand l'on a esté assemblée pour bailler nostre panage l'on a faict plusieurs despens excessifs au preiudice de nous & des marchans. Il est ordonné que le jour du bail, le Vicomte ou Receueur pour la requeste & son Clerc, le Verdier, Gruier garde ou Maistre Sergēt & les Sergens de la forest, si come il a esté de long temps accoustumé y seront, & doyuent estre. Et se le Vicomte, & le Receueur est empesché, il y enuoyera Lieutenant conuenable, lequel Vicomte, ou Receueur ou son Lieutenant aura vingt sols, son Clerc cinq sols, le Verdier, Gruier Garde ou Maistre Sergent dix sols, chacun des Sergens qui sera present douze deniers. Et auecques ce pourront prendre en despens pour legerement marchander auecques les marchans, quarante sols & au dessouz, & non plus, lesquels quarante sols seront pris des deniers que l'on met au Chastel en la maniere accoustumee.

ITEM, que les Maistres desdites eues & forests pour ce qu'ils ne puissent ignorer qu'ils ne doyuent rendre raison de l'estat & gouvernement desdites eues & forests, & des frais & prouisions que chacun endroit soy y aura faict & aperceuz ils seront tenuz de venir en nostre chambre des comptes à Paris vne fois en l'an à tout le moins rant pour ce qui leur touche, comme qui sur les comptes des Vicomtes, & Receueurs qui s'en seront entremis, les gens de noz comptes, où mestier sera, puissent auoir leur relation, & aduis auecques eux & lors apporteront leurs prothocolles des ventes qui seront faites es forests & où ils seront establis. Et aussi des amēdes, & exploicts faicts & baillez par lesdits Maistres, & qui seront venuz à leur congnissance, que rien n'en soit celé.

ITEM, si par grace, ou autre maniere est souffert que Verdiers Gruiers Gardes Maistres Sergens ou autres Officiers eussent Lieutenans, ils seront chargez de tous les faits de leurs Lieutenans, comme s'en leur propre personne ils l'auoyent faict, comme par autre ordōnance il ait esté ainsi faict, encores est il ordonné.

ITEM, que lesdits Maistres, ou aucuns d'eux ne pourront vendre, ne bailler aucunes ventes de forests à aucun de son lignage, ne à Gentil-homme, ne aussi à homme qui soit nostre Officier, Advocat, ne Clerc beneficié.

ITEM, que par sols hardemens des vsagiers ou par simplese, ou autre cause des Officiers qui pour nous se sont entreemis aucuns coustumiers souz ombre de leur coustume de prendre en noz forests, & abbatre chesnes en estant qui meurent d'entree, c'est à sçauoir si tost comme en la racine ou autre part en bas ils peuuent la congnee embatre à sec pour rendre dix sols de la chartee de hestre, par voye pareille six sols d'autre boys que ils sentent nommer mort boys, comme treuble, houx, fresne, erable, & leurs semblables, pour cinq sols, le faiz d'un cheual pour deux sols, le faiz d'un hōme douze deniers & pourtant estre quitte de tel messait, sans ce qu'ils en ayent tiltre ordonnance, registre enseignemet ne grace que de volenté, pour ce que cest euident dommage, & que l'on a sceu que aucunes fois par malice clandestinement pour les arbres faire secher en aucunes de leurs parties aucuns mauuais ont par le pié de l'arbre ferue la congnee empres terre sur partie de la racine, & icelle couuerte pour la mortifier en iceluy endroit & moult d'autres fraudes s'en sont & pourroyēt ensuyuir. Et aucunes fois est le dommage de l'arbre greigneur que l'amende, & par moult d'autres causes. Ordonné est que d'oresnauant nul ne s'entre mette d'abbatre tels arbres nommez d'entee quels qu'ils soyent & se auacun le faict ils soyent tenuz & contraincts de rendre le dommage à nous, & en amende cōuenable selon le messait, & coustume.

ITEM, pour ce qu'en Normandie, & aucuns autres lieux sont plusieurs forests boys, & buissons en autres fons & domaine, esquels nous auons, & prenons à tiers & daugier, gruerie, & autres droicts & y peuuent les Maistres gruiers gardes, ou Maistres Sergens ou Sergens de noz forests faire prises, & exploicts se male-façon y treuuent, & aussi sans licence, autorité de nous, ou de noz gens ordonnez sur le faict de noz forests n'en peuuent les demeureans rien vendre. Ordonné est que toutes fois que prises, ou exploicts y seront faicts de noz gens, ils seront tenuz de les rapporter au Vicomte, ou Receueur Royal du lieu, pour estre enregistré deuers luy, & par voyes semblables seront les ventes rapportees à iceluy Vicomte, ou Reccueur pour en receuoir lettres & dauger, gruerie, & autres droicts, & les

rendre en compte ainsi comme ordonné est, dont les verdiers, & gruiers, ou Maistres Sergens retiendront autant pour registre de tous leurs exploicts.

ITEM, pour ce que lesdits boys & buissons à tiers & daugier sont en diuers lieux, & anciens lointains des forests Royaux, & en diuerses Vicomtez, dont pour cause de prises & exploicts, surquoy aucunes questions naistroient, pourroyent les suiects estre trauailler, & estre traictez de lieu en autre. Ordonné est que en tout cas le Vicomte ou Preuost, ou autre Iuge Royal en quelle Vicomté, ou Preuosté la forest, ou boys fera ou son Lieutenant en ait la cognoissance, & prendra le profit s'il y est pour nous, & le rendra à nous. Et audit Vicomte ou Receueur seront ceux qui feront les exploicts tenus de faire rapport, mesmement qu'ainsi le faisoit on dès l'an mil trois cens soixante.

ITEM, comme nul ne doye par raison ce qui est en personnerie par indiuis alier sans son personnier, & aussi doyens bien auoir prerogatiue en ce où nous auons part, & autrefois ait ainsi esté fait en ce cas, & pour autres causes que l'on à apperceues en reformant le faict desdites forests. Ordonné est que nul demeurant de boys où nous prendrons tiers, & dauger, ou autres droicts, ne puisse vendre lesdits boys sans auant en auoir congé de nous, si le marché ne monte si petit prix qu'il n'excede dix liures tournois en pays de tournois, & parisis en pays de Paris, auquel cas de si petit prix il suffira en auoir congé desdits Maistres, & au dessus non.

ITEM, que si les demeurans veulent vendre desdits boys à tiers & daugier de nous, comme communement ils ayent accoustumé de sçauoir quel prix ils en peuuent auoir, & combien ils ont en necessité, & si ils veulent vendre ils seront tenuz d'esclaircir & bailler par escript aux Maistres quel boys ils veulent vendre, quel prix qu'elle quantité, les bons, places costes, le temps de coupper, & de vidange, à ce que les Maistres voyent le lieu, & les gettees, & en sçachent respôdre. Et les Maistres seront chargez des lieux visiter, & de pouruoir à nostre profit, & que nous n'en soyons fraudez ny deceuz.

ITEM, comme les ordonnances anciennes des eaues boys, & forests, là où il n'est es articles desdits derogé ou autrement desparti sont, & demeurent en vertu. Et par especial sont & demeurent en vertu les ordonnances faictes autrefois sur les eaues, riuieres courans, estangs, viuiers, & autres du Royaume, tant des engins forme quantité d'iceux, & des temps comment l'on en doit vser, comme des amendes punitions, & payemens si soyent gardees. Et pour ce que ça en arriere lesdites ordonnances faictes sur les eaues ont esté petitement gardees, & les pescheurs des riuieres, & leurs engins peu visiter, & aucuns souffers pescher d'engins par long temps defenduz, & par simpleste petite amende deportez, au dommage de nous, & de noz riuieres redondant en l'interest publique. Ordonné est que d'oresnauant l'on y face diligence & visitation, & les engins defenduz soyent ostez, & ceux qui en auront vscé, & faict contre les ordonnances punis, & les autres bons laissez en paix, & tranquillité, comme il appartient. Et est enioindt ausdits Maistres, que si sur aucun desdits engins, ou sur autre point appertoyuent qu'il soit bon mettre attrempance, ou prouision, ils se rapporteront à nostre dite chambre des comptes, pour y estre par nous pourueu si comme il sera à faire au profit & au bien de nous, & de la chose publique.

SI mādons à noz amez & feaux les gens de noz comptes, que nosdites presentes ordonnances facent enregister en nostre dite chambre des comptes, & icelles facent tenir & garder de point en point sans aucune chose faire ou souffrir estre fait au contraire, & que ce soit ferme chose & stable.

Mandons, &c. Donné à Meleun sur Seine, l'an de grace mil trois cens seprante six. Et de nostre regne le treziesme, au moys de Iuillet.

Et similes fuerunt factæ Parisius mense Septemb. ccc. lxxvj. per litteras registr. signat. Par le conseil estant en la chambre des comptes, **H E M I N.**

De la chasse, & à qui il est permis de chasser aux garennes.

I PERSONNES non nobles peuuent chasser par tout hors garennes, à chiens, à lieures, & à connils, à leuriers ou chiens courans, ou à chiens, & à oiseaux & à baltons: mais il n'y peuuet tendre quelconques engins que soyent de iour ou de nuict, ny à grosses bestes, si ils n'en ont tiltre.

ITEM, ne peuuent tendre aucuns engins ou filez, pour prendre phaisans ou perdrix, si ce n'est par congé des hauts Iusticiers en leurs hautes iustices ou garennes.

GENTILS-HOMMES peuuent chasser ou faire chasser à connils & lieures à tous engins hors garennes: & si garennes ont, ils en peuuent faire leur volenté.

GENTILS-HOMMES peuuent chasser aux grosses bestes en leurs garennes, & en celles de leurs voisins par congé, & non ailleurs, si tiltre ou possession n'en ont.

BARON, Seigneur ou Gentil-homme ou autre personne ne peut, ne doit chasser ne tendre à quelque beste en garennes ne dehors, depuis soleil couchant iusques à soleil leuant, si ce n'est en leurs garennes.

AVCUN noble ou autre, si ce n'est vn Baron, ne peut prendre heron vis, si ce n'est à faucons, ou autres oiseaux gentils, sur peine de soixante sols d'amende.

AVCUN Gentil-homme ou autre ne peut & ne doit prendre colomb de colombier, ou priuez en hostel, sur peine d'amende arbitraire.

AVCUN noble ou autre ne peut aller voler au gibier à quelconques oiseaux, phaisans, perdrix, alouettes, ou autres oiseaux, es garennes du Roy.

Des eaux & forests, Offic. d'icelles, droict de chasse, &c. 1052

9 Vn homme noble ou autre ne peut porter filez en la garenne du Roy, soit pour lieures ou con-
nils, ne tendre aux cailles ne tels menus oiseaux.

10 NOn nobles, foyent gens de mestier ou de labeur, ne peuuent auoir en leurs maisons, ou ail-
leurs aucuns harnois ou filez à prendr^e grosses bestes ne menues, phaisans, perdrix : & s'ils y sont
trouuez des gens du Roy, ils les peuuent prendre, & sont forfaitz à ceux à qui ils sont, de la condition
& estat dessusdits.

11 NObles ou autres, de quelque estat, ne peuuent tendre ne prendre faucons, autours ne lasnier
ou gerfaux, si ce n'est par congé des gens du Roy, des Comtes ou des hauts Iusticiers & Barons en leur
terre. Et semblablement si par congé des gens du Roy ils prennent aucun des oiseaux dessusdits, ils
les doyent porter deuers le Roy ou ses gens à qui il appartient, dont ils doyent auoir le prix ancien
& accoustumé, c'est à sçauoir d'un faucon dit gerfaut dix liures tournois : d'un tiercelet gentil ou d'un
autour, cent sols tournois pour piece : d'un lasnier, cinquante sols, & d'un laneret & d'un tiercelet d'au-
tour cinquante sols tournois pour chacune piece.

12 AvcvN ne peut prendre esprouier és nids, és forests, ny és boys du Roy, ny tendre en sa terre
sans congé.

x.
Fic. 1.1516

RANÇOYS par la grace de Dieu Roy de France. Sçauoir faisons à tous presens & à ve-
nir, que nous deuément aduertis & informez des pilleries, larrecins & abus, qui se font
aux eaux & forests de nostre Royaume, au grand degast & destruction d'icelles, tant par
noz Officiers qu'autres, & aussi que plusieurs n'ay^{nt} droit de chass^e, ne priuilege de chas-
ser prennent les bestes rousles & noires, comme lieures, phaisans, perdrix, & autres gi-
biers, en commettant larrecin, & en nous frustrant du deduit & passetemps que prenons à la chass^e.
En quoy faisant aussi perdent leur temps, qu'ils deuoyent employer à leurs labourages, arts mechani-
ques, ou autres, selonc l'estat ou vacation dont ils sont : lesquelles choses cedent & reuenient au grand
detriment & diminution du bien de la chose publique, à nostre tresgrand regret & desplaisir : à ceste
cause pour y obuier auons enuoyé querir en nostre chambre des comptes les anciennes ordonnances
faites fur la reformation, entretenement & conseruation de nosdites eaux & forests, & aussi sur le fait
des chasses : lesquelles auons fait voir par les gens de nostre conseil à ce experts & entendus : lesquels
apres les auoir veuës, nous ont rapporté icelles estre tres-viles & profitables pour la conseruation des-
dites forests, & pour extirper lesdits chass^eurs, en y adioustant & diminuant quelques articles. Les-
quelles ordonnances, ampliations & restriction, auons fait rediger, & mettre par escript, pour estre gar-
dees & obseruees en la forme & maniere qu'il sensuit.

1 PREMIEREMENT, auons defendu & defendons à toutes gens de quelque estat, condition ou
qualité qu'ils soyent, qu'ils n'ayent à² chasser en noz forests, buissons & garennes, ny en icelles prédre
bestes rousles, noires, lieures, connils, phaisans, perdrix, ny autre gibier à chiens, arbalestes, arcs, filets,
cordes, toiles, collets, tonnelle, linier, ou autre engin quel qu'il soit, si n'est qu'ils ayent droit de chas-
se, & en facent apparoir par lettres patentes de nous, ou de noz predecesseurs, & qu'ils (en ensuyuant
le contenu d'icelles) en ayent iouy depuis dix ans en ça, ou ayent priuilege ou permission de nous par
lettres authentiques, duquel ne voulons qu'ils iouissent, sinon quand ils y seront en personne.

2 ITEM, auons defendu & defendons à noz Officiers esdites forests, & à tous autres demeurans à
deux lieues à l'entour d'icelles, de ne porter ny auoir en leurs maisons arbalestes, arcs, eschoppettes,
harquebuzes, cordes, filets, collets, tonnelles, ou autres engins, pour prendre lesdites bestes & gibier,
exceptez ceux qui ont droit de chass^e, ou priuilege de nous. Et quant aux arbalestes, eschoppettes, har-
quebuzes & arcs, à ceux qui ont chasteaux, ou maisons fortes, & de defense, n'entend^{re} defendre que
ils n'en puissent auoir en leurs maisons fortes, & chasteaux. Et quant aux autres, à fin que le pays ne
soit desgarny d'arbalestes, ceux qui en auront, ou qui en voudront auoir pour leur defense, & du pays,
les pourront tenir & bailler en garde au plus prochain chasteau de leurs maisons.

3 APRES que lesdites defences auront esté publiques à son de trompe & cry public ausdites forests,
buissons, & garennes, de sorte que nul n'en puisse pretendre cause d'ignorance, nous voulons que les
infracteurs d'icelles soyent punis en la forme & maniere que sensuit.

4 PREMIEREMENT, ceux qui chasseront aux grosses bestes, ou icelles prendront cōtre les pro-
hibitions & defences dessusdites, pour la premiere fois seront condamn^{ez} en l'amende de deux cens
cinquante liures tournois, s'ils ont dequoy les payer, & les engins & bastons confiscuez, & eux priuez
des offices des forests, si aucuns en ont : & ceux qui n'auront dequoy payer, seront batus de verges souz
la custode, iusques à effusion de sang. Et neantmoins les engins, ou bastons, desquels auront prins les-
dites bestes, confiscuez. Et s'ils ont offices aux garennes, ou forests, en seront priuez.

5 S'ILS y retournent la seconde fois, & apres ladite punition, seront batus de verges autour des fo-
rests, ou garennes où ils auront delinqué, & bannis, sur peine de la hart, de quinze lieues à l'entour des-
dites forests, ou garennes, avec confiscation des bastons & engins, comme dessus, & priuation d'offi-
ces, s'ils sont Officiers.

6 ET s'ils retournent apres lesdites punitions la tierce fois, seront mis aux galeres par force, ou ba-
rus de verges, ou bannis perpetuellemēt de nostre Royaume, & leurs biens confiscuez : & s'ils estoient
incorrigibles & obstinez, & recidiuoyent apres lesdites punitions, en ensaignant leur ban, seront puni-
nis du dernier supplice.

a] Chasser. vide
in l. vnica. C. de re
nat. ferar. et in l.
ij. de pass. publ. lib.
xj. Rebus.

7 C E V X qui seroyent contreuenus esdites defences, & nonobstant icelles auroyent prins, ou chassé par plusieurs fois à icelles grosses bestes, & n'auroyent esté punis d'icelles contrauentions, pour icelles seront punis de cinq cens liures d'amende, s'ils ont dequoy les payer, les engins, ou bastons confisque, & eux priuez de leurs offices. Et en default de ce batus de verges aux garennes, ou forests esquelles auront delinqué, & bannis à trente lieues desdites forests, ou garennes, & les engins, ou bastons confisque, & priuez de leurs offices si aucuns en ont.

8 E T si apres ladite punition ils contreuiennent esdites defences, ils seront punis en la forme & maniere que ceux qui contreuiennent la tierce fois, comme il est contenu au sixiesme article precedent.

9 C E V X qui prendront, ou chasseront aux buissons, forests, & garennes, lieures, conills, perdrix, phaisans, & autres gibiers, en venant contre nosdites ordonnances, pour la premiere fois payeront vingt liures d'amende, s'ils ont dequoy, & default de ce, demeureront vn moys en prison, au pain & à l'eau: la seconde fois, seront batus de verges souz la custode, iusques à effusion de sang: & la tierce fois batus de verges autour des forests, buissons, ou garennes, où ils auront delinqué, & bannis à quinze lieues desdites forests, buissons ou garennes.

10 S I ceux qui seroyent contreuenus esdites defences, nonobstant icelles, auroyent prins, ou chassé par plusieurs fois à icelles menues bestes & gibier, & n'auroyent esté punis d'icelle contrauention, pour icelle seront punis de quarante liures, s'ils ont dequoy: & s'ils n'ont dequoy, demeureront deux moys en prison, au pain & à l'eau, & seront priuez des offices des forests, s'ils sont Officiers, & les engins & bastons confisque: & si apres ladite punition ils retournent, seront punis ainsi qu'il est contenu en l'article precedent, depuis ces paroles. Et la tierce fois seront batus: iusques à la fin.

11 C E V X qui porteront, ou auront en leurs maisons arbalestes, arcs, eschoppettes, harquebuzes, collets, filez, tonnelles ou autres engins, en venant contre lesdites prohibitions & defences, seront punis comme il sensuit: c'est à sçauoir, les Officiers esdites forests priuez de leurs offices, les bastons & engins confisque, & condamnez en cent sols d'amende, & les autres non Officiers, leursdits bastons & engins confisque, & eux condamnez en cent sols d'amende. Et pour la seconde fois les dessuidits seront punis en trente liures d'amende. Et pour la tierce, bannis des forests à quinze lieues à l'entour, ceux qui à chacun desdits cas les engins & bastons confisque: & à la premiere & seconde punition, ceux qui n'auront dequoy payer les amendes, demeureront en prison au pain & à l'eau à l'arbitrage du Iuge.

12 C E V X qui entraindront leur bânissement, qui leur aura esté ordonné par les dernieres punitions dessuidites, seront punis selon & en ensuyuant les ordonnances faites contre les infraçteurs du bânissement.

13 N O V S auons defendu & defendons à noz Officiers ou autres, quels qu'ils soyent, qu'ils n'ayent à mener esdites forests, buissons & garennes aucuns chiens, s'ils ne les tiennent & menent attachez, & s'il est trouué qu'autrement soit fait, pour la premiere fois, les chiens auront le iaret de derriere coupé: la seconde fois seront tuez: la tierce fois, ceux qui les meneront, seront punis d'amende arbitraire.

14 P O V R C E que chose difficile seroit que les chassieurs, & preneurs desdites grosses & menues bestes & gibier, sceussent longuement durer sans estre descouuers, s'ils auoyent des intelligences & receptateurs, qui achetent d'eux à cachette lesdites bestes & gibier, pour les reuendre en leurs tauernes, hostelleries, rostilleries, & boutiques: nous voulons & ordonnons qu'iceux receptateurs soyent punis de telles & semblables peines pour la premiere, secõde, tierce, & autres fois, qu'à esté cy dessus dit desdits preneurs & chassieurs desdites bestes & gibier.

15 N O V S entendons que les Princes, Seigneurs, Gentils-hommes & autres de nostre Royaume ayans forests, buissons & droits de garennes, vseront en leursdites forests, buissons & garennes, si bon leur semble, du contenu & effet es articles precedens. Toutesfois s'ils auoyent quelques paches, conuenances, ou autres droicts & priuileges avec leurs hommes, ou voisins, n'entendons à iceux aucunement derogier.

16 A V O N S prohibé & defendu, prohibons & defendons à tous noz suieçs non nobles, & non ayz droit de chasse, ou priuilege de nous, qu'ils n'ayent chiens, collets, filez, liniere, tonnelle, lacqs ou autres engins à chasser, ne prendre lieures, herons, perdrix, phaisans ny autre gibier, sur peine de confiscation desdits engins, lieures, gibier, & d'amende arbitraire, qui sera arbitree selon la qualité des personnes qui sont costumiers de ce faire.

17 S I es cas dessusdits, esquels est ordonnee punition corporelle contre les infraçteurs de noz ordonnances, eschoit que quelqu'un appellast de la sentence contre lui donnee, voulons & entédons qu'ils tiennent prison iusques à ce que l'appel sera vidé. Et ceux qui seront Officiers es cas où il est dit qu'ils seront priuez de leurs offices, s'ils appellent des sentences contr'eux sur ce donnees, demeureront suspendus de l'administration d'iceux iusqu'à ce que l'appel sera vidé. Et si ne seront receus pendant le proces à renoncer iceux offices: & si de fait y renonçoient, la resignation & don qui s'en ensuyront, declarons de nul effet & valeur: & voulons le cõtenu au present article auoir lieu & sortir effet en tout cas, esquels les Officiers de noz forests seroyent accusez auoir delinqué en leurs offices: & ce quand le delict sera tel, qu'iceluy verifié, deuroient estre priuez d'iceux offices.

18 P O V R C E que plusieurs Clercs pourroyent enfreindre nosdites ordonnances, & pour euitier la punition dessusdite, se voudroyent targer de leurs tonsures: nous pour obuier à leurs malices, & à ce que noz ordonnances ne soyent frustratoires, auons ordonné & ordõnons, que si aucuns Clercs, Prestres,

a) Appellast. *Fuit dictu in magnis curia, quod in hac materia appellabitur ad iudices Regios, non dominos: sed hodie iudices deputati sunt, qui de appellationibus cognoscunt.* Rebuff.

stres, Moines ou Religieux attentoient contre nosdites ordonnances, qu'il leur soit defendu ne demeurer à quatre lieues autour d'icelles forests, buissons, ou garennes: & neantmoins soyent rendus à leurs juges, chargez du cas priuilegié, & punis d'iceluy selon l'exigence du cas: & s'ils estoient coustumiers de ce faire, leur sera defendu de demeurer à vingt lieues pres desdites forests: & à ce seront contrains par prise de leur temporel, & par toutes autres voyes deuës & raisonnables.

19 P O V R la conseruation & defense de noz forests, ordonnons que les Maistres d'icelles appelez avec eux telles personnes, & en tel nombre comme bon leur semblera, visiteront chacun an vne fois bien & deuëment lesdites forests de garde en garde, & feront escrire les malefactions qu'ils trouueront, & corrigeront les mal-faiteurs selon l'exigence des cas, & bailleront les amendes & exploicts qui de ce issiront à ce qu'il appartiendra, cōme il est plus à plein declaré cy apres en ces presentes ordonances.

20 A V C V N Sergent, à qui nous auons donné l'office de sergenterie, soit à gages ou sans gages n'vfera de sa coustume, supposé qu'il soit coustumier en la forest, dont il sera Sergent en sa garde ou autre, tant comme il sera en l'office, s'il n'a congé expres ou licence des Maistres des eaux & forests, qui sur celuy pourront faire ordonnance, deliurance, ou prouision, comme ils verront estre conuenable.

21 L E S Maistres de noz eaux & forests visiteront, & vendront les pascages, appellé avec eux par expres au iour du bail, le Vicomte ou Receueur à qui en appartiendra la recette, & autres qui seront à appeller: lequel Vicomte ou Receueur, ou son Lieutenant, au cas qu'ils n'y pourrēt estre en personne, aura vingt sols, son Clerc cinq sols, les Verdier & Gruyer, Garde ou Maistre Sergent, chacū dix sols tournois, & les Sergens qui y seront presens, douze deniers chauein: & avec ce pourront prendre en despense, pour plus legerement marchander avec les marchans. lx. sols, & au dessouz & non plus: lesquels quātate sols tournois seront pris des deniers que l'on mettra au chapel en la maniere accoustumee.

22 C H A C V N des Verdiets, Gruyers, Gardes, ou Maistres Sergens visiteront chacune quinzaine à tout le moins, toutes les gardes de la forest dont ils sont Verdiets, Gruyers, Gardes ou Maistres Sergens, & voyent l'estat & le port des Sergens, & les mesfaits qui y seront, & les rapporter par escrit aux Maistres sans delay: & face chacū Verdier, Garde, Gruyer, ou Maistre Sergent sans soy occuper en autre besongne (si n'est à nous, & qu'il y ait noz lettres de faire deseruir son office à ses perils, par personne suffisante, à l'aduis de nostre conseil) residence en sa verderie, gruyerie ou Maistre sergenterie, ou l'on y pouruoyra d'autres: & lesdits Sergens soyent chacun iour en leurs gardes, pour scauoir & rapporter aux Maistres Gruyers, Gardes ou Maistres Sergens ce que l'on aura mesfait: & s'ils sont negligens, on y pouruoyra d'autres, & seront punis selon leurs demerites.

23 P O V R CE que l'on a trouué que nous auës eu plusieurs & grans dommages pour le fait & coulpe des Verdiets, Gruyers, Gardes ou Maistres Sergens, à ce que mieux s'en gardent, & que l'on puisse sur eux mieux recouurer le dommage, & s'il aduient par eux, ils seront tenus d'oresnauant de bailler, & bailleront en nostre chambre des comptes chacun bons pleiges, qui respondront pour eux, iusques à la somme de deux cens liures tournois.

24 D E S fautes & mesfaits, qui seront trouuez en tous cas, touchant les eaux & forests qui leur appartiendra, cognoistront les Maistres Verdiets, Gruyers, Gardes ou Maistres Sergens, tant cōme à eux touche en lieux notables & publiques, conuenables à tenir iurisdicitions au plus aisé des parties: à ce que l'on puisse voir leurs faits, & eux pour nous, & les parties auoir conseil, si mestier est: & ne donneront plus adiournemens generaux, ny assignation quelque part qu'ils soyent, mais dirēt le lieu certain, qui soit tel que dit est. Et si ne pourront auoir cognoissance de quelconques actions ou delits, fors des cas touchant nosdites eaux & forests: & de tous autres cognoistront les Iuges ordinaires, soit des demeurés es forests, & au rain d'icelles, ou autre part, au cas que la coustume de la forest ne porteroit le contraire.

25 L E S Maistres Verdiets, Gruyers & Gardes, ou Maistres Sergens, seront contents de leur gages qui leur seront ordonnez, sans prendre aucuns droits en forsaitures, ne amendes: car chose raisonnable n'est pas qu'ils iugent de leurs caues.

26 Q V A N T aux gages & pensions des Maistres, qui souloyent estre payez en diuerses manieres, selon ce qu'ils cheuauchoyent & prenoient vn iour plus qu'autre, lesdits gages leur seront taxez & ordonnez par deliberation à quatre cens liures tournois par an pour tout: & par ainsi seront tenus vacquer & entendre continuellement au fait de leurs offices, & prendront leurs gages par les mains du Receueur ou Vicomte, vn ou plusieurs du pays où ils seront establis, auquel, ou ausquels il sera mandé par l'executoire de leurs lettres. Et par les comptes desdits Vicomtes ou Receueurs, il pourra apparoir de leur diligence. Et à iceux ils bailleront les exploicts souz leurs seaux: & aussi leur escriront toutes les ventes & deliurances qu'ils feront.

27 C H A C V N desdits Maistres pourra prendre par an cent moules de buches, & non plus: & non pas par sa main, ne sur vente nouuelle, que luy ne ses compagnons ensemble ne partie facēt; ne puissent faire en vente de boys pour ce: ains leur seront liurez par vn marchand de boys ou plusieurs, & tels comme ils voudront eslire: auquel marchand par lettres de reception des Maistres les Vicomtes, ou Receueurs rabattont surce qu'ils deurent pour leur marchez desdits cent moules de buches, au feur que buche vaudra, aux termes, sur les lieux de l'arriage, lieu plus commun, & seront tenus de faire quittance aux marchans: par laquelle quittance rapportee aux Vicomtes ou Receueurs, lesdits marchans en seront deschargez.

28 **D**ES lettres des ventes & deliurances, que les Maistres feront, ne prendront pour feel & esécriture de la plus grande vente, que dix sols tournois, en pays de tournois: & dix sols parisis en pays de parisis, & des autres, & au dessouz, à la value: ne pour ce feront payer aux marchans pour vin que la somme de quarante sols tournois en pays de tournois, comme dessus. Et si plus en estoit payé, n'en rendra plus l'encherisseur, s'il y vient, & en seront les Maistres & les marchans punis.

29 **D**ES forfaitures que les Sergens prendront & rapporteront, ils seront contents des profits qui d'ancienneté y furent introduits: c'est à sçavoir que d'un charroy, auront la charrette & le harnoys, & de ce qu'il sera porté à faome, auront la faome & le bast, appellé autrement harnoys: & nous aurons les cheuaux & autres bestes: & les Sergens des personnes mal-faisans, auront les menus droits accoustumez, c'est à sçavoir les ferremens, & toutes les amendes, & autres profits seront à nous: le quel profit ausdits Sergens leur est aisé, pource qu'ils soyent plus diligens de prendre garde que l'on ne mesface: & pource qu'ils facent de tous exploits rapport, sans rien receler, ne prendre à part exploits, amendes, ne autres auanrages sur noz eaux & forests, ne sur noz suiects, & sans en rien donner ne distribuer que par les ventes, qui se feront au profit de nous, s'ils n'en ont de nous mandement special passé par nostre chambre des comptes, & sur peine d'estre priuez d'office, & de leurs corps & biens à nostre volonté. Et est à entendre que toutes les forfaitures, cheuaux à basts, charrettes & autres choses, en quoy les preneurs doyuent prendre portion, les Maistres Verdiets, Gruyers ou Maistres Sergens feront le prix en deux parties, c'est à sçavoir ce qui peut appartenir au preneur d'une part, & ce qui peut appartenir à nous à une autre part: pour le choys pour nous, à qui d'ancien usage l'élection est deue. Et bailleront par escrit aux Vicomtes ou Receueurs, les noms des priseurs * & tout le fait comme dessus.

30 **L**ESDITS Maistres & Verdiets, Gruyers, Gardes ou Maistres Sergens au feur que les forfaitures escherront, seront tenus de rendre aux Vicomtes ou Receueurs, & bailler par cedula les choses, la cause les personnes, & le temps: & semblablement leurs amendes tantost apres le temps, & tous leurs exploits, & les exploits des Sergens, & leurs rapports, sans rien receler, ny estre excusé pour dire qu'ils eussent oublié.

31 **Q**UAND les ventes se doyuent faire à noz forests, les marchas * en auront collation avec les Verdiets, Gruyers, Gardes & Maistres Sergens, & aucuns des Sergens plus suffisans avec eux, s'il est mestier des marchez de chacune forest, pour aduiser quantes, & où elles seront plus profitables à faire, sans retourner à l'erreur passé de faire à volonté tant de multiplications de ventes, ne si grans, mais vêtes de vingt à trente arpens, ainsi qu'ils escherront en siege, sans faire aucun remplace, & auront demy an de voidange, outre le dernier payement de la vente, qui sera de trois ans passéz, s'il n'y a bonne cause de les mettre à plus long temps. Et asséureront bien les marchans, qu'il ny aura autres ventes durant le temps, ny empeschement qui les destourbe: & leur sera tenu en verité, & en bonne foy: & seront tenus les marchans de bailler bons & suffisans pleiges, de payer & accomplir leurs marchez & conuenances par deuers les Receueurs & Vicomtes des lieux, & sera mis en conuenant, en chacun marché des ventes qui se feront des forests, que les marchans feront clorre leurs ventes, à ce que les bestes n'y puissent entrer, & que la venue en soit sauue, c'est à sçavoir és forests où il sera plus profitable pour nous, à la discretion des Maistres.

32 **V**OULONS que le Maistre qui ordonnera la vente, voye en sa personne la place, pour aduiser les lieux où elle sera mieux & plus profitablement, & estre certain en sa conscience.

33 **D**ES tous marchez & vêtes, les lettres s'adresseront aux Vicomtes & Receueurs des lieux, & leur seront presentes par les marchans, c'est à sçavoir les lettres des ventes ordinaires dedans un mois, & des autres marchez dedans quinze iours apres la date, sur peine d'une enchere si defaut y estoit: & les vicomtes ou receueurs en manderont faire les crieies, en prendront les pleiges, & receuront les encheres: & les pleiges prins, manderont aux Verdiets, Gruyers, gardes ou Maistres sergès faire la deliurance du marche: & à deliurer martel, prendre les sermens accoustumez, des Marchans: mais des petis marchez, dont les encheres passeront à trois plaids, le Verdier, Gruyer, garde ou Maistre sergent en pourra receuoir les encheres, & prédre les pleiges, par ce qu'il enuoyera au Vicomte ou Receueur le nom du Marchant, les encheres du dernier, à qui il sera demeuré, & le prix, les noms, les pleiges & l'estat du marché: & le vicomte ou receueur l'enregistrera deuers luy, & en recevra les deniers, & fera la comte comme des ordinaires. Et toutesfois pourront lesdits Maistres, en tout cas receuoir les encheres, par les rescriuans tantost aux Vicomtes ou Receueurs.

34 **D**ESDITS maistres n'auront puissance d'exécuter les lettres, ou mandemens, de donner terme respits, allongemens ni autres graces, s'il ne leur appert qu'elles ayent esté presentes & passées par nostre chambre des Comtes & Thresoriers.

35 **P**OUR quelconques graces ou mandemens, soyent ores passées en nostredite chambre, & par nos Thresoriers, pour don en bois, ou en deniers, comment que ce soit, nouvelle vente ordinaire ou extraordinaire ne se fera: mais le bois sera prins en la vente ordinaire de la forest ou le don sera fait sur le Marchant pour le prix que vaudra le bois à son port, ou en sa vente: & celui fera rabbatu sur ce que deura au premier terme aduenir, & aux autres termes ensuyuant, si tant monte le don, aufquel termes il payera le donataire: & semblablement sera fait & deduit en deniers de ce qui sera donné en deniers.

Si es forests escheent aucuns cables, coupeaux, tronches, branches, ou aucuns demeurans, ils seront vendus par les Maistres, ou par les Verdiers, Gruyers, Gardes ou Maistres Sergens, auprofit de nous par gardes, & non pas tous ensemble: & ne serot par les encheres passees à trois plaids, mais d'un chacun marché sera mis en enchere au premier iour du premier payement: sauf ce que le premier marché ne mote plus de vingt lures tournois: & qu'il n'y cheut que vn seul payement, ils seront passez à encheres de trois plaids, & seront vendus par cote & par marque, non pas par places, & le comte mis en escript & rapporté au Viconte ou Receueur par le Verrier, Gruyer, Garde ou Maistre Sergeant,

37 **P O V R C E** qu'au temps passé les Maistres en faisant, & vendant ventes de bois, ont par inaduer-tance publié à faire retenue de Baillieaux ou estalons pour le repeuple des forests, & depuis grand temps apres en ordonnēt faire retenue: & en estoit fait pris excessif, & puis restitution en bois à grand marché, au grand dommage de nous: est ordonné que d'oresnauant en toutes ventes qui seront faites sera entendu la retention des Baillieaux ou estalons de dix ou huit en arpent. Et ce seront tenus les Maistres de mettre par escript, à fin que les Marchans ne puissent trouuer excusation: & s'il n'y estoit mis, si sera-il ainsi entendu: & si en seront les Marchans reprins de negligence: & si par auenture lesdits Maistres oublient, ou delaissent à faire ceste retenue, ou la cire, ou greffe, ou autres choses accoustumees ou ordonnees, ce sera leur peril: & en seront les Marchans chargez de restitution d'iceux & d'amende, & de punition sans excusation.

38 **N O V S** defendons, que sous ombre de cable ou autrement l'on ne face vente de chesnes n'autres arbres en estant, sur lesquels autres arbres abattus par cable, ou autrement seroyent encrouës: mais soyent au marché du cable, les entiers laissez & exceptez, si les Marchans ne les peuent abbatre sans celuy, en estant couppe. Et apres l'on verra mieus qu'il en sera à faire, & ordōner à nostre profit.

39 **P O V R C E** que mout de fois on a veu qu'aucuns coustumiers, ou acheteurs, qui vn arbre ou plusieurs auoyent à vèdre en nos forests, le faisoient abbatre, tellement qu'il s'encrouoit sur vn autre meilleur pour eux, & plus dommageable à nous que le premier, & tel qu'iceluy ne cheut en coustume ni en vente. Et puis par prix auoyent celuy en estant, non sans fraude, & grand dommage pour nous, pour la coiuiuitise des Marchans ou coustumiers, ou par la malice des abbateurs, lesquels selon leur industrie, faisoient l'arbre, choir de quel costé qu'ils vouloyent, sans encrouer sur autre: Ordonné est, que chacun se garde d'oresnauant d'abbatre ou faire abbatre si seulement son arbre, qu'il s'encroue sur autre arbre à nous appartenant, tellement qu'il ne puisse estre osté, sans le nostre abbatre: car si le fait, il perdra le sien arbre, & sera à nous acquis.

40 **L E S** remesses de noz eaux & forests ne seront vendues, tant que le Maistre des œures, qui sera pour nous en ces parties, les ait veües, & qu'il ait rapporté qu'il n'en ait plus mestier, ou que tout l'œuvre soit accomplie, & tant de temps passé, qu'esperance ne soit que l'on les doye employer.

41 **P O V R C E** qu'au temps dernièrement passé, en chacune forest l'on faisoit plus de vètes ordinaires & extraordinaires que les forests ne deuoyent, & qu'un Marchant en tenoit plusieurs, qu'ils deliuroient par vn seul martel: dont mout de fraudes sont ensuyues: ordonné est, que d'oresnauant chacun marché se deliurera par vn seul martel propre, qui sera baillé publiquement au marchant à trois plaids ou assises: & iurera que d'iceluy martel ne marquera, fors le bois de sa vente. Et apres les sermens, s'il est trouué, qu'il, ou celuy à qui il aura baillé son martel, en marque autre bois que celuy de sa vente, ou mesure frauduleusement, il forera sa vente entièrement, en l'estat où elle sera: ou en sera en amende volontaire, selon ce que l'on verra l'estat de la chose, au chois des Maistres.

42 **A V C V N** Marchant pour pleige qu'il ait baillé, ne pour martel qu'il ait receu, ne pourra entrer à exploier sa vente, si auant toute œuvre elle n'est martelée & marquée par dehors par le mesureur, ou d'autre martel que les Maistres y aurōt ordonné, sur peine de forfaiture ou amende volontaire lequel qu'il plaira eslire aux Maistres.

43 **T O V S** Marchans, quand le terme de coupe, & de leur vuidange de leur marché sera failli, apporteront deuers les Verdiers, Gruyers, Gardes ou Maistres Sergens sans delay les marteaux, dont ils auront deliuré leurs ventes, & les Verdiers, Gruyers, Gardes ou Maistres Sergens les receuront de eux, & leurs en bailleront lettres, si requis en sont, & iceux receus depaceront ou en ordonneront par telle maniere que l'on n'en puisse iamais verser.

44 **A I N S I** qu'il est dit du bois à edifier, il est entendu du bois pour chauffage des cheminees des Chasteaux quand nous leur manderons en ayant regard aux edifices qui y sont au nombre des cheminees: & que l'on ne baille pas bois en estant, si bonnement on peut finer d'aucuns cables ou arbres abbatus ou secs.

45 **Q V A N T** au chauffage des Verdiers, Gruyers, Gardes ou Maistres Sergens, ils n'aurōt rien s'il n'est auant aisé par l'un des maistres, ou par le Viconte ou receueur, lequel leur en pourra bailler selon leur mesnage, ainsi comme par liuree, eu egard conuenable du bois versé ou sec, s'il en y a qui fustisse, sinon des remanans: des coupeaux ou branches, qui ne pourroient estre employes en edifices, & sans excec ou outrage, ni en autres vsages ne les pourroient point conuertir, ne à eux appliquer, ne eux aider d'vsage contraire, lequel, s'il y estoit, ou auoit esté establi, est osté du tout.

46 **Q V A N T** aux vsages qui ont droit & coustume de prendre bois es forests, pour ardoir, & pour edifier, ou pour leurs autres vsages, & auoir pasturages, ou telles choses semblables (comme nous ne voulons à chacun donner cause, empeschement, ni aussi par mal vsage nostre domaine estre peri:

soyent les maistres diligens de voir leurs titres, & enquerir de leurs possessions, la maniere d'vser de l'estat de la forest, & qu'elle peut souffrir, & ceux qui auront à outrage abusé, ne soyent pas laissez iouyr, & les autres soyent soufferts par attrempance mise, s'il le conuient, selon la possibilité des forests, & la qualité des personnes.

47 I T E M, semblablement les Maistres sur les peines de deuant, ne pourront donner congé, ou licence à vn homme vsager ou coustumier, d'ardoir ne vser de bois, ou pasturages autre part qu'au lieu pour raison duquel il prend & perçoit ledit vsage & coustume.

48 P O U R obuier aux fraudes, aucuns charpentiers ou ouuriers de neuf vaisseaux à vin, de charpenterie, de tonneaux, ou autre merrain, ouurans de leurs mestiers ne tiennent atteliers d'oresnauant es terres ni au rain de forests, si ce n'est dedans les ventes ordinaires.

49 S I les coustumiers abbatans bois le leur coustume, ou qui leur aura esté liuré, ne font bien & suffisamment la coupe profitable pour la reuenue, ils la feront reparer, & si l'admenderont selon la qualité du fait.

50 C O M M E l'on dit que les Maistres Verdiers, Gruyers, Gardes & Maistres Sergens, qui ont esté, & se sont en hardis par fol hardiment, simplese, ou autrement de restituer arretages aux vsagers qui rien n'en auoyent, en chauffages, & en choses semblables, qui sont aux mieux temporels & momenteux: defendu est, que plus de tel fait ne soit vsage, ne transmué de lieu en autre, par quelque cause, sans l'expres commandement de nous passé, ou de nostredite chambre.

51 V O U L O N S que les Maistres des forests ni autres ne puissent establir Sergens ne donner Sergenterie des eaux & forests à gages ou sans gages, ne le Sergent si hardi d'en vser, s'il ne la par nostre grace & otroy, ou s'il n'y a euidente & suffisante cause, auquel cas lesdits Maistres y pourront establir Sergens à temps & par prouision.

52 P O U R CE qu'au temps passé les Maistres Verdiers, Gruyers, Gardes ou Maistres Sergens ont accoustumé quand il estoit plaid ou debat deuant eux d'aucunes forfaitures ou amende, à vser de compositions, & d'y prendre profit singulier contre iustice, & à nostre preiudice & de noz suiets: les Maistres d'oresnauant n'en vseront, & ne seront arbitres de nostre droict: mais seront tenus d'ouyr les parties, & iustement iuger selon la verité & la nature du cas, & à vn chacun faire raison & droicture. Et ne prendront pour nous, fors ce qu'il appartiendra, & aussi n'en feront don ou grace, mais à nous s'attendront, comme à nous seul appartient de faire du nostre à nostre voloncé. ^a Et semblablement les Verdiers, Gruyers, Gardes ou Maistres Sergens des cas qui regardent leurs offices.

53 N E pourront lesdits Maistres donner aucuns allongemens de vuidange, pour quelque cause que ce soit, ou peut estre: & qui besoin en aura si en aye recours à nous, ou à la chambre de noz comptes: & lors en facent les Maistres ce que mandé leur en sera.

54 P O U R CE que de iour en iour il conuient prendre du bois, tant pour noz nauires, comme pour noz chasteaux & edifices & qu'au téps passé ce qui en a esté prins & employé esdits chasteaux, nauires & edifices, a esté prins & coupé sans mesure ou ordonnance, en domageant les forests en grande lesio & destruction d'icelles: ordonné est, que quand il cōuendra ouurer, ceux qui sont chargez des œures, n'en pourront tien prendre tant que lesdits Maistres ou l'un d'eux avec les Vicomtes & Receueurs des lieux, ou leurs Lieutenans, & les Verdiers, Gruyers, Gardes ou Maistres Sergens soyent appelez: lesquels par bonne deliberation avec les ouuriers auiseront combien de bois, & quel il faudra liurer pour chasteau, nauire ou edifice, & au lieu plus aisé, & moins dommageable. Eseriront la place & les chesnes, ou autres arbres, selon que mestier fera. Et si vne place ne suffit, l'on nombrera les arbres, & seront martelez du martel du Verdier, Gruyer, Garde, ou Maistre Sergent, ou autre qu'il auiseront pour le mieux: lesquels arbres ainsi marquez ou place pour ce liurer, seront iustement prizez. Et depuis le Vicomte & le receueur avec le Maistre des eaux & forests, les feront couper, & prendre, & non autres, jusques à tāt qu'ils soyent employez: & par nouuelle deliuranc s'il est mestier, autres places ou arbres seront deliurez, marquez & signez. Et des places & arbres ainsi marquez & prins, les Vicomtes ou Receueurs renuoyront les lettres aux Verdiers, Gruyers, Gardes ou Maistres Sergens en quellegarde ils seront prins pour valoir en leur excusation, quand l'on visitera les forests: & aussi de la reception celui qui sera chargé des œures, sera tenu de bailler les lettres, en gardant toutesfoies les points dessusdits & autres, qui sont contenus en l'ordonnance faite en special, pour cause desdites œures.

55 C O M M E tousiours ait esté mise difference entre les coustumiers entendants la significatiō des paroles de mort bois à boi mort: en prenant bois mort pour celui qui est sec, soit abbatu on en estat: ou en entendant le mort bois de certain bois verd en estat, à fin que plus n'en soit debatu, l'on declare qu'ainsi doit-il estre entendu ce que dit est. Et le mort bois tel, & non autre comme il est dit & déclaré en la chartre aux Normans, qui en fut faite par le Roy Loys, l'an mil trois cens & treize, l'interpretation & nomination dudit mort bois. Et ainsi sera interpreté & prins es cas qui s'en offrent & offriront, spécialement quant aux pays de Normandie.

56 L A ferme de la Maistrise de Romaire, pource qu'elle ne fait qu'empeschier, & dōner occasiō de mal faire cōme l'on a trouué: & mesmement au dernier fermier, esté abbatuë, & ne sera plus baillee, le terme failli de celui qui la tiēt à present: lequel terme durāt, il en viera & payera d'oresnauāt les années, dōt ledit Fermier à la moitié: & les autres droits viendrōt à l'ordinaire, & les receura ledit Vicomte.

C E qu'il

a] Volonté l. in
re mandata, C. mē-
dati, Rebusf.

57 Cē qu'il fut deu des dismes, pour cause de nos bois, sera prins d'oresnauant sur le prix des ventes, & payé en deniers aux termes qui seront ordonnez aux Marchans à chacun terme pour portion par la main du Receueur, ou Vicomte, non en bois, ni en autre maniere.

58 LES Maistres des eaux & forests, & des faits & prouisions que chacun endroit soy y aura fait, & par eux, ils seront tenus de venir en nostre chambre des comtes à Paris vne fois l'an à tout le moins: tant pour ce que leur touche, comme pource que sur les cōptes des Vicōtes & Receueurs, qui s'en feront entre-mis, les gens de noz cōptes, ou mestier fera, puissent auoir leur relation & aduis avec eux. Et lors apporteront les protocoles des ventes qui seront faites aux forests où ils seront establis: & aussi des amēdes & exploits faits & bailliez par lesdits Maistres, & qui seront venus à leur cognoissance, que rien n'en soit recelé.

59 SI par grace ou autre maniere estoit souffert, que Verdiers, Gruyers, Gardes ou Maistres Sergens, ou autres Officiers eussent Lieutenans, ilz seront chargez de tous leurs faits, & de leurdits Lieutenans, comme si en personne ils l'auoyent fait, comme par autres ordonnances a esté ainsi fait, encores est-il ainsi ordonné.

60 LES Maistres, ny aucuns d'eux, ne pourront vendre, ne bailler aucunes ventes des forests à aucun de son linage, ny à gentil-homme, ou autre officier^a Aduocat ny à Clerc beneficié.

61 COMME par fol hardiment, ou par simpleesse des Vſagers, ou autres causes des Officiers, qui se sont entre-mis pour nous, aucuns coustumiers sous ombre de leur coustume de prendre en noz forests, & abbatre chesnes en estant qu'ils nomment d'enree: c'est à scauoir si tost comme en la racine, ou autre part en bas, ils peuent mettre la cognee & batte à sec, pour rendre dix sols de la chartee du chesne par semblable maniere: six sols d'autre bois qu'ils veulent nommer mort bois: comme tremble, folcaue, frefine, hertable, & leurs semblables pour cinq sols, le fais du cheual, pour deux sols, le fais d'un homme pour douze deniers, & par tant estre quittes de tels mesfaits, sans ce qu'ils en ayent titre, ordonnance, registre enseignement ne grace que de volonté, pource que c'est euident dommage, & que l'on a sceu qu'autresfois par malice clandestinement, pour les arbres faire secher en aucunes de leurs parties, aucun mauuais homme a par le pied de l'arbre feru de la cognee empires terre, sur partie de la racine, & icelle couuerte, pour le mortifier en iceluy endroit, & mout d'autres se font, & pourroyent ensuyuir: & aucunesfois est le dommage de l'arbre greigneur que l'amende, & pour mout d'autres cas, ordonné est que d'oresnauant nul ne s'entremette d'abatre tels arbres nommez d'enree quels qu'ils soyent. Et si aucuns le font, ils seront tenus de rēdre le dommage à nous, ou en amende conuenable, selon le mesfait & la coustume. Et si les abres sont trouuez estre empires par violence, soyent appliquez à nostre profit, non pas des vſagers, ausquels sera defendu que plus n'en vſent.

62 POUR CEN qu'en Normandie, & en plusieurs autres lieux sont plusieurs forests, bois & buissons en nostre fonds & domaine, esquels nous auons tiers & danger, & autres droits: & y peuent les Maistres Verdiers, Guyers, Gardes ou Maistres Sergens de noz forests, faire prises & exploits, si mallefaçon y trouuent: & aussi sans licence & autorité de nous, ou de noz gens ordonnez sur le fait des forests, n'en peuent les demaniers rien vendre: ordonné est, que toutesfois que prises & exploits y seront faits de noz gens, ils seront tenus de les rapporter au Vicomte ou Receueur Royal du lieu, pour estre enregistrez deuers luy: & par voye semblable seront les ventes rapportees à iceluy Vicomte ou Receueur, pour en receuoir le tiers & danger, Gruyerics, & autres droits, & les rendre en comte, ainsi qu'ordonné est: dont lesdits Maistres Verdiers, Gruyers, Gardes ou Maistres Sergens rendront autant par registre de tous leurs autres exploits.

63 SI les demaniers veulent vendre lesdits bois à tiers & dauger tenus de nous (comme communement ils ayent accoustumé de scauoir quel prix ils en peuent auoir, & combien ils ayent nécessité ou ils veulent vendre) ils seront tenus declarer & bailler par escrit aux maistres, quel bois ils veulent vendre: quel prix, quelle quantité, les bornes, places, & costez, le temps de coupe & de vuidange à ce que les Maistres voyent le lieu & la ietree, & en sçachent respondre: lesquels Maistres seront chargez de visiter les lieux, & d'y pouruoir à nostre profit, & que par eux ne soyons fraudcz.

64 POUR CEN qu'au temps passé les Maistres qui ont eu le gouuernement des eaux & forests se sont entre-mis de tenir iurisdiction de nostre heritage & domaine, en l'absence de nostre conseil, & de nostre Procureur ordinaire, dont par imperice ou autre couppe mout de dommages se sont ensuyuis & pourroyent encores ensuyuir, les Maistres d'oresnauant ne cognoistront d'aucunes questions, qui touchent propriété, ne le droict de la chose, mais seront menees & determinees. deuant les Baillifs & Procureurs Royaux des lieux, en leurs assises ordinaires, nostre Procureur & conseil appelez en ce, qui est en Normandie: & de ce qui sera en autre pays, en Parlement: & ce soit fait par le conseil desdits Maistres. Toutesfois au cas qu'aucunes personnes nobles ou autres, eux disant auoir droit d'vſage, quel qu'il soit en noz bois & forests, auroyēt fait ou feroyēt couper, prendre ou emporter les bois & forests, pour leur vſage, pour edifier, ou ardoir, pour vendre: & mis ou fait mettre en iceux lieux bestaux sans monstrer ausdits Maistres leurs tiers, ou priuileges sur ce: mesmement depuis que lesdites forests ont esté, & serōt closes & defen dues: & aussi auroyēt fait, ou feroyent quelcōques autres dommages ou mallefices touchant lesdits bois & forests, iceux Maistres auront de telles causes la cognoissance, punitiō & correctiō mesmemēt de ce qui seroit aduenü depuis que lesdites forests auroyēt esté & feroyēt closes,

a] Officier. Vide in l. fide in ssor ij. ff. qui. satisdare cog. et qui ibi Bar. et lafon scribunt Re.

& qui ne touchera point la propriété de nostre heritage: supposez ores que lesdites personnes ou mal-faïcteurs dient, ou veulent maintenir lesdits vsages, coupes de bois, & autres choses à eux appartenir à cause de leurs heritages.

65 C O M M E es ordonnances faites à Vernon sur le fait de nos eaux & forests, comme dit est dessus, fust & soit contenu, que nul demanier de bois où nous prenons tiers & danger, ou autres droitz ne puisse vendre lesdits bois, sans en auoir congé de nous: si le marché ne monte si petit prix qu'il ne excède de dix liures tournois, es pays de tournois, & parisis es pays de parisis. Auquel cas de ce petit pris il suffiroit auoir congé desdits Maistres, & au dessus non, selonc lesdites ordonnances. Nous voulons & nous plaist pour certaines & iustes causes, que lesdits Maistres le facent ainsi qu'il est accoustumé d'ancienneté.

66 P O U R ce que les bois & buissons sont en diuers lieux, & aucuns lointains de forests Royaux & en diuerses Vicomtez, dont pour cause des prises & exploits, sur quoy aucunes questions naistront, & pourroyent les suiets estre trauailliez, d'estre traitez de lieu en autre: ordonné est, que en tel cas le Vicomte Preuost ou autre iuge Royal, en quelque Vicomté où le forest sera, ou son Lieutenant en ait la cognoissance, & y prendra profit s'il est pour nous, & le rendra à nous: & audit Vicomte & Receueur seront ceux qui feront lesdits exploits, tenus de faire rapport: mesmement que ainsi le fait-on des l'an mille trois cens soixante: toutes fois nostre intention n'est pas que lesdits Maistres soyent pour ce exclus d'en cognoistre, mais en cognoistront sur les lieux conuenables à tenir iurisdiction au plus aisé des parties, & où elles pourront mieux finer de conseil. Et est tresgrande necessité & besoin, qu'il y pouruoyent à bonne diligence: car nous auons entendu que plusieurs trefonciers, qui ont bois à tiers & danger, en nostre pays de Normandie, & lesquels en peuvent prendre pour leur vsage, pour edifier & ardoir, & non plus, que partie de leursdits bois siefz sont baillez à cens & rente ou donnez à plusieurs leurs voisins, & vendus sans congé & licence desdits Maistres, & sans ce que nous en ayons eu nostre droit. Et ainsi sont les bois vsez & exploitez, à nostre tresgrand preiudice & dommage.

67 L E S Maistres des forests feront faire liurees es forests, où nous donnons continuellement bois d'une quantité d'arpens, telle comme ils verront que bon sera à faire, selonc la qualité & estat de la forest, où nos dons seront liurez. Et pource que les Verdiers, ou Maistres Sergens des forests sont aucunes fois, ou ont fait au temps passé mout de fraudes esdits dons, en deliurant à aucuns bois de greigneur value qu'ils ne doyent, par les grans dons & remunerations qu'ils en auoyent, & autres bois de moindre value qui ne fussent: combien que nous fussions plus tenus, pour mout de iustes causes à ceux ici qu'à autres ordonné est, que quand les liurees seront faites en la maniere dessusdite es lieux des forests où il sera aduis aux Maistres d'icelles que nostre moindre dommage, & des Marchans des forests y pourra estre: lesdits Maistres, ou celui d'eux qui fera faire ladite liuree, pour le regard des bonnes gens se recognoissans en ce regardera en icelle liuree, selonc le nombre des arpens qui sera contenu, quants arpens il y aura du greigneur prix, quants du moyen, & quants du moindre: & les fera layer & mesurer: & ainsi les bailleront lesdits Maistres des forests, ou celui d'eux qui ladite liuree fera faire par conte de nombre, par prix aux Verdiers & aux Maistres Sergens desdites forests où les autres liurees seront faites en la maniere dessusdite. Et seront tenus lesdits Verdiers ou Sergens, de rendre conte desdites liurees chacun an en leurs gardes, ausdits Maistres des forests, comment & à qui, & par quel commandement, où il aura liuré & despandu ladite liuree, auant qu'autre liuree nouvelle soit faite en ladite forest. Et seront tenus lesdits Maistres & chacun par soy, qui receuront lesdits comtes desdits Verdiers ou Sergens, apporter ou bailler lesdits comtes en la chambre des côtes à Paris. Et pource que les forests de Vernon, d'Andeli, du Trec, de la Haye, d'Arquet, de saint Germain en Laye, de Querelle, de la Halatte & de Vuafmes sont si petites, & si foulees, qu'ils ne peuvent dons souffrir: il est ordonné que l'on n'y fera nuls dons.

68 L E S Verdiers ou Maistres Sergens des forests, qui ores sont, seront tenus iurer aux Maistres des forests, qu'ils ne souffriront que nuls de ceux à qui nous donnons bois, comme dit est, en puissent vendre ne donner, ne permuter aucune chose du bois qui leur sera donné, ne convertir qu'à tel vsage, comme nous leur auons donné, si comme dessus est dit. Et si lesdits Verdiers ou Maistre Sergens le souffrent faire, ils seront amende volontaire, & si perdront leurs seruiçes. Et quand il aduendra que nous donnerons aucune Verderie, ou Maistre Sergenterie à aucun Sergent, iceluy iurera deuant celui qui rendra les lettres en propre personne, qu'il tiendra les ordonnances deuant dites de point en point, en la maniere & en la peine dessusdite.

69 I L est ordonné que si nous donnons bois à aucuns, si comme dit est, & à celui à qui il sera donné, ne le prend & leue dedans l'an, sa lettre qu'il aura de don, sera de nulle valleur^a, & nous demeurera le bois.

a] Nulle valeur.
Multa enim tem-
pore pereunt, ut li-
tera de placet, &
bullæ sex mensibus.
Rebuff.

70 O R D O N N E est, que les Maistres des forests, qui ores sont, & pour le temps aduenir seront, seront iurer les Marchans qui tiennent & qui tiendront les ventes des forests, qu'ils n'acheteront, ne feront acheter de nulli quelconque bois qui soit donné de nous. Et si autres gens l'achetoyent, ils le feront tanto st sçauoir aux Maistres des forests. Et si ainsi est qu'ils ne facent en la maniere dessusdite, ils seront en amende volontaire.

71 O R D O N N E est, que si nous donnons au temps aduenir aucuns dons en nos forests, soit d'usage ou d'autres

ou d'autres choses à vie, ou à propre heritage, qu'ils n'en pourront faire aucune chose, qu'en la forme & maniere qu'il sera contenu en leurs lettres. Et ce sur peine de perdre leurs vîages, ou ils seront en amende volontaire condamnée.

72 I T E M, ordonné est, que nulle beste n'ira en taillis iusques à tant que le bois se pourra défendre des bestes, pource qu'une beste, qui ne vaudra pas soixante sols, ou quatre liures, y pourroit faire dommage de cent liures, ou de plus en un annee.

73 O R D O N N E est, que chacun Sergent sera creu par son serment des prises qu'il fera, où il ne cherchera qu'amende pecuniare: car il couvient que les Sergens quierent les mal-fauteurs le plus coyement qu'ils peuuent: & s'ils alloient querir tesmoins, les mal-fauteurs s'en pourroyent aller auant que ils reuinsent: & ne peuuent pas tousiours trouuer tesmoins pour tesmoigner de leurs prises; si ainsi n'est qu'il y ait menaces entre le Sergent & celui qui sera prins, telles que les maistres des forests voyent que les Sergens les feroient pour greuer iceluy.

74 O R D O N N E est, que les Sergens des forests ne respondront deuant nul Iuge pour les cas des forests, si ce n'est deuant les Maistres des forests, les Gruyers, ou Maistres Sergens: car si on les faisoit semondre hors, entant comme ils demeureroient, pourroit-on dommager les forests en bois, ou en bestes.

75 A V C V N S Verdiets Maistres Sergens, ou Chastelains ne pourront d'oresnauant auoir Lieutenants, si ce n'est pour receuoir l'argent de leur recete, ou de leurs faits, qui sera à nous deu pour cause desdites forests. Et s'il font le contraire, lesdits Maistres les pourront punir & oster, selon ce qu'ils verront qu'il sera à faire de raison: exceptez toutesfois ceux qui seront demeurans en nos hostels, & ceux de nos enfans.

76 O R D O N N O N S que les officiers qui sont en nos hostels, & ceux de nos enfans, seront tenus de respondre du fait de leurs Lieutenans, s'il y auoit aucun mespison, tout ainsi comme si euxmesmes auoyent fait le mesfait en leurs propres personnes.

77 L E S Verdiets & Chastelains & Maistres Sergens seront tenus rendre compte de leurs faits de forests deux fois l'an pardeuant lesdits Maistres: c'est à sçauoir en Normandie, cinq semaines, ou un mois auant Pasques, & cinq semaines, ou un mois deuant la sainte Michel: & aux autres pays semblablement auant l'Ascension, & auant la Toussains, & lesdits Maistres d'enuoyer pardeuers les Seneschaux, Receueurs ou Vicomtes pour le temps que dessus est dit, les ventes nouuelles, qu'ils auront faites les recetes panages herbagés & exploits des forests ordinaires, qui ont acoustumez de rendre par comite des Seneschaux ou Baillifs, à fin qu'auant les termes des comtes, les Baillifs & Receueurs les puissent mettre en leurs cotes. Et seront lesdits Maistres aux comtes, quant les Baillifs & Receueurs rendront compte de fait desdites eaux & forests, à fin qu'ils rendent bien tout ce qu'ils doyent rendre.

78 I T E M que les dessusdits Maistres n'accomplissent ne deliurent aucun bois de don à heritage, à vic, à volonte, ni à une fois, si les lettres ne sont passees par la chambre des comtes.

79 P O U R C E que nous auons donné à aucunes personnes la chasse d'aucune de nos forests pour chasser à toutes bestes: lesquelles personnes ont donné & donnent à autres leursdites chasses en icelles: ordonné est que nul n'y pourra chasser, si ceux à qui elles sont données n'y sont, ou leurs gens, & que ce soit pour eux & en leurs noms.

80 S I L aduenoit aucuns Sergens instituez outre l'ordonnance des forests où ils seront establis, ou qu'ils prennent plus grans gages qu'ils ne souloyent auoir, ou qu'il y eust plus de Sergens qui ne seroit de necessite, nous voulons qu'ils soyent ostés, & les gages ramenez aux gages anciens.

81 A F I N que nos Marchans des forests ne soyent greuez, nous voulons que quand ils iront deuant les clerics des Baillifs, Vicomtes ou Receueurs qu'ils ne payent pour lettre de quittance, ou cedule de chacun payement, que douze deniers.

82 L E S principaux marchans de nos forests, pourront faire mener & charrier leurs ventes de bois, sans en payer peage ne trauers, par tout pays.

83 C O M M E N T que les Marchans qui prennent les paissions & panages de nosdites forests, ayent accoustumé d'auoir toutes les forsaitures & amendes, qui escheent pour ceste cause, nous voulons que d'oresnauant nous ayons la moitié: à fin que nuls ne s'en puissent exempter d'oresnauant sous ombre de ce.

84 V O U L O N S qu'aucun Verdier, Maistre Sergent, ou autres Sergens des forests ne puissent marchander es points, ni es metes de leurs offices, ni en leurs gardes.

85 I T E M, qu'aucuns Baillifs Seneschaux, Receueurs, Preuosts, Vicomtes, & autres officiers quelconques ne s'entremettent d'oresnauant du fait des forests, fleuues, riuieres ne Garennes, ne de chose qui en depende: mais si aucune chose en ont commencee, qu'ils renuoyent la cause en l'estat où elle est, deuers les Maistres de nos forests commis aux pays dont ils seront, pour en iuger & determiner, selon que la raison deura.

86 A V C V N S Verdiets, Chastelains ou Maistres Sergens des forests, ne pourront faire d'oresnauant aucunes ventes, si ce n'est du commandement desdits Maistres qui y seront ordonnez, es lieux là où ils seront: & n'auront cognoissance de cause, fors des prises qui seront faites par eux, & par les Serges qui seront dessus, iusques à la valeur de soixante sols seulement. Et si aucuns se vent douloir ou plaider desdits Chastelains, Verdiets, maistres Serges, ou autres simples Serges, du fait desdites forests, ils en pour-

a] Defendre. vi. de Lucan in l. ij. c. de pasc. pub. li. xj. & que scripsi in l. sylu. ff. de ver. sign. Rebuff.

ra appeller deuant les Maistres desdits lieux, qui en feront raison. Et s'il aduenoit aucun cas qui semblaist que l'amède montaist plus de soixante sols, & que lesdits Chastelains Verdiens, ou Maistres Sergens ne voulsissent auoir mis qu'à soixante sols, les Maistres desdits lieux viendront pour enquerre & visiter où ils pourront mettre icelles amendes à neant, & retaxer à plus grand somme pour nostre profit, selon ce que le cas le requerra, & par raison ce que bon leur semblera.

87 **LES** Marchans des bois forests se pourront bien faire payer de ce que deu leur sera à cause desdits bois par lesdits Maistres, ou par quelconques autres iusticiers que bon leur semblera, où setont lesdits bois.

88 **P O U R C E** qu'au temps passé nos predecesseurs Rois de France, & nous, auons eu, & pourrons auoir au temps aduenir, plaisir de faire grace & auantage à aucuns de nos seruiteurs, Veneurs, Archers, Officiers desdites forests, ou autres personnes ayans maisons pres d'icelles forests, en lieux de petite accense & de petits edifices: nous ou nosdits predecesseurs auons donné ou pourrions donner pour le temps aduenir, pour icelles maisons, franchises d'edifier, & ardoir des bois d'icelles forests, & leurs pasturages pour leurs bestes, & frâc panage pour leurs porcs: lesquels donataires ou leurs hoirs, ou aucuns d'eux, ont vendu icelles maisons aux grans seigneurs, & grans & riches hommes de nostre Royaume avec icelles droitures: lesquels Seigneurs & riches hommes ont fait de grans & notables edifices en iceux lieux, qui anciennement, & au temps desdits dons, estoient de petite accense, & de petit coustement à tenir: & aussi ont mis, & mettent chacun iour mout grand & excessif nombre de bestiaux en nosdites forests, & se tiennent souuent esdits lieux pour l'ailement du bois, qu'il leur conuient pour leur chauffage, dont ils prennent en trop plus grande quantité sans comparaison que ne pourroyent faire lesdits donataires, ou leurs heritiers, s'ils tenoyent encores lesdites maisons, dont nosdites forests ont esté, & pourroyent estre encores plus (au temps aduenir) dommages & foulees, pour le fait & action des transports ainsi faits desdites maisons & franchises: lesquels transports ne font pas à souffrir, pour les causes dessusdites: & mesmement que lesdits dons ne furent pas faits en celle intention. Ordonné est, que ceux à qui tels dons ont esté faits, ne les pourront d'oresnauant transporter à autres personnes, qu'à leurs hoirs, & au moins à personnes qui en puissent plus largement user qu'iceux transporteurs feroient s'ils les tenoyent. Or voulons & ordonnons, que ceux à qui lesdits transports feroient faits des dons ia faits desdites franchises, soyent contens de prendre bois pour edifier & ardoir esdites maisons, en telle quantité, comme pourroyent faire lesdits donataires: eu esgard à leur estat & à leurs edifices. Et semblablement des bestiaux en nosdites forest, cōme pourroyent faire lesdits donataires, & leurs hoirs: & qu'autrement n'en soit souffert à user par lesdits Maistres de nosdites eaux & forests d'oresnauant. Et en outre auons ordonné, & ordonnons, que si nous auons fait ou faisons d'oresnauant aucuns dons de telles ou pareilles franchises à aucunes personnes, pour quelconque cause, ne sous quelque forme de langage que ce soit, que lesdits dons soyent entendus pour ceux à qui nous auons fait lesdits dons pour leurs hoirs seulement, & qu'autrement ne leur seroit souffert user. Et tant que touchent les transports qui ont esté faits au temps passé desdites franchises par lesdits donataires ou leurs hoirs, nous y aurons aduis & deliberation, à fin d'y pouuoit & en ordonner au plus tost que nous pourrons bonnement.

89 **С O M M E** les fleuues & riuieres grandes & petites de nostre Reyaume, par malice & par engins pourpésés des pescheurs, soyent auourd'huy comme sans fruit, & par eux soyent les poissons empeschez à croistre leur droit estat, soyent de nulle valeur quand sont prins par eux, & ne profitent pas à en user en leur mains: ainçois monstrent qu'ils sont plus chers qu'il n'est accoustumé: laquelle chose tourne en grand dommage, tant des riches, comme des pauvres de nostre Royaume: & à nous appartient de nostre droit royal, curer & penser du bon estat & profit commun de nostre Royaume: meil nous plaist & voulons, que lesdits Maistres de nosdites eaux & forests prennent, ou fassent par leurs deputez prendre sagement sur tous ceux où ils les trouueront, tous les filez ci dessus nommez & declarez, & iceux fassent brusler & ardoir, les pescheurs & autres appelez pour voir la vengeance, par maniere que les pescheurs ne fassent faire d'oresnauant tels engins. Et si autres engins sont trouuez en l'hostel des pescheurs, ou avec eux, qui soyent plus dommageables pourpensez, ou à pourpenser par leur malice, qu'ils soyent punis & ars comme les autres deuant dits. E ceux qui en auront, ou qui les feront à estre contrains à payer à nous soixante sols, ou autre telle amende, comme lesdits Maistres regarderont & verront appartenir, selon les mesfaits: & les poissons qui seront prins, foiraits & reiettez en l'eau, si ils sont vifs: & s'ils sont morts, qu'ils soyent donnez aux pauvres. Et pour ce que desdits engins, lesquels nous voulons estre quis & encerchez de iour & de nuit, les noms sont mesconus de plusieurs & en beaucoup de lieux, nous les auons ci fait escrire & nommer: c'est à sçauoir le bas robin, chiffre, garnis, valois, amende, le pinsoir, la truble à bois, la bourache, la chate, le marchepied, le cliquet, le rouable, ramerai, faillines, fagôs nasses, pelles, ionchees, lignes du long à menus hameçons: & que l'on ne batte aux arches ni aux herbes, & que vraye à chauce ne cueurre, & qu'on n'y adiouste boucel espeze: desquels engins en deux mois: c'est à sçauoir de mi Mars iusque à mi May: car les poissons frayent en iceluy temps, & laissent leur fraye: & les pescheurs de nuit les chassent & destruisent toute leur fraye. Et que nul ne soit si hardi d'aller à fraye de dars, ne qu'ils prennent guardôs ne dars durant ledit tēps. Et par tout lon pourra pescher de tous bōs engins, excepté au tēps dessusdit. Et tous autres engins qui seront faits, desquels ils pourront pescher, nous voulons estre faits à nostre moule

moule à la largeur d'un gros tournois chacune maille : & pourront estre faits plus larges à prendre les gros poissons : & de la Saint Remy iusques à Pasques à la largeur d'un paris : & que nasses ne cueurent par riuere, si elles ne sont telles, qu'on y puisse bouter ses doigts, iusques au gros de la main. Et ne pourront prendre barbel, carpe, tanche, ne breme, si chacune ne vaut quatre deniers : le lucet, s'il ne vaut huit deniers, ny anguille, si chacune ne vaut un denier : ny autre poisson de Loire, ne d'autre riuere Royal, s'il n'a plein dour entre queuë & chef pour le moins.

90 **Q**UANT AUX Quideaux, les chaues seront du moule d'un paris de plat : & y pourront adjoindre boiffel d'osier du moule, qu'entre deux verges l'on puisse par tout bouter son petit doigt de plat, tant comme l'ongle se porte. Et les faïssines dont l'on peschera depuis la S. Remy iusques à Pasques, seront faites du moule d'un paris de plat aisément. Et depuis Pasques iusques à la S. Remy du moule d'un gros tournois de plat & de tous autres filez dont l'on peut pescher, selon les ordonnances dessusdites. Semblablement (sauf la truble) le fil autre que celui à boys, dequoy en tous temps on pourra pescher, mais qu'il soit du moule d'un paris de plat : réservé le temps de fraye.

91 **I**TEM, de ionchees l'on pourra pescher en tout temps, excepté le temps de fraye : & quant est aux chaues, dequoy l'on peut pescher par les ordonnances, elles seront faites telles qu'on y puisse bouter les quatre doigts en passant les quatre premieres jointes sans force.

92 **L**ES Maîtres des forests visiteront les estangs des lieux où ils seront ordonnez, & iceux feront mettre en estat de peupler & mettre de lieu en autre. Et feront vendre les poissons en lieu, en temps & en saison. Et les deniers des poissons vendus, les liureront & bailleront au Vicomte ou Receueur, en quelle recepte lesdits estangs seront assis. Et nos presentes ordonnances voulons estre crieées & publiees es lieux solennels & accoustumez, à fin qu'aucun n'en puisse auoir ne pretendre dès lors en auant aucune cause d'ignorance. Toutesfois nostre intention est, que si és ordonnances anciennes aucuns articles, qui ne soyent en ces presentes contenus, & à quoy ne soit derogué par icelles, que ce demeure en sa force & vertu : & qu'on en puisse user & s'en aider deuëment & raisonnablement, quand les cas le requerront.

Si donnons en mandement, &c. Donné à Lyon au moys de Mars, l'an de grace mil cinq cens & quinze, & de nostre regne le deuiesme.

Actum, publicata, & registrata, de mandato & precepto Domini nostri Regis reiteratis vicibus facto. Actum Parisiis in Parlamento vndecima die mensis Februarij, Anno Domini millesimo quingentesimo decimo sexto.

PICHON.
Que toutes les encheres des ventes qui seront faites es forests du Roy, seront faites par trois iours continuels & consecutifs de huitaine en huitaine, le Maître des eaux & forests des lieux present, le Procureur du domaine à la chandelle, au plus offrant & dernier encherisseur, & caution receu.

XI.
Eiac. l. 1516

RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Nostre Procureur sur le fait des eaux & forests nous à fait exposer, que combien que par les vñances & communes obseruances de faire ventes en toutes les forests de nostre Royaume, & par nos ordonnances les ventes de nosdites forests doyent estre faites à crieées publiques en iugement, chandelle allumee, & deliurees au plus offrant & dernier encherisseur : & que pendant la solennité des crieées dessusdites, les encheres tiercemens & doublemens, il ne soit loisible à aucun encherisseur abbatre boys, ne mettre bucherons en œuvre, iusques à ce que le bail dernier soit fait par nos officiers, neantmoins aucuns de nos Officiers, mesmes ceux de nostre forest d'Orleans ont fait, & font lesdites ventes contre nostre ordonnance, & forme d'usage, en permettant abbatre & prendre nosdits boys, auant que les encheres tiercemens & doublemens, deliurances & solennitez requises, soyent entierement faits & parfaits, qui est à nostre grand grief, preiudice & dommage.

PAR QUOY nous ce consideré, & eu sur ce l'aduis & deliberation d'aucuns de nos Thresoriers de France, & generaux de nos finances, de nostre amé & feal Conseiller, Chambellan & grand Maître enquesteur & general reformateur des eaux & forests de nostre Royaume, le Seigneur de Precy, Comte de Joigny, son Lieutenant, nos Aduocat & Procureur en nostre cour de Parlement à Paris, & autres notables personnaiges : auons de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royal, voulu ordonné & déclaré, voulons, ordonnons, & declaron & nous plaist par ces presentes, que tant és ventes entamees, qu'és ventes qui seront faites, encheries & adiugees cy apres dedans nos forests, tant en nostre tressfond, qu'autres boys & forests de nos tressfondiers, esquels prenös droict, part & portion, meturage & martelage iceluy, les marchans ne pourront entrer és ventes à icelles, ny icelles entamer de la premiere enchere, ny autrement en quelque maniere que ce soit, iusques à ce qu'encheres d'icelles ventes, tiercemens & doublemens soyent entierement faits, passez & finez, & que toutes les encheres des ventes qui seront faites en nosdites forests, & autres où prenons droict, part & portio, seront faites par trois iours continuels & consecutifs de huitaine en huitaine deuant les Maîtres des eaux & forests des lieux, ou leur Lieutenans, presens à ce nos Procureur & Receueur ordinaire de nostre dit domaine, ou leur substitut & commis, & les marchans, & non par deuant les Receueurs ordinaires de nostre domaine : lequel Maître, ou son dit Lieutenat, sera tenu seoir chacune huitaine pour receuoir lesdites encheres, & d'icelles, & de ce qui en sera fait faire registre.

Lesquelles encheres és iours & és presences dessusdites, seront faites à la chandelle au plus offrant & dernier encherisseur.

2 TOUTESFOIS n'entendons qu'aucune deliurance, adiudication reale & actuelle soit faite desdites ventes, que les encheres, les tiercemens, qui dureront huitaine, & les doublemens autres huitaine, ne foyent passez & finis.

3 ET lesdites encheres, tiercemens & doublemens faits & passez, la caution receuë pour la seurété de noz deniers, apres que par les maistres des Gardes, Gruiers, ou Verdiens chacun en son efgard, en sa Garde, Gruerie & Verderie retention sera faite deuëment esdites ventes de baillieaux suffisans à porter gland, pour repeupler nosdites forests, & par le marteau desdits Maistres des Gardes, Gruiers ou Verdiens chacun en sadite Garde, Gruerie, ou Verderie, par nombre suffisant, selon noz ordonnances, d'arbres vis, qui se trouueront esdites ventes, le marchant dernier encherisseur, tierçant ou doublant pourra entamer la vente, & icelle abbatre & vuidier dedans le temps de la vuidange, lequel temps de vuidange luy sera prefix par le Maistre ordinaire de nosdites eaux & forests, ou sondit Lieutenant: eu efgard au lieu où ladite vente sera faite, & à la quantité des arpès qui leur sera vendue. Auquel temps de vuidange, voulons & entendons les Maistres de nosdites eaux & forests, ou leurs Lieutenans auoir efgard. Lesquelles ventes & buissons les marchans seront tenus clorre apres le temps de la vuidange, en ensuyuant noz ordonnances. Outre pource qu'en procedant par Maistre Pierre de la Porte Aduocat en nostredite cour de Parlement, Commissaire par nous delegué à la reformation de nostre forest d'Orleans, contre les fautes dessusdites, a par luy esté trouué que nostredit mesureur ordinaire de son seul marteau marte & mesure les ventes & buissons vendus en nostredite forest contre noz ordonnances & forme d'vser és autres forests de nostredit Royaume: voulons entendons, & nous plaist, que les ventes foyent faites & encheries de nosdites forests, & qu'en icelles ventes & buissons qui seront vendus, foyent martelez & marquez par les pieds premiers des marteaux des Maistres des Gardes, Gruiers, ou Verdiens, chacun en leur Garde, Gruerie, ou Verderie, & du marteau dudit mesureur: lequel mesureur de son seul marteau, martelera les layes des ventes & buissons. Et seront lesdits pieds corniers, martelez és arbres notables & les plus beaux qui se pourront trouuer dedans la mesure desdites ventes & buissons. Et aux mesurages desquelles ventes & buissons, les Maistres des Gardes, Verdiens ou Gruiers, assisteront chacun en la garde, Verderie ou Gruerie, le tout pour obuier aux fraudes & abus qui par cy deuant ont esté commis en nosdites forests, & que d'oresnauant s'y pourroyent commettre.

SI donnons en mädement par ces mesmes presentes à noz amez & feaux les Thresoriers de France, & grand Maistre enquesteur & general reformateur desdites eaux & forests de nostredit Royaume, &c. Donné à Paris le vingt-vniesme iour de Mars, l'an de grace mil cinq cens dixhuit: & de nostre regne le troisieme. Ainsi signé, Par le Roy. ROBERT ET.

Du salaire des Officiers des forests: prohibition de ne mettre ne tenir bestes esdites forests: que Clercs solus ne pourront tenir offices de Sergens: des amendes, & que les Prelats & nobles pourront vser en leurs bois & forests des peines contenues en ces ordonnances chacun en son regard contre les transgresseurs.

RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France. Sçauoir faisons à tous presens & à venir, comme plusieurs ordonnances ayent esté faites par nous & noz predecesseurs Roys sur le fait de noz eaux & forests deuëment publiques & enregistrees, tellement qu'aucun n'en peut ou doit pretendre cause d'ignorance: neantmoins puis n'agueres auons esté aduertis, & mesmement au moyen de la reformation par nostre ordonnance commenee à faire en la forest d'Orleans, par nostre amé & feal Conseiller François d'Allegre, Cheualier, Comte de Ioyni, grand Maistre enquesteur & general reformateur desdites eaux & forests, qu'aucuns de noz Officiers tressonciers, marchans & autres de diuers estats, en contrecenant à icelles ordonnances ont arraché, defriché & abbatu boys esdites forests, commis & perpetré plusieurs abus, concussions, monopoles, larrecins & pilleries: & qui plus est, ont excogité & pratiqué nouuelles façons de ventes frauduleuses, abus & exactions couuertes. Ausquelles par lesdites ordonnances n'a esté & n'est specialement pourueu: au moyen dequoy nosdites forests en sont grandement despoillees, dommages & interessees, & en voye de venir en totale destruction & ruine, au tresgrand preiudice & dommage de nous & de la chose publique, & de noz suiets. A ceste cause, nous desirans entretenir & conseruer lesdites forests en leur nature, & reprimer lesdits abus, cautelles & males conuersiones: par l'aduis, conseil & deliberation des gens de nostre conseil, & de plusieurs notables personages en grand nombre, & de diuers estats, auons conclu, deliberé, statué & ordonné, statuons & ordonnons par edict & ordonnances perpetuels & irrecuocables, les choses qui s'ensuyuent:

PREMIEREMENT, pource qu'auons entendu que les Maistres de nosdites eaux & forests, & leurs Lieutenans ne se contentent de la somme de six sols parisis, en pays de parisis, & dix sols tournois, en pays de tournois, à eux taxez & ordonnez par les ordonnances de noz predecesseurs pour le feel & escriure des lettres de vente & deliurée de la plus grande vente par eux faite en nosdites forests nous defendons ausdits Maistres, à leurs Leutenans & commis, que pour raison de quelques ventes qu'ils feront esdits boys & forests, soit que les deniers desdites ventes nous appartiennent pour le tout, ou

qu'aut re

Des eaux & forests, Offic. d'icelles, droict de chasse, &c. 1064

quatre y ait part & portion, ils ne prennent fors ladite somme de dix sols parisis en pays de parisis, & dix sols tournois, en pays de tournois, sur peine d'amende arbitraire, & de restitution du double qu'ils prendront outre lesdits dix sols, & ce pour la premiere fois. Et où ils seroyent coustumiers de ce faire, sur peine de priuation de leurs offices.

SEMBLABLEMENT auos esté aduertis que les Gruyers, Verdiers, Maistres des Gardes, ou Maistres Sergens ne se contentent des gages à eux ordonnez, pour assister au martelage & mesurage des ventes : mais prennent & exigent argēt des marchans de nosdites forests, tant pour les encheres, martelages, mesurages, qu'autrement, qui est la diminution du prix desdites ventes. A ceste cause pour oster toutes exactions, ordonnons que lesdits Gruyers, Verdiers, Maistres des Gardes & Maistres Sergens aurent d'oresnauant la somme de huit sols pour leur salaire, & vacation de chacune iournee entiere qu'ils vaqueront, pour assister au mesurage & martelage des ventes, martelage des pieds corniers ou coings d'icelles & retention desdits bailliueaux. Et s'ils n'y vaquent iour entier, en aurent pour portion de temps à ladite raison : dont ils seront tenus dedans la quinzaine ensuyuant bailler à nostre Receueur ordinaire certification signee de leur Greffier, par laquelle ils declareront & affermeront la qualiré & nombre d'arpens de bois vendu & martelé, & bailliueaux retenus, & les iours esquels ils aurōt vaqué esdits mesurages, martelages & retention desdits bailliueaux, les noms & surnoms des assistās à iceux : autrement prendront le salaire des iours & vacations non declarez, & leur defendons de prendre aucune chose des marchans, ou autres, sur peine d'amēde arbitraire, & suspension de leurs offices pour la premiere fois, & pour la seconde sur peine de priuation de leurs offices & punition corporelle.

3 **Q**YANT aux Sergens desdites forests, lesquels s'excusent d'assister ausdits martelages & mesurages, ainsi qu'ils sont tenus, souz ombre qu'ils dient n'auoir salaire pour ce faire : auons ordonné & ordonnons, que lesdits Sergens seront tenus assister & assisteront aux mesurages & martelages des ventes qui seront faites en leurs Gardes, avec les mesureurs, Maistres des Gardes, Gruiers, Verdiers, ou Maistres Sergens : & ce sur peine de suspension de leurs offices : & ledit Sergent qui vaquera audit martelage & mesurage aura pour iour la somme de trois sols seulement, & leur prohibons & defendons de prendre plus, sur les peines dessusdites. Et sera tenu ledit Sergent certifier dedans sa quinzaine sa vacation, & de ce bailler ou enuoyer lettre à nostre Receueur.

4 **P**OUR opuiuer aux ventes particulieres de rotes, troques ou efructes que les mesureurs souloyēt faire en noz forests, souz ombre des fraiz desdits mesurages, dont ils employent partie en despenses inutiles & superflues, & le reste appliquent à leur profit, nous auons defendu & defendons ausdit mesureurs de faire telles ventes particulieres, souz ombre desdits fraiz ny autrement, & ordonnons que d'oresnauant lesdits mesureurs pour leurs salaires, outre leurs gages ordinaires, aurent la somme de huit sols parisis, par iour qu'ils vaqueront audit mesurage & martelage desdites ventes : & s'ils n'y vaquent iour entier, ils aurent ledit salaire pour portion de temps à la raison dessusdite. Et pourront appeller avec eux trois aides, pour faire la voye ou laye à passer & porter la chaine ou corde, pour faire le mesurage : à chacun desquelles aides sera baillé la somme de deux sols par iour, que ledit mesureur auancera à seldites aides, dont il sera remboursé par nostre Receueur. Et luy defendons d'en prendre autre chose, soit de marchans, ou d'autres sur les peines cy dessus contenues. Et sera tenu ledit mesureur certifier la vacation de luy & seldits aides, & les payemens qu'il leur aura fait : & ce dedans trois sepmaines bailler ou enuoyer lettres à nostredit Receueur.

5 **I**TEM, nous aduerts que les Greffiers des Maistres de nosdites eaux & forests exigent & prennent argent des mandemens, & ventes, deliurances, encheres & autrement, en plusieurs manieres, à la diminution de noz deniers, & à la foule & charge du peuple, & mesmement des marchans de nosdites forests. Pour ces causes & à ce que lesdits Greffiers se gardent & abstienent de plus faire telles exactions, auons ordonné & déclaré, que lesdits Greffiers des Maistres aurent & prendront la somme de cinq sols, pour chacune lettre de vente & deliurance qui sera faite en nosdites forests & de noz treffonciars. Et ne pourra ledit Greffier prendre, demander, ny exiger autre chose, soit des marchans encherisseurs ny autres pour lettre, esécriture, vacation ny autrement, sur peine de priuation de sondit office & d'amende arbitraire.

6 **M**OYENANT les salaires cy dessus par nous ordonnez à noz Officiars, cesseront les quarante sols ordonnez anciennement pour le vin desdits Officiars, ausquels faisons defences de plus prendre lesdits quarante sols, sur peine de priuation de leurs offices.

7 **P**OUR ce que noz Receueurs & Vicomtes pourroyent cy apres faire difficulté de payer ausdits Maistres de noz eaux & forests, Gruyers, Verdiers, Maistres des Gardes, Maistres Sergens, mesureurs, Sergens ordinaires, aides & autres dessus declarez, les salaires par nous cy dessus ordonnez, nonobstāt que lesdits salaires ne seroyent couchez en leur estat, auons ordonné & ordonnons que noz Thresoriers chacun en sa charge d'oresnauant en faisant les estats des Receueurs particuliers, ou Vicomtes, laisseront es mains desdits Receueurs & Vicomtes & autres qu'il appartiendra, vne somme de deniers suffisante pour fournir ausdits fraiz & salaires cy dessus par nous ordonnez. Et en rapportant par lesdits Receueurs, ou Vicomtes suffisante quittance des dessusdits Gruyers, Verdiers, Maistres des Gardes, Maistres Sergens, mesureurs & Sergens ordinaires, avec les certifications dessusdites, voulons lesdites sommes ainsi payees estre allouees en leurs compes, & à eux rabatues par les gens de noz compes, & tous autres qu'il appartiendra.

8 **N O V S** defendons ausdits Gruyers, Verdiers, Maistres des Gardes, ou Maistres Sergens, mesureurs & Sergens, souz ombre de leurs offices, ny autrement, d'abbatre ny prendre chesne ny autres boys en noz forests, ny es ventes qui seront faites, sur peine de priuation de leursdits offices, & d'amende arbitraire, sans prejudice du chauffage, tel qu'il est reserue par l'ordonnance faite au moys de Septembre, l'an mil quatre cens & deux.

9 **P O V R C E** que lesdits Maistres Gruyers, Verdiers, Maistres des Gardes, ou Maistres Sergens bailent & ont baillé cögez, ou permissions, appelez en aucuns lieux attelages, à tuilliers, potiers, verriers, forgerons, cercliers, tourneurs, fabotiers, cendriers & autres de prendre terre, mine & boys en nosdites forests, & souz couleur de ce exigent & prennent argent, au grand detrimment, destruction, & degast de nosdites forests: nous auons defendu & defendons ausdits Maistres Gruyers, Verdiers, Maistres des Gardes, ou Maistres Sergens & tous autres noz Officiers de bailler lesdits cögez, attelages ou permissions, sur peine de priuation de leurs offices, & d'amende arbitraire: & ausdits tuilliers, forgerons, potiers verriers, cercliers, tourneurs, fabotiers, cendriers & tous autres de prendre terre, mine de boys, ne faire cendres en nosdites forests, sur peine d'amende arbitraire, & confiscation de leurs outils & ouvrages,

10 **N O V S** aduertis, que par cy deuant lesdits Maistres Verdiers, Gruyers, Maistres des Gardes, ou Maistres Sergens, Receueurs & Greffiers ont exigé des marchans & encherisseurs, pour les encheres mises sur chacune vente & autrement, plusieurs & diuerses sommes onereuses ausdits marchans, & à la diminution de nostre droict: auons ordonné & ordonnons, que d'oresiauant lesdits marchans ne payeront aucune chose à nosdits Officiers, pour lesdites encheres, mais seront iceux noz Officiers tenus recevoir icelles encheres, & lesdits Greffiers les enregistrez, sans pour ce prendre aucune chose desdits marchans.

11 **P O V R** obuier aux abus & grandes fautes, qui par cy deuant ont esté commis & perpetrez en noz forests, à cause des ventes des rotes, escruettes, buissons, rucs, alaires & torques, qui ont esté faits tant par noz Maistres ordinaires, Gruyers, Verdiers, que Maistres Sergens, defendons à tous nosdits Officiers de faire plus telles ventes: & aussi de vendre boys & chesnes en estant, mais vèdront lesdits boys en ventes ordinaires seulement, & selon noz ordonnances.

12 **A V** regard des chables, boys abbatu & versé, iceux Maistres Gruyers, Verdiers, Maistres des Gardes, ou Maistres Sergens, seront tenus chacun en son regard, les vendre par quantité & nombre suffisant, de prochain en prochain, & sans intermission & delaissement d'arbres, le plus profitiablemēt que faire se pourra, & selon nosdites ordonnances.

13 **N O V S** aduertis, que par monopoles, intelligences, compagnies & associations secretes, les vètes de noz forests sont adiugees à vil prix, auons defendu & defendons tels monopoles, intelligèces, compagnies & associations secretes entre les marchans encherisseurs desdites ventes: & qu'aucun par promesses de laisser parties desdites ventes, don, paction, ny autrement, n'empeche, destourne, de desmeue directement ou indirectement ceux qui voudront mettre prix & encheres sur nosdites ventes: & qu'après les deliurances desdites ventes, ceux auxquels elles seront adiugees les vseront sans en faire association ne transport à autre, le tout sur peine de confiscation de la vente & d'amende arbitraire. Toutesfoi s'entendons defendre que lesdits marchans ne se puissent associer esdites ventes, iusques au nombre de trois ou quatre seulement en vne vente, pourueu que ceux qui s'associent iusques audit nombre, se nomment & soyent enregistrez par le Greffier dedans le second iour des encheres.

14 **C O M B I E N** qu'il ne soit loisible à aucun de mettre & tenir en nosdites forests haras ny autre bestail, soit gros ou menu, toutesfoi s plusieurs personnes par tolerance ou dissimulation de noz Officiers, & autrement indeüement ont par cy deuant mis & tenus haras & grande quantité de bestail en nosdites forests & taillis d'icelles, dont nosdites forests sont gradement domagees & gastees. Auons à ceste cause defendu & defendons à toutes gens de quelque estat qu'ils soyent, de laisser aller, mettre ne tenir en nosdites forests, haras, bœufs, vaches, brebis, moutons, pourceaux, cheures & autre bestail, en quelque maniere que ce soit, sur peine d'amende arbitraire, & aussi sur peine de confiscation du bestail, qui sera mis & trouué es taillis desdites forests: & enioignons ausdits Officiers de nosdites eaux & forests chacun en leur esgard, d'estre diligens & soigneux de prendre & amener en iustice le bestail qu'ils trouueront en nosdites forests, sans y differer ne dissimuler par dons, promesses, affection, ny autrement, sur peine de priuation de leurs offices, & de punition corporelle. Toutesfoi s'entendons par ceste presente nostre ordonnance, defendre aux ayans droict d'vsage de mettre leur dit bestail en nosdites forests, hors les taillis, temps & saison defendus, & selon la condition de leur dit vsage.

15 **D E F E N D O N S** ausdits Maistres Gruyers, Verdiers, Maistres Sergens & autres de noz Officiers de plus recevoir les deniers prouenant de la vèdition de nosdits boys & forests, mais seront iceux deniers entierement receus par les Receueurs ordinaires de nostre domaine, pour en tenir le compte.

16 **D E F E N D O N S** au Sergent, qui sera ordonné par nostre Receueur à faire venir ens les deniers des ventes, amendes & autres emolumens de nosdites forests, de prendre pour son salaire & iournee outre la somme de huit sols par iour, sur peine de priuation de son office & rendre au double ce qu'il auroit exigé ou prins outre lesdits huit sols.

17 **P O V R C E** qu'auons esté aduertis, que les Sergens d'aucunes de noz forests, ont esté cötrains faire bons les deniers des prises, rapports & exploits, qu'ils ont faits en nosdites forests, dont plusieurs fautes

fautes & abus sont ensuyuis, au grand detrimēt de nous & de nosdites forests: auons ordonné & ordonnons que d'oresnauant aucuns Sergens de nosdites forests ne seront tenus faire bons les deniers des amendes qui prouideront de leurs prises, adiournemens & exploits: mais seront tenus iceux Sergens faire rapport veritable de toutes les prises, adiournemens, & exploits dedans les prochains iours & plaids ensuyuans leurdits exploits, sur peine de priuation de leurs offices & d'amende arbitraire.

18 P O V R obuier aux grandes fautes & abus que lesdits Sergens ont faits à cause qu'eux-mêmes ont executé les amendes venans des prises & exploits, dont ils ont fait rapport, auons ordonné & ordonnons, que les condamnations d'amende, restitution & autres choses qui prouideront desdites prises & exploits seront executez par autres Sergens que par celuy qui aura fait lesdites prises & exploits.

19 P O V R C E qu'aucuns des Sergens de noz forests par cy deuant se sont aduouéz Clercs pour eui-ter la punition des forfaits par eux commis à l'exercice de leurs offices: à ceste cause nous auons ordonné & ordonnons, que Clerc solu ne pourra obtenir office de Sergent en nosdites eaux & forests, ny sera institué ne receu.

20 L E S Clercs^a solus ja pourueus desdits offices seront tenus dedans trois moys apres la publicatiō des presentes eux démettre desdits offices, où eux marier & porter bigarrure, & où ils ne l'auroyēt fait ledit temps passé, auons déclaré & declarons lesdits offices vacans & impetrables sans autre declaration. Toutesfoi s'entendons que les Sergens qui seront chargez, acceusez ou condamnez de crime par eux commis esdites eaux & forests, se puissent démettre dedans ledit temps de trois moys desdits offices, sans auoir de nous exprez congé & licence de ce faisant mention.

21 I T E M, & si aucuns Sergens de noz forests prenoyent tonsure apres la publication des presentes, auons déclaré & declarons sondit office vacant & impetrable sans autre declaration.

22 A V regard des Clercs mariez, auons ordonné & ordonnons, qu'ils porteront bigarrature: & en défaut de ce declarons leurs offices vacans & impetrables, aussi sans autre declaration.

23 E N S Y V A N T l'ordonnance de noz predecesseurs, & pour les grans abus, concussionis, larrecins & pilleries, qu'auons trouué auoir esté faits & commis par les Sergens extraordinaires en aucuns lieux, nommez traufferiers, commis & deputez par les Maistres des eaux & forests, auons aboly & supprimé, abolissons & supprimons lesdits traufferiers, & tous autres Sergens extraordinaires, ou commis. Et defendons ausdits Maistres, sur peine de priuation de leurs offices d'oresnauant commettre & instituer Sergens extraordinaires, traufferiers ou commis, & à ceux qui par cy deuant par eux ont esté instituez & commis de n'exercer ladite charge & commission, sur peine d'amende arbitraire, fors és cas contenus és anciennes ordonnances, auxquelles quant à ce n'entendons aucunement derogier.

24 C O M B I E N qu'il ne soit permis à aucun arracher ny immuer l'ancienne forme & nature de noz forests, neantmoins auons esté aduertis que plusieurs personnes ont fait & s'efforcent faire le contraire, au grand detrimēt & destruction de noz forests, & preiudice de noz finiers, & chose publique de nostre Royaume: à ceste cause pour à ce obuier, remettre & entretenir nosdites forests en leur dite ancienne nature, auons defendu, & expressement defendons à toutes personnes de quelque estat que elles soyent d'arracher & defricher és boys & forests à nous entierement appartenans, ny aussi és boys des treffonciors ou de mainiers esquels auons Gruyers, tiers, dauger & autre droict & preeminence, sur peine de priuation du droict desdits treffonciors, demainiers, & aussi prison, & d'amende arbitraire: & de remettre les lieux à leur despens en leur ancien estat & nature, & de payer tous dommages & interets. Et d'abondant, enioignons à noz Officiers desdites forests, chacun en leur esgard d'estre diligens & soigneux à empêcher lesdits arrachis, defrichemens & immutations desdits boys & forests, & contraindre à reparet & punir ceux qui ont fait & feront le contraire, selon le contenu en ceste nostre ordonnance, & autrement ainsi que de raison & sans dissimulation, sur peine d'estre repris & grieuement punis selon l'exigence du cas.

25 P O V R offer tous differens & difficultez, que l'on pourroit faire à cause des amendes & punitiōs pour le boys mal prins, robbé & abbatu en nosdites forests, nous voulons & ordonnons, que quand le boys sera abbatu de iour sans feu, sans sie, & où il y aura aire d'oyseaux de proye, ou autres oyseaux, lesdites amendes seront quāt aux personnes priuées pour la premiere fois, outre la restitution du boys & dommage adiugez en ceste maniere, c'est à sçauoir pour chacun pied de tour de chesne, & arbre fructier en estant de bout, à prendre la mesure de la grosseur à vn pied hors de terre, & au dessouz de trēre sols parisis: & pour chacun pied de fau ou haitre, & de tout autre boys vis ou fructifier abbatu, ou vergissant, à prendre & mesurer entour comme dessus, vings sols pour chacun pied: de boys mort ou mort boys, à prendre & mesurer comme dessus, quinze sols. Et si lesdits arbres montoyent entour plus ou moins de pieds ou pied entiers, lesdites amendes seront à l'equipollent: pour chacune charrettee de marram boys quarré & de charpenterie, outre la confiscation des cheueux, charrettes & har-nois, & l'estimation du boys, dix liures parisis: pour chacune chartee de chauffage, outre la confiscatiō des cheueux, charrettes & har-nois, & l'estimation du boys, vingt sols: pour chacune fouē cinq sols: pour la sommeretē ou houpier de chesne & arbre fructier, quarante sols: pour la sommeretē, ou houpier de fau, trente sols: pour la sommeretē, ou houpier de trēble, chesne, bouilliau & autre mort boys, vingt sols. Et ceux qui reitereront & seront coustumiers mal prendre ou robber ledit boys en nosdites forests, voulons qu'autre plus grande punition en soit faite par condemnation d'amende arbitraire & autre punition selon l'exigence du cas. Et quant aux arbres qui sont abbatus de nuict, ou par sie ou

a] Clercs soluts.
Ergo Rex potest si-
ruere vi appatio-
riū vel tabellioni-
officia vel alia se-
cularia clericis non
concedantur, cap.
1. c. 2. ne cleric.
vel monac. Domi-
ni. in cap. legen. l. 3
distin. 1. vel in cap.
Ecclesia collat. 40.
ver. prima conclu-
sio, de constitut. Et
est eadem constitu-
tio in regno Hispanie
teste Ioan. Lup.
in repet. cap. per ve.
strat. 8. vbi in pra-
fat. de donat. inter
vir. & vxor. Reb.

par feu, ou esquels le feu aura esté mis, & ceux esquels y aura mousches & menus oyseaux, les delinquans outre la restitution du boys & dommage, seront condamnés au double desdites amendes. Et ceux qui abbatront les arbres esquels y aura aire d'oyseaux de proye, herons cigognes, & autres semblables oyseaux, ou qui osteront lesdits aires, seront condamnés pour la premiere fois au quadruple desdites amendes respectivement, & avec ce bannis à tousiours des forests esquelles ils auront comis ledit delit. Et s'ils sont coustumiers, seront punis de punition corporelle: & noz Officiers esdites eaux & forests, qui seront trouvez auoir abusé & delinqué es cas & crimes dessusdits, seront condamnés au double desdites amendes, pour la premiere fois: & s'ils rencheoyent, seront punis de punition corporelle, avec suspension & priuation de leurs offices, & autrement selon l'exigence du cas.

26 A V O N S ordonné & ordonnons, que pour chacun baillieu ou estallon & arbre seruant à laye qui fera abbatu en nosdites forests & es ventes par personnes priuees, autres que les marchans d'icelles ventes, ou à leur adueu, l'amende sera de vingt liures parisis pour la premiere fois, outre la restitution & dommage dudit boys, & ceux qui seront coustumiers, & les marchans ou leurs compagnons esdites ventes qui abbatront ou feront abbatre lesdits baillieux, estallons, & arbres seruans à laye, seront condamnés au double desdites amendes outre la restitution du boys & dommage, & bannis à tousiours de nosdites forests. Et si lesdits marchans ou leurs compagnons reitroyent & estoient coustumiers, ils seront punis corporellement, selon l'exigence du cas. Et si nosdits officiers estoient trouvez auoir delinqué, ou delinquoient es cas dessusdits, seront punis selon qu'il est contenu au precedent article.

27 P O U R cause que les pieds corniers & coings des ventes sont les limites & extremités d'icelles ventes & enseigne, de ce font ou doyuent estre marquez ou martelez du marteau de noz Gruyer, Verdier, Maistre de Garde, ou Maistre Sergeant, & du marteau du mesureur. Et pour ce que les marchans pour augmenter ou charger leurs ventes & en oster la cognoissance, font souuent abbatre ou oster lesdits pieds corniers, coings & marteaux d'icelles ventes, qui est larcin & fausseté difficile à auerir, dont aduiennent plusieurs entreprises sur nosdites forests, au detrimet & dommage d'icelles, auons ordonné & ordonnons quant à ceux qui ne seront marchans ou compagnons des ventes, esquelles lesdits pieds corniers, marquez au marteaux auront esté abbatus ou ostés, qu'il seront par chacun pied cornier ou coing des ventes abbatu, arraché, marqué au marteau osté, condamnés à treize liures parisis d'amende pour la premiere fois outre la restitution du boys & dommage, & pour la seconde fois seront condamnés au double de ladite amende, & bannis à tousiours de noz forests. Et au regard des marchans & leurs compagnons qui auront abbatu ou fait abbatre des ventes dont ils seront marchans ou compagnons, lesdits pieds corniers ou coings d'icelles, ostés lesdites marques ou marteaux, ils seront condamnés pour la premiere fois pour chacun pied cournier ou coing de vente abbatu, marqué au marteau osté, en soixante liures parisis d'amende, ladite vente confiscée, & priuée à jamais d'estre marchant en la forest, outre la restitution du boys & dommage: & pour la seconde fois seront outre ladite confiscation punis de punition corporelle, & bannis à tousiours de nosdites forests. Et au regard de noz Officiers, s'ils ont commis ou commettoient les cas & crimes dessusdits, seront condamnés au double de l'amende, punis de punition corporelle, priués de leurs offices, & bannis à tousiours de noz eaux & forests.

28 P O U R obuier au grand degast & destruction de boys, qui aduiennent au moyen des ieunes cheffes & autres arbres, que l'on prend en nosdites forests, tant pour nopces, bancquets, festes des parroisses, confrairies, tauerues, qu'autrement: nous defendons à toutes personnes, de quelque estat qu'ils soyent, de prendre, couper ny abbatre cy apres en nosdites forests cheffes ny autres arbres, sur peine d'amende arbitraire & de prison: & à tous de les exposer en vente ou acheter, sur peine de soixante sols parisis d'amende, & aux Maistres Gruyers, Verdiers, Maistre de Garde ou Maistres Serges ordinaires Officiers desdites eaux & forests, qu'ils ne vendent, deliurent & ne souffrent prendre, couper & abbatre ledit boys en nosdites forests, sur peine de suspension ou priuation de leursdits offices, selon l'exigence du cas, & d'amende arbitraire.

29 A C E qu'aucun ne se puisse excuser par ignorance de ces presentes, & autres noz ordonnances, nous enioignons aux Maistres Gruyers, Verdiers, Maistres des Gardes & Maistres Sergens, que deux fois l'an, c'est à sçauoir aux premiers iours ou plaids, qui seront par eux tenus apres les festes d'Ascension nostre Seigneur, & de Toussaints, ils facent en leurs auditoires publier ces presentes & autres noz anciennes ordonnances: qu'apres ladite publication faite, iceux Maistres Gruyers, Verdiers, & tous autres noz Officiers esdites eaux & forests, seront tenus promettre & iurer de les obseruer, garder & entretenir chacun en son regard, sur peine d'amende arbitraire, & de suspension de leurs offices, dont les Greffiers seront registre.

N O U S considerans la ruine, depopulation & degast, non seulement de noz forests, mais de tous les autres boys & forests de nostre Royaume: au grand detrimet de la chose publique & de noz suiets, à ceste cause pour peupler, conseruer & garder les boys & forests de nostre Royaume, les tenir & remettre en leur nature, auons déclaré & ordonné, declatons & ordonnons, que les Princes, Prelats, Eglises, Seigneurs nobles, vassaux & autres noz suiets, pourront, si bon leur semble verser chacun en son regard, en leurs boys & forests des ordonnances & defenses dessusdites, concernans la confiscation du bestail, adiudication & taxation d'amende, pour arbres, boys abbatu & robbe, & aussi des arrachis & defrichages,

deffrichages, selon qu'il est à plein contenu és vingttrois, vingtquatre, vingtcing, vingtlx, vingstsept, & vingthuitiesme articles de ces presentes, sans toutesfois derogé aux vsages & droicts de leurs suiets, si aucuns en ont. Et au surplus admonestons lesdits Princes, Prelats, Eglises, Seigneurs, nobles, vassaux & autres noz suiets, de donner tel ordre & prouision à l'entretienement de leursdits boys & forests, en ayant esgard à noz ordonnances, que par leur faute & negligence n'en aduienne inconuenient à la chose publique, & suiets de nostredit Royaume.

Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à noz amez & feaux les gens de noz cours, &c. Donné à Paris au mois de Iânier, l'an de grace mil cinq cens dixhuit, & de nostre regne le cinquiesme. Ainsi signé sur le reply, Par le Roy, ROBERT ET. Vifa.

Lecta, publicata, & registrata, audito Procuratore generali Domini nostri Regis, Parisiis in Parlamento septima die Februarij, Anno Domini millesimo quingentesimo decimo octauo. Sic signatum.

DV TILLET.

Declaration de ces mots, boys mort & mort boys.

XIII.
Idem, 1559.

RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, au grand Maistre enquesteur & general reformateur des eaux & forests de nostre Royaume, ou son Lieutenant à la table de marbre à Paris, Salut & dilection. Nostre Procureur general sur le fait de nosdites eaux & forests, nous a fait dire & remonstrer, que par les ordonnances par nous dernièrement faites sur le fait de nosdites forests, & en l'article faisant mention de boys mort, & mort boys, pour auoir dudit article intelligence, auons renuoyé à ce qui est déclaré & interpreté par la chartre de Normandie, sans en faire autre declaration: au moyen dequoy, comme auons esté aduertis, en iugeant par vous & autres voz Iuges plusieurs procez & differens, touchant lesdits boys mort, & mort boys, ont esté faites plusieurs deliurances & iugemens, au profit des parties pretendans tels vsages en noz forests, autrement & plus amplement qu'il n'est déclaré & entendu par ladite chartre, dont le sont ensuyuis plusieurs abus & maluersations qui sont cause de la destruction de nosdites forests. Et parce qu'il est venu à nostre cognoissance, que le cinquiesme iour de May dernier passé, en procedant par les Iuges par nous ordonnez sur le fait de la reformation de noz forests de Normandie au iugement des procez de plusieurs vsagers en noz forests dudit pays, ont par leur arrest, ce requerant nostre Procureur, ayans regard à ladite chartre de Normandie, fait declaration & interpretation, que c'est que boys mort, & mort boys. Par lequel arrest, quant audit boys mort, est dit par ces mots, boys mort il s'entendra & sera signifié, boys sec en estant ou gisant. Et par ces mots, mort boys, sera entendu & signifié, boys de faux, mort faux, espinne, puinne, feut, aune, genest & genefure, & non autre, ainsi qu'il est au long déclaré en l'extrait de leurdit arrest: à ceste cause nous a nostredit Procureur sur ce requis noz lettres de declaration & prouision.

POURCE est-il, que nous ce considéré, voulans pour la conseruation de nosdites forests, ladite interpretation & declaration auoir lieu & ressortir effect au ressort de nostre cour de Parlement de Paris & ailleurs de nostre Royaume, tout ainsi que dedans le ressort de Normandie, vous mandons, commandons & expressement enioignons, quicelle declaration & interpretation de boys mort & mort boys dessus declaree vous gardez & entretenez, & faites garder & entretenir de point en point selon la forme & teneur en chacun de voz sieges, & en ceux des Maistres particuliers ressortissans par deuant vous, car tel est nostre plaisir: nonobstant oppositions ou appellations quelconques faites ou à faire, releuees ou à releuer, & sans preiudice d'icelles ordonnances, mandemens, restrictions ou defenses à ce contraires. Donné à Marseille, le quatriesme iour d'Octobre, l'an mil cinq cens trente-trois: & de nostre regne le dixneuuesme. Ainsi signé. Par le Roy en son conseil. B A Y A R D.

EXTRAIT des registres des reformations des forests de Normandie, sur la requeste presentee aux Iuges ordonnez par le Roy, sur le fait des reformations des forests de Normandie par le Procureur general du Roy, contenant que par le moyen de la reformation encommencee de plusieurs forests de ce pays de Normandie a esté fait commandement à tous vsagers, coustumiers & pretendans droitures esdites forests, d'apporter, monstrier & communiquer leurs droicts, titres, chartres & enseignemens, pour y garder l'interest du Roy: & pour ce que'en la reduction & contredit d'iceux droicts pour ce ramené en doute par ledit Procureur general, & lesdits pretendans droiture respectivement, quels boys & arbres sont compris & entendus par ces mots, boys mort, & mort boys, dont mention est faite en plusieurs lettres, titres & chartres, tendant ledit Procureur general, que suyuant l'ordonnance faite par le Roy à Lyon en l'an mil cinq cens quinze, publiee en la cour de Parlement à Rouën, le treiziesme iour de Feurier, mil cinq cens dixsept, soit dit & déclaré par le boys mort, est entendu du boys sec abattu en estant: & le mort boys, le boys tel, qu'il declare en la chartre de Normandie & non autres. Et que ce qui sera par lesdits Iuges déclaré, soit publié en la iurisdiction desdites eaux & forests, à ce que l'on n'en puisse auoir cause d'ignorance, & qu'il soit ainsi iugé & décidé par cy apres. Lesdits Iuges en enterinant quant à ce la requeste dudit Procureur du Roy, ont déclaré & declareront que par ces mots, boys mort il sera signifié le boys sec en estant ou gisant: & par ces mots, mort boys, sera entendu & par semblable signifié, boys de faux, mort faux, espinne, puinne, aune, genest genefure, & non autre selon qu'il est déclaré en la chartre du Pays de Normandie, en ladite ordonnance faite par le Roy à Lyon, audit an mil cinq cens & quinze. Et ont lesdits Iuges conclu & arresté qu'ainsi feiurera & decidera és cas qui s'efforceront pour raison desdites droitures & vage de boys mort, & mort boys. Prononcé à Rouën à la table de marbre le cinquiesme iour de May, mil cinq cens trente-trois.

Ainsi signé, DE LA PLACE.

Tome second

XXX

Erection d'un Maistre general reformateur des eaux & forests en Bretagne.

ERANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, pere legitime, administrateur, & usufructuaire des biens de nostre trescher & tresamé fils le Dauphin, Duc & Seigneur propriétaire des pays & Duché de Bretagne, à tous presens & à venir, Salut. Comme nous ayons bien & deuément esté aduertis des erreurs, maluerfations & abus faits, & qui par cy deuant se sont comisfont & comettent ordinairement par chacun iour au faict des eaux & forests de nostredit pays & Duché de Bretagne. Au moyen & à l'occasion de ce qu'il n'y a personnage qui ait eu l'œil, regard & superintendance pour y tenir forme de iustice & iurisdiction, ainsi qu'il est tresrequis & necessaire de faire. Sçauoir faisons, que nous desirans, ladite iustice & iurisdiction estre erigee & mise sus pour le bien de nous: de la noblesse & chose publique en tel estat, autorité & preeminence qu'elle est es autres lieux, endroicts, Duchez, & Seigneuries de nostre Royaume. A ce que sedits abus, erreurs & maluerfations cessent, & que bone & apparente correctiō & punition soit faite de ceux qui seront trouuez delinquans & fauteurs au faict desdites eaux & forests. Auons par edict perpetuel & irreuocable par ces presentes de nostre propre mouuement, certaine sciēce, pleine puissance & autorité Royal & Ducal, dit, statué, & ordonné, disons, statuons & ordonnons, voulons & nous plaist, que d'oresnauant il y aura vn Maistre general reformateur desdites eaux & forests, en nostredit pays & Duché de Bretagne, avec vn Lieutenant, vn Procureur pour nous, & vn Greffier. Et lesquels nous auons creez, erigez, & establis, creons, erigeons & establissons, pour tenir & exercer chacun respectiue- ment en leur endroit & selon la qualite de leurs offices, le faict d'icelle iustice & iurisdiction d'icelles eaux & forests, ainsi que par la forme & maniere que font & ont accoutumé de faire les Officiers ordonnez & establis sur le faict de noz eaux & forests de nostre Royaume. Et avec tel pouuoir, puissance, & autorité & preeminence qu'ils ont, dont ils iouyissent & vsent ordinairement: les appellations duquel Maistre general reformateur, ou sondit Lieutenant, ressortiront & seront decidees en nostre cour de Parlement dudit pays de Bretagne. Des iugemens de laquelle cour qui concerneront la reformation des forests de nosdits pays & Duché, n'entendons & ne voulons qu'il en soit appellé en nostre cour de Parlement à Paris, à fin que par icelle reformation puissent estre entretenues & remises en leur nature icelles nosdites forests, & aussi icelles des Barons & Seigneurs dudit pays ayés garde de forests, pour le bien de la chose publique, conseruation de noz droicts. Et que ceux qui se trouueront delinquans, pillans & tort faisans aufdites forests soyent punis, comme transgresseurs de nosdites ordonnances, faites sur le faict de nosdites forests. Et soit ainsi qu'apres auoir eu l'aduis en cest endroit, de nostre trescher & amé cousin le Sire de Chateaubriand, Cheualier de nostre ordre, Gouverneur & nostre Lieutenant general esdits pays & Duché, ont esté choisis & esleuz, pour estre pourueuz esdits offices: c'est à sçauoir, pour ledit office de Maistre & general reformateur, nostre amé & feal Jean de S. Amadour, Cheualier Vicomte de Guinguan, & Seigneur de la Ragotiere, qui en auoit esté cy deuant par nous pourueu dudit office & de Lieutenant, Maistre Gilles le Prebistre, Seigneur de la Lothiere, par nostredit Procureur, Maistre Guy Satin. Et audit office de Greffier, Maistre Pierre Piraud. Aufquels suyuant nostre present edict en seront expediees les lettres dudit office. Pour iceux offices de Maistre general reformateur, Lieutenant, Procureur & Greffier, estre d'oresnauant tenus & exercez par lesdits de S. Amadour lesdits Satin & Piraud. Et par ceux qui en seront apres eux par nous pourueus, quand vacation y eschettera, par mort, resignation, forfaiture ou autrement, aux honneurs, autoritez, priuileges, franchises, libertez & emolumens qui y doyuent appartenir. Et aux gages, sçauoir est, ledit Maistre general reformateur, de 300. liures: & le Lieutenant de 150. nostredit Procureur de 100. & nostredit Greffier de 100. autres liures tournois qu'ils auront & receuront par chacun an, aux termes & en la maniere qui sera aduise: à commencer du iour & date de ces presentes, par leur simple quittance, & par les mains du Thresorier ou commis à la recepte generale de noz finances audit pays presens & aduenir des deniers prouenans de l'otroy de deux sols pour feu de fouage, qui seront mis sus es estats qui se tiendront audit pays, outre le principal dudit fouage sur les contributifs à icelle. Pour conuertir & employer, tant au payement du Preuost des Mareschaux, & ses Archers, par nous nouuellement creez audit pays, que lesdits Officiers d'icelles eaux & forests.

Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à noz amez & feaux les Gouverneurs ou leurs Lieutenans gens de nostre cour de Parlement, conseil & chancellerie de noz comptes audit pays de Bretagne, general de noz finances audit pays, Seneschaux, Allouez, Lieutenans, & autres noz iusticiers & Officiers d'iceluy pays: & à chacun d'eux, si comme à luy appartenindra, que noz present edict, statut, ordonnance, creation & erection: ils entretiennent, gardent & obseruent, & facent entretenir, garder & obseruer, lire, publier & enregister, & chacun endroit soy, si comme à luy appartenindra, & d'iceux lesdits Maistre, general, reformateur, Lieutenant, Procureur & Greffier, & leurs successeurs esdits offices, iouyr, & vsier pleinement, paisiblement, ainsi que dit est, cessans & faisans cesser tous troubles & empeschemens au contraire: car tel est nostre plaisir. Nonobstant quelconques autres edicts statuts & ordonnances, restrictions mandemens, ou defences à ce contraires. Et à fin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons fait mettre nostre seal aufdites presentes, sauf en autre chose nostre droit, & l'autruy en toutes. Donnée à Paris au mois de Iuin 1534. & de nostre regne le 20. Ainsi signé, Par le Roy, le Sire de Chateaubriand, Gouverneur de Bretagne present. BRETTON.

Ouy le Procureur du Roy sur la publication desdites lettres.

LA court dit que sur icelles sera mis, *Letta, publicata & registrata*, Pour en iouyr par ledit Maistre des eaux & forests selon lesdites lettres d'edict. A la charge toutesfois qu'ils exerceront leurs iurisdiccions aux lieux principaux & villes des iurisdiccions, où sont situes lesdites forests, & la plus grande cōmodité & soulagement des suiets du Roy. Seront les appellations qui viendront dudit Maistre reformateur ou son Lieutenant, releuees, en la chancellerie de ce pays, ainsi qu'est accoustumé & requis aux autres appellations interietees en ladite court. Fait le troisieme iour de Septembre 1535.

Prohibition à gens non nobles de chasser aux bestes rouffes, noires, ny gibier

LE RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Cōme nous eussions par cy deuant pour plusieurs bonnes, iustes & raisonnables causes fait plusieurs statuts & ordonnances sur le faict des chasses, & icelles fait publier & tant en noz cours de Parlement qu'autres iurisdiccions subalternes de nostre Royaume: enregitrer & par icelles prohibé & defendu à toutes manieres de gens, de quelque estat & condition qu'ils fussent de chasser en noz forests, buissons ne garennes, sur certaines & grandes peines contenues en nosdites ordonnances & en outre eussions ordonné que les Princes, Seigneurs, Gentils-hommes & autres de nostre Royaume ayans forests, buissons & droit de garennes, pourroyent chacun en son regard vser du contenu & effect de nosdites ordonnances: toutesfois souz couleur de ce que par nosdites ordonnances sont exemptez ceux qui par priuilege otroyé par nous & noz predecesseurs auoyent droit de chasser en nosdites forests, buissons & garennes, & autres appartenans aux Princes, Seigneurs & nobles de nostredit Royaume, plusieurs laboureurs, artisans, & exerçans arts mechaniques, delaissent leurs labourages, agriculture & exercice de leurs mestiers, au moy des paches & conuentions faites & passees au bail & infeudation des terres, se dedient & appliquent iournellement à chasser & prendre bestes rouffes & noires, lieures, connils, perdrix, phaisans & autres gibiers, avec plusieurs engins reprouvez, mentionnez en nosdites ordonnances, & autres nouueaux artifices tendans à proye, qu'iceux laboureurs & gens de mestier controuuent & font iournellement, comme nous a apparu en passant par nostre pays de Languedoc, en maniere que nostredit pays & autres noz terres & Seigneuries sont totalement depopulees des bestes rouffes, noires, & autres gibiers, & tant nous qu'autres nobles de nostredit Royaume, à qui & non à autre appartient soy recreer à chasser pour euite oisiveté, & soy exercer ausdites chasses, ne trouuent aucun gibier, le tout souz couleur desdits priuileges, paches & conuentions: & par ce moyen lesdits laboureurs laissent à cultiuer les terres, consumans leur temps ausdites chasses, vagans par les citez & villes, esquelles ne doyent conuerter pour vendre le gibier, gastans leurs biens aux tauernes & jeux, dōt prouiennent blasphemies & grâs chertez de blez, & autres plusieurs maux & inconueniens, & les gens de mestier l'aisent l'exercice d'iceluy, au preiudice de nostredit Royaume, & icelle chose publique. Et plus pourroit estre s'il n'y estoit par nous pourueu de remede conuenable.

Pour ce est-il, que nous desirans sur tout le faict & entretenement de la police de nostre Royaume estre bien & deuement reiglé, & faire viure chacun en son endroit, & estre selon qui luy appartient: considéré que les nobles apres auoir exposé leurs personnes, tant au faict des guerres qu'ailleurs en nostre seruice & autour de nostre personne n'ont autre esbat, recreation ny exercice approchant celuy des armes, sinon esdites chasses: & au contraire les laboureurs, artisans & autres mechaniques & ruraux s'adonnent à icelles, delaissent leur agriculture & artifice, sans lesquels la chose publique de nostre Royaume ne pourroit estre subsantee. Pour ces causes & autres consideratiōs à ce nous mouuans, en adioustant à nosdites ordonnances, auons inhibé & defendu, inhibons & defendons à toutes gens, de quelque estat, qualité ou condition qu'ils soyent, reseruez les nobles, de chasser ne prendre bestes rouffes, noires, ne gibier, en quelque sorte, maniere ou moyen que ce soit, tant es forests, garennes, buissons & autres terres cultiuees & à cultiuer, sur les peines contenues en nosdites ordonnances, non obstant les priuileges donnez tant par nous que noz predecesseurs, en quelque maniere que ce soit: non obstant aussi tous pacts, conuentions faits & passez par les Princes, Seigneurs & nobles en baillant les terres en fief & emphyteose ou autrement, ausquels entant que besoin seroit, auons derogé & derogons comme contraires au bien & vtilité de la chose publique de nostre Royaume. Et iceux priuileges dōnez par nous & noz predecesseurs, auons de nostre propre mouuement, certaine science, pleine puissance & autorité Royal, cassez, reuocquez & annullez, cassons, reuouquons, & annullons par celdites presentes: par lesquelles donnons en mandement à noz amez & feaux Conseillers, les gens tenans noz cours de Parlement, que ceste presente nostre inhibition & defence, ils facent lire, publier, & c.

Donné à Tholose, le sixiesme iour d'Aoust, l'an de grace 1533. Et de nostre regne le dixneuuesme. Ainsi signé souz le reply, FRANÇOIS. Et sur le reply, Par le Roy, BOCHETEL.

Letta publicata, & registrata, audito Procuratore Regio generali & syndico patrie linguæ Occitane. Actum Tholose in Parlamento Vicecameraria die mēsis Nouēbris, anno Domini millesimo quingentesimo tricesimoquarto.

Que la court de Parlement iugera en dernier ressort des matieres des eaux & forests.

FRANÇOIS par la grace de Dieu Roy de Frâce, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme d'anciēte ayent esté establis les Maistres particuliers des eaux & forests es prouinces de nostre Royaume, & Verderie des forests d'iceluy, pour cognoistre, iuger, decider & determiner en premiere instace des fraudes abus & maluerficiōs cōmises en icelles: les appellatiōs interietees desquels

XXX ij

Nota que sur le faict des chasses a esté attribuee iurisdiction aux preuosts des mareschaux & leurs Lieutenans, par deux derniers edicts, qui ont esté interez au 1. Tome de la iustice, liure 2. tilt. 9. des Preuosts des mareschaux où le lecteur pourra auoir recours. Font.

XV.
Idem, 1535.

XVI.
Idem, 1535.

Maistres particuliers, Verdiets Gruyers, Gardes & Officiers desdites eaux & forests ont accoustumé ressortir par appel deuant le grād Maistre enquesteur & general reformateur de noz eaux & forests ou son Lieutenant, en son siege de par nous, & nosdits predecesseurs establi à la table de marbre de nostre Palays à Paris, auquel y a gens de scauoir, literature & experience. Et iacoit ce que par noz ordonnances, & par icelles par nous dernièrement faites en bonne & grande assemblee, meure deliberation, l'an mil cinq cens seize, soit dit & ordonné par l'octantecinquiesme article d'icelles, qu'aucuns Baillifs, Seneschaux, Preuosts, Vicomtes & autres Officiers quelconques ne s'entremettent d'oresnauant du fait desdites forests, fleues, riuieres, garennes, ne chose qui en depende, mais que si aucune chose en ont cōmençé, qu'ils renuoyent les causes en l'estat qu'elles sont deuant les Maistres de noz eaux & forests au pays dont ils seront pour en cognoistre, iuger, decider & determiner, ainsi que de raison en premiere instance & par appel, par ledit grand Maistre enquesteur & general reformateur desdites eaux & forests ou sondit Lieutenant à ladite table de marbre à Paris, & en dernier ressort par nostre cour de Parlement: aussi au Comté de Bloys y ait Maistre particulier & Lieutenant desdites eaux & forests, & que suyuant nostredite ordonnance, les appellations deussent ressortir par deuant le grand Maistre & general reformateur de noz eaux & forests à la table de marbre à Paris: toutesfoi ainsi qu'auons & sommes deuement aduertis, en diuersifiant des autres prouinces, contrees & bailliage de nostredit Royaume, lors qu'aucunes appellations ont esté interietrees dudit Maistre particulier de nosdites eaux & forests ou son Lieutenant audit pays & Comté, elles ont esté releuees, & les aucunes iugees, decidees & determinees par deuant ledit Baillif de Blois ou son Lieutenant, contre la forme & teneur de nostredite ordonnance, & au moyen de ce l'ordre & forme diuersifiees audit Comté de Blois, des autres contrees, & prouinces de nostredit Royaume.

I Sç AVOIR faisons, que nous ce consideré, non voulans le fait & iurisdiction desdites eaux & forests audit Vicomté de Blois estre diuersifié, separé & diuisé de nosdites ordonnances, ains nosdites ordonnances y estre gardées & vne mesme forme ensuyuie, quant au fait de ladite iurisdiction & ressort: pour ces causes & autres à ce nous mouués & par bon aduis & meure deliberation de conseil, auons dit & deliberé, statué & ordonné, disons, statuons declérons & ordonnons par edict, statut & ordonnance perpetuel & irreuocable, voulons & nous plaist, que les appellations qui ont esté & serēt cy apres interietrees dudit Maistre des eaux & forests, ou son Lieutenant de par nous establi audit pays & Comté de Bloys, ressortissent & soyent releuees, introduites & iugees en premier lieu par deuant ledit grand Maistre enquesteur & general reformateur des eaux & forests de nostredit Royaume, & en dernier ressort & souveraineté en nostredite cour de Parlement: sans ce que ledit Baillif de Blois ou son Lieutenant, pour quelque iouissance & possession qu'il ou ses predecesseurs Baillifs en ayent eu par cy deuant, de cognoistre desdites appellations, s'en puisse entremettre: ains si aucunes appellations desdites matieres estoient pendans par deuant luy, les auons renuoyées & renuoyons, en quelque estat qu'elles soyent, par deuant ledit grand Maistre & general reformateur ou son Lieutenant à ladite table de marbre, pour en cognoistre, iuger, decider & determiner comme de raison. Et d'icelle auons interdit & defendu, interdisons & defendons audit Baillif de Blois ou son Lieutenant, ores & pour le temps à venir, route cour, iurisdiction & cognoissance: edit & déclaré, disons & declérons nul & de nul effect & valeur tout ce que seroit par eux fait au contraire par ceditres presentes, par lesquelles mandons à noz amez & feaux Conseillers, les gens de nostre cour de Parlement à Paris, que nostredit present edict, statut & ordonnance ils entretiennent, gardent & obseruent, facent entretenir, garder & obseruer, & iceluy lire, publier & enregistrer, sans faire ne souffrir aucune chose estre faite au contraire, mais tout ce qui seroit ou auroit esté fait ils le reparent ou facent reparer & mettre à neant incontinent & sans delay: car tel est nostre plaisir. En tesmoin de ce nous auons fait mettre nostre seel esdites presentes.

Donné à Fontaine Françoisle le vingt-septiesme iour de Septembre, l'an de grace mil cinq cens trentecinq, & de nostre regne le trenteyniesme Par le Roy. BRETON.

La iurisdiction des forfaits és boys & forests de Normandie contigus des Comtez du Perche, Alençon, le Maine & autres, est attribuee aux Maistres des eaux & forests & Verdiets, & les exploits & executions se font faits par leurs Sergens sans demander aucun pareatis.



RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres veront, Salut. Comme nous auons deuement esté aduertis plusieurs maluerfations, depopulations & degast auoir esté cy deuant, & continuent chacun iour estre faits, commis & perpetrez par aucuns voisins de nostre pays & Duché de Normandie, & autres Comtez du Perche, Alençon & le Maine, en plusieurs de noz boys & forests de nostredit pays de Normandie, limitrophes, contigus & adiacentes à iceux, en noz forests de Paci, Merci Hecouet, Bois petit, & Berthueil, qui sont de grans estendues, situees en nostre Bailliage d'Eureux, & autres noz forests riueraïnes desdites Côtez du Perche, Alençon & le Maine. Desquelles maluerfations & boys ainsi mal prins, combien que les exploits en soyent par les Sergens desdites forests apportez par deuant les Verdiets & Maistres particuliers d'icelles, lesquelles par apres en taxent les amêdes, & soyēt les rolles d'icelles amêdes & condénations ensuyuies, baillées ausdits Sergens desdites forests pour en faire la col lectiō des deniers, & les bailler à noz Vicōtes, & Receueurs ordinaires: ce neantmoins lesdits Sergens n'en peu-

Des eaux & forests, Offic. d'icelles, droict de chasse, &c. 1072

culiers, Verdiers, Gruyers, Gardes & Officiers desdites eaux & forests ont accoustumé ressortir par n'en peuvent aucune chose recouurer sur iceux, tant souz couleur que les condamnez se portent pour appellans, & ne sont leurs appellations poursuivies ne vuidees, qu'aussi les Iuges & Officiers desdits pays, estans souz le ressort de nostre cour de Parlement de Paris, & eschiquier d'Alençon ne veulent permettre, ains troublent & empeschent lesdits Sergens d'exploiter, & faire les assignations, contraintes & executions requises par lesdits suiets, pour faire venir ens lesdites amendes & condamnations: Et à ce moyen & desdites appellations se font lesdits Sergens descharger par noz Officiers desdites forests, des deniers desdites amendes, comme non recourables, à tout le moins de difficile conuention, pour les causes dessusdites, laquelle chose donne occasion aux dessusdits qui demeurent impunis desdites fautes & mespreneures, perseuerer de plus en plus en leursdits larcins, pilleries, & degast de nosdits boys & forests, dont par succession de temps pourroit ensuyuir la totale ruine & depopulation d'icelles, si par nous n'estoit sur ce pourueu.

1 SçA VOIR faisons, que nous sur ce considéré, ne voulans nosdites forests estre ainsi destruites, ruinees & depopulees, & les deniers desdites amendes & condamnations à nous declares & adiugees, qui doyuent en chacun endroit de nostre Royaume indifferemment estre fauorisez, par tels moyens abusifs estre retardez & rendus inutiles, attendu mesmement, que par noz ordonnances faites sur le fait de noz eaux & forests, publiques & enregistrees en nostredite cour de Parlement de Paris, au mois de Feurier, mil cinq cens seize, est expressement defendu à nosdits Baillifs & autres Officiers, qu'ils ne s'entremettent du fait des forests, ne de chose qui en depende, mais en renouent la cognoissance des matieres par deuant les Maistres de noz forests, commis au pays dont ils seront pour en iuger & determiner ainsi que de raison: & pour autres bonnes & grandes considerations à ce nous mouuans. A ces causes auons dit, déclaré, statué & ordonné, & par ces presentes de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royal, disons, declérons, statuons & ordonnons par edict perpetuel & irreuocable, voulons & nous plaist par ces presentes, que tous & chascuns les commandemens, assignations & autres exploits de iustice, qu'il conuiendra faire pour lesdites maluerfactions, fautes & mespreneures de nosdits boys & forests de Normandie, limitrophes & contigus de noz autres pays, Comté du Perche, Alençon & le Maine, & autres quelconques seront faits par les Sergens de nosdites forests, chacun en son destroit & regard, sans en demander aux Iuges & Officiers de nosdits pays & Comtez aucun *pareatis*, assistance, ne leur en faire autre insinuation.

2 Et que lesdites fautes, mespreneures & delits perpetrez en nosdites forests, les Verdiers & Maistres particuliers d'icelles ou leurs Lieutenans en leurs sieges, iurisdicions & plaids ordinaires, en cas d'opposition en cognoissent, selon l'exigence des cas. Et que lesdits suiets & voisins de nostredit pays & Duché, Comté du Perche, Alençon & le Maine, de quelque qualité qu'ils puissent estre, seront tenus de comparoir & obeyr par deuant eux, aux iours & assignations qui leur seront prefix & baillez, iugeront & decideront lesdits Verdiers & Maistres particuliers de nosdites forests, estant de leur pouuoir & iurisdiction, & procederont à l'encontre des delinquans par multes, peines & condamnation d'amende, selon & en ensuyuant noz ordonnances faites sur le fait des eaux & forests, & que le cas le requerra.

3 Et seront lesdits Sergens les contraintes & executions requises & necessaires sur les condamnez, la collection desdites amendes, condamnations & restitution du boys mal prins, & autres delits commis en nosdites forests, en vertu des rolles ou extraits qui leur en seront baillez, deuëment signez & prouuez par l'edits Verdiers & Maistres particuliers ou leursdits Lieutenans, noz Aduocats & Procureurs des lieux & Gressiers: pour les deniers par eux receus estre apportez par nosdits Sergens, & mis es mains de nosdits Vicomtes Receueurs ordinaires, ainsi que faire se doit: Et desquelles causes & matieres de nosdits boys & forests de nostredit pays de Normandie, nous auons interdit & defendu, interdisons & defendons la cour, iurisdiction & cognoissance à tous Iuges & Officiers, autres que ceux d'icelles noz forests, suyuant nostredite ordonnance faite audit an, mil cinq cens quinze. Voulons par ces mesmes presentes le contenu cy dessus estre fait & executé reciproquement, à l'encontre des suiets de nostredit pays de Normâdie, estans souz le ressort de nostre cour de Parlement de Rouën, qui seront condamnez par noz Iuges & Officiers de noz eaux & forests, estans souz le ressort de nostre cour de Parlement à Paris, pour les delits, abus & maluerfactions commis en icelles noz eaux & forests, sans (comme dit est) en demander ausdits Iuges & Officiers de nostredit pays de Normandie aucun *pareatis*, assistance, ne leur en faire aucune insinuation, & la presente ordonnance estre commune aux suiets & Officiers desdits deux ressorts.

Si donnons en mandement par cesdites presentes, &c. Donné à Fontainebleau, l'onzieme iour de Iuin, l'an mil cinq cens quarante, & de nostre regne le ving-sixiesme. Ainsi signé, sur le reply, Par le Roy en son conseil. BOCHETEL. Et à costé dudit reply.

Acta, publicata & registrata, audito Procuratore Regis, id requirente, Rothomagi, in Parlamento, die Vigesima Iulij, Anno Domini millesimo quingentesimo quadagesimo. Sic signatum, SVREAV.

Acta, publicata & registrata, audito Procuratore generali Regis, hoc requirente, Parisiis in Parlamento, die Vigesima Aprilis, Anno Domini millesimo quingentesimo quadagesimo secundo. Sic signatum, DV TILLET.

Les Prelats, nobles & autres ayans forests & riuieres, pourront pour suyuir leurs droictz, causes & actions tant en demandant qu'en defendant par deuant le Maistre particulier des forests du Roy, ou par deuant les Maistres de leurs forests, & faire garder les ordonnances faites touchant les forests du Roy, & par appel par deuant le grand Maistre à la table de marbre au Palays de Paris, où le Roy a créé six Conseillers pour vider les procez touchant les forests.

ERANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Comme nous ayons tousiours eu desir de garder & faire garder & entretenir les eaux & forests de nostre Royaume, tant celles qui nous appartiennent de nostre domaine, que celles ausquelles auons droict de tiers dauger, Gruyerie, Gairie, iustice, chassé, & autres droictz, & semblablement les autres boys, forests, buissons, eaux & riuieres de nostredit Royaume, comme l'vne des choses plus commode, requisite & necessaire, tant à nous qu'à nosdits suiets : pour la conseruation desquels boys, forests, garennes, eaux & riuieres, par noz predecesseurs Roys, ont esté par cy deuant creéz & establis vn grand Maistre enquesteur & general reformateur, les Lieutenans, Aduocat, Procureur, Greffier, Receueur, & autres Officiers en ses sieges de la table de marbre, tant à Paris qu'à Rouën : lesquels grand Maistre, & seldits Lieutenans & Officiers ont par cy deuant cogneu des forests, boys, eaux & riuieres des Prelats, Princes, communautez, Gentils-hommes, & autres noz suiets. Et ce tant par delegations que commissions que leur auons adressees, combien qu'à la conseruation desdits boys, forests & eaux, ayons interests, & que ce soit l'vne des choses plus requisite, necessaire & vtile, à la conseruation desquelles nous voulons entendre de tout nostre desir & pouuoir.

Pour ce est-il, que nous ces choses dessusdites considerées, & apres icelles auoir esté bien & deuement entendues tant par nous, les Princes de nostre sang, estans lez nous, que les gens de nostre priué conseil. Sçauoir faisons, que nous suyuant leur aduis, auons de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royal, par edict perpetuel & irreuocable, dit, & déclaré, statué & ordonné, disons, declarons, statuons, & ordonnons, voulons & nous plaist par ces presentes, pour la cōseruation desdits boys & forests de nosdits suiets, que tous les Prelats, Princes, nobles, communautez, & autres noz suiets ayans forests ou riuieres en nostredit Royaume, pourront d'oresnauant pour suyuir tous & chaciés leurs droictz, causes raisons & actions, tant en demandant qu'en defendant, conseruans leursdites riuieres & forests à lencontre des delinquans coupables & entrepreneurs sur iceux, & les pretenans droits tant sur les fonds d'iceux, que vsage, pasturage, pascage ou autre droict ou seruitude en iceux, & y faire garder les ordonnances par nous cy deuant faites sur le fait de nosdites eaux & forests, mesmement celles publiques en nostre cour de Parlement à Paris és années mil cinq cens seize, & dixhuit entierement, & sans icelles enfreindre : & ce par deuant le Maistre particulier de noz eaux & forests, ou par deuant le Maistre des eaux & forests des Prelats, Princes & Seigneurs, ayans tels Officiers chacun en sa iurisdiction & premiere instance. Et par appel & ressort par deuant ledit grand Maistre general reformateur desdites eaux & forests en sondit siege de la table de marbre du Palays à Paris : sinon qu'il fust question de closture generale, entiere reformation desdits boys & forests, ainsi qu'il est accoustumé faire pour les nostres, ou que le fonds fust en debat iusques à la concurrence de cinquante arpens ou au dessus : esquels cas nosdits Princes, Prelats & suiets se pourroyent adresser en premiere instance par deuant ledit grand Maistre reformateur en son siege de la table de marbre, pour le regard seulement de ce qui est au ressort de nostredite cour de Parlement à Paris.

2 Et pour mieux, plus amplement & diligemment administrer & donner iustice tant pour les forests de nostredit domaine que autres desdits Prelats, gens d'Eglise, Princes, nobles, communautez, qu'autres nosdits suiets ayans boys, forests, eaux & riuieres, & aussi pour faire garder nosdites ordonnances, nous auons de nostredite pleine puissance comme dessus, suyuant les lettres d'edict de creation des Conseillers és sieges ressortissans nuëment en nostre cour de Parlement, créé, erigé, ordonné & estably, creons, erigeons, ordonnons & establissons par ces presentes en ladite iurisdiction dudit grand Maistre audit siege, outre & par dessus iceluy grand Maistre desdits Lieutenans general & particulier iusques au nombre de six Conseillers pour assister & vider les iugemens & procez d'icelle iurisdiction, sans que noz Iuges Officiers ou autres puissent pretendre ne entreprendre aucune cour, iurisdiction ne cognoissance, pour raison & ainsi que dit est : laquelle leur auons des à present comme pour lors interdite & descendue, interdisons & defendons par ces presentes de noz certaine science, pleine puissance & autorité Royal, sauf en tout le ressort par appel par deuant les Presidens & Conseillers en la chambre de nostre domaine à Paris n'agueres par nous erigee : aux offices desquels Conseillers sera cy apres par nous pouueu de notables personnaiges tels que auiuerons.

3 Et lesquels Lieutenans general & particulier & Conseillers, Aduocat, & Procureur, Greffier & Receueur de ladite reformation de nosdites eaux & forests, voulons & nous plaist, qu'ils iouissent & vident de tels & semblables priuileges, franchises & libertez, que font & ont accoustumé faire noz Conseillers, Aduocat & Procureur de nostre Thresor à Paris : & outre auons assigné, créé, & ordonné, assignons, creons & ordonnons, à chacun desdits Lieutenans & Conseillers la somme de cent liures parisis par chacun an, lesquelles sommes voulons leur estre payees selon & ensuyuant l'assignation que leur en sera cy apres par nous faite à ceste fin.

Si donnons

XVIII.
Idem, 154

Des eaux & forests, Offic. d'icelles, droict de chasse, &c. 1074

Si donnons en mandement à noz amez & feaux Conseillers les gens de nostre cour de Parlement à Paris, & gens de noz Comtes & à tous noz autres iusticiers, &c. Donné à Fontainebleau au mois de Decembre, l'an de grace mille cinq cens quarante trois & de nostre regne le vingtnesme. Signé, FRANÇOIS. Et au dessus du repli, Par le Roy en son conseil.

DE L'AVBESPINE. Et au bas, Visa. Et scellé du grand seau en cire verde, pendant lacqs de soye.

Lecta, publicata, & registrata, audito procuratore generali Regis, Parisiis in Parlamento decimatercia mensis Martij, anno Domini millesimo quingentesimo quadragesimo quarto. LE BERRYER.

Edité sur la reformation des eaux & forests de Bretagne.

XIX.
11x, 1544.

FRANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & aduenir, Salut: Comme à cause de noz pays & Duché de Bretagne, membre inseparablement vny à nostre Couronne (la iouissance duquel nous auons puis n'aguer delaissee à nostre trescher & tresamé filz aîné, le Dauphin de Viennois) nous competent & appartiennent plusieurs belles & grandes forests, eaux & riuieres: pour la conseruation desquelles nous eussions des long temps crée & ordonné vn grand Maistre & general reformateur des eaux & forests audit pays de Bretagne: duquel, & à l'estat de nostre grand Veneur de nostre dit pays, nous auons de present pourueu nostre aimé & feal Conseiller, Chambrelan, & Gentil-homme ordinaire de nostre chambre, Loys de Perreau, Cheualier, Seigneur de Castillon Tresnier, & de Lespinay. Lequel au moyen de la grande distance des forests dudit pays de Bretagne, n'auroit peu & ne pourroit seul donner ordre aux maluerfations & degasts qui se pourroyent faire, & se font continuellement esdites forests, au moyen qu'il n'est aucunement soulage des officiers desdites eaux & forests, qui de long temps y ont esté ordonnez: lesquels sont incurieux & negligens d'auoir bien l'œil, à la garde & conseruation d'icelles, & au deuoir de leurs estats, dont ils ont tenu peu de compte, & s'en font tres-mal acquitez: de maniere que plusieurs grands degastz, depopulations, excès, abus, pilleriers, larcins desfrichis, arrachis, & entreprisede de bois y ont esté commis & se commettent esdites forests, bois buissons, garennes, eaux & riuieres, tant par lesdits Officiers desdites eaux & forests, qu'autres vlagiers & coustumiers, ainsi que nous auons veu tant par les procedures faites par ledit Seigneur de Castillon auquel nous auons puis nagueres commis la generale reformation desdites eaux & forests, qu'aussi par les doléances plaintes & remonstrances qui d'autres nous en ont esté faites à quoy soit tresrequis & necessaire prouoir. Sçauoir faisons que nous considerans de quelle importance est à nous & à noz suiets dudit pays la garde & conseruation desdites eaux & forests, dont ledit pays est en plusieurs endroits assez mal garni & pourueu & mesmement l'interest notable que en ce nous auons à cause de ladite vniõ desirans singulierement la conseruation d'icelles: & pour les reigler en la forme & maniere que celles de France, apres que les choses dessusdites ont esté leués & deliberees par plusieurs de noz principaux Officiers sur le fait des eaux & forests de France, en la presence dudit Seigneur de Castillon, & le tout veu à nostre priué Conseil, Auons par nostre ce present Edit perpetuel & irreuocable, supprimé, cassé & aboly, supprimons cassons & abolissons tous les Forestiers, Gardes, Soutgardes, Verdiers, Vendeurs Iuges & autres quelconques Officiers par cy deuant ordonnez audit pays sur le fait desdites eaux & forests, mis & instituez esdits estats, tant par noz predecesseurs, nous, que nostre trescher & tresamé filz le Dauphin: sauf toutesfois & reserué l'office dudit grand Maistre & General reformateur, & les Officiers de sa iurisdiction, & les Sergens, Forestiers Gardes, soutsgardes, & autres Officiers, si aucuns se trouuent estre infeofez ou hereditaux, qui auront à cause de leurs siefs & terres, charge ou garde de nosdites forests, lesquels nous voulons estre continuez en leurdites charges, iusques à ce que par nous ou lesdits Commissaires qui seront par nous ordonnez sur l'execution de ce present Edit, autrement en soit ordonné. Et pour y donner vn bon & nouuel ordre, auons audit pays crée, & erige, ordonné & establi, creés erigeons, ordonnons & establissons dix officiers de Maistres particuliers, aux gages de l.liures t. par an à la charge de resider sur les lieux ausquels ils seront ordonnez & sans y pouoir commettre Lieutenant chacun desquels aura en sa charge, qui luy sera limitee, cognoissance en premiere instance de tous abus, larcins, pilleries degasts, depopulations, crimes delicts, coupes de bois, prinfs de bestial esdites forests, maluerfations, & autres cas commis desdites eaux & forests, & toute autre iurisdiction & cognoissance que les maistres particuliers, Gruyers, Verdiers, & Gardes desdites eaux & forests de France ont accoustumé d'auoir. Avec vn office en chacune maistrise de nostre Procureur, sur le fait desdites eaux & forests aux gages de dix liures tournois pour chacun office de Procureur. Et outre, vn Greffier auquel le profit & emolument du Greffe appartiendra. Et tiendront lesdits Maistres particuliers leurs plaids & iurisdicions vne fois la semaine, es plus apparètes villes, bourgs & autres lieux garnis de prisons, & plus commodés pour lesdites forests ainsi que cy apres leur seront limitez & establis par ledit grand Maistre, & Commissaire, qui pour l'execution de ce present edit seront par nous ordonnez.

Et pour la garde & conseruation desdites forests, y aura en chacune desdites forests, certain nombre de Sergens, que nous auons pareillement creés & ordonnez, creons & ordonnons, lesquels seront limitez & reduicts par nostredit grand Maistre & General reformateur, & nosdits commissaires, à nombre certain, selon la grandeur & capacite de chacune desdites forests, chacun separement en sa garde, qui leur sera à chacun limitee & ordonnee, & ce aux gages chacun vingtcinq liures

tournois par chacun an. Et seront tenus assister & comparoir en personne, aux iours de plaids ordinaires desdits Maistres particuliers pour respondre des depopulations, larcins, & degasts commis en leurs gardes, & apporter les exploits & rapports par rolles de ceux qu'ils auront trouuez, eux ou leur bestial faisant degast desdites forests, auxquels ils auront donné adiournement & assignation à comparoir ausdits plaids, pour en voir adiuger les forsfaitures, confiscations ou amendes. Et seront lesdits Sergens responsables en leurs propres & prieuz noms, des degasts abus & entreprinse qui seront commis en leurs gardes particulieres, en cas qu'il s'en trouuast aucunes qui n'eussent par eux esté denoncées & rapportées par deuant lesdits Maistres particuliers.

Et pour entendre quel deuoir & diligence feront lesdits Sergens, de garder lesdites forests chacun en sa garde, & sçauoir si eux mesmes feront aucuns degasts, lesdits Maistres particuliers seront tenus eux mesmes en personnes, marcher & visiter vne fois pour le moins de quinzaine en quinzaine, lesdits bois & forests, buissons & garennes, appelez ausdites visitations lesdits Sergens chacun en sa garde, pour des negligences, fautes maluerfations & degasts qui s'y trouueront, rendre compte & raison, ou en respondre en leurs propres & prieuz noms, comme dit est.

Et les appellations interiettes des ordonnances, iugemens, sentences & procédures desdits maistres particuliers, ressortiront immediatement par deuant le grand Maistre & General reformateur des eaux & forests, ou son Lieutenant, en son siege, que nous luy auons establi & ordonné, establissont & ordonnons pour sadite iurisdiction, en la ville de Vennes, en laquelle le Parlement dudit pays a accoustumé de tenir sauf, à luy, establi d'autre ville & lieu pour sadite iurisdiction, ou de siege & Lieutenans particuliers selon que par cy apres) ouy le rapport dudit Grand Maistre, general reformateur, & desdits Commissaires) sera a diuise.

Et sera tenu ledit Grand Maistre general reformateur desdits eaux & forests, ou son dit Lieutenant general, en son absence, visiter par chacun an lesdites forests de Bretagne, & icelles reformer selon qu'il verra estre à faire. Ausquelles visitations & reformations, lesdits Maistres particuliers, chacun en sa charge, seront tenus de comparoir & assister avec ledit Grand Maistre & general reformateur: lequel (oultre la iurisdiction & ressort, par appel desdits Maistres particuliers) cognoistra en premiere instance de tous delits, degasts, abus & maluerfations qu'il trouuera esdites forests, en faisant lesdites visitatiōs & reformations. Et si cognoistra en premiere instance, des fautes, negligences & delits desdits Maistres particuliers desdites eaux & forests. Et les appellations de luy & de sadite iurisdiction ressortiront nuement en dernier & souverain ressort, en la cour de Parlement dudit pays.

Et afin que tous les Officiers soyent plus enclins à entendre à leurs charges & deuoir de leusdits estats sans aucunement laisser entreprendre sur nosdites forests, par crainte, faueur & conuenance, nous voulons, & leur ordonnons actuellement, & sans discontinuation resider sur le lieu de leusdits offices, & iceux exercer en personne: sans qu'il leurs soit loisible ne permis tenir avec leusdits offices aucuns estats, offices gages, pensions, ou biensfaits des Prelatz, Barons, Seigneurs, Colleges, communautés, & autres particuliers dudit pays ayans ou pretendans aucuns droits ou viages es forests dont ils seront Officiers sur peine d'amende arbitraire, & priuation de leusdits offices lesquels en cas de contrauention, nous auons desapresent declarez & declaron vacans & impetrables.

Et pource que souz vmbre des appellations que l'on pourroit interiecter dudit Grand Maistre les deniers des amendes, forsfaitures & confiscations qui nous seront adieuges, se pourroyent de pe, rir pour n'estre poursuuyies, ou pour la longueur des proces pendans, durant lesquels les condamnez pourroyent deuenir non solubles s'absenteroyent, destourneroyent leurs biens ou autrement nous frustreroyent de noz deniers acquis par lesdites sentences. Nous voulons & ordonnons les sentences de nostredit grand Maistre & General reformateur, qui contiendront condamnation enuers nous iusques à cinquante liures tournois & au desous, estre executoire, nonobstant l'appel, & sans preiudice d'iceluy, pourueu toutesfois qu'au rapport & iugement desdites sentences, iceluy general reformateur sera tenu appeler avec luy, & auoir l'aduis & conseil de quatre notables Conseillers ou Aduocats qui avec luy ou son Lieutenant, signeront le dicton desdites sentences, s'ils ont esté, ou la plus grande partie d'eux, d'aduis & opinion d'icelles. Pourueu toutesfois que si par nostredite cour de Parlement audit pays, est dit, mal iugé, bien appellé, nosdits Receueurs chacun en son endroit, seront tenus rendre ladite amende, en fournissant du dicton de l'arrest par lequel la sentence aura esté infirmee: suppose que les estats d'iceux nosdits Receueurs feussent pour l'annee chargée de ce que monte leur recepte. Et voulons les sommes esquelles ce monteront lesdites amendes, en rapportant par nosdits Receueurs les dictons d'arrests, avec quittance des condamnez, estre rabbatues de leusdites receptes, par noz amez & feaux les gens de noz comtes audit pays.

Voulons aussi & ordonnons les amendes & deniers procédans de la vente des bestes prinsees en degasts & biens forsfaitus ou confisquees, estre cueillis & leuez par les Receueurs ordinaires des lieux. Ausquels à ceste fin les roolles des condemnations seront baillies de trois mois en trois mois par le Greffier desdites iurisdiccions particulieres. Auquel nous ordonnons ainsi le faire, sur peine de respōdre en son propre & priué nom de la valeur d'icelles ausdits Receueurs qui seront tenus les leuer ou faire leuer & cueillir dedans l'an, autrement, & à faute de les auoir recueillis dedans ledit an, ou d'en auoir fait deuës & suffisantes diligences biē iustificées & rapportées en iustice, elles seront prinsees & recouuertes sur lesdits Receueurs en leurs propres & prieuz noms: & en seront tenus cōtables cōme de deniers

Des eaux & forests, Offic. d'icelles, droit de chasse, &c. 1076

deniers receuz, sauf à eux à les recouurer sur lesdits condânez, sans qu'iceux condamnez puissent prendre aucune prescription ou exēption de les payer, pour n'auoir esté leuez & cuillies dedans l'an & iour de la cōdemnation d'icelles, sous vmbre de quelque coustume & obſcurance qu'ils ayent par cy deuant eueſ au contraire. Laquelle, enſemble certaine couſtume, par laquelle lon pretend que ceux qui recouureront gages de iuſtice ſeront quitres en paiant amende de xii. ou xv. ſols. r. ou autre amende. Nous auons comme deſraiſonnable, abuſiue, contraire à droit & raiſon, & à l'oſbeiffance que doiuent bons & loyaux ſuiers abolie & aboliffons, & icelles mettons à neant. Voulons & ordonnons que ſi aucuns ſe trouuent ſi temeraires, & tant oubliiez, qu'ils hazardent, efforcent, ou ingerent de recourre des mains deſdits Sergens ou Foreſtiers aucun beſtial, biens ou meubles prins ſur eux pour raiſon des degaſts faits en noſdites eaux & forests, ou pour autre cas par execution ou autrement ſoyent punis corporellement comme deſloyaux rebelles & deſobeiffans à nous & à iuſtice comme infracteurs de noz ordonnances.

Et pour ce que nous auons eſté aduertis qu'il y a pluſieurs proces pieça encommencez par deuât aucuns Iuges & Officiers dudit pays pour raiſon de la reformation d'aucunes de noſdites forests à l'encontre de quelques vſagiers & particuliers qui ont commis delits entreprinſes & maluerſations en icelles tant en coupes de bois, prinſes de beſtial, qu'autrement: dont & d'autres proces concernant le fait deſdites forests enſemble des eaux & riuieres dudit pays, peſcheries, leſdits Iuges ont entreprinſs cognoiſſance, nous auons iceux proces avec toutes leurs circonſtances, appartenances & dependances, par deuant quelques Iuges, barres ou iuriſdictions qu'il ſoyent pendans euoquez & euoquons, à nous & à noſtre perſonne en l'eſtat qu'ils ſont. Et iceux auons renuoyez & renuoyons par deuant ledit grand Maiſtre & general reformateur ou ſon Lieutenant en ſadite iuriſdiction, pour en cognoiſtre, iuger, decider & determiner cōme de raiſon. Et d'iceux, enſemble de tous autres meuz & à mouuoit concernâs le fait deſdites eaux, riuieres, buiffons, garennas, & forests, auſdits Iuges ordinaires, & à tous autres, fors leſdits maiſtres particuliers, & grand Maiſtre & general reformateur, ou ſon Lieutenant en leur rang & degré, interdit defendu interdifoſs & defendoſs par ces preſentes, toute cour iuriſdiction & cognoiſſance à l'aduenir, ſur peine en cas de contrauention, outre la nullité deſdites procedures, d'amende arbitraire, de tous deſpens, dommages & interſts enuers les parties litigantes dont leſdits Iuges, ſeront reſponſables & iuſticiables par deuant ledit grand Maiſtre, general reformateur, ou ſon Lieutenant.

Et pour oſter les occaſions de gaſter, piller & deſrober noſdites forests: & auſſi que nous, & noſtre dit ſilz le Dauphin, Duc dudit pays, auons moyen à l'aduenir de nous aider deſdits bois, afin d'en ſuruenir par ventes & coupes ordinaires à pris competant & raiſonnable, au peuple pour ſes neceſſitez & affaires, tant à chauffer, edifier, qu'autrement. Auons ordonné & ordonnons qu'en chacune deſdites forests ſeront faites par chacun an par ledit grand Maiſtre en perſonne, & où il n'y pourroit vacquer par ſon Lieutenant general, ventes de certaine quantité de bois, & iuſques à la centième partie de chacune de noſdites forests, viſitation prealablement faite du lieu où chacune vente ſera assignee & meſure faite, le tout ainſi qu'il eſt accouſtumé faire, & que noz ordonnances faites ſur noſdites eaux & forests le portent. Et ſeront faites leſdites ventes par arpens, à tire, & aire, & non par arbres, ainſi que par cy deuant a eſté fait & abuſé: qui a eſté l'une des principales cauſes d'auoir ruiné & gaſté leſdites forests.

Et afin que ledit grand Maiſtre & General reformateur, & autres noz Officiers, que nous auons voulu aſſiſter aux generales reformations que nous auons voulu eſtre faites par chacun an audit pays, n'ayent occaſion d'eux excuſer d'y aſſiſter pour raiſon des fraiz, miſes & impenſes qu'il leur cōuiendroyent faire: auſquelles leurs gages ordinaires ne pourroient fournir, & qu'il eſt trefraiſonnable qu'ils en ſoyent ſalariez, afin que leſdites reformations ne ſoyent differrees, qui nous ſeroit, & auſdites forests vn domage irreparable. Auons de noſtre certaine ſcience & propre mouuement, audit grand Maiſtre & General reformateur, donné & donnōs plain pouuoir puiſſance & autorité de taxer moderelement & raiſonnablemēt, tant à ſon Lieutenant, Maiſtres particuliers, noſtre Procureur, Sergēs & Foreſtiers, & autres noz Officiers qui vaquerōt au fait deſdites eaux & forests ſoit auſdites reformations ventes de bois, peſcheries ou autremēt pour noſtre ſeruiſe eſdites eaux & forests, telle ſomme de deniers qui verra & cognoiſtra en ſa loyauté & conſcience, noſdits officiers auoir meritē pour leurs ſalaiz, iournees & vacations: & d'ordonner de tous les autres fraiz neceſſaires & qui vorra eſtre à faire tant pour le fait deſdites reformations, qu'autres effets procedant du fait deſdites eaux & forests. Voulons & nous plaift, que les ſommes de deniers à quoy ſe monteront leſdits ſalaiz, iournees & vacations, fraiz, miſes & impenſes, par luy ainſi taxez & ordonnez, ſoyent payez baillez, & deliurez auſdits Officiers & autres perſonnes, auſquels ils les auront taxez & ordonnez, par les Receueurs particuliers des lieux où l'on beſongnera au fait deſdites eaux & forests, des deniers de leurs receptes, ſans difficulté: & ce par les ordonnances & certifications d'iceluy grand Maiſtre, enqueſtreur & general reformateur: en rapportant leſquelles que nous auons deſapreſent, comme pour lors, validees & autorisees, validons & autorifoſs par ces preſentes ſignees de noſtre main comme ſi par nous auroient eſte faites) avec le cahier deſdits fraiz & miſes deuement certifié & ſigné & d'iceluy grand Maiſtre, les quittances des parties où elles eſcherront. Tout ce que payé, baillé & deliuré aura eſté ſoy pour les cauſes & raiſons que deſſus, par leſdits Receueurs & chacun d'eux reſpectiuelement endroit ſoy, ſera paſſé &

alloué en leurs comptes, par noz amez & feaux les gens des comtes, audit pays de Bretagne: aufquels nous mandons ainſi le faire. Et pareillement paſſer & allouer ce qu'il ſe trouuera auoir eſté par iceux Receueurs payé audit grand Maſtre, enqueſteur & general reformateur, ſemblablement pour ſes iournees & vacations au fait deſdites reſormations, ventes de bois & autres choſes dependantes du fait de ſa charge, à raiſon de neuſliures tour. par iour, que nous luy auons taxes & ordonnees, taxons & ordonnons par ceſdites preſentes: deſquels leſdits Receueurs rapportans les vidimus fait ſous ſeal Royal ou Ducal, ou deuément collationé par l'un de noz amez & feaux Notaires & Secretaires, avec les quittances d'iceluy grand Maſtre, & ſans ce que pour la l'ocation de toutes & chacunes les deſſdites ſingulieres parties, iceux Receueurs ſoyent tenus rapporter autres acquit ne mandement de nous ou de noſtre dit filz le Dauphin, Duc de Bretagne, n'autre choſe que ce que dit eſt: dont nous auons releuez & releuons de grace eſpecial, nonobſtant quelconques ordonnances tant anciennes que modernes par nous & noz predeceſſeurs faites ſur le fait, ordre & diſtribution de noz finances, aufquelles enſemble à la derogatoire y contenue, nous auons derogé & derogeons par ceſdites preſentes: par leſquelles nous auons clos & fermé noſdites foreſts, bois buiſſons & garennes à tous veneurs, chaſſeurs, ſoyent Gentils-hommes Prelats, où autres pretendans droit de chaſſes en noſdites foreſts, juſques à ce que leurs titres par nous veuz en noſtre conſeil priué, y ait par nous autrement eſté pourueu.

Et pour ce qu'és baux & fermes des peſcheries & autres droits de noz eſtangs, fleues & riuieres que les Receueurs ordinaires du domaine ont entrepris de bailler, nous auons entendu y auoir eſté, & eſtre commis pluſieurs abuz pour les intelligences d'entre les Fermiers & leſdits Receueurs. Voulons, ordonnons & nous plaift, que leſdits baux & fermes de noz eſtangs, eaux & riuieres tant grandes que petites, eſquelles nous auons peſcheries & autres droits, ſeront baillez par noſtre dit grãd Maſtre ou ſon Lieutenant, noz Procureurs & Receueurs ordinaires des lieux à ce preſens. Et que generalemēt en tout ce qui cōcerne leſdites eaux & riuieres noz ordonnances faites ſur leſdites eaux & riuieres publiques en noſtre Parlement à Paris, ſoyent entierement gardees & obſeruees. A quoy le dit grand Maſtre & general reformateur ou ſon Lieutenant en ſondit pays, tiendra la main & donnera ordre de les faire entretenir, garder & obſeruer inuiolablement enſemble les ſolemnitez requiſes par noſdites ordonnances aux couppes & ventes de bois, quãd ſe feront en noſdites foreſts, bois buiſſons & garennes ſans aucune choſe en obmettre.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux Conſeillers les gens des cour de Parlement, & chãbre des cōptes en Bretagne audit grand Maſtre, enqueſteur & general reformateur ou ſon Lieutenant, & à tous noz autres iuſticiers & officiers qu'il appartiẽdra, & chacun d'eux endroit ſoy, que noz preſens Edict, ſtatut & ordonnances, creation erection & contenu cy deſſus ils entretiennent, gardent & obſeruent, ſacent de point en point inuiolablement entretenir, garder & obſeruer, lire, publier & enregistrer: ceſſans & faiſans ceſſer tous troubles & empeſchemens au contraire: car tel eſt noſtre plaifir. Nonobſtant que deſſus, & quelconques autres Edits, ſtatutz, ordonnances, reſtrinctions, mandemens ou defences à ce contraires. Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à tousiours, nous auons fait mettre noſtre ſeal à ces preſentes, ſauf en autres choſes noſtre droit & l'autrui. Donnē à Paris au mois de Iuillet, l'an de grace mil cinq cens quarante quatre. Et de noſtre regne le trantième. Et ſeal ſur ſimple queue de cire ſaune. Ainſi ſigné FRANÇOIS Et ſur le reply Par le Roy en ſon Conſeil, DE L'AVBESPINE.

Leſta, publicata, & regiſtrata audit & requirente Procuratore generali Ducis, in Parlamenti curia, ſexta Septembris, Anno domini milleſimo quinquageſimo quadrageſimo quarto: Me preſente. Le Foreſtier. Et ſur le reply.

Commiſſion pour mettre à execution l'Edit precedent.

FRANÇOIS par la grace de Dieu, Roy de France, A noſtre amé & ſeal Loys de Perreau, Cheualier, Seigneur de Chaſtillo, Treſmar & de l'epinay, gentil-homme ordinaire de noſtre chambre, grand veneur grand Maſtre & general enqueſteur & reformateur des eaux & foreſts de noſtre pays & Duché de Bretagne, Salut: Comme pour la conſeruacion de noz foreſts, bois, buiſſons, garennes, eaux, eſtangs & riuieres de noſtre dit pays & Duché de Bretagne, eſquels ſe faiſoyent grands degaſts, abuz pilleries & entrepriſes, ſous ombre d'aucuns pretendus droits d'uſage à chauffer, baſtir, paſturer & paſcuer, vous en enſuyuant la commiſſion à vous & autres adreſſans, pour voir viſiter & reformer clorre & fermer noſdites foreſts, bois & buiſſons, vous fuſſiez transporté avec leſdits Officiers & Commiſſaires ſur les lieux: & veu & viſité leſdites foreſts, & d'icelles fait les cloſtures & ſaiſies ainſi qu'il vous eſtoit mandé. Mais depuis noſtre parlement, au preiudice deſdites ſaiſies & cloſtures aucuns deſdits Commiſſaires auroient indifferemment fait ouuertures de noſdites foreſts & baillé main leuee aux pretendans droit d'uſage: dont ſeroit aduenu que noſdites foreſts auroyēt eſté de plus en plus gaſtees & endommagees: & les delits, abus, pilleries, larcins, depopulations & degaſts demourez impunis, par faute coulpe & negligence d'aucuns noz Officiers deſdites eaux & foreſts. Leſquels la plus part ont fait les degaſts & entrepriſes. Pour laquelle cauſe, & afin de deduire l'eſtat deſdites foreſts au plus preſts de celles de France, ayons par noſtre Edit eſteint, ſupprimé & aboly tous & chacuns les officiers de noſdites eaux & foreſts: & de nouuel crée pour noz foreſts dudit pays de Bretagne, Maſtre particuliers, Procureurs Greffiers & Sergens, ſur ce: fait pluſieurs autres ordon-

nances.

Des eaux & forests, Offic. d'icelles, droict de chasse, &c. 1078

nances. Pour l'exécution duquel Edict, soit besoin commettre & deputer personnages, de la probité diligence & intégrité, desquels nous auons cognoissance.

P O U R C E est-il que nous, pour la cognoissance que nous auons de vostre personne, vous auons par nostredit Edict esleu pour l'exécution d'iceluy, vous mandons & commettons par ces presentes, que prins avec vous nostre amé & feal Conseiller en la iurisdiction des eaux & forests, à la table de marbre, de nostre Palais à Paris, Maistre Paul de Villemort, lequel nous vous auons ordonné & ordonnons pour vostre adioinct à la presente execution, vous transportez sur les lieux desdits bois, buissons, garennes, forests, eaux, & riuieres, lesquelles vous declarez de par nous closes & fermées à tous y pretendans droit d'usage iusques à ce que par nous leurs titres veuz en nostre conseil priué, & iceux communiquez à nostre Procureur general en iceluy, autrement en ait esté ordonné. Faisant (pour euitre les degasts qui se pourroyent faire de nosdites forests, s'il conuenoit que la publication de nostredit Edict, attendist la seance de nostredit Parlement) faire lectures & publications de nostredit Edict par les terres & iurisdicions principales de nostredit pays. Aux Greffes desquels vous laisserez extrait d'iceluy, avec acte de la publication qui en sera faite: à ce qu'aucuns n'en pretendent cause d'ignorance. Et selon iceluy commettez & établissez le nombre de Maistres particuliers, noz Procureurs & Greffiers par nous creez, & lieux & forests que vous trouuez estre les plus commodés: établissans pareillement en chacune desdites forests, tel nombre de Sergens que vous verrez qui deura suffire pour la garde & conservation d'icelles: leurs separez à chacun leurs gardes & charges par bornes & limites que vous leur assignerez, à ce qu'ils n'entreprennent l'un sur l'autre. A la charge que ceux qui ainsi serot par vous cōmis & retenuz esdites offices de Maistres particuliers, Procureurs Greffiers Sergens serot tenus sur peine de priuation desdites charges & offices, & autres telles peines que vous declarerez, prendre dedans six mois apres les prouisions qu'ils auront eues de vous, lettres de prouisions desdites offices, de nostre tres-cher & tres-amé filz ainsné le Dauphin Duc dudit pays. Faisans au surplus pour l'exécution reelle de nostredit Edict & entretenement d'iceluy, ce que vous verrez estre à faire & qu'en iceluy il est contenu & ordonné,

E T pource que nous auons esté aduertis qu'au preiudice des saisies & clostures faites desdits bois & forests, par nostredite ordonnance, aucune main leuee ont esté baillées par aucuns des Commissaires deputez à la reformatiō de nosdites forests, qui fut faite l'an mil cinq cens quarante deux, sans en auoir communiqué aux autres Commissaires, ne eū esgard à la qualité & capacité desdites forests: Nous neantmoins lesdites main leuees ainsi donnees, que nous auons reuoeues & reuoeuons voulons & ordonnons que lesdites saisies & clostures de nosdites forests, tiennent: & lesquelles voulons: de rechef estre par vous faites & publies à son de trompe & cry public, par tout où il appartiendra: & defences faites à tous y pretendans droits d'usages, de n'y prendre bois, soit pour chauffer ou edifier, & n'y mener leur bestial, n'aucunement vsager en icelles, sur peine de priuation de leurs droits, & d'amende arbitraire iusques à ce qu'ils ayent apporté par deuers nous les lettres, chartres & titres des droits qu'ils pretendent. Et neantmoins pour soulager à nostre pouuoir noz suiets voulons & ordonnons qu'ausdits pretendans droits d'usage esdits bois & forests, soyent prelates, villes, colleges, cōmunautés ou particuliers qui vous presenteront & monstreront leursdites lettres, chartres & titres: & qui vous informeront par lettres ou tesmoings suffisamment de leurs possessions & iouissances, vous puissiez donner main leuee & deliurances de leursdits droits, & leur faire ouuerture de nosdites forests par prouision, iusques à vn an seulement selon que vous verrez & cognoistrez estre à faire: avec telles modifications, restrictions & limitations que vous verrez bon estre: eu esgard à la qualité, grandeur & capacité desdites forests. Et à la charge d'apporter ou enuoyer dedans ledit temps d'un an, leurs lettres & titres de leurs droits, pour leur y estre pour l'aduénir & pour assurance perpetuelle d'iceux droits par nous pourueu ainsi qu'il appartiendra, autrement & par faute d'auoir apporté leursdites lettres & titres dedans ledit an, nous leurs declarons nosdites forests closes & fermées: sans ce que par vous voz Lieutenans, n'autres quelconques Iuges où Officiers y puisse aucunement estre touché, ne leur estre baillé deliurance ou main leuee sinon qu'ils fussent à ce par nous spécialement commis & deputez par lettres expresses. Toutesfois nous mandons que ceux qui vous monstreront confirmation, deliurance ou main leuee de leursdits droits & usages expediez en nostredit priué conseil, les titres veuz, & sur iceux ouy nostredit Procureur general ne soyent par vous empêchez à la iouissance de leursdits droits, n'en necessité de plus recourir à nous pour la confirmation de leursdits droits & iouissance d'iceux. Vous informant au surplus quelles coupes, & iusques à quelle quantité nous pourrions faire par chacun an esdites forests. Lesquelles (si besoin est) vous ferez mesurer & arpenter par mesureurs iurez, & gens à ce experts & cognoissans. Et les informations que de ce & autres choses dont vous verrez estre à informer, vous aurez faites, nous reuoeuez feablement closes, avec voz proces verbaux, sur l'exécution de nostredit Edit ausquels vous insererez bien au long les plaintes, doléances remonstrances qui par noz suiets tant en general qu'en particulier vous seront faites, pour le tout veu, y estre au surplus par nous pourueu, ainsi que nous verrons estre à faire pour le bien, profit & commodité de noz suiets.

E T d'abondant informez vous diligemment, secrettement & bien, qui sont ceux qui ont fait lesdites main leuees & qui ont donné les congé & permission de mener bestiaux esdites forests & d'y prendre bois & des entreprinse, excez, abus degasts depopulations, & autres maluerfactions faites

esdites forests, bois & buissons eaux & riuieres. Et outre contre les delinquans & coupables procédez par adiournemens personnels, prises decorps & autrement, à leur faire & parfaire leurs procez ordinairement où extraordinairement selon l'exigence des cas iusqu'à sentence diffinitive & de torture exclusiuelement. Nonobstant oppositions où appellations quelconques faites ou à faire, sans preiudice d'icelles : pour lesquelles ne voulons estre differé quant à la perfection desdits procez, clostures, saisies & defences. Esquelles oppositions ou appellations nous auons retenu & retenons à nous & à nostre conseil priué la cognoissance : & icelle interdite & defendue à tous autres. Et desdits procez ainsi par vous mis en estat de iuger vous nous en aduertirez, afin d'estre par nous pourueu au iugement d'iceux ainsi qu'il appartiendra. Et contraignant tous ceux qu'il appartiendra tant noz Officiers qu'autres en execution de cedites presentes, & de nostre Edict, vous obeyr par toutes voyes & manieres deües & raisonnables : donnant aux rebelles refusans & desobeissans adiournemens à comparoir personnellement à nostredit conseil priué, pour y estre ouy sur les rebellions, refus & desobeissances & estre sur ce contre eux procedé comme de raison.

DE ce faire vous donnons pouuoir puissance, auctorité, mandement, charge & commission special par ces presentes. Par lesquelles nous mandons à tous noz Huisiers & Sergens, faire toutes contraintes, assignations, defences expressément, & autres quelconques exploits à ce requis & necessaires : & qui par vous leur seront enioincts & ordonnez. Mandez aussi tous noz autres Iusticiers Officiers & tous autres suiets que à vous en ce faisant soit obey. Donné à saint Mor des fosses, le vnziesme iour de Iuillet, l'an de grace mil cinq cens quarante quatre. Et de nostre regne le trantieme. Ainsi signé, Par le Roy en son conseil. DE L'AVBESPINE. Et sceüe sur simple queue de cire iaune.

Mandement declaratif de l'edit precedent.

FRANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à nostre amé & feal Loys de Perreau, Chenaillier, Seigneur de Castillon, Tresmar, & de l'espinau, gentil-homme ordinaire de nostre chambre grand veneur grand Maistre & general reformateur des eaux & forests en nostre pays & Duché de Bretagne, Salut, Comme pour mettre & reduire en bonne nature noz bois, buissons, garennes, estangs, eaux & riuieres de nostre dit pays & Duché, esquels se faisoient grans degasts, abus & entreprises, tant souz couleurs d'aucuns eux disans ystructiers de portion desdites forests, bois, buissons, garennes, estangs, eaux & riuieres, par don & bienfait de nous ou de nostre tres-cher & tres-amé filz le Dauphin (auquel puis certain temps ença eussions par maniere de bienfait, & pour son entretènement delaisié la iouissance dudit Duché) que d'aucuns pretendans droit d'usage à chauffer, bastir, pasturer, & pacouer esdites forests, bois, & buissons : aussi pour reformer lesdits abus & entreprises, & donner ordre à la conseruation d'iceux, comme estant auioird'huy chose tresnecessaire & tresrequise, Eussions au mois de Iuillet, dernier passé, decerné lettres d'Edict, statut & ordonnance, ensemble autres noz lettres de commission à vous adressans, pour prins avec vous nostre amé & feal Conseiller sur le fait de la iustice de noz eaux & forests à la table de marbre de nostre Palais à Paris, Maistre Paul de Villemor, lequel eussions ordonné pour adioinct avec vous à l'execution de ladite reformation vous transporter sur les lieux & proceder à icelle reformatiō selon le contenu de nostredit Edict & de vostredite commission, à ce qu'eussiez fait, expedé quant à aucuns points contenus par vostre procez verbal fait deladite commission, pour lequel nous eussiez requis faire declaration de nostre vouloir & intention.

SAVOIR faisons, Que veu en nostredit priué conseil vostre dit proces verbal, Nous à ce que ladite reformation puisse estre paracheuee & obseruee pour le bien de la chose publique auons sur lesdits points dit déclaré & ordonné ce qui sensuit.

C'est asçauoir que les Seneschaux Allouez, Lieutenans & autres Iuges ordinaires dudit pays, ne se mesleront d'oresnauant du fait des eaux & forests, & n'auront & n'entreprendront aucune cour, iurisdiction ne cognoissance du fait d'icelles, soit en civil ou criminel, en quelque maniere que ce soit, souz les peines contenues en nostredit Edict, & lesquelles Cour, iurisdiction & cognoissance nous leur auons de rechef interdite & defendue, interdisons & defendons par ces presentes.

Et au regard de nostre forest du Gaure, dont mention est faite par vostre proces verbal. Nous voulons que les nouës estans en icelles, esquelles le bois ne peut recroistre, seront baillees à ferme : à la charge que les Fermiers n'autres n'y pourront mener aucun bestial pour y repaistre ou pasturer : ains seront tenus faucher l'herbe & l'emmenner. Aussi pareillement les estangs dudit Gaure baillez à ferme, au profit de nostredit filz Dauphin iouissant dudit Duché ou pescher en sa main, selon que par vous & le general de ses finances dudit pays, sera aduise, Semblablement les limitations & bornemens de ladite forest commencez à faire seront paracheuez par vous ou voz deputez, referé quant au costé qui est ioignant les terres de la seigneurie de Tresmar à vous appartenant. Pour lequel sera par nous ou nostre dit filz, expedé commissiō particuliere à tel Seneschal ou Iuge dudit pays de Bretagne que verrons estre à faire, afin de vaquer à y faire lesdites limitations & bornemens.

Et outre auons ordonné & ordonnons que les excluses de la riuere Dysaac en la parroisse de Feugreal dont aussi est faite mention par vostredit proces verbal, seront abbatues & defences faites de ne les refaire, ne plus empescher le cours de l'eau, ne la nauigation.

Et quant

Et quant à nostre forest de Toufou pres Nantes, tenuë par la Dame d'Auagour, avec la seigneurie dudit Toufou, nous voulons ladite forest estre resseëe par annees es lieux où le reiect ne profite point, & le grand estang estre delaisé à ladite Dame d'Auagour. Et entant que touche les frais qu'il conuiendra faire pour le fait de la reformation d'icelle forest, ladite Dame d'Auagour fera sommee de declarer si elle voudra faire lesdits frais, & payer les gages des Sergens d'icelle forest, & la moitié de ceux des Maistres particuliers, Procureur & Greffier des eaux & forests de Nantes & Toufou: & en ce faisant iourir du profit, reuenu & emolument qui viendra de ladite forest, & des amendes procedans de ladite reformation. Ou bien là où elle ne voudroit faire iceux frais, & payer lesdits gages, quitter & delaisier la iouissance d'icelle forest, à nostredit fils le Dauphin, qui la recompensera, d'autant que raisonnement elle pouuoit valoir auparavant qu'icelle, reformation fut commencee: & seront semblables formations faites aux autres vsufuictiers des forests dudit pays & declarer s'ils voudront payer lesdits frais & gages. Et là où ils ne le consentiroient & accorderoient, vous en ferez faite le recouurement sur eux, leurs Receueurs & Fermiers, par les contraintes accoustumées d'vsier pour le payement des gages ordinaires de noz Officiers. Ou bien là où ils seroient de ce faire refusans, demeureroient lesdites forests dont ils seront vsufuictiers en la main, possession, & iouissance de nostredit fils, selon & ainsi que dessus. Et contraindrez, ou ferez contraindre ses Receueurs ordinaires, auxquels appartiendra faire la recepte des reuenus, profits & emolmens d'icelles forests, au payement d'iceux gages & frais par les mesmes contraintes; que dessus: en sorte qu'à faute de ce, ladite reformation ne soit discontinuëe, ne que lesdits Officiers s'excusent de faire leur deuoir en leurs charges & offices. Et ne pourront lesdits vsufuictiers prendre à eux les ventes qui seront ordonnées des bois de haute fustaye, ne autres que celles qui estoient ordonnées lors des dons à eux faits des vsufuicties.

Item, que les landes de ladite forest de Toufou, seront par maniere de prouision delaisées aux vrais vsagers non ayans abusé, faisans apparoit de leurs vsages: & ce pour autant qu'il s'en trouuera estre en telle nature, qu'il n'y ait esperance de reiect pour l'aduenir. Et à la charge qu'ils seront tenus dedans le temps qu'il leur sera par vous prefix, clorre de fossez lesdites landes qui leur seror deliurees & marques par bornes, & iceux fossez entretenir.

Et quant à ceux qui pretendent portion desdites landes leur auoir esté baillées à rente: apres auoir veu les titres en nostre conseil, ou en celuy de nostredit fils, en sera ordonné ainsi que de raison. Et ce pendant, & iusques à ce que lesdits titres ayent esté veus, & qu'autrement en soit ordonné, leur faisons defences de baillir & construire maisons sur lesdites landes, ne y mener aucun bestail.

Item, quant aux hauts-bois qui se trouueront abbatus par malefacion ou autrement, le pris dudit bois sera d'oresnauant taxé à part, & viendra à nostredit fils, & non aux vsufuictiers: & le delict aussi taxé à part, lequel viendra au profit de ceux qui iouissent des bois. Et aux vrais vsagers, voulons estre baillé quelcque triage de la forest à part, le plus prochain d'eux & le moins dommageable pour nous, & le bien de nostredite forest, à la charge qu'ils ne pourront entrer au reste de la forest, ne y prendre aucun vsage. Et en ce faisant seront deschargez des rentes & deuoirs qu'ils font pour la rante portion de ce qu'il leur sera osté.

Et quant aux peschages pretendus en la riuier de Loire par les Runtiers de Loire, apres que leurs titres auront esté veus en nostredit conseil, ou en celuy de nostredit fils, en sera aussi ordonné, comme de raison. Et neantmoins qu'ils fussent fondez en titres, si est-ce que voulons estre pourueu aux abus, & à reduire leur droict de peschages à telle raison que la riuier ne puisse estre depopulee.

Et quant aux Retiers, voulons leur estre defendu l'vsage de rets & pescheries, sur peine du fouët pour la premiere fois, & pour la seconde, de bannissement & confiscation de biens: fors & excepté à ceux qui auront obtenu permission de ce faire, laquelle permission voulons leur estre baillie iudiciairement par le Maistre particulier de noz eaux & forests estably à Nantes: à la charge qu'ils ne pourront vsier de rets, s'ils ne sont de bonnes & suffisantes mailles, & selon les ordonnances: Sous peine du fouët, & d'estre priuez à iamais de pouuoir pescher en ladite riuier: & à la charge de payer chacun an par chacun d'eux à nostre recepte ordinaire dudit Nantes, la somme de dix sols t. & qu'icelles permissions soient enregistrees par le Greffier desdites eaux & forests dudit Nantes, pour seruir de cōterroie au Receueur de ladite recepte à la reddition de ses cōptes des deniers d'icelles permissions.

Et au regard des Excluses estans sur ladite riuier de Loire, d'Ardre, & sur celle de Goulaines, & autres ruisseaux entrans en ladite riuier de Loire, & es lieux qu'on appelle Douues & Ethiers, apres l'an passé, en defaut d'auoir fait apparoitre par les pretendans lesdites excluses de leurs titres, seront icelles abbattues, & defenses à eux faites d'y en remettre d'autres, & s'ils fournissent d'aucuns titres, iceux veus audit conseil de nous, ou de nostredit fils, en sera pareillement ordonné.

Et quant aux deux Sergens par vous establis pour la garde des riuieres de Loire, & autres eaux & ruisseaux entrans en ladite riuier. Nous auons l'establisement qu'en auez fait, pour agreable: & voulons confirmation leur en estre expediee par nostredit fils, aux droicts de la moitié des amendes qui prouientront des condempnations qui seront donnees contre ceux qui auront maluersé esdites eaux, & dont les rapports en auront esté faits par lesdits Sergens: & ce pour tous gages & droicts.

Voulons aussi que la chauffee Barbin, qui par cy deuant rehaussée a esté par les Euesques de Nantes, soit par vous reduite aux bornes anciennes:

Et quant aux forests de saint Aubin & Liffre tenuës par le seigneur de saint Andre, seront faites defences aux Officiers de ladite forest, de ne plus prendre, ne souffrir d'estre prins en icelles aucun bois pour la reparation des moulins de Rennes, sans expresse permission de nous expediee par lettres patentes, & souz nostre seel. Et sera baillé aux vsagers desdites forests, vn triage à part de bois moins dommageable pour ladite forests, à la charge de clorre ce qu'il leur sera deliuré, & d'entretenir la closture: & s'ils font aucunes rentes ou deuoirs leur seront moderez. Et parce que nous auons esté aduertis, que par la maluerfation d'aucuns vsufuictiers & vsagers de ladite forest, qui ont par cy deuantioy dudit vsufuict & vsage des bois de haute fustaye de ladite forest, qui souloient estre les plus beaux & plus hauts de tout ledit pays, ont esté coupez & abbatus, dont le reiect pourroit auceques bonne garde, estre facilement reduit en haute fustaye, lesquels toutesfoi on s'efforce couper, & en vser comme de taillis ordinaires. Nous à ce que ladite forest puisse estre reduite en haute fustaye pour le bien de la chose publique, voulons & ordonnons, que procedant par vous à ladite visitation & reformation de ladite forest, vous voyez & regardez bien & diligemment en quels lieux, triages & endroits d'icelle forest, les bois se pourroient reduire à haute fustaye, faisans defences aux vsufuictiers, leurs fermiers, Commis, ou deputez, de plus faire es lieux que vous trouuerez de la qualité dessusdite, aucunes coupes ne ventes, iusques à ce que ledits bois puissent estre reduits en haute fustaye, ainsi qu'il est contenu en nostredit Edict. Et quant aux taillis de ladite forest, que cognoistrez n'estre propres ne commodés à reduire à haute fustaye, limitez & diuisez les coupes d'iceux par annees, & par tel nombre & quantité pour chacune annee que verrez estre à faire: de sorte que d'an en an lesdites coupes se fassent egalemēt, en gardant & conseruant les saisons des coupes indites par noz ordonnances: sans souffrir ne permettre ausdits vsufuictiers faire plus grande coupe en vne annee qu'en l'autre, souz peine d'estre priuez de leur vsufuict, & de restituer le dommage qu'ils auront en ce fait.

Voulons aussi que les gages de dix liures tournois, par vous ordonnez à Gilles Picques Sergeant feodé de ladite forest (eu esgard par vous à la petite valeur des terres qu'il tient de nous, subiectes à la garde d'icelle forest) luy soient payez par le Receueur ordinaire de saint Aubin, ainsi que les gages des autres Sergens & Officiers de ladite forest.

Et quant aux amendes qui prouientront d'icelle forest de saint Aubin, & Liffre, voulons en estre fait ainsi que dessus est dit de la forest de Toulou.

Item, quant à la refectiō & reparation de l'estang de Biennois, sera sommé l'vsufuictier de le faire mettre en deuē reparation: & en ce faisant en prendra le profit, ou s'il ne veut faire les frais, luy sera déclaré que nostredit fils fera reparet ledit estang, & en prendra le profit: & en semblable des autres estangs d'icelle seigneurie qui sont en ruine & demolition.

Et quant à la seigneurie de Fougères, les terres vsurpees sur les forests & garennes d'icelle seigneurie, ensemble sur celle de la seigneurie de Bazoges, seront reduites au corps desdites forests & garennes reauement & de fait. Nonobstant oppositions ou appellations quelconques. Lesquelles garennes & terres vsurpees, voulons estre baillées à ferme pour tel temps que vous adiuiferez, iusques à ce qu'autrement y ait esté pourueu.

Item, les Forestiers feodes apporteront en nostredit conseil, ou en celuy de nostredit fils, dedans le temps pour ce par vous à eux prefix, leurs titres: pour iceux veuz estre ordonné s'ils seront tenus garder les forests en personne ou par sublliturs: Voulans neantmoins, que ce pendant l'inionction sur ce par vous à eux faite tienne par maniere de prouision, nonobstant comme dessus: & que defences soient faites à tous pretendus vsagers: de ne mettre aucun bestail esdites forests, iusques à ce que le bois soit en defenſe, & hors le danger de bestes: aussi que les arpentages soient paracheuez par tout icelles forests, suiuant nostredit Edict.

Item, & quant au moulin construit par le seigneur de Villebouchet, sur la riuiera qui passe par les estangs de Lugon, Voulons en defaut de fournir par luy dedans le temps à luy prefix, de bons & valables titres pour fonder son droit de pouuoir construire moulin sur ladite riuiera, ledit moulin estre abbattu reauement & de fait. Nonobstant oppositions ou appellations quelcōques: & defences luy estre faites de ne plus faire construire ne edifier autre moulin sur ladite riuiera.

Et quant aux Religieux de Bocquien & seigneur de Beaumanoir à cause de la terre de La more du parc, s'ils ne fournissent de leurs titres dedans le temps à eux prefix, voulons defences leur estre faites de plus couper ne prendre bois en ladite forest.

Item, & quant à nostre forest de Vvhelgouet, voulons, entendu qu'elle est plaine de fouteaux & haistres, qu'elle soit diuisee en cinquante coupes: Et qu'es forests de Chasteaulin, de Chasteau-neuf & Ladeleau, baillées par vous par maniere de prouision à garder au Maistre particulier desdites eaux & forests de Vvhelgouet, soit estably vn Maistre particulier pour la garde desdites forests, à cause qu'elles sont de grande estendue, & fort loingtaines & distātes de nostredite forest de Vvhelgouet.

Item, quant à nostre forest de Carnoue, voulons commandement estre fait aux riuierains d'icelle forest de la prendre en leur garde, mesmes à ce qu'aucuns larrecins ne s'y fassent de nuict: & iceux larrecins rapporter aux Sergens & Maistre particulier, Sous peine d'en reprendre en leurs propres & priuez noms. Aussi que lesdites forests soient bornees pour obuier aux entrepriſes.

Item, & quant aux gentils-hommes qui se trouueront auoir droit de chaffe en nosdites forests, voulons

voulons par vous apres qu'il vous sera deuëment apparu de leurs tiltres & possession, leur estre limité le nombre des bestes qu'ils pourront prendre ou chasser par chacun an, sans le pouuoit excéder, sans qu'ils soient receus à y faire chasser par leurs seruiteurs en leur absence, sous peine d'estre priuez desdits droicts de chasse.

Item, voulons en outre, que les ventes desdits bois soient faites à la mesure du pays: & que les Receueurs soient auctorisez à prendre le dixiesme denier des amendes & forfaitures, faisans par eux les deniers bons.

Item, le Lieutenant general, Procureur general, & Greffier general sur le fait desdites eaux & forests, seront, suuant nostre Edict, leur residence en nostre ville de Vennes: sous peine de priuation de leurs estats: lesquels nous declaronz vaccés & impetrables, si vn mois après la notification qui leur sera faite de nostre presente ordonnance ils sont trouuez residens hors ladite ville de Vennes.

Et pource que par nostredit Edict est cōtenu que les Greffiers des Maistres particuliers, se cōtenteront des profits de leurs Greffes: nous ayans esgard aux remonstresances qui nous en ont esté faites, auons à chacun desdits Greffiers ordonné & ordonnons par ces presentes, dix liures tournois de gages outre & par dessus les profits & emolumens desdits Greffes. Lesquels gages leur seront payez & bailliez par les Receueurs ordinaires des lieux, ainsi que les gages des autres Officiers de nosdites forests.

Et au surplus voulons, que puissiez cognoistre de toutes nouuelletez & entreprinſes, abus & maluerſatiōs commises, & à commettre sur toutes nosdites forests, riuieres, lacs & estāgs dudit pays & Duché de Bretagne, sans que noz Iuges ordinaires & presidiaux en puissent plus cognoistre, ainsi que dessus est dit.

Si voulons & vous mandons, que procedant par vous au paracheuement de l'execution de nostredit Edict, & de ladite reformation, vous ayez à faire publier, lire & enregistrer nostre presente declaration & ordonnance, par tous les sieges desdites eaux & forests: & icelle mettre ou faire mettre à deuë & entiere execution, & à ce faire souffrir & obeir, contraignez & faites contraindre tous ceux qu'il appartiendra. Et pour ce seront à contraindre par les voyes & manieres cy dessus declarées, & autres que vertez este à faire. Nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles, pour lesquelles ne voulons par vous estre différé. De ce faire vous auons donné & donnons pouuoir, auctorité, commission & mandement special: En mandant & commandant à tous noz Iusticiers, Officiers & subiets, qu'à vous, voz Commis & deputez, en ce faisant soit obey, prestent & donnent conseil, confort, ayde & prisons, si mestier est, & requis en sont. Donnée à Arques, le douzième iour d'Aoust, l'an de grace, mil cinq cens quarante cinq. Et de nostre regne le trente & vnième. Ainsi signé, Par le Roy en son conseil, DE LA CHESNAYE.

Qu'il n'est loisible de faire cendres és bois & forests du Royaume, ny mettre feu aux arbres d'icelles, pour les conuertir en cendres.

XXII.
Héty. 1547.



ENRY par la grace de Dieu Roy de France, au grand Maistre Enquesteur & general Reformateur des eaux & forests de France, ou ses Lieutenans és iurisdiccions de la table de marbre de Paris & Rouën, Maistres particuliers des eaux & forests, ou leurs Lieutenans, & à chacun d'eux, si comme à luy appartiendra, Salut. Pource que nous auons esté aduertis, qu'aucuns marchans de bois & autres, font de grans degasts és bois & forests de nostre Royaume, au moyen qu'ils font bruller & cōsumer les arbres desdits bois & forests, pour les reduire en cendres, en mettant souuent le feu au pied desdits arbres, le tronc ensemble: la souche desquels, qui en sa saison repeupleroit & ietteroit nouuel bois, est totalement amorty, & les arbres prochains touchez dudit feu, du tout perdus & fait mourir. Et pour le grand nombre effrené de tels marchans cendriers, sont les forests de nostre Royaume destruites & ruynées, mesmement és limites de nostre pays de Champagne, Thierasse & Picardie. Et par telle depopulation de bois, la plupart des forges des lieux, où sont sités lesdites forests, où l'on auoit accoustumé faire fer & affiner autres metaux, seruans grandement à la chose publique de nostre Royaume, sont par iceux cendriers rendus inutiles: chose de telle consequence, que si promptement n'y estoit remedié, seroit occasion d'en brieſruiner lesdits bois & forests, pour le grand nombre desdits cendriers, qui puis peu de temps se sont aduisez faire lesdites cendres esdits bois & forests.

Nous à ces causes vous mandons & trefexpressément enioignons, qu'incontinent vous faires, ou faires faire à son de trompe & cry public, par les iurisdiccions desdites forests, & sur les lieux d'icelles, inhibitions & defenses, sur peine d'amende, confiscation desdites cendres, & punition corporelle, à tous marchans, & autres de quelque estat ou condition qu'ils soient, qu'ils n'ayent par cy apres, à faire cendres esdites forests, & qu'ils n'ayent à mettre feu aux arbres desdits bois & forests, pour les conuertir en cendres: sinon qu'ils ayent lettres expressees de nous de congé & permission de ce faire. Vous informans neantmoins, & faisans informer des destruccions, ruines, pertes & domages, qui par tels moyēs sont aduenus esdits bois & forests de nostredit Royaume: & cōtre ceux qui ont fait & font lesdits degasts, pertes & domages, procédez, appellé nostre Procureur, à la reparation & restitution desdites pertes, degasts, & dommages, selon l'exigence des cas, & que vertez estre à faire par raison. Car ainsi nous plaist, voulōs & ordōnōs estre fait par ces presentes, que nous voulōs à ceste fin estre enregistrées en voz Greffes, & par tout ailleurs où il appartiendra, pour estre par vous &

YYY ij

chacun de vous obserues, gardees & entretenues, & fait garder, obseruer & entretenir. Nonobstant oppositions ou appellations quelconques: de sorte que n'ayons occasion de nous en prendre à vous. Donnée à Fontainebleau le neuuiesme iour de Novembre, l'an de grace mil cinq cens quarantesept, Et de nostre regne le premier. Signé, Par le Roy en son conseil, BOCHETEL.
Et sceelles en simple queue de cire iaune du grand scel.

Reiglement sur les eaux & forests, & creation de nouueaux Officiers.

EN R I par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & aduenir, Salut. Comme XXIII.
noz predecesseurs Rois ayent fait plusieurs ordonnances, tant sur le fait de noz eaux & Idem, 1594.
forests, que sur l'establissement & reiglement de noz Officiers d'icelles, à fin qu'elles fussent conseruees, & non depopulees: ce neantmoins ayans esté aduertis que chacun iour il s'y commet plusieurs abus & entreprises, tellement que s'il n'y est de brief pourueu, avec peu de tēps, elles sont pour estre totalement ruinees & gastees, au grand interest de nous & de la chose publique: pour ces causes desirans y pouruoir, comme à l'une des choses autant requise & necessaire que nulle autre, pour le bien de nous & de nostredite chose publique, auōs par l'aduis des Princes de nostre sang, & autres nobles personnaiges de nostre conseil priuē, & pour autres bonnes considerations à ce nous mouuans, dit statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons ce qui s'ensuit.

ET premierement, que tous les Officiers des grand Maistre & general reformateur, Maistre, & enquesteur: Gruyers, Verdiers, Maistres des gardes, Maistres Sergens, Gruyers, Forestiers, Capitaines, Concierges, leurs Lieutenans, tant generaux que particuliers, Conseillers, noz Procureurs, Greffiers, Arpenteurs & Mesureurs, Archers Sergens, gardes & autres quelconques, de nosdites eaux & forests, en noz Royaums, pays, terres & seigneuries de nostre obeissance, soyent par nous ou noz successeurs creez & erigez en titre d'offices formez, & la prouision d'iceux quand vacation y escherra par mort, resignation ou forfaiture, estre en la pleine disposition de nous & de nosdits successeurs, & non d'autres: sans qu'aucuns autres, de quelque estat, qualité ou condition qu'ils soyent, y ayent peu & puissent pouruoir pour l'aduenir. Et si aucuns dons prouisions, substitutions ou commissions en auoyent esté ci deuant faites par aucuns des Juges de nosdites eaux & forests, ou autres noz Officiers en icelles, nous les auons par ces presentes reuoquees, cassees & annulees & supprimees, reuouquons, cassons & annullons, & supprimons, & icelles declaronz nulles & de nul effect, & auons interdit & defendu à tous ceux qui les auroyent obtenūes & obtiendroyent, de non eux en aider: & aux gens de noz cours de Parlement, & de noz comtes, cours de nous aides, Thresoriers de France, & gens de noz finances & à tous noz autres iusticiers, officiers & suiets, d'y obtemperer n'y adiouster aucune foy: declarant de la present comme pour lors tout ce qui en auroit esté & seroit par contraire, nul & de nul effect, & en cas de contrauention voulons les contreuenans estre condamnez en tous dommages & interests des parties interessees, & en grosses peines, multes & amendes arbitraires à nous à appliquer.

PO U R C E que sommes deuēment aduertis qu'il n'y a aucuns sieges de la table de marbre pour ledit grand Maistre & general reformateur de nosdites eaux & forests, ne Lieutenant, Conseillers & autres Officiers, suffisans pour y exercer la iurisdiction, visiter & reformer nosdites eaux & forests, & Officiers d'icelles es ressorts de noz cours de Parlemēt de Tholose, Bourdeaux, Dijon, Prouēce, Dauphiné, & Bretagne, cōme il a souz le ressort de nostre cour de Parlement de Paris, à quoy nous auons trouuē estre tres-requis & necessaire pouruoir. A ces causes pour la conseruation de nosdites eaux & forests, soulagement de nosdits suiets & autres bonnes considerations à ce nous mouuans, auons par l'aduis que dessus crée, & erigē & establi, creons erigeons & establissons, en chacun des palais de nosdites cours de Tholose, Bourdeaux, Dijon, Prouence, Dauphiné & Bretagne, vn siege dudit grād Maistre & general reformateur de nosdites eaux & forests, & en chacun d'iceux vn Lieutenant d'icelles, avec quatre Conseillers vn Aduocat, & vn Procureur pour nous: lesquels Officiers seront de robbe longue, graduez & qualifiez. En outre, vn Greffier vn receueur des exploits & amendes qui se adiugeront esdits sieges, & quatre Huissiers. Et au siege de nostredit grand Maistre & general reformateur de nosdites eaux & forests establi à la table de marbre de nostre palais à Rouē, quatre Conseillers & quatre Huissiers outre le Lieutenāt & autres Officiers qui y sont ia establis, pour, *inslar* des Lieutenās & Conseillers d'iceluy, grand Maistre & autres Officiers, establis pour le fait de nosdites eaux & forests, au siege de la table de marbre de nostre palais audit Paris, par chacun des dessusdits Lieutenās, Cōseillers, noz Aduocats, Procureurs Greffiers & Huissiers, chacun en son regard, ressort & limite, visiter & reformer nosdites eaux & forests, cognoistre & iuger des appellatiōs interiettes, & qui se interietteront des appointēmēs, ordonnances sentēces & iugēmēs des Maistres particuliers de nosdites eaux & forests, & de leurs Lieutenās. Et generalemēt, faire poursuyuir, cognoistre, iuger, diffinir, decider, proceder, exploiter, iouyr & vser de tels & semblables pouuoirs, autoritez prerogatiues, preeminēces, priuileges, frāchises, libertez droitz, profits, reuenus & emolumēs, & y garder & faire garder les ordōnances faites, tāt par nosdits predecesseurs Rois, que nō, sur le fait de nosdites eaux & forests, tout ainsi que font & peuēt faire lesdits grād Maistre & lesdits Lieutenans, Cōseillers, noz Aduocat & Procureur, Greffier & Huissier audit siege de la table de marbre audit Paris, sans toutesfoi deroguer aux droitz, autoritez & preeminēces du Lieutenāt general dudit grād maistre & general reformateur des eaux & forests en nostredit Royaume, qui a sa residence en nostre ville de Paris,

exerçant

exerçant la iurisdiction de nosdites eaux & forests audit siege de la table de marbre de nostredit Palays à Paris, & lequel Lieutenant general pourra aller par tous lefdits Parlemens denostredit Royaume, voir, visiter, reformer en l'absence dudit grand Maistre des eaux & forests y estés, & ainsi qu'il verra estre à faire, & que besoin en sera, & tenir le siege en faisant lefdites visitations tant seulement, ainsi que font les Maistres des requestes es Bailliages & Seneschaucees de nostre Royaume: voulans qu'il ait l'authorité & preeminence es sieges de ladite table de marbre desdits Parlemens, luy y estant, telle qu'y auoit ou pourroit auoir ledit grand Maistre, s'il y estoit en personne. Sans toutesfoies prendre par luy esdits sieges aucun profit ny emolument: lesquels emoluments procedans de l'exercice de la iustice & autres appartenans ausdits Lieutenans & Officiers instituez audit Parlement, leur demeureront entierement, sans que ledit Lieutenant general dudit grand Maistre y participe aucunement, ny en autres droits, fors & excepté ladite preeminence.

3 AVONS ordonné & ordonnons ausdits Lieutenans, Conseillers & autres Officiers, les gages qui s'ensuyuent: à sçavoir ausdits Lieutenans, & à chacun la somme de deux cens cinquante liures tournois, compris le Lieutenant dudit grand Maistre, establi en son siege de la table de marbre de nostre Palays à Rouën, & à chacun desdits Conseillers, la somme de six vingts liures tournois de gages par chacun an. Et au regard du Lieutenant general dudit grand Maistre, nous luy auons accreü & assigné encorres deux cens cinquante liures tournois outre six vingts cinq liures tournois que d'ancienneté luy auoyent esté assignez, & ce pour luy parfaire la somme de trois cens soixante & quinze liures tournois des gages ordinaires. A nosdits Aduocats & Procureurs tant ausdits sieges de Tholoz, Bourdeaux, Dijon, Dauphiné, Prouence & Bretagne, qu'es sieges dudit grand Maistre establis es tables de matbre de nosdits Palays à Paris & Rouën, chacun aux gages de pareille somme de six vingts liures tournois, sans y comprendre nostre Aduocat audit siege de la table de marbre à Paris, auquel nous auons delaissé & delaissions ses gages & droits accoustumez. Ausdits Greffiers aussi de tous les dessusdits sieges, chacun aux gages de cinquante liures tournois pour chacun an. Ausdits Receueurs desdites amendes chacun deux cens liures tournois de gages, qu'ils prendront par leurs mains sur les deniers de leurs receptes, & quant ausdits Huissiers, n'auront aucuns gages, mais auront pouuoir, & les autoritions de mettre à execution toutes ordonnances, sentences, iugemens & commissiions, tant de nosdites eaux & forests que de tous autres Iuges, & d'exploiter & rapporter par deuant eux, & ce en chacun de leurs ressorts ainsi que font les autres Huissiers Sergens dudit siege de ladite table de marbre de nostredit Palays à Paris.

4 POVRCE que les Maistres de nosdites eaux & forests ou aucuns d'eux ont souz leurs charges plusieurs grans forests, qui s'estendent en diuers Bailliages, Seneschaucees, ressorts & iurisdicions, & qu'il seroit difficile que chacun peüst faire les visitations qu'ils sont tenus de faire par noz ordonnances, ne eux acquiter du deuoir de leursdites charges, & qu'il y est expedient y pouruoir pour la conseruation d'icelles nosdites eaux & forests, auons pour le mesme aduis que dessus, creé & erigé, creons & erigeons en chef & tiltre d'office formé vn Maistre particulier de nosdites eaux & forests, tant en nostre Preuosté & Vicomté de Paris, qu'en chacun des Bailliages, Seneschaucees & iugeries de nostredit Royaume, pays, terres & Seigneuries de nostre obeissance, estans es ressorts de nosdites cours de Parlement desdits Paris, Tholoz, Bourdeaux, Rouën, Dijon, Grenoble, & Aix. Et pour le ressort de nostre court de Parlement de Bretagne, en chacun Euesché & diocèse d'iceluy pays, avec vn Lieutenant en chacun d'iceux, vn Aduocat, & vn Procureur pour nous de tobbelongue, & qualifiez, & vn Greffier: (si ia toutesfoies n'y a esté par nous pourueu, ou en chacun d'iceux) lesquels offices lefdits Maistres de nosdites eaux & forests, ou leurs Lieutenans, exerceront chacun en leurs limites & ressorts, avec telle cognoissance de iurisdiction & pouuoir, qu'ot accoustumé auoir les autres Maistres & Lieutenans anciennement poutueus, & que leur est attribué par noz ordonnances, tant anciennnes que modernes sur ce faites. Iouyront aussi ensemble lefdits Procureurs & Greffiers desdits estats & offices, à tels honneurs, autoritez, pretogatiues, preeminences, priuileges, franchises, libertez, que font & ont accoustumé faire les autres anciens Officiers en semblable estat & qualité: & aux gages, c'est à sçavoir pour chacun desdits Maistres par nous nouuellement creés trois cens liures tournois, pour chacun desdits Lieutenans cent liures tournois, pour chacun desdits Procureurs cinquante liures tournois, & pour chacun desdits Greffiers vingtcinq liures tournois outre l'emolument de leurs grefes: sans toutesfoies qu'aucuns desdits Maistres ainsi par nous nouuellement creez que dit est, leurdits Lieutenans, Procureurs & Greffiers, puissent prendre ne pretendre auoir aucun droit de chauffage.

5 D'AVANT qu'il pourroit estre qu'il y auroit ia institution d'aucuns Maistres & autres Officiers de nosdites forests, selon les destroits de nosdits Bailliages, Seneschaucees ou Iugeries, lesquels à cause de leurs estats & offices ont pieça gages ordonnez, qui ne reuiennent precisément, à sçavoir ceux desdits Maistres, à la somme de trois cens liures, ceux desdits Lieutenans cent liures, Procureur cinquante liures, & Greffier vingtcinq liures, ains sont moindres ou plus grans. Nous à ces causes auons dit, statué & ordonné, statuons & ordonnons, que ceux desdits Maistres & autres Officiers qui ont plus grans gages que ceux que nous auons cy dessus ordonnez, demeureront & seront entretenus en leursdits gages & droits accoustumez: & quant à ceux qui n'en auroyent aucuns, ou les auoyent moindres, qu'ils prendront de nouveau leurs gages à raison desdits sommes, ou bié ce qui leur sera necessaire, & leur defaudra pour les leur parfourrir. Et pour ce faire seront tenus respectiement préde-

de nous nouuelle prouision dedans deux mois apres la publication de cefdites presentes, sans laquelle prouision nous leur auons interdit & defendu, interdifons & defendons l'exercice & administration de leurs offices avec la perception de leurfdits gages, que nous auons pareillement prohibé & defendu, prohibons & defendons à noz Receueurs ordinaires de ne leur en faire aucun payement, & à noz gens des comptes de ne les allouer.

6 Voulons & entendons que chacun de nosdits Officiers, tant Maistres qu'autres, demeurent & facent leur residence en la principale ville de la Preuosté, Bailliage, Seneschaucee, Iugerie & diocese dont ils seront par nous pourueus.

7 Voulons & entendons que les Maistres anciens de nosdites eaux & forests, & leurs successeurs ayent tels gages & droits de chauffage qu'ils ont accoustumé auoir : & si en aucuns desdits Bailliages se trouuoit que pour la conseruation de nosdites eaux & forests y eust vn seul Maistre desdites eaux & forests plusieurs & diuers sieges, esquels y auoit Lieutenant, Procureur & Greffier par nous pourueus, nous n'entendons iceux supprimer, ains qu'ils demeurent iouyssans de leurfdits estats, come ils font & ont accoustumé faire par cy deuant. Et esquels sieges particuliers ledit Maistre establi au ressort du Bailliage, Seneschaucee, Iugerie ou diocese esquels ledits sieges particuliers seront enclauz, pourra exercer son estat de Maistre, & la Iustice de nosdites eaux & forests, quand bon luy semblera, & ioury au surplus de toutes les droits dont ledits Maistres ont accoustumé de ioury es sieges particuliers de l'estenduë de leur maistrise, esquelles y a Lieutenant : voulons au si & entendons que ceux qui font ia pour nous pourueus desdits offices de Maistre de nosdites eaux & forests, & qui ont accoustumé les tenir & exercer en diuers Bailliages, Seneschaucees, & dioceses, qu'ils ne les puissent plus tenir & exercer, sinon en telle ville desdites Preuostez, Bailliages, Seneschaucees, Iugeries ou dioceses de leurdit ressort qu'ils auiueront, dont ils pourront faire choix & election ainsi que bon leur semblera pour leur residence, & dont ils demeureront particulierement pourueus, sans que de la en auant ils se puissent plus immiscer ne entremettre d'exercer leurfdits estats es autres Bailliages & lieux qui souloyent estre de l'estenduë de leurs charges.

8 Et là où il y auoit aucuns desdits Maistres particuliers, leurs Lieutenans ou autres noz Officiers desdites eaux & forests, qui pour la commodité de leurs anciennes demeures ne voudroyent resider es villes capitales de nosdits Bailliages, Seneschaucees, Iugeries, ou dioceses, esquelles nous auons establi & etablissions les sieges desdites maistrises & Iustice de nosdites eaux & forests, ou qu'ils fussent delayans ou refusans de prendre les gages ou creuë d'iceux que par le present edict nous leur attribuons, ensemble les lettres de nouuelle prouision à eux pour ce necessaires. En ce cas nous auons déclaré & declaronz que noz vouloir & intention sont qu'il sera par nous pourueu ausdits estats de gens capables, idoines & suffisans en leurs lieux, pour iceux tenir & exercer, sauf toutesfoies à nous de les rembourser ou faire rembourser des sommes qu'ils monstrentont & verifientont deuëment auoir respectiuelement payees pour la prouision de leurfdits estats.

9 Lesdits Maistres & Lieutenans ainsi par nous nouuellement creez que dit est, & qui seront par cy apres par nous pourueus aduenant la vacation desdits offices, seront receus par ledit grand Maistre ou son Lieutenant aux tables de marbre en chacun ressort desdits Parlemens, & les autres Officiers seront receus par lesdits Maistres particuliers ou leurs Lieutenans respectiuelement chacun en leur ressort.

10 Auons ordonné & ordonnons que les appointemens, sentences & iugemens qui seront dōnez par lesdits Maistres de nosdites eaux & forests ou leurfdits Lieutenans, non excedant dix liures tournois de rente ou reuenu, & cent liures tournois pour vne fois, soyent par maniere de prouision, executees nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles pour lesquelles ne voulons estre differé : pourueu toutesfoies que lesdites sentences ayent esté & soyent confirmées par ledit grand Maistre & general reformateur ou ses Lieutenans esdites tables de marbre chacun en son ressort : & si entendons que l'execution des despens des instances pour ce intentees, soyent differées iusques en diffinitive.

11 Aussi pour les mesmes causes voulons & ordonnons qu'en procedant par ledit grand Maistre, sesdits Lieutenans & Conseillers, aux informations, reformations instructions, & iugemens de tous les procez qu'ils feront, passent outre par maniere de prouision, nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans preiudice d'icelles pour lesquelles ne voulons estre differé, pourueu toutesfoies que les cas soyent reparables. Et semblablement que les sentences & iugemens qui n'excederont lesdites sommes de dix liures tournois de rente ou reuenu, & de cent liures pour vne fois, soyent executees aussi par maniere de prouision, nonobstant oppositions ou appellations quelcōques, & sans preiudice d'icelles, l'execution des despens desdites instances neantmoins differée & reservee en diffinitive, & à la charge que aux iugemens d'iceux procez seront iusques au nombre de sept signeront les dictons desdits iugemens, & où ils ne seroyent ledit nombre de Lieutenans & Conseillers, pourront appeler autres noz Cōseillers ou Officiers de iudicature ou Aduocats pour accōplir iceluy nombre.

12 Pource qu'au moyen de la longueur de iustice plusieurs des delits commis au fait de nosdites forests demeurent impunis, à cause des appellations interiettees par les delinquans & complices : nous pour à ce obuier voulons & ordonnons que toutes les sentences dōnees par les Maistres particuliers ou leurs Lieutenans de nosdits Bailliages, Seneschaucees, iugeries & dioceses, soyent executees ius-

ques

ques à la somme de dix liures pour vne fois : nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles : pour lesquelles ne voulons estre differé.

13 Voulons & ordonnons pareillement qu'en procedant par ledit grand Maistre, ledits Lieutenans & Conseillers au fait des reformations, tenans leurs sieges qu'ils puissent au nombre de trois (soient nosdits Lieutenans, Conseillers ou Aduocats trouuez sur les lieux) iuger, executer ou faire executer leurs iugemens non excédans la somme de quarante liures pour vne fois payer, avec la condemnatiō entiere des despens non excédans pareille somme de quarante liures aussi par maniere de prouision, nonobstant comme dessus.

14 Voulons & ordonnons que les Gruyers, Verdiers, Maistres des Gardes, Maistres Sergens, Forestiers & leurs Lieutenans ne cognoissent sinon des causes & matieres, iusques à telle somme qui leur est limitée & attribuee par les ordonnances faites par le feu Roy nostre treshonoré Seigneur & pere (que Dieu absolve) pour le fait de nosdites eaux & forests, es années cinq cens seize, & dixhuit : & les appellations qui interuiendront de leursdites sentences voulons estre releues & ressortir par deuant lesdits Maistres particuliers ou leursdits Lieutenans, selon que de tout temps & d'ancienneté il est accoustumé & ordonné faire par les ordonnances.

15 Pource que plusieurs ignorans ne scachans lire, escrire, ne l'art & pratique de geometrie, d'arithmetique, d'arpenter, mesurer, borner & faire autres choses requises à l'estat d'arpenteur & mesureur, qui sans pouuoir & prouision de nous, ny auoir esté experimentez esdits arts, se sont entrepris & entremettent ordinairement d'arpenter, mesurer & borner bois terres, eaux & forests, asséoir bornes, faire partages & diuisions, à diuerses mesures, rapports & autres choses, dont plusieurs faulxtez, abus procez & differens & autres inconueniens sont aduenus & aduenient, au grand preiudice & interest de nous & de nostredite chose publique. Pour ausquelles choses obuier & reparer, & voulans pouruoir ausdits estats, comme chose tresrequise pour la consequence, & que lesdits arpenteurs sont luges referendaires, & creus de leurs rapports. Auons par cesdites presentes crée, erigé, ordonné & establi, creons, ordonnons erigeons & establissons en chef & tiltre d'office formé, outre & souz nostre grand arpenteur ordinaire en chacun Bailliage, Seneschaucee & anciens ressorts d'iceux, de nostredit Royaume, pays terres & Seigneuries, six arpenteurs, six mesureurs de terre, boys eaux & forests, cōprenant les arpenteurs qui y ont esté ia par nous pourueus. Ausquels offices seront preferez ceux qui y ont esté experimentez & commis par nostredit grād arpenteur, lesquels arpenteurs chacun en leursdits Bailliages, Seneschaucees & ressorts priuatiuement à tous autres, mesureront & arpenteront tous boys, buissons, forests, garennes, terres, eaux, isles, communes, prez, ventes, afferont bornes, feront partages, diuisions & rapports de toutes les choses susdites & autres circonstances & dependāces d'icelles, soit qu'elles soyent de nostre domaine & à nous appartenans, ou aux Princes, Prelats, gēs d'Eglise, communautez, Seigneurs & autres noz suiectionnaires de nostredit Royaume, pays, terres & Seigneuries. Et generallyment feront tout ainsi que peuuent faire nostredit grand arpenteur & autres par nous establis en aucuns lieux d'iceluy nostre Royaume, & sans aucunement preiudicier ausdits Princes, Prelats, Seigneurs & hauts Iusticiers, ayans pouuoir de faire & creer arpenteurs en leursdites terres & hautes iustices. Ausquels arpenteurs ainsi par nous creez, nous auons ordonné & ordonnons par cesdites presentes pour tous droits & taxations, à sçauoir vingt sols tournois pour chacune iournee qu'ils vaqueront, soit pour nous ou pour autres parties, quinze deniers tournois pour chacun roolle de leurs procez verbaux & rapports, sans le salaire & vacation de leurs aides, que nous auons taxe & taxons à chacun d'iceux cinq sols tournois pour chacune iournee. Voulons qu'iceux arpenteurs iouissent & vident des priuileges franchises & libertez que d'ancienneté ont esté par noz predecesseurs donnez & octroyez, & qui sont enregistrez es registres de nostre Chastelet de Paris.

16 Pource que lesdits Maistres, Gruyers, Verdiers & leurs Lieutenans ont contre les ordonnances commis & commettent Gardes, Sergens extraordinaires & trauersiers : auons comme chose necessaire au lieu d'iceux créé, erigé, ordonné & establi, creons, erigeons, ordonnons, & establissons en chef & tiltre d'offices formez, & outre ceux qui sont ia pourueus, encores neuf Sergens dangereux en nostre ville, Preuosté & Vicomté de Paris, en laquelle ville de Paris quatre d'iceux y seront leur continuele residence, avec les deux qui y sont ia residens, & vn residant en la ville de Laygni, & vn en chacune de noz villes de Mōt-heri, Poissy, Corbueil, & vn en nostre Chastellenie de Tournan, pour la garde de nostre boys de Frāqueux, riuieres & noz droits d'icelle Chastellenie, & vn autre que nous creōs semblablement en nostre ville & Chastellenie de Brie-comte-roberr, pour la conseruation de nosdites eaux & forests : & resideront chacun desdits Sergens sur les lieux qui leur seront establis, pour leur charge, sans qu'ils puissent faire exploits hors leur limites, ne eux distraire de leurs demeurances, & courir les vns sur les autres, ne commettre sur eux aucunes personnes, sur peine de priuation de leurs estats pour par chacun desdits Sergens dangereux qui y ont esté & seront par nous creez & pourueus esdits offices en chacune de leurs charges & destroits, seruir aux sieges desdits Maistres particuliers, Maistres Gruyers, Verdiers, Maistres Sergens, Capitaines forestiers, ou de leurs Lieutenans, faire rapports & exploits de tout ce qu'ils trouueront auoir esté fait contre noz edicts & ordonnances auoir l'œil & regard sur tous les fleuues, tant grans que petits, riuieres, isles, estangs, gors, Iai-beaux, moulins, pelchéties, escluses, atterrissemens, marais & alluions, comme ils ont accoustumé faire d'ancienneté.

17 Parce que plusieurs grandes maluersations se commettent iournellement dedans noz forests, au

moyen que les amendes esquelles sont condemnez les maluerfations & delinquans en icelles se donnent à ferme, avec lesquels fermiers iceux delinquans composent facilement, & aussi qu'en nostre pays de Normandie les Sergens de noz forests sont contrains à cueillir lesdites amendes par noz Vicomtes & Receueurs. Au moyen de quoy pendant qu'ils vaquent à leuer icelles dites amendes, leurs gardes & destroits de Sergenterie sont pilliez, & plusieurs maluerfations en icelles commises. A ceste cause, pour obuier à tels abus, delits & maluerfations qui se commettent & pourroyent commettre en nosdites eaux & forests, auons creé & erigé, creons & erigeons en chacune Vicomté & recepte de nostredit Royaume, vn Sergent Collecteur des amendes, adingees par lesdits Maistres ou leurs Lieutenans, Gruyers & Verdiers qui auront letiers desdites amendes, forfaitures & confiscations, adiugees & à adiuger, pour les deux tiers qui en resteront estre par eux mis francs, quittes & deschargez de tous frais es mains de noz Vicomtes & Receueurs ordinaires, chacun en son regard.

18 **P O V R C E** que sommes aduertis que plusieurs Sergens qui ont par cy deuant eu telles charges, y ont commis plusieurs abus, & dressé les certifications de non valoir, prins & exigé des cōdemnez aucuns deniers : nous pour à ce pouruoir, voulons & ordonnons que là où aucuns desdits Sergens par nous creez par le present edict, bailleront à nosdits Vicomtes ou Receueurs aucunes desdites certifications de non valoir des amendes, forfaitures ou confiscations qui luy auroyent esté baillées à recouurer, fondees sur la creance des biens desdits condemnez, qui neantmoins ne se trouuaissent veritables, ains au contraire lesdits condemnez solubles des sommes à quoy monteroyent lesdites amendes, qu'iceuxdits Sergens en seront tenus du total, & contrains en leurs priuee noms à nous en faire payement, ainsi qu'il est accoustumé faire pour noz propres deniers. A tous lesquels susdits offices nous pouruoirons de personages idoines & suffisans, selonc l'estat & qualité d'iceux, qui seront par nous choisis & esleus, & ausquels baillerons & decernerons noz lettres à ce nécessaires, sans que par cy apres la vacation aduenant desdits offices par nous nouuellement creez, soit par mort, forfaiture, resignation & autrement, il puisse estre pourueu par autre, de quelque estat, qualité, ou condition qu'il soit, que par noz & nosdits successeurs.

19 **S V V A N T** ce qu'à esté par nous cy deuant ordonné pour le regard des Maistres, Lieutenans, Procureurs, Greffiers, establis par les Bailliages, Seneschauces, Iugeries & dioceses, auons ordonné & enioint, ordonnons & enioignons à tous noz autres Officiers desdites forests, qui n'auront obtenu de nous prouision de leursdits offices, qu'ils ayent à eux retirer par deuers nous pour en prendre autres nouuelles, fuyuant lesdites presentes : & ce dedans deux mois apres la publication d'icelles : autrement à faute de ce auoir fait dedans ledit temps, & iceluy passé, nous par cesdites presentes leur auons interdit & defendu, interdisons & defendons l'exercice desdits offices, non obstant lesdites prouisions qu'ils en pourroyent auoir eu de noz predecesseurs & nous par le passé.

20 **P O V R C E** qu'il est besoin & necessaire à nosdits grand Maistre & Maistres particuliers establis par les Bailliages, Seneschauces Iugeries & dioceses, faire faire aucuns frais pour l'executiō de leurs decrets & ordonnances : nous à ces causes auons donné pouuoir par cesdites presentes audit grand Maistre, outre son pouuoir ordinaire, & sans y déroger, & à chacun de ses Lieutenans, & ausdits Maistres particuliers & leurs Lieutenans en l'absence desdits Maistres, de taxer & ordonner sur les deniers qui prouieront des defaux, exploits & amendes de leurs sieges respectiuelement : c'est à sçauoir lesdits grans Maistres & lesdits Lieutenans, iusques à la somme de trois cens liures tournois. Et ausdits Maistres particuliers & à leursdits Lieutenans, iusques à la somme de cent liures par chacun an, pour subuenir & satisfaire aux frais & mises qu'il couiendra pour l'expedition & exercice de iustice, & sans lesquels elle ne se pourroit faire, & sans qu'iceux grans Maistres, leurs Lieutenans, Maistres particuliers & leursdits Lieutenans puissent taxer & ordonner aucune chose sur lesdites sommes, soit pour leurs iournees & vacations de leurs Lieutenans, Conseillers, noz Aduocat & Procureur, ne pour autre fin que pour les frais nécessaires de l'administration de iustice, & instruction & perfection des proces, où n'y a partie que nostre Procureur.

21 **V O U L O N S** & ordonnons aussi que tous les gages avec les frais & mises de iustice ordonnons ainsi que dit est, soyent baillez & payez à chacun desdits Officiers & autres qu'il appartiendra par noz Receueurs ordinaires des lieux, des deniers de leurs receptes respectiuelement. Et ce par les ordonnances & mandemens des Thresoriers de France & Generaux de noz finances, grand Maistre, lesdits Lieutenans, Maistres particuliers de nosdites eaux & forests ou de leursdits Lieutenans, chacun en son esgard, & si comme à luy appartiendra. En rapportant lesquelles ordonnances & mandemens que nous auons dès à present comme pour lors, & dès lors comme à present, valides & autorisees, validons & autorisons comme si par nous auoyent esté faictes & ordonnees, & les roolles & cayers desdits frais & mises deuement certifiez, & les quittances des parties où elles escherront. Voulons & ordonnons aussi que tout ce que baillé, payé & deliuré aura esté & sera ausdites personnes pour les causes & ainsi que dessus, par chacun de nosdits Receueurs respectiuelement, soit passé & alloué en la despense, & rabattu de la recepte, de leurs comptes, par noz amez & feaux les gens de noz comptes, & tous autres qu'il appartiendra ausquels nous mandons le faire sans difficulté.

22 **A** ce que les dessusdits Officiers ainsi par nous creez & pourueus, ne soyent aucunement troublez, perturbiez & empeschez en l'exercice de leurs offices & iurisdicions, qui sont ordinaires & anciennes par aucuns autres Iuges & Officiers qui se dient Commissaires reformateurs, tant en premie-

re instance que dernier ressort, des eaux & forests de nostredit Royaume, & auoir de nous pour ce lettres de commission, que nous auons entendu & trouué estre de grans frais pour nous, & travail pour nos suiets, cause des perturbations & troubles desdites iurisdiccions ordinaires & de plusieurs autres inconueniens, sans qu'il soit apparu aucun profit, reglement & reformation d'aucunes dicelles eaux & forests. Nous pour ces causes, & desirans remettre lesdites iurisdiccions ordinaires en leur entier & ancien ordre, comme chose vile à nos suiets, tenir les dessusdits Officiers en ce present reglement, auons par cesdites presentes reuoké & reuokons tous Commissaires reformateurs par nous commis, pour reformer aucunes eaux & forests de nostredit Royaume, tant en premiere instance que dernier ressort, en quelque part, & sous quelque forme & maniere, & pour quelque cause & occasion que ce soit, cassé & annullé cassons & annullons nosdites lettres de commission, soyent generales ou particulieres à eux adressees, leur faisant expresse inhibitions & defenses de plus s'entreprendre ausdites reformations & executions d'icelles nos lettres, leurs circonstances & dependances, defaouant & declarant dès à present comme pour lors, & dès lors comme à present, nul & de nul effet & valeur tout ce qui sera par eux fait apres la publication de cesdites presentes. Et en outre, sur peine de tous despens dommages & interests des parties interessees, & amende enuers nous à appliquer.

23 Si aucunes procedures & procez auoyent esté par eux faits, commencez & indecis en vertu de nosdites lettres de commission, nous icelles procedures & procez en l'estat qu'ils sont, circonstances & dependances, auons euoquees & euoquons à nous & à nostre personne. Et ainsi reuokées & renuoyées, renuoyons par deuant les gens de nos cours de Parlement, lesdits grand Maistre, Maistres particuliers, & à leurs Lieutenans respectiuement, chacun endroit soy, & si côme à eux appartenindra, & ainsi que seront lesdits procez, & procedures disposez pour par eux reprins les derniers errements, si mestier est, & voyét que besoin soit, estre en leur ordinaire procedé aux paracheuement d'iceux procez & matieres, ainsi qu'ils verront estre à faire par raison. Voulant & ordonnât que d'oresnauât aucunes reformatiōs desdites eaux & forests ne soyent faites par autres quelcōques Iuges ou autres personnes que par ledit grand Maistre susdit, Lieutenant & Conseillers, Maistres particuliers & leursdits Lieutenans, comme de chose estant du deu, deuoir & exercice de leurs estats, & pour lesquels ils sont expressement & specialement instituez. Sans qu'il leur soit besoin auoir de nos autres lettres de commission que le pouoir de leur iurisdiction ordinaire, à eux donné & octroyé par nos ordonnances & cesdites presentes. Et defendons tres-expressement à nostre tref-amé & seel Chancelier & garde de nos seaux, Maistres des requestes ordinaires de nostre hostel, & garde des seaux, de nos chanceleries, & aux Secretaires de nos finances & commandemens respectiuement, de non expedier ny feeller lettres de commission pour lesdites eaux & forests, à quelques personnes, & pour quelque cause ou occasion que ce soit, & à nos Procureurs de ne les consentir ny accorder, ains leur enioignons les empescher, impugner & debatre: encores que par lesdites lettres fut expressement releué de cesdites presentes: & quelque cause derogatoire, ou derogatoire de la derogatoire qui y fust inferée.

24 VOYLONS & ordonnōs, que pour la conseruatiō de nosdits bois & forests, les Maistres tant anciens que par nous nouuellement creez, & aussi chacun de leurs Lieutenans en son regard visitant deux fois l'an, bien & deuement nosdites forests de garde en garde, en la presence des Verdiers & Sergens d'icelles. Et de tout ensemble des delits, entreprises & maluerfations y commises, ils fassent procez verbal en bonne & deuë forme, lequel quinze iours ou vn mois apres ils seront tenus de bailler & mettre es mains de nostre Procureur esdites eaux & forests en iugement, dont sera faite l'acte. Auquel nostre dit Procureur auons semblablement enioint voir bien & diligence ment desdits procez verbaux, & des delits & maluerfations qu'il trouuera en iceux, ensemble de tous autres delits qui iouruellement se commettent esdites forests faire les poursuites, sur peine de s'en prendre à luy.

25 QVAND aucunes amēdes nous sētont adiugees par lesdits Maistres ou leurs Lieutenans, pour raison desdits delits & maluerfations commises en nosdites eaux & forests, ordonnons que lesdites amendes se taxent & liquidēt en iugement, & sur le champ, selon la qualité du delit, & que les rolles desdites amendes se baillent au Sergent collecteur d'icelles de mois en mois, signez des Maistres ou leurs Lieutenans & Greffiers, pour les leur sans deport sur les delinquans.

26 VOYLONS que chacun Sergent soit creu des prises qu'il fera en nosdits bois & forests, où il n'y escherra que amende pecuniaire, soit pour raison du lieu où auroyent esté faites lesdites prises, ou de la grosseur des arbres prins & coupez, & de la qualité d'iceux, & s'ils sont verds ou secs: & aussi de la prise des bestes trouuees en mesfait, & pasturans es ieunes ventes & taillis: & des cheuaux, chariots & harnois trouuez chargez de bois mal prins en nosdits bois & forests, le tout selon & ainsi qu'il est contenu par les ordonnances, faites sur le fait desdites eaux & forests.

27 PARCE que nous auons eu plusieurs grands dommages pour le fait & coulpe des Gruyers, gardes Maistres Sergens, Verdiers & Sergens, à fin qu'ils se gardent de commettre aucunes maluerfations en nosdites forests, & que l'on puisse sur eux recouir le dommage par eux fait, voulons qu'ils soyent tenus d'oresnauant de bailler caution pardeuant les Maistres de nosdites eaux & forests ou leurs Lieutenans, chacun en son ressort. A sçauoir lesdits Verdiers, Gruyers, Gardes Maistres Sergens, de la somme de quatre cens liures: lesdits Sergens de la somme de deux cens liures: dont sera fait acte par les Greffiers desdits Maistres, pour seruir à nostre Procureur en temps & lieu: & où lesdits Maistres ou

leurs Lieutenans auroyent receu lesdits Verdiers, Gruyers, Maistres Sergens ou Sergens, sans qu'ils ayent baillé ladite caution, ils en seront tenus en leurs propres & priez noms iusques à la concurrence desdites sommes, au cas que lesdits Verdiers, Maistres Sergens, & desrobbé en nosdits bois & forests, sans qu'il y soit donné aucun empeschement par noz Officiers d'icelles, à ceste cause leur enioignons de ne permettre vendre aucun bois ainsi à nous desrobbé, sur peine d'amende arbitraire : & mandons à noz Baillifs, Seneschaux ou leurs Lieutenans, de donner en ce ausdits Maistres ou leurs Lieutenans confort & aide quand mestier & requis en seront.

28 E T pource qu'en plusieurs villes de nostre Royaume estant assises pres noz forests, se vend publiquement bois mis en buche, fagots, bourrees, costerets, mal prins & desrobbé en nosdits bois & forests, sans qu'il y soit donné aucun empeschement par noz Officiers d'icelles, à ceste cause leur enioignons de ne permettre vendre aucun bois ainsi à nous desrobbé, sur peine d'amende arbitraire : & mandons à noz Baillifs, Seneschaux ou leurs Lieutenans, de donner en ce ausdits Maistres ou leurs Lieutenans confort & aide quand mestier & requis en seront.

29 COMBIEN qu'aucuns habitans & communautez de nostre Royaume, ayent droit d'usage en noz forests à bois mort & sec, & que par leur droit d'usage ils ne deussent faire abbatre ne prendre que bois de ceste sorte, & sans aucune verdure : toutesfois auons entendu que s'il y a aucun arbre ayant quelques branches seiches, ou le fimer & coupeau mort & sec, ils l'abbatent comme mort & sec, combien qu'il ait encores branches verdes, & le cœur sain & verd. A ceste cause, voulans obuier à tels abus, defendons ausdits habitans, communautez ou autres particuliers, de quelque estat & condition qu'ils soyent, de prendre, couper, abbatre ne toucher aucunement à quelques arbres, supposé qu'ils ayent le houpier sec, ou quelques branches seiches, s'ils ne sont entierement morts & secs, & sans aucune verdure. Et où ils seront trouuez faisans le contraire, voulons les delinquans estre punis & condamnez és amendes indites & declarees par noz ordonnances.

30 E STANS les forests de nostre Royaume en partie ruinees par la conuience des Officiers d'icelles pour l'intelligence qu'ils ont avec les maluerfans, pour les abus & maluerfations, mesmes que iceux nosdits Officiers y commettent, sans qu'ils soyent punis, s'entendans ensemblement : en sorte qu'il est à croire qu'ils ne se feront iamais les procez les vns aux autres, & par telle licence continuent d'abuser esdites maluerfations. A ceste cause à fin que tels delits ne demeurent impunis, voulons que il soit contre nosdits Officiers qui se trouueront ainsi auoir delinqué & maluerfé en nosdites eaux & forests proceder par ledit grand Maistre general reformateur ou ses Lieutenans esdits Parlemens, chacun en leurs ressorts ordinairement, selon l'exigence des cas, & ainsi qu'ils verront estre à faire par raison. Aussi voulons que lesdits grand Maistre & ses Lieutenans ayent la connoissance des pretendus droits d'usage, delits, abus maluerfations commises és forests des Princes de nostre Royaume, Prelats, Colleges, Communautez, Gentils-hommes & autres, & ce par preuention & quand requis par eux en seront & non autrement.

31 S O V S ombre que plusieurs maluerfans & delinquans en plusieurs des forests de nostre Royaume, qui sont sur les limites d'aucuns noz Parlemens, quand ils seront poursuys pour la correction & punition desdits delits par noz Officiers des forests esquelles ils ont delinqué, alleguent qu'ils ne sont iusticiables de nosdits Officiers, ains du ressort d'autre Parlement, & sous lequel lesdites forests ne sont assises : voulons que tels delinquans en nosdites forests soyent punis selon l'exigence des cas, suyuant noz ordonnances par nosdits Officiers, sous la charge desquels seront lesdites forests esquelles auront esté commis lesdits delits, supposé que lesdits delinquans soyent demeurans hors du ressort de la iurisdiction de nosdits Officiers, & en vn autre Parlement : donnans par ces presentes puissance, pouuoir, autorité à nosdits Officiers, Verdiers Sergens, d'exploiter à l'encontre desdits delinquans és cas dessusdits, & de poursuire le bois desrobbé, & mal pris.

32 P A R ce qu'auons esté aduertis que nosdites forests & celles de noz suiets demurēt du tout gastees, ruinees & depopulees, par faute de retenir nombre suffisant d'estalons & baillieaux en faisant les ventes desdits bois, tellement qu'elles ne peuuent estre repeuplees ne mises en bois de haute fustaye pour la conseruation du bien & secours public. Auons ordonné que les ventes qui se feront par ci apres tant en noz bois & forests, qu'en ceux de noz suiets, sera laissé & expressement retenu tel nombre de baillieaux pour chacun arpent qu'il est porté par nosdites ordonnances, & à tout le moins en ceux de noz suiets iusques à nombre de huit, outre ceux qui auront esté retenus és ventes precedentes, qu'on appelle anciens & modernes baillieaux, sans pouuoir couper aucuns desdits baillieaux qu'ils n'ayent atteint la croiffance de quarante ans pour le moins, si ce n'estoit pour le necessaire usage du propriétaire, sans qu'il en puisse faire vente ny alienation : & ce sur peine quant aux ventes qui se feront en nosdits bois, de priuation d'offices de nosdits Officiers contreueuens. Et pour le regard des particuliers, tant vendeur qu'acheteur, sous les peines contenues en noz ordonnances. Et à ceste fin auons donné & donnons pouuoir, puissance & autorité ausdits grans Maistres ou ses Lieutenans, Maistres particuliers ou leurs Lieutenans de faire visiter toutes & chacunes les ventes qui seront faites cy apres, tant en nosdits bois que ceux de nosdits suiets, pour voir & scauoir si le nombre des baillieaux ci dessus coté, y aura esté laissé. Et outre ceux qui auront fait faute, faire proceder par lesdites peines, muldes & amendes susdites, ainsi que de raison.

33 D' A V A N T que les fleuues & ruiers grandes & petites de nostre Royaume par malice & engins pourpensés des pescheurs, sont auourd'hui steriles & sans fruit, ce qui tourne au grand dommage de noz suiets, & qu'à nous appartient la cure & sollicitude de l'estat & commun profit de nostre Royaume

Des eaux & forests, Offic. d'icelles, droict de chasse, &c. 1090

Royaume: auons defendu & defendons le bas roborin, & tous autres bas, quels qu'ils soyent, qu'ont accoustumé de mettre lesdits pescheurs en noz riuieres, ensemble paniers & eclises & tous autres filez & engins defendus tant par les ordonnances de nostre predecesseur le Roy Charles en l'an 1402. que du feu nostre tres-honoré Seigneur & pere en l'an 1516. sur peine d'amende arbitraire & punition corporelle quant aux contreuenans. Voulons & ordonnons icelles dites ordonnances estre gardees & obseruees selon leur forme & teneur, & enioignons aux Maistres de nosdites eaux & forests ou leurs Lieutenans chacun en son ressort, de prendre & faire prendre par leurs Sergens tous lesdits filez & engins defendus, & iceux faire bruller & ardoir en presence desdits pescheurs, & surce leur faire, & parfaire leur procez.

34 T O U S Princes, Prelats, Gentils-hommes & autres noz suiuis, se pourront aider de ces presentes ordonnances chacun en son regard & en ses domaine & heritages.

S i donnons en mandement par cesdites presentes à poz amez & feaux les gens tenans, &c. Donné à Paris au mois de Feurier, l'an de grace 1554. Et de nostre regne le huitieme. Signé HENRY. Par le Roy estant en son conseil. BVRGENSIS.

Lexis, publicata, & registrata, de mandato expresso Regis & auditu Procuratore generali eiusdem domini Regis Parisius, in parlamento quindecimadie Februarij, anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo quarto. Ainli Signé, DV TILLET.

Edict sur la iurisdiction & establissement des sieges tant du grand Maistre, que des particuliers, des eaux & forests de Bretagne.

XXIIII.
Idem 1554.



ENRY par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & aduenir, Salut. Côme pour le reglement & ordonnance par nous faits sur le fait de noz eaux & forests de nostre pays & Duché de Bretagne, eussions entre autres choses ordonné que les appellations qui se interieteroient des procedures, sentées & iugemens des Maistres particuliers desdites eaux & forests establiz en diuerses contrees & lieux de nostredit pays & Duché, ressortiroient immediatement pardeuant le grand Maistre & general reformateur d'icelles eaux & forests, ou son Lieutenant en leur siege que nous leur auons ordonné, tant en nostre ville de Vennes, & sauf en ordonner & establir en autres villes, & lieux, aucques Lieutenans & Officiers, selon que par cy apres seroit par nous aduise, ce que nous aurions depuis trouué tres-requis & necessaire, au moyen des appellations qui ont esté ordinairement & sont interiectees des appointemens, sentences & iugemens desdits Maistres particuliers, qui sont demeurees & demeurer à pourfuyure & decider par ce que nostredite ville de Vennes, où sied ledit grand Maistre & son dit Lieutenant, est loingtaine des lieux où sont aucuns desdits Maistres particuliers, demeurans, les appellans d'iceux lesquels pour ce, & des grâs travaux fraiz & mises qui leur conuiendroient souffrir & faire, sont contrains laisser à pourfuiure lesdites appellations, qui sont demeurees & demeurent assopies sans ce que iamais il en soit plus parlé, dont iustice est demeurée à administrer, les delits impuniz & autres abus & maluerfations qui ont esté commises & se commettent encores de iour en autre, au preiudice & domage non seulement de nous & de nosdites eaux & forests, mais de noz suiuis & republique de nostre dit pays & Duché, à nostre tresgrand regret & desplaisir. Pour ausquelles choses obuier, & desirans iustice estre administree à chacun de noz suiuis iceux sonlager, & releuer de tous travaux fraiz & mises, & n'estre tirez & distraits hors des Bailliages, Seneschaupees, & chastelainies, ainsi qu'il est defendu par les ordonnances faites sur le fait des eaux & forests de France, en la forme & maniere desquelles auons tousiours tendu & tendons reduire & regler celle de nostredit pays & Duché, & pour la conseruation d'icelles.

S c A V O I R faisons, que nous pour ces causes & autres bonnes & iustes à ce nous mouuans, & apres auoir sur le tout deliberé avecques les Princes de nostre sang, Prelats & autres notables personages de nostre priuè conseil, & par l'aduis d'iceux, auons par ce present nostre Edict, ordonnance & statut, perpetuel & irreuocable ensuyuant noz ordonnances & reglement sur les faits de nosdites eaux & forests, de nostredit pays & Duché de Bretagne, ordonné & establi, ordonnons & establissons en chacune de noz villes de Nantes, de Rennes, & de Quimpercorentin, vn siege de grand Maistre & general reformateur des eaux & forests, de nostredit pays & Duché de Bretagne, outre celuy establi en nostre ville de Vennes. Et à chacun d'iceux sieges auons crée & erigé, creons & erigeons en chef & titre d'office formé vn Lieutenant dudit grand Maistre, vn Procureur pour nous & vn Greffier particulier, avecques tout pouuoir & preeminance. Et de pouoir par chacun d'eux respectiuiement & si comme à luy appartient, exercer la iurisdiction visiter, & former, cognoistre & iuger de toutes matieres & procez deliurer chauffages & vsages, faire baux ventes, & mains leuees & deliurances, & par nosdits Procureurs, pourfuyuir, procurer & conduire les dessuies matieres: & par lesdits Greffiers tenir bons & loyaux registres, & generalement faire par chacun d'eux tous autres actes & expeditions de iustice, garder & faire garder les ordonnances & autres choses necessaires, concernans le fait desdites eaux & forests de nostredit pays & Duché, circonstances & dependances, Tout ainsi & par la forme & maniere que seroient & pourroyent faire lesdits grand Maistre, son Lieutenant, noz Procureur & Greffier generaux chacun endroit soy, & qui leur est permis, & la iurisdiction & co-

gnoissance leur est attribuee, tant par les ordonnances faites sur le fait desdites eaux & forests, de nostre dit pays & Duché es années mil cinq cens quarante quatre, & quarante cinq, que par ce present nostredit edict, & ce chacun es distroicts es ressorts de chacune desdites villes de Nantes, Rennes & Quimpercorentin, sans ce que l'un d'iceux Lieutenans, noz Procureurs & Greffiers particuliers, puissent entreprendre sur la iurisdiction & ressort les vns des autres. Ce que nous leur defendons tresexpressément: à la charge toutesfois que aduenant ledit grand Maistre, sondit Lieutenant general, noz Procureurs & Greffiers generaux, leur supercederont, & n'auront aucune cognoissance puissance pendant qu'ils seront sur les lieux: sinon celle que lesdits grand Maistre, sondit Lieutenant general, nostre Procureur & Greffiers generaux, leurs pourront donner & tollerer respectiuelement. Et pour totalement employer lesdits grand Maistre, seldits Lieutenans, noz Procureurs & Greffiers tant generaux que particuliers, & leur donner occasion de faire leur deuoir, & continuellement resider en chacune de leurs charges, & outre la cour, iurisdiction, pouuoir & cognoissance qui leur est attribuee par nosdites ordonnances faites sur le fait desdites eaux & forests de nostre dit pays & Duché esdites années mil cinq cens quarante quatre & quarante cinq. En en adioustant & declarant icelles, auons par cesdites presentes audit grand Maistre & seldits Lieutenant tant general que particulier attribué & attribuons la totale cour, iurisdiction, & cognoissance de toutes les forests, bois buissons, parcs, garennes, chasses, isles, pastiz, communs, communautéz, vsages priuileges, colombiers, & voliers, landes, marais, droits de Grurye, Grarie, & autres droits & appartenances des eaux, fleues, riuieres, landes, marais, droits de Grurye, Grarie, & autres droits & appartenances des eaux, fleues, riuieres, tant grandes que petites, estangs, viuiers, paluz, gordz, gaueaux, excluses, pescheries, espaues entreprises, vsurpations, desfrichiz, estartz, degaltz. Semblablement de tous les chemins, routes, sentiers, allaires, affiettes, motion, & limites des excès, iniures, crimes & delits, qui seront faits tant dedans que sur les riuies des choses susdites contre & par les Officiers desdites eaux & forests, & autres personnes des baux, contractz main leuees, & deliurances faites, pour raison de tout ce que dessus. Et generallyment de toutes leurs appartenances & dependances, soit pour le regard de la propriété tresfons, petitoire, possession, superficie, & autrement en quelque maniere que ce soit. Soit aussi que lesdites forests bois, buissons, fleues, riuieres, & choses susdites soyent à nous nuement appartenans, ou aux Princes Prelats, gens d'Eglise, communautéz & Seigneurs & autres noz suiets particuliers, de nosdits pays & Duché, & ce qu'à eux suyuant ce qui a esté attribué au grand Maistre des eaux & forests de nostre Royaume & à celdits Lieutenans, à la table de marbre, de nostre Parlement à Paris, par edict fait par nostre tres-honoré Seigneur & pere, publié en nostre cour de Parlement à Paris le trezieme iour de Mars mil cinq cens quarante quatre. Verifieront modifieront, entherineront, & auront cognoissance lesdits grans Maistres, & seldits Lieutenans, de tous noz lettres, mandemens, dons, octroiz graces priuileges, destitutions d'offices estans souz eux, & de tout ce que concerne le fait desdites eaux & forests de nostre dit pays, & Duché, le tout en premiere instance, ou par appel selon & ainsi que la iurisdiction leur est attribuee par lesdites ordonnances faites sur le fait desdites eaux & forests de nostre dit pays & Duché es années mil cinq cens quarante quatre & quarante cinq, & par appel en dernier & souverain ressort en nostre cour de Parlement dudit pays, en toutes lesquelles choses susdites & autres concernant le fait desdites eaux & forests, voulons qu'il soit procédé par lesdits grand Maistre, & seldits Lieutenans, avecques tel pouuoir & autorité. Et tout ainsi qu'il est ordonné par leursdites ordonnances. Et pour seruir lesdits sieges ainsi par nous establis, tant en nostre ville de Vennes, Nantes, Rennes, & Quimpercorentin, & faire tous les exploits & autres actes necessaires qu'il conuiendra faire, nous par ce present edict, auons aussi crée & erigé, creons & erigeons en chef & titre d'offices formez, en chacun desdits sieges, deux Huissiers Sergens desdites eaux & forests qui y seront continuelle residence, & ausquels pour les recompenser & ayant moyen d'eux entretenir, auons permis & donné permettons & donnons plain pouuoir puissance & autorité de mettre à execution en chacun de leur distroit & ressort, tous appointemens, commissions, sentences & iugemens de tous autres Iuges, quelconques, & faire tous exploits & rapports par deuant eux ou leurs Lieutenans, soyent à requeste de noz Procureurs ou de partie à partie, en quelque sorte & maniere que ce soit. Et tout ainsi qu'il est permis & peuuent en France les Huissiers Sergens de la chambre des eaux & forests, à la table de marbre de nostre palais à Paris, sans ce que toutesfois lesdits Huissiers pource puissent diuertir & desemparer du seruice desdits offices, sur peine de suspension & priuation d'icelles. Et pour ce qu'en nostre dit pays & Duché il n'y a aucuns mesureurs ny Arpenteurs, ains seulement deux ou trois appelez Gauleurs, la plupart d'iceux ne sçache lire & escrire l'art & pratique de Geometrie, d'Arithmetique, d'Arpenteur & mesureur, d'asseoir bornes, faire partages & diuisions & autres choses requises au vray estat d'Arpenteur, que sans pouuoir & priuilege, & auoir serment à nous, & n'auoir esté experimentez, sans cordage, esquerre & mesure, se sont entremis & entremettent ordinairement à arpenter, mesurer, & bourner forests, bois, eaux terres, asseoir ventes, faire partage & diuision à diuerses mesures & inegales, avecques gaules, & de ce en feront leurs rapports tels quels, dont plusieurs faulcetez, abus, & differens sont aduenus & aduenient, au preiudice & interets de nous & du public & de nostre pays, pour ausquelles choses obuier & reparer, voulons pouruoir ausdits estats d'Arpenteur, comme chose tresrequise & necessaire pour la consequence d'iceux, & que lesdits Arpenteurs soient Iuges referendaires & creuz de leurs rapports. Et attendu les defaux qu'il y a d'iceux

Des eaux & forests, Offic. d'icelles, droit de chasse, &c. 1092

à nostredit pays & pour plusieurs autres bonnes & iustes causes qui nous ont meu & meuuent, auons par ce present nostre edict creé, erigé & estably, creons erigeons & establissions en chef & tiltres d'office formez, en chacun des destroits & ressorts desdites villes de Vennes, Nantes, Rennes, & Quimpercorentin, & hors les destuésdits ressorts en chacun Bailliage & Seneschaulsee de nostredit pays & Duché, qui seront de grande estenduë, quatre arpenteurs & mesureurs, autrement dits gaulleurs, pour par chacun desdits arpenteurs, priuatiuement à tous autres, arpenter & mesurer à corde & esquerre, noz terres & eaux, boys & forests, prez, & toutes autres choses estans de nostre domaine & appartenance de nostre couronne. Semblablement faire partages & diuisions, asseoir leur bornes, faire ventes, & aussi arpenter & mesurer terres, eaux & forests, boys buissons, garennes, estangs, prez, & autres choses appartenant ausdits Princes Prelats, Comtes, Barons, Seigneurs & autres noz suiecs particuliers de nostredit pays & Duché, si par eux requis en sont. Et generalement faire & rapporter ainsi que sont noz autres arpenteurs, par nous establi en diuers lieux de nostre Royaume. Et sans aucunement preiudicier ausdits Princes, Prelats, Comtes, Barons, & haults Iusticiers ayans pouuoir de faire & exercer arpenteurs en leursdites terres & iustices. Faisant expresse inhibition & defences à tous autres (eux disans arpenteurs, gaulleurs & toutes autres personnes) mesurer, arpenter, borner, & faire acte de mesureur ne arpenteur, ne aucunement s'entremettre, si ce n'est en vertu de ce present nostre edict & nostre pouuoir & commission. Et desdits Princes, Prelats & Seigneurs ainsi que dit est. Le tout sur peine de faux & nullitez de ce qu'ils auront fait au contraire, desdites presentes & de tous despens dommages & interests, & grosses amendes enuers nous. A toutes lesquelles offices de Lieutenant, noz Procureurs & Greffiers, mesureurs, arpenteurs, Huissiers, & Sergens, nous pouruoyons de personages idoines & suffisans selon l'estat & qualite d'iceux qui seront par nous choisis & eleuz, & ausquels baillerons & decernerons nous lettres de prouision à ce necessaires, & pour les recompenser & remunerer des seruices que nous esperons qu'ils nous feront au deuoit de leursdits offices, & à ce qu'ils y foyent plus enclins, affectez, diligens, & continuelz & sy puissent honnestement entretenir, & pour tollir toutes indeues exactions, dissimulations, compositions & intelligences, nous leur auons ordonné & assigné, ordonnons & assignons par cedités presentes, les gages & droicts qui ensuyuent.

C'est à sçauoir, à chacun desdits Lieutenans particuliers dudit grand Maistre par nous estably esdites villes de Nantes, Rennes Quimpercorentin, cinquante liures tournois, à nosdits Procureurs aussi establi esdites villes, chacun trente liures tournois : ausdits Greffiers chacun vingt liures tournois de gages par chacun an, au surplus seront contans des profits & esmoluments deuz raisonnables & accoustumez & appartenances à telles & semblables offices : lesdits arpenteurs & mesureurs, chacun aux gages de vingt liures tournois pour chacun an, & vingt sols tournois pour chacune iournee qu'ils vacqueront hors leurs maisons, & au prorata du temps, & de dix deniers tournois pour chacune roolle de leurs rapports & proces verbaux. Tous lesquels Lieutenans dudit grand Maistre, noz Procureur, Greffier, arpenteur & Huissiers, voulons & nous plaist, qu'ils & chacun d'eux iouissent & vident de tels & semblables priuileges, autoritez, franchises & libertez que sont & ont accoustumé faire les Lieutenans, noz Procureurs, Greffiers, arpenteurs & Huissiers, desdites eaux & forests, establi en France. Et les gages & autres droits par ces presentes à chacun d'eux assigné. Voulons aussi leurs estre à chacun d'eux baillez & payez par noz Recueurs ordinaires des lieux, & tout ainsi & par la forme & maniere qu'elles sont payees aux autres noz Officiers desdites eaux & forests, establi en nostredit pays & Duché, & qu'il est ordonné & porté par lesdites ordonnances esdites annees mil cinq cens quarante quatre & quarantecinq.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux gens tenans & qui tiendront nostre cour de Parlement, chambre des comptes, Thresorier general en Bretagne, audit grand Maistre, & general reformateur, ou à ses Lieutenans, & à tous noz autres Iusticiers & Officiers qu'il appartiendra, & chacun d'eux endroit soy, que noz present edict, statut & ordonnance, creation, erection declaration & contenu cy dessus, ensemble tous & chacuns les edicts & ordonnances faites pour le fait des eaux & forests de nostre Royaume, tant par nous que noz predecesseurs Roys, ils entretiennent, gardent & obseruent, fassent de point en point inuiolablement entretenir, garder & obseruer, lires, publier & enregistrer, en ce qu'il n'aura esté desrogé. Cessans & faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire : car tel est nostre plaisir, non obstant oppositions ou appellations quelconques & autres edicts statuts, ordonnances restrictions mandemens ou defences au contraire. Et à fin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons faict mettre nostre seel à ces presentes, sauf en toutes choses nostre droit & l'autrui en toutes. Donnée à Paris au mois de Novembre, l'an de grace mil cinq cens cinquante quatre, & de nostre regne le huitiesme. Ainsi signé, HENRY. *Visa.* Par le Roy estant en son conseil, DE L'AVBESPINE.

Et scellé en lacs de soye & cire verd.

Acta, publicata, & registrata audit & requirente Procuratore generali eiusdem domini Regis, Rhedoni par lacis in camera Parlamento vacante ordinate, quinta die Ianuarij anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo quarto. Sic signatum.

DV BOVAYS.

Tome second.

ZZZ

Autre edict sur le fait des eaux & forests de Bretagne.



HENRY par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme par edict fait par feu nostre tres-honorable seigneur & pere, le Roy ^{XXV.} ^{14m 1116} dernier decede (que Dieu absolve) au mois de Juillet mil cinq cens quarante quatre, sur la reformation des eaux & forests de noz pays & Duché de Bretagne, il ait crée & erigé en iceux dix Officiers de Maistres particuliers des eaux & forests, pour resider sur les lieux auxquels ils seroyent ordonnez, & sans y pouuoir commettre Lieutenant: chacun desquels auroit en sa charge qui luy seroyt limitee, cognoissance en premiere instance de tous abus, larcins, pilleries, degasts, depopulations, crimes delits, coupes de bois, prinse de bestial esdites forests, maluerfations & autres cas commis esdites eaux & forests. Avec toute autre iurisdiction & cognoissance que les Maistres particuliers, Gruyers, Verdiets, & gardes desdites eaux & forests, auoyent accoustumé auoir. Et par ledit Edict ordonné, que les appellations interietees des ordonnances, iugemens, sentences & procedures desdits Maistres particuliers, ressortiront immediatement deuant le grand Maistre enquesteur & general reformateur, des eaux & forests audit pays, ou son Lieutenant en son siege qui luy auroit esté estably en la ville de Vennes où auoit accoustumé de tenir le Parlement dudit pays. Et pour ce que par ledit edict il auoit esté referué d'establi des Lieutenans dudit grand Maistre & autres officiers es autres villes & lieux, selon & ainsi qu'il seroit par nous aduise, ce que nous aurions trouué estre tres- requis & necessaire, au moyen des appellations qui ont esté & sont ordinairement interietees des appointemens sentences & iugemens, desdits Maistres particuliers qui demeuroient le plus souvent sans poursuite, par ce que nostredite ville de Vennes, où estoit le siege dudit grand Maistre, ou sondit Lieutenant estoit, lointaine des lieux où estoient aucuns desdits maistres particuliers, & des demeurances des appellans d'iceux. A ceste cause & à fin que nosdits suiues eussent plus prompte iustice & les soulager des grans frais, mises, & depence d'aller si loin plaider, par deuant ledit grand Maistre en nostredite ville de Vennes, par nostre edict du mois de Novembre mil cinq cens cinquante quatre, aurions ordonné & estably en chacune de noz villes de Nantes Rennes, & Quimpercorentin, vn siege dudit grand Maistre & general reformateur des eaux & forests, audis pays & Duché de Bretagne, outre celuy estably par ledit precedent edict en nostre ville de Vennes, comme dit est, & à chacun d'iceux sieges, vn Lieutenant & autres Officiers: referué toutesfoies que y allant ledit grand Maistre son Lieutenant Procureurs & Greffiers generaux, lesdits Lieutenans, supercederont audit grand Maistre, & n'auront aucune cognoissance sinon celle qui leur seroit par iceux respectiuelement baillee, & par l'edict depuis par nous fait au mois de Feurier, mil cinq cens cinquante quatre, sur la generale reformation des eaux & forests de nostre Royaume establis en chacune Euesché & diocese de nostredit pays & duché de Bretagne qui sont en nombre de neuf, vn Lieutenant de nosdites eaux & forests, & autres Officiers avec les pouuoirs à eux attribuez par ledit edict. Et pource que comprenant lesdits offices de Maistres particuliers, ainsi creez & erigez par feu nostre dit seigneur & pere, que dit est, & neuf par nous aussi erigez esdits Eueschez, seroyent dix-neuf offices de Maistres particuliers en nostredit pays & Duché de Bretagne, outre les quatre sieges de grand Maistre, qui sont establis esdites villes de Vennes, Rennes, Nantes & Quimpercorentin, qui seroit excessif nombre d'officiers, veu que n'auons bois & forests, sinon es Eueschez de Nantes, Rennes, Vennes & Cornouaille, esquels nous auons estably lesdits sieges des Lieutenans dudit grād Maistre: & que s'il y en auoit par nous pourueuz desdits offices de Maistre particuliers par nous creez par nostredit dernier edict es autres Eueschez, ils demeureroient inutiles, & sans iurisdiction, & nous faire profit quelconque, attendu qu'il n'y a esdits Eueschez aucuns bois & forests à nous appartenans. Et dauantage s'il y en auoit de pourueuz esdits Eueschez de Vennes, Rennes, Nantes & Quimpercorentin, ceux qui ont esté pourueuz des dix offices de Maistres particuliers de nosdites forests, suyuant ledit edict de creation de feu nostre dit seigneur & pere, qui pour leurs offices nous ont fourny grosses sommes de deniers, seroyent grandement interessez chose qui pourroit engendrer entre nosdits Officiers, tant d'une part que d'autre, plusieurs debats & querelles qui tourneroyent non seulement à nostre grand prejudice, mais aussi de noz suiues.

Scavoir faisons, que nous apres auoir mis ceste affaire en deliberation avecques les gens de nostre conseil priué, auons par leur aduis dit, voulu, & ordonné, disons voulons, & ordonnons que ledit grand Maistre ainsi par nous estably en nostredit pays & Duché de Bretagne, ses Lieutenans, & autres Officiers establis esdits quatre sieges, ensemble ceux qui ont esté pourueuz des dix offices de Maistres particuliers, iugeront, cognoistront, & decideront de toutes causes, procéz, & querelles, dont la cognoissance leur est attribuee par lesdits edicts des mois de Juillet mil cinq cens quarante quatre, & Novembre mil cinq cens cinquante quatre, nonobstant ledit edict du mois de Feurier mil cinq cens cinquante quatre, portant la creation desdits Maistres particuliers en chacun des Eueschez de nostredit pays & Duché de Bretagne, tout ainsi qu'ils faisoient & pouuoient faire au precedent de nostre dit edict, & iusques à ce que par nous autrement en soit ordonné.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux les gens de nostre cour de Parlement chambre de noz cōptes, Tresorier de France, & general de noz fināces, audit grād Maistre & general reformateur, ou à ses Lieutenans, & à tous noz autres iusticiers & officiers de nosdits pays & Duché de Bretagne,

& à chacun

Des eaux & forests, Offic.d'icelles,droict de chasse,&c. 1094

& à chacun d'eux si comme à luy appartiendra, que noz presens vouloir & declaration, & tout le contenu cy dessus, ils fassent de point en point entretenir, garder & obseruer, lire, publier, & enregistrer par tout où besoin sera. Cessans ou fassans cesser tous troubles & empeschemens au contraire: Car tel est nostre plaisir. Nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & de nostredit dernier edict, auquel nous auons, pour ce regard, & sans y preiudicier en autres choses, ensemble à tous autres edicts, statuts ordonnances, n'andemens & defences à ce contraires, desrogé & de noz grace special, plaine puissiance & auctorité Royal, desrogeons par cedités presentes. Aufquelles en tefmoin de ce nous auons fait mettre nostre scel. Donnè à Blois, le vingteinquieme iour de Feurier, l'an de grace mil cinq cens cinquante cinq. Et de nostre regne le neuuiesme. Ainsi signé souz le reply, HENRI. Et sur ledit reply, par le Roy en son conseil, Clause. Et scellé de cire iauane à double queuë.

Edict touchant le siege du grand Maistre, & general reformateur des eaux & forests de Bretagne.

XXVI.
Idem 1555.

EN R Y par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & aduenir, Salut. Comme par edict fait par feu nostre tres-honoré Seigneur & pere, le Roy dernier decedé au mois de Iuillet, l'an de grace mil cinq cens cinquante quatre, sur la reformation des eaux & forests de noz pays & Duché de Bretagne, il ait entre autres choses ordonné des Maistres particuliers des eaux & forests en iceluy nosdits pays & Duché, pour iuger des crimes, delicts, coupes de bois, prinès de bestial, & autres cas & crimes commis esdites forests selon & ainsi qu'il est plus à plain spécifié & déclaré audit edict. Et que les appellations interiettes des ordonnances, iugemens, sentences & procedures desdites marieries particulieres, ressortiront immediatement par deuant le grand Maistre general reformateur desdites eaux & forests, de nosdits pays & Duché, ou son Lieutenant en son siege, qui luy auroit esté ordonné & estably pour sa iurisdiction de nostre ville de Vennes, sauf à luy d'establi d'autre ville & lieu pour ladite iurisdiction, ainsi qu'il seroit par apres aduisé. Et pource qu'auons esté aduertis que nostre ville de Ploermel est lieu beaucoup plus conuenable & commodé pour le siege principal dudit grand Maistre, que celle de Vennes, pour estre plus proche de toutes les forests, & sieges particuliers de nosdits pays & Duché, que nostredite ville de Vennes.

Sçauoir faisons, que nous desirans accommoder noz suiets au mieux que pourrons, & prompte iustice leur estre administrée, & iceux d'estre verez & conformez en frais, auons par l'aduís & deliberation des gens de nostre conseil priué, dict, déclaré voulu & ordonné, disons, declarons, voulons, & ordonnons, & nous plaist par ces presentes, que le siege principal dudit grand Maistre & general reformateur de noz eaux & forests, en nosdits pays & Duché de Bretagne, sera & demeurera à tousioursmais en nostre ville de Ploermel, & lequel nous y auons en tant que besoin est, ou seroit estably & ordonné, establisons & ordonnons par ces presentes, pour par cy apres en icelle y exercer par luy, son Lieutenant, & autres nosz Officiers, sa iurisdiction tout ainsi qu'il a fait par cy deuant en nostredite ville de Vennes.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux Conseillers, les gens de nostredite cour de Parlement de Bretagne, gens de noz comptes, Tresorier de Frâce, & General de noz finances audit grand Maistre, & à tous noz autres Iusticiers Officiers de nosdits pays & Duché, & à chacun d'eux, si comme à luy appartiendra, que noz presens vouloir & intention, ils fassent garder & obseruer, & cedités presentes, lire, publier, & enregistrer par tout où besoin sera. Car tel est nostre plaisir. Nonobstant que ledit siege ait esté estably en nostredite ville de Vennes, & quelconques edicts & ordonnances à ce contraires, aufquelles nous auons pour ce regard, & sans y preiudicier en autres choses derogé, & de noz grace special, plaine puissiance & auctorité Royal, desrogeons par cedités presentes. Aufquelles & à fin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons fait mettre nostre scel. Sauf en autre chose nostre droit & l'autrui en toutes. Donnè à Blois, au mois de Feurier, l'an de grace mil cinq cens cinquante cinq. Et de nostre regne le neuuiesme. Ainsi signé sur le reply, Par le Roy en son conseil, Clause. Et au dessouz, Visa. Et scellé de cire verde, avec cordons de soye rouge & verd.

Reiglement sur la iurisdiction du grand Maistre general reformateur des eaux & forests à la table de marbre à Paris.

XXVII.
Idem, 1558.

EN R I par la grace de Dieu Roy de France à tous presens & aduenir, Salut. Comme pour la conseruation des eaux & forests, de nostre Royaume, abreuiation des procez & expedition de la iustice, aurions tant nostre feu seigneur & pere le Roy dernier decedé, que Dieu absolue, que nous, decerné plusieurs lettres patentes, pour iuger en dernier ressort les procez concernans le fait des eaux & forests, tant de nous que de noz suiets: suyuant lesquelles lettres auoyent esté vuidez plusieurs procez, & autres instruits, qui neantmoins demeureront indecis, au moyen de quelques doubttes & difficultez suruenues à cause de l'erection d'une chambre du conseil, faite & erigee par nous en nostre cour de Parlement à Paris: mesmement pour le regard de la cognoissance de nostre domaine esdites eaux & forests.

Sçauoir faisons qu'apres auoir deuëmet entëdu lesdites doubttes & difficultez, & mis ladite matiere

en deliberation en nostre conseil priué: & surce ouys noz Aduocats & Procureur en nostredite cour, pour oster toutes difficultez, & à fin que l'on ne puisse cy apres reuocquer en doubte le reglement qu'entendons estre gardé, sur le fait des eaux & forests de nostredit Royaume: Auons dir statué & ordonné, de nostre propre mouuement, certaine science, plaine puïssance & autorité Royal, disons statuons & ordonnons, par Edict perpetuel & irreuocable, que tous & chascuns les procez concernans directement le fons & propriété de nosdites eaux & forests, isles & riuieres, & entreprinſes sur icelles, droits de Gruyrie, Grarie, & Segrarie, ſoyent d'oresnauant inſtruits, iugez, decidez, & terminez en premiere instance, par le grand Maistre Enquesteur & general reformateur des eaux & forests de nostre Royaume, ou son Lieutenant, au ſiege de la table de marbre de nostre Pallais à Paris: nonobstant oppositions & appellations quelſconques, & ſans preiudice d'icelles, iusques à sentence diſſiniue inſinuement: & par appel vuydez, & terminez en nostredite chambre du conseil. Et quant aux autres procez qui ne concernent nostredit fons dommanial, ne propriété & entrepriſe sur iceluy: ou nosdits droicts de Gruyrie Grarie & Segrarie: ains concernent le reglement des vſages, delicts & mal-verſations commis en icelles nosdites eaux & forests, isles & riuieres: enſemble les procez ſaiſtes des Princes Prelats & Gentils-hommes de nostre Royaume, que autres noz ſuiets qui ſont & ſeront par cy apres meuz pour le regard du fons & propriété de leurs boys, forests, isles & riuieres reglement des vſages, delicts & mal-verſations commis en icelles, ſoyent pareillement inſtruits par ledit grand Maistre ou son Lieutenant audit ſiege, nonobstant oppositions quelſconques comme deſſus & iceux inſtruits vuydez, iugez & terminez en dernier reſſort, & ſans appel audit ſiege de la table de marbre par l'un des Preſidens de nostredite cour de Parlement, ou Maistre des requestes ordinaire de nostre hostel, appelle avec luy iusques au nombre de dix pour, le moins, tant des Conſeillers de nostredite cour, que des Lieutenans & Conſeillers audit ſiege, iuges par nous deſlongtemps a, commis & deleguez en iceluy ſiege pour ceſt effect, à la charge toureſtois que ceux de nostredite cour de Parlement, qui ſeront appelez & ſe trouueront au iugement deſdits procez en dernier reſſort, excéderont en nombre double, le nombre de ceux de nostredite chambre des eaux & forests audit ſiege: & en ce faiſant enioignons aux Preſidens, Maîtres des requestes ordinaires de nostre hostel & Conſeillers de nostredite cour, de deſſeparer icelle, aſſiſter & ſoy aſſembler en ladite chambre des eaux & forests audit ſiege de la table de marbre, tout ainſi & par la forme & maniere qu'ils ont faiſt par cy deuant, & nonobstant quelſconques deſenſes qui pourroyent auoir eſté cy deuant ſaiſtes au contraire par nostredite cour tenant ſes mercuriales, aux Preſidens & Conſeillers d'icelle: leſquelles deſenſes entant que beſoing ſeroit, nous auons leuees & oſtees, leuons & oſtons par ces preſentes.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux Conſeillers les gens tenans nostredite cour de Parlement à Paris, que ceſtuy preſent nostre edict, ils facent lire public & enregiſtrer, & iceluy entretenir & garder de point en point ſans y contreuenir aucunement, & à nostre Procureur general en icelle, d'en faire la pourſuite: car tel eſt nostre plaisir, nonobstant quelſconques ordonnances, mandemens, edicts, ſtatuts, reſtrictions, deſenſes & lettres à ce contraires, ausquelles iacoit ce qu'elles ne ſoyent icy ſpecialement deſignees, nous auons de nostre puïſſance & autorité que deſſus, derogé & derogons, & à la derogatoire de la derogatoire, & à fin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à tousiours, nous auons ſigné ces preſentes de nostre main, & à icelles ſaiſt mettre nostre ſeel. Donné à Villiers Coſterets, au mois de Mars, l'an de grace mil cinq cens cinquantehuiſt: & de nostre regne le douzieme, ſigné ſur le reply, HENRY. Et au haut du reply, Par le Roy en ſon coſeil. ROBERT ET. Et au bas dudit reply eſt eſcrit, *Viſa*, & au deſſous.

Leſta, publicata, & regiſtrata audito & requirente Procuratore generali Regis ſub modificationibus in regiſtro curie contentis, & abſque preiudicio oppoſitionum opponentium, prout in regiſtro hodie, iudicialiter ſaiſto continetur, Parisius in Parlamento, viceſima die Iulij, anno Domini, milleſimo ſexageſimo quinquageſimonono.

Signé,

DV TILLET.

Et ſcellee en lacs de ſoye verd & rouge ſur cite verd.



RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, A noz amez & feaux Conſeillers les gens tenans nostre cour de Parlemēt à Paris, Salut & dilection. Comme au mois de Mars dernier, nostre feu Seigneur & pere le Roy dernier decedé, que Dieu abſolue, pour la conſervation des eaux & forests de nostre Royaume, abreuuiation des procez autoit decerné certaines lettres d'Edict, ſi apres atachees & ſignees de ſa main, leſquelles vous auroyent eſté preſentées à fin d'eſtre par vous proceddé à la lecture & publication d'icelles, leſquelles par vous miſes en deliberation, auriez arreſté qu'elles ſeroient publiques & enregiſtrees, ſouz quelques modifications, qu'aurez donné à entendre à nostre feu Seigneur & pere, & gens de nostre priué conseil, en voulant par vous proceder à la publication d'iceluy Edict, auriez eſté contrains de différer de paſſer outre à ladite publication, à cauſe du decedz ſuruenu de nostredit feu Seigneur & pere, & ordonné par voſtre arreſts du treizeime du preſent mois, qu'auant que proceder à ladite publication, nostre Procureur general en nostre cour de Parlement, obtiendrait de nous lettres d'atache. Pour ce eſt-il que nous ſembleablement deſirans ladite conſervation des eaux & forests de nostredit Royaume, abreuuiation des procez, vous mandons, & treſexpreſſément enioignons, que vous ayez à faire lire public & enregiſtrer, és regiſtres de ladite cour: ſelon ce qui a ia par vous eſté arreſté, & ſouz les modifications qu'aurez aduiſé en deliberant ſur ledit edict, nonobstant qu'elles ne ſoyent

Des eaux & forests, Offic.d'icelles, droit de chasse, &c. 1096

foient ostroyées de nous ains de nostredit feu Seigneur & pere , & lesquelles entant que besoïn seroit, nous auons de nouveau validees confirmees & autorisées validons confirmons & autorisons, par ces presentes signee de nostre main, & voulons qu'elles foyent leues publicées & enregistrees, esdits registres: tout ainsi & en la forme & maniere comme si elles estoient emanees de nous: car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le dixseptieme iour de Iuillet, l'an de grace mil cinq cens cinquante neuf, & de nostre regne le premier. Signé, FRANÇOIS, & au dessouz par le Roy, DE L'AVBESPINE, & au bas est escript.

Lectā, publicata, & registrata auditō & requirentē Procuratore generali Regis, sub modificationibus in registro curie contentis, & abique preiudicio oppositionum opponentium, prout in registro hodie iudicialiter facto continetur Parsus in Parlamento, Vicefima die Iulij, anno Domini, millesimo quingentesimo quinquagesimo nono.
Signé, DV TILLIET. Et scellée sur simple queue de cire iaune du grand scel.

Extrait des registres de Parlement.

La cour, apres auoir ouy le rapport des Presidens par elle commis pour faire secondes remonstrances au Roy sur le fait de l'edict des eaux & forests, donné à Villers Coterets, au mois de Mars dernier passé: Signé par le Roy estant en son conseil ROBERT ET, de ce qu'il à pleu audit Seigneur ordonner sur ladite remonstrance, a arrestit fuyant le vouloir du Roy, que sur le reply desdites lettres sera mis. *Lectā, publicata, & registrata de expresse mandātū Regis, sub modificationibus in registro curie contentis.* Qui sont, que quand il sera question de fonds & propriété des eaux & forests, soit du Roy où des Prelats Princes Barons & gentils-hommes, Seigneurs & autres particuliers, y aura ressort par appen icelle cour des iugemens qui seront donnez ausiege des eaux & forests à la table de marbe, & pareillement y aura appel quād il sera question de reformation, abbuz, crimes & delits commis esdites forests, quand il y aura iugement de mort naturelle ou ciuile par eux donnee, & qu'il y aura tousiours vn President de ladite cour, lequel ensemble les Cōseillers iusques au nombre porté par ledit Edict, seront commis par ladite cour, & ne vacqueront es iugemens desdits procez es iours de Dimanches & festes solennelles commandees del'Eglise, ny aux heures qu'ils doyent seruir au Roy en sadite cour, sans preiudice d's oppositions formees audit Edict par les Maistres particuliers, & autres officiers des eaux & forests de la Preuosté de Paris, Bailliage de Braye Contre Robert, La Ferté Aleps, Maistre particulier, & Officiers des eaux & forests de Meaux, de Crecy, Conseillers & autres Officiers, sur le fait de la iustice du trelor du Roy, pour lesquelles ladite cour ordonne, que les opposans se pouruoiront par deuant le Roy, pour leur estre fait droit. Faisit en Parlement le vingt sixieme iour de Iuin, l'an mil cinq cens cinquante neuf Signé CAMVS.

En quel temps peuvent licitement chasser les Gentils-hommes.

DEFENDONS aux Gentils-hommes, & à tous autres de chasser, soit à pied ou à cheual, avec chiens & oïseaux sur les terres ensemencees, depuis que le bled est en ruyau: & aux vignes, depuis le premier iour de Mars iusques apres la despouille, à peine de tous dommages & interets des laboureurs & propriétaires que les condamnez seront contraints payer, apres sommaire liquidation d'iceux faite par noz Iuges, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles. Entendons toutesfoies maintenir les gētils-hommes en leurs droits de chasse à grosses bestes, es terres où ils ont droit, pourueu que ce soit sans le dommage d'autrui, mesmes du laboureur: & pour le regard de noz forests, ils seront aussi conservez en leurs droits de chasse, apres auoir fait deuement apparoir d'iceux à noz Baillifs & Seneschaux, ou leurs Lieutenans, & à noz Aduocats & Procureurs.

PERMETTONS aux Gentils-hommes qui ont iustice ou droit de chasse, en leurs terres, & y tirer de la haquebute pour leur passe temps: sans toutesfoies en abuser ny permettre que leurs seruiteurs, ou autres à leur adueu, tirent en noz forests à bestes rousses, noires, ou à gibier prohibé à peine d'en respondre. Et quant aux Gentils-hommes qui n'ont iustice ny droit de chasse, le pourront exercer de la haquebute au dedans du pourpris de leurs maisons.

Que la tierce partie des bois taillis du Royaume, sera d'oresnauant delaissee à couper, pour croistre & se conuertir en nature de bois de haute fustaye.

HARLES par la grace de Dieu Roy de France: A tous presens & aduenir. Salut, Sçauoir faisons, qu'ayans esté mis en consideration en nostre conseil priué, les grandes depopulations & dégradations, qui ont esté cy deuant faites des bois & forests de haulte fustaye de nostre Royaume, tant, nostres, que appartenans aux gens d'Eglise, Archeueques, Eueques, Abbes, Prieurs, Chapitres, Communautéz, Preuosts, grans Prieurs, Cheualiers & commandeurs de l'ordre de saint Iean de Hierusalem, de saint Iacques, Hospitiaux qu'autres, & pareillement à des communautéz d'aucunes villes, bourgs & bourgades de nostre Royaume: lesquels bois ont par tels moyens esté depuis reduits en nature de bois taillis seulement, & mis en coupes ordinaires, & de temps à autre, de sorte qu'estant ce qui reste desdits bois de haute fustaye, continué à estre coupé, & lesdits taillis demeurans en coupes ordinaires, & sans qu'on le permette recroistre en hault bois, nostre Royaume se trouuera en bref temps du tout depopulé, & degarny de gros & haults bois. Pour à quoy pouruoir, & attendu que l'vne des plus grandes richesses & decoration de nostredit Royaume, consiste esdits bois de haute fustaye. Apres auoir sur ce eu l'aduis de la Roine nostre tres-honorable dame & mere, de nostre tres-cher & tres-ami oncle le Roy de Nauarre, des Princes de nostre sang, & autres grands & notables personnages de nostre conseil priué. Auons dit, statué & ordonné, & par la teneur, de ces presentes, disons statons, & ordonnons par

ZZZ iij

XXIX.
Char. 9. 1560
à Orlean. 108

XXX.
Idem ibidem.
art. 119.

XXXI.
Idem, 1561.

Edict perpetuel & irreuocable, que la tierce partie des bois taillis de nostredit Royaume, pays, terres, & seigneuries de nostre obeissance, estans des appartenances tant de nostre domaine, que de celui desdits Archeueschez, Eueschez Abbayes, Prieurez, Commanderies, Chapitres, Communaultez, Prieuosts, & autres dignitez ecclesiastiques: & des communaultez des villes, bourgs: & villages, tant de ceux qui à present sont de ladite nature de taillis, que de ceux qui y aduendront cy apres par le moyen des coupes qui seront faites de ce qui reste desdits bois de haulte fustaye, sera oresnauant delaissee à couper pour croistre & se conuertir en nature de bois de haulte fustaye. Et à ceste fin auos prohibe & defendu, prohibons & defendons à tous les Maistres de noz eaux & forests tant generaux que particuliers, Gruyers, Verdiers, & autres Officiers, tant ordinaires qu'autres desdits forests, de ne souffrir ne permettre qu'en nosdits bois taillis, ny en ceux desdits gens ecclesiastiques Rhodiens, & communaultez susnommees, soit d'oresnauant fait plus grande coupe desdits taillis qu'à raison des deux tierces parties d'iceux, de sorte que l'autre demeure pour venir en nature de haulte fustaye. Et pour à ce paruenir, incontinent qu'apres la publication de ces presentes, ils ayent chacun en son ressort, à faire mesurer lesdis bois, taillis, & faire marquer & recognoistre la tierce partie de ce que montera ledit arpentage, prenans des plus vieux desdits taillis pour laisser recognoistre (comme dit est) souz peine ausdits Maistres & Officiers de priuation de leurs offices, & ausdits Ecclesiastiques Rhodiens, & communaultez, de saisie en nostre main du temporel de leurs benefices, & aussi de priuation des droitz qu'ils ont esdits bois.

Si donnons en mandement par cesdites presentes à noz amez & feaux les gens de noz cours de Parlement, & de noz comptes Tresoriers de finance, Maistres de nosdits eaux & forests, leurs Lieutenans, Gruyers, Verdiers, & à tous nos autres Iusticiers & Officiers qu'il appartiendra Que noz presens Edict, statut & ordonnance, ils entretiennent gardent & obseruent: facent entretenir, garder & obseruer, lire, publier & enregistrer, sans y contreuenir souffrir ny permettre qu'il y soit cotreueu directement ou indirectement en quelque maniere que ce soit, car tel est nostre plaisir, nonobstant quelconques autres Edicts, ordonnances restrinctions, mandemens, à ce contraires. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons fait mettre nostre seal à cesdites presentes, sauf en autres choses nostre droit, & l'autrui en toutes. Donné à saint Germain en laye, au mois d'Octobre l'an de grace mil cinq cens soixante vn. Et de nostre regne le premier. Ainsi signé, Par le Roy en son Conseil, **BVRGENSIS.** Et sceellé sur le reply de cire verde attachee à pendans de soye rouge & verde.

Lettres patentes du Roy pour la suppression des offices de Sergens dangereux des eaux & forests.

HARLES par la grace de Dieu Roy de France, A tous presens & aduenir, Salut. Encores que par les ordonnances par nous faites à l'assemblée des Estats generaux de nostre royaume, tous offices erigez de nouveau ayent esté supprimez: neantmoins, à ce qu'auons esté aduertis, venant à vacquer les offices nouvellement creez en l'annee mil cinq cens cinquante quatre sur le fait des eaux & forests de nostre Royaume, aucuns en poursuuyent la prouision: & mesmes des offices de Sergent dangereux erigez par iceluy edict: l'un desquels estant de present vacant par le trespas de Paul l'Eguillon erigé au mois d'Octobre mil cinq cens quarante trois, de la qualité de ceux qui sont subiects à suppression: nous auons suyuant lesdites ordonnances des Estats, dit, déclaré & ordonné, disons, declaron & ordonnons par ces presentes, qu'il sera & demeurera supprimé, & semblablement autres semblables estats, vacation d'iceux aduenant lesquels entant que besoin seroit nous auons esteints, supprimez & abolis, esteignons, supprimons & abolissons par ces presentes, sans qu'il y soit ou puisse estre ores ne pour le teps aduenir par nous ou noz successeurs, pourueu en vertu d'un Edict d'erection. Et si aucunes prouisions en auoyent esté ou estoient en apres faites contre icelles ordonnances des Estats par inaduerterence, importunité ou autrement: nous les auons cassez, reuocquez & adnullez reuocquons, cassons & adnullons par ces presentes: sauf ausdits pourueus d'iceux offices de se pourueoir par deuers nous pour le remboursement de ce qu'ils en auoyent actuellement & sans desguisement payé & fourny en noz finances.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux Conseillers les gens tenans nostre Cour de Parlement à Paris, grand Maistre des eaux & forests de France, où son Lieutenant à la table de marbre audit Paris, & Maistre particulier desdites Eaux & forests en la Prieuosté & Vicomte dudit lieu, que cesdites presentes ils facent lire, publier & enregistrer, entretenir, garder & obseruer, & à ce faire & souffrir contraignent & facent contraindre tous ceux qu'il appartiendra, & qui pour ce seront à contraindre, par toutes voyes deuës, raisonnables & accoustumees en tel cas. Car tel est nostre plaisir. Nonobstant quelconques lettres, ordonnances, mandemens ou defenses à ce contraires. Et à fin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons fait mettre nostre seal à cesdites presentes. Donné à Paris au mois de Ianuier, l'an de grace mil cinq cens soixante trois, & de nostre regne le quatiemesme.

Ainsi signé sur le reply, Par le Roy en son Conseil. DE LAVBESPINE.

Lecta, publicata & registrata, audito & requirente Procuratore generali Regis, Parisi in Parlamento octaua die Februarij, anno Domini millesimo quingentesimo sexagesimo tercio. Sic signum.

DV TILLET.

Lettres patentes du Roy, contenans la suppression de l'office de l'Aduocat dudit Seigneur sur le faict des eaux & forests de la table de marbre à Paris, & reunion d'iceluy, à celuy de son Procureur audit siege.

XXXIII.
Item, 1566.

HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme par le decez n'agueres adueni de feu Maistre Claude de Maleuille nostre Aduocat sur le faict des eaux & forests au siege de la table de marbre de nostre Palays à Paris, ledit estat, & office demeure supprimé & vny à celuy de nostre Procureur audit siege, pour reduire le nombre de noz Officiers à l'ancien & premier estat, conformément à nostre intention, & comme il a esté fait en pareil cas en plusieurs & diuers lieux.

SçA VOIR faisons, que suyuant noz ordonnances auons dit & déclaré, disons & declaron par ces presentes, ledit estat & office de nostre Aduocat esdites eaux & forests audit siege de la table de marbre de nostre Palays à Paris, que souloit tenir & exercer ledit Maleuille, supprimé & esteinct, sans ce que cy apres il y puisse estre pourueu en maniere que ce soit : & iceluy auons ioint & vny, iointons & vnifions à celuy de nostre Procureur audit siege.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux les gens tenans nostre cour de Parlement à Paris & au grand Maistre & general reformateur des eaux & forests de nostre Royaume, ou ses Lieutenans audit siege, que nostre presente suppression & vnion ils facent respectiuelement lire, publier & enregistrer, & du contenu iour & vser nostredit Procureur pleinement & paisiblement, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire : car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le vingtcinquiesme iour d'Octobre, l'an de grace mil cinq cens soixante six, & de nostre regne le sixiesme.

Ainsi signé sur le reply, Par le Roy à vostre relation, CAMVS. Et sceelées du grand scel en cire iaune sur queue double.

Leués, publies & enregistres, ouy & ce consentant le Procureur general du Roy. A Paris en Parlement le second iour de Decembre, l'an mil cinq cens soixante six. Ainsi signé, DV TILLET.

Edict du Roy, concernant l'establissement, & erection en tiltre & qualité d'office formé, de six grands Maistres, Enquesteurs, & generaux reformateurs des eaux & forests de ce Royaume, ensemble de six Huissiers Sergens, sur le faict desdites eaux & forests,

XXXIII.
Henry 3. 1575.

HENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Polongne, à tous presens & à venir. L'estat de grand Maistre, Enquesteur, & general reformateur des eaux & forests de France, fut principalement estably pour la visitation generale, reformation & correction des delits, abus, & maluersations de toutes les eaux & forest, & luy a esté à cest effect donné tout pouuoir & attribution sur icelles. Ayans noz predecesseurs decoré ledit estat de plusieurs autoritez & preminences, à fin qu'il fust exercé avec plus de respect & dignité, pour la consequence, importance & grandeur d'iceluy. Et combien que ceux qui depuis ledit establissement en ont esté successiuelement pourueuz, ayent fait leur deuoir, & dignement exercé ledit estat : toutesfois pour la corruption & malice du temps, toutes choses estans empires par la licence que chacun prent de mal faire, les delits, abus & maluersations ont pris tel acroissement, qu'il est impossible audit grand Maistre seul soustenir vne charge de si grande estendue, qui est du tout nostre Royaume, où il y a grand nombre de forests : & à ceste occasion ne pourroit rendre à chacune province le deuoir de visitation & correction qui y est requise. Ce qu'ayant mis en consideration, aussi que le feu Roy nostre trescher Sieur & frere, par son edict du mois d'Aoust mil cinq cens soixante treize, auroit estably par toutes les forests de nostre Royaume un reiglement de ventes & coupes ordinaires, pour l'execution duquel l'on est en peine chacun an comettre eslire gens capables qui soyent distribuez par provinces : Auons aduisé pour pouruoir tant ausdites visitations, reformations, qu'à faire lesdites ventes de boys, estre tres-necessaire demembrer ledit estat de grand Maistre, dont est à present pourueu nostre amé & feal le Sieur de Fleury Henry Clause, & au lieu d'iceluy en creer & establir iusques au nombre de six, qui soyent distribuez par Prouinces, selon le departement qui en a esté dressé en nostre conseil.

SçA VOIR faisons, que eu sur ce l'aduis de la Roynie nostre treshonoree Dame & mere, d'aucuns Princes de nostre sang, & gens de nostre conseil, auquel cest affaire a esté meurement deliberé : & apres que ledit Sieur de Fleury a remis en noz mains ledit estat de grand Maistre, qu'il a tenu & exercé iusques à present, auons iceluy supprimé & aboly, supprimons & abolissons, sans qu'il y soit ou puisse estre cy apres aucunement pourueu. Et voulans pouruoir à la conseruation de nosdites forests, visitation, reformation, & correction des delits & abus qui s'y commettent, & pareillement ausdites ventes de boys : auons par cestuy nostre edict perpetuel & irreuocable, fait, ordonné & estably, faisons, ordonnons & establissons, creons & erigeons en chef, tiltre & qualité d'office formé, six noz Conseillers, grands Maistres, enquesteurs, & generaux reformateurs des eaux & forests de nostredit Royaume, pays, terres & Seigneuries de nostre obeissance, qui seront distribuez, & exerceront lesdits estats respectiuelement chacun es provinces cy apres particularisees : scauoir, l'un d'eux où l'estendue & ressort des Bailliages, Seneschauflées, Preuostez, & gouvernement de l'Isle de France, Brye, Perche, Picardie, & pays nouuellement reconquis, non compris le Bailliage de Prouins : l'autre es Bailliages & Vicomtez des gouuernemens de Normandie : le troiesme, es Bailliages, Seneschauflées, Preuostez & gou-

uermemens de Champagne, y compris le Bailliage de Prouins, Bourgongne, Auxerrois, Lyonnois, Bourbonnois, Auvergne, Forests, Masconnois, la Marche, & Limosin. Le quatriesme, és Bailliages, Seneschauces & Preuostez estans és gouiernemēs de Guyenne, Poictou, Berry, Angoumois, Xaintonge, Orleans & Blois. Le cinquieme és pays, prouinces, Seneschauces & gouiernemens de Bretagne, Anjou, le Maine, & Touraine. Et le sixieme és ressorts, prouinces & gouiernemens de Languedoc, Prouence, & Dauphiné. Tous lesquels six grands Maistres, seront qualifiez, nommez, & intitulez en toutes sentences, ordonnances, & toutes expéditions, grands Maistres, Enquesteurs, & generaux reformateurs des eaux & forests de France, chacun en la prouince & departement où il aura esté estably, iouyssant chacun d'eux de tels & semblables droicts, autoritez, preeminences, pouuoir, attribution, exercice de iustice, & priuileges, dont iouyssoit ledit Sieur de Fleury, exerçant seul ledit estat de grand Maistre par tout nostredit Royaume : tout ainsi que si lesdits droicts, pouuoirs & autoritez estoient cy specifiez, lesquels nous leur auons à cest effect ordonnez & attribuez, ordonnons & attribuons. Et à fin que les reiglemens cy deuant establis, & autres que nous ferons cy apres, tant pour les coupes & ventes de boys, qu'autres choses quelconques dépendans des forests, soyent executees: auons ordonné que toutes les lettres & commissions qui en seront expediees, seront adressees ausdits grands Maistres, & non à autres, chacun en son ressort & departement: lesquels executeront lesdites commissions en personne, sinon en cas de maladie, absence, ou autre legitime empeschement : auquel cas lesdits grands Maistres pourront, & leur permettons commettre & subdeleguer, pour l'effect que dessus, leurs Lieutenans, ou tels de noz Officiers des eaux & forests, estans dans l'estenduë de leur departement, qu'ils aduiseront & cognoistront estre capables de telle charge. Lesquels seront tenus suyure la forme & ordre qui leur sera ordonné & estably par lesdits grands Maistres, chacun en son departement.

1 Et pour ne laisser rien en arriere de ce qui touche ladite charge & le deuoir de noz Officiers esdites forests, & en confirmant l'ordonnance de noz predecesseurs Roys, auons tresexpressément inhibé & defendu, inhibons & defendons à tous Maistres particuliers, Gruyers, Verriers, Sergens, Segrayers, Gardes, & tous autres Officiers des eaux & forests de nostre Royaume, de Proceder à l'execution ou verification d'aucunes noz lettres de commission, pour le fait desdites ventes de boys, reformation & exemption de droicts Gruyerie, & Grayrie, tiers & daugier, adjudications des terres vaines & vagues, concessions & otrois, chauffages, ne autres prouisions & expéditions quelconques concernans nosdites eaux & forests, sans premierement & au preallable auoir eu l'attache de celuy desdits grands Maistres, dans le departement duquel sera assise la forest, pour laquelle lesdites commissions seront otroyees, & qu'elles n'ayent esté enregistrees au greffe du siege de la table de marbre, de l'ordonnance d'iceluy : voulans & ordonnans à cest effect toutes les susdites commissions & prouisions estre adressees ausdits grands Maistres, chacun en son regard, & non autres, pour estre par eux verifiees, encores qu'elles eussent esté publiques & enregistrees en noz cours de Parlement, chambres des comptes, & table de marbre, sur peine de nullité de l'execution desdites commissions.

2 Et à fin qu'il ne soit commis abus ou faute es ventes de boys qui seront faites cy apres de nosdites forests, voulons & ordonnons, que de tous les reiglemens & estats que nous en ferons, soit enuoyé copie signee de nostre main à nosdits grands Maistres, qui seront tenus d'en faire bon & loyal registre, pour y auoir recours quand besoin sera. Et lesdites ventes estans faites, chacun d'eux en son departement dressera estat des deniers qui en prouieront à noz Receueurs generaux des forests nouuellement creez, dont ils en enuoyeront deux, l'un aux gens de nostre conseil, & l'autre au Tresorier de France, chacun en sa charge & Prouince.

3 Mais d'autant qu'il seroit impossible ausdits grands Maistres, faire & executer ce qui est requis pour le fait de ladite charge, sans estre assiste d'aucuns noz Officiers, & autres personnes necessaires à cest effect, nous, en reprenant le mesme pouuoir, attribué pour ce regard audit grād Maistre par nosdits predecesseurs, en ensuyuant iceluy, & les ordonnances pour ce faites, auons permis & permettons ausdits grands Maistres presentement creez, & leur auons donné & donnons pouuoir à chacun d'eux, d'ordonner & taxer tous les fraiz qu'ils verront en leurs loyautez & consciences estre necessaires & raisonnables, tant à leurs Lieutenans, noz Procureurs, Greffiers ordinaires, ou autres qui seront par eux prins & commis pour Greffiers, Huissiers, Arpenteurs, Peintres, & autres Officiers & personnes qui auront esté employez, commis & deputez au fait des ventes de boys, uisitation, description, reiglement & reformation desdites eaux & forests à nous appartenans, pourueu que lesdits fraiz ayent esté faits pour nostre seruice suyuant noz ordonnances. Lesquelles taxes, qui ainsi seront faites, voulons estre de tel effect, force & vertu, comme si faites auoyent esté par nous, & les gens de nostre conseil, & dès à present les auons validees & autorisees, validons & autorisons : & les sommes à quoy elles monteront, voulons estre payees à ceux qu'il appartiendra par noz Receueurs, ou autres, à qui ce pourra toucher, des deniers prouenans du sold pour liure, pour le regard des ventes de boys seulement, & des exploits, amendes, fructs, & reuenus de nosdites eaux & forests, tant ordinaires qu'extraordinaires. Et lesdites taxes passees & allowees és comptes de ceux desdits Receueurs qui en auront fait payement par noz amez & feaux les gens de noz comptes à Paris, Dijon, Bretagne, Prouence Dauphiné, Montpellier & Blois, respectiuelement en rapportant les declarations desdits fraiz, taxes & ordonnances, avec les quittances des parties prenantes seulement. Ce que nous leur ordonnons de faire sans difficulté, & lesquelles taxes seront faites sur les procez verbaux desdits grands Maistres, & sur les declarations

clarations d'iceux fraiz par le menu. Et seront tenus lesdits grands Maistres d'envoyer es greffes desdits sieges de la table de marbre leursdits procez verbaux, pour y avoir recouts quand besoin sera, mesmes pour y estre les procez des reformations iugez & decidez comme l'on a accoustumé.

4 Et parce que l'exercice de la iustice est l'un des principaux pouvoirs attribuez ausdits grands Maistres, voulans les reigler sur ce, à fin d'eiter les contentions qui en pourroyent aduenir, auons ordonné & ordonnons pour le regard desdits grands Maistres establis es gouuernemens de Paris & Isle de France, & autres lieux du Parlement de Paris, & de celuy de Normandie, que l'exercice de la iustice y demeurera, & sera continué es sieges de la table de marbre de Paris & Rouën, par toute l'estendue desdits Parlemens, comme au parauant la presente creation, sans aucune chose innuer ne alterer de la iurisdiction attribuee ausdits sieges par les edicts precedens, & sans preiudicier aux droict de preeminences attribuez par les edicts des Roys noz predecesseurs au Lieutenant general dudit siege de la table de marbre du Palays à Paris.

5 Et ayant esgard que le departement de quatre desdits grands Maistres s'estend sur le ressort de plusieurs Parlemens, en chacun desquels, excepté celuy dudit Paris, & Rouën, n'a esté pourueu d'Officiers es sieges de la table de marbre, y establis, auons, entant que besoin seroit, confirmé l'edict fait par nostre tresnoré Sieur & pere le Roy Henry, au mois de Feurier, mil cinq cens cinquante quatre de la creation desdits sieges pour le regard de la iustice & des Officiers d'icelle, ou en defaut desdits Officiers, permettons ausdits grands Maistres, chacun en son estenduë, & departement, hors toutesfoies les ressorts de nosdites cours de Parlement de Paris & Rouën, prêtre & appeller tels de noz Officiers ou plus anciens Aduocats, pour cognoistre, iuger & decider, lous le nom desdits grands Maistres, des appellations des Maistres particuliers, leurs Lieutenans, Gruyers, & autres Iuges & Officiers de nosdites eaux & forests, ensemble de tous procez & instances de reformation desdites forests, hors l'estenduë desdits Parlemens, faits par lesdits grands Maistres & Officiers esdits sieges, & à ceste cause auront les quatre desdits grands Maistres, ausquels les forests du ressort de nostre court de Parlement de Paris sont departis, seans audit siege de ladite table de marbre en nostre Palays à Paris, tout ainsi que l'auoit ledit Sieur de Fleury. Et seront toutes sentences & expéditions donnees audit siege, intitulées par les grands Maistres des eaux & forests de France, au siege de la table de marbre du Palays à Paris.

6 Et à fin que lesdits six grands Maistres puissent vacquer diligement, & auec honneste moyen se entretenir au fait de la charge & exercice de leursdits estats, auons ordonné & ordonnons à chacun d'eux, la somme de deux mil liures tournois de gages ordinaires, dont ils seront payez par les quatre quartiers accoustumez, à prendre sur la principale recepte generale de noz finances de leur departement & prouinces, ou sur celuy des deux Receueurs generaux des ventes de boys n'agueres creez qui sera en charge & exercice : & ce des premiers & plus clairs deniers de leur recepte, suyuant les estats qui en seront pour ce faire, dressiez ausdits Receueurs par les Thresoriers de France, & generaux de noz finances, chacun en sa charge, & sur les simples quittances desdits grands Maistres, qui seruiron à l'acquit & decharge desdits Receueurs, en la reddition de leurs comptes, sur lesquels lesdits gages seront passez & allouez par nosdits gens des comptes. Et outre ce auons ordonné & ordonnons à chacun desdits six grands Maistres, la quantité de cinquante cordes de boys pour leur droict de chauffage, qu'ils prendront par marques & liuree en telle des forests de leurs departemens qui mieux le pourra porter, & tout ainsi que ledit Sieur de Fleury en a cy deuant iouy.

7 Et ayans aussi esgard à la despense grande qu'il conuiendra faire ausdits grands Maistres en l'exécution des ventes de boys, reformation des eaux & forests, & autres commissions extraordinaires qui leur seront adressees, nous leur auons ordonné & ordonnons de taxe & vacation, la somme de dix liures tournois pour chacune iournee qu'ils vacqueront hors leurs maisons ausdites ventes, reformations, & autres commissions susdites, dont ils seront payez par noz Receueurs ou autres qu'il appartiendra, des deniers prouenant du sold pour liure desdites ventes, amendes & confiscations desdites reformations, par vertu des ordonnances & quittances desdits grands Maistres seulement, rapportant lesquelles, & leur procez verbal, nous voulons & entendons, tout ce que payé aura esté par eux, estre passé, alloué & rabatu es comptes desdits Receueurs, respectiuellement par noz gens des comptes, ausquels nous mandons ainsi le faire, sans aucune difficulté.

8 Et d'autant que es sieges de la table de marbre de Paris & Rouën y a quelque nombre d'Huissiers cy deuant creez, la charge principale desquels est d'exploicter & executer tous mandemens, sentences, & commissions desdits sieges, ensemble des reformations qui se font de nosdites forests, où ils assistent & sont employez : & qu'il est besoin au moyen de l'establissement desdits six grands Maistres creer encores des Huissiers, à fin qu'il y en ait nombre suffisant, & que l'on ne soit en peine de commettre autres gens au fait de telle charge, comme l'on a fait le passé, tant pour executer lesdites commissions, sentences, ordonnances, & expéditions susdites, qui seront donnees par lesdits grands Maistres, leurs Lieutenans esdits sieges, qui en procedant par eux edifier reformations, reiglement, visitations, & réunion des entreprises faites sur nosdites forests, à quoy voulons & entendons qu'ils vacquent en toute diligence, sans intermission, pour la conseruation d'icelles, auons pour ceste consideration creé & establi, creons & etablissions en chef & tiltre d'office formé, six Huissiers Sergens sur le fait de nosdites eaux & forests de France, pour y estre pourueu de personnes capables qui les tiendront & exerceront aux mesmes pouvoirs, autoritez, franchises, & libertez, taxes, profits & emolumens, dont

iouissent les autres Huissiers anciens establis audit siege de la table de marbre de nostre Palays à Paris.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux, les gens tenans noz cours de Parlement, & chambre des comptes, que ces presentes noz lettres d'edict ils fassent chacun en leur esgard, lire, publier, & enregistrer, & le contenu en icelles garder & faire observer de point en point, selon leur forme & teneur, sans permettre qu'il y soit contreueu aucunement, faisans cesser tous empeschemens qui se roient donnez ausdits grands Maistres, & autres noz Officiers qui seront par nous pourueuz desdits estats & offices, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, dont nous auons retenu & reserue la cognoissance à nous & à nostre conseil priué, & icelle interdite & defendue, à nosdites cours de Parlement, & chambre des comptes, & à tous autres Iuges quelconques. Et à fin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons fait mettre nostre scel à cesdites presentes signees de nostre main. Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris au mois de May, l'an de grace, mil cinq cens soixante quinze, & de nostre regne le premier. Ainsi signé, HENRY. Et plus bas, Par le Roy estant en son conseil, PINART. Et sceelles du grand scel de cire verte, en laqs de soye rouge & verte. Et au dessouz est escrit.

Leués, publiques & registrees, ouy sur ce le Procureur general du Roy, apres treshumbles remonstrances à luy faites, tant de bouche, que par escrit, & de son trefexpres commandement, aux charges & selon qu'il est porté & contenu par le registre, à Paris en Parlement, le dixiesme iour de Iuin, mil cinq cens septante cinq. Ainsi signé,

DV TILLET. Et à costé,

Leués semblablement, publiques & registrees, ouy & ce requerant le Procureur general du Roy en la chambre des comptes, du trefexpres commandement de sa Majesté, aux charges contenues au registre sur ce fait, le vingte vniemesme iour de Iuin, mil cinq cens septante cinq. Signé, DANES.

Enregistrees & registrees du greffe de la chambre des eaux & forests du Royaume de France, au siege de la table de marbre du Palays à Paris, ce requerant le Procureur du Roy en icelle. De l'ordonnance de Messieurs les Lieutenans & Conseillers du Roy sur le faict desdites eaux & forests audit siege. Ensemble l'arrest de la cour de Parlement, portant les modifications du present edict, le vingthuitiesme iour de Iuin, l'an mil cinq cens soixante & quinze. Signé, BELOT.

Arrest notable portant reiglement entre les Officiers des eaux & forests d'Anjou.

HENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Polongne, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Sçauoir faisons, que comme dès le quatriemesme iour de Mars, l'an mil cinq cens soixante & quinze, Comparant iudiciairement en nostre cour de Parlement, nostre amé René Laurens Escuyer Sieur de Poufou, Maistre des eaux & forests du Duché d'Anjou, appellant de certaine sentence & iugement donné par le grand Maistre enquesteur, & general reformateur des eaux & forests de nostre Royaume, ou son Lieutenant general à la table de marbre, le vingtneufiesme iour d'Aoust, mil cinq cens soixante & treize, & anticipé d'une part. Et nostre amé René bault Escuyer Sieur de Beaumont, Iuge & Lieutenant general dudit Maistre particulier des eaux & forests de nostre Duché d'Anjou, inthimé & anticipant d'autre : & ne pourrôt les qualitez nuire ne preiudicier aux parties. Apres que Mauduyfon Procureur de l'appellant a demandé défaut, & que Marion pour l'inthimé auroit dit que l'appel concernoit vn reiglement pour les offices des parties, & sur ce que Briffon pour nostre Procureur, a dit, qu'en communiquant au parquet on auoit aduisé de mettre l'appellation, & ce dont a esté appelé au neant, & bailler Cōmissaires aux parties sur le reiglement, nostredite cour eust deslors mis l'appellation, & ce dont auroit esté appelé au neant, sans amende, & sur le reiglement le demandeur bailleroit sa demande, à laquelle le defendeur respondroit dans huitaine, pour ce faict & communiqué à nostre Procureur general, & luy ouy, faire droit aux parties, ainsi que de raison. Suiuant lequel arrest, & satisfaisant à iceluy, de la part dudit Maistre René bault Escuyer Sieur de Beaumont, Iuge & Lieutenant general dudit Maistre particulier des eaux & forests de nostre Duché d'Anjou, eust esté fourny de sa demande audit reiglement, & par icelle entre autres choses fait dire & proposer, qu'il estoit à presupposer que les estats de Maistre des eaux & forests, auoyēt esté de tout tēps & ancienneté mis entre mains de personnes nobles & grans Seigneurs, par noz predecesseurs Roys. Souz l'autorité desquels, le peuple le pouuoit plus aisément renger en l'obeissance de noz ordonnances, & à ce moyen les eaux & forests conseruez en leur entier, sans estre depopulees & ruynees. Et depuis succedans, par la malice des hommes, quelques procez & contentions iudiciaires, auroyēt esté creez par noz predecesseurs Roys, le Iuge & Lieutenant desdits Maistres des eaux & forests, lesquels par noz edicts doyent estre de robbe longue, gens lettez & graduez, pour exercer la iurisdiction, faire & instruire lesdits procez, & iceux iuger, d'autant que lesdits Maistres n'estoyent de la qualité ne personnes propres pour instruire ne decider lesdits procez, horsmis que lesdits Maistres se pouuoient trouuer au iugement desdits procez si bon leur sembloit, & y donner leur aduis, & mesmes y presider : Signamment à nostre pays & Duché d'Anjou, dès & depuis soixante ans, dont la memoire estoit encores recente, les Maistres des eaux & forests auoyent tousiours esté Gentils-hommes, & de robbe courte : A sçauoir, nostre amé Jaques desplantez, Cheualier de nostre ordre, Sieur dudit lieu, & des Marchais, souz lequel estoit Iuge & Lieutenant des eaux & forests d'Anjou, Maistre Ican Binet Licencié es droicts, lequel au procez verbal de la reduction de la coustume d'Anjou, qui fut l'an mil cinq cens & dix estoit pour ceste cause appelé Iuge des eaux & forests, pour môstrer que ledit estat de Lieutenant

des eaux

des eaux & forests d'Anjou estoit fort ancien, & dès le temps de nostre predecesseur le Roy Loys douzième, que Dieu absolve, & au parauant, & aussi que ledit Lieutenant estoit appellé vrayement le Iuge des eaux & forests. Comme aussi à la verité ledit Sieur des Plantez qui estoit Maistre des eaux & forests, ne s'amusa oncques en l'exercice de ladite iurisdiction & instruçion des procez, bien quelque fois estoit present aux assises desdites eaux & forests, tenans par ledit Biner, mais ne prononçoit & ne donnoit les appointemens en la tenuë desdites assises, & executant sa charge, ledit du Plantez faisoit chacun an ses cheuachees & visitacions sur lesdites forests & riuieres, & des forfaitsures qu'il trouuoit en faisoit procez verbal, leques incontinent il mettoit au greffe, pour par son Lieutenant & Iuge, en ladite iurisdiction, les procez estre instruits contre les delinquans, & les forfaits punis suyuant la qualité des delits. Succesiuement nostre amé & feal Cheualier de nostre ordre, René de Sauzay, Seigneur des Marchais & du Plantis, ayant esté pourueu de l'estat de Maistre des eaux & forests d'Anjou, par la resignation dudit du Plantis, n'auoit oncques vacqué au fait de iudicature, & moins à l'instruction des procez desdites eaux & forests, avec Maistre René Cheualier, Licencié és droicts, qui exerçoit la iustice comme Lieutenant & Iuge en ladite iurisdiction : & depuis ledit de Sauzay auoit resigné ledit estat au Sieur de la Pelleterie, lequel n'exerça oncques ladite iurisdiction d'icelles eaux & forests, ains Maistre Iaques Tenyn, Licencié ès loix, Lieutenant & Iuge pour nous esdites eaux & forests, dudit pays. Et finalement, ledit de la Pelleterie auoit resigné sondit estat audit Laurens deffendeur marchant de draps de soye, demeurant à Angers : Souz lequel auoit exercé la iustice comme Lieutenant en ladite iurisdiction, Maistre Nicolas Pellé, qui depuis deux ans auoit resigné son estat audit demandeur, qui estoit de robbe longue, gradué & receu à la table de marbre, comme pareillement auoyent esté tous ceux qui auoyent esté pourueus dudit estat de Lieutenant, lequel Pellé Aduocat à Angers, pendant qu'il a esté Lieutenant & Iuge desdites eaux & forests, auoit tousiours exercé ladite iustice, tant du temps dudit deffendeur, que de son predecesseur, comme apparroistroit par les procedures faites en ladite iurisdiction, fors par quelque temps durant les troubles, que ledit Pellé estant de la religion pretendue reformee, se seroit absenté de la ville d'Angers, craignant estre emprisonné, pendant lequel temps & absence d'iceluy, ledit Laurens auoit mis entre les mains d'un nommé Phelippeau Aduocat postulaire à Angers, son beau frere, les procez verbaux des visitacions qu'il auoit faites, & auroyent ensemblement fait & entrepris, en l'absence dudit Pellé, de iuger les procez : & voulant ledit Pellé venir en ladite ville d'Angers pour exercer son estat incontinent, estoit menacé par ledit deffendeur de le faire mettre en prison, qui estoit cause que ledit Pellé ne s'osoit trouver en ladite ville, pour faire sondit estat : de maniere que luy estant son office inutile par le moyen de telle inthimidation, absence & contrainte, il se seroit resolu de le resigner. Ce qu'il auroit fait à la personne dudit demandeur, digne, & de la qualité requise, ayant esté examiné & receu à la table de marbre dès long temps, lequel demandeur, tost apres se seroit voulu entremettre en l'exercice de ladite iurisdiction, mais il y auoit esté empesché par ledit deffendeur, qui pretendoit que ledit demandeur ne pouuoit rien en toute ladite iustice, pendant qu'il seroit present : au moyen dequoy ledit demandeur auroit fait appeller en reiglement ledit deffendeur, par deuant le grand Maistre enquesteur de la table de marbre, comme estant Iuge superieur des Maistres particuliers, & pour ce faire obtenu commission pour faire appeller en reiglement ledit deffendeur, & ce pendant que par prouision, le reiglement donné entre le Maistre des eaux & forests d'Orleans, & son Lieutenant, fust gardé & obserué entr'eux. De laquelle commission, pour le regard de ladite clause prouisionnelle, ledit deffendeur ayant appellé en nostre dite cour, l'arrest susdit du quatriesme Mars, s'en seroit ensuyui. Par lequel, entre autres choses auoit esté ordonné que ledit demandeur bailleroit sa demâde & articles en reiglement. A ceste cause, pour les causes & moyes susdits, eust ledit demandeur requis à ce que par arrest de nostre dite cour, il fust dit en reiglant les parties, que ledit deffendeur comme Maistre pourroit tenir le siege les iours accoustumez d'estre tenus en ladite iustice, & aussi les assises ou grans iours des eaux & forests : mais qu'en son absence, le demandeur, son Lieutenant general, tiendroit ledit siege & assises, que ledit Maistre prononceroit, si bon luy sembloit les iugemens, tant diffinitifs, que interlocutoires, qui se donneroient audit siege sur le champ, & par le conseil dudit demandeur, son Lieutenant general, & que ledit Maistre bailleroit, si bon luy sembloit ses ordonnances pour le mesurage des ventes des forests d'Anjou, mais qu'en son absence, & estant hors la ville d'Angers, ledit demandeur les pourroit bailler : aussi que ledit deffendeur Maistre pourroit adiuger les ventes des boys au siege accoustumé de tenir en ladite iustice, mais qu'en son absence sondit Lieutenant les adiugeroit, comme à semblable les deliurances des boys qui seroyent ordonnez aux viagers, ou pour autres affaires, pourroyent estre faites par ledit Maistre, & en son absence, par le demandeur, son Lieutenant general. Que ledit Maistre receuroit les Officiers de nouuel par nous pourueuz à l'audience & siege accoustumé & non ailleurs, & en son absence ledit Lieutenant : s'il se presentoit quelque visitation à faire de Gardes ou Sergenteries à la poursuyte de quelques Officiers nouuellement pourueus par nous, ne voulans lesdits Officiers entrer en leurs offices, que preallablement la visitation de leursdits Gardes ne fust faite, lesdites visitacions pourroyent estre faites par ledit Maistre, appellé ledit Lieutenant & où il se trouueroit quelques maluersacions esdits Gardes, par le procez verbal qui en seroit fait par ledit Maistre, instruire le procez cõtre les delinquans, & iceux iuger, ensemble que tous les procez par escrit, & autres qui n'estoyent voides à l'audience & és plaids ordinaires ou alsises, seront iugez au rapport dudit Lieutenant general :

reſerué toutesſois que ledit Maiftre pourroit aſſiſter au iugement deſdits procez, & bailler ſon aduiſ, ſi bon luy ſembloit : auſſi que tous procez ordinaires ſeroient inſtruits par ledit demandeur, Lieutenant general, & ſi les parties eſtoient appointees à faire enqueſtes, ſeroient icelles faites par ledit Lieutenant general, & toutes autres choſes & actes concernans l'inſtruction deſdits procez ordinaires.

ITEM, quand ledit Lieutenant ſeroit les procez criminels & extraordinaires, des delinquans deſdits boys & foreſts d'Anjou, & vacqueroit à l'inſtruction d'iceux, ſiſt les informations, interrogatoires, recollemens, conſonations & examen de teſmoins qu'il conuiendrait faire ſur les faits iuſtificatifs, & des reproches mis en auant par les accuſez, reſpondroit les requêtes, & ſiſt tous autres actes concernans l'inſtruction deſdits procez criminels : & qu'en ce cas qu'il fuſt ordonné que pour quelque delits commis en quelque Garde, que ladite Garde ſoit viſitee, que ladite viſitation fuſt faite par ledit demandeur, cōme Lieutenant general, & ſemblablement les autres viſitations de boys de haute fuſtaye, du taillis qui ſeroit ordonné en iugement, eſtre faites pour l'inſtruction des procez, tant ciuils que criminels, elles ſeroient faites par ledit Lieutenant, & non par ledit Maiftre, & ordonné que audit cas que ledit Lieutenant general en l'abſence dudit Maiftre, ſiſt les ventes ordinaires ou extraordinaires, auroit & prendroit iceluy Lieutenant les profits accouſtumez, enſemble les taxes qui luy ſeroient faites pour les iournees qu'il auroit vacqué aufdites ventes, ſans ce que ledit Maiftre y priſt aucun profit ne taxe, ne part ne portion d'icelles : & pareillement des choſes cy deſſus, appartenans audit Lieutenant general, & leſquelles il pourroit faire ſans le congé & permiſſion dudit Maiftre particulier. Si euſt conclu ledit demandeur à l'oſſervation & entretenement deſdits articles de reiglement, conformees à noz edicts & ordonnances, & autres reiglemens ſemblables donnez entre le Maiftre des eaux & foreſts d'Orleans, Officiers de pareille qualité, avec reſtitution de profits, prins & vſurpez par ledit deſſendeur ſur ledit demandeur, avec deſſences aux parties de ne contreuenir audit reiglement, ſur les peines qui y appartiennent, & demande deſpens. Et au contraire, de la part de noſtre dit amé René Laurens, Eſcuyer Sieur de Pouſou, Eſcheuin de noſtre ville d'Angers, Maiftre gouverneur & general reformateur des eaux & foreſts du Duché d'Anjou, pour deſſences contre la demande en reiglement dudit Bault demandeur, euſt eſté dit que cy deuant ledit Bault demandeur l'auroit fait adiourner par deuant le grand Maiftre enqueſteur, & general reformateur des eaux & foreſts de noſtre Royaume de France, ou ſon Lieutenant general, au ſiege de la table de marbre de neſtre Palays à Paris, par vertu de certaine pretendue ſentence, qu'il diſoit auoir obtenu audit ſiege, le vingtieſme iour d'Aouſt, mil cinq cens ſoixante douze, ſentence donnee contre toute equité, droit, raiſon & iuſtice, ſur vne ſimple requête preſentee par ledit demâdeur, ſans ouyr ne appeller ledit deſſendeur, qui euſt fait ſes remonſtrances, & allegué ſes oppoſitions, telles & ſi ſuffiſantes que ledit Bault demandeur n'eũt aucunement obtenu ladite pretendue ſentence, ains de la requête par luy preſentee, en euſt eſté debouté, & ne ſ'en pouoit aucunement preualoir iceluy demandeur pour la nullité d'icelle, laquelle portoit ſeulement, veu ladite requête, la ſentence de nous donnee contenant, le reiglement fait entre le Maiftre & Lieutenant des eaux & foreſts d'Orleans : & tout veu & conſideré, dit à eſté, que ledit Laurens ſera adiourné à comparoir audit ſiege de la table de Marbre, pour voir proceder au reiglement d'entre les parties, & cependant par prouiſion, & iuſques à ce qu'autrement en euſt eſté ordonné, qu'ils tiendroyent pareil reiglement qu'iceluy fait entre ledit Maiftre & le Lieutenant du Iuge d'Orleans, en date du vingteueſme iour d'Auril, mil cinq cens ſoixante dix, lequel iugement eſtoit inique, tortionnaire & deſraiſonnable & ne ſe pouoit ſouteſtir, d'autant que comme dit eſtoit ledit deſſendeur n'auoit eſté ouy n'appellé, ne iamais conſenty iceluy. Ne ſe pouoit auſſi preualoir ledit demandeur d'un reiglement fait entre autres perſonnes, qui ne pouoit nuyre ne preiudicier audit deſſendeur, d'autant que cella n'eſtoit fait avec luy. Dauantage tous reiglemens ſe doyent iuger en noſtre dite cour de Parlement & non par autres, comme à elle ſeule appartient priuatiuement à tous autres : que tel pretendu iugement, donné pour ceux d'Orleans ne pouoit ſortir effect n'y auoir lieu pour ceux d'Anjou, car en Anjou y auoit ſeulement eu de tout temps vn ſeul Maiftre & reformateur general des eaux & foreſts, lequel auoit touſiours & de tout temps & d'ancienneté eu l'adminiſtration & exerciſe de la iuſtice deſdits eaux & foreſts d'Anjou, viſitation & reformation de toutes les eaux & foreſts de tout ledit pays d'Anjou, priuatiuement à tous autres Iuges & Officiers dudit pays : en quoy faiſant appartenoit à luy ſeul de faire exercer & adminiſtrer la iuſtice, tant en inſtruction, que iugement, à tous & contre tous ceux qui ſe trouueroient coupables & auroient enſruint noz edicts & ordonnances, pour le regard deſdites eaux & foreſts. Ioint qu'audit pays d'Anjou, n'y auoit iamais eu aucū Iuge en ladite iuriſdiction des eaux & foreſts d'Anjou, autre que ledit Maiftre general reformateur d'icelles eaux & foreſts, comme il y auoit à Orleans, où noz foreſts eſtoient de grandiffime eſtendue, & y auoyent eu de tout tēps & d'ancienneté, Iuges, ou leurs Lieutenans, qui auoyent peu exercer iuriſdiction, demeurant toutesſois au Maiftre ſon autorité de iudicare, avec les preeminences & prerogatiues : mais en Anjou de tout temps & d'ancienneté, le Maiftre & general reformateur des eaux & foreſts auoit touſiours eu l'adminiſtration & exerciſe de la iuriſdiction, tenu les aſſiſes, fait les viſitations, fait les procez verbaux d'icelles, donné aſſignation aux coupables & delinquans par deuant luy : comme à ſemblable ſes voyers & commis, auroyent aſſigné par deuant luy les coupables, à la requête de noſtre Procureur, pour eſtre fait & parfait leur procez, ce que ledit Laurés deſſendeur auroit fait, & ainſi en nuoit vſé depuis vnze ou douze ans qu'il eſtoit Maiftre general reformateur

formateur desdites eaux & forests, auoyt luy-mesmes fait & instruit les procez aux delinquans, les auoit iugez avec le conseil. Ses iugemens quand il y en auoit eu appel, esté confirmez par nostre Grand Maistre & General reformateur, ou son Lieutenant, à la table de marbre de nostre Palais à Paris, & qu'il s'y estoit si bien comporté, qu'il n'en estoit iamais arriué aucune plainte, ny clameur: à semblable en auoyent ainsi vñ, & vsoyent de leur temps Maistre Pierre de Lestang, le Sieur de Sauzay, & le Sieur des Plantiz ses predecesseurs & leurs commis, qu'ils faisoient l'exercice de la iurisdiction pour eux, & en leur nom: & n'y auoit eu oncques Lieutenant dudit Maistre des eaux & forests, sinon qu'un Maistre Jean Thenyn, & Maistre Nicolas Pellé resignant dudit Bault demandeur, son resignataire: mais tels Lieutenans n'auoyent iamais rien fait en la presence du Maistre, ne iceluy empesché en l'exercice de sa iurisdiction & instruction des procez: sinon quand il estoit absent, mais luy present, auoit tousiours exercé en leur presence sans contredit: aussi estoit-il notoire abus qu'un principal Iuge, luy present, exerceoit tousiours la iurisdiction, & faisoit les instructions des procez, sans ce que ses Lieutenans l'en peussent empesché, & faisoit ce noter, que faulcment ledit Bault demandeur s'estoit attribué qualité de Iuge, & ce qu'il ne fut oncques, ne ses predecesseurs aussi, & ne pouuoit obtenir telle nouuelle qualité, sans ce qu'il y eust edict portant cession nouuelle dudit estat de Iuge ausdites eaux & forests: Ce qui n'auoit esté fait, ains subrepticement auoit fait couller & employer en ses lettres de provision de Lieutenant dudit Maistre, ce mot de Iuge, pensant par ce moyen s'attribuer la iurisdiction desdites eaux & forests, qui de tout temps auoit, comme dit est, appartenu ausdits Maistres, & non ausdits Lieutenans, esquels estoit inaudit audit pays d'Anjou, auoit tenu ladite iurisdiction, sinon lors & en l'absence dudit Maistre. Car il estoit certain & estoit sceu assez, que tout ce qui dépendoit de la iurisdiction des eaux & forests, consistoit en noz edicts & ordonnances, lesquels attribuoient ausdits Maistres la iurisdiction & cognoissance des delicts d'iceux, & non ausdits Lieutenans, & tous les procez qui succedoyent estoient criminels pour les infractions & contrauentions de ceux qui contreuenoyent à nosdits edicts & ordonnances, chose aisée à faire & exercer par toutes personnes, soit de robbe courte, ou longue, voire plus aisée à faire que les procez verbaux des visitations & contrauentions contre les delinquans, dont vouloit seulement ledit demandeur, iceluy Laurens defendeur estre chargé, & le faire de moindre condition qu'un Sergent, en quoy n'y auoit tant soit peu de propos. Et quant aux iugemens soyent diffinitifs ou interlocutoires, ledit defendeur estoit en vne bonne ville, qui estoit la ville d'Angers, où y auoit siege presdial, grande abondance de bon conseil, par la deliberation desquels ledit Laurens Maistre defendeur auoit de coustume de donner ses iugemens, qui auoyent tousiours esté trouuez iustement donnez, & par bon aduis. Quant à l'estendue desdites eaux & forests d'Anjou, qu'elle ne meritoit autre que ledit Maistre & general reformateur, comme d'ancieneté n'y auoit autre que luy: Car à Baugé & Beaufort y auoit autres Maistres particuliers pour les eaux & forests du pays: de façon qu'il y auoit pour le ressort d'Angers le boys de Bellepoulle, & le boys d'Apurille, qui estoient de fort petite estendue, & lesquels se pouoyent visiter en deux iours. Tellement que si l'exercice de ladite iurisdiction estoit tollue & ostée audit Maistre, son estat luy seroit inutile & demeureroit sans exercice: ne vouloit toutesfoys ledit Laurens defendeur empesché, que ledit Bault demandeur, en son absence, estant hors la ville, ne besongne en son lieu, & absence en l'exercice de ladite iurisdiction, pourueu que ledit defendeur fust principal assistant aux iugemens interlocutoires & diffinitifs qui seroyent donnez, & qu'il demeurast principal, & que le donné seroit donné par deuant luy comme Maistre & general reformateur desdites eaux & forests d'Anjou, tout lequel contenu cy dessus, pour les causes, raisons & moyens susdits, auoit donné occasion audit Laurens defendeur appeler de la susdite sentence, donnee esdites requestes du Palais, & depuis par arrest de nostre cour, du quatriesme iour de Mars, mil cinq cens soixante quinze, les parties auoyent esté appointees au conseil à escrire leur plaidoyé, par demandes & defences. Si eust dit ledit defendeur, que veu son fait tel que dessus, & autres raisons & moyens de droit par luy plus amplemeut deduits & alleguez, il estoit bien fondé en ses defences, & requis à ce qu'il fust dit auoir esté par lesdits des requestes en tout & par tout mal iugé, & en amendant ladite sentence & iugement fust dit que ledit Laurens Maistre demeurera principal Iuge, & que ledit demandeur ne pourra exercer ladite iurisdiction, sinon en l'absence dudit defendeur Maistre & general reformateur desdites eaux & forests d'Anjou, avec condamnation de despens dommages & interets. Et le vingtiesme iour d'Octobre audit an mil cinq cens soixante & quinze, comparans en nostre cour de Parlement, par deuant l'un de noz amez & feaux Conseillers d'icelle, Commissaire par elle commis en ceste partie, nostredit amé Maistre René Bault Lieutenant dudit Maistre particulier des eaux & forests d'Anjou, demandeur en matiere de reiglement d'une part: & nostredit amé René Laurens Escuyer Sieur de Poufou Maistre particulier desdites eaux & forests, defendeur en ladite matiere, ou les Procureurs desdites parties pour elles. Apres que ledit demandeur auoit persisté en ladite demande en reiglement selon le contenu d'icelle, & ledit defendeur en ses defences,

nostredit amé & feal Conseiller & Commissaire susdits, auroit icelles parties appointees en droit & à produire dedans vn moys lors prochainement venant, pendant lequel temps pourroyent icelles parties fournir de replicques & duplicques, & seroyent icelles productions communicquées pour bailler contredits & saluations dedans le temps de l'ordonnance, pour ce fait, & le tout communiqué à nostre Procureur general, leur estre fait droit ainsi que de raison: & à fin de despens. En satisfaisant auquel appointment, eust esté de la part desdites parties fourny contre lesdites demandes & defences ja cy deuant par eux fourny de replicques, duplicques & de leurs productions, chacune à leurs fins, & respectiuelement par elles, contre lesdites productions produites, fourny de contredits, & par nostre Procureur general, auquel le tout, suyuant ledit appointment en droit, auroit esté communiqué, baillé ses conclusions. Et finalement le iour & date presentes, comparans en nostre dite cour de Parlement nostre amé Maistre René Bault Lieutenant du Maistre particulier des eaux & forests d'Anjou, demandeur en matiere de reiglement d'une part: Et nostredit amé René Laurens Sieur de Poufou Maistre particulier desdites eaux & forests defendeur en ladite matiere d'autre: où les Procureurs d'icelles parties pour elles, & veu par nostredite cour l'arrest d'icelle du quatriesme iour de Mars, mil cinq cens soixante & quinze, par lequel entre autres choses auroit esté ordonné, que sur ledit reiglement, ledit demandeur bailleroit sa demande par escrit, à laquelle ledit defendeur viendroit defendre à la huitaine ensuyuant, pour ce fait & communiqué à nostre Procureur general, & luy ouy, faire droit aux parties: demande dudit demandeur, defences, replicques & duplicques, productions desdites parties, contredits par elles respectiuelement fournis, saluations dudit defendeur, conclusions d'en fournir par ledit demandeur, appointment en droit, conclusions de nostre Procureur general, auquel le tout auroit esté communiqué, & tout considéré, ce qui faisoit à voir & considerer en ceste partie. Nostredite cour par son arrest, fait droit sur ledit reiglement, a ordonné & ordonne que ledit defendeur Maistre particulier des eaux & forests, pourra tenir le siege d'icelles eaux & forests les iours accoustumez estre tenus, & aux autres iours & grands-iours, & y presider, & en son absence, ledit demandeur tiendra ledit siege, prononcera contre le defendeur tous & chacuns les appointemens, reiglemens, iugemens definitifs & interlocutoires des causes qui seront expedies sur le champ esdits iours & assises, ayant au preallable prins l'aduis dudit demandeur ou cas qu'il se trouue esdits iours & assises, baillera ledit Maistre ses ordonnances pour le mesurage des ventes des forests d'Anjou, & en son absence hors de la ville d'Angers, si la chose est pressee, ledit demandeur les pourra bailler preallablement, adiugera ledit Maistre les ventes desdits boys au siege où on à accoustumé tenir & exercer la iustice desdites eaux & forests, par publication, proclamations, selon les formes & solennitez en tel cas requises par noz ordonnances, & en son absence ou empeschement, seront lesdites ventes adiugees par ledit demandeur, les Officiers desdites eaux & forests nouvellement par nous pourueus, seront receus en iugement, & à iour de plaids audit siege par ledit Maistre, sans qu'ils puissent estre receus ailleurs, & ouy sur ce le substitut de nostre Procureur general, & en l'absence ou iuste empeschement dudit Maistre, seront receuz par ledit Lieutenant, tenant lesdits plaids: les chauffages & vifages des lieux si aucuns en y a, seront deliurez par ledit Maistre, le substitut de nostre Procureur general appellé, & gardant noz ordonnances, & en son absence & iuste empeschement, seront deliures par ledit Lieutenant, ledit substitut aussi appellé: les visitations ordonnees estre faites des Gardes ou Sergenteries, à la poursuite de quelques Gardes ou Sergens nouvellement pourueus, qui ne voudroyent en leurs Gardes, sans prealable visitation d'icelles, seront faites par ledit Maistre, le substitut de nostredit Procureur general present & appellé, & en son absence & iuste empeschement par ledit Lieutenant, lequel Lieutenant instruira les procez des fautes & maluersations qui se trouuent par ladite visitation: tous les procez par escrit, & causes qui ne se pourrôit vuyder sur le champ & en l'audience, les plaids tenans, seront iugez par ledit Lieutenant, y assistant ledit Maistre, si bon luy semble: sans qu'ils puissent estre baillez pour rapporter à d'autres, sinon que en cas de recusation: auquel cas sera tenu ledit Maistre de les bailler à vn de noz Officiers, sans les pouuoir bailler à des Advocats: & neantmoins leur enioinct nostredite cour, vuyder les differens & procez en l'audience si faire se peut, sans appointer les parties en droit. Ordonné que tous les procez ordinaires, esquels sera besoing faire quelque instruction, comme enquestes, interrogatoires, seront faits par ledit Lieutenant seul, sinon en cas de recusation comme dessus, auquel cas l'instruction s'en fera par vn de noz Officiers de la Seneschauce ou Preuosté d'Angers. Seront aussi les procez extraordinaires faicts & instruits par ledit Lieutenant, soit les interrogatoires, recollemens & confrontations, enqueste d'office sur faits iustificatifs & de reproches, & autres: & ce fait, seront les procez iugez par ledit Lieutenant, au iugement desquels assistera ledit Maistre si bon luy semble, ne pourra ledit Maistre prendre son chauffage ou cas qui luy soit permis par les ordonnances par ses mains, ains luy en sera fait deliurance par marque par ledit Lieutenant, le substitut de nostre Procureur general present ou appellé: semblablement ne pourra iceluy Maistre deliurer aucun chauffage aux pretendus vifagers, sinon qu'en la forme prescrite par noz ordonnances, par marques & en presence dudit substitut, & du Greffier desdites eaux & forests: ausquels enioinct nostredite cour garder les ordonnances, tant pour le regard du marteau à marquer, que du marteau des delits & leur est aussi enioinct de faire les visitations desdites eaux & forests au temps & ainsi qu'il est porté par noz ordonnances, & sans y controuenir, sur les peines portees par icelles. Fait icelle cour inhibitions & defences audit defendeur

deffendeur, de ne deleguer ladite vifitation à autre, ne commettre ou employer au faict defdites eaux & forests, aucun Aduocat ou autre que ledit Lieutenant, & à fa recufation, qui n'aye le ferment à iuflice. Et ou cas que ledites ventes de boys foyent faites par ledit Lientenant, ordonne qu'il prendra tels falaires qui peuvent estre deuz à l'office de Lieutenant feulement, & non autrement. Et outre enjoint nostredite cour aufdites parties, prendre fimples qualitez: à fçauoir audit deffendeur de Maiftre defdites eaux & forests, & audit demaendeur le Lieutenant, fans prendre tiltre de Maiftre Gouverneur & general reformateur, & fi a condamnè & condamne iceluy deffendeur es despens de la prefente infiance, tels que de raifon. A ordonné que le prefent areft fera leu & publié au fiegge defdites eaux & forests d'Angers, iour de plaids, & iceux tenans, & enregiftre au greffe dudit fiegge defdites eaux & forests. En tefmoin de ce, nous auons fait mettre nostre feel à ces prefentes.

Donné à Paris en nostre Parlement le feptiefme iour du mois de Septembre, l'an de grace, mil cinqcens foixante & feize: Et de nostre regne le troiefme. Signé par arrefte de la cour. D E

H E V E Z. Et feellé fur double queue de cire iaune.

Edict du Roy, par lequel la Majesté octroye aux Officiers de ses eaux & forests droict de chauffage, pour eux & leurs fuccesseurs, fuyuant le reiglement porté par iceluy.

XXXVI.
Idem 1578.



EN R Y par la grace de Dieu Roy de France, & de Polongne à tous prelens & à venir, Salut. Estans deuement auertis, que la principale ruyne & degradation de noz forests ne procede tant des delits & maluerfations qui s'y commettent ordinairement par les circonuifions d'icelles, que par le faict & coulp de noz Officiers refidens fur les lieux, & qui en ont charge, lesquels fous ombre de leurs eftats prennent librement boys à difcretion pour leurs neceffitez, & autres neceffitez, par leurs mains, combien que par les edicts & ordonances faites par nous, & de nosdites forests, & creation de plusieurs nouueaux Officiers en icelles, n'eust esté attribué droict de chauffage, que aux anciens Maiftres qui estoient lors du reiglement mis en nosdites forests en l'an mil quatre cens deux, article dixiefme; amplemment repeté en l'ordonnance de l'an mil cinq cens feize, & depuis confirmé par le feu Roy François nostre treshonoré Seigneur & ayeul, en son edict de l'an mil cinq cens dixhuit, & encores deuoit par ledits Maiftres estre prins iceluy chauffage par les mains des marchands, fur peine de priuation de leurs eftats. Et pour le regard des Verdiers, Gruyers, Segrayers, Maiftres Sergens, Gardes, & autres Officiers, ne leur estoit ordonné ny octroyé aucun chauffage, finon autant qu'il seroit aduifé par l'un des Maiftres, ou le Vicôte & Receueur selon leurs mefnages, en boys versé & sec, s'il s'en trouuoit à fuffire: finon des remenançs des coupeaux & branches qui ne pourroient estre employez en edifice; & fans excez ny outrage, ainsi qu'il est amplemment déclaré eldits edicts, & encores de nouuel par le dernier reiglement faict eldites forests, en l'an mil cinq cens cinquante quatre, article quattiefme; est exprellément dit, que les Maiftres, leurs Lieutenans, noz Procureurs & Greffiers de l'institution portée par iceluy, ne pourroient auoir ne prendre aucun droict de chauffage. Toutesfoies ne delaisfent tous ledits Officiers indifferemment d'en prendre tel, de telle qualité, & en telle quantité que bon leur femble, mefmes par leurs mains, par pieds d'arbres, ou par arpens, des plus beaux, & es meilleurs endroits qu'ils peuvent chyfoir: lesquels font eftimer & aualer à leur volonté, pour les appliquer à baftr, ou tel autre trafic que bon leur femble à nostre trefgrand preiudice, & intereft du public, & qui tourneroit en brieft à l'entiere ruyne de nosdites forests, s'il n'y estoit par nous pourueu de quelque bon & certain reiglement.

A ces causes, consideras que nous n'auons auourd'uy aucun plus clair domaine dont nous peufions estre promptement fecourus en quelque urgent & pressé affaire, s'il s'en presentoit, que celuy de noz forests, que nous deuons à cest effect trefsoigneusement conseruer, & pouruoir aux degasts, abus, degradations & maluerfations, qui y ont iufques icy esté commises par nosdits Officiers, faifans l'exercice de leurs charges; & qu'il n'y a meilleur moyen pour faire cesser ledites maluerfations, & estre à nosdits Officiers toute occasion de les continuer à l'aduenir, & de mettre la main en nosdites forests, qu'en leur octroyant quelque commodité de chauffage, fur les vêtes ordinaires & extraordinaires qui s'y feront d'oresnauant. Apres auoir le tout mis en deliberatiō en nostredie conseil priuè, auquel affistoyent la Roynie nostre treshonorée Dame & mere, nostre trefcher & trefamé frere vnique le Duc d'Anjou, & autres Princes & Seigneurs de nostredit conseil, auons de l'aduis d'iceluy par ce prefent nostre edict perpetuel & irreuocable dit, statué & ordonné, difons, staturons, ordonnons, voulons, & nous plaist, que tous noz Officiers des forests de nostredit Royaume Maiftres particuliers d'icelles eaux & forests, tant en la ville, Preuosté & Vicomté de Paris, qu'en chacun des Bailliages, Senefchaucées, & Iugeries de nostredit Royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeiffance, leurs Lieutenans, noz Procureurs, Greffiers des lieux, Gruyers, Verdiers, Segrayers, Maiftres Gardes & Maiftres Sergens, Sergens, cheuaucheurs, rachasseurs, trauiersiers, Gardes de noz marceaux, Sergens ordinaires, & Gardes de nosdites forests & leurs fuccesseurs aufdits offices, auront & prendront d'oresnauant pour leur droict de chauffage en nosdites forests, aux lieux & endroits le moins domageable, qui leur pourrōt mieux porter, & plus proches de leurs demeures & habitatiōs, la quantité de boys de corde cy apres déclarée, fçauoir ledits Maiftres particuliers la quantité de 25. cordes, chacune corde estant de 8. pieds

AAAA ij

de long, & quatre de hauteur : leurs Lieutenans, quinze : les Gruyers, Verdiers, Segrayers, Maistres des Gardes, Maistres Sergens, & Gardes de noz matteaues, noz Procureurs & Greffiers, chacun dix cordes. Les Sergens cheuaucheurs, rachasseurs & trauiersiers, & les autres Sergens & Gardes ordinaires de nosdites forests, chacun six cordes, le tout de la nature susdite : laquelle quantité de boys, pour le droit de chauffage de chacun desdits Officiers leur sera annuellement baillée, fournie & liuée par les mains des marchans adjudicataires des ventes ordinaires ou extraordinaires, qui seront faites en icellesdites forests. Lesquelles ventes voulons, ordonnons & nous plaist, estre d'oresnauant faites à charge & condition expresse de bailler, fournir, & liurer par lesdits marchans, outre & par dessus le prix de leurs ventes, & sans diminution d'iceluy, la quantité des cordes de boys en nature de boys de corde, qui sera necessaire pour le chauffage des Officiers des forests où se feront lesdites ventes & adiuications, selonc l'estat qui en sera fait par le Maistre ou celuy qui en fera la vente, le iour mesme de l'adiudication ou au parauant icelle, & non en autre nature, sur peine contre les marchans contreuenans de confiscation de leurs ventes, & contre les Officiers de priuation de leur chauffage pour la premiere fois, de suspension de leurs estats pour la seconde, & de priuation pour la tierce. Le boys desquels chauffages à ceste fin pour estre marqué & distingué de l'autre boys marchand, & obuier aux abus qui s'y pourroyent commettre, seront lesdits marchans tenus faire scier de quatre pieds de longueur, le mettre à part, & marquer chacune busche d'iceluy par les deux bouts des matteaues dont ils vseront en leurs ventes, sur peine de confiscation dudit boys, & d'amende arbitraire, tant contre le marchand, que contre celuy entre les mains & possession duquel il sera trouué. Et où par quelques années cy apres ne se feroit aucune vente de boys de haute fustaye esdites forests, voulons & ordonnons estre faite, en ladite année en icellesdites forests, vne vente de certain nombre d'arpens, qui sera trouué necessaire pour fournir la quantité de corde requise pour lesdits chauffages à la charge de payer par le marchand adjudicataire le surplus de la valeur du boys de haute fustaye, qui sera faite au plus offiant & dernier encherisseur, les solleinnitez en tel cas requises, gaues & obseruances. Lesquels deniers seront mis es mains de nostre Receueur ordinaire des boys, estans lors en charge, selonc les estats qui seront enuoyez par ceux qui auront fait lesdites ventes, pour nous en tenir par luy compte, avec les autres deniers de la charge en vn article de recepte à part.

Et d'autant qu'en plusieurs de nosdites forests n'y a aucun boys de haute fustaye, ains sont tous taillis, tellement que lesdits chauffages ne pourroyent estre fournis ausdits Officiers par cordes, comme est dit cy dessus, Voulons & entendons neantmoins, lesdits chauffages estre fournis à iceux dits Officiers, en pareille nature de boys taillis que portent lesdites forests. A scauoir par quantité de perches, quarts ou demys arpens, ou telle autre quantité qu'il appartiendra, selonc l'estimation & eualuation qui en sera faite desdites mesures de taillis à cordes par les grands Maistres des eaux & forests de France es sieges de la table de marbre, & dont sera fait registre, sans que lesdits Officiers puissent vendre, donner, aliener ou autrement transporter ledit boys à eux ordonné & deliuré, partie ou portion d'iceluy, en autre lieu, ou le conuertir à autre usage, que pour leur chauffage es maisons de leur residence ordinaire. Et que pour quelque cause, occasion, ou pretexte que ce soit, iceux dits Officiers puissent auoir, couper, prendre ou faire prendre directement ou indirectement, aucun autre boys, soit de chablis, boys verrez, verd ou sec, cheu, couppé ou abbattu, ou par eualuation de pieds d'arbres, perches ou arpens, par leurs mains ou autrement, de quelque nature ou qualité que ce soit, ou en pretendre d'auantage pour leur dit chauffage, que ladite quantité & selonc la forme cy dessus prescrite, sur peine contre les contreuenans de priuation de leursdits estats, amende arbitraire, & punition corporelle. A quoy mandons & enjoignons trefexpressément à nostre Procureur general tenir la main.

Et à fin que nosdits Officiers & leurs successeurs ausdits offices puissent estre mieux certierez de la quantité de boys que chacun d'eux doit auoir pour son chauffage, & en quelles forests nous entendons qu'ils le prennent par chacun an, sans qu'ils y puissent estre iamais troublez ny empeschez, quelque reformation ou retranchement qui se face cy apres, ils seront tenus vn moys apres la publication de ce present nostre edict prendre particulieres prouisions de nous, de l'ortroy & concession dudit droit de chauffage.

Et pour ne laisser aucune doute ou ambiguité sur l'interpretation de nostredit edict, nous auons dit, déclaré, entendu & ordonné, difons, declarons, entendons & ordonnons, voulons & nous plaist, que tous & chacuns noz Officiers indifferemment de la qualité cy dessus, ayans la garde & charge en nosdites forests, encores qu'ils ne soyent cy dessus nommez ny specifiez, pour la diuersité des noms qui sont es prouinces de nostredit Royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeissance, soyent compris souz le privilege de cestuy nostredit edict, & qu'ils iouissent de l'ortroy d'iceluy droit de chauffage. Et à ceste fin qu'ils soyent tenus prendre & leuer nosdites lettres de concession dedans ledit temps, fors & excepté seulement les six grands Maistres Enquesteurs & generaux reformateurs desdites eaux & forests, qui iouyent des droit de chauffages à eux ortroyez par l'edict de leur creation & establissement, ensemble les Huisiers desdits sieges de table de marbre que n'entendons estre compris en icelle, ne qu'ils soyent tenus prendre autres lettres de prouision de nous, que celles que ont obtenues.

SI DONNONS en mandement à noz amez & feaux les gens tenans noz cours de Parlement, & chambre des comptes, & ausdits grands Maistres Enquesteurs & generaux reformateurs de nosdites
eaux &

eaux & forests de France, leurs Lieutenans & Conseillers, & tous autres noz Officiers, Iusticiers & suiets, à chacun d'eux si comme à luy appartient, que ce present nostre edict & reiglement, & le contenu en iceluy, ils facent lire, publier & enregister, entretenir, garder & observer, facent garder & entretenir inuiolablement, de point en point, selonc la forme & teneur, sans y faire ne souffrir estre fait aucune chose au cōtraire: laquelle si faite auoit esté, ils la reparent & remettent incōtinent & sans delay au premier estat & deu, nonobstant oppositions ou appellations quelcōques faictes ou à faire, & sans preiudice d'icelles & quelconques edicts, ordonnances & reiglemens à ce contraires: ausquelles, & à la derogatoire des derogatoires: auons derogé & derogeons par celsdites presentes: car tel est nostre plaisir. Et par ce que de celsdites presentes on pourra auoir affaire en plusieurs & diuers lieux, nous voulons qu'au duplicata ou vidimus d'icelles, soy soit adioulte, comme à l'original: auquel, à fin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons fait mettre nostre seal. Donné à Paris au mois de Ianuier, l'an de grace, mil cinq cens soixante & dixhuiet, & de nostre regne le quatriesme. Signé sur le reply, par le Roy estant en son conseil. **BRVLARD.** Et à costé *Visa.* Et scellé sur simple queue du grand seal de cire verte. Et sur le mesme reply est escrit.

Lenés, publiques & registrees, ouy le Procureur general du Roy, aux charges & ainsi qu'il est porté par le registre. A Paris en Parlement, le treiziesme iour de Feurier, l'an mil cinq cens soixante dixhuiet. Signé,

DV TILLET. Et encores sur ledit reply est escrit.

Lenés semblablement, publiques & registrees en la chambre des comptes, ouy & ce requerant le Procureur general du Roy, aux charges portées & contenues en l'arrest de la cour de Parlement, du treiziesme Feurier dernier passé, le huitiesme iour de May, l'an mil cinq cens soixante dixhuiet. Signé, DANES.

Extrait des registres de Parlement.

VEUS par la cour les lettres parentes du Roy en forme de chartre donnees à Paris au mois de Ianuier dernier, signées sur le reply, par le Roy estant en son conseil, **BRVLARD:** par lesquelles, & pour les causes y contenues, ledit Seigneur statue, ordonne, veut & luy plaist, que tous Officiers des forests de son Royaume, Maistres particuliers des eaux & forests tant en la ville, Preuosté & Vicomté de Paris, qu'en chacun des Bailliaiges, Seneschauces & iugeries dudit Royaume, pays, terres & Seigneuries de son obeissance, leurs Lieutenans, Procureurs dudit Seigneur, Greffiers des lieux, Gruyers, Verdiers, Segrayers, Maistres Gardes, & Maistres Sergens, Sergens Cheuaucheurs, Rachasseurs, Trauersiers, Gardes des marteaux, Sergens ordinaires, & Gardes des forests, & leurs successeurs eldits offices, ayent & prennent d'oresnauant pour leur droict de chauffage esdites forests, es lieux & endroicts moins dommeageables, la quantité de boys de corde à plain declaree esdites lettres d'edict: les conclusions sur ce du Procureur general du Roy: la matiere mise en deliberation: & tout considéré, Ladite cour a ordonné & ordonne, que leldites lettres patentes seront Lenés, publiques & registrees es registres d'icelle, ouy sur ce le Procureur general du Roy, aux charges qui ensuyuent.

A scauoir, que les Maistres particuliers & autres Officiers, desquels le droict de chauffage a esté cy deuant conuertey en argent: ensemble les Huilliers des tables de matbre, n'auront aucun chauffage. Et qu'au moyen du present edict ne sera fait coupe de plus grande quantité de boys, que celle qui est portée par les reiglemens cy deuant donnez en chaucune forest de ce Royaume. Et a ladite cour fait inhibitions & defences, à tous Officiers de coupper, abatre, ou enleuer aucuns boys pour leurdit vlsage: ains leur enjoinct d'observer la forme contenue au present edict, sur peine de priuation de leurs estats, & amende arbitraie.

Fait en Parlement, le huitiesme iour de Feurier l'an mil cinq cens soixante dixhuiet. Signé,

DE HEVEZ.

Ordonnance du Roy, portant defences à toutes personnes n'ayans droict de chasse, de chasser avec engins quelconques, à cerfs, biches, cheureuls, sangliers, lieures, connils, perdrix, herons, faisans, ny autre sorte de sanuagine ou gibier: & de n'auoir & se seruir de chiens couchans, sur les peines portees par ladite ordonnance.

HENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Pologne, à nostre amé & feal le grād Preuost de nostre hostel, & à tous noz Baillifs, Seneschaux, Preuosts, Iuges, ou leurs lieutenans, Capitaines & Gardes de noz boys, eaux, forests, buissons, garènes, & de noz chasses, Preuost de noz amez & feaux coullins les Marechaux de France, & à tous autres noz Iusticiers & Officiers qu'il appartient, salut. Noz predecesseurs Roys voulās retrancher la trop grande, & licentieulle liberte que toutes personnes indifferement prenoyēt de chasser à toutes sortes de bestes fauues noires, & gibier, auoient pour la cōseruation des chasses, fait plusieurs bonnes & loables ordonnances, lesquelles ont auourd'huy si mal obseruees, gardees & entretenues, qu'un chacun mesme les gens mechaniques, roturiers & autres n'ayans droict de chasse, se font licentiez & licentient ordinairement de chasser ausdites bestes faulues, noires, & autre gibier prohibé & defendu par leldites ordonnances, nous tollissans en ce faisant le plaisir que nous & les Princes de nostre sang prenons à la chasse. A quoy desirans pour uoir, nous vous Mandons & ordonnons par ces presentes, que reprises par vous leldites ordonnances faites, crier, inhiber & defendre à son de trompe & cry public, que aucuns, de quelc estat, qualité & condition qu'ils soyent, n'ayans droict de chasse es forests, boys, buissons, garènes & capagnes de chacun de voz ressorts, iurisdicions, charges & pouuoirs, n'ayent à y chasser à cerfs, biches, cheureuls, sangliers, lieures, connils, perdrix, herons, faisans, & autre sorte de sanuagine, ou gibier: à feu, chiens, filets, tyrales, tonnelles, bricolles, collets: avec arbalestes, harqueboutes, & autres engins, & bastons quelconques. Et pour ce qu'il y a

AAAA ij

plusieurs nobles, & autres, qui ont des chiens couchans, qui est la destruction de tout le gibier, nous voulons aussi defences estre faites en vertu de ces presentes à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soyent, de n'auoir, & se seruir de chiens couchans, sur peine aux non nobles de punition corporelle, & ausdits nobles de nous desplaire, & d'encourir nostre indignation. Et si aucuns apres lescdites inhibitions & defenses faites, sont trouuez y cōtreuenir, & chasser ausdites bestes & gibier, faisissez vous de leurs personnes, ensemble de leursdits bastons, chiens, attirails & engins, que nous auons dès à present comme pour lors declarez & declarons à nous acquis & confisque: & conte lescdits contreuenans & delinquans procedez suyuant la teneur de nosdites ordonnâces. Et à fin de rendre plus soigneux les Gardes de nosdites forests & garennes, & aussi les Archers de nosdits grand Preuost & Preuost des Marechaux, de faire leur deuoir en cest endroit, principalement pour la defense desdits chiens couchans, nous promettons, donnons & accordons ausdits Archers, de chacun d'eux chiens couchans qu'ils prendront & nous ameneront, quatre escus, que voulons leur estre payez promptement par le Tresorier de nostre espargne, auquel mandons pouuoir, puissance, autorité, commission, & mandement special. Mandons à tous noz Iusticiers, Officiers & suiets qu'à vous en ce faisant ils obeissent, present & donnent conseil, confort, ayde & prisons, si mestier est, & requis en sont: voulans que sur le vidimus de ces presentes elles soyent publiees à son de trompe & cry public, à fin que personne n'en puisse pretendre cause d'ignorance.

Donné à Paris le quatorziesme iour d'Aoust l'an de grace mil cinq cens soixâte dixhuit, & de nostre regne le cinquiesme. Ainsi signé, HENRY. Et contresigné, Par le Roy, PINART.
Et scellé sur simple queuë de cire iaune.

*DV RECEVEUR GENERAL DES EXPLOITS ET
amendes, tant de la cour de Parlement, que de tous les sieges presidiaux
estans du ressort d'icelle.*

TITRE VII.

Creation dudit office.



ENRY par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Comme par edict par nous fait au mois de Mars dernier, sur le reiglemēt des Iuges Presidiaux, Conseillers & Magistrats par nous ordonnez en chacun siege presidial: nous ayons entre autre chose voulu que toutes les amēdes qui prouïeroient des iugemens dōnez esdits sieges, tant en souueraineté, que par prouisiō, soit que cē fust de requeste ciuile ou prouisiō d'erreur, fussent receuēs par les receueurs ordinaires des lieux, ausquels sont assis lescdits sieges presidiaux, & que d'icelle recepte qui s'en feroit par eux, se veriferoit par les rolles, & s'en feroit compte à part, attendu que lescdites amendes suruenoyent, & estoient subrogees, au lieu de celles, qui esdites matieres nous estoient adiugees par nos cours de Parlement, & que nosdits Presidiaux par chacun qu'artier, & quinze iours apres iceluy escheu, en enuoyeroient vn extrait signé d'eux, ou de leur Greffier, à noz Tresoriers generaux, à fin de les faire entrer en noz finances, & en faire estat aux Receueurs generaux de leurs charges, ainsi que des autres deniers d'icelles: au moyē dequoy nostre cher & biē amē Jean de Beaulieu Receueur des exploits & amendes de nostre cour de Parlement de Paris, se feroit retiré par deuers les gens de nostre conseil priuē, estably à Chaalons: & à iceux present la requeste, contenāt entre autres choses, que sondit office par le moyen dudit edict, estoit du tout diminué & rendu inutile, & de nul profit & valeur, & à cause que deormais peu d'appellations verbales se releueroient en ladite cour. Et d'auantagē, que si les Receueurs ordinaires faisoient la recepte desdites amendes esdits sieges, & si les deniers d'icelles tomboyent es mains des Receueurs generaux de noz finances, suyuant iceluy edict, qu'il luy seroit impossible satisfaire aux gages, pensions, charges fraiz accoustumēz estre payez sur sadite recepte, tendans par ces moyens à ce qu'eussions esgard, que les profits & raxations qui appartiennent à sondit office, luy sont tollus & ostez, & qu'il a payé pour la prouisiō d'iceluy, grosse somme de deniers: que nostre bon plaisir fust de luy permettre de commettre en chacun desdits sieges presidiaux, gens pour la recepte desdites amendes, qui en compteroient à luy, & luy fouroient les deniers par ses quittances, comme estans eclipez de sadite recepte, ou bien repredre sondit office, en le faisant rembourser de la valeur d'iceluy, ou autrement luy pouuoit, ainsi que vertions estre à faire.

SCA VOIR faisons, que nous ces choses considerees, ne voulons nostredit Receueur porter aucune perte & dommage par le moyen de nostredit edict: & à fin de luy oster toute occasion de se vouloir, & le rendre sans interest, & à ce qu'il puisse mieūx; & plus commodément satisfaire aux charges accoustumēes sur sadite recepte: auons par meure deliberation de nostredit conseil, dit, déclaré, voulu & ordonné, & de nostre certaine science, pleine puissance, & autorité Royal, disons & declarōs, voulons, ordonnōs & nous plaist, que tous les deniers des exploits & amēdes qui prouïeront des iugemēs, lescuels suyuant l'edict par nous fait sur l'establissement des sieges presidiaux, seront faits & dōnez esdits sieges, estans au dedans du ressort du Parlement de Paris, seront par chacun quartier d'an par les

Receueurs

Du Receueur General des exploits & amendes, &c. 1110

Receueurs particuliers desdits sieges, mis & baillez en ses mains, & de ses successeurs audit office. Lequel pour cest effet auons creé & ordonné, creons & ordonnons par ces presentes, Receueur general de tous les exploits & amendes, tant de nostredite cour, que de tous lesdits sieges Presidiaux estans du ressort d'icelle.

Et à ce que par luy, ses commis & deputez, se face au vray le recouurement d'iceux deniers, nous voulons que les Greffiers tant de nostredite cour de Parlement, que desdits sieges, soyent tenus par chacun desdits quartiers d'an, & dedans le dernier iour de chacun d'iceux, faire vn roolle des condemnationz desdits exploits & amendes, qui par lesdits quartiers nous auront esté adiugees, & iceux bailler, sçauoir ceux qui seront faits par nosdits Greffiers de noz cours de Parlement, à nostredit Receueur general : & ceux qui seront faits par noz Greffiers desdits sieges Presidiaux establis pour le fait d'appeaux, seront baillez aux Receueurs ordinaires des lieux où lesdits sieges sont establis.

Lesquels Receueurs ordinaires & particuliers, seront tenus de faire diligence, & recepte selon qu'il est ia ordonné par nostredit edict : & auront trois mois pour ce faire, dans la fin desquels ils feront verifier par nosdits Iuges, ou leurs Lieutenans, present nostre Procureur, ce qu'en aura esté receu de liquide durant iceux trois mois, & ce qui sera tenu en surseance, ou non valoir.

Ausquels Iuges, Lieutenans & Procureurs nous mandons & enioignons tresexpressément y vaquer soygneusement, sans y vser de longueur : & ce fait enuoyer vn estat abbrege, ou certification signee d'eux, & dudit Receueur particulier, à nostre Thresorier general de la charge, en laquelle seront establis lesdits sieges Presidiaux, à fin qu'il puisse faire estat de ce qui se pourra recouurer dudit liquide de nosdits Receueurs particuliers de chacun siege presidial, & apres auoir par nostredit Thresorier general recouuré les estats particuliers de chacun desdits sieges presidiaux, dresser vn estat general desdites amendes pour sadite charge entiere, & iceluy enuoyer à nostredit Receueur general desdites amendes audit Paris : deduit & rabbatu toutesfoies les reparations & fraiz necessaires, qui auront deu esté fraiz pour les edifices nouueaux, entretènement, & autres charges de chacun siege presidial.

Et en vertu duquel estat qui ainsi sera fait, enuoyé par iceluy Thresorier general à nostredit Receueur general desdites amendes, iceluy Receueur general apres que le delay qui est cy deuant donné à nosdits Receueurs ordinaires d'icelles exiger & recevoir, sera passé, leuera par ses quittances par chacun quartier sur chacun desdits Receueurs ordinaires & particuliers, & baillera à recouurer les sommes cōtenues en seldites quittances aux Clercs, Huissiers ou Sergens qu'il enuoyera par les Provinces, & iurisdicitions estans au ressort dudit Parlement de Paris, pour recouurer les autres exploits & amendes qui seront adiugees par ladite cour, és matieres desquelles la cognoissance luy demeure & appartient.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux les gens tenans nostredite cour de Parlement de Paris, chambre de noz comptes, Thresoriers de France, &c. Donné à Reims au mois d'Octobre, l'an de grace mil cinq cens cinquante deux : & de nostre regne le sixiesme. A ainsi signé sur le reply, Par le Roy en son conseil. DE L'AVBESPINÉ.

Acta, publicata & registrata, audito & requirente Procuratore generali Regis, & in consequentiam prioris edictorum. Actum Parisiis in Parlamento Viceprimaria die Nouembri, anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo secundo. DV TILLET.

Lesdits, publies & enregistrees, ouy & ce requerant le Procureur general du Roy, en la chambre des comptes, à la charge que ledit de Beaulieu sera tenu bailler caution és mains du Thresorier general establi à Paris : le septiesme iour de l'aniuer l'an mil cinq cens cinquante deux. CHEVALIER.

DV DOMAINE DV ROY ET CE QVI EN DEPEND.

TILTRE VIII.

RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Sçauoit faisons, comme pour le bien & vtilité de nous, & de la chose publique de nostre Royaume, conseruation & augmentation du patrimoine de nostre Royaume, qui de sa nature est inalienable par quelque maniere que ce soit, nous auons par cy deuant decerné & octroyé noz lettres patentes, en forme d'edict, pour les reuocation & reünion generale de nostre domaine, en vertu desquelles ayent esté faites plusieurs saisies sur grand nombre de fiefs, terres, Seigneuries & heritages, qui estoient anciennement de nostre domaine, & qui ont par cy deuant esté vsurpez, possedez & alienez sans tiltre, ou autre tiltre non valable : sur lesquelles saisies se soyent meus & intentez plusieurs & diuers procez contre nostre Procureur general soustenant lesdites saisies & main-mise, requerant ladite reuocation & reünion d'vne part, & les detenteurs desdites terres, Seigneuries & heritages, defendeurs & opposans d'autre part : esquels procez lesdits opposans, ou la plus grande & meilleure partie d'iceux, sçachans n'auoir droit aux choses contentieuses, & icelles auoir esté par eux, ou leurs predecesseurs vsurpees, tenues & occupees de male-foy, contre les droits de nostre couronne, se defendent d'vne longue iouissance : & pour toutes defenses proposent prescription centenaire, & immemorale, sur laquelle ils entendent, & esperent gain de cause, & dont aucuns de noz Iuges ont par cy deuant, &

Pour entendre plus particulièrement les qualitez du domaine du Roy, & ses effais, faut voir M. Chopin en son traité de *Domio Francie*, où le lecteur pourra estre mieux satisfait. Font.

pourroyent faire cy apres difficulté, & au iugement desdits procez arrester à ladite prescription centenaire : chose qui est grandement preiudiciable à nous, & à nostredit Royaume, & ancien domaine de nostredite couronne, & de perilleuse couuerture & consequence.

SCAVOIR faisons, que nous considerans nostredit domaine, & patrimoine de la couronne de France, tant par la loy de nostredit Royaume, & constitutions de noz predecesseurs Roys, comme de disposition de droit civil & canonic, & par le serment que nous & noz predecesseurs auons fait, & ont accoustumé de faire les Roys de France à leur sacre, estre inalienables, par quelque espee ou maniere que ce soit, directement ou indirectement, par iouissance, possession, usurpation, intention, detention, ou autre façon & maniere de le vouloir acquerir: attendu que ledit domaine & patrimoine de nostredite couronne est reputé sacré, & ne peut tomber au commerce des hommes: ce que nul de noz suiets ne peut & ne doit ignorer: & ou il en voudroit pretendre cause d'ignorance, seroit intolerable: attendu que telle est la loy commune de nostredit Royaume, en maniere qu'icelle iouissance, qui ne peut estre fondee en tiltre valable, ne pourroit proceder sans malice-foy, & charge de conscience tant enuers Dieu que nous: mesmement elle seroit, & est contre le bien public. Considerant aussi que telles iouissances, possessions & prescriptions, procedent plus souuent de la conniuece & negligence de noz Officiers, qui quelquefois pour le credit & faueur qu'ont eu par cy deuant lesdits detenteurs & possesseurs de nostredit domaine à l'entour des personnes de noz predecesseurs, ou de nous, ou pour la grandeur desdits personages, ou autrement, ont passé, & passent souz dissimulation lesdites alienations, possessions, & prescriptions, qui seroit plus impurable à nosdits Officiers qu'à nous & noz predecesseurs Roys, qui sommes empeschez à la tution & defense de nostredit Royaume, administration d'iceluy, & au fait de noz guerres, pour souldoyer toutes lesquelles choses, est le domaine de nostredite couronne introduit, & doit estre conserué, & qui n'auons, & ne pouons auoir particulier Commissaire par le menu de toutes terres, Seigneuries, droits & heritages de nostredit domaine, ny des alienations, & usurpations d'iceluy, sinon par nosdits Officiers: à la negligence desquels, si elle venoit en consideration au iugement des procez intentez ou à intenter sur la reünion & reuocation d'iceluy nostre domaine, ce nous seroit chose grieueuse, d'importance, & grandement preiudiciable au bien de nostre chose publique. Aussi que pour monstrer manifestement que n'aurions entendu souffrir lesdites prescriptions, ains les inrerrompre par tous moyens à nous connus, aurions à l'aduenement de nostre couronne, comme aussi auoyent fait noz predecesseurs Roys de France, chacun en son temps, fait reuocations generales desdites alienations, & icelles fait publier & enregistrer à noz cours souueraines, à fin qu'on n'en peut pretendre ignorance. Pour ces causes & autres grandes & bonnes considerations à ce nous mouuans, & par l'aduis & conseil des Princes de nostre sang, & autres grans & notables personages de nostre conseil priué, auons déclaré, statué & ordonné, declérons, statuons & ordonnons, que par l'edict par nous fait sur la reünion de nostredit domaine, toutes alienations, ou entreprises & usurpations faites sur iceluy, quelque temps que ce fust, ou peut estre, fussent suiuettes à reünion & incorporatiõ de nostre domaine, & qu'es procez meus & à mouuoir, pendans & indecis sur ladite reünion de noz Iuges & Officiers presens & à venir, n'eussent, & n'ayent aucun esgard à quelque possession, iouissance & prescription que ce soit, & par quelque laps de temps qu'elle ait duré, ores qu'elle excédast cent ans, ains sans soy arrester à icelles, qu'ils eussent, & ayent à passer, & proceder aux iugemens desdits procez, en faisant droit sur les autres moyes, & defenses des parties collitigans avec nous, ou nostre Procureur general, si aucunes ils en ont, ou ont allegué ausdits procez.

Si donnons en mandement par celdites presentes, &c. Donné à Paris le trentiesme de Iuin, l'an de grace mil cinq cens trenteneuf: & de nostre regne le vingcinquiesme. *Sic signatum.*
Par le Roy en son conseil. BOCHETEL.

Lecta, publicata, & registrata &c. ordinatione & mandato Regis, Parisius, in Parlamento, tertia die Iulij, anno Domini millesimo quingentesimo trigessimono, Sic signatum. DV TILLET.

Lettres de reunion des Iusticiers de la Ville, faux-bourgs & banlieue de Paris.

RRANCOYS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme pour obuier à inuolution & longueur de procez, consumption des personnes & biens à la poursuite d'iceux introduire: & faire administrer en noz pays & Royaume, comme nous sommes bien aduertis, de pluralité & multitude de iustices & jurisdiction de iustice, que faire se pourra, au bien, soulagement, tranquillité, seureté & repos de noz suiets, nous auons puis nagueres fait certaines ordonances, suyuant lesquelles, & pour tousiours tollir & oster par tous moyens possibles les occasions, dont lesdits procez sortent & pullulent, procedans souuent, comme nous sommes bien aduertis, de pluralité & multitude de iustices & jurisdiction que plusieurs gens d'Eglise, de main-morte, communautéz, & autres en particulier, nobles & non nobles maintiennent auoir, & s'efforcent exercer en tous degrez en mesme ville & lieu, & souz couleur de ce ou autre ment, y prendre, leuer & perceuoir indifferement, & par concurrence, droits de police, voirie, mesures, censuës & autres (sans auoir certitude de leurs fins, limites & personnes iusticiables redevables) choses qui ne peuuent produire en vn corps politique, que tout desordre & confusion, contentions, questions, débats, impunité d'homicides, crimes & delits contraires à tout droit

droit naturel & societé ciuile, qui nous ont meü, meüent, & incitent singulièrement desirer y estre pourueu, & les droits tant desdits pretendans iustice, iurisdiccions & censues, & autres qui en dependent, que des pretendus iusticiables, domiciliez & redeuables, estre esclarcis, liquidez & reiglez, en maniere que chacun soit & demeure paisible & certain de ses droits actifs & passifs. Et pour ceste cause eussions en nostre ville de Paris (qui comme capitale de nostre Royaume donne exemple & forme aux autres) establi, dix ans 2, & plus, certains Commissaires, leur donnans pouuoir de ce verifier: à quoy ils ont par long temps vacqué, sans toutesfois qu'il apparaisse de grand effect, ny execution de leurs commissions & charges, au moyen de la contrarieté, exceptions declinatoires, subterfuges & delays sur ce proposez, & mis en auant de la part desdits pretendans iustice, censue, droits de police, voirie, mesures & autre reuenu en ladite ville & cité, faux-bourgs & banlieue de Paris, tellement que sans autre & plus prompte forme de proceder en cest affaire, nostre intention demeurera tousiours en cest endroit inexecutee, au grand prejudice de nous & de la chose publique d'icelle ville.

1 Pour ce est-il, que toutes & chacunes les iustices & iurisdiccions, fiefs, censues, voiries, & autres droits quelconques, qui en dependent, tenus & occupez par gens d'Eglise, & de main-morte, communauté, & par autres personnes quelconques en general ou particulier, nobles ou non nobles, de quelque estat, qualité ou condition qu'ils soyent en nosdites ville, cité, faux-bourgs & banlieue de Paris, auons prises, saisies & mises, prenos, faissions, & mettons par ces presentes en nostre main, en interdisant de ce ausdits gens d'Eglise, & de main-morte, nobles, roturiers & autres qui les pretendent, tous exploits, exercice & administration de iustice, police, perception de droits, fruits, profits, reuenus & emolument quelconques, apres le premier iour de May prochainement venant escheu & passé: pendant lequel temps lesdits gens d'Eglise, nobles & autres, se pourront (si bon leur semble) pouruoir & retirer deuers noz Presidens & Conseillers, Commissaires cy apres nommez, pour faire voir & entendre lesdits droits, & en obtenir d'eux main leuee (si faire se doit) nostre Procureur general, ou son substitut en la iurisdiction de nostre thesor sur ce ouy.

2 Et où lesdits pretendans icelles iustices, censues & droits n'auront ce fait, dedans le premier iour de May prochain, & iceluy iour escheu & passé, des à present comme pour lors, leur auons & à leurs pretendus Officiers interdit & defendu, interdisons & defendons tout exercice de iurisdiction, administration & perception desdits droits & emolument de iustice, censues, police, voirie, & tous autres qui en dependent: & ce sur peine de commise, & autres peines afferans au cas: & aux districteurs & redeuables, de ne respondre, ny eux faire conuenir l'un l'autre par deuant autres Iuges que par deuant noz Iuges ordinaires de ladite ville, cité, faux-bourgs & banlieue d'icelle respectiement, ne faire solution & payement desdites censues, droits & deuoirs pretendus en autre main, que de nostre Receueur ordinaire de Paris: lesquels Iuges & Receueur nous auons, & chacun d'eux en leur regard dès maintenant comme pour lors, à ce commis & commettons par ces presentes: leur enioignant faire registres distincts & separez, tant des expeditions de iustice, que des emolument d'icelle, cens, rentes, droits, deuoir, & autre reuenu, pour le tout conseruer à qui il appartiendra, iusques à ce

3 que veus les titres & droits sur ce pretendus, il en soit ordonné. Et pour ce faire en la meilleure & plus prompte expedition de iustice que faire se pourra, nous auons commis & deputé, commettons & deputons par ces presentes, celuy des premier, second, tiers & quart Presidens de nostre cour de Parlement, qui plus commodément y pourra vacquer, & avec luy deux Conseillers d'icelle cour, tels qu'il aduiera. Semblablement auons à ce commis celuy des premier, second & tiers Presidens de nostre chambre des comptes, qui plus commodément y pourra vacquer, & avec luy deux Maistres des comptes d'icelle chambre, tels qu'il aduiera: & outre ce, les Conseillers sur le fait de la iustice de nostre chambre des comptes, ou les quatre d'eux pour le moins: ausquels ainsi assemblez nous mandons & enioignons bien expressement proceder en toute diligence en la chambre dudit thesor, à la vision des titres & enseignemens, qui à ceste fin seront mis au greffe d'iceluy thesor, & iceux veus, faire mainleuee desdites choses, faise: sinon le reunir & incorporer à nostre domaine, & autrement cognoistre, iuger, decider, & diffinir de ce, ensemble des debats, contradictions, difficultez & procez sur ce ja meus, & pendans, & qui se pourront mouuoir cy apres, circonstances & dependances d'iceux, ainsi qu'ils verront estre à faire par raison.

4 En mandant par cedes presentes au premier Huissier de nostre cour de Parlement, autre Huissier, ou nostre Sergent, notifier & faire scauoir de par nous, aux pretendans lesdites iustices & iurisdiccions, police, censue, droits, deuoirs, & tous autres qu'il appartiendra, à cri public, son de trompe, & par attache, es lieux accoustumez à faire cris, & proclamations en nosdites villes, faux-bourgs & banlieue de Paris, nosdites saisies, main-mise; inhibitions & defenses, à ce qu'ils n'en puissent pretendre cause d'ignorance.

5 Et en outre, à tous & chacuns les habitans, Seigneurs, proprietaires, possesseurs & tenanciers en nosdites ville, faux-bourgs & banlieue de Paris, que dedans vn mois à compter du iour de ladite crie, signification, & proclamation, ils & chacun d'eux apportent ou enuoyent par Procureur suffisamment fondé, au greffe dudit thesor, declaration signee de deux Notaires par tenans & aboutissans des maisons, heritages & possessions, dont ils sont Seigneurs proprietaires, possesseurs & tenanciers, les cens & deuoirs qu'ils en payent, & dont ils sont chargez, enuers qui, & à qui, & en quelles

a) Ou. C'est à dire. Auec.

iurisdiction ils sont responsables pour raison desdites maisons & lieux. Lesquelles declarations nous voulons estre enfilees & mises en liaces, pour apres estre enregistrees en registres exprez, selon l'ordre des quartiers & rues de nosdits ville, cite, faux-bourgs, & banlieue^{a)} ou intimation expresse & peremptoire, qu'au cas que lesdits propriétaires, possesseurs & tenanciers n'aient ce fait dedans ledit temps d'un mois, sera procedé contre les defaillans à saisie, & main-mise actuelle de leursdites maisons, heritages & possession, avec establissement de Commissaires au regimé & gouuernement des choses souz nostre main, pour en rendre compte & reliqua, quand & à qui il appartient: ce qu'audir cas voulons estre fait & executé, selon & ainsi que par lesdits Presidens & autres Commissaires susdits, sera ordonné.

6 Et à ce que l'effet de cesdites presentes ne soit differé ou empesché par exceptiōs de litispēdēce, ou autres, sous couleur de commissions precedentes, ou autrement, nous auons reuoké & reuokons toutes commissions, au parauant ces presentes par nous decernees, tant sur la confection & renouvellement des papiers tierriers & censiers desdits ville, cite, fauxbourgs & banlieue de Paris, qu'autrement, pour cause de nostre domaine: interdit & defendu, interdisōns & defendōns par cesdites presentes, aux commissaires à ce desputez ci deuant, & autres quelconques, tout exploit, entremise, procedure cour iurisdiction & cognoissance en cest endroit, euoké & euokons à nous & à nostre personne tous differens & procez meus & intentez, entre quelconques personnes, de quelque estat, qualité condition qu'ils soyent, pour raison desdites iustices, fiefs, voiries, censives, droits, devoirs, possessions & teneures susdites, circonstance & dependance, soit que lesdits procez fussent & soyent pendans en nos cours souveraines, ou par deuant autres Iuges ou Commissaires quelconques. Et iceux procez auons renuoyez & renuoyons en estat qu'ils sont par deuant lesdits Presidens & autres Commissaires susdits, pour par eux ensemblement estre iugez, decidez & diffinis, ainsi qu'ils verront estre à faire par raison: les iugemens desquels, pourueu qu'ils soyent, quant aux diffinitifs, iusques au nombre de dix, auons voulu & voulons estre de tel effet, autorité, valeur & execution, que s'ils estoient donnez par l'une de nos cours souveraines. Et quant à ce (entant que besoing est & seroit) les auons autorisez & autorisons de nostre certaine science, propre mouuement, pleine puissance & autorité Royal, par cesdites presentes, nonobstant les establissements, & constitutions de nosdites cours souveraines, & sans preiudice d'icelles.

7 Et pour instruire & mettre lesdits differens & procez meus & à mouuoir, en estat de iuger, & en faire rapport, mandons & ordonnons à nosdits Presidens, & autres Commissaires susdits, deputer à ce faire, tels d'eux, iusques au nombre de trois, ou de deux pour le moins, qu'ils aduiseront pour le bien & prompt expedition de iustice. En mandant au surplus audit Huissier ou Sergent, que de tout ce que par luy sera exploité & executé, en ce qui luy est commis & mandé cy dessus, il face bons & valables procez verbaux ou relations, & iceux apporte ou enuoye seablement par deuers nosdits Presidens, & autres Commissaires susdits, ausquels nous mandons, commandons & enioignons proceder sur le tout sommairement & de plain, sans forme ne figure de procez, la seule verité du fait regardée, ainsi qu'ils verront estre à faire par raison, nonobstant comme dessus, & quelconques ordonnances, restrictions, vs, style, rigueur de droit, mandemens & choses quelconques à ce contraires. Donné à Dourlans, le seiziesme iour de Feurier, l'an de grace mil cinq cens trenteneuf: & de nostre regne le vingt sixiesme. Ainsi signé sur le reply, Par le Roy. BRETON. Et sceellé sur double queue du grand sceau en cire iaune.

Publié à Paris le dixiesme iour de Mars, l'an de grace mil cinq cens trenteneuf.

Toutes personnes enuoyeront par declaration dans certain temps au Preuost, Baillif & Seneschal les fiefs & arrieriefiefs qu'ils tiennent & possèdent, & à quel deuoir, de qui ils sont tenus en foy & hommage.



RANGORS par la grace de Dieu Roy de France, au Preuost de Paris, ou son Lieutenant, Salut. Comme les fiefs & arrieriefiefs de nostre Royaume, soyent erigez, faits & ordōnez de toute ancienneté pour la decoration, seureté & defense des pays, suiets, & estat d'iceluy, à ce qu'en occurrence d'affaires l'on puisse promptement & sans troubler ne travailler la tranquillité publique, assembler tousiours vne force ordinaire des Seigneurs desdits fiefs & arrieriefiefs, armez & equipez de gés & cheuaux en tel nombre & ordre qu'il est requis, pour resister contre les efforts & inuasions des ennemis, & si mestier est leur courir sus, pourfuyuir & greuer, ainsi que bons & fidelles vassaux sont tenus, ont iuré, promis, & doyent faire de tout leur pouuoir: toutesfois est souuent adueni que lesdits ennemis se sont mis sus pour surprendre, piller, enuahir, vsurper, ou autrement endommager nosdits Royaume, pays & suiets, & que pour aller à l'encontre, les rompre & empescher, à esté requis assembler promptement lesdits vassaux par ban & arriereban, qui ne se seroyent trouuez en nombre, & encores les comparans non armez, montez, equipez, ny accompagnez, ainsi qu'il appartient, & que la nature & deuoir, valeur & reuenu des fiefs & arrieriefiefs par eux tenus & possedez le requeroient: tellement que defaillant ledit aide & secours, se seroyent ensuyuis desordre, & rompures de plusieurs bonnes entreprises de nos predecesseurs & de nous, à la grosse perte & dommage de nosdits Royaume pays & suiets, tant en public qu'en particulier. Et d'autant qu'il est plus que necessaire obuier à tel desordre, & qu'au temps de guerre & abstinence de guerre l'on doit instruire & dresser la force ordinaire des

armes

armes tant pour icelle paix conseruer & establir, qu'aussi en l'instabilité & variation des choses commenees, suruenant quelques insuls ou esmotion de guerre, ladite force ordinaire soit prestee, pour hastiement & promptement resister, & par icelle bien ordonnee & entendue, selon la grandeur de l'affaire occurrant, soit veu & cognu, sil est besoyn la secourir & aider par extraordinaire, en quoy & combien: ce qui ne le pourroit faire, sans preallablement sçauoir le nombre des fiefs & arrierefiefs de nostredit Royaume, pays & Seigneuries de nostre obeysance, la nature & qualite, seruite & deuoirs, ausquels fiefs & arrierefiefs sont tenus, avec la valeur d'iceux, & les noms & qualitez des possesseurs & tenanciers.

I P O U R C E est-il, que nous ce que dessus consideré, voulans aussi obuier que le cas aduenant, de ban & arriereban, nostdits vassaux, Seigneurs & possesseurs & iouyffans desdits fiefs & arrierefiefs, & Seigneuries ne soyent chargez de^a plus grâd deuoir seruite, qu'ils ne sont tenus faire & prester, pour l'ancienne coustume & obseruance, nature, qualite & deuoir d'iceux, vous mandons & commettons par ces presentes, qu'incontinent & sans delay, à la requeste de nostre Procureur general, ou de son substitut en vostre siege & Preuosté, vous faciez par nostre premier Huissier ou Sergeant, qu'à ce faire commettons, à sçauoir de par nous à cry public & son de trompe, tant en nostre ville de Paris qu'autres villes, chasteaux & bourgs de vostredite iurisdiction & ressort, à lieux accoustumez à faire cris & proclamations à tous, de quelque estat qualite ou condition qu'ils soyent, Seigneurs proprietaires & iouyffans des fiefs, arrierefiefs & autres Seigneuries, qu'ils & chacun d'eux, routes excusés & delays cessans, ayent à vous bailler, ou enuoyer par declaration souz^b leurs seings manuels, sinon des Notaires, ou Tabellions, à leur requeste: c'est à sçauoir les Ducs, Comtes, Barons, à cause de leurs Duchez, Comtez & Baronnies dedans six mois, & les autres Seigneurs, Chastelains, hauts Iusticiers & possesseurs des fiefs & arrierefiefs qu'ils tiennent & possèdent assis en vostre Preuosté, la valeur d'iceux, de qui ils sont tenus en foy & hommage, à quels deuoirs, seruites & charges selon leur nature, & par le ban & arriereban, ou autrement, qu'elles alienations & demembrements en ont esté faits, la valeur des choses alienées & demembrees, avec les nom & qualitez de ceux qui les ont acquises & possèdent, & le tout affermer par eux & chacun d'eux, ou Procureur specialement fondé par eux, en leurs loyalties & consciences.

2 E T le semblable facent les gens d'Eglise de main-morte, pource qu'ils tiennent non admorti, en intimant & notifiant à chacun des susdits par ledit cri & proclamation, que là au cas où ils n'auront à ce obey & satisfait dedans le temps, nous des à present comme pour lors auons pris, faisi & mis, prenons, faissions & mettons en nostre main, comme souueraine (quant ausdits defaillans & desobeysans) tous leurs fiefs & arrierefiefs, Seigneuries, droits & appartenances, & que par vous seront lors au regime & gouuernement du tout actuellement establis Commissaires resseans & solubles, pour en rendre bon compte & reliqua, quand & à qui il appartiendra.

3 Lesquelles affirmations & declarations par vous receuës nous enuoyerez, & aux gens de nostre conseil priuè, avec voz procez verbaux, relation des Sergens, & exploits sur ce faits, pour le tout veu estre au surplus ordonné & pourueu, ainsi qu'il appartiendra: de ce faire vous auons donné & donnons plein pouuoir, commission, autorité & mandement special. Mandons & commandons à tous noz Iusticiers, Officiers & suiets, qu'à vous en ce faisant soit obey. Donné à Compiegne, le quinziesme iour d'Octobre, l'an de grace mil cinq cens trenteneuf: & de nostre regne le vingcquiesme. Ainsi signé, Par le Roy, BOCHETEL.

Publié à Paris le quatorziesme iour de Ianuier, l'an mil cinq cens trenteneuf.

La forme de bailler par declaration les fiefs & arrierefiefs.

III.

D E R M I E R E M E N T, les nobles & roturiers, de quelque estat ou condition qu'ils soyent, tenans fiefs ou arrierefiefs souz ledit Seigneur, & aussi gens d'Eglise & de main-morte tenans fiefs & arrierefiefs non amortis souz ledit Seigneur, bailleront par declaration en la Seneschaucee, ou Bailliage dont ils sont, la valeur ou estimation du reuenu annuel d'iceux fiefs ou arrierefiefs, de qui ils sont tenus en foy & hommage, à quels deuoirs & charges ordinaires, & à quels deuoirs & seruites sont obliges lesdits fiefs & arrierefiefs pour le ban & arriereban, & ce qu'ils ont accoustumé de faire lors que ledit ban & arriereban a esté mandé pour la defense du Royaume, & conseruation de l'autorité souueraine, les noms & qualitez des personnes qui les tiennent exempts & non exempts, & sera la maniere de mettre par escripti la declaration de ladite valeur, ainsi que sensuit:

T E L Seigneur de tel lieu, Officier ou non Officier, ou tel Prelat, Curé ou autre personne Ecclesiastique, ou de main-morte, tient nuement du Roy, & sans moyen, ou d'autre, le fief, terre & Seigneurie de, &c. assis, &c. avec ses appartenances & dependances: sans autrement les declarer par le menu: qui peut monter en reuenu par chacun an, charges ordinaires desdites, à la somme de &c. & quand le ban & arriereban a esté par cy deuant mandé, ledit fief a fait tel deuoir, sil le scait: sil ne le scait aura recours au registre de la Seneschaucee ou Bailliage qu'il verra à ceste fin. Et sil n'en trouue rien, en sera mention par sadite declaration.

P L V s'era declare quelle alienation & demembrement aura esté fait desdits fiefs & arrierefiefs, avec les noms & qualitez de ceux qui les tiennent & possèdent, & en quelle maniere lesdits demembrements ont esté faits.

E T est à noter qu'il ne faut mettre en ladite declaration la valeur d'aucunes choses roturieres.

a) Plus grâd deuoir

Tout ainsi que les vassaux & tenanciers des fiefs ne doyent estre chargez par le Seigneur feodal & direct de plus grâdes charges & seruites qu'ils sont tenus faire & prester: aussi ne peuent-ils au preiudice du dit seigneur feodal alterer le fief, comme d'y imposer nouvelle seruitude, ou bien de vendre rête, ou prises dessus: & ils le font c'est à leur preiudice seulement, & pour le réps qu'ils tiendront ledit fief: car si apres il paruiet au Seigneur feodal, telles charges sont estaintes: enrés rourssois si ledit fief paruiet au seigneur feodal par droit de Seigneurie, comme de commission, & aussi par prelation & retenue pour le par prix: & non pas si par droit particulier de donation, institution d'heritier, achat du vassal, ou autrement: car en ces derniercas les charges demeurent, & ne sont ny estaintes, ny resolues: & de ce y a arrest de Bourdeaux du 5. iour d'Aoust 121. contre vn marchand, ayant achéré vne rente sur vn fief, lequel le seigneur feodal vouloit retenir, en restituant le prix au marchand, à quoy il fut receu par ledit arrest.

b) Vide c. jape. c. longuinat. 121. quest. 2.

ET faut que la declaration susdite soit affermee par chacun, ainsi qu'à luy peut toucher, ou par Procureur spécialement fondé en leurs loyautez & consciences.

ET seront faire lesdits Baillifs & Seneschaux vn registre, auquel seront fidelement transcrits lesdites declarations, dont neantmoins ils garderont les originaux pour estre apportez par deuers le Roy ou autre, lors qu'il luy plaira de l'ordonner. Fait à Bon-port, le dixseptiesme iour d'Avril, l'an mil cinq cens quarante. Ainsi signé,
FRANÇOYS. Et au desouz, BOCHETEL.

Les denoiers & seruites que sont tenus faire ceux qui ont fiefs du Roy.

RANÇOYS par la grace de Dieu Roy de France, au Preuost de Paris, ou son Licité-Idem 1140.
nant, Salut. Comme pour obuier aux abus qui ont esté par cy deuant faits, & que chacun puisse entendre ce qu'il aura à faire, selon le deuoir de son fief, nous par l'aduis & delibération des Princes de nostre sang, & autres grans & notables personnaiges de nostre conseil, auons deliberé & ordonné, deliberons & ordonnons par ces presentes, que d'oresnauant tous ceux qui sont tenus nous seruir à noz ban & arriereban, nous seruiron pour le temps qu'ils doyent, en la maniere qui ensuit: c'est à sçauoir que celui qui tiendra fiefs de cinq à six cens liures de reuenue par an, fera vn homme de cheual en habillemens d'hommes d'armes, & sera tenu d'auoir vn bon cheual: & celui qui tiendra fiefs, de trois à quatre cens liures de reuenue par an, fera vn homme de cheual leger, lequel fil nous plaist, sera exempt d'auoir cheual, & nous seruir à pied, pourueu qu'il ait avec luy vn valet qui soit haquebutier, ce qui sera déclaré par les commissions que nous enuoyons cy pres. Et celui qui tiendra fief de deux à trois cens liures de reuenue par an, fera vn homme de pied, avec le corps de hallectret, vn casquet & la pique. Et au regard de ceux qui tiendront fief de cent à deux cens liures de reuenue par an, on les assemblera pour faire vn homme de pied, & de plus, plus, du moins, moins, à l'equipolent, sans toutesfoies preiudicier à nous, ou à noz vassaux, quant aux fiefs, lesquels par leurs infeudations sont expressément obligez enuers nous à certains deuoirs, qu'ils sont tenus faire toutes & quantes fois que nous faisons assembler ledit ban & arriereban.
2 Si voulons, vous mandons & enjoignons par celsdites presentes, qu'incontinent vous faciez crier à son de trompe & cri public, par toutes les villes & lieux de vostre iurisdiction pour ce requis, necessaires & accoustumez à faire crie & publications, en maniere que chacun n'en puisse prétendre cause d'ignorance, ledit ban & arriereban, en faisant & faisant faire exprez mandement par nous, à tous lesdits nobles, Gentils-hommes, Barons, Cheualiers, Escuyers, ou d'autre condition, quels qu'ils soyent, tenans noblement de nous en fief & arrierefief, & qui sont tenus & ont accoustumé de nous venir seruir à nosdits ban & arriereban, exempts & non exempts, priuilegiez & non priuilegiez, & sans preiudice de leurs priuileges, exceptez noz Officiers ordinaires, domestiques & commeneaux, ceux de nostre treschere & tresamee compagne, & de noz enfans, & les gens de guerre de noz ordonnances, & les Notaires & Secretaires des Roys & de la maison de France, liyuant leurs priuileges, qu'en toute diligence ils se mettent sus, & se tiennent au lieu qui leur sera ordonné, montez & armez chacun selon ce que cy dessus est déclaré, & en l'estat de seruite, le quinziesme iour de May prochainement venant. Et iceux ainsi assemblez en faites la monstre & reueu. Et si aucuns sont, ou estoient de ce faire refusans, ou delayans, contraignez les à ce faire par prise & faïsse en nostre main, de leurs fiefs & autres choses, qu'ils tiennent notablement de nous: & icelles monstres faites, faites leur exprez commandement de par nous, d'eux retirer en leurs maisons, sans tenir les champs, ne viure sur nostre peuple, & d'eux tenir prests pour marcher quand par nous leur sera mandé. En vous mandant en outre, que vous ayez à voir les declarations qui vous auront esté baillees desdits fiefs, & à ietter & calculer sur le contenu d'icelles combien il y pourra auoir d'hommes seruans en chacun de voz pouuoirs & iurisdiccions, & nous en enuoyer par estat certain, ce que vous en trouuez, sans y faire faute: car tel est nostre plaisir. Donnée à Bloys, le dixneufiesme iour de Mars, l'an de grace mil cinq cens quarante: & de nostre regne le vingtiesme. Ainsi signé, Par le Roy. BAYARD. Et sceillé de cire iaune sur simple queueu du scel du Roy nostredit Seigneur.

Publié à Paris le second iour de May, mil cinq cens quarante & vn.

Edict sur l'vsurpation faite par aucuns du domaine du Roy, & enuiction à ceux qui le sçauent de le reueler.

RANÇOYS^a par la grace de Dieu Roy de France, à noz amez & feaux les gens de noz Comtes, & Thresoriers de France à Paris, Salut & dilection. Comme nous predecesseurs Roys & nous, pour la conseruation du domaine de nostre couronne, eussions institué plusieurs & diuers Officiers: ausquels, à fin qu'ils fussent plus enclins & ententifs à ladite conseruation, & augmentation de nostredit domaine, qui est le vray patrimoine de nostredite couronne, eussions donné gages, pensions, & autres bien-faits suffisans, dont ils ont tousiours esté, come encores sont tresbien payez & contentez: au moyen de quoy ils deussent par raison auoir fait loyal deuoir en ladite administration: toutesfoies ainsi que auons esté aduertis, aucuns desdits Officiers, & autres commis par nosdits predecesseurs & nous sur le fait de nostredit domaine, abusans, & maluerfans en leurs charges, administrations & commissions, auroient par dons, corruptions, & autrement permis & souffert plusieurs vsurpations sur nostredit domaine: autres,¹

a) François. iniqua & iniusta est hac ordinatio ab auditate habendires priuatorum procedens. nam in rebus fisci sufficietentaria prescriptio l. compete. vbi DD. c. de prescri. 30. annor. ex sic fuit sepis indicatis pro domino de Bogey & de Brymon. Nec potest Rex melioris conditionis esse quā Ecclesia Romana, qua istam prescriptionem patitur, ut in rubrica, ut eccles. Rom. alex. cōsil. 84. col. ij. in j. vol. a. sup. in stylo parlant. arrest. 163 an possit rex fisci in suum dominiū reducere vide Bertr. consil. xv. in j. volum. Vide in reperi-torio de Baye de-notatione quam fecit philip. rex de terris sui patrimonij Rebuff.

a VI. Idem, 1140.

autres, fait diuers baux, & alienations clandestines, & à personnes supposées de plusieurs pieces, membres & droits de nostredit domaine. Et certain temps apres les auroyent reprins entre leurs mains par saintes & supposées acquisitions, & transports de ceux ausquels ils en auoyent fait bail & alienation, & autres ayans charge de recepte de nostredit domaine, eux faisans fermiers de plusieurs terres & Seigneuries appartenantes à plusieurs Prelats, Beneficiers, & autres noz suiets, prochains de leurs receptes, & les aucunes enclauées en icelle, & estans en pariage avec nous. Par le moyen desquelles fermes, & de plusieurs offices de iudicature, & certaines pensions, & autres bienfaits, à aucuns de noz Procureurs, & autres noz Officiers en plusieurs offices de noz Chastellenies, terres & Seigneuries (esquelles sont lesdits parages, & lesdites terres, & Seigneuries desdits Prelats, Beneficiers & autres noz suiets enclauées & assises) nosdits Receueurs ont souuent fait, comme encores font chacun iour, plusieurs omissions volontaires de noz droits, & reuenus, les applicans au profit de leurs fermes: ce que nosdits Procureurs taisent, pour l'intelligence qu'ils ont avec eux desquels ils sont pensionnaires & Officiers. Et outre ce eussions esté aduertis que souz ombre que nosdits Receueurs, par la verification de la vente des grains à nous appartenans, & terres & Seigneuries de leurs receptes rapportent à la reddition de leurs comptes, qu'une appreciation ou certification du Iuge, & du Contreroolleur de nostre domaine es lieux où il y a Contreroolleur, & aucunes fois de nostre Procureur ou Advocat, es lieux où il n'y a aucuns Contreroolleur: plusieurs & autres grâs abus & monopoles ont esté souuent cōmis entre noz Officiers au fait de ladite appreciation & certification: laquelle, cōbien que souuent, & mesmes de nostre tēps, par diuerses annees, la charge de bled ait valu trois, quatre & cinq escus: neantmoins nosdits Officiers n'auoyent fait icelle appreciation & certification à plus hault prix que de dix, quinze ou vingt sols, & souuentes fois beaucoup moins. Pareillemēt que par la faute & negligence de nosdits Officiers, plusieurs droits de quins, & requins, lots & ventes treziefme, reliefs, rachats, & autres droits & deuoirs Seigneuriaux nous ont esté, & sont souuent recelez: lesquelles fraudes & abus sont cause de grande diminution de nostredit domaine, & que souuent auons esté contrains, pour subuenir à l'entretènement de nostre estat ordinaire, & de celuy de nostre treschere & tresfamee cōpaigne la Roynce, & de noz treschets & tresfamez enfans, & autres noz affaires ordinaires, de croistre noz tailles, à nostre grand regret & desplaisir: par quoy seroit besoin & tresnecessaire sur ce pouruoir.

I POURCE est-il, que nous desirans la conseruation de nostredit domaine, & obuier ausdites fraudes & abus pour le soulagement de nostre peuple, vous mandons, & pource que vous estes instituez conseruateurs de nostredit domaine, commandons, & enjoignons par ces presentes, que vous faires crier & publier de par nous à son de trompe & cri public, par toutes les villes capitales & sieges generaux & particuliers des Bailliaiges & Seneschaucees, Preuostez, & Vicomtez de nostre Royaume, & es lieux d'iceux accoustumez à faire cris, proclamations & publications, que s'il y a aucuns, ou aucunes, qui detiennent ou occupent, ou qui sçauent & cognoissent aucuns ou aucunes, de quelque estat, qualité ou condition qu'ils soyent, qui de leur fait, ou de celuy ou ceux desquels ils ont le droit cause, detiennent & occupent indeuēment aucunes terres, Seigneuries, membres, ou portion de nostredit domaine, droits, cens, rentes & reuenue d'iceluy, que dedans trois moys apres la publication de ces presentes, ils ayent à venir, ou enuoyer le reueler à nous, ou à nostre aimé & feal Chancelier, sur peine d'amende arbitraire à nous à appliquer, & d'estre punis de telles autres peines qu'au cas apparriendra: & qu'en reuelant par eux nous leur ferons don, comme nous faisons par ces presentes, de la dixiesme partie de toutes, & chacunes les vsurpations & choses indeuēment occupees sur nous, qu'ils nous auront reuelees, pour par eux en iouyr leur vie durant, & ce par les mains de noz Receueurs, en baillant par eux toutes fois les lettres, tiltres & enseignemens qu'ils ont des choses domainiales, les declarations & valeurs d'icelles, dont se purgeront par serment.

2 E t semblablement faires crier, & publier, comme dessus, & sur les mesmes peines, que tous ceux & celles, qui sçauent aucuns de nosdits Officiers Commissaires ayans maluerfē en l'administration de nostredit domaine, charges, & commissions, qu'ils ont eues au fait d'iceluy, qu'ils ayent aussi à le venir reueler à nous, ou à nostre Chancelier. Et qu'en ce faisant nous ferons pour ladite reuelation, don de la quarte partie des condēmnations d'amende, & restitution des deniers à nous adiugez, par les iugemens qui en seront faitz sur ce faits & donnez.

3 E t outre ce, faires signifier de par nous à tous noz Vicomtes & Chastelains, qui sont Iuges & Receueurs ordinaires de nostre domaine de leurs Vicomtez & Chastellenies, qu'ils n'ayent plus à tenir directement ou indirectement aucunes fermes, de quelques Seigneuries que cē soyent appartenans à autres qu'à nous, estans au dedans de leursdites Vicomtez & Chastellenies, & tous noz Baillifs, Seneschaux, Preuosts, Vicomtes, Procureurs & autres noz Officiers, & leurs Lieutenans, que suyuant les ordonnances de nous & de noz predecesseurs, n'ayent plus à prendre, ny accepter aucunes charges, offices, gages ne pensions d'aucun Prelats, Beneficiers, Chapitres Gentils-hommes, ny autres Seigneuries, & siefs, tenus, & mouans de nous à cause de noz Seigneuries, esquelles ils sont noz Officiers, sur peine de priuation de leurs offices. Et que s'il y a aucuns, qui au iour de ladite signification en tiennent, que dedans un moys apres icelle signification, ils ayent à eux en demettre, & y renoncer purement & simplement sans fraude, sur lesdites peines.

4 E t au surplus, faires aussi à sçauoir de par nous, à tous Baillifs, Preuosts, Seneschaux, Vicomtes & autres noz Iusticiers, que verrez estre à faire, & à leurs Lieutenans, l'ordonnance de vous, gens de nos-

dirits comptes, en date du premier iour de Mars, mil D. xx. dont sera enuoyé copie. Ensemble l'ordonnance par nous faite à Villiers-costerets, au mois d'Aoust, l'an mil cinq cens trentenef, pour suyuant icelle se reigler sur le fait de nosdits grains, & recepre nous en estre faite par noz Receueurs.

5 Et outre auons ordonné, que par tous noz Baillifs & Seneschaux, ou leurs Lieutenans & autres noz Iuges, chacun en son regard, seront contrains tous & chacuns les Notaires & Tabellions de leur destroit, d'enuoyer par deuers eux de six mois en six mois, certification signee desdits Notaires contenant extrait au vray des contrats par eux passez, faisans mention des choses tenues dudit Seigneur, soit en fiefs ou en roture: & certifieront lesdits Iuges à vous gens de nosdits comptes, le nombre des Notaires qui sont en leurs iurisdicthions & destroits, & les droits Seigneuxiaux deus audit Seigneur, par les partages d'aucunes successions: & le tout bailler de six mois en six mois au Receueur ordinaire desdits lieux, pour le rapporter sur ses comptes par deuers ladite chambre.

6 Et à ceste fin nous voulons & ordonnons que par les certifications enuoyees par lesdits Notaires des contrats d'heritages par eux passez & receus, soit faire mention des partages des heritages tenus de nous en fief ou roture, & ce sur peine de priuation de leurs offices & d'amende arbitraire: à fin que vous, gens de nosdits comptes, puissiez entendre si nosdits Receueurs feront deuë recepte de la valeur desdits droits Seigneuxiaux, pour par vous (si faute y est trouuee) estre procedé contre lesdits Receueurs, & ceux qui auront en ce commis faute selon noz ordonnances, & ainsi que vertez estre à faire par raison: & de toutes les publications & significations recourez les procez verbaux en forme deuë & iceux ferez mettre en nostre dite chambre des comptes, pour par nostre Procureur agir, & prendre telles conclusions contre les defaillans & contreuenans au contraire de ces presentes, que de raison. Et neantmoins nous aduertissez, ou nostre Chancelier, de tout ce que fait aurez. Car ainsi nous plaist-il estre fait. Donnè à Fontainebleau le vingthuitiesme iour de Decembre, l'an de grace mil cinq cens quarante: & de nostre regne le vingtlxiesme. Ainsi signé, Par le Roy en son conseil. BAYARD. Et scellé de cire iaune sur simple queuë.

Commandement aux possesseurs de fiefs, à bailler declaration des fiefs qu'ils tiennent, ou affermer celles qu'ils ont baillies, & commissions d'enquerir si lesdites declarations sont veritables.

a) Voyez le troisieme chapitre.



RANÇOYS par la grace de Dieu Roy de France, au Preuost de Paris, ou son Lieutenant, Salut. Pource que nous auons esté aduertis qu'en la declaration des fiefs & arrierefiefs, qui a esté cy deuant bailliee par noz suiets, suyuant les lettres^a patentes & commissions qu'auons à ceste fin decernées à vous & autres noz Iuges, plusieurs de nosdits suiets, pour l'opinion qu'ils ont eüe, que l'on les vouloit imposer à quelque nouuelle & plus grande charge que de ce que doyyent raisonnablement porter leurdits fiefs, pour le ban & arriereban, n'ont baillé à beaucoup pres la vraye valeur de leurdits fiefs & arrierefiefs, tellement que le seruice accoustumé dudit ban & arriereban seroit diminué, non seulement de la moytié, mais de beaucoup plus auant. Tellement que nous serons contrains augmenter la charge du seruice declaré par noz autres lettres^b pour ledit ban & arriereban, & mettre la taxe des hommes d'armes qui estoient à la raison de cinq à six cens liures de rente, de trois à quatre cens, & ainsi consequemment des cheuaux legers & gens de pied, dont il conuiendra augmenter la charge & seruice à ceste raison, autrement n'en pourrions tirer le seruice accoustumé & suffisans pour la defense de nostre Royaume, aussi a plusieurs qui n'ont encores baillé leurdites declarations, comme les Eglises & main mortes, combien qu'ils y estoient suiets, quant aux fiefs non amortis, & plusieurs autres de toutes qualitez, souz ombre de leurs pretendus priuileges & exemptions: combien que par nosdites lettres de commission soyent comprins exemps & non exemps, priuilegiez & non priuilegiez: y en a autres, qui y ont appose plusieurs charges extraordinaires, qui ne dependent & ne procedent immediatement à cause desdits fiefs. Autres disent que quelques fiefs qu'ils ayent au dessus de cinq à six cens liures, toutesfois qu'ils ne doyyent fournir que d'un homme d'armes: & ceux qui sont de deux cens liures, qu'ils ne doyyent rien fournir: combien qu'il soit dit, de plus, plus, & du moins, moins: qui est assez clair à entendre, que ceux qui ont mille ou douze cens liures de reuenu en fief, doyyent faire deux hommes d'armes, & ainsi multipliant, selon le reuenu de leurdits fiefs. Et quant aux petis fiefs, en assembler plusieurs ensemble, pour les rendre contribuables à l'une des charges contenues en nosdites lettres, ainsi qu'il se pourra plus cōuenablement faire, comme il est expressément contenu en nosdites lettres. Et ce pour tous les fiefs qu'ils possederoyent en diuers Bailliaiges & Seneschances, en chacun desquels ils sont tenus fournir & porter charges dudit ban & arriereban, pour le regard du reuenu de leurdits fiefs qu'ils ont en chacun d'iceux respectiement, & non pas en iceluy où ils seroyent demourans & residans seulement, comme plusieurs ont voulu pretendre. Ny aussi d'estre exemps souz couleur de ce qu'aucuns d'eux, ou leurs enfans seroyent de noz ordonnances, ou de noz legionnaires, si non qu'ils en eussent lettres patentes de nous expedies à ceste fin.

Nous à ces causes, & à fin de nous mettre en tout deuoir envers nosdits suiets, de leur faire recognoistre le seruice & deuoir, qu'ils nous doyyent & à quoy la nature de leurdits fiefs & arrierefiefs les obligent: voulons, vous mandons & ordonnons trèsexpressément, qu'incontinent les presentes receues, vous ayez à faire crier & publier à son de trompe, & cri public, en & par tous les lieux & endroits de vostre ressort & iurisdiction accoustumee à faire cris & proclamations: que tous Seigneurs, possesseurs

VIL.
Idem, 144.

b) Voy le chapitre precedent.

possesseurs & detenteurs de fiefs, de quelque estat, qualité & condition qu'ils soyent, qui ont baillé leursdites declarations, ayent trois moys apres ladite publication faite, sur les peines qui y appartiennent, à venir, ou enuoyer de nouveau affermer par serment solennel, si les declarations de leursdits fiefs, qu'ils ont cy deuant & dernièrement baillées & mises en voz mains, contiennent verité, ou bien à icelles venir corriger & amender, si bon leur semble.

2 E r apres lesquels trois moys passez, informez-vous diligemment & secrettement & bien, si lesdites declarations sont veritables, sans y adiouster charges extraordinaires, ny autres que celles qui dependent immediatement à cause desdits fiefs, ny aussi en diminuer la valeur, souz couleur des demembrations & alienations de partie desdits fiefs, sinon que lesdites demembrations eussent esté iustement & legitiment faites, selon la permission de droit, ou de coustume respectiuelement, que par ce moyen le seruice deu pour ledit ban & arriereban n'en fust aucunement diminué.

3 E r contre ceux que trouuez de faillās, procédez à la declaration des peines legitimes, ainsi qu'il appartiendra, & au surplus procédez par saisie, declaration & adjudication des peines telles que de droit & de coustume, contre tous les Seigneurs, detenteurs & possesseurs desdits fiefs & arrierechefs, de quelque qualité & condition qu'ils soyent, exempts & non exempts, priuilegiez & non priuilegiez, & mesmement des personnes Ecclesiastiques & de main-morte, qui n'ont encores baillé & fourny leursdites declarations, selon & ainsi qu'il appartiendra, suyuant la forme & teneur de nosdites premieres lettres. Pour apres auoir entendu le contenu esdites declarations, taxer & augmenter la charge dudit ban & arriereban, outre le contenu en nosdites premieres lettres, selon & ainsi que nous verons estre à faire, & qu'il sera requis & necessaire pour la tuition & defense de nostre Royaume. Donné à Brie-contrebert, le douziesme iour de Ianuier, l'an de grace mil cinq cens quarante & vi: & de nostre regne le vingthuitiesme. Par le Roy estant en son conseil, auquel estoient vous Monseigneur le Chancelier, le Comte de Bazançois Admiral, & le Seigneur d'Annebaut Marechal de France, presens, Signé, BAYARD.

Lettres patentes sur le fait du papier terrier du Roy en ses Ville, Preuosté & Vicomté de Paris.

VIII. **H**ENRY par la grace de Dieu Roy de France, à noz amez & feaux Conseillers, sur le fait de la iustice & de nostre thesor, Salut & dilection. Nous auons esté aduertis qu'à cause du reuenu & domaine de noz chasteaux, maisons Royales de nostre ville, Preuosté & Vicomté de Paris, & des Chastelenies d'icelle, sont tenus & mouans de nous plusieurs beaux fiefs & arrierechefs, censives, rentes & iustices: & aussi à cause que dessus, nous competent & appartiennent plusieurs fiefs & Seigneuries, droits de foire, fours moulins, terres, champars, dismes, forêts, buissons, garennes, riuieres, estangs, prez, pasturages, gresse, tabellionnages, droits de voities, rouages, fornage, bournage, estallonnage, droit de donner congé de faire tauerne, aubaines, espaues, forsaitures, confiscations & autres droits, qui sont du vray & ancien domaine de nostredit ville, & de noz chasteaux & Chastelenies d'icelle Preuosté & Vicomté de Paris, & desquels noz predecesseurs Roys ont tousiours iouy paisiblement: toutesfoies grandes parties desdits droits & appartenances n'ont esté depuis aucun temps en ça, comme encores ne sont de present, recouuers ne receus au profit de nous, par noz Recueurs: mais ont esté entrepris & vsurpez par plusieurs & diuerses personnes, tant suiets de nous, à cause de nosdits chasteaux maisons Royales de nostredit ville de Paris, & des Chastelenies d'icelle Preuosté & Vicomté, qu'autres qui les tiennent & occupent, sans nous en faire payer, aucun deuoir ou redevance, & sans tiltre: & les autres ont esté & sont refusans bailler par declaration ce qu'ils tiennent, quels droits & deuoirs ils en sont pource tenus nous en faire, payer, & à quel tiltre: tellement que de present les cens, rentes, teneurs feudales, terres, boys, riuieres, domaines & droits cy dessus mentionnez, & autres à nous deus à cause d'iceluy nostre domaine, & de noz chasteaux, maisons Royales de nostredit ville, & des chasteaux & Chastelenies d'icelle Preuosté & Vicomté, qui anciennes souloyent estre de gros profit & reuenu, sont la pluspart diminuez, incognus, & en voye d'estre perdus, à cause des vsurations & entreprises qui ont esté faites, & se font encores chacun iour sur iceux, tant au moyen qu'il n'a esté fait aucun papier terrier, & nouvelle recognoissance desdits droits & appartenances de nostredit domaine, de noz chasteaux, & maisons Royales de nostredit ville de Paris, & Chastelenies d'icelle Preuosté & Vicomté que pour les mutations y aduenues, & pour la negligence, ou inaduer-tance de noz Officiers & autres: qui est au tresgrand preiudice de noz droits & appartenances, & diminution de nostredit domaine, & pourroit encores plus estre à l'aduenir, si par nous n'y estoit pourueu, ainsi que plus à plein nous à esté remonstré.

1 P O U R C E est-il que nous ces choses considerees, voulans & desirans de tout nostre pouuoir, & comme y sommes tenus, pouruoir à la conseruation des droits de nostre domaine, pour lequel auez esté creez anciennement, & duquel nous & noz predecesseurs vous auons donné & attribué l'entiere & priuatiue cognoissance en nostredit ville, Preuosté & Vicomté de Paris. Pour ces causes à ce nous mouans, vous auons commis, ordonnez & deputez, commettons, ordonnons & deputons par ces presentes, pour, & à la requeste de nostre Procureur en nostredit chambre du thesor, par l'Huissier d'icelle nostredit chambre du thesor, ou premier de noz Huissiers ou Sergens que vous cōmettrez, faire faire par arache, cri public, & autrement ainsi qu'il est accoustumé, commandement expres de par nous à toutes personnes de quelque estat qualité, & condition qu'ils soyent, tenants terres, Seigneuries, fiefs, arrierechefs, iustices, cens, rentes, riuieres, boys, heritages à cens, rentes, champars, re-

BBBB ij

8 E T sur les debats & oppositions qui pourront suruenir par deuant vous, tant sur la reunion & reuocation desdites entreprisedes, que sur les oppositions desdites saisies, & autres prouisions, qui seront par vous ordonnees, en procedant au fait dudit papier terrier, nous voulons & ordonnons de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, lesdits proces & instances estre par vous instruites, en passant outre au iugement iusques à sentence dissinitue inclusiuement, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, comme dessus, & sans preiudice d'icelles. Et à ce faire vous auons commis & deputez, commettrons, deputons & delegons par celdites presentes lescites saisies tenans, & autres prouisions par vous ordonnees, pendant les oppositions & appellations qui pourroyent estre interiettes, & sans preiudice d'icelles, comme dit est.

9 E T si aucuns proces sont ou estoient meus & intentez pour raison desdites entreprisedes, faites sur nostredit domaine, ou dependance de nostredite ville, chasteaux maisons Royales, & Chastellenies de nostredite Preuosté & Vicomté de Paris, par deuant quelque luges subalternes que se soyent, nous icelles instances, proces & procedures, auons enuoyé & enuoyons par ces presentes, de noz certaine science, pleine puissance & autorité susdite, à nous, & nostre personne, & iceux vous auons renuoyé & renuoyons, en quelque estat de cause, qu'ils soyent ou puissent estre, pour par vous estre vuidéz & determinez tous les differens susdits meus & à mouoir, & circonstances & dependances.

10 A V O I R S de nosdits science pleine puissance & autorité, interdire & defendre, interdisons & defendons la cognoissance à tous lescits luges subalternes par celdites presentes, lesquelles leur voulons estre signifiées par nostredit Huissier du tresor, ou autre Huissier ou Sergent sur ce requis qu'à ce faire commettons, en procedant par vous au surplus contre les deteteurs, usurpateurs & occupateurs des choses susdites, par multes amendes, restitution de fruits, & autres peines que vertes estre à faire par raison, ensemble contre ceux que trouuezrez auoir abusé, maluerse, ou delinqué es choses touchans & concernans les droits de nostre domaine, de nosdits chasteaux, maisons Royales de nostredite ville & des Chastellenies d'icelle Preuosté & Vicomté, soyent noz Officiers ou autres ordinairement ou extraordinairement, ainsi que le cas le requerra, & que vertez estre à faire par raison.

11 E T pour ce que pour l'exécution desdites lettres de terrier, où il gillt tresgrand soing, cure, sollicitude & vigilance, il soit besoing faire quelques frais, nous voulons, mandons, & commandons à noz amez & feaux les gens de noz compres, & Thresoriers de France, & ordonnons par ces presentes, que des deniers qui prouieront des droits des lots & ventes, quintes, requints, amendes, multes, droits Seigneuriaux, & autres que nostredit Procureur fera venir entre les mains de nostre Receueur ordinaire de Paris, en faisant lescits terriers, & qui nous ont esté recelez, ils fassent bailler & payer par nostredit Receueur, desdits deniers, ou d'autres deniers de sa récepte (si ceux là ne fussient) telle somme qu'ils aduiseront estre necessaire pour fournir aux frais de ceste matiere : es mains duquel Receueur nous voulons estre mis les deniers qui seront prouenus, & prouieront desdits droits à nous recelez.

12 E T quant au salaire des iournees & vacations de chacun de vous Commissaires, & autres Officiers qui vauerez au dit negoce & confection de nosdits papiers terriers. Nous auons semblablement donné & donnons pouoir, puissance & autorité à nosdits amez & feaux Coseillers, les Thresoriers de France, de vous faire telle taxe qu'ils aduiseront en leurs loyautez & consciences, & les sommes de deniers aussi par eux à vous ainsi ordonnees, voulons & ordonnons estre bailliez par nostredit Receueur de nostre domaine à Paris, & estre rabatus de la recepte dudit Receueur par nosdites ges des compres, & icelles estre allouees en ses compres sans difficulté : car tel est nostre plaisir. Le tout nonobstant quelconques ordonnances, tant anciennes que modernes, restrictions, mandemens, defenses & lettres à ce contraires. De ce faire vous donnons plein pouoir, puissance & autorité, commission & mandement special. Mandons & commandons à tous noz Iusticiers, Officiers & suiets, qu'à vous en ce faisant soit obey. Donné à Paris, le vingtcinquiesme iour de Nouembre, l'an de grace mil cinq cens quaranteueuf : & de nostre regne le troisieme. Lesdites lettres signees par le Roy. vous present Bourdin. Et sur le reply d'icelles est escript.

Leues, publies, & enregistrees en la chambre du tresor, ce requerans les gens du Roy en icelle, le deuxiesme iour de Decembre, l'an mil cinq cens quaranteueuf. Signe, DV FRESNOY.

La reuocation des dons & alienations du domaine.

IX.
Fica. 1599.

R A N Ç O Y S par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme à cestuy nostre nouuel aduenement à la couronne en traitant des affaires de nostre Royaume avec les Princes de nostre sang, & autres grans Seigneurs & notables personages de nostre conseil priué, nous auons entre autres choses consideré, que outre les alienations distractions & venditions qui ont esté à condition de rachat perpetuel de plusieurs membres & portions de nostre domaine par feus noz treshonorez Seigneurs ayeul & pere les Roys Francoys & Henry derniers decedez, & autres noz predecesseurs Roys, pour subuenir aux grans & vrgens affaires qu'ils ont eus pour la conseruation de leurs estats, pays, terres Seigneuries, & pour la necessité du temps, plusieurs dons & concessions de plus belles pieces, terres, Seigneuries, Iustices, & autres droits profits, reuenus & emolumens, qui sont du vray & ancien domaine de nostre couronne, ont esté par nosdits predecesseurs faits & octroyez, tant à vie, que pour certain temps, à plusieurs personnes soit pour recompense de leurs seruiues, que pour autres causes, &

BBBB iij

considerations, de maniere que nostredit domaine, qui anciennement estoit le plus beau, & certain reuenu, qu'eussent les Roys de France, & de tresgrand valeur, est tellement demembre & diminué, qu'il ne peut quasi suffire à payer les charges ordinaires qui sont dessus. Et de cela est aduenu que la necessité du temps a fait que les tailles & subside ont esté grandement augmentees, & autres moyens cherchez pour satisfaire aux grans affaires que les guerres passees ont amené. Et pour ce qu'estant ledit domaine comme sacraie inalienable, lequel les Roys de France ont promis & iuré. conferuer en son entier, nous desirons, comme nostre deuoir nous admonnest, de le remettre en son premier & vray estat, à fin que par ce moyen nous puissions satisfaire au desir que nous auons de soulager nostredit peuple, comme il est raisonnable.

SçA VOIR faisons, que nous es choses considerees, & eu surce l'aduis des Princes de nostre sang, & gens de nostre conseil priué, pour ces causes & autres à ce nous mouuans, auons de nostre certaine science pleine puissance & autorité Royal, reuoké, cassé & annullé, reuokons, cassons & annullons par ces presentes, tous & chascuns les dons, cessions, transports, alienations & constitutions qui ont esté faites par nosdits predecesseurs, desdits membres, portions & reuenus du domaine de nostre dite couronne, pour quelque cause, raisons, faueurs, considerations & autres moyens, quels qu'ils soyent, & puissent estre exprimez & declarez es lettres sur ce octroyees & expedies, soit à perpetuité, à vie, à temps, & pour feureté, engagements, venditions, recompences, faueurs, graces, bien-faits, ou autrement en quelque maniere, & pour quelque personne que ce puisse estre : & iceux auons joints, vnus & incorporez, ioignons, vnissons & incorporons inseparablement au corps de nostre domaine, nonobstant les verifications, & expeditions qui en ont esté, & pourront estre faites : & voulons, statuons & ordonnons lesdites pieces, membres & portions des choses alienées, transportées & mises hors du corps de nostredit domaine, estre remises & réunies en noz, receptes ordinaires, sans que d'oresnauant pour quelque cause, occasion, ne à quelque personne que ce soit, en soyent, par nous faites aucunes donations alienations, ne surcharges, tant du domaine que tenons de present, que de celui qui nous pourra aduenir cy apres. Si n'estoit pour la constitution du dor & douaire, tant de noz treshonoree Dame & mere la Roïne, que autres Roynes ou filles issues de la maison de France, ou pour l'appanage de noz freres & enfans, si Dieu nous en donne. Et si par importunité des requerans ou autrement, nous en faisons cy apres aucuns dons & concessions, nous les auons dès à present comme pour lors, declarees & declaron nulles, & de nul effet & valeur, & ne voulons aucunes lettres en estre expedies sceellées, ne verifiees. Toutesfois en ceste presente reuocation ne voulons & nentendons estre compris la Duché de Berry, Seigneurie de Romorantin, & autres terres, dont nostre treschere & tresamee tante Marguerite de France, Duchesse de Sauoye & de Berry iouyst par vsfruit : les Duché de Chartres, Comté de Gisors, & autres qui ont esté baillies en mariage à nostre treschere & tresamee tante la Duchesse de Ferrare. Les terres & Seigneuries sur lesquelles est assigné le dor de la feuë Roïne Leonor, vesue de nostredit Seigneur & ayeul, dont iouyst semblablement nostre treschere & tresamee cousine Dame Marie, infante de Portugal sa fille. Non compains aussi en ceste presente reuocation les venditions, alienations & engagements à prix d'argent qui ont esté faits de nostredit domaine par noz predecesseurs Roys, pour subuenir aux grâs & virgens affaires qu'ils ont eus à supporter pour le fait desdites guerres, & defenses de ce Royaume, desquels les deniers sont venus & entrent en noz finances realement & de fait & sans desguisement, & dont les alienations se trouueront auoir esté faites conformement aux commissions & pouuoirs sur ce expediez.

Si donnons en mandement à nostre trescher & feal Chancelier, &c. Donné à saint Germain en laye, le dixhuitiesme iour d'Aoust, l'an de grace mil cinq cens cinquanteueuf, & de nostre regne le premier. Signé sur le reply, Par le Roy. DE L'AVBESPINE. Et sceellées sur double queue, de cire iaune : & sur ledit reply est escrit ce qui ensuit.

Registrata, audito & requirente Procuratore generali Regis, Parisius in Parlamento vigesima secunda Augusti, anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo nono. DV TILLET.

Registrata similiter in camera computorum domini nostri Regis, Procuratore generali in eadem id requirente, vigesimo octauo Augusti, anno supradicto. Signé. LE MAISTRE.

Que les deniers prouenans de ventes & coupes de boys, seront mis es mains de ses Receueurs ordinaires des lieux, pour estre employez au rachat de son domaine.

HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & aduenir, Salut. Comme plusieurs boys & forests de nostre Royaume appartiennent par indius à nous, à cause de nostre domaine & droit de Gruerie & autrement : & à aucuns particuliers tant Ecclesiastiques, qu'autres noz suiets, ayant par cy deuant & iusques à present par permissions de noz predecesseurs Roys & de nous esté vendus & coupez, à la requeste & poursuite desdits particuliers : lesquels pon comtens de prendre leur part des deniers prouenus de la vente & coupe desdits boys, se feroient les aucuns fait donner ceux desdits deniers, qui à cause de nosdits droits nous appartenoyent, & deuoient entrer au fons de noz finances, pour estre employez en noz affaires : & autres en auroient par aduertissement d'iceux particuliers, ou autrement obtenu don de nosdits predecesseurs & de nous : de sorte qu'il n'en seroit tourné aucune chose, quoy que ce soit bien petite, à nostre profit & subuention de nosdits affaires.

SçA VOIR

SAVOIR faisons, Que nous considerans lo peu de moyen que nous auons de rachapter nostre domaine qui a esté aliené par nosdits predecesseurs: Nous par meure deliberation des gens de nostre conseil priués, auons dit, déclaré, statué & ordonné, & par la teneur de ces presentes, disons, declaron, statons & ordonnons, Que la part & portion à nous appartenant en tous les deniers qui prouendront des ventes & coupes, qui seront d'oresnauant faites des boys qui appartiennent à nous & à nostredit domaine par droit de Grueries, ou autrement par indiuis, avecques autres particuliers, noz suiets, Ecclesiastiques ou Laiz: seront mis es mains de noz Receueurs ordinaires des lieux, & par eux employez au rachapt de nostredit domaine, qui se trouuera aliené esdites receptes selon qu'il leur sera ordonné par noz amez & faux Conseillers les Thresoriers de France chacun en sa charge, lesquels nous auons pour cest effect commis & deputez, commettons & deputons: sans que par cy apres nostre part & portion desdits deniers qui prouendront desdites ventes & coupes de boys, soit, ne puisse plus estre employee ailleurs, ne à autres effects qu'audit rachapt de nostredit domaine, quelques dons, recompenses, ou assignations qui en soyent faites, baillies & expedies au contraire, par mandemens patens, ou autrement, que nous auons dès à present comme pour lois, & dès lors comme dès maintenant, cassez & reuocquez, cassons & reuocquons: inhibé & defendu, inhibons & defendons à nosdits Thresoriers de France, Receueurs ordinaires, & autres noz comptables, d'y obeyr n'y auoir esgard, quelques expresse iussions & commandemens qu'ils en peussent obtenir au contraire: souz peine de reçoauoir sur eux en leurs propres & priuez noms les parties qui auroyent esté acquittees en vertu desdits mandemens & iussions.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux les gens de noz courts de Parlement, & de noz comptes, Tresoriers de France, &c. Donné à Saint Germain en Laye, au moys d'Aoult, l'an de grace, mil cinq cens soixante & vn, & de nostre regne le premier. Ainsi signé, sur le reply, Par le Roy en son conseil, B V R G E N S I S.

Lesta, publicata & registrata, audito & requirente Procuratore generali Regis, sub modificationibus in registro curie contentis. Parisiis in Parlamento decimaquarta die Augusti, Anno Domini millesimo quingentesimo sexagesimo primo. Sic signatum, DV TILLET.

Droits de quint, requints, reliefs, rachapts, loys, ventes, saisines, amendes, & autres droicts seigneuriaux, seront employez à la reparation, & entretenement des chasteaux, & autres ediffices du Roy.



H A R L E S par la grace de Dieu Roy de France, à tons presens & à venir, Salut. Nous ayans esté deuëment aduertis, que plusieurs de noz chasteaux, maisons ou autres ediffices de nostre domaine, mesmes les auditoires où se tient & exerce la iustice, & aussi les geoles & prisons, moulins, fours & pressouers font la plus part demeurez en grand ruine & decadence, à faute que noz deniers & finances des receptes où ils sont assises n'ont peu & ne peuuent outre les hiefs & aumones, gages d'Officiers, fraiz de iustice,

& autres charges ordinaires qui sont sur icelles, suffire à les entretenir & repater, comme seroit requis, au moyen des alianations qui ont esté par cy deuant faites par noz predecesseurs Roys, de nostre domaine, & desdites autres charges estans sur iceluy: & que sans y auoir eu esgard, quant en est aduenu & escheu aucuns droicts seigneuriaux & deniers casuels, ils ont esté demandez & donnez, tellement que le plus souvent il nous a conuenu & conuient ordonner prendre autres deniers de nos finances pour fournir ausdites charges. Ansquelles, ou à la plus part d'icelles, les deniers prouenans desdits droicts seigneuriaux & autres deniers casuels eussent bien peu subuenir, qui les eust reseruez pour lesdites reparations & entretenement de nosdites maisons & ediffices: & desirans y pouruoir pour l'aduenir, & que nosdites maisons, ediffices, auditoires, geoles, prisons, moulins, fours, pressouers & autres choses sur dites de nostredit domaine soyent désormais mieux entretenus & mis en meilleur estat, & assigner à ceste fin quelques deniers ordinaires, pour y estre employez par chacun an par les Thresoriers de France chacun en sa charge, avec meilleur soing & diligence qu'il n'a esté fait par le passé.

SAVOIR faisons, que nous apres auoir eu sur ce par l'aduis & deliberation de nostre treschere & treshonoree Dame & mere la Roynie, de nostre trescher & tresamé oncle le Roy de Nauarre, des autres Princes de nostre sang, & autres Seigneurs & notables personages de nostre conseil priué, auons par edict perpetuel & irreuocable dit, statué & ordonné, disons, statons, & ordonnons, voulons & nous plaist, que d'oresnauant à commencer du premier iour de ce present moys, tous & chacuns les deniers qui nous sont escheus & pouront eschoir & aduenir de quint, requints, reliefs, rachapts, loys, ventes, saisines, amendes & autres droicts & deuoirs seigneuriaux seront conuertis & employez ausdites reparations & entretenement des chasteaux, maisons, auditoires, geoles, prisons, & autres noz bastimens & ediffices à nous appartenans par les ordonnances, & ainsi qu'il sera cognu & aduisé par nosdits Thresoriers de France chacun en sa charge, & en leur absence par noz Baillifs, Seneschaux, & leurs Lieutenans estre plus necessaire, vile & commode, y gardant sur ce les solennitez requises, & comme il est accoustumé faire en tel cas, sans que lesdits deniers puissent plus estre ailleurs employez ny à autres effects, sinon que prealablement lesdites reparations ayent esté & soyent faites & accomplies.

E T si aucuns dons en auoyent esté par nous faits depuis ledit premier iour de cedit present moys de Ianuier, ou estoient cy apres par nous faits par importunité ou autrement, nous les auos dès à present come pour lors cassez, reuocquez & annullez, cassons, reuocquons & annullons par ces presentes.

BBB iij

3 PAR lesquelles nous auons inhibé & defendu, inhibons & defendons à nostre treschelier & seal Chancelier, Secrétaires de noz commandemens & finances, de non en sceller, & signer ny expedier aucunes lettres de don, recompense ou assignation sur lesdits deniers, sinon que lesdites lettres portent clause expresse que lesdits dons, recompenses ou assignations seront prins apres les charges ordinaires & reparations susdites de nosdits maisons & autres edifices payees & acquittees.

4 DEFENDONS pareillement aux Thresoriers de France & de nostre espargne, Receueurs generaux & Receueurs particuliers de nostredit domaine, de non les payer ou faire payer: & aux gens de noz comptes de ne les laisser passer ne allouer en la despenſe des comptes desdits Receueurs, que premier ne leur soit deuement apparu par certification de nosdits Thresoriers de France chacun en sa charge, que lesdites reparations necessaites de nosdits chasteaux, maisons, & autres edifices deuant mencionnez aient esté & soyent faites & accomplies.

5 ENVOIGNANT tresprescellement ausdits Thresoriers de France qu'ils ayent chacun en son regard à faire employer par chacun an desdits deniers ce qui sera besoin, & necessaire pour l'entretienement & reparation desdits chasteaux & places de leurſdites charges: & à nosdits Receueurs ordinaires de les payer par les ordonnances desdits Thresoriers & autres noz officiers: ainsi que dessus est dit.

6 RAPPORTANT lesquelles leurſdites ordonnances, les aduis & visitations & adjudications d'icelles au rabbaïs, & les quittances des parties où elles escherront sur ce suffisantes, avec certification des Officiers des lieux de la necessité desdites reparations, tout ce qui en aura par eux chacun en son regard esté payé à la cause susdite, leur sera passé & alloué en la despenſe de leurs comptes par nosdits gens des comptes, ausquels nous mandons ainsi le faire sans aucune difficulté.

7 Et là où il se trouueroit qu'aucuns de nosdits Receueurs ordinaires n'eussent fait aucune despense durant aucunes annees pour lesdites reparations & entretenemens, ils seront tenus de rapporter sur les comptes de chacune desdites annees certification desdits Thresoriers de France chacun en leurſdites charges, & de nosdits Officiers des lieux, qu'il n'y auroit eu aucunes reparations necessaires à faire pour ladite annee, ou bien qu'il n'y aura peu estre employé pour icelles, sinon la somme qui nous sera escheuë & aduenue desdits droicts durant chacune desdites annees.

Et aussi s'il se trouuoit qu'il y eust quelques autres reparatiōs à faire en nosdites maisons & autres edifices, que neantmoins nosdits Receueurs n'eussent employé & conuertý à icelles, mais eussent acquitté lesdits deniers en dons ou autres effects que lesdites reparations necessaires, seront lesdits deniers repetez tant sur lesdits Receueurs, que sur lesdits Thresoriers qui autont esté negligens & en demeure de les faire reseruer & conuertir esdites reparations.

Si donnois en mandement à noz amez & feaux les gens tenans noz chambres des comptes, Thresoriers de France, & à tous noz autres Iusticiers & Officiers, ou leurs Lieutenans, & à chacun d'eux en droit soy, & si comme à luy appartenra, que noz present edict, statut & ordonnance ils fassent lire, publier, enregistrer, entretenir, garder & obseruer de point en point selon la forme & teneur, cessans & faisans cesser tous troubles & empeschemens au contraire: car tel est nostre plaisir. Et à fin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons fait mettre nostre seal à cesdites presentes, sauf en autres choses nostre droit, & l'autrui en toutes. Donnée à Saint Germain en Laye, au mois de Ianuier, l'an de grace mil cinq cens soixante vn: & de nostre regne le deuxiesme. Signé sur le reply, Par le Roy en son conseil. H V R A V L T. Visé. Et scellé en laqs de soye de cire verde.

Acta, publicata & registrata, in camera computorum Domini nostri Regis, Procuratore generali audito & requirente, Vigesima quinta Februarij, Anno in albo contento Signé, LE MAISTRE.

Lettres patentes du Roy pour la confection de son papier terrier en la ville, faux-bourgs, banlieue, Preuosté & Vicomté de Paris des fiefs, iustices censives, & autres droicts & deuoirs seigneuriaux deus & tenus audit Seigneur.



HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à noz amez & feaux Conseillers en la iustice de nostre thresor, Salut. Feus noz treshonorez Seigneurs ayeul & pere (que Dieu absolve) desirans chacun en son endroit le proffit & utilité de nostre Royaume, & de la chose publique d'iceluy, conseruation & augmentation de nostre domaine: ont par cy deuant commis & député certains Commissaires pour verifier, esclarcir & elucider tous & chacuns les droicts que nous auons, competent & appartient à cause de nostredit domaine, en nostre ville, faux-bourgs, Preuosté & Vicomté de Paris. Par deuant lesquels Commissaires, en vertu de certaines lettres patentes en forme d'edict donnees à Dourlans le seiziesme iour de Feurier mil cinq cens trenteneuf, publiques à son de trompe le seiziesme iour de Mars ensuyuant par nostredite ville & faux-bourgs & banlieue de Paris, plusieurs gens d'Eglise & main-morte, communautiez, & autres personnes nobles & non nobles auoyent mis & produit leurs titres & enseignemens au greffe de nostre thresor, pour la verification des droicts de iustice, censive, police, voyerie, & autres quelconques par eux pretendus: pareillement les habitans proprietaires apporté ou enuoyé, chacun en son regard, les declarations des maisons & heritages par eux tenus & possédez, pour estre icelles enregistrées selō l'ordre des quartiers & rues de nostredite ville, cité, faux-bourgs & banlieue de Paris: pour ce fait, cognoistre, iuger, diffinit, terminer & decider sommairement & de plein, & sans figure de procez, les debats, contradictions, difficultez & differens, qui sur ce interuiendroyent. Mais au moyen

moyen des empeschemens suruenus ausdits Commissaires, & autres vrgens affaires de nostredit Royaume, lesdites lettres de cōmission seroyent demeurees en execution, & n'ont fortuy leur effect. A ceste cause, & qu'il estoit question de pouruoir à la conseruation des droicts de nostredit domaine, pour lequel auez esté creéz anciennement, & duquel nous & noz predecesseurs vous auons donné & attribué l'entiere & priuatiue cognoissance en nostre ville, cité, faux-bourgs, banlieuë, Preuosté & Vicomté de Paris: vous ont decerné autres lettres patentes en forme de papier terrier donnees à Paris le vingtcinquieme iour de Novembre, mil cinq cens quaranteneuf, leuës & publices en vostre chambre le deuxiesme iour de Decembre ensuyuant. Et d'autant que par icelles n'a esté donné forme de proceder en l'affaire, à tout le moins que prompte expedition s'en peussent ensuyuir, tant pour le soulagement de ceux qui ont ja fourny, mis & produit leursdits tiltres au greffe de nostredit thesor, que pour le repos & tranquillité de noz autres suiues, qui ont baillé les declarations de leurs maisons & heritages suyuant lesdites lettres d'ediēt donnees audit Dourlans, est bien requis d'y pouruoir, & faire en sorte que nostre intention ne demeure pour ce regard inexecutée, au grand preiudice de nous, & diminution de noz domeniaux.

I P O U R ces causes & autres à ce nous mouuans, desirans singulierement nostredit domaine estre conserué & augmenté, & bonne & briefue iustice estre administrée à nosdits suiues, cognoistre au vray ce qui nous appartient, & ce qui a esté vsurpé & entrepris sur nostredit domaine: aussi pour obuier à inuolution & longueur de procez, nous voulons & vous mandons, que, pour l'accomplissement & execution desdites lettres en forme de papier terrier dudit vingtcinquieme de Novembre, mil cinq cens quaranteneuf, procédez sommairement & de plein, sans autre forme ne figure de procez, en la meilleure & plus prompte expedition de iustice que faire se pourra, (la seule verité du fait entendue & regardée) à voir les tiltres & productions sur ce ja faites au greffe dudit thesor, & que s'y feront cy apres, & à iuger, diffinir & terminer les procez, débats, differens & difficultez, qui sur ce interueniendront, ouys noz Aduocat & Procureur audit thesor, appelez avec eux noz Receueur ordinaire & Contre-rolleur de Paris. Et outre vacquer à la confection desdits procez iusques à sentence diffinitive inelusive-ment: nonobstant oppositions ou appellations quelconques, soit d'incompetence ou autrement, & sans preiudice d'icelles, pour lesquelles ne voulons par vous estre différé.

2 E T au cas que lesdits pretendans iustice, censue, & autres droicts en nostredite ville, cité, faux-bourgs, Preuosté & Vicomté de Paris, eussent en vertu de quelques lettres, par importunité de nous ou de noz predecesseurs obtenues, (ou en quelque autre maniere que ce soit) retiré leursdits tiltres & enseignemens par eux cy deuant mis au greffe de nostredit thesor, par forme de production: voulons iceux par vous estre contraincts, sur peine de faulse de leurs droicts, & autres voyes deuës & raisonnables, à remettre & produire de nouuel, si besoin est, par deuers ledit greffe leursdits tiltres & enseignemens.

3 E N faisant au surplus à la requeste de nostredit Procureur audit thesor, cōmandement à son de trompe & cry public, & autrement ainsi qu'aduiferez estre à faire pour nostre profit, à tous gens d'Eglise & de main-morte; communautiez, & à toutes autres personnes de quelque estat, qualité ou condition qu'ils soyent: que dedans certain & cōpetant delay que leur ferez presiger & assigner, ils ayent à apporter & mettre au greffe d'iceluy thesor leurs tiltres & enseignemens, en vertu desquels ils prétendent lesdits droicts de iustice, censue, police, voyerie, & autres droicts & denoirs. Et aux habitans propriétaires, possesseurs & tenanciers, que dedans vn moys apres la signification de ces presentes, ils apportent ou enuoyent, comme dessus, la declaration de leurs heritages, maisons & possessions, par tenans & abeuitissans, les cens & deuoirs qu'ils en payent, & dont ils sont chargez, enuers qui, & enuers quelles iurisdicions ils sont responsables: tout ainsi & pour les mesmes causes plus à plein contenues esdites lettres d'ediēt donnees audit Dourlans ledit seiziesme Feurier 1539.

4 E T à ce que lesdites lettres de terrier dudit vingtcinquieme de Novembre, mil cinq cens quaranteneuf, que voulons en tout & par tout sortir leur plein & entier effect, ne demeurent inexecutées, souz ombre des commissions precedētes ou subseqentes, adresseees à aucuns de noz Iuges ordinaires & Preuost desdites ville, Preuosté & Vicomté de Paris: nous auons reuocqué & reuocquons toutes commissions au parauant ces presentes decernées, tant sur la perfection & renouvellement des papiers terriers & censiers desdites ville, faux-bourgs, banlieuë, Preuosté & Vicomté de Paris, qu'autrement pour cause de nostredit domaine interdit & defendu, interdisons & defendōs par ces presentes, à nosdits, Iuges & Preuost, Commissaires à ce deputez cy deuant, & à autres quelconques Iuges, tout exploit d'entremise, procédures cour, iurisdiction & cognoissance en cest endroit: reuocqué & reuocquons à nous & à nostre personne tous differens meus & inuentez entre quelconques personnes, de quelque estat qualité ou condition qu'ils soyent, pour raison desdites iustice, censues, sieux, police, voyerie, droicts & denoirs, possessions & tenans susdits circonstances & depandances: & iceux procez auons reuoyez & renuoyons en l'estat qu'ils sont par deuant vous, pour estre iugez, decidez & diffinis cōme dessus, & ainsi que vertez estre à faire par raison. Mandant au premier des Huissiers dudit thesor, ou autre nostre Sergent sur ce requis, que de tout ce que par luy sera exploité & executé, en ce qui luy sera par vous commis & mādé, il face bons & vallables procez verbaux ou relatōs: & iceux apporte ou enuoye seablement par deuers vous, pour estre sur le tout ordonné à faire droit aux parties, ainsi que verrez estre à faire par raison. Le tout nonobstant comme dessus, & quelconques lettres ordonnances

tant anciennes que modernes, restrictions, mandemens, defences, & lettres impetrees ou à impetrier à ce contraires. Aufquelles, entant que besoin est, ou seroit, nous auons de nostre grace speciale pleine puissance & autorité Royal derogé & derogeons: car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le huitiesme iour de Novembre, l'an de grace, mil cinq cens soixantetrois, & de nostre regne le troisieme.

Signé, Par le Roy en son conseil. M O R I N.

Leués, publiques & enregistrees en la chambre du tresor, ce requerant les gens du Roy en icelle, le treizieme iour d'Auril, mil cinq cens soixantetquatre, apres Pasques, Ainsli signé, DV FRESNOY.

Reglement general sur le domaine du Roy.



HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & aduenir, Salut. Comme à nostre sacre nous ayons entre autres choses promis & iuré garder & obseruer le domaine & patrimoine Royal de nostre couronne, l'un des principaux nerfs de nostre estat, & retirer les portions & membres d'iceluy qui ont esté alienez, vray moyen pour soulager nostre peuple tant affligé des calamitez & troubles passez. Et par ce que les reigles & maximes anciennes de l'union & cōseruation de nostre domaine sont à aucuns assez mal, & aux autres peu cogneues: nous auons estimé tref-necessaire de les faire recueillir & reduire par articles, & iceux confirmer par edict general & irreuocable, à fin que cy apres personne n'en puisse douter.

SçA VOIR faisons, que de l'aduis de nostre treshonoree Dame & mere, des Princes de nostre sang Officiers principaux de nostre couronne, & autres de nostre conseil, auons dit, statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons ce qui s'ensuyt:

1 **L**E domaine de nostre couronne ne peut estre aliéné qu'en deux cas seulement: l'un pour appanage des puissances massles de la maison de France: auquel cas y a retour à nostre couronne par leur decez sans massles, en pareil estat & condition qu'estoit ledit domaine lors de la concession de l'appanage: nonobstant toute disposition, possession, acte expres ou taissible fait ou interuenu pendant l'appanage: l'autre pour l'alienation à deniers comptans pour la necessité de la guerre, apres lettres patées pour ce decernées & publiques en noz Parlemens: auquel cas y a faculté de rachapt perpetuel.

2 **L**E domaine de nostre couronne est entendu celuy qui est expressement consacré, vny & incorporé à nostre couronne, ou qui a esté tenu & administré par noz Receueurs & Officiers par l'espace de dix ans, & est entré en ligne de compte.

3 **D**E pareille nature & condition sont les terres autresfois aliénées & transférées par noz predecesseurs Roys, à la charge de retour à la couronne, en certaines conditions de masse, ou autre semblable.

4 **N**E pourra nostre domaine estre baillé à ferme ou à louage, sinon au plus offrait & dernier enchereur: & ne pourront les fruiets des fermes ou louage dudit domaine estre donnez à quelque personne, ne pour quelque cause que ce soit ou puisse estre. Pareillement ne seront baillez aucunes exemptions des payemens des droicts appartenans & dependans dudit domaine, en quelque forme ou façon que ce soit.

5 **D**E FENDONS à noz cours de Parlemens & chambre des comptes d'auoir aucun esgard aux lettres patentes contenans alienation de nostre domaine & fruiets d'iceluy, hors les cas susdits, pour quelque cause & temps que ce soit, encores que ce fust pour vn an: & leur est inhibé de proceder à l'enterinement & verification d'icelles. Et ne seront tenus pour valablement enterinees celles qui auront cy deuant esté ortroyees, sinon qu'elles eussent esté verifiees tant en nosdites cours de Parlement que chambre des comptes, & chacune desdites cours & chambres: & ne sera par vertu d'icelles aucune chose allouee aux comptes des Officiers comptables du domaine.

6 **C**EU X qui detiennent le domaine de nostre couronne sans concession valable deuement verifiee, & autrement que dessus, seront condamnés & tenus rendre les fruiets perceus depuis leur indeuë possession & iouissance: non seulement depuis la saisie qui fera faite pour la reünion: mais aussi depuis leur iouissance ou de leurs predecesseurs, sans qu'ils se puissent excuser de bonne foy, quelque tître ou concession qu'ils ayent de noz predecesseurs ou de nous.

7 **A**VSS I ceux qui occulteront & denieront de male foy le tître auquel ils detiennent les terres de nostre domaine, ou terres suiuettes en certain cas à reuerfion à iceluy, & qui en seront deuement conuaincus, seront declarez descheueux de l'effect de leur tître, & priuez du droit & possession desdites terres.

8 **C**EU X auxquels nostre domaine auroit deuement esté aliéné pour les causes que dessus, ne pourront neantmoins couper les boys de haute fustaye, ny toucher aux forefts qui seront esdites terres: & si fait l'auoyent, seront tenus à la restitution de profit & dommage qui en seroit aduenu.

9 **L**ES boys de haute fustaye à nous appartenans ne pourront estre alienez, ny don fait des coupes d'iceux, ou des deniers qui en procederont: sur peine de nullité, & de restitution des valeurs, fruiets, & profits comme dessus.

10 **L**ES droicts du tiers & dauger ou gruerie en noz boys & forests, ne se pourront semblablement donner ne alienier, ny pour le fond ny pour les coupes, ou deniers qui en pourront prouenir. Et si les proprietaires font quelques coupes, la part ou profit à nous reuenant par le moyen d'icelles à cause desdits droicts, sera employé au rachapt de nostre domaine.

11 **N**E se pourra faire aucune coupe des boys de haute fustaye es terres de nostre domaine: ne semblablement

XIII.
Idem, 1596.

blablement bail des terres vaines ou vagues, sinon qu'il y ait les lettres parentes decernees pour cest effect, adressees à noz Parlemens, & gens des comptes, & verification d'icelles faites esdits Parlemens & chambre des comptes: sur peine de nullité, & restitution des valeurs, fruiets & profits cōme dessus.

12 Pour le bail desdites terres vaines & vagues ne seront prins deniers d'etree, sinon que ce fust pour employer reellement au rachapt de nostre domaine, ou autres noz vrgens affaires dōt auriōs fait estat.

13 Les articles cy dessus auront lieu de loy & ordonnance, tant pour le regard de nostre ancien domaine vny à nostre couronne, que autres terres depuis accreues ou aduenues, comme Blois, Coucy, Montfort, & autres semblables.

14 Les saisies faites par reuñion de nostre domaine ne se leueront par prouision, mais sera procedé à l'instruction des procez, sinon que pour cause & grande consideration fust trouué equitable de faire quelque prouision à temps seule. ment, attendant l'instruction du procez.

15 La reception en foy & hommage des fiefs dependans desdites terres domaniales, au cas d'alienation d'icelles, nous demeureront & appartiendront, ou à noz successeurs: & les profits desdits fiefs, foy & hommage, & ce qui en depend, à ceux auxquels lesdites terres sont deuement & licitemēt transferees & coneedees.

16 En quoy ne seront compris ceux qui tiendront lesdites terres de nostre domaine en appanage: à la charge toutesfoīs d'enuoyer par chacun an en nostre chambre des comptes de Paris, les doubles & copies deuement signees des receptions en foy & hommage, à eux faites ou leurs Officiers.

17 Les terres domaniales ne se pourront d'oresnauant alier par infeodation à vies, à long temps ou perpetuite, ou condition quelle que ce soit: ains se bailleront à ferme à nostre profit comme noz autres terres & droicts. Et de pareille façon sera vŕé es terres suiuettes à retour à nostre couronne: & ce sans preiudice des infeodations ia faites: pour le regard desquelles enioignons à noz Procureurs s'enquerir bien & diligemment de la cause & forme, pour en faire telle poursuite que de raison.

18 Pour les droicts dependans de nostre domaine, sera & pourra estre entre tous lieux & Patlemens procedé par saisie.

19 Et enioignons tresexpressément à noz Procureurs tenir la main à la protection, conseruation, poursuite & reuñion de nostre domaine, sur peine de respondre de la perte d'iceluy, qui seroit aduenue par leur fait & faute.

20 Ceux qui auront charge de receuoir les cautions que sont tenus bailier les fermiers des terres domaniales, & des comptables de noz deniers, auront l'œil & esgard de bien former & enquerir de la validité & suffisance desdites cautions, & icelles faire renoueller quand il echerra: autrement en respondront en leur propre & priuē nom, s'il se trouue qu'il y ait de leur faute & negligence.

21 Tous baux & ferme de terres de nostre domaine se feront à la charge de ne demander aucun rabais pour quelque cause que ce soit, sinon pour ostilité & faict de guerre: & declarons dès à present nuls tous dons faits sur les terres & droicts de nostre domaine baillez à ferme. Donnē à moulins au mois de Feurier, l'an de grace mil cinq cens soixantefix: & de nostre regne le sixiesme. Ainsi signē, Par le Roy estant en son conseil. DE L'AVBESPINE.

Leuē, publiees & enregistrees, ou & ce requerant le Procureur general du Roy, à Paris en Parlement le treiziesme iour de May, l'an de grace mil cinq cens soixantefix. Ainsi signē, DV TILLET.

Les terres, prez, marais, & palus vagues appartenans au Roy, seront baillez à cens & vente.



HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Estant deuement aduertis de la grāde quantité de terres, prez, marais, & palus vagues à nous appartenās, estās en plusieurs endroicts, pays & prouinces de cestuy nostre Royaume, dont ne se tire par nous ou noz suiuetz aucun fruiet, profit ou viliŕit: & considerant combien seroit vtile & profitable tant à nous qu'à nosdits suiuetz, que lesdites terres, prez, marais, & palus vagues fussent cultiueez & mis en labour & valeur, attendu qu'il y pourroit estre produit, & se cueilleroit plusieurs grains, & autres choses, dont nosdits suiuetz se trouueroyent grandement accōmodez, & ce outre la decoration de nosdits pays & prouinces, que par le moyen de la culture & labour d'icelles terres à present vuides, vaines & vagues, comme dit est, y aduiendroit.

1 A V O N S par l'aduis & deliberation des gens de nostre conseil priuē, par edict perpetuel & irreuocable, dir, declarē, voulu & ordonnē, disons, declarons, voulons & ordonnons, que toutes & chacunes lesdites terres, prez, palus, & marais vagues à nous appartenans, en quelque lieu qu'ils soyent, serōt par nous baillees & deliurees à perpetuite à ceux de noz suiuetz qui en voudront prendre de nous à cens, rente, & deniers d'entre moderez.

2 E X C E P T E toutesfoīs celles desdites terres, prez, marais & palus qui seront enclos en noz boys & forests, & en sont aussi la liziere à cent perches pres d'iceux nosdits boys & forests. Et qu'au cas que aucuns particuliers ou communes pretendent aucun droit, soit de pasturages, ou autre esdites terres, prez, marais & plus vagues, ainsi à nous appartenans que dit est, leur sera auant le bail & dehurac d'iceluy pourueu, ou fait telle distribution d'icelles terres, prez, marais & palus qu'il appartiendra.

3 E T qu'à ceste fin, & pour l'execution du present nostre edict, & ce qui en dependra, seront cōmis en chacune de nosdites prouinces certains notables personnages, auxquels sera donnē pouuoir de ce faire: sans que ce qui sera par eux fait, puisse ores, ne pour l'aduenir, par nous ou noz successeurs, & pour quelque cause & occasion que ce soit, estre reuocqué ou retracté, en quelque sorte & maniere

que ce soit : ains iouyront à perpetuité, & aux charges que dessus, tant les acquereurs & adjudicateurs & leurs successeurs, que ledits particuliers ou communes, des choses qui leur auront esté ainsi baillées, adiugees, delaisées ou distibuées.

Si donnons en mandement, &c. Donné à Moulins au mois de Feurier, l'an de grace, mil cinq cens soixante six : & de nostre regne le sixiesme. Ainsi signé sur le reply, Par le Roy en son conseil, auquel estoient la Roynie sa mere, monseigneur d'Anjou, messieurs le Cardinal de Bourbon, Prince de Côté Duc de Montpésier, Cardinal de Lorraine, Cardinal de Guise, Duc de longue-ville, Duc de Nevers, Cardinal de Chastillon, Connestable & Chancelier de France : les Sieurs de Vieille-ville, de Bourdillon, & Damuille Marschaux, & l'Admiral : les Sieurs de Moruillier, de Crusfol, de Gonnor : les Eueques de Valence & Limoges, & autres tous Cōseillers au cōseil priuē presens. **BVRGENSIS.**

Leués, publiques & enregistrees, ouy le Procureur general du Roy : à la charge expresse & non autrement, que les baux des terres vaines & vagues, & autres lieux declarez esdites lettres qui serōt trouuees appartenir au Roy, & dont par cy deuant n'en a esté fait recepte au profit du Roy, pourrōt estre baillées par le Thresorier de la charge à cens portans lots, ventes, defaux & amendes, quand le cas y escherra, selonc les coustumes des lieux, & à rétes perpetuelles, & non rachetables : dont sera fait recepte comme de chose domaniale & appartenant au Roy, & à sa couronne : sans ce que les preneurs puissent donner aucuns deniers d'entree, pour quelque raison ou cause que ce soit : sur peine de payer le quadruple, & de perdition de la chose : laquelle en ce cas la cour declare dès à present reunie à la couronne. A la charge aussi que s'il y a opposition pour la propriété ou usage, les opposans seront ouys pardeuant les Juges ordinaires, pour y estre fait droit, & s'il y a appel, ressortira en Parlement, où les causes du patrimoine & domaine de France doyent estre traitées, & non ailleurs. Et aussi à la charge du contenu esdites lettres, le tout suuant l'ordonnance. A Paris en Parlement, le vingtiesiesme iour de May, l'an mil cinq cens soixantefix. Ainsi signé, **DV TILLET.**

Leués semblablement, publiques registrees, ouy le Procureur general en la chambre des comptes du Roy nostre Sire : aux charges ordonnées par ladite cour de Parlement cy dessus mencionnées, le dernier iour du mois de May, an susdit, Signé, **DE BAVGI.**

Arrest de la cour de Parlement interuenu sur l'exécution de l'edict precedent

LA cour informee de l'aduis donné au Roy par ceux qu'il a enuoyez pour cesteffect, qu'il seroit non seulement difficile, mais du tout impossible proceder à l'exécution de ses lettres patentes, finon que les preneurs des terres vaines & vagues puissent bailler quelque somme de deniers d'entree, & qu'autrement ceux qui en voudroient prendre pour le profit du Roy, seroyent retenus & empeschez de ce faire, ne voulans posséder terres à charge grande, perpetuelle & non rachetable. Aussi informee de la volonté du Roy, qui a dit & déclaré, & fait dire & declarer par son Procureur general, que son intention n'est & ne fut onques, qu'en ses lettres patentes decernées pour faire baux à cens & rentes des terres vaines & vagues à luy appartenans, soyent comprises les terres vaines & vagues, desquelles les suiets auroient tiltres, ou possession memoriale. La matiere mise en deliberation, toutes les chambres assemblees, a ordonné & ordonne pour les causes que dessus, que les terres, prez, marais & palus vagues au Roy appartenant, seront bailliez à cens & rente perpetuelle, à la charge que les preneurs & acquereurs d'iceux lieux pourront bailler deniers d'entree iusques à la valeur & estimation du tiers desdits lieux par eux prins dudit Seigneur, eu egard au prix & valeur de la totalité de la prise qui en sera faite : duquel tiers en sera fait recepte par chapitre à part par les Receueurs du domaine sur les lieux, & aussi chapitre de despense à part : pour estre ledits deniers conuertis & employez au rachat du domaine desdits lieux, & non ailleurs : sans que sur ledits deniers puissent estre leuees ny baillées aucunes assignations, à peine du quadruple, tant sur la partie prenannte, & qui se seroit fait assigner sur ledits deniers, que sur le Receueur qui en auroit fait le payement : ledit quadruple aussi applicable au rachat du domaine du Roy, sur pareilles peines que dessus. Et aussi a ordonné & ordonne qu'il sera procedé au bail desdites terres vaines & vagues, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles iusques à sentence definitive. Faisit en Parlement le douziesme iour de Iuillet, l'an mil cinq cens soixantefix.

Leu, publié & enregistré, ouy sur ce le Procureur general du Roy. Et sera l'extrait du present arrest, qui sera attaché ausdites lettres, enuoyé sur les lieux esquels elles sont adressées. A Paris en Parlement le vingtroisiesme iour de Iuillet, l'an mil cinq cens soixantefix. Signé, **DV TILLET.**

Edict du Roy sur le fait de son domaine, contenant permission qu'il en soit rendu & aliené, iusques à la somme de deux cens mil liures tournois, pour d'autant soulager ses suiets.

HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir. Comme pour soulager noz suiets, & les releuer & descharger des subides qu'il nous conuiendroient imposer sur eux, pour les grands & insupportables frais & despenses dont nous sommes chargez pour l'entretenement des gens de guerre, qu'il nous conuient mettre sus pour resister aux desleings & sinistres entreprinthes de ceux qui se font esleuez pour troubler le repos public, ayant trouué si peu de fonds en noz finances, encores que nous ayons retranché tout ce qu'il nous a esté possible, iusques à la despense de nostre maison, que nous ne pouuons faire aucun estat de noz deniers ordinaires, qui sont desia assignez & destinez, ayons aduisé pour le meilleur, & plus propre expedient & moyen de recouurer promptement deniers, pour la necessité de noz affaires, de vendre & aliener, à faculté de rachapt perpetuel, aucunes terres, places, seigneuries, maisons, greffes, tabellionnages, & autres portiois de nostre domaine des Thresoriers & charges d'outre Seine & Yonne, Champagne, Picardie, & Tours, tant du domaine qui aura esté cy deuant aliené à ladite faculté de rachapt perpetuel, que nous entendons estre reuendu aux plus offrans & derniers encherisseurs, à la charge, & non autrement, de rembourser les premiers acquereurs, tant du principal de leurs acquisitions, que loyaux cousts, auant qu'estre depofez, que de nostre domaine qui reste à aliener, & est encores en noz mains. Sçauoir faisons, que nous ayans mis cest affaire en deliberation en nostre conseil priuē, où estoit la Roynie nostre treschante Dame & mere, & les Princes & gens de nostre conseil estans lez nous, auons de leur aduis, par

ceſtuy noſtre edict perpetuel & irreuocable, ordonné & ordõons, voulõs & nous plaift, que par les Cõmiſſaires, qui à ce feront par nous deputez, ſoit vendu & aliéné à ladite faculté de rachapt perpetuel, les reſſorts deſdites Treſoreries & charges d'outre Seine & Yõne, Châpaigne, Picardie, & Tours iuſques à la ſomme de deux cens mil liures tournois, pour vne fois, des terres, ſeigneuries, maiſons, ſiefs, greſſes & tabellionnages, & autres quelconques portions de noſtre dit domaine, tant de celuy qui a eſté cy deuant aliéné, que de l'autre reſtant à aliener: à ſçauoir du domaine de ladite treſorerie d'outre Seine & Yõne, iuſques à la ſomme de quatre vingt dix mil liures: de celle de Châpaigne, pour quarante mil liures tournois: de celle de Picardie, trente mil liures: & de celle de Tours, quarante mil liures: le tout pour vne fois: & ce au plus offrant & dernier encheriſſeur, en la maniere accouſtumée, apres deuë proclamation faite deſdites ventes & adjudicatiõs, les ſolemnitez accouſtumees obſeruees. En quoy faiſant les acquereurs deſdites portions aliénées, ſerõt rembourſez du pris de leurs achapts, & des loyaux couſts, auant qu'eſtre depoſſedez: voulant que leſdites ſommes ſoyent miſes, à meſure que leſdites vêtes ſe feront, es mains des receueurs geneaux de noſdits finâces de chachune deſdites charges, reſpectiuement, pour eſtre conuertis & employez par les mandemēs, pourtant quitances du Treſorier de noſtre Eſpargne, ainſi qu'il ſera par nous ordonné. Et en outre que les acquereurs deſdites portions de noſtre dit domaine, leurs hoirs, ſucceſſeurs, & ayas cauſe, en iouyſſent pleinement & paisiblement, par vertu & au moyē des contrâcts deſdites ventes & adjudicatiõs, qui leur ſeront faites par leſdits Cõmiſſaires, que voulons eſtre de tel effect, force & vertu, comme ſi par nous en noſtre dit conſeil auoyēt eſté paſſez & accordez, & des à preſent les auons validez & autotifez, validons & autorifons ſans que leſdits acquereurs puiſſent eſtre contraincts, pour quelque cauſe que ce ſoit, de laiſſer la poſſeſſion & iouiſſance des portions de noſtre dit domaine qu'ils auront acquiſes, ſinõ en les rembourſant actuellement du pris deſdites acquisitions, & des loyaux couſts.

St donnons en mandement à noz amez & feaux les gens de noſtre cour de Parlement, & de noz Comtes, à Paris Treſoriers de France eſdites charges, & autres noz Officiers qu'il appartiendrà, & à chacun d'eux endroit ſoy, que noſtre preſent edict ils facent lire, publier, & enregiſtrer, garder, obſeruer & entretenir. Et du contenu d'iceluy iouyr & vſer pleinement & paisiblement leſdits acquereurs, leurs hoirs, & ayans cauſe, ceſſans, & faiſans ceſſer tous troubles & empeſchemens au contraire. Car tel eſt noſtre plaifir. Et à fin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à tousiours, Nous auons fait mettre noſtre ſeal à ceſdites preſentes, ſauf en autres choſes noſtre droit, & l'aury en toutes. Donnē au Château de Vincennes, au mois d'Auril, l'an de grace, mil cinq cēs ſoixante, qnatorze. Et de noſtre regne le quatorzieme. Signē ſur le reply, Par le Roy en ſon conſeil. **POTIER. Viſa.** Et ſcellees ſur laz de ſoye rouge & verd, en cite verde.

Leuē, publiees, & regiſtrees, oy & ce requerant le Procureur general du Roy, à Paris en Parlement, le dix ſeptieme iour de May, l'an mil cinq cens ſoixante & quatorze. Signē, DV TILLET.

Leuē ſemblablement, publiees, & regiſtrees en la chambre des Comtes du Roy noſtre Sire, oy & ce requerant le procureur general dudit Sieur, le dixneuſieme iour de May, l'an 1574. Signē, DE LA FONTAINE.

DE LVNION ET INCORPORATION AV DONAINE du Roy, des Duchez, Marquizats & Comtez du Royaume.

TITRE IX.

HARLES par la grace de Dieu Roy de France à tous preſens & aduenir, Salut. Les ſeus Rois noz predeceſſeurs, en conſtituant & eſtabliffant l'ordre, police & gouuernemēt de ce Royaume, ont, ainſi qu'il ſ'eſt fait en ſemblable en toutes autres republicues, coſtituē diuers degrez d'honneurs & qualitez, les vns perſonnels, & les autres hereditaires, pour eſtre departis ſelon la grandeur & merites des perſonnes qu'ils vouloyēt gratifier & honorer: entre leſquels ont eſté les premiers & plus louables les titres des Ducs, Marquis & Comtes: leſquels apres que noſdits predeceſſeurs ont eu vni à leur couronne les principaux Duchez & comptez de cedit Royaume, ils ont departis à leurs freres, & aucuns Princes de leur ſang, & Seigneurs les plus recomēdables de grandeur, de maiſon & merites: mais auec telle reſeruation qu'il y en a eu peu du commencement, auſquels leurs terres & Seigneuries ayent eſté erigees eſdits titres. Toutesſois par ſucceſſion de temps la choſe ſ'eſt tellement accreuē, partie pour remuneration des grans, vertueux & recomēdables ſeruices faits à ceſte couronne, & partie pour gratifications, qu'il y en a peu pour le preſent de ceux qui ont ſerui de leurs perſonnes au fait des guerres, & qui ſ'eſtiment dignes d'honneur & recompē, qui ne demandēt d'eſtre honorez deſdits titres. Leſquels viendroyent à la fin en telle multitude, qu'ils en ſeroient moins honorez & eſtimez que du paſſé, & l'ordre qui y a eſté louablement eſtabli, & longuement gardē, en ſeroit peruerſi, & nous en ſerions infiniment recherchez, & importunez.

Pour à quoy pouruoir à l'aduenir, auons par l'aduis de la Roine noſtre tref-honoree Dame & mere, Princes de noſtre ſang, & gens de noſtre conſeil priuē, eſtans lez nous, dit ſtatué & ordonné, diſons ſtaturons & ordonnons par loy, edict, ſtatut & ordonnance irreuocable, que d'oreſnauant il ne ſera faite par nous & noz ſucceſſeurs aucune erection des terres & ſeigneuries, de quelque qualitez, valeur & grandeur qu'elles ſoyent, eſdits titres de Duchez, Marquizats ou cõtez, que ce ne ſoit à la charge & condiçtiõ, que venans les Sieurs proprietaires deſdites terres, qui ſeront erigees en Duchez, Marquizats ou cõtez, à deceder ſans hoirs maſles, procurez de leurs corps eu loyal mariage, icelles terres ſeront vnies & incorporees à noſtre domaine inſeparablement, encores qu'elles ne fuſſent d'ancien-

neté de nostredit domaine, & qu'es lettres desdites erections il ne fust faite aucune mention de ladite charge & condition. Declaronz dès à present comme dès lors, le dessuist cas aduenant, lesdits Dnchez, Marquiss & Comtez estre affectez, vnis & incorporez à nostre domaine, comme de fait vniffons & incorporons, sans que par cōtraires lettres, ou autre disposition de nous successeurs, elles puissent estre desunies ne distraies, non plus que nostre domaine ancien. Inhibons & defendons aux gens tenans nos cours de Parlement, chābre des comtes, & autres noz Officiers auxquels esdites lettres d'erection seroit adressees, qu'ils n'ayent à les verifier, sinon à la susdite charge & condition, quelque commandement, iussion & derogation qui y peut estre inferée au preiudice de ces presentes. Lesquelles iussions & derogations nous auons dès à present comme pour lors, & pour lors comme dès maintenant, declarees & declaronz nulles & de nul effet & valeur.

Si donnons en mandement par cesdites presentes à noz amez & feaux les gens tenans nosdites cours de Parlement & chambre des comtes, que cestuy nostre present edict, statut & ordonnance, ils fassent lire, publier & enregistrier & registres de nosdites cours & chambres, & iceluy entretiennent, gardet & obseruent, & fassent entretenir, garder & obseruer inuiolablement & sans enfreindre, n'y contreuenir, ou souffrir qu'il y soit contreuenu en quelque sorte ou maniere que ce soit. Car tel est nostre plaisir. Et à fin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait mettre & apposer nostre scel: laus en autres choses nostre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Paris au mois de Iuillet, l'an de grace mil cinq cens soixante six, & de nostre regne le sixieme. Ainsi signé sous le repli, CHARLES. Et dessus par le Roy estant en son conseil, BOVRDIN. Et scellé du grand scel en cire verd & lacs de foye rouge & verd.

Lesdites publiques, & enregistrees, ouy, & consentant, & requerant le Procureur general du Roy, à Paris en parlement le 29. iour d'Aoust, l'an M. D. LXVI. Signé, D^V TILLET.

Lesdites publiques & registrees, ouy, & ce requerant le Procureur general en la chambre des comtes du Roy nostre sire, le 7. iour d'Aoust, M. D. LXVI. Signé, DE BAVGY.

DE REGALE.

TITRE X.

TEM quātum ad regalias quas nos & nostri predecessores percipere consueuimus & habere in aliquibus ecclesiis regni nostri quando eas vacare contingit: de quibus plures ad nos querimonie diuersum, & infra nos circa ea cautius precauere volentes, debito temperamento necnon opposito remedio interdicti volumus, precipimus ac etiam ordinamus, quod res, bona, maneria, & iura regalarum predictarum manerentur, custodiantur, & expleantur absque aliquo detrimento ac deuastatione, ac si nostra propria forent: Inhibentes ne de cetero nemora predictarum regalarum autem propter delicta sectionis autem propter, neque arbores que ab antiquo seruate & sacre fuerint propter decorem & amenitatem, & foreste antique (que nunquam causa vendendi fuerint amputate) aliquo tempore cindantur, aut quoquo modo vendantur: nemora etiā que exponuntur sectioni, non deuastentur aut vendantur nisi modo & tempore consuetis: vitaria insuper, stagna & piscaria, nisi piscium nutritura aut formentationibus seruiatis, pro capto rapiscii non grauentur: precipientes in super quod in omnibus istis casibus & circa predicta & singula premissorum precauatur ab omni deuastatione, abusu, districtione, & excessu: quodque circa premissa talu exhibeatur moderatio, talis aequitas, & tale temperamentum, qualia consueuerint à quolibet legitimo administratore & prouido dispensatore circa talia ratione preuia exhiberi: & infra, hoc idem volumus quantum ad barones & alios subditos nostros obstruari: cū terras suas propter defectus hominum aut bailium ad nos diuenerint contingit.

I.
Philip. 4.
1302. att.

a] Regale Par
arrest de Paris
du. 4. mars 1545.
suffit pour induire droit de regale, qu'aube
nefice soit possesseur naturel
& actuel. Car le leur possesseur
cuiul n'empeche droit de regale. Les causes de regale se
doyent plaider en Parlemēt, & non ailleurs.
Arrest du dix-neufiesme mars
15 8. regale dure
iusques à l'actuelle prestation
de fidelite au Roy, arrest
de Paris, le 20.
Iuillet 1430.

PHILIPES Par la grace de Dieu Roy de France. Sçauoir faisons à tous presens & à venir, que cōme il ait esté mis en doute par aucuns: si nous auons droit, & à nous appartenoit donner les prebendes, dignitez, benefices quand ils auoyent esté ou estoient trouuez non occupez, vacans & vnis de fait tant seulement au temps de nostre regale & Eglises de nostre Royaume, esquelles nous auons droit de regale, & si ceux à qui noz predecesseurs, ou nous les auons donnez & qui en iouissent, en doyent iouyr: nous nous tenons & sommes iussifammēt & deuēmet informez, que nos deuāciers rois de France, pour cause de regale, & de la noblesse de la courōne de France ont vŕe & accoustūmez, & ont esté en possession & saisine de donner les prebendes dignitez & benefices vacans de droit & de fait, ou de droit tant seulement, ou trouuez non occupez & vacans de fait tant seulement. Et que de ce nous auons vŕe, vŕons & entendōs vŕe, cōme de nostre droit royal, la où aucun cas semblable, & quelcōque, des cas dessusdits escherra, & auons denié toute audiēce de relay à ceux qui à nosdits vŕages accoustūmez par noz deuāciers Rois de France, & par noz coustumes, & aux droits Royaux qui en tel cas nous appartiennent pour cause de nostre courōne, & aux collations par nous, nos deuāciers ou successeurs faites ou à faire & es cas dessusdits, ou en aucū d'iceux se voudroyēt opposer, & si plaids ou procez sur aucuns des cas dessusdits, quelcōques ils soyēt, pendās en parlemēt, ou deuāt quelconques noz Cōmissaires, nous les rappellons, & mettrōs, du tout à neant: & defendōs à noz amez & feaux les gens qui tiendront d'oresnauant nostre Parlement à Paris, & aux dessusdits Cōmissaires, qu'ils de ce cas & de semblable ne tiennēt cour, ne cognoscance ores ni autresfois. Et voulons & ordonnons que d'oresnauant nul pourueu en quelcōques des cas dessusdits, si ce n'est par vertu de prouision & collatio Royaux, qu'ils ayēt de noz deuāciers ou de nous ou de nos successeurs Rois de France, ne soit receu à plaid, n'ouy en opposition cōtre ceux qui es cas dessusdits, ou en aucun d'iceux sont prouez par nous deuāciers, par nous, ou seront prouez au tēps à venir par nous, ou noz successeurs Rois de France, par quelcōques lettres, ou octroy, qu'ils ayent, ou tū impetrēt de nous, si expresse mention n'y est faite de mot à mot de cest presentes: & voulons que d'oresnauant tous ceux qui en semblable cas dessusdit, & chacun d'iceux ont collation de noz deuāciers, ou de nous, ont ou auront au temps à venir de nous, ou de nos successeurs Rois de France, foyent tenus, & gardez en possession & saisine paisibles des benefices ainsi à eux donnez, nonobstant opposition d'autres,

II.
Philippe de
Valois 1374

que par vertu d'autre autorité ou collation se soit opposé, ou opposé, à présent, ou vueille opposer au temps aduenir. Et ce auons nous ordonné, & ordonnons de certaine science, informez à plein de noz droitz & vsages desusdits. Et mandons par la teneur de ces presentes à noz amez & feaux les gens qui tiendront nostre prochain Parlemēt, & les gens de noz côres, qu'à perpetuelle memoire facent ces presentes enregistrer en noz châbres de Parlemēt, & des côptes, & mettre en garde pour original au thresor de noz chartres, & de noz lettres: & à fin que ce soit ferme à tousioursmais, nous auons fait mettre nostre seel aux presentes lettres. Donné à Vicennes, au mois d'Octobre l'an de grace 1334.

Ordonnance touchant la contentiō des benefices dōnez & conferez en regale, & où ceste matiere doit estre traitée.

O y s par la grace de Dieu Roy de France, à noz amez & feaux Conseillers les gens tenās, & qui tiendront nostre Parlemēt à Paris, Salut & dilection. Cōme entre noz autres droitz à nous appartenans, nous ayons droit, à cause de nostre couronne, souveraineté & tēpora lité, & soyons en possession & saisine tant par nous, que par noz predecesseurs de tel & si long temps qu'il n'est memoire du contraire, de conferer les benefices Ecclesiastiques vacās en regale en nostredit Royaume, & dont la totale declaratiō, cognoissance & determination en cas de debat ou question appartient de plain droit à nous & à nostredite cour tant seulemēt sans ce qu'autre Iuge quel conque, soit Ecclesiastique, ou tēporel, en puisse ou doive cognoistre, ou soy entremettre. Et sur ce ayent esté donnez en nostredite cour le tēps passé plusieurs arrests & iugemens. Pareillemēt ayōs droit & soyons en possession & saisine de cognoistre, decider & determiner par nous & noz Iuges des cas de nouuelleté, prins & intentez par deuant nostdits Iuges pour occasion de nouueaux troubles & empeschemens qui suruiennent entre lesdites parties contendantes, à cause des benefices & matieres Ecclesiastiques, sans ce que pendant ladite cognoissance & procez, & iusques à ce que d'iceux soit decidé, aucun Iuge Ecclesiastique en puisse ne doive cognoistre, ne l'une desdites parties tirer l'autre cōtre son gré & volonté en cour d'Eglise, pour occasion desdits benefices & matieres Ecclesiastiques contentieus audit cas de nouuelleté, ne proceder à ceste cause contre aucuns desdits contendans par monitiōs, citations, ne censures Ecclesiastiques. Neantmoins puis nageres aucuns ont impetré en cour de Rome aucuns benefices par nous, ou noz predecesseurs, dōnez & conferez en regale, & sous couleur d'icelle collation, ou prouisiō se sont efforcez & efforcent chacun iour, ont procuré & procurent tenir & tiennent en procez aucuns de noz suiets en cour de Rome pour occasiō des benefices que nous & noz predecesseurs auons donnez & conferez en regale. Et pareillement des benefices & matieres Ecclesiastiques, dōt procez est pendāt en cas de nouuelleté en nostredite cour de Parlemēt, ou ailleurs, par deuant noz autres Iuges, & font plusieurs autres entrepriēs contre & au preiudice de nostdits droitz & iurisdiction temporelle, & plusieurs grandes & indeues oppressiōs & exactions, vexations & trauaux à noz suiets, au grand preiudice & dommage de nous, de noz droitz, & de nostre iurisdiction temporelle, & du biē public de nostre Royaume, & plus pourroit estre, si par nous n'estoit sur ce pourueu. Pourquoy nous ces choses cōsiderees, desirans garder & conseruer noz droitz desusdits, & obuier ausdites entrepriēs, exactions, vexations & oppressiōs de nostdits suiets. Eu surce aduis & deliberation en nostre conseil, vous mandons & expressement eniognons, que vous faciez ou faires faire inhibitiō & defense de par nous sur certaines & grosses peines à nous à appliquer à tous les suiets de nostredit Royaume, & autres qu'il appartiendra, que pour occasion desdits benefices ou matieres Ecclesiastiques, dont procez sera, ou est pendāt en cas de nouuelleté en nostredite cour, ou pardeuāt nous autres Iuges ils ne traitent ou facent traiter ne tenir en cause pardeuant aucuns Iuges Ecclesiastiques, ne ailleurs qu'en nostredite cour de Parlemēt ou pardeuant noz autres Iuges pardeuāt lesdites procez serōt, ou sont pendās. Et ne procedēt ne facent proceder pour occasiō desdits benefices dōt lesdits procez serōt & sont pendans en nostredite cour, ou pardeuant nostdits autres Iuges par monitiōs, excōmunications ny autres censures Ecclesiastiques contre nostdits suiets, & ne les tirēt molestēt ne trauaillēt induemēt hors de nostredit Royaume. Et ne facēt, ne procurēt faire telles entrepriēs indeues cōtre ny au preiudice de nos droitz desusdits & iurisdiction tēporelle: ainçois reuocquēt & facēt reuocquer & mettre au neant à leurs propres cousts & despens tout ce qu'ils auoyent fait au contraire, En contraināt à ce tous ceux qui pour ce seront à contraindre. C'est à sçauoir les lais par prisē & exploitatiō de leurs biens, & detentiō de leurs personnes. Et les gēs Ecclesiastiques par prisē & saisissēmēt en nostre main de leur temporel & toutes autres voyes & manieres deues & raisonnables. Et neāmoins ceux qui par information vous trouuez chargez desdits excès ou semblables, procedez à l'encontre des coupables à telle punition & correction qu'il appartiendra, & que le cas les requerra. Car ainsi nous plaist il estre fait: nonobstant quelconques lettres impetrees ou à impetier à ce contraires. Donné à Muret en Cominge, le vingt quatrieme iour de May, l'an de grace 1463. Et de nostre regne le deuxieme. *Sic signatum.* Par le Roy en son conseil. **LE PREVOST,**

Et in dorso erat scriptum.

Acta, publicata, & registrata Parisiis in Parlamento, die 14. Iunij, anno Domini 1463. Sic signatum

CHENETEAV.

Collatio facta est.

CHENETEAV.

Qu'à la cour de parlement appartient la cognoissance des regales, & aux Iuges Royaux la cognoissance du possession & des benefices litigieux.

L O y s par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme entre noz autres droitz à nous appartenans, nous ayons droit à cause de nostre

CCCC ij

couronne souveraineté & temporalité, & soyons en possession & saisine tant par nous que par nos predecesseurs Rois de France de tel & si long temps qu'il n'est memoire du contraire, de conferer les benefices Ecclesiastiques vacans en regale en nostredit Royaume, & dont la totale declaration, cognoissance & determination en cas de debat ou question appartient à nous, où à nostre cour de Parlement tant seulement, sans ce qu'autre Juge Ecclesiastique ou temporel, quel qu'il soit, en puisse, ou doive cognoistre ou soy entremettre. Et sur ce ayent esté le temps passé donnez plusieurs arrests & iugemens. Semblablement tant à cause de nostredite couronne & temporalité, comme par prerogatives & priuileges octroyez à nosdits predecesseurs Rois de France, & autrement deuëment à nous appartient de conferer de plain droit plusieurs benefices Ecclesiastiques : que nosdits predecesseurs & nous auons accoustumé donner & conferer de plain droit en nostredit Royaume, & dont la declaration, cognoissance & determination en cas de debat ou question appartient de plain droit en nostredit Royaume, & dont la declaration, cognoissance & determination en cas de debat ou question appartient de plain droit à nous & à nos Iuges, sans ce qu'autre Juge quelconque soit Ecclesiastique ou temporel, en puisse ou doive cognoistre ne soy entremettre aucunement. Pareillemēt ayons droit & prerogative, & soyons en possession & saisine de cognoistre, decider & determiner par nous & nos Iuges des matieres possessoires beneficales & Ecclesiastiques, mesmement en cas de nouuelleté prins & intentez par deuant nosdits Iuges pour occasion des nouueaux troubles & empeschemens qui suruiennent entre les parties contendans, à cause des benefices & matieres Ecclesiastiques, sans ce que pendant ladite cognoissance & procez, & iusques à ce que diceux soit déterminé par les Iuges deuant lesquels lefdits procez en cas de nouuelleté sont ou seroyent intentez, & les despens esquelz la partie qui aura esté ou fera descheuë dudit procez aura esté condamnée payez & satisfaits entierement à la partie qui aura obtenu auçū Juge Ecclesiastique en puisse, ou doive cognoistre ne l'vne desdites parties tirer l'autre contre son gre & volenté en cour d'Eglise pour occasion desdits benefices & matieres Ecclesiastiques contentieux audit cas de nouuelleté, ne proceder à ceste cause par aucune personne contre aucuns desdits contendans par monitions, citations, ne censures ecclesiastiques. Neantmoins puis nagues plusieurs personnes de diuers estats, & tāt de nostredit Royaume que d'ailleurs, ont impetré & s'efforcent d'impetrer aucuns benefices par nous & nosdits predecesseurs donez & conferez vacans en regale. Et aussi plusieurs benefices, dont la collation à appartenu & appartient de nostre plain droit à nosdits predecesseurs, & à nous. Et sous ombre desdites prouisions ou de bulles & graces expectatiues, ou autres lettres de cour de Rome, se sont efforcez & efforcēt & ont procuré & procurent chacun iour tenir par voye oblique par celuy qui se dit Procureur fiscal de cour de Rome, auçuns de noz suiets en ladite cour de Rome, ou ailleurs en cour ecclesiastique pour occasiō desdits benefices par nous ou nosdits predecesseurs donez & conferez en regale, ou de plain droit, Et avec ce plusieurs se sont efforcez & efforcēt de tenir, & de fait tiennēt en procez ladite cour de Rome ou ailleurs en cour ecclesiastique plusieurs qui ont comācé & intenté procez en cas possessoire & de nouuelleté par deuant nosdits Iuges, ou autres temporels de nostredit Royaume, pour occasion de plusieurs benefices assis en iceluy nostre Royaume pendās iceux procez, audit cas de nouuelleté. Et sous couleur desdites bulles & graces de cour de Rome, ou ailleurs en cour d'Eglise, pendās lefdits procez deuant nosdits Iuges. Et contre iceux noz suiets procedent, & font proceder par excommuniens, ou autres censures Ecclesiastiques. Et aucune fois procedent par afflictions de bulles, citations, procez, ou lettres Ecclesiastiques, qu'ils font secretement & à heure indeuë, ou autrement indeuëment mettre & afficher es portes des Eglises, & en plusieurs autres lieux. Tellemēt qu'au moyen desdites procedures plusieurs de nosdits suiets, pour obuier aux vexations qu'on leur fait, sont cōtraints de laisser la poursuite de leur bon droit. Et iacōit ce que nagueres ayons donné certaines prouisions sur aucunes des matieres dessusdites, Et que noz lettres sur ce octroyez ayēt esté publices & enregistrees en nostredite cour, & en plusieurs autres auditoires de nostredit Royaume, pour icelles cōseruer & garder, comē loix & ordonnances declaratiues de noz droits & prerogatives. Neantmoins plusieurs n'ont cessé & ne cessent de vexer & trauailler nosdits suiets par la maniere dessusdite : mais ont fait & font chacun iour plusieurs autres indeuës entreprises contre & au preiudice de nosdits droits, prerogatives, priuileges & iurisdiction temporelle, & plusieurs autres grandes & indeuës oppressiōs, exactiōs, iniquitacions & trauaux à nosdits suiets, au grand preiudice & dommage de nous & de noz droits & iurisdiction temporelle, & du bien public de nostredit Royaume. Et plus pourroit estre, si par nous n'estoit surce donnée prouisiō, ainsi qu'auons esté deuëment informez. Sçauoir faisons, que nous cōsideres les choses dessusdites, voulās cōseruer & garder nosdits droits, prerogatives, preeminences & priuileges. Et afin que d'oresnauāt aucuns n'en puissent prendre cause d'ignorāce, desirās aussi que nosdits suiets soient tenus en paix & tranquillité. Et obuier aux vexations, oppressiōs, & trauaux qui indeuëment on leur donne & pourroit dōner. Pour ces causes & cōsiderations, & autres à ce nous mouuās. Et sur ce eue deliberation avec plusieurs gens de nostre conseil, auons decreté, statué, ordonné & déclaré, decretōs, statutions, ordonnons & declaronz, par ces presentes, qu'à nous & à nostredite cour de Parlement, & non à autre appartient la declaration, cognoissance, decisiō & determination des collations par nous & noz predecesseurs faites des benefices vacans, & qui ont vacqué & vacquerot en regale. Et semblablement qu'à nous & à nos Iuges, & non à autre appartient la cognoissance & deter-

determination des benefices que nous & noz predecesseurs auons accoustumé de conferer, & qui à ceste cause ont esté cōferez de plain droit, sans ce qu'autre Iuge Ecclesiastique ny temporel s'en puisse ne doive entremettre ny en cognoistre, soit en maniere petitoire où possessoire. Et en outre auons ordonné & déclaré, ordonnons & declatons la cognoissance des cas possessoires mesmement en matiere de nouuelleté, prins & intentez pour occasion des benefices & matieres Ecclesiastiques, appartenir à nous, & à nosdits Iuges, sans ce qu'autres pendās lefdits procez possessoires en puissent ne doivent entreprendre aucune cognoissance, decerner commissions, citations, faire procez n'y vser de fulminations, n'y d'autres excommunimens ne censures Ecclesiastiques ne determination.

Si donnons en mandement par celsdites presentes à noz amez & feaux Conseillers les gens tenans & qui tiendront nostre dit Parlement, au Preuost de Paris, & à tous noz Baillifs, Seneschaux, & autres Iuges de nostre Royaume, & chacun d'eux, si comme à luy appartiendra, qu'en mettant nostredite presente volonté, declaration & ordonnance à execution, ils fassent ou fassent faire inhibition & defense de par nous à tous les suiets de nostredit Royaume, & autres qu'il appartiendra. Et ausquels nosdits suiets nous defendons par celsdites presentes, sur peine de bannissement de nostredit Royaume, & de confiscation de tous leurs biens & de priuation de la iouissance de leurs benefices estans en nostredit Royaume, que pour occasion desdits benefices Ecclesiastiques par nous, ou nosdits predecesseurs conferez en regale, ou par autre collation à nous appartenant de plain droit. Et aussi pour occasion des benefices & matieres beneficales ou Ecclesiastiques. Dont à esté, est, ou fera procez pendant en matiere de nouuelleté en nostredite cour de Parlement, ou denant noz autres Iuges ils ne traitér, ne fassent traiter ne tenir en cause, par deuant aucuns Iuges Ecclesiastiques ne ailleurs, qu'en nostredite cour de Parlement, ou par deuant noz autres Iuges, deuant lesquels lefdits procez ont esté, sont ou seront pendans. Et ne procedent, ne fassent proceder pour occasion desdits benefices par nous conferez en regale, ou de plain droit. Et aussi des benefices ou matieres Ecclesiastiques, dont lefdits procez ont esté, sont ou seront pendans en nostredite cour de Parlement, ou par deuant nosdits autres Iuges contre nosdits suiets, par citations, monitions, excommunications, ny autres censures Ecclesiastiques, & ne les tirent, molestent ny travaillent en cour de Rome, ny ailleurs en iurisdiccion Ecclesiastique. Et ne facent ne procurent faire telles entreprises indeuës, cōtre ny au preiudice de nos droits dessusdits, & iurisdiccion temporelle. En faisant en outre inhibition & defense de par nous, sous semblables peines à nous à appliquer, à tous ceux qu'il appartiendra, que pour raison desdits benefices, dont nosdits suiets, ont esté pourueus par election, prouision, ou autrement au titre des saints decrets, libertez de l'Eglise de France, ordonnances Royaux & pragmatique sanction, depuis l'institution d'iceux durant le temps de ladite pragmatique sanction: ils ne facent nosdits suiets citer conuenir, admonester ne tiennent en procez en ladite cour de Rome & ailleurs contre ne au preiudice desdits saints decrets, libertez de l'Eglise de France, ordonnances Royaux & pragmatique sanction, ne surce les molestent ne travaillent en aucune maniere: ains ois reuoquent & facent reuoquer & mettre au neant à leurs propres cousts & despens, tout ce qu'ils auront fait au ccontraire. Et neantmoins tous ceux qui de puis & apres la publicatiō de noz autres lettres dōnees à Muret, au mois de May, 1463. leurs Procureurs, facteurs & entremetteurs ont molesté & travaillé, & travailleront par bulles ou procez apostoliques, sentences Ecclesiastiques, nosdits suiets en cour de Rome, ou ailleurs en cour Ecclesiastique, contre & au preiudice du contenu en nosdites autres lettres, & de nosdits droits & prerogatives. Nous les auons déclaré & declatons desmaintenant pour lors & deslors pour maintenant vaincus perpetuellement de nostredit Royaume, & leurs biens auons confisque, & avec ce auons déclaré & declatons iceux gens d'Eglise leurs Procureurs, facteurs & entremetteurs comme infracteurs desdites ordonnances rebelles & desobeissans à nous & à noz commandemens, estre indignes & incapables d'obtenir quelconques benefices en nostre Royaume. Et les auons priez & deboutez, priuons & deboutōs du tout de nostre certaine science, propre mouuement, authorité Royale, & par edit general & irreuocable, par celsdites presentes de la iouissance de tous leursdits benefices qu'ils ont & tiennent en nostredit Royaume. Et aussi de ceux qu'ils y pourrout auoir & obtenir le réps aduenir. Et en outre enioignons à nostredite cour, & à tous nosdits autres Iusticiers & Officiers que tous infracteurs de nosdites ordonnances, leurs Procureurs, facteurs & entremetteurs ils prennent, ou fassent prendre au corps, & constituēt prisonniers iusques à peine reparation desdites entreprises & abus. Non obstant oppositions ou appellations quelconques. Et à fin que nul ne puisse pretendre cause d'ignorance des choses dessusdites, nous mandons & commandons expressement à nostre dite cour, & à nosdits Iuges, & à vn chacun d'eux comme dessus, qu'apres ce que ces presentes seront publiques en leurs dits auditoires, ils les fassent publier & proclamer à son de trōpe, & autrement es lieux où l'on a accoustumé à faire telles crieies & publications. Et pource que l'on en pourra auoir à faire en plusieurs lieux, nous voulons qu'au *Vidimus* d'icelles foy soit adioustee, comme à l'original. En tesmoing de ce nous auons fait mettre nostre scel à ces melmes presentes. Donnē à Luxeu pres pouilles, le dixneuiesme iour de Iuin, l'an de grace 1454. Et de nostre regne le troisieme. *Sic signati*, Parle Roy en son conseil. DE LA LOËRE. *Et superplicam erat scriptum.*

Lecta, publicata, & registrata parisiis in parlamento die xxx. Iulij, anno Domini 1464:

Sic signatum

CHENETEAU.

collatio facta est cum originali.

CCCC iij

Collations & regale apres trente ans nulles.

Nous auons statué & ordonné, statons & ordonnons qu'és collations en regale, qui par nous d'oresnauant seront faites, sera declaré le tēps de l'ouuerture d'icelle. Et si au parauant trente ans l'ouuerture auroit esté, que l'on ne depeche lesdites collations, & dons en regale: & si par inaduerstance, ou autrement, lesdites collations estoient depechées, que les Iuges a icelles n'ayent aucun regard, lesquelles audit cas nous auons declarées, & declarons des à present nulles & de nul effet & valeur.

Du droit de garde és benefices.

Nous auons defendu, & defendons à tous noz Officiers, qu'és Archeueschez, Eueschez, ^a Abbayes & autres benefices de nostre Royaume, esquels n'auons droit de regale, ou de garde, ils ne se mettent dedans, ne és fortes places d'iceux, sinon és benefices & places fortes, qui seroient assisés, és fins limitrophes ^b de nostre Royaume, & autres pays de nostre suiuetion, dōt incontinent en pourroit aduenir à nous, & à nostre dit Royaume: auquel eas nosdits Officiers ne pourrōt pour la garde & tutiō desdites places prendre aucune chose des biens & fruits desdits benefices, sur peine de priuation de leurs offices, restitution desdits fruits, biens & despens, dommages & interests. Mais quand il seroit question de taxer aucune chose à nosdits Officiers, pour la garde & tutiō desdites places, ils se pourrōt retirer par deuers noz cours de Parlement, au ressort desquelles lesdits benefices & places fortes seront assisés, & bailler leur requeste à ceste fin, pour par nosdites cours estre procedé à ladite taxation si faire se doit, comme de raison. Et defendons à tous nobles, & autres personnes priuees qui ne se mettent ou entrent dedans ledits benefices, sur peine d'estre punis comme sacrileges, & commettans force priuee ou publique. Toutesfoi par ce n'entendons pruer les pretendans droit de garde esdits benefices vacans, lesquels auroient obtenu sentence ou arrests du dit droit, mais voulons qu'ils en iouissent en ensuyuant lesdites sentences ou arrests. Et quant est des autres pretendans ledit droit de garde, qui n'auroient obtenu lesdites sentences ou arrests touchant ledit droit, ne pourrōt eux mettre ny entrer esdits benefices de leur propre autorité, combien qu'ils fussent en possession d'iceluy droit: mais audit cas pourrōt eux retirer par deuers nous, ou nostre dit Chancelier, & nous donner à entendre leur dit droit, pour leurs estre pourueu au cas par lettres addressantes à noz Iuges ordinaires comme de raison, les loix, ordonnances & louables coustumes concernans le fait de la consecō des inuentaires des biens meublés estans dedans lesdits benefices, tant de la iurisdiction ecclesiastique, que temporelle, demeurans en leur force & vertu.

Extrait du liure de feu Mesire Giles le Maistre, premier president en la cour de parlement à Paris au traité des regales. chap. III.

Dum episcopus alicuius episcopatus, ubi dominus Rex habet regaliam, ab humanis decedit, immediate per obitum seu mortem ipsius, est legalia in dicto episcopatu aperta, & succedit Rex loci boni & legitimi administratoris in omni temporalitate dicti episcopatus, conferreque beneficia non curata, & hoc durante tempore ipsius regalie, qua quidem regaliam debet vigere, & habere locum in dicto episcopatu, donec & quousque successores episcoporum legitime intrans debitum fidelitatis iuramentum dicto domino nostro regi prout tenetur, fecerit, quodque literis regie attestantes dictum iuramentum se fuisse factum, presentate, registrate & expedite fuerint in camera computorum: & quod receptor seu commissarius ad receptam ipsius Regalie receperit mandatum à dicta camera emanatum per quod ei mandatur vt leues manum regis, & permittat dictum episcopum vti & gaudere, ponendo ipsam temporalitatem ad plenam deliberationem. Nec ante receptionem huiusmodi mandati à dicto receptore seu commissario reputatur dicta regaliam clausa: sed usque ad diem ipsius receptionis tenetur reddere computum & rationem de fructibus huiusmodi temporalitatis: Et confert rex beneficia tanquam in regalia vacantia, & hoc de iure & consuetudine regis, & sue coronæ Francie.

Dominus Rex prout constat per antiqua scripta camera, consuevit capere regaliam cum vacauerit, in prouinciis & diocesisbus que sequuntur.

In tota prouincia Senonensi, & eius suffraganeis, excepta diocesi Antisiodorensi, in qua decanus & capitulum dicuntur fuisse permutationem cum rege prout est inferius fol. cccxij.

In tota prouincia Remensi, excepta diocesi Cameracensi.

In tota prouincia Bituricensi, exceptis Lemouicensi, Cahurcensi, Rutheniensi, Abiensi, Munatensi.

In tota prouincia Turonensi, exceptis Maclouicensi, Trecorensi, &c.

In prouincia Burdegalensi solum, veruntamen de viclauiensi fuit computatum anno cccxij.

In tota Normania habet regale.

In prouincia Anxitanensi & Arelatensi, & per consequens in tota lingua Occitana nihil habet.

DES AMORTISSEMENS FRANCS FIEFZ,

& nouveaux acquiesz.

TITRE XI.

Traité ancien, duquel on ne scait l'auteur, sur la matiere des amortissemens contenant plusieurs anciennes ordonnances des Rois de France sur ceste matiere.

Pour plus claire intelligence de ceste matiere, faut voir le traité qu'en a



ORCE qu'és ordonnances Royaux faites sur le fait des rachets des rentes constituées sur les maisons assises en la ville & faux-bourgs de Paris, & autres lieux circonuoiſins, données le dernier iour de Iuillet, l'an mil quatre cens treiteuit, au premier article d'icelles est contenu, que toutes les maisons & heritages assises en la ville de Paris, & és fauxbourgs d'icelle, à quelques

à quelques personnages qu'elles appartiennent, soient Eglises collegiales ou autres personnes, les propriétaires d'icelles maisons & heritages, qui sont à présent, ou qui seront pour le téps à venir, pourront archer lesdites rentes, c'est à sçavoir, du denier douze deniers : & en vn article suyuant est contenu, que esdits rachets ne seront point comprises les rétes deuëment amorties : on peut faire vne telle question, c'est à sçavoir, comment & en quelle maniere on doit entendre, qu'vne rente est deuëment amortie, & que par ce que deuëment sera amortie, elle ne doit estre dite rachetable : & aussi ne puissent icelles Eglises ou Colleges estre contrains par le Procureur du Roy, ne par les autres propriétaires d'icelles maisons & heritages, les mettre hors de leurs mains par défaut d'amortissement, pour l'entendement & declaration de laquelle question est à monstrer.

PREMIEREMENT, quelle chose est amortissement, & quel profit il emporte à celuy, à qui il est fait & octroyé, & quel dommage à celuy qui octroye. Et semble que l'on peut ainsi dire, amortissement est congé & octroy, que fait aucun Iusticier à College ou gens d'Eglise, de tenir aucun heritage en leur main à perpetuité, sans ce que par iceluy Iusticier ne par autres ayant cause de luy, ils puissent deslors en auant estre contrains à le mettre hors de leur main. Et par ce appert que cest heritage amorty, au moins tât comme ledit heritage demeurera en la main de ladite Eglise & College, & non mie incommutablement. Car l'on tient que si le Roy ou autre Iusticier ayet quelque Eglise ou College, amortit vne rente ou heritage, & depuis ledit amortissement, icelle rente ou heritage par eschâge ou vendition change main, icelle chose demeurera non amortie : de ceste presupposition s'enfuit ce corrolaire, qu'amortissement est de fait, & *requiritur ad amortissationem actus*, c'est congé & octroy que fait aucun Iusticier, &c. Et n'est mie vne tolerance, patience ou negligence, comme si l'on disoit d'vn deteur, qui par laps de temps & negligence de son creancier acquiert prescription & franchise de sa dete, *quia negligentia creditoris nihil ponit, nec est facti*. Autre chose seroit si le creancier passoit quittance à son deteur, & faisoit pactio avec luy *de non petendo*. Car telles quittances ou pactio sont de fait : ainsi est-il à nostre propos : car amortissement, qui est congé & octroy d'aucun Iusticier, &c. requiert le fait de celuy qui amortit, & faut qu'il luy en baille lettre. Ce presupposé, semble sous correction, & pour ouurir & clarifier ceste matiere, que l'on peut mettre trois conclusions ou propositions telles : la premiere, qu'aucune chose n'est & ne doit estre tenuë ou reputée pour deuëment amortie, si elle n'est amortie du Roy, & par ses lettres en forme de chartre : la seconde, que la chose amortie du Roy, & par ses lettres en forme de chartre, n'est mie deuëment amortie, si la chartre n'est expediee en sa chambre des Comptes : la tierce, par quelque longueur de temps, que gens d'Eglise, Colleges ou autres, ayent tenu & possédé aucune rente ou heritage, sans auoir eu du Roy lettres d'amortissement expedies en la maniere que dit est, ils ne peuuent auoir acquis prescription contre le Roy, tellement qu'en icelle rente ou heritage soit ou doit estre tenuë & reputée deuëment amortie. Et ces trois conclusions prouuees & demonstrees, apparoitra assez l'olucio à la question cy dessus proposée, & tout sous correction : car mon intention n'est mie de soustenir pertinacement lesdites propositions, mais les ay mises seulement pour ouurir ceste matiere.

Q V A N T à la premiere conclusion, qui est telle, qu'aucune chose n'est ne doit estre tenuë ou reputée pour amortie, si elle n'est amortie du Roy, & par ses lettres en forme de chartre : ceste conclusion ou proposition contient deux poincts : le premier qu'aucune chose n'est ne doit estre reputée pour deuëment amortie, si elle n'est amortie du Roy : l'autre poinct, qu'auant que la chose soit tenuë pour deuëment amortie, il faut que le dit amortissement soit fait par la lettre ou chartre du Roy. Quant au premier poinct, il peut estre persuadé ou demonstré en deux manieres. L'vne, par raison, & l'autre par ordonnances Royaux. Par raison peut estre monstré en ceste maniere, Aucun ne peut ou doit, selon droit & raison, perdre ce qu'il a en la chose, si ce n'est de son gré ou consentement, ou par sa faute & coulpe. Or est ainsi que le Roy a droit en & sur toutes les choses, qui sont en son Royaume, & par conséquent il ne peut & ne doit perdre le droit qu'il y a, sans son gré & consentement, ou par sa faute & coulpe. Or est ainsi qu'amortissement est vn droit qu'aucun en ala chose qu'il amortit, comme il appert par la presupposition dessus dite. Doncques ne peut aucune chose estre tenuë ou reputée pour deuëment amortie, ne le Roy pourroit, pour quelconque amortissement perdre son droit qu'il a en icelle, si elle n'est amortie de luy, & qu'il luy ait donné son consentement. La maior de ceste argumentation n'est de droit : mais la mineur, c'est à sçavoir, que le Roy a droit en & sur toutes les choses qui sont en son Royaume, appert assez : car premierement, comme dit la Loy, *Omnia sunt principis*, c'est à sçavoir, *quantum ad superioritatem vel protectionem*. Secondement, pour mieux entendre se peut ainsi declarer, Il est chose certaine, que toutes les seigneuries, terres, rentes & possessions quelconques estans en ce Royaume, si elles ne sont tenuës amorties, ou ayent esté affranchies par aucun priuilege, sont tenus & mouuans du Roy en fief, en arrierefief, en censue ou arrierecensue. Et en quelque maniere qu'elles soient tenuës, n'est point de doute que le Roy ait droit ou proste : car si la chose est tenuë deuëment en fief ou en censue du Roy, il y a droit de lots, vente, censue, amende, relief, rachat & quint denier, selon la maniere du cas, & quand il eschet. Et semblablement si la chose est tenuë du Roy en arrierefief, ou arriere censue, il n'y a aussi point de doute qu'il n'y ait ou puisse auoir droit ou profit en maintes manieres : car si le vassal qui tient du Roy sans moyen, ne fait son denoir enuers luy, le Roy peut mettre & assigner sa main au fief de son vassal, & en tout ce que de luy est tenu en relief ou censue, arrierefief ou arriere censue. Et dôques puis que le Roy a droit à toutes

fait M. le Maître en les Decisions, où le lesteur pourra estre mieux satisfait & assuré qu'est celuy cy.

Quant d'aux droits feodaux deuz au Roy, il est cy deuant parlé, Tiltre du Domaine, art. 3. 4. 5. & 7. Font. La definition d'amortissement

Trois conclusions touchant les amortissemens.

& apposé le scel du Roy. Or voyons doncques si ceste prudence humaine, laquelle enuist vsage & stile a point plus sagement ouuré, de trouuer tels amortissemens, & soient redigez par escrit, par la maniere que dit est, que si la chose fust demeurée és aureilles seulement de ceux, qui presens auoient esté ausdits amortissemens octroyez: & nous trouuerons qu'oy, & qu'à peine pourroit-on mieux faire: & regardons par tous les points deslusdits de quoy vn chacun sert & profite. Premièrement la chartre est de si longue duree, que si elle est bien gardée, elle dure merueilleusement & long temps sans corruption, & si par trop grand cours de temps elle empiroit, on la pourroit renouuer par le Prince, qui pour le temps seroit: & y seroit aussi grand foy adiouste en ce cas, comme quand premierement fut octroyé. En ceste chartre, pour la certitude des choses, est exprimé & escrit prenièrement le nom du Roy, qui octroye les manieres, les causes & conditions, comment, & à qui il veut la chose estre amortie, l'an de la natiuité de nostre Seigneur, l'á de son regne, & auquel ce fut octroyé: apres est mis & sous escrit le nom & signet du Notaire Royal, qui est de si grande dignité, efficace & vertu, que tout ainsi qu'àux escrits des quatre Euangelistes, & de chacun d'eux on croit pleinement desfaits & de la doctrine de nostre Seigneur Iesus-Christ, tant comme il conuerfa en terre avec les hommes: aussi croit-on & adioute l'on foy pleniére aux Notaires Royaux, & à chacun d'eux des choses qui commandées leur ont esté par le Roy. Apres ceste chartre est tesmoigné par le Chancelier, qui en la marge d'icelle en bas escrit, & met de sa main ce mot, *Vrs a*. Et apres y est mis laqs ou corde de soye de plusieurs couleurs, & en certaine quâtité du fil d'une couleur & d'autre, pour obuier aux fraudes qui se pourroient faire par ceux qui y voudroient mettre faux seaux: & apres & dernièrement y est mis le grand scel & contrescel du Roy, auquel grand scel est empreinte la figure du Roy & sa Majesté Royale, sa couronne sur son chef, & le sceptre Royal en sa main ou autrement, selon ce que le Roy s'est voulu faire représenter en son scel, ses armes aussi sont deuant & derriere, & si y est son nom, le tiltre & la circonference dudit scel. Lesquelles choses ainsi faites demonstrent clairement que le Roy veut lors ledit amortissement auoir & sortir plein effect, & non autrement: car comme dit est, la chartre y est premierement, en laquelle il parle & recorde son octroy. Le signe du Notaire y est, & le scel auquel est l'empreinte, le nom & les armes du Roy, son vouloir & intention, toutes les ceuures que mieux faire le peut: & en conclusion y est la corde de soye, qui lie l'empreinte du corps du Roy avec sa parole, pour monstrier que parole de Prince, qui est ainsi liée doit estre obseruee & à tousiours tenue, sans enfreindre: & ce que dit est suffit sous correction, pour monstrier que l'amortissement du Roy n'est pas deuëment fait, s'il n'est par ses lettres en forme de chartre: & par cōsequēt suffit de la premiere conclusion deslus proposée, qui porte qu'aucune chose n'est & ne doit estre reputée pour deuëment amortie, si elle n'est deuëment amortie du Roy, & par ses lettres, en forme de chartre.

LA seconde conclusion ou proposition estoit, que si la chose amortie par le Roy & par ses lettres en forme de chartre, n'est mie deuëment amortie, si la chartre n'est expedie en sa chambre des Comptes. Et ceste conclusion ou propositions s'y peut aussi monstrier par raison, & par ordonnances ou instructions Royaux. Premièrement par raison: & pour ce monstrier est à sçauoir, comme dit est deslus, que le Roy en amortissant, pert & quite les droits seigneuriaux, qu'il auoit en la chose qu'il amortit. Et pource a-il bien accoustumé, pour raison de son interel, prendre finance: mesmement paruant l'an 1422. au mois d'Octobre, auquel temps le Roy Charles sixiesme dernier trespasé (que Dieu absolue) fit son ordonnance, & ordonna que d'oresnauant toutes personnes, de quelque estat ou condition qu'ils fussent, voudroient impetter & obtenir, impetieroient & obtiendroient de luy ses lettres d'amortissement d'aucunes terres, rentes & possessions, seroient tenus de luy bailler & bailleroient reaument & de fait, auant la verification & enterinement de leursdites lettres, au profit & accroissement de son domaine, la tierce partie d'autant comme vandroient & monteroient les rentes & possessions, qu'il leur auroit amorties ou amortiroit, comme dit est, laquelle tierce partie ils seroient tenus bailler & assigner en rentes & possessions alsifés sous le Roy en sa terre, seigneurie & iustice, sans moyen, comme plus à plein ladite ordonnance le contient. Et aussi est à sçauoir, qu'aucuns amortissemens ont esté faits par les Rois de France, pour fondations d'Eglises, ou certains seruices pour eux, & de terres ou seigneuries de leurs domaines & limites, declarées és lettres d'amortissement: comme de telle terre ou de telle seigneurie, en quelque valeur qu'elle fust, ou peust estre, ou en telle valeur, & iusques à telle somme, ou sans finance: aucunesfois pour autres, que lesdits Rois de France, & de dix ou vingt liures, plus ou moins, qui sont declarez: & aucunesfois de vingt, quarante liures, cent liures, plus ou moins acquies ou acquerir, sans fiefs, & sans iustice, ou en fief de iustice, sans aucune chose declarer, & en plusieurs autres manieres qui seroient longues à declarer. Ce presuppōsé est à mōstrer, qu'en quelconques des manieres deslusdites, ou autres l'amortissement soit fait, il conuient de necessité dire, auant qu'il puisse sortir son effect, qu'il soit expedie par ladite chambre des Comptes. Et premierement, que le Roy vueille fonder vne Eglise ou autre College pour luy, & le vueille douer d'une terre ou Baronnie de son domaine avec ses appartenances & dependances quelconques en quelque valeur qu'elle soit & sans finance. *In quo casu minus videtur esse dubij*: & que sur ce le Roy baille ses lettres d'amortissement: si conuient-il dire necessairement en bonne raison, qu'auant qu'elles ayent aucun effect, elles doiuent estre expedies par la chambre des Comptes: car premierement telles lettres s'adressent à eux. *Secundo*, il conuient que les gens des Comptes mandent au Baillif & Receueur

Ordonnance de
Charles sixiesme.

La châtre des Comptes est le vray repertoire du domaine du Roy.

du lieu, où ladite Baronnie est assise, que l'on laisse ladite Eglise ou College iouyr de ladite Baronnie, & que ledit Receueur en face mêtien en son prochain cōpte, & l'oste d'oresnauant de ladite recepte, *Tertio*, la chambre des Comptes est le droit registre & repertoire du domaine du Roy, & si vne telle lettre n'y estoit registree, & au temps à venir estoit question comment ladite Baronnie seroit ostee du domaine du Roy, n'en sçauoit parler, qui seroit vne chose honteuse. *Quarto*, le Roy ne peut pas sçauoir la nature de toutes les terres & seigneuries de son domaine, si pourroit telle chose donner, qu'il ne pourroit ne voudroit mettre hors de son domaine, s'il n'en estoit aduertuy: car le Roy a plusieurs terres & seigneuries, qui par priuilege ne peuuent & ne doyuent estre mises hors de ses mains, ne de la couronne de France, & de telles choses doit la chambre des Comptes aduertir le Roy quand le cas y eschet. *Quinto*, car les ordonnances Royaux, vsage & stile notoirement gardez en la Chancelerie de France, & à l'audience, aucunes telles lettres, comme amortissement, legitimations, manumissions, & autres semblables doyuent estre & ont accoustumé estre enuoyees ou portees en ladite chambre des Comptes par l'Audiencier, ou autre de par luy: & illec en doyuent les parties venir requérir l'enterinement. Et quand ils requierent, & elles sont raisonnables, & les parties ont finé au Roy de son droit, elles sont expedies, ou sinon elles sont retenues & demeurent illec. Et encores y en trouueroit-on deux ou trois coffres pleins de telles lettres, qui onques ne furent expedies. Et si elles eussent esté deliurees aux parties à l'audience, & sans les porter en ladite chambre, ils les eussent gardees en leurs coffres, & par la longueur de temps eussent maintenu icelles auoir sortyleur effect. Et mesmement le Roy Charles cinquieme sçachant lesdites ordonnances, vsage & stile, qui auoit entèdu, que contre lesdites ordonnances Maistre Eustace de Mortant Audiencier, & Iean de Colombiers Controoleur, par vertu de certaines lettres closes ou autrement, auoient de leur volonté deliuré à Maistre Iean Pastorel lors President lay de la chambre des Comptes & à son gendre, certaines lettres de nobilitation, sans les porter en ladite chambre, en reprint bien asprement ledit Audiencier & Controoleur: & leur defendit par ces lettres donnees l'an mil trois cens soixante-huict, le vingt & vnième iour de Iuillet, que plus ne fissent, mais portassent toutes telles lettres en ladite chambre des Comptes, sur peine de recouurer sur eux la finance que deuroient icelles lettres, comme il est registré au liure, D. fol. quatre vingts treze. Par ces raisons & toutes autres que l'on pourroit amener, qui subtilement y voudroit penser, peut-on raisonnablement dire & maintenir qu'au cas dessus proposé, c'est à sçauoir, quand le Roy veut faire vne fondation pour soy, les lettres de son amortissement ne peuvent ne doivent sortir effect. Et par ce si elles sont expedies par ladite chambre des Comptes, à plus forte raison peut-on dire, que par les autres manieres d'amortissement dessus touchees, c'est à sçauoir quand le Roy amortit vne terre ou heritage en certaine valeur, en fief, en basse iustice, sous certaines conditions & reservations, en baillant finance ou payant le tiers, selon les instructions, toutes lesquelles choses cheent en discussion & cognoissance de cause, tels amortissemens & semblables ne peuvent sortir aucun effect, iusques à ce que tout ce soit cognu, & que les lettres soient expedies en ladite chambre: & c'est tout clair à voir à ceux qui voudroient faire par toutes les manieres des amortissemens dessus touchez, & autres semblables. Et par ce que dit est, assez semble demonstrier la seconde conclusion ou proposition qui contient, que la chose amortie du Roy, & ce par lettres en forme de chartre, n'est mie deuément amortie, si la chartre n'est expedie en la chambre des Comptes, ou par autres à ce Commis & deputez de par le Roy. Car les Rois de France ont aucunesfois commis & deputez trois ou quatre notables personages sur le fait de leur domaine, iusques à deux ou trois ans, & leur ont donné puissance de verifiser & expedier nobilitations, manumissions, legitimations, amortissemens, & autres lettres qui doyuent finance: & leur commissions faillie, estoit tout ce qu'ils auoient fait, enuoyé & porté en ladite chambre des Comptes, & pour ce est entendu que ce que par lesdits Commis auoit esté fait en ceste matiere d'amortissement, seroit & soit de tel effect cōme se fait auoit esté fait en ladite chambre des Comptes.

RESTE maintenant à demonstrier & enseigner la troisieme & derniere proposition, qui est telle: Par quelconque longueur de temps que gens d'Eglise, Colleges, ou autres ayent tenu & possédé aucune rente ou heritage, sans auoir lettres du Roy d'amortissement expedies en la chambre des Comptes, ils ne peuvent auoir acquis prescription contre le Roy, tellement qu'icelle rente ou heritage soit ou doit estre tenuë ou reputeë deuément amortie. Et ce peut estre monstré en plusieurs manieres. Premièrement: car comme dit est deuant, amortissement est de fait: & ne peut aucune chose estre dite deuément amortie, si elle n'est amortie par lettres du Roy expedies en sa chambre des Comptes, comme dit est: toutes lesquelles choses sont de fait: & ne met-on prescription en aucune chose de fait contre celuy contre qui on prescrit: *quia prescriptio est iuris & non facti*: Donques prescription ne peut acquerir d'amortissement. Secondement, car supposez ores, sans rien confesser que gens d'Eglise, Colleges ou autres peussent par prescription acquerir droit d'amortissement, toutesfois ce seroit cas où ils auoient eu bonne foy & non autrement: car selon les sainctes canons (selon lesquels gens d'Eglise, qui sont gens de conscience, se doyuent regler) *malæ fidei possessor nullo tempore præscribit*. Aurons les gens d'Eglise, en cuidant prolonger le temps acquis droit d'amortissement: & qu'ils ayent eu tousiours mauuaise foy, on peut monstrer, à commencer mesme du temps saint Loys, qui commença à regner l'an mil deux cens vingt-six, lequel en son temps fit constitution & ordonnance sur le fait des acquests faits par gens d'Eglise. Et est à penser que semblablement auroient

Prescription, ne court point cōtre le Roy en cas d'amortissement.

auroient

auoient fait les predecesseurs Rois de France : i'ajoit ce que par la longueur de temps, & par diuerfes mutations on ne puiſſe à preſent trouuer les ordonnances, par leſquelles entr'autres choſes il voulut & ordonna que toutes manieres de gens d'Egliſe, Colleges ou autres pour les acquisitions par eux faites depuis trente ans, & qui n'eſtoient amorties, payaffent finance à ſon Treſorier, c'eſt à ſçauoir, de la valeur annuelle d'icelle choſe deux, trois, quatre ou cinq années, plus ou moins, ſeſc ce que leſdites choſes eſtoient tenuës d'iceluy plus ou moins. Et furent leſdites ordonnances publiques par tous les Bailliaiges de ce Royaume, tellement qu'aucun ne deuoit ou pouoit pretendre en ce iuſte cauſe d'ignorance. Apres ledit Roy ſainct Loys, vint Philippes ſon fils qui commença à regner l'an mil deux cens ſeptante-cinq, pour contraindre leſdites gës d'Egliſe, Colleges & autres à payer finance de leurs acquisitions par eux faites, ſans l'aſſentement de luy ou de ſes predecesseurs, de trente ans auparavant la publication de ladite ordonnance, ſelon la forme & teneur d'icelle, & ladite ordonnance ſit au regard des choſes acquiſes parauant la date d'icelle, & non mie pour le temps lors aduenir : car il auoit intention d'y pouruoir autrement, comme portoit ladite ordonnance, laquelle eſt appellee, *Vetus ordinatio domini Philippi*, & commence, *Eccleſiarum militati & ſubiectorū*, qui eſt enregiſtree en pluſieurs liures de la chambre des Comptes : c'eſt à ſçauoir, *libro ſignato, folio liij. lib. pater fo. vij. xxij. & lib. Afo. iij. xxv.* Apres ledit Roy Philippes, vint Philippes le Bel ſon fils, qui commença à regner l'an mil deux cens quatre vingts & ſix. Lequel ſemblablement fit ceſte ordonnance en ceſte matiere en ſon Parlement de Touſſaincts, l'an mil deux cens quatre vingts onze : en laquelle il voulut & ordonna que dès acquisitions non amorties faites par leſdites gens d'Egliſe, Colleges & autres ſans l'aſſentement de luy ou ſes predecesseurs, de trente ans auparavant, l'ordonnance faite par ſon pere Philippes deuant dit, qui comme dit eſt, fut faite l'an mil deux cens ſeptante-cinq, ils finiſſent ſelon la forme & teneur de la conſtitution de ſon dit pere. Mais au regard des acquêts par eux faits depuis ledit an deux cens quatre vingts onze, comme dit eſt, il voulut & ordonna qu'ils finiſſent autrement, ſelon la forme & teneur de ſadite conſtitution : & au regard des acquisitions que de là en auant ils feroient, il ordonna par ſadite ordonnance à donner ſelon l'exigence des cas : laquelle ordonnance eſt intitulee, *Noua ordinatio* : & commence, *Pro eccleſiarum vtilitate, & ſubiectorum noſtrorum quiete*, & regiſtree audit liure *E. fol. l.v. & lib. A. fol. quatre vingts & cinq.*

Ordonnances des Rois de France touchant les nouveaux acquêts & amortiſſémés depuis S. Loys iuſques à Charles huiſſieme.

Philip. le Bel.

ITEM, le Roy Philippes le Bel par ſes lettres donnees le vingt-cinquieme iour de Iuillet l'an mil trois cens dix, regiſtree audit liure *A. fol. ſept vingts*, addreſſantes au Senefchal de Ponthieu, renoqua tous Commis & deputez ſur le fait de releuer arrierages des finances à luy deuës, iuſques à la date de la commiſſion, exceptez entr'autres ceux qui depuis vn an auoient eſté enuoyez ſur les finances de nouveaux acquêts. Apres ledit Roy Philippes le Bel qui trepaſſa l'an mil trois cens quatorze, regnerēt ſes trois enfans, l'un apres l'autre, Loys, Philippes & Charles, iuſques au iour de la Chandelieur, mil trois cens vingt & ſept : leſquels, au moins Philippes & Charles l'un apres l'autre firent des ordonnance & diuerſes proclamations en ceſte matiere, pour contraindre leſdites gens d'Egliſe à ſiner pour leſdites acquisitions faites, ſans l'aſſentement d'eux & de leurs predecesseurs Rois de France : mais du Roy Hutin n'eſt aucune choſe trouuee : car il veſquit trespeu, & trepaſſa le cinquiesme iour de Iuin, l'an mil quatre cens ſeize. Audit Roy Loys Hutin ſucceda ſon fils Philippes, qui fut le Lög, qui par ces lettres donnees le 24. iour de Feurier, l'an mil quatre cens ſeize, regiſtree au liure *A. fol. cent cinq*, narratiues des conſtitutions & ordonnances faites par ſes deuanciers, ſur le fait des acquisitions faites par gens d'Egliſe, leſquels ils eſtoient tenus mettre hors de leurs mains dedans vn an, dont pluſieurs auoient eſté negligens, meſmement au Bailliage de Sens, mande pour ces cauſes, & commande à Maistre Hugues Colombiers, qu'il ſe transportaſt audit Bailliage, & acquiſt des acquisitions, & anſſi des Eglieſes ſeans en regales, ſur leſquelles le Roy auoit aucuns devoirs, ſur ceux qui auoient aliené aucunes choſes de leurs domaines : & ce qu'il trouueroit auſſi aliené ou auroit eſté acquis par leſdites Eglieſes, prenne & mette en la main du Roy, & en leue les fruits à ſon profit. Et au regard des fruits que leſdites gens d'Egliſe auoient leuë depuis leſdites ordonnances & commandemens à eux faits, les contraigne à iceux luy rendre. Et neantmoins s'il y a aucune compoſition de finance exceptee, en ce regard les fiefs & poſſeſſions notables, à quoy le Roy ne vouloit pas qu'ils fuſſent par leſdits Commis receus, mais en reſeruoit la cognoiſſance à luy ou à ſes gens des comptes. Apres ledit Philippes le Long, qui mourut l'an mil trois cens vingt & vn, regna ſon frere Charles, l'an trois cens vingtcinq, qui ſit certaines inſtitutiōs, regiſtreeſ *libro pater fo. ſept vingts & ſept, libro A folio ſix vingts*, au commencement deſquelles eſt contenuë la clauſe, qui ſ'enſuit.

Philip. le Lög.

Charl. le Long.

ITEM, chacun Baillif fera crier publiquement & ſolennellement par la baille, que ce que les Eglieſes ou perſonnes non nobles acqueront d'oreſiauant en nos fiefs du arriere fiefs, ſi comme deſſus eſt dit, ſans noſtre conſentement, s'ils le tiennent par an & par iour, ſans ſiner à nous ou à noz gens à ce eſtablis, l'an & le iour paſſé, il ſera du tout acquis & conſigné à nous : leſquelles inſtitutions furent renouuelles auſſi par la chambre des Comptes, l'an mil trois cens vingt-neuf, comme il eſt eſcrit audit liure *pater fo. neuf.*

ITEM, le Roy Charles ſit vne ordonnance, l'an mil trois cens vingt-fix, par laquelle il voulut finiſſer eſtre leuees des acquêts faits par gens d'Egliſe, depuis trente ans parauant en la matiere illec cōte-nuë : pourueu que ladite ordonnance ne s'eſtendroir point aux alienations, leſquelles on pourroit ſçauoir ſans delay icelles eſtre ſi grieues & dommageables au Roy, qu'il ne les deuoit point tolerer :

laquelle ordonnance ledit Roy Charles reiterra au mois de Ianuier, l'an deffusdit, & l'estendit aux acquies faits de quarante ans, parauant, comme il est registré audit liure T. fo. douze. Et illec sont les instructions lors enuoyées à toutes les Commissaires sur ledit fait.

Philippes de Valois.

ITEM, & le Roy Philippes de Valois, qui vint apres ledit Charles, auoit ses Commissaires sur ledit fait, l'an trois cens trente & vn mesmement: car par ses lettres donnees le quinziesme iour de Ianuier, l'an mil trois cens trente & vn, appert qu'il donna à son cousin Loys Duc de Bourbon, Côte de Clermont, pour celle fois seulement, tout le droit & action qu'il auoit es finâces, sur ledit fait desdits nouueaux acquies en toute la Comté de Rhodéz & appartenances d'icelle, de tout le temps passé, & de la date d'icelles lettres, iusques à Quaresme-prenant, l'an mil trois cens trente & deux: & manda à ses Commissaires sur ledit fait, que tout ce qu'ils en auroient receu de luy payassent audit Loys de Bourbon, comme il appert par les lettres enregistrees au liure B. folio huitantehuit.

ITEM, audit liure B. folio quatre vingts treze, & quatre vingts quatorze, sont les ordonnances sur ledit fait, qui furent enuoyées en la chambre des Comptes par ledit Philippes de Valois, sous son signet: esquelles est declaree la maniere de leuer les finances sur lesdits gens, & des contraintes qu'il vouloit pour ce estre faites. Et autre chose n'est trouuee dudit fait es registres de ladite chambre des Comptes du temps des Rois Philippes de Valois & Jean son fils. Et la raison peut estre: car depuis l'an trois cens trente-six, iusques en l'an trois cens soixante-huit, ou enuiron, le Royaume de France estoit tout plein des gens d'armes: & sont les registres dudit temps tous pleins de fait de guetere, de mutation de monnoyes, & de subides, qui furent faits au temps deffusdits.

Charl. le quint.

ITEM, le Roy Charles le quint commença à regner l'an mil trois cens soixante quatre, fit son ordonnance sur le fait des acquies faits par les gens d'Eglise & personnes non nobles, le quinziesme iour de Nouembre, l'an mil trois cens septante, enregistree au liure D. folio cent deux: par laquelle il voulut & ordonna que toutes manieres de gens d'Eglise, pour leurs acquisitions faites, quocunque titulo, depuis quarante ans, iusques au temps de ladite ordonnance, seroient contrains à payer finance plus ou moins, selon ce qu'elles estoient tenuës du Roy sans moyen par diuers moyens: en laquelle ordonnance qui s'adresse à tous Commissaires sur le fait desdits acquies, est cōtenue vne clause telle.

a] Aliam, mediā. Referuando sibi alium dominū, censur sibi seruasse secundas & vltimas appellationes non plus. Iaso. cōsi. cxi. j. col. ij. in ij. vol. rebuff.

ITEM, pro rebus & possessionibus per dictas gentes acquisitis titulo emptiois, doni legati vel elemosyne, aut quocunque alio titulo, in locis, in quibus habebant omnimodam iusticiam, a altam, mediam, bassam, monstratam & legitimē probatam, summarie, & de plano de fundatione ecclesie, &c. de quibus feudalibus per eos acquisitis in locis ab eis mouentibus sine medio legitime probatis, ut scpe que iuste habebant ex fundatione ecclesie vel privilegio aut predecessoris nostris exigatis pro eisdem precium vel valorem fructuum & estimationem rei sic acquisite & estimare, ut supra quatuor annorum duntaxat. Item vne autre clause telle.

ITEM, pro redditibus & possessionibus, quos & quas gentes ecclesiastice & ignobiles acquirerunt, prout dictum est, que dictas acquisitiones & rebelliones fecerunt ad sciendum, ut id per eorum subterfugia, cavillationes, allegaciones & appellaciones indebitis elapso tempore huiusmodi acquisitionum fieret, & contra ordinationes & prohibiciones super hoc eisdem factas per Commissarios ad hoc deputatos, multis vexando laboribus & expensis, & postmodum in istis casibus exigatis pro eisdem finantiis, à quibus prout sibi declaratum est, & ultra hoc queras & exigatis consimilem finantiam propter ipsorum inobedientias & rebelliones.

Charl. sixième.

Par ainsi il est tout clair que non mie seulement ils peuuent acquerir prescription, mais doiuent estre punis de tenir & posseder telles acquisitions sans finier au Roy de son droit.

ITEM, le Roy Charles sixiesme, par lettres donnees le sixiesme iour de Juillet, l'an mil trois cens septante deux, reuocqua tous Commissaires deputez sur le fait des nouueaux acquies Seneschaucees de Tholose, Carcassonne, Beaucaire, iusques à ce qu'ils eussent comté, & qu'ils eussent prins commission de luy, & non d'autre expedier des gens de ses comtes, liure D. folio six vingts dix.

ITEM, ledit Roy Charles sixiesme par ses lettres du vingt-cinquesme iour de Nouembre audit an trois cens septante-trois, registrees audit liure E. folio six vingts douze, reuocqua Pierre Eustace son conseiller, pour mettre esdites Seneschaucees bons & loyaux Commissaires sur ledit fait, tels que bō luy sembleroit, pour exercer ledit fait, selon les ordonnances & constitutions n'agueres sur ce faits. Et illec declare le Roy, que son intention n'est mie, que pour composition ou finance, qui ait esté faite au temps passé depuis son temps, ou soit faite ou payee au temps à venir pour lesdites acquisitions ou aucunes d'icelles, les choses ainsi acquies soient tenuës pour amorties, comme à luy appartient l'amortissement & non à autre, si les acquiesseurs n'ont fait l'amortissement. Par ses lettres donnees le vingt-quattiesme iour de Feurier, l'an mil trois cens septante-deux, registrees audit liure. fo. six vingts quinze, mande au Baillif des montaignes d'Auuergne, que toutes les terres & possessions depuis quarante ans en ça acquies, siens nobles, & aussi toutes terres & possessions acquies audit Bailliage & ressort d'iceluy, depuis ledit temps, sans lettres d'amortissement de luy ou de ses predecesseurs, verifiees & registrees en sa chambre des Comptes pour quelque personne d'Eglise, il prenne & mette en la main du Roy teauement & de fait, si elles n'y estoient, & par icelle main en face leuer les emolumens, & profits par son Receueur ordinaire audit Bailliage, ou par ses Commis, pour & au profit du Roy, & non par autre: & sur quant qu'il se peut mesfaire enuers luy, se prenne garde qu'autre du sang du Roy, tant soit prochain ou autre, ne leue de par luy, ne prenne les finances, autre que le receueur du Roy audit Bailliage.

ITEM, par autres lettres Royaux donnees le septiesme iour d'Auil, auant Pasques, audit an, mil trois

mil trois cens septante-deux, ledit Roy Charles fit certaines declarations, esquelles est faite mention des acquisitions faites par aucuns Prelats & autres, *iure prelationis*. Et ordonne illec que de telles acquisitions faites *in superiori iurisdictione Regis in refortio sui parliamenti curie, & que possent cadere in commissum finantie, exigantur iuxta formam instructionis*, audit liure D. folio six vingts dix-neuf.

ITEM, le quatorziesme iour de Feurier, l'an mil trois cens septante, pource qu'aucuns Commis-faires sur ledit fait faisoient plusieurs doutes sur aucuns cas par eux enuoyez au Roy à son cōseil, leur furent sur ce renuoyees les responses par escrit, faites par ledit conseil du Roy, pour ce assemblée en la chambre des Comptes : au premier article desquels est contenu, que les acquisitions des choses, dōt est deuë finance, si dedans l'an & iour apres la publication des instructions n'ont payé leur finance, ils y seront contrains l'an & iour passé : & aussi à rendre les fruiçts qu'ils en ont perceus par la prise desdits acquests, de leurs autres biens, audit liure D. fol. sept vingts quinze.

ITEM, l'an mil trois cens septante & six, ledit Charles donna à Monsieur de Berry son frere, iusques à deux ans toutes les finances, qui par ses Officiers & Commis seroient leuees en Berry, Poictou & Auuergne, liure D. folio huit vingts. Cy apres s'en suit ce qui est trouué du temps du Roy Charles sixiesme es liures des memoriaux de ladite chambre des Comptes. Ledit Charles sixiesme commença à regner le quinziesme iour de Septēbre, l'an mil trois cens quatre vingts : lequel iour son pere trespassa. Fit le dixneufiesme iour de Novembre ensuyuant, audit an mil trois cens quatre vingts, Monseigneur de Berry son Lieutenant en tout le pays de Languedoc, & entre autres choses luy donna puissance ^a d'amortir si simplement qu'on peut faire : sans ce que ceux à qui il auoit fait aucun amortissement n'eussent iamais estre contrains à mettre hors de leurs mains, liure D. folio neuf vingts seize. Mais toutesfoiſ fut tantōt à ceste puissance derogué, comme dit sera cy apres.

ITEM, ledit Charles sixiesme le vingt-cinquiesme iour de Iuliet, l'an mil trois cens quatre vingts quatre, donna ses lettres de commission adressans à Maistre Simon Hennemin Notaire, Estienne Charpentier procureur du Roy, & Pierre de Sens Receueur de Paris, & Guillaume de Modestours, enregistres liu. E. fo. septante sept, narrans cōme eux ou aucuns d'eux, au temps que les Tresoriers auoient le gouuernement du domaine, auoient vacqué avec eux sur le fait des nouueaux acquests, &c. laquelle chose n'estoit pas du tout escheuë en la ville, Preuosté & Vicoté de Paris, & adonc ils auoient ia rendu plusieurs comptes en la chambre. Et pource leur mande le Roy que reprints deuers eux les instructions registrees es papiers, &c. ils procedēt, & les deniers enuoyēt au tresor, liu. E. fo. septātēsept.

ITEM, le Roy Charles sixiesme par ses lettres donnees le quatriesme iour d'Octobre, l'an mil trois cens quatre vingts cinq adressans au Seneschal de Carcassonne, narratiues, que ia pieça par luy & son cōseil, presens ses oncles les Ducs d'Anjou, Berry, Bourgogne, Bourbon, & autres nobles Prelats auoit esté ordonné, qu'il ne ferait aucuns amortissemens, iusques à ce qu'il fust venu en aage parfait. Et neantmoins plusieurs Commissaires par luy ou le Duc de Berry son Lieutenant en Languedoc sur le fait des nouueaux acquests en la Seneschancee, faisoient plusieurs amortissemens & prenoient finance par composition : voulant garder son ordonnance, manda faire defence à tous lesdits Commis, que plus n'y procedent, iusques à ce qu'il soit venu audit aage parfait, & que par son conseil en soit autrement ordonné, liure E. fol. quatre vingts quatre. Ce seroit bien duro chose que les Eglises durant ledit temps peussent auoir acquis prescription de droit d'amortissement contre le Roy qui estoit mineur, & auoit fait son ordonnance de non amortir.

ITEM, le Roy Charles par ses lettres donnees l'onziemesme iour de Feurier audit an mil trois cens quatre vingts cinq, adressans aux gens par eux ordonnez sur la visitation desdits dommages, pour obuier à ce que par amortissemens faits par les Commis, sur les fait des acquests, &c. ne se peussent faire ou estre entendus quant à lors, & oster & interrompre toute matiere de prescription, dont on se voudroit aider contre luy par tolerance, ou laps de temps, en declarant les ordonnances pieça faites sur lesdits faits ordonnez en la maniere illec contenuë, dont le premier article est tel.

Et premierement que des choses & possessions que les gens d'Eglise, de quelque condition qu'ils soient Religieux, ou autres ont acquesté en noz fiefs & censiuës, arriere fiefs ou arriere censiuës, d'achat ou d'echange, ou autres quelconques, sans l'assentement de nous ou de noz predecesseurs, & specialement depuis le temps de quarante ans en ça, seront lesdits gens d'Eglise contrains, & leur sera commandé de les mettre hors de leurs mains sans fraude, dedans vn an, pendant lequel par nostre main ils en iouront sans preiudice de nous. Et celui an passé, s'ils les ont mis hors, les choses demeureront & demeurent dès maintenant comme pour lors, en nostre main, sans que lesdits gens d'Eglise en puissent rien prendre, mais en seront tous les fruiçts, reuenus & emolument leuez & appliquez à nous & à nostre profit sans deport, tant qu'il nous apperra icelles choses estre en vente & mise hors des mains desdits gens d'Eglise, & qu'ils en ayent deliurance de nous. Et ainsi semblablement sera fait des choses depuis quarante ans acquises par lesdits gens d'Eglise, ou leurs fiefs, censiuës ou iustices, &c. liure E. folio quatre vingts quatorze.

ITEM, enuiron l'an mil trois cens quatre vingts & huit, furent ordonnez en chacune Preuosté du Royaume deux Commissaires sur le fait des acquisitions faites par gens d'Eglise & personnes non nobles, auecles Receueurs ordinaires des lieux : de tous lesquels Commissaires les noms sont enregistrez en trois feuillets, *dicto libro*, C. folio sept vingts dix huit, dixneuf & vingt.

ITEM, le dixiesme iour de May, l'an mil trois cens quatre vingts-quatorze, ordonna le Roy qu'il

a) D'amortir.
*In consilio Regis
fuit eo presente ordi-
natum, quod archiepi-
scopus remens.
Et ait episcopi
pares Francie
non possunt admo-
nere domania sua,
nec feuda, que ab
ipso rege immédia-
te nacent, sed retro-
fenda sit, alij vero
episcopi non pares
nec retrofenda qui
dem anno 1277.
in lib.olum.*

a] Greigneur.
Vieux mot François qui signifie meilleur.

n'amortiroit point : combien qu'il fust en aage, iusques à ee que d'y proceder il ait eu ^a greigneur, aduis, & autrement ordonné, liu. F. fol. trois eés quatre vingts, & quatre cens & vingt. Et *immédiat*, s'enfuit le vidimus d'vnes Lettres donnees le premier iour d'Auril, l'an mil trois cens quatre vingts treze, narrans que le Roy auoit doné à Monseigneur de Berry les profits, & finâces des nouueaux acquests & amortissemens au pays de Poictou, iusques à vn an. Et pour ce y commit le Roy, Pierre le Noir, valet de chambre dudit de Berry, pour en receuoir les profits, & deliurer audit Monseigneur de Berry.

ITEM, audit liure E. folio trois cens six est enregistree vne lettre narratiue des fondations & aumosnes faites par ledit Roy Charles cinquieme, & ledit Roy Charles sixieme, & des deniers, qui ont esté ordonnez par leurs testamens à diuerfes Eglises, en acheteront rentes, &c. Et que ledit Roy Charles sixieme auoit voulu, que ce qui en seroit acheté, fust amorty. Et pource il veut encores, & ordonne que les vendeurs & acheteurs, qui vendront ou acheteront quelque chose des deniers desdits, & pour lesdites fondations, seront quittes des ventes & quintes deniers. Donné le vingt-quatrieme iour de Decembre, l'an mil trois cens quatre vingts quatorze.

ITEM, audit liure E. folio trois cens sept, est vne lettre Royale donnee le huitieme iour de Iuillet, l'an mil trois cens quatre vingts quatorze, narratiue de l'ordonnance par luy dernièrement faite, de non amortir, &c. Et comme neantmoins il auoit donné audit de Berry les profits des nouueaux acquests iusques à vn an : & ordonna Commissaire sur ledit fait Pierre le Noir pour receuoir, &c. Et pource le Roy reuoque lesdits Commissaires Jaques Caneau, & Maistre Pierre Gonge, & Pierre l'ordet Receueur, au regard des acquisitions faites par personnes non nobles tant seulement, mais au regard du fait des gens d'Eglise, les casse simplement.

ITEM, au liure des memoriaux de ladite chambre signé, A. folio vingt-quatre, sont enregistrees certaines instructions sur le fait des siefs & autres choses nobles acquises par non nobles & annoblis, lesquelles ne font aucune mention des acquests faits par gens d'Eglise : mais en la fin est contenu, que les hommes de condition serue, rachetez de leurs seigneurs & non du Roy, seront tenus sous le Roy & enuers luy de telle condition, comme ils estoient enuers leurs seigneurs : parquoy l'on pourroit arguer *à simili*, que les choses qui seroient amorties d'aucun seigneur suppose, ores qu'il y eust puissance d'amortir, ne seroient mie deuëment amorties, si elles n'estoient amorties du Roy : mais pourroit le Roy les deteneurs d'icelles contraindre à les mettre hors de leurs mains.

ITEM, audit liure A. folio trentedoux, est contenu la reuocation de tous Commissaires sur le fait des siefs & acquests faits par gens d'Eglise, en tout le Royaume. Et ordonne le Roy que d'oresnauant les Baillifs & Seneschaux en leurs lieux, les Receueurs & Procureurs du Roy illec ils vaquent & entendent diligemment, quant aux faits des acquisitions des siefs seulement. Et leur mande le Roy, que les ordonnances sur ledit fait faient escrire de grosse lettre en leurs auditoires.

ITEM, par les lettres donnees le sixieme iour de Feurier, l'an mil trois cens quatre vingts dix sept, liure F. folio seize, est mandé aux gens des comptes, qu'ils expedient les lettres d'amortissement octroyées d'Oudart des Moulins, Iean de Paris, & messire Iean le Metcier, ils expedient, non obstant l'ordonnance illec incorporee, faite le deuxieme iour de May, l'an mil trois eés quatre vingts & treze.

ITEM, le Roy par lettres donnees le dernier iour de Feurier, l'an mil trois cens quatre vingts, registrees liure F. fol. soixante-trois mande à messeigneurs des comptes, que non obstant les lettres de non amortir, ils expedient à Ieannet de Toute-ville son Conseiller, les lettres d'amortissement de deux cens liures tournois, & à luy octroyee.

ITEM, vnes lettres impetrees par le Procureur du Roy en sa Seneschaucee de Tholose, cōtre les Chappellains de saint Mareel en la ville d'Aux, & les Religieux, Prier & Conuēt de Coudon, qui sous ombre d'aucuns delais, auoient remis certains cens & rentes mouuans du Roy sans amortissement payer finances. Et mande le Roy aux Commis sur le fait des nouueaux acquests en la Seneschaucee de Tholose, que le dernier an failly, les contraignent sans deport à mettre hors de leurs mains, selon la teneur des instructions, non obstant quelque delay à impetrec. Donné le vingt-quatrieme iour de Iuillet, l'an mil quatre cens : registrees liure F. folio septante-trois.

ITEM, l'ordonnance du Roy Charles sixieme sur le fait des amortissemens, donné l'an mil quatre cens & deux, au mois d'Octobre, par lesquelles le Roy ordonne que toutes personnes qui voudroient amortir & obtenir, ou obtiendront lettres d'amortissement du Roy, seront tenus de leur bailleur, & bailleront & donneront reaument & de fait, auant la verification & enterinement de leurdites terres, au profit & aceroissement du domaine, la tierce partie d'autant comme vaudront & monteront les terres, rentes & possessions, qu'ils voudront amortir : laquelle tierce partie fera assise sous le Roy en sa terre & iustice sans moyen. Laquelle ordonnance est registree liure E. fol. six vingts.

ITEM, le deuxieme iour de May, l'an mil quatre cens & trois, le Roy reuoque & cassa tous Commissaires sur le fait des nouueaux acquests. Et veut q' chacun Baillif, Vicōte & Receueur audit Baillia ge y vaquēt & entendēt de là en auāt, so. vingthuit mēde au Baillif, Procureur & Receueur du Roy, au Bailliage de Senlis, à fin que les ordonnances & instructiōs sur le fait des nouueaux acquests, qu'on leur enuoye, ils faient escrire en grosse lettre en leur auditoire, & selon la teneur des instructions y perdent, liure F. folio six vingts six. Et n'y a point de date en ladite lettre, *et nihil plus in dicto libro F.*

Sequitur ex libro G.

LES ordonnances dernieres sur le fait des acquests faits par gens d'Eglise renouvellees l'an mil quatre

Des amortissemens, francs-fiefz & nouueaux acquests. 1142

quatre cens quatre, liure G. fol. vingt, desquelles sont extraits les deux articles qui s'ensuiuent.

ITEM, au regard des possessions immeubles, que les gens d'Eglise, de quelque condition qu'ils soient, Religieux, ou autres ont acquis es fiefs, censives, arrierefiefs & arrierecéfives du Roy, en quelque degré, soit par tiltre de don, de legs, ou d'aumosne, d'achat, eschanges, & autres quelconques, par quelque maniere ou condition que ce soit, sans l'assentement & lettres d'amortissement du Roy nostre dit seigneur, ou de ses predecesseurs, deuement passees, verifikes, & expediees en la chaire des Comptes à Paris, depuis quarante ans en ça, seront prins & mis en la main dudit seigneur & desdits gens contrains. Et leur sera commandé de les mettre hors de leurs mains sans fraude, dedans vn an, pendant lequel par & sous ladite main ils en iouyront, sans preiudice du Roy nostre dit seigneur.

ITEM, & ledit temps passé, s'ils ne les ont mis hors de leurs mains, les choses dès maintenant, pour lors demeureront en la main du Roy nostre dit seigneur: sans que lesdits gens d'Eglise en puissent rien prendre: mais en seront lors tous les profits & emolumens leuez & appliquez au Roy nostre dit seigneur & à son profit, sans deport, par les Vicomtes & Receueurs ordinaires en chacun Bailliage, qui en seront tenus rendre cõpte au Roy nostre dit seigneur, iusques à ce qu'il appare icelles choses en verité estre mises hors de leurs mains, & qu'ils en ayent deliurace dudit seigneur expedice, cõme dessus.

ITEM, & semblablement des choses depuis quarante ans en ça acquises par lesdits gens d'Eglise, en leurs fiefs & iustices.

ITEM, est à entendre que les dilations, respits & souffrances donnees par le Roy nostre Sire aufdits gens d'Eglise, de tenir leurs acquisitions non amorties, sans estre contrains à les mettre hors, ne payer pour ce aucune finance, ne seront & ne porteront aucun preiudice au Roy nostre dit seigneur, cest à sauoir, que les temps & espaces desdites souffrances & dilations ne seront comptees ne comprises au temps de quarante ans, dont mention est faite cy dessus.

ITEM, audit liure G. fol. vingt-neuf sera trouué comme au mois de May, mil quatre cens cinq, des gens de monsieur de Berri vindrent au Bureau requerir aux gens des comptes, qu'ils voulsissent expedier certains amortissemens faits par monditz seigneur de Berry, comme Lieutenant: & auoient composé à Maistre Iean Morac & à Maistre Hely Vinchorier Commissaire, sur les faits des acquests faits par les gens d'Eglise en Languedoc, & n'auoient mie prins le tiers d'autant, &c. cõme porte l'ordonnance nouuellement faite, & dont apparoit par les comptes desdits Commis. Et d'oresnauant se deporteront de faire lesdits amortissemens: sur laquelle requeste n'y a aucune response fol. vingthuit.

ITEM, le douziesme iour de Feurier, l'an quatre cens six, furent veués & conseilles certaines doubtres enuoyees par aucuns Commissaires sur le fait desdits acquests desdits gens d'Eglise, au Bailliage de Troyes: ausquelles fut respondu par la maniere illec contenuë: desquelles doubtres la premiere est telle: Premièrement les instructions faites par le Roy sur le fait desdits acquests non amortis en tout son Royaume, furent faites l'an mil trois cens septante-quatre, ou enuiron. Par lesquelles fut ordonné aux gens d'Eglise de mettre hors de ^a leurs mains tous les acquests non amortis qu'ils auoient lors faits à quelque tiltre, & qu'ils eussent depuis quarante ans: desquels ils baillerent par esctir plusieurs declarations. Et depuis lors ont acquis plusieurs heritages & possessions: & communément ont obtenu du Roy & de nos seigneurs des comptes respits des acquests qu'ils ont, & qu'ils acquerront sous ombre desdits delais: esquels respits n'est faite mention que des acquests faits depuis quarante ans en ça. Et pareillement en la commission desdits Commissaires est contenu, qu'ils contraignent les gens d'Eglise à mettre hors de leurs mains les acquests non amortis, faits depuis quarante ans. Et par ce moyen ils tiendront sans amortissement les acquests qu'ils auoient faits au deuant lesdits instructions, sous ombre des delais desdits & respits où le Roy auoit tref-grand dommage. Et semble que lesdits quarante ans se deuroient entendre à prendre au deuant icelles instructions faites audit an, mil trois cens septante-quatre, considéré que deslors fut ordonné qu'ils misent hors de leurs mains tous les acquests non amortis faits depuis quarante ans, & que lesdits respits deuoient preiudicier au Roy. Response sur ce, L'on commença à compter le terme de quarante ans depuis le iour des lettres des acquisitions ainsi faites, nonobstant les proclamations, si interruption n'y a esté par main-mise esdits acquests, ou si lesdits gens d'Eglise n'ont eu delais & respits valans interruption, *quia precario possident*.

L'autre second est de telle dote. Item, esdites instructions fut ordonné, qu'on prendroit & leueroit sur lesdits gens d'Eglise, pour leurdits acquests non amortis, les reuenus d'iceux par certaines annees: & depuis ont esté icelles instructions modifiees, distraites & leuees desdits reuenus, n'autre finance: mais seulement les contraindre à les mettre hors de leurs mains, &c. Or est vray que plusieurs desdits gens d'Eglise payeront aux Commissaires sur ledit fait audit Bailliage, les reuenus de plusieurs leurs heritages non amortis: & disent, qu'il vaut amortissement: dequoy lesdits Commissaires doutent le contraire, pource qu'esdites instructions n'est point cõtenu que ce leur doie valoir amortissement. Et n'est mie vray-semblable, que pour payer les reuenus de trois ou de quatre annees d'esdits acquests, comme en icelles est contenu, ils fussent amortis, & d'autres acquests, qu'ils ont, & dont aucun profit n'a esté leuë, ils payeroient volõtiers pour vne fois la valeur du reuenue d'iceux, de plus de huit ans, comme pour amortir sans autre danger, vingt fols de rente, huit liures tournois, & du plus, &c. Response sur ce, Si ceux qui ont composé au temps passé à finance selon les instructions ayas cours au temps desdites acquisitions, desquelles compositions il appera deuement, seront tenus paisibles, & si les gens du Roy scauent aucun cas où le Roy ait esté fraudé, le declarent, & on y pouruoir.

a] Leurs mains. Cõbien que per sonnes ecclesiastiques, comme monastieres, cha pitres, communitez, Curez & prebendiers, & autres soient tenus de resonder les heritages, fiefs, & autres choses acquises, & à eux aduenus, à personnes viuantes, mourantes & cõfiscates, si est-ce que par arrest cõtenu au liure Olim, ceux qui ont iouy & possedé treute ans tels heritages & fiefs, ne sont tenus iceux resonder, ny vider leurs mains. Et notez en outre q lods & droit d'investisõ deus au Prince se prescriuent par quarante ans: & est l'opinion de Héry Bozic in cap. si diligenti de prescri, & selon celle a esté iugé à Grenoble, en l'an 1460, cõtre monsieur le Dauphin: ce neantmoins contre l'opinion de la glo. in auth. de non alien. aut permittand. rebus ecclesijs. §. si minus in verb. nec multum, nebuff.

ITEM, le vingt-septiesme iour d'Auril, l'an mil quatre cens huiet, pourcee que sous ombre des respits & delais octroyez es temps passez par le Roy à plusieurs personnes ecclesiastiques & autres, de non amortir, & mettre hors de leurs mains auequels non amortis depuis quarante ans, les droitz royaux se perissoient & perdoient, mesmement que sous ombre de ce lesdits gens d'Eglise pretendoient & vouloient tenir leursdits auequels pour amortis, & ne seroient donez par luy ne par autres, &c. Le Roy ordonna que tels respits & delais cessassent du tout, & ne seroient donnez par luy, ne par autres. Et si aucuns en auoient esté, ou estoient octroyez, veust qu'ils fussent cassez, & n'y fust obey aucunement. Et si par aucunes manieres passees & expedies estoient d'oresnauant, ou si par vertu d'iceux lefdits quarante ans passioient, qu'iceux octrois & la deuolution, ou passément d'iceux quarante ans, ne porte ou puissè porter, faire ou engendrer au Roy ny à ses droitz & domaine, derogatiō, preiudice ou empeschemens quelconques, non plus que si onques n'auoient ou eussent esté donnees. Et mande le Roy aux gens des comtes, que ceste ordonnance facent garder, & contraignent les possesseurs des acquisitions desluidites, à les faire amortir, ou les mettre hors de leurs mains, selon la teneur des ordonnances & institutions sur ce faites.

ITEM, le douziesme iour d'Aoust, l'an mil trois cens seize, Maistre Iean Aguenin lors Procureur general du Roy s'opposa au Bureau, en la chambre des Comptes, à ce que d'oresnauant on ne procedast à verifier aucuns amortissemens, iusques à ce que luy ouy au grand Conseil du Roy en fust autrement ordonné, comme il est enregistré au iournal de ladite chambre des Comptes sur ledit iour.

Sequitur ex libro II.

ITEM, & parellement s'opposa le vingt-neufiesme iour de Mars, l'an mil quatre cens vingt-trois, Maistre Guillaume Barthelemi, lors Procureur general du Roy, le douziesme iour d'Octobre, l'an mil quatre cens seize: le Roy pour les plaintes & clamours qui luy vindrent, & griefs que faisoient les gés sur le fait des nouveaux acquets faits par personnes non nobles & gens d'Eglise, en la Seneschaucee de Tholose, reuouqua tous lefdits Commis, comme autresfois auoit fait, & voulu que ledit fait fust gouverné par le Receueur & Procureur du Roy illec. *et nihil plus ex dicto libro II.*

Sequitur ex libro I.

HENRY à present Roy de France & d'Angleterre, le sixiesme iour d'Octobre, l'an mil trois cens vingt-huit par les lettres patentes registrees liure I. folio septante-deux, manda au Preuost & Receueur de Paris, qu'ils fissent commandement à tous gens d'Eglise, dedans les termes desdites Preuosté & recepte, que dedans certain brief iour, qu'ils leurs presfigeroient, ils leurs baillassent par declaration de toutes les acquisitions non amorties, de quelque temps que ce soit, & de celles qui seroient acquises depuis quarante ans en ça, leuassent & cueillissent les fruits & reuenus au profit du Roy, attendu que depuis quarante ans leurs auoient esté faits plusieurs eommandemens de les mettre hors de leurs mains dedans an & iour, dont n'auoient rien fait, & seulement firent enuoyer autres mandemens à tous les Baillifs & Receueurs du Royaume, au moins à ceste obeissance. Et autre chose n'est trouuee en tous les liures & registres de la chambre des Comptes touchant le fait desdits nouveaux acquets faits par gens d'Eglise. Et maintenant semble que ce fust assez.

Pour monstrier la tierce proposition cy dessus mise, c'est à sçauoir, que par quelque longueur de temps, que gens d'Eglise, Colleges ou autres ayent tenu, ou possédé rente ou heritage sans auoir eu du Roy les lettres d'amortissement expedies par la chambre des Comptes, ils ne peuvent auoir acquis prescription contre le Roy, tellement qu'icelle rente ou heritage soit ou doieue estre tenuë ou reputée deuëment amortie. De ce s'en suit que toutes manieres de rétes constitues par achat au prix d'argēt, sur maisons & heritages assis en la ville de Paris, & es faux-bourgs d'icelle, suppose ores qu'icelles appartiennent aux Eglises, Colleges, ou autres, par quelque espace de tēps qu'il les ayent tenu, sans auoir du Roy lettres d'amortissement expedies par ladite chambre des Comptes, sont & seront par vertu de ladite ordonnance rachetables: car combien que de la generalité de l'ordonnance soient exploictes rentes deuëment amorties, toutesfois n'en sont pas lefdites rétes ainsi tenuës sans amortissement deuëment amorties, comme dit est *quare*, &c. Et à dire verité tels gens d'Eglise, qui auroient tenu esdites rentes, par quelque espace de temps, sans auoir eu du Roy lettres d'amortissement expedies come dit est, deuroient estre moins fauorables, que ne seroit vne personne priuee, pource que par luy ou ses predecesseurs, qui par tiltre vniuersel auroit vne rente constituee à prix d'argent, & possédé par quarante, soixante, quatre vingts ou cent ans, par lefdits gens d'Eglise qui ont tenu par la maniere que dit est, & qui ont seu les publications tant de fois faites par tous les Bailliaiges, ont tousiours eu mauuaise foy, & ont iouy d'icelles rentes, contre les prohibitions du Roy, qui en deust auoir les profits en leurs defauts. Et qui plus est, pour leur desobeissance le doiuent amender, d'autant comme montoit la finance, qu'ils en deuoient payer, come porte l'ordonnance du Roy Charles cinquieme, faite le cinquiesme iour de Novembre, l'an mil trois cens septante, dont cy dessus est faite mention, mais la personne priuee, qui auourd'huy de sa réte pour ledit temps a tousiours eu bonne foy, & n'a rien fait au preiudice ne contre l'ordonnance du Roy, & si a tenu par aussi long temps comme lefdits gens d'Eglise, qui par longueur de temps vouloient acquerir prescription, & toutesfois il souffre que la-

Des amortiffemens,francs-fiefs,& nouueaux acquests. 1144

que ladite rente soit rachetee par vertu de ladite ordonnance : *quare*, &c. Et est tout ce que l'on peut trouuer ési liures des memoriaux de ladite chambre, du fait desdits acquests, pour valoir à la declaration des trois propositions cy dessus premierement couchees.

OR faut aucunement respondre à ce que l'on pourroit dire & arguer contre lesdites propositions ou aucunes d'icelles. Et premierement, lesdits gens d'Eglise pourroient contre la premiere proposition arguer, & dire qu'és ordonnances du temps saint Loys, & parauant, ont trouué par escrit les Pairs de France, Ducs & Comtes qui peuuent amortir,, & lesquels non : parquoy d'autre que le Roy pouuoit les amortir : & mesmement la constitution saint Loys registree liure T. folio cinquante-six est vne clause telle, *Ordinatum fuit per consilium domini Regis presente Rege, quòd Archiepiscopus Rhemensis, & Episcopi pares Fràcia admortificare non poterint suum domanium, nec feuda, quæ de ipsis tenentur immediatè, sed sua retrofenda poterunt admortificare.* Parquoy appert, qu'au moins peuuent-ils amortir leurs arrierefiefs. *Præterea*, au premier article de l'ordonnance faite par le Roy Philippes fils dudit saint Loys, l'an mil deux cens septante-cinq, laquelle est appellee, *Vetus ordinatio* : est contenu, quòd *Seneschali, Bailliu, præpositi, vicecomites, & alij iusticiarij nostri cessent & abstineant molestare ecclesias super acquisitionibus, quas hæcenus fecerunt in terris Baronum nostrorum : quorum prædecessorum nostrorum temporibus vsi fuisse noscuntur publicè & pacitèr dare, & elemosynare ecclesias, absque ulla declaratione per nos & prædecessores nostros facta dictis Baronibus vel prædecessoribus eorumdem. Item, immediatè sequitur. Insuper precipimus, vbi ecclesia acquisierint possessiones, quas habent admortificatas hinc à tribus annis, non computata persona, quæ ecclesiam transiit possessiones easdem, nulla eis per iusticiarios nostros molestia inferatur.* Parquoy semble que lesdits Barons auoient puissance d'amortir, & que des choses qui estoient acquises en leurs terres, n'estoit point besoin d'auoir d'amortiffemēt du Roy, contre la premiere proposition, auxquels argumens & semblables l'on peut respondre. Premierement, que lesdits Pairs de France ne pouuoient mie indifferemment amortir, ou auomfnet, mais seulement leurs arrierefiefs: car auec ce est contenu en ladite constitution saint Loys, quòd *alij Episcopi qui non sunt pares, nec domanium suum, nec feuda sua, nec retrofenda poterunt admortificare.* De rechef en l'ordonnance ancienne, qui nomme les Pairs de France, & communiter maiores, & en parlant d'eux est escrit vne telle clause, *De his prout ex declarationibus super finantiis habitis est. Præprimū potest intelligi, quòd tam sua titulo dignitatis, quam vsu longissimo admortificare & elemosynare valeant pecuniam, seu quodlibet emolumentum, proinde non recipiendo : itaque pro elemosynis seu admortificationibus huiusmodi eorum tenute non demembrentur, seu ecclesia deformetur.*

ITEM, en l'ordonnance dessus appellee, *Vetus ordinatio*, qui commence, *Ecclesie si in locis, &c. est vne exception, his dumtaxat exceptis, quæ regalia, veniunt, exceptis etiam ecclesiis & monasteriis quæ nobis ad præstandum seruitia per nobiles sunt adstricta, quibus licet facere, per quod seruitiis possemus huiusmodi processu temporis defraudari.* Parquoy appert si aucuns Pairs de France, ou autres auoient puissance, ou auoient vñ d'amortiffemens, ce n'estoit mie indistincte, & qui se vouldroit aider d'amortiffemens par eux faits, il les faudroit voir, pour sçauoir s'ils seroient és termes de leurs puissances : & mesmement que pour verifer les articles de l'ordonnance dudit Philippes fils dudit S. Loys, de l'an deux cens septante-cinq cōme dit est, seroit requise grande cognoissance de cause. *Præterea*, les ordonnances ne parlent que des choses qui estoient faites iusques au temps d'icelles ordonnances, comme il appert par ce mot, *hæcenus*.

ITEM, si lesdits gens d'Eglise se vouloient aider d'une grace à eux faite (comme ils dient) le cinquiesme iour de Iuin, l'an mil trois cens & quatre, par le Roy, Philippes le Bel, en laquelle ils diēt este contenuē vne clause telle.

ITEM, quòd omnia acquisita ab ipsis, suarum ecclesiarum intuitu, à tempore retracto, vsque ad tempus commisionis huiusmodi, in feudis aut retrofeudis nostris aut subsidiis nostrorum in quantum ad nos spectat, tenere possunt proprie, absque coactione vendendi vel extra manum suam ponendi, aut finientias præstandi nobis pro eisdem. Et que par le moyen d'icelles, ils veulent tenir pour amortir ou ce qu'ils auront acquis iusques audit iour : on leur peut respondre, que ladite grace auoit esté faite sous esperance, que lesdits gens d'Eglise seroient chacun vn dixiesme, ou douziesme au Roy, pour le fait de la seigneurie : & qu'auant qu'ils se puissent aider de ladite grace conuiendroient qu'ils enseignassent eux auoir payé ledit dix. Et qu'il soit ainſi, il appert. Car au liure de ladite chambre, folio cinquante & vn, auquel est enregistré vn vidimus d'icelle grace, *pro episcopo Morinensi*, est arresté de la main d'icelle chambre, ce qui s'ensuit, *Sciatur si iste & alij soluerint Regi istud subsidium, quia nisi soluerint, non debent gaudere isto privilegio seu gratia*, & cest arrest est expressement déclaré és declarations faites sur le fait desdits acquests, par Charles Roy de France & de Navarre, l'an mil trois cens vingt-cinq, dont dessus est faite mention, & qui sont enregistrees au liure *Pater*, folio sept vings & huit : & lib. T. folio six vings & vn : lesquelles est contenu vn article tel.

ITEM, ecclesiastice persone habentes priuilegium à carissimo domino nostro rege philippo pulchro, de finantiis, de acquisitionibus : quia suis soluendo priuilegium illud fuit concessum, pro duabus decimis, quas eidem domino obtentu dicti priuilegij soluere permiserunt, si de dictarum decimarum solutione docere possunt legitime pro acquisitis, ante datam dicti priuilegij non soluent finantias, alias sic.

ITEM, & si lesdits gens d'Eglise vouloient dire, que par vne autre clause contenuē audit priuilege, ils peussent acquerir sans amortiffemens depuis la date d'icelles, on pourroit respondre, que ledit article ne fait mention de ce qu'ils acquerioient pour l'augmentation & accroissement de leurs Eglises, & qu'il leur seroit necessaire raisonnablemēt pour ladite construction, ou accroiffemēt total de leurs

Eglises, & non mie en rétes, ou autres heritages, comme il appert par le texte de l'article. Et si cōuen-
droit, encores qu'ils enseignassent & fissent foy du payement desdites decimes de flusdites.

A MORTISSEMENT est, tant faire au seigneur souverain & au seigneur suiet, de qui la chose que
on veut amortir est tenue, qu'ils consentent que la chose soit & demeure tousiours, sans ce que les
gens d'Eglise, qui la veulent faire amortir, soient tenus la mettre hors de leurs mains. Et de ce doiuent
prendre lettres en forme de chartre du Prince & seigneur souverain, & aussi du seigneur suiet, pour
l'interest qu'il y peut auoir, & doyuent leddites lettres en forme de chartre estre interinees & veri-
fices en la chambre des Comptes.

A VCVNS dient qu'amortissement est declaration du consentement & vouloir que le seigneur
souverain & le seigneur suiet ont, que les gens d'Eglise tiennent à tousiours la chose en leurs mains, &
adioustent aucuns sans redevance aucune, & que deslors en auant n'y prend iamais le seigneur aucunes
droitures, ne quelque exploit, amende ou confiscation, mais demeure à l'Eglise, sans autre seruire.

*Ancienne ordonnance des finances & nouveaux acquests faits par gens
d'Eglise, & gens non nobles.*

Encores que
celle ordonna-
ce & les quatre
suyuantes, soi-
ent aucunes cor-
rumpues en quel-
ques endroits,
si est-ce que les
ayant trouuees
dans vn fort an-
cien registre de
parchemin escri-
te à la main, ie
ne les ay voulu
obmettre pour
estre tres-belles
& singulieres en
leur matiere.
Font.

Ecclesiarum utilitati, & subiectorum quieti providere volentes provide deliberatione precedenti in
forma qua sequitur, duximus ordinandum, videlicet quod Seneschalli, Baillivi, prepositi, Vicecom-
mities, & alij iusticiarii nostri cessent, & abstineant molestare ecclesias, super acquisitionibus, quas
hactenus fecerunt in terris Baronum nostrorum, qui & quorum predecessores nostris, & pre-
decessorum nostrorum temporibus, per longam patientiam & si fuisse noscuntur publice, & patienter
dare, & elemosinare ecclesiis, & concedere quod ecclesia licet acquisita tenerent, assensu nostro minime requisto,
absque ulla reclamatione per nos, vel predecessores nostros facta dictis Baronibus, vel predecessoribus eorundem.
Insuper precipimus quod ubi ecclesie acquirerunt possessiones, quas habent ad mortificatas a tribus, non computata
persona que in ecclesia transiit possessiones easdem, nulla eis per iusticiarios molestia inferatur. Rursus quod rebus,
& possessionibus aliis, quas acquirerunt ecclesie in terris feodis, vel retrofeodis nostris, sine nostro, vel predecesso-
rum nostrorum assensu a xxxix. annis citra hanc gratiam fieri volumus, ecclesiis videlicet quod res & possessiones
taliter extra manum suam pro nobis, aut nomine nostro ponere non cogantur, dummodo pro possessionibus elemosi-
natis eisdem nobis presentent in pecunia, quantum valere possent fructus duorum annorum rerum sic acquiratarum
legitime estimati. Ad alias vero possessiones per quencunque contractum, non gratuitum acquisitas ab ecclesiis pon-
dum extra manus volumus illas ecclesiis non compelli pro nobis, aut nomine nostro, qui nobis solvere volunt in pec-
unia, quantum valere possent fructus trium annorum legitime estimati. Quod si ecclesie acquirerint in allodiis,
in terris, feodis, & retrofeodis nostris, volumus quod in elemosinatis, & donatis fructum unius anni nobis pre-
stetur estimatio. In acquisitis vero non gratuito titulo fructum duorum annorum nobis estimatione persolvatur,
si res taliter acquisitas retinere maluerint, quam ponere extra manum. Preterea in personis ignobilibus que res feo-
dalis acquirerint, & tenent ad seruitium competens, precipimus iusticiariis nostris quod huiusmo-
di personas ignobiles non molestent, sed eis in pace dimittant res taliter acquisitas. Quod si persone ignobiles acq-
uerint in feodis, vel retrofeodis nostris extra terras predictorum nostrorum Baronum, & ita sit quod inter nos, & perso-
na que alienavit res ipsas non sint tres, vel plures intermedij domini, precipimus quod si teneant ad seruitium minus
competens, vel appareat feudi deterior facta conditio, cogantur tales possessores res feudales ponere extra manum, nisi
maluerint prestare nobis estimationem fructum duorum annorum rerum taliter acquiratarum. Et si res feudalis
facta fuerit censualis, prestabitur nobis quatuor annorum fructuum estimatio, vel fiat per officarios nostros quod
res in statum pristinum reducantur. Hanc autem ordinationem facimus pro casibus illis, qui temporibus preteritis
precesserunt, provisionem ipsam nolentes extendi ad casus, qui proveniunt in futurum, immo in his que de novo emer-
serint novo provisionis remedio consulatur: nolentes insuper predictam ordinationem ad alienationes extendi, de
quibus sine dilacione fieri poterit manifeste ipsas nobis adeo fore damnosas, & graves, quod merito non debeant ali-
quatenus tolerari. Premissa ordinatio facta Parisiis in Parlamento post natalem Do-
mini. Anno M. CC. Septuagesimo quinto.

*De ne prendre finance pour dons & laiz faits à Curez & gens d'Eglise iusques à
vingt sols de rente, & au dessous.*

HILIPPES par la grace de Dieu Roy de France, A noz amez & feaux les gens de nos
Cōptes, salut & dilection. Nous auons entendu que les Commisaires deputez sur le fait
des finances des acquests faits par gens d'Eglise, & personnes non nobles s'efforcent par
vertu de leur commission de leuer, & prendre finances des donations, & laiz de rentes
ou heritages qui ont esté donnees & laïsses aux Curez des Eglises, & autres gens d'Eglises pour
annuetaires, & pour messes chanter, & pour luminaires, combien que leddits laiz ou dons ne soient
faits seulement les vns de deux sols, l'autre de cinq sols, & l'autre de plus, ou de moins, qui toutesfoi-
s n'excedent pas la somme de vingt sols. Nous considerans les charges qu'ils ont du seruire diuin qu'il
leur conuient pour ce faire, & celebrer pour le salut des ames de ceux qui leurs ont fait leddits dons,
& laiz, auons ordonné, & ordonnons, que tousdits dons & laiz faits à Curez & à gens d'Eglise, & à
fabriques d'Eglise de vingt sols de rente, & au dessous ne soit aucune finance prise, ou leue de ceux,
à chacun

Des amortissemens, francs-fiefz & nouveaux acquets. 1146

si chacun laiz singuliers, & par soy ne monte plus de vingt sols de rente, & leur donnons & quittons pour Dieu & en aumosne, & de nostre grace especialle toute la finance, qu'ils nous en peuvent deuoir, & nous en peut appartenir, & defendons à tous Commissaires, & à tous noz iusticiers, & officiers qu'ils n'en prennent aucunes finances, & s'aucune chose en ont prins ou leuë, il la rendent, & re-stablissent tout à plain, & tantost & sans delay, & sans mandement attendre.

Et vous mandons que tantost ceste ordonnance vous faites sçauoir, & mander par lettres à tous Commissaires, & deputez sur le fait desdites finances, à finsqu'ils ne s'en puissent excuser par ignorance. Donnë à sainct Christofle en Halate le 29. iour d'Octobre l'an de grace mil trois cens quarante quatre. Parle Roy, P. DAVNOY.

De ne prendre pareillement finance sur les hospitaux & maladeries.

HILIPPE par la grace de Dieu Roy de France, à noz amez & feaux les gens de noz cōtes, Salut. Nous auons entedu que les Commissaires, &c. s'efforcēt par vertu de leur commission prendre & leuer finances des acquets, que les Prieurs les Maistres, les Freres & Gouverneurs des maisons Dieu, & hospitaux, où les patures sont hebergeez, & des maladeries de nostre Royaume ont fait, & acquis pour leursdites maisons, & pour soutenir les patures. Nous pource auons ordonnë, & ordonnons qu'aucune finance n'en soit prise, mais des maintenant les en quittons, & leur donnons pour Dieu, & en aumosne, & de nostre grace especial toute telle finance qui nous en peut & doit appartenir.

Si vous mandons qu'ainsi le faciez faire & tenir. Et s'aucune chose en a esté leuë à ceste fois d'aucun d'eux, si leur faites rendre, & restablir sans delay. Et ces choses certifiez, & mandez par lettres ausdits Commissaires, si qu'ils ne s'en puissent excuser d'ignorance. Donnë à sainct Christofle en Halate le 29. iour d'Octobre l'an de grace 1344. Parle Roy, P. DAVNOY.

Alia ordinatio super feodis acquisitis facta in Parlamento natiuitatis Domini anno millesimo ducentesimo nonagesimo primo.

RO ecclesiarum utilitate, & subiectorum nostrorum quiete sex duximus ordinandum, videlicet quod Senescalli, Bailliu, prepositi, vice comites, & alij iusticiarii nostri cessent & abstineant molestare ecclesias super acquisitionibus quas hactenus fecerint in terris baronum nostrorum qui & quorum predecessores nostri & predecessorum nostrorum temporibus per longum patientiam vsi fuisse noscuntur publice pacifice, & patienter, dare, eleuare, & in finare ecclesiis, & concedere, quod ecclesie licite acquisita tenerent assensu nostro ante requisito absque ulla reclamatione per nos & predecessores nostros facta dictis baronibus, vel predecessoribus eorumdem, salvo iure nostro in casibus futuris & iure eorumdem rursus pro rebus, & possessionibus alijs quas acquisierint ecclesie in feodis, & retrofeodis, censibus, vel allodiis nostris sine nostro, vel predecessorum nostrorum assensu à triginta annis circa vsque ad diem constitutionis super hoc edita per inclite recordationis dominum, & genitorem nostrum philippum dei gratia Regem Francorum, financiam fieri, & recipi. Volumus secundum formam constitutionis prelibate. De acquisitis vero circa tempus dicte constitutionis vsque ad presentem diem, quia illa constitutio non extenditur ad futura, sic duximus ordinandum, videlicet quod pro rebus, & possessionibus quas acquisierint in feodis, & censibus nostris, sine nostro, vel predecessorum nostrorum assensu titulo gratuito res ipsas, & possessiones taliter acquisitas extra manum suam ponere, non cogantur, dummodo pro possessionibus sic acquisitis nobis presentent in pecunia quantum possent valere fructus quatuor annorum verum sic acquisitionum legitime estimare. Pro rebus vero taliter acquisitis, scilicet titulo gratuito in retrofeudis nostris, vel retrocensibus, presentent estimationem trium annorum. Pro rebus vero in predictis terris, feodis, & censibus nostris titulo non gratuito acquisitis estimationem sex annorum presentent. Pro alijs vero in retrofeudis & retrocensibus nostris acquisitis titulo non gratuito quatuor annorum presentent fructuum estimationem: Quorum si ecclesie acquisierint in allodijs sitis in terris, feodis, aut retrofeodis nostris titulo gratuito, estimationem, fructuum duorum annorum soluant. Quod si titulo non gratuito, quatuor annorum estimationem presentent. Quod si persone ignobiles feuda vel retrofeuda nostra acquisierint extra terras baronum predictorum sine nostro assensu & ita sit quod inter nos, & personam que alienauit res ipsas non sint tres vel plures intermedij domini, precipimus quod si teneant terras ad seruitum minus competens quod presentent nobis estimationem fructuum trium annorum, soluent rerum taliter acquisitionum, & nihilominus de deterioratione feodi nobis satisfaciunt ad arbitrium proborum per nos deputandorum volumus enim quod missi à nobis pro financijs faciendis, meliores financias faciant quod pro nobis, quam supradictum est si possunt deteriores autem non recipiunt nullo modo. Hanc autem ordinationem facimus pro casibus illis, qui temporibus predictis precesserunt provisionem ipsam nostram nolentes extendi ad casus, qui proueniunt in futurum, immo in his que de nouo emerferint nouo provisionis remedio consulatur. Nolentes in super eundem ordinationem ad alienationes extendi, de quibus sine dilatione scribi poterit manifeste ipsas nobis adeo fore damnosus & graues, quod merito non debent aliquatenus tolerari. Et quia in Senescalli Petragorienfis, Carcassensij, Bellicadij, Tholosani, & Rhutenfij possessiones sunt cariores, quam in istis partibus, pro financia premissorum in quolibet membro, & articulo supradicto duplum volumus exigij & leuari, Predicta ordinatio fuit facta Parisijs in Parlamento. anno natiuitatis Domini M. CC. nonagesimo primo.

Les deux clauses suivantes ont esté trouuees inferrees en la fin de la precedente ordonnance.

CLAUSULA in financijs vero acquisitionum factorum ab ignobilibus & religiosis, ac alijs personis ecclesiasticis de possessionibus alijsque rebus bonis, & feodijs, & vtrum possint transferri in ecclesiasticas personas ignobiles,

DDDD iij

1111.
idem, 1344.

V.
Philip. 4.
1341.

antiquam consuetudinē illius patrie volumus obseruari, scilicet prout tēpore beati Ludouici filij exiit obseruari.
 ALIA clausula, etiam si in locis in quibus omnimodā iustitiā ac merū, & mixtum Imperium, nosque nihil, praterquam ressortū habemus, ad nos ibidem gardia pertineret acquirat aliquas possessiones, vel in manu mortua poni seu nobile feudum in personam ignobilem transferri permittat, ratio ne financia nullatenus molesteret, his duarum exceptis, que in regalia veniunt. Exceptis etiam ecclesiis que nobis ad prestandum per nobiles seruitia sunt stricti, quibus non licet facere per quod seruitiū possemus huius processu temporis defraudari.

Ordinatio Philippi super dictis acquisitionibus.

PHILIPPVS &C. Notum facimus vniuersis, quod nos pro ecclesiarum regni nostri, etiam reipublice utilitate, & subiectorum nostrorum quiete tertia acquisita per ipsas ecclesias, & ecclesiasticas personas in feodis, & retrofeodis laicis, allodiis & censibus temporalibus, necnon & personas ignobiles in feodis nobilibus, que ipse ecclesia, & persone absque nostro, & predecessorum nostrorum assensu tenere non possunt, prehabita super hoc deliberatione prouida in modum qui sequitur duximus ordinandum, videlicet quod pro rebus, & possessionibus quas ecclesie, & ecclesiastica persone in feodis, & censibus nostris in partibus lingue gallicane acquisierunt titulo gratuito, siue nostro vel predecessorum nostrorum assensu a lx. annis circa res ipsas & possessiones circa manum suam ponere non cogantur, dum tamen pro rebus, & possessionibus taliter acquisitis nobis presentent in pecunia ratione financia quantum valere possent fructus sex annorum rerum, & possessionum sic acquisitionum legitime estimati. Pro acquisitis vero in feodis, & censibus nostris emptiis, vel excambij, aut alio quocunque titulo non gratuito estimationem precij quod pro eis in venditione perpetua semel posset haberi, vel illud pretij si maius fuerit pro quo res ipse titulo quo predicatur acquisita fuerunt. Idem pro rebus, & possessionibus acquisitis per ipsas ecclesias ecclesiasticas personas in retrofeodis, & retrocensibus nostris titulo gratuito estimatione fructuum quatuor annorum. Pro rebus vero acquisitis in dictis retrofeodis, & retrocensibus titulo non gratuito estimationem fructuum sex annorum. Idem pro rebus, & possessionibus adquisitis in locis ubi predicta ecclesia, & ecclesiastica iustitiā bassam habent iustitiā, tantummodo estimationem fructuum trium annorum legitime estimatorum pro financia nobis presentent. Pro his vero que acquisita sunt in eorum feodis, retrofeodis, censibus, & retrocensibus in quibus omnimodam habent iustitiā, ac merum, & mixtum imperium eas ad prestandum nobis finantiam quo ad presens non volumus compelli, donec super hoc plenius duxerimus ordinandum. Quod si ecclesie, & persone predicta res ipsas acquisierint in allodiis sitis in terris nostris feodis, aut retrofeodis titulo gratuito, estimationem fructuum duorum annorum, si eas retinere maluerint, quam extra manum suam ponere, nobis presentent. Si autem titulo non gratuito, estimationem fructuum quatuor annorum nobis prouide solvere teneantur. Si vero persone ignobiles res aut possessiones aliquas in feodis, vel retrofeodis nobilibus, absque nostro, vel predecessorum nostrorum assensu acquisierint. Et ita fit quod inter nos, & personam, que res ipsas alienauit non sint res, vel plures intermedij domini, & ad seruitium competens acquisita teneant, estimationem fructuum trium annorum, & si ad minus competens seruitium teneant estimationem fructuum quatuor annorum ratione financia nobis presentent. Praterea quoniam in partibus lingue Occitane possessiones sunt cariores, quā in partibus gallicanis, volumus, & precipimus quod ecclesie, & ecclesiastica persone dictarum partium, & locorum commemoratorū in quibus denarius annui redditus pretio viginti denariorum, aut plurium, vel circa comuni ter hereditarie vendi potest pro rebus, & possessionibus in feodis, & censibus nostris titulo non gratuito acquisitis estimationem pretij quod proinde legitima venditione posset haberi, saltem estimato denario ad viginti, vel aliud seruitium, si maius fortiter pro quo res ipse titulo quo predicatur. nobis soluant pro acquisitu per ipsas ecclesias, & ecclesiasticas personas in partibus supradictis, in quibus alius membris, & articulis antedictis, ultra quam in partibus gallicanis duplum volumus exigi, & leuari. Nostrae autem voluntatis est quod ecclesie, & persone predicta pro rebus & possessionibus ante tempus predictum acquisitis ad prestandam nobis pro eis aliquam finantiam nullatenus compellantur, si autem in acquisitis predictis, vel in aliquo eorumdem fuerint castra domus fortes, & nobilitates, aut alia valoris notabilis, de his apud nos & dilectas, & fideles gentes computorum nostrorum Parisius quas de eorum valore particulari per iusticiarios locorum certificari volumus faciendi finantiam referuamus. Rursus si aliqui de acquisitis huiusmodi obtinendis gratiam a nobis seu predecessoribus nostris habere, vel finantiam prestatisse pretendant, quia forsitam predicta gracia, ita sunt generales quod ad specialia locum non habent vel interpretatione indigent financia, que facte sunt cum personis ad hoc non habentibus potestatem, ipsas gratias, priuilegia seu financias per iusticiarios nostros volumus non admitti quando. per ipsas gentes nostras quas de his per transcriptum earum sub sigillis authenticis, vel earum originalia doceri precipimus declarentur. Nos autem res ipsas de quibus priuilegia, vel gratias obtinendi seu gratias iam factas prestandi contingit ecclesiis aut personis acquirentibus multum recedi volumus, & mandamus, inhibentes eisdem ecclesiis, & personis ne de cetero res aut possessiones aliquas in locis predictis videant acquirere, vel presumant. Datum Parisius mense Martij vigesimo.

Injonction à faire declaration des franchises & nouueaux acquets possedez par gens d'Eglise, communauté & de main morte.

RANÇOIS Par la grace de Dieu Roy de France, au Baillif de Chartres ou son Lieutenant general, ou particulier, Salut & dilection. Comme tantost apres nostre aduenement à la couronne, aduerti que plusieurs gens d'Eglise, Colleges, Communautés & de main morte auoyent acquis es fins & metes de vostre Bailliage plusieurs rentes & possessions, par titre de don, lais, aumône, échange, achat, qu'autrement contre les ordonnances, prohibitions & defenses

VI.
Philip.VII.
France.

& defences faites par noz predecesseurs de non acquerir sans leur permission, conigé & assentement, sur peine d'icelles à appliquer à leur domaine, & qu'encores les tenoyt & possedoyent, sans en auoir vuidé leurs mains, ny obtenu amortissemēt, iagoit ce que par plusieurs fois leur eust esté enioint ain- si le faire, & eussions decerné noz lettres de commission à certains Commissaires, pour leur exiger nostre droit des francs-fiefs & nouveaux acquets en vostre dit Bailliage, pour le temps qu'ils auoyent & ont tenu lesdites acquisitions. Et combien que pour auoir vraye cognoissance de ce qui nous en pourroit estre deu, leur eust esté par nosdits Commissaires, en ensuyuant noz ordonnances & nosdites lettres, expressement donné, & enioint bailler par aduertissement & par declaration au vray, toutes les possessions, terres seigneuries, cheuances & heritages & qu'ils & chacun d'eux tenoyent, tien- nent & possèdent, tant en fiefs qu'arrierefiefs, censives, arrierecensives, rentes & autres droits & deuoirs allodiaux ou feodaux, tant à cause de leur fondation que par legts, aumosne, acquisition, ou autrement, ensemble les amortissemens qu'ils en auoyent, & dont ils se voudroyent ayder. Toutes- fois nous auons entendu que la plupart desdites declarations n'ont esté baillées comme il appar- tient, & en icelles recelees plusieurs choses, tellement que ne pouuons auoir vraye cognoissance des parties singulieres que lesdites personnes ecclesiastiques & de main-morte tiennent amorties & non amorties, & encores sous couleur des lettres d'amortissement, qui leur ont esté ottroyées pour au- cuns fiefs estans en petite valeur, s'efforcent d'employer entre leurs heritages, qu'ils dient estre amort- is, les possessions & heritages tenus & mouuans desdits fiefs, qu'ils ont acquis depuis ledit amortisse- ment, ce que faire ne se doit. Et dauantage, nous & iceux gens d'Eglise & de main-morte, auons commandé vuidier leur mains desdites possessions, qu'ils tiennent non amorties ainsi qu'ils deuoyent & sont tenus par noz ordonnances, & qu'il est bien contenu en noz instructions sur ce baillées à nos- dits Commissaires, iagoit ce que le temps en icelle contenu soit pieça expiré & passé. Et si fait a esté par aucun, ce a esté en fraude, en les baillant en garde à quelques personnes, dont apres il les ont reprins. Et qui plus est, s'efforcent ordinairement & de iour en iour contre & au preiudice de nosdites ordon- nances & inhibitions, faire nouuelles acquisitions, à l'occasion desquelles choses & tolerance d'icel- les le reuenu du vray & ancien domaine de nostre couronne est grandement diminué & amoindri, à nostre tres-grand preiudice, & aussi de la chose publique en plusieurs manieres: & à ceste cause soit bien & expressement requis y donner prouision.

I P O U R C E est-il que nous ce consideré, desirant du tout ladite prouision, au bien de nous, conser- uation de nosdits droits & domaine, aussi de la chose publique, & autres causes & considera- tions à ce nous mouuans, & eu sur ce le conseil & aduis de plusieurs grans & notables personnaiges de nostre conseil, avec lesquels nous auons communiqué de cest affaire, vous mandons & commet- tons par ces presentes, que premierement reprins les deniers arrements de ce que fait a esté dernie- remēt par lesdits Commissaires desdits francs-fiefs & nouveaux acquets es fins & mettes de vostre dit Bailliage, appelez avec vous noz Aduocat & Procureur & le Receueur en iceluy, & apres auoir communiqué ensemblement noz instructions & aduertissemens, qu'à ces fins vous enuoyons, & en ensuyuant iceux recourez desdits Commissaires de francs-fiefs & nouveaux acquets, qui ont besongné en vostre dit Bailliage, toutes les declarations, taxes & compositions par eux faites, les saisies, main-mises, & inonctions faites sur lesdits gens d'Eglise communauté & de main morte & possessions non amorties: recourez aussi des Prelats, ou Commissaires à leuer la decime dernie- re, les rolles des benefices qui ont payé ladite decime. Et le tout consideré rapporté & conféré en- semblement pour entendre quelle chose reste à faire: & mesme si aucuns se trouueroyent qui n'ayent baillé par declarations les choses qu'ils tiennent, faites faire derechef & de nouuel expres com- mandement de par nous à son de trompe & cri public, par attache ou autrement deuément es lieux accoustumez à faire cris & proclamations au dadans les fins & limites de vostre dit Bailliage, sur cer- taines & grosses peines à nous à appliquer, à toutes personnes d'Eglise communauté, & de main-morte, tant en general qu'en particulier de quelque qualité ou condition qu'ils soyent, que dedans trois mois prochains venans, à conter du iour de la date desdits commandemens & proclamations, ils ayent à apporter ou enuoyer par deuers vous par declaration, & au vray, toutes les possessions, ter- res seigneuries, cheuances, & heritages, qu'ils & chacun d'eux tiennent & possèdent es fins & met- tes, en clauure & anciens fessors de vostre Bailliage tenus & mouuans de nous, par moyen & sans moyen en fief, arrierefief, censive, arrierecensive, ou autres droits, ou deuoirs allodiaux, ou feodaux, tant à cause de leur fondation, que par dons, legts, aumosne, acquisition ou autrement, en quelque maniere que ce soit: ensemble tous amortissemens qu'ils ont, & dont ils se voudroyent aider, & que lesdites declarations soyent deuément signees & authentiques, & lesdites possessions principale- ment & suffisamment declarees au long & par le menu, de qui comme elles sont mouuans, la valeur d'icelles en reuenu annuel, à vendre pour vne fois, ainsi que contenu est esdites instructions: sinon que lesdits gens de main-morte vous fissent apparoir auoir baillé lesdites choses par declaratiō ausdits Commissaires de francs-fiefs de vostre dit Bailliage: auquel cas en prédez & recourez d'eux les dou- bles, ou copie deuément collationnées aux originaux, parties presentes, ou Procureur pour elles.

E T pour plus amplement estre informé & auoir cognoissance desdites choses: & de ce qui en auroit esté omis, ou recelé par lesdits gens de main-morte contraignez, ou faite contraindre reau- ment & de fait tous Seigneurs, Barons Chastelains, Iusticiers & autres tenans fiefs, & seigneuries en

vostredit Bailliage, fins & metes d'iceluy, ou leurs gens & Officiers, qu'ils ayent à bailler par escrit & declaration tous les heritages tenus & mouuans d'eux. Et aussi tous les Notaires Royaux, Tabellions & personnes publiques tant lais que d'Eglise, & à vous monstrez & exhiber leurs registres & papiers pour vous aider & seruir, ainsi que verrez estre à faire. Et là & au cas qu'aucuns d'icelles gens d'Eglise & de main-morte se trouueroyent estre refusans, ou delayans de vous apporter lesdites declarations (qui toutesfois ne les auroyent baillees, ou en baillant auroyent malicieusement fait des omissions) declarez toutes telles manieres de gens, de quelque qualité qu'ils soyent apres lesdits trois mois escheus & passez, auoir & estre encourus les peines ia indites, desquelles voulons & entendons estre faite execution à l'encontre d'eux, nonobstant oppositions ou appellations quelconques: en mettant neantmoins dès lors reaument & de fait lesdites possessions en nostre main, sans autre solennité garder, & pareillement celles dont les declarations vous auront esté baillees, ou ausdits Commissaires, des francs-siefs & nouveaux acquets, qui seront trouuez non amortis, sous laquelle nostre main ceux qui auront obey & baillé par declaration pourrôt iouir desdites possessions iusques à trois mois apres ensuyuans, & dedans lesquels leur sera enioint en vider leurs mains. Et où ils seroient de ce faire refusans, ou en demeure, attendu les instructions precedentes, contenues en instructions desdits francs-siefs, & nouveaux acquets pieça expirées, faire prendre & appliquer à nostre domaine le reuenue d'iceluy, & le faites receuoir par nostre Receueur ordinaire, & à nostre profit. Et au regard de ceux qui auront esté refusans ou delayans de bailler lesdites declarations, ou en baillant icelles, auroyent malicieusement omis & recelé aucune chose, sera le reuenue de leurdites possessions, ou de qui en aura esté recelé (comme dit est) appliqué à nostre domaine, incontinent apres lesdits trois mois escheus & passez, & dès lors en apres receus par nostredit Receueur ordinaire, pour & à nostre profit, à tout le moins iusques à ce qu'ils ayent obey & vidé leurs mains desdites possessions non amorties, ou fait apparoir de noz lettres d'amortissement, souffrance ou delay.

3 Et pour ce qu'aucuns se pourroyent trouuer non obeyfians ausdits commandemens, & aimeroient mieux tolerer & souffrir le reuenue de leurdites possessions estre appliqué à nostre domaine que d'en vider leurs mains, leur ferez derechef comander apres lesdits trois mois expirer & inonctions à eux faites de vider leurs mains, que dedans les autres trois mois ensuyuans ils ayent à ce faire sur certaines & grosses peines à nous à appliquer, au cas qu'ils n'auroyent obey.

4 Et où les gens d'Eglise seroyent contumax & perseuerans à ne vouloir obeyr, ne vider leurs mains, comme dit est desdites choses qu'ils tiennēt non amorties, procédez, à l'encontre de telles personnes à la declaration des peines en quoy ils sont encourus enuers nous, pour lesdites desobeyssances que taxerez ainsi que verrez estre à faire, ayans regard à la qualité des personnes & chose dont il sera question. Et neantmoins faites crier & proclamer lesdites possessions, & icelles vendre & à denier, comme il est accoustumé en tels & semblables cas: les deliurer au plus offrait & dernier enchereur, à personnes toutesfois qui soyent capables, & qui ne seront de main-morte, en affermant qu'ils ne les achètent point en fraude ne pour les garder ausdits gens d'Eglise, ou de main-morte, à qui ils appartiendroyent. Et les deniers prouenus d'icelles venditions (prealablement prins sur iceux les frais de iustice ensemble les amendes en quoy ils seroyent encourus pour les causes dessusdites, & desquelles amendes nostre Receueur ordinaire en fera recette pour & à nostre profit) ferez bailler & deliurer le reste des deniers d'icelles venditions ausdits gens d'Eglise, & de main-morte.

5 Et neantmoins, pour autant que nous considerons que si lesdites gens d'Eglise, Colleges Communautéz & de main-morte estoient contrains, vider leurs mains desdites possessions & choses par eux acquises, donnees, leguees & aumosnees à charge de seruite, ou autres bones œures, qui ne sont amorties ou indemnees, sans leur faire grace & donner moyen de les retenir & en iouir d'oresnauant paisiblement, seroyent en voye, c'est à sçauoir lesdites gens d'Eglise, d'eux distraire du diuin seruite, ou le diminuer & discontinuer, & les autres de laisser à faire les œures qu'ils ont charge de faire à cause desdites rentes & possessions qu'ils tiennēt (ce que nous ne voudrions, mais en ce leur pouuoir suruenir, ayans regard aux singulieres graces & benefices que iournellement receuons de Dieu nostre createur) se retireroient, si bon leur semble par deuers les Commissaires, par nous & cōmis, ordonnez & deputez en nostre chambre des comptes, à Paris ou chambre de conseil, auxquels nous Commissaires enuoyerez voz procez verbaux contenant les inonctions proclamations, & autres choses requises & necessaires à faire en tel cas: pareillement desdites declarations bien au long specifiees ensemble la valeur d'icelles possessions & reuenue annuel & à vendre pour vne fois, entant que touche possessions & biens d'iceux, qui voudroyent obtenir de nous graces dessusdites: & pareillement tous les exploits & autres choses que recouuert auez des Commissaires precedans establis à leuer lesdits francs-siefs & nouveaux acquets, ensemble ce que fait en auez en ladite matiere, avec voz aduis de l'interest que cognoistrez que pourrions auoir en baillant lesdites lettres d'amortissements, souffrances, respits, ou delais: pour iceux veus, composer & appointer avec eux touchant les amortissements desdites choses: le tout selon le pouuoir par nous & eux baillé, à fin que d'oresnauant lesdits gens de main-morte ne soyent plus molestez & trauaillez desdites choses: mais les puissent tenir paisiblement, & sans plus payer aucuns droits de francs-siefs.

6 Et neantmoins ferez entendre diligemment à mettre à execution deuié & sans aucun delay ou deport, tout ce que par nosdits Commissaires, vous sera mandé & ordonné faire de par nous, touchant

Des amortissemens,francs-fiefs,&nouveaux acquests. 1150

chant & concernant cedit affaire, & les depandâces d'iceluy, & tout ainsi que si par nous vous estoit mandé & ordonné le faire.

7 V o u s declarons en outre & faisons à sçavoir, que nostre intention est que n'ayez regard aux amortissemens, respits, delais souffrance, ou pouuoir d'amortir g eneraux, ou particuliers, que les parties vous pourroyent exhiber, qu'ils ont obtenus & impetrez de noz predecesseurs Rois, ou de nous, lesquels ne seroyent expediez comme il appartient, ou qui n'auroyent payé la finance contenuë audit amortissement: sinon que ledits amortissemens fussent de si long & ancien tēps, que lors d'iceux n'estoit la forme de proceder audit̃s expeditiōs, verifications & enterinemens, comme pourroit estre au parauant que nostre chambre des comptes fust assise à Paris, & les ordonnances depuis faites par noz predecesseurs des expeditiōs & verifications sur ledites lettres d'amortissement en icelle. Et quant à faire & accomplir de point en point toutes les choses dessusdites, & chacunes d'icelles, & ce qui en peut dependre, contraignez ou faites contraindre ledits gens d'Eglise de main-morte, & autres qu'il appartiendra, & qui pour ce seront à contraindre par toutes voyes & manieres deuës & raisonnables: & tout ainsi qu'il est accoustumé faire pour nos propres detes & affaires, non obstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles ne voulons estre differé. De ce faire vous auons donné & donnons pouuoir, puissance, commission & mandement special: mandons, enjoignons, & commandons à tous nos Officiers, Iusticiers & fuyets, qu'à vous en ce faisant obseient, & entendent diligemment, prestent & donnent conseil, confort & aide ainsi que par vous requis en seroit: car tel est nostre plaisir. Donné à sainct Germain en Laye, le sixieme iour de Septembre, l'an de grace mil cinq cens & vingt: & de nostre regne le sixieme. Ainsi signé, GEDOVIN Parle Roy en son conseil.

Mandement & inunction à personnes ecclesiastiques, gens de main morte, & non nobles & roturiers de faire declaration de francs-fiefs & nouveaux acquests, & ce dedans deux mois pour toutes prefixions & delais.

HENRY Par la grace de Dieu Roy de France, à noz amez & feaux Conseillers par nous ordonnez sur le fait de la iustice de nostre thresor, Salut & dilection. Comme nostre Procureur sur le fait de nostredit thresor à Paris, nous eust fait monstrer, que par les droits, statuts & ordonnances de nostre domaine, de tout temps obseruez, soit entre autres choses defendu à toutes personnes ecclesiastiques, chapitres, communautez, & autres gens de main-morte, de tenir & posseder en nostre Royaume, ny en iceluy, acquierir sans nostre consentement & permission aucunes possessions & biens immeubles, & à nous loisible par lesdits droits statuts, de les contraindre à voider leurs mains de ceux qu'ils y auroyent acquis, à quelque titre charge & condition qui ce fust, ou que leur eussent esté donnez & auoies sans la dite permission & consentement de nous, ou de noz predecesseurs, ou auoir esté par nous ou eux amortis: & par les mesmes statuts aussi defendu aux non nobles, & roturiers de nostredit Royaume, de non acquierir, tenir ne posseder aucuns fiefs nobles, sans mesme permission: toutesfois nosdits droits, statuts & ordonnances eussent ce grandement esté contentez & negligez à la grand diminution des forces de nostredit Royaume, & charge du tiers estat & menu peuple d'iceluy: nous humblement requerant nostredit Procureur, de vouloir sur ce pouruoir & mesme à faire leuer, & recueillir les droits des francs-fiefs & nouveaux acquests à nous pource deu & appartenans, comme droits ordinaires & domainiaux de nostre couronne, à fin que puissions mieux suruenir aux frais de l'enterinement & conseruation de l'estat d'icelle: & auoir meilleur moyen de soulager ledits frais nostredit peuple. Sur laquelle remonstance eussions aduise pour plus grand soulagement & commodité desdits gens d'Eglise, communautez & de main-morte, & pareillement desdits non nobles & roturiers respectiuement tenus ausdits droits & deuoirs de repiter en nostre bonne ville de Paris, certains bons & notables personnaiges, des principaux de noz Officiers pour liquider avec eux iceux droits & deuoirs, à fin de nous aider à l'effect dessusdit.

N o u s à ces causes, & à fin que mieux & plus seurement, & certainement soit sur ce procedé par nosdits Commissaires, vous mandons & enjoignons qu'à la requeste de nostredit Procureur exposant, vous ayez incontinent & sans delay à faire publier par tous les lieux & endroits de nostre Preuosté & Vicomté de Paris, & ressorts d'icelle accoustumez à faire cris & publications, que toutes gens d'Eglise communautez, & de main-morte, & aussi toutes personnes non nobles, ayant dedans deux mois prochains apres ladite publication, pour toutes prefixions & delais, à apporter ou enuoyer par Procureur suffisamment fondé, au Greffe de vostredite chambre, la declaration par le menu par eux affermee estant veritable & entiere: c'est à sçavoir ledits gens d'Eglise, communautez de main-morte de tous les heritages, rentes & possessions, soyent nobles ou roturiers, par eux procedees, tant par legs, donation, fondation, achat, qu'autre titre quelque qu'il soit: & ledits non nobles, de tous les fiefs, terres, possessions, rentes & heritages nobles, qu'aussi ils tiennent & possèdent, le tout au dedans de ladite Preuosté & Vicomté de Paris, ressorts sieges & enclauës d'icelle. Ensemble les lettres des amortissemens, respits ou souffrance, qu'ils ont respectiuelement obtenu de nosdits predecesseurs pour la tolerance & permission de les posseder, ou bien la copie d'iceux deuëment collationnée aux originaux, partie appellée, ou intimation, que s'ils sont trouuez posseder aucuns autres heritages, rentes ou possessions outre ce que respectiuelement sera déclaré & affermé par leurs declarations: qu'elles se-

a) Acquerir. Vn Seigneur temporel peut empêcher que l'Eglise n'acquiere & tiene chose mouuant de luy: & peut ledit seigneur contraindre l'Eglise de voider ou bailler homme viuant, & confisquant. Autre chose, est si le Seigneur est ecclesiastique: car ores qu'il a mesme droit, si est-ce que l'Eglise estant sous la siene peut estre en possession d'acquies en la terre chose mouuant de luy: & ne peut l'empêcher ledit Seigneur, ni contraindre de voider leur maison prêtre amortissement & payer finance: & de ce est arrest de Paris de l'an 1392. pour vn doyen & cha-

pitre, contre l'usuelque. Notez aussi que l'Eglise ne peut estre contrainte de vider ses maïs des acquêts faits au dessus de quarante ans: comme fut jugé par arrest de Paris le 18. Fevrier 1479.

ront declarees confiscables & applicables à nostredit domaine, & dès à present les auons telles declarees & declaron.

2 E T ou dedans ledit temps ils ou les aucüs d'iceux n'auroyent à ce satisfait, prenez, faisissez, & faites prendre, faisir & mettre en nostre main reaument & de fait, toutes les terres, rentes, heritages, & possessions par eux detenues & occupees, dont toutesfoiils ne vous auront fourni de declaration: en commettant par vous au regime & gouuernement d'iceux bons & solubles Commissaires, qu'en puissent & sçachent rendre bon compte & reliqua, & qu'à qui il appartient, & par nosdits Commissaires deputez à faire ladite liquidation sera ordonné.

3 E T ce nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles: pour lesquelles ne voulons l'exécution de ces presentes estre aucunement differee: la cognoissances desquelles auons commise & attribuee, commettons, & attribuons à iceux Commissaires, & icelle interdite & defenduë, interdisons & defendons à tous autres Iuges quelconques. Et tout ce que lesdites declarations: respits, souffrances & amortissemens vous sera fourni suyuant ladite publication, enuoyez incontinent seablement clos & scellé par deuers nosdits Commissaires en nostre dite ville de Paris, les certifiant en ce faisant de tout ce que fait auez sur ce: pour par eux suyuant leur commission en estre ordonné comme de raison. Et pource que de ces presentes l'on pourra auoir à besongner en plusieurs & diuers lieux, nous voulons qu'au duplicat, triplicat, ou autre multiplication, ou bien vidimus d'icelle collationné par l'un de noz amez & feaux Notaires, & Secretaires, ou autre fait sous seel Royal, soy soit adousteé comme à ce present original. Donné à Compiegne, le deuxieme iour de Septembre, l'an de grace mil cinq cens quarante sept: & de nostre regne le premier. Signé, Par le Roy.

CLAVSSE.

Leurs, publiques & registres, en la chambre du Thresor, ce requerant le Procureur du Roy en icelle, le quinzieme iour de Septembre mil cinq cens quarante sept. Signé, RAOLIN.

Autre inionction pour faire declaration des francs-siefs & nouueaux acquets, comme dessus.



ENRY par la grace de Dieu Roy de France, à noz amez & feaux Conseillers, sur le fait de la iustice de nostre thresor establie à Paris, Salut. Iagoir ce que par noz lettres patentes vous eussions mandé faire publier par tous les lieux & endroits de nostre Preuosté & Vicomté de Paris, que tous gens d'Eglise, cōmunautéz & de main-morte & toutes personnes non nobles eussent respectiuelement dedans deux mois apres ladite publication, à apporter ou enuoyer par Procureur specialement fondé au Greffe de nostredit thresor, la declaration par le menu: c'est sçauoir les gens d'Eglise cōmunautéz & de main-morte, de tous les heritages, rentes & possessions par eux possedées, à quelque titre que ce soit: & les non nobles, de tous leurs siefs & heritages nobles: ensemble les lettres des amortissemens, respits & souffrance qu'ils ont obtenu, de tenir & posseder lesdits heritages, ou les copies deuement collationnees aux originaux parties appellees: & de proceder à la faisie de tous & chacuns desdits heritages, rentes & possessions de ceux d'iceux gens d'Eglise & non nobles, qui n'auroyent à ce satisfait dedans ledit tēps, pour ce fait estre lesdites declarations, lettres titres, ou lesdites copies d'icelles collationnees comme dessus est dit, par vous enuoyees aux Commissaires par nous establis en nostre ville de Paris, pour faire la liquidation de nosdits droits, à fin d'estre par eux procedé au fait de ladite liquidation ainsi que de raison. Toutesfoiils ledit temps de deux mois seroit expiré sans y auoir esté satisfaits, à tout le moins que par bien peu de personnes, ainsi qu'auons esté aduertis: qui est au grand retardement de noz affaires: specialement de ceux pour lesquels auons ordonné noz droits francs-siefs, & nouueaux acquets estre leuez.

1 P O U R ces causes vous mādons cōmandons & enjoignons faire-faire incontinēt ces presentes receuës, reiteratiue publicatiō par tous les lieux de nostredite Preuosté & Viōté, & autres ressors d'icelle, que tous lesdits gēs d'Eglise, cōmunautéz & de main-morte, & aussi toutes personnes non nobles, n'ayās fourni de declaration suyuant ladite premiere publication ayent dedans deux mois, à comter du iour d'icelle reiteratiue publication, pour tous delais, & sans esperāce d'auoir autre delay, à apporter ou enuoyer audit Greffe de nostredit thresor, lesdites declaratiōs, contenās par le menu & par tenās & aboutissāns, tous & chacūs lesdits heritages, rētes terres & possēssiōs qu'ils tiennēt & possēdent quant ausdits gēs d'Eglise, cōmunautéz & de main-morte, & quāt ausdits gēs roturiers & non nobles de leurs siefs & heritages nobles. Contenās aussi de quels Seigneurs sont tenus leurdsits heritages nobles & en quelles iustices, ils sont assis, depuis quel tēps ils ont tenu lesdits heritages, rentes possēssiōs: ensemble les lettres & titres desdites acquisitiōs, & amortissemēt qu'il en ont, ou les respits, & souffrances qu'ils ont obtenu pour les posseder: ou les copies d'icelles lettres & titres deuement collationnees aux originaux nostre Procureur appellé. Et qu'audit iour ils viennent icelles declarations affermer en personne ou par Procureur specialement fondé, avec le reuenu annuel au vray des heritages cōtenus esdites declaratiōs. Et quant à ceux qui ont suyuant noz premieres lettres baillé leurs declaratiōs, n'ayāt par icelles déclaré par le menu, & par tenās & aboutissāns lesdits heritages possēssiōs, desquels Seigneurs ils sont tenus, & en quelles iustice ils sont assis, le tēps qu'ils ont tenū, & affermé, le reuenu annuel au vray d'iceux heritages cōtenus en leurdsites declaratiōs: que dedās ledit tēps de deux mois pour tous delais, & sans esperāce d'auoir autre delay, ils ayēt à venir reformer leurdsites declarations en declarant par icelles par le menu tous & chacuns les heritages, rente possēssiōs, quāt ausdits gēs d'Eglise, cōmunautéz & de main-morte: & quant ausdits non nobles & roturiers, leurs siefs & heri-

Des amortissemens, francs-fiefs, & nouueaux acquests. 1132

tages nobles, & de quels Seigneurs ils viennent lesdits heritages, & en quelles iustices ils sont assis, & qu'à ce iour ils viennent affermer par serment en personne : ou par Procureur spécialement fondé, le reuenu annuel au vray desdits heritages conrenus en icelles declarations : & tout ce que vous en a esté & sera fourny, enuoyez incontinent par deuers lesdits Commissaires par nous depurez au faict de ladite liquidation & composition. En assignant par vous iours ausdits gens d'Eglise, communauté & de main-morte, roturiers & non nobles au iour qu'enuoyerez lesdites declarations, lettres, titres & amortissemens, par deuant nosdits Commissaires establis à Paris, en la chambre de nostre tresor, pour venir respondre à nostre Procureur sur la finance à nous deuë à cause desdits heritages.

3 Et où dedans ledit temps lesdits gens d'Eglise, communauté & de main-morte, roturiers & non nobles, ou les aucuns d'iceux, n'auroyent à ce respectiuelement satisfait, procédez incontinent reauuë & de faict, & sans aucune declaration, sous peine de nous prêtre à vous du defaut qu'en aura esté fait à la faise de tous lesdits heritages, rentes & possessions des gens d'Eglise, communauté & de main-morte, & des fiefs & heritages nobles desdits roturiers & non nobles defaillans & contumax : en commettant au regime d'iceux bons & suffisans Commissaires, qui en puissent & sçachent respondre & rendre bon compte & reliqua, quand il appartiendra, & par iceux Commissaires sera ordonné. Et de tout ce que fait aurez sur ce, les certifiez incontinent & suffisamment, pour en estre par eux ordonné ainsi que de raison : car tel est nostre plaisir. De ce faire vous auons donné pouuoir, autorité, commission & mandement special. En mandant & commandant à tous nos Officiers, Iusticiers & suiets, qu'à vous, ensemble à voz cōmis & depurez en ce faisant soit obey, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles : pour lesquelles ne voulons aucunement estre différé. Donné à Fontainebleau, le septiesme iour de Iauier, l'an de grace 1547. & de nostre regne le premier. Signé. Par le Roy en son conseil. DV THIER. Et sur le reply est escript.

Leuës, publiees & enregistrees en la chambre du tresor, ce requerant le Procureur du Roy en icelle, le neuuesime iour de Iauier, l'an mil cinq cens quarante sept. Signé, R A O L I N.

Comment se doit faire la declaration des francs fiefs & nouueaux acquests par gens d'Eglise, communauté & de main-morte.



EN RI par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme pour la diuersité & contrariété des lettres obtenues, tant par nostre Procureur constitué sur le faict de noz droicts des francs-fiefs & nouueaux acquests l'vne part, que par aucuns gens d'Eglise du clergé de nostre Royaume, pour le faict des declarations requises par nostre dit Procureur, estre baillées par lesdits gens d'Eglise, des heritages & biens immeubles qu'ils possèdent à fin d'estre sur ledites declarations procédé à la liquidation de nosdits droicts, lesdites parties fussent tombées en grands discords & differens, & mesmes à cause desdites dernieres lettres, par lesquelles est dit, que lesdits gens d'Eglise ne seroyent tenus bailler par declaration, ne payer finance de leursdits biens amortis par deux amortissemens : & de ce que nostre dit Procureur pretend lesdits gens d'Eglise d'auoir esté contraincts à bailler declaration entiere & par le menu, par tenans & aboutissans de tous leursdits biens, & à monstret tous les amortissemens, respits, & souffrances de les posseder, qu'ils en ont obtenu pour sçauoir ce que sur lesdits biens a esté deuëment amorti, & sur ce aussi que par nostre dit Procureur a esté requis qu'ils fussent tenus affermer la valeur de tous iceux biens en reuenu annuel, & aussi par le menu : & rellement qu'à l'occasion desdits differens, aucune expedition n'a sur ce encores peu estre faite, qui est nostre grand interest & dommage, à quoy soit besoin de pouruoir.

Pour ce est-il, que nous considerans lesdits droicts estre & dependre du vray & ancien domaine & patrimoine de nostre couronne, & que contre iceux n'a iamais esté insisté, & partant n'estre requis qu'à bailler forme pour les liquider, desirans aussi eux fauoriser ausdits gens d'Eglise, de communauté, & de main-morte, à ce que chacun d'eux en son regard puisse en tranquillité vacquer & entendre à la continuation du seruice diuin, selon que respectiuelement ils sont tenus, mesmes apres auoir eu sur ce bon & meur aduis & deliberation avec les gens de nostre conseil, auquel estoient aucuns des principaux Prelats de nostre Royaume, auons par ledit aduis & deliberation, dit & ordonné, disons & ordonnons que sans auoir regard ausdites lettres contraires, lesdits gens d'Eglise, de communauté, de main-morte, seront tenus bailler declaration entiere de tous les biens qu'ils possèdent, & tant pretendus estre amortis que non amortis, & de monstret & exhiber tous & chacuns les amortissemens, souffrances & respits qu'ils pretendent auoir obtenus, tant de feu de bonne memoire le Roy dernier decédé, nostre pere (que Dieu absolve) qu'autres noz predecesseurs, & tant generaux que particuliers, à ce que noz Commissaires depurez à faire ladite liquidation de nosdits droicts, puissent discerner ce que desdits biens doit estre reputé deuëment amorti, & selon noz ordonnances. Mais pource que ce seroit chose difficile & de grand coust, de bailler par le menu lesdites declarations, selon la requisition de nostre dit Procureur : voulans quant à ce, subuenir ausdits gens d'Eglise, de communauté & de main-morte, leur auons accordé & accordons qu'ils soyent seulement tenus bailler declarations par le gros, specifians seulement par icelles, les noms des fiefs, Seigneuries, bordes, censés & metairies & autres maisons & heritages, & les lieux de leurs assietes, sans specifier aucuns tenans n'aboutissans, ne les cens & rentes par le menu, soyent en deniers, grains, ou autres especes, n'autrement que par somme totale, & en semblables terres, prez, boys & estangs par nombre total d'arpens ou des autres mesures, dont

on vſe és lieux où ils ſont aſſis : & qu'ils ne ſeront auſſi tenus affermer le reuenu annuel d'iceux , ſinon par le gros. Leſquelles declarations & affirmations voulons toutesſois eſtre faites à la verité , ſouz les peines indictes par noſdits ordonnances, & eſtre baillees dedans deux moys prochains venans, pour toutes preſcriptions & delais, à compter du iour & date de la publication de ces preſentes par deuant les Iuges preſidiaux, au reſſort deſquels ſont reſpectiuelement aſſis leſdits biens.

Et pour ce que pluſieurs Prelats & autres beneficiez, chapitres, conuents & autres communautez, poſſèdent biens en diuerſes iuriſdictions, nous pour d'abondant les ſoulager, voulons qu'ils baillēt ſeulement leſdites declarations par deuant noſdits Iuges preſidiaux audit reſſort, auxſquels ſont aſſiſes les Eglīſes & monaſteres principaux, deſquels dépendent leſdits biens, iaçoit ce que leſdits biens qui en dépendent, ſoyent de diuerſes iuriſdictions preſidiales : & auſquels Iuges nous enioignons, ſouz peine de nous en prendre à eux du retardement du payement de noſdits droicts, & d'amende arbitraire à nous à appliquer, d'enuoyer à noſdits Cōmiſſaires deputez à faire ladite liquidation deſdites declarations, dedans iour certain & competent, eu regard à la diſtance des lieux, avec leſdits amortiſemens, ſouffrances & reſpits, & d'aſſigner les parties à comparoit audit iour reſpectiuelement par deuât iceux Cōmiſſaires, à fin de voir ſur icelles declarations & affirmations, proceder à ladite liquidation, ſelon que faire ſe doit, & que contiēnent les inſtructions & ordonnances ſur ce faites, avec intimation, qu'ils y comparent ou non, il ſera par leſdits Cōmiſſaires (après la huitaine d'icelle aſſignation paſſée) procedé à ladite liquidation, comme de raiſon.

Si donnons en mandement auſdits Cōmiſſaires par nous deputez pour ladite liquidation de noſdits droicts, & à tous noz Baillifs, Senefchaux & Iuges preſidiaux, ou leurs Lieutenans, & à chacun d'eux reſpectiuelement & en ſon regard que ceſdites preſentes ils facent lire, publier & enregiſtrer en leurs auditoires & cours, & autres lieux de leurs iuriſdictiōs acoustumez à faire cris & proclamations, à ce qu'aucuns n'en puiſſent pretendre cauſe d'ignorance : & le contenu en icelles obſeruer, & d'iceluy cōtenu iouyr & vſer leſdits gens d'Eglīſe, communautez & de main-morte, & auſſi noſtre dit Procureur reſpectiuelement : & auſquels noz Iuges Preſidiaux nous enioignons proceder contre ceux qui ſe trouueront n'auoir ſatisfait à noſtre preſente ordonnance dedans ledit temps de deux moys, à compter à ladite publication, par ſaiſie de leur temporel & eſtabliſſement de Cōmiſſaires, au regime d'iceluy reauement & de ſaiſie, nonobſtant oppoſitions ou appellations quelconques, & ſans preiudice d'icelles. La cognoiſſance & deciſion deſquelles, enſemble toute cognoiſſance & iuriſdictiō, pour raiſon de la main-leuee deſdites ſaiſies, nous auons attribuee & attribuons à noſdits Cōmiſſaires, & icelle interdite & defendue, interdisōs & defendōs à toutes noz cours & autres Iuges quelconques : car tel eſt noſtre laiſſir, nonobſtant oppoſitions ou appellations quelconques, & ſans preiudice d'icelles : & leſdites lettres reſpectiuelement obtenues & impetrees par leſdites parties & autres impetrees ou à impetrec à ce contraires. En reſmoing de ce nous auons fait mettre noſtre ſeel à ceſdites preſentes.

Donné à Saint Germain en Laye le dixneuſieme iour de May, l'an de grace 1549. & de noſtre regne le troiſieſme. Ainſi ſigné ſur le reply, Par le Roy en ſon conſeil. DV THIER.

Et ſcellé du grand ſeau en cire iaune ſur double queue.

Leués, publiees & enregiſtrees en la chambre & auditoire du theſor, ce requérant le Procureur du Roy en icelle, le cinqueſme iour de Septembre, l'an mil cinq cens quaranteneuf. Signé, DV FRESNOY

Autre commandement à faire declaration des francs-fiefs, & nouveaux acqueſts, ſur peine de conſiſcation des biens recelez & non declarez.

ENK I par la grace de Dieu Roy de France, à noz amez & ſeaux Conſeillers de la juſtice de noſtre theſor à Paris, Salut. Noſtre Procureur en ceſte partie nous a hūblement fait remonſtrer que cōbien que par trois diuerſes noz lettres patentes à vous adreſſantes decernees és moys de Septembre & Feurier, l'an 1547. & 1549. nous euſſions enioint à toutes gens d'Eglīſe & beneficiez, de quelque qualité qu'ils fuſſent, & à tous chapitres, cōuens, Marguilliers & Procureurs de fabriques & de cōfrairies, adminiſtrateurs & detēteurs d'hospitaux, malaдерie, cōmunautez & autres gens de main-morte, tenāſ & poſſedans terres & autres choſes, & biēs immeubles de quelque qualité qu'ils fuſſent, & à toutes perſonnes roturiers & non nobles, tenans & poſſedans fiefs, arrierefiefs & autres biens & choſes nobles, qu'ils euſſent à reſpectiuelement bailler par declaration dedans deux moys prochains enſuyuans noſtre dite inioñction, tout ce que reſpectiuelement ils tenoyent & poſſedoyent deſdits biens, à fin de ſçauoir ce que par eux nous eſtoit reſpectiuement deu de noſdits droicts de francs-fiefs, & nouveaux acqueſts, à ſçauoir par leſdits gens d'Eglīſe & beneficiez, chapitres, conuents, marguilliers, Procureurs de fabrique & de cōfrairies, adminiſtrateurs, & detēteurs d'hospitaux, cōmunautez & autres gēs de main-morte, pour les biens tant nobles que roturiers par eux tenus & poſſedez, nō amortis, & par leſdits roturiers & nō nobles de tous les fiefs, arrierefiefs & autres choſes nobles qu'ils tenoyēt & poſſedoyēt ſans permiſſiō de nous ou de noz predeceſſeurs Roys, & à vous d'euoyer leſdites declarations incōtinent icelles par vous receues par deuers les Cōmiſſaires qui par nous ont eſté deputez en la chābre de noſtre theſor, pour liquidatiō de noſdits droicts de franc-fiefs & nouveaux acqueſts, & que de noſdites inioñctions nul puiſſe pretēdre cauſe d'ignorance, par ce qu'elles ont eſté faites & publiees à ſon de trōpe & cry public. Ce neantmoins bien peu des deſſusdits euſſent fourny ou baillé aucunes declarations, & beaucoup de ceux qui en ont baillé, ne les ont baillees du total de ce qu'ils poſſedēt, fors aucūs deſdits gēs d'Eglīſe & beneficiez, chapitres & cōuens, leſquels par

XI.
Idem, 1550.

provinces

uines distantes & separees pour raison de nosdits droicts auroient composé avec nous à certaines sommes de deniers, si cōme disoit nostredit Procureur, exposé requerrât sur ce nostre prouisiō de iustice.

P o v r e e s t - i l, que vous mandons, commandons, & de rechef enioignons par ces presentes, que incontinent icelles receuës & souz peine de respondre en voz propres & prieuez noms de retardemēt de payement qui aduiendra de nosdits droicts, à faute de promptement executer le contenu en cēdites presentes : vous ayez à faire encores d'abondant, & par vn autre & quatre crieies que ferez faire & publier à son de trompe & cry public, & par affiches que ferez d'abondant mettre és lieux & endroits accoustumez à faire cris & proclamations, que tous Marguilliers & Procureurs de fabricques & de confrairies, administrateurs & deteneurs d'hospitaux, Maires, Escheuins, Procureurs & administrateurs de biens de villes, & villages & autres communautez, & à toutes gens de main-morte, tenans & possédans temporel de quelque qualiré qu'il soit, & tant en propriété que vsfruiēt, qui n'ont encores satisfait à nosdits inionctions, fors & excepté toutesfois ceux du clergé qui sont contribuables aux decimes, lesquels ont cōme dit est, composé avec nous pour nosdits droicts de franc-fiefs & nouveaux acquests, & à toutes gens non nobles & roturiers, tenans & possédans sans permission de nous ou de nosdits predecesseurs, les biens & heritages & autres choses nobles, qui n'ont entierement satisfait à nosdites inionctions, que dedans vn moys apres ladite quarte & superabonte crieie, pour toutes previsions & delais attendu lesdites trois inionctions precedentes, ils ayent respectiuelement : c'est à sçauoir ceux qui encores n'ont aucunement fourny à icelles noz inionctions, à vous bailler entieres declarations de tous lesdits biens, que respectiuelement ils possèdent : & ceux qui y ont satisfait en partie, qu'ils ayent à y satisfaire pour le surplus, le tout sur peine de confiscation des biens qui par eux se trouuerōt auoir esté recelez, & d'estre ledit temps passé appliquez à nostre domaine : & les declarations par nous receuës icelles enuoyez incontinēt par deuers nosdits Commissaires en nostredite chambre du tresor, avec celles qui par eux vous ont cy deuant esté renuoyees, pour faire referer, suyuant le contenu de nosdites lettres ^a dudit moys de May, l'an mil cinq cens quarenteneuf. Et à faute d'auoir à ce satisfait dedans ledit temps d'un moys, vous iceluy temps passé, ayez à prendre, saisir & mettre en nostre main reaument & de fait tous & chacuns les fiefs, tous heritages, rentes & possessions des personnes desludites, desquelles ne vous aura esté baillé declaration : & iceux baillez à ferme aux plus offrans & derniers encherisseurs, les solennitez en tel cas requises, gardees & obseruees, & tout ainsi qu'ils ont accoustumē faire pour les fermes du domaine : pour les deniers qui en prouientront estre faite recepte à nostre profit, & mis en estât, & tenu compte par nostre Receueur de nostredit domaine, de la ville, Preuosté & Vicomté de Paris, auquel baillez par estât signé de vous dedans trois moys lesdits deux moys passez des baux à ferme, que vous en aurez fait : & semblable estât enuoyez dedans ledit temps à noz amez & feaux les Thresoriers de France, pour par eux en estre fait de là en auant estât, tant à nostredit Receueur ordinaire & particulier, qu'au Receueur general de la charge, les mains leuees desdites saisines reservees à nosdits Commissaires, suyuant la teneur de nosdites lettres dudit moys de May. Et à fin que mieux & plus aisément puissiez proceder à l'execution de cēdites presentes, informez-vous diligemment & bien, nostre Procureur audit tresor appellé, de tous ceux qui ne auront à ce satisfait : & à fin toutesfois ainli que dessus est dit, lesdits gens dudit clergé contribuans ausdites decimes, qui pour raison de nosdits droicts ont fait composition avec nous. Et de tout ce que fait aurez sur ce, certifiez deuant nosdits Commissaires dedans ledit temps de trois moys, ensemble du iour de la presentation qui nous aura esté faite de cēdites presentes, &c. De ce faire vous auons donné & donnons pouuoir, autorité, commission & mandement special : en mandant & commandant à tous noz Iusticiers, Officiers & suiets, que à vous en ce faisant soit obey : nonobstant oppositions ou appellations quelconques faites ou à faire, pour lesquelles ne voulons estre par nous diséré : la cognoissance & discussion desquelles nous auons retenu & retenons à nous & à nostre personne, & icelle interdite & defendue, interdisons & defendons à tous autres quelconques.

Donné à Fontainebleau le deuxiesme iour de Septembre, l'an mil cinq cens cinquante & vn : & de nostre regne le cinquiesme. Ainli signé, Par le Roy en son conseil. DE NEUVILLE.

Lettres patentes du Roy sur le fait des franc-fiefs & nouveaux acquests

XII.
Chap. 9. 371



H A R L E S par la grace de Dieu Roy de Frâce, aux Preuost de Paris, Baillifs de Rouën & Dijon, Seneschal de Lyon, & à tous noz autres Baillifs, & Seneschaux des ressorts de noz Parlemens de Paris, Rouen & Dijon, leurs Lieutenans, & à chacun d'eux endroit soy, & si comme à luy appartiendra, Salut & dilection. Comme par les anciens droicts, statuts & ordonnances de tout temps obseruees sur le fait de nostre domaine, soit entre autre chose defendu à toutes personnes Ecclesiastiques, chapitres, communautez, & autres gens de main-morte, de tenir & posseder en cestuy nostre Royaume, ny en iceluy acquerir, tenir & posseder sans noz consentement & permission, aucunes possessions & biēs immeubles : & à nous loisible par lesdits statuts & ordonnances, de les contraindre à vuidier leurs mains de ceux qu'ils pourroyent auoir acquis, ou qui leur auroyent esté donnez, leguez ou aumosnez, sans ladite permission & consentement de nous ou de noz predecesseurs, ou auoir esté par nous & eux deuement admortis : Et par les mesmes statuts ausli defendu à tous roturiers, & non nobles de nostre Royaume, de non y tenir & posseder aucuns fiefs, rentes ou possessions nobles, sans mesme permission & consentement : toutesfois nosdits statuts & ordonnances ont esté grandement en ce contemnez & negligez, à la grande diminution des

a) Ces lettres, dont est icy fait mentio font au chap. precedēt.

forces de nostredit Royaume, & charge du tiers estat & menu peuple d'ceulx.

A quoy voulans bien pouruoir, & mesmes faire recueillir & leuer les droicts & deuoirs des francs fiefs & nouveaux acquets, à nous pour ce deuz & appartenans, comme droicts anciens & ordinaires de nostredit domaine & couronne, pour des deniers qui en prouueront nous aider & subuenir en noz vrgens affaires, & en ce faisant auoir meilleur moyen de soulager nostre peuple.

Nous auons aduisé de deputer aucuns bons & notables personages des principaux de noz Officiers, en certaines capitales villes de nostredit Royaume, pour taxer, arrester & liquider avec lesdits gens de communauté, & de main-morte, & pareillement avec lesdits roturiers & non nobles, lesdits droicts & deuoirs de franc fiefs & nouveaux acquets, à fin de nous en aider à l'effect desusditz. Cest à sçauoir, en nostre ville de Paris pour les biens, terres, rentes, heritages & autres possessions assises aux ressorts de nosdits Parlemens de Paris, Rouën & Dijon: Pour ceux respectiuelement assis aux ressorts de noz Parlemens de Thoulouse & Bourdeaux, en noz villes de Thoulouse & Bourdeaux: Pour ceux assis & situez aux ressorts de noz cours de Parlemens de Dauphiné & Prouëce, en noz villes d'Aix & Grenoble: & pour ceux assis en noz pays & ressort de Bretagne, en nostre ville de Rennes.

A ces causes, & à fin que plus seurement & certainemēt soit sur ce procedé par lesdits Commissaires, vous mandons, ordonnons, & trefexpressément enioignons par ces presentes, que incontinent & sans delay, vous ayez à faire publier en chacun de voz sieges principaux, & autres lieux de voz ressorts accoustumez à faire cris & proclamations, que toutes gens d'Eglise, communauté, & de main-morte: & aussi tous roturiers & non nobles (le clergé payant decimes excepté) ayent dedans vn moys apres ladite publication, pour toutes preffixions & delais, à apporter, ou enuoyer par Procureur suffisamment fondé respectiuelement au greffe de vosdits sieges principaux, la declaration au vray & par le menu par eux deuément affermee & signee: A sçauoir lesdits gens d'Eglise, communauté & de main-morte, de toutes les terres, heritages, rentes, possessions & biens immeubles par eux tenus, acquis & possedez tant par legs, donation, fondation, achapt, qu'autrement: Et lesdits non nobles, de tous les fiefs, arrierfiefs, rentes & heritages nobles, qui respectiuelement ils tiennent & possedent en chacun de vosdits ressorts & iurisdicitions, sieges & enclaués d'iceux, avec le reuenu annuel d'icelles possessions, ensemble les lettres d'amortissement, permissions, respits & souffrances qu'ils ont respectiuelement obtenues de nosdits predecesseurs & nous, de les tenir & posseder, ou bien la copie d'iceux deuément collationnee aux originaux, noz Procureurs en chacun desdits Bailliages & Seneschaucees prens ou appelez. Avec intention, que s'ils sont trouuez posseder aucuns biens, heritages, rentes, reuenus, ou possessions autres que ceux qu'ils auront declarez & affermez par leurfdites declarations, qu'ils seront declarez confiscables & applicables à nostredit domaine, & dès à present, comme pour lors, les auons tels declarez & declaronés. Et où dedans ledit temps ils, ou les aucuns d'iceux, n'auroyent à ce satisfait, prenez, saisissez, ou faites prendre, saisir, & mettre en nostre main reaument & de fait, toutes les terres, rentes, heritages & possessions par eux tenues & possedees, dont ils ne vous auroyent fourni de declarations. En commettant par vous au regime & gouuernement d'iceux bons & solubles Commissaires, qui en puissent & sçachent rendre bon compte & reliqua, quand & à qui il appartiendra, & que par nosdits Commissaires deputez à faire ladite liquidation sera ordonné: & ce nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles, pour lesquelles ne voulons l'exécution de ces presentes estre aucunement differee ne retardee. La cognoissance, cour & decision desquelles nous auons commise & attribuee, commettons & attribuons à iceux Commissaires, & icelle interdite & defendue, interdisons & defendons à toutes noz cours de Parlemēt & autres noz Iuges & Officiers quelconques. Et tout ce que desdites declarations, respits, souffrances, & admortissements vous sera fourny, suyuant ladite publication, enuoyez incontinent, seablement clos & scellé, par deuers nosdits Commissaires en nostre ville de Paris, au greffe de leur dite commission estably pour les ressorts de nosdits Parlemens de Paris, Rouën, & Dijon, les certifiāt au surplus de tout ce que fait auez sur ce, pour par eux suyuant leur dite commission, en estre ordonné ainsi qu'ils verront estre bon. Et pour ce que de ces presentes l'on pourra auoir affaire en plusieurs & diuers lieux, nous voulons qu'au vidimus d'icelles fait souz scel Royal, ou collationné par l'un de noz amez & feaux notaires & Secretaires soy soit adiousteé comme au present original: car tel est nostre plaisir. Donnē à Bloys le cinquiesme iour de Septembre l'an de grace 1571. Et de nostre regne l'vnziesme. Signé, Par le Roy estant en son conseil. F I Z E S. Et scellé de cire iaulne sur simple queue.

Leues & publies à son de trompe & cry public, par les carrefours de la ville & faubourgs de Paris, lieux & places accoustumez à faire cris & publications, par moy Pasquier Rossignol crieur iuré du Roy nostre Sire esdites ville, Preuost & Vicomté de Paris, accompagné de Guillaume Denis, commis de Michel Noiret trompette iuré dudit Seigneur, esdits lieux, & de deux autres trompettes, le samedy fixiesme iour d'Octobre, l'an mil cinq cens soixante vnze. ROSSIGNOL.

DES AUBEINS ET DROICT D'AVBEINE. TILTRE XII.



HARLES par la grace de Dieu Roy de Frâce, à noz amez & feaux Cōseillers les gens par nous ordōnez sur la visitation de nostre domaine, Salut & dilectiō. Cōme il soit notoire & apparu à nostre conseil, tant par chartres & ordonnances esrites comme par registres, arrests & iugiez, declarations & vsages anciens, que en nostre Comté de Champagne sont & doyuent

& doyuent estre à nous de nostre droict, tous les biens meubles & immeubles des personnes gens aubeins & espaues qui y trespassent sans conuenables heritiers, en quelque haute iustice qu'iceux espaues & aubeins soyent demeurans & voyent de vie à trespassement, & où que leurs biens soyent. Et semblablement de tous bastards & bastards qui vont de vie à trespassement sans hoir legitime descendant de leurs corps, s'il n'est ainsi qu'ils soyent nez de femme, de cōdition serue d'autre Seigneur en sa haute iustice, & demeurans en icelle: lesquelles choses de nostre commandement, & par vertu de noz autres lettres sur ce donnees à vous adressans, & pour conseruation, temperament & declaration de noz droicts, vous auez fait solennellement sçauoir & publier, tant en iugement, comme par cris publics es lieux à ce accoustumez, es Bailliages, Preuostez, & sieges de nostre dit pays & Comté de Champagne, & de Brie. En descendant de par nous à tous, tant que l'on se pourroit messiaire enuers nous, que à l'encontre, ne fust rien attempté, & fait exploiter, ne entrepris: Et si aucuns auoyent mespris ou à eux appliqué aucuns desdits biens, ils les réparassent & restituassent à noz Receueurs ordinaires des lieux pour nous, dedans vn moys apres lesdits cris & publications: en faisant d'abondant sçauoir, que si aucuns vouloyent pretendre auoir priuilege ou tiltre à l'encontre, ils se transmissent & fussent dedans la quinzaine ensuyuant deuers vous, ou voz commis que à ce vous ordonnastes notablement es lieux desdits Bailliages & Preuostez, residens en iceux lieux, suffisans personnes, noz Officiers, pour ce dire & monstrier. En contempt & preiudice desquelles choses, depuis lesdites publications & defences, & en attemptant contre icelles, sans enseigner de priuilege ne tiltre comment ils y peussent auoir aucun droict, L'abbé & conuent de S.Faron & aucuns autres, de leur auctorité, temerement contre nostre dite defence par expresse declaratiō & edict, se font efforcez de prēdre & à eux vouloir appliquer plusieurs des biens desdites personnes, tant bastards, cōme aubeins & espaues, & de iour en iour s'en efforcent souz ombre de haute iustice ou autrement, & d'en vser au preiudice de nosdits droicts, & tout ainsi cōme se vous n'en eussiez riens fait ne ordonné de par nous, & que ce fust vn droict cōmun pour eux, sans auoir regard ausdites ordonnances & defences ne doute de peine, paour ne crainte de nostre indignation encourir. Et en perseuerant en leur obtinatio, en ont fait & levé cōtre noz gens, pour cause des exploits qu'ils en ont faits pour nous, aucunes complaints en cas de faisine & de nouuelleté: & iceux par leur gardien ou autrement, fait adiourner & tenir en diuers procez, pour cause de nosdits droicts, tant deuant noz amez & feaux les gēs tenans les requestes en nostre Palays à Paris, qu'ils dient Commissaires en ceste partie, comme deuant le Preuost de Paris & ailleurs, sans eux en croire par supplication ne autrement en especial deuers nous, ne aussi à vous, par qui lesdits exploits & defences de par nous ont esté faits, & les voulons sortir plein effect. Et que vous seuls & pour le tout en ayez l'exposition & pleine cognoissance, sans souffrir que rien soit fait à l'encontre: mesmement par telles voyes obliques & exquises, en defraudation de nostre droict & intention. Nous eue cōsideration à ces choses, vous mandons & enioignons en cōmetant, s'il est mestier, que lesdites princes & autres si aucunes en sont pendans esdites requestes, en nostre Chastelet de Paris, ou ailleurs, vous prenez & aduoquez par deuant vous en quelque estat qu'elles soyent, lesquelles nous y aduoquons & mettons dès maintenant, defendans à nosdits gens des requestes, & tous autres, soyent noz luges ou Commissaires, & interditsans toute cognoissance de ces choses: & les parties appellees & nostre Procureur, s'il est mestier, faites oster & cesser tous tels empeschemens que vous trouuez auoir esté, ou estre mis à l'encontre de nosdites ordonnances, declarations & publications. Et les attemptans en outre faites reparer & amender selon ce qu'il appartiendra. Et voulons & vous mandons, que vous procedez & faites proceder formaimement & de plain sur le droict de la chose, par voye de reformation, sans auoir regard à alleguation de faisine & nouuelleté, que nous ne voulons auoir lieu, en ce cas au preiudice de nosdites ordonnances & publications, si suffisamment ne vous appert de especial priuilege ou tiltre suffisant au contraire. Mandons à tous noz Iusticiers & suiers, & chacun d'eux endroit soy, portant cōme à luy appartiendra, que à vous & à voz deputez, en ce faisant obeissent & entendent diligemment. Dōné à Paris le cinquiesme iour de Septembre, l'an de grace mil trois cens quatre vingts & six, & le sixiesme de nostre regne, Ainsi signé, Par le Roy à la relation en son conseil. G V I N G A N T.

Extrait des ordonnances faites par le Roy Charles sixiesme, en l'an mil quatre cens six, pour les estrangers qui mourront au Royaume sans enfans.

11. *Idem, 1406.* **A**V liure des ordonnances Royaux de Parlement, au troiesme feuillet, est enregistree vne chartre en lacqs de soye & cire verte passée au grand conseil du Roy, donnee le penultiesme de Iuillet, mil quatre cens six, leuē & enregistree en Parlement de l'ordonnance de la cour, en Aoust quatre cens six, le dernier iour. Par lesquelles lettres le Roy ottroye aux Preuosts, Elcheuins, habitans & communauté de la cité de Cambray, & du pays de Cambresi, qu'ils succedent & puissent succeder à leurs parens & amis qui yront de vie à trespas en la cité de Cambray, au pays de Cambresi. Et est ladite chartre causee sur ce que combien que le droict cōmun de bonne equité, quand aucun desdits habitans viennent demeurer en ce Royaume, & ils vont de vie à trespas sans hoirs de leurs corps, leurs hoirs ou ayās cause leur doiuent succeder, tant en biens meubles, qu'heritages, franchemet & paisiblement, cōme sont tous ceux de ce Royaume: & que pour ce qu'apres le trespas de feu Mathieu dell'Isle, dudit pays de Cambresi, qu'il trespassa à S. Quentin, le collecteur des mortes-mains au Bailliage de Vermadois auoit mis empeschement en les biens, Colart le Peintre demeurant à Cambray, son coulin germain, & plus prochain heritier, auoit obtenu lettres, par lesquelles il estoit mādē au Baillif de Vermadois, que s'il luy apparailloit, que les parens,

heritiers ou ayans cause des personnes nez en ce Royaume demeurans à Cambray ou en Cambresi, & qui y alloient de vie à trespas sans hoirs de leurs corps, succedassent à leurs parens, il fist deliurer lesdits biens, & ostast l'empeschement sur quoy les parties furent appointees en faits : & l'enqueste faite & parfaite, furent deliurees lesdits biens, & osté l'empeschement par sentence dudit Baillif donnee en ses alsises de Saint Quentin, qui commencerent le troisieme iour de May, l'an mil trois cens quatre vingts quatorze.

Item, le Collecteur desdites mortes-mains auoit empesché les biens de feu Jean Rosignol en son viuât hoir de feu Frenin Curat, prestre, prieur, curé de Sourdun en Lanois, qui estoit de Cambresi : lesquels par sentence dudit Baillif donnee le penultieme iour de Feurier, l'an quatre cens deux, apres enquelle faite & parfaite, furent deliurees lesdites deliuree & l'empeschement osté : & neantmoins doutoyent que pour semblable casils ne fussent encores empesché, & pour ce considérâ le Roy leur otroya ce que dit est.

In capitulo finantie & compositionis in registro thesauri sic cauetur sub xxx. Martij iij. c. xxxiij. post pascha.

De Tetardo Vuatereti commorantis apud Chamuacum, de ducatu Burgundie oriundi pro compositione per ipsum facta cum gentibus computorum & thesauri, ratione huius quod Rex sibi concessit, quod de bonis suis mobilibus & conquestis possit ad suum libitum disponere per testamentum, vel alias, ac si esset in regno Francie oriundus, prout per literas regias, datum mense presentis Martij xl. ll.

In alio computo thesauri sub viij. Iulij iij. xxij. sic cauetur.

De Laurentio Cabus & Dominico de Sancta Iulia, & Paulo Maret Lombardorum commorantium Lauduni & Ambianensis : pro compositione facta cum thesaurario, ut possint de bonis suis mobilibus & immobilibus ordinare & disponere ad eorum voluntatem per modum testamenti, ac si essent in dicto regno oriundi, in casu quo tamen migrabit ab hoc seculo infra tres annos proxime futuros, prout in literis Regius cauetur. iij. ll. xx. par. ledit Cabus demeurant à Laon, & Dominique à Amiens.

In registro thesauri sub vltima Octobris iij. c. xxxi. sic cauetur.

De i. Vnaige doliaris & Maria eius vxore de partibus Brebantie oriundi commorantium Lauduni pro compositione facta ratione huius, quod Rex per literas in cera viridi nuper datas mense Decembri nouissimè præterito concessit, quod possit infra regnum morari, & de bonis & conquestibus factis, & faciendis ordinare ad suum libitum per testamentum, aut alias ac si esset de regno oriundi xx. ll. Par. bone monete.

In eodem computo sub xxij. l. Decembris sic cauetur.

De executionibus testamenti Dominici Garret quondam Lombardi extra montem & ipso viuente Pari. commorantis pro compositione sue successionis Regi pertinent & quod in hoc regno de quo non existit oriundus decessit absque heredibus legitimo. lx. ll. Paris. 8.

Reuocation de toutes lettres de naturalité cy denant otroyees.

POURCE qu'auons esté aduertis que du viuant de nostre feu Seigneur & cousin le Roy Charles huiusme & dernier, a esté par luy donné, baillé & otroyé par importunité ou autrement, à plusieurs & diuerses personnes estrangers, & non natis de nostre Royaume, plusieurs lettres de naturalité pour tenir benefices & offices en nostredit Royaume, pays, & seigneuries, qui n'ont encores esté employées, & dont les parties se voudroyent par aduenture efforcer d'eux en aider cy apres : nous voulans à ce donner prouision, attendu que telles lettres & otroyes sont grandement preiudiciables à nos ordonnances sur ce faites, toutes lesdites lettres de naturalité pour tenir benefice en nostre Royaume, ainsi baillées & otroyées par nostredit feu Seigneur ausdits estrangers quels qu'ils soyent, non residens en nostredit Royaume, qui n'auront sorty effect, auons reuouees, cassées & annullées, reuouons, cassons & annullons, & ne s'en pourront aider les parties qui les ont impetrees pour l'aduenir en aucune maniere, les ordonances de nos predecesseurs Roys faites en ceste matiere, touchant les estrangers demeurans en leur force & vertu.

Ordonnance du Roy, voulant que ceux de Sauoye soyent tenus pour naturels & originaires de la France, lesquels y sont demeurez tousiours, & au parauant le pays rendu.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Pendant que les feus Roys nos treshonnez Seigneurs, ayeul & pere ont tenu souz leur obeissance le pays de Sauoye, plusieurs habitans d'iceluy pays sont venus resider en cestuy nostre Royaume, & y sont demeurez apres la reddition faite dudit pays en deliberation d'y finir & comfommer le reste de leurs iours. Et pource qu'estant adueni le trespas de aucuns d'eux, nos Officiers ont fait saisir leurs biens pretendans nous appartenir par droit d'aubeine, & au regime & gouuernement d'iceux estably Commissaires. Surquoy il s'est introduit plusieurs procez par les enfans, & autres heritiers, de sorte qu'il seroit aussi à craindre qu'ils voulsissent faire le semblable apres le decez de ceux qui sont encores vians, pour en frustrer leurs enfans, heritiers ou autres auxquels ils en pourroyent disposer, s'il ne leur apparoissoit sur ce de nostre vouloir & intention. Nous pour faire cesser tous lesdits procez & differens cy deuant meus & autres qui se pourroyent cy apres mououir pour raison de ce : De l'aduis de la Roynie nostre treshonoree Dame & mere, & d'aucuns Princes de nostre sang, & gens de nostre conseil ptiué : auons de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royal, dit & déclaré, difons, declaron, voulons & nous plaist, que ceux dudit pays de Sauoye qui estoient domicilieez & demeurans en nostre Royaume deuant la reddition dudit pays, & y sont demeurez depuis, sans estre retourné audit pays & retirez hors de nostre obeissance, soyent

soient tenus & reputés comme originaires & natifs de nostre Royaume, & comme tels ayent peu & puissent acquérir, tenir & posséder tous & chacuns les biens tant meubles qu'immeubles qu'ils y ont ia acquis & pourront cy apres acquérir, & d'iceux ordonner & disposer par testament, ordonnance de dernière volonté, donation faite entre vifs, & autrement en quelque sorte que ce soit, & que leurs enfans, heritiers & autres, ausquels ils en auroient disposé, pourueu qu'ils soient regnicoles, leur puissent succéder, prendre & apprehender la possession & iouissance de leursdits biens, tout ainsi qu'ils feroient & faire pourroient si les dessusdits estoient originaires natifs de nosdits Royaume & pays, & ledit pays de Sauoye fust demeuré en nostre obbeyssance, les ayant quant à ce autant que besoin est ou seroit, habilité & dispensez, habilitons & dispensons par ces presentes, par laquelle donnons en mandement à noz amez & feaux Conseillers les gens tenans noz cours de Parlemens, gens de noz comptes, Baillifs, Seneschaux, Preuosts, & à tous noz autres Iulticiers & Officiers, & à chacun d'eux si comme à luy appartiendra, que noz presens declaration, vouloir & intention, ils facent entretenir, garder & obseruer, & d'iceux iour & vser paisiblement tous ceux qu'il appartiendra, cessans, & faisans cesser tous troubles & empeschemens au contraire, & contraignant les Commissaires, commis au regime & gouuernement des biens de ceux dudit pays de Sauoye qui estans demureront par deça depuis la reddition dudit pays sont decedez en cestuy nostre Royaume, pays, terres & Seigneuries de nostre obbeyssance, à rendre compte à leurs enfans, heritiers ou donataires regnicoles de l'administration qu'ils ont eue desdits biens, & à leur payer le reliqua par toutes voyes & manieres deues & raisonnables & accoustumées en tel cas. Nonobstant oppositions ou appellations, pour lesquelles & sans preiudice d'icelles, ne voulons estre différé: car tel est nostre plaisir. Nonobstant quelconques edicts & ordonnances faites entre les estrangers: ausquelles pource regard & sans y preiudicier en autres choses auons derogé & derogeons par cesdites presentes & à quelconques autres ordonnances, mandemens, desances & lettres à ce contraire. Et pource que de ces presentes on pourra auoir affaire en plusieurs & diuers lieux, nous voulons qu'au vidimus d'icelles fait souz seel Royal, ou collationné par l'un de noz amez & feaux Notaires & Secretaires, soy soit adousteé comme à ce present original. En tesmoing dequoy nous auons fait mettre nostre seel. Donné à Moulins le cinquiesme iour de Feurier, l'an de grace mil cinq cens soixantefix: & de nostre regne le sixiesme. Ainsi signé sur le reply, Parle Roy en son conseil, BOYRDIN.

Registres, oy & ce consentant le Procureur general du Roy, pour auoir lieu à l'aduenir deuement, & sans preiudice des proces pendans en la cour. A Paris en Parlement le vingt & vniemesme iour de May, l'an mil cinq cens soixantefix. Ainsi signe, DV TILLET. Collation est faite à l'original. Et au dessous,

Extrait des registres des ordonnances Royaux, enregistrees en la cour de Parlement. Signé.
DV TILLET.

*Edict & declaration du Roy sur le droict d'Aubeine & priuileges des Marchands
estrangers residents, & frequentans es foires de Lyon.*

HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Noz chers & bien amez les Marchands estrangers residents, frequentans & traffiquans es foires de Lyon, nous ont fait remonstrier que lesseus Roys noz predecesseurs, entre les priuileges qu'ils leur ont donnez, tant par les lettres de creation & establissement des dites foires en ladite ville, que par plusieurs autres lettres patentes, mesmes le feu Roy Henry nostre treshonoré Seigneur & pere, à fin de leur donner moyen & occasion d'y venir habiter & faire residence pour bonnifier ladite ville, leur auoyent accordé & permis de tester & disposer de leurs biens qu'ils auroient en ce Royaume ou dehors, en temps de foires & autrement. Et que où ils decederoient *ab intestat*, que ceux qui seroient appelez à leur succession par loix & coustumes de leurs pays iouyroient entierement de leurs biens, encores qu'ils fussent demeurans hors nostre Royaume, & non regnicoles, sans que leursdits biens fussent quiescts à aucun droict d'aubeine. Ce qui auroit donné plus grande volonté ausdits Marchands de faire continuelle residence en ladite ville, & y attirer le commerce des autres pays: de sorte que nosdits predecesseurs se trouuans en vigens affaires de deniers, en auroyent esté secourus & aidez par le moyen desdits Marchands ayants demeure & habitation en ladite ville. Et combien que suyuant lesdites lettres de noz predecesseurs, mesmes celle de nostredit feu pere, les heritiers desdits Marchands, encores qu'ils ne soient regnicoles, puissent & leur soit loysible de succeder, prendre & apprehender les biens & successions d'iceux Marchands decedans en nostredite ville ou ailleurs, sans qu'iceux biens puissent estre pretendus ne iugez par noz Officiers ou autres nous appartenir par droict d'aubeine. Toutesfoies lesdits Marchands nous ont fait entendre que s'estans aucuns d'eux habitez en nostredite ville de Lyon, pour plus aisément & seurement faire leur traffic & commerce esdites foires, & enrichir de plus en plus ladite ville, venans iceux Marchands à deceder, noz Officiers interpretans ce mot de demeurance estre pour le temps du cours desdites foires seulement, les veulent pruer de leursdits priuileges. Et d'autantage souz pretexte de ce que aucuns desdits Marchands prennent lettres de Naturalité, par le moyen desquelles ils se soumettent aux constitutions ordinaires de nostre Royaume, iceux nosdits Officiers pretendent leurs heritiers ne pouuoir, pour n'estre regnicoles, heritier des biens & succession desdits Marchands. Ce que ayant lieu, leur donneroit occasion de quitter & a-

EEEE iijj



bandonner lesdites foires, & nostredite ville, qui toumeroit au detrimment d'icelle, grand preiudice & dommage des droits que nous perceuons par le moyen desdites foires. A quoy il nous ont tres-humblement fait supplier vouloir pourueoir par nos lettres de declaration sur ce. Pource est-il, que nous, ces choses considerées, desirans en tout ce que nous pourrions entretenir lesdits Marchands es priuileges, franchises & libertez, qui leur ont esté concedées par nos predecesseurs, & iceux gratifier, accroistre & augmenter par tous les bons & raisonnables moyens qu'il nous sera possible, apres auoir eu sur ce l'aduis, & conseré avec les gens de nostre conseil priué, auons par leur aduis, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, dit & déclaré, disons & declavons, voulons & nous plaist, qu'ils & chacun d'eux habituez, demeurans, allans, venans, frequents & trafiquans esdites foires de Lyon, iouissent & vsent des priuileges, franchises, libertez, pouuoirs & autoritez qui leur appartiennent, & leur ont esté concedez par nos predecesseurs, ores qu'ils facent leur continuelle residence audit lieu, & sans que les lettres de naturalité qu'ils ont eues, ou pourroyent auoir & obtenir de nous, leur y puisse nuire & preiudicier, ny que apres leur decez, leurs deniers, cedules, debtes, & biens meubles quelconques, ne pareillement leurs rentes constitues, en quelque lieu de nostre Royaume que ce soit, puissent estre pretendues par nos Officiers ny par autres, nous compe-ter & appartenir par droit d'aubeyne. Ains que à iceux, leurs heritiers, ou autres auxquels ils en auroyent disposé, encores qu'ils ne soyent noz regnicoles, y puissent succeder, & les prendre & apprehender. Et surce imposons silence à nostre Procureur & à tous autres.

Si donnons en mandement à nos amez & feaux les gens de nos cours de Parlement, chambre des comptes, & du thesor à Paris, Seneschal de Lyon ou son Lieutenant, Conseruateur desdits priuileges, & à tous nos autres Iusticiers & Officiers, & à chacun d'eux, si comme à luy appartiendra, que nos presentes declaration, vouloir & intention, & contenu cy dessus, ils facent lire, publier & enregistrer, & du contenu cy dessus facent, souffrent & laissent lesdits supplians iouir & vsir pleinement & paisiblement, sans leur faire ne souffrir estre fait aucun trouble ou empeschement au contraire: lequel si fait, mis ou donné leur estoit, ils le reparent & remettent incontinent, & sans delay, au premier estat & deu. Car tel est nostre plaisir. Et pource que de ces presentes vn chacun desdits Marchands pourra auoir affaire, nous voulons que au vidimus d'icelles collationné par vn de nos amez & feaux Notaires & Secretaires soy soit adioustee, comme au present original. Auquel, à fin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons fait mettre nostre scel, sauf en autres choses nostre droit, & l'autruy en toutes. Donné au Plessis lez Tours, au moys d'Aoust, l'an de grace mil cinq cens soixante neuf, & de nostre regne le neuuesime. Signé sur le reply, Par le Roy en son conseil, BRVLART. Et au coing, Visa. Contentor, Denis. Et sceillé sur vn lacs de fil de soye rouge & verde de cire verde, du grand scel dudit Seigneur. Et souz ledit reply à l'vn des coings estoit escript, Deliberé au conseil du Roy tenu au Plessis lez Tours, le vingtesiesme Aoust, mil cinq cens soixanteneuf. Ainsi signé, HENRY DE MESMES. Et au doz desdites lettres estoit escript, *Registrata*, & paraphé.

Leués, publies & registrees, oy, surce le Procureur general du Roy, pour en iouir par les impetrans par forme de priuilege, & benefice gratuit, tant & si longuement qu'il plaira au Roy, & sans y comprendre les immeubles, & rentes constitues, quelque part qu'elles soyent constitues, lesquelles en ce regard la cour declare estre immeubles, suiuant les conclusions du Procureur general du Roy, à Paris en Parlement, le quatriesme iour de de Feurier, l'an mil cinq cens soixante douze. DV TILLET.

Leués semblablement, publies, & registrees en la chambre des comptes, oy le Procureur general du Roy, pour en iouir par les impetrans aux charges, modifications, & restrinctions portées, & contenues par la publication d'icelles faite le iij. Feurier dernier, en la cour de Parlement, le vingneuuesime iour de Mars, l'an mil cinq cens soixante douze. D'ANES.

Leués pareillement, publies, & registrees en la chambre du Thresor, oy le Procureur du Roy en icelle, pour iouir par les impetrans aux charges portées & contenues par les verifications de la cour de Parlement, & chambre des comptes, le dixiesiesme iour de May, l'an mil cinq cens soixantedouze. DV FRESNOY.

DES MINES ET MINIERES DE FRANCE.

TITRE XIII.

Que le droit de dixiesme appartient au Roy par droit de souveraineté, sur toutes les mines, minieres, & autres substances terrestres de son Royaume.



HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Nous auons fait, creé & commis nostre cher & amé Claude de Chastillon, Grippon Escuyer sieur de saint Iulian, pour grand Maistre, sur-intendant & general reformateur sur le fait des mines, minieres, metaux, & toutes substances terrestres qui se tirent & pourront tirer par toutes les terres de nostre Royaume & obeyssance, soit or, argent, cuyure, estaim, plomb, argent vis, acier, fer, alun, vitriol, coperos, salpestre, sel gemme, sel nitre, charbon, ou autre substance desdites mines. Et pour luy donner moyen de entretenir audit estat, & satisfaire aux charges portées par ses lettres de prouision, nous luy auons fait don pour

don pour quatre annees des droits de dixiesme à nous appartenās sur les choses susdites, & autres sub-
stances, & qui nous sont deus sur toutes les mines de nostre Royaume.

Et combien que ledit droit de dixiesme nous appartienne de toute disposition, comme estās vrais
droits de souveraineté, & qui regarde le droit de la couronne, qui ne peut estre usurpé par personne
qui soit, toutesfois plusieurs personnes qui ont des mines, & qui par usurpation ont receu ces droits,
pretendans que ce n'est droit qui nous appartienne, pour les avoir usurpé par nous, & que ledit de
sainct Iulian ne leur en peut rien demander, voulās restreindre ledit don par nous fait audit de sainct
Iulian, aux mines qu'il fera ouurir, & non celles qui sont de long temps ouuertes : & encores d'autres
qui ont achetē de nostre domaine, pretendant que ces droits leur ont esté vendus, sans qu'il en soit
fait aucune mention en leurs contracts. Et toutes ces difficultez redonnent à nostre grand interest,
pource qu'apres les quatre ans passez, lesdits droits doyent demeurer reunis à nostre domaine : dont
pour oster les doutes.

SCAVOIR faisons, que de l'aduis de nostre conseil, nous auons dit & déclaré, disons & declaron,
que le droit de dixiesme nous appartient par droit de souveraineté sur toutes les mines qui ont esté
par cy deuant ou seront cy apres ouuertes, de quelque temps, & par quelques mains qu'elles soyent
tenues en nostre Royaume, pays, terres, & Seigneuries, auxquelles on traualle de present, ou tra-
uallera à l'aduenir : & que si par cy deuant les droits ne nous ont esté payez, nous les declaron usur-
pez, & comme tels, pouoir estre poursuivy, & sans que les acheteurs ou autres tenanciers de nostre
domaine puissent pretendre lesdits droits leur auoir esté vendus ou baillez, s'il n'en est faite expresse
mention en leurs contracts : enioignant à noz Procureurs generaux, ou leurs substituts, de faire la
poursuite desdits droits, sans aucune dissimulation.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux les gens de noz cours de Parlement, gens de noz
comptes, & à tous noz Iusticiers, que ces presentes ils fassent lire, publier & enregistrer, & le conte-
nu d'icelles garder & entretenir : sans permettre qu'il soit fait chose au preiudice de noz droicts. Et
voulons tous proprietaires des mines, & autres y pretendans droict, estre contrains au payement des-
dits droicts par toutes voyes & manieres deus & raisonnables. Sans preiudice toutesfois des dons
que par cy deuant nous pouons auoir faits en faueur de quelques particuliers, pour leur aider à sup-
porter les frais de fouiller aux mines, ou autrement. Car tel est nostre plaisir : nonobstant quelcon-
ques lettres à ce contraires. Donné à Paris le vingtsixiesme iour de May, l'an de grace mil cinq
cens soixantetrois : & de nostre regne le troisieme. Ainsi signé sur le reply, Parle Roy en son
conseil, BVRGENSIS.

*Registrata, audito Procuratore generali Regis, prout in registro curie continetur Parisius, in Parlamento pri-
ma Iulij, anno Domini M. D. LXIII. Sic signatum, DV TILLET.*

*Declaration sur le don du dixiesme denier appartenant au Roy, du profit reuenant bon des
metaux des mines & minieres de son Royaume.*



HARLES par la grace de Dieu Roy de France, au Baillif de Troyes, ou son Lieute-
nant, & à tous noz autres Iusticiers & Officiers du gouuernement de nostre pays &
Comté de Champagne & Brye, ou leurs Lieutenans, & à chacun d'eux premier sur
ce requis, & si comme à luy appartiendra, Salur & dilection. Noz chers & bien
amez les manans & habitans de nostre ville de Troyes, nous ont en nostre conseil pri-
ué fait entendre, que noz predecesseurs & nous depuis nostre aduenement à la courōne, aurions per-
mis & accordé à nostre cher & bien amē Claude de Grippon sieur de sainct Iulian, soy disant grand
Maistre, superintendant & general reformateur pour nous sur le fait des mines & minieres de nostre
Royaume, matieres metalliques, & non metalliques, & de toutes substances terrestres, conuertes
cachees aux interioitez de la terre, & à ses commis, associez & ouuriers, de faire chercher, ouurir &
profonder tous & chascuns les lieux & endroits de nostre Royaume, pays, terres & Seigneuries
de nostre obeyssance, où se pourroyent trouuer lesdites mines, ou aucunes d'icelles, pour en tirer me-
taux mineraux, ou autres choses precieuses & non precieuses, dont il se pourroit faire & tirer profit.
Et en consideration des frais que ledit de sainct Iulian seroit tenu faire pour trouuer & descouurir
lesdites mines & substances terrestres, donné & octroyé nostre droict du dixiesme denier à nous ap-
partenant du profit reuenant des metaux d'icelles mines, à prendre & leuer iceluy droict sur le lieu
desdites mines ou forges, & non ailleurs, par les mains des Maistres d'icelles, les frais faits par iceux
Maistres, & qu'il leur conuiendra faire tant à façonner la matiere, qu'à la reduire en son entier, met-
tre & forger le fer en bandes, preallablement deduits & rabbatus.

Or combien que ledit de sainct Iulian n'ait droict de prendre ledit dixiesme denier, sinon sur les-
dites mines ou forges, comme il est : ce neantmoins contreuenant directement à noz vouloir & in-
tention, portees par nosdites lettres de don & octroy à luy fait, sefforce, ensemble ses commis & de-
putez chacun iour leuer & exiger tant sur lesdits habitans, & autres de noz suiets dudit pays & Com-
té, que des estrangers amenans fer en ce Royaume des pays de Lorraine, Luxembourg, que des Ar-
daines, ledit dixiesme denier du fer qui est mis en bandes & carreaux, entrans en noz villes d'iceluy
pays & Comté, & sur les ourrages de clouds, bandes, estrilles, fers de cheual, & autres gros & me-
nus ourrages procedans de la peine & trauail des artisans : de façon que si cela auoit lieu, ledit droict

de dixiesme denier se leueroit le plus souuent trois ou quatre fois d'une mesme matiere & espee de metal. Car apres l'auoir prins & leué en gros, & auant que partir desdites mines ou forges, il se leueroit encores vne fois entrant en nosdites villes. Pour à quoy pouruoir, lesdits habitans nous auroyent supplié & requis leur octroyer noz lettres de declaration & prouision pource requises & necessaires.

A ces causes, desirans, bien & fauorablement traiter iceux habitans, & les releuer desdites vexations & exactions, & pour autres bonnes, iustes & raisonnables causes & considerations à ce nous mouuans, auons, de l'aduis & deliberation des gens de nostredit priué conseil, dit & déclaré, & de nostre grace special, pleine puissance & autorité Royal disons & declaron par ces presentes, qu'en confirmant par nous, & de nouueau donnant & octroyât audit sieur de saint Iulian nostredit droit de dixiesme denier, nous n'auons entendu, comme encores n'entendons, qu'il prenne & perçoieue ledit droit, sinon sur le lieu desdites mines ou forges, & que ce soit des mines que luy ou ses associez, commis & deputez auront fait chercher, ouuir & profondier, & non autrement, n'y ailleurs: & ce par les mains des Maistres d'icelles mines ou forges: les frais qu'il leur conuiendra faire, tant à façonner la matiere, que la reduire en son entier, & mettre & forger le fer en bandes, aupauiant deduis & rabatus: sans qu'apres que ledit fer sera tiré hors desdites forges par les marchans ou leurs voituriers, il puisse plus prendre & exiger iceluy droit sur ledit fer passant par nostredit pays & Comté, & entrant aux villes d'iceluy, ne semblablement sur le fer qui sera amené & conduit en nostredit Royaume, tant par nosdits sieux, qu'estrangers dudit pays de Lorraine, Luxembourg & Ardaines, & autres lieux hors nostredit Royaume.

Si vous mandons, commettons, & à chacun d'eux, si comme à luy appartiendra, tresexpressément enioignons, qu'en faisant par vous iouir & vser lesdits habitans, ensemble noz autres sieux dudit pays & Comté pleinement & paisiblement du contenu en cesdites presentes, vous ayez par mesme moyen à informer ou faire informer desdites pilleries, concussions & exactions faites cy deuant, & qui se pourroyent faire cy apres par les commis & deputez dudit saint Iulian, à la leuee & cueillette dudit dixiesme denier, tant sur nosdits sieux qu'estrangers: & contre ceux qui se trouueront chargez & coupables des cas dessusdits, procédez par toutes voyes & manieres, tant ordinaires qu'extraordinaires, & comme il est accoustumé faire en semblable cas, le tout suyuant la rigueur de noz edicts & ordonnances: & faire en sorte que punition exemplaire puisse estre faite. Dequoy vous auons, & à chacun de vous, donné & donnons plein pouuoir, puissance, autorité, commission & mandement special par cesdites presentes: par lesquelles vous auons, entant que besoin est ou seroit, de nosdites graces & autorité que dessus commis, & attribué, commettons & attribuons toute cour, iurisdiction & cognoissance. Donné à Troyes le vingthuitiesme iour de Mars, l'an de grace mil cinq cens soixanterois: auant Pasques, & de nostre regne le quatriesme. Ainsi signé, Par le Roy en son conseil, BOVRDIN. Et sceillé de cire iauue à simple queue du grand seau. Collation a esté faite à l'original par moy Secrétaire des finances, MORIN.

Leſſa, publicata, & registrata, audito, consentiente & requirente Procuratore generali Regis. Parisiis in Parlamento decima sexta die Maij, Anno Domini 1564. Sic signatum, DV TILLET.

DV DROICT DE RESVE, HAVLT PASSAGE & imposition foraine.

TILTRE XIII.

De l'imposition foraine, droict de resue & haut passage sur toutes sortes de marchandises transportées hors du Royaume, ou es lieux esquels les aides n'ont cours.

Y APRES l'ensuyuent aucuns poincts, ou articles ordonnez ou aduisez, sur & apres ce que n'agueres en plein conseil du Roy nostre Sire (où estoient Monseigneur le Cardinal d'Alençon, Messieurs les Generaux & autres) auoit esté ordonné, que l'imposition foraine des denrees & marchandises, prises par maniere d'achat, ou charges au Royaume es pays ou parties où les aides ordonnees pour le fait de la guerre ont cours, pour porter hors du Royaume, ou en aucuns lieux, ou parties d'iceluy Royaume, où lesdites aides n'ont aucū cours, & n'y sont point leuees, on payeroit & leueroit pour la valeur de chacune liure desdites denrees leuees hors la ville & diocèse de Paris, douze deniers pour liure, en chacun des lieux ou diocèse où elles seront prises, & leuees pour porter hors. Et de celles qui seroyent prises & leuees à Paris, & au diocèse, six deniers pour liure, dont l'on auoit accoustumé de faire plusieurs fermes, moins distinctement declarees. Que d'oresnauant par toutes les citez & diocèses du Royaume de France, ladite imposition appelee foraine seroit baillée à ferme par les eleus, en chacun diocèse de ce qui pourroit appartenir & eschoir es choses touchant ledit diocèse. Et par special, pource qui touchoit la ville & diocèse de Paris, qui est la cité capitale du Royaume, seroit baillée à part, ainsi comme les autres, sans croistre, pour six deniers la liure tant seulement, si comme on auoit accoustumé au temps passé: lesquels poincts & articles, pour obuier au mieux qu'on peut à plusieurs fraudes & malices, qu'on pourroit auoir commis au temps passé, ou pourroit commettre au temps à venir (si declaration n'en estoit faite) si comme on auoit exposé

posé ausdits Generaux, & sur ce baillé aucuns doutes, pour en estre faite declaration & certification, & mesmement en ce qui touchoit le fait de la ville, cité & diocèse de Paris, sont tels :

1 **P R E M I E R E M E N T**, que quant aux fraudes & malices qu'on pourroit commettre, ou qui peuvent auoir esté commises au temps passé, nonobstant certaines ordonnances, ou instructions sur ce faites, l'an mil trois cens soixanteneuf, lesdites ordonnances, dont la teneur, ou copie sera enuoyée aux Eslus en chacun diocèse, seront tenuës & gardees en leurs termes, sans ce que ceste presente declaration peult derogier, ne lesdites ordonnances diminuer, fors entant qu'elle peut contenir plus grande certaineté, ou declaration, que lesdites ordonnances, & aussi ce qui touchera la cité & diocèse de Paris, par la maniere cy dessouz plus à plein declaree.

L'ordonnance dont est icy faite mention n'a esté encores imprimée.

2 **E T** pource qu'au temps passé, & iusques à ores ladite imposition a esté baillée à part en plusieurs diocèses, & en aucuns non, au preiudice & dommage du Roy nostre sire, & de la chose publique, & par ce aucuns des fermiers des lieux où elle a esté affermée, ont quises plusieurs voyes extraordinaires au preiudice de leurs voisins, tant en l'entree de leurs diocèses, comme aux issues, ordonné & déclaré est à present, qu'ès villes des diocèses dudit Royaume, excepté Paris, on ne leuera ladite imposition foraine, fors des denrees & marchandises de chacun diocèse, en chacun lieu desdits pays, ou des denrees & marchandises, qui y auront esté apportées pour vendre, & qui là seront chargées : ny aussi seront ceux qui les vendront, tenus d'en donner aucunes cautions de les vendre au Royaume, sans transporter hors, fors celles qui seront leuees & chargées particulièrement en chacun diocèse, si ce n'est en la ville & diocèse de Paris : en laquelle ville & diocèse, on sera tenu de venir payer ladite imposition, ou de donner ladite caution, & non ailleurs, sur les peines contenuës és ordonnances anciennes cy endroit tenuës pour repeetees.

3 **E N** procedant plus amplement au fait de ladite declaration, est ordonné, que de toutes manieres de draps, & autres marchandises, exceptez bled, vin, laines, sel, & l'amodification de l'orseuterie cy dessous taxée, on payera à chascun diocèse hors Paris, douze deniers pour liure des denrees qui y seront liurees, pour porter hors du Royaume : & de celles qui y seront creuës, faites, & leuees, en affermant qu'on les vueille porter pour vendre audit Royaume, ou és lieux où lesdites aides ont cours, on sera tenu de donner caution aux fermiers de chacun diocèse, qui en donneront certification conuenable, à fin que les marchaus soyent moins empeschés, & plus briefuement expediez en leurs voyages, & au fait de leurs marchandises.

4 **C O M B I E N** qu'ès autres diocèses hors Paris on doye payer pour ladite imposition foraine douze deniers pour liure, toutesfoies à present ne sera prins ne receu, fors six deniers pour liure seulement.

5 **P O U R C E** que souuentefois plusieurs marchans, tant du pays de Brabant, de Flandres, de Hainaut & d'ailleurs dehors dudit Royaume, font apporter à Paris, & plusieurs autres citez, diocèses & pays, leurs draps, denrees & marchandises en intention de les vendre, ce qu'ils ne font pas aucunesfoies, & dont il leur conuient faire rapporter le tout, ou partie, & retourner arriere en leur pays hors du Royaume, ou és lieux où lesdites aides n'ont pas cours, ordonné & déclaré est, qu'ils les pourront enleuer, & emporter franchement, & sans danger, en prenant certification sans fraude des fermiers des lieux, & pays où ils les auront apportées : par laquelle certification, les laissera passer hors du Royaume, où és lieux où lesdites aides n'ont pas cours.

6 **T O U T S** les denrees & marchandises, qui seront apportées des pays dehors du Royaume, comme de Lorraine, de Cambresis, de Hainaut, de Brabant, de Flandres, ou d'autres lieux où lesdites aides n'ont pas cours, pour estre menées hors dudit Royaume, les marchans à qui les denrees seront, ou les conducteurs d'icelles, seront tenus s'ils veulent mener pour vendre hors du Royaume, d'en payer l'imposition de six deniers pour liure, aux gens du Roy nostre sire, ou aux fermiers de la cité & diocèse de Paris.

7 **E T** celles qu'on voudra mener outre les riuieres de Marne, d'Oise, de Seine, ou d'Yonne, en affermant que ce fust pour porter vendre en aucuns lieux du Royaume, tels marchans, ou conducteurs seront tenus de venir en prendre congé à Paris aux Receueurs, ou fermiers dudit diocèse, & de là en donner caution, sur la peine de forfaiture, & amende plus à plein contenuë esdites premieres ordonnances : & dudit Receueur, ou fermiers de Paris prendre certification, par ostension de laquelle les fermiers des autres diocèses ne les pourront, ne deuront empeschier si ainli n'estoit que fraude ou malice eust esté en ce commise, & qu'elle peult estre monstree.

8 **E T** pource qu'en condescendant au fait de ladite ville & diocèse de Paris on a requis aucunes declarations particulieres, à sçauoir-mon, si aucuns marchans seroyent francs & exempts desdites aides, autres que les Portugaloy, Hespagnols, ceux du pays de Guyenne, qui sont venus, ou viendront en l'obeyssance du Roy, ceux de la Comté de Ponthieu & de Cambay : ordonné est quant à present, que tous ceux qui ont esté exempts, & vsent de ladite exemption depuis les aides faites pour la guerre, en seront quittes, & non autres.

9 **S E M B L A B L E M E N T** ceux du pays, où le Duc de Bourgogne prend les aides par la grace & ordonnance du Roy, duquel fait il sera ordonné à part, & selon l'icelle ordonnance en sera faite vne ferme particuliere.

10 **P O U R C E** qu'en la generalité de toutes marchandises & denrees d'orseurerie, dont plusieurs fois plusieurs marchans de Paris portent hors du Royaume, & semblablement font aucuns autres

marchans forains : ordonné & déclaré est, que tous marchans d'orseuerie demeurans à Paris, pourront porter leurs denrees & marchandises hors dudit Royaume, pour vendre, en payant à Paris six deniers pour liure, de ce qu'ils auront vendu : & seront tenus quittes & paisibles, en faisant serment de verité, auquel on defertera, si ainsi est que le Receneur ou fermier veult, & puissent prouuer & monstrer le contraire. Et quant aux marchans demeurans hors de Paris, tels marchans, des denrees qu'ils auront achetees à Paris pour porter hors du Royaume en Flandres, & en autres pays où les aides n'ont pas cours, seront tenus payer à Paris entierement l'imposition de six deniers pour liure, de ce qu'ils en voudront transporter & mettre hors, & autrement ne le pourront faire, sur la peine de forfaiture, & amende contenuë esdites ordonnances.

11 D V bail de ladite ferme, l'an septantefix, furent & sont exemptez ceux de Tournay, par l'ordonnance du Roy nostre sire rapportee par sire Gilles Gallois, l'un de noz Seigneurs les generaux.

Les choses & ordonnances desluidites furent leuës & deliberees en la chambre des comptes du Roy nostre sire à Paris, presens les Generaux Conseillers sur lesdites aides pour la guerre, & ordonné que semblables instructions fussent enuoyees aux Esleus, & Receueur de chacun diocèse du Royaume de Languedouy. Fait en ladite chambre des comptes, le quatorziesme iour de Iuillet, l'an mil trois cens septantefix.

*Instruction pour leuer l'imposition foraine, & combien en doit estre leuë
& quand, par les fermiers du Roy.*

Ceste ordonnance n'est pas entiere, & y defaut quelque chose, comme le nom des trois villes dont est icy fait mention, & à faute d'autre exemple on n'a peu corriger ce qui est corrompu, & adiouster ce qui defaut.

a) Forfaites. Ce est à dire confiscées.

PREMIEREMENT, aucunes des denrees & marchandises soyent draps, ou autres choses quelconques de quelque pays qu'elles viennent, n'en quelque ville qu'elles soyent achetées, en Flandres, en Brabant, ou en quelque ville que ce soit au Royaume, ne pourront passer, ou iſſir hors de l'une desdites trois citez, en laquelle ils entreront premiers ou hors de l'un desdits dioceses, pour aller hors du Royaume, sans payer ladite imposition au fermier qui la tiendra, sur peine de forfaiture lesdites denrees & marchandises.

2 Q V E lesdites denrees & marchandises ne pourront, ou deuront payer ladite imposition, n'eux acquiter, pour aller hors du Royaume, par les lieux desluidits, fors seulement au fermier, qui tiendra à ferme ladite imposition des denrees passans par lesdites citez & dioceses, & pour le prix desluidit.

3 S I aucuns marchans payoient ladite imposition à autres fermiers des denrees & marchandises, qu'ils voudront mener hors du Royaume, par les lieux desluidits, ils ne seroyent mie pour ce quittes, ains seroyent tenus de payer audits fermiers, & pourroyent recouurer ce qu'ils en auroient baillé ailleurs.

4 S I aucuns marchans bailloient caution de mener leurs marchandises à Mont-pellier, ou ailleurs où les aides du Roy auront cours, & ledit fermier peust prouuer suffisamment, par gens dignes de foy, qu'on les ait menées hors du Royaume, lesdites denrees seront forfaites au Roy : & aura ledit fermier le tiers en la forfaiture, tant pour son droit de l'imposition desluidite, comme pour ses despens, & des Commissaires qu'il aura sur le pays.

5 S' I L estoit trouuë qu'ès fardeaux, ou troussaux desdites marchandises, y eust autres denrees que les marchans, ou conduiseurs donneroyent à entendre, & qu'en ce y eust fraude ou deception pour le Roy, ou pour ledit fermier, le marchand perdroit les denrees, ou l'amenderoit à la volonté du Roy, ou de son conseil : & auroit ledit fermier le tiers de l'amende, avec son droit de ladite imposition.

6 L E D I T fermier pourra faire voir par luy, ou par ses deputez, tous fardeaux, troussaux & balles, qui seront faits en ladite ville de Paris, à fin qu'il sçache que l'on y mettra : car autrement ceux qui voudroyent defrauder ladite imposition, pourroyent dire, s'ils faisoient leurs troussaux, ou fardeaux d'escarlate, que se seroyent petis draps, & ne pourroit-on sçauoir la verité : & qu'il soit defendu aux hosteliers, & marchans desdites citez & diocèse où il appartiendra, qu'ils ne les fassent faire, ou souffrent faire autrement, pourueu que lesdits fardeaux ne soyent delayez à faire par default dudit fermier, ou de ses deputez, & s'ils estoient delayans d'y aller, l'on les pourroit faire en son absence, sans preiudice.

7 A V C V N S desdits fardeaux, troussaux ou balles faits & chargez à Paris, ne pourront partir sans licence dudit fermier, & sans luy faire son gré. Et s'il estoit trouuë qu'ils fissent le contraire, les denrees seroyent forfaites, & en auroit ledit fermier la tierce partie, pour l'imposition, & pour tout, comme dessus.

8 E N cas que le Roy seroit aucun don, grace ou remission à aucuns marchans de non payer ladite imposition d'aucunes desdites marchandises, qui seroyent achetees en Brabant, ou en Flandres, depuis la prinſe de ladite ferme, l'on rabatroit, ou deduiroit audit fermier de ladite ferme, tel droit comme il pourroit monstrer suffisamment, qui luy en deust appartenir.

9 L E D I T fermier aura le quart de ses encheres.

10 T O V T E S denrees, draps ou autres choses passans par les dioceses desluidits, pour mener vendre à Chalons sur la Saone, auquel lieu l'imposition n'est point leuee pour le Roy, payeront douze deniers pour liure audit fermier : & ceux qui s'efforceroient de passer sans payer, ou sans bailler caution audit fermier, ou à ses deputez de la payer, quand lesdites denrees seront vendues, ils forseront leursdites denrees par la maniere que dessus est dit.

11 LESDITES marchandises, qui seront vendues en ladite ville, si l'on les meine hors du Royaume, ils payeront audit fermier ladite imposition de six deniers seulement.

12 AV cas que ladite imposition auroit cours en ladite ville de Chalons pour le Roy, si tost qu'elle y aura cours, ledit fermier ne la pourra plus leuer sur les marchandises que l'on y meneroit, depuis que l'ordonnance y seroit faite : mais le droit qui luy en appartiendroit, & dont il pourroit informer suffisamment, luy seroit rabbaru sur la ferme dudit Chalons, laquelle est & sera baillée à part pour ceste cause, où il sera quitte de ladite ferme, si mieux luy semble, en rendant loyal compte de ce que receu en aura.

L'an mil trois cens quatre vingts & douze, le vingthuitiesme iour de May fut ordonné par Messieurs les generaux, c'est à sçavoir Monseigneur l'Archeuesque de Sens, & Guillaume Brunel, presens Maistres Pierre de Lionuillier, & Florent Brunel Conseillers du Roy en la chambre des aides, que ce present roolle ou instruction soit enregistree és registres de ladite chambre, avec ce qui est d'ordonnance ou addition, touchant l'imposition foraine. Ainsi signé. B. LIOTE.

Ordonnance pour eiter fraude sur l'imposition foraine, & qu'il sera esleu vn commis qui pourra faire arrester les marchandises, & s'aduiser du droit du Roy, & de la caution que doyuent bailler les marchans.

EST l'ordonnance & prouision faite par les generaux Conseillers sur le fait des aides ordonnees pour la guerre, à Pierre Hardi bourgeois de Rouën, ordonné Commissaire general à soy prendre garde à Rouën, aux fraudes qui pourroyent estre commises, & faites au Roy nostre sire, sur le fait de son imposition foraine, qui est eueillie & leuee à Paris: lesquelles fraudes commises, si comme l'on dit, par plusieurs marchans menans, & passans vins, & autres marchandises, tant par la Vicomté & diocèse de Paris, & d'ailleurs, comme aual la riuere de Seine, iusques audit lieu de Rouën, & dequoy lesdits marchans baillent caution au Receueur de ladite imposition foraine à Paris, & donnent à entendre que lesdites denrees & marchandises sont, ou seront descendues audit lieu de Rouën, pour les y deposer ou vendre, en faisant faire rescription audit Receueur de Paris, pour recouurer la caution qu'ils en ont pour ce baillie, & depuis les font recharger, & mener en vaisseaux pour mener en Flandres, ou ailleurs, où lesdites aides n'ont aucun cours.

1 PREMIEREMENT, que les personnes que ledit commis aura ordonnees sous luy, auront pouvoir & puissance d'arrester toutes les denrees & marchandises, qui seront tenues au Roy nostre sire en ladite imposition, par la maniere que contient l'instruction sur ce faite, & que de ce qui aura esté arresté ne soit faite deliurance, iusques à ce qu'il appare du congé & descharge dudit commis.

2 QV e les debars & procez qui naistront à cause de leurs denrees & marchandises, qui seront arrestees par ledit Commissaire, ou lesdits commis, par la denonciation dudit Commissaire, soyent demenez par deuant les Esleus à Rouën, & ailleurs où il appartiendra, par le Procureur du Roy nostre sire, & aux despens d'iceluy Seigneur.

3 QV e tous ceux qui deuant ladite imposition à cause de leurs denrees & marchandises, qu'ils feront transporter hors du Royaume, ou és lieux où lesdites aides n'ont cours, soyent tenus de payer la somme qu'ils pourront deuoir au Receueur à ce ordonné, c'est à sçavoir par Pierre Beaucorps Contreroolleur du grenier de Rouën.

4 IL est ordonné que lesdits commis puissent prendre salaire pour faire les rescriptions, c'est à sçavoir douze deniers tournois pour rescription.

5 T O V S ceux qui maintiendront qu'ils ont en intention d'envoyer leurs denrees au Royaume, ou és lieux où lesdites aides ont cours, soyent tenus de bailler bonne & suffisante caution audit commis de rapporter certification & rescription des lieux où lesdites denrees seront menees dedans certain temps raisonnable, que sur ce leur sera ordonné par ledit commis, & qu'iceluy terme passé ils seront contrains à payer ce qu'ils deuront de ladite imposition, tout ainsi que si lesdites denrees estoient menees hors du Royaume, ou és lieux où lesdites aides n'ont cours.

6 S I aucunes denrees sont trouuees estre menees sans acquit, depuis ceste ordonnance, & le cri ou publication d'icelle, ceux à qui seront icelles denrees en soyent punis d'amende arbitraire, par lesdits generaux, ou par lesdits esleus.

7 I T E M, que ledit commis ne soit aucunement approché, ne contraint du Procureur du Roy, ne d'autre, à faire amende de ce que nonobstant ladite commission il tient à present des fermes du Roy, comme quatriesme, dont les tiercemens & doublemens sont passez: & aussi des impositions, que pour ceste presente annee seulement il les puisse tenir.

8 E S T ordonné que ladite imposition sera de douze deniers pour liure, ainsi cōme és autres lieux hors de Paris & que l'argent en soit baillé au Receueur general desdits aides.

9 E S T ordonné qu'en l'instruction du Receueur de Rouën de l'imposition foraine, que la recepte qu'il en fera, ou aura faite, il la signifie, & face sçavoir au commis sur ce ordonné, & de quelles denrees, combien d'argent, & de quelles personnes il aura receu.

10 E T avec ce, que des cautions, qui auront esté faites deuers le Receueur de Paris, desquelles les marchans voudront auoir rescription à Rouën, pour recouurer la caution, qu'ils auront baillie à Paris, iceux marchans soyent tenus de la prendre dudit commis, & dudit Receueur, & non d'autres,

à fin d'auoir la vraye cognoissance des denrees & marchandises par eux amenees audit lieu : & au-
ront pour chacune rescription, chacun douze deniers tournois .

11. L'EDIT Recueur pour chacune quittance, quatre deniers parisis.

12. EST ordonné que ledit commis, ses gens, & tous ceux qui de par luy seront commis à ce faire,
soyent en la sauuegarde du Roy, & qu'elle soit publiee, si mestier est. Donné à Paris le huictiesme
iour de Ianuier, l'an mil trois cens quatre vingts dixhuict.



HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres
verront, Salut. Comme nous ayons esté aduertis, que sur le faict de l'imposition fo-
raine, recepte & recouurement des deniers deus à cause d'icelle, qui est cueillie & le-
uee sur toutes denrees & marchandises transportees hors de nostre Royaume, ou es
lieux esquels noz aides n'ont aucuns cours, ont esté par cy deuant, & ce sont chacun
iour plusieurs recelemens de deniers, & autres fraudes, fautes, erreurs & abus par les marchans, leurs
seruiteurs, facteurs ou conducteurs des denrees ou marchandises suietes à ladite imposition foraine,
& autres tenues & redeuables à icelle. Et tellement que grand' partie de nosdits deniers sont, & de-
meurent incognus & perdus, & plusieurs desdites marchandises avec iceux deniers, qui en doyent
reuenir, alienez & transportez en lieux & pays estranges, à nostre preiudice, & au detrimēt & dom-
mage de nous, & diminution de noz deniers. A ceste cause, & à fin d'obuiuer ausdites fraudes, fautes,
erreurs & abus, & à fin que lesdits deniers procedans d'icelle imposition foraine puissent mieux, &
plus clairement venir ens, & obuiuer à ce que les biens, denrees & marchandises de nostre Royaume
n'en soyent extraits, à la perte de nous, & de nosdits suiers, soit besoin & chose necessaire mettre
& donner sur ce ordre & prouision conuenable. Sçauoir faisons, que nous ces choses considerees,
voulans par tous moyens pouruoir à la seureté de noz deniers, & aides establis pour le bien de nosdits
Royaume & suiers, eu sur ce l'aduis & opinion de noz amez & feaux les gens de noz comptes, & ge-
neraux Conseillers par nous ordonnez tant sur le faict & gouvernement de noz finances, que de la
iustice de noz aides à Paris, & autres gens de nostre conseil, auons par meure deliberation, statué &
ordonné, statuons & ordonnons de nostre certaine science, pleine puissiance & autorité Royal, que
d'oresnauant ladite imposition foraine, & les denrees qui en procedent, seront faits venir ens, cueil-
lis, leuez & amassez, en la forme & maniere qui sensuit :

1. C'EST à sçauoir, que de toutes denrees & marchandises, qui seront chargees, & leuees par toutes
les villes, citez & dioceses de nostre Royaume, esquelles noz aides n'ont cours, pour estre menees
hors de nostredit Royaume, ou es lieux & villes d'iceluy, esquelles noz aides n'ont aucuns cours, seront
auant que partir payez au Recueur, ou fermier de l'imposition foraine, ou à leurs commis, douze de-
niers pour liure, declaration & appreciation preallablement faite desdites marchandises, excepté en
la ville, cité & diocese de Paris, en laquelle ne seront payez que six deniers pour liure.

2. DE toutes denrees & marchandises qui seront chargees & leuees en chacun lieu desdits dioceses,
les marchans, ou conducteurs d'icelles seront tenus acquitter ladite imposition foraine, ou bail-
ler caution audit Recueur, ou fermier, ou leurdits commis de rapporter dedans quarante iours,
deux mois, trois mois, ou iusques à quatre mois, au plus, selon l'exigence des cas, & la distance des
lieux, certification suffisante annexee parmi la lettre de passage, qu'ils auront sur ce eue desdits Rec-
ueur, ou fermier, ou leurdits commis, comment lesdites denrees & marchandises auront esté descen-
dus es lieux où nosdites aides ont cours, pour y estre vendues, distribuees & deposees sans fraude, au-
rement ledit terme passé seront contrains lesdits marchans, ou plaignes à payer ladite imposition fo-
raine, selon le contenu de leurs^a obliges.

3. QUANT aux denrees & marchandises, qui seront tirees & conduites de nostre ville, & diocese
de Paris par la riuere de Seine seulement, pour mener à Rouën, les marchans ou conducteurs les
pourront acquitter audit prix si bon leur semble, de six deniers pour liure. En quoy faisant, ils sont
par tout ailleurs quittes de ladite imposition, pour icelles denrees & marchandises. Et s'ils ne
veulent acquitter audit lieu de Paris, ils ne pourront neantmoins estre contrains d'en bailler caution:
mais s'ils les meinent plus auant, iusques hors de nostredit Royaume, ils payeront ladite imposition,
à l'extremité d'iceluy, sur peine de confiscation d'icelles denrees & marchandises, au prix de douze
deniers pour liure.

4. DE toutes denrees & marchandises venans hors de nostredit Royaume, ou des lieux où nosdites
aides n'ont point de cours, passans & repassans par lesdites villes, citez & dioceses, qui ne seront
pas chargees ne leuees esdits dioceses, les marchans ou conducteurs d'icelles, ne seront tenus d'ac-
quitter ou bailler caution de rapporter aucune certification, si bon ne leur semble : mais pourront
lesdits marchans ou conducteurs, passer, & mener leurdites marchandises franchement, sans aucun
destourbier ne empeschement, iusques es villes, limites & passages, qui seront aduisez & determi-
nez, selon la discretion de ceux qui de par nous bailleront à ferme ladite imposition foraine, & selon
l'exigence du temps. Esquels limites & passages lesdits marchans ou conducteurs seront tenus payer
ladite imposition foraine audit prix de douze deniers pour liure.

5. P O U R le present auons ordonné que touchant les neuf elections de Champagne, c'est à sçauoir,
Reims, Chalons, Noyon, Soissons, Laon, Langres, Troyes, Tonnerre, & Vezelay, ladite im-
position

a)obligez. Pour
ueu qu'il n'y ait
quelque nota-
ble incouueniēt,
cōme de fortu-
ne de mer, em-
peshement de
guerre, ausquels
cas on doit auoir
egard: par l'ordon-
nance de
Henry 2. en
l'an 1549. qui
est au chap. 11.
art. 4. en cest li.

poſition foraine ſera cueillie & leuee és limites & lieux d'icelles neuf elections, eſquels par cy deuant & d'ancienneté on a accouſtumé de leuer.

6 P O V R C E que ſouuent pluſieurs marchans, tant du pays de Brabant, d'Hollande, de Hainaut que d'aillieurs hors de noſtre dit Royaume, ſont apporter à Paris, & en pluſieurs aures citez, diocèſes, & pays de noſtre dit Royaume, leurs draps, denrees & marchandifés, en intention de les y vendre, ce qu'ils ne font pas aucunesfois, & dont il leur conuient en faire rapporter le tout, ou partie, & retourner arriere en leur pays, hors noſtre dit Royaume, ou és lieux où noſdites aides n'ont point de cours : auons ordonné & déclaré, qu'ils les pourront retourner franchement & ſans danger, en prenant certification ſans fraude deſdits Receueurs, fermiers, ou commis des lieux & pays où ils les auront apportées, par laquelle certification on les laiſſera paſſer franchement iuſques hors de noſtre dit Royaume, ou és lieux où leſdites aides n'ont pas cours.

7 T O V C H A N T les villes d'Arras, Tournay, ſainct Homer & Boulongne, eſquels lieux y a marchez, & eſtappes, où pluſieurs marchandifés ſont menées, & deſcendues à cauſe deſdites eſtappes & marchez, & là où le trouuent pluſieurs marchans eſtrangers, qui achètent & ſont acheter leſdites marchandifés, & ſ'en vont ſans payer ladite impoſition foraine, auons pareillement ordonné qu'il y aura à chacun deſdits lieux, commis pour receuoir ladite impoſition foraine, de par leſdits Receueur ou fermier.

8 P O V R C E que pluſieurs marchans ſont mener leurs denrees & marchandifés és villes de Bethune, Aire, Montreuil ſur la mer, ſainct Paul, Theroenne, & autres villes eſtans ſur les iſſues & frontieres de noſtre dit Royaume, eſquels lieux on ne pourroit encores aſſoir, ne mettre commis à receuoir ladite impoſition foraine, leſdits marchans ſeront tenus de bailler caution, & rapporter certification de la iuſtice deſdits lieux, comme leſdites denrees & marchandifés y auront eſté deſchargées, pour y eſtre vendues & deſpendues ſans fraude. Et neantmoins ſi depuis leſdites certifications rapportées ou obtenues par leſdits marchans, ils ſont recharger & mener leſdites marchandifés hors de noſdits Royaume, ou és autres lieux où noſdites aides n'ayent cours, ils ſeront tenus payer ladite impoſition foraine, dedans deux mois apres au plus tard, audit Receueur ou fermier auxquels ils auront baillé ladite caution : autrement leſdites marchandifés ſeront conſiſquées, & aura ledit fermier le tiers de ladite conſiſcation, pour le droit de ladite impoſition, & pour les frais & amendes.

9 E s villes de Chalons ſur la Saone, & de Dijon, & autres villes prochaines retournees de nouuel à la couronne, pour ce qu'encores n'y a point eſté pourueu de Receueur, fermier ne commis, pour y receuoir ladite impoſition foraine, depuis ledit retour : par leſquels lieux on fait paſſer grande quantité de marchandifés, pour mener hors de noſtre dit Royaume, comme au pays de Breſſe, Sauoye, & Lombardie, par Lorraine, Allemagne, & autres lieux où leſdites aides n'ont aucun cours, auons ordonné qu'edits lieux y aura commis deſdits Receueurs ou fermiers pour receuoir ladite impoſition foraine.

10 A V S S I eſt deſendu à tous marchans, qu'ils ne facent paſſer leurs dites denrees & marchandifés par chemins obliques, faux paſſages, & lieux deſtournez, ſans auoir acquit dudit Receueur commis ou fermier deſdits lieux, ſur peine de forfaiture & amende arbitraire.

11 D E P V S que leſdits marchans auront acquité, ou baillé caution en l'un deſdits lieux où ils chargeront & leueront leurs marchandifés, & qu'ils paſſeront par autres lieux où ladite impoſition ſeroit baillée à part à fermiers particuliers, il ne leur ſera plus rien demandé ſil ne ſe trouuoit y auoir eu fraude, & qu'ils euſſent mal acquité.

12 S i aucuns marchans, qui ayent baillé caution de mener leurs marchandifés és lieux où noſdites aides ont cours, & par ce moyen ayent prins lettre de paſſage du Receueur, ou fermier de ladite impoſition foraine, faiſoyent ſouz ombre de ladite lettre de paſſage, conduire, & mener leuſdites marchandifés hors de noſtre dit Royaume, ou és lieux où noſdites aides n'ont cours, ſans payer le dèpôt de ladite impoſition foraine : & depuis iceux marchans rapporteroient ladite lettre de paſſage, annexee avec vne certification, par laquelle il ſoit certiſié leſdites marchandifés auoir eſté deſchargées & deſcendues en aucune des villes ou lieux où noſdites aides ont cours, en voulant par ce moyen recouurer leurs obliges & cautions : ordonnons que ladite fraude ſuffiſamment prouuee, leſdites marchandifés & denrees ſeront forfeites, & à nous conſiſquées : & aura ledit fermier qui ainſi aura baillé la lettre de paſſage le tiers de la forfaiture, tant pour ſon droit de l'impoſition deſſuſdite, que pour ſes fraiz & deſpens : & ſera outre ledit marchant, qui ladite fraude aura commiſe, condamné, en amende arbitraire.

13 L E D I T Receueur ou fermier de ladite impoſition, ſil veut de luy meſme voir, ou faire voir par ces deputez, tous fardeaux, trouſſeaux ou balles qui ſeront faites en ladite ville de Paris ou ailleurs pour mener hors leſdits lieux, faire le pourra, à ſin qu'il ſçache que l'on y mettra : car autrement ceux qui voudroyent deſfrauder ladite impoſition, pourroyent dire, ſils faiſoyent leurs trouſſeaux ou fardeaux d'eſcatlate, draps de ſoye, ſafran, ou autres groſſes marchandifés, que ce ſoyent petis draps, ou autres petites marchandifés de petite valeur, & ne pourroit en ſçauoir la verité.

14 S i leſdits Receueurs, ou fermiers, ou autres de par luy, n'auoyent eſté preſens à faire leſdits trouſſeaux, fardeaux ou balles, les marchans à qui ils appartiennent, ou leurs ſacteurs ſeront tenus de dire, affermer & déclarer au vray audit Receueur ou commis la quantité & qualité deſdites mar-

chandises encloses esdits fardeaux, trouffaux ou balles : nonobstant laquelle declaration ledit Receueur, fermier ou commis pourra, si bon luy semble, voir & visiter dedans lesdits trouffaux ou balles à ses dommages, despens & interets, si est trouué que lesdits marchans ayent fait bonne & vraye declaration.

15 S'IL est trouué qu'edits fardeaux, trouffaux ou balles y ait autres denrees & marchandises que les marchans ou facteurs auront affermé, & qu'en ce ait fraude ou deception pour nous, ou pour le dit fermier, en ce cas lesdits marchans perdront & confiqueront lesdites denrees & marchandises, ou l'amenderont à la volonté de nous, ou de nostre conseil. Et aura ledit fermier le tiers de l'amende, avec son droit de ladite imposition.

16 A V C V N S desdits fardeaux, trouffaux ou balles ainsi faits & chargez ne purrôt partir sans acquiescer ladite imposition, ou bailler caution audit Receueur, fermier ou commis, selon nosdites ordonnances : & si estoit trouué que les marchans ou conduiseurs fissent le contraire, leurs denrees seront forfaites, & en auroit ledit fermier la tierce partie pour son imposition, & pour tout, comme dessus.

17 P O U R le bien & seureté & corroboration des statuts, ordonnances & choses dessusdites, & à ce qu'elles puissent estre mieus, & plus entierement & parfaitement gardees, executees & accomplies : nous auons prins & mis, prenons & mettons par cesdites presentes lesdits commis, fermiers, ensemble leurs femmes, enfans & famille, & tous autres, qui sont & pourront estre deputez sur le fait & recouurement de ladite imposition foraine, en & souz nostre protection & sauuegarde special, quant à ce, en faisant & accomplissant ce que deuant est dit, en tout ou partie. Laquelle nostre sauuegarde voulons estre signifiee & publicée es lieux & aux personages qu'il appartient, en faisant expresse inhibitions & defences de par nous sur certaines & grandes peines à nous à appliquer, qu'aucun leur mesface, ou mesdie en corps ou en biens, en quelque maniere que ce soit.

Si donnons en mandement par cesdites presentes, &c. Donné à Poissy le dixhuitiesme iour de Decembre, l'an de grace mil quatre cens quatre vingts & huit : & de nostre regne le sixiesme, Ainsi signé, Par le Roy. ROBINEAU.

Leues, publiques & enregistrees en la cour des aides à Paris, le douzieme iour de Iuillet, l'an mil cinq cens & trois. C. DE BIDANT.

La forme & maniere de leuer l'imposition foraine, & où se doit leuer, & par qui.

RANÇOYS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme nous auons deuement esté aduertis des grandes vexations & molestes, que les fermiers de nostre imposition foraine, par leur insatiable cupidité, donnent aux marchans, tant de noz Royaume, pays & Seigneuries, que estrangers, traffiquans ordinairement en iceux, en leuant sur lesdites marchandises nostre dit droit d'imposition foraine avec vne si grande rigueur & exaction : que souuent ils sont contrains de payer deux fois, ou bien font apprecier lesdites marchandises beaucoup plus qu'elles ne valent : pour à quoy donner ordre, desirans de tout nostre pouuoir entretenir la negociation, & le commerce, tant de nosdits suiez qu'estrangers, en la plus grande liberté que faire se pourra, auons par l'aduis & deliberation des gens de nostre priuée conseil, & autres bons & notables personages, en tels affaires experimenter, voulu, statué & ordonné, voulons statuer & ordonnons ce qui sensuit :

1 PREMIEREMENT, que ladite imposition se leuera par tout nostre Royaume, pays & Seigneuries, souz nostre main, sur les denrees & marchandises, qui seront menees & conduites hors d'iceux, où es lieux esquels noz aides n'ont aucun cours à la raison de douze deniers pour liure.

2 LA VELLE se payera es lieux desquels lesdites denrees & marchandises seront enleuees, pour estre transportees hors nostredit Royaume en ceste forme : c'est à sçauoir quant aux estrangers, auant que de charger, emballer, ou faire partir leursdites denrees, & marchandises, seront tenus payer, ou bailler caution, selon noz ordonnances : quant aux regnicoles, pourront franchement charger & voiturier leurs marchandises iusques à certaine quantité, non excedant la somme de cent liures, pour laquelle ne seront tenus bailler aucune caution, sinon que ce fust en pays limitrophe : en ce cas il faudra deuant que d'enleuer, payer, ou bailler caution : & là où lesdites denrees & marchandises excéderoyent ladite somme de cent liures, ils font aussi tenus payer auant que partir, ou bailler caution, comme dessus est dit. Et dedans le temps qu'il sera prefix, rapporteront certification de la descente de leursdites denrees & marchandises, faites es lieux esquels noz aides ont cours : autrement ledit temps passé seront contrains de payer le tout, selon le contenu en noz anciennes ordonnances.

3 DEFENDONS ausdits marchans de conduire ou voiturier denrees & marchandises par nostre Royaume, sans preallablement auoir payé, ou baillé caution, selon la forme & maniere que dit est dessus, & sans ce que lesdites marchandises ayent esté visitées deuement : & aussi aux voituriers par terre, ou par eau, peages, Maistres des ports, & tous autres, de mener, faire mener ou souffrir estre menees aucunes marchandises, sans auoir acquisit ladite imposition, ou baillé caution : le tout sur peine de confiscation de corps & de biens, tant contre lesdits marchans que voituriers. Et de laquelle confiscation tous accusateurs, & denonciateurs ou preneurs en auront le tiers, lesquelles prises se pourront faire sans commission.

a) Le mesme est ordonné par Ch. huitiesme cy dessus au ch. 4. art. 1. & 2.

b) laquelle est attic. est corrigé par l'ordonnance de l'an 1541. qui est au ch. 7. de ce tiltre.

c) Payer le tout. Fermiers d'imposition foraine, peuuent faire saisir au corps les voituriers des marchandises, à faute d'auoir rapporté certification que la marchandise par eux voiturée aura esté menée & redue es lieux où les aides ont cours : ou bien leur faire payer le droit d'imposition foraine, ainsi fut emprisonné vn voiturier de Rouhane, par arrest des generaux, en l'an 1540. le 12. Iuillet, & depuis elargi pour vn moys souz caution de rapporter dedans ledit temps certification, cela est conforme au droit Romain, in l. nemo carceré, de exact. tribut. li. 10. c. ibi. si quis iam alienus ab humano sensu est, ut hec indulgentia cōtumacii abutatur, continetur aperta & libera in sum hominum instituta custodia.

4 AVSSI defendons ausdits marchans ou voituriers, de ne passer leursdites denrees & marchandises hors nostredit Royaume par chemins obliques & destournez, faux passages, & par autres endroits que ceux esquels nous auons establis Maistres des ports & gardes, & sans ce que lesdites marchandises ayent esté deuëment visitées par lesdits gardes, pour voir s'il y a aucunes marchandises prohibees, & aussi si elles ont esté deuëment acquitees.

5 LESQUELLES marchandises & denrees regulierement sortans, & accoustumees estre menées hors de nostredit Royaume, seront aduallues, à celle fin que les marchans, sçachent qu'ils devront payer pour muy, pour cent, pour balle ou pour charge, de quelque marchandise que ce soit, bonne ou mauuaise.

6 LADITE imposition se leuera par les Receueurs de noz aides en toutes les villes esquelles y a Esleus ou commis d'Esleus : lesquels Receueurs seront contreroollez par lesdits Esleus & leurs Greffiers. Et à celle fin sera à iceux Esleus, Receueurs & Greffiers déterminé certain lieu, qu'on a accoustumé vulgairement appellé Bureau, auquel ils seront residence tout le long du iour, ou eux ou leurs commis, pour depescher les marchans qui viendront : c'est à sçauoir à ceux qui voudront aller hors nostredit Royaume, leur bailler acquit de ce qu'ils payeront, signé de l'un desdits Esleus, & desdits Receueurs & Greffiers, ou de leur commis. Et à ceux qui ne voudront issir hors nostredit Royaume, & qui partant bailleront seulement caution de rapporter certification de la descente, selon nosdites ordonnances, leur bailler lettres de passages, signees comme ledit acquit : lesquels Esleus, Receueurs & Greffiers, par ensemble seront tenus de faire vn papier iournal, contenant toutes les expeditions qui se feront, signé par chacun iour de leurs mains. Pareillement seront registre des acquits, & lettres de passage, qui se bailleront ausdits marchans, & des certifications qu'ils receuront d'eux pour descharger leurs cautions : desquelles certifications ils prendront^a douze deniers tournois, selon nostredite ordonnance.

7 LESQUELS Esleus, Receueurs & Greffier auront chacun en son regard commis esdits lieux où seront establis lesdits Maistres des ports, & gardes, pour recevoir ladite imposition de ceux qui n'auront payé, fait registre de tout ce qui passera : & des visitations qui se feront desdites marchandises : & aussi pour retenir les acquits desdits marchans, desquels ils seront pareillement registre. Et quant es lieux esquels n'y a Esleus, noz Iuges ordinaires, Receueurs & Greffiers en feront le semblable.

SI donnons en mandement à noz amez & feaux, &c. Donné à Fontainebleau, le vingt-cinquième iour de Novembre, l'an de grace mil cinq cens quarante : & de nostre regne le vingt-sixiesme. Ainsi signé sur le réply, Par le Roy en son conseil. BAYARD.

a] Douze deniers. C'est le salaire limité par l'ancienne ordonnance de l'an 1398. qui est au cha. 3. arti. 4. en ce tiltre.

Defenses de ne passer or ne argent, ne autres marchandises par chemins obliques, sur peine de confiscation.



RANÇOYS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces présentes lettres veront, Salut. Comme par noz anciennes ordonnances il soit prohibé & defendu à tous marchans, de passer ou faire passer denrees & marchandises par chemins obliques faux passages, & chemins destournez, estans sur les limites & frontieres de nostre Royaume, sans passer par bonnes villes esdites frontieres, & sans preallablement acquité le droict d'imposition foraine, & autres que noz droicts à nous deus, pour raison dudit transport : neantmoins nous aurions esté aduertis, qu'en contreuenant directement à nosdites ordonnances, plusieurs, tant de noz suiez qu'autres, trafiquans en nostre Royaume, & mesmement Messagers, courriers, & autres gens incognus & de mauuaise volonté, pour nous frauder dudit droict d'imposition & autres noz droicts, pour plus facilement transporter & conduire lesdites denrees & marchandises, or, argent, billon, draps de soye espiceries & autres marchandises ; dont l'entree & l'issue de nostre Royaume est defendu par nosdites ordonnances, auoyent passé & passent iournellement par lesdits chemins obliques, & faux passages destournez, tellement que nosdits droicts en sont grandement diminuez, & nosdites ordonnances non entretenuës & gardees, au grand preiudice & dommage de la chose publique, & plus seroit, si par nous n'y estoit donné ordre & prouision.

1 PARQVOY nous ces choses consideres desirans l'entretènement de nosdites ordonnances, & pouruoir à ce, sçauoir faisons que pour obuier ausdits abus fraudes & malices tant desdits marchans, courriers, messagers qu'autres gens, de quelque qualité ou condition qu'ils soyent, regnicoles ou forains, de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royal, auons prohibé & defendu, prohibons & ddefendons, que d'oresnauant ne sera loisible ausdits marchans messagers, courriers, gens incognus & autres personages, de quelque qualité ou condition qu'ils soyent, passer par lesdits chemins obliques, & faux passages destournez, soit par eau, ou par terre esdites limites & frontieres de nostre Royaume, ains passeront par les bonnes villes desdites limites & frontieres & grans chemins d'icelles, sur peine de confiscation des marchandises, or, argent, charrettes, mulets & autres voitures, dont ils seront trouuez saisis & chargez, que nous auons des à present comme pour lors declarez, & declarons confiscuez. Et quant aux courriers, messagers & autres non conduisans marchandises sur peine de confiscation de corps & de biens.

a) Et pour. C'est article est corrigé par l'ordonnance de l'an 1542. en l'article. 39. du chap. viii. & par l'ordonnance de Henry deuxième en l'an 1549. en l'article 29. du cha. x. en ce titre, en ce qu'il n'est permis faire les saisies & arrests de personnes, ny marchandises, que aux Maistres des ports, gardes & visiteurs à ce commis par le Roy, pour obuier aux fraudes, larrecins & abus qui se pourroyent commettre en les champs à l'encontre des marchans par plusieurs gens n'ayans charge.

b) Edit. C'est l'article second du cha. cinquieme en ce titre.

2 Et pour^a mieux faire entretenir & garder nostre presente ordonnance, nous auons permis, & permettons à noz suiets, de quelque qualité ou condition qu'ils soyent, de prendre & arrester lesdits marchans courriers, messagers & autres gens qui seront trouuez passans par lesdits chemins obliques, & faux passages: eux & leurs marchandises & equippages: & les mener incontinent respectiuelement à noz Officiers qu'il appartiendra, pour proceder à la declaration desdites peines. Dont nous en auons donné & donnons par ces presentes la quarte partie aux accusateurs, denonciateurs, ou qui auront fait ladite prise: que nous leur voulons estre baillee & deliuree par les Receueurs de nostre domaine, qui auront lesdites confiscations & amendes, incontinent apres les sentences donnees, & prononcees, souz la simple quittance desdits accusateurs & denonciateurs, ou qui auront fait ladite prise: sans ce qu'il soit besoin auoir & obtenir de nous autre acquit, sinon par le vidimus de ces presentes & dicton des sentences des Iuges qui auront donné lesdites sentences. Et outre voulons & ordonnons que lesdits faux passages, obliques & destournez soyent d'oresnauant rompus tant par terre que sur les eaux & riuieres de nostredit Royaume, en sorte qu'il n'y ait plus aucune voye ou chemin pour y passer en aucune maniere que ce soit.

Sⁱ donnons en mandement à tous noz Receueurs, Baillifs, Seneschaux, Maistres des ports, & à tous noz autres Officiers. Donné à saint Pris, le seiziesme iour d'Octobre, l'an de grace mil cinq cens quarante: & de nostre regne le vingthixiesme. Ainsi signé sur le reply, Par le Roy en son conseil, BOCHETEL.

Les marchans ne seront tenus donner caution n'y payer l'imposition foraine sinon aux extremitez du Royaume.



RANCOYS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme par les ordonnances anciennes faites tant par noz predecesseurs que nous, sur la forme & maniere de leuer nostre droict d'imposition, soit inhibé & defendu à tous marchans, voituriers, ou autres d'enleuer aucunes denrees ou marchandises, pour icelles transporter d'un lieu en autre, sans preallablement payer nostre dit droict d'imposition, ou bailler caution de rapporter certification de la descente d'icelles faite es lieux où noz aides ont cours: toutesfois par le dernier^b edit par nous fait au mois de Novembre dernier, ayons donné faculté & permission à noz suiets, de pouuoir voiturier iusques à la quantité de cent liures, selon l'appréciation qui en seroit faite, sans estre contrains à payer & bailler aucune caution auant que partir, sinon que ce fust en pays limitrophe: & quant aux estrangers, lesdites anciennes ordonnances demeurant en leur force & vertu. Depuis l'exécution duquel edit les marchans de nostredit Royaume nous ont fait remonstrier, que la charge de bailler caution, auant que partir, & rapporter certification, leur estoit grandement difficile & dommageable, nous suppliant tres humblement que nostre plaisir soit ordonner nostredit droict d'imposition estre seulement leué es dernieres limites de nostredit Royaume, en derogant quant à ce au contenu desdites anciennes ordonnances: chose qui pourra donner grande occasion & argument de defaucher nostredit droict, tant par nosdits suiets que par les estrangers, & redonder à nostre grande perte & dommage. Neantmoins desirans entretenir la traffique des marchans en la plus grande franchise & liberté que faire se pourra, & en attendant pour quelque temps, en quelle fidelité & loyauté se porteront lesdits marchans enuers nous pour le payement de nosdits droicts.

1 SCAVOIR vous faisons, qu'en consideration de ce que dit est, auons de nostre certaine science, pleine puissance, & autorité Royal, par maniere de prouision (& iusques à ce que par nous autrement en soit ordonné) statué, & ordonné, statuons & ordonnons, voulons & nous plaist, que les marchans, voituriers & conducteurs, tant regnicoles qu'estrangers, puissent à leur plaisir & volonté aller, venir, voiturier & conduire denrees & marchandises, tant par eau que par terre, es lieux toutesfois, ou noz aides ont cours seulement: sans qu'ils soyent pour ce faire tenus payer nostredit droict d'imposition, ne bailler caution, ne rapporter certification: pourueu que aux extremitez de nostredit Royaume: pays, terres & Seigneuries, & aussi es lieux esquels noz aides n'ont cours, ceux qui voudront issir, seront tenus payer nostredit droict d'imposition, sur peine de confiscation de ladite marchandise, & amende arbitraire.

2 ET là où ils seront trouuez defaillans, nous auons lesdites marchandises charrettes, cheuaux, mulets, nauires & autres equippages declarez & declaronz dès à present comme pour lors, à nous confisque. Et voulons que desdites confiscations & amendes en soit adiugé aux gardes, ou autre denonciateur, qui aura arresté lesdites marchandises, la tierce partie.

3 LEQUEL droict sera leué en la forme & maniere, & selon l'appréciation qui en sera cy apres faite, à raison de douze deniers pour liure: & à ceste fin seront determinez aux passages & lieux limitrophes certains Maistres des ports, gardes & commis, pour receuoir nostredit droict esdits lieux, pour empêcher le transport des marchandises prohibees & defendues, & qu'il ne se face aucune fraude ny abus à nostredit droict d'imposition. Lequel entendons pendant & iusques à ce, estre leué esdites extremitez de nostredit Royaume, & aussi es lieux où noz aides n'ont cours, sur toutes denrees & marchandises, sans aucunes reseruacion ne restriction par le Receueur & autres, par nous desia deputez, en ensuyuant nostredite dernière ordonnance, & selon l'appréciation & adualluation

liuation que par lesdits desia deputez sera faite desdites denrees & marchandises ausdites extremitez. N'entendons toutesfoies deroguer à l'edict par nous dernièrement fait sur la forme de leuer nostredit droict d'imposition foraine, en nostre Seneschaucee de Tholose, & à noz ordonnances sur le faict de la traitte & imposition foraine d'Anjou.

Si donnons en mandement par celsdites presentes à noz amez & feaux les gens de noz, &c. Donné à Chastelleraud, le dixiesme iour de Iuin, l'an de grace mil cinq cens quarante & vii : & de nostre regne le vingtiesme. Ainsi signé. Par le Roy, B A Y A R D. Et scellé en double queue de cire iaulne.

Acta publicata & registrata, in curia, die vigesimaquinta mensis Iunii, Anno Domini millesimo quingentesimo quadragessimoprmo. Sic signatum. DE BONDIS. Par ordonnance de la court, le Greffier absent.

Appreciation & adualuation de routes marchandises à certain prix, pour sçauoir ce que l'on doit payer pour le droict de l'imposition foraine.



RANÇOYS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme de tout temps & d'ancieneté nos predecesseurs Roys ayent accoustumé leuer douze deniers pour liures sur toutes denrees & marchandises sortans hors noz Royaume, pays, terres & seigneuries, ou transportees en noz pays & és lieux où noz aides n'ont aucun cours : le quel droict est vulgairement appelle imposition foraine : & en outre, quatre deniers pour liure, & cinq sols parisis és lieux de parisis, & cinq sols tournois és pays de tournois, pour queue de vin, que l'on appelle droict de refue en aucuns lieux, & és autres domaine forain : aussi sept deniers pour liure sur aucunes especes de marchandises declarees en noz anciennes ordonnances, que l'on nomme aussi droict de haut passage : le tout suyuant les loix, constitutions & statuts de nostredit Royaume. Et nous estans par cy deuant aduertis, que lesdits droicts, tant par negligence de noz Officiers, que pour auoir esté longuement en main de fermiers, s'estoyent grandement diminuez, & pourroyent encore plus cy apres, à cause de plusieurs abus & fraudes qui y sont esté commis, tant par noz propres suiuis, qu'estrangers : & aussi par ce que plusieurs villes, communautez ou particuliers par intelligencé qu'ils auoyent avec nosdits fermiers, se estoient voulu exemplier desdits droicts ainsi qu'en beaucoup de lieux & endroicts de nostredit Royaume, plusieurs marchans tant de nosdits suiuis qu'estrangers estoient grandement vexez & molestez par plusieurs rigueurs, prouenans de la cupidité & auarice desdits fermiers. Pour à ce donner ordre, desirans sur toutes choses le soulagement de nosdits suiuis, & le commerce, negociation & traffic de marchandise estre entretenus en la plus grande liberté que faire se pourra entre nosdits suiuis, & lesdits estrangers, sans infraction des ordonnances & statuts tant de nosdits predecesseurs que de nous, voulans aussi obuier & pouruoir ausdites fraudes & abus calomnieusement inuentez, tant par les nostres qu'estrangers, pour l'abolition ou diminution de nosdits droicts, eussions dès le vingtiesme iour de Novembre, l'an mil cinq cens quarante, par bon aduis & deliberation, statué & ordonné par nosdites lettres d'edict * que nostredit droict d'imposition foraine seroit cueilli & leué souz nostre main, & selon la forme contenue & esdites anciennes ordonnances sur ce faites, à fin que par nous fust entendue exactement l'origine & source desdits abus & pour cognoistre si avec plus grande facilité & commodité de nosdits suiuis & estrangers, nostredit droict se pouoit leuer : & tost apres l'exécution dudit edict, les marchans de nostredit Royaume nous auroient humblement remonstré, que par lesdites anciennes ordonnances les conducteurs desdites denrees & marchandises, auant que de partir des lieux où elles estoient chargees, sont tenus de payer ledit droict, ou bailler caution de rapporter certifications dedans certain temps prefix, comme lesdites marchandises auroient esté eschangees ou vendues en nostredit Royaume, & és lieux d'iceluy ou nosdites aides ont cours : tellement qu'il ne leur estoit permis d'emballer les troussaux ou fardeaux desdites marchandises, sans preallablement auoir formé nostre Receueur ou fermier, ou son commis, pour voir visiter & estimer le contenu en iceux fardeaux ou troussaux, & receuoir le payement ou caution susdite : ce qui leur estoit de grande incommodité : tellement que par succession de temps elle pourroit donner occasion à plusieurs marchans de secretement transporter leursdites marchandises, & nous defrauder de nosdits droicts : au moyen dequoy, combien que nostredit droict en peust grandement diminuer, neanmours à leur tresinsistante requeste & supplication, & en attendant pour quelque temps de voir de quelle fidelité & loyauté se porteroient lesdits marchans enuers nous pour le payement de nostredit droict, aurions dès le dixiesme iour de Iuin dernier passé, ordonné ^b nostredit droict d'imposition foraine estre seulement leué aux extremitez de nostredit Royaume, & és lieux esquelz noz aides n'ont cours, & qu'en icelles extremitez seroyent establis Maistres des ports, & gardes, & certains lieux determinez pour le passage & transport desdites marchandises : & que selon ledit premier edict du vingtiesme iour de Novembre, toutes les denrees & marchandises communément sortans, seroyent appreciees, adualuees & estimees à certains prix limitez, à fin que lesdits marchans fussent certains de ce qu'ils deuroient payer pour muy, pour cent, pour balle, ou pour charge de toutes sortes de marchandises, pour faire laquelle appreciation, eussions dès le vingtiesme iour de Novembre, mil cinq cens quarante, par noz lettres patentes, deputé aucuns de noz Officiers de nostre ville de

a] Cest edict est cy dessus au ch. v. en celtire.

b] C'est l'ordonnance qui est au ch. precedent.

Paris, lesquels en la compagnie d'aucuns marchands bourgeois de ladite ville auroient procédé à l'appreciation desdites marchandises ainsi qu'ils auroient lors aduisé pour la grande commodité & avantage desdits marchands, comme il nous est apparu par leur proces verbal du vingtiesme iour de Iuillet, mil cinq cens quarante vn dernier passé: & combien que ladite appreciation soit grandement à nostre desauantage, & lesdites marchandises ne soyent prisees à la moitié de ce qu'elles peuuent valoir: tellement que nostredit droit d'imposition, qui est de cinq pour cent, ne reuiendroit pas à deux & demy: toutesfois desirans avec nostre grande & euidente perte cognoistre la fidelité & loyauté qui nous sera gardee cy apres par lesdits marchands au payement de nosdits droicts, & leur donner matiere de n'y commettre aucunes fraudes ny abus, en les releuant tant de la moitié dudit payement & plus, que de la fatigue & moleste que noz Receueurs, fermiers ou commis leur eussent peu donner, selon la forme desdites anciennes ordonnances, en faisant estimer toutes lesdites marchandises toutes & quantes fois qu'il faudra acquiter nostredit droit, & en ce faisant les contraindre de desbaler & auuler les draps, toilles & autres marchandises qui ont accoustumé d'estre aulnees, peser celles qui sont suiettes à poids, mesurer celles qui sont suiettes à la mesure, comme bledz, grains & autres: taster essayer des vins & autres breuuages, & les faire payer à la raison du vray prix d'icelles marchandises, suyuant lesdites anciennes ordonnances: chose qui doit donner grand contentement ausdits marchands, tant pour la grande & euidente utilité qu'ils en rapportent, quand par nous est diminué plus de la moitié de nostredit droit, que pour estre soulagez & releuez de garder la forme de nosdites anciennes ordonnances, qui leur estoit grandement domageable, & de grand retardement au cours de leurs marchandises.

SçA VOIR faisons, que pour les causes dessusdites, & pour l'esperance que nous auons, que lesdits marchands, pour le grand bien qu'ils reçoient de nous par le contenu de ces presentes, nous garderont fidelité & loyauté au payement de nosdits droicts, & n'y commettront aucunes fraudes, fautes ny abus: par l'aduiz & deliberation des Princes de nostre sang, gens de nostredit conseil, estans lez nostre personne, & autres, de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royal, voulu, statué & ordonné, voulons statuons & ordonnons, & nous plaist, que nosdits droicts d'imposition foraine, refuse, domaine forain, & haut passage, seront d'oresnauant leuez & cueillis souz nostre main sur lesdites denrees & marchandises selon lesdites appreciations & adualuations, qui seront cy apres declarees, & en la forme & maniere qui s'ensuit. Le tout par maniere de prouision, & iusques à ce que par nous autrement en soit ordonné, sans que ceste presente forme puisse estre tiree à conséquence à l'encontre de nous, & nosdits droicts, voulans que lesdits marchands soyent tenus & contrains à payer nosdits droicts selon lesdites appreciations & non autrement, iusques à ce qu'autrement en ayons ordonné.

ET PREMIEREMENT.

Blé froment, & autre grain apprécié & estimé au muy, mesure de Paris.

BLE froment, quinze liures tournois le muy, mesure que dessus.
Seigle, dix liures tournois.

Auoine, dix liures tournois.
Orge, huit liures tournois.
Pois & feues, dixhuit liures tournois.
Toutes autres especes de legumes, douze liures tournois.

*Vin & autre breuuage, & liqueurs appreciez & estimez au muy, mesure dudit Paris, reduysant toutes autres pieces de fustail-
le à ladite mesure*

2 Vin de quelque pays, creu ou endroit qu'il soit, 4. liures tour. le muy, mesure que dessus.
Biere & citre, trente sols tournois.

Vinaigre & verjus, trente sols tournois.
Betail de toute sorte apprécié à la piece, grand ou petit, gras ou maigre.

3 BEUF, huit liures tournois.
Vache, soixante sols tournois.
Veau, vingt sols tournois.
Moutons & brebis, chacun vingt sols tournois.
Agneau d'un an, dix sols tournois.
Bouc, vingt sols tournois.
Cheure, quinze sols tournois.
Porc & truie, chacun quarante sols tournois.

Pourcellet de six mois, quinze sols tournois.
Cheuaux, & autres bestes cheualines appreciez & estimez à la piece.

4 CHEVAUX, mulets & mules, tant à selle qu'à porter charges, quarantecinq liures tournois.
Poulins, & ieunes mulets & mules, au dessous de deux ans, huit liures tournois.

Petits cheuaux, jumens, mulets & mules pour seruir à labourer, huit liures tournois.

Asnes & asnesses, quatre liures tournois.
Gresses, fromages, beures, & huiles appreciez & estimez la liure, poids de marc qui est de seize onces.

5 LARD de toutes sortes, douze deniers tournois.
la liure, poids dessusdits.

Suif de toutes sortes, douze deniers tournois.
Vieil oingt de toutes sortes, douze deniers tournois.

Formages de Milan, deux sols tournois.
Formages de Florence, & Marfolin, deux sols tournois.

Formages de Maiorca, deux sols tournois.
Formages d'Auuergne, neuf deniers tournois.

Formages de toutes sortes, six deniers tournois.
Beurre de toutes sortes & pays, douze deniers tournois.

L'huile d'oliue, douze deniers tournois.
L'huile d'amendes, six sols tournois.

L'huile

L'huile de noix, de nauette, & de lin six deniers tournois.

L'huile de baleine & de tout autre poisson, trois deniers tournois.

Poisson de mer salé, apprécié & estimé comme il s'enfuit.

6 L E Z de haran blanc, qui est de douze barils, chargé en mer, trente liures tournois.

Lez de haran blanc chargé en terre, soixante liures tournois.

Lez de haran for, qui est de dix milliers de haran, chargé en mer, trente liures tournois.

Lez de haran for, chargé en terre, soixante liures tournois.

Lez de faumon, qui est de deux hambours, chargé en mer, soixante liures tournois.

Lez de faumon chargé en terre, six vingts liures tournois.

Lez de maquereau qui est de douze barils, chargé en mer, vingt liures tournois.

Lez de maquereau chargé en terre quarante liures tournois.

Lez de moruë, qui est de douze barils, chargé en mer, vingt cinq liures tournois.

Lez de moruë chargé en terre, cinquante liures t.

Moruë, le millier en pile, chargée en mer vingt liures tournois.

Moruë, le millier en pile, chargé en terre, quarante liures tournois.

Hadots & feiches, le millier chargé en mer, huit liures tournois.

Hadots & feiches chargés en terre, le millier seize liures tournois.

Merlus de toutes sortes, le millier 60 liures tourn.

Marfoin & baleine, tom, anchois, & tout autre poisson salé de mer, dont n'est cy dessus faite particuliere declaration & appreciation, sept liures dix sols tournois le cent pesant.

Espiceries & drogues de toutes sortes appréciées & estimées à la liure, poids de marc, ou ainsi qu'il sera déclaré cy apres en quelques articles

7 G I R O F L E S de toutes sortes, quarante sols tournois la liure, poids que dessus.

Capelettes, ou fust de girofle, dix sols tournois.

Canelles, ou cinnamomes, 24. sols tournois.

Noix muscades entieres, douze sols tournois.

Noix muscades rompues, huit sols tournois.

Macis, quarante sols tournois.

Poyure de toutes sortes, dix sols tournois.

Gingembre de toutes sortes, dix sols tournois.

Galingal fin, quarante sols tournois.

Galingal sauvage, vingt sols tournois.

Citouart, quinze sols tournois.

Mesquin, sept sols six deniers tournois.

Maniguette ou graine de paradis, huit sols tourn.

Saffran de toutes sortes, soixante sols tournois.

Colombin gros, cinq sols tournois.

Colombin menu, deux sols six deniers tournois.

Terra merita, deux sols six deniers tournois.

Sucree de toutes sortes, trois sols tournois.

Dragee de toutes sortes, quatre sols tournois.

Mirabolans, embliques & citrins confits, quaran-

te sols tournois.

Confitures de toutes sortes, cinq sols tournois.

Pignons, deux sols six deniers tournois.

Pistas, deux sols six deniers tournois.

Dattes, deux sols six deniers tournois.

Anacardes, quatre sols tournois.

Amendes, dix deniers tournois.

Auelaines, six deniers tournois.

Raisins de Damas & de Corinthe, deux sols six deniers tournois.

Raisins & figues de Languedoc & Prouence, & autres, six deniers tournois.

Sebeste, cinq sols tournois.

Tamarius, cinq sols tournois.

Iuiubes, six deniers tournois.

Cassés, deux sols tournois.

Pruneaux de toutes sortes, trois deniers tournois.

Grenades, cinquante sols tournois le cent.

Oranges, cinq sols tournois le millier.

Capres menues, douze deniers tournois la liure.

Capres grosses, six deniers tournois.

Oliues d'Espagne, dix deniers tournois.

Oliues de Genne Prouëce & Languedoc, six deniers tournois.

Manne de Calabre, soixante sols tournois.

Manne de Dauphiné & Prouence, quinze sols tournois.

Miel de routes sortes, douze deniers tournois.

Cire vierge & neuue, quatre sols tournois.

Cire blanche, six sols tournois.

Rhubarbe, douze liures dix sols tournois.

Rheupontique, six deniers tournois.

Turbith, dix liures tournois.

Scammonée, quarantecinq sols tournois.

Aloës, chicotin & autres, dix sols tournois.

Agatic, cinq sols tournois.

Hermodates, douze liures tournois.

Señe de Leuant, dix sols tournois.

Colloeynthé, deux sols six deniers tournois.

Elleboro blanc & noir, quinze deniers tournois.

Efulle, trois deniers tournois.

Mirabolans, embli, citrins, Kebus, belleris & Indes secs, chacun d'iceux deux sols six deniers tournois.

Epithim, quatre sols tournois.

Musque, cent liures tournois.

Ambre gris, six vingts dix liures tournois.

Ciuette, soixante liures tournois.

Corne de Licorne, vingt liures tournois.

Semence de perles, sept liures tournois.

Corail blanc & rouge fin, dix sols tournois.

Corail blanc & rouge gros : deux sols tournois.

Lignum aloes fin, vingt sols tournois.

Lignum aloes moyen, cinq sols tournois.

Lignum balsami, cinq sols tournois.

Lignum cause, deux sols six deniers tournois.

Cedre blanc, cinq sols tournois.

Cedre rouge, cinq sols tournois.

Gaiac, boys & escorce, six deniers tournois.

Spica nardi, vingt cinq sols tournois.

Spica Celtica, quatre sols tournois.

Folium garyophylli, quarante sols tournois.

Folium malabastri, vingt sols tournois.

Stines

Castor, sept fols fix deniers tournois.
 Roses de Prouins, quatre fols tournois.
 Sticades Abaric, deux fols tournois.
 Sticades citrin, deux fols tournois.
 Squinant, deux fols fix deniers tournois.
 Azarum, deux fols tournois.
 Cantharides, deux fols fix deniers tournois.
 Spodes, cinq fols tournois.
 Stiues, quinze fols tournois.
 Calamus aromaticus, douze deniers tournois.
 Escorce de ramaris, deux fols tournois.
 Escorce de capres, trois fols tournois.
 Squille marine, douze deniers tournois.
 Doromicum Romanum, trois deniers tournois.
 Coste doux & amer, six fols tournois.
 Ben blanc & rouge, deux fols tournois.
 Dictamus, deux fols tournois.
 Peucedane, deux fols tournois.
 Pyrethre, quinze deniers tournois.
 Ireos, douze deniers tournois.
 Riquelice, six deniers tournois.
 Ius de requelice, deux fols tournois.
 Opium, vingt fols tournois.
 Acacia, trois fols tournois.
 Hypocistidos, trois fols tournois.
 Sang de dragon fin, vingt cinq fols tournois.
 Sang de dragon moyen, douze fols fix deniers tournois.
 Momie, quinze fols tournois.
 Amidon, neuf deniers tournois.
 Noix d'Inde, deux fols fix deniers tournois la piece.
 Noix de Cypre, trois deniers tournois la piece.
 Noix vomique, trois deniers tournois la piece.
 Noix de gales de toutes fortes, deux fols fix deniers tournois la liure.
 Tornesol, cinq fols tournois.
 Colle de routes fortes, douze deniers tournois.
 Esponges de routes fortes, huit deniers tournois.
 Asur fin, quarante fols tournois.
 Rosere, cent fols tournois.
 Vermillon, huit fols tournois.
 Laque de Venise, cinquante fols tournois.
 Ladanum, deux fols fix deniers tournois.
 Camphre, quatre liures tournois.
 Tutie, dix fols tournois.
 Blanc de plomb, deux fols tournois.
 Roche de Boras, quarante fols tournois.
 Ceruse fine, ou blanc de plomb, deux fols tournois.
 Aes vitum, cinq fols tournois.
 Aspalatum, dix fols tournois.
 Salammoniac, quinze fols tournois.
 Sal nitre, trois fols tournois.
 Sal gemme, trois fols tournois.
 Argenic, trois fols tournois.
 Orpiment, cinq fols tournois.
 Sublimé, trois fols tournois.
 Reagal, trois fols tournois.
 Verddegis, trois fols tournois.
 Vifargent, six fols tournois.
 Vitriol verd, deux fols tournois.
 Vitriol blanc, douze deniers tournois.

Alun en roche, deux fols tournois.
 Litarge d'or, douze deniers tournois.
 Litarge d'argent, neuf deniers tournois.
 Souffre vis, six deniers tournois.
 Souffre commun ou noir, trois deniers tournois.
 Boliarmeni, dix deniers tournois.
 Pierre ponce, deux fols tournois.
 Pierre d'aimant, quatre fols tournois.
 Huile d'aspic, sept fols fix deniers tournois.
 Huile de pettolle, dix fols tournois.
 Huile de terbenthine, trois fols tournois.
 Huile benedic, trois fols tournois.
 Huile lorin, trois fols tournois.
 Huile de tartare, trois fols tournois.
 Huile de scorpion, quatre fols tournois.
 Huile de cheneuis, douze deniers tournois.
 Sperme de balcine, vingt cinq fols tournois.
 Saon de caste, dix huit deniers tournois.
 Saon de Gaiette, dix huit deniers tournois.
 Saon noir liquide, dix deniers tournois.
 Mastic, vingt fols tournois.
 Gomme de cedre, six fols tournois.
 Gomme amoniac, sept fols fix deniers tournois.
 Oppopanax, trente fols tournois.
 Galbanum, dix fols tournois.
 Sagapin, vingt fols tournois.
 Sarcocolle, dix fols tournois.
 Euforbe, trois fols tournois.
 Myrthe, quinze fols tournois.
 Lacca, huit fols tournois.
 Gomme de lierre, trois fols tournois.
 Gomme elemni, cinq fols tournois.
 Bdellion, vingt fols tournois.
 Stirax calamit, dix fols tournois.
 Stirax liquide, cinq fols tournois.
 Benioin fin, vingt fols tournois.
 Benioin gros, douze deniers tournois.
 Terebenthine ou bigeon de Venise, sept fols fix deniers tournois.
 Terebenthine commune, six deniers tournois.
 Asa foetida, quinze fols tournois.
 Encens fin ou oliban, trois fols tournois.
 Encens gros, dix deniers tournois.
 Ambre ou carabe, quatre fols tournois.
 Gomme Arabic, vingt deniers tournois.
 Gomme atragant, cinq fols tournois.
 Bray, quatre deniers tournois.
 Taleh, vingt fols tournois.
 Vernis à peindre, vingt fols tournois.
 Poix raffine, dix deniers tournois.
 Poix blanche & noire, six deniers tournois.
 Hous blanchi, douze deniers tournois.
 Glus, quinze deniers tournois.
 Barbotine, soixante fols tournois.
 Cubebes, vingt fols tournois.
 Cardamomi, vingt fols tournois.
 Carpobalsami, cinq fols tournois.
 Agnus castus, cinq fols tournois.
 Ris, six deniers tournois.
 Anis verd, dix huit deniers tournois.
 Senegre, trois deniers tournois.
 Comin, douze deniers tournois.
 Coriandre, douze deniers tournois.

Fenoil,

Fenoil, douze deniers tournois.
 Carui, douze deniers tournois.
 Cocombre, douze deniers tournois.
 Coucourde, douze deniers tournois.
 Melons, douze deniers tournois.
 Citrouilles, douze deniers tournois.
 Grene d'escalate ou alkermes, trente sols tournois.
 Mil, six deniers tournois.
 Myrtilles, douze deniers tournois.
 Sumac, douze deniers tournois.

Métaux ouurex & non appreciez & estimez à la liure, poids de marc.
 8 C V I V R E en rosette ou masse, deux sols tournois.
 Arain, deux sols six deniers tournois.
 Fil de laton, deux sols six deniers tournois.
 Estaing, trois sols tournois.
 Plomb, quatre deniers tournois.
 Fer, quatre deniers tournois.
 Acier, neuf deniers tournois.
 Staphizagre, douze deniers tournois.

Draps & toiles d'or & d'argent, & satin brochez, veloux, satins & damas à fleur d'or, cannetilles, passemens & autres ouurages & tissures d'or & d'argent appreciez & estimez à ladite liure, poids de marc, y compris quaiße, toile cirée, cotton, serpillieres & tout autre emballage.

9 DRAPS d'or & d'argent, satins brochez, toiles d'or & d'argent, veloux, satin & damas à fleur d'or, & autres draps, ausquels a or ou argent, tant riches moyens, meslez, que pauvres, quatorze liures tournois.

Cannetilles assise sur drap de soye, & enrichies de bagues, perles & autrement, vingt liures tournois.
 Cannetilles non enrichies de bagues, quinze liures tournois.
 Passemens & tous autres ouurages & tissures d'or & d'argent, douze liures tournois.
 Passemens, rubens, cordons, tresses, coesses, tissures & franges meslees d'or & d'argent crespes & autres ouurages, ou entre or & argent, huit liures tournois.
 Or & argent traict & fillé, vingt liures tournois.
 Draps & toiles d'or & d'argent faux, quatre liures tournois.
 Passemens d'or & d'argent faux, quatre liures tournois.
 Or & argent traict, faux, soixante dix sols tournois.
 Or & argent fillé faux, soixante sols tournois.

Draps de soye de toutes sortes & couleurs, veloux, satins, damas, rassetas, sarges, tapis & autres draps de soye ne seront appreciez, qu'à raison de quarante sols tournois la liure, poids que dessus.

10 P A S S E M E N S, rubens, cordons & tissures de toutes sortes & couleurs, soyes cuites & creuës, camelots, famis, ostades de Cypre, & autres semblables draps appreciez & estimez à la liure, poids de marc, y compris l'emballage, comme dessus.

Passemens, rubens, cordons & tissures de soye de toutes sortes & couleurs, soixante sols tournois.
 Soyes cuites de toutes sortes & couleurs, vingt cinq sols tournois.
 Soyes creuës de toutes sortes, vingt cinq sols tournois.
 Camelots à eau ou sans eau, famis, ostades de Cypres, baragans, & autres semblables draps, & de mesme qualité, dix sols tournois.

Draps de laine de toutes sortes appreciez & estimez au cent pesant, poids de marc, y compris serpillieres, roillettes, cordes, & tout autre emballage.

11 DRAPS de laine de toutes façons, pays & couleurs, exceptez petits draps de doubleure, dont sera fait mention en l'article prochain ensuyuant, quarante liures tournois.

Draps d'Aumalle, Beauvais, Vallois, Abbeville, Amiens, Blangi, Mande, le Puy, Poictou, Felletin, fellins & frises d'Angleterre, & autres semblables petits draps, quatorze liures tournois.
 Sarges drappées d'Italie, Lombardie & d'ailleurs de toutes couleurs, quarante liures tournois.
 Estains de Lombardie & d'ailleurs de toutes couleurs, quarante liures tournois.
 Cordillars d'Espagne, Languedoc, & autres de toutes couleurs, quarante liures tournois.
 Ostades d'Angleterre de toutes sortes, soixante liures tournois.
 Bonets de toutes sortes & façons, quarante liures tournois.

Tapisseries appreciees & estimees audit cent pesant poids dessusdit.

12 T A P I S S E R I E S de marche ou haute lice estoffée d'or & de soye, ne sera cy appreciee & estimee, pource que c'est ouurage de Prince, & s'en tire peu, ou point hors ce Royaume, toutesfois s'il aduiët qu'il en fust tiré quelque quantité, elle sera prisee & estimee aux extremités de ce Royaume par gens à ce cognoissans, appelez noz Procureurs & commis, au recouurement dudit droict d'imposition foraine.

Tapisserie fine marche ou haute lice sans or, de valeur de cent sols tournois l'aune de Paris, & au dessus, en ce compris serpillieres, cordes & tout autre emballage, six vingts liures tournois.

Tapisserie de Flandres & d'ailleurs, excepté Felletin, au dessous de cent sols tournois l'aune dudit Paris, quarante liures tournois.

Tapisserie ou tapis dudit Felletin d'Auergne, & de Lorraine, & autres semblables, 25. liures tourn.

Tapis velus de Turquie ou d'ailleurs, trente liures tournois.

Laines appreciees & estimees à la liure, poids dessusdit.

- 13 LAINE d'Angleterre, non apprestee, cinq sols tournois.
 Laine d'Espagne, Languedoc, Prouence, & de tout autre pays, fine & moyennne, non apprestee, quatre sols tournois.
 Laine desdits pays d'Espagne, Languedoc, Prouence & autres pays, grosse, non apprestee, deux sols tournois.
 Laine fine, filée de toutes couleurs, six sols tournois.
 Laine moyenne & grosse, filée de toutes couleurs, trois sols tournois.
 Laine d'Austruche, dixhuit deniers tournois.

Taintures appreciees & estimees à la liure poids de marc.

- 14 PASTEL ou poudre d'escarlare, soixante sols tournois.
 Graine d'escarlare, trente sols tournois.
 Garence, huit deniers tournois.
 Pastel ou poudre de gueude, six deniers tournois.
 Brecil sortant & tout autre boys seruant à teinture, quatre deniers tournois.
 Laque de Venise, cinquante sols tournois.

Pelleterie appreciee & estimee, comme il s'ensuyt.

- 15 LE timbre des martres subelannes excellentes, trois cens liures tournois.
 Le timbre desdites martres subelannes moyennes, cent liures tournois.
 Le timbre desdites martres subelannes moindres, quarante liures tournois.
 La douzaine de marces de pays, grandes & moyennes, neuf liures tournois.
 Loups ceruiers de Leuant, dixhuit liures tournois la piece.
 Loups ceruiers d'Espagne & autres pays, soixante sols tournois la piece.
 Genettes noires de toutes sortes, cent sols tournois.
 Genettes grises, dix sols tournois la piece.
 Hermelines de toutes sortes, douze liures dix sols tournois le cent.
 Peaux de Nice & Romanie noires, six liures tournois la douzaine.
 Peaux de Nice de Romanie blanches, trente sols tournois la douzaine.
 Toutes autres sortes de pelleteries, de quelques sortes ou pays que ce soit, comme renards, loutres, fouine, pitois, & connins crus & ouurez & doucleaux estimez quinze liures tournois le cent pesant, y compris les tonneaux, ays, cordes, serpillieres & tout autre emballage.

Toiles & linge ouuré, estamines & fil de lin, & de chanure, appreciez & estimez au cent pesant, poids dessusdit.

- 16 TOILES fines de France, Normandie & Bretagne, Champagne, Lyon, Hollande, Cambray, Baptiste, Alemagne, Bresse & d'ailleurs, comprins le linge delié portable ouuré & non ouuré, le tout blanc ou escreu, quarante liures tournois.
 Toiles grosses blanches & escreuës, façon dessusdite, comprins aussi le gros linge de table ouuré & non ouuré, quinze liures tournois.
 Vieil linge, six liures tournois.
 Estamine de Reims de toutes sortes, cent liures tournois.
 Estamine d'Auvergne de toutes sortes, quarante liures tournois.
 Fil de lin blanc & escreu, vingt liures tournois.
 Fil de chanure & estoupes de lin, dix liures tournois.
 Lin prest à filler, douze liures dix sols tournois.
 Lin creu sans apprestee, cent sols tournois.
 Chanure prest à filler, six liures dix sols tournois.
 Chanure creu sans apprestee, quarante sols tournois.

Cuirs de toutes sortes appreciez & estimez à la douzaine, comme il s'ensuyt.

- 17 MARROQUINS & cordouëns de toutes sortes, six liures tournois.
 Marroquins d'Espagne, dixhuit liures tournois.
 Marroquins de Leuant, vingtquatre liures tournois.
 Cuirs de bœuf tenez de toutes sortes, trentesix liures tournois.
 Cuirs de vaches tenez, quinze liures tournois.
 Cuirs de cheual tenez, vingtquatre liures tournois.
 Cuirs de bœuf & vaches, avec le poil de toutes sortes, douze liures tournois.
 Peaux de moutons, de bouc, & de cheure avec la laine & le poil, trente sols tournois.
 Peaux d'agneau avec la laine, six sols tournois.
 Bazennes tenez, trente sols tournois.
 Orillons de toutes bestes à faire colle, estimez le cent pesant, dix sols tournois.

Mercerie meslee apresicee & estimee, au cent pesant, poids de marc.

18 **MERCERIE** meslee, où sont comprises les denrees & marchandises cy apres declarees, saviu de Bruges, langes de laine de toutes sortes, exceptees les drappees, demie ostades, bonbasins, sustennes, boccafins, toilles de corton, treillis, canevas, bougrans d'Alemagne, & autres mentes de Cathalogne & semblables couvertures, coustils, filozelles de toutes sortes & couleurs, capiton de foye, rubens de filozelles, & d'autres sortes hors foye, franges de filozelles, & autres hors foye, bourfes de toutes sortes, ceintures de toutes sortes, cordons de toutes sortes dehors or & foye, passemens de capito, de foye, filozelles, sattes ou fil, chapeaux de toutes sortes & facons, sustennes de toutes sortes & facons, or peau & tout autre petit cuyr chargé d'or, peaux de cuyr blanches & teintes, escritoires, plumes d'Hollande, & autres iectoires, gans, mitaines de laine & autres, mouffles de laine & autres, couteaux, cizeaux, forces, canivets & semblables quinquaileries, feultres pour selliers, mors de brides, bocettes, escrieres, esperons, cengles, fil d'espinau, fil blanc & teint de Paris, Lyon ou d'ailleurs, aiguilles, aiguillettes de toutes sortes, demiceins, tabourets, poupees, beaux monilles, plumes d'Autruche appretrees, sonnettes, escouettes, espouffettes, miroirs, pignes, estœufs, raquettes, cordes de boyau, fils d'arbaleste, parenostres sans orfaurie, voirres, tasses, couppes, & bassins de crystalin de Venise ou d'ailleurs, coffres à bahu, boëttes ferrees, bougettes, malles & mallettes de cuir, ou autrement, espingles, cartes, dez, & generalement toutes autres sortes de mercerie de Paris, Rouën, Lyon, Limoges, & autres lieux & endroits de ce Royaume, qui ne sont cy dessus comprises, declarees & apresicees, estimees, le cent pesant, poids de marc, quinze liures tournois, y compris tonneaux, balles, panners, serpillieres, cordes & tout autre emballage.

Autres denrees & marchandises de plusieurs sortes apresicees & estimees, comme il s'en suit.

19 **PLUMES** d'Autruches en quailles non appretrees, estimees soixante quinze liures tournois chacun millier.

Parchemin de Bretagne, Normandie & d'ailleurs, estimé sept liures dix sols tournois, chacune grosse.

Papier blanc à escrire ou à imprimer de toutes sortes, estimé soixante quinze sols tournois, chacun cent pesant, poids de marc.

Voire de toutes sortes, excepté celui de Venise, dont est cy devant faite mention en la mercerie meslee, estimé cinquante sols tournois, ledit cent pesant, poids dessusdit.

Voire en table à faire vitres de toutes couleurs, estimé dix liures tournois chacune charrette.

Le chariot chargé de foin, vingt-cinq sols tournois.

La charrette chargée de foin, douze sols tournois.

Le chariot chargé de paille, dix sols tournois.

La charrette chargée de paille, cinq sols tournois.

Le chariot chargé de bois à brûler, dix sols tournois.

La charge de cheval ou iument de pommes, poires & autres fruits, dix sols tournois.

Cordages de toutes choses, estimez cinquante sols tournois le cent pesant, poids dessusdit.

Meules de moulin de toutes sortes estimees quarante liures tournois chacune piece.

20 **ET** pource que les especes des denrees & marchandises, qui peuvent estre retirees hors de nostredit Royaume, pays & seigneuries sont diuerfes, & seroit malaisé & quasi impossible les declarer & exprimer entierement: voulons & ordonnons, que s'il aduient, qu'en soient tirees aucunes, qui ne soient cy dessus apresicees & estimees, les Commis & deputez aux villes, & lieux des extremités de nostredit Royaume, à l'issue d'iceluy, les apprecient & adualuent moderement. Et pour ce faire appellent avec eux gens à ce cognoissans & experts, & nostre Procureur, ou son substitut, si nosdits Commis voyent que bon soit de l'appeller. Et feront acquiter lesdites denrees & marchandises ainsi apresicees & estimees, comme dessus: & celles qui seront par nosdits Commis, ainsi que dit est dessus, estimees & apresicees à raison de douze deniers tournois pour liure, pour nostre droit d'imposition foraine, & à raison de quatre deniers pour liure, pour nostre droit de refue, & sept deniers pour liure, pour nostre droit de haut passage, sur les denrees & marchandises, qui sont suiettes à payer le dit droit de haut passage, en ensuyuant les ordonnances de nos predecesseurs Rois de France & de nous. Laquelle appreciation cy devant contenuë & specifiée, nous voulons estre obseruee, gardée & entretenue par tout nostre Royaume, pays, terres & seigneuries, par maniere de provision, cōme dit est. Et qu'à ceste fin tous les poids & mesures, dont l'on a accoustumé vser en nostre Royaume, pays & seigneuries, soient reduites & adualuees au poids & mesure de nostredite ville de Paris, par nos Officiers, qui auront charge de faire leuer & recevoir nosdits droits, ou autres, & pour ce faire leur seront portez & enuoyez mesures & poids estallonnez sur les mesures & poids de nostredite ville: toutesfoies s'il s'en trouue quelque doute ou difficulté sur quelques articles de ladite appreciation, pour la diuersité des prix d'un lieu à l'autre, nous en ferons aduertir par nosdits Officiers: ausquels nous enioignons d'y regarder soigneusement & diligemment: & aussi se pourront retirer par deuers nous lesdits marchans, si bon leur semble nous en aduertir, & faire remonstrances, pour y pouruoir, ainsi que verrons estre à faire.

21 **LEQUEL** droit d'imposition foraine auons ordonné estre leué & cueilli seulement aux extremités de nostredit Royaume, pays, terres & seigneuries, suyuāt ce qui a esté par nous ordonné: ledit

Tome second.

GGGG

a] Voy le chap. vij. de ce tilre.

dixiesme iour de Iuin dernier. Et pource que les manans & habitans des prouinces & lieux, esquels noldites aides n'ont cours, sont tenus payer nostredit droit d'imposition, des denrees & marchandises qui sont par eux descenduës, menees & cõduites des autres lieux, & en droits contribuables, & suiets ausdites Aydes, nous ordonnons ausdits manans & habitans de comparoir par deuant nous en nostredit conseil, dedans six mois à compter du iour de la publication de cõsdroits presentes, pour venir declarer s'ils veulent estre d'oresnauant à noldites Aydes, ou payer ledit droit d'imposition, selon la forme desdites anciennes ordonnances. Et cependant par maniere de prouision, nous contenterons faire leuer lesdits droits aux extremitiez desdits pays sortans hors de nostredit Royaume, pourueu toutesfoi, qu'ou'ils n'auroient fait ladite declaration dedans six mois, ou ne se feroient chargez par icelles de payer noldites Aydes: ladite imposition sera leuee à l'entree desdits pays, selon la forme desdites anciennes ordonnances.

22 A Y A N S entendu l'incommodité, que lesdits marchans, tant regnicoles qu'estrangers, ont eu, ou peu auoir iusques icy, de payer nostredit droit d'imposition foraine en vn lieu, le droit de resue en l'autre, le droit de haut passage en l'autre, pour vne mesme marchandise: & desirans obuier à l'incommodité procedant du seiour & retardement, & leur donner la plus facile & prompte expedition que faire se pourra, ayans soigneusement cerché tous les moyens possibles, pour en leuant noldits droits faire cesser les molestes & vexations qu'ils pourroient auoir au fait de leur negociation, auons voulu & ordonné, voulons & ordonnons que noldits droits de resue, qui est de quatre deniers pour liure, & cinq sols parisis és lieux de parisis, & cinq sols tournois, és lieux de tournois, pour queue de vin, & haut passage, qui est de sept deniers pour liure, sur aucunes especes de marchandises, soient leuez sous nostre main aux extremitiez de nostredit Royaume, pays, terres & seigneuries en la forme & maniere, comme dit a esté cy dessus, que sera leué nostredit droit d'imposition foraine, & par mesmes personnes, à la raison & apreciation dessusdite. Toutesfoi s'il y auoit aucuns lieux ou endroits, ausquels l'o ait accoustumé de payer lesdits droits de resue & haut passage tels que dessus, du tout ou en partie, & que sous couleur de ceste ancienne iouissance ceux desdits lieux s'en vouissent exempter, nous entendons que ceux qui pretendent ladite exemption soient tenus de comparoir par deuant nous en nostredit conseil, dedans le temps de six mois à compter comme dessus, pour dire les causes, pour lesquelles ils pretendent icelle exemption: & iusques à ce qu'il en ait esté determiné, ne seront contrains à payer lesdits droits de resue & haut passage, sinon ainsi qu'ils ont accoustumé par cy deuant.

23 P O U R l'observation, & entretenement du contenu en ces presentes, seront par nous establis Maistres des ports & gardes, aux extremitiez de nostredit Royaume, pays, terres & seigneuries, en tel nombre, & en tels lieux qu'il sera par nous aduisé, à fin d'obuier aux abus, qui se pourroient commettre aux recouurement de noldits droits d'imposition foraine, resue & haut passage: aussi pour empêcher l'entree & issue des denrees & marchandises prohibees, & defenduës, pour receuoir par les gardes les acquits des marchans de leurs denrees & marchandises sortans de nostredit Royaume, & d'iceux faire bons registres pour seruir de contreroole de ce qui en prouiendra, & apres iceux rapporter par lesdits gardes, ausdits ^a Maistres des ports, chacun en son endroit, comme il sera cy apres declaré.

a] Maistres des ports. De his magistris portuum, vide que scripsi in l. vinculorum. ff. de verb. signifi. reb.

24 E s bonnes villes estans aux limites & extremitiez de nostredit Royaume, qui seront plus commodes à la negociation des marchans traffiquans hors d'iceluy, seront certains lieux ordonnez pour leuer noldits droits, les plus aisez & cõuenables ausdits marchans, que faire se pourra. C'est à sçauoir, és lieux esquels l'on transporte lesdites marchandises par terre, sur les grans chemins ordonnez pour passer: & és lieux esquels l'on transporte lesdites marchandises par eau tant douce que salee, eshautes, ports & guez les plus frequentez, & à propos que faire se pourra: esquels lieux les denrees & marchandises leuees en nostredit Royaume, pour estre transportees hors d'iceluy, seront menees & conduites, pour y estre pesees, nombrees, ou mesurees, selon leurs qualitez, & lesdits droits acquitez, suyuant l'apreciation, estimation, & forme cy dessus declaree.

25 N e sera loisible ausdits marchans, voituriers, conducteurs, ou autres personnes, faire passer, ne conduire lesdites marchandises par autres lieux, chemins ou endroits, que par lesdites villes, & lieux ordonnez pour cest effect: sur peine de confiscation desdites marchandises, & des charrettes, mulets, bateaux, nauires & autres equipages, & d'amende arbitraire. Et declaron toutes autres voyes & chemins, que ceux qui seront ainsi ordonnez, comme dit est, obliques, faux passages & destoutnez, & suiets ausdites amendes & confiscations.

26 E s Q V E L L E S villes, & lieux ordonnez & establis pour conduire lesdites marchandises, & leuer lesdits droits, y aua poids ordonné de par nous, qui sera poids de marc, dõt la liure sera de seize onces, & mesures estallonnees, pareilles à celles dont l'on a accoustumé vser en nostredite ville de Paris, ainsi qu'il est dit cy dessus.

27 E S D I T S villes & lieux seront commis & deputez de par nous vn ou deux bons personnages, ou plus, si mestier est, & si l'affluence desdites denrees & marchandises le requiert, pour icelles faire peser, nombrez, ou mesurer, & apres enregister, comme sera dit cy apres.

28 L E S D I T S Commis & deputez pour faire lesdits poids & mesures, chacun en son regard, seront bons & loyaux registres, en la presence dudit Maistre des ports, ou son Lieutenant, Receueur, ou son Cõmis, comme sera aussi dit cy apres, de toutes denrees & marchandises, qui seront conduites esdits lieux, &

lieux, & des noms & furnoms des marchans, auxquels elles appartiendront, ou des voituriers & conducteurs d'icelles, enſemble des poids, meſures, & quâitez: & feront icelles marchandifes és preſences deſdits Commis & deputez, & deſdits marchâs & conducteurs, ſi bon leur ſemble, peſées, nombrées, ou meſurées, pour apres faire leuer par noſtre Receueur noſdits droits d'impoſition foraine, reſue, & haut paſſage: dont toutesfois ſera fait regiſtre diſtinct & ſeparé pour ce qui procedera de chacun deſdits droits reſpectiement: duquel regiſtre nous ſera, comme ſera dit cy apres, de quartier en quartier enuoyé extraict.

29 ET à ce que leſdits marchans & conducteurs deſdites marchandifes ſçachent & entendent ce qu'icelles marchandifes, pour le transport d'icelles hors noſtre dit Royaume, ſtoient payer, pour chacun de noſdits droits d'impoſition foraine, reſue & haut paſſage, ſera fait roole ou tableau, contenant l'adualuation & apreſciation deſdites marchandifes, mis & attaché en lieu eminent de chacune ville & lieu où ſeront leuez noſdits droits.

30 ESDITES villes & lieux, qui ſeront deſignez, ſeront tenus faire continuelle reſidence ſans aucune faute, le Maïſtre des ports, ou l'un de ſes Lieutenans, deſquels il reſpondra, le Receueur de noz Aydes, és lieux où noz Aydes ont cours, ou l'un des Commis, duquel il reſpondra pareillement: & és lieux où noz Aydes n'ont aucun cours, le Receueur de noſtre domaine ou autre, qui ſera député par ceux qui ſeront par nous commis pour l'eſtabliſſement deſdits Maïſtres des ports, Lieutenans, Greſſiers, Peſeurs, Meſureurs, & Gardes: le quel Maïſtre des ports ou ſon Lieutenant, Receueur ou ſon Commis, avec les peſeurs & meſureurs deſſuſdits, ſeront continuelle reſidence, comme dit eſt deſſus, aux lieux determinez pour peſer, meſurer, ou nombrer leſdites marchandifes, à fin de depeſcher les marchans, ſans aucun ſeiour ne retardement, ſur peine d'en reſpondre en leur propre & priué nom. Et à meſure que leſdits marchans paſſeront, ſeront leurſdites marchandifes peſées, nombrées ou meſurées reſpectiement, le plus diligemment que faire fe pourra. Et apres auoir acquité noz droits deſſuſdits, leur ſera baillé acquit, & copie d'iceluy, contenant le poids & qualité de ladite marchandife, enſemble ce qu'ils auront payé pour noſdits droits, ſigné dudit Maïſtre des ports, ou ſon Lieutenant, de noſtre dit Receueur ou ſon Commis, & de l'un deſdits peſeurs & meſureurs. Lequel acquit ſera adreſſé aux gardes du dernier deſſus dit & paſſage, par lequel leſdits marchans auront déclaré vouloir paſſer, que leſdits marchans ou voituriers laiſſeront auſdites gardes, qui ſeront à ladite extremité, & la copie d'iceluy retenuë par le voiturier ou marchand, à qui appartiendra ladite marchandife. Voulons que de huit iours en huit iours leſdites gardes ſoient tenus d'exhiber & monſtrer audit Maïſtre des ports, ou ſon Lieutenant, ſous la garde duquel il ſera eſtably, tous les acquits originaux, qu'ils auront receus des marchans & voituriers pendant ledit temps, à fin que ledit Maïſtre des ports, ou ſon Lieutenant, cognoiſſent ſi leſdites gardes auront fait axacte diligence de continuellement cheuaucher le long de la liſiere, qui leur ſera ordonnée, & s'ils rapporteront les acquits de tous ceux qui auront paſſé: auſſi ne pourront leſdits marchans paſſer par autres deſtroits ou deſtroit, que celui qui ſera déclaré & deſigné audit acquit.

31 VOULONS en outre qu'audit lieu où ſera eſtably le poids, ſe face regiſtre par le Greſſier dudit Maïſtre des ports, de toutes les marchandifes qui paſſeront, & acquiteront, & du poids & quantité d'icelles: & par chacun iour ſera ledit regiſtre ſigné dudit Maïſtre des ports, ou ſon Lieutenant, de noſtre Receueur ou ſon Commis, deſdits deux peſeurs, & dudit Greſſier. Se fera pareillement regiſtre de tous les acquits qui ſe deliureront aux marchans par les deſſuſdits Officiers: & à la huitaine, quand leſdits gardes les rapporteront, en ſera fait pareillemēt regiſtre ſommairement, pour tousiours voir & entendre la diligence que ſeront leſdits gardes.

32 QUANT aux villages, qui ſont outre leſdites villes, eſquelles le paſſage eſt ordonné (pource qu'il ſeroit grandement incommode, que les habitans deſdits villages fuſſent contrains venir eſdites villes pour acquiter noſdits droits, de ce qu'ils veulent transporter de leur creu ſeulement) nous voulons qu'outre leſdites villes ſoient determinez certains lieux, iuſques à tel nombre, que l'on verra expedient & neceſſaire, eſquels on eſtablira vn garde, & quelque bon perſonnage, pour recevoir noſdits droits, & vn autre pour peſer, meſurer, ou nombrer: & leſquels garde, Receueur & peſeur bailleront acquit à ceux qui voudront transporter denrees & marchandifes de leur creu ſeulement. Deſquels acquits ils ſeront tenus faire regiſtre, comme dit eſt deſſus: & de huit iours en huit iours ſeront tenus porter leſdits regiſtres, & les deniers en la ville, en laquelle le paſſage ſera eſtably, ſous laquelle ils ſeront erigez: auquel Commis & garde defendons tres-expreſſement d'acquiter autres denrees & marchandifes, que celles du creu du lieu auquel ils ſeront deputez, ſur peine de conſſication de corps & de biens.

33 ESDITS lieux où leſdits paſſages ſeront eſtablis, ſeront de mois en mois publicées à ſon de trompe toutes les ordonnances, tant de nous, que de noz predeceſſeurs, faiſans mention des denrees & marchandifes, deſquelles le transport eſt prohibé, & de celles deſquelles l'entree eſt defendue, à celle fin que nul n'en pretende cauſe d'ignorance, & que leſdits Maïſtres des ports & gardes facent ſi bien leur deuoir, qu'il n'y ait aucune contrauction, ſur peine de nous en reſpondre.

34 FAUDRA que de quartier en quartier noſtre Receueur des Aydes mette entre le mains de noſtre Receueur du domaine, par ſes ſimples quitrances, ce qu'il aura receu, pour les droits de reſue & haut paſſage.

35 **INHIBONS** & defendons à tous marchans, voituriers & conducteurs, ou autres personnes, de quelque qualité ou cōdition qu'ils soient, faïsans cōduire, & voiturier hors nostredit Royaume, pays, terres & seigneuries, denrees & marchandises, pour icelles transporter hors d'iceux, supposer & desguiser aucunes d'icelles cōlonieusement l'vne pour l'autre: ains icelles denrees & marchandises ayent à declarer & specifier au vray, selon leur nature & qualité, esdits lieux deputez à leuer nosdits droits, sur peine de confiscation desdites marchandises supposées, & desguisées, & de celles qui seront trouuees ensemble avec les charrettes, cheuaux, mulets, nauires, bateaux, & autres equipages: lesquelles auons confiscuees dès à present comme pour lors, en la forme que dit est cy dessus. Voulons en outre & ordonnons, que lesdits suppositeurs & desguiseurs, soient punis comme de crime de faux, & infracteurs de noz ordonnances.

36 **POVR** obuier aux fraudes que pourroient faire lesdits marchans, lesquels par moyen exquis cherchent faire passer leursdites denrees & marchandises, sans acquerir nosdits droits d'imposition foraine, resue & haut passage, seront lesdits Commis & deputez tenus plomber de scel ou marque icelles marchandises, qu'ils auront acquité, auant que permettre icelles estre transportees hors desdits lieux à ce ordonnez: A sçauoir, quaiſſes, balles, tonneaux, coffres, fardceaux, & autres charges desdites: à ce qu'iceux marchans & conducteurs n'ayent moyen ne faculté de mettre en icelles charges aucune chose d'auantage outre ce qui sera contenu en leursdites lettres d'acquit: & par ce moyen sera obuï à ce, que par iceux gardes ne puisse esdites extremitez estre ordonné aucun empeschement ausdits marchans, & conducteurs, sous ombre qu'iceux marchans & conducteurs, depuis auoir acquité leursdites marchandises, pourroient auoir adiousté quelque chose.

37 **DEFENDONS** ausdits Maistres des ports, leurs Lieutenans, Greffiers, Gardes, Commis & deputez, noz Receueurs & leurs Commis, prendre desdits marchans & conducteurs aucun ſalaire, en quelque façon & maniere que ce soit, pour raison desdites prises, nombremens, & mesurages, lettres d'acquit, quittance & plombemens de leurs denrees & marchandises, sur peine d'amende arbitraire, & punition corporelle.

38 **ET** outre verront soigneusement lesdits Maistres des ports, & gardes, qu'aucunes dérees & marchandises ne soient transportées & conduites hors nostredit Royaume par autres voyes & chemins, que ceux tendans es villes & lieux, qui seront pour ce ordonnez: & si aucuns sont trouuez passans par autres voyes, passages & chemins destournez, ils seront par eux prins & arrestez: & de tout ce qui en sera fait par lesdits gardes sera par eux fait bon rapport à iceux Maistres des ports, ou leurs Lieutenans, pour y pouruoir & en ordonner, ainſi qu'ils verront estre à faire, ſuyuant noz ordonnances.

39 **A V S S I** ^{a]} ne sera permis, ne loisible à aucunes autres personnes, de quelque qualité qu'ils soient, fors ausdits Maistres des ports & Gardes, ou autres personnes, ayans mandement expres de nous à ceste fin, faire ou donner aucun arrest, prison ou empeschement sur lesdites denrees & marchandises, & si respondront iceux Maistres des ports, chacun en son endroit & iurisdiction, des fautes qui seront commises par lesdits Gardes, si aucunes s'en trouvent.

40 **Q V A N T** à la Seneschaucee d'Anjou pour certaines causes & considerations à ce nous mouuans, nous voulons que la forme, qui a accoustumé estre gardee de tout tēps à leuer nostredit droit d'imposition foraine, & trespas de Loire, ne soit aucunement changee ne muée, en quelque maniere q̄ ce soit, ains soit gardee, obseruee & entretenue iusques à ce qu'autrement par nous y ait esté pourueu.

41 **Q V A N T** à la traitte foraine de nostre Seneschaucee de Tholose, pource qu'elle a esté baillée à ferme pour certain temps, qui de brief expirera, nous voulons que iusques à la fin dudit bail ne soit rien innoué en la forme & maniere, que l'on a accoustumé de garder à leuer nostre Edict d'imposition foraine, en nostredite Seneschaucee. Mais quant à noz droits de resue & haut passage, voulons qu'en nosdites deux Seneschaucees d'Anjou & Tholose, ce qui a esté cy dessus ordonné, y soit entierement gardé & entretenu.

42 **V O U L A N S** obuier à la multitude d'Officiers, qu'il nous conuiendra auoir, tant pour le recouurement de nosdits droits, que pour la garde des passages, limites & extremitez de noz Royaume, pays, terres & seigneuries, aussi pour la conseruation & entretenement des ordonnances par nous faites, sur l'entree, issue & transport desdites marchandises: ordonnons qu'es charges, Tresoreriers & generalitez de Picardie, Languedouy, outre Seine, Yonne, & Normandie, n'y aura autre Maistre des ports, Lieutenans, ne Greffiers instituez pour le present, sinon lesdits esleuz & Greffiers de nosdites élections: ausquels esleuz & Greffiers, auons par la teneur de ces presentes donné, & donnons pareil pouuoir, charge, preeminence & prerogatiue, avec les Receueurs de nosdites aides, au recouurement de nosdits droits, d'imposition foraine, resue & haut passage, que par la teneur de ces presentes auons donné ausdits Maistres des ports, leurs Lieutenans & Greffiers, voulans en outre que nosdits esleuz, leurs Lieutenans, receueurs & Greffiers, chacun en son destroit es lieux là où nosdits droits doiuent estre cueillis, c'est à sçauoir es extremitez de noz Royaume, pays, terres & seigneuries, ayent la totale charge & administration du recouurement de nosdits droits: & tout ce qui a esté cy dessus dit, sous le nom desdits Maistres des ports, soit executé sous le nom desdits esleuz: & que lesdits Lieutenans & gardes, que nous auons ordonné estre establis sous la charge desdits Maistres des ports, seront establis sous la charge desdits esleuz, chacun en son regard, ressort, & iurisdiction.

43 **A V R O N T** aussi la totale iurisdiction & cognoissance, priuatiement à tous autres de ce qui cōcerne

a] Par cest article, est corrigé l'article 2. de l'ordonnance de l'an 1540. qui est au cha. vj. de ce tiltre.

cerne nosdits droits d'imposition foraine, leurs circonstances & dependances, comme il est contenu en noz ordonnances sur le fait de ladite imposition foraine. Et quant à noz droits de refue, domaine foraine, haut passage, pource que pour la commodité des marchans, tant noz suiets qu'estrangers, auons ordonné iceux estre receus par mesme forme & moyen, & par mesmes personnes, que nostredit droit d'imposition foraine, voulons aussi que la iurisdiction & cognoissance des causes, & differens, qui se pourroient mouoir au recouuremēt de nosdits droits de refue, domaine foraine, & haut passage, en appartienne par prouision à nosdits esleuz, iusques à ce qu'autrement par nous en soit ordonné. Auront aussi nosdits esleuz la cognoissance des contrauentions, qui se feront à nosdites ordonnances, concernans le fait du trāsport, entree & issue desdites denrees & marchandises. Desquelles matieres par la teneur de ces presentes leur auons commis & attribué la iurisdiction en premiere instance, priuatiuement à tous autres, comme dit est cy dessus, & par appel, en dernier ressort, & souveraineté aux gens de noz cours des Aides, chacun en leur regard. Et quant es autres charges, thresoreries, & generalitez de nostre Royaume, c'est à sçauoir, Languedoc, Bourgongne, Guyenne, Sauoy, & Piedmont, seront establis Maistres des ports, Lieutenans, Gardes, Peseurs, Mesureurs & Greffiers, comme cy dessus est dit, es lieux là où n'y en a eu par cy deuant instituez : lesquels auront la totale charge, cognoissance & iurisdiction sur le recouurement de nosdits droits d'imposition foraine, refue & haut passage, comme dit a esté amplement cy dessus : lesquels se receuront par noz Tresoriers & Receueurs ordinaires, chacun en sa charge, & non par d'autre.

44. P O V R certaines causes & considerations à ce nous mouuās, ayans esgard à la grande multitude des denrees & marchandises, qui ont accoustumé de sortir par nostre Duché de Normandie, ordonnons nostredit droit d'imposition foraine estre cueilly & leué par les Receueurs de noz Aydes, comme amplement a esté deduit cy dessus : & quāt aux droits de refue, domaine forain, & haut passage, seront cueillis & receus par noz Vicomtes & Receueurs ordinaires dudict pays, en la forme que dessus, audit pays & Duché de Normandie seulement.

45. E N I O I G N O N S à nosdits Receueurs enuoyer l'estat au vray de la valeur de nosdits droits aux Tresoriers de France, & Generaux de noz finances, respectiuellement chacun en sa charge, signé de ceux qui auront assisté avec eux, & ce de quartier en quartier, sans aucune conniuece ou dissimulation : desquels en sera par lesdits Tresoriers & Generaux enuoyé à nostre amé & feal Chācelier vn double, à fin que l'on puisse entendre la certitude, & vraye valeur des choses dessusdites, & ce qui en reuendra bon à nostre profit par chacun desdits quartiers, & à ceste fin nous en estre fait estat.

46. Q V A N T à l'establissement desdits Maistres des ports, Lieutenans, Gardes, Peseurs, Mesureurs & Greffiers, & des lieux esquels se receuront nosdits droits, & de ce qui concerne l'entiere execution de ces presentes, nous en auons par la teneur de ces presentes attribué la charge totale à nosdits Tresoriers & Generaux respectiuellement chacun en son regard, selon les commissions, qui leur seront par nous despees : auxquels enioignons là où ils trouueront aucuns Maistres des ports, Lieutenans & Gardes, n'estre de present aux extremittez de nostredit Royaume, pays, terres & seigneuries, & par ce moyen du tout inutiles, qu'ils ayent à les transmuier es extremittez de nostredit Royaume, en leur establisant autres sieges, ressorts & destroits, es lieux les plus à propos & conuenables au recouurement de nosdits droits que faire pourra, selon le contenu en ces presentes.

S i donnons en mandement à noz amez & feaux, les gens de noz cours de Parlement, de noz Cōtes, Tresoriers generaux, &c. Donné à Tonnerre, le vingtiesme iour d'Auril, l'an de grace, mil cinq cens quarante-deux : & de nostre regne le vingt-huictiesme. Ainsi signé, FRANÇOIS. Et au dessous, Par le Roy estant en son conseil. Ainsi signé, BAYARD.

Letta. publicata, & registrata, audito procuratore generali Regis hoc requirent in quantum attinet domanium Regis duntaxat, Parisiis in Parlamento 19. Maij 1542. Sic signatum, DV TILLET.

Letta similiter publicata & registrata in camera computorum Domini nostri regis, audito eiusdem Domini in prefata camera, Procuratore generali Regis hoc requirent. Ad onus mittendi penes cameram quolibet semestri per supra dictos, magistrōs portuum & eorum quemlibet respectiue, duplum suorum registorum, debite signatum & approbatum, 24. Maij, anno quo supra. Sic signatum, LE MAISTRE.

Letta. publicata, & registrata in curia iusticie iuaniū, audito Procuratore generali regis in eadem curia; de mandato Domini nostri regis expresso, 26. Maij, anno quo supra. Sic signatum, LE SVEVR.

Autre Edict de nouuelle apreciation d'aucunes marchandises contenues en l'Edict fait à Tonnerre en l'article de la Mercerie meslee. Faict à Fontainebleau le xxvij. de Mars, mil cinq cens quarante-deux.

F R A N Ç O I S par la grace de Dieu Roy de France, à noz amez & feaux Maistres Loys Preudhomme, Seigneur de Fontenay en Brie, & General de nostre pays & Duché de Normandie, Iean Moges Lieutenant en nostre ville de Rouē, & Guillaume de Noble Maistre des ports de nostre ville de Lyon, Salut. Cōme par nōz lettres patentes, en forme de Commission, donnees à Esclaron le tiers iour de Iuin dernier passé, cy attachées souz le contrescel de nostre Chancellerie, il eust esté mandé à feu Maistre Guillaume Preudhomme General audit pays & Duché, & à vous Maistre des ports, de vous transporter audit Duché, pour mettre à execution de point en point l'Edict dernièrement par nous fait, sur le recouurement de noz deniers prouenans des droits de l'imposition foraine, Refue & Hautpassage;

GGGG iij

donné à Tonnerre le xxij. iour d'Auril dernier passé, ainsi que plus à plain est contenu esdites lettres de Commission & Edict. A quoy ledit Seigneur de Fontenay, General fusdit, n'auroit peu vaquer, pour auoir esté occupé en autres plus grands noz affaires. A cause de quoy, vous Maistre des ports en son absence, & en ensuyuant nosdites lettres de Commission, auriez vaqué & commencé à faire ladite execution. Et pour ce faire, vous seriez transporté en nostredite ville de Rouën : & en icelle fait apporter les poix & mesures estalonnez, & adioustez aux poix & mesures de nostredite ville de Paris, ainsi qu'il vous estoit mandé de faire par nosdites lettres de Commission, & qu'il est contenu en nostredit dernier Edict : auquel lieu vous auriez fait assembler plusieurs notables personages, à fin de sçauoir & aduiser ensemble les villes & lieux plus aisez & commodes à leuer & cueillir lesdits droits, tant pour nostre interest que pour le soulagement & commodité des marchans : & aussi pour sçauoir lequel lieu seroit plus commode en ladite ville de Rouën, pour asseoir & establir les poix & mesures, pour peser & mesurer toutes especes de marchandises, audit poix & mesure de Paris.

EN laquelle assemblée plusieurs des manans & habitans de ladite ville de Rouën se seroient trouuez : & remonstré que plusieurs especes de marchandises especifiees & nommees en nostredit Edict en l'article de la Mercerie meslee, autrement estre les vnes apreciees & aualuees à trop bas & vil prix, & les autres à trop haut & excessif : & qu'il estoit requis pour le profit de nous & soulagement de noz suiets & de la chose publique, de moderer ladite apreciation & aualuation de marchandise contenue audit article, & autres faisons sur ce.

ET sur le fait de leur prétendu priuilege de Foires, fait plusieurs remonstrances, disans qu'il estoit besoin (auant que passer outre à ladite execution) de nous en aduertir.

A VSSI qu'il estoit besoin & necessaire, tant pour nostre profit que pour la commodité des marchans, faire vne petite & legere maison sur le Quay & Haure de nostredite ville de Rouën, pour y dresser & establir lesdits poix & mesures, ainsi qu'il estoit ordonné par nostredit Edict & commission, à fin d'y pouruoir. En laquelle assemblée (apres auoir le tout entendu) auroit esté deliberé de nous en aduertir : Ce que par vous auroit esté fait & enuoyé l'aduiz desdits notables personages d'icelle assemblée à nostre Chancelier. Et pource que n'aurez eu responce de luy, que seulement pour le bastimēt & establissement de ladite maison, vous vous seriez retirez deuers nous, pour nous remonstrer tout ce que dit est.

LESQUELLES choses par nous bien entendues, ayans esgard aux remonstrances faites par lesdits manans & habitans de nostredite ville de Rouën, entât que touche ladite moderation des marchandises, Nous inclinans liberallement à leurs remonstrances & requeste, tant pour le soulagement & commodité de noz suiets, que pour nostre interest, Auons de nostre certaine science, plaine puissance, & auctorité Royal (par prouision & iusques à ce que par nous autrement en soit ordonné) pourueu à ladite moderation de toute marchandise, qui d'oresnauant sortira hors de nostre Royaume, du costé dudit pays & Duché de Normandie, en ensuyuant ledit aduiz, cy semblablement attaché sous nostredit contrescel, en la maniere qui s'ensuit.

A S S A V O I R, que d'oresnauant, le cent pesant de Satin de Bruges, qui par nostre dernier Edict auoit esté aualué & aprecié en l'article de la mercerie meslee, à raison de quinze liures tournois, Nous voulons estre mis à quarante liures tournois : & à ladite raison estre leuez & cueillis nosdits droits.

LE cent pesant de Filouzeille, qui audit article de la mercerie meslee auoit esté mis audit prix de quinze liures tournois, voulons estre mis au prix de lx. liures le cent.

LE cent pesant de Sarges fines d'Arras & de l'Isle, qui audit article auoit esté mis à quinze liures tournois, voulons estre mis au prix de trente-cinq liures tournois.

LE cent pesant de demie Ostade, qui audit article auoit esté mis audit prix de quinze liures, voulons estre mis au prix de vingt-cinq liures.

LE cent pesant de plume d'Austriche aprestee, qui auroit esté aprecié audit article à quinze liures tournois seulement, voulons estre mis à cent liures tournois.

LE cent pesant de Capiton, de bourre de foye, rubens, & ceintures de filouzeille & de capiton, qui a esté aualué audit article à quinze liures tournois, voulons estre mis à vingt-cinq liures tournois.

LE cent pesant de bonnets, petits & moyens, qui auroit esté aprecié par nostredit Edict avec les fins, au prix de quarante liures tournois, voulons que les petits & moyens, separez des fins, soient mis à vingt liures, & les fins demeurent audit prix de quarante liures tournois le cent.

ET touchant les petites marchandises, nommees & specifiees audit article de la mercerie meslee, nous voulons par maniere de prouision, estre apreciees ainsi qu'il s'ensuit.

A S S A V O I R, le cent pesant de Caneuas, qui audit article de la mercerie meslee auoit esté aprecié audit prix de quinze liures tournois, voulons estre mis & aprecié à six liures tournois.

LE cent de papier, blanc & noir, voulons estre mis à cinquante sols tournois.

Cardes neuues, à cent sols tournois, le cent pesant.

Cardes vieilles, à soixante sols tournois, le cent pesant.

Cartes à iouer, cent sols tournois, le cent pesant.

Coffres à bahu, à cinquante sols tournois, le cent pesant.

Patenostres de bois & pignes, le cent pesant à huit liures tournois.

Boëstes fermees, le cent pesant à sept liures tournois.

Malles & Bourgettes, le cent pesant à quatre liures vnze sols tour.

Voulons & ordonnons tout ce que dessus estre obserué & gardé en nostredit pays & Duché de Normandie: Et enioignons par ces presentes à ceux qui sont cōmis à la charge de leur nosdits droits d'imposition foraine, refuse, & haut passage, ou qui par cy apres y seront commis, de faire garder & obseruer tout ce que dit est de point en point, selon sa forme & teneur, en nostredit pays & Duché de Normandie. Nonobstant qu'en nostre dernier edict, lesdites especes de marchandises, ayent esté aualues & aprecies audit pris contenu en iceluy edict: auquel (en tant que besoin seroit) auons derogé & derogons par ces presentes, quant à ce.

Et en tant que concerne les remonstrances faites par lesdits manans & habitans de nostredite ville de Rouën, touchant leur priuilege des Foires, comme ils pretendent auoir de noz predecesseurs & de nous, lesdits manans & habitans se pourront retirer par deuers nous (si bon leur semble) en suyuant la declaration qui par nous en a esté faite à Tonnerre le xxij. iour d'Auril dernier passé, pour leur estre pourueu, ainsi que verrons estre à faire par raison.

Et pour ce que nous auons esté aduertis, tant de vous (Maistres des ports) que d'autres personnes que la retardation de l'exécution de nostredit edict de l'imposition foraine, & que la prouision de ladite moderation de marchandises cy dessus declarees, n'a plus tost esté faite, nous a esté & est grandement dommagable au recouurement des deniers prouenans de nosdits droits d'imposition foraine, refuse, & haut passage. Et que telle forme de leur & cueillir lesdits droits n'a esté & n'est obseruee ny gardée en nostredit Pays & Duché: chose qui pourroit tourner à consequence, & à grand perte de nous, foule, & dommage de nosdits suiets, à cause de la longue retardation d'expedition que l'on a fait aux marchands, de leurs d'entrees & marchandises, en payant lesdits droits. A quoy il est besoin d'estre par nous promptement pourueu de remede conuenable.

Pour ce est-il, que nous confians entierement de voz sens, suffisance, loyauté, preud'homme, & bonne diligence, pour ces causes, & autres à ce nous mouuans, vous mandons commandons, & expressément enioignons, & à deux de vous sur ce premier requis (en l'absence de l'autre, pour laquelle ne voulons estre differé) & desquels deux, vous Maistres des ports (qui auez commencee ladite execution, ferez tousiours l'un) que vous ayez à reprendre deuers vous nosdites lettres de commission, edict & deliberation: ensemble certaine autre commission, adressant aux Generaux de noz finances, à fin de scauoir & entendre que sont denenus les deniers prouenans du droit d'imposition foraine, depuis le premier iour de Ianuier, l'an mil cinq cens quarante, iusques à present que ladite imposition fust ordonnee estre leuee en nostre main.

Et incontinent (tous autres affaires cessans) vous ayez à vous transporter en nostredit pays & Duché de Normandie, & en nostre dite ville de Rouën, & ailleurs, où verrez estre necessaire de proceder, pour le fait & paracheuement de l'exécution de nostredit dernier edict ainsi qu'il est mandé faire par nosdites lettres de commission. Lesquelles voulons estre par vous executees de point en point, selon leur forme & teneur, à ce que d'ores en auant les marchands n'ayent plus occasion de nous frauder de nosdits droits, par voyes indirectes, & moyens exquis. Et qu'ils puissent scauoir ce qu'ils nous deutoront de leurdites denrees & marchandises, & lieux où ils les deutoront passer & s'arrester pour les peser, mesurer, & nombrer, selon leurs especes & qualitez, sans y pouuoir plus pretendre cause d'ignorance, selon la moderation susdite, que vous ferez publier par tous les lieux necessaires, & que verrez estre bon à faire ladite publication. Et ordonnons par vous, & ceux qui desia sont par vous commis, ou que commetrez cy apres à leur nosdits droits, d'entretenir, garder & obseruer ladite moderation de point en point, selon sa forme & teneur.

De ce faire, vous auons donné & donnons plain pouuoir, puissance & authorité, commission, & mendement special par cesdites presentes. Par lesquelles mandons à tous noz Iusticiers, Officiers, & Suiets, qu'à vous, voz commis, & deputez, en ce faisant, soit obey: nonobstant oppositions ou appellations quelconques, faites, ou à faire, & sans preiudice d'icelles, pour lesquelles ne voulons estre differé, & la cognoissance desquelles appellations auons reserué à nous, & à nostre conseil priué, l'interdisans à toutes noz cours, & à tous autres Iuges quelconques.

Et pour ce que de ces presentes l'on pourta auoir affaire en plusieurs & diuers lieux. Nous voulons qu'au vidimus d'icelles, deüement collationné aux originaux, & fait sous seal Royal, soy soit adioustee comme à iceux propres originaux: car tel est nostre plaisir. Donné à Fontaine-bleau le vingt huitieme, iour de Mars, l'an de grace, Mil cinq cens quarante deux. Et de nostre regne le vingte neuueme. Ainsi signé, Par le Roy en son conseil. Et au dessous BAYARD. Auec vn paraphe, & seclé du grand seal, en cire iaune.

Edict de l'apreciation d'auncunes marchandises obmises à apprecier au grand edict, avec la declaration du Pastel & de l'Alan. Fait à Paris le xxx. de Iuin, mil cinq cens xliij.



RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme par noz lettres patentes en forme d'edict, sur le fait du recouremēt des deniers prouenans de noz droits d'imposition foraine, refuse, & haut passage donné à Tonnerre le xx. iour d'Auril l'an Mil cinq cens quarante deux, toutes especes de marchandises, desquelles l'on a peu auoir notice & cognoissance, en iceluy edict ayent esté par maniere de prouision, aualuees & aprecies chacune selon sa qualité, à certains pris

GGGG iiij

prefix, à ce que les Marchands puissent sçauoir & entendre ce qu'ils doiuent payer pour nosdits droits à cause du transport d'icelles: Et neantmoins (comme nous auons esté aduertis) plusieurs Marchands & autres gens de nostredit pays & Duché de Normandie, ont remonstré verbalement par deuant les Commissaires par nous deputez audit pays, sur le fait de l'exécution dudit Edict, qu'en nosdites lettres d'edict ont esté obmises à estre apreciees & aualuees aucunes especes desdites marchandises: & aucunes en icelles lettres ont esté aualuees & apreciees à pris trop haut & excessif. Et que par faute desdites apreciations & aualuations ainsi obmises en nosdites lettres, plusieurs debats & procez se pourroyent engendrer entre les Marchands, & ceux qui par nous sont commis en la chage de leuer nosdits droits, si par nous n'y estoit pourueu. Er par semblable, si le pris n'estoit par nous moderé du Pastel & de l'Alun pour estre trop excessif, que cela pourroit redonder à la grande perte & dommage de nous & de noz suiets, comme plus à plain est contenu aux remonstrances faites par lesdits marchands de nostre pays de Normandie par deuant nosdits Commissaires.

LESQUELS apres auoir ouy (sur ce que dessus) l'aduis & deliberation de plusieurs Marchands de nostre ville de Rouën & d'ailleurs, nous auroyent bien & deuëment aduertu du contenu dudit aduis & remonstrances, à ce que par nous y fust pourueu, comme verrions estre à faire.

Pour ce est-il que nous ayans esgard à ce que dit est, & inclinans librement à la supplication, requeste & remonstrances faites par lesdits Marchands & suiues de nostre pays & Duché: combien que ce puisse estre à la diminution, perte & dommage de nosdits droits, desirans que le commerce, negoce, & fait de Marchandise, soyent traitez en nostre Royaume, le plus moderément que faire se pourra, tant pour le soulagement de noz suiets que des estrangers. Auons ordonné & ordonnons, de nostre certaine science, grace special plaine puissance, & autorité Royal, par provision, & iusques à ce que par nous autrement en soit ordonné, que lesdites marchandises obmises par nostredit ordonnance, & en icelle non nommees, specifics, apreciees, ny aualuees, seront d'oresnauant apreciees & aualuees aux taux & pris qui ensuiuent.

TAPIS & couuertes de Rouën, le cent pesant, poix de Paris, à six liures tournois.

Le cent pesant de Loudiers & Contrepointes, à six liures, tournois.

Le cent pesant de Bourre & Chiquetterres à cinquante sols tournois.

Le cent pesant de Pots & Chaudieres de fer, à vingt cinq sols tournois.

Le cent pesant de Houbelon, à cinquante sols t.

Le sez de Baril, à trente sols tour.

Le millier de bois à Baril, à sept liures tournois.

Le millier de Cercles, à quarante sols tournois.

La douzaine de Lanternes, à douze sols tour.

La douzaine de Seilles de bois, à douze sols six deniers tour.

La douzaine de soufflets, à douze sols six deniers tour.

La grosse de Tranchoirs de bois, à trois sols tour.

Le cent (en nombre) de pesles de bois, à trente sols tour.

Le millier de Coepeaux de bouys à faire peignes, à six liures tour.

La douzaine de bouteilles de terre, couuertes de ozier, à cinq sols tour.

La douzaine de Bouteilles de verres, couuertes, à quinze sols tour.

Moulardes à moulin, la piece à soixante sols tournois.

Iuliars à moulin, la piece à trente-cinq sols tour.

Carreaux de meulage, le cent (de nombre) de bois, à sept liures.

Et celui de France à quatre liures tournois.

Le millier de carreau de tuille à pauer à quarante sols tour.

Le touneau de Chaux, à trente cinq sols tour.

La douzaine de pots de terre, grands & petits, à trois sols tournois.

La douzaine de plats de terre, grands & petits, à deux sols tournois.

La douzaine de grands, à douze deniers tour.

Le Barril de Moulee pour tainture, à quarante sols tournois.

Les meules à moulin, pour le pays de Bretagne seulement à vint liures les deux.

AVOUEL pris & aualuation, nous voulons & entendons nosdits droits d'imposition foraine, resale, ou domaine forain & haut passage, estre leuez & cueillis, sans ce que d'oresnauant aucuns de noz Deputez ou Marchands, puissent venir au contraire, & en pretendre cause d'ignorance.

Et en tant que rouchel la Moderation dudit Pastel & Alun, nous voulons & ordonnons (par provision, comme dit est) que ledit Pastel soit aprecié & aualué à trois deniers la liure, qui est à raison de vingt cinq sols tour. le cent pesant, poix de Paris.

Et l'Alun que l'on appelle de Glace, à vn sol la liure, qui est à raison de cent sols tournois pour cent pesant, poix comme dessus.

Et l'Alun blanc & rouge, à soixante & dix sols le cent pesant, comme dit est.

Et audit pris, voulons & ordonnons nosdits droits estre leuez & cueillis. Nonobstant, que par ledit edict, ledit Pastel & Alun ayent esté apreciez à plus haut pris: auquel edict, en tant que touche ledit Pastel & Alun nous auons derogé & derogeons par ces presentes. Car tel est nostre plaisir.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux, les gens de noz cours de Parlement, de noz comtes, Thesoriers & Generaux, tant sur le fait de noz Finances que sur la iustice de noz Aydes, Baillifs, Seneschaux, Maistres des ports, Eleuz, ou leurs Lieutenans, chacun en son regard, que ces presentes, ils fassent

Du droict de refue, haut passage & imposition foraine. 1184

ils facēt lire, verifiser, & enregister, & publier à son de trōpe & cri public, par tous les lieux pour ce faire introduits & accoustumez, que nul en puisse prétēdre cause d'ignorāce. Et icelles garder, entretenir, & inuolablement obseruer, sans qu'il y soit aucunemēt cōtreueu: car tel est nostre plaisir. Et pour ce que de cēdites presentes il pourra auoir à besongner en plusieurs & diuers lieux, nous voulōs qu'au vidimus d'icelles, fait sous seel Royal, soy soit adioutee cōme à ce present original. En tesmoin de ce, nous auons fait mettre nostre seel à cēdites presentes. Donnē à Paris le xxj. iour de Iuin, l'an de grace, mil cinq cēs quarāte trois & de nostre regne le xxix. Ainsi signē, par le Roy en son cōseil, establi à Paris. ROBERT ET, avec vn paraphe, & scellē en cire iaune, sur double queue, & sur le reply estoit escrit.

Leuēs, publies & enregistrees, ouy le Procureur general du Roy ce requerant. Fait à Rouen en Parlement, le neuſieme iour d'Aoust l'an mil cinq cens quarante trois. Signē, SVREAV. Plus estoit escript sur ledit reply.

Leuēs, publies, & enregistrees en la cour des Aides, en Normandie, ouy le Procureur general du Roy, ce requerant, le penultieme iour d'Aoust, l'an mil cinq cens quarante trois. Signē, DVFOVR. Et sur le dos estoit aussi escript.

La lecture & publication du contenu en l'autre part, a esté faite par moy Guillaume Boulart, Sergeant Royal à Rouen, par les carrefours & lieux accoustumez à faire cris & proclamatiōs en ceste dite ville, mesme sur les pays d'icelle: à ce present Jean Boëtte chicoque, dit Choquet, trompette ordinaire d'icelle ville. Fait sous mon seing cy mis le cinquieme iour de Septembre, Mil cinq cens quarantetrois. Signē, BOVLART.

Vidimus du dernier edict sur le fait de l'imposition foraine & de sausconduit, du premier iour de Septembre, l'an mil cinq cens quarantetrois à Rouen, par les Presidens de la cour de Parlement icelle vacquant.

Après lecture faite à huis ouverts des lettres patentes du Roy, en forme d'edict & statut, desquelles la teneur s'ensuit.



RANGOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Nous auons esté aduertis que la diuersité des edicts & ordonnances par nous cy deuant faits sur le fait & perception de noz droits de Traite, & impositiō foraine, a préparé & ouuert chemin aux Marchands, tant de noz ſuiets qu'estrangers, d'inuenter plusieurs abus subtilitez, & voyes obliques, pour faire sortir leurs marchandises hors noz Royaume & pays de nostre obeissance, sans payer & acquiter ladite imposition foraine, & nous en frustrer à nostre tresgrand interest, preiudice, & dommiage. Pour à quoy obuier, & à fin de donner vn certain but & lieu determiné pour ladite perception. Nous auons par l'aduis & deliberation des gens de nostre cōseil priuē estans lez nous, dit, declaré, statué, & ordonné disons, declaron, staturons & ordonnōs, voulōs & nous plaist de noz certaine science pleine puissance & autorité Royal par ces presentes, que nosdits droits de traite & impositiō foraine, avec le quatre pour cent de la composition des congez, permissions, & sausconduits, qui ont esté & seront par nous octroyez pour tirer & amener de pardeça marchandises, se payeront & acquiteront, ou bien pour l'assurance du payement d'iceux se bailleront les cautions es lieux mesmes où les Marchands chargeront leurs marchandises, & non aux extremitēz de nosdits Royaume & pays, comme nous auons par cy deuant ordonné.

Faut acquiter les marchandises là où seront chargees.

Si donnōs en mādement par ces presentes à noz amez & feaux Lieutenāts, Gouverneurs & gēs de noz cours de Parlement Marechaux, Admiraux, Visadmiraux, Baillifs, Seneschaux, Preuosts, Iuges, Maistres & Gardes de noz ports, peages, & passages: & à tous noz autres Iusticiers & Officiers, qu'il appartiēdra & à chacun d'eux en droit ſoy. Que noz presens edit, declaratiō, statut, ordōnance, & vouloir, ils facēt publier, entretenir garder, & obseruer de point en point inuolablement: sans souffrir aller, ne venir dire, tēmēt ou indirectemēt au contraire: car tel est nostre plaisir: non obstant quelconques autres edict statuts, & ordonnances, declarations, restrinctions, mandemens ou defences à ce contraires. Et pource que de ces presentes on pourra auoir à besongner en plusieurs & diuers lieux: nous voulons qu'au Vidimus d'icelles fait sous seel Royal, soy soit adioutee cōme au present original. Auquel en tesmoin de ce nous auons fait mettre nostre Seel. Donnē à Reims le xx. iour d'Aoust, l'an de grace mil cinq cens quarāte trois. Et de nostre regne le vingneuſieme. Et sur le reply estoit escript, Par le Roy en son conseil. Signē ROBERT ET. Avec vn paraphe: & scellē sous double queue en cire iaune.

LES DITS Presidens en interinant la requeste du Procureur general du Roy quant à ce, ont ordonné & ordonnent que registre sera fait de la presente lecture & publication. Et que l'extrait du dit registre sera enuoyé aux Iuges de ce pays, pour en faire la lecture & publication en leurs sieges & auditoires, ports, & hautes de Normandie, à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance. Le tout par provision, attendant que la cour se hausse ladite lecture & publication ſoit plus solennellement faite: & ordonné par ladite cour sur le *Lexa publicata & registrata*, à mettre sur le reply desdites lettres ainsi qu'il appartiēdra. Fait comme dessus. Signē, GVIOT.

Reglement sur les droits de l'imposition foraine.



HENRY par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Comme pour obuier aux fraudes, abus & maluerſations qui estoient commis au recourement de noz droits prouenant de l'imposition foraine, refue, ou domaine forain, & de haut passage, ſeu de bōne memoire, nostre tres-honoré Seigneur & pere le Roy (que Dieu absolve) eust de l'an mil cinq cens quarante ordonné lesdits droits estre leuez & cueillis sous sa main, &

a] Ces ordonnances sont aux cha. 5. 7. & 8. de ce titre.

par les Officiers: & en l'an mil cinq cens quarante vn, quarante deux & quarante trois aussi ordonné^{a]}, que lesdits droits seroyent leuez tous ensemble aux extremités de nostre Royaume, pays, terres, & seigneuries, & aux limites des lieux où nos aides ont cours, sur toutes les marchandises, qui seroyent chargees en nostredit Royaume, pays, terres, & seigneuries, pour estre transportees hors de nostre obeissance, où les lieux où nosdits aides n'ont aucun cours, & selon le taux & prix qui pour ce auroit esté fait sur toutes especes de marchandises, plus à plein contenues esdites ordonnances: & en outre ordonné que lesdits marchans ne seroyent plus suiets à bailler caution des marchandises qu'ils chargeroyent dans nostredit Royaume & pays, pour les transporter d'un lieu en autre dedans ledit Royaume & pays sin que ce fust d'une extremité en autre, hors les limites du Royaume, & des pays où nosdites aides ont cours. Et pour l'exécution desdites ordonnances eussent esté deputez Commissaires en diuers lieux de nostredit royaume, qui ensuyuant icelles auroyent establis Bureaux & Cōmis les Officiers qui leur estoit mādē d'establir & commettre pour auoir la charge de leuer le payement de nosdits droits, & en ce faisant attribuerēt la cognoissance dudit recouuerement à diuers Iuges, suyuāt icelles ordonnances, & nescimes en nostre pays & Duché de Normandie: cōme plus à plein est cōtenu esdites ordonnances, lesquelles audit pays & duché ont esté entierement executees & obseruees iusques à present. Ce neantmoins (cōme nous auons esté biē & deuēment aduertis) le grand & excessif nōbre des Officiers qui aux fins que dessus ont esté cōmis, auroit esté cause d'engēder cōfusion & desordre entr'eux, ausdits Marchands vexatiōs, & à nous grās frais & despens: chose qui par cy apres pourroit facilmēt diminuer nosdits droits, & discontinuer la trafique, & cōmerce desdits marchāds, en nostredit royaume & pays contre noz vōloir & intention. Pour à quoy pouruoir, & regler le nōbre desdits Officiers, & mettre vn certain ordre sur la forme & maniere de recouuer nosdits droits: apres que sur ce auons eu l'aduis de plusieurs notables personages, & gens de noz finances, & le tout fait rapporter en nostre priuē conseil: par la deliberation & aduis duquel nous auons statuē & ordonné statuons & ordonnons de noz certaine science, pleine puissance, & authoritē Royal, ce qui s'ensuit.

1 PREMIEREMENT voulons & nous plaist, que nosdits droits d'imposition foraine, refuse, ou domaine forain, & de haut passage, soyent d'oresnauant leuez & cueillis tous emsemble, & par vn mesme moyen & mesmes Officiers, aux limites & extremités de nostredit Royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeissance. N'entendons toutesfois en ce comprendre les marchandises qui seront enleuees & chargees dans nostredit Royaume, & en vne contree ou prouince où nos aides ont cours, pour estre menees, conduites & debitees en autre prouince où noz aides n'ont point de cours auquel cas nosdits droits seront payez à l'extremité de la contree où les aides ont cours, & auāt que entrer en l'autre contree de nostredit Royaume où nos aides n'ont point de cours.

2 Et seront leuez nosdits droits, en tout cas, sur toutes les marchandises qui seront chargees & enleuees en nostredit Royaume & pays, pour estre transportees es pays estranges & hors nostre obeissance, le tout selon le prix & adualuation desdites marchandises, faites en l'an 1541. & 42. & la moderation d'aucunes d'icelles, faite en l'an 1543. sans ce que lesdits Marchands soyent d'oresnauant tenus ne suiets de bailler caution des marchandises qu'ils chargeront pour transporter d'un lieu en autre dedans nostredit Royaume & pays: sinon que ce fust pour les transporter d'une extremité en autre dudit Royaume, passans les limites d'iceluy: auquel cas auons ordonné & ordonnons, que lesdits Marchands seront tenus de bailler lesdites cautions, & non autrement, & s'obligeront lors de rapporter certification de la descente, & debitement desdites marchandises faits dedans nostredit Royaume declarans les lieux où ils entendent descendre, & debiter lesdites marchandises, & ce dedans le temps qui leur sera par ladite obligation prefix & limité, selon la distance desdits lieux.

3 LESQUELLES obligations & certifications nous voulons estre faites en forme deuē & par nosdits Officiers, qui à ces fins sont, ou seront commis par toutes les extremités & limites de nostredit Royaume, pays, terres & seigneuries, & non par autres.

4 Et outre voulons & ordonnons, qu'ou lesdits Marchands seroyent defaillans de rapporter lesdites certifications dedans le temps à eux prefix & limité, qu'eux & leursdites cautiōs soyent contrains à nous payer les sommes, à quoy se monteront nosdits droits, sans leur bailler autre plus grand delay: fors que par fortune de mer: empeschement de guerre, ou autre inconuenient notable: & auquel n'eussent sceu pouruoir, lesdits Marchands auoyent esté empeschez, dont ils feront apparoir: de maniere qu'ils n'eussent peu satisfaire à rapporter lesdites certifications dedans ledit temps lesdits Officiers pourront en ces cas prolonger ledit delay ausdits Marchands, eu esgard au temps, lieux, & ausdits empeschemens.

5 Et pour obuier aux fraudes & abus que pourroyent commettre lesdits Marchands sous couleor de transporter lesdites marchandises d'une extremité en autre, & neantmoins leur intention seroit de les mener en pays estrange, & au lieu de nous payer promptement nosdits droits, bailler seulement caution, & encore faulse ombre desdits inconueniens non veritables, qu'ils pourroyent alleguer, faire leur profit de ce qu'ils nous doiuent, au moyen dequoy noz deniers pourroyent estre longuement retardez à nostre grand interest: nous voulons & ordonnons, que tous ceux qui seront trouuez auoir vrs enuers nous de telle cautelle & malice, soyent tant eux que leurs cautions, par noz Maistres des ports ou leurs Lieutenans condamnez: c'est à sçauoir pour la premiere fois, à nous payer le quadruple des sommes, à quoy se peuuent monter nosdits droits: & pour la deuxième fois à la valeur & estimation

mation de leursdites marchandises, pour lesquelles transporter auoyent baillé ladite caution: & lefdits Marchands mis en amende selon la qualité du cas: laquelle amende & condemnation iusques à ladite valeur des à présent comme pour lors nous auons déclaré & declarons lefdits Marchans auoir encouru.

6 Et à ce que lefdits Marchans vñs de telles fraudes, puissent plus facilement estre decouuies & venir à la notice de nosdits Officiers, nous voulons que les denociateurs & accusateurs d'iceux Marchans ayent la quarte partie desdites confiscations, & amendes que pour raison de leurs denonciations nous feront adieuges.

7 Et pour ce qu'en plusieurs & diuers lieux de nostredit Royaume, pays, terres & seigneuries de nostredite obeissance n'a esté encores pourueu de l'estat & office desdits Maistres des ports, Lieutenans, Greffiers, Peseurs, Nöbreurs, Seelleurs, Visiteurs, Cöcierges, & Gardes, qui sont estats & offices necessaires pour le recouurement de nosdits droits, & pour le fair desdites marchandises prohibees: nous voulons & ordonnons qu'aux pays & prouinces de nostredit Royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeissance, és lieux où cy deuant & d'ancienneté n'a esté estably aucun desdits Maistres des ports, Lieutenans, Greffiers, Peseurs, nombreurs, Seelleurs, Visiteurs, Concierges, & Gardes ne pourueu par nous à leurs estats & offices, qu'elsdits lieux y soit par nous estably, pourueu, & commis tel nombre desdits Maistres des ports, leurs Lieutenans, Greffiers, & autres Officiers desdits nommez, que l'on verra estre requis d'y pouruoir, establi & commettre, selon la commodité & estenduë desdites prouinces & pays.

8 LESQUELS Maistres des ports, leurs Lieutenans, Greffiers, Peseurs, Nöbreurs, Seelleurs, Visiteurs Concierges, & Gardes nous auons erée & erigé, creons & erigeons en titre d'office formé par ces presentes.

9 Et à iceux Maistres des ports, & leursdits Lientenans, auons attribué & attribuons priuatiuement à tous noz autres Iuges, la cognoissance & iurisdiction en premiere instance de nosdits droits d'imposition foraine, refue, ou domaine forain, & de haut passage, & de tout ce qui concerne le fait desdites marchandises prohibees, & defendues, & des autres cas & affaires accoustumez estre traittez es cours & iurisdicions de nosdits Maistres des ports, comme ^a est des marchandises mal acquittées, ou supposées l'une pour l'autre au payement de nosdits droits, du transport de l'or & argent monnoyé, & non monnoyé, bagues & ioyaux, harnois, & toutes sortes de munitions de guerre, cheuaux de prix, & plusieurs autres choses, desquelles le transport hors nostredit Royaume, pays, terres & seigneuries, est prohibé & defendu par noz ordonnances: de l'entree de draps d'or, & d'argent, & de soye, & d'espiceries en nostredit Royaume & pays, par autres lieux que par ceux qu'auons permis ausdits Marchans, de les pouoir faire entrer dedans iceluy nostredit Royaume & pays, des courriers, Messagers, estrangers, & autres gens incognus, & sans auoir aueu ou cognoissance, entrans & sortant de nostredit Royaume & pays, soit par eau ou par terre: à fin de sçauoir dont ils viennent, & où ils vont, & s'ils apportent aucune chose qui puisse estre preiudiciable à nous, & à nostredit Royaume, & pays. Et sur les faux ports, ponts, passages & chemins destournez, & generalement sur tous les autres cas, qui de tout temps & d'ancienneté ont accoustumé auoir la charge, & cognoistre nosdits Maistres des ports anciens, suyuant tant noz ordonnances, que de noz predecesseurs.

10 Et voulons & ordonnons, que les appellations interiettes pardeuant nosdits Maistres des ports ou leurs Lientenans, soyent ressortissans immediatement, à noz cours de Parlement respectiuelement, comme font celles de nosdits Maistres des ports anciens: fors que pour le regard de nostre pays & Duché de Bretaigne, auquel nous voulons que durant l'absence du Parlement desdites appellations soyent ressortissans en nostre conseil & Chancellerie dudit pays & Duché, & ledit Parlement tenant, ressortiront audit Parlement.

11 Et en outre voulons & ordonnons que nosdits Maistres des ports ainsi par nous nouuellement creez, suyuant l'ancienne forme & façon de faire de nosdits Maistres des ports anciens, presentent le serment en nosdites cours de Parlement, respectiuelement chacun selon les ressorts desquels ils seront: & que leurs Lieutenans, Greffiers, & autres Officiers dessus nommez, presentent aussi le serment pardeuant nosdits Maistres des ports, ou leurs Lieutenans, és sieges Presidiaux, en l'absence, desdits Maistres des ports: lesquels Maistres des ports, ou leursdits Lieutenans en leur absence, ou actuels sieges, s'informeront preallablement, deuëment & diligemment, sur la residence ordinaire, ou actuelle desdits Officiers, mesmement de la suffisance, loyauté preud'homme, & bonne diligence d'iceux.

12 Et voulons & ordonnons, que lefdits Maistres des ports, leurs Lieutenans, Greffiers, Peseurs, Nombreurs, Seelleurs, Visiteurs, Concierge, & Gardes, qui à ce faire seront deputez par lefdits Maistres des ports, ou leursdits Lieutenans, facent continuelle residence és lieux & Bureaux, qui ont esté & seront establis, pour leuer & cueillir nosdits droits, pour promptement depecher lefdits Marchans à mesure qu'ils viendront, pour acquiter leursdites Marchandises, & ce sur peine de priuation de leurs offices.

13 A VUSQUELS lieux & Bureaux nous voulons & ordonnons estre amenees & mises en evidence, declarees toutes les marchandises, que lefdits Marchans voudront faire transporter hors nostredit Royaume, pays, terres, & seigneuries, & esdits lieux où nosdits aides n'ont point de cours: & celles qu'ils voudront transporter d'une extremité en autres de nosdits Royaume & pays, comme dit

Instruction des Maistres des ports.

a) Ce mesme pouuoir leur est cöfirmé par l'ordonnance qui est au chap. suyuant de Henry II. en l'an 1551.

est cy dessus: & ce par vne declaratiō que lesdits Marchans bailleront par escrit signee de leurs mains laquelle ils affermeront par serment, pardeuant les Maistres des ports ou leurs Lieutenans audit Bureau, & non ailleurs, contenir verité.

14 ET qu'en iceux lieux & Bureaux, & non ailleurs, lesdites marchandises soyent pesees, nombrées, sceellées, acquitez, & payez nosdits droits, & leurdites cautions receuës par nosdits maistres des ports, ou leurdits Lieutenans. Et les deniers prouenans de nosdits droits voulons & ordonnons estre receus par nos Receueurs: à sçauoir nostredit droit d'impositiō foraine, par nos Receueurs des aides, & es lieux où nosdits aides ont cours: & nosdits droits de refuse, ou domaine forain, & haut passage, par les Receueurs ordinaires de nostredit domaine: & es lieux où nosdits aides n'ont point de cours, voulons tous lesdits droits estre receus par nosdits Receueurs ordinaires de nostredit domaine, & par recete à part & separee, à ce que puissions sçauoir de mois, en mois, ou de quartier en quartier, ce que chacun desdits droits nous auront valu.

15 ET à ceste cause nous enioignons à nosdits Maistres des ports, leurdits Lieutenans & Greffiers chacun en droit soy respectiuelement d'enuoyer de quartier en quartier, les estats signez au vray de leurs mains de ce qu'auront valu nosdits droits pour le regard desdits droits de refuse, & domaine forain & de haut passage, à nos Thresoriers de France: & pour le regard de ladite imposition foraine à nos generaux des finances: & le semblable voulons estre enuoyé aux Commissaires par nous deputez sur le fait de nosdites finances lez nostre personne, sans que nosdits Thresoriers generaux & Commissaires soyent tenus d'enuoyer vers nosdits maistres des ports, leurs Lieutenans, & Greffiers, ne pour ce faire aucuns frais ou despenſe. Et ce sur peine de s'en prendre à eux, si à cause de leur negligence, & de n'auoir enuoyé lesdits estats, nosdits deniers estoient aucunement retardez.

16 ET voulons & ordonnons que nosdits Receueurs, ou leurs commis, soyent ordinairement ausdits lieux & Bureaux, pour receuoir desdits Marchans les payemens de nosdits droits, à mesure qu'ils viendront acquiter lesdites marchandises.

17 LESQUELS droits nous voulons estre payez & receus ausdits lieux & Bureaux, & non ailleurs, à ce que lesdits Marchans soyent, à mesure qu'ils viendront, depeſchez, sans aucune retardation sur peine ausdits Receueurs, ou leurs commis (desquels ils respondront) d'estre tenus à l'interest & dommage desdits Marchans, si par leur faute ou negligence lesdits Marchans, ou leurdites marchandises estoient aucunement retardez: de quoy nous voulons que lesdits Receueurs, ou leurs commis soyent responsables, & iusticiables par deuant nosdits Maistres des ports, ou leurdits Lieutenans, ausquels nous enioignons de faire prompte & briefue iustice ausdits Marchands, des plaintes qui seront faites par deuant eux, soit contre lesdits Receueurs ou leurs commis, qu'autres Officiers desdits lieux & Bureaux, ayans la charge du recouurement de nosdits droits.

18 ET en outre enioignons à nosdits Maistres des ports, ou leurdits Lieutenans, de bien & loyalement faire peser, & nombrer lesdites marchandises, & faire enregistrer par leurdits Greffiers ensemble les acquits desdites marchandises, tant des payemens que desdites cautions: & de ce faire bailler doubles acquits ausdits Marchans, l'un pour laisser aux gardes qu'ils trouueront sur les extremitiez des passages où ils auront déclaré de vouloir faire passer leurdites marchandises: & l'autre qui leur demeurera, pour la seureté d'icelles.

19 LESQUELS acquits nous voulons estre signez de la main de nosdits Maistres des ports, ou leurs Lieutenans, de nosdits Receueurs, ou leurs commis, desdits Greffiers, ou leurs commis, & lesdits peseurs, & Nombreurs: & que lesdits registres soyent aussi signez tous les iours, à mesure que la marchandise est nombree & pesee.

20 ET voulons & ordonnons, que lesdites declarations & affirmation, que lesdits Marchans sont tenus faire, ensemble la forme de les enregistrer, la maniere de peser, calculer, & de faire registre desdites pesees & calcul, & la valeur & estimation desdites marchandises, & de sçauoir ce qui nous appartient distinctement, pour raison de chacun de nosdits droits, la forme aussi d'enregistrer les acquits tant du payement que des cautions, & d'iceux expedier aux Marchans ensemble les passeports la maniere de descharger les cautions, & de faire les certifications des descentes des marchandises, venans de diuerses contrees de nostre Royaume, de tenir, & faire registre des confiscations & amendes: soyent faites & expediees selon la forme & maniere, qui en la fin de nostre presente ordonnance sera declaree par le menu, & non autrement.

21 ET voulons, ordonnons, & enioignons ausdits Visiteurs, & Gardes, de rapporter, ou faire rapporter par lesdits Gardes, de quinze iours en quinze iours, tous les acquits qu'ils auront receus desdits Marchands sur ledit passage, pour les verifier, & contreroller avec lesdits registres des Bureaux, où lesdits acquits ont esté faits & expediez: & faire apparoir de la deligence, ou negligence desdits gardes: & ce sur peine de suspension de leurdits estats & charges.

22 ET voulons, & ordonnons, que deux fois l'an nosdits Maistres des ports, accompagnez desdits Greffiers, Visiteurs, & Gardes, facent visitation generale par toute leur charge, lieux & Bureaux respectiuelement, de tous les faux ports, ponts & passages, pour voir & entendre si nosdites ordonnances y ont esté bien & deuement entretenues & gardees, & s'il a esté rien fait tant au preiudice de nous, que desdits Marchans: & tout ce qu'ils trouueront en desordre, ou mal fait, corriger, ou punir selon la forme & teneur de nosdites ordonnances: & ce sur peine de priuation de leurs gages.

Et sembla-

23 Et semblablement ordonnons, que lesdits Visiteurs avec le nombre desdits gardes, qui leur seront baillez par nosdits Maistres des ports, de mois en mois, ou de deux mois en deux mois, pour le moins, visitent tous lesdits lieux, & Bureaux de leurdites provinces, iurisdicions, & charges où ils seront commis: ensemble lesdits faux ports, ponts, passages, & chemins destournez, pour sçauoir tout ce qui a esté fait esdits Bureaux & lieux, & prendre par estat les sommes des deniers qui auront esté receus ausdits lieux & Bureaux pour le payement de chacun de nosdits droits, & l'estat & roolles des cautions baillees par lesdits Marchans, & des confiscations & amendes, à fin qu'à faute de diligence nosdits deniers ne soyent aucunement retardez: & que rien ne se puisse perdre, n'esgarer de ce qui nous appartient, ny fait aucue chose, tant par nosdits Officiers & gardes, qu'autres peronnages, à nostre preindice, ne desdits Marchans: & mesmes sur les faits desdites marchandises prohibees, entendre en quelle fidelité lesdits gardes se feront portez esdits faux ports, pôts, passages, & chemins destournez, pour le regard de ce que dessus, & des espies & gens incognus. Et de tout ce qu'ils auront trouué faire leurs rapports à nosdits Maistres des ports ou leurs Lieutenans, sous la charge desquels ils seront commis & deputez.

24 Et à fin que lesdits visiteurs & gardes soyent plus enclins & diligens d'auoir l'œil à tenir la main à tout ce que dessus, nous voulons & ordonnons: que de toutes les confiscations & amendes, qui nous seront adiugees par nosdits Maistres des ports, ou leurs Lieutenans, au moyen des diligences des arrestes & saisies, que lesdits Visiteurs & Gardes auront fait sur lesdites Marchandises mal acquitees, ou prohibees, & desdits courtiers & espies, & gens incognus, qu'ausdits Visiteurs & Gardes soyent baillé & deliuré la tierce partie desdites confiscations & amendes par nosdits Maistres des ports, ou leurdits Lieutenans, à nous adiugees: laquelle sentence, entant que touche ladite tierce partie adiugee ausdits Visiteurs & gardes, sera excecute, nonobstât oppositions ou appellations quelconques: pourueu: qu'elles n'excedent la somme de vingt cinq liures tournois pour ladite tierce partie: & en baillât par lesdits Visiteurs & gardes bonnes & suffisantes cautions, de rendre lesdites sommes, si en fin de cause estoit dit.

25 Et pour ce que lesdits Visiteurs à cause de la continuë visitation qu'il leur conuiendrait faire, & de leur bonne diligence dependront toutes lesdites confiscations & amendes, nous voulons & ordonnons, que des sommes, à quoy se pourrout mōter les deniers de ladite troisieme partie, qui à eux, & ausdits gardes sera adiugee, lesdits visiteurs prennent double part & portion, où lesdits gardes n'en prendront qu'une.

26 LAQUELLE tierce partie nous voulons estre baillee par nosdits Receueurs par leurs quitraës seulement, sans ce que pour auoir payement de ladite tierce partie à eux adiugee, lesdits Visiteurs & Gardes ayent à apporter autre acquit, ou mādement de nous, fors que cesdites presentes, ou vidi-mus d'icelles, avec leurdites quitraances, que nous voulons estre rabbaues ausdits Receueurs, sur la somme desdites confiscations & amendes à nous adiugees, à la red dition de leurs comtes.

27 Et en outre voulons & ordonnons, que tout ce qui sera saisi & arresté par lesdits Visiteurs, ils fassent amener & conduire és Bureaux, qu'ils trouueront estre prochains des lieux où ils auront fait lesdits arrestes & saisies, ensemble les conducteurs d'icelles marchandises, & autres choses qu'ils aurōt arresté.

28 Et si lesdits Bureaux estoient trop distans des lieux où ils auroient fait les arrestes, les seront amener à la plus prochaine ville, ou village, & en la presence des Officiers, ou aucuns d'iceux, & en defaut de ce, de tesmoins, & desdits conducteurs seront, ou seront faire bon & loyal inventaire de tout ce qu'ils auront saisi & arresté, le tout mettre sous bonne & seure garde, tant lesdites marchandises & autres choses arrestees, que les pourteurs & conducteurs d'icelles. Et incontinent en seront rapport à nosdits Maistres des ports, ou leurs Lieutenans, és Bureaux, sous la charge desquels lesdits Gardes auront esté Commis: & ce sur peine d'amende arbitraire, pour la premiere fois: & pour la seconde, de priuation de leurs estats & charges, & de punition corporelle.

29 LESQUELS arrestes & saisies nous voulons estre faits par lesdits Visiteurs & Gardes, & non par autres personnes, pour obuier aux fraudes, larcins & abus, que plusieurs gens n'ayans charge, ne le feroient à nous, pourroyent commettre sur les champs, à l'encontre desdits Marchans, sous couleur de nosdites ordonnances. Et defendons expressément à toutes autres, de quelque qualité qu'ils soyent de n'entreprendre aucune cognoissance desdites saisies & arrestes, sur peine d'amende arbitraire, & de punition corporelle, si besoin est, & comme le cas le requerra.

30 Et voulons & ordonnons, que nosdits Maistres des ports, & leurdits Lieutenans ayent pleine autorité & puissance sur tous les Officiers, qui par cy deuant ont esté commis & deputez par feu nostredit Seigneur & pere, & par nous, & qui cy apres seront instituez & creez, pour leuer & cueillir nosdits droits d'imposition foraine, & domaine forain, & de haut passage, & pour lesdites marchandises prohibees sous la charge de nosdits Maistres des ports, de proceder à l'encontre d'eux ciuilement & criminellement, en tout ce que concerne le fait du recouurement de nosdits droits, & desdites marchandises prohibees, circonstances & dependances, iusques à suspension & priuatiō de leurdits estats & charges, & de punition corporelle, si le cas le requiert.

31 LES sentences desquels Maistres des ports, ou leurs Lieutenans soyent diffinitues, ou interlo-cutoires, concernans la correction & punition desdits Officiers abusans ou delinquans, nous voulōs

Tom second.

HHHH

a] Par cest article est corrigee l'ordonnance de l'an 1540. en l'article 2. qui est au chap. 6. de ce titre.

& ordonnons estre executoriales, nonobstant oppositions ou appellations quelcônques, & sans prejudice d'icelles: pourueu qu'il ne fust question (quant aux sentences diffinitives) de punition corporelle, ou d'amende honorable. Et quant aux interlocutoires, de grief, qui ne peut estre réparé en diffinitive auquel cas lesdites sentences diffinitives ou interlocutoires ne seront executees, ains sera premier iugé l'article d'appel.

32 Et pour l'entretenement, peines salaires, vacations & gages de tous nosdits Maistres des ports, leursdits Lieutenans, Greffiers, & autres Officiers en ladite charge, nous voulons & ordonnons estre prins le cinquieme denier des deniers prouenans de nosdits droits: en ce non cōpris les amendes & confiscatiōs, laquelle somme nous voulons estre prise en chacune province où il y aura Maistres des ports, & par tout les Bureaux, de quartier en quartier, & les reduire ensemble: à fin que le sort puisse porter le foible. Et tout ainsi remis & assemblé, soit distribué & payé à chacun desdits Officiers, leur part & portion de ce qu'il leur competera & appartiendra dudit cinquieme denier, selon le departement, qui cy apres sera par nous fait à chacun desdits Officiers. Lequel payement nous voulons estre fait ausdits Maistres des ports, leurs Lieutenans, & autres Officiers, de quartier en quartier, par le Receueur principal de chacune desdites provinces respectiuellement, sans autre acqrit que les simples quittances desdits Officiers, à fin qu'ils ayent tousiours meilleur moyen d'eux entretenir à la continuation de nostre seruice, pour le recourement de noz droit, & des choses dessusdites.

33 Et pour obuier à ladite confusion & desordre, engendré du grand & excessif nombre d'officiers, & les reigler & reduire en nombre competent, & qu'auons trouué suffire pour l'effet que dessus, en plusieurs de noz provinces & pays, commençans en nostredit pays & Duché de Normandie: nous voulons & ordonnons y estre establis dix Bureaux seulement: & sur la charge du Maistre des ports qu'y auons crée & erigé de nouveau, creons & erigeons ensemble le nombre des Lieutenans Greffiers, & Officiers, que nous voulons qui demeurent esdits Bureaux, comme plus à plein sera cy apres déclaré.

34 Et en declarant les lieux de leurs residences, & Bureaux de leurs vacations & charges, nous voulons estre departis à chacun desdits Officiers la part & portion que nous entendons qu'ils ayent, & qui leurs compete & appartient de ladite cinquieme partie, & à eux par nous ottroyee de chacune liure d'icelle cinquieme partie, commençans en nostredite ville de Rouën, où nous auons estably le Bureau & siege capital de nostre pays de Normandie, pour le recourement de nosdits droits & autres choses dessusdites.

Le salaire & gages des Maistres des ports & autres Officiers en la charge de l'imposition foraine.

ROVEN. Audit Maistre des ports, la somme de six deniers tournois: à son Lieutenant general & resident audit siege & Bureau vn denier vne pite tournois. A nostre Receueur des Aides, quatre deniers tournois. A nostre Receueur du domaine, vn denier obole tournois. Au Greffier dudit Maistre des ports resident au siege & Bureau, cinq deniers tournois. Au Peseur, vn denier obole tour. Au Nōbreur & faiseur de calcul: vn denier tournois. Au seelleur vn denier obole tournois Au Concierge, vn obole tournois. Et à quatre gardes, v denier tournois, qui est à chacun d'eux vne pite obole tournois.

DIETTE. Et pour le Bureau de nostre ville de Dieppe, ses circonstances, & dependances: au Lieutenant dudit Maistre des ports vn obole tournois: à nostredit Receueur des Aides vne pite tournois: à nostredit Receueur du domaine, vne pite tournois: au Greffier, vne pite tournois: au Peseur, vne pite tournois: au Seelleur, vne pite tournois. Et à quatre gardes, vn denier tournois, qui est à chacun d'eux vne pite tournois.

GRACE. Et pour le Bureau de nostre ville François de Grace & ses dependances, qui sont lieux es haures de Fescamp, & de Harfleur: au Lieutenāt dudit maistre des ports, vne obole tournois: au Receueur des Aides, vne pite tournois, à nostredit receueur du domaine, vne pite tournois, au Greffier, vne pite tournois: au Peseur, vne pite tournois: au Seelleur, vne pite tournois: & aux quatre Gardes, vn denier tournois.

HONNEFLEVR. Et pour le Bureau de nostre ville de Honnefleury, en ce comprins les lieux de Touque & Diue: au Lieutenant dudit Maistre des ports, vne obole tournois: au Receueur de nosdites Aides, vne pite tournois: au Receueur de nostredit domaine, vne pite tour. au Greffier, vne pite tournois, au Peseur, vne pite tour. au Seelleur, vne pite tournois, & à trois Gardes, trois pites tour.

CAEN. Et pour le Bureau de nostre ville de Caen, & ses dependances au Lieutenāt dudit Maistre des ports, vn obole tournois: à nostredit Receueur des Aides, vne pite tour. au Receueur de nostredit domaine vne pite tournois: au Greffier vne pite tournois: & à quatre Gardes, vn denier tournois: qui est à chacun d'eux vne pite tournois.

CHERBOURG & Valongnes. Et pour le Bureau de nostre ville de Cherbourg, Valongnes & ses dependances: au Lieutenant, dudit Maistre des ports, vn obole tournois: au Receueur de nosdites Aides: vne pite tour. à nostredit Receueur du domaine vne pite tournois au Greffier, vne pite tour. & à quatre Gardes vn denier tournois.

GRANDVILLE, Constances, & Ville-dieu. Et pour le Bureau de Grandville, Constances, & Ville-dieu, & autres leurs dependances: au Lieutenāt dudit Maistre des ports, vne obole tournois: à nostredit Receueur des aides, vne pite tour. à nostredit Receueur du domaine, vne pite to. au Greffier, vne

fier, vne pite tournois, & à cinq gardes, vn denier pite tournois : qui reuiennent à chacun d'eux vne pite tournois.

PONTORSON & Auranches. Et pour le Bureau de Pontorson, Auranches, & saincte lame de Buiron, & leurs dependances: au Lieutenant du Maistre des ports, vne obole tournois: au Receueur de nosdites Aides, vne pite tour. au Receueur de nostredit domaine, vne pite tournois: au Greffier, vne pite tour. & à trois gardes, trois pites tournois.

VIRE & Conde. Et pour le Bureau de noz villes de Vire & Conde sur Noireau, & leurs dependances: au Lieutenant dudit Maistre des ports, vne pite tour. à nostre Receueur des Aides, vne pite tour. au Receueur de nostre domaine, vne pite tournois: au Greffier, vne pite tournois, & à trois gardes, vn obole tour. seulement à partir entr'eux par efgale portion.

CAUDEBEC & Guillebeuf. Et pour le regard de Caudebec & Guillebeuf: à deux gardes commises pour receuoir les acquits, seulement vn obole tour. qui est à chacun d'eux vne pite tournois.

SAINCT Hilaire, & Mortain, & leurs dependances: au Lieutenant dudit Maistre des ports, vne pite tournois: à nostre Receueur des Aides, vne pite tournois, à nostre Receueur du domaine, vne pite tournois: au Greffier, vne pite tournois: à trois gardes, trois pites tournois.

35 LA GVIBRAY. Et pour le regard de la foire de la Guibray, qui se tient vne fois l'an en nostredit pays & Duché de Normandie, nous voulons & ordonnons, que nostredit Maistre des ports, ou son Lieutenant audit siege & Bureau de Rouën, avec le Greffier, & autres Officiers qu'ils aduiferoient estre à prendre avec eux, se transportent audit lieu, au temps que la foire tiendra, & durant ladite foire facent acquiter aux Marchans nosdits droits de marchandises qu'ils chargeront pour transporter hors de nostredit Royaume, & es lieux où nosdites Aides n'ont point de cours: & les deniers prouuenans de nosdits droits faire mettre es mains de nosdits Receueurs des Aides & domaine respectiuellement.

36 ET pource que hors d'icelle foire il pourroit aduenir que quelque Marchant voudroit faire charger aucunes desdites marchandises, pour transporter hors du Royaume aux extermitez, avec caution: nous voulons & ordonnons, qu'un Commis desdits Receueurs, & vn Commis dudit Greffier de Rouën, demeurant au lieu de Falaize, pour faire lesdits acquits, le cas auenant, qu'il soit requis d'en faire.

Auquels Commis auons ordonné & ordonnons, de ladite cinquieme partie vne pite tournois: à partir entr'eux, & à deux gardes, que nous auons ordonné estre ordinairement avec nostredit Maistre des ports, ou son Lieutenant, ou dudit Visiteur, pour le fait de ladite visitation, la somme de deux pites tournois.

37 LESQUELSdits Bureaux & lesdits Officiers, qui sont en nombre de quatre vingts & quinze, nous auons designé & designons, voulons, & entendons, qu'ils demeurent en tout nostredit pays & Duché de Normandie, & sous la charge de nostredit Maistre des ports, & non plus grand nombre.

38 POUR le Bureau de nostre ville d'Amiens, au Maistre des ports, Iuge en chef de ladite ville d'Amiens, & des autres Bureaux & lieux & Officiers cy apres declarez, la somme de six deniers tournois: à son Lieutenant general audit Bureau, vn denier obole tournois: au Receueur de nostredit domaine, deux deniers tournois: au Receueur de noz Aides, trois deniers obole to. au Greffier, cinq deniers tournois: au Visiteur trois deniers pite tournois: au Peseur, vn denier trois pites, au Mesureur & Nombreur, vn denier trois pites tournois: au Scelleur, vn denier obole tournois: au Concierge, vn obole tournois, & à deux gardes, vn obole tournois, qui est chacun d'eux vne pite tournois.

POUR le Bureau d'Abbeuille & ses dependances, au Lieutenant de nostredit Maistre des ports vne obole tour. au Receueur de nostredit domaine, vne pite tournois: au receueur de nosdites Aides, vne pite tournois: au Greffier, vne pite tournois: au peseur vne pite tournois: au Scelleur, vne pite tour. & à deux gardes, vn obole tournois.

POUR le Bureau de saint Valeri sur Somme, & lieux circonuoisins, au Lieutenant dudit Maistre des ports, vn obole tournois au Receueur de nostredit domaine, vne pite tournois: au Receueur de noz Aides, vne pite tournois: au Greffier, vne pite tournois: au Peseur, vne pite tour. au Selleur, vne pite tour. & à deux gardes, vn obole tournois.

POUR le Bureau de nostre ville de Corbie, & ses dependances: au Lieutenant dudit Maistre des ports, vne obole tournois: au Receueur de nostre domaine, vne pite tournois: au Receueur de nosdites Aides, vne pite tournois: au Greffier, vne pite tour. & à deux gardes vn obole tournois.

POUR le Bureau de nostre ville de Peronne, & circonstances & dependances, au Lieutenant de nostredit Maistre des ports, vne obole tournois: au Receueur de nostredit domaine, vne pite tour. au Receueur de nosdites Aides, vne pite tournois: au Greffier, vne pite tournois: au Peseur, vne pite tournois, au Scelleur, vne pite tour. & à deux gardes, vn obole tournois.

Et pour le Bureau de nostre ville de saint Quentin, & ses dependances au Lieutenant du Maistre des ports, vne obole tournois. au Receueur de nostredit domaine, vne pite tournois: au Receueur de nosdites Aides, vne pite tour. au Greffier, vne pite tour. au Peseur, vne pite tournois: au Scelleur vne pite tournois: & à deux gardes, vne obole tournois.

POUR le Bureau de nostre ville de Laon & lieux circonuoisins: au Lieutenant dudit Maistre des ports, vne obole tournois: au Receueur de nostredit domaine, vne pite tournois: au Receueur de

nosdites Aides, vne pite tournois, au Greffier, vne pite tournois, au Peseur, vne pite tournois, au Scelleur, vne pite tournois: & à deux Gardes, vne obole tournois.

Et pour le Bureau de nostre Bourg de Creci en Laonnois, circonstances & dependances, au Lieutenant dudit Maistre des ports, vne obole tour. au Receueurs de nostredit domaine, vne pite tournois au Receueur de nosdites Aydes, vne pite tournois: au Greffier, vne pite tournois, au Peseur, vne pite tournois, au scelleur, vne pite tournois, & pour deux gardes, vne obole tournois.

Et pour le regard des lieux & passages qui sont outre nostre riuere de Somme, tirant vers le pays de Cambresy, d'Artois, de Flandres & Calais, nous auons deputé & estably les lieux, & commis les Officiers qui s'enfuyent, à sçauoir, en nostre ville de Doullans, pour recevoir lesdits droitz du creu de ladite ville & lieux circonuoisins seulement, suyuant la forme de l'ordonnance, au Receueur ou son Commis, vne pite tournois, à vn Garde vne pite tournois.

Au lieu de Pas en Artois, pour recevoir comme dessus, au Receueur ou son Commis, vne pite tour. à vn Garde, vne pite tournois.

A Estappes, & lieux circonuoisins, pour recevoir en la maniere que dit est, au Receueur ou son Commis vne pite tour. & à vn Garde vne pite tournois.

A Monstreul & lieux circonuoisins, au Receueur ou son Commis, vne pite tour. & à vn Garde, vne pite tournois.

A Samer au bois, circonstances, & dependances, au Receueur ou son Commis, vne pite tournois & à vn Garde, vne pite tournois.

Et pour les Bureaux de Theroenne, Auxile chasteau, à deux Commis du Receueur, deux pites tournois: & à deux Gardes, deux pites tournois.

A Ambtetouel & Braquenay, au Receueur ou son Comis, vne pite tour. & à vn Garde, vne pite tour. A Hefdin, circonstances, & dependances, au Receueur ou son Commis, vne pite tour. & à vn Garde, vne pite tournois.

Fossonne & lieux circonuoisins, au Receueur ou son Commis, vne pite tour. à vn Garde, vne pite tour. & à deux autres Gardes ordonnez à nostredit Maistre des ports, son Lieutenant, & audit Visiteur, pour les faux ports & passages, vn obole tournois.

Pour le Bureau de nostre ville de Troyes & ses dependances, au Maistre des ports, Iuge en chef en ladite ville de Troyes, & des autres Bureaux & lieux cy apres declarez, la somme de six deniers tour. à son Lieutenant general audit Bureau, vn denier obole tour. au Receueur de nostredit domaine, vn denier trois pites tournois: au Receueur de nosdites Aides, deux deniers tour. pite tournois: au Greffier, cinq deniers tournois: au Visiteur, trois deniers pites tour. au Peseur, vn denier pite tour. au Mesureur & Nombreur, vn denier obole tournois: au Scelleur vn denier pite tournois: au Concierge vn denier tour. & à deux gardes, vn obole tournois.

Pour le Bureau de nostre ville de Chalon, circonstances & dependances, au Lieutenant du Maistre des ports, vn obole: au Receueur de nostre domaine, vne pite tour. au Receueur de noz Aides vne pite tour. au Greffier, vne pite tour. au Peseur, vne pite tour. au Scelleur, vne pite tour. & à deux Gardes, deux pites tour.

Pour le Bureau de nostre ville de Reins, & lieux circonuoisins au Lieutenant du Maistre des ports, vn obole tournois: au Receueur de nostredit domaine, vne pite tournois: au Receueur de nosdites Aides, vne pite tournois: au Greffier, vne pite tournois: au Peseur vne pite tour. au Scelleur, vne pite tournois, & à deux Gardes deux pites tournois.

Pour le Bureau de nostre ville de Maizières, & ses dependances, au Lieutenant dudit Maistre des ports vn obole tournois: au Receueur de nostredit domaine vne pite tournois: au Receueur de nosdites Aides, vne pite tournois: au Greffier, vne pite tour. au Peseur, vne pite tournois: au Scelleur, vne pite tournois, à trois Gardes, trois pites tournois.

Et pour le Bureau de nostre ville de sainte Manchout & des lieux circonuoisins iusques à Vimi en Pathois: au Lieutenant dudit Maistre des ports, vn obole tournois, au Receueur de nostredit domaine vne pite tour. au Receueur de nosdites Aides, vne pite tournois, au Greffier vne pite tournois & à trois Gardes trois pites tournois.

Et pour le Bureau de nostre ville de saint Dizier, & ses dependances, tirant contre la Duché de Barrois, Lorraine, & dudit Vitry, au Lieutenant dudit Maistre des ports, vne obole tournois: au Receueur du domaine, vne pite tournois: au Receueur de nosdites Aides, vne pite tournois: au Greffier, vne pite tournois: & à deux Gardes, deux pites tournois.

Et pour le Bureau de nostre ville de Chaumont en Bassigni, & Preuosté Dandelot, & lieux circonuoisins: au Lieutenant dudit Maistre des ports, vne obole tournois: au Receueur de nostredit domaine, vne pite tournois, au Receueur de nosdites Aides, vne pite tour. au Greffier, vne pite tour. & à trois Gardes, trois pites tournois.

Et pour nostre ville de Vaucouleur & ses dependances, aux Receueurs dudit domaine & des Aides, deux pites tournois. au Greffier vne pite tour. & à trois Gardes, trois pites tournois.

Et pour les lieux & Villages de Handelix & Marceilli la Grange, circonstances & ses dependances, aux Receueurs de nostredit domaine & Aides, deux pites tournois au Greffier vne pite tournois: & à trois Gardes trois pites tournois.

Et pour le lieu & village de Borbonne les bains, & fes dependances, à deux Receueurs dudit domaine & Aides, deux pites tour. au Greffier vne pite tournois: à trois gardes, trois pites tournois.

Et pour le Bureau de nostre ville de Langres & fes dependances, auquel respondront les villages deflusdits, au Lieutenant dudit Maistre des ports, vne obole tournois: ausdits Receueurs de nostredit domaine & Aides, deux pites tournois au Greffier, vne pite tournois: au Pefeur, vne pite tournois, au Seelleur, vne pite tournois, & à trois gardes, trois pites tournois. Et pour le Bureau de Fontaine Françoise, circonftances & dependances, ausdits deux Receueurs de nostredit domaine & à deux Aides, deux pites tournois: au Greffier vne pite tournois: à trois gardes trois pites tournois. Et à quatre autres gardes ordonnez comme deuant, pour la vifitation defdits faux ports & passages, avec ledit Maistre des ports, Lieutenans, & ledit Vifiteur, la fomme de quatre pites tournois.

Pour le Bureau de nostre ville de Dijon & fes dependances, au maistre des ports, Juge en chef de ladite ville de Dijon, & des autres Bureaux, & Officiers, & lieux fi apres declarez, fix deniers tournois: au Lieutenant, vn denier obole tournois: au Receueur du domaine, quatre deniers tournois: au Greffier cinq deniers tournois: au Vifiteur trois deniers tour. au Pefeur, vn denier obole tournois: au Meſureur, vn denier obole tour. au Seelleur, vn denier tournois, & au Concierge, vn denier tour. & à trois gardes, trois pites tournois.

Et pour le Bureau de Ponthaliers, circonftances & dependances, au Lieutenant dudit Maistre des ports, vne obole tournois: au Receueur de nostredit domaine ou fon commis, vne obole tournois: au Greffier, vne pite tournois, & à deux gardes, vn obole tournois.

Et pour le lieu de Renefue, circonftances & dependances, au Receueur ou fon Commis, vne pite tournois: & à deux Gardes, deux pites tournois.

Et pour le lieu de ſainct Seine ſur Vingenne, & fes dependances, au Receueur du domaine, ou fon Commis, vne pite tournois, & à deux Gardes, vne obole tournois.

Et pour le Bureau & lieu de Fay, au Receueur du domaine ou fon commis, vne pite tournois, & à vne Garde, vne pite tournois.

Et pour le Bureau de nostre ville d'Auxonne, au Lieutenant dudit Maistre des ports, vne obole tournois: au Receueur de nostredit domaine ou fon Commis, vne obole tournois: au Greffier, vne pite tournois, & à deux Gardes, vne obole tournois.

Et pour le lieu de Paigni, circonftances & dependances, au Receueur vne pite tournois, & à deux Gardes, deux pites tournois.

Et pour le Bureau de nostre ville de Seurre & fes dependances, au Lieutenant dudit Maistre des ports, vne obole tournois: au Receueur de nostredit domaine ou fon Commis, vn obole tournois: au Greffier, vne pite tournois, & à deux Gardes, vne obole tournois.

Et pour le lieu de Louans, circonſtance & dependances, au Receueur ou fon Commis, vne pite tournois, & à deux Gardes, vne obole tournois.

Et pour le Bureau de nostre ville de Beaune & port de Chaabot, & leurs dependances, au lieutenant vne obole tournois: au receueur du domaine ou fon Commis, vne obole tournois, au Greffier, vne pite tournois: au pefeur, vne obole tournois: au Seelleur, vne pite tournois, & à trois Gardes, trois pites tournois.

Et pour le Bureau du lieu de ſainct Jean de Laune, & fes appartenances, au Lieutenant, vne obole tournois, au Receueur ou fon Commis, vne pite tournois: au Greffier vne pite tournois: au Pefeur vne pite tournois: au Seelleur, vne pite tournois: & à deux Gardes deux pites tournois.

Et pour le Bureau de Verdun, & ce qui en depend, au Receueur dudit domaine, ou fon Commis, vne pite tour. au Greffier ou fon Commis, vne pite tour. & à vn Garde, vne pite tournois.

Et voulons & ordonnons que par durant la foire que chacun an l'on tient à Cier, que le Maistre des ports ou fon Lieutenant general ſe tranſportera audit lieu, pour faire leuer & cueillir noſdits droits par nos Officiers, durant icelle foire.

Et pour le Bureau de nostre ville de Chalons & fes dependances, au Lieutenant vn obole tour. au Receueur du domaine ou fon Commis, vne pite tournois: au Greffier, vne pite tour. au Pefeur, vne pite tour. au Seelleur, vne pite tour. & à deux Gardes, deux pites tournois.

Et pour le lieu de Charni, contre la frontiere du pays de Charrolois, & ſes dependances au Receueur du domaine, ou fon Commis, vne pite tournois, & à deux Gardes vne obole tournois.

Et pour le village de Conches, & villages circonuoifins, au Receueur du domaine, ou fon Commis, vne pite tournois: & à vne garde, vne pite tournois.

Et pour le lieu de Montſenis, & autres villages au pres: au Receueur du domaine, ou fon Commis, vne pite tournois: & à deux Gardes, deux pites tournois.

Pour la ville d'Autun & ſes dependances, au Lieutenant du Maistre des ports, vn obole tournois: au Receueur du domaine ou fon Commis: vne pite tournois, au Greffier, vne pite tournois & à deux Gardes, deux pites tournois.

Et pour le port de Dijon, aux Commis defdits deux Receueurs, vne pite tour. au Greffier, vne pite tour: à trois Gardes ayans charge du demeurant de ladite marche & frontiere, trois pites tour. & à quatre Gardes ordonnez à nostredit Maistre des ports, ſon Lieutenant & Vifiteur, pour les faux ports & passages la fomme d'un denier tournois.

P O V R le Bureau de nostre ville de Mascon & des dependances, au Maistre des ports, Iuge en chef de ladite ville de Mascon, & les autres Bureaux, lieux & offices cy apres declarez, & ayant egard à la petite recete & estendue dudit pays: nous luy auons ordonné douze deniers tour. sur la cinquieme partie, pour ce douze deniers tournois: à son Lieutenant, deux deniers obole tournois: au Receueur de nostre domaine deux deniers obole tour. au Receueur de noz aides, deux deniers obole tournois: au Greffier, cinq deniers obole tournois: au Visiteur, cinq deniers obole tournois: au Peseur, deux deniers tournois: au Mesureur & Nombreur, deux deniers tournois: au Scelleur, deux deniers tournois: au Concierge, vn denier tournois: & à deux gardes, vn denier tournois.

P O V R le Bureau de nostre ville de Tornus, au Lieutenant du Maistre des ports, vn denier tournois: au Receueur de nostre domaine, trois pites tournois: au Receueur de noz aides, trois pites tournois: au Greffier, vn obole: & à deux gardes vn denier tournois.

P O V R le lieu de saint Romain, & ses dependances, au Receueur du domaine ou son commis, vn obole tournois: au receueur des aides ou son commis, vne obole tournois: au Greffier ou son commis, vne obole tournois: & à vn garde, vne obole tournois.

P O V R le Bureau de nostre ville de Cluni & ses dependances, contre les Marchez de Beauolois, & Charrolois, au Lieutenant dudit Maistre des ports, trois pites tournois, au Receueur du domaine ou son Commis vn obole tournois, au Receueur des Aides ou son Commis, vn obole tournois: au Greffier vne pite tour. à deux Gardes, vn denier tournois: & à deux Gardes ordonnez à nostredit Maistre des ports, son Lieutenant & Visiteur, pour les faux ports & passages, la somme d'vn denier tour. 40 E T quant à nostre Maistre des ports anciennement estably en nostre ville & Seneschauce de Lyon, és Bailliages de Mascon, & pays de Beauolois, à fin que la forme de leur & cueillir nosdits droits, & le reiglement de nosdits Officiers soit generally fait & obserué en nostredit Royaume, pays, terres, & seigneuries: nous voulons & ordonnons que sous la charge dudit Maistre des ports seront seulement establis les lieux ou Bureaux, & commis & departis les Officiers cy apres declarez. Et pour ce que nostredit droit d'imposition foraine a esté aliené audit Lyon, & n'est pour le present en nostre main, n'en nostre pouoir, nous ordonnons par prouision seulement, iusques à ce que par nous autrement en soit ordonné, lesdits Officiers estre departis en chacun desdits lieux & Bureaux, pour le regard dudit cinquieme denier de chacune liure à eux ottroyé en la maniere qui s'en suit: audit Maistre des ports de nostredite ville de Lyon, siege & Bureau capital, la somme de six deniers tournois: à son Lieutenant general en ladite ville, trois deniers tournois: au Receueur du domaine, seulement trois deniers obole tournois, au Greffier, trois deniers tour. au Visiteur desdites marchandises prohibees & des faux ports & passages, trois deniers tour. au Peseur, trois deniers tour. au Mesureur & nōbreur, trois deniers tour. au Scelleur, deux deniers obole tour. au Cōcierge, deux deniers obole tour. & à douze gardes pour garder toutes les portes & les deux riuieres de Saone & Rhone, la somme de six deniers tournois.

E T pour le port d'Erigni, tirant contre le bas des riuieres de Rhone & Saone, & ce qui en depend, au commis du Receueur, vne pite tournois, & à vn garde, vne pite tournois.

E T pour le port d'Erigni & Vernaïson, & ce qui en depend, au Commis du Receueur vne pite tour. & à vn garde vne pite tournois.

E T pour le port de Giourt, & ce qui en depend, au Commis du Receueur, vne pite tournois: & à vn garde vne pite tournois.

E T pour le Bureau de sainte Colombe & ses circonstances & dependances, au Lieutenant dudit Maistre des ports, vn denier tournois: au Commis dudit Receueur, vne pite tournois: au Greffier, vn obole tournois, & à vn garde vne pite tournois.

E T pour le Bureau de Coindrieu & ses dependances, au Commis du Receueur, vne pite tournois: & à vn garde vne pite tournois.

E T pour le port de la gorge de Chauenou, & ses dependances, au Commis du Receueur, vne pite tournois: & à vn garde vne pite tournois.

E T pour le port de l'isle Rochetaillce, & autres petits lieux, & de leurs dependances, tirant contremont ladite riuiere de Saone, au cōmis du Receueur vne pite tournois: & à vn garde vne pite tour.

E T pour le Bureau de Vaux, de Quinci, Treuoux, & leurs depēdances, au Commis du Receueur vne pite tournois: & à vn garde vne pite tournois.

E T pour le Bureau de Ville-franche, circonstances & dependances d'iceluy au Lieutenant dudit Maistre des ports, vn denier tournois, au Commis du Receueur dudit domaine, vne pite tournois, au Receueur des Aides, vne pite tournois, au Greffier vn obole tournois, & à vn garde vne pite tour.

P O V R le Bureau de Belle-ville, circonstances & dependances d'iceluy, au Commis du Receueur du domaine, vne pite tournois, au Receueur desdites Aides, vne pite tournois, & à vn garde vne pite tournois.

E T pour le port de Toïssan & ses dependances, aux Commis de deux Receueurs, vn obole tournois, à deux gardes deux pites tournois, & à six gardes ordonnez pour les faux ports & passages pour estre ordinairement avec ledit Maistre des ports, Lieutenant & Visiteur, trois deniers tournois. Voulons toutesfoies que ledit departement és lieux de tournois soit à deniers tournois: & és lieux de parisis, à deniers parisis.

41 Et pource qu'en plusieurs desdits lieux & bureaux de nostre Royaume l'apport & affluëce desdites marchandises n'est de qualité, ne tel qu'il puisse comporter la despenſe qu'il nous conuiendrait faire pour y dresser nostre poids, nous voulons & ordonnons que le cas aduenant que esdits lieux où nostredit poids n'est dressé, aucunes desdites marchandises abordent, ſuies audit poids, noz Officiers s'aident du poids desdits lieux, le reduisant au poids de nostre ville de Paris, comme font en plusieurs lieux & Bureaux noz Officiers en nostredit pays & Duché de Normandie.

42 Et tout ce que nous auons ordonné estre fait en nostre pays & Duché de Normandie, Picardie, Champagne, Bourgogne, Vicomté d'Auxonne, Maconnois, Beauuolais, & Lyonnois, ſur le reiglement & nombre desdits Officiers, & de la forme & maniere de leuer & tucillir noſdits droits, & autres choses desdites, nous voulons & ordonnons estre entretenu, gardé & obſerué en noz pays de Bretagne, Duché d'Anjou, du Maine, bas Poictou, gouuernement de la Rochelle, Xaintonge, Duché de Guyenne, Languedoc, Prouence, Dauphiné, Piedmont, Sauoye, Bresse, Veruonnay, & en tous lesdits lieux eſtablir Maistres des ports, & autres Officiers & Bureaux, où par cy deuant n'a esté eſtably, & en tel nombre que l'on verra estre neceſſaire à eſtablir & commettre, ſelon les eſtendus & diſtances desdits lieux & pays : & que les Commiſſaires à ce deputez verront estre beſoin de partir à chacun desdits Maistres des ports leurs charges, iurisdicſions, & deſtroits, & es lieux plus commodes aux negoces & commerces desdits marchans. Lesquels Commiſſaires, nous voulons & ordonnons qu'en faiſant ledit departement ils mettent en poſſeſſion les Officiers, qui à ces fins par nous auront eſté pourueuz chactun ſelon ſa qualité & charge, à ce que d'oreſnauant toutes les extremitez & limites de nostredit Royaume, pays, terres & ſeigneuries, ſoient gardees, regies & gouuernes d'une meſme ſorte, pour les payemens de noſdits droits, & pour le fait des marchandises prohibees & deſfendes, & autres choses desſusdites.

Si donnons en mädement à noz amez & ſeaux les gens de noz courts de Parlement de noz comptes, Treſoriers generaux, &c. Donné à Amyens au mois de Septembre, l'an de grace, mil cinq cens quarante-neuf : & de nostre regne le troiſieſme. Ainſi ſigné, Par le Roy en ſon conſeil, &c.

DV THIER.

Extrait des Regiſtres de la cour de Parlement.

Sur la lettres patentes du Roy en forme d'Edit, donnees à Amyens au mois de Septembre dernier paſſé, contenans reiglement & forme pour le recouurement des droits dudit Seigneur, prouenans de l'impoſition foraine, refue ou domaine forain, & de haut paſſage, auſſi l'eſtabliſſement des Officiers & lieux pour faire ledit recouurement, comme il eſt plus à plein contenu & declaré esdites lettres patentes : apres que ledites lettres ont eſté iudiciairement leuës, & que Maillaë pout le Procureur general du Roy à requis que ſur le reply d'icelles fut mis, qu'elles auoient eſté leuës, publiques & enreſgistrées, entant que touche le domaine du Roy, & ſous les modifications contenues au regiſtre : & outre, qu'icelles lettres fuſſent publiques à ſon de trompe & cry public, es limites & extremitez du Royaume, pays, terres, & ſeigneuries de l'obeiſſance du Roy, ainſi qu'il eſt porté par ledites lettres eſtre fait : la cour a ordonné & ordonne, que ſur le reply d'icelles lettres patentes en forme d'Edit, ſera mis. (*Leſſa, publicata & regiſtrata, in quantum tangit domanium Dominici noſtri regis, audito Procuratore generali eiusdem Domini noſtri.*) Et à la charge que pour le regard de l'article contenu esdites lettres où il eſt fait mention que les ſentences qui ſeront donnees par les Maistres des ports ou leurs Lieutenans, ſeront executees, nonobſtant oppoſitions ou appellations quelconques, & ſans preiudice d'icelles : ledits Maistres des ports, ou leursdits Lieutenans ſeront tenus appeler aux iugemens qu'ils donneront, leſquels ils voudront eſtre executez, nonobſtant l'appel & ſans preiudice d'iceluy, quand il ſera queſtion de correction & punition des Officiers, ſix notables perſonnages, leſquels ſigneront avec eux le iugement, & en gardant ceſte formalité par iceux Maistres des ports ou leursdits Lieutenans, leursdits iugemens concernans ladite correction & punition d'Officiers, ſeront executez nonobſt oppoſitions ou appellations quelconques, & ſans preiudice d'icelles, & autrement non. Et au demeurant en entretinant quant à ce ladite requête dudit Procureur general a ordonné & ordonne icelle cour, que ledites lettres patentes ſeront publiques à ſon de trompe & cry public par toutes les parties du Royaume où il ſera neceſſaire & requis. Faict en Parlement, le vingtieſme iour de Ianuier, l'an 1549. Ainſi ſigné, DV TILLET.

a) C'eſt l'article 31. au cha. xij. de ce tiltre.

C'eſt la forme que nous voulons eſtre tenue, gardee, & inuiolablement obſeruee en tout nostredit Royaume, pays, terres & ſeigneuries de nostre obeiſſance, par les Officiers commis es lieux & Bureaux eſtablis pour le fait du recouurement de noſdits droits d'impoſition foraine, refue ou domaine forain, & de haut paſſage, circonſtances & dependances : & ce ſur peine auſdits Officiers & marchans, c'eſt à ſçauoir pour le regard d'iceux marchans, de conſiſcation de leur marchandises : & quant auſdits Officiers, de priuation de leurs eſtats & offices.

PREMIEREMENT.

Forme de faire les declarations.

43 Le N. deſſous ſigné, declare auoir fait emballer, mettre en coffres, & enſenſer en ceſte ville de N. les marchandises qui enſuyuent : c'eſt à ſçauoir, quarante ballots & ſix coffres de toilles blanches fines, quarante ballots de toilles groſſes blanches, dix groſſes balles de caneuiars, ſix tonneaux de cardes vieilles, quatre tonneaux de cartes à iouer, ſix tonneaux de cardes neuues, cinq tonneaux de mercerie meſlee, cent tonneaux de blé, contenans cinquante muys : meſure de Paris, à ſçauoir, vingt muys de blé forment, dix muys de ſeigle, dix muys d'orge, & dix muys d'auoine, & cent poingons de vin, contenans quatre vingts muys, meſure de Paris. Le tout pour porter hors du Royaume, au pays de Portugal, & le faire charger ſur la nauire de N. nômee ſaincte Barbe : & le faire mener & con-

HHHH iiii

duire par mer audit pays, ou en autre lieu où il est permis de le pouoir mener. Et de ce offre payer les droits accoustumez, suyuant l'ordonnance. Et certifie que ma presente declaration contient verité, & qu'il n'y a aucune marchandise supposée ne defendue: & en tesmoin iel'ay signée & paraphée de ma main. Ce iour de, &c. L'an mil cinq cens, &c.

ET au dessous de ladite declaration signera & paraphera ledit marchand, ou autre personne ayant pouoir de luy en son nom, duquel pouoir il fera apparoir. Et ladite forme de declarer les marchandises, voulons estre tenuë par lesdits marchans ausdits lieux & Bureau, en acquitant leursdites marchandises, tant pour les payemens qu'ils nous feront de celles qu'ils transporteront hors nostre Royaume & pays, que de celles qu'ils transporteront par cautions, en la maniere que dessus. Laquelle declaration ainsi signée, ledit marchand, ou autre en son nom ayant pouoir, presentera par deuant les Maistres des ports, ou son Lieutenant. Et en leur absence par deuant le Greffier ou son Commis dudit lieu au Bureau: & fera ledit Maistre des ports, ou Lieutenant, Greffier, ou son Commis, l'en l'absence de l'autre iurer, & affermer audit marchand ou son fauteur ladite declaration contenir verité.

Forme de bailler le serment.

44 LEDIT marchand ou autre pour luy, iurera & affermera sur les sainets Euangiles de Dieu, que tout ce qui est escrit en sadite declaration, contient verité. Et qu'au cas qu'il soit trouué aucune chose d'auantage, qui ne soit spécifiée en ladite declaration, ou aucune marchandise supposée & defendue par les ordonnances, qu'il se submet & sa marchandise à la peine contenuë en l'ordonnance: qui est de confiscation d'icelle marchandise, & d'estre puny comme de crime de faux. Et ce fait ledit Maistre des ports ou son Lieutenâr, ou ledit Greffier, ou son Commis, en leur absence celui d'entr'eux qui aura fait affermer par serment ledit marchand ou son fauteur, paraphera de sa main ladite declaration en ces paroles, Leditel, qui sera nommé en ladite declaration, a iuré & affermé ladite declaration contenir verité, mettant la date des iours, mois & an. Et puis la fera enregistrer en la forme qui s'ensuit.

Forme d'enregistrer les declarations au registre appelé le registre des declarations.

45 CE Lundy N. iour de N. l'an mil cinq cens N. par deuât nous sous signez, est comparu N. marchand de telle ville & pays. Et si c'est vn autre qui compare pour luy, faut mettre son nom, comme fauteur, & au nom dudit tel marchand demeurant à lequel a baillé vne declaration en date du iour de , en laquelle est contenu le nombre & especes de marchandises qu'il veut acquitter pour les faire transporter hors le Royaume par mer, sur la nauire de tel , nommée sainte Barbe, & a affermé ladite declaration de nostre main, & ordonne estre apportée aux peseurs, mesureurs, & nombreurs. Et ladite marchandise amenée & mise en euidence, pesée, mesurée & nombree selon sa qualité. Et au bas dudit registre se signera celui qui aura receu ledit serment.

ET la mesme forme d'enregistrer sera tenuë des marchandises transportées par caution, & de celles qui seront enleuées pour estre ietées hors du Royaume, durant les foires franches, & lieux où il y a foire franche, faisant tousiours mention par où lesdits marchans veulent faire passer leurs marchandises, par eau ou par terre. Et apres ladite declaration enregistrée, ledit marchand ou son fauteur en son nom, la portera au peseur, mesureur & nombreur, au lieu où sera estably le poids audit Bureau. Et fera mener & conduire faire marchandise, pour faire peser icelle qui par l'ordonnance est suiuite à estre pesée, mesurée, ou nombree.

ET s'il estoit question que lesdits blez & vins fussent chargez sur les bateaux, en les deschargeant desdits bateaux pour les recharger sur la nauire, que lesdits marchans auront nommé, audit cas seront lesdits blez & vins mesurés & nombrez en les deschargeant ou rechargeant, pour la commodité desdits marchans. Et ledit mesurage & nombrement sera fait par deuât gardes ou vifiteur dudit Bureau, & deuant lesdits marchans, ou leurs fauteurs ayans charge. Et si lesdits blez, & vins sont en terre, seront amenés audit Bureau, & mis en euidence, comme les autres marchandises. Lesquels peseur, & nombreur, apres auoir receu ladite declaration, & ladite marchandise mise en euidence, à mesure qu'ils peseront, mesureront & nombreront, seront registre par le menu de chacune pesée, mesure, & nombre, ainsi que si apres sera déclaré.

Forme de peser, mesurer, nombrez, & d'enregistrer pour le poids, la mesure & le nombre au registre appelé, le registre du poids, nombre & mesure, qui seront faits publiquement & à haute voix.

CE Mardy N. iour d'Octobre audit an, suyuant la declaration affermée & paraphée au Bureau de ceans présente de la part de N. à nous dessous signez, peseur, mesureur & nombreur, auons suyuant icelle pesé & nommé les marchandises qui s'ensuyuent.

PREMIEREMENT.

Huit ballots toilles blanches fines, liées & cordees ensemble, quinze cens quarante cinq liures du poids de Paris. Pource xv. c. xlv. liures.

Huit ballots desdites toilles, seize cens liures. xvj. c. liures.

Huit ballots desdites toilles, quinze cens liures. xv. c. liures.

Huit ballots desdites toilles, quinze cens foixante liures. xv. c. lx. liures.

Huit ballots desdites toilles, quinze cens liures. xv. c. liures.

Du droit de refue, haut passage & imposition foraine.. 1196

Quatre coffres desdites toilles fines ont pesé dixhuit cens quinze liures. dixhuit cēs quinze liures

Deux coffres desdites toilles fines, huit cens quarante six liures. viij. c. xlvj. liures.

Somme quarante ballots, & six coffres desdites toilles fines, pesans en tout dix mil trois cens soixante six liures. Pource x. mil. iij. c. lxxj. liures.

Lequel poids desdits ballots & coffres de toilles fines a esté apprecié & adualué iouxt la forme de l'ordonnance, qui est à raison de quarante liures tournois. le cent pesant: se monte à la somme de quatre mil cent quarante six liures tournois. Pource quatre mil cent quarante six liures tournois.

Plus ont esté pesez les ballots des toilles blanches grosses, qui s'ensuyuent.

Huit ballots desdites toilles, lies & cordees comme dessus, ont pesé quinze cens cinquante liures. Pource quinze cens cinquante liures.

Huit ballots, seize cens trente liures. seize cens trente liures.

Huit ballots, seize cens quarante liures. seize cens quarante liures.

Huit ballots, quinze cens dix liures. quinze cens dix liures.

Huit ballots desdites toilles, seize cens dix liures. seize cens dix liures.

Somme, quarante ballots pesans sept mil neuf cens quarante liures. Pource sept mil neuf cens quarante liures. Qui est estimé iouxt la forme de l'ordonnance, à raison de quinze liures tournois, le cent pesant, valant la somme de mil cent quatre vingts onze liures tournois. Pource mil cent quatre vingts onze liures.

Plus ont esté pesez les caneuas qui s'ensuyuent.

Vne grosse balle a pesé trois mil cent liures. Pource trois mil cent liures.

Vne balle de caneuas, deux mil cinq cens liures. deux mil cinq cens liures.

Vne balle de caneuas, deux mil huit cens liures. deux mil huit cens liures.

Vne balle desdits caneuas, trois mil quatre cens liures. trois mil quatre cens liures.

Vne balle desdits caneuas, trois mil cinq cens liures. trois mil cinq cens liures.

Vne balle semblable, trois mil deux cens cinquante liures. trois mil deux cens cinquante liures.

Vne balle desdits caneuas, trois mil cent cinquante liures. trois mil cent cinquante liures.

Vne balle desdits caneuas, trois mil trois cens liures. trois mil trois cens liures.

Vne grosse balle, trois mil deux cens liures. trois mil deux cens liures.

Vne grosse balle pesant trois mil cinq cens liures. trois mil cinq cens liures.

Somme dix grosses balles pesant trente vn mil six cens cinquante liures. Pource trente vn mil six cens cinquante liures. Qui est estimée selon l'ordonnance, à raison de six liures tournois le cent pesant, valant la somme de dixhuit cens quatre vingts dixneuf liures tournois. Pource xvij. c. vingts. xix. liures.

Plus ont esté pesées les cardes neufues, qui s'ensuyuent.

Vn tonneau de cardes neufues a pesé huit cens liures. huit cens liures.

Vn tonneau semblable, sept cens cinquante liures. sept cens cinquante liures.

Vn tonneau de cardes, huit cens cinquante liures. huit cens cinquante liures.

Vn tonneau, sept cens cinquante-cinq liures. sept cens cinquante-cinq liures.

Vn tonneau, sept cens vingt liures, sept cens vingt liures.

Vn tonneau desdites cardes, huit cens liures. huit cens liures.

Somme, six tonneaux pesans quatre mil six cens soixante quinze liures. Pource quatre mil six cens soixante quinze liures, Qui ont esté estimez iouxt la forme de l'ordonnance, à raison de cent sols tournois le cent pesant, valant la somme de deux cens trentetrois liures quinze sols tournois. Pource cyladite somme de deux cens trentetrois liures quinze sols tournois.

Plus ont esté pesées les cardes vieilles, qui s'ensuyuent.

Vn tonneau de cardes vieilles, pesant sept cens cinquante liures. Pource sept cens cinquante liures.

Vn tonneau desdites cardes, huit cens trente liures. huit cens trente liures.

Vn tonneau, sept cens quatre vingts dix liures. sept cens quatre vingts dix liures.

Vn tonneau huit cens dix liures. huit cens dix liures.

Vn tonneau desdites cardes, huit cens cinquante-cinq liures. huit cens cinquante-cinq liures.

Vn tonneau desdites cardes, sept cens quarante-cinq liures. sept cens quarante-cinq liures.

Six tonneaux de cardes des vieilles qui ont pesé quatre mil sept cens quatre vingts liures. Pource quatre mil sept cens quatre vingts liures. Lequel poids desdites cardes a esté apprecié & adualué selon l'ordonnance, qui est à raison de soixante sols tournois, le cent pesant desdites cardes vieilles, la somme de sept vingts trois liures huit sols tournois. Pource sept vingts trois liures huit sols tournois.

Plus ont esté pesez les tonneaux des cartes à iouer, qui s'ensuyuent.

Vn tonneau a pesé six cens liures. six cens liures.

Vn tonneau, sept cens cinquante liures. sept cens cinquante liures.

Vn tonneau, six cens soixante dix liures. six cens soixante dix liures.

Vn tonneau, sept cens soixante liures. sept cens soixante liures.

Somme, quatre tonneaux de cartes à iouer, qui ont pesé en tout deux mil huit cens quatre vingts liures, deux mil huit cens quatre vingts liures. Lequel poids desdites cartes adualué selon l'ordonnan-

ce, qui est à raison de cent sols tournois, le cent pesant, vaut la somme de cent quarante-quatre liures tournois. Pource cent quarante-quatre liures.

P L v s les tonneaux de merceries meslees, qui s'ensuyuent.

Vn tonneau qui a pesé huit cens liures. huit cens liures.

Vn tonneau, sept cens cinquante liures. sept cens cinquante liures.

Vn tonneau, huit cens cinquante liures. huit cens cinquante liures.

Vn tonneau, huit cens soixante liures. huit cens soixante liures.

Vn tonneau, huit cens trente liures. huit cens trente liures.

Vn tonneau, sept cens cinquante liures. sept cens cinquante liures.

Somme six tonneaux de mercerie meslee, qui pese en tout, trois mil neuf cens quatre vingts dix-neuf liures, trois mil ix. c. iiij. vingts xix. liures. Lequel poids aualué selon l'ordonnance qui est à raison de quinze liures tournois, le cent pesant, vaut la somme de cinq cens quatre vingts dix-huit liures x. sols tournois. Pource v. c. iiij. vingts xvij. liures x. sols tournois.

P L v s a esté mesuré & nombre par ledit N. les muys de blé qui s'ensuyuent.

En quarante tonneaux de blé a esté mesuré & nombre vingt muys de blé, mesure de Paris. Pource vingt muys blé froment. Lesquels ont esté aualuez selon l'ordonnance, qui est à raison de quinze liures tournois pour muid. Et valent la somme de trois cens liures tournois. Pource cy ladite somme de trois cens liures.

P L v s ont esté mesurez & nombrez dix muys de seigle, mesure que dessus, estans dedans vingt tonneaux. Pource dix muys seigle. Lesquels dix muys ont esté aualuez selon l'ordonnance, à raison de dix liures tournois, qui reuiennent à la somme de cent liures. Pource cent liures.

P L v s a esté mesuré & nombre le nombre de dix muys d'orge, mesure que dessus, estans dedans vingt tonneaux. Pource dix muys d'orge. Lesquels dix muys aualuez selon l'ordonnance, qui est à raison de huit liures tournois le muid, reuiennent à la somme de quatre vingts liures tournois. Pource iiij. xx. liures.

P L v s a esté mesuré le nombre de dix muys d'auoine, mesure que dessus, estans dedans vingt tonneaux. Pource dix muys d'auoine. Lesquels dix muys ont esté aualuez selon l'ordonnance, à raison de dix liures tournois qui reuiennent à la somme de cent liures. Pource cent liures.

P L v s ont esté mesurés, mesure que dessus, quatre vingts muys de vin, estans dedans cent poinçons d'Auxerre, Bourgogne, & d'Orléans, & aualuez selon l'ordonnance, à trois cens vingt liures tournois. Pource trois cens vingt liures.

Et au dessous desdites poises sera mis par abbregé, pour faire le calcul de ce qui nous appartient pour chacun de nosdits droits, ce qui s'ensuit.

Forme de faire le calcul.

Les quarante ballots de six coffres de toilles fines, pesans dix mil trois cens soixante six liures, aualuez selon l'ordonnance, à quatre mil cent quarante six liures.

Les quarante ballots de toilles grosses, pesans sept mil neuf cens quarante liures, aualuez selon l'ordonnance, à onze cens quatre vingts onze liures.

Les dix balles de canevas, pesans trente vn mil six cens liures, aualuez à dix-huit cēs quatre vingts dix-neuf liures.

Les six tonneaux des cardes neufues, pesans quatre mil six cens soixante quinze liures, aualuez selon l'ordonnance, à deux cens trentetrois liures quinze sols.

Les six tonneaux de cardes vieilles, pesans quatre mil sept cens quatre vingts liures, aualuez à sept vingts trois liures huit sols.

Les quatre tonneaux de cartes à iouer, pesans deux mil huit cens quatre vingts liures, aualuez comme dessus, à sept vingts quatre liures.

Les cinq tonneaux de mercerie meslee, pesans trois mil neuf cens quatre vingts dix-neuf liures, aualuez comme dessus à cinq cens quatre vingts dix-huit liures dix sols tournois.

Les vingt muys de blé froment, aualuez à trois cens liures tournois.

Les dix muys de seigle, aualuez à cent liures tournois.

Les dix muys d'orge, aualuez à quatre vingts liures tournois.

Les dix muys d'auoine, aualuez à cent liures tournois.

Les quatre vingts muys de vin, aualuez à trois cens vingts liures tournois.

Somme totale de la valeur de toutes lesdites marchandises dessus dites, neuf mil deux cens cinquante cinq liures treize sols tournois. Qui est à raison de douze deniers pour liure, dont reuient pour le droit de l'imposition foraine, la somme de quatre cens soixante deux liures quinze sols neuf deniers tournois, quatre cens soixante deux liures quinze sols neuf deniers tournois.

Et pour le droit de resue ou domaine forain, à raison de quatre deniers tournois pour liure, & dix sols tournois pour queuë de vin, la somme de huit vingts deux liures huit sols sept deniers tournois.

Et pour le droit de haut passage, qui se leue à raison de six deniers tournois pour liure, sur les toilles & canevas qui ont esté cy deuant aualuez à la somme de sept mil deux cens trente six liures tournois, reuient à la somme de deux cens vingt vne liures vn sol tournois.

Et au dessouz dudit calcul faut mettre ses mots. Fait au poids du Bureau de ceans, l'an & iour que dessus. Et si ledit calcul est fait les iours que l'on aura acheué de peser, mesurer & nombrez lesdites marchandises, faudra mettre le iour & l'an que ledit calcul sera fait, & au dessouz signeront lesdits peseur, mesureur, & nombreur. Et apres mettront au dessouz de ladite declaration, & au dos d'icelle tout ce qui s'ensuit.

Les quarante ballots & six coffres de toilles blanches fines contenuës en la presente declaration, ont pesé dix mil trois cens soixante-six liures du poids de Paris, & aualuez selon l'ordonnance, à la somme de quatre mil cent quarante-six liures tournois.

Les quarante ballots de toilles grosses ont pesé sept mil neuf cens quarante liures, & aualuez, à la somme de onze cens quatre vingts onze liures tournois.

Les dix balles de caneuas contenuës en ladite declaration, ont pesé trente vn mil six cens cinquante liures, aualuez selon l'ordonnance, à dix-huit cens quatre vingts dix-neuf liures tournois.

Les six tonneaux de cardes neuues ont pesé quatre mil six cens septante-cinq liures, aualuez, selon l'ordonnance à deux cens trente-trois liures quinze sols tournois.

Les six tonneaux des cardes vieilles ont pesé quatre mil sept cens quatre vingts liures, & aualuez selon l'ordonnance à sept vingts trois liures huit sols tournois.

Les quatre tonneaux de cartes à iouer, ont pesé deux mil huit cens quatre vingt liures, & aualuez à sept vingts quatre liures tournois.

Les cinq tonneaux de mercerie meslee ont pesé trois mil neuf cens quatre vingts dix-neuf liures, & aualuez à cinq cens quatre vingts dix-huit liures dix sols tournois.

Les vingt muys de blé froment, aualuez à trois cens liures tournois.

Les dix muys de seigle aualuez à cent liures tournois.

Les dix muys d'orge, aualuez à quatre vingts liures tournois.

Les dix muys d'auoine, aualuez à cent liures tournois.

Les quatre vingts muys de vin, aualuez à trois cens vingt liures tournois.

Somme totale de ladite aualuation ix. mil cc. lv. liures xij. s. r. Pource ix. mil cc. lv. liu. xij. s. r. tour.

Qui est à raison de douze deniers tournois es lieux de tournois pour liure : & douze deniers parisis es lieux de parisis. Et reuiert pour ledit droit de l'imposition foraine, la somme de quatre cens soixante deux liures quinze sols tournois.

Et pour le droit de refue ou domaine forain, à raison de quatre deniers tournois pour liure, & dix sols tournois pour queué de vin, reuiert à la somme de huit vingts deux liures huit sols sept deniers tournois.

Et pour le droit de haut passage à raison de sept deniers tournois pour liure, sur les toilles & caneuas qu'icy ont esté aualuez à la somme de sept mil deux cens trente-six liures tourn. reuiert à la somme de deux cens vingt & vne liure vn sol tournois.

Et au dessous dudit calcul escrit en ladite declaration, au dos d'icelle signeront ou parapheront de leurs mains lesdits peseur, mesureur, & nombreur, & escriront au long toutes les sommes du poids & des deniers, dedans les lignes de chacun article de ladite declaration, & dehors par abbregeé.

Forme de visiter.

48 Et s'il aduient que ledit Maistre des ports ou son Lieutenant ayent bons & certains indices, suspicion ou aduertissement, au moyen de la diligence du visiteur & des gardes estans aduertis par les emballeurs ou autrement, ou bien par les ventes qui ont esté faites desdites marchandises, ou que les marchans qu'ils acquient soient suspicionnez de supposer vne marchandise pour vne autre, & de transporter chose defendue : audit cas ledit Maistre des ports ou fondit Lieutenant, pourra faire ouuerture d'aucune desdites balles, ballots, coffres & tonneaux, pour voir s'il y a fraude & supposition desdites marchandises. Et en ce faisant, s'il trouue aucune marchandise supposee ou defendue, il procedera à l'ouuerture, des autres balles, coffres & tonneaux. Et pendant qu'il fera ladite ouuerture, donnera l'arrest ausdits marchans, ou à leurs seruiteurs ou facteurs, qui auront affermé la declaration au nom desdits marchans leurs Maistres, & ayans pouuoir, comme a esté dit cy deuant. Et tout ce qui sera trouué auoir esté supposé ou desguisé ausdites marchandises, ou autre chose defendue, il fera reduire par inuentaire, avec tout le demeurant de ladite marchandise. Et ce fait procedera extraordinairement & diligemment à former les procez desdits marchans ou leur facteur, iusques à diffinitive, & la declaration de confiscation de ladite marchandise : & à l'encontre du delinquant, aux peines contenuës aux ordonnances, ou comme en tel cas est accoustumé de proceder. Et si aux marchandises contenuës en ladite declaration, n'a esté trouué faute, ladite declaration sera apportee par lesdits peseur, & mesureur, ou l'un d'eux, au Greffier dudit Bureau pour estre entregistree : & sur ce dressé l'acquit du payement ausdits marchans.

Forme d'enregistrer lesdites marchandises au registre, appellé le registre & papier du roy, pour les payemens desdits droits de l'imposition foraine, refue, ou domaine forain, & de haut passage, es lieux où ledit haut passage est leué.

49 Ce Mecedry N. iour de N. l'an mil cinq cens N. Pierre N. a fait peser, mesurer, nombrez, pour porter hors le Royaume par mer, & charger au nauire de tel, nommé sainte Barbe, les marchandises qui s'ensuiuent.

Sçauoir est, quarante ballots & six coffres de toilles fines, pesans dix mil trois cens soixante-six liures, aualuez selon l'ordonnance, à quatre mil cent quarante-six liures tournois quarante ballots de toilles blanches grosses, pesans sept mil neuf cens quarante liures, aualuez selon ladite ordonnance, à onze cens quatre vingts liures tournois dix balles de canevas pesans trente vn mil trois cens soixante-six liures, aualuez selon ladite ordonnance, à dixhuit cens quatre vingts dixneuf liures tournois.

Six tonneaux de cardes neufues, pesans quatre mil six cens soixante quinze liures, aualuez selon ladite ordonnance, à la somme de deux cens trentetrois liures quinze sols tournois.

Six tonneaux de cardes vieilles, pesans quatre mil sept cens quatre vingts liures, aualuez selon ladite ordonnance, à sept vingts trois liures huit sols tournois.

Quatre tonneaux de cartes à iouer, pesans deux mil huit cens quatre vingts liures, aualuez à sept vingts quatre liures tournois.

Cinq tonneaux de mercerie meslee, pesans trois mil neuf cens quatre vingts dixneuf liures, aualuez à cinq cens quatre vingts dixhuit liures dix sols tournois.

Vingt muys de blé froment mesure de Paris, aualuez à trois cens liures tournois.

Dix muys de seigle, aualuez à cent liures tournois.

Dix muys d'orge, aualuez à quatre vingts liures tournois.

Dix muys d'auoine aualuez à cent liures.

Quatre vingts muys de vin, aualuez à trois cens vingt liures tournois.

Le tout selon ladite ordonnance, & iouxté la forme de la declaration baillee par ledit tel en date du jour de . . . Lesquelles aualuations mises ensemble, se montent à la somme de neuf mil onze cens cinquante-cinq liures treze sols tournois.

Qui est pour le droit de l'imposition foraine la somme de cccc. lxij. liures xv. sols ix. deniers tournois. Et pour le droit de resue ou domaine forain, la somme de viij. vingts ij. liures viij. sols viij. deniers tour. Et pour le droit de haut passage cc. xxj. liures vn sols tourn. Lesquelles sommes ont esté payees contant par ledit tel, & mis es mains du Receueur: à sçauoir pour le regard de l'imposition foraine es mains du receueur des Aides, & pour le regard du droit de resue ou domaine forain & de haut passage es mains du Receueur du domaine: & desquelles sommes ils ont promis faire recepte & tenir cõpte audit Seigneur: & si leur Commis le reçoivent, faudra mettre es mains de leurs Commis, & tirer hors ligne par abbrege. Pour le regard de l'imposition foraine, la somme de quatre cens soixante deux liures quinze sols neuf deniers tournois. En la marge pour le regard du domaine forain, sera mis comme cy dessus, la somme de telle, & dessus vn grand D. pour la cognoissance dudit domaine. Et pour le regard du haut passage sera mis comme dessus, la somme de telle, en la marge. Et au dessous dudit domaine vne grande H. qui signifiera ledit haut passage.

Et dedans ledit registre & es lignes de chacun article d'iceluy seront escriptes les sommes du poids & des deniers tout au long. Et hors ligne, lesdites sommes de deniers seront abbregees. Et sera signé ledit registre de la main dudit Maistre des ports ou son Lieutenant, des Receueurs ou leur Commis, & du Greffier ou son Commis, & de l'un desdits peseur, nombreur, & mesureur, suyuant l'ordonnance. Et sur ledit registre sera expedie double acquit ausdits marchans: comme s'ensuit.

Nous Maistre des ports, Receueur, Greffier, Peseur, Mesureur, Commis au Bureau establi par le Roy nostre Sire, à leuer & cueillir sous sa main les deniers prouenans des droits de l'imposition foraine, de resue, ou domaine forain, & de haut passage: certifions que Pierre tel, a fait porter & charger par mer sur la nauiere de tel, nommé sainte Barbe, le nombre des marchandises qui s'ensuyuent. Et les fait mettre tout ainsi qu'elles ont esté enregistrees audit registre.

Et apres mettre la somme totale de ladite aualuation desdites marchandises tout ainsi qu'il est permis audit registre. Et dessous mettre. Dont a payé es mains des Receueurs: à sçauoir, pour l'imposition, foraine, au feur de douze deniers tournois pour liure, la somme de quatre cens soixante-deux liures quinze sols neuf deniers tournois es lieux de tournois: & es lieux de paris mettre paris, suyuant l'Edit dudit Seigneur: & pour le droit de resue ou domaine forain, huit vingts deux liures huit sols sept deniers tournois, & pour le droit de haut passage, la somme de deux cens vingts vne liure vn sols tournois. Le tout iouxté la forme dudit Edit du Roy. Et ne luy soit donné aucun empeschement.

Fait à le jour de l'an . . . Et au dessous signé de chacun desdits Officiers, desquels ledit Greffier ou son Commis pour la seureté des sommes y contenues, sera le dernier à signer, afin qu'il soit acertené que lesdites sommes contenues audit acquit ont esté mises es mains desdits Receueurs, ou leurs Commis. Lequel acquit sera baillé apres le paiement ou contentement desdits Receueurs ou Commis, ausdits marchans, ensemble *duplicata*, en la maniere qui est contenu en ladite ordonnance. Et ladite declaration demourera es mains dudit Greffier ou son Commis, pour la mettre en vne liace. De laquelle declaration ledit Greffier sera responable. Et ce fait, toutes lesdites balles, coffres & tonneaux seront scelez, comme s'ensuit.

Forme de sceller pour le sceleur

50 L'EDIT sceleur suyuant l'ordonnance scellera toutes lesdites balles, ballots, & coffres, en plomb, avec la marque d'un costé de noz armes, & de l'autre costé des armes des villes capitales des pays ou prouince où lesdits Maistres des ports seroient cõtinuelle residence. Lesquelles marques & sceaux seront

seront attachez en vne ficelle, qui trauerfera lesdites balles & ballots, ou fardeaux & coffres. Et pour le regard des tonneaux marquez de noz armes seulement avec vn fer chaut où lesdites armes seront emprifées: & la mesme forme de declarer, peser, & enregistrer & faire les acquits, voulons estre tenue des marchandises transportees par caution: fors que les sommes de calcul de ce qui nous appartient desdits droits. Mais seulement sera mis le nombre des marchandises, & ce que ont pesé celles qui sont suiettes au poids, & le nombre & mesure de celles qui sont suiettes à mesurer & nombrer, & la valeur & estimation de ce que lesdites marchandises auront esté aualuees & estimees, tant dedans ledit registre, comme dedans l'acquit.

Dedans ledit registre sera mis le nom de celuy qui aura cautionné & respondu pour le marchand qui fera transporter ladite marchandise par caution, & sera obligé tant de payer lesdits droits, qu'aussi la valeur, à quoy se monte la somme que ladite marchandise aura esté aualuee suyuant l'ordonnance. Et dedans ledit registre & acquit sera déclaré le temps & terme, qui sera donné aux marchans par ledit Maistre des ports ou son Lieutenant, de rapporter certification de la descente de ladite marchandise dedans ledit Royaume & pays, au lieu où ils auront déclaré les vouloir faire descharger & descendre. Et auquel lieu lesdits marchans seront tenus de mettre en evidence lesdites marchandises par deuant les Officiers, Visiteurs, ou Gardes des Bureaux où ils auront déclaré vouloir faire mener & conduire lesdites marchandises, en maniere qu'ils puissent certifier que lesdites marchandises sont venues à la cognoissance desdits Officiers, qui feront lesdites certifications, & qu'elles ont esté debitees esdits lieux. Et à faute d'observer par les marchans de faire lesdites certifications en la forme & maniere que dessus, icelles certifications ne seront point receuës par les Officiers des Bureaux qui auront fait lesdits acquits: & en rapportant lesdites certifications en forme deuë & en la maniere que dit est, icelles cautions seront deschargees par le Maistre des ports ou son Lieutenant.

Forme de l'acquit des marchandises transportees à caution.

50 N O V S Maistres des ports, Lieutenans, Recueurs, peseurs, & nonmbreurs, Officiers commis au Bureau establi pour le Roy nostre sire à leuer & cueillir souz sa main les deniers proucnans des droits de l'imposition foraine, refue ou domaine forain, & haut passage: certifions que Jean tel a fait charger & porter par mer sur le naire de tel nommé nostre Dame, le nombre de cent lez de haren for, pour porter & descharger en tel lieu, qui ont esté nombrez, & aualuez selon l'ordonnance, à trois mille liures tournois. Lequel tel a baillé caution de la personne, de tel de rapporter certification dedans ledit temps, que ledit haren ait esté deschargé au lieu de N. & mis en evidence par deuant les Officiers du Bureau dudit lieu. Et à faute de rapporter ladite certification dedas ledit temps, & en forme deuë, ledit tel caution a promis payer les droits dudit Seigneur: qui est pour le droit de l'imposition foraine, la somme de cent cinquante liures tournois, & pour le droit de refue cinquante liures tournois, & s'est soumis à payer toutes autres sommes, qu'à faute de rapporter pourroit encourir ledit tel, qu'il a cautionné, suyuant les ordonnances. Fait au Bureau de tel lieu.

Et au dessouz fera ledit acquit signé par ledit Maistre des ports ou son Lieutenant, lesdits Recueurs, ou leurs commis, ledit Greffier ou son commis, & ledit poiseur ou nombreur. Et ledit acquit sera prins sur le registre desdites cautions, les iours & an que lesdits marchans viendront pour acquitter leursdites marchandises.

Forme de descharger les cautions du registre, appellé le registre des cautions.

51 L E Maistre des ports, ou son dit Lieutenant fera mettre en marge, ou au dessouz du registre où l'acquit desdites marchandises transportees à caution a esté dressé, pour bailler ausdits marchans ce qu'il fera dit par cy apres.

Ce ieudi tel iour de tel mois, l'an tel, Pierre tel, a rapporté certification des Officiers de N. en date du, &c. & escrit au dos de l'acquit qu'il auoit prins du Bureau de ceans, & dont est faite mention cy dessus: lesquels Officiers ont certifié que toutes les marchandises contenues audit acquit & mentionnees audit registre, ont esté deschargees audit lieu de N. & mises en evidence par deuant lesdits certificateurs. Au moyen dequoy ils ont signé ladite certification de leurs mains, faisant mention du lieu, & es mains de qui ont esté mises lesdites marchandises. Et nous dessouz signez veu ladite certification, auons ordonné que tel, caution & pleige dudit tel, soit deschargé de sadite promesse, & obligation declarée audit article cy dessus. Et auons aussi ordonné que ledit acquit avec ladite certification au dos d'icelle, sera mis en liasse avec les autres. Fait au Bureau de tel lieu, tels iour & an.

Et au dessouz iceluy article signé & paraphé dudit Maistre des ports ou son Lieutenant, & non d'autres.

Forme de faire les registres des marchandises transportees hors du Royaume durant les foires franches.

52 C E vendredi tel, iour de tel mois, mil cinq cens tel, Pierre tel, à fait charger cent ballots de toiles blanches fines, qui ont pesé tous ensemble, cinq mille liures du poids de Paris. Et ont esté aualuez selon l'ordonnance à deux mille liures tournois. Lequel tel a tiré ladite marchandise hors le Royaume dedans le temps & terme de quinze ou vingt iours, selon la distance des lieux. Et à faute de ce, fera tenu ledit tel payer les droits accoustumez es Bureaux qu'il trouuera à la sortie dudit Royaume. Et ne luy pourra l'acquit sur ce expedie, seruir que pour le terme & temps qui sera spécifié par ledit acquit, qui sera ou plus ou moins, selon la distance du lieu qu'il aura déclaré de vouloir faire passer ladite marchandise, pour la ietter hors dudit Royaume.

Forme de l'acquit des marchandises chargees es foires franches.

53 N O V S maistres des ports, &c. Commis, &c. Certifions que tel à fait charger en ceste ville de N. cent ballots de toiles blanches fines, pesant cinq mil liures adualues selon l'ordonnance, à deux mille liures tourn. Dôt il n'a payé aucune chose pour les droits de l'imposition foraine, refuse, ou domaine forain, & haut passage, par ce qu'il a acheté & tiré ladite marchandise hors de ceste ville durant la franchise de la foire d'icelle, & a promis de la ietter hors le royaume, dedans quinze ou vingt iours, selon la distace des lieux, & à faute de ce, payer lesdits droits au bureau tel qu'il a déclaré vouloir passer sadite marchandise, pour la tirer hors dudit royaume: & ne luy pourra servir ce present acquit que pour le temps & terme de N. En tesmoin de ce nous auons signé ce present acquit de noz seings cy mis, ce tel iour de tel mois, l'an tel.

E T ne seront bailliez aucuns acquits, sinon pour les marchandises qui auront esté vendues & debitees ou echangees durant ledit iour & temps des franchises des foires, sans aucune fraude ou fiction, & dont lesdits marchans seront apparoir veritablement, des ventes & achats d'icelles non feintes ne simulees.

Semblablement ne sera baillé acquit aux habitans des villes priuilegiees, qui se dient estre exceptés à cause de leurs priuileges, de payer lesdits droits, sinon que ce soit des marchandises à eux appartenans, & dont ils seront apparoir sans fraude, & sans que souz ombre de leursdits priuileges ils presentent leurs noms à autres marchans & estrangers non priuilegiez.

Forme de faire le passe-port aux courriers, messagers, estrangers, & petis merciers, qui vont de lieu en autre par le Royaume, & autres qui vont hors iceluy, sans transporter marchandises.

54 G A R D E S ou visiteurs de la porte de tel lieu, ou de tel port & passage, laissez passer tel qui sen va en Espagne, luy troiesieme à cheual, & a esté visité & ne porte rien defendu, fors que quarante escus pour faire la despense & son voyage. Au moyen de quoy ne luy donnez aucun empeschement, ne portant autre chose prohibee & defendue. Fait en tel lieu. Et sera signé dudit Maistre des ports ou son Lieutenant, & non d'autre personne.

Lequel passe-port demeurera es mains des gardes qui le receurent, à fin de le rapporter audit Bureau: & desdits passe-ports sera fait semblable registre, qui sera appellé le registre des passe-ports.

Autre forme de passeport en temps & suspicion de guerre.

55 G A R D E S & visiteurs de tel lieu, laissez passer ce present courtier, nommé, tel, qui sen va en Italie avecques sa guide & malle, en la quelle sont vingt paquets de lettres cachees de noz armes, lesquelles lettres ont esté veuës & leuës par tel à ce commis. Et n'a esté trouué rien qui puisse preiudicier. Et semblablement luy a esté trouué la somme de soixante escus qu'il porte pour faire son voyage. Au moyen de quoy ne luy donnez aucun empeschement, ne portant autre chose que ce que dessus a esté dit. Fair, &c. Signé comme dessus.

Et les semblables passe-ports seront faits aux messagers de pied & autres personnes estranges & ausdits petis merciers qui portent mercerie, qui n'excede la valeur de dix ou douze liures, & vont de lieu en autre.

Saisies & arrests.

56 E T au regard des visiteurs & gardes, ils procederont à faire les saisies & arrests, & à faire leur rapport & procez verbal desdites saisies & arrests, aux Bureaux souz les charges desquels ils seront commis respectivement, & selon la forme & instruction qui seroit baillé à chacun d'eux, par lesdits Maistres des ports ou leurs Lieutenans es sieges principaux, & non autrement.

Lequel rapport & procez verbal lesdits gardes & visiteurs presenteront par deuant ledit Maistre des ports ou son Lieutenant, ou au Greffier dudit Bureau, ensemble les prisonniers (si aucun en ya) & les marchandises par eux arrestees pour en estre ordonné ce que de raison.

Lequel Greffier enregistrera le iour & an que sera fait ledit rapport, comme s'ensuit,

Ce samedi tel iour, tel mois, l'an tel, tel & tel gardes des ports & passages du Bureau de ceans, ont presenté leur rapport & procez verbal commençant par ces mots, &c. Et finissant par tel, &c. Et menez prisonniers tel & tel, & fait apporter telles choses & telles contenues en leur procez verbal & rapport. Et apres escriira ce qui sera sur ce ordonné par ledit Maistre des ports ou son Lieutenant.

Et si ledit Maistre des ports ordonne qu'il soit fait ouerture & inuentaire de ce qui sera trouué dedans lesdites telles & telles choses, ledit inuentaire sera fait par deuant les parties qu'ils auront trouuees estre saisies desdites choses arrestees, & autres qui y pretendront interest. Et à ce fait sera procédé suyuant l'ordonnance, & ainsi que le cas le requerra, par ledit Maistre des ports ou son Lieutenant, & ainsi que l'on a accoustumé de proceder en tel affaire. Et selon les sentences qui sen ensuyuent sera fait registre par ledit Greffier, comme s'ensuit:

Forme d'enregistrer les confiscations & amendes au registre appellé le registre des confiscations & amendes.

57 C E lundy tel iour de tel mois, l'an tel, par sentence, &c. A esté condamné vn tel à la somme de mille liures tournois les deux tiers d'icelle appliquez au Roy, & l'autre tiers aux gardes & annonciateurs, dont les deniers ont esté mis es mains du Receueur, à scauoir audit Seigneur, la somme de six cens soixante six liures treze sols quatre deniers tournois. Et ausdits visiteurs & gardes, la somme de trois cens trentetrois liures dix sols huit deniers tournois. Pour cecy pour le Roy ladite somme de six cens soixante six liures treze sols quatre deniers.

Du droict de refue, haut passage & imposit. foraine. 1202

Et les sentences desquelles les delinquans seront appellans, seront enregistrees au registre appelle le registre des sentences dont a esté appellé, & l'appellation vuee au profit dudit Seigneur, & les deniers mis es mains du Receueur, les sommes à luy appartenans seront mises en recepte, & pour deniers comptans au registre desdites amendes & confiscations, qui auront esté payees, & dont ledit Receueur sera tenu d'en faire estat & recepte.

Forme d'enregistrer les expéditions & autres actes au registre, nommé le registre des expéditions:

§8 Ce tel iour de tel mois, l'an tel, nous souz signez auons certifié au dos d'un acquit, en date d'un tel iour & an, contenant telle chose & telle contenue dedans iceluy acquit, au dos duquel nous auons fait ladite certification, en date de tel iour & an.

Et ce tel iour, &c. Auons ordonné estre baillé par extrait le double & copie d'un tel registre, contenant telle chose & telle, &c.

Et ce tel iour, &c. A esté par nous ordonné estre enregistré tel mandement & tel du Roy nostre sire selon la forme & teneur, & escrit au dos d'icelle telle chose & telle, & en quelque qualité que ce soit.

Et lesdites expéditions tant de certifications, qu'enregistrements & endossements d'icelles, ne seront point faites, que par ordonnance dudit Maître des ports ou son Lieutenant qui signeront icelles expéditions & actes avec leur Greffier. Ainsi signé, DV THIER.

Etablissement des Bureaux & institution de nouveaux Officiers & reduction des noms & vocables de traite, imposition foraine, refue, domaine forain, & haut passage en deux, à sçauoir de domaine forain & imposition foraine.

ENRY par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme pour reigler le fait, perception & administration de noz droits de traite foraine, refue, domaine forain, & de haut passage, sur les marchandises transportees hors de nostre Royaume, & obuier que fraudes, abus & malueruations n'y fussent commises, noz predecesseurs Roys, & dernièrement feu de bonne memoire le Roy François dernier decedé nostre pere (que Dieu absolve)

eussent fait plusieurs & diuerses ordonnances & constitutions: * par les demieres desquelles eust nostredit seigneur entre autres choses ordonné que lesdits droits qui auparavant auoyent accoustumé d'estre bailliez à ferme, seroyent leuez & perceus en sa main, & par ses Officiers à ce deputez. Et depuis par autres ses ordonnances faites es années mille cinq cens quarantevn, quarante deux & quarantetrois, ordonné qu'ils fussent leuez tous ensemble aux dernieres villes & lieux de noz Prouinces, esquelles noz aides ont cours, entrans en noz autres Prouinces, esquelles iceux noz aides n'ont aucun cours, & selon l'estimation, qui de chacune espeece de marchandise a esté faite par icelles ordonnances. Mais pource que lesdits Officiers à ce deputez auoyent esté en aucunes de nosdites Prouinces establis en nombre superflu & effrené, en aucunes autres en trop petit & insuffisant nombre, & qu'es autres auoit esté obmis d'y en establir, & qu'à ces occasions plusieurs grans abus se commettoient au fait de nosdits droits, tant à nostre preiudice, que des marchans: eussions fait autre ordonnance à Amyens au mois de Septembre, l'an mil cinq cens quaranteneuf, par laquelle eussions limité & restraint ledit nombre d'Officiers superflu, & ordonné qu'es lieux où iceux Officiers n'estoyent en suffisant nombre: & esquelz auoit aussi esté obmis d'y en establir, ils y seroyent establis en nombre suffisant: des gages desquelz eussions aussi ordonné, ensemble de la forme de leuer nosdits droits. Toutesfoies à l'occasion d'aucunes oppositions & contentions suruenues en procedant à l'execution de nostredite ordonnance, entre aucuns des anciens Officiers, & desdits nouveaux, à ce establis: icelle nostre ordonnance n'a encores esté entierement obseruee, dont grandes diminutions seroyent aduenues & aduiennent encores chacun iour es reuenus de nosdits droits. Pour à quoy pouruoir, & à certaines autres grandes fraudes qui iournellement se commettent au preiudice d'iceux noz droits, tant souz couleur des permissions que l'on obtient de nous pour les traites de grains, vins & autres marchandises, que souz couleur d'aucuns priuileges de foires franches, & autres pretendus auoir esté par noz predecesseurs & nous donnez à aucunes villes de nostre Royaume, & autres communitez & particuliers, en abusant desdits priuileges: aussi pource que l'establissement des Bureaux ordonnez pour le payement & liquidation de nosdits droits, n'a pas esté fait en lieux commodes, & que nosdits droits, qui ne sont qu'une mesme chose, sont neantmoins appelez par differens noms & vocables. Sçauoir est, en aucunes de noz Prouinces, traite foraine, en autre, domaine forain, en aucunes autres, droit de refue, & en autres, de haut passage: ne montrans toutesfoies en tout que vingt & trois deniers pour liure, de l'estimation desdites marchandises. C'est à sçauoir lesdits droits de traite & imposition foraine que douze deniers, de haut passage que sept, & de refue ou domaine forain que quatre: eussions par bon aduis & deliberation des gens de nostre conseil, auquel estoient les Thresoriers & Generaux par nous respectiuelement ordonnez sur le fait, gouuernement & administration de nostredit domaine & de noz finances, conclu & arresté de reuoyer tous & chacuns lesdits Officiers, tant anciens que nouveaux, & de quelque qualité qu'ils soyent, ensemble tous Commissaires sur ce deputez, quelques proui-

a) Par. C'est l'art
icle premier de
l'ordonance de
l'an 1540. qui
est au chap. cin-
quiesme de ce
tiltre, & les au-
tres ordonnances
desquelles
est icy parlé, s'ot
aux chap. vij. &
viii. de ce tître.

sions, institutions & commissions que de nous ou d'autres, ayans de nous pouuoir, ils en ayent obtenus : & semblablement toutes exemptions & priuileges, tant generaux que particuliers de nosdits predecesseurs & de nous obtenus, & par quelques villes, communitez & particuliers que ce soit, & soit souz couleur de foires franches ou autrement, & pour quelque autre cause & occasion que ce soit, & qu'en ce faisant seroit par nous statué & ordonné ledit fait & perception, tant de nosdits droits de domaine forain, que de ladite traite & imposition foraine, estre d'oresnauant exercé & administré par dixhuit receptes generales, qui seroyent establies en dixhuit Bureaux aux sieges generaux de nosdites Prouinces, & en tel nombre competant d'autres Bureaux ou sieges particuliers & d'Officiers en chacun desdits Bureaux ou sieges generaux & particuliers, que requis seroit : aussi pour obuier que fraude ou maluersation ne fussent plus commises à nostre preiudice, ne desdits marchans, souz couleur de la diuersité desdits noms & vocables, souz lesquels nosdits droits ont accoustumé d'estre leuez & perceus, tous iceux droits seroyent reduits en deux, c'est à sçauoir ceux de resue ou domaine forain, & de haut passage en vn qui seroit d'oresnauant appellé le droit de domaine forain, pour lequel ne seroit plus prins & exigé que huit deniers pour liure : & que celui de ladite traite & imposition foraine demeureroit en sa nomination accoustumee, de traite & imposition foraine, & en son taux aussi accoustumé de douze deniers pour liure, & que du surplus montant trois deniers tournois pour liure, nous deschargerions lesdits marchans & leurs marchandises, à fin de leur donner meilleur moyen de continuer leur commerce & negociation marchande, au bien & soulagement du peuple : sans toutesfois aucune chose innouer, quant à la traite & imposition d'Anjou, au preiudice du bail à main ferme pour dix ans, que n'agueres en auons fait : lequel voulons demeurer en son entier pour le temps d'iceluy.

1 Sçauoir faisons, que nous voulons (suyuant ledit aduis & deliberation) pouruoir audit fait & administration en nostre Prouince de ^a Champagne, auons tous & chacuns lesdits Officiers & tous Commissaires, tant anciens que nouveaux, instituez pour iceluy fait & administration, tant de nostre dit domaine forain, resue, ou haut passage, que de ladite traite & imposition foraine en nostre dite Prouince de Champagne, de quelque qualité qu'ils soyent, & quelques prouisions, institutions ou commissions qu'ils en ayent obtenues de nous, ou de noz predecesseurs ou autres, eux disans auoir pouuoir de nous, reuoquez & reuoquons par ces presentes, & semblablement toutes exemptions & priuileges, tant generaux que particuliers, qui pourroyent aussi auoir esté obtenus de nous, ou de nosdits predecesseurs, par quelques villes, communitez & particuliers que ce soit : & souz couleur de foires franches, ou pour quelque autre cause ou occasion que ce soit, & sans preiudice desdits priuileges en autres choses, & sauf aussi à faire droit par nous ausdits Officiers anciens, selon qu'il appartiendra, pour raison de leursdits offices anciens.

2 Et en ce faisant auons statué & ordonné, statuons & ordonnons que pour ladite administration & perception de nosdits droits en ladite Prouince de Champagne, sera dès à present establi en nostre ville de Troyes vn Bureau ou siege general, avec les Bureaux & sieges particuliers, & le nombre d'Officiers, & de la qualité qu'ils ensuyuent : lesquelz Officiers auront & prendront tous & ensemble, pour raison de leurs estats & offices en gages ordinaires payables de quartier en quartier d'an, la somme de quatre sols de chacune liure à nous reuenant en ladite Prouince, tant à cause de nosdits droits de domaine forain, resue ou haut passage, que de ladite traite & imposition foraine, selon le departement cy apres contenu.

3 Et pour obuier que fraude ou maluersation ne soit plus faite à la perception de nosdits droits, souz couleur de ladite diuersité & difference de noms & vocables d'iceux : nous auons nosdits droits reduits & reduisons en deux, à sçauoir ledit domaine forain, resue & haut passage en vn, que voulons estre d'oresnauant appellé domaine forain, & n'estre plus payé pour raison d'iceluy que huit deniers pour liure, & quant à ladite traite & imposition foraine, nous voulons & ordonnons qu'elle demeure en sa nomination accoustumee de traite & imposition foraine, & en son taux aussi accoustumé de douze deniers pour liure.

4 Lesquels huit deniers & douze deniers pour liure, voulons estre respectiuellement leuez sur toutes marchandises, tant de blez, vins, qu'autres denrees, & choses quelconques, chargees pour estre transportees hors nostredit Royaume : desquelles le transport n'est prohibé, & suyuant l'estimation d'icelles, qui faite en a esté par lesdites ordonnances de nostredit feu pere, dudit an mil cinq cens quarante deux & quarante trois, & sans acception aucune d'aucuns priuileges ou exemption pour quelques villes, communitez ou particuliers que ce soit, & de quelque & condition qu'ils soyent, & fust pour nous, nostre treschere & tresaimée compagne la Roynie, ou noz treschers & tresaimés enfans, & quelque derogation qui puisse estre apposee esdits priuileges & exemptions, & le surplus montant trois deniers pour liure, nous l'auons quitté & quittons au profit & soulagement dudit peuple.

Ensyuent lesdits Bureaux ou sieges, que voulons estre establis en ladite Prouince de Champagne, & les Officiers que voulons aussi estre instituez, tant pour ledit fait & administration, que pour la perception de nosdits droits en icelle Prouince, & de ce que chacun d'eux aura & prendra en gages ordinaires pour sa portion desdits quatre sols pour liure à nous reuenans desdits vingt deniers pour liure, d'iceux noz droits.

^a Champagne. Il y a semblable ordonnance pour les autres prouinces du Royaume ne different en rien à ceste-ci, que sur les gages des Officiers qui prennent par l'ordonnance en aucun lieu plus, en autre moins, selon la grandeur de la charge, & la taxe qui en est faite pour chaque Officier, & l'establissement des Bureaux en diuers lieux les plus commodes pour la perception des droits du Roy & soulagement des marchans.
^b Et pour. Cest article est reuoké par l'ordonnance qui est au chap. suyuant.

Et premierement en noſtre dite Ville de Troyes, yn

Bureau, ou ſiege general.

Vn Maiftre des ports, ponts & paſſages, qui aura trois deniers obole.

Vn Lieutenant, general dudit Maiftre, deux deniers.

Vn Receueur general, trois deniers.

Vn Procureur general, vne obole.

Vn Greffier, trois deniers.

Vn viſiteur general, deux deniers obole.

Vn poiſeur, vn denier.

Vn meſureur & calculeur, vn denier.

Vn ſeelleur, vn denier.

Vn concierge, vne obole.

Six gardes, dont les quatre ſeront ſuiets à accompagner ledit viſiteur general à faire ſes viſitations, & les deux autres reſideront ſur le lieu, qui auront chacun d'eux vne pite.

A Chalons, yn Bureau particulier.

Vn Lieutenant, dudit Maiftre des ports, vne obole.

Vn Receueur particulier, vne obole.

Vn Greffier, vne obole.

Vn poiſeur & calculeur, vne pite.

Vn ſeelleur, vne pite.

Vne garde, vne pite.

A Reims, yn Bureau particulier.

Vn Lieutenant particulier, vne obole.

Vn Receueur particulier, vne obole.

Vn Greffier, vne obole.

Vn poiſeur & calculeur, vne pite.

Vn ſeelleur, vne pite.

Vne garde, vne pite.

Aux paſſages de Guſſe.

Vne garde & vn Receueur, qui ſeront leurs rapports audit Bureau de Reims, qui auront chacun d'eux vne pite.

Aux paſſages d'Eſtreau, pont Thireſon & ſainct Michel.

Vne garde & vn Receueur, qui ſeront leurs rapports audit Bureau particulier de Reims, & auront chacun d'eux vne pite.

Aux paſſages de Maubert Fontaine, & Signy le petit.
Vne garde & vn Receueur, qui ſeront leurs rapports audit Bureau particulier de Reims, & auront chacun d'eux vne pite.

A Maiſiere, yn Bureau particulier.

Vn Lieutenant particulier, vne obole.

Vn Receueur particulier, vne obole.

Vn Greffier, vne obole.

Deux gardes, lvn deſquels aura la charge de mōt-Sernay, & auront chacun d'eux vne pite.

Au paſſage de Douchery.

Vne garde & vn Receueur, qui ſeront leurs rapports audit Bureau de Maiſieres, & auront chacun d'eux vne pite.

A Mouzon, yn Bureau particulier.

Vn Lieutenant, vne obole.

Vn Receueur, vne obole.

Vn Greffier, vne obole.

Vne garde qui ſera tenue de garder les paſſages iuſques à Sedan, vne pite.

Aux paſſages de Ville-franche.

Vne garde & vn Receueur, qui ſeront leurs rapports à Mouzon, & auront chacun d'eux vne pite.

Aux paſſages de Bricaille ſur Meuz, Danuearu, Burelle & Malincourt.

Vne garde & vn Receueur, qui ſeront leurs rapports audit Bureau de Mouzon, qui auront chacun d'eux vne pite.

A Comerci, yn Bureau particulier.

Vn Lieutenant particulier, vne obole.

Vn Receueur particulier, vne obole.

Vn Greffier, vne obole.

Vne garde, vne pite.

Au paſſage de Troicourt.

Vne garde & vn Receueur, qui ſeront leurs rapports audit Bureau de Comerci, & auront chacun d'eux vne pite.

A Vaucouleur, yn Bureau particulier.

Vn Lieutenant, vne obole.

Vn Receueur, vne obole.

Vn Greffier, vn obole.

Vne garde, vne pite.

Aux paſſages de Bury la coſte, & Döpremy ſur Meuz.

Vne garde & vn Receueur, qui ſeront leurs rapports audit Bureau particulier de Vaucouleur, & auront chacun d'eux vne pite.

A Chaumont en Baſſigny, yn Bureau particulier.

Vn Lieutenant particulier, vne obole.

Vn Receueur particulier, vne obole.

Vn Greffier, vne obole.

Vne garde, vne pite.

Aux paſſages d'Andelot.

Vne garde & vn Receueur, qui ſeront leurs rapports audit Bureau de Chaumont, & auront chacun d'eux vne pite.

A ſainct Dizier yn Bureau particulier.

Vn Lieutenant, vne obole.

Vn Receueur, vne obole.

Vn Greffier, vne obole.

Vne garde, vne pite.

A Bourbonne, les balngs & Serqueux, yn Bureau particulier.

Vn Lieutenant, vne obole.

Vn Receueur, vne obole.

Vn Greffier, vne obole.

Vne garde, vne pite.

Au paſſage Deliffoul le grand & Bazaille, ſainct Thibaut & Choſeul.

Vne garde & vn Receueur, qui ſeront leurs rapports audit Bureau de Bourbonne, & auront chacun d'eux vne pite.

A paſſenant en Vogue, yn Bureau particulier.

Vn Lieutenant, vne obole.

Vn Receueur, vne obole.

Vn Greffier, vne obole.

Vne garde, vne pite.

A Langres, yn Bureau particulier.

Vn Lieutenant, vne obole.

Vn Receueur, vne obole.

Vn Greffier, vne obole.

Vn poiſeur & calculeur, vne pite.

Vn ſeelleur, vne pite.

Vne garde, vne pite.

Aux passages de Coiffy, & de Barge.

Vne garde & vn Receueur, qui feront leurs rapports audit Bureau de Langres, & auront chacun d'eux vne pite.

Au passage de Fay.

Vne garde & vn Receueur particulier, qui feront leurs rapports audit Bureau de Langres, nonobstant que ledit Fay soit du ressort de Bourgogne, & sans preiudice dudit ressort de Bourgogne en autres choses, & auront chacun d'eux vne pite.

Aux passages de Fouent & Frette, Comblane & Montigny sur Vuigenne.

Vne garde & vn Receueur, qui feront leurs rapports audit Bureau de Langres, qui auront chacun d'eux vne pite.

Au passage de Saquenay.

Vne garde & vn Receueur, qui feront leurs rapports audit Bureau de Langres, & auront chacun d'eux vne pite.

Aux passages de Fontaine françoise & Chasau.

Vne garde & vn Receueur, qui feront leurs rapports audit Bureau de Langres, & auront chacun d'eux vne pite.

a] Tous. En la generalité de Poitiers, Angoulmois, Xaintronge, les susdits Officiers ont esté supplimez par edict du Roy François deuxième en l'an 1559. & ce moyennant le remboursement fait par ledit pays aux Officiers des sommes par eux fournies pour la prouision de leurs offices.

6 ^a T O U S lesdits Bureaux & sieges, general & particulier, & tous lesdits estats & offices de Maître desdits ports, ponts & passages, les Lieutenans general & particulier, Receueur general & particulier, Visiteur general, Procureur general, Greffiers, poiseurs, mesureurs, calculateurs, scelleurs & gardes, nous auons de nouuel creez & erigez, creons & erigeons par ces presentes, pour estre lesdits Bureaux respectiuelement establis esdits lieux, & sauf à les muer & changer en autres lieux plus commodés sil y escherra, & il est trouué que faire se doine. Et lesdits estats & offices estre par nous pourueus de personnes capables, idoines, suffisans, & de bonne loyauté, preud'homme & diligence, dès à present & cy apres aussi, par nous & noz successeurs Roys subsecutiuelement, quand vacation y escherra. Et pour par ceux qui par nous ou nosdits successeurs en seront pourueus, les tenir, posseder & exercer respectiuelement en leurs personnes, aux gages desdits: lesdits gages voulons aussi leur estre respectiuelement payez par ledit Receueur general, & par chacun quartier d'an, selon que dessus est dit: à commencer au iour de leur institution esdits estats & offices, & sur le bloc desdits quatre sols pour liure, à nous reuenant en ladite prouince, pour raison desdits vingt deniers pour liure, d'iceux noz droicts de domaine forain, & de traite & imposition foraine, que voulons par chacun desdits quartiers estre entierement recouuers par ledit Receueur general, & par luy estre aussi par chacun d'iceux quartiers apportez ou enuoyez en nostre espargne, selon que sont les autres deniers des autres receptes generales de noz finances, & suyuant les estats qui en seront faits par le Thresorier, ayant la charge & administration de nostredit domaine audit pays de Champagne, quant audit domaine forain. Et quant à ladite traite & imposition foraine, par le general ayant aussi la charge & administration de nosdites finances en iceluy pays, & à noz frais & despens, dont toutesfois luy sera fait taxe raisonnable en nostre conseil, ou par les Commissaires, qui en iceluy seront à ce deputez.

7 L A somme desquels frais suyuant ladite taxe, qui en sera faite, permettons audit Receueur general prendre & retenir par ses mains, avec lesdits trois deniers par nous à luy ordonnez, pour seldits gages sur lesdits quatre sols pour liure de nosdits droicts, sans ce que pour ce faire ne pour payer par luy lesdits autres Officiers, luy soit besoin auoir ne recouurer de nous chacun an autre mandement ou acquit, que cessedes presentes, que nous auons signees de nostre main, avec icelle taxe de quittance d'iceux Officiers respectiuelement.

8 L'INSTITUTION desquels Officiers voulons appartenir: c'est à sçauoir quant audit maître desdits ports, ponts & passages, & sondit lieutenant general, à nostre cour de Parlement de Paris. Et quant ausdits receueurs general & particulier audit thresorier general, ayant respectiuelement ladite charge & administration de nosdits domaine & finances, audit pays de Champagne: & quant ausdits lieutenans particuliers, visiteur general, Procureur general, Greffiers, poiseurs, mesureurs, calculateurs, scelleurs, concierge & gardes, audit maître desdits ports, ponts & passages, ou à sondit lieutenant general en son absence. Voulons neantmoins que pour obuier à la fraude que l'on pourroit faire de nosdits droicts, à l'occasion du rerardement de ladite institution esdits offices, que par le commissaire qui par nous sera depute pour l'establissement desdits bureaux, ils puissent estre instituez en iceux leurs offices, à la charge que six sepmaines apres ils seront respectiuelement tenus prendre nouvelle institution de nostredit cour de Parlement de Paris, dudit Thresorier & general, & d'iceluy Maître des ports, ponts & passages, ou sondit Lieutenant general,

[a Instance. Le mesme pouuoir leur est attribué cy dessus par l'ordonnance d'Amiens artic. 9. au chap. II. en ce tilre.

10 A V O Y E L Maître & seldits Lieutenans general & particulier, nous auons attribué & attribüons priuatiuelement & à tous autres Luges & Commissaires quelconques, toute cour, iurisdiction & cognoissance en premiere instance de nosdits droicts de domaine forain, traite & imposition foraine, ensemble toute cognoissance & iurisdiction du transport hors nostre Royaume de l'or & argent monoyé, & non monnoyé, bagues, ioyaux, harnois, munitions de guerre, cheueux de prix, & de toutes marchandises generalement: desquelles ledit transport est prohibé, & qui seront trouuees auoir esté mal acquittées ou supposées pour defrauder noz droicts: aussi de l'entree en nostredit Royaume des draps

draps d'or, d'argent & de soye, espiceries & drogueries, courtiers, messagers, estrangers, & autres gens incognus & sans adueu, entrans en nostredit Royaume, & sortans d'iceluy, soit par eau ou par terre: à la charge toutesfois quant ausdits courtiers, messagers, estrangers, gens incognus, & sans adueu, de les mettre ès mains du Gouverneur de nostredit pays de Champagne, ou de sondit Lieutenant audit gouvernement, en son absence: avec les lettres & paquets, dont ils auront esté trouuez saisis: & generalement de tous autres cas, dont les Maistres des ports, ponts & passages de nostredit Royaume ont accoustumé de cognoistre. Et laquelle cognoissance, cour, & iurisdiction nous auons interdite & defendue, interdisons & defendons à tous autres Iuges & Commissaires quelconques, & quels qu'ils soyent.

11 **D E F E N D O N S** toutesfois ausdits Maistres & seldits Lieutenans general & particulier, de faire aucune main leuee à caution des marchandises, qui auroyent esté saisies & arrestees: ains leur enioignons iuger les arrests & saisies, qui en auront esté faites en diffinitive, & sur ce faire & administrer aux parties bonne & prompte expedition de iustice: & tant à heures & iours extraordinaires, qu'ordinaires. Et où il aduiendra aucunes appellations estre interiettes desdits Lieutenans particuliers, nous voulons icelles estre releuees audit bureau general par deuant ledit Maistre desdits ports, ponts & passages, ou dit Lieutenant general, & par sa simple commission seulement. Et auquel nous enioignons tresexpressément proceder promptement à la decision d'icelles, & tant esdites heures & iours extraordinaires, qu'ordinaires: & en la meilleure, plus prompte & plus briefue expedition de iustice que faire se pourra.

12 **E T** à fin que lesdits Officiers & chacun d'eux soyent plus enclins & curieux à la conseruation & defense de nosdits droicts, & qu'ils puissent mieux vacquer à l'exercice de leurs estats & offices: nous les auons & chacun d'eux exemptez & affranchis, exemptions & affranchissions de toutes assemblees de villes, & de tout guet & garde de porte, & de ville de iour & de nuit: fors de celuy concernant ledit exercice d'iceux leurs estats & offices, & leur auons permis & permettos, & à chacun d'eux qu'en faisant & exerçant leurds estats & offices, ils puissent porter pistolets ou harquebuzes, & autres armes defensives, pour la tuition & defense de leurs personnes, & sans en abuser, sur les peines indictes par noz ordonnances.

13 **E T** outre ce, auons à iceux Receueur general & particulier, Visiteur general, poiseur, mesureur, calculeur, sceleur, concierges & gardes, donné & donnons la tierce partie entierement de toutes les confiscations & amendes, qui nous escherront & seront adiugees par ledit Maistre desdits ports, ou sondit Lieutenant general, au moyen des saisies & arrests qui auront esté faits tant sur marchandises mal acquittées, supposées & prohibées, que sur lesdits courtiers, estrangers, messagers & gens incognus: voulans ladite tierce partie estre executoire reaument & de fait, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, par prouision & à caution, poutuen qu'elle n'excede la somme de cinquante lures tournois, ainsi que sont les sentences de noz Iuges ressortissans sans moyen en noz cours de Parlement. Et icelle tierce partie estre ausdits Officiers baillee & deliuree en vertu des sentences dudit Maistre ou sondit Lieutenant general, sans ce que pour en auoir deliurance leur soit besoin obtenir autre don, mandement ou acquit de nous que cèsdites presentes, & icelles sentences. Et ladite tierce partie estre également departie entre lesdits Receueur general, poiseurs, mesureurs, calculeur, sceleur, visiteur general, concierges & gardes.

14 **V O U L O N S** toutesfois ledit visiteur general en ce prendre pour deux, attendu qu'il est suiet de visiter & discourir en personne iournellement lesdits bureaux & passages. Lesquelles appellations voulons ressortir directement & immediatement en nostredite cour de Parlement de Paris, & non ailleurs, nostredite ordonnance dudit an mil cinq cens quaranteneuf, en autres choses demeurant en sa force & vertu.

S i donnons en mandement à noz amez & feaux, &c. Donné à Paris le quatorziesme iour de Novembre, l'an de grace mil cinq cens cinquante & vn: & de nostre regne le cinquiesme. Ainsi signé, **H E N R Y**. Leur adu deslouz, Parle Roy en son conseil. **D E L'AVBESPINE**.

Acta, publicata & registrata, audit & requirente Procuratore generali Regis. Actum Parisiis in Parlamento, tertio die Decembris, anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo primo. Sic signatum,

D V T I L L E T.

Acta, publicata & registrata, audit & requirente Procuratore generali Regis, in camera computorum dicti Domini, vigesima die Decembris, anno supradicto. Sic signatum, **C H É V A L I E R**.

Renouation de l'edict de Novembre mil cinq cens cinquante vn sur la reduction des droicts du domaine forain, refue & haut passage en vn, qui seroit appellé droict du domaine forain



E N R Y par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Comme par les anciennes loix, constitutions & ordonnances de nostre Royaume entre autres droicts domaniaux fust statué & ordonné, que sur toutes denrees & marchandises sortans hors de nostredit Royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeissance, seroyent aux limites & extremitez d'iceux payez certains droicts & impositions: scauoir est, quatre deniers tournois pour liure, qu'on appelloit droict de refue & domaine forain, & douze deniers tournois pour liure, qu'on appelloit imposit forain, & en au-

a] C'est l'edict, qui est au chap. precedant en ce liure.

cuns lieux & endroicts, & sur certaines marchandises limitees par noz ordonnances anciennes, & nō sur toutes, seroit payé sept deniers tournois pour liure, qu'on appelloit droict de haut passage. Et estimant que noz suiets, & pareillement les estrangers qui traffiquoyent en nostredit Royaume, fussent par trop chargez du payement desdits trois droicts, montans vingttrois deniers tournois: nous pour le soulagement de nosdits suiets, & gratifier les estrangers, aurions par edict^a du mois de Novembre, mil cinq cens cinquante vn, reduit les noms & vocables de traite, imposition foraine, refuse, domaine forain, & haut passage, en deux: sçauoir est, ceux de la refuse ou domaine forain, & haut passage en vn, qui seroit d'oresnauant appellé droict de domaine forain, pour lequel ne seroit prins & leué que huit deniers tournois pour liure, & celuy de ladite imposition foraine demeureroit en sa domination accoustumee de traite & imposition foraine, & en son taux accoustumé de douze deniers tournois pour liure, & du surplus montant trois deniers tournois pour liure, nous aurions deschargé les marchans & leurs marchandises, pour leur donner meilleur moyen de continuer leur commerce & negociation, & estably bureaux en chacune de noz receptes generales. Apres la publicatio duquel edict, les marchans, tant noz suiets que des nations estrangeres, estimans que cela leur reuint à vne grand charge, & qu'en lieu que nous estimons les auoir deschargez, ils se tiendroyent pour plus chargez, de sorte que comme ils auoyent liberalement payé les anciennes impositions estans de nostre domaine pour lesdites furcharges, ils estoient contrains discontinuer ledit traffic, & autres, prendre cours ailleurs, & en autres endroicts hors de nostredit Royaume, & fait plusieurs autres plaintes & remonstrances, sur lesquelles nous aurions delibéré pouruoir, & remettre le tout à l'ancienne forme: sçauoir est, que lesdits droicts d'imposition foraine, refuse ou domaine forain & haut passage, seroyent payez ainsi qu'anciennement ils auoyent esté: à sçauoir douze deniers pour liure pour ladite imposition foraine, quatre deniers pour liure, pour le droict de refuse ou domaine forain, & sept deniers pour liure, pour ledit droict de haut passage es lieux & endroicts, & sur les marchandises que ils auoyent esté anciennement payez. Et mis ceste matiere en deliberation avec les Princes & Seigneurs de nostre sang, & autres grans & notables personages de nostre conseil priué estés lez nous,

SCAVOIR, faisons que nous ayant le tout bien & meurement considéré, & eu l'aduis des gens de nostredit conseil, nous auons reuocqué, cassé & annullé, & de noz certaine science, pleine puissance & autorité Royal, reuocquons, cassons & annullons ledit edict du mois de Novembre, mil cinq cens cinquante vn, en ce que par iceluy nous auons reduit les noms & vocables d'imposition foraine, refuse, domaine forain, & haut passage en deux: sçauoir est, en domaine forain, & de traite & imposition foraine. Et en ce que par iceluy tous lesdits droicts sont moderez à vingt deniers tournois, & ordonné, que sur toutes marchandises lesdits vingt deniers pour liure seroyent payez. Et auons iceux droicts reduits, remis & establis, reduisons, remettons & reestablis en leur ancienne denomination, voulons & nous plaist qu'ils nous soyent payez ainsi qu'ils estoient auparavant ledit edict du dit mois de Novembre, mil cinq cens cinquante vn. Sçauoir est douze deniers pour liure pour ledit droict de traite & imposition foraine, quatre deniers pour liure pour ledit droict de refuse & domaine forain, sur toutes & chacunes les marchandises qui sortiroient hors nostredit Royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeissance. Et pour ledit droict de haut passage, sept deniers tournois, es endroicts, & sur les marchandises que ledit droict estoit paye auparavant ledit edict, demeurans les bureaux & Officiers en la forme qu'ils sont à present.

Si donnons en mandement par ces presentes à noz amez & feaux les gens de noz cours de Parlement, &c. Donné à largeau, au mois de May, l'an de grace mil cinq cens cinquante six, & de nostre regne le dixiesme. Ainsi signé souz le reply, HENRY. Et sur le reply, Par le Roy estant en son conseil. DV THIER.

Acta, publicata & registrata, audito & requirente Procuratore generali Regis, Parisiis in Palamento nona die Iunij, anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo sexto. Sic signatum, DV TILLET.

DE L'ENTREE ET DESCENTE DES MARCHAN-

dises foraines aux ports, villes & haures ordonnez pour y payer le droict de gabelle & domaine.

TITRE XV.



RANCOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme tant par feu de bonne memoire, les Roys Charles huitiesme, & Loys douziesme dernier decedez, qu'autres noz predecesseurs Roys, & pour certaines bonnes & raisonnables causes concernans le bien, profit & utilité de nostre Royaume, & de la chose publique d'iceluy, conseruation & augmentation de nostre domaine, ayent esté faits plusieurs edicts, statuts, ordonnances, & prohibitions à toutes personnes, de ne faire venir, amener, ny entrer en nostredit Royaume, aucunes espiceries, si ce n'estoit par les ports & haures maritains d'iceluy: & combien que telles prohibitions & defenses tant viles & profitables à nostredit Royaume, pays, & seigneuries de nostre obeissance, pour en ce faisant recouurer lesdites espiceries, tant de Leuant que Ponant, à prix raisonnables, non regrettes, ne

1.
Fric. 1. 159.

recettes, ne

De l'entree & descente des marchandises foraines, &c. 1208

rees, ne reuendues, deussent auoir esté obseruees & entretenues sans aucunement venir au contraire: ce néantmoins ainsi que nous auons esté aduertis, plusieurs marchans & autres par voyes indirectes, & pour leur particulier & singulier profit, se seroyent efforcez, & efforcent de iour en iour y contreuenir, en faisant passer & amener par terre lesdites espiceries es pays dont noz circonuofins, pour les bonnifier & enrichir, au detrimet & preiudice de nosdits Royaume, pays, seigneuries, & suiets, aucunesfoi souz couleur de quelques lettres de congé particulier, que par l'importunité des requerans ou autrement, lesdits marchans ont trouué façon d'obtenir de nosdits predecesseurs & de nous, & autresfoi de leur autorité priuée: en maniere que lesdits edicts, prohibitions & defences, sont de present du tout enfrains, contenez & rendus inutiles, à la grand diminution de noz droicts & domaine, soule & charge de la chose publique de nostre Royaume, à quoy est besoin & tresnecessaire pouruoir.

1 SçA VOIR vous faisons, à ces causes & autres bonnes considerations nous mouuans, que desirans singulierement la conseruation & augmētation d'icelle chose publique & de nosdits droicts & domaine, & eu sur ce aduis & deliberation avec aucuns des Princes & Seigneurs de nostre sang & lignage, & autres grands & notables personages lez nous, auons en ensuyuant lesdites anciennes ordonnances, de rechef inhibé & defendu, & par ces presentes de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royal, par edict, statut & ordonnance, inhibons & defendons à toutes personnes quelconques, l'entree, descente & distribution dans nostredit Royaume, pays & seigneuries de nostre obeissance de toutes sortes d'espiceries, de quelque part qu'elles viennent, soit des parties de Leuant, Ponant, ou d'ailleurs, si n'est qu'elles soyent abordees, descendues & deschargees aux ports & haures maritains de nostre Royaume, pays & seigneuries de nostre obeissance, non regratees ne reuendues, en payant pour icelle noz droicts anciens & accoustumez, & ce sur peine de confiscation desdites espiceries, & d'amende arbitraire.

2 NE voulons qu'au moyen d'aucuns congez, ou permissions, qui peuuent auoir esté cy deuant, ou pourtoient estre pour l'aduénir par inaduertence, importunité des requerans, ou autrement concedez & otroyez, pour autrement en vser, aucune maniere d'espiceries soit amenee ou entree dedans nostredit Royaume, pays & seigneuries de nostre obeissance, si n'est par lesdits ports & haures maritains, lesdites espiceries non regratees ne reuendues. Et lesquels congez, permission, lettres, expeditions, & toutes autres prouisions obtenues & qu'on pourroit obtenir de nous, ou autres ayans pouuoir de nous, contraires à l'effect de ces presentes, ne voulons valoir, ne sortir aucun effect, ains les auons des maintenant comme pour lors, reuocques, cassees & annulees, reuocquons, cassons & annulons, de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royal. Et à fin que cesdites presentes soyent mieux executees, voulons & ordonnons qu'aux denonciateurs desdits infracteurs & contrauentions, qui de ce produiront bons tesmoins & bailleront suffisante preuue, soit deliuree & bailliee par noz Iuges, qu'il appartiendra, la quartie partie des confiscations & amendes qui nous seront faites & adiugees, au moyen de leur dite denonciation & verification.

Si donnons en mandement à tous noz, &c. Donné à Compiègne le vingtdeuxiesme iour d'Octobre, l'an de grace mil cinq cens trenteneuf, & de nostre regne le vingtcinquiesme. Par le Roy en son conseil. DE LA CHESNAYE.

11
1208, 1140. **R**ANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme pour plusieurs bonnes causes & considerations, noz predecesseurs & nous eussions fait plusieurs edicts & ordonnances sur le fait des entrees en nostre Royaume & autres noz pays, terres & seigneuries de tous draps d'or, d'argent & de soye, & à ce que noz droicts desdites entrees fussent obseruez sans fraude: toutesfoi nosdites ordonnances ont souuentiesfoi esté mal gardees & obseruees, & plusieurs fraudes & abus esté commis, au preiudice de nosdits droicts.

1 SçA VOIR faisons, que nous desirans à ce pouruoir, & apres auoir eu sur ce l'aduis & opinion de plusieurs notables personages de nostre conseil, & autres noz Officiers, & de plusieurs notables marchans à ce cognoissans, auons ordonné que tous draps d'or, d'argent & de soye, & pareillement toutes especes de crespes, canetilles, passemens, rubens, ceintures, franges, pennes, ornemens, habillemes, & toutes autres tisseurs, & especes d'ourages de fil, d'ord'argēt & de soye, de quelques couleurs, qu'ils soyent venans du pays d'Italie, pour entrer en nostredit Royaume, & en noz pays de Prouée, Dauphiné, Sauoye, Bresse, Bougey & Verômes, passeront par nostredite ville de Suze: & de là entreront en nostre ville de Lyon par la porte & pont du Rosne, & non par autres lieux: sur peine de confiscation desdites marchandises & de toutes autres, qui seront trouuees avec icelles: & pareillement des mules, cheuaux, charrettes, bateaux, & autres equipages, esquels seront conduites lesdites marchandises.

2 IREM, que les marchandises susdites venans d'Auignon & du comté de Venisse, passeront par nostre ville de Montlimal en Dauphiné, & entreront dedans nostredite ville de Lyon par ladite porte du Rosne, & non par autres lieux, sur lesdites peines.

3 SEMBLABLES marchandises, qui viendront du pays d'Espagne, passeront par noz villes de Narbonne & Bayonne, & seront amenees au dit Lyon par les portes de Saint Iust & Saint George, &

non par autres lieux, sur lesdites peines : & sans qu'il soit loisible aux marchans, ny autres, qui feront amener lesdites marchandises, ny aux conducteurs, & voituriers d'icelles, de faire entrer icelles marchandises, soit pour les vendre, ou vser en nostredit Royaume ou en nosdits pays, terres & seigneuries de Prouence, Dauphiné, Sauoye, Bresse, Bougey, & Verommes, ou pour les faire seulement passer par iceux, & les mener & conduire, sans desployer hors nostredit Royaume, pays & seigneuries, pour hors iceux estre vendues : de les faire passer & entrer en iceux noz Royaume, pays & seigneuries par autres chemins & voyes que celles cy dessus designees, sur les peines cy dessus indites.

4 A V E C ce auons ordonné & ordonnons, que les marchans, & autres qui feront amener lesdites marchandises, soit pour estre vendues en nosdits Royaume, pays, & seigneuries, ou pour les faire semblablement passer par iceux, sans desployer, comme dit est, ensemble les muletiers, voituriers & conducteurs d'icelles, seront tenus de porter lettre de facture, memoire ou inuentaire faits au vray des draps d'or, d'argent ou de soye, or fillé & trait, soyes cuites & teintes, crespes, canetilles, tissures & traces, passemens, pourfillures, & autres espèces de tissures & ourrages de fil d'or, d'argent & de soye, qui seroit es casses, coffres, balles malles, tonneaux ou autres fardeaux & equippages : & quelles lettres de facture, memoires ou inuentaures, seront mis & declarez, les noms & surnoms des marchands ou autres ausquels lesdites marchandises appartiendront, & de ceux ausquels elles seront adressees.

5 E T outre ce, de prendre esdits lieux de Suze, Montlimart, Narbonne & Bayonne, respectiuement breuet ou bulletin de celuy ou ceux, qui pour ce faire y sont ou seront par nous deputez, portant le dit breuet ou bulletin la certification du iour qu'ils auront passé par lesdits lieux, avec le nombre des casses, balles, coffres, malles tonneaux, ou autres fardeaux, & equippages, qu'ils conduiront chargez desdites marchandises, pour ledit bulletin ou breuet, ensemble lesdites lettres de facture, memoires ou inuentaures, que lesdits muletiers, voituriers ou conducteurs porteront, estre par celuy qui pour ce faire est & sera par nous député aux portes de nostredite ville de Lyon cy dessus designees mis en liace, & en estre fait registre : & pour desdites portes conduire lesdites marchandises au lieu par nous ordonné en ladite ville de Lyon, pour peser & gabeler lesdites marchandises, le tout sur les mesmes peines que dessus.

6 O R D O N N O N S que ledit breuet ou bulletin soit esdits lieux, & en chacun d'iceux incontinent deliuré ausdits muletiers, voituriers, ou conducteurs desdites marchandises, sans pour ce les faire aucunement sejourner, ny exiger d'eux aucune chose : sur peine à iceluy qui aura fait l'exaction, de privation de son estat & office, d'amende arbitraire, & de punition corporelle.

7 E T s'il aduenoit que lesdits muletiers ou conducteurs eussent perdu ou esgaré lesdites lettres de facture, memoires, breuets, ou bulletins auparavant estre arriuez audit Lyon, s'ils iurent & afferment les auoir perdus sans fraude : en ce cas leurs casses, balles, malles, coffres, tonneaux ou autres fardeaux & equippages seront arestez, deposez, & mis en seure garde ; aux despens de la marchandise estant en iceux : iusques à ce qu'ils ayent apporté autres lettres de facture, memoires ou inuentaures des marchandises qui seront trouuees en leur charge & conduite, ensemble les extraits des registres de ceux qui respectiuement auoyent expedie lesdits breuets ou bulletins esdits lieux de Suze, Montlimart, Narbonne, & Bayonne. Et pour ce faire leur sera donné delay competant, qui ne pourra estre plus long que de foire en foire.

8 N O Z commis & deputez à bailler lesdits bulletins ou breuets esdits lieux de Suze & Mōltmart Narbonne, & Bayonne enuoyeront de foire en foire à noz Officiers commis en ladite ville de Lyon pour leur nostredit droit de gabelle & imposition, vn extrait fait au vray, & signé de leur main de tous les bulletins ou breuets, qu'ils auront baillez, contenant le nom des casses, balles, coffres, tonneaux & autres fardeaux & equippages desdites marchandises, qui seront passées par lesdits lieux respectiuement, ensemble le iour qu'elles auront passé, & les noms des marchans, muletiers & conducteurs desdites marchandises, pour en estre fait conference avec le iournal, qui sera fait de l'entree d'icelles marchandises, tant es portes dudit Lyon, que de la maison ordonnee en icelle ville, pour peser & gabeller icelles marchandises.

9 S I tost que lesdites marchandises tant passageres, que pour vendre & debiter en nosdits Royaume, pays, terres & seigneuries, seront arriuees esdites portes de Lyon, seront conduites & menees par les deputez de par nous esdites portes, droit en la maison ordonnee pour ledit poids, à fin d'estre illec gabeles selon la forme & maniere que ce iourd'huy par prouision, & iusques à ce que par nous autrement en ait esté ordonné, en auons enuoyé à noz commis & deputez sur iceluy droit de gabelle en nostredite ville de Lyon, pour estre mis en vn tableau en ladite maison du poids, à ce que chacun en puist auoir cognoissance.

10 E X C E P T E S toutesfois les marchandises de la manufacture & ourrage de Gennes, lesquelles nous n'entendons passer que par faul conduit, ainsi qu'ils font de present, & en payant aussi, outre la gabelle ordinaire designee en ladite forme, l'imposition de deux escus pour piece de velours, & des autres soyes à l'equipollent, & selon le taux sur ce ordonné.

11 V O U L O N S & ordonnons, qu'apres que lesdites marchandises auront esté pesées & gabeles par la forme dessusdite, que les passageres soyent sceellées d'vn scel de plomb, imprimé d'vn costé à noz armes, & de l'autre costé aux armes de nostredite ville de Lyon, & que ledit scel soit attaché à vn cordon blanc, enuelopant de long & de trauers les casses, balles, coffres, malles, fardeaux, tonneaux, ou autre

autre equipage, esquels seront lesdites marchandises, & qu'auant les desplacer de la maison dudit poids, les conducteurs d'icelles soyent tenus de bailler bonne & suffisante caution de rapporter dedans trois moys certification du Iuge Royal & principal de nostre derniere ville, par laquelle ils feront yllir lesdites marchandises hors nosdits Royaume, pays & seigneuries, ou du Lieutenant general dudit Iuge, en l'absence d'iceluy Iuge, ensemble de nostre Procureur en ladite ville, par laquelle certification sera certifié que lesdites balles, caisses, & autres fardeaux & equipages auront forty & passé entierement par ladite ville, ainsi scelez que dit est, & sans auoir esté ouuers, sur peine de payer ladite gabelle desdits draps & ourrages entierement, & tout ainsi comme s'ils eussent esté rapportez pour vendre & debiter en nosdits Royaume, pays & seigneuries, & sans aucune deduction faire de ce qu'ils auront ja payé pour la gabelle dudit passage: & pour la tare du caissage & embellage ne se pourra deduire sur le poids dicelles marchandises passageres, dont l'issue n'aura esté certifiée dedans ledit temps, qu'à raison de vingtcinq liures de poids pour cent, à liure de poids seulement. Lesquels Iuge Royal & nostredit Procureur bailleront ladite certification, incontinent, sans delay, & sans salaire.

12 Q V A N T ausdites marchandises, qui se debiteront & vendront en nosdits Royaume, pays, & seigneuries, auant semblablement estre desplacees de ladite maison dudit poids, seront scelees du pareil seel par pieces, & par les deux bouts d'icelles pieces, lesquels deux bouts seront percez & embrassez de ladite cordelle, par la lisiere & vn petit du drap, & sera ladite cordelle blanche, excepté desdites marchandises dudit ourrage & manufacture de Genes, ausquelles voulons estre apposee vne cordelle noire à la difference des autres: & où aucunes desdites marchandises seront trouuees estre entrees & passees en nosdits Royaume, pays & seigneuries, sans auoir esté scelees en nostreditte ville de Lyon, ainsi que dessus est dit, nous les auons des à present comme pour lors, & dès lors cōme dès à present declarees & declaron à nous confisquées.

13 A F I N que confusion n'auienne en l'ordre desdits auons en outre ordonné & ordonnons, que en chacune ville de nosdits Royaume, pays & seigneuries, esquelles y a manufacture desdits draps d'or, d'argent & de soye, les marchans ou autres, qui auront esdites villes auons desdits draps & ourrages, seront tenus auant les faire sortir d'icelles villes, de les faire aussi sceller de plomb par pieces & par les deux bouts de chacunes d'icelles pieces, à vne cordelette, qui sem blablement perce & embrasse la lisiere, & vn petit du drap, ainsi que dessus est dit, & que ledit seel soit imprimé aux armes de la ville, dont lesdits draps & ourrages sortiront, & que les conducteurs desdits draps & ourrages portent certification des Officiers de ladite ville, comme lesdits draps & ourrages auront esté faits en icelle, sur peine aussi de confiscations d'iceux draps & ourrages.

14 E T à fin qu'aucuns marchans ne puissent en ce cōmettre abus, souz couleur des draps d'or, d'argent & de soye, qu'ils ont de present en leurs maisons & boutiques, nous auons d'abondant ordonné & ordonnons qu'en chacune ville de nosdits Royaume, pays & seigneuries, tous merciers, marchans & autres ayans desdits draps, tant entiers qu'entamez les feront dedas quinze iours apres la publication de ces presentes, marquer d'vne marque apparente & notable, par noz Officiers ordinaires des lieux, qui en seront registre, & au default dece faire dedans ledit temps, nous les auons ainsi que dessus est dit, dès à present comme pour lors, declarez & declaron à nous confisquez.

15 A F I N aussi que nostre presente ordonnance puisse mieux estre obseruee, & les transgresseurs d'icelle venir à cognoissance, pour en estre faite iustice: nous auons ordonné & ordonnons, que ceux qui premier denonceront & releueront lesdites transgressions, auront & leur sera baillé & deliuré la quatre partie de tout ce que nous aduendra par le moyen de leur denonciation & reuelation, sans fraude. Enioignant par nous à tous noz Iuges qui procederont au fait & iugement desdites transgressions de leur adiuger ladite quatre partie, & icelle leur faire deliurer par leurs simples quittances sans en attendre aucune autre ordonnance ne mandement de nous, fors cesdites presentes, & sans ce que noz Receueurs, qui seront chargez desdites confiscations, soyent pour ce tenus rapporter autre acquit ne don de nous de ladite quatre partie, sur la reddition de leurs comptes, sinon vn duplicata ou vidimus, fait souz seel Royal d'icelles presentes, avec vn diston de la sentence du Iuge, qui aura fait ladite adjudication & quittance au profit du denonciateur ou denonciateurs d'icelle quatre partie.

S r donnons en mandement par ces presentes au Preuost de Paris, Baillifs, &c. Donné à Annet, le dixhuitiesme iour de Iuillet, l'an de grace, mil cinq cens quarante, & de nostre regne le vingtxief me. Et sur ledit reply estoit escript, Par le Roy en son conseil. DE LA CHESNAYE. Et scellé sus double queue de cire iaulne. Publié à Paris le septiesme iour de Septembre, l'an de grace mil cinq cens quarante.

Prohibition de vendre espiceries, si ne sont daschargees es ports & haures, & de sortir or ne billon hors le Royaume.



RANÇOYS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme par nostre edict du vingdeuxiesme iour d'Octobre, mil cinq cens trenteneuf, leu & publié es villes de nostre Royaume, ayons par meure de liberation de nostre conseil, suyuant les anciennes ordonnances faites par nos predecesseurs Roys, & pour aucunes iustes & raisonnables causes à ce nous mouuans au bien & profit de nostre Royaume, & de noz suiets, inhibé & defendu trespasloiemēt

à toutes personnes quelconques, l'entree, descente & distribution dedans nostredit Royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeissance, de toutes sortes d'espiceries, de quelque part qu'elles viennent, soit des parties de Leuant, Ponant, ou d'ailleurs, si n'est qu'elles fussent ou foyent abordees, descendues & deschargees aux ports & haures maritains de nostredit Royaume, pays & seigneuries de nostre obeissance, non regrattees, ne reuendues : & en payant pour icelle noz droicts anciens & accoustumez, & ce sur peine de confiscation desdites espiceries, & d'amende arbitraire. Et par autre nostre edict de l'onzième iour de Septembre dernier, aussi leu & publié es villes de nostredit Royaume, ayons en ampliant noz ordonnances sur le fait & transport d'or & argent monnoyé ou non monnoyé & billon, inhibé & defendu à toutes personnes, de quelque qualité ou condition qu'ils foyent de tirer ou transporter hors nostredit Royaume, or ou argent monnoyé ou non monnoyé, billon, ny autres choses declarees aux ordonnances anciennés, sur les peines en icelles contenues. Or combien que nosdits edits ayent esté, comme dit est, deuement publiez, de sorte qu'aucun n'en peut ou doit pretendre cause d'ignorance, toutesfoi il est venu à nostre cognoissance que plusieurs marchas, tant de nostre Royaume, qu'estrangers, en contemnant & mesprisant nosdits edits, & contreuenans à iceux, ne cessent de iour en iour d'acheter espiceries hors les ports maritains de nostredit Royaume, pays, terres & seigneuries, & lieux par nous ordonnez : & icelles espiceries font amener & conduire des pays estranges & non estans de nostre obeissance, en iceluy nostredit Royaume, tant par mer, eaux douces, que par terres, passans par pays neutres & circonuoisins de nostredit Royaume : & pour en oster la cognoissance, les mettent & font mettre dedans casses, fardeaux, balles, & tonneaux d'autres marchandises. Aussi auons esté aduertis que plusieurs marchans & autres gens, tant de nostre Royaume qu'estrangers, par subtilitez, aides & intelligences d'autres personages & marchans, en contreuenans à nosdits edits, & au grand dommage de la chose publique de nostredit Royaume, & euacuation des deniers & finances d'icelle, tirent & transportent occultement hors nostredit Royaume, pays, terres & seigneuries, grande quantité d'or, argent monnoyé & non monnoyé, & billon, & aucuns le mettent ou font mettre malicieusement dedans leurs casses, balles, fardeaux, tonneaux, & equippages de marchandises, & en ceste sorte le transportent hors nostredit Royaume, pays, terres, & seigneuries : au moyen desquelles choses nosdits edits & defences sont de present rendus inutiles, à la grãde diminution de noz droicts, domaine, foule & charge de la chose publique de nostre Royaume, & appauuissement de nos suiets : à quoy est tresnecesaire donner prompte prouision.

1. Sçauoir faisons, que nous desirans nosdits edits estre inuolablement entretenus & observez, & l'augmentation du bien de la chose publique de nostredit Royaume, & de noz droicts & domaine, & eu sur ce l'aduiz & deliberation d'aucuns Princes de nostre sang, & gens de nostre conseil, auons de rechef inhibé & defendu, inhibons & defendons par ces presentes, à toutes personnes, de quelque qualité ou condition qu'ils foyent, l'entree, descente, & distribution dedans nostredit Royaume, pays, terres, & seigneuries de nostre obeissance, de toutes sortes d'espiceries, de quelque part que elles viennent, si elles ne sont abordees, descendues & deschargees aux ports & haures maritains de nostredit Royaume, pays, terres, & seigneuries de nostre obeissance, venans droit des pays estranges où elles ont esté chargees, & non regrattees ne reuendues : & ce sur peine de punition corporelle, confiscation de leurs biens & desdites espiceries & marchandises.

2. Aussy auons de rechef inhibé & defendu, & par cesdites presentes inhibés & defendons à toutes personnes, de quelque qualité ou condition qu'ils foyent, de tirer ou transporter, faire tirer ou transporter en quelque sorte & maniere que ce soit, directement ou indirectement, hors nostredit Royaume, pays, terres, & seigneuries de nostre obeissance, or ou argent monnoyé & billon : & ce sur peine de confiscation de leurs personnes, biens, or, argent, billon, & marchandises, qui seront trouuees voiturees avec lesdits or, argent, billon, ou choses semblables.

3. Et pour obuier aux fraudes & tromperies que les marchans font & peuuent faire & commettre en mettant & latitant dedans leurs casses & equippages de marchandises, or, argent monnoyé ou non monnoyé, billon, espiceries & autres marchandises defendues, & à ce que lesdites tromperies foyent cogneués & descouuertes : nous enioignons trespressexpement par cesdites presentes, à noz Baillifs, Seneschaux, Maistres des ports, ou leurs Lieutenans, & autres noz Iuges, chacun en ses fins & limites, de diligemment voir & visiter ou faire visiter par gens qui seront par eux commis & deputez, les casses, balles, fardeaux, tonneaux, & autres equippages chargez de quelque marchandises que ce soit : & icelles marchandises facent deployer en la presence de nostre Procureur ou autres noz Officiers, & des marchans auxquels les marchandises appartiendront, ou des conducteurs d'icelles, ou eux suffisamment appelez, & attendus à l'ouuerture d'icelles, pour sçauoir si dedans lesdites casses, tonneaux ou fardeaux seront trouuees aucunes denrees ou marchandises, comme or, argent monnoyé ou non monnoyé, billon, espiceries, ou autres choses prohibees & defendues : pour ce sur lesdites forfaitures estre procedé par nosdits Iuges à l'encontre des delinquans & coupables, en la forme & maniere que dessus.

4. Et à ce que lesdites fautes viennent à lumiere & cognoissance, & que nosdits edits foyent observez & gardez, nous voulons qu'aux reu lateurs & denonciateurs des transgresseurs, & pour aucunement les recompenser de leurs peines & trauaux : & à ce qu'ils foyent plus curieux & soigneux d'auoir l'œil & prendre garde ausdits transgresseurs, leur soit baillie & deliuree par noz Iuges entiere-

rement

rement la quarte partie de tout ce qui nous aduendra, par le moyen de leur denonciation & reuelation, legitimement prouuee & verifiee : laquelle leur sera baillee & distribuee par leurs simples quittances, sans autres ordonnances ne mandement de nous, & sans ce que noz Receueurs soyent pour ce tenus rapporter autre acquit de nous de ladite quarte partie desdites confiscations, à la reddition de leurs comptes, sinon vn vidimus de ces presentes, fait souz seel Royal, avec le dicton de la sentence, & quittance dudit denonciateur de ladite quarte partie.

Si donnons en mandement par ces presentes, à tous noz Lieutenans generaux & Gouverneurs des pays, gens de nos cours de Parlement, &c. Donné à Fontainebleau le quinziesme iour de Novembre, l'an de grace mil cinq cens quarante : & de nostre regne le vingtsixiesme. Ainsi signé sur le repley, Par le Roy en son conseil. BAYARD. Publie à Paris, le 20. iour de Nouëbre, l'an 1540.

Declaration, que par le mot d'epiceries, les drogueries & denrees foraines sont comprinses & entendues.

1111.
Idem 1541.

RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme dès le vingtreuxiesme iour d'Octobre mil cinq centsevent-neuf, en esuyuant les anciennes ordonnances faites par noz predecesseurs Roys, eussions par la deliberation des Princes de nostre sang, & gens de nostre conseil, de rechef inhibé & defendu à toutes personnes quelconques, l'entree, descente, & distribution en nostre Royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeissance, de toutes sortes d'epiceries de quelque part qu'elles viennent, soit des parties de Leuant, Ponant, ou d'ailleurs, si n'est qu'elles fussent ou soyent abordees, descendues, ou deschargees aux ports & haures maritains de nostre Royaume, pays & seigneuries, non regratrees ne reuendues, en payant pour icelles noz droicts anciens & accoustumez, & ce sur peine de confiscation desdites epiceries, & d'amende arbitraire. Et par autre nostre edict du quinziesme iour de Novembre, l'an mil cinq cens quarante, eussions pour obuier à plusieurs fraudes & abus, qui iournellement estoient comis par les marchans, & autres conduisans en nostredit Royaume, pays & seigneuries, icelles epiceries par autres voyes & chemins que nosdits ports & haures maritains, de rechef inhibé & defendu ausdits marchans & autres, qu'ils n'eussent à faire mener, conduire, descendre & aborder aucunes desdites epiceries venans desdits pays de Leuant, Ponant, & d'ailleurs, par autres voyes & chemins, que par lesdits ports & haures maritains de nostre Royaume, pays & seigneuries, & venans droict des pays estranges, où elles ont esté chargees, non regratrees, ne reuendues : & ce sur peine de punition corporelle, de confiscation de leurs biens, desdites epiceries & marchandises. Ce neantmoins nous auons esté aduertis que plusieurs desdits marchans & autres personnes vsans de mauuaise foy & volonté enuers nous & la chose publique, souz ombre que par nosdites ordonnances n'a esté fait mention de ces mots, drogueries & denrees venans desdits pays comme droit est, aux autres ordonnances faites par nosdits predecesseurs Roys, combien qu'il fust assez declaré, qu'ès defenses desdites epiceries, les drogueries & denrees venans desdits pays, y estoient comprinses, se soyent parforcez par fraude, cantelle & malice, vouloir dire & interpreter nostredite ordonnance, & defense ne se pouuoit estendre en autre chose, qu'en icelles epiceries, & que lesdites drogueries & denrees venans desdits pays, estoient aucunement comprinses en nosdites defenses, & souz couleur de ce qu'il estoit loisible de pouuoir faire entrer en nostredit Royaume, pays & seigneuries, lesdites drogueries, & denrees, par autres voyes & chemins que nosdits ports & haures maritains. Et de ce les aller querir hors nostredit Royaume, pays & seigneuries, és villes circonuoinnes, qui ne sont à nous suiuettes, ne de nostre obeissance. Et en outre par grande cautelle, malice & moyes exquis, font conduire & conduisent, avec lesdites drogueries & denrees grande quantité desdites epiceries, souz ombre d'icelles drogueries & denrees, contreuenans directement à nosdites ordonnances, volonté, & intention, qui a esté & est d'obuier à ce que lesdites epiceries & drogueries & autres denrees venans desdits pays estranges, n'entrent en nostredit Royaume, pays, terres & seigneuries par autres voyes & chemins que par nosdits ports & haures maritains venans droit des pays où elles ont esté chargees, non regratrees, ne reuendues, en la maniere que par nostre derniere ordonnance a esté ordonné, qu'elles entrent en nostredit Royaume, pays & seigneuries, chose qui redôde à grand perre & domage de nous, de nostre Royaume, & suiens. Et plus seroit si par nous n'y estoit promptement pourueu de remede conuenable.

SCAVOIR faisons, qu'attendu ce que dit est, & pour obuier aux fraudes, malices & mauuaises interpretations, qu'ont fait & font lesdits marchans & autres conducteurs desdites epiceries, qu'apres auoir eu sur ce l'aduis & deliberation de plusieurs notables personnaiges, & gens de nostre conseil, en amplifiant nosdites dernieres inhibitions & defenses : auons statué & ordonné, statuons & ordonnons, & nous plaist, que d'oresnauant lesdites epiceries, & drogueries venans desdits pays de Leuant, Ponant, ou d'autres lieux où elles se sont & seront chargees, ne soyent amenees en nostredit Royaume, pays, terres & seigneuries, par autres voyes & chemins, que par nosdits ports & haures maritains, & en iceux amenees & chargees, selon la forme contenue en nostredite derniere ordonnance, venans droit desdits pays estranges où elles ont esté chargees, non regratrees, ne reuendues : & ce sur peine de confiscation desdites epiceries, drogueries, denrees & autres marchandises, qui seront trouuees avec icelles, ensemble les charrettes, cheuaux, mullets, nauires & bareaux & autres equippages : lesquelles dès à present comme pour lors auons declaré & declaron à nous acquises &

a) C'est l'ordonnance qui est au chap. 1. de ce til.

b) C'est l'edict du ch. precedet.

confisquées, & les delinquans & contreuenans voulons estre punis de peine corporelle, comme infraçteurs de nosdites ordonnances.

2 A V S Q V E L S ports & haures maritains, lesdits marchans & conduçteurs seront tenus prendre certification de ladite descente desdites espiceries, drogueries & denrees, & desdits pays, où elles ont esté chargées, & des noms & surnoms des marchans & conduçteurs d'icelles.

3 E T seront les balles ou casses, ou autres equippages desdites espiceries, drogueries & denrees, sceelles & marquees des seaux & marques des villes & lieux où elles seront descêdues, par noz Officiers & autres, qui par nous cy apres y seront deputez, deuant que les pouuoir vendre, debiter ny aucunement distribuer, ne transporter d'un lieu en autre en nostredit Royaume, pays & seigneuries: & ce sur les peines que dessus.

4 E T à fin que les transgresseurs & infraçteurs de nosdites ordonnances puissent mieulx estre esclarcis & venir à entiere cognoissance, nous auons ordonné & ordômons qu'aux gardes & autres personnes ayans de nous pouuoir, qui auront trouué, prins, arresté, saisi ou denoncé, prendront, trouueront, arresté, saisiront ou denôceront lesdites espiceries, drogueries & denrees venans desdits pays, n'auoir entré en nostre Royaume, pays & seigneuries, par nosdits ports & haures maritains, & sans auoir prins ladite certification, seau ou marque, soit par information ou autrement: soit ordonnée & adiugée par noz Iuges ordinaires, à ce cômîs & deputez, la quartie partie de toutes les confiscations & amendes qui par eux nous seront adiugées à cause de leur denonciation, prise, arrest & saisissement. Aufquels Iuges nous commandons & expressement enioignons, que sur le deu de leurs offices, ausdits denonciateurs facent prompte & brieue iustice desdits arrests & saisissements, en ensuyuant nosdites ordonnances: & leur facent bailler & deliurer leursdites quarties parties, par les mains de noz Receueurs ordinaires respectiuellement, & par leurs simples quittances, & sans attendre autre acquit ou mandement de nous: & sans ce que nosdits Receueurs soyent tenus de rapporter acquit à la reddition de leurs comptes, que ladite quittance & vidimus de ces presentes, & ce sur peine de nous en prendre à nosdits Iuges & Officiers.

S i donnons en mandement par cefdites presentes à noz amez & seaux les gens tenâs noz cours de Parlement, gens de noz comptes, & à tous noz Gouverneurs, &c. Donné à Paris le vingtroisiesme iour de Feurier, l'an de grace, mil cinq cens quarante vn: & de nostre regne le vinghtuiesme. Ainsi signé sur le repley, Par le Roy en son conseil. B A Y A R D.

Acta, publicata & registrata, audito & requirente procuratore generali Regis. Parisiis in Parlamento, vigesima septima die Martij, anno D. millesimo quingentesimo quadagesimo primo, ante Paſcha, DV TILLET. H27-29



EN R Y par la grace de Dieu Roy de France, Comte de Prouêce, Forcalquier, & terres adiacentes, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme le feu Roy nostre tresnonoré Seigneur & pere, que Dieu absolve, en ensuyuant les anciennes ordonnances de noz predecesseurs Roys, eust par ces edicts dès le vingtdeuxiesme iour d'Octobre, mil cinq cens trenteueuf, quinziesme iour de Nouëbre cinq cens quarante & vinghtuiesme iour de Feurier, mil cinq cens quarante & vn: leus, publicz & enregistréz où besoin estoit, inhibé & defendu à toutes personnes quelconques de faire entrer, descendre, ne distribuer en cestuy nostre Royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeissance, aucunes sortes d'espiceries, & drogueries, de quelque part qu'elles peussent venir, fust des parties de Leuant, de Ponant, ou d'ailleurs, si ce n'estoit qu'elles fussent abordees, descendues, ou deschargées, aux ports & haures maritains de nostredit Royaume, pays, terres & seigneuries, venans droit des pays estrangers, non regratées ne reuendues, en payant pour icelles les droicts anciens & accoustumez: sur peine de punition corporelle, de confiscation de leurs biens, & desdites espiceries & drogueries. Et puis par autre son edict du vingtcinqniesme iour de Mars, 1543. auant pasques, aussi leu & public où besoin a esté, ait par bonne & meure deliberation des Princes de nostre sang, & autres grans & notables personages de son priué conseil, zelateurs du bien public de nostredit Royaume: & pour plusieurs bonnes causes & considerations, à plein contenues & declarees audit edict, par loy, statut & ordonnances irreuocables, prohibé & defendu à tous noz suiets generalement & quelconques marchans, estrangers, facteurs, entremetteurs, & tous autres de quelque qualité qu'ils fussent, de n'acheter dès lors en auant aucunes espiceries ne drogueries en la ville d'Anuers ny ailleurs es pays de l'Empereur, fust en temps de paix ou de guerre, ne d'iceux en faire cōduire, venir ne amener en iceluy nostre Royaume, & pays de nostre obeissance, par mer, ou par terre, directement ou indirectement en quelque maniere que ce fust, sur peine, la premiere fois de confiscation desdites espiceries & drogueries, ensemble de toutes les autres marchandises avec lesquelles elles se trouueroyent meslees, & conduites. Et pour la seconde fois d'estre punis cōme infraçteurs desdites ordonnances & defenses. Et à fin que noz suiets se pussent mieulx à l'aduenir pouruoir & fournir desdites espiceries & drogueries, à meilleur prix & marché qu'ils n'auoyent accoustumé de les auoir & acheter par le passé, leur ait esté donné congé par ledit edict, licence & permission, ensemble à tous autres marchans estrangers non estans suiets dudit Empereur ny du Roy d'Angleterre, tant qu'ils seroyent noz ennemis, de pouuoir aller querir & acheter es pays, tant de Portugal, de Leuant, qu'Italie, toutes espiceries & drogueries necessaires pour nostredit Royaume, & en iceluy les conduire, amener & descharger. C'est à sçauoir, celles qui viendroyent par la mer Oceane en noz ville, port & haure de Rouën. Celles qui viendroyent par la

par la mer Mediterranee, en noz ville, port & haure de Marseille. Et celles qui viendroyent par terre en nostre ville de Lyon tant seulement, & non par ailleurs que par ces voyes, lieux & endroits, sur les peines deuant dites. Et seroyent lesdits marchans desdites espiceries & drogueries tenus auant que de les faire descendre ne descharger en aucun desdits lieux, de notifier & faire à sçauoir l'arriuee d'icelles aux Receueurs & Contrerolleurs establis sur le fait de la gabelle desdites espiceries, & de leur dire & faire entendre au vray la qualite & quantite de ladite marchandise, sans en rien dissimuler ne receler, sur peine de confiscquer & perdre ce qu'ils seroyent autrement entrer & descharger : à fin de payer par eux entierement le droict de ladite gabelle & l'entree, c'est à sçauoir deux escus pour quintal de poyures, gingembres, noix muscades, cannelles, noasses, cloux de girofle, & boys de girofle de toutes sortes & pour toutes autres sortes d'espiceries & drogueries, à raison de quatre pour cent du prix & valeur d'icelles, selon l'appréciation ^a qui en auoit esté faite en l'annee precedente, mil cinq cens quarante deux, pour seruir à l'imposition foraine. Et apres auoir payé & acquitté ledit droict de gabelle, sans aucune fraude, sur lesdites peines indites, lesdits marchans & conducteurs pourroyent faire sortir lesdites espiceries & drogueries, pour les vendre & debiter en tels lieux & endroits de nostredit Royaume, & par tout ailleurs hors d'iceluy, qu'ils auseroyent franchement & quittement, sans payer aucuns autres droicts, tributs, subides, ny impositions quelconques : en apportant certification deuement faite, & signee des Receueurs & Contrerolleurs es mains desquels ils auroyent payé & acquitté ledit droict de gabelle, en l'un desdits trois lieux de Rouën, Marseille ou Lyon, où lesdits Receueurs & Contrerolleurs ont esté establis suyuant la creation, & erection, qui en a esté faite par ledit edict, aux gages & droicts declarez en iceluy. Et combien que ledit edict ait esté & profitable à nostredit Royaume, pays, seigneuries & suiets de nostre obeissance, pour auoir moyen de recouurer lesdites espiceries & drogueries, tant de Leuant que de Ponant, à prix raisonnable, non tegrattes ne reuendues, deust auoir esté obserué & entretenu sans aucunement venir au contraire, & nosdits droicts de gabelle bien & loyaument payez & acquittez : attendu mesmement qu'ils ne scauroyent reuenir à la moitié de ce qu'ils deuroyent monter si ladite appréciation desdites espiceries & drogueries estoit faite, selon la iuste & raisonnable valeur d'icelles : ce neantmoins nous auons esté aduertis, qu'ayans lesdits droicts de gabelle esté baillez à main ferme à aucuns pour cinq anneés, commençans le huitiesme iour d'Auail audit an, mil cinq cens quarante trois, & finissans à semblable iour, les cinq ans reuolus, à la charge que lesdits cinq ans durant lesdits Receueurs & Contrerolleurs n'auroyent aucune cognoissance desdits droicts, & ne s'entremettoyent aucunement d'en faire recepte ne Contrerolle, ainsi qu'il est porté par le contract sur ce fait, iceux marchans fermiers, soit par negligence, intelligence, dissimulation, ou autrement, ont esté si peu soigneux de faire payer & acquitter lesdits droicts de gabelle desdites espiceries & drogueries entrees & descendues en nostredit Royaume, suyuant ledit edict, & de poursuuyir les amendes, & confiscations des abus & contrauentions faites à iceluy, que la meilleure & plus grande partie desdites espiceries & drogueries, contenues & declarees par le menu en ladite appréciation faite pour nostredit imposition foraine, sont entrees & descendues quittement & franchement, sans aucune poursuite ne querelle de payement de nosdits droicts de gabelle, ne de la confiscation d'icelles : ains en ont composé & accordé lesdits fermiers avec les marchans & conducteurs, comme bon leur a semblé, à fin qu'ils ne fussent comme il est à presumer, aucunement molestez sur ladite ferme, ainsi à eux baillee, come dit est, & que l'on n'eust aucune cognoissance du grand profit qu'ils y pourroyent faire, esperant par ce moyen auoir prolongation de leurdit bail, ou en auoir vn autre encor plus à leur aduanage que le premier : de sorte que nous voulons faire leuer & cueillir lesdits droicts de gabelle souz nostre main par lesdits Receueurs, & Contrerolleurs, suyuant la teneur & forme dudit edict : lesdits marchans & conducteurs desia accoustumez par la nonchalance, collusion ou intelligence desdits fermiers, de ne payer aucun droict, ou bien petit de la pluspart desdites espiceries & drogueries specifiques & designees par le menu en ladite appréciation, comme dit est, pourroyent à toutes heures alleguer la plus part d'icelles ne estre de la qualite & nature des autres, dont ils ont accoustumé payer, & sur ce former & engendrer plusieurs proceés & querelles à l'encontre de nous & de nosdits Officiers, au grand retardement & diminution de nosdits droicts de gabelle, & confiscation. Et pis encorres pourroit auenir, si sur ce n'estoit par nous pourueu de remede conuenable.

¶ Nos pour ces causes, & autres bonnes & iustes considerations à ce nous mouuans, sçauoir faisons, que desirans singulierement ledit edict estre inuiolablement entretenu & obserué pour le bien, conseruation & augmentation de la chose publique de nostredit Royaume, & de nosdits droicts & domaine, eu sur ce l'aduis & deliberation d'aucuns des Princes de nostre sang, & autres grands & notables personages de nostre conseil priué, auons de nostre certaine science, pleine puissance & authorite Royal, en suyuant, amplifiant & declarant ledit edict de nostredit feu Seigneur & pere dudit vingcinquiesme iour de Mars, audit an mil cinq cens quarante trois, voulu, statue & ordonné, voulons, statons & ordonnons, par loy, statut, & ordonnance irreuocable, que lesdits droicts de gabelle sur lesdites espiceries & drogueries, seront leuez & cueillis souz nostre main par lesdits Receueurs & Contrerolleurs establis esdites villes & lieux de Rouen, Marseille, & Lyon, chacun en son regard, selon la forme & teneur dudit edict. C'est à sçauoir, sur lesdits poyures & yngembres, noix muscades, canelles, noasses, cloux de girofle, & boys de girofle, de toutes sortes, 2. escus pour quintal,

a) Ceste adualluatio & appréciatio est au titre de l'imposition foraine, au chap. 8.

Et sur toutes autres sortes d'espicerics & drogueries, à raison de quatre pour cent du prix & valeur d'icelles, selon l'appréciation qui en a esté faite pour nostredit droit d'imposition foraine, à Tonnerre, le vingtiesme iour d'Auril audit an mil cinq cens quarantedeux.

2 EN quoy voulons & entendons estre comprinses & entédues toutes les sortes d'espicerics & drogueries specifees & declarees par ladite appréciation, souz le chapitre corté, Espicerics, drogueries de toutes sortes, &c. sans aucunes excepter ne reseruer, fors & excepté celles qui auront creu en nostredit Royaume & pays de nostre obeissance. Nonobstant que parauenture lesdits fermiers en ayent laissé descendre & descharger aucuns, durant leurdit bail, sans en faire payer lesdits droicts, comme dit est, que ne voulons & n'entendons nuire ne preiudicier à l'aduenir en aucune maniere au paiement d'iceux droicts & entiere execution dudit edict.

3 S V Y V A N T lequel edict nous auons aussi inhibé & defendu, inhibons & defendons tresexpressément à tous marchans, facteurs & entremetteurs, soyent noz suiets, ou estrangers, & tous autres, de quelque qualité qu'ils soyent, que d'oresnauant ils n'ayent plus à acheter aucunes espicerics ne drogueries regrattées, & reuendues, soit en temps de paix ou de guerre, pour icelles faire venir, amener, & conduire en iceluy nostre Royaume, soit par mer ou par terre, directement ou indirectement en quelque maniere, sur les peines indictes tant par ledit edict qu'aures precedans & anciennes ordonnances. Mais auons suyuant ledit edict donné & donnons congé, licence & permission à nosdits suiets, ensemble à tous autres marchans estrangers, non estans suiets de noz ennemis, de pouoir aller querir toutes sortes d'espicerics & drogueries, & telle quantité que bon leur semble, es pays tant de Portugal, Leuant, Italie, que tous autres où elles croissent & sont faites non regrattées ne reuendues, comme dit est, & icelles faire conduire, amener & descharger en iceluy nostredit Royaume. C'est à sçauoir toutes celles qui viendront par ladite mer Oceane, en nostredite ville, port & haute de Rouën. Celles qui viendront par ladite mer Mediterranee, en ladite ville de Marseille. Et celles qui viendront par terre en ladite ville de Lyon, tant seulement, & non par ailleurs que ces trois lieux & endroits, sur les peines contenues audit edict.

4 E T seront tenus lesdits marchans & conducteurs, auant que les faire descharger en aucuns desdits lieux, de notifier & faire à sçauoir l'arrivée d'icelles aux Receueurs & Contrerolleurs y establis, chacun en son regard, à fin qu'ils cognoissent & entendent la qualité & quantité desdites espicerics, & drogueries, & que si besoin est, ils les fassent peser es poids par nous establis pour nostredite imposition foraine, ou autres, pour estre payez entierement & sans fraude de nosdits droicts de gabelle à la raison deuant dite, sur pene de confiscquer & perdre tout ce qu'ils seroyent autrement entrer & descharger, ensemble toutes les nauires, vaisseaux, chariots, charrettes, mulets & cheuaux portans & conduisant lesdites espicerics & drogueries, & aussi les marchandises de quelque qualité qu'elles soyent quise trouueront meslees parmy, si elles sont ou appartiennent à celuy auquel lesdites espicerics ou drogueries appartiendront, ou à celuy qui les fera voiturer & conduire, avec telle punition & amende contre lesdits marchans, facteurs ou conducteurs, que les anciennes ordonnances les contiennent, & que les transgresseurs d'icelles le meritent.

5 V O U L O N S tous lesdits marchans & autres qui seront tenus au paiement d'iceux droicts, y estre contrainsts realement & de fait, & par toutes voyes accoustumées en noz propres debtes & affaires. Et apres auoir payé & acquité nostredit droit de gabelle à ladite entree & descente ainsi que dessus, sans aucune fraude par les quittances desdits Receueurs, & Contrerolleurs, par lesdits Contrerolleurs respectiuemēt lesdits marchans pourront vendre, ou faire vendre, distribuer & debiter lesdites espicerics ou drogueries, en tels lieux ou endroits de nostre Royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeissance, que bon leur semblera, & par tout ailleurs hors nostredit Royaume, franchement & quittement, sans nous payer autres droicts, subides, n'impositions quelconques: en montrant toutesfois & faisant apparoir de certification deuement faite & signee desdits Receueurs & Contrerolleurs, cōme ils auront payé & acquité nostredit droit de gabelle en l'un desdits lieux de Rouē, Marseille ou Lyon. En quoy toutesfois n'entendons estre comprinses & entendues les espicerics creuës en nostredit Royaume, pour lesquelles pour n'auoir payé aucun droit d'entree, nous voulons estre payez noz droicts d'imposition foraine, resue & haut passage, suyuant noz edicts sur ce faits.

6 L E S Q V E L L E S certifications & quittances que lesdits Receueurs & Contrerolleurs feront tenus de bailler & deliurer ausdits marchans & conducteurs, en payant raisonnablement, contiendront la qualité & quantité desdites espicerics & drogueries, dont ils auront payé lesdits droicts, de lieu auquel ils auront fait ledit paiement, les lieux & endroits de nostredit Royaume où ils les voudront faire vendre & debiter, & les lieux par lesquels ils les voudront faire transporter hors nostredit Royaume, si aucuns ils veulent faire transporter, pour euitier qu'en defraudant nosdits droicts de gabelle ils n'en debitent, distribuent & transportent plus grande quantité, qu'ils n'en auront payé & acquité: & à ceste fin ne pourront lesdits marchans faire aucune distribution & transport desdites espicerics & drogueries, tant en nostredit Royaume que hors iceluy, que premierement ils n'ayent présenté leursdites certifications à noz Officiers, faisans leur residence es lieux où ils les voudront vendre, ou faire vendre, ou faire sortir hors nostredit Royaume: lesquelles certifications demeureront es mains de nosdits Officiers, à fin que lesdits marchans, conducteurs ne s'en puissent aider pour plus

De l'entree & descente des marchandises foraines, &c. 1216

pour plus d'une fois, & voulons qu'elles ne soyent valables ne receuables après un an de la date d'icelles.

7 **E T A F A V T E** de faire apparoir desdites certifications auant que de faire ladite distribution, & transporter, voulons qu'il soit procédé à l'encontre desdits marchans & conducteurs par les peines deuant dites, tant de confiscation que de punition, si ce n'estoit que lesdites certifications eussent esté perdues ou adirees. Auquel cas ils en aduertiront nosdits Officiers qui leur donneront temps legitime: eu égard à la distance des lieux pour en recouurer d'autres, s'il est besoin, par extrait des registres desdits Receueurs & Controrolleurs: és mains desquels ils diront auoir payé & acquitté iceux droicts: & ledit temps passé, sera procédé comme dessus sans aucun delay: & neantmoins demeureront cependant lesdites espiceries & drogueries saisies & arrestées és mains de iustice.

8 **E T** à fin que les signatures de nosdits Receueurs & Controrolleurs ou leurs commis, presens & à venir ne soyent falsifiées ou supposées par lesdits marchans ou autres, qui s'en voudront aider, nous voulons qu'au bas desdites certifications elles soyent recogneuës & approuuées par Notaires, Tabelions ou autres personnes publiques, qui certifieront en auoir bonne cognoissance, & autrement ne seront lesdites certifications d'aucune valeur.

9 **E T** pource que durant la guerre il se fait plusieurs prises tant par mer que par terre, entre lesquelles se trouvent souvent aucunes fortes d'espiceries & drogueries, lesquelles, ceux qui sont lesdites prises, portent & deschargent indifferemment au premier haure, port ou lieu que bon leur semble, & illec les vendent & distribuent à leur plaisir, au grand preiudice & diminution de nosdits droicts de gabelle, dont nous sommes par ce moyen frustrés: nous voulons & ordonnons que lesdites espiceries & drogueries ainsi prises durant la guerre ou autrement, soyent de la mesme condition des autres, venans droit desdits pays de Portugal, Leuant, Italie, & autres: & icelles estre deschargees en l'un desdits trois lieux de Rouën, Marseille ou Lyon, & payer nosdits droicts de gabelle, comme les autres, sur les peines deuant dites.

10 **E T** aduenant que par fortune de vent, impetuosité: & tempeste de mer ou par chasie ou poursuite d'ennemis & aduersaires, lesdits marchans, facteurs, mariniens ou autres conducteurs desdites espiceries & drogueries, fussent contraints par mer ou par terre, de les faire arriuer en autres lieux, villes, ports & haures: que les dessu'dites de Rouën, Marseille ou Lyon, où elles doyuent estre deschargees tant seulement suyuant ledit edict: nous leur defendons neantmoins de les faire descharger eldits lieux sur les peines deuant dites, si quelque temps apres leurdite arriuee en iceux lieux, il leur est aucunement loisible, soit par changement de temps ou quietude & retraite desdits ennemis, de les pouuoir transporter en l'une desdites villes, ports, & haures de Rouën, Marseille ou Lyon, pour y estre payez & acquittés nosdits droicts de gabelle és mains desdits Receueurs, comme dit est: & au cas que seurement & sans eminent peril ou danger desdits ennemis, lequel ne peut estre euité, il ne leur estoit possible transporter lesdites espiceries eldits lieux de Rouën, Marseille ou Lyō: & pour ceste cause ou autre legitime, & hors de toute suspicion de fraude ou cautelle, ou l'on ne peult dedans brief temps & sans tresgrand interest desdits marchans, donner ordre & remede, il estoit force de les faire descharger ailleurs que eldits lieux de Marseille, Lyon & Rouen, & de ce ils eussent deuenement informés les Officiers residens au lieu auquel ils seroyent contrains descharger lesdites espiceries ou drogueries, nostre Procureur appellé: nous voulons toutesfoies que souz lesdites peines que auant qu'ils les puissent vendre, distribuer, debiter ou transporter, ils en facent aduertir ceux de nosdits Receueurs & Controrolleurs: és mains desquels ils deuroient payer nosdits droicts de gabelle: à fin qu'ils se transportent ou enuoyent par deuets eux, pour recouurer iceux droicts sur lesdites espiceries & drogueries: lesquelles cependant seront mises en bonne & seure garde, le tout aux despens desdits marchans, que nous voulons estre contrains par les Iuges & Officiers desdits lieux, sur ce requis, à payer les fraiz du voyage de nosdits Receueurs & Controrolleurs, ou leur commis, suyuant la taxe qui leur en sera faite par lesdits Iuges, que de ce faite nous auons autorizé, tant pour aller, seiourner, que retourner: eu égard à la distance desdits lieux & qualité des personnes, si ce n'estoit que lesdits Receueurs & Controrolleurs eussent aucuns commis eldits lieux, qui peussent à ce satisfaire, auquel cas lesdits marchans ne payeront que le port & voiture de nosdits droicts, iusques au lieu où s'en deuoit faire le payement: & à ceste fin & autres dependantes de l'exécution du contenu en cedités presentes, auons permis & permettons ausdits Receueurs & Controrolleurs auoir commis en tous lieux qu'ils aduiseront à leurs perils & fortunes: & apres le payement fait de nosdits droicts és mains desdits Recueurs ou leurfdits commis, par leurs quittances controrollées par lesdits Controrolleurs ou leurfdits commis, pourront lesdits marchans faire vendre & debiter lesdites espiceries où drogueries, ou bon leur semblera, selon la forme & maniere cy deuant declaree.

11 **E T** pour faire cesser, s'il est possible toutes tromperies, transgressions, fautes & abus, cautelles, & maluerfations que peuuent faire & commettre lesdits marchans, facteurs, entremetteurs, cōducteurs, & tous autres, sur le fait desdites espiceries & drogueries, au preiudice & diminutio de nosdits droits de gabelle, & pour mieux les esclarir & faire cognoistre, nous voulons & ordōnons, & nous plaist, que lesdits Receueurs & Controrolleurs de nosdits droits de gabelle establis eldites villes de Rouen, Marseille & Liō, où leurfdits cōmis deuēnt autorizé p eux puissent & leur soit loisible en to^l lieux &

endroits de nostredit Royaume, pays, terres, & seigneuries de nostre obeissance, toutesfois & quâtes qu'ils trouueront ou rencontreront, soit par recerche, ou cas fortuit, aucunes denrees ou marchandises quelles quelles soyent, descendues en places, greniers, sales, balles, celliers, magazins, granges ou maison, ou portees ou conduites sur nauires, bateaux, chariots, charrettes, mulets, ou autrement empaquetees, & emballees en balles, caisses, paquets, fardeaux, tonneaux, ou autres equipages, de sorte que l'on n'en puisse clairement cognoistre la qualité, faite iurer & acertainer par serment solennel lesdits marchans, facteurs, entremetteurs & autres gardes & possesseurs ou conducteurs d'icelles, s'il y a aucunes espiceries ou drogueries de la qualité dessusdite dedans lesdites caisses, balles, paquets & fardeaux, contre la teneur & intention de nosdites ordonnances, ou desquelles nosdits droicts de gabelle n'ayent esté payez & acquittez : & apres ledit serment fait, pourront lesdits Receueurs, Contrerolleurs, ou leurfdits commis, si bon leur semble, à leurs perils & fortunes faire faire ouuerture & uisitation de cinq ou six desdites caisses, balles, paquets, tonneaux, fardeaux, & autres vaisseaux, pour voir si dedans se trouueroit aucunes desdites sortes d'espiceries ou drogueries contre leur serment & affirmation, à fin que s'il s'en trouue, ils les faissent & arrestent incontinent, pour estre procedé contre eux, en la propre forme & maniere que dessus, & à la rigueur desdites ordonnances, tant par confiscation que punition corporelle & amendes. Et là où ils confesseront liberalement aucunes desdites espiceries ou drogueries estre meslees ou cachees parmy lesdites marchandises, il fera seulement procedé à la faïsse & confiscations d'icelles espiceries ou drogueries, à quoy nous voulons & ordonnons tresexpressément tous Maistres des ports, ou leurs Lieutenans, vaquer & entendre diligemment, & avec la plus grande briefuete, & sincerité de iustice que faire se pourra, sur peine de nous en respondre en leurs propres & priuez noms : en enioignant ausdits marchans, facteurs, entremetteurs, gardes & conducteurs d'y obeyr sur peine d'estre punis comme rebelles & desobeissans.

12. Et à fin qu'encores plus clairement & apertement on puisse descouvrir & cognoistre les tromperies, fautes, & abus commis sur le recellement desdites espiceries & drogueries, & defraudation de nosdits droicts : nous voulons & nous plaist, que toutes personnes quelconques soyent receus à en faire denonciation & verification, sans aucune fraude : toutesfois par deuant lesdits Maistres des ports, ou leurfdits Lieutenans par lesquels il sera procedé avec toute diligence contre les delinquans par lesdites peines de confiscation, punition & amendes : pour le payement desquelles amendes lesdits delin yuans condamnez tiendront prison iusques à fin dudit payement.

13. Et à ce que nostre profit soit mieux gardé ausdites confiscations & amendes, nous voulons, ordonnons & nous plaist, que toutes lesdites espiceries, drogueries, marchandises, & autres choses qui nous pourront estre adiugees à ladite denonciation, soyent incontinent apres icelle denonciation, s'il y a apparence par preuue, ou presumption vehemente, faïsses & arrestees en nostre main, ensemble lesdits marchans & conducteurs, & baillies en garde à gens ressans & solubles, iusques à ce que la condemnation ou absolution en ait esté faite : apres laquelle seront, s'il se trouue ladite faïsse auoir esté mal faite incontinent rendues à iceux marchans : ou bien au contraire, s'il se trouue auoir esté deuément faite, vendues au plus offrant & dernier encherisseur, à nostre profit, à iours de marché ou à son de trompe & cry public, ainsi qu'il est accoustumé és lieux où lesdites condemnations seront faites : sans ce qu'il soit donné aucune main leuee ou deliurance à caution desdites choses arrestees. auant lesdites sentences & condemnations, sur peine de priuation d'offices à nosdits Officiers qui feront le contraire.

14. LESQUELS Officiers nous voulons appeler avec eux lesdits Receueurs & Contrerolleurs ou leurfdits commis deuément autorisez, comme dit est, quand ils seront ou se trouueront és lieux où les procez desdits abus & maluerfations seront meus & intentez, à fin d'estre & assister, tant à l'institution qu'à iugement desdits procez, où nous voulons qu'ils y aient voix & opinion, & mesmemēt à la vente & deliurance des choses qui nous seront adiugees par confiscation, pour auoir l'œil & tenir la main à la cōseruation de nosdits droicts : & là où lesdits Receueurs & Contrerolleurs ou leurfdits commis ne pourroyent, ou ne voudroyent y assister, lesdits Iuges ne laisseront de passer outre, apres toute fois les auoir deuément appelez : car autrement ne voulons leurs sentences & iugemens auoir aucun effect ou valeur.

15. VOULONS tous les deniers qui prouiendront desdites confiscations & amēdes à l'occasion dessusdite estre mis & deliurez entierement és mains desdits Receueurs de nosdits droicts de gabelle, ou de leurs quitrances contrerollees par lesdits Contrerolleurs ou leurfdits commis és lieux & endroits où lesdits Receueurs & Contrerolleurs seront, ou y auront commis deuément autorisez, comme dit est, ou en leur absence és mains de nos Receueurs qui seront à main & à propos, lesquels toutesfois enuoyeront iceux deniers incontinent apres & dedans vn mois pour le plus tard, sur peine du quadruple, és mains de celuy desdits Receueurs de nostre dite gabelle, auquel les droicts de gabelle desdites espiceries & drogueries ainsi confisquees deuoyent estre payez & acquittez : ou qui fera le plus prochain du lieu où sera faite ladite adjudication : pour le port & voiture desquels deniers, nous voulons leur estre fait taxes raisonnables par lesdits Iuges sur les deniers desdites confiscations : ausquels Iuges nous auons donné & donnons pouuoir de ce faire.

16. Et à fin que lesdits Receueurs, Contrerolleurs, & leurfdits commis & tous autres quelcōques soyent plus enclins & curieux d'auoir l'œil & prendre garde ausdites transgressions & defraudations de nosdits

de nosdits droits de gabelle, nous voulons, & ordonnons & nous plaist, que la quatre partie franche desdites confiscations & amendes soit adiugee entierement à celuy ou ceux à la denonciation, poursuite & diligence desquels deüment prouuee & verifiee lesdites confiscations & amendes nous auront esté & seront adiugees : & en rapportant par lesdits Receueurs qui receurent lesdites confiscations & amendes, le vidimus de ces presentes pour vne fois, & le dicton des sentences desdits Officiers, par lesquelles ils auront adiugé ladite quatre partie franche ausdits denonciateurs : avec les quittances d'iceux denonciateurs sur ce suffisantes tant seulement, nous voulons lesdits Receueurs estre tenus quitres & deschargez en leurs comptes de ladite quatre partie desdites confiscations & amendes, par noz amez & feaux les gens de noz comptes : ausquels nous mandons ainsi le faire, sans aucune difficulté.

17 Et pour obuier que lesdites amendes & confiscations ne soyent esgarees apres l'adiudication qui nous en sera faite, nous voulons que nosdits Officiers respectiüement enuoyent le plustost que faire fe pourra, & de quartier en quartier pour le moins vn roole ou certificatiõ signee de leurs mains ou de leur Greffier, desdites amendes & confiscations qui par eux nous auront esté adiugees à l'occasion desdite, si aucunes en ya, par deuers noz amez & feaux les generaux de noz finances chacun pour son regard, pour en faire par eux estar comme des autres deniers de nosdits droits, à celuy desdits Receueurs de nosdits droits qu'il appartiendra : & ce sur peine de nous en prendre à nosdits Officiers, en leurs propres & priuez noms. Et pour ce faire leur permettons faire taxe si besoin est, à celuy ou ceux qu'ils enuoyeront porter lesdits roolles, ou certifications, sur ladite quatre partie desdites confiscations & amendes, qui sera adiugee ausdits denonciateurs.

18 Et à fin que nous puissions aider en noz affaires des deniers provenans de nosdits droits de gabelle, & desdites confiscations & amendes, comme des autres deniers de nostre reuenu, tant ordinaire qu'extraordinaire, nous voulõs que lesdits Receueurs pour ce establis esdites villes de Rouën, Marseille & Lyon, presens, & à venir, enuoyent & mettent es mains de noz Receueurs generaux, respectiüement, quinze iours apres chacun quartier chseu, tous les deniers qu'ils auront receus tant desdits droits de gabelle que desdites confiscations & amendes, sur ce deduits & rabbaus les gages ordonnez à eux & ausdits Contreroolleurs, qui sont de dix deniers pour liure, pour lesdits Receueurs, & de six deniers aussi pour liure pour lesdits Contreroolleurs, ensemble la quatre partie desdites confiscations & amendes adiugees ausdits denonciateurs, comme dit est, & autres charges qui pourront estre sur ce ordonnees, tant par lesdits Luges, pour le port desdits deniers desdites confiscations, que par les estats qui en seront faits par chacun an par lesdits generaux de noz finâces. Ausquels & chacun d'eux premier sur ce requis, nous mandons faire taxe raisonnable ausdits Receueurs de nosdits droits pour le port & voiture desdits deniers, laquelle taxe que nous auons des à present comme pour lors validee & autorisee, ensemble lesdits gages, nous voulons estre deduite de la recepte desdits Receueurs, & passee en la despense de leursdits comptes par lesdits gens de noz comptes, sans difficulté.

19 Et où il auendiendroit que par le moyen, faute, support, consentement, dissimulation, ou faueur de nosdits Officiers & autres, qui pour le deuoir de leurs charges, estats, & offices doyuent auoir l'œil au bien de nous & du public, & tenir la main à la correction des abus & maluerfations qui se peuuent commettre au contraire, nous fussions frustrez & defraudez de nosdits droits de gabelle, confiscations & amendes desdites en aucune maniere contre la teneur & intention de cefdites presentes, nous voulons que lesdits Receueurs & Contreroolleurs de nosdits droits, ou leursdits commis, si tost qu'il viendra à leur cognoissance, en puissent informer & faire informer secretement, & bien à l'encontre desdits Officiers & tous autres delinquans & coupables, sans aucun empeschement & contredir, pour les informations qui ainsi seront par eux faites, estre enuoyees clofées & sceelées par deuers nous, en nostre priué conseil, pour sur icelles estre ordonné ce qu'il appartiendra. En leur donnant quant à ce, & ce que depend de l'execution de cefdites presentes, pouuoir, puissance & autorité. Mandant à tous nosdits Luges & Officiers que à eux en ce faisant ils donnent conseil, confort, aide & prisons, si mestier est & requis en sont, & leur facent obeir & entendre de tous ceux & ainsi qu'il appartiendra.

20 Et ayans esté aduertis que les desdits fermiers de nosdits droits de gabelle ont eu durant leur bail plusieurs procez, querelles & empeschemens, par aucuns particuliers & communautez des villes pretendans estre exemptes & affranchis du payement de nosdits droits de gabelle, souz couleur d'aucuns priuileges & exemptions generales à eux octroyez par noz predecesseurs Roys, dont aucuns ont esté par nous confirmez, & qu'en leuant souz nostre main lesdits droits, ils pourroyent faire le semblable contre nosdits Officiers à nostre tresgrand interest & dommage : nous voulons & ordonnons que lesdits priuileges & exemptions pretendus par lesdites villes & particuliers, dont pour ce regard nous auons suspendu & suspendons l'effect & valeur, ne puissent aucunement empeschier l'entiere execution & effect de cefdites presentes, & perception de nosdits droits : sauf ausdits particuliers & communautez de villes, de ce pouruoir par deuant les Luges des lieux en premiere instance : ausquels ils seront tenus exhiber & faire apparoir de leurs priuileges. Et fil y a appel, nous voulons iceluy estre releué par deuant noz amez & feaux les gens de nostre grand conseil : ausquels par cefdites presentes nous auons priuatiüement à tous autres attribué & attribuons la cognoissance desdits pretendus priuileges, circonstances & dependances, par appel & en dernier ressort : ensemble des causes,

procez & querelles qui en pourrout suruenir cy apres à l'encôtre de nosdits Officiers, dont nous voulons la protection & defense estre prise par nostre Procureur, audit grand conseil.

21 E t pource que par importunité, inaduertance, ou autrement, nous pourrions faire conceder & octroyer aucunes lettres contraires à l'effect dudit edict, & de ces presentes, nous voulons neantmoins pour quelque cause que ce soit ou puisse estre, & quelque derogation qu'il y ait, icelle n'estre d'aucune force ou valeur, & ne sortir aucun effect contre la teneur de cefdites presentes. Ains les auons des maintenant comme pour lors, ensemble toutes autres qui pourroyent auoir esté cy deuant faictes, cōcedees & octroyees, cassées, reuocquées, & annulees de nostre certaine sciēce, pleine puissance & autorité Royal, voulans estre procedé contre ceux qui s'en voudroyent aider au contraire de cefdites presentes, comme contre infracteurs & transgresseurs de nosdites ordonnances.

22 E t d'autant que pour l'exécution de cefdites presentes & perception de nosdits droits de gabelle, & obuiar aux fraudes & maluerfations qui se peuent commettre au contraire, lesdits Receueurs, Contreroolleurs, ou leurdits commis auront besoin de l'assistance, faueur, support, aide & secours de plusieurs personnes & Officiers: non considerans combien la multiplication d'iceux seroit pernicieuse, & le moyen qu'ils auront de se pouuoir aider en cela: tant de ceux qui ont esté & seront ordonnez par nostredite imposition foraine, que tous autres establis & ordonnez pour noz gabelles, voulons & nous plaist que tous lesdits Officiers, tant Gardes, Peseurs, qu'autres, à toutes heures qu'il sera besoing pour nostre seruice, & que par lesdits Receueurs & Contreroolleurs, ou leurdits commis, ils en seront requis, ayent à leur obeir & entendre sans aucun cōredit: & faire toutes choses nécessaires pour nostredit seruice, execution de cefdites presentes & perception de nosdits droits, sur peine de priuatiō de leurs offices: sans pour ce prendre autres gages, & droits que ceux qui leur ont esté, ou seront ordonnez, par nosdites ordonnances & prouisions de leurdits offices. En mandant à tous lesdits Maistres des ports, ou leurs Lieutenans, & chacun d'eux sur ce requis y tenir la main & auoir l'œil de leur part, à ce que par leur faute il ne nous aduienne aucune perte & dommage, sur les peines deuant dites.

23 E t voulons lesdits Receueurs & Contreroolleurs, ou leurdits commis auoir lieu à part, & séparé pour la perception de nosdits droits, & execution de cefdites presentes, és Bureaux qui ont esté ou seront par nous establis pour ladite imposition foraine de gabelle.

24 E t pource qu'auant l'establissement desdits Maistres des ports, il se pourroit presenter pour l'exécution de cefdites presentes plusieurs affaires & procez, dont la decision & cōnoissance leur a esté commise, & attribuee, nous voulons que cependant, & attendant ledit establissement que noz autres Iuges & Officiers premiers sur ce requis, en puissent iuger & decider, & que les appellations qui seront interiectees des Iuges qui seront establis à Lyon, ressortissent aux generaux de la iustice des aides à Paris, celles des Iuges de Marseille, au Parlement d'Aix en Prouence, & celles de Rouēn aux generaux de la iustice dudit lieu.

25 E t pource aussi que par importunité ou autrement, nous pourrions faire don cy apres d'aucunes delictes confiscations ou amendes à nous appartenantes à cause de ceste presente nostre ordonnance, nous voulons pour quelque cause que ce soit & quelque derogation qu'il y ait és lettres, que nous en pourrions faire expedier, qu'elles ne soyent payees ne deliurees, fors par les mains des Receueurs qui en doyent receuoir les deniers, & apres les frais & charges preallablement & entierement payees & acquittees.

S i donnons en mandement à noz amez & feaux les gens de noz cours de Parlement, &c. Donné à Amyens le dixiesme iour de Septembre, l'an de grace mil cinq cens quaranteneuf: & de nostre règne le troisieme. Ainsi signé, Par le Roy en son conseil. DV THIER.

Acta, publicata & registrata in quantum tangit domanium domini nostri Regis, audito Procuratore generali Regis, hoc requirente, Parisius in Parlamento, vigesima quinta die Februarij, anno Domini millesimo quingentesimo quadragesimo nono. DV TILLET.

S V R les lettres patentes du Roy en forme d'edict, donnees à Amyens au mois de Septembre dernier passé: contenant le reiglement & forme pour le recouurement des droits dudit Seigneur, prouenans de l'imposition foraine, refue ou domaine forain & de haut passage: aussi l'establissement des Officiers, & lieux pour faire ledit recouurement comme il est plus à plain contenu & déclaré esdites lettres patentes. Apres que lesdites lettres ont esté iudiciairement leuēs, & que Marillac pour le Procureur general du Roy, a requis, que sur le reply d'icelles fut mis, qu'elles auoyent esté leuēs, publies, & enregistrees en tant que touche le domaine du Roy, & souz les modifications contenues au registre. Et outre, que icelle lettres fussent publies à son de trompe & cry public, és limites & extremitiez du Royaume, pays, terres & Seigneuries de l'obeyssance du Roy, ainsi qu'il est porté par lesdites lettres estre fait.

LA COVR a ordonné & ordonne, que sur le reply d'icelles lettres patentes en forme d'edict sera mis: *Acta, publicata & registrata in quantum tangit domanium domini nostri Regis, audito Procuratore generali eiusdem domini nostri.*

E t à la charge que pour le regard de l'article contenu esdites lettres, où il est fait mention que les sentences qui seront donnees par les Maistres des ports ou leurs Lieutenans, seront executees non obstant oppositions ou appellations quelconques & sans preiudice d'icelles, lesdits Maistres des ports ou leurs Lieutenans seront tenus appeller aux iugemens qu'ils donneront, lesquels ils voudront estre

executez

De l'entree & descende des marchandises foraines, &c. 1220

executez nonobstant l'appel & sans preiudice d'iceluy, quand il sera question de punition & correction des Officiers, six notables personages, lesquels signeront avec eux le iugement. Et en gardant ceste formalité par iceux Maistres des ports ou leursdits Lieutenans, leursdits iugemens concernant ladite correction & punition d'Officiers seront executez, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles, & autrement non. Et au demeurant en enterinant quant à ce ladite requeste dudit Procureur general, a ordonné & ordonne icelle cour, que lesdites lettres seront publiees à son de trompe & cry public, par toutes les parties du Royaume où il sera necessaire & requis. Faict en Parlement le 20. iour de Ianuier, 1549. Signé, DV TILLET.

Le reiglement du bail à ferme des espiceries & drogueries qui entreront ou sortiront de ce Royaume.

VL.
Fica. 1599.



RANÇOYS par la grace de Dieu Roy de France, au Preuost de Paris ou son Lieutenant, Salut. Nous vous enuoyons les articles que nous auons fait dresser & attacher souz le contrefeil de nostre Chancellerie, pour faire publier & proclamer par tous les lieux & endroits que besoing sera le bail à ferme que nous voulons & entendons estre fait au plus offrant & dernier encherisseur des espiceries & drogueries qui entrent en nostre Royaume, & ce pour le temps & au prix, charges & conditions contenues par lesdits articles, desquels ensemble de ces presentes, vous ferez faire des vidimus autant que vous verrez qu'il en faudra, deuëment collationnez & signez de vostre Gressier, à quoy foy sera adioustee comme aux propres originaux: vous mandant, commettant & enjoignant tresexpressément, que par tous les lieux & endroits de vostre Preuosté, iurisdiction & ressort vous faires dedans le vingtiesme de ce mois & autres iours ensuyans & subsequens publier, & proclamer par affiches desdits vidimus le bail de ladite ferme sur le prix de quarante mil liures par an payable aux lieux & termes & aux charges & conditions contenues & declarees par iceux articles, dont & de tout ce qu'en aurez fait vous nous certificiez deuëment par vostre proces verbal, que vous nous enuoyerez signé de vostre main: à ce que suyuant ladite publication & proclamation par vous faites, ainsi que dit est, tous ceux qui voudront encherir ladite ferme ayent à ce rendre dedans le vingtiesme iour de Ianuier prochainement venant en ceste nostre ville de Blois, auquel iour & autres ensuyans & subsequens le receuront en nostre conseil priuë leurs encheres, pour icelles receuës estre procedé à l'adiudication & deliurance de ladite ferme, & pour tel temps, & selon & ainsi qu'il est porté par iceux articles: car tel est nostre plaisir. De ce faire vous auons donné & donnons plein pouuoir, autorité, commission & mandement special, mandons & commandons à tous noz Iusticiers, Officiers & suiection, qu'à vous en ce faisant soit obey. Donné à Blois le dixiesme iour de Decembre, l'an de grace mil cinq cens cinquanteuf: & de nostre regne le premier. Signé, Par le Roy. DV THIER. Et scellé du grand seal dudit Seigneur, sur simple queue, de cire iaune.

De par le Roy.



N fait à sçauoir qu'il a esté ordonné par ledit Seigneur, que les droits qu'il a accoustumé de prendre sur les espiceries & drogueries, qui entrent en ce Royaume, seront baillez à ferme au plus offrant & dernier encherisseur, pour le temps & au prix, charges & conditions qui ensuyuent.

I PREMIEREMENT, veut & ented iceluy Seigneur ladite ferme estre crie & publiee sur le prix de quarante mille liures par an, payable de six mois en six mois par egale portion, en trois lieux egaleme: cest à sçauoir Lyon, Nantes & Poitiers, où les deniers seront portez aux despens, perils & fortunes des fermiers. Se baillera ladite ferme pour six ans, à commencer la iouyissance d'icelle le vingtiesme iour de Feurier prochainement venant, & seront après ceste publication les encheres de ladite ferme faites receuës au conseil priuë du Roy le dernier iour de Ianuier prochainement venant, & autres iours ensuyans: pour icelles receuës estre procedé à l'adiudication & deliurance de ladite ferme, à laquelle ne pourra estre mise aucune enchere moindre de cinq cens liures.

2 Et sera en la liberté des encherisseurs de pouuoir encherir ladite ferme, soit en general pour tous les lieux & endroits esquels par les edicts sur ce par cy deuant faicts lesdites espiceries & drogueries doyuent spécialement entrer en ce Royaume: ou bien faire particulieres encheres pour ceulx ou ceux desdits lieux que bon leur semblera, ordonnez pour ladite enchere d'icelles espiceries & drogueries: comme Marseille, Lyon, Rouën la Rochelle, Nantes, Bayonne, Calays, & encores (si besoing est) par autres lieux qui seront nommez & declarez, en faisant le bail & adiudication de ladite ferme.

3 Il est permis à tous marchans, suiection du Roy & autres estrangers d'apporter en ce Royaume toutes sortes d'espiceries & drogueries, en payant lesdits droits & deuoirs pour ce deus à sa majesté, & ainsi es lieux qu'il a esté dit par le precedent article, sans que l'on puisse faire entrer par ailleurs que par lesdits lieux icelles espiceries & drogueries: ce qui est tresexpressément prohibé & defendu, souz peine de confiscation desdites espiceries & drogueries & des chevaux, mulets, nauires & vaisseaux qui les porteront, ou de payer le prix & estimation d'iceux, ensemble le quadruple de ladite estimation, avec amendes extraordinaires: & apparteniront les deux tiers de tout aux fermiers, & l'autre tiers au Roy, &

sur la masse se prendront au preallable & par preciput les fraiz & despens faits par lesdits marchans à la poursuite & verification desdites entrees, & contrauentions desdites prohibitions & defences.

4 SERONT receuës toutes personnes à accuser & denoncer ceux qui clandestinement ou autrement feront entrer desdites espiceries & drogueries en ce Royaume, ailleurs que par lesdits lieux ordonnez, contreuenans aux desdites ordonnances & defences : & aux conditions qui seront apposees par les lettres de bail de ladite ferme. Et aura l'accusateur vn tiers des condemnations, l'autre tiers appartenindra au fermier, & l'autre au Roy : prins toutesfois preallablement sur le tout les fraiz & despens faits à la poursuite.

5 LESDITS droits & deuors payez & acquitez par ceux qui entreront & apporteront lesdites espiceries & drogueries en ce Royaume, il leur sera loisible vendre, debiter, troquer, eschanger, & transporter hors de cedir Royaume, si bon leur semble, icelles espiceries & drogueries, dont ils auront payés les droits, pour en accommoder les estrangers & voisins.

6 LESDITS fermiers ou fermier de ladite espicerie ou droguerie, & leurs associez iusqu'au nombre de cinq, & encores cinq de leurs principaux commis, seront francs & exempts durant le temps de leur ferme de toutes tailles, empruns, impositions & contributions quelconques, mises & à mettre sus, pour quelque cause que ce soit, ensemble de logis de gens de guerre & de cour. Et seront mis, eux, leurs commis & famille, avec leurs biens, en la sauuegarde du Roy.

7 PORRONT lesdits fermiers ou fermier, associez, Commis & seruiteurs, porter toutes sortes d'armes offensives & defensives, comme harquebuzes, pistolets & autres, nonobstant toutes defences & prohibitions au contraire.

8 TOVS encherisseurs de mille liures par an & au dessus, auront dix pour cent, pour vne fois, de l'augmentation qu'ils auront fait en ladite ferme, encores que la ferme ne leur demeurast, dont ils serot payez par le fermier au quel la ferme en aura esté adiuee de la somme à quoy se monterot iceux dix pour cent, laquelle sera rabbaruë & deduite ausdits fermiers sur le payemēt qu'ils feront de ladite ferme à la fin de la premiere annee.

9 SEMBLABLEMENT celuy ou ceux auxquels ladite ferme sera adiuee, auront dix pour cent, non seulement de l'accroissement qu'ils y feront, mais encores de toute la somme qui aura esté augmentee par les autres encherisseurs par dessus la somme de quarante mille liures, dont auſſi leur sera fait deduction par le Roy, sur le prix d'icelle ferme, à la fin de la premiere annee.

10 LESDITS fermiers & associez bailleront caution bonne & suffisante, deuēment certifiee par deuant les Baillifs & Seneschaux en leurs sieges principaux, dedans le ressort desquels lesdites cautiōs auront leurs domiciles, de la moyriē du prix à quoy montera ladite ferme pour vne annee.

11 LE Roy fera maintenir par ses Lieutenans generaux & gouuerneurs des Prouinces & autres ses Officiers lesdits fermiers & leurs associez, contre tous ceux qui par force & violence les voudroyent molester : faisant cesser tous troubles & empeschemens qui leur seront faits, en sorte qu'ils puissent demeurer paisibles & iouyssans de leur dite ferme. Fait au conseil priuē du Roy tenu à Blois, ledit Seigneur y estant, le dixiesme de Decembre, l'an mil cinq cens cinquante neuf. Signé, DV THIER.

L'erection & establissement d'un Bureau des droits de domaine & doanne en la ville de Lyon, qui se tiendra en la maison de ladite doanne.



HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & aduenir, Salut. Sçauoir faisons, que pour donner ordre à ce que noz droits de domaine & doanne qui se leuent en nostre ville de Lyon, entrees de draps d'or, d'argent, de soye, & autres en quelque sorte que ce soit, confiscations procedans de ce que dessus, ensemble de transport de l'or & argent monnoyē, armes, munitions, & autres marchandises defendues par noz ordonnances, soyent traiteez & iugez par noz principaux Officiers qui s'assembleront certains iours de la sepmaine en la maison de ladite doanne, pour expressement vacquer aux iugemens des controuerſes qui interuiendront sur nosdits droits.

DE l'aduis de nostre conseil, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royal, nous auons creē & establi, creons & establissons vn Bureau de nosdits droits de doanne en nostre dite ville de Lyon, qui se tiendra en la maison de ladite doanne : au quel lieu, & non ailleurs, es iours de Lundy & leudy apres dîner se traicteront les affaires de nosdits droits de domaine & doanne. Et toutes lesdites controuerſes, tant celles qui suruiendront, que celles qui sont desia intercees, & six pour le iugement diffinitif. Et pour parfaire ledit nombre, seront prins pour l'absence des susdits, des Conseillers dudit siege preſidial : & les iugemens qui seront ainsi donnez, seront executez & fortorient effect par prouision, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles pour lesquelles ne voulons estre differē : & sans que lesdits procez & differens de nosdits droits de douanne, ny les confiscations soyent cy apres iugez au siege du Seneschal dudit Lyon, ou par le Maistre des ports seul ailleurs, ne autrement que audit Bureau.

Si don-

VII.
Chap. 9. 1596.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux les gens de nostre cour de Parlement de Paris, Thresorier de France & Seneschal de Lyon. Donné à Fontainebleau au mois de Mars, l'an de grace mil cinq cens soixanterois, & de nostre regne le quatriesme. Ainsi signé sur le reply, Par le Roy en son conseil.


BVRGENSIS.

Lecta, publicata & registrata, audito Procuratore generali Regis, & pro vto in arresto curie continetur, Parisius in Parlamento vicefima prima die Martij, anno Domini millesimo quingentesimo sexagesimotertio.

Sic signatum.

DV TILLET.

Ordonnance du Roy sur le faict des entrees de tous draps d'or d'argent, & de soye & pareillement de toutes especes de crestes, cannetilles, passemens, rubens, ceintures, franges, pannes, ornemens, habillemens, & autres tiffures & especes d'ouvrages de fil d'or, d'argent de soye, de quelque couleur qu'ils soyent, venans du pays d'Italie pour entrer en son Royaume, pays, terres & seigneuries de son obeysance.

 H A R L E S par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme noz predecesseurs Roys (de tresbonne & louable memoire) ayent fait plusieurs bons edicts & ordonnances sur le fait des entrees en nostre Royaume de tous draps d'or, d'argent & de soye, fils d'or, d'argent & de soye tant filé que non filé, pour donner ordre à ce que nosdits droits desdites entrees fussent rendus sans fraude ny desguisement: mesmes par l'edict fait par le feu Roy François premier, nostre treshonoré Seigneur & ayeul, que Dieu absolve, daté du dixhuitiesme iour de Juillet mil cinq cens quarante, par lequel entre autres choses est ordonné que tous draps d'or, d'argent & de soye, & pareillement de toutes especes de cannetilles, passemens, rubens, ceintures, franges, pannes, ornemens, habillemens, & toutes autres tiffures, & especes d'ouvrages de fil d'or d'argent, & de soye, de quelque couleur qu'ils soyent venans du pays d'Italie, pour entrer en nostre Royaume, & en noz pays de Prouence & Dauphiné: & es pays de Sauoye, Bresse, Bougey, & Veronnes, passeroient par la ville de Suze en Piedmont & de là enterroient en nostre ville de Lyon, par la porte & pont du Rosne, & non par autres lieux: auquel lieu de Suze, les marchans voituriers & conducteurs desdites marchandises deuoyent bailler lettres de factures, memoire ou inuentaite, selon & ainsi qu'il est plus à plein contenu audit edict. Et par ce que par traité de la paix faict entre le feu Roy nostre treshonoré Seigneur & pere, que Dieu absolve, & nostre trescher & trefamé frere le Roy d'Espagne, ladite ville de Suze a esté rendue à nostre trescher & trefamé oncle le Duc de Sauoye: au moyen dequoy est besoing destiner vn autre lieu commode, par lequel lesdits draps d'or, d'argent & de soye, & autres susdites marchandises venans d'Italie, ayent à passer au lieu de ladite ville de Suze, & en ce seulement immuer ledit edict. Et aussi encores que iceluy edict fust pour lors assez ample, toutesfois par ce que la malice des hommes, & leur effience auarice est depuis tant creuë & augmentée, est bien requis & necessaire d'amplifier iceluy edict d'aucuns points depuis venus à nostre notice & cognoissance.

S Ç A V O I R faisons, que nous desirans sur ce pouruoir & donner sur ce vn bon ordre & reiglement, pour les fraudes & abus qui se commettent chacun iour en la perception de nosdits droits, & apres auoir eu sur ce l'aduis & opinion de la Roynce nostre treshonorée Dame & mere, des Princes de nostre sang, & autres grans & notables personages de nostre conseil priué: auons par meure deliberation dit, statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons ce qui sensuit:

I E T premierement, voulons & nous plaist, que tous draps d'or, d'argent & de soye, & pareillement toutes especes de crestes, cannetilles, passemens rubens, ceintures, franges, pannes, ornemens, habillemens, & toutes autres tiffures & especes d'ouvrages de fil d'or, d'argent & de soye, de quelque couleur qu'ils soyent, & toutes autres marchandises venans du pays d'Italie pour entrer en nostredit Royaume, & en noz pays de Prouence & Dauphiné, au lieu que cy deuant elles estoient tenues passer par ladite ville de Suze, d'oresnauant elles passeront par le pont de Beauuoysin, & de là enteront en nostredit ville de Lyon par la porte & pont du Rosne, & non par autres lieux: sans ce que entre ledit pont de Beauuoysin, & nostredit ville de Lyon, ils puissent faire aucun entrepos, sur peine de confiscation desdites marchandises, & de toutes autres qui seront trouuees avec icelles. Pareillement des muliers, cheuaux, charrettes, bateaux, & autres equippages, esquels seront conduites lesdites marchandises. Et en ce cas de suspicion, mandons, commettons & enioignons à noz Seneschal, & Conseruateur audit lieu, leurs Lieutenans, Conseillers, Magistrats, noz Aduocat & Procureur, & premier d'eux sur ce requis, eux transporter incontinent sur les lieux, à la requeste & aux despens du fermier de noz douannes, & là faire toutes recherches, necessaires, & proceder contre les contreuenans, par les peines susdites, & autres amendes arbitraires, selon l'exigence des cas: sans que les gardes y puissent autrement aller que avec noz susdits Officiers, pour obuier que aucuns abus ou maluerfations soyent en ce commis.

2 A V O N S ordonné & ordonnons, que les marchans & autres qui feront amener lesdites marchandises, soit pour estre vendues en nosdits Royaume, pays, terres & Seigneuries, ou pour les faire seulement passer par iceux, sans desployer, ensemble les muliers, voituriers & conducteurs d'icelles, seront tenus d'apporter audit pont de Beauuoysin, & bailler aux commis qui y seront deputez, par le fermier de noz douannes de Lyon, lettres de factures, memoires ou inuentaies, faits au vray des draps d'or, d'argent & de soye, or filé & traict, soyent crues ou teintes: crestes, cannetilles, tiffures, &

trasses, passemens, pourfileures, & autres especes de tissures & ourtages de fil d'or, d'argent & de foye & toutes autres especes de marchandises qui seront es casses, coffres, balles, malles, malettes, tonneaux, & autres fardeaux & equipages que porteront lesdits conducteurs ou leurs mules & cheuaux. Et quelles lettres factures, memoire ou inuentaie, seront mis & declarez les noms & surnoms des marchans, ou autres, ausquels lesdites marchandises appartiendront, & de ceux ausquels elles seront addressees. Et si lesdits marchans ou autres voituriers passent lesdites marchandises outre ledit pont de Beauuoysin, sans auoir baillé lesdites lettres de factures, memoires ou inuentaies: & sy trouue dans lesdites casses, tonneaux balles, malles, ou autres fardeaux d'auantage de marchandises, qu'il n'en sera contenu esdites lettres de factures, le surplus du contenu esdites lettres, nous sera acquis & confisqué.

3 Et par ce que les voituriers menans plusieurs sortes de marchandises entrans en nostredite ville de Lyon par la riuere de Saone, & mesmes de celles venans du pays de Flandres, suiettes à payer noz droits de deux & demy pour cent, sont descharger lesdites marchandises es maisons desdits marchans, sans les porter à la doanne, & par consequent, sans acquiter noz droits: auons ordonné & ordonnons que lesdits voituriers, auant que passer la chesne de ladite riuere de Saone, seront tenus de bailler au fermier de nosdites, doannes, ses commis & deputez, declaration des balles, casses, ou paquets & tonneaux, estans sur les bateaux, pour apres iceux descendre à nostredite doanne & non ailleurs, à peine de confiscation desdites marchandises & batteaux.

4 Pour euitier aux abus & larrecins qui seront par cy deuant faits, & ce continuent journallemét par les marchans apportans lesdits draps d'or, d'argent & de foye, & autres marchandises en nosdits Royaume, pays, terres & Seigneuries, par voyes prohibees & defendues par noz ordonnances, sans faire marquer les pieces desdites marchandises, comme il est enioint, & par consequent sans acquiter nosdits droits: desquels abus & larrecins sont en partie cause les marchans metriers, & autres qui achètent lesdites marchandises, sans estre marquées, recelant par ce moyen lesdits larrecins: auons ordonné & ordonnons, que toutes lesdites pieces de draps d'or, d'argent & de foye, & autres marchandises non marquées, dont se trouueront saisis lesdits marchans, seront à nous acquises & confisquées, & outre ce ils payeront ce à quoy se trouueront valoir lesdites pieces de marchandises non marquées: & encores que lors de la recherche il se trouuaist aucunes pieces entamees, non marquées, ils payeront doublement lesdites pieces, tout ainsi que si elles estoient entieres. Et outre seront lesdits marchans contrains à declarer celuy ou ceux qui leur auront vendu lesdites marchandises non marquées, à fin d'estre pareillement contrains à payer la double valeur d'icelles, & estre contre eux procedé, suyuant noz anciennes ordonnances. Et si l'on trouue que lesdits marchans soyent refusans de nommer les personnes qui leur auront vendu icelles marchandises, ou qu'ils nomment, pour s'eschapper, gens incognus, nous voulons qu'il soit procedé contre lesdits marchans, en leur propre & priué nom tout ainsi cōme l'on eust fait contre les personnes par eux nommees, qui sera de leur faire payer la double valeur des pieces dont sera question.

5 Item, par ce que aucuns contrefont & falsifient noz marques, qui sont mises es bouts desdites pieces, voulons que tous ceux qui seront conuaincus de ce faict, soyent punis comme faux monnoyeurs.

6 Item, auons entendu que aucuns marchans & merciers, pour defrauder noz droits, apres que ils ont vendu vne piece de drap, d'or, d'argent ou de foye, à vne aulne ou deux pres, ils attachent ce qui reste de ladite piece qui est marquée au bout d'une autre qui n'aura esté marquée, & accommodent ainsi ledit reste marqué à vne infinité d'autres pieces non marquées, à fin que l'on pense qu'elles ayent acquité nosdits droits: ce qui tourne grandement à nostre dommage. Pour à quoy pouruoir, auons ordonné & ordonnons, que si aucuns marchans se trouuent saisis d'aucunes pieces de draps d'or, d'argent & de foye, esquelles soyent attachez pareils bouts que dit est, que lesdites marchandises nous soyent confisquées & lesdits marchans condamnez, à nous payer autant encores que monte là valeur d'icelles pieces confisquées.

7 Pour euitier que ne soyons frustréz de nosdits droits en tous endroits, & que noz ordonnances soyent plus estroitement gardees: auons permis & permettons audit fermier, ses commis & deputez, quand il arriuera quelques barques, nauires, & autres vaisseaux, es ports de mer, & d'autres riuieres, de visiter sil y aura aucuns draps d'or, d'argent & de foye, & des marchandises fustidies, à fin que sil s'en trouue aucunes, elles soyent confisquées suyuant nosdites ordonnances: pour laquelle visitation faire, iceluy fermier, ou ses commis, seront tenus de mener aucuns des Maistres de nostre iustice, Seignens, Notaires, ou l'un des Consuls, ou Escheuins du lieu.

8 Voulons & ordonnons que si les Gardes qui seront commis par ledit fermier aux ports & passages pour faire receuoir lesdits droits, commettent aucuns abus, ou fraudes par intelligence avec les marchans ou autrement, en quelque maniere que ce soit, que pour la premiere fois ils soyent fustigez, & pour la seconde fois enuoyez aux galleres perpetuelles.

9 Item, auons entendu que lors que ladite doanne fut instituee en nostredite ville de Lyon, il fut ordonné qu'il seroit payé deux escus pour chacune piece de veloux, de la manufacture de Gennes. Lealdites pieces ne contenoient lors que douze ou quatorze aulnes, pour le plus, ainsi qu'encores de present contiennent les pieces qui sont faites à Florence, Lucques & Auignon: toutesfoi par succe-

sion de

sion de temps, & à faute d'y prendre garde, est aduenü que les Marchans ont fait lesdites pieces de beaucoup plus grand aunage, & ont tousiours augmētē: & est à craindre qu'ayant vn Fermier en noz douannes, elles, n'augmentent encores beaucoup d'auantage, sans qu'il soit payé plus que lesdits deux escus pour piece, en quoy nous auons eu cy deuant, & aurions cy apres grand interests. Pour raison de quoy si nous voulons vser de telle rigueur, comme la meschancetē des hommes est grande, deurions reduire lesdites pieces à leur premier aunage de douze ou quatorze aunes, mais ne voulans estre si exacts, ains vser de toute douceur en la perception de noz droitz, auons voulu & ordonné, voulons & ordonnons par ces presentes, que lesdites pieces demeureront de l'aunage cy deuant faites & se continuent encores à present, à la charge quelles ne pourront plus estre augmentees, & que si augmentation y est faite à l'aduenir, que ceux qui les feront entrer dans nostredit Royaume, seront tenus de payer ce à quoy mōtera ledit surplus, au prorata desdits deux escus pour piece. Voulons quant au surplus nostredit edict fait sur l'institution de nostredite douanne, de deux escus pour piece, estre entreteñu, obserué & gardé.

10 E t d'autant que les draps d'or, d'argēt, & de soye, qui sont faits en nostredite ville de Lyon, sont francs & quittes de nostredite douāne, aucuns Marchans font accroire que les draps qui ont esté faits à Tours, & autres endroits de nostre Royaume, & hors iceluy, ont esté faits audit Lyon, & par ce moyen sont exempts de payer noz droitz: Pour à quoy pouruoir, auons ordonné & ordonnons, que auant que mettre la piece sur le mestier, les ouuriers dudit Lyon seront tenus faire marquer à l'un des bouts la trainee d'vne marque de plomb: & quand la piece sera acheuee, la marquer à l'autre bout de la marque accoustumee.

11 I T E M, à cause que cy deuant les fils d'or & d'argent entrans en nostredit Royaume par nostredite ville de Lyon, n'ont esté marquez, ils s'est commis plusieurs larcins & abus en la perception de nosdits droitz: auons pour y obuiuer ordonné & ordonnons, que d'oresnauant les bobines desdits fils d'or, d'argent & passemens, tant d'or, qu'entremellez de soye, seront marquez par vn cordon qui passera au trauers desdites bobines, sur peine du quadruple, qui sera payé, tant par les Marchans vendeurs qu'acheteurs: comme il est statué par les draps d'or, d'argent & de soye cy deuant, article quatrieme.

12 I T E M, encores que cy deuant ayons reuouqué les permissions que nous auons baillees durant les troubles de faire entrer en nostre Royaume des draps d'or, d'argent, & de soye, or & argent filé, par la voye de Flandres sans entrer en nostredite ville de Lyon: ce neantmoins, d'autant que lesdits draps, d'or & argent n'ont esté marquez & en est entré en grand nombre, sous couleur dequoy l'on pourroit dire par cy apres que tous lesdits draps, or & argent filé, qui ne se troueroient marquez, seront du nombre de ceux qui entrerent par ladite voye de Flandres, durant lesdits troubles, qui nous tourneroit à grand preiudice & dommage. Pour à quoy pouruoir, auons permis & permettons audit Fermier de nosdits douannes, inconrinent apres la publication de celsdites presentes, de faire recherche de tous lesdits draps d'or d'argent & de soye, & des fils d'or, & d'argēt qui n'ont esté marquez: & iceux faire buller & marquer en quelque lieu qu'ils soyent, & puissent estre trouuez au dedans nostre Royaume, & pays de nostre obeissance,

13 I T E M, que toutes marchandises sortans de Marseille pour aller à Geneue, & Chambery, ne pourront aller ausdits Geneue & Chambery, sans passer par ledit Lyon, & y payer noz droitz de nosdites douannes, à mesme peine que dessus.

14 N o v s auons entendu que les Marchans qui sont venir des marchandises d'Anuers, & autres pays de Flandres, en nostre ville de Paris, mettent avec les autres marchandises des draps d'or, d'argent & de soye, & les enferment en grands, tonneaux, balles, ballons, ou casses, qui est directement contreuenir à noz ordonnances, par lesquelles est dit que tous lesdits draps entreront en nostre Royaume par nostredite ville de Lyon, & non par ailleurs. A ceste cause pour y pouruoir, auons permis & permettons audit Fermier de nosdites douannes, ses Commis & deputez, d'assister à l'ouuerture desdits tonneaux, balles, ballons, ou casses venans dudit pays de Flandres, esquelles il aura eu auertissement estre lesdits draps d'or, d'argent & de soye, à fin que s'il s'y en trouue, ils soyent confiscuez, suyuant nos ordonnances: laquelle ouuerture sera faite dedans la boutique du Marchant, auquel lesdites bailles, ballons, & casses appartiendront. Et au cas que ledit Marchant les voulist passer outre nostredite ville de Paris sans les ouuir, en ce cas sera permis audit Fermier les faire ouuir à ses frais & despens, & pareillement les faire refermer, au cas qu'il n'y soit trouué desdits draps d'or, d'argent, & de soye, ou desdits fils d'or, & d'argent.

15 E t à fin que ceste presente nostre ordonnāce, & tout le contenu cy dessus soit mieus obserué & gardé: nous voulons & ordonnons que toutes les confiscations & amendes qui nous seront adiugees par noz Maistres des ports, leurs Lieutenans, ou autres nos Officiers, pour les contrauentiōs faites à nostredite presente ordonnance, il soit baillé & deliuré la tierce partie desdites confiscations & amendes aux denonciateurs desdites contrauentiōs. La sentence desdites confiscations & amendes, en tant que touche ladite tierce partie adiugee ausdits denonciateurs, sera executee, nonobstant oppositions ou appellations quelconque: laquelle tierce partie nous voulons estre baillee par nos receueurs à iceux denonciateurs, par leurs quittances seulement, & sans que pour auoir payement de ladite tierce partie à eux adiugee, ils soyent tenus apporter autre acquit ou mandement de

nous fors que celsdites presentes: que nous voulons estre rabatuë ausdits Receueurs sur ladite somme desdites confiscations & amendes à nous adiugees à la reddition de leurs comtes: à la charge toutefois que s'il y a appel desdites sentences, que lesdits denonciateurs seront tenus de bailler caution de rédre & restituer ladite tierce partie, en cas que lesdites sentences soyent infirmées par arrest de nos cours souveraines, ou de nos Iuges presidiaux.

16 VOULONS en outre, que toutes nos anciennes ordonnances faites pour la perception de nosdits droits de nosdites douannes, soyent entretenues & gardées selon leur forme & teneur.

17 Et pource que par le bail à ferme que nous auons fait de nosdites douannes, le Fermier ne doit iour des confiscations qui nous seront adiugees, mais seulement de nos droits qui nous sont deus sur lesdits draps d'or, d'argent, & de soye, fils d'or & d'argent, & autres fustides marchandises: Nous pour euitier à toutes querelles, qui pourroyent aduenir entre ledit Fermier & nos Receueurs, qui auront à receuoir les droits d'icelles confiscations, disons, declérons, & ordonnons, que sur les deniers qui procederont d'icelles marchandises à nous declarees acquises & confiscées, ledit Fermier y prendra premierement & auant tous autres, ce qu'icelles marchandises deuront à cause desdites douannes, sans ce que nosdits Receueurs, denonciateurs ny autres l'en puissent aucunement empescher.

Si donnons en mandement par celsdites presentes, à nos ames & feaux les gens tenans nos cours de Parlement de nos Comtes, & de nos Aides, & à tous nos Gouverneurs, Lieutenans generaux, Admiraux, vis-Amiraux, Baillifs, Seneschaux, Maistre des ports, Preuosts, &c. Donnée à Aignon, le quatorzieme iour d'Octobre, l'an de grace mil cinq cens soixante quatre. Et de nostre regne le quatrieme. Signé, CHARLES. Et au dessous, Par le Roy en son conseil. ROBERT ET. Et scellé du grand seel de cire iaune.

Lexa publicata & registrata, auditio procuratore generali Regis, sub exceptione articuli de pena tertie partis delatori applicanda, nonobstante appellatione mentionem facientis, de quo ad principem referetur, cuius cognita voluntate curia faciet quod iuris & rationis erit. Parisius in parlamento vicefima tertia die Nouembris, anno Domini millesimo quingentesimo sexagesimo quarto. Sic signatum, DV TILLET.

Lexa similiter, publicata & registrata auditio procuratore generali in camera rationum regiarum, die vigesima secunda Decembris, anno Domini 1564.

DE BAUVY.

Leues & publiees en iugement en la cour des aides, oy sur ce & consentant le procureur general du roy en icelle sous les modifications contenues en l'arrest donné le iour d'huy par icelle cour. Fait en la cour des Aides le vingtieme iour de Ianuier, mil cinq cens soixante & quatre.

LE SVEVR.

Declaration du Roy sur l'edict du mois d'Octobre, dernier, concernant le fait des draps & fils d'or, d'argent & de soye, contenu cy dessus au feuillet ccccxxxij. b. par laquelle il veut entre autres choses lesdites marchandises estre bullees & marquees dedans huitaine.



IX. Idem, 1564.
HARLES par la grace de Dieu Roy de France: à nos amez & feaux les gens tenans nostre cour de Parlement à Paris, Salut & dilection. Par nostre edict fait au mois d'Octobre dernier sur l'entree en nostre Royaume de tous draps d'or, d'argent & de soye, canetilles, passemens, rubens, & autres ourages de fil d'or d'argent de soye, article onze: nous auons ordonné qu'il seroit fait recherche de tous les draps d'or d'argent & de soye, & des fils d'argent qui ne seroyent marquez, pour iceux faire buller & marquer en quelque lieu qu'ils soyent, ou pussent estre trouuez au dedans de nostre Royaume & pays de nostre obeissance, pour euitier à ce que lon pourroit dire cy apres, que tous lesdits draps & fils qui ne seroyent marquez, seroyent du nombre de ceux qui entreroient durant les troubles par la voye de Flandres. En ensuyuant lequel nostre edict, par vous publié & verifié, le Fermier de nos douannes de Lyon a voulu faire ladite recherche, & faire buller lesdites marchandises: ce neantmoins plusieurs Marchans, Merciers, paquetiers & quinqualiers de nostre dite ville de Paris sont refusans d'exhiber leursdites marchandises pour estre marquees. Et pour auoir encore plus grand moyen de continuer en leurs abus, & de frauder nos droits, vous ont requis delay de deux ans pour vendre lesdites marchandises, sans les vouloir ce pendant faire marquer: lequel delay nous seroit grandement preiudiciable, par ce que durant iceluy iceux Marchans pourroyent faire entrer en nostre Royaume par la voye de Flandres, prohibee & defendue par nos ordonnances, grande quantité desdits draps d'or d'argent & de soye, lesquels ils voudroyent dire estre du nombre de ceux qui y sont à present: ce qui nous tourneroit à nostre grand preiudice & dommage.

A ces causes, voulans nostre dit edict dudit mois d'Octobre sortir son effet, & neantmoins rendre l'execution d'iceluy plus aisée & facile, auons déclaré, voulu & ordonné, declérons voulons, ordonnons, & nous plaist, que tous Marchans, Merciers, Paquetiers & quinqualiers, qui auront aucuns draps ou fils d'or, d'argent & de soye non marquez, ils aient à les apporter dans huit iours apres la publication de ces presentes au Bureau establi en nostre dite ville de Paris par les Iuges & Consuls des Marchans, pour là estre marquez & bullez, par le Fermier de nos douannes de Lyon, ou ses Commis & deputez: si mieux n'aiment que la dite marque se face en leurs maisons & boutiques, sans pouuoir prendre aucun salaire de ladite marque, ny aucuns droits d'entree pour nous, dont nous leurs auons fait & faisons don par celsdites presentes signées de nostre main: & apres lesdits huit iours passez & expirez, nous voulons que toutes lesdites marchandises non mar-

quées

De l'entrée & descente des marchandises foraines, &c. 1226

quees soyent à nous acquises & cōsiquées, & outre que lesdits Marchans soyent condamnez à nous payer autant encores que montera la valeur d'icelles pieces cōsiquées. Vous inhabant & defendant trefexpreslement de n'accorder ausdits Marchans le delay par eux requis, si ce n'est apres qu'ils aurōt fait marquer leursdites marchandises: faisant au surplus tref-estroitement garder & observer le contenu en nostredit edict dudit mois d'Octobre dernier. Et à faire & souffrir tout ce que dessus nous voulons que vous contraignez & faites contraindre tous ceux qu'il appartiendra comme pour noz propres deniers & affaires, & nonobstant oppositions ou appellations quelsconques, pour lesquelles ne voulons estre différé. Et par ce que l'on pourra auoir affaire & besongner de cefdites presentes en plusieurs & diuers lieux, nous voulons qu'au vidimus d'icelles, ou copie dument collationnee par l'un de nous amez & feaux Notaires & Secretaires, soy soit adioustee comme à ce present original, lequel voulons que faites publier à son de trompe & cry public en nostre ville de Paris, & tous autres lieux qu'il appartiendra en la maniere accoustumee, à ce que personne n'en pretende cause d'ignorance. Car tel est nostre plaisir. Donné à Thouluse le vingtroisieme iour de Feurier, l'an de grace mil cinq cēs soixante cinq, & de nostre regne le cinquieme Ainsi signé, CHARLES. Et au dessous. Par le Roy en son conseil, H V R A V L T,

Leuës, publies & enregistrees, oy le Procureur general du Roy, sous les modifications contenues és arrests des quatrieme & dernier iour d'Aoust dernier passé. Fait en Parlement le septieme iour de Septembre, l'an mil cinq cēs soixante cinq. Ainsi signé DV TILLET.

Des draps & fils d'or, d'argent & de soye, & autres marchandises foraines d'Italie, Espagne & Leuant, entrans du royaume pour y payer la douanne.

X.
le 11 1566.



HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Il a par cy deuant esté fait, tant par nous que noz predecesseurs Rois plusieurs bonnes, louables & profitables ordonnances sur le fait des entrees des marchandises venans de pays estranges en cestuy nostre Royaume: de l'entretienement desquelles ne depend pas seulement la facilité de la perception de nos droitz imposez pour l'entree desdites marchandises, mais aussi le bien profit & opulence de tous noz suiets & habitans de nostredit Royaume: d'autant qu'icelles estans entretenues, mesmes l'ordonnance^a faite par feu nostre tref-honoré Seigneur & pere le Roy Henry (que Dieu absoue à Amyens le dixieme Septembre mil cinq cēs quarante neuf, sur le fait de l'entree des espiceries & drogueries on nostredit Royaume: il ne se pourroit tirer hors d'iceluy si grande quantité d'or & d'argent qu'ils s'en tire ordinairement: les Marchans estrangers seroyent contrains venir enleuer de nostredit Royaume les marchadises originaires d'iceluy: les monnoyes estrangeres n'auroyent cours à si haut prix qu'elles sont mises contre noz ordonnances: nosdits suiets auroyent à bon prix lesdites marchandises estrangeres, mesmement les espiceries & drogueries: & le commerce & trafic desdits estrangers en nostre dit Royaume, principalement en nostre ville de Lyon, seroit grandement acceu & augmenté. Qui sont les considerations lesquelles entre autres nous ont meu, & nosdits predecesseurs Rois, de faire & establir lesdites ordonnances: Ce neantmoins nous auons recognu & recognoussons ordinairement de plus en plus (à nostre trefgrand regret) que nosdites ordonnances ne sont observees n'entretenues, dont ne pouuons cognoistre autre occasion: en ayant fait faire diligente inquisition, sinon la negligence & conuiuece de noz Iuges & Officiers sur la punition & correction des transgresseurs d'icelles: s'estant la malice & audace des hommes esleuee de telle façon, à cause de telle conuiuece, qu'ils sont venus iusques à ne tenir conte de tous noz mandemens, & à se rebeller contre les executeurs d'iceux: comme il nous est amplement apparu par les procez verbaux desdits executeurs, & sentences donnees contre la teneur de nosdites ordonnances par aucuns de nosdits Iuges, lesquels particulièrement nous entendons faire punir & chastier, selon leurs demerites. Et cependant desirans y pouruoir & remedier pour l'aduenir, nous par l'aduis & deliberation des gens de nostre conseil priuë, auons dit, statuë, voulu & ordonné, disons declarons, statuons, & ordonnons, voulons & nous plaist, par edict perpetuel & irreuocable ce qui s'en suit.

a) L'ordonnance. Voyez le chapitre cinquieme de ce titre.

ASC AVOIR, que noz edicts & ordonnances, & celles de noz predecesseurs faites sur l'entree des draps & fil d'or, d'argent & de soye, espiceries & drogueries, & autres marchandises foraines entrans en cestuy nostre Royaume, mesmes ledit edict fait par feu nostre dit Seigneur & pere à Amyens le dixieme Septembre mil cinq cēs quaranteneuf, seront d'oresnauant entretenues, gardees & observees de point en point selon leur forme & teneur, à peine de confiscation de tous & chacuns les biens des infracteurs d'icelles: sans que les peines imposees contre les contreneans puissent aucunement estre moderees ou diminuees par aucuns de noz Iuges, Maistres des ports, Officiers ou Commissaires, à peine de cinq cens escus d'amende, & de priuation de leurs offices, lesquelles des à present cōme pour lors, & dès lors comme à present, nous auons declaré vacans & imperables: leur mandant & enjoignons proceder sommairement & extraordinairement, sans longueur de procez, contre les delinquans: & à noz Aduocat & Procureur en faire diligente poursuite sur les mesmes peines. Pour laquelle somme de cinq cens escus sera incontinent taxe executoire par nous contre lesdits Iuges, Of-

ficiets & Cômmissaires sur la simple sentence d'iceux: & en vertu duquel ils seront executez nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles, dont nous retenons la cognoissance à nous & à nostre priuë cōseil. Et pour cest effect nous voulons nosdites ordonnance estre denouueau publies & proclamées à son de trompe & cri public aux lieux accoustumez, avec ces presentes.

2 Et pouraut que les Marchans ne scauroyent entamer les bobines de fils d'or & d'argent marquez suyuant nosdites ordonnances, sans oster & couper le filet qui en tient la marque, & que par là lesdits Marchans prennent occasion de frauder nos droits, & faire entrer ledit fil par voyes defendues: ne craignant point, estant ledit fil attriue en leurs boutiques, en estre recerchez, pour ce qu'ils font accroire que l'on a couppe la marque de tout ledit fil qui ne se trouue marqué pour l'entamer & commencer à vendre. Pour à quoy remedier nous defendons tresexpressément à tous Marchans tenir en vne boutique à vne fois plus de dix ou douze bobines d'or ou d'argent entamees, à scauoir, cinq ou six d'un, & autant d'autre, sur les peines deuant dites.

3 Et pource que le plus souuent la pluspart des biens des marchans consiste en detes qui leur sont deuës, & que par le moyen de leurs creanciers ils pourroient rendre de nulle valeur & sans effect lesdites confiscations: enioignons à tous creanciers desdits marchans, dont les biens seront confisqueez, venir dire & declarer par deuant le Iuge ordinaire des lieux de leurs demeurances, quelles sommes de deniers ils leur deuront, pour quelles causes, & depuis quel temps, à peine de confiscation de tous les biens d'iceux creanciers, & d'estre punis comme receleurs & fauteurs desdits infracteurs de noz edits. Et où librement lesdits creanciers viendront declarer lesdites detes, nous voulons & entendons leurs estre quitte & adiugé la moitié d'icelles, dont des à present comme des lors nous leur auons fait & faisons don. Mandant aux Receueurs de nostre domaine, & autres qui receurent les deniers desdites confiscations, rabattre ausdits creanciers la moitié de leursdites detes, en prenant la certification d'eux, que ladite moitié leur aura esté rabattue: rapportant laquelle nous voulons ladite moitié estre passée & allouee en la despence des comtes desdits Receueurs par noz amez & feaux les gens de noz comtes, ausquels nous mandons ainsi le faire, sans astraindre lesdits Receueurs rapporter autre acquit ne mandement de nous que cesdites presentes. Et à fin que lesdits creanciers ne se puissent excuser d'ignorer la sentence de confiscation des biens de leurs creanciers, voulons & ordonnons que les sentences desdites confiscations soyent publies aux lieux de la demeure des condamnez, à cri public.

4 A vssy voulons & ordonnons que toutes marchandises de foye de manufacture d'Auignon entrans en cestuy nostre Royaume seront renues, suyuant noz anciennes ordonnances, aller par le droit & grand chemin en nostre dite ville de Lyon, & passer par nostre ville de Mondimart: auquel lieu les conducteurs d'icelles seront tenus prendre bullette ou certificat du Commis audit lieu de nostre Fermier du passage desdites marchandises, & le rapporter audit Lyon, pour seruir au payement de noz droits. Defendans tresexpressément aux Maistres des ports & gardes de Villeneuve lez Auignon, & tous autres gardes establis sur la riuere du Rosne, de laisser passer aucunes desdites marchandises sur le pont dudit Auignon, n'attres passages de ladite riuere, sous pretexte de vouloir conduire lesdites marchandises par le pont saint Esprit, ou sous aucun pretexte, sinon en passant obligation, & baillant caution par les conducteurs d'icelles au Commis dudit Fermier audit Villeneuve de les mener droit en nostre ville de Lyon, & passer par ledit Mondimart, comme dit est: à peine de priuation de leurs offices. Et où il se troueroit aucunes desdites marchandises de la manufacture d'Auignon, desuoyees dudit grand chemin, ou estre cōduites au delà ladite riuere, sans auoir passé ladite obligation, ou bien estre en la possession, boutique & maison d'aucuns Marchans au dedans nostredit Royaume, sans estre marquées: nous voulons & ordonnons icelles nous estre acquises & confisquees, avec tous les biens desdits Marchans, ensemble les mulets, cheuaux, charrettes, chariots, & autres instrumens qui les auroyent voiturées, & les voituriers estre punis comme sera dit ci apres.

5 Et combien que plusieurs Marchans qui amènent du pays d'Espagne grande quantité de foye & draps de foye par les voyes de Bayonne & Narbonne, prennent suyuant noz ordonnances bullette des Commis de nostre dit Fermier esdits lieux, feignant icelles amener en nostre ville de Lyon pour y payer noz droits: toutesfois nous sommes aduertis qu'ils les vont vendre en Auignon, & attres lieux du comté de Venisse, Saouye & Bresse, sans aller audit Lyon. Aquoy voulans remedier, nous defendons ausssi tresexpressément ausdits Maistres des ports & gardes establis tant audit Villeneuve qu'attres passages de ladite riuere du Rosne, de laisser passer aucune desdites marchandises venans d'Espagne outre ladite riuere, sinon en passant obligation, & baillant caution suffisante par les conducteurs d'icelle audit Fermier ou son commis, de les mener en nostre dite ville de Lyon, pour y estre marquées, & y payer noz droits: & de ce rapporter certification dudit Fermier ou son Commis audit Lyon, dedans vn mois apres ensuyuant: à peine ausssi de priuation de leurs offices, & de respondre en leurs propres & priuës noms d'icelles marchandises, & des cheuaux, mulets, charrettes, & bateaux qui les portent: lesquelles en cas de contrauention nous voulons ausssi nous estre acquises & confisquees ensemble tous les biens des contreuenans: defendans ausdits Marchans amener aucune foye, ou bourre de foye d'Espagne en cestuy nostre Royaume par attres voyes que par lesdits lieux de Narbonne & Bayonne, & de la en nostre ville de Lyon sur les peines deuant dites.

Et pour

6 Et pour obuier aux abus qui se commettent chacun iour sur l'entree desdites marchandises, sous couleur d'apporter des marchandisees originaires, de Flandres, defendons trefexpressément à toutes personnes tant estrangeres que regnicoles, de faire entrer en cestuy nostre Royaume aucunes marchandises originaires du pays de Flandres ou manufactures en iceluy, pour les porter en nostre ville de Paris, sans passer par les villes d'Amiens, ou saint Quentin: & que les conducteurs dicelles seront tenus bailler par declaration & memoires au vray lesdites marchandises, le nom & furnon de ceux à qui elles appartiennent & sont adressees: de ce prendre certificat ou bulletin de nostredit Fermier ou ses Commis esdites villes, de là s'en aller par le droit & grand chemin audit Paris, & entrer par la porte saint Denis & non par ailleurs, pour y exhiber lesdits certificats ou bulletins audit Fermier, ou sesdits Commis & deputez: sans qu'avec lesdites marchandises de Flandres ils puissent faire entrer aucunes marchandises du pays de leuant, d'Italie & d'Espagne, le tout sur les peines deuant dites pour le regard des Marchans, & des peines cy apres declarees pour le regard des voituriers. Et pour c'est effet voulons & ordonnons que tous autres chemins soyent tenus pour faux & defendus: mandans à noz amez & feaux Conseillers & generaux de noz finances, chacun en sa charge respectiue, faire publier nostre presente declaration.

7 Et pourautât qu'il se porte d'Italie audit pays de Flandres plusieurs foyes escreuës, qui sont puis apres manufactures & teintes audit pays, & par apres portees en nostredit Royaume, sans payer nosdits droits: mesmes qu'il en auroit esté apporté en nostredit Royaume vne grande quantité depuis six ou sept mois en çà, & aussi de draps d'or d'argent & de foye: au moyen dequoy nosdits droits sont grandement diminuez: nous voulons & ordonnons qu'il soit crié & enioint à son de trompe & cri public par toutes les villes de nostredit Royaume, que tous ceux qui auront desdits draps d'or, d'argent & de foyes, & de foyes teintes & manufactures audit pays de Flandres, ayent à les porter au Fermier de nostredit douanne, ou ses Commis au lieu qui sera déclaré: auquel nostredit Fermier nous enioignons demeurer en chacune ville & lieu six iours entiers & consecutifs apres ladite crie, & y marquer lesdits draps d'or, d'argent & de foye, fils d'or & d'argent, & les foyes qui luy seront portees, en la façon qu'il auisera mieue estre, pour garder qu'aucun abus ne s'y puisse commettre: le tout en payant les droits de ladite douanne, que nous voulons estre payez, & autant pour l'escapolin que pour la piece entiere. Enioignant à toutes personnes qui autoient desdits draps, fils & foyes, les apporter chacun en la ville de là demeure audit Fermier, ou sesdits Commis, dedans lesdits six iours, pour y estre, comme dit est, marquez. Et où apres lesdits six iours il se trouueroit aucune desdites marchandises non marquées és maisons, boutiques & possession d'aucuns, nous voulons icelles nous estre acquises & conuisees, avec tous & chacuns leurs biens, Mandant à nostredit Fermier tenir fidele registre de toutes celles qu'il marquera, pour euitier tous abus.

8 Et pour ce que lors de l'institution de nostre douane, il ne fut fait aucune mention speciale des draps, fils, rubens, passemens, & autres marchandises d'or d'argent & de foye faits à Geneue, plusieurs non seulement veulent faire entrer lesdits draps de la manufacture de Geneue sans payer noz droits, pretendans qu'ils ne doyent aucune chose: mais dauantage s'efforcent faire passer & entrer avec iceux plusieurs draps, fils, rubens, passemens, & autres marchandises d'or, d'argent & de foye veu d'Italie, lesquelles ils veulent faire accroire estre de la manufacture de Geneue: nous disons & declarons auoir entendu & entendons que lesdites marchandises d'or, d'argent & de foye manufactures audit Geneue, & autres lieux hors nostre Royaume, ne pourront en nosdits pays, terres & seigneuries de nostre obeissance: si ce n'est par nostredite ville de Lyon: ausquels lieux ils seront tenus payer nosdits droits, tout ainsi que ceux qui sont de la manufacture dudit pays d'Italie, sur semblables peines.

9 D'AVANTAGE ayans esté aduertis que ceux desdits Marchans qui veulent frauder nosdits droits, pour les frauder plus aisement, & sans estre descouuers, font passer & decharger leurs marchandises d'or d'argent & de foye, & autres venans d'Italie & Leuant, qu'ils veulent amener en nostredit Royaume dedans ladite ville de Geneue, combien que ce ne soit leur chemin: & de là les font amener secretement en nostre dit Royaume, les faisant entrer par diuers endroits qui limitent nostredit Royaume avec la Franche comté de Bourgogne, dont nous vient vne tresgrande perte, d'autant qu'il s'en decharge fouuent pour vne fois, & pour c'est effet iusques à trois cens mulets: nous defendons trefexpressément à tous Marchans, tant estrangiers que regnicoles, qui voudront amener aucunes desdites marchandises d'Italie & Leuant en cestuy nostre Royaume, les decharger deffoyer ou interposer dedans ne és enuiers de ladite ville de Geneue, ny ailleurs, auparavant qu'ils les ayent apportees ou fait apporter en nostredite ville de Lyon: sur les peines deuant dites, quant audits Marchans: & quant aux voituriers, sur les peines cy apres declarees.

10 Et pour ce qu'il est vray semblable que nul ne s'aduentureroit faire entrer aucunes marchandises par voyes defenduës, s'il ne s'asseuroit trouuer à qui les vendre & s'en deffaire: voulant le plus qu'il nous sera possible preuenir leurs fautes: defendons à tous Marchans de n'acheter, vendre & debiter aucuns draps d'or, d'argent & de foye non marquez, sur peine de confiscation de tous leurs biens, outre lesdites marchandises non marquées: leur enioignant trefexpressément tenir bon & fidele registre & papier iournal des achats qu'ils feront de toutes lesdites marchandises, contenant les noms de ceux qui les leur auront vendues, le temps & le lieu où ils les auront achetees. Lequel regi-

estre ils seront tenus communiquer à nostredit Fermier, ou autre ayât charge de nous pour cest effect: voulans ceux qui auront vendu aufdits Marchans dedans nostredit Royaume telles marchandises, estre aussi punis par confiscation de tous leurs biens comme dessus est dit, où qu'ils soyent trouuez dedans le pays de nostre obeïssance.

11 SERONT tenus tous Marchans, ou leurs facteurs, qui viendrôt en nostre douanne dudit Lyon pour faire gabeler leurs marchandises, apporter vn memoire ou facture signé de la main de celuy auquel appartiendront les marchandises qu'ils voudront faire gabeler: contenant au vray tout ce qui sera contenu aux balles, coffres, tonneaux, fardeaux, quaiſſes, malles & paquets qu'ils auront à faire gabeler, sans supposer vne marchandise à autre, vne couleur à autre, n'vne manufacture à autre. Et pour cest effect seront tenus declarer au parauant de la viſite d'icelle, si toute la marchandise estant esdites balles & paquets leurs appartient, ou bien quelle partie & pourtion d'icelle. Et où il se trouueroit esdits coffres, balles, tonneaux, quaiſſes, malles & paquets qui seront du tout à eux, autres marchandises que celles designees par lesdits memoires ou lettres de factures, nous voulons & entendons tout ce qui sera esdites balles, fardeaux & paquets nous estre acquis & confisqué, avec tous autres biens desdits suppositeurs & contreuenans. Et si voulons & entendons que tous Marchans soyent tenus respondre pour leurs facteurs & seruiteurs, sans pouuoir prendre excuse sur la faute d'iceux.

12 PERMETTONS à nostredit Fermier, ses Commis, & autres qui aurôt cy apres charge de nous, qu'appellé seulement avec eux vn Conseiller au siege presidial du lieu, si siege presidial y a, ou vn Commissaire des lieux où il y aura Commissaires, comme en nostre chastelet de Paris: ou bien vn Notaire ou Sergentés lieux où il n'y aura Conseillers ou Commissaires, ils puissent sans estre tenus demander permission aux Iuges desdits lieux, toutes & quantes fois que bon leur semblera, rechercher & visiter les boutiques & maisons des Marchans de foye, Paquieriers, Merciers, & autres desquels il aura aduertissement, ou se doutera auoir fraudé nosdits droits & contreuenü à nosdites ordonnances. Et pour cest effect ouuoir toutes balles, coffres, quaiſſes, tonneaux, fardeaux & autres equippages: mandans & enioignans à tous Marchans, & autres noz ſuiets, obeir & souffrir ladite recherche & ouerture, à peine de mille escus d'amende, laquelle nous mandons à nostredit Huissier ou Sergent qui fera ladite recherche, ou autre sur ce requis, leuer & executer par emprisonnement de leurs personnes, & rigueur accoustumee pour noz propres deniers sans deport, & incontinent apres ledit refus fait de souffrir ladite recherche: dont nous voulons les procez verbaux de nosdits Officiers estre creus, sans laisser pour ce de continuer icelle recherche. Et où il se trouuera aucunes marchandises pour lesquelles n'auront esté payez nosdits droits, & qui ne seront marquées: nous voulons & leur mandons icelles saisir, ensemble tous les autres biens & marchandises de ceux en la possession desquels se trouueront lesdites marchandises non marquées, pour nous estre iugees acquises & confisquées suyuant nosdites ordonnances, defendans à tous autres n'ayans charge de nostredit Fermier, de faire faire lesdites recherches & saisies en vertu de quelque commission qu'ils ayent obtenue de nous, ou d'autres, lesquelles nous auons reuourees & reuouons par ces presentes, si aucunes en ont esté expediees.

13 Et où il y auroit rebellion & resistance de la part desdits Marchans, nous voulons, mandons & enioignons audit Huissier ou Sergent, qu'il s'accompagne ainsi qu'il cognoistra estre necessaire, pour faire que la force nous demeure, & que lesdits Marchans soyent contrains nous obeyr, & souffrir icelle recherche: le tout nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles, desquelles nous auons retenu & referué la cognoissance à nous & nostre conseil priué: & icelle interdire & defendue à tous autres nous Iuges quelconques: & ce nonobstant l'arrest donné en nostre conseil priué en la ville de Moulins le huitieme iour de Mars dernier passé sur certaine requeste à nous presentee par les Marchans grossiers & Merciers de la ville de Paris, & autres arrests & iugemens donnez au contraire, que nous auons cassez, reuouez, cassons & reuouons par ces presentes.

14 Et pour ce que nous auons entendu que les Marchans qui ont desdits draps & fils d'or, d'argent & de foye non marquez, doutant que nostredit Fermier ou ses Commis facent ladite recherche, offret de leurs boutiques lesdits draps & fils, & les baillent en garde à aucuns leurs voisins qui ne font profession de marchandise de foye, & quant ils en ont affaire, les enuoient querir, & puis en ayant fait les font reporter: nous defendons tresexpressément à toutes personnes, de quelque qualité condition qu'ils soyent, de cacher ou receler aucunes desdites marchandises, sur peine de confiscation de tous & chacuns leurs biens. Et si tels receleurs estoient pauures, & n'eussent aucuns, ou bien, peu de biens, nous voulons & ordonnons qu'ils soyent punis de fouët pour la premiere fois: & pour la seconde enuoyez en noz galleres, pour nous y seruir par force.

15 DEFENDONS aussi à tous Maistres des ports, & autres noz Officiers, Procureurs & Aduocats, de bailler permission à quelque personne que ce soit, de faire entrer en nostredit Royaume aucunes marchandises, de quelque lieu qu'elles puissent venir, par autres voyes que celles permises par noz ordonnances: à peine de priuation de leurs estats: lesquels audit cas des à present comme pour lors nous declarons vacans & impetrables.

16 Et pour ce que si lesdits draps, fils & marchandises d'or, d'argent & de foye, qui nous sont ainsi
que dit est

que dit est cy dessus, acquis & confisque, demeureient & estoient vendus sans estre marquez : aucuns pourroient prendre couleur & occasion d'en faire entrer d'autres sans payer noz droits, & faire accroire que ce seroient ceux qui auroient esté confisque : aussi qu'il ne seroit raisonnable que nostre Fermier perdît les droits qui nous seroient deux pour l'entree d'iceux : nous voulons & ordonnons qu'incontinent la faïsse d'iceux faite, ils soient baillez & deliurez avec les cheuaux, charrettes, chariots & mulets où ils estoient chargez, au Commis & député de nostredit Fermier, pour le tout faire conduire & mener aux lieux qui seront par nous ordonnez, pour y estre lesdites marchandises marquées, & le tout iugé selon noz ordonnances. Desquelles marchandises nous entendons & voulons les droits de douanne estre payez & acquitez audit Fermier, tout ainsi que si elles eussent esté portees volontairement en nostredite ville de Lyon. Voulons & ordonnons aussi que la moitié des confiscations qui nous seront aduigees, appartienne & soit aussi aduigee aux denonciateurs des transgressions & contrauentions de nosdites ordonnances, & leur soit payé promptement par les Receueurs de nostre domaine, ou autres noz Officiers comptables qui receuroient les deniers desdites confiscations : aufquels nous mandons ainsi le faire : & aux gens de noz Comptes les passer & allouer en la despence de leurs comptes, tout ainsi que cy deuant ils ont fait le tiers qui leur est donné par nosdites anciennes ordonnances, sans qu'il soit besoin auoir autre acquit ne mandement de nous que ces presentes. Toutesfoi au cas qu'il y ait appel de la sentence de confiscation, lesdits denonciateurs seront tenus bailler caution de la valeur de leur dite moitié, pour estre rendue & restituee, s'il est ordonné par l'arrest qui interuendra sur ladite sentence.

17 Et à ce que les abus, maluerfactions & contrauentions à nosdites ordonnances soient plus aisément & exactement descouuertes : nous voulons, ordonnons, & nous plaist, que les gardes qui sont ou seront Commis par nostredit Fermier pour se prendre garde, & auoir l'œil sur lesdites maluerfactions, ayent, & leur donnons par ces presentes tel & semblable pouuoir que nous auons donné & donnons aux autres gardes par nous establis pour quelque occasion que ce soit es portes & ports de nostredite ville de Lyon : voulons que les gardes d'iceluy nostredit Fermier ayent lieu, & se puissent retirer es lieux & maisons designees pour retirer lesdites gardes anciennes : aufquelles nous defendons iniurier ou outrager celles dudit Fermier : mais leur enioignons viure paisiblement ensemble, sans entreprendre de visiter les draps, fils, passemens, & autres marchandises d'or, d'argent & de soye : le tout à peine de punition corporelle.

18 Et pour autant que la plus-part des abus & contrauentions qui se font à nosdites ordonnances, prouiennent des voituriers & conducteurs desdites marchandises, tant par eau que par terre, lesquels se desrobent, & les conduisent par voyes obliques, n'estant possible que les marchans y puissent contreuenir, & defrauder noz droits sans lesdits voituriers : nous defendons derechef tres-expressement à tous voituriers, tant par eau que par terre, de conduire & mener aucunes marchandises par autres voyes que celles permises par nosdites ordonnances : ny icelles descharger es faux-bourgs des villes, granges, bourgs, bourgades, bastides, chasteaux, ne autres lieux quelconques des enuironz d'icelles, singulierement de nostredite ville de Lyon, ne semblablement en aucunes maisons de ladite ville : sans premierement les auoir amenees & deschargees tout droit à la douanne, à peine de confiscation desdites marchandises, & autres biens desdits marchans, & des cheuaux, charrettes, mulets & bateaux sur lesquels elles seront conduites, & autres de la troupe qui appartiendront à celuy qui fera ou fera faire la conduite desdites marchandises : encores qu'icelles appartinssent à Suisses, Allemans, & autres pretendans estre exempts de noz droits. Et si voulons, ordonnons & nous plaist, qu'outre la confiscation desdits cheuaux, charrettes, mulets & bateaux des voituriers & conducteurs contreuenans à nosdites ordonnances, & au contenu de ces presentes, ils soient d'oresnauant & incontinent emprisonnez & condamnez en la somme de cinq cens liures tournois d'amende pour chacune fois qu'ils delinqueront : pour laquelle ils tiendront prison iusques à plein payement. Et où aucuns d'iceux n'auroient biens pour payer ladite somme, nous voulons & ordonnons qu'ils soient punis corporellement : à sçauoir, du fouet pour la premiere fois, & pour la seconde, enuoyez en noz galleres, pour nous y faire seruice par force, tel temps qu'il sera par nosdits Iuges aduisé. Voulons que lesdits voituriers soient contrains, sur peine de punition corporelle, à dire & declarer à qui appartiendront les marchandises qu'ils conduiront. Et à ceste fin leur defendre prendre à mener ou conduire aucunes marchandises sans sçauoir à qui elles appartiennent, sur les mesmes peines.

19 Et pource que lesdits voituriers pour illuder nostre intention pourroient delaisser de faire la conduite de telles voitures, & y enuoyer leurs seruiteurs, & autres personnes apotez, n'ayans aucuns biens, se deschargeant en ce faisant desdites peines : nous voulons & ordonnons qu'audit cas les voituriers aufquels appartiendront les cheuaux, charrettes, mulets & bateaux, qui auront fait lesdites voitures, respondront pour ceux qui les conduiront, & seront condânez en leur propre & priué nom esdites peines, tout ainsi que si eux mesmes auoient esté à ladite conduite.

20 ENIOIGNONS tres-expressement à tous voituriers par eau, d'aborder en tous lieux où ils seront requis d'aborder par le Fermier de nostredit douanne, ou nosdits Officiers en icelle, sans qu'ils puissent ou leur soit loisible mener & conduire aucun bateau vne heure apres la nuit close : à peine de confiscation des bateaux, & tout ce qui se trouuera appartenir audits voituriers : bateliers & mariniens : & outre d'estre punis comme dit est cy dessus. En quoy nous entendons estre comprins tous

a) Et où sic olim
roma eorum cor-
pus torquebatur,
qui inopia penam
pecuniarum elu-
debat. j. ff. de pen-
is. l. si quis id de
iurfdi. om. ind. l.
fi. de inis voca.
quod tamē in Gal-
lia non obseruatur,
licet lege principis
sit cautum, quasi sit
inhumanum ex a-
quitati naturaliter
pugnans. Masfi.

bateaux portans sel, blez, vins, bois, huilles, & autres victuailles : encores que pour icelles ne nous fust deu aucune chose : lesquels bateaux nous entendons & voulons estre reuistez par nostredit Fermier desdites douannes, ou ses Commis : ensemble qu'ils puissent ouurir & reuistier toutes balles, coffres, malles, paquets & fardeaux estans dans lesdits bateaux, pour garder qu'aucune fraude n'y soit commise : à la charge de les restablir, au cas qu'il ne s'y trouue marchandises defenduës, & de payer les despens des voituriens, & de leurs mulers, cheuaux ou bateaux pour le temps qu'ils aurônt seiourné pour souffrir ladite visitation & recherche. Et pour la facilité de la perception de noz droitz, voulons & ordonnons que tous bateaux qui abordent en nostredite ville de Lyon prennent port, à sçauoir, ceux venans par la riuere de Saone en auallant, au port de saint Vincent, & en remontant, au port du Temple : & ceux venans par la riuere du Rhone, au port des Cordeliers, sans passer plus outre, esquelz lieux sont noz armes affichees.

21 A V S S I voulons & entendons que nostredit Fermier ou ses Commis puissent faire visiter & rechercher par vn Notaire ou Sergent, tous nauires, bateaux, chariots, charrettes, & autres instrumens de voiture : ouurir toutes quaiïes, coffres, balles, paquets, malles, fûcheaux, & autres fardeaux en tous lieux, & toutesfois que bon leur semblera, pour voir s'il y aura aucunes marchandises defenduës à la charge où il ne s'y en trouueroit, de les faire réballer & recharger à ses despès, & de payer les despens, comme dit est cy deuant. Mandans à tous Huissiers & Sergens vacquer promptement, toutes choses cessans, ausdites visites, & aux parties ou voituriens de souffrir ladite visites : leur defendât, & à tous autres, iniiurier ou outrager de fait & de parole les Commis de nostredit Fermier : le tout à peine de mil escus d'amende, & de punition corporelle.

22 D E F E N D O N S aussi à tous hosteliers, tauerriers & grangers d'alentour de nostredite ville de Lyon, receuoir aucunes desdites marchandises que l'on voudroit descharger en leurs maisons, sans auoir esté premierement menees à la douanne dudit Lyon : sur peine de confiscation des granges, maisons, hostelleries & cabarets, où ils auroient esté receus, au cas qu'ils en soient les propriétaires : & outre d'estre condamnez & enuoyez en noz galleres, tout ainsi que lesdits voituriens & conducteurs. Et où ils ne seroient que locataires, nous voulons que tous les meubles qui se trouueront en icelles, nous soient acquis & confiscuez.

23 E T à fin que les patures paysans, hosteliers, cabaretiers & voituriens, tant par eau que par terre, soient informez du contenu cy dessus, pour ne tomber és peines deuant dites par ignorance ou seduction : nous mandons & enjoignons à tous noz Baillifs, Seneschaux, Preuosts, & à tous autres Iusticiers & Officiers, tant de nous que de noz suiets & vassaux, faire crier à cry public & és parroisses les iours de Dimanche ceste presente nostre ordonnance.

S I donnons en mandement à noz tref-chers & tref-amez cousins les Prince de Nauarre, Gouverneur & nostre Lieutenant general en Guyenne : Prince de Condé, Gouverneur & nostre Lieutenant general en Picardie : Duc de Montpensier, Gouverneur de Dauphiné : Prince Dauphin, Gouverneur d'Orleans, d'Anjou, Touraine & le Maine : Duc de Guise, Gouverneur de Champagne, Duc d'Aumale, Gouverneur de Bourgogne : Duc de Nemours, Gouverneur de Lyonnais : Marechal de Montmorency, Gouverneur de Paris & Ile de France : Marechal Dampville, Gouverneur de Languedoc : Duc de Bouillon, Gouverneur de Normandie, & Sieur de Martigny, Gouverneur de Bretagne, noz Lieutenans generaux esdites prouinces en leurs absences : & à tous autres Gouverneurs & noz Lieutenans generaux, Baillifs, Seneschaux, Preuosts, leurs Lieutenans, Tresoriers de France, Generaux de noz finances, & autres noz Iusticiers & Officiers qu'il appartiendra, que ces presentes, ensemble ledit Edict fait par nostredit feu Seigneur & pere le Roy Henry à Amyens le dixiesme de Septebre, mil cinq cens quarante-neuf, ils fassent chacun endroit soy respectiuellement enregistrer, lire & publier à son de trompe & cry public par routes les villes & lieux de leurs gouuerne-mens, sieges & ressorts qu'il appartiendra, à fin qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance : & icelles fassent entretenir, garder & obseruer inuolablement de point en point selon leur forme & teneur, sans moderer ou immuer aucunement les peines & rigueurs portees par icelles pour la punition des contreuenans. Le tout nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles, pour lesquelles ne voulons estre différé. En tesmoin de ce nous auons fait mettre nostre scel à cesdites presentes. Donné à Paris, le vingt-cinquiesme iour de Iuillet, l'an de grace, mil cinq cens soixante-six, & de nostre regne le sixiesme. Signé, C H A R L E S. Et au dessous, Par le Roy en son cōseil, R O B E R T E T. Et scellé du grand scel de cire verte, à laqs de foye rouge & verte.

L E S lettres parentes, edict & ordonnance du Roy nostre Sire cy deuant transcrits, ont esté leues & publiees en iugement au parc ciuil du Chasteler de Paris, seant en siege noble homme & sage Maistre Martin du Bragelongne, Conseiller du Roy, & Lieutenant particulier de la Preuosté de Paris, en la presence & du consentement du Procureur du Roy nostredit Seigneur audit Chasteler, & ce requérant par luy, & ordonné estre enregistrees és registres ordinaires dudit Chasteler, & icelles, ensemble l'edict mentionné esdites lettres, fait par feu le Roy Henry à Amyens le dixiesme iour de Septembre, mil cinq cens quarante-neuf, estre proclamez à son de trompe & cry public és lieux acoustumez à faire cris & proclamations en ceste ville de Paris, & aux ressorts de la Preuosté & Vicomté d'icelle, suyuant lesdites lettres. Fait au Chasteler de Paris, le Mardy treziesme d'Aoust, mil cinq cens soixante-six. Signé, BARBE D O R.

XI.
Idem 1570.

HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres ver-
ront, Salut. Nos chers & bien amez les marchans frequentans la riuere de Loyre, & au-
tres fleuves descendans en icelle, nous ont fait dire & remonstrer, comme feu nostre tres-
cher frere le Roy François, dernier decedé, que Dieu absolve, ayant esté aduertty, tant par
ses Procureurs geneaux que par lesdits exposans, de la multitude des peages qui se leuoient sur les-
dites riuieres : & des torts, grieux & dommages qui leur estoient faits en leurs personnes, & de leurs
gens, seruiteurs, facteurs & entremetteurs : & aussi de ce que lesdites riuieres estoient en plusieurs
endroits encombrées & empeschées d'escluses, pescheries, nasseries, moulins, arbres, paux, roulis, &
autres choses, en sorte que les bateaux & challans, ny pouuoient seurement passer, & en estoient ad-
uenus plusieurs naufrages, grandes pertes & dommages, ils auroient par ses lettres d'ediect, donnees à
Bloys au mois de Decembre, mil cinq cens cinquante-neuf, attaché souz le contrefeul de nostre Châ-
cellerie, en ensuyuant plusieurs lettres, & arrestes de nostre court de Parlement de Paris, cassé & aboly
tous nouueaux peages, mis sur lesdites riuieres & fleuves, depuis cent ans. Et ordonné à tous ceux qui
pretendoient peages de parauant ledit temps, apporter ou enuoyer par deuers la cour de Parlement
à Paris, tous & chacuns les tiltres & enseignemens qu'ils en auoient, pour iceux veus en ordonner ce
que de raison. Faisant inhibitions & defenses, de ne trauailler, ny molester lesdits marchans, sous cou-
leur desdits peages, en aucune maniere : & au surplus ordonne, que ceux auxquels appartenoyent les-
dites escluses, pescheries, moulins, & autres choses empeschans la seure & commode nauigation es-
dites riuieres & fleuves, le feroient oster incontinent, & sans delay, autrement & en default de ce fai-
re, feroient ostez aus despens de la chose, attribuant aussi à ladite cour de Parlement, priuatiement
la iurisdiction & cognoissance de tous les procez, qui s'en pourroient mouoir sur ce, circonstances
& deppendances, suyuant lesquelles lettres, plusieurs peages qui se souloient leuer, auroient quelque
temps cessé, plusieurs empeschemens de nauigation esté ostez, mais à present aucuns sieurs, & autres
noz suiues estans pres & iournât ladite riuere de Loyre, & autres fleuves y descendans, ont sans auoir
aucun octroy & permission, & sans aucune occasion nouuelle suruenue, les vns par force & voye de
fait, & autrement, accru & augmenté les peages, branlages, subsidez, & impositions estant sur le log
& trauers desdites riuieres, & ports estans sur icelles, & aucuns tiennent sur lesdits riages, plusieurs
nasseries, pescheries, ombres & fonds, hayes, arbres, paux, & autres choses empeschans tant les cours
desdites riuieres, que les chemins & faulxieres d'icelles : de sorte que les bateliers ne peuvent passer
ne auoir leursdits chemins & haulteeres, en la largeur de dix huit pieds, qu'ils ont necessaires pour
haller & pousser à col, contremont lesdits bateaux & marchandises, & outre cela, plusieurs mufniers
ont & tiennent des moulins sur bateaux, au fil de l'eau, y fichans, & mettans ancras, pour les arrester
encores que par arrest de nostredite cour il soit expressement defendu : de maniere que plusieurs grâs
dommages, pertes d'hommes & marchandises en sont aduenus, & aduenient par chacun iour, nous
supplians à ceste cause lesdits exposans, à ce qu'ils puissent mieux seruir à la chose publique de nostre
Royaume, & de continuer leur trafic de marchandise, nostre bon plaisir soit d'y pourueoir ainsi que
verrons estre raisonnable. Sçauoir faisons, que nous considerans que le principal commerce de nos-
tre Royaume se fait sur ladite riuere de Loyre, & autres fleuves qui y descendent, qui accomodez
grandement de viures & autres choses, les lieux & villes où ils passent : de sorte que par ce moyen les
prouinces de nostre Royaume se communiquent leurs commoditez les vns aux autres, desirans sin-
gulierement entretenir l'entrecours & commerce de marchandise en nostre Royaume, qui est vn
des principaux moyens pour en oster l'oisiueté, & descharger noz suiues.

Pour ces causes, & autres bonnes & iustes considerations à ce nous mouans, & par l'aduis &
deliberation des Princes & Seigneurs de nostre sang, & autres Seigneurs & gés de nostre conseil pri-
ué, auons de nostre certaine science, plaine puissance & auctorité Royal, en ensuyuant lesdites lettres
d'Ediect, de feu nostre dit trefcher & frere de rechef en tant que besoin seroit, cassé & aboly, cassions, &
abolissons tous lesdits nouueaux peages, de quelque nom & qualité qu'ils soient, mis sus depuis cent
ans auparavant icelles lettres, & depuis faisant expresse inhibitiō & defenses à tous ceux qu'il appar-
tiendra, sur peine d'estre punis cōme exacteurs de peuple & vsurpateurs de nostre auctorité, de ne les
plus leuer ou exiger en aucune maniere, & quant à ceux qui en pretendent de parauant ledit temps.

Voulons & ordonnons, que dedans trois mois apres la publication de ces presentes
faite sur les lieux desdits pretendus peages, ils en apportent ou enuoyent par deuers nostredite
cour de Parlement, les tiltres & enseignemens, si aucuns en ont pour iceux veus par nostredite cour,
& communiquez à nostredit Procureur general, en ordonner ce que de raison, autrement, & en de-
fault de ce faire, dès à present comme pour lors, & sans autre declaration, leur en auons interdit & de-
fendu, interdisons & defendons, tout vfrage & exploit, iusques à ce que lesdits tiltres veus, autrement
en soit ordonné. Et quant à ceux desdits pretendus peages, qui seront cogneus & approuuez par nos-
tre dite cour, voulons & ordonnons tableaux estre faits & esleuez par les Seigneurs desdits peages,
és lieux & endroits les plus eiminés & commodés desdits peages, à fin que chacun sçache qu'il deura,
faisant aussi inhibitions & defenses à tous Fermiers, Recueurs, & exacteurs desdits peages & tous
autres de n'oster, effacer, changer, ne mener lesdits tableaux, exiger ne prendre que ce qui y sera con-

tenu : & de ne molester, ne traualier lesdits marchans, leurs gens & seruiteurs, en corps ne en biens en aucune maniere : sur peine de quadruple enuers les marchans : amende arbitraire, & punition corporelle pour nostre regard, voulons aussi & ordonnons, que les esclues, pefcheries, nasseries, moulins, arbres, paux, pieux, & autres choses estans esdites riuieres & fleues, empeschans la nauigation d'icelles, & semblablement tous arbres, & autres choses empeschans les bords & chantiers desdites riuieres, iusques à la largeur de dixhuit pieds, que estre les haulleeres d'icelles, pour haller & pouer à col, contremont lesdits bateaux par lesdites riuieres. Apres la signification faite de cedités presentes à ceux ausquels le tout appartient, ayent incontinent & sans delay à les oster, ou faire oster, & les reduire & remettre en tel estat, que seurement & commodément lesdits marchans, leurs denrees & marchandises y puissent passer & repasser, toutes & quantes fois que bon leur semblera, autrement, & à faute de ce faire, auons permis & permettons ausdits marchans de les faire oster aux despens de la chose, & de ceux ausquels lesdites pefcheries & empeschemens susdits appartiendront : sauf à eux de repeter lesdits frais. Voulons aussi que suyuant l'arrest de nostredite cour donné pour lesdits moulins culà cul l'un de l'autre, en sorte qu'ils ne nuissent à ladite nauigation : & en defaut de ce faire, qu'il y soit pourueu, ainsi qu'il est porté par ledit arrest, que nous voulons estre en suiuyn, entretenu, & obserué : & semblablement toutes les lettres, edicts, & prouisions ausdits exposans cōcedez & octroyez par nosdits predecesseurs, pour le fait de ladite nauigation. Et si pour raison du contenu cy dessus, & des circonstances & deppendances, se menuent aucuns procez ou differens, nous aussi en ensuyuant les lettres de nostredit seigneur & frere, de nostre certaine science, plaine puissance & auctorité Royal, en auons attribué, commis & delegué, attribuons, commettons, & deleguons, la iurisdiction & congnissance à noz amez & feaux les gens tenans nostredite cour de Parlement : & icelle interdite & defendue, interdisons & defendons à toutes noz autres cours, Iuges & Officiers quelcōques par cedités presentes.

Si donnons en mandement à nosdits Conseillers tenans nostredite cour de Parlement, & aux Baillifs d'Orleans, de Touraine, de Bloys d'Amboise, Seneschaux d'Anjou, & du Maine, Baillifs de Berry, saint Pierre le Montier, & de Montferrant, Prouosts desdits lieux, & à tous leurs Lieutenans, & à tous noz Iusticiers & Officiers qu'il appartiendra, que cedités presentes ils facent lire, publier, & enregistrent, garder & obseruer, selon leur forme & teneur. Et à ce faire souffrir & obeyr, contaignent & facent contraindre tous ceux qu'il appartiendra : & pour ce feront à contraindre par toutes voyes & manieres deuës & raisonnables, non obstant oppositions & appellations quelconques, pour lesquelles ne voulons estre différé en aucune maniere. Car tel est nostre plaisir, & pource que de ses presentes l'on pourra auoir affaire en plusieurs & diuers lieux, nous voulons qu'au vidimus d'icelles, fait sous le seal Royal, soy soit adioustee comme à ce present original : auquel en tefmoin de ce nous auons fait mettre & apposer nostre seal. Donnè à Paris, le neuuesme iour d'Octobre, l'an de grace, mil cinq cens soixante, & de nostre regne le dixiesme. Ainsi signé, CHARLES. Et sur le reply, Par le Roy en son conseil, DV BOIS. Et sceelles du grand seal dudit Seigneur.

Letres publiques & enregistrees, oy, & ce consentant le Procureur general du roy, pour en iouyr par les impetrans en consequence des presentes lettres : & sans derogier aux possessions du temps immemorial, octroyees & contenues en l'Edit du Roy Loys douziemesme, publié & verifié en la cour. Faict à Paris en Parlement, le .14. iour de Decembre, l'an mil cinq cens soixante-dix. Ainsi signé, DV TILLET.

Edict du Roy pour la nouvelle imposition mise sur les bleds, vins, toilles, & pastels, qui se transportent de ce royaume es pays estranges : avec defense d'en faire sortir aucuns lins, chanures & laines, sur peine de confiscation.



HENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Pologne, A tous presens & à venir, XII. Salut. Noz predecesseurs Roys ayans de long temps reconnu, que la fertilité des ^{Henry} bleds, vins & autres denrees dont cestuy nostre Royaume est autant ou plus abondant ^{1577.} que nul autre de la Chrestienté, n'apportoit à noz pauvres suiets telle commodité & abondance qu'elle deuoit, à cause des grās transports qui s'en faisoient es pays estranges, sans ordre ne discretion, auroient pour y remedier faict plusieurs Edicts & Ordonnances sur le faict des traictes. Lesquels n'ayans peu estre establies ny obsemees à l'occasion des troubles, qui depuis seize ans ont eu cours en nostredit Royaume, il s'en est ensuiuy non seulement vne charte exceflue de toutes choses, mais aussi vne tresgrande perte & diminution en noz finaces : à cause que lesdites traictes se font quasi toutes faictes sans le congé & permission de nosdits predecesseurs & de nous, ou à tout le moins sans nous payer aucune chose des droitz qui nous sont deuz & appartiennent pour raison d'icelles. Lesquels droitz estans bien reiglez & mesnagez, il s'en pourroit tirer par chacun an vne bonne somme de deniers, qui nous aideroit à fortir d'une partie des grandes debtes, dont nous nous trouuons à present chargez, mesme enuers les Seigneurs des Liges de Suisses, noz treschers & grans amis, allies & confederes. Pour à quoy paruenir, apres auoir mis ceste affaire en deliberation en nostre Conseil priué, durant le temps de l'Assemblée generale de noz Estats en ceste ville de Bloys.

SçA VOIR faisons, que de l'aduis de la Royne nostre tres-honoree Dame & mere, de nostre
trescher

De l'entree & descente des marchandises foraines, &c. 1234

tres-cher & tres-amé frere le Duc d'Anjou, & autres Princes & Seigneurs de nostre Conseil, Auons statué & ordonné & arresté, & par cestuy nostre present Edict perpetuel & irreuocable, statuons, ordonnons & arrestons l'ordre & reiglement qui s'en suit: lequel nous voulons estre publié par tout où il appartiendra, & inuolablement obserué en cestuy nostre Royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeissance & protection, pour le fait des traictes & transports des bleds, vins, toilles, & pastels.

En premier lieu, declarons par ces presentes, que la faculté, auctorité & puissance d'octroyer permissions & congez de traictes & transports quelconques, hors nostre Royaume, est droit Royal, & domanial, quin'appartient à autre qu'à nous, & lequel nous entendons communiquer à personne, ne qu'aucun en puisse vser, ou se l'attribuer directement ou indirectement, sur peine de crime de leze maiesté.

Et partant auons inhibé & defendu, inhibons & defendons tresexpressément sur les peines susdites, à toutes personnes generalement quelconques, de quelque estat, condition & qualité qu'ils soient, de s'ingerer ny entreprendre d'oresnauât en façon quelconque, de bailler ny accorder aucunes permissions ou congez de faire ledites traictes: & pareillement à ceux qui les auront obtenus, de s'en aider aucunement, pour faire charger & tirer hors nostre Royaume aucuns bleds, vins, toilles & pastels sans nostre expres congé & permission, ou des Commissaires qui seront pour cest effect par nous commis & deputez en chacune prouince, comme il sera dit cy apres: & sans preallablement auoir payé & acquité les sommes cy apres declarees pour chacune espeece desdites denrees & marchandises, sur peine de confiscation d'icelles: Ensemble des vaisseaux, cheueux, charettes, charriots, & autres harnois où elles se trouueront chargees, & d'amende arbitraire.

C'est à sçauoir, Pour chacun tonneau de blé froment, deux escus sol.

Pour chacun tonneau de mestail ou seigle, vn escu & demy soleil.

Pour chacun tonneau d'orge, auoine & legumes, vn escu sol.

Pour chacun tonneau de vin, vn escu & demy soleil.

Pour chacun ballot de toille fine de la grandeur accoustumee, trois escus soleil.

Pour chacun ballot de caneuas ou ollonnes, vn escu & demy soleil.

Et pour chacune balle de pastel de la grandeur & forme commune, demy escu sol.

Lesquelles sommes nous voulons & entendons estre leuees sur chacune desdites denrees & marchandises, par forme d'imposition, outre & par dessus noz autres droitz que l'on a accoustumé leuer sur icelles, soit pour la traicte & imposition foraine, refuse, haut passage, domaine forain, ou autrement.

Pour faire la recepte generale desquels deniers par tout nostredit Royaume nous commettrons quelque bon & digne personnage qui nous en fera comptable, & lequel les fournira à mesure qu'il les aura receus es mains des Tresoriers desdites Liges de Suisses par leurs simples quittances, sans qu'il soit besoin en auoir autre acquit de nous ou des Tresoriers de nostre Espargne, pour iceux deniers estre employez à l'acquit de ce que nous pourrons deuoir ausdites Liges, sans qu'ils puissent estre employez ny diuertis à autre vslage pour quelque cause que ce soit, à peine audit Receueur general qui les auroit payez ailleurs, de nous en payer le double.

Et pour ostter toute occasion d'employer lesdits deniers, à autre effect, & aussi que personne ne puisse estre exempt de nous payer lesdits droitz, Nous auons tres-expressément defendu & defendons à toutes personnes, de nous demander en don aucune traicte desdites denrees & marchandises, ny les deniers qui en prouviendront: Et aux gens de noz Comptes, Tresoriers de France & generaux de noz finances, de les passer ny verifier, à peine de repeter lesdits deniers sur eux en leur propre & priué nom, & du semblable contre les donataires: parce, comme dit est, que nous auons destiné lesdits deniers au payement desdits Seigneurs des liges, à ce qu'ils puissent cognoistre par effect le singulier desir que nous auons de les satisfaire & contenter.

Et à fin que ceux qui voudront tirer, & enleuer lesdits bleds, vins, toilles, & pastels, hors nostredit Royaume, sçachent à qui s'adresser en chacune prouince, pour auoir les congez & permissions necessaires pour faire ledites traictes: & en quelles mains ils devront payer les droitz pour ce deus, Nous auons des à present establi & establissions par ces presentes en chacun desdits lieux cyaptes declarez, vn Bureau general de certains Commissaires qui auront la faculté & puissance d'octroyer & accorder lesdites traictes, chacun par les prouinces où ils seront establis: Sçauoir est.

Pour la Picardie, vn en la ville d'Amyens, & vn autre en la ville de Boulogne.

Pour la Normandie, vn en la ville de Rouën, & vn autre à Caen.

Pour Bretagne vn en la ville de Nantes, vn en la ville de Saint Malo, & vn autre à Saint Brieu.

Pour le Poictou, Xainctonge, ville & gouuernement de la Rochelle, vn en la ville de Xainctes.

Pour la Guienne, vn en la ville de Bordeaux.

Pour le Languedoc, vn en la ville de Narbonne, & vn autre en la ville de au bas

pays de Languedoc.

Pour la Prouence, vn à Marseille, & vn autre à Arles.

Pour le Lyonnais, Forez, & Beaujolais, vn à Lyon.

Pour la Bourgongne, vn à Dijon.

Pour la Champagne, & pays Metzfin, deux, l'un à Troyes, & l'autre à Chaalons,

CHA C V N desdits Bureaux sera composé de trois personnes. Sçauoir est, pour le regard de ceux qui seront es villes, où les generalitez de nōz finances sont establies, des personnes de l'un de nōz Tresoriers de France, ou Generaux des finances de ladite charge de nostre Procureur, ou autre Officier de la Iustice, & d'un notable bourgeois: & es autres villes où il n'y a generalitez, des personnes de nōz Baillifs, Seneschaux, ou leurs Lieutenans, de nostre Procureur audit lieu, & d'un notable Bourgeois: ausquels nous enuoyons pour cest effect au commencement de chacune annee nōz commissions particulieres: comme aussi celui qui sera par nous commis à la recepte generale desdites traictes, aura pareillement en chacun desdits Bureaux vn Commis qui y residera ordinairement, pour recevoir les deniers qui prouviendront de ladite imposition.

LES marchands & autres qui voudront tirer & sortir lesdits bleds, vins, toilles & pastels hors nostre Royaume, seront tenus, auant que les pouuoir charger, de s'adresser ausdits Commissaires, pour prendre d'eux les congez & permissions necessaires, qui leur seront deliurees en payant prealablement es mains du Receueur general desdites traictes, ou de ses Commis les sommes qu'ils seront tenus, suyuant le reiglement cy dessus declare, selon la qualite & quantite desdites denrees & marchandises, qui seront specifiees par le menu es quittances que ledit Receueur general ou sesdits Cōmis deliureront ausdits marchands: & en icelles declareront le nom du voiturier, & du vaisseau, & le lieu par où ils les voudront sortir. Lesquelles quittances seront contrerolles au dos par lesdits Commissaires, ou par les deux d'entre eux en l'absence du tiers: & d'icelles tenu bon & fidel registre, dont ils seront tenus enuoyer l'estat au vray de trois mois aux intendans de nōz finances, & en fin d'annee enuoyer leurdit registre en nostre chambre des Comptes à Paris: apres en auoir baillé vn estat signé d'eux audit Receueur general, pour luy seruir à la verification de sa recepte, sans que lesdits Commissaires ou Commis du Receueur puissent prendre aucune chose desdits marchands pour leur salaire desdits congez, quittances, & contrerolle: ains se contenteront des salaires qui leur seront par nous ordonnez.

EN vertu desdites quittances ainsi que dit est contrerolles par lesdits Cōmissaires des Bureaux, & non autrement, lesdits marchands pourront charger les denrees & marchandises qui y seront specifiees, & les faire sortir par les ports, hautes & passages cy apres declarez, & non autres. Mais auant que pouuoir sortir d'iceux, seront tenus de presenter lesdits congez & quittances avec les chartes parties, à M. François de Troyes Contrerolleur general cy deuant par nous estably sur le faict desdites traictes. Et en son absence à ceux qui seront par nous particulierement cōmis audit Contrerolle esdits ports, passages & forties. Lesquels verifient le contenu esdites quittances & congez: & seront tenus de certifier ladite verification sur le dos d'icelles, à ce qu'il n'esi commette aucune fraude à ladite sortie, & sans pour ce prendre aucune chose desdits marchands: desquelles sorties lesdits Commis particuliers seront chacun en son endroit bon & fidel registre, dont ils seront tenus d'enuoyer de trois mois en trois mois vn extraict signé d'eux audit de Troyes Contrerolleur general sūffit, pour sur iceux extraicts en estre par luy dressé vn estat, qu'il enuoyera par chacun quartier ausdits Intendans de nōz finances, & en fin d'annee son contrerolle en nostre chambre des Comptes, pour sur iceluy contrerolle, & sur les registres que lesdits Commissaires des Bureaux y auront pareillement enuoyé, estre faite verification de la recepte du compte que ledit Receueur general rendra du faict desdites traictes. Comme aussi pour assister à la verification qui se fera esdites forties; ledit Receueur general y pourra mettre vn Commis, si bon luy semble.

ET où à ladite sortie les chargemens desdites denrees & marchandises ne se trouueroient conformes ausdites quittances & congez, on qu'ils voulussent sortir par autres endroits que ceux qui seront cy apres declarez, pourront lesdites marchandises estre arrestees, ensemble les vaisseaux, charrettes, cheuaux & chariots, où ils seront chargez, pour estre confisque: & ceux à qui elles appartiendront, condamnez en autres peines & amendes arbitraires par nōz plus prochains Iuges: desquelles confiscations & amendes le tiers reuiendra à nous, pour estre employé à la reparation des ports, hautes & passages où elles seront acquises: le tiers au denonciateur, & l'autre tiers audit Receueur general des traictes, pour les frais de la poursuite.

LES DITS ports, hautes, & passages, par lesquels lesdits bleds, vins, toilles & pastels pourront sortir & estre enleuez hors nostre dit Royaume, seront en Picardie, Calais, Boulongne, & Saint Valery. En Normandie, Diepe, Le haute de grace, Honneleur, Caen, & Cherbourg. En Bretagne, Saint Malo, Saint Brieu, Brest, Quimpercorentin, Vannes, & Nantes. En Poictou, Lussion, & les sables d'Ollonne. Au gouuernement de la Rochelle, & Xaintonge, ladite Rochelle, & Soubize. En Guyenne, Bordeaux, Blaye & Bayonne. En Languedoc, Narbonne, Agde, Beaucaire, & Mauquid. En Prouence, Arles, Marseille, & Freiuft. En Lyonnois, Beauuolais, & Forests, la ville de Lyon tant seulement. En Bourgongne, Auxonne, & Langres. En Champagne, Chaumont en Bassigny, Chaalons, & Troyes. Au pays de Metzfin, Metz, Toul, & Verdun. En Dauphiné, le Pont beauuoisin.

DEMEVRERONT par ce moyen tous autres ports, hautes & passages interdits & defendus, comme faux passages, par lesquels, si aucuns se trouuent chargeans ou auoir chargé, nous voulons & ordon-

De l'entree & descence des marchandises foraines, &c. 1236

& ordonnons, que lesdites denrees & marchandises, cheuaux, charrettes, chariots, sur lesquels elles seroient chargees, soyent acquis & confisquées, & ceux qui y seront surpris, condamnez en amendes arbitraires, le tout applicable comme dessus.

Et où le nombre de Bureaux, ports, haures, & passages cy deuant declarez, ne seroit suffisant, ou qu'il fust plus commode de les disposer & establir en autres lieux, nous nous reseruons d'y pouruoir, ainsi que nous aduiserons pour le mieux.

N'ENTENDONS neantmoins aucunement empescher les transports desdites denrees & marchandises qui se font de prouince en autre dans nostre Royaume; ains voulons qu'ils se puissent faire par les ports, haures, & passages susdits, en baillant caution de la descence & dechargement qu'ils auront fait desdites prouinces en autres, dont ils seront tenus rapporter certification dans deux mois apres, selon la forme accoustumee, & qu'il est porté par les precedens Edicts & reiglemens sur ce faits.

Et parce que les laines, chanures, & lins qui sont en ce Royaume, sont tresnecessaires pour la manufacture & vfrage de noz suiets, Nous ne voulons ny n'entendons qu'il en sorte aucuns, en quelque façon que ce soit, sur peine de confiscation d'icelles, applicable comme dessus.

Et si pour raison des choses susdites & contenuës au present Edict & reiglement il interuenoit oppositions, appellations, ou empeschemens, pour lesquelles ne voulons l'execution estre aucunement differee: Nous en auons des à present comme pour lors, retenu & reserue, retenons & reseruons à nous & nostredit conseil priué la iurisdiction & cognoissance, & icelle interdite & defendue, interdisons & defendons à toutes noz cours de Parlemens, & autres Iuges quelsconques.

SI DONNONS en mandement à noz amez & feaux les gens tenans noz cours de Parlement, chambre des Comptes, & cours des Aydes, Lieutenans generaux, Gouverneurs de noz prouinces, ou Lieutenans esdits gouuernemens, Admiraulx, Vis-admiraulx, Tresoriers de France, & Generaux de noz finances, Baillifs, Seneschaux, Preuosts, Capitaines, Lieutenans de noz villes, citrez, chasteaux, fortresses, Maistres des ports, ponts, peages passages, Iurisdicions & destroicts, & à tous noz autres Iusticiers, Officiers ou leurs Lieutenans, & à chacun d'eux si comme à luy appartenindra, que noz presens Edicts, Ordonnance & Reglement, ils fassent lire, publier & enregistrer en leurs cours, sieges, & iurisdicions, & par tout ailleurs où il appartenindra: mesmement aux ports, haures & passages, par lesquels on fait & peut faire lesdites traictes, faisant mettre & afficher aux portaux & places publiques desdits lieux les permissions & defenses cy dessus respectiuelement contenuës, & icelles facent entretenir, garder, & obseruer de poinct en poinct selon leur forme & teneur. Et à ceste fin sur les simples requestes & instances qui en seront faites à nosdits Gouverneurs & Officiers susdits: Ensemble noz autres suiets par lesdits Contrerolleur general, Receueur, ou Commis à la recepte generale de nosdits droits. ou leurs Commis & gardes, qui seront, ainsi que dit est, establis es lieux & endroits cy dessus declarez, d'assister & prester main forte, si besoin est, à l'execution de noz presens vouloir & intention. Et ayder en cest endroit du conseil, ayde & faueur, dont ils seront requis, tellement que nous puissions estre obeys & seruis en ce que dessus, & qui en depend. Procedant au surplus & faisans proceder contre ceux qui les enfreindront & y contreuiendront, par les peines contenuës cy dessus & autres portees par les precedans Edicts & Reglemens de noz predecesseurs, faisans iouyr ceux qu'il appartenindra, & chacun d'eux, de l'effect contenu en cesdites presentes, sans leur faire, mettre, ou donner, ne souffrir estre fait, mis, ou donné aucun empeschement: ains si fait, mis, ou donné y estoit, vous le faciez incontinent & sans delay leuer & oster. Car tel est nostre plaisir. Nonobstant quelconques Ordonnances, tant anciennes que modernes, faites par noz predecesseurs Rois ou nous sur le fait desdites traictes & transports desdites marchandises & denrees hors nostre Royaume, & quelconques autres Ordonnances, restrinctions, mandemens, lettres & defenses à ce contraires. Et parce que de cesdites presentes on pourra auoir affaire en plusieurs & diuers lieux: Nous voulons qu'au vidimus d'icelles fait sous seal Royal, ou copie collationnee par l'un de noz amez & feaux Notaires & Secretaires, soy soit adiouttee comme au present original. Auquel en tesmoin de ce, & à fin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons fait mettre nostre seal, sauf en autres choses nostre droit, & l'autrui en toutes.

Donné à Bloys au mois de Feurier, l'an de grace, mil cinq cens soixante dix-sept. Et de nostre regne le troiesieme. Signé, HENRY. Et plus bas, Par le Roy estant en son Conseil,

BRVLART. Visa. Et sceellées, sur laqs de foye, de cite verde. Et au bas est escrit.

Leues, publiees & enregistrees, oy sur ce le Procureur general du Roy, ainsi qu'il est porté & contenu au registre sur ce fait à Paris en Parlement le dix-huictiesme iour de Mars, l'an mil cinq cens soixante dix-sept.
Signé, DV TILLET.

Leues aussi, publiees & enregistrees, oy & ce requerant le Procureur general du Roy en la chambre des Comptes, conseil est contenu au registre de ce iour, le deuxiesme iour d'Auril, l'an mil cinq cens soixante dix-sept.
Signé, D ANES.

Tome second.

MMMM

*DES DONS TANT D'OFFICE, BENEFICE, CONFIS-
cations, qu'autres choses: En qu'apres cinq ans les officiers ne seront plus inquietez
en leurs offices, ensemble de la prouision d'iceux.*

TITRE XVI.



HARLES parla grace de Dieu Roy de France, à noz amez & feaux Conseillers les gens tenans nostre Parlement, Salut & dilection. Comme pour mettre & donner ordre au fait de noz offices, & obuier aux procez qui chacun iour suruiennent entre noz Officiers possesseurs desdits offices & autres, nous auons par l'aduis & meure deliberation des gens de nostre grand Conseil, octroyé certaines nos lettres parentes, desquelles la teneur s'ensuit.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme nous auons esté aduertis que depuis l'entree faite par noz ennemis & aduersaires en nostre ville de Paris, qui fut l'an mil quatre cens dixhuit, nous ayôs donné plusieurs de noz offices à diuerses personnes, & aucunes fois vn office à deux ou à trois personnes, les aucuns desquels ont par vertu de nosdits dōs, & de leurs lettres sur ce obtenues, esté mis & instruez en possession & saisine d'iceux offices, & les ont tenus, & possédez les aucuns par vn, dix, douze, quinze, vingt ans, les autres plus, les autres moins, paisiblement sans aucune contradiction, & les autres, qui par auenture auoient droit esdits offices, ont contemné ou esté negligens de poursuiuir lesdits dōs, & ne se sont apparus, ne fait diligence d'auoir possession desdits offices, ne denôcer ceux qui les detenoient, au moins de lōg tēps apres la possession paisible desdits possesseurs: mais quād ils ont veu que les detēteurs d'iceux offices, en iouyssoient & iouysissent paisiblement, souz ombre des dōs par nous à eux faits sur ce dōt ils n'en ont tenu conte, ou ont esté negligens, cōme dit est, ont mis & mettēt chacun iour en procez ceux qui ainsi longuement en ont iouy & iouysissent par vertu de nosdites lettres de don, & à ceste cause se font meus & meuent chacun iour plusieurs debats & procez, & est en voye qu'il s'e meue encores vn temps à venir, si ceste voye est & demeure ouuerte, & par ainsi ne seroient lesdits Officiers, qui ainsi ont iouy & iouysissent desdits offices, iamais paisibles, ou au moins seurs de leursdits offices & estats. Pourquoy les possesseurs d'iceux offices, & qui en iceux auront bien loyaument seruy sont & pourroient estre par tels moyens longuement fatiguez, vexez, & trauallez, ce qui ne se doit pas faire de raison, & ne voudrions tolerer, ne souffrir: & pour ce soit besoin & expediēt de mettre & dōner sur ce prouisiō, & faire edict general.

1 SA VOIR faisons, que nous voulās à ce pouruoir, & pour obuier à multiplicatiō de procez, qui à ceste cause se font peu ou peuuent mouuoir, & pouruoir à la seureté des estats & offices de ceux qui longuement nous ont suiuy en iceux, auons par grande & meure deliberation euē sur ce, avec les gēs de nostre grand Conseil, ordonné & declare, ordonnons & declarons par ces presentes, & par edict general, de nostre certaine science, pleine puissance, & auctorité Royal, que tous noz Officiers, qui depuis ledit an mil quatre cens & dixhuit ont iouy paisiblement de leursdits offices par le temps, & terme de cinq ans continuels sans interruption, & sans ce qu'à cause d'iceux on leur aye fait questio, ou demande durant ledit terme, ne les auoir sur ce mis en procez, que d'oresnauant ils iouyront & demeureront en leursdits estats & offices, sans ce qu'en iceux on leur puisse faire mettre, ou donner aucun empeschement par vertu desdits dōs par nous faits à autres, qui ne s'en seront aydez deuant ledit temps de cinq ans, ny autrement en quelque maniere que ce soit.

2 E T outre & d'abondant voulons & ordonnons, & nous plaist, que tous ceux qui par leur faute, negligence, ou autrement, ne se seroient aydez desdits dōs par nous à eux faits desdits offices dans lesdits cinq ans, ou sur ce n'auroient encommencé procez, soyent entierement forclos & deboutez de leursdits dōs, & des droits qu'ils pourroient auoir esdits offices, lesquels nous en auons au cas desusdit priuez, forclos, & deboutez, priués, forcluons, & deboutons, & lesdits dōs par nous à eux ainsi faits, auons reuoquez, cassez & abolis, reuoquons, cassons & abolissons, & mettons du tout à neant par ces presentes.

Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à noz amez & feaux Conseillers les gens tenans, & qui tiendront nostre Parlement, les Maistres des Requestes de nostre Hostel, les Generaux sur le fait de la iustice des Aydes ordonnez pour la guerre, au Prestoit de Paris, & à tous noz Baillifs, Seneschaux, & autres Iusticiers & Officiers, ou leurs Lieutenans presens & à venir, & à chacun d'eux, si comme à luy appartiendra, que nostre presente ordonnance, volenté, edict & declaration ils entretiennent & gardent, & facent entretenir & garder chacun endroit soy de point en point, sans enfreindre en quelque maniere que ce soit. Car tel est nostre plaisir & volenté. En tesmoin de ce nous auons fait mettre nostre seal à ces presentes. Donné à Rasilly pres Chinon, le vingt-septiesme iour de May, l'an de grace, mil quatre cens quarante-six: & de nostre regne le vingt-quatriesme. Ainsi signé, Par le Roy en son grād conseil. DE LA LOCRE. Toutesfoies pource que par l'inaduerance ou autrement a esté obmis faire mention en icelles qu'elles fussent leuēs, publiques, & enregistrees en nostre dite cour de Parlement, nous auons entrēdu, que vous estes aucunemēt arrestez à les y faire publier & enregistrer, si n'auē sur ce commandement expres de l'infraction de nostre dite edict. Pource est-il que nous considerans les causes qui nous meuent à faire iceluy edict, dont nous sommes bien recors, voulans iceluy estre entretenu & sortir plein effect, vous mandons & expressement enioignons, que nosdites lettres dessus transcrits vous interinez, & faites interiner & mettre à pleine

ne execution, & icelles faites publier & enregistrer en nostre dite cour de Parlement, tout ainsi que si par icelles vous estoit expressement par nous mandé & ordonné: car ainsi nous plaist-il estre fait, nonobstant que par icelles ne soit expressement mandé qu'elles soient publiques & enregistrées en nostre dite cour: quelconques lettres subreptices, & impetrees ou à impettrer, à ce contraires. Donnée à Maillo pres Tours, le troisieme iour de Novembre, l'an de grace, mil quatre cens quarante-six: & de nostre regne le vingt-cinquieme. Ainsi signé, Par le Roy à la relation des gens de son grand Conseil, ROLANT. Collation est faite: & au dos desdites lettres il est escrit ce qui s'ensuit.

Lectā, publicata & registrata, Parisiis in parlamento constituto de originali litera in literis retroscriptis inserta. Actum Parisiis in dicto Parlamento Viceimaquarta Nouembris, anno Domini millesimo quadringentesimo quadragesimosexto. CHENETEAU. Lectā, publicata & registrata, Parisiis in auditorio magistrorum requestarum hospitij Regis, secunda die Decembris, anno millesimo quadringentesimo quadragesimosexto. VALLENGILLIER. Ainsi signé, LE GREVE.

Qu'il ne sera donné benefice, office, ne confiscation auant la vacation & declaration.



POURCE * que souuentefois sommes trauaillez par plusieurs, & par grande importunité des requerans, qui nous demandent offices, benefices, eschoites, amendes & confiscations auant qu'ils vaquent, ou qu'ils soyent creez, ou nous soient adiugez, nous en ensuyuant les ordonnances de nos predecesseurs Rois de France, voulons & ordonnons, que plus ne soyons trauaillez de telles requestes: & ne donnerons ne confererons aucun office, benefice, eschoite, ou autre chose quelconque, auant qu'ils vaquent ou soyent creez: amende & confiscation auant qu'ils soient adiugees & declarees à nous appartenir. Et voulons que si par importunité ou inaduerdance nous faisons, ou auions fait le contraire, que le don ou collation qu'en aurions fait ou ferions, soyent nuls & de nulle valeur.

Que les dons ne seront vallables, si non que les charges ordinaires soient entierement payees.



CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, à noz amez & feaux les gens de noz Comptes & Tresoriers, Salut & dilection. Comme nous ayons esté aduertis que souz ombre d'aucuns dons que liberallement auons aucunesfois faits à plusieurs personnes, & pour diuerses causes sur plusieurs receptes particulieres de nostre domaine les siefs & aumosnes, & autres charges ordinaires estans sur lesdites receptes particulieres n'ayent le temps passé esté entierement, ne si amplement payez que besoin eust esté, & que bien eussions voulu. Et il soit ainsi que les choses diuines doiuent estre preferees aux terriennes. Et parce ayons tousiours voulu, comme enco re faisons, que lesdits siefs & aumosnes soyent payez. Pourquoy soit expedient de donner prouision auons dons dessusdits à ce qu'ils ne soyent cause de rompre & empescher le payement desdits siefs & aumosnes, nous, qui de nostre cœur desirons lesdits siefs & aumosnes estre continuez & payez, à ce mesmement que le diuin seruice puisse estre fait & celebré, comme raison est, és Eglises à qui lesdites aumosnes ont par nous & noz predecesseurs esté donnees, & puissions estre participans & compris és prieres & oraïsons d'icelles Eglises, voulons & ordonnons par ces presentes, que si d'oresnauant aucuns dons d'amendes, forfaitures, aubenages, confiscations, quints, arriere quints, rachapts, ou autres choses quelconques appartenans à noz receptes ordinaires estoient par nous faits, soient par lettres signees de nostre main, ou autrement en quelque maniere que ce soit, ils ne soient valables à ceux à qui nous aurions donnees, sinon que premierement gages d'Officiers, siefs & aumosnes, & autres charges ordinaires soient entierement fournies & payees sur les receptes, auxquelles appartiendront les choses par nous ainsi donnees. Et au cas que les Receueurs particuliers desdites receptes seroient aucuns payemens desdits dons, autrement qu'en la maniere deuant dite, nous ne voulons pas que lesdits payemens ainsi faits soient allouez en la despençe de leurs comptes: ains descendons bien expressement à vous gens desdits comptes sur la foy & loyauté que nous deuez, & sur tant que dotez mesprendre enuers nous que lesdites sommes & payemens, ny allouez ausdits Receueurs autrement que dit est. Et pour plus grande seurte des choses dessusdites, voulons ces presentes estre enregistrées en nostre dite chambre des Comptes: & icelles estre notifiées à tous lesdits Receueurs, & autres qu'il appartient, à ce qu'aucun n'en puisse pretendre cause d'ignorance. Et avec ce qu'aux vidimus qui faits en seront souz feaux Royaux, foy y soit adioustee comme à ce present original. Donnée au Bouchal pres S. Pourfain, le xxx. iour de Ianuier, l'an de grace, 1455. Et de nostre regne le cinquantequatrieme. Ainsi signé, Par le Roy en son Conseil, K. CHALINGANT.

Que toutes lettres de don seront adreeses à la chambre des Comptes.

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Côme il soit venu à nostre cognoissance, q les siefs & aumosnes, dôt nostre domaine esté chargé, ont esté cy deuant, & sont encore tres petitement payez & acquitez en noz maisons & places fortes, si tresmal entretenues de reparations, qu'elles tombent iournellement en ruine & decadence: à cause de ce que les deniers des quints, requints, lots, ventes, foriscapts, rachapts, reliefs, treziemes, & autres profits de siefs & seigneurie, prouenés de nostre dit domaine. Semblablement les autres deniers des condamnations des amendes tant ordinaires qu'extraordinaires, qui nous sont adiugees, aubenages, espanses, forfaitures, confiscations de faux monnoyers & autres des restes des cōptes, compositiōs des finā-

MMMM ij

a) Pource. Hec constitutio elicta est ex leg. j. & ij. C. de petition. honor. su. blat. lib. x. et vide Lucam de pena in l. fin. de loca. praedior. civil. lib. xj. de donacione secunda ab Rege facta, an possit tollere primam. Rebuff.

11.
idem, 1455.
1238.

111.
idem 1455.

1111.
Char. 2. 1452.

ces, & autres deniers à nous reuenans, en nostre châtre des Comptes, qui sont de nostredit domaine, ou de la cōdition d'iceluy. Lesquels deniers, ou aucuns d'iceux nous auōs cy deuant par plusieurs fois ordonné ny estre conuertis & employez, nous ont esté & sont de nulle, ou trespetite valeur & reuenu, obstant plusieurs dons, quittances & remissions qui par inaduertance, importunité de requerans, ou autrement, en sont par nous faits chacun iour à plusieurs personnes, tant à ceux qui nous sont redevables, qu'à autres qui nous en demandent don, concession & octroy. Lesquels i'açoit ce qu'ayons fait cy deuant plusieurs statuts, edicts & ordonnances de non plus ainsi en disposer, contenant defences à tous noz Officiers de ny obtemperer ne laisser telles dispositions auoir lieu. Treuvent neantmoins façon par sinistres voyes, d'auoir & obtenir lettres desdits dons, quittances & remissions, & l'enterinement d'icelles lettres. Et semblablement de plusieurs autres manieres d'octrois, tant de dons d'aucuns membres de places & reuenu de nostredit domaine, comme de baux à main ferme, tant à vie que annees des Greffes, Preuostez, maistrises particulieres de noz monnoyes, & autres estats dependans d'iceluy domaine. En venant directement contre la teneur de nosdites ordonnances & defences. Et mesmement contre celles qui dès incontinent apres nostre aduenement à la couronne ont esté par nous formellement faites. Et depuis par diuerfes fois reiterées, pour reuinir ce qui auoit esté separé & aliéné de nostredit domaine. En reuocant tous les dons & octrois sur ce faits. Ce que faisons expressément, à fin de le reintegrer & tous les profits & dependances d'iceluy, pour mieux fournir aux charges desdites, & autres noz affaires necessaires, qui ne se peuvent autrement conduire ne soustenir. Et non seulement s'en va ainsi à perdition ou diminution ledit reuenu de nostre domaine : mais en outre, quant à noz aydes & finances extraordinaires, nous y sommes aussi par tels & presques semblables dons, impetrations & dispositions, interessez & endommagez, & nosdits affaires qui en doiuent estre supportez, en ont esté & sont reculez, cheus, rombez en grand arriere, & souuentefois en rupture, qui ne nous est pas redonné à peu de perte & detrimēt à nostre peuple en plusieurs manieres, par le moyen specialement de plusieurs baux à main ferme, qui ont esté aussi par inaduertance legierement, & pour nul, au moins que trespetit & vil, prix, faits à vies ou annees. Et avec ce de diuers dons & octrois à temps, ou pour vne fois des deniers, tant de nosdites aydes, disposez à fermes, que du reuenu & emolument de noz Gabelles & greniers à sel. Ausquels dons, octrois, baux, & autres telles dispositions & alienations que dessus est déclaré, & enterinement d'iceux, tant du fait de nostredit domaine, que de nosdites aydes & greniers, ceux qui les poursuivent, sont tant qu'ils parviennent, & les ont & obtiennent ainsi sinistrement : les aucuns par subtils & cauteleux moyens : les autres souz ombre de l'auctorité, port & faueur qu'ils ont à l'entour de nous. Tellement que par precipitantes poursuites & sollicitations, & autrement, in diuement, il aduient souuentefois qu'il est force à noz amez & feaux les Tresoriers de France & generaurs de noz finances enteriner & laisser passer iceux dons, quittances & remissions, sans ce qu'ils s'en puissent desfaire ny excuser. Pource qu'icelles manieres de lettres sont seulement à eux adressans. Au moyen dequoy lesdits siefs, aumosnes, reparations, & aussi le payement des gages de noz Maistres des requestes ordinaires, & autres noz faits & affaires qui sont grandement priuilegez ainsi assignez sur ce que dit est : lesquels ne se pourroient bonnement prendre sur la valeur de noz autres finances. Pource qu'à peine peuvent elles fournir, au moins que ce ne soit à trop grande & excessiue charge sur nostre peuple à noz autres grands & virgens affaires, necessaires pour la tuition & deffence de nous & de nostre Royaume, sont demouïrez & demeurent du tout en arriere. Parquoy plusieurs Eglises tant de religion, qu'à autres, & aussi le diuin seruice se diminuent, anihilent, & vont de iour en iour à desertion, en defraudant la bonne & deuote intention de noz predecesseurs fondateurs d'icelles. Et en grand' non seulement irreuerence, mais offence envers Dieu nostre Createur. Et parce soit tres-necessaire mettre & donner sur ce bonne prouision. Nous ces choses considerees, voulons & desirans lesdits siefs & aumosnes, frais de iustice, reparations, gages de nosdits Maistres des Requestes, & autres noz faits & affaires estre fournis, payez & acquitez comme raison est, des deniers dessus declarez, sans ce que par le moyen de tels dons & sinistres impetrations, puissions plus estre ainsi deceus & defraudez. Eu surce eu l'aduiz & deliberation de plusieurs gens de nostre Conseil, & de noz finances, auons déclaré, statué, & ordonné, declaronz, statuons, & ordonnons de nostre puissance & auctorité Royal, que d'oresnauant toutes les lettres de dons & alienations qui cy apres seront par nous faits, soyent de nostre domaine, ou de nosdites aydes, gabelles & greniers à sel, quittances, remissions, octrois, baux, à main ferme soit à perpetuité à vie ou annees. Posé ores que ce ne fust qu'à dix ans, ou au dessouz, seront adressees & adiugees à nosdits gens des Comptes, Tresoriers & Generaux de noz finances, selonc que les matieres toucheront le fait desdits Tresoriers, ou Generaux, pour y faire ce qu'il appartient par raison. Excepté toutes voyes des dons de nosdits droits seigneuriaux & amēdes au dessous de cent liures parisis pour vne fois, dont nosdits Tresoriers & Generaux pourront faire expedition sur les lettres qu'en octroyerons. Lesquelles voulons estre à eux adressees. Et s'il aduenoit ores qu'aucunes desdites lettres d'iceux dons de nosdits droits seigneuriaux & amēdes excédans ladite somme de cent liures parisis. Et aussi quant aux autres choses dessusdites, fussent adressees ou presentes ausdits Tresoriers & Generaux, voulons qu'elles soyent par eux refusees, ou renuoyees à nosdits gens des Comptes, pour y proceder entre eux ainsi qu'ils verront estre à

ltre à faire par raison, ou icelles faire reformat & addreſſer à iceux gens de noz Comptes. Nous voulons & declarons par ceſdites preſentes, que l'expedition deſdites lettres ſoit nulle, & de nul eſſect, & que les deniers venans au moyen deſdites lettres & expedition, ſoyent reprins ſur leſdits impetrans, comme deuëment pris. Et en outre, pource que comme deſſus eſt dit, par precipitation & importunité de requerans, ou autrement, auons baillé de nous meſmes en garde à main ferme & autrement pluſieurs Greſſes, Preuoſtez, Tabellionnages, ſeaux à contractz, Maiſtriſes de noſdites monnoyes, & autres fermes, tant de noſtre domaine, que aydes, à pluſieurs perſonnes, qui par aucunes annees les ont tenuës en payant certaines petires ſommes à noz receptes. Et deſquelles fermes, ſi elles eſtoient baillies au plus offrant & dernier encheriſſeur, ſeroient de trop plus grande valeur, & nous en viendroient grandes ſommes de deniers, qui pourroient ayder à fournir auſdites charges deſdits ſiefs & aumoſnes, fraix de iuſtice, reparations, gages de noſdits Maiſtres des Requeſtes ordinaires, & à noz autres affaires. Nous par l'aduiz & deliberation que deſſus, leſdits haux deſdits Greſſes, Preuoſtez, Tabellionnages, ſeaux à contractz, maiſtriſes particulieres de noſdits ennemis, & autres fermes, tant de noſtre domaine, que de noſdites aydes, ainſi par nous, ou par autres eux diſans auoir pouoir de nous bailler à main ferme en garde, ou autrement à quelconques perſonnes, ne pour quelconques cauſes que ce ſoit, & ſans aucun en reſeruer, ou excepter, auons reuoquées, caſſées & annullées, reuoquons, caſſons & annullons, & mettrons du tout au neant. Et voulons & ordonnons que par noſdits Treſoriers generaux de noſdites finances & generaux Maiſtres de noz monnoyes, & autres noz Officiers, qui ont accouſtumé bailler à ferme leſdits Greſſes, Preuoſtez, Tabellionnages, ſeaux à contractz, maiſtriſes particulieres deſdites monnoyes, & autres fermes de noſtre dit domaine, & deſdites aydes, baillent, ou facent bailler icelles fermes aux plus offrans & derniets encheriſſeurs, en la maniere accouſtume. En contraignant ceux qui ainſi riennent leſdits Greſſes, Preuoſtez, Tabellionnages, ſeaux à contractz, maiſtriſes d'icelles monnoyes, & autres fermes de noſtre dit domaine & aydes, à quelque tiltre, & pour quelque cauſe que ce ſoit, à eux en deſilter & departir incontinent, & ſans delay, nonobſtant oppoſitions, ou appellations, clameurs de haro, & doléances quelconques.

Si donnons en mandement à noſdits gens des Comptes, tant à Paris, qu'à Dijon, & au Dauphiné, Treſoriers & Generaux de noſdites finances, que noz preſent ſtatut, edict & ordonnance ils facent lire, publier & enregiſtrer, tant en noſdites chambres des Comptes, qu'ailleurs où meſtier ſera. Et iceux gardent, obſeruent, & facent garder, entretenir, & obſeruer de poinct en poinct, ſelon leur forme & teneur, en les faiſant publier & ſignifier és lieux & par tout où il appartiendra. En mandant auſſi les Secretaires de noz finances venir en noſtre dite chambre par le contenu cy deſſus leur notiſier, à ſin qu'aucun n'en puiſſe pretendre cauſe d'ignorance. Car tel eſt noſtre plaiſir. En teſmoin de ce nous auons fait mettre noſtre ſeel à ceſdites preſentes, aux vidimus deſquelles, faits ſouz ſeel Royal, voulons ſoyeſtre adioutee comme à ce preſent original, pource qu'on pourra auoir à beſogner en pluſieurs lieux. Donné à Paris, le vingt-quatrieſme iour de Iuin, l'an de grace, mil quatre cens nonante deux. Et de noſtre regne le neuſieſme. Ainſi ſigné, Par le Roy, le Comte de Candale, les ſieurs de Grauille, de Piennes, du Bouchage, de Gonnatz, Maiſtre Guillaume Briçonnet, & Denys de Bidaut, Generaux des finances, & autres preſens, ROBINEAV.

Leſta, publicata, & regiſtrata in camera computorum Domini noſtri regis, Pariſiis, die vltima Auguſti, anno Domini 1492. Ainſi ſigné, LE BLANC.

Qu'il ne ſera donné aucun office ſ'il n'eſt vaccant par mort, reſignation, ou forſaiture.

v.
10111467



O r s par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ce s preſentes lettre veront, Salut. Comme depuis noſtre aduenement à la couronne, pluſieurs mutations ayent eſté faiſes en noz offices, laquelle choſe eſt en la plus aduenue à la poursuite & ſuggeſtion d'aucuns, & nous non aduertis deuëment. Parquoy ainſi qu'entendu auons, & que bien cognoiſſons eſtre vray ſemblable, pluſieurs de noz Officiers doutans cheoir audit inconuenient de mutation, & deſtitution, n'ont pas tel zele & ferueur à noſtre ſeruite qu'ils auroient, ſe n'eſtoit ladite doute. Sçauoir faiſons, que nous conſiderans qu'en noz Officiers conſiſte ſouz noſtre autorité la direction des ſaits, par leſquels eſt police & entreteñue la choſe publique de noſtre Royaume, & que d'iceluy ils ſont miniſtres eſſentiaux, comme membres du corps. Dont nous ſommes le chef, voulans extirper d'eux icelle doute, & pouruoir à leur ſeureté en noſtre dit ſeruite, tellement qu'ils ayent cauſe d'y faire & perſeuerer ainſi qu'ils doiuent. Statuons & ordonnons par ces preſentes, que deſormais nous ne donnerons aucuns de noz offices, ſ'il n'eſt vaccant par mort, ou par reſignation faite du bon gré & conſentement du reſignant, dont il appert deuëment, ou par forſaiture prealablement iugée & declaree iudiciairement, & ſelon les termes de iuſtice par Iuge competent, & dont il appert eſemblablement. Et ſ'il aduient que par inaduertance, importunité des requerans, ou autrement nous facions le cōtraire, nous dès maintenant cōme pour lors le reuoquons & annullons, & voulōs qu'aucunes lettres n'en ſoient faiſes ny expedies, & ſi

MMMM iij

faictes estoient, qu'à icelles, ny à quelsconques autres qu'on pourroit sur ce obtenir de nous, aucune foy ne soit adiouttee, & que pour ce aucun soit destitué de son office, ny inquieté en iceluy.

SI DONNONS en mandement à nostre amé & feal Chancelier, à noz amez & feaux les gens de nostre Parlement, les gens de noz Comptes, & Tresoriers, les Maistres des Requestes de nostre Hostel aux Preuosts de Paris, Bailly de Vermandois. Et à tous noz autres Iusticiers & Officiers, ou à leurs Lieutenans presens & aduenir, & à chacun d'eux, si comme à luy appartient, que noz present statut, ordonnance & volonté ils entretiennent & gardent inuolablement, & les facent publier & enregistrer en leurs cours, auditoires, sans faire ne souffrir faire aucune chose au contraire. Car ainsi nous plaist-il estre fait par ces presentes, au Vidimus desquelles, fait souz seel Royal, voulons plaine foy estre adiouttee, comme à ce present original. En tesmoin de ce nous auons fait mettre nostre seel à ces presentes. Donnée à Paris le vingt-vniésme iour d'Octobre, l'an de grace, mil cinq cens soixante-sept. Et de nostre regne le septiesme. *Sic signatum super plicam.* Par le Roy, le Seigneur de la Forest, Maistre Pierre Doriole, Nicolas de Louuiers, & autres presens.

DE LA LOVRE.

Letta, publicata, & registrata Parisi in Parlamento xxiiij. die Nouembris, anno Domini 1467. Sic signatum, CHENÉTEAV.

Que tous dons & octrois seront verifiez & reduits à la moitié.



Oys par la grace de Dieu Roy de France, A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme nous ayons esté aduertis que des droits de lots, ventes, rachapts, quintes, & requints, deniers & autres deuoirs seigneuriaux, & profits de sief, aubenages, espans, amendes, forfaitures, confiscations, finances & compositions d'anoblissemens, legitimations, admortissemens, indemnitez, & autres reuenus & parties casuelles, qui iournellement nous escheent & aduenient, qui sont les droits & reuenus de nostre propre domaine, s'en fait tref-petite recepte à nostre profit, parce que les personnes à qui elles touchent, ou autres qui en sont aduertis, peut estre par noz Officiers mesmes, nous en font requeste & demande, & sommes contrains souuentésfoiz par importunité desdits requerans, ou autres, auxquels voulons bien obtemperer, leur en faire les dons & octrois: tellement que desdits deniers & reuenus, qui nous sont ou deuroient estre de bonne valeur, n'en sommes aydez ny secourus en la subuention des grandes charges, & affaires qu'auons à supporter pour la manutention & entretenement de l'estat de noz Royaume & seigneuries. Au moyen dequoy, & à faute de recouurement à nostre profit d'iceux droits & deuoirs, sommes d'autant contrains par necessité le mettre par assiette de taille sur nostre pauvre peuple, à la trans-grande charge, soule & oppression d'iceluy, ainsi que lesdites choses & autres nous ont esté remonstrees, scauoir faisons, que nous les choses dessusdites considerees, desirans mettre & donner prouision en ceste maniere au bien de nostre Royaume, & soulagement de nostredit peuple & suiets d'iceluy. Pour ces causes & autres raisonnables considerations, qui à ce nous ont meü & meuent, auons voulu, déclaré, ordonné, voulons, declarons & ordonnons par ces presentes de nostre certaine science, propre mouuement, puissance & auctorité Royal, & par forme de statut & edict irreuocable, Que d'oresnauant nous ne ferons ny entendons faire à quelques personnes, & pour quelsconques causes, raisons & occasions que se soient, aucun don, octroy, quittance, cession, transport, ou delais desdits droits, lots, ventes, rachapts, quintes, requints, deniers & autres deuoirs seigneuriaux & profits de sief, aubeines, espans, amendes, forfaitures, confiscations, finances, compositions d'anoblissemens, legitimations, admortissemens, indemnitez & autres reuenus & parties casuelles, quels qu'ils soient, que pour la moitié seulement, quelsconques lettres de don, quittance, cessions, octrois, ou transports, que par importunité, ou autrement ils en puissent auoir & obtenir de nous, tant soient les causes specialles & expressees. Pour laquelle moitié, & non en plus large, nous voulons & entendons les dons & octrois que leurs ferons & pourrons faire estre verifiez & expediez par noz Officiers, auxquels la cognoissance & pouuoir en appartient. Et au regard de l'autre moitié, elle sera recueillie & recouuerte par noz Tresoriers & Receueurs à ce commis à nostre profit. Pour les deniers estre baillez & conuertis és affaires de nous & de nostredit Royaume. En faisant par cedites presentes expresse inhibition, commandement & desense à noz amez & feaux les gens de noz Comptes & Tresoriers generaux de noz finances, & autres ayans charge & administration d'icelles, & à chacun d'eux en leur endroit, & comme il appartient, Que de nosdits dons, octrois & quittances nous ferons & pourrons d'oresnauant faire desdits droits, deuoirs, profits, & reuenus dessusdits ils ne passent, versient, ou consentent, que pour ladite moitié seulement, quelques lettres, acquits, & mandemens qu'ils en aient, ou puissent auoir & obtenir de nous, comme dessus est dit. Iacoit ce qu'ils puissent faire mention de la totalité d'iceux droits, & fussent par nosdites lettres releuez de nostredit presente ordonnance.

SI donnons en mandement par cedites presentes, à nosdits gens des Comptes, Tresoriers & Generaux de nosdites finances, à chacun d'eux en leur regard & comme à luy appartient, que noz presens

presens vouloir, declaration & ordonnance & edict ils entretiennent, gardent & obseruent & facent entretenir garder & obseruer inuiolablement, & sans enfreindre, de point en point selon leur forme & teneur. Et icelles ledits gens des Comtes facent publier & enregistrer en nostre chambre desdits Comtes, affin qu'aucun n'en puisse pretendre cause d'ignorance. Et pour ce que de ces presentes l'on pourra auoir affaire & besongner en plusieurs & diuers lieux, nous voulons qu'au Vidimus d'icelles, fait sous seel royal, soyoit adioustee comme à ce present original. Et tefmoin de ce nous auons fait mettre nostre seel à ces presentes. Donné au Chastel d'Angers, le cinquiesme iour de Feurier, l'an de grace mil quatre cens quatre vingt dix huit. Et de nostre regne le premier, Par le Roy en son conseil, monsieur le Cardinal d'Amboise, le sire de Gye mareschal de France, Maistre Jacques Huraut Tresorier, & autres presens,
ROBERT ET.

Lectā, publicatā & registratā in camera computorum Domini nostri Regis thesaurarij presentibus & consentientibus, decimo octaua die Februarij, anno Domini millesimo quadringentesimo octauo. Signé,
BADOVILLER.

Que les dons des confiscations ne seront vallables.

VII.
Ranc.



RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme par cy deuant ayent esté faites par noz predecesseurs & nous plusieurs belles ordonnances, contenans que toutes confiscations & forfaires se feroient appliquees à nous & nostre fisque, que pour la tuitio & defence de nostre Royaume & administration d'iceluy, d'autant soulager nostre peuple & suiets. En consideration de quoy, par noz lettres patentes donnees à Fontaine François, le vingt vniemesme iour de Septembre, mil cinq cens trenrecinq, voulans de plus en plus oster toute occasion d'estre importunez de telles demandes, requestes & poursuites, aurions icelles confiscations, amendes, forfaires & autres deniers casuels à nous aucuns, destinez & voulu estre appliquez à la fortification, empatement & reparation des places fortes, frontieres de nostre Royaume, iusques à six ans lors ensuyuans. Ceste derniere ordonnance toutesfois par la grande instance, importunité & inciuilité des requeirans aussi peu gardee que les precedentes. A quoy est besoin pouruoir,

1 Sçauoir vous faisons à ces causes & autres bonnes & grandes considerations, qui nous ont meü & meueü, desirans de nostre cœur & affection la conseruation & augmentation du corps politique de noz Royaume, pays & seigneuries de nostre pays & obeissance, & extirper toutes choses à ce contraires: ayas deliberé & ecölu pour chose certaine & du tout arrestee, ne faire d'oresnauant aucun don, ou otroy destdites confiscations, amendes & autres biens quelconques à vaquer ne vacans par forfature, à personnaiges quelconques de quelque estat, qualite & condition qu'il puisse estre soit au parauant ou apres les condemnation, des deferez & accusez, de declaration ou adiuication desdites amendes & confiscations, auons par edict perpetuel & irreuocable, inhibé & defendu, inhibons & defendons à tous noz suiets, de nous demander, requeirer ny importuner par eux ny par autres, en quelque maniere que ce soit, de leur en faire donner concession quelconque.

2 Et neantmoins par l'aduis d'aucuns Princes & Seigneurs de nostre sang & gens de nostre conseil priué, auons statue & ordonne statue & ordonnons par mesme edict, voulons & nous plaist, que si par importunité, surpris, deguilement, ou autrement en quelque forme & maniere que ce soit, tels dös estoient par nous accordez, faits & otroyez, & par noz Secretaires signez & expeditez en forme & seellex, ils soyent neantmoins declarez, & lesquelz des maintenant comme pour lors declarons par ces presentes nul & de nuls effect & valeur, & les impetrans & tous autres qui s'en voudront aider, indignes & incapables, non seulement desdits dons, mais de toute autre munificence & liberalite qu'ils pouroient attendre & esperer de nous, voulons & nous plaist, que contr'eux soit procedé, comme infracteurs & violateurs de noz ordonnances.

3 Et neantmoins defendons expressement à nostre tresamé & seel Chancelier, & aux Secretaires de noz finances, & cominandons respectiuelement de n'expedier ne seeller tels dons & otroys: & à nostre Procureur general de ne les consentir ny accorder, ains luy enioignons les empescher, impugner & debatre, encores que par lettres d'iceux l'on fust expressement releué de la presente ordonnance, en quelque clause derogatoire, ou derogatoire de la derogatoire qui soit inseree esdites lettres: noz lettres patentes dessus dattees en ce qui reste à eschoir desdits six ans pour le regard des autres parties casuelles, cy declarees, demeurans en leur forme & vertu.

Si donnons en mandement, &c. Donné à Meaux, le vingtsixieme iour de Iulllet l'an de grace mil cinq cens trenteneuf, & de nostre regne le vingtcinquiesme. Ainsi signé sur de reply, Par le Roy,
BRETON.

DEFENDONS à tous noz Iuges d'auoir aucun esgard aux dons de confiscation faits au parauant les iugemens de declaration & condemnation. Et en outre les impetrans d'iceux voudrons estre procedé suyuant les anciennes ordonnances de nos predecesseurs.

SVVANT l'ordonnance de nos predecesseurs, & icelles renouvelans: auons ordonne que les breuteurs de don, congé & dispence pour quelque cause que ce soit, n'auront aucun effect vn mois apres la date d'iceux.

MMMM iiii

VIII.
Charles 9.
1566 art. 87.

IX.
Item 1566
à Moulins,
24go.

Sur le quatre vingt, pour les breuets des dons, congez & despens : declarons n'auoir entendu que ceux qui auront obtenu de nous permission de resigner, ne s'en puissent aider dedans fix mois de la date de ladite permission, pour en faire expedier leurs lettres de prouision.

Declaration du Roy concernant que les prouisions des offices auparavant supprimez, & qui depuis ont esté reestablis, appartiennent à sa maiesté, priuatiuement à tous Princes & Seigneurs.



CHARLES par la grace de Dieu Roy de France: à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Nous auons par nostre edict du mois de ^{XL} pour plusieurs bonnes causes raisons & considerations contenues en iceluy, remis, & de nouveau crée & erigé plusieurs estats & offices qui auroient esté supprimez, tant par noz edicts des Estats tenus à Orleans, que de Moulins. En quoy faisant nous auons tres-expressément ordonné, que nuls des Princes, Seigneurs, Princeesses, & Dames, ausquels noz predecesseurs Rois ou nous auons cy deuant delaisé aucuns de noz Duchez, Comtez, Baronnies, terres & seigneuries de nostre domaine, avec pouuoir de pouruoir aux offices ordinaires, & de nous nommer aux extraordinaires, ne peussent pouruoir, ny le preualloir desdites offices ainsi par nous tenus en quelque sorte que ce soit, ains que nous entendons y pouruoir pleinement. Et pource que nous auons scéu que nostre intention n'a esté entierement suyue en cest endroit, & aussi qu'aucuns desdits Princes, Princeesses, Seigneurs, & Dames pourroient pretendre que venans cy apres à vacquer lesdits estats & offices par mort, forfaiture, ou demission des pourueurs, en vertu de nostre dit edict, ce fust à eux à y pouruoir ou nommer d'oresnauant.

Nous desirans à ce remedier, & esclarcir nostre intention en cest endroit, auons de nouveau dit, déclaré, voulu & ordonné, disons, declarons, voulons & ordonnons par ces presentes. Que nuls des susdits Princes, Seigneurs, Princeesses, & Dames, ou autres personnes qui tiennent des susdites Duchez Comtez, Baronnies, terres & seigneuries de nous, par engagement ou autrement, avec pouuoir de pouruoir ou nommer aux offices qui en dependent, ne pourront s'aider de leur dit pouuoir pour le regard des offices, qui estoient supprimez par lesdits edicts des estats tenus à Orleans & Moulins, pour toutes vacations ia aduenues & qui pourront cy apres aduenir d'iceux estats & offices, soit par mort, forfaiture ou resignation: ayans pour ce regard suspendu & supersedé, comme nous suspendons & supersedons le pouuoir desdits Princes & Princeesses, Seigneurs & Dames, iusques à ce que par nous autrement en soit ordonné: & declarant toutes nominations & prouisions qui seront faites d'iceux offices au contraire de noz presens vouloir & intention, nulles & de nul effet & valeur: iacoit que par mesgarde ou autrement nous filions sur icelles depecher noz lettres de confiscation ou prouision: ausquelles nous defendons tres-expressément aux gens de noz cours de Parlement, de noz Comtes, Baillifs, Seneschaux, Preuosts, & autres qu'il appartiendra, d'y auoir aucun egard.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux lesdits gens tenans noz cours de Parlement, Baillifs, Seneschaux, Preuosts ou leurs Lieutenans, Iuges, & autres noz Officiers. Que nos presentes declaration, vouloir & intention ils entretiennent, gardent & obseruent, & fassent entretenir garder & obseruer inuiolablement, cessans & faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire. Car tel est nostre plaisir. En tesmoin de quoy nous auons fait mettre nostre seel à césdites presentes. Donné à saint Maur des Fossés l'onzieme iour de Septembre l'an de grace mil cinq cens soixante huit. Et de nostre regne le huitieme. Ainsi signé, Par le Roy en son conseil. BRVLART.

Lesdites, publiees & enregistrees, ce requerant le Procureur general du Roy, à Paris en Parlement, le vingtroisieme iour de Decembre mil cinq cens soixante huit. Signé, DV TILLET.

DES SURVIVANCES DE TOVS ESTATS & offices & permission de resigner.

TITRE XVII.

Renouation des survivances de tous estats & offices.



RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme cy deuant, & des long temps ayent pour bonnes & raisonnables causes & occasions, tant par noz predecesseurs Rois, que nous, esté faites certaines ordonnances sur le fait des survivances des estats & offices de nostre Royaume: lesquelles ordonnances, au moyen des importunités des requerans, & autrement n'ont esté gardees, ny obseruees si estroitement que nous le desirions, tellement que de present vn grand nombre des principaux, & plus importants estats & offices de nostre dit Royaume se trouuent resignez, & les survivances admises en faueur de leurs enfans & autres leurs parens, dont

Des suruiuances de tous estats & offices & permission 1244

dont la plupart sont ieunes gens, & personnages: lesquels auant le trespas de ceux qui tiennent lefdits estats & offices, ne se trouueroient capables & suffisans pour les desferuir: chose à quoy nous desirons singulierement pouruoir & remedier, à fin qu'aduenant la vacation d'iceux estats & offices, nous y puissions pouruoir de gens qui en seront dignes, & qui les sachent tenir & exercer comme il appartient. Nous à ces causes auons par l'aduis & deliberation des gens de nostre priuë conseil, reuoué, cassé & annullé, reuouons cassons & annullons toutes & chacunes les suruiuances, qui ont esté par nous & nos predecesseurs Rois admises, de tous estats & offices de nostre dit Royaume, & pays de nostre obeissance, tant du fait de la guerre, iudicature, que des finances, & autres de quelque qualité qu'ils soyent, & en quelque faueur quelles puissent estre admises, voulons qu'elles demeurent nulles, & de nul effect & valeur, & soient lefdits estats & offices, apres le trespas de ceux qui les exerceront actuellement, ou de ceux qui par option des resignans & resignataires, à ce faire auront dedans deux mois apres la lecture & publication de ces presentes esté receus, & iceux offices exerceront actuellement vacans & impetrables: & tels les auons dès à présent comme pour lors declarez, sans ce que ceux en faueur desquels lefdites resignations & suruiuances auroient esté admises, y puissent en vertu des lettres qu'ils en ont de nous, aucune chose pretendre, quereler ne demâder, en quelque maniere que ce soit, encores que par lefdites lettres fust expressement derogé aux ordonnances faites & à faire sur le fait desdites suruiuances, exceptez toutesfoies ceux qui pour lefdites resignations & suruiuances nous ont fourni & payé aucune finance: lesquelles voulons auoir lieu, & sortir leur plein & entier effect.

Si donnons en mandement, &c. Donné à Fontaine-bleau le vingtsixieme iour de Decembre, l'an de grace mille cinq cens quarante vn: & de nostre regne le vingseprieme. Ainsi signé sur le reply, Par le Roy en son conseil: auquel estoient monseigneur le Cardinal de Tournon, vous monseigneur le Chancelier, & Comte de Buzançais Admiral de France, prefeus, BAYARD.

Le fca. publicata & registrata, audito & requirente procuratore generali Regis, Parisius in Parlamento, secunda die Ianuarij, anno Domini millesimo quingentesimo quadragesimo primo. L'HORMIER.

Extrait d'un edict du Roy Henry II. fait à Villiers-costerets, le vingtdeuxieme d'Auail l'an mil cinq cens cinquante sept apres Pasques, sur la resignation des offices

Pour obuier aux inconueniens qui iournellement aduenient des resignations à suruiuance, avec faculté d'exercer l'un en l'absence de l'autre, & la foulle & oppression qui en prouient à noz suiets, auons dit, déclaré, statué & ordonné, & par edict & ordonnance perpetuels & irreuocables de noz certaine science, pleine puissance & autorité Royal, difons, declaronz staturons & ordonnons, que tous resignans à suruiuance opteront l'exercice desdits offices, ou les quitteront à leurs resignataires, sans que celui qui s'en sera desmis se puisse entremettre en l'exercice dudit office, iusques apres le trespas de l'autre, ou autre demission: reuocant, cassant & annullant toutes prouisions, permissions & facultez par noz predecesseurs & nous cy deuant octroyées, & que nous pourrions cy apres octroyer aux resignans & resignataires d'exercer l'un en l'absence de l'autre, sans qu'ils s'en puissent aucunement aider, ny en vertu desdites permissions & facultez exercer lefdits offices en quelque maniere que ce soit.

renocation des suruiuances de tous estats.

RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme noz predecesseurs Rois de France aient cy deuant, & dès long temps pour plusieurs bonnes & raisonnables causes & occasions à ce les mouuans, fait plusieurs ordonnances sur le fait des suruiuances des estats & offices de nostre Royaume lesquelles ordonnances par importunité des requerans, ou autrement, ont esté si mal gardées & obseruees, que de present vn grand nombre des principaux & importants estats & offices de nostre Royaume se trouuent resignez, & les suruiuances admises en faueur des enfans & autres parens desdits resignans, dont la plupart sont ieunes gens, & personnages: lesquels aduenant le trespas de ceux qui tiennent lefdits estats & offices, ne se trouueroient capables & suffisans pour les desferuir: chose à quoy nous desirons singulierement pouruoir & remedier, à fin qu'aduenant la vacation de iceux estats, & offices, nous y puissions pouruoir de gens qui en soient dignes, & qui les sachent tenir & exercer comme il appartient.

Nous à ces causes apres auoir mis la chose en deliberation des gens de nostre conseil priuë, auons suyuant leur aduis, reuoué, cassé & annullé, & par la teneur de ces presentes, de noz certaine science, pleine puissance, & autorité Royal, reuouons, cassons & annullons toutes & chacunes les suruiuances qui ont esté par noz predecesseurs Rois admises de tous estats, & offices de nosdits Royaume, & pays de nostre obeissance, concernans le fait de noz finances, de quelque titre & qualité qu'ils soient, soient comptables ou non, & en quelque faueur qu'elles puissent estre admises. Voulons qu'elles demeurent nulles & de nul effect & valeur, & soient lefdits estats & offices apres le trespas, des resignans premiers possesseurs d'iceux, vacans & impetrables, & tels les auons dès à présent comme pour lors dits & declarez: sans que ceux en faueur desquels lefdites resignations à suruiuance ont esté ad-

mises, y puissent en vertu des lettres qu'ils en ont obtenues, aucune chose pretendre, demander, ne querreller en quelque maniere que ce soit, encore que par leursdites lettres fust expressément derogué aux ordonnances faites ou à faire sur lesdites suruiuances. Excepté toutesfois ceux qui pour lesdites resignations suruiuances ont payé finance à nosdits predecesseurs, qui soit tourné à leur profit sans fraude & sans deguilement, lesquels seront tenus d'en faire apparoir à nostre cōseil priué dedans trois mois apres la publication de celdites presentes.

3 A V Q V E L cas nous pourrons, si bon nous semble, faire rembourser lesdits resignataires des sommes qu'ils auront ainsi fournies, & les en faire satisfaire comme il appartient par raison, demeurans par ce moyen lesdites suruiuances nulles, & de nul effect & valeur. Et où nous ne voudrions faire lesdits remboursement & satisfaction, ceux qui auront ainsi deuement verifié le payement de ladite finance, auront acte de la verification & lettres, pour les laisser iouir de l'effect desdites suruiuances sans aucun empeschement. Et en defaut d'auoir fait apparoir de ce que dessus dedans ledit temps de trois mois, sera par nous pourueu ausdits estats & offices, vacation aduenant par la mort desdits resignans, premiers possesseurs d'iceux, comme dessus est dit.

Si donnons en mandement, &c. Donné à Villiers-costerets, le quatieme iour de Septembre, l'an de grace 1559. & de nostre regne le premier. Signé, FRANÇOIS. Et sur le reply, Par le Roy en son conseil, BOVRDIN. Et au dessous.

Leués, publies & enregistres, ouy &c. ce requerant le procureur general du Roy en la chambre des comptes, le trezieme iour de Septembre, l'an mil cinq cens cinquante neuf. Signé, FORMAGET.

Permission de resigner tous estats & offices venaux en payant le tiers denier de la valeur d'iceux.



HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres vertont, Salut. Comme ainsi soit que depuis quelques anneés en ça nous n'ayons voulu admettre aucunes resignations de plusieurs offices, tant de finances, qu'autres qui ont esté cy deuant venales, au moyen des nouvelles creations qui en auroient esté faites par nos predecesseurs Roys ayeul & pere, qui auoient grandement creu & augmenté le nombre desdits offices. Et ce en intention de paruenir avec le temps à quelque reduction & suppression d'iceux à leur premier & ancien nombre, ainsi que chacun l'a peu iuger: de sorte qu'il est aduenu que nous monstrans en cest endroit obseruateur de nostre premiete resolution, plusieurs personnes qui auoient le principal de leurs biens, facultez, & subsistance en leurs estats, sont decedez sans en auoir peu aucunement disposer, & en ont laissé leurs enfans & famille en grand mal-aïse: & ne se trouue neantmoins pour tout cela grande esperance, mais plustost toute impossibilité de pouoir ramener les choses en l'estat qu'elles estoient au temps du Roy Loys douzieme nostre bisayeul, pour le regard d'iceux offices. Au moyen de quoy voyant nostre fustide intention malaïsee à executer en cest endroit & renuersee par tant de nouueaux empeschemens que nous sommes auourd'huy contrains de nous en departir.

1 S Ç A V O I R faisons, qu'apres auoir de ce meurement consulté avec les gens de nostre conseil priué, auquel estoient la Roynie nostre tref-honoree Dame & mere, nostre tref-cher & tref-amé frere le Duc d'Anjou, nostre Lieutenant representant nostre personne par tout nostre Royaume & pays, & plusieurs autres Princes & Seigneurs de nostre conseil priué, auons dit & déclaré, difons & declaramus par ces presentes, que nous voulons, entendons & nous plaist, que tous noz Officiers tant de finances, qu'autres qui ont esté cy deuant venales, puissent d'oresnauât & soient receus à resigner leursdits offices à personnes suffisantes & capables, en payant à noz parties casuelles la finance à quoy seront taxées les resignations d'iceux: Et ce nonobstant noz edits, ordonnances, & autres lettres à ce contraires, & mesmes noz edits d'Orleans & de Moulins, ausquels pour ce regard nous auons derogé & derogons, de nostre grace special, pleine puissance & autorité Royal.

2 E T en quoy faisant nous voulons que les deniers prouenans desdites resignations soient effectivement employez aux affaires de la guerre, ausquels nous les auons spécialement destinez & destignons par ces presentes, sans que nous en puissions aucunement disposer ailleurs, n'y autres effectz. Et aussi que les Princes, Princesses, Seigneurs, Dames, & autres personnes de nostre Royaume, qui ont la iouissance d'aucunes Duchez, Comtez, & autres Seigneuries de nostre domaine, avec permissiō de nommer ou pouruoir aux offices ordinaires & extraordinaires, puissent en vertu de ceste nostre presente declaration & permission (accordee pour necessité de noz affaires) aucune chose pretendre aux susdites resignations, & deniers qui procederont d'icelles, ne se preualoir des deniers qui en pourront prouenir lesquels tourneront entierement à nostre profit attendu la necessité de nosdits affaires demeurans lesdits deteneurs de nostre domaine pour le profit desdites resignations aux mesmes termes qu'ils estoient durant l'empeschement d'icelles que nous auons leuë & osté, leuons & osons par celdites presentes pour accommoder nosdits affaires, & non à autre occasion, comme dit est.

Si donnons en mandement par celdites presentes à nostre tref-cher & feal Chancelier, qu'en faisant iouir nos susdits Officiers de noz presens declaration, vouloir & intention, il face recevoir & mettre en taxe par le Tresorier de noz parties casuelles, routes les resignations de ceux desdits Officiers qui se presenteront pour resigner leursdits offices à personnes capables, sans y faire aucune difficulté: nonobstant, comme dessus, noz susdits edits, ordonnances, mandemens, defenses, & quel-

onques lettres à ce contraires, ausquelles nous auons derogé & derogons par celsdites presentes. Car telcist nostre plaisir. Et tesmoyn de quoy nous auons fait mettre & apposer nostre seel à celsdites presentes. Donnée à Paris le douzieme iour de Nouembre, l'an de grace mil cinq cens soixante sept: & de nostre regne le septieme. Ainsi signé sur le repli, Par le Roy estant en son conseil, BRVLART. Et seellé sur double queuë de cire iaune.

Lettres patentes du Roy, par lesquelles il permet à tous ses Officiers de iudicature de resigner purement en ses mains, & non d'autres personnes, leurs estats & offices.



HARLES par la grace de Dieu Roy de France: à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Par plusieurs edicts & ordonnances faites par les feus Rois Henry nostre tref-honoré seigneur & pere, François deuxieme, nostre frere, & par nous a esté entre autres choses ordonné, qu'il ne seroit pourueu aux offices de iudicature de nostre Royaume, iusqu'à ce qu'ils fussent reduits au nombre qu'ils estoient lors du decez du feu Roy Loys douzieme nostre ayeul. Suyuant lesquels edicts nous n'auons voulu pouruoir ausdites offices, lors que vacation en est aduenue par mort ou forfaiture, ny admettre les resignations de ceux qui ont voulu resigner leurs estats & offices dont est aduenue que plusieurs desdites offices sont à present possedees par gens anciens & valetudinaires, lesquels n'ont plus de force & vigueur requises, & necessaire pour l'exercice des susdites offices. Qui est cause que la iustice n'est si bien & promptement administree à nos suiets commē elle doit. A quoy desirans pouruoir.

Nous par l'aduis & deliberation des Princes & Seigneurs de nostre conseil priuē, auons permis & permettons à tous noz Officiers de iudicature, qu'ils puissent à present & iusqu'à ce qu'autement en ait esté ordonné, resigner purement en noz mains, & non d'autres personnes qui y peuent preten dre droit leurdits estats & offices, à personnes idoines suffisants & capables, auxquels nous ferons expedier noz lettres d'offices & prouisions requises & necessaires: sans ce que les Princes & Princef- ses, lesquelles iouissent d'aucunes parties de nostre domaine, avec permission de pouruoir aux offices & benefices, puissent en vertu de ceste presente permission receuoir ny admettre les resignations des offices estans dedans lesdites terres & seigneuries desquelles ils iouissent. Ce que nous leur defendōs trefexpressément sur peine de nullité de ce qui en sera par eux fait.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux les gens tenans noz cours de Parlement, &c. Donnée à Paris le premier iour de Decembre, l'an de grace mil cinq cens soixante sept. Et de nostre regne le septieme. Ainsi signé, CHARLES. Et sur le repli. Par le Roy estant en son conseil. BRVLART.

Leuës, publiees & enregistrees, oy, ce consentant & requerant le Procureur general du Roy à Paris, en Parle- ment, le dixhuitieme iour de Decembre, l'an mil cinq cens soixante sept. Signé, DV TILLET.

Declaration du Roy, par laquelle il permet à toutes personnes tenans estats & offices en nostre ville de Paris, & au dedans le ressort d'icelle, qui n'ont gages ou pensions sur ces finances, d'en pouuoir disposer & les resigner, en payant le tiers denier.



HARLES par la grace de Dieu Roy de France: à tous ceux qui ces presentes lettres ver- ront, Salut. Comme nous soyons assez aduertis, que de long temps, mesmes sur location de la nouuelle erection que nous auons faite puis quelque mois en ça de la plupart des offices qui auoient esté supprimez, tant par nostre edict des estats tenus à Orleans, que celui de Moulins, plusieurs personnes se sont faits pouruoir d'offices, pour le desir qu'elles ont eue de ne demander ois- ues, d'estre employees en quelque vacation honeste au seruice de nous & de la chose publique de nostre Royaume: en quoy la plupart ont bien souuēt employé toute leur substance, deniers & facul- tez, & quelquefois ceux de leurs mains, pour obtenir la prouision desdits offices, lesquels noz prede- cesseurs, pour subuenir à leurs affaires, ont esté contrains de donner avec composition de finance, ainsi que nous l'auons fait & faisons ordinairement pour les mesmes occasions: de sorte qu'il aduient souuent que ceux qui sont detenteurs desdits offices, estans preuenus de mort auant qu'ils en aient peu disposer, laissent quelquefois les vns leurs vesues & enfans paaures & en necessité, n'ayans autre bien que leurdits offices: les autres n'ays payé auant leur decez, l'argent dont ils les ont achetez, laissent pour toute succession à leurs heritiers vne dete de la valeur desdis offices.

TOUTES lesquelles choses (que nous auons iugé pitoyables) mises en consideration, & meuz du desir naturel que nous auons de subuenir à noz suiets, comme bon Prince, que nous leur voulons estre & demeurer en toutes choses: nous auons bien voulu aduifer de quelque bon moyen pour y remedier. Et à ceste fin ayant mis l'affaire en deliberation des gens de nostre conseil priuē, auquel- estoient la Roine nostre tref-honoree dame & mere, nostre tref-cher & tref-amé cousin le Cardinal de Bourbon plusieurs autres Seigneurs & notables personnaiges de nostredit conseil: nous par l'aduis & deliberation d'iceluy, auons déclaré & declarons par ces presentes. Que nous voulons & entendons que toutes & chacunes les personnes tenans estats & offices en ceste nostre ville de Paris, & au dedans le ressort de nostre Parlement dudit Paris, lesquels n'ont aucuns gages ou pensions sur noz finances,

lesquels voulons payer à noz parties casuelles: c'est à scauoir, ceux qui sont demeurans dedans nostredite ville de Paris & fauxbourgs d'icelle, dedans quinze iours. Et ceux qui resident ailleurs dedas le ressort dudit Parlement, deux mois apres la publication de ces presentes, le tiers de la valeur des estats qu'ils tiennent & possèdent, pourront apres ledit payement fait, resigner & disposer de leursdits estats en leur viuant, à personnes suffisantes & capables, quand bon leur semblera. Et au cas que ils vinssent à deceder sans en auoir disposé demeurera la disposition d'iceux estats & offices à leurs veufues, enfans, ou plus prochains heritiers, sans payer autre composition de finance, que celle qui aura esté par eux fournie de ladite valeur du tiers desdits offices. Et n'y sera apres ledit decedez en ce cas par nous poxueu d'autres personnes, que de celles que par lesdites veufues, enfans, ou heritiers nous seront nommees ou presentees: rapportant par eux, ou ceux ausquels ils auront conuenu & accordé pour iceux estats, la quittance du Tresorier de nosdites parties casuelles deuëment contreollée, contenant le payement que lesdits decedez auront fait du tiers de la valeur de leursdits estats dedans le temps cy deuant déclaré.

Et comme ce que nous faisons en cest endroit, tend à l'euident profit & vtilité de noz suiets, qui par ce moyen assurent à leurs maisons & heritiers hors de tout hazard de mort pour le tiers de la valeur de leursdits offices, la totalité d'iceux: nous desirons bien aussi qu'ils ne mescognoissent laide que nous leur voulons departir en cest endroit, pour estre promptement secourus de deniers, pour iceux employer aux payemens des grandes forces de gens de cheual & de pied que sommes à present contrainsts entretenir, pour resister aux damnablez entreprises des sediteux & rebelles. Et estiment nosdits Officiers, que n'acceptans presentement ce que nous leur offrons, ils ne pourront plus reuenir par cy apres. Nous disons & declarons, que tous ceux qui possèdent des offices de la qualité cy dessus mentionnee, qui ne viendront dedans le temps susdit, apporter leurs deniers du tiers de la valeur de leursdits offices, ne seront receus par cy apres à les resigner, sinon en payant prealablement la moitié de la iuste valeur d'iceux. Et aux charges & conditions ausquelles nous auons de tout temps accoustumé admettre les resignations, qui est auec la clause des quarante iours que doit viure le resignant apres la resignation admise par nous: sans qu'ils puissent esperer pour quelque cause, faueur, ou occasion que ce soit, d'en auoir meilleur comte ny condition plus aduantageuse.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux les gensteuans nostre cour de Parlement, gens de noz comptes, Preuost de Paris, ou son Lieurenant, &c. Donné à Paris le vingtdenxieme iour de Ianuier, l'an de grace mil cinq cens soixante huit, Et de nostre regne le huiieme. Ainsi signé, CHARLES. Et sur le reply, Par le Roy estant en son conseil, BRVLARD.

Lesz, publies & enregistrees, oy ce consentant & requerant le Procureur general du Roy à Paris en Parlement le Vingsesptieme iour de Ianuier mil cinq cens soixante huit. Signé. DV TILLET.

Edict du Roy, par lequel il permet à toutes personnes qui tiennent estats & offices Venaux, de les pouuoir resigner quand bon leur semblera, à personnes capables, ou les conseruer à leurs veufues, enfans & heritiers, en payant le tiers denier de la valeur d'iceux.



CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous presents & aduenir, Salut. Les grandes & excessiues despenfes que nous auons supportees depuis neuf mois en ça, à cause des dernieres guerres & seditions aduenues en nostre Royaume, nous ont fait aider de tous moyens qu'auons peu rechercher pour recouurer deniers par creations nouuelles & retablissement d'offices, ventes & alienations de noz domaines & aides, constitutions de rentes, & engagemens de plusieurs de noz fermes à certain temps. Et pour ce que tous les deniers qui ont procedé desdits moyens, ont esté employez à parties desdites depenfes, & qu'à present noz finances ordinaires sont engagees & assignees pour plusieurs grandes sommes, restans encores deuës à plusieurs gens de guerres estrangers, lesquels estoient entrez dedans nostre Royaume: tellement qu'il ne nous reste aucun moyen pour satisfaire à noz depenfes ordinaires, & payement de gens des guerre, à pied & à cheual, tant de nostre nation, que Suysses, que sommes encores contrainsts entretenir pour la securité & defense de nostre estat, & conseruation de noz suiets en bon repos & tranquillité: nous auons fait rechercher tous moyens possibles pour estre secourus en ceste vrgente necessité. Et finalement nous en ayant esté proposé vn, par lequel nous pourrons estre secourus d'une grande & notable somme de deniers, pour fournir & satisfaire audites depenfes, & outre seruira pour empescher la ruine de plusieurs bonnes familles de noz suiets, lesquels pour la volonté & affection qu'ils ont d'estre noz Officiers, vendent la plus grande & claire partie des biens qui leur ont esté acquis & delaissez par leurs predecesseurs, ou constituent rentes sur iceux pour acheter noz offices venales. Et aduenit souuent que tost apres ils decedent, sans auoir resigné lesdites offices, lesquels par ce moyen font perdues pour leurs femmes, enfans, ou autres heritiers. Lequel moyen a esté par plusieurs & diuerfes fois entendu & meurement deliberé par les gens de nostre priué conseil. A ces causes, nous par l'aduiz & deliberatiō de la Royne nostre tres-honoree dame & mere, de noz tres-chiers & tresamez freres les Ducs d'Anjou & d'Alençon, & des autres Princes & Seigneurs de nostre priué conseil, auons dit, statué, voulu & ordonné, disons, statuons, voulons, & ordonnons par edict perpetuel & non reuocable, par ces presentes pour ce signees de nostre main, ce qui s'en suit.

1 C'EST à ſçauoir, que toutes perſonnes qui tiennent & poſſèdent offices & eſtats à gages & penſions, ou ſans leſdits gages & penſions, du nombre & qualité de ceux qui ont cy deuant eſté cenſez & reputez venaux, ſeront tenus dedans le premier iour de Ianuier prochain venant, de fournir & payer en deniers compans és mains du Threſorier de noſdites parties caſuelles, & par ſes quittances, les ſommes auſquelles ſera taxé le tiers denier de la valeur de leurſdits eſtats & offices. Qu'à ceux de noſdits officiers qui auront payé ledit tiers denier dedans ledit temps, nous permettons & accordons qu'ils puiſſent reſigner quand bon leur ſemblera leurſdits eſtats & offices, à perſonnes capables ſans pour ce payer autre finance et où il aduiendra qu'ils viennent à mourir auant que d'auoir reſigné leurſdits eſtats & offices, leurs veſues, enfans ou heritiers en ſeront leur profit, & nous preſeriront telle perſonne capable qu'ils auiferont, laquelle nous ſerons tenus pouruoir de l'eſtat & office dudit decédé, ſans que pour ce faire ils ſoyent tenus nous payer aucune finance, mais ſeulement nous repreſenter la quittance dudit Threſorier des parties caſuelles, de la ſinace dudit tiers denier payee par iceluy deſſus.

2 E t pource, que les reſignations d'offices faites de pere à fils, ou gendre, ſont grandement fauorables & recommandables, Nous voulons & accordons que ceux de noſdits Officiers qui apres auoir payé ledit tiers denier dedans le temps deſſus déclaré, auront reſigné leurs eſtats & offices à leurs fils ou gendres, ſ'il aduient qu'iceux fils ou gendres reſignataires viennent à mourir auant leurdit pere reſignant, qu'en ce cas iceluy pere n'entre en la poſſeſſion & iouyſſance dudit office, & que de recheſ il en puiſſe diſpoſer, ou bien en cas qu'il n'en euſt diſpoſé auant que de mourir, que ſa veſue, enfans ou autres heritiers y puiſſent faire pouruoir, ſans payer finance, tout ainſi qu'ils euſſent deu faire ſi ladite reſignation de pere à fils, ou gendre mort du viuant dudit pere ne fuſt point aduenue.

3 S i apres le decez de noſdits Officiers ayans payé ladite taxe, & non ayans reſigné leurſdits eſtats & offices en leur viuant, il d'ementre aucun fils en bas aage, auquel la veſue ou tuteurs veulent conſeruer l'office du pere decédé, pourrôt faire expedier les lettres d'office au nom dudit mineur, à la charge que leſdits mere & tuteurs commettront pour l'exercice d'iceluy office pendant ladite minorité, vn perſonage de qualité requiſe, duquel ils nous ſeront reſponſables ciuilement, & ſans pour ce payer finance, comme deſſus eſt dit. Exceptant toutesfois en ce cas les offices de noz chambres des comptes & cour des Aydes, auquel n'eſt raiſonnable qu'aucun y entre par commiſſion.

4 E t pour releuer noſdits Officiers des grans fraix qu'il leur conuiendroir faire, de toutes les provinces de ce Royaume, apporter les deniers és mains du Threſorier deſdites parties caſuelles, Nous voulons & ordonnons que les taxes du tiers denier leſdites offices ſeront faites en noſtre priné conſeil, & diuiſées & ſeparées par les dixſept generalitez de noſtre dit Royaume, eſquelles elles ſeront enuoyees par le commis dudit Threſorier des parties caſuelles, leſquels iroint reſider és villes eſquelles les bureaux deſdites generalitez ſont eſtablis, garnis des blancs ſigneiz d'iceluy Threſorier des parties caſuelles, pour ſeruir de quittances à ceux qui voudront fournir les deniers deſdites taxes. Leſquels commis ſeront tenus en fin de chacun moys, iuſques audit premier iour de Ianuier prochain venât, enuoyer au Threſorier de noſtre Eſpaigne tous les deniers qui auront eſté par eux receus. Auquel Threſorier de noſtre dite Eſpaigne nous enioignons, ordonnons, & treſexpreſſement commandons, de n'employer les deniers procedans deſdits tiers deniers en autres effets, ny pour autres affaires, que pour les payemens des deſpenſes de l'ordinaire & extraordinaire de noz guerres, du temps paſſé, preſent & aduenir: ſur peine de payer deux fois tout ce qui ſe trouuera auoir eſté par luy payé pour autres cauſes & occasions que ce puiſſe eſtre.

5 E t à fin que plus facilement & promptement la verification puiſſe eſtre faite de toute la recepte & deſpenſe qui ſera faite des finances qui procederont deſdits tiers deniers, Nous voulons & ordonnons que leſdits Threſoriers de l'Eſpaigne & des parties caſuelles, ſoyent tenus faire & dreſſer eſtats & comptes particuliers deſdites recepte & deſpenſe d'iceux deniers. Et pour euitier que par importunité, ſurprinſe, ou autrement, nous ne facions aucuns dons, ou autres aliſſignations que pour leſdits affaires de l'ordinaire & extraordinaire de la guerre, à prendre ſur les finances procedées dudit tiers denier, à quelques perſonnes, & de quelque qualité qu'ils puiſſent eſtre, meſmes noſdits Officiers, pour leur quitter iceluy tiers denier: Nous defendons treſexpreſſement à noz Secretaires d'eſtat & des ſinaces, de non expedier aucuns rolles ny acquits, & à noſtre thréſcher & ſeal Chancelier de France de non ſeeller leſdits acquits, quelques iuſſions & expres commandemens que nous leur en puiſſions faire, ſur peine de repeter ſur eux & leurs heritiers, les ſommes auſquelles monterôt leſdits dons & aliſſignations: & de laquelle repetition & recouuremēt nous chargeons noz Procureurs generaux.

6 D E F E N D O N S en outre à noz amez & feaux les gens de noz comptes, de ne paſſer ny allouer en la deſpenſe des comptes dudit Threſorier de noſtre Eſpaigne, ny d'autres noz Officiers cōptables, aucune partie en vertu deſdits rolles ou acquits, ſi aucuns en ſont expediez, pour autre cauſe que pour le ſaict dudit ordinaire & extraordinaire de la guerre: ſur peine de priuation de leurs gages, & de payer *in ſolidum* les ſommes auſquelles leſdites parties ſe trouueront monter.

7 E t pour faire entendre à toutes perſonnes, que nous n'entendons donner aucunement leſdits deniers, ne iceux eſtre employez en autre effect, que pour celuy deſſus déclaré, Nous voulons & ordonnons, que ſi aucune perſonne, de quelque qualité qu'il puiſſe eſtre, trouue moyen d'eſtre payé deſdits deniers, par dons, recompens, bien-faits, voyages, debtes, ny autres cauſes & raiſons que ce ſoyent, autres que le ſaict dudit ordinaire & extraordinaire de la guerre: que les ſommes qu'il ſera

verifié en auoir esté par eux receuës, ensemble le quadruple d'icelles, soyent recouurees sur les biens d'eux, & de leurs successeurs heritiers, iusques à la tierce generation. Et pour en faire routes pour-suyttes & diligences, nous chargeons noldits Procureurs genereux, ausquels commandons en faire leur deuoir, sur peine de priuation de leurs estats & offices.

8 Et pource que la Roynie nostre treshonoree Dame & mere, noldits trefchers & trefamez freres, nostre trefchere Belle-sœur la Roynie d'Ecosse, noz tantes les Duchesses de Ferrare & de Sauoye, & plusieurs autres Princes, Princesses, & autres Seigneurs & Dames, lesquels iouyssent de plusieurs Duchez, Comtez, Baronnies, terres & seigneuries de nostre domaine, avec droict de pouuoir aux offices ordinaires & nous presenter aux extraordinaires, lors que vacation y eſchet, pourroyent pretendre aucun droict audit tiers denier desdits offices: Nous par l'aduis & deliberation que dessus, auons declaré & declarons, que la grace que nous faisons à noldits Officiers, est seulement pour le bié & commodité d'iceux noldits Officiers, & pour auoir moyen de payer lesdits gens de guerre, necessaires pour conseruer nostre estat, & maintenir noz suiets en repos & pacification, & non pour le profit desdits Princes, Princesses, & autres Seigneurs & Dames, lesquels partant ne pourront prétendre aucun droict ausdits tiers deniers, ny empescher les resignations & prouisions qui seront par nous faites, selon qu'il est cy dessus déclaré. Ne voulant neantmoins que ceste presente declaration leur puisse preiudicier à l'aduenir apres que le temps de nostredite grace sera expiré.

9 Et d'autant qu'il est à craindre, qu'aucuns de noldits Officiers n'ayans esgard à la grace & commodité que nous leur faisons, ou estât mal affectionnez au bien & secours de noz affaires, ne voudrôt payer la finance à laquelle le tiers denier de la valeur de leurs estats & offices sera taxé, dedans le temps dessus limité, nous par l'aduis & deliberation que dessus, auons déclaré & declarons tous & chascuns noldits Officiers, lesquels dedans ledit temps, qui est iusques audit premier iour de Ianuier prochain venant, n'auront payé ladite taxe du tiers denier de la valeur de leursdits offices, inhabiles à pouuoir iamais resigner leurs susdits estats & offices: & iceux, auons priez & priuons de la grace de nous & de noz successeurs Roys, de leur accorder permission de faire ladite resignation, soit en payant finance, ou pour consideration des seruices, ou autres causes que ce puisse estre. Et où aucunes par surpris ou autrement seroyent accordées, nous dès à present declarons les lettres & prouisions qui en seront expedies, nulles & de nul effect & valeur: & ceux qui les auront obtenues, sans droict ne titre ausdits offices, lesquelles partant seront vacantes & impetrables, nonobstant lesdites lettres de prouisions obtenues, comme dit est.


10 PROMETTANT en bonne foy & parole de Roy, pour nous & noz successeurs Roys, & sous l'obligation de tous & chascuns les biens de nostre couronne, presens & à venir, entretenir & garder inuiolablement tout le contenu en celdites presentes, sans ce que pour quelques euenemens, causes, raisons & occasions que ce soyent, ou puissent estre, noldits Officiers & ceux ausquels ils resigneront leursdits estats & offices, ny leurs vesues, enfans ou heritiers puissent estre aucunement troublez, molestez ny empeschez en l'effect & iouyssance de nostredite presente grace. Declairans par celdites presentes nulles, & de nul effect & valeur, toutes lettres, edicts & ordonnances qui pourroyent cy apres estre faites pour contreuenir à celdites presentes: & lesquelles lettres, edicts & ordonnances, au cas qu'aucunes en soyent faites, nous auons dès à present cassées & annulées, cassons & annulons par ces mesmes presentes.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux Conseillers les gens tenâs noz cours de Parlemens, chambre des comptes, &c. Donné à Paris au moys de Iuin l'an de grace mil cinq cens soixante huit, Et de nostre regne le huitiesme, Signé, CHARLES. Et au dessouz, Par le Roy estant en son conseil, DE NEVFVILLE Et sceelles du grand scel en cire verde & laqs de foye.

Leuës, publiques & enregistrees, ouy sur ce, & ce consentant & requerant le Procureur general du Roy, à Paris en Parlement, le vingthuitiesme iour de Iuin, l'an mil cinq cens soixante huit. DV TILLET.

Leuës semblablement, publiques & registrees de l'expres commandement du Roy: ouy sur ce & consentant son Procureur general en sa chambre des comptes, le cinquiesme iour de Iuillet, l'an 1568. LE GRANT.

Edict du Roy sur le faict des offices Royaux & venaux, permettant la resignation d'iceux à suruiuanee, en payant par ceux qui les tiennent & possèdent, le tiers denier de la valeur desdits estats & offices.

 HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Chacun a peu entendre combien les grandes despenſes que nous auons esté contraincts de faire & supporter, tant à l'occasion des troubles passez, que pour le voyage de nostre trefcher & trefamé frere le Roy de Pologne, nous ont mis en arriere: Et comme apres auoit fait assigner, dès le commencement de la presente annee, le payement de nostre gen-darmerie & infantie, que nous faisons lors estat d'entretenir, pour leur oſter toute occasion à l'aduenir de se licencier à mal viure, & à faire fouille & oppression à noz suiets, il nous restoit bien peu de fonds en noz finances pour satisfaire aux despenſes ordinaires de nostre maison, & de celle de la Roynie nostre trefchere & trefamee compagne & espouse. Qui est cause, que nous auons esté contraincts de rechercher plusieurs moyens extraordinaires pour recouurer deniers, soit par emprunt, ou autrement. Lesquels n'estans encores suffisans pour subuenir, à beaucoup pres, à la necessité

cessité de noz affaires, & aux nouuelles & grandes despeses, esquelles nous nous voyons auoir d'huy enveloppez, pour reprimer les emotions & subleuacions d'armes, qui ont esté excitées en plusieurs endroits de nostre Royaume, & pour remettre en nostre obeissance noz villes qui nous ont esté prises, il faut que nous en taxions & recerchions d'autres: entre lesquels nous rememorans des resignations d'offices à suruiuance, que nous auons cy deuant pratiqué en moindre nécessité de celle qui se presente aujourdhuy, & qui tourne plustost au bien, profit, aduantage, & utilité de noz suiets, qu'autrement, d'autant que par tels moyens plusieurs de ceux qui, pour l'affection qu'ils ont d'estre noz Officiers, vendent bien souuent leurs biens patrimoniaux, ou constituent rentes sur eux pour acheter des offices, ont à present le chemin ouuert, pour ne tomber au danger de les redeuoir vacans & impetrables par leurs decez, & ne les laisser perdre pour leurs veufues, enfans & heritiers.

Si auoir faisons que nous, apres auoir sur ce meurement consulté avec la Roynie nostre tres-honorable Dame & mere, nous treschers & tresamez freres les Ducs d'Alençon & Roy de Navarre, & autres Princes & Seigneurs de nostre conseil privé estans lez nous, auons par leurs aduis dit, statué & ordonné, disons, statons, voulons, & ordonnons par edict perpetuel & irrevocable, par ces presentes signées de nostre main, ce qui s'ensuyt. C'est à sçauoir, que toutes personnes qui tiennent & possèdent estats & offices à gages ou pensions, ou sans lesdites pensions & gages, du nombre & qualité de ceux qui ont esté cy deuant censez & reputéz venaulx, seront tenus dedans le premier iour de Septembre prochain venant, de fournir, & payer en deniers comptans, és mains du Thresorier de noz parties casuelles, & par ses quittances, les sommes auquel sera taxé le tiers denier de la valeur de leurs estats & offices. Que à ceux de nosdits officiers qui auront payé ledit tiers denier dedans ledit temps, nous permettons & accordons qu'ils puissent resigner, quand bon leur semblera, leursdits estats & offices, à personnes capables, sans pour ce payer autre finance. Et où il aduendrait qu'ils viennent à mourir auant que d'auoir resigné leursdits estats & offices, leurs veufues, enfans, & autres heritiers, en feront leur profit, & nous presenteront telles personnes capables qu'ils aduiseront laquelle nous ferons tenus pouruoir de l'estat & office, sans que pour ce faire ils soyent tenus nous bailler aucune finance, mais seulement nous presenter la quittance du Thresorier desdites parties casuelles, de la finance dudit tiers denier payée par iceluy defunct. Et pource que les resignations d'offices faites de pere à fils, ou gendre, sont grandement fauorables, nous voulons & accordons, que ceux de nosdits Officiers, qui apres auoir payé ledit tiers denier, dedans le temps dessus déclaré, auront resigné leurs estats & offices à leurs fils ou gendres, s'il aduient qu'iceux fils ou gendres resignataires viennent à mourir auant leurdit pere resignant, qu'en ce cas iceluy pere l'entre en la possession & iouissance dudit office, & que de rechef il en puisse disposer, ou bien en cas qu'il n'en eut disposé auant que de mourir, que sa veufue, enfans, ou autres heritiers, y puissent faire pouruoir, sans pource payer finance, tout ainsi qu'ils eussent deu faire, si ladite resignation de pere à fils, ou gendre mort du vivant dudit pere, ne fust point aduenue.

Si apres le decez de nosdits Officiers en leur vivant il demeure aucun fils en bas aage, auquel la veufue ou tuteurs vueillent conseruer l'office du pere decédé, pourront faire expedier les lettres d'office au nom dudit fils mineur, à la charge que lesdits mere & tuteurs commettront pour l'exercice d'iceluy office, pendant ladite minorité, vn personnage de qualité requise, duquel ils seront responsables ciuilement, & sans pour ce payer finance, comme dessus est dit. Exceptant toutesfoies en ce cas les Officiers de noz chambres des comptes, & cours des Aydes, ausquelles n'est raisonnable qu'aucun y entre par cômmission: enjoignant tresexpressément au Thresorier de nostre Espagne de n'employer les deniers procedans desdits tiers deniers en autres effects, ny pour autres affaires, que pour les payemens des despêches de l'ordinaire & extraordinaire de noz guerres du temps passé, present, & à venir, sur peine de payer deux fois tout ce qui se trouuera auoir esté par luy payé pour autres causes & occasions que ce puisse estre. Et à fin que plus facilement & promptement la verification puisse estre faite de toute la recepte & despense qui sera faite des deniers qui procederont desdits tiers deniers, nous voulons & ordonnons, que lesdits Thresoriers de l'Espagne, & des parties casuelles, soyent tenus faire & dresser estats & comptes particuliers desdites recepte & despense d'iceux deniers.

Et pour euitier que par importunité, surprinse, ou autrement, nous ne facions aucuns dons, ou autres assignations que pour lesdits affaires de l'ordinaire & extraordinaire de la guerre, à prendre sur les finances procedantes dudit tiers denier, à quelques personnes, & de quelques qualitez qu'ils puissent estre, mesmes nosdits Officiers, pour leur quitter iceluy tiers denier, Nous defendons tresexpressément à noz Secretaires d'estat & des finances, de n'en expedier aucuns roolles ny acquits, & à nostre trescher & seel Chancelier de France, de non seeller lesdits acquits, quelque iussion & expres commandement que nous leur en puissions faire, sur peine de repeter sur eux, & leurs heritiers, les sommes ausquelles monteront lesdits dons & assignations, & de laquelle reception & recouurement nous chargeons noz Procureurs generaux. Defendons en outre à noz amez & feaux les gens de noz comptes, de ne passer ne allouer en la despense de leurs comptes dudit Thresorier de nostre Espagne, ny d'autres de noz Officiers comptables, aucune partie en vertu desdits roolles ou acquits, si aucuns en font expediez, pour autre cause, que pour le faict dudit ordinaire & extraordinaire de la guerre, sur peine de priuation de leurs estats, & de payer in solidum les sommes ausquelles lesdites parties se trouueront monter.

Et pour faire entendre à toutes personnes, que nous n'entendons donner aucunement lesdits deniers, ne iceux estre employez en autre effect, que pour celuy dessus déclaré. Nous voulons & ordonnons, que si aucune personne, de quelque qualité qu'il puisse estre, trouue moyen d'estre payé desdits deniers, par dons, recompenses, bien-faits, voyages, debtes, ny autres causes & raisons que ce soyent, autres que le fraict dudit ordinaire & extraordinaire de la guerre, que les sommes qu'il sera versifié en estre par eux receuës, ensemble le quadruple d'icelles, soyent recourees sur les biens d'iceux, & leurs successeurs heritiers, iusques à la tierce generation, & pour en faire toutes poursuites & diligences, nous chargeons nosdits Procureurs generaux, aufquels commandons en faire leur deuoir, sur peine de priuation de leurs estats & offices.

Et pour ce que la Roynie nostre treschonneur Dame & mere, nosdits treschers & tresamez freres, nostre treschere Belle-sœur la Roynie d'Ecosse, noz tantes les Duchesses de Ferrare & de Sauoye, & plusieurs autres Princes, Princefès, & autres Seigneurs & Dames, lesquels iouissent de plusieurs Duchez, Comtez, Baronnies, terres & seigneuries de nostre domaine, auec droit de pourvoir aux offices ordinaires & nous presenter aux extraordinaires, lors que vacation y eschet, pourroyent pretendre aucun droit audit tiers denier desdits offices: Nous par l'aduis & deliberation que dessus, auons déclaré & declaron, que la grace que nous faisons à nosdits Officiers, est seulement pour le bien & commodité d'iceux nosdits Officiers, & pour auoir moyen de payer lesdits gens de guerre, necessaires pour conseruer nostre estat, & maintenir noz suiets en repos & pacification, & non pour le profit desdits Princes, Princefès, & autres Seigneurs & Dames, lesquels partant ne pourront pretendre aucun droit ausdits tiers deniers, ny empescher les resignations & prouisions qui seront par nous faites, selon qu'il est cy dessus déclaré: Ne voulant neantmoins que ceste presente declaration leur puisse preiudicier à l'aduenir apres que le temps de nostredite grace sera expiré.

Et d'autant qu'il est à craindre, que aucuns de nosdits Officiers n'ayans esgard à la grace & commodité que nous leur faisons, ou estât mal affectionnez au bien & secours de noz affaires, ne voudrât payer la finance à laquelle le tiers denier de la valeur de leursdits estats & offices sera taxé, dedans le temps dessus limité: nous par l'aduis & deliberation que dessus, auons déclaré & declaron tous & chacuns nosdits Officiers, lesquels dans ledit temps, qui est iusques au premier iour de Septembre prochain venant, n'auront payé ladite taxe du tiers denier de la valeur de leursdits offices, inhabiles de resigner à sur-viuanee leurs susdits estats: & iceux auons priué & priuons de la grace que nous & noz successeurs Roys leurs pourrions faire, de leur accorder permission de faire ladite resignation, soit en payant finance, ou pour consideration de leurs seruices, ou autres causes que ce puisse estre.

Et où aucunes par surpris ou autrement seront accordees, nous dès à present declaron les lettres & prouisions qui en seront expediees, nulles & de nul effect: Et ceux qui les auront obtenues, sans droit ne tiltre ausdits offices, lesquelles partant seront vacantes & impreterables, nonobstant lesdites lettres de prouisions obtenues, comme dit est. Promettant en bonne foy & parole de Roy, pour nous & noz successeurs Roys, & souz l'obligation de tous & chacuns les biens de nostre couronne, presens & à venir, entretenir & garder, & faire entretenir & garder inuiolablement tout le contenu en cefdites presentes, sans ce que pour quelques eueneemens, causes, raisons & occasions que ce soyent, ou puissent estre, nosdits Officiers, & ceux aufquels ils resigneront leursdits estats & offices, ny leurs vesues, enfans & heritiers puissent estre aucunement troublez, molestez n'empeschez en l'effect & iouissance de ceste nostre presente grace: declaron par cefdites presentes nulles, & de nul effect & valeur, toutes lettres, edicts & ordonnances qui pourroyent cy apres estre faites pour contreuenir à cefdites presentes: Et lesquelles lettres, edicts & ordonnances, au cas qu'aucunes en soyent faites, nous auons dès à present cassees & annullees, cassons & annulons par ces mesmes presentes.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux Conseillers, les gens tenans noz cours de Parlements, chambre de noz comptes, & cours des Aydes, Thresoriers de France & Generaux de noz finances, que ces presentes ils fassent lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles entretenir, garder & obseruer inuiolablement de point en point, sans souffrir ne permettre qu'il y soit mis ou donné aucun desfourbier, ou empeschement: lequel si fait, mis ou donné estoit, qu'ils ayent à le reparer & remettre au premier estat & deu, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles & sans preiudice d'icelles ne voulons estre differé, & quelconques autres edicts, statuts, & ordonnances, & lettres à ce contraires: ausquelles & aux derogatoires des derogatoires y contenuës, nous auons derogé & derogeôs par ces mesmes presentes. Et à fin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous y auons fait mettre nostre seal, sauf en autres choses nostre droit, & l'autry en toutes. Car tel est nostre plaisir. Donné au Bois de Vincennes, au mois d'Auril, l'an de grace mil cinq cens. foixante & quatorze, & de nostre regne le quatorziesme. Ainsi signé, CHARLES. Et sur les reply, Par le Roy estant en son conseil, BRVLART: Et à costé, *Visa*. Et sceelles sur lacqs de foye rouge & verd, en cire verde, du grand seal.

Leues, publiees & registrees, oy sur cele Procureur general du Roy, à Paris en Parlement, le quatriesme iour de May, l'an mil cinq cens foixante-quatorze. Ainsi signé, DV TILLET.

Collation a esté faite à l'original.

DV TILLET.

Edict, pour la resignation à suruiuance des estats & offices, tant à gages ou pensions que reputez venaulx, en payant par ceux qui les tiennent & exercent le tiers denier de la valeur d'iceux.

IX.
Jan 1574



HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Chacuni a peu entendre combien les grandes despenſes que nous auons esté contraincts de faire & supporter, tant à l'occasion des troubles passez, que pour le voyage de nostre trefcher & trefamé frere le Roy de Pologne, nous ont mis en arriere: Et comme apres auoit fait assigner, dès le commencement de la presente annee, le payement de nostre gendarmerie & infanterie, que nous faisons lors estat d'entretenir, pour leur ostor tout occasion d'aduenir de se licentier à mal viure, & à faire foudre & oppression à noz suiets, il nous restoit bien peu de fonds en noz finances pour satisfaire aux despenſes ordinaires de nostre maison, & de celle de la Roynie nostre trefchere & trefamee compagne & espouse. Qui est cause, que nous auons esté contraincts de rechercher plusieurs moyens extraordinaires pour reconuer deniers, soit par emprunt, ou autrement. Lesquels n'estans encores suffisans pour subuenir, à beaucoup pres, à la necessité de noz affaires, & aux nouuelles & grandes despenſes, esquelles nous nous voyons auourd'huy enuoloppez, pour reprimer les emorions & subleuations d'armes, qui ont esté excitées en plusieurs endroits de nostre Royaume, & pour remettre en nostre obeissance noz villes qui nous ont esté prises, il faut que nous en taxions & recherchions d'autres: entre lesquels nous rememorons des resignations d'offices à suruiuance, que nous auons cy deuant pratiqué en moindre necessité que celle qui se presente auourd'huy, & qui tourne pluſtoſt au bien, profit, aduantage, & vilté de noz suiets, qu'autrement, d'autant que par tels moyens plusieurs de ceux qui, pour l'affection qu'ils ont d'estre noz Officiers, vendent bien souuent leurs biens patrimoniaux, ou constituent rentes sur eux pour acheter des offices, ont à present le chemin ouuert, pour ne tomber au danger de les redeuoir vacans & impetrables par leurs decez, & ne les laisser perdre pour leurs veſues, enfans & heritiers.

SCAVOIR faisons que nous, apres auoir sur ce meurement consulté avec la Roynie nostre trefhonoree Dame & mere, noz trefchers & trefamez freres les Ducs d'Alençon & Roy de Nauarre, & autres Princes & Seigneurs de nostre conseil priués estans lez nous, auons par leurs aduis dit, statué vouldu, & ordonné, disons, statuons, voulons, & ordonnons par edict perpetuel & irrevocable, par ces presentes signées de nostre main, ce qui s'ensuyt. C'est à ſçauoir, que toutes personnes qui tiennent & possèdent estats & offices à gages ou pensions, ou sans lesdites pensions & gages, du nombre & qualité de ceux qui ont esté cy deuant censez & reputez venaulx, seront tenus dedans le premier iour de Septembre prochain venant, de fournir, & payer en deniers comptans, és mains du Thresorier de noz parties casuelles, & par ses quittances, les sommes auquel sera taxé le tiers denier de la valeur de leurs estats & offices. Que à ceux de nosdits officiers qui auront payé ledit tiers denier dedans ledit temps, nous permettons & accordons qu'ils puissent resigner, quand bon leur semblera, leursdits estats & offices, à personnes capables, sans pour ce payer autre finance. Et où il aduient qu'ils viennent à mourir auant que d'auoir resigné leursdits estats & offices, leurs veſues, enfans, & autres heritiers, en feront leur profit, & nous presenteront telles personnes capables qu'ils aduiforé laquelle nous serons tenus pouruoir de l'estat & office, sans que pour ce faire ils soyent tenus nous bailler aucune finance, mais seulement nous presenter la quittance du Thresorier desdites parties casuelles, de la finance dudit tiers denier payee par iceluy defunct. Etource que les resignations d'offices faites de pere à fils, ou gendre, sont grandement fauorables, nous voulons & accordons, que ceux de nosdits Officiers, qui apres auoir payé ledit tiers denier, dedans le temps dessus déclaré, auront resigné leurs estats & offices à leurs fils ou gendres, s'il aduient qu'iceux fils ou gendres resignataires viennent à mourir auant leur dit pere resignant, qu'en ce cas iceluy pere rentre en la possession & iouissance dudit office, & que de rechef il en puisse disposer, ou bien en cas qu'il n'en eut disposé auant que de mourir, que sa veuſue, enfans, ou autres heritiers, y puissent faire pouruoir, sans pour ce payer finance, tout ainsi qu'ils euſſent deu faire, si ladite resignacion de pere à fils, ou gendre mort du viuant dudit pere, ne fust point aduenue.

Si apres le decez de nosdits Officiers en leur viuant il demeure aucun fils en bas aage, auquel la veuſue ou tuteurs vueillent conseruer l'office du pere deceédé, pourront faire expedier les lettres d'office au nom dudit fils mineur, à la charge que lesdits mere & tuteurs commettront pour l'exercice d'iceluy office, pendant ladite minorité, vn personnage de qualité requis, duquel ils seront responsables ciuilement, & sans pour ce payer finance, comme dessus est dit. Exceptant toutesfoies en ce cas les Officiers de noz chambres des comptes, & cours des Aydes, auxquelles n'est raisonnable qu'aucun y entre par cômmission: enioignant trefexpressément au Thresorier de nostre Espargne de n'employer les deniers procedans desdits tiers deniers en autres effectz, ny pour autres affaires, que pour les payemens des despenses de l'ordinaire & extraordinaire de noz guerres du temps passé, present, & à venir, sur peine de payer deux fois tout ce qui se trouuera auoir esté par luy payé pour autres causes & occasions que ce puisse estre. Et à fin que plus facilement & prôprement la verification puisse estre faite de toute la recepte & despenſe qui sera faite des deniers qui procederont desdits tiers deniers, nous voulons & ordonnons, que lesdits Thresoriers de l'Espargne, & des parties casuelles, soyent tenus faire & dresser estats & comptes particuliers desdites recepte & despenſe d'iceux deniers.

NNNN iij

Et pour euitier que par importunité, surprinsé, ou autrement, nous ne facions aucuns dons, ou autres assignations que pour ledits affaires de l'ordinaire & extraordinaire de la guerre, à prendre sur les finances procedantes dudit tiers denier, à quelques personnes, & de quelques qualitez qu'ils puissent estre, mesmes nosdits Officiers, pour leur quitter iceluy tiers denier, Nous defendons tres-expressement à noz Secretaires d'estat & des finances, de n'en expedier aucuns roolles ny acquits, & à nostre trescher & seál Chancelier de France, de non sceller ledits acquits, quelque iussion & expres commandement que nous leur en puissions faire, sur peine de repeter sur eux, & leurs heritiers, les sommes auxquelles monteront ledits dons & assignations, & de laquelle reception & recourement nous chargeons noz Procureurs generaux. Defendons en outre à noz amez & feaux les gens de noz comptes, de ne passer ne allouer en la despense de leurs comptes dudit Thresorier de nostre Espagne, ny d'autres de noz Officiers comptables, aucune partie en vertu desdits roolles ou acquits, si aucuns en sont expediez, pour autre cause, que pour le fait dudit ordinaire & extraordinaire de la guerre, sur peine de priuation de leurs estats, & de payer in solidum les sommes auxquelles ledites parties se trouveront monter. Et pour faire entendre à toutes personnes, que nous n'entendons donner aucunement ledits deniers, ne iceux estre employez en autre effect, que pour celuy dessus declaré, Nous voulons & ordonnons, que si aucune personne, de quelque qualité qu'il puisse estre, trouue moyen d'estre payé desdits deniers, par dons, recompenses, bien-faits, voyages, debtes, ny autres causes & raisons que ce soyent, autres que le fait dudit ordinaire & extraordinaire de la guerre, que les sommes qu'il sera versé en estre par eux receués, ensemble le quadruple d'icelles, soyent recourees sur les biens d'iceux, & leurs successeurs heritiers, iusques à la tierce generation, & pour en faire toutes poursuittes & diligences, nous chargeons nosdits Procureurs generaux, ausquels commandons en faire leur deuoir, sur peine de priuation de leurs estats & offices.

Et pource que la Roynne nostre treshonoree Dame & mere, nosdit treschers & tresamez freres, nostre treschere Belle-sœur la Roynne d'Ecosse, noz tantes les Duchesses de Ferrare & de Sauoye, & plusieurs autres Princes, Princesses, & autres Seigneurs & Dames, lesquels iouissent de plusieurs Duchez, Comtez, Baronnies, terres & seigneuries de nostre domaine, avec droict de pourvoir aux offices ordinaires & nous presenter aux extraordinaires, lors que vacation y eschet, pourroyent pretendre aucun droict audit tiers denier desdits offices: Nous par l'aduis & deliberation que dessus, auons declaré & declarons, que la grace que nous faisons à nosdits Officiers, est seulement pour le bien & commodité d'iceux nosdits Officiers, & pour auoir moyen de payer ledits gens de guerre, necessaires pour conseruer nostre estat, & maintenir noz suiets en repos & pacification, & non pour le profit desdits Princes, Princesses, & autres Seigneurs & Dames, lesquels partant ne pourroient pretendre aucun droict ausdits tiers deniers, ny empescher les resignations & prouisions qui seront par nous faites, selon qu'il est cy dessus declaré: Ne voulant neantmoins que ceste presente declaration leur puisse preiudicier à l'aduenir apres que le temps de nostredite grace sera expiré.

Et d'autant qu'il est à craindre, que aucuns de nosdits Officiers n'ayans esgard à la grace & commodité que nous leur faisons, ou estés mal affectionnez au bien & secours de noz affaires, ne voudrôt payer la finance à laquelle le tiers denier de la valeur de leursdits estats & offices sera taxé, dedans le temps dessus limité: nous par l'aduis & deliberation que dessus, auons declaré & declarons tous & chacuns nosdits Officiers, lesquels dans ledit temps, qui est iusques au premier iour de Septembre prochain venant, n'auront payé ladite taxe du tiers denier de la valeur de leursdits offices, inhabiles de resigner à sur-viuanee leurs susdits estats: & iceux auons priué & priuons de la grace que nous & noz successeurs Roys leurs pourrions faire, de leur accorder permission de faire ladite resignation, soit en payant finance, ou pour consideration de leurs seruices, ou autres causes que ce puisse estre.

Et où aucunes par surprise ou autrement seront accordees, nous dés à present declaron les lettres & prouisions qui en seront expedies, nulles & de nul effect: Et ceux qui les auront obtenues, sans droict ne tiltre ausdits offices, lesquelles partant seront vacantes & impetrables, nonobstant lesdites lettres de prouisions obtenues, comme dit est. Promettant en bonne foy & parole de Roy, pour nous & noz successeurs Roys, & souz l'obligation de tous & chacuns les biens de nostre couronne, presens & à venir, entretenir & garder, & faire entretenir & garder inuiolablement tout le contenu en celsdites presentes, sans ce que pour quelques eueneemens, causes, raisons & occasions que ce soyent, ou puissent estre, nosdits Officiers, & ceux ausquels ils resigneront leursdits estats & offices, ny leurs vesues, enfans & heritiers puissent estre aucunement troublez, molestez n'empeschez en l'effect & iouissance de ceste nostre presente grace: declarans par celsdites presentes nulles, & de nul effect & valeur, toutes lettres, edicts & ordonnances qui pourroyent cy-apres estre faites pour contreuenir à celsdites presentes: Et lesquelles lettres, edicts & ordonnances, au cas qu'aucunes en soyent faites, nous auons dés à present cassées & annulles, cassons & annulons par ces mesmes presentes.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux Conseillers, les gens tenans noz cours de Parlements, chambre de noz comptes, & cours des Aydes, Thresoriers de France & Generaux de noz finances, que ces presentes ils facent lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles entretenir, garder & obseruer inuiolablement de point en point, sans souffrir ne permettre qu'il y soit mis ou donné aucun destourbier, ou empeschement: lequel si fait, mis ou donné estoit, qu'ils ayent à le reparer & remettre

mettre au premier estat & deu, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles & sans preiudice d'icelles ne voulons estre différé, & quelconques autres edicts, statuts, & ordonnances, & lettres à ce contraires: ausquelles & aux derogatoires des derogatoires y contenues, nous auons derogé & derogéons par ces mesmes presentes. Et à fin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous y auons fait mettre nostre seal, sauf en autres choses nostre droict, & l'autrui en toutes. Car tel est nostre plaisir. Donné au Bois de Vincennes, au mois d'Auril, l'an de grace mil cinq cens soixante & quatorze, & de nostre regne le quatorziesme. Ainsi signé, CHARLES. Et sur le reply, Par le Roy estant en son conseil, BRVLART. Et à colté, Visa. Et sceellées sur lacqs de soye rouge & verd, en cite verde, du grand seal.

Leués, publiques & registrées, oy sur ce le Procureur general du Roy, à Paris en Parlement, le quatriesme iour de May, l'an mil cinq cens soixante-quatorze. Ainsi signé, DV TILLET.

Leués semblablement, publiques & registrées en la chambre des comptes, oy & ce requerant le Procureur general du Roy, le huitiesme iour de May, l'an mil cinq cens soixante-quatorze. Signé, DE LA FONTAINE.

Leués, publiques & enregistrees en la cour des Aydes à Paris, oy & ce requerant le Procureur general du Roy, le 9. iour de Iuin, 1574. Signé, LE SVEVR.

Declaration du Roy sur son edict touchant la resignation à suruiuanee des estats & offices reputex venaux.

x.
Idem, 1574



HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront. Par noz lettres patentes en forme d'edict, du mois d'Auril dernier, nous auons, pour les causes y contenues, voulu & ordonné, que tous noz Officiers tenans offices cy deuant reputes venales, lesquels voudront payer en noz parties casuelles le tiers denier de la valeur de leursdits offices, dedans le premier iour de Septembre prochain venant, pourront apres, & quand bon leur semblera, resigner iceux offices, sans pource payer autre finance. Et où ils viendront à deceder sans auoir resigné, que leurs vesues, enfans, ou autres heritiers, pourront faire pourueoir personnes capables, telles qu'ils aduiseront, sans aussi pource payer autre finance. Et pource que cy deuant a esté verifié que aucuns desdits Officiers ont payé ladite finance, non pour nous secourir aux affaires pour lesquels auons octroyé ladite grace, mais voulans sauuer leurs offices, eux sentans prochains de la mort, souz couleur que par les quitances qu'ils ont retirées du Thresorier de noz parties casuelles, la clause de quarante iours n'y a esté mise, & par ce moyen auons esté frustré des deux tiers de la valeur des susdits offices. Pour à quoy obuier nous a esté remonstré, que combien que par le susdit edict il ne soit fait mention aucune de la clause des quarante iours, toutefois qu'elle doit estre mise & escripte aux quitances que baillera ledit Thresorier des parties casuelles. Pour euitier que autres semblables pertes ne nous aduiennent souz couleur d'iceluy edict. Neantmoins voulans vser de tous les plus gracieux moyens & traictemens enuers nosdits Officiers qu'il nous sera possible, nous par l'aduis & deliberation des gens de nostre conseil auons dit, déclaré & ordonné, disons, declérons, & ordonnons ce qui s'ensuit. C'est à sçauoir, que ceux de noz susdits officiers, lesquels estans sains, & non malades, apporteront eulx-mesmes es mains du Thresorier de noz parties casuelles, dedans le premier iour de Septembre prochain venant, les deniers ausquels le tiers de la valeur de leurs offices aura esté taxé, ne seront aucunement suiectz à la clause des quarante iours, que noz autres Officiers, residans en autre ville que celle de Paris, lesquels enuoyeront dedans ledit temps les deniers dudit tiers de la valeur de leurs offices, avec certification valable passée par deuant noz Luges & Officiers Royaux, en presence de deux tesmoings notables, contenant que celui qui enuoyra lesdits deniers estoit sain, & non malade, lors qu'il aura fait partir le porteur desdits deniers, & certification, ne seront pareillement suiectz à icelle clause de quarante iours: mais les vns & autres dessus declarez, leurs vesues, enfans & heritiers iouyront du contenu en nostredit edict du mois d'Auril dernier, encores qu'ils viennent à mourir dedans les quarante iours apres la date de la quitanee du Thresorier des parties casuelles. Bequant aux autres qui n'apporteront eux mesmes leurs deniers, ou ne les enuoyront avec ladite certification, nous voulons & ordonnons qu'ils soyent suiectz à ladite clause de quarante iours: & qu'apres leurs deniers fourniz s'ils viennent à deceder, & leurs vesues, enfans ou autres heritiers se veulent aider & preualoir d'iceluy edict en vertu de la quitanee dudit Thresorier des parties casuelles, qu'ils n'y soyent receuz, s'ils ne rapportent certifications valables, passées par deuant nosdits Officiers, par lesquelles le Curé ou Vicair de la paroisse, en laquelle le defunct sera mort, & deux ou trois notables personnes, deposeront du iour que iceluy defunct sera trespaslé: & que faisant conference du iour & date de la quitanee du Thresorier desdites parties casuelles, avec celui dudit decez, il apparaisse ledit defunct auoir vescu quarante iours entiers apres la date d'icelle quitanee.

Si donnons en mandement à nostre trescher & seal Chancellier de France, que le contenu en ceste presente declaration il entretienne, garde & obserue de point en point selon sa forme & teneur: nonobstant tous autres edicts & ordonnances cy deuant faits, concernant ladite clause des quarante iours, ausquels nous auons derogé & derogeons par ces mesmes presentes, & pour ceste fois seulement. Mandons en outre à noz amez & feaux Conseillers, les gens tenans noz cours de Parlemens, chambres de noz Comptes, & cours de noz Aydes, que ces presentes ils facent lire, publier & enregistrer, garder & obseruer, sans y estre contreueu en aucune maniere. Car tel est nostre plaisir.

NNNN iiii

Nonobstant quelconques edicts, ordonnances, & lettres à ce contraires. En tesmoing dequoy nous auons fait mettre nostre seal à cedités presentes, au vidimus desquelles, deuëment collationné, nous voulons soy estre adiousteé comme à cest original. Donné au Chasteau de Vincennes, le quatorziesme iour de May, l'an de grace mil cinq cens soixante quatorze, & de nostre regne le quatorziesme. Ainsi signé sur le reply desdites lettres, Par le Roy en son conseil, CLAVSSE. Et sceellées sur double queue, de cire iaulne, du grand seal. Et à costé sur ledit reply est escript,

Leuës, publies & registrees en consequence des precedentes lettres, oy sur ce le Procureur general du Roy à Paris en Parlement, le xviij. iour de May, mil cinq cens soixante quatorze. Signé, DE HEVEZ.

Et de l'autre costé est aussi escript,

Leuës semblablement, publies & registrees en la chambre des Comptes du Roy nostre Sire, en consequence des precedentes lettres, oy sur ce le Procureur general dudit Seigneur, le xxiiij. iour de May. 1574. Signé, DE LA FONTAINÉ. Et encores sur ledit reply est escript,

Leuës, publies & enregistrees en la cour des Aydes à Paris, oy & ce requerant le Procureur general du Roy, le ix. iour de Iuin, 1574. Signé, LE SVEVR.

Lettres à la cour des Aydes à Paris, contenans declaration de l'edict du mois d'Auril dernier, touchant les estats & offices repeutez venaulx.



HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à noz amez & feaux Conseillers les gens tenans nostre cour des Aydes à Paris, Salut & dilection. Comme pour subue-^{XI}
nir aux grandes & vrgentes affaires qui se présentent par chacun iour en nostre Roy-^{Idem, 1574}
aume, & à ayder à supporter les despenses extraordinaires qu'il nous conuient faire par chacun iour, nous eussions par noz lettres patentes en forme d'edict, du mois d'Auril dernier passé, suyuant autre edict du mois de Iuin, mil cinq cens soixante huit, ordonné que toutes personnes tenans & exerceans estats & offices à gages & pensions, du nôbre & qualité de ceux qui ont esté censez & repeutez venaulx, seroyent tenuz, dedans le mois de Septembre prochain, fournir & payer en deniers comptens, és mains de nostre Thresorier des parties casuelles, le tiers denier de la valeur de leursdits estats & offices. Moyennant lequel lesdits Officiers pourroyent resigner leurs offices à personnes capables & suffisans, sans payer aucune finance. Et au cas qu'ils mourussent sans resigner iceux estats & offices, leurs vesues, enfans & heritiers pourroyent presenter, à leur profit, sans me capable & suffisant, auquel seroit par nous pourueu dudit estat, sans payer aucune finance : entre lesquels aurions compris noz Officiers de nostre dite cour des Aydes à Paris. Lequel edict vous ayât esté présenté autiez fait difficulté de proceder à la verification d'iceluy, & fait entendre en nostre conseil, que nostre dite cour des Aydes estant crée, erigee & establie ad instar de noz Parlements, iugeans souverainement de toutes matieres ciuiles & criminelles, selon l'attribution de la iurisdiction qui luy a esté par nous & noz predecesseurs baillée. Et partant leurs estats ne sont, & ne doyent estre censez & repeutez venaulx : par l'aduis & deliberation de nostre dit conseil, auons déclaré & declarons par ces presentes, que nous n'auons entendu, & n'entendons que les offices de nostre dite cour des Aydes à Paris, soyent censez ny repeutez venaulx, ains tels que les offices de nosdites cours de Parlements.

Si vous mandons & treflexpreslément enjoignons, de proceder à la verification de nosdites lettres d'edict dudit mois d'Auril dernier, sans vous arrester à la clause, par laquelle les estats & offices de nostre dite cour des Aydes sont compris & nommez entre les estats venaulx, ce que ne voulons vous nuire ne preiudicier, & à laquelle auons derogé & dérogeons par ces presentes. Car tel est nostre plaisir. Donné au Boys de Vincennes, le xix. iour de May, l'an de grace mil cinq cens soixante quatorze, & de nostre regne le quatorziesme. Ainsi signé, Par le Roy en son conseil, CLAVSSE. Et sceillé sur simple queue, de cire iaine, du grand seal. Et à costé est escript,

Leuës, publies & enregistrees en la cour des Aydes à Paris, oy & ce requerant le Procureur general du Roy, le neufiesme iour de Iuin, l'an mil cinq cens soixante quatorze. Signé, LE SVEVR.

Edict portant permission à toutes personnes qui tiennent estats & offices à gages ou sans gages, de les resigner à suruiuançe, selon & aux conditions portees par iceluy edict.



HENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Polongne, à tous presents & à venir.^{XII}
Chacun a peu veoir & cognoistre combien les grandes despenses que nous auons esté
contraincts de faire, & supporter à l'occasion des guerres & troubles passez nous ont
mis en arriere: & comme pour licentier & mettre hors de nostre Royaume les estran-
gers, il faut encores assembler vne grâde & excessiue somme de deniers, outre le paye-
ment qu'il faut faire aux gens de guerre à pied, qu'il nous conuient entretenir aux gar-
nisons : ayans pour ceste cause recherché plusieurs & diuers moyens extraordinaires, pour recouurer
deniers, soit par emprunt ou autrement. Lesquels ne sont encores suffisans pour subuenir à beaucoup
pres à la necessité de noz affaires, & reduire toutes choses en tel estat que nostre Royaume, & peuple
d'iceluy, puissent viure en paix & vnion, selon nostre edict de pacification: estant par ce moyen requis
de trouuer autres nouueaux moyens, entre lesquels a esté proposé celuy des resignations à suruiuan-
çe, qui a esté cy deuant pratiqué en moindre necessité que celle qui se presente auourd'huy, & qui
tourne plustost au profit & aduantage de noz suiets, que autrement d'autant que par tels moyens plu-
sieurs

seurs de ceux qui pour l'affection qu'ils ont d'estre noz Officiers, vendent bien souuent leurs biens patrimoniaux, ou constituent rentes sur eux pour acheter offices, auront le chemin ouuert pour ne tomber en danger de les rendre vacans & impetrables par leur decez, & ne les laisser perdre pour leurs vefues, enfans & heritiers.

SCAVOIR faisons que nous, apres auoir sur ce meurement deliberé avec la Roïne nostre treshonoree Dame & mere, & les Princes & Seigneurs de nostre conseil priué estâs lez nous, auons par leur aduis, par cest edict perpetuel & irreuocable, permis à toutes personnes qui tiennent t estats & offices à gages ou sans gages, du nombre & qualité de ceux qui ont esté tenus & reputez venaulx, de resigner dans trois moys pour tout delay, apres la publication de ces presentes, leursdits estats & offices à condition de suruiuance, en payant à noz parties casuelles le tiers denier au moins de la iuste valeur desdits estats & offices, selon & ainu qu'il sera taxé en nostre conseil, ausquels Officiers qui auront ainu payé leurdite taxe dedans ledit temps, nous permettons & accordons qu'ils puissent resigner quand bon leur semblera leursdits estats & offices à personnes capables & suffisans, sans pour ce payer autre finance : & où mort aduendroit desdits Officiers qui auroient payé ladite taxe, auant que resigner leursdits estats & offices à ladite suruiuance, leurs vefues, enfans, & autres heritiers en feront leur profit, & nous presenteront telles personnes capables qu'ils aduiseront, que nous serons pouruoir dudit estat & office, sans que pource ils soyent tenus nous bailler aucune autre finance, en nous representant seulement la quittance dudit Thresorier des parties casuelles, contreroollée de la finance par iceluy defunct payée. Et pour ce que les resignations d'offices faictes de pere à fils, ou gendre, sont les plus fauorables, nous voulons & accordons, que ceux de nosdits Officiers, qui apres auoir payé ladite taxe dedans le temps dessus déclaré, auront resigné leurs estats & offices à leurs fils ou gendres, si aduient que iceux fils ou gendres resignataires viennent à mourir auant leur pere resignant, que en ce cas iceluy pere s'entre en la possession & iouissance dudit office, & que de rechef il en puisse disposer, & nōmer autre personne au lieu du decedé, ou bien, en cas qu'il n'en eust disposé auant mourir, que sa vefue, enfans, ou autres heritiers, y puissent faire pouruoir, sans pource payer autre finance, tout ainu qu'ils eussent peu faire si ladite resignation de pere à fils ou gendre, mort du viuant dudit pere, ne fust aduenue. Et si apres le decez de nosdits Officiers il demeure aucun fils en bas aage, auquel la vefue ou tuteurs veulent conseruer l'office du pere decedé, pourront faire expedier les lettres d'office au nom dudit fils mineur, à la charge que lesdits mere & tuteurs commettront à l'exercice d'iceluy office, pendant ladite minorité, vn personnage de qualité requise, duquel ils seront responsables ciuilement, & sans pour ce payer autre finance, comme dessus est dit. Exceptons toutesfois les offices de noz chambres des Comptes & cours des Aydes, ausquelles n'est raisonnable qu'aucuns y entrent par commission. Enioignant tresexpressément au Thresorier de nostre Espagne, de n'employer les deniers procedans dudit tiers denier en autres effectz, ny pour autres affaires, que pour le payment & licentierement desdits gens de guerre estrangers, sur peine de payer deux fois tout ce qui se trouuera auoir esté par luy payé pour autres causes & occasions que ce puisse estre. Et à fin que plus facilement & promptement la verification soit faicte de la recepte & despenſe des deniers qui procederont desdites resignations à suruiuance, nous voulons & ordonnons que lesdits Thresoriers de nostre Espagne, & des parties casuelles, soyent tenus faire chapitre à part, & séparé, en leurs comptes desdites receptes & despenſe. Et pour declarer noz vouloir & intention sur les dons, ou autres assignations qui par importunité, ou autrement, pourroyent estre accordees & expediees sur les deniers & finances qui prouient dudit tiers denier pour lesdites resignations à suruiuance, nous defendons tresexpressément à noz Secretaires d'estat & des finances, de n'en expedier aucuns roolles ne acquits : & à nostre trescher & seel Chancelier de France, de n'en sceller aucune prouision, quelque iussion & expres commandement que nous leur en puissions faire : & aux intendans & Contreroollers generaux de noz finances, d'en contrerooller aucuns.

DEFENDONS en outre à noz amez & feaux les gens de noz Comptes, passer & allouer en la despenſe des comptes dudit Thresorier de l'Espagne, ny d'aucuns noz Officiers comptables, aucunes parties, en vertu desdits roolles ou acquits, si aucuns en sont expediez, pour autres causes que pour le faict susdit. Et pour faire entendre à toutes personnes, que nous n'entendons aucunement donner lesdits deniers, ne iceux estre employez à autre effect que pour celuy dessus déclaré, nous voulons & ordonnons que si aucune personne, de quelque qualité qu'il puisse estre, trouue moyen d'estre payé desdits deniers, soit pour dons, recompenses, bienfaits, voyages, & debtes, ou pour autres causes & considerations que ce soit, autres que pour le payment dessus dit, que les sommes qu'il sera verifié en auoir esté par eux receuës, ensemble le double d'icelles, soyent repetez & recouverts sur les biens d'iceux, & leurs successeurs heritiers : & pour en faire toutes pouruites & diligences, nous chargeons nosdits Procureurs generaux, ausquels commandons & enioignons en faire leur deuoir, sur peine de priuation de leurs estats & offices. Et pour ce que la Roïne nostre treshonoree Dame & mere, nostre trescher & tresamé frere le Duc d'Anjou, & noz trescheres & tresamees belles seurs, les Roynes Elizabeth, & d'Escoſse, & plusieurs autres Princes, Princesses, Seigneurs & Dames, lesquels iouissent de plusieurs Duchez, Comtez, Baronnies, terres & Seigneuries de nostre domaine, avec droit de pouruoir aux offices ordinaires, & nous presenter aux extraordinaires lors que vacation y eſcher, pourroyent pretendre droit ausdites resignations à suruiuance desdits offices, nous, par l'aduis & de-

liberation que dessus, auons declaré & declarons, que la grace que nous faisons à nosdits Officiers, est seulement pour auoir moyen de payer promptement lesdits gens de guerre, & les mettre hors nostre dit Royaume, à fin de maintenir nosz suiection en repos & pacification, & non autrement, sans que aucun puisse pretendre aucun droit ausdits resignations, ny empescher l'effect des prouisions qui en seront par nous commandees, selon qu'il est cy dessus spécifié: ne voulant neantmoins que ceste presente declaration, apres que ledit temps de trois moys sera passé & expiré, leur puisse preiudicier l'aduenir. Et d'autant que aucuns de nosdits Officiers n'ayans egard à la grace & commodité que nous leur faisons, ou estans mal affectionnez au bien & secours de nos affaires, ne viendront pour la finance à laquelle sera taxé le tiers denier de la valeur de leursdits estats & offices, dans le temps dessus limité: nous par l'aduis & deliberation que dessus, auons déclaré & declarons, que aucun d'eux pour quelque cause ou consideration que ce soit, ne sera receu à resigner à ladite condition de suruiuanee apres ledit temps passé & expiré: & desapresent comme pour lors auons déclaré & declarons les lettres & prouisions qui en seront autrement expediees nulles & de nul effect, & ceux qui les auront obtenues, sans droit ne titre ausdits offices, nonobstant lesdites lettres de prouision qui pourroyent estre obtenues, comme dit est. Et pour euer à toutes surprinses qui se pourroyent faire esdites resignations à suruiuanee, n'entendons icelles auoir lieu ne sortir effect, que celui qui aura resigné n'ait vescu vingt iours apres la date de la quittance contreeollee de la finance qui en sera pour ce payee. Promettant en bonne foy & parolle de Roy, pour nous & nosz successeurs Roys, entretenir, garder & obseruer, & faire entretenir, garder & obseruer inuiolablement le contenu en cefdites presentes, sans que pour quelques euenemens, causes, raisons & occasions que ce foyent ou puissent estre, nosdits Officiers & ceux auxquels ils resigneront leursdits estats & offices, ny leurs vefues, enfans & heritiers puissent estre aucunement molestez, troublez, ne empeschez en l'effect & iouissance de ceste nostre presente grace.

Si donnons en mandement à nosz amez & feaux Conseillers, les gens tenans nosz cours de Parlement, chambres des Comptes, & cours des Aydes, Thresoriers de France & Generaux de nos finances, que ces presentes ils facent lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles entretenir, garder & obseruer inuiolablement de point en point, sans souffrir ne permettre qu'il y soit mis ou donné aucun destourbier ou empeschement: lequel si faict, mis ou donné estoit, qu'ils ayent à le repater & mettre au premier estat & deu, nonobstant oppositions & appellations quelconques: pour lesquelles & sans preiudice d'icelles, ne voulons estre differé, & quelconques autres edicts, ordonnances, & lettres à ce contraires: ausquelles, & aux derogatoires y contenues, nous auons derogé & derogeons, par ces mesmes presentes. Et à fin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous y auons fait mettre nostre seal, sauf en autres choses nostre droit, & l'autrui en toutes. Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris, au moys de Iuillet, l'an de grace mil cinq cens soixante seize, & de nostre regne le troiesime. Signé, HENRY. Et sur le reply, Par le Roy estant en son conseil, BRVLART. Et à costé, *Visa*. Et sceelles sur lacs de foye rouge & verd, du grand seal, en cire verde. Plus sur ledit reply est escript,

Leuis, publiees & enregistrees, oy sur ce le Procureur general du Roy, ce requérant & consentant, conformément à semblables lettres, verifiees le vingthuitiesme Iuin, mil cinq cens soixante huit. A Paris en Parlement le neufiesme iour d'Aoust, mil cinq cens soixante seize. Signé, DV TILLET.

Leuis ausst, publiees & registrees en la chambre des comptes, oy sur ce le Procureur general du Roy en icelle, le treziesme iour d'Aoust, l'an mil cinq cens soixante seize. Signé, DE LA FONTAINE.

Lettres du Roy, pour la prolongation du temps & delay prefix par l'edict du moys de Iuillet dernier passé, touchant la resignation des estats & offices à suruiuanee.



HENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Polongne, à tous presens & à ve-
nir, Salut. Nous auons par nostre edict du moys de Iuillet dernier passé, pour les
causes contenues en iceluy, permis à toures personnes qui tiennent estats & offices à
gages, ou sans gages, du nombre & qualité de ceux qui ont esté tenuz & repeutez ve-
naultx, de resigner dedans trois mois, pour tout delay, apres la publication de nostre
dit edict, leursdits estats & offices à condition de suruiuanee, en payant en nosz par-
ties casuelles le tiers denier au moins de la iuste valeur desdits estats & offices, selon & ainsi que les
taxes en seroyent faictes en nostre conseil priué: & qu'ayant ainsi payé leursdites taxes dedans ledit
temps, puissent resigner quand bon leur sembleroit leursdits estats & offices à personnes capables &
suffisantes, sans pour ce payer autre finance. Et où la mort desdits Officiers qui auroyent payé la-
dite taxe, aduendroit auant que resigner à ladite condition de suruiuanee, que leurs vefues, enfans
& autres heritiers en seroyent leur profit, & nous presenteroyent telles personnes capables qu'ils aduisé-
royent, lesquelles nous ferions pourueoir desdits estats & offices, en nous representant seulement la qui-
tance du Thresorier de nosdites parties casuelles, sans qu'ils fussent tenuz nous payer pour ce autre
finance. Semblablement aurions voulu & ordonné par nostredit edict, que ceux de nosdits Officiers,
qui apres auoir payé ladite taxe dedans ledit temps, auroyent resigné leursdits estats & offices à leurs
fils & gendres, fil aduenoit que iceluy fils & gendre, leurs resignataires, decedassent auant leur pere
& resignant, que iceluy pere n'entrast en la possession & iouissance dudit office, & que derechef il en
peust

peust disposer, & nommer autres personnes au lieu du decedé : ou bien en cas qu'il n'en eust disposé auant mourir, que sa vefue, enfans & autres heritiers y peussent faire pouruoir, sans payer autre finance, tout ainsi qu'ils eussent peu faire, si ladite resignation de pere à fils ou gendre, mort du viuant du pere, ne fust aduenüe. Pareillement aurions voulu & ordonné, que si apres le decez de nosdits Officiers qui auroient ainsi payé ladite finance, il demeueroit aucun fils en bas aage, auquel la vefue, ou les tuteurs voulessent conseruer l'office du pere decedé, qu'ils pourroyent faire expedier les lettres d'office au nom dudit fils mineur, à la charge que lesdits mere & tuteurs commetroyent à l'exercice d'iceluy office, pendant ladite minorité, vn personnage de qualité requise, duquel ils seroyent responfables ciuilement : sans pource payer autre finance, comme dessus est dit : ainsi que le tout est plus à plein spécifié & déclaré par iceluy nostredit edict. Par le moyen duquel le secours que nous en esperions tirer, n'est venu si promptement que nous attendions, non tant par la faute de nosdits Officiers, comme de la malice du temps, & des defiances nées entre noz suieets, durant les troubles passez, lesquels n'ayans peu estre si promptement desracinees, & la conuenance d'entre nosdits suieets n'ayât à ceste occasion du tout esté libre, la plupart de nosdits Officiers n'ont peu estre si promptement aduertis du benefice de nostredit edict, comme il cust bien esté requis, ne recouuert argent, pour payer le tiers denier de la valeur de leursdits offices, comme ils eussent bien desiré.

N o u s à ladite cause ne voulans que nosdits Officiers soyent priuez du benefice de nostredit edict, pour la malice & incommodité du temps, auons prolongé & continué, prolongeons & continuons par ces presentes, le temps & delay prefix par nostredit edict à nosdits Officiers, de payer ledit tiers denier de la valeur de leursdits offices, qui estoit de trois moys apres la publication d'iceluy edict, iusques à trois autres moys entiers & consecutifs, commençans du iour de la publication de cesdites presentes. Voulons, ordonnons & nous plaist, que ceux de nosdits Officiers qui payeront en nosdites parties casuelles ledit tiers denier de la valeur de leurs offices dedans ledit temps, iouissent du benefice de nostredit edict, tout ainsi, & en la mesme forme & maniere qu'il est porté par iceluy : & qu'ils eussent fait ou peu faire fils eussent payé ledit tiers denier dedans les trois moys prefix par iceluy edict.

S i donnons en mandement à noz amez & feaux les gens tenans nostre court de Parlement, chambres de noz Comptes, & tous autres noz Iusticiers & Officiers qu'il appartiendra, que suyuant ces presentes noz lettres de prolongation, ils facent souffrir, & laissent ceux qui auront payé le tiers denier de la valeur de leur office dedans lesdits trois moys apres la publication de cesdites presentes, iouyr & vser du fruiet & benefice de nostredit edict : cessans & faizans cesser tous troubles & empeschemens au contraires. Car tel est nostre plaisir. Et à fin que ce soit chose ferme & stable à tous iours nous y auons fait mettre nostre seal. Donné à Bloys le premier, iour de Decembre, l'an de grace, 1576. Et de nostre regne le troisieme. Ainsi signé, HENRY. Et au dessous, Par le Roy, FIZES. Et à costé, VISA. Et scellé sur lacqs de soye rouge & verd, du grand seal de cite verde. Et sur le reply est escript ce qui sensuit,

Leués, publies & registrées, oy sur ce le Procureur general du Roy, à Paris en Parlement, le dixiesme iour de Decembre, l'an mil cinq cens soixante seize. Ainsi signé, DV TILLET.

Et sur ledit reply est escript,

Leués aussi, publies & registrées en la chambre des Comptes, oy sur ce le Procureur general du Roy en icelle, le vnziesme iour de Decembre, l'an mil cinq cens soixante seize. Signé, DANES.

Declaration du Roy sur son edict du moys de Iuillet, & la prolongation par luy faicte au moys de Decembre dernier : contenant autre prolongation de quatre moys, avec permission à tous Officiers de pouuoir resigner à suruiuance leurs estats & offices, durant ledit temps.

HENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Polongne, à tous presents & à venir, Salut. Nous auons recogneu deux choses principalement auoir esté cause que nous n'ayons tiré le fruiet par nous esperé de la permission des resignations à suruiuances par nous faictes par nostre edict du moys de Iuillet dernier passé. L'une, & la principale, a esté l'opinion que la plupart de noz Officiers auoyent conceuë, qu'à la tenue des estats generaux de cestuy nostre Royaume n'agueres conuoquez. en ceste nostre ville de Bloys, nous supprimerions la plupart des offices creez depuis l'aduenement à la couronne. de feu nostre treshonoré Seigneur & ayeul, le Roy François, que Dieu absolve. Et l'autre a esté l'esperance que plusieurs de nosdits Officiers ont en nostre liberalité, & en la facilité qu'ils ont trouuee & trouuent iournellement en nous, de leur permettre se desfaire de leurs offices, sans nous payer aucune finance pour la resignation d'iceux : ayans nosdits Officiers esté retenuz par crainte & esperance d'entrer au payement de la finance que ceux qui voudront iouyr du benefice de nostredit edict nous doyent payer suyuant iceluy. A quoy nous scauons aussi les bruits des troubles & des guerres auoir grandement contrarié : à cause duquel nosdits Officiers ont craint se mettre par les chemins, de peur d'estre prins & rançonnez par les gens de guerre : tellement que la prolongation par nous faicte pour trois moys, de la permission desdites resignations à suruiuances, en ceste nostredite ville de Bloys, au mois de Decembre dernier passé, est expiree : sans que nosdits Officiers s'en soyent peu de beaucoup penaloier.



A quoy nous desirans pourueoir, & faisans benefice à nosdits Officiers, retirer lesdites suruiuan-
ces quelque notable somme de deniers pour le secours de noz affaires, esperans que nosdits Officiers
estans à present deliurez de la crainte de ladite suppression y entendront volontiers :

AVONS de rechef prolongé & continué, & par la teneur de ces presentes prolongeons & conti-
nuons le temps & delay de payer le tiers denier de leursdits offices, pour iouyr du pouuoir de les resi-
gner à suruiuanee, suyuant nostredit edict du mois de Iuillet dernier passé, iusques à quatre mois en-
riers & consecutifs prochains, subsequens le iour de la publication de cedites presentes.

VOULONS & nous plaist, que ceux de nosdits Officiers qui payeront en noz parties casuelles le-
dit tiers denier dedans ledit temps de quatre mois, iouissent du benefice de nostredit edict : tout ain-
si & en la mesme forme & maniere qu'il est porté par iceluy, & qu'ils eussent fait ou peu faire s'ils eus-
sent payé ledit tiers denier dedans le temps prefix par nostredit edict, & par ladite premiere prolonga-
tion dudit mois de Decembre dernier passé. Declarans que nous auons reuoué & reuouons tou-
tes suruiuances & permissions qui pourroyent auoir esté cy deuant faictes & donnees par nous ou
noz predecesseurs Roys, de resigner aucuns offices venaulx, sans payer finance : defendant tres-ex-
pressément à nostre amé & seel Chancelier, y auoir aucun esgard : & aux Secretaires de noz finan-
ces expedier sur icelles aucunes lettres d'offices, sur peine de nous en respondre, excepté celles que
nous pourrions auoir faictes à aucuns de noz amez & feaux Notaires & Secretaires. Et pource que
ayans déclaré par nostredit edict du mois de Iuillet dernier, que la Roynie nostre treshonoree Dame
& mere, nostre trescher & tresamé frere le Duc d'Alençon, noz trescheres & tresamees belles sceurs,
les Roynes Elizabeth & d'Escoffe, & plusieurs autres Princes, Princeesses, Seigneurs & Dames qui
iouissent de plusieurs terres & Seigneuries de nostre domaine, avec droit de pouruoir aux offices,
ne pourroyent pretendre aucune chose audit tiers denier, ne empescher l'effect des prouisions qui se-
royent sur ce par nous expedies : nous auons aussi par mesme moyen déclaré, ne vouloir leur preiui-
dicier le temps porté par nostredit edict expiré : on pourroit pretendre que ceste nostre presente pro-
longation ne pourroit toucher & appartenir aux Officiers desdites terres & Seigneuries tenues par
lesdits Seigneurs & Dames : nous auons dit & déclaré, disons & declaron, que lesdits Officiers des-
dites terres & Seigneuries pourront iouyr du benefice de nostredit Prolongation, & resigner leur-
dits offices à suruiuanee suyuant nostredit edict du mois de Iuillet, en payant ledit tiers denier du-
rant ledit temps de quatre mois, à compter du iour de la publication de ces presentes : sans qu'ils y
puissent non-plus estre empeschez, que s'ils eussent payé leurdit tiers denier, dedans les trois mois
portez par nostredit edict.

Si donnons en mandement à noz amez & feaux les gens tenans noz cours de Parlement, & cham-
bre de noz comptes, & à tous autres noz Iusticiers & Officiers qu'il appartiendra, que ces presentes
noz lettres de prolongation ils facent lire, publier, & enregistrer : & suyuant le contenu en icelles fac-
cent, souffrent, & laissent ceux de nosdits Officiers qui auront payé le tiers denier de la valeur de leurs
offices dedans ledit temps de quatre mois, iouyr & vser du fruit & benefice de nostredit edict. Ces-
sans & faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire. Car tel est nostre plaisir. Et à fin
que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons fait mettre nostre seel à cedites presentes.
Donné à Blois, au mois d'Auril, l'an de grace mil cinq cens soixante & dixsept : & de nostre regne le
troisiesme. Ainsi signé sur le reply, Par le Roy estant en son conseil, PINART. Et sceelées
du grand seau de cire verte, en laques de soye rouge & verd, sur double queuë. Et a esté sur ledit
reply, *Visa. Contentor. gratis.* POVSSEPIN. Et sur ledit reply est escript ce qui sensuit,

*Leuës, publies & registrees, oy sur cele Procureur general du Roy, en consequence de la verification des let-
tres precedentes, & sans y comprendre les offices non venaux. A Paris en Parlement, le second iour de May,
l'an mil cinq cens soixante dixsept. Ainsi signé,* DV TILLET.

*Leuës semblablement, publies & registrees en la chambre des Comptes, oy, & ce requerant le Procureur ge-
neral du Roy en icelle, en consequence de la verification des lettres precedentes, le quatriesme iour de May, l'an mil
cinq cens soixante & dixsept. Signé,* DANES.

DV REIGLEMENT GENERAL DES FINANCES,

& Officiers comptables.

TITRE XVIII.

*Reiglement sur le maniment & distribution des finances du Roy tant ordinaires que extraordinaires & cōme
les Officiers en icelles se doyent comporter en leurs charges & rendre leurs comptes.*



HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres ver-
ront, Salut. Comme il soit besoing, & grande necessité de pouruoir au faict, & gouver-
nement de noz finances, & en icelles mettre ordre & bonne prouision : lesquelles par de-
faux sont tellement amoidries, & diminuees, que grans inconueniēs s'en sont ensuyuis,
& ensuyuent chacun iour, & par ce n'auons peu pouruoir au fait de noz guerres, n'y fournir au paye-
ment de noz gens d'armes & de trait :^a parquoy ils ont vescu, & vient sur noz pays, à la totale de-
struction de nous, & de nostre peuple, & plus seroit si par nous n'y estoit pourueu. Nous desirans de
tout nostre cœur à ce pouruoir, & donner bon ordre, & prouision au fait de nosdites finances, & par
ce ob-

a) Gens de trait.
Sont les arbal-
stiers & archers
desquels on se
seruoit ancien-
nement au fuit
de la guerre, cō-
me l'on peut voir
aux anciēnes or-
donnances de
la guerre.

ce obuier aux grans abus, qui au tēps passē se font faits, & font chacun iour en icelles, tant par noz Receueurs, comme autres, lesquels n'ont tenu compte de toutes les ordonnances, qui au temps passē ont esté sur ce faites: anons pour ces causes, & autres à ce nous mouuans, & par l'aduis & deliberation des gens de nostre grand conseil, voulu & ordonné, voulons & ordonnons par ces presentes, les points & articles, dont cy apres est faite mention, estre tenus, gardez & obseruez de point en point.

1. Et premierement, pource que tout nostre domaine, tant par le fait & occasion des guerres, qui par cy deuant ont eu cours, & encores ont en nostre Royaume, comme pour ce que les gens, qui ont eu le gouvernement de noz finances, n'ont pas peu entendre ne vaquer à l'entretenement d'iceluy nostre domaine si diligemment & soigneusement que besoin eust esté, obstant les grandes charges, & occupations qu'ils auoyent pour la conduite, & administration de noz autres finances, parquoy il est venu en ruine, & comme à non valloir: à ceste occasiō ne se font payez par noz Receueurs ordinaires, & encores ne se payent les charges ordinaires cōme siefs & aumosnes, ne gages d'Officiers, & aussi ne se font faites aucunes, ou que tres peu de reparations en noz chasteaux & ediffices: nous auons ordonné & ordonnons que d'oresnauant tout nostredit domaine de nostredit Royaume, se recueura en la chambre de nostre tresor à Paris, par le changeur d'iceluy tresor, par descharge de noz Thresoriers illec contreroollez par le Clerc dudit tresor, ainsi & par la forme & maniere que de toute ancienneté estoit acoustumé faire: Et par ce en auōs osté, & otons du tout la cognoissance à ceux qui ont, & d'oresnauant auront le gouvernement de nosdites autres finances extraordinaires.

Domaines

2. Pour ce que par faute de faire visitation audit domaine, plusieurs des Receueurs d'iceluy, & autres noz Officiers ont laissé, & laissent chacun iour choir, & tourner comme en totale ruine plusieurs de nosdits chasteaux, manoirs, granges, estangs, chaussees, ponts & autres heritages à nous appartenans & autres, sur lesquels auons droit de prendre aucuns reuenus, & deuoirs, sans y faire reparacion ou refection, parquoy ils sont venus à non valloir: mesmement aussi que par default, ou negligence de ce, qu'aucuns de nosdits Receueurs n'ont prins, ne leuē les rentes, hommages, seutez & autres deuoirs à nous dus, à cause de nostre domaine, n'en default de ce, charge & redeuables: nous auons ordonné & ordonnons que d'oresnauant les gens de noz comptes, & Thresoriers à Paris, s'informeront de, & sur les choses dessusdites, & les dependances, & y donneront & feront donner telle, & si conuenable prouision, qu'ils verront estre à faire, au bien & profir de nous, & de nostredit domaine, & à l'aduancement & acroissement d'iceluy.

Idem.

Ce lieu est vn peu corrompu; mais ie n'ay peu voir ny trouuer l'original pour le restituer. Föt.

3. Pour tousiours preferer, comme faire se doit, les choses diuines à toutes autres, auons voulu & ordonné, que d'oresnauant les Receueurs de noz domaines payent premierement, & auant toutes charges quelconques, les siefs & aumosnes, dont leurs receptes sont chargees, & redeuables: apres facent les reparations, que par necessite conuient faire: & apres payent les gages des anciens Officiers ordinaires, & non autres, nonobstant quelconques assignations, lettres, commandemens de bouche, & autres raisons, qui se pourroyent alleguer au contraire, fust de par nous, ou par noz Receueurs generaux, & sur peine de restituer ce que payé auroyent autrement que dessus est dit, & d'amende arbitraire: sauf toutesfoiſ qu'il leur apparust de nostre vouloir au contraire par escript, au roolle signé de nostre main, avec mandement sellé de nostre Chancellerie, faisant expresse mention du cas, & que pour les affaires du Royaume l'eussions ainsi voulu estre fait. Et pour ce qu'aucunes desdites receptes, ne valent guerres à present, & moins de trop que ce dont elles font chargees en siefs, aumosnes & gages d'Officiers ordinaires, nous voulons que nosdits Receueurs au cas dessusdit payent lesdits siefs & aumosnes, & gages d'Officiers, & aussi payent & facent faire les reparations dessusdites *pro rata*, selon la valeur de chacune d'icelles receptes par les estats, qui bailliez & faits leur seront par nosdits gens des comptes, & Thresoriers, ou autres à ce commis de par nous, en & sur les peines dessusdites.

Idem.

4. Et pource qu'en plusieurs noz pays, auons fait aucunes alienations, dons & transports de nostre domaine, les vns à perpetuité, & les autres à vies & à temps, souz condition de payer siefs & aumosnes, & autres charges ordinaires & anciennes, dont estoient chargees lesdites terres: & supposé que en nosdites lettres desdits dons & transports n'en fust par aduenture faite expresse mention, si se deuoit-il ainsi entendre, & telle estoit nostre intention, & ce nonobstant lesdits siefs & aumosnes, & autres charges ordinaires ne se sont payees par ceux à qui nous auons fait lesdits dons, alienations & transports: parquoy noz receptes ordinaires, dont lesdits heritages estoient & sont departis & demembrez, sont demeurees chargees de plus qu'elles ne peuuent supporter, auons ordonné & ordonnons, que d'oresnauant les proprietaires & detenteurs d'iceux heritages, terres, & Seigneuries soyent contrains par nosdits gens des comptes, & Thresoriers, à payer ce dont il apperra lesdites terres & Seigneuries ainsi alienees estre chargees, & redeuables. Et pource qu'il peut estre qu'au temps desdites alienations, lesdites receptes ordinaires estoient en general chargees des siefs & aumosnes, rentes, & charges anciennes, & payees aussi sur tout le reueu lors estant en icelles receptes, qui de present sont demeurees chargees de toutes icelles charges, en ce cas voulons & ordonnons que nosdits gens des comptes, & Thresoriers puissent contraindre les proprietaires & detenteurs d'icelles terres & Seigneuries, à payer leur part & portion desdites charges, siefs & aumosnes, en regard à la valeur d'icelles noz receptes, & desdites terres transportees.

Idem.

a) Contrains. Res enim cum suo onere transit l. alienatio. ff. de contrah. empr. Rubuff.

5. Nous auons ordonné & ordonnons, que toutes noz autres finances quelconques, hors seule-

OOOO

De l'office du
Receuteur gene-
ral.

ment celles qui toucheront le fait de nostredit domaine, soyent d'oresnauant receués par la main de nostre Receuteur general, & par luy distribuees, selon l'ordre, dont cy apres est faite mention.

6 N E sera nostredit Receuteur general d'oresnauant receu en nostre chambre des comptes, à compter par simples mandemens: mais voulons qu'il soit receu par estats, ou roolles signez de nostre main, & du lignet de l'un de nos Secretaires, par nous ordonnez signer au fait de nosdites finances, avec mandement scellé du scel de nostre Chancellerie, attaché souz nostre contrescel ausdits roolles, & estats de nos finances. Toutefois nous n'entendons pas par ceste ordonnance, que nostredit Receuteur general ne puisse payer par l'ordonnance de nosdits generaux, ou de soy mesmes, quand besoyn en seroit, menus voyages, & cheuauchees, & autres menues parties touchant nos affaires: mesmement iusques à la somme de ^a vingt liures tournois, & au dessouz, pour chacune fois, que le cas y escherra, en prenant seulement quitances des parties: pourueu qu'il sera tenu nous monstrer par chacun moys, ou ausdits commis au gouvernement de nos finances, toutes les parties que pour ladite cause il aura ainsi payees.

a] Vingt liures.
Par l'article 9.
du chap. suyuat
il peut payer sans
mandement ius-
ques à trente-
cinq liures.

7 S E R A tenu ledit Receuteur de faire en ses comptes vn chapitre à part de toute la recepte & despense que faite aura des deniers, qui ordonnez & assignez seront pour le fait de la chambre: lesquels deniers nous entendons supplier à toutes les necessitez, qui pourroyent suruenir, & d'iceux deniers comptera nostredit Receuteur general, par estat ou roolles signez de nostre main, avec mandement scellé en nostredite Chancellerie, & par la maniere dessusdite.

8 N O V S voulons que d'oresnauant nostre Receuteur general, sur peine de priuation d'office soit tenu nous monstrer au vray la valeur de toute sa recepte, toutes & quantes fois que par nous requis en sera: & quand viendra à rendre ses comptes en nostredite chambre, s'il estoit trouué par iceux, nous auoir aucune chose recelée, par les estats qu'il nous auroit monstré, il sera tenu à restituer ce que recelé en auroit, avec pareille somme: sinon toutes fois que par nostre commandement & ordonnance, & de nostre sceu il eust ainsi fait, auquel cas nostredit Receuteur general sera tenu sur ce nous monstrer certification signee de nostre main: & aussi sera tenu iceluy nostre Receuteur d'oresnauant compter vn an apres ^b chacune annee, sadite recepte finee & passée.

b] Vn an apres.
scilicet Rome lege
impp. Valentiniani,
cap. Valentinianus
propter publicanum
pecuniarum cogebatur
intra annum
rationem reddere:
nemini. l. de susce-
ptionib. lib. 10.
rebuff.
Domaine.

9 V O U L O N S aussi que d'oresnauant tous nos Receueurs, tant generaux que particuliers, & tous autres Officiers ayant charge de recepte, soyent tenus monstrer & enuoyer au commencement, & en la fin de chacune annee, leurs estats desdites receptes, signez de leur main: c'est à sçauoir ceux du domaine, à nosdits Thresoriers, & les autres à ceux qui auront le gouvernement de nosdites finances, & nostredit Receuteur general: c'est à sçauoir au commencement de ladite annee, le plus pres de la verité que faire le pourront, & en la fin d'icelle à la iuste valeur. Et si en rendant par lesdits Receueurs leurs comptes en nostredite chambre des comptes ils estoient trouuez auoir fait le contraire, & auoir aucune chose recelée par leursdits estats, nous voulons & ordonnons qu'ils soyent contrains à restituer à nostredit Receuteur general toutes les restes, avec autant qu'elles monteroyent, & punis d'amende arbitraire: desquelles amendes & restes, nostredit Receuteur general sera tenu de faire recepte. Et en tant que touche le fait & valeur des aides, nous voulons qu'ils Esleus certifient souz leurs lignets manuels, nos generaux, ou autres, qui auront le gouvernement de nos finances, trois fois l'an, c'est à sçauoir au commencement de l'annee, apres le bail des fermes, apres aussi le tiercement & pour la tierce fois, tantost apres les doublemens, à fin de tout faire enregistrer deuers nous: & si lesdits Esleus y font faute, qu'ils soyent priuez de leurs offices.

10 S' I L aduenoit que d'oresnauant fissions aucuns rabbats, moderations ou dons d'aucunes sommes d'aides, fermes, tailles, ou autres imposts, aux habitans, ou autres personnes d'aucunes villes, ou lieux, à temps ou termes, par vertu d'aucuns mandemens, ils seront adressez à ceux qui auront l'administration de nosdites finances, pour les verifier, & faire tenir quittes & paisibles des sommes contenues esdits mandemens. Et si iceux dons excèdent le terme de dix ans, ou qu'ils soyent à vie, où à tousiours, nous en ce cas voulons que les mandemens d'iceux dons s'adressent ausdits gens de nos comptes, & que par eux soyent expediez auant que sortit effect.

11 V O U L O N S & ordonnons que les Maistres des chambres aux deniers de nous, & de nostre compagnie, de nostre fils le Dauphin, & de nos autres enfans, soyent d'oresnauant tenus de compter, ainsi qu'ils l'ont accoustumé, au regard de ce que touche le fait des despenses ordinaires, & qui mettre se doit es esperours desdites despenses tant seulement. Et au regard des gages, pensions, voyages, perte de finances, & autres pertes extraordinaires, dont ils voudroyent compter & faire despense sur les receptes par eux faites, à cause de leurs offices ou autrement, nous voulons & entendons qu'ils soyent tenus d'en compter par estats, ou roolles signez de nostre main, & de l'un de nos Secretaires ordonné signer au fait de nosdites finances, avec mandement scellé du scel de nostre Chancellerie, de ce faisant mention, comme deuant est dit, & non autrement.

12 P A R E I L L E M E N T nostre argentier comptera ainsi qu'il a accoustumé. Et si sur la forme, qu'il aura receu de nostredit Receuteur general, il faisoit aucune despense, dont il luy conuint auoir mandement, voulons qu'en lieu d'iceux mandemens il soit tenu de compter d'oresnauant par estat, ou roolles signez de nostre main, avec pareil mandement scellé du scel de nostre Chancellerie, comme dessus: & autrement n'en sera receu à compter en nostre chambre.

13 N O S R E grâd Escluyer, ou celuy qui pour luy sera tenu de compter au fait dudit office, comptera ainsi pareillemet que nostredit Argentier.

Des personnes
comptables en
la chambre des
comptes.

14 PAREILLEMENT nostre Threforier des guerres fera tenu compter ainſi qu'il a accouſtumé, & ne pourra conuertir l'argent de ſa recepre, fors ainſi que par nous luy ſera ordonné par eſtats ou roolles ſignez de noſtre main, avec mandement ſeellé de noſtre Chancellerie, & ſigné de noz Secretaires, comme au fait de noz finances, & non autrement.

Threforiers des guerres.

15 SEMBLABLEMENT le Maſtre de noſtre artillerie comptera d'oreſnauât, ainſi qu'il eſt accouſtumé: & là où beſoin ſeroit d'auoir mandement particulier pour compter en noſtre dite chambre, il aura en lieu de ſes eſtats, ou roolles ſignez de noſtre main avec mandement ſeellé du ſeel de noſtre Chancellerie attaché à iceux, par leſquels il comptera en icelle chambre.

Maſtre d'artillerie.

16 LA garde de noz coffres ne ſera tenu compter d'oreſnauant de la ſomme de trois mil ſix cens francs, que par chacun an luy auons ordonné prendre pour faire noz plaiſirs & volontez, mais en bail-
ler noſtre acquit audit Receueur general: & ſil aduenoit qu'il receuſt de noſtre dit Receueur general aucune autre ſomme pour le fait de noſdits coffres, ou autrement, il ſera tenu d'en bail-
ler ſon acquit à iceluy Receueur, & d'en compter en noſtre dite chambre, en la maniere deſſuſdite.

17 VOVLONS & ordonnons que d'oreſnauant les Maſtres des chambres aux deniers, noz argen-
tier, grand Eſcuyer, Threforiers des guerres, & le Maſtre de noſtre artillerie ſoyent tenus nous mon-
ſtrer chacun moys, ou au cômîs à ce de par nous, leurs eſtats & deſpées, à fin d'en auoir cognoiſſance.

18 VOVLONS que tous noſdits Receueurs particuliers, tant du domaine que d'autres quelcôques, reſeruez ſeulement ceux de noſtre domaine, entant que touchent ſiefs & aumoſnes, gages d'Officiers ordinaires, & reparations, ne ſoyent receus à compter en noſtre dite chambre par aucuns mandemens à eux adreſſés, mais ſeulement par deſcharges, comme faire ſe doit: eſt à ſçauoir ceux du domai-
ne, par deſcharges de noz Threforiers, expediees comme il appartient, & comme faire ſe ſouloit le
temps paſſé: & les autres par deſcharges de noſtre dit Receueur general, contreroolles de ſon Con-
treroolleur, & par leſdits gens qui auront le gouuernement de noſdites finances expediees, comme il
eſt accouſtumé, & avec ce ſignées de leurs ſignets manuels, ou d'aucuns d'eux en l'abſence des autres,
& autrement ne voulons ny entendons icelles deſcharges eſtre receuables par leſdits Receueurs, ne
valables en la reddition de leurs comptes.

Comptes & cō-
ptables.

19 NOVS voulons que ſi d'oreſnauant aucuns de noz vaffaux, ou autres noz ſuieſts, reçoynent en
leurs terres de fait ou autrement, aucunes ſommes de deniers à nous appartenans, ſans deſcharge de
noſtre dit Threforier, ou dudit Receueur general, ſelon qu'à chacun d'eux appartiendra par vertu de
noz mandemens, ou ſouz ombre & eſperance d'aucuns en recouurer de nous: nous voulons que ſup-
poſé qu'ils euſſent leſdits mandemens de nous, & non leſdites deſcharges, iceux mandemens eſtre de
nulle valeur, & que les deſſuſdits ſoyent contrains de reſtituer ce que receu en auroyent, par les gens
de noſdits comptes, & Threforiers ou autres qu'il appartiendra: & ſi ſans mandement & de leur au-
thorité l'auoyent fait, en ſoyent punis, ſelon l'exigence du cas.

20 ET ne voulons point, mais par expres defendons à noſdits Receueur general, & Threforier des
guerres, que d'oreſnauant reçoynent aucunes quitances en blanc, mais pour les fraudes que faire y
pourroyent, les facent emplir & eſcrire au long, auant que les prédre, ne recevoir, & y mettre les ſom-
mes qu'ils payeront, & les cauſes pourquoy.

Threforier des
guerres.

21 DEFENDONS à tous les Receueurs de noſtre Royaume, tant du domaine, aides, tailles, gre-
niers qu'autres, que d'oreſnauant ils ne prennent ou reçoynent de quelque perſonne que ce ſoit, au-
cunes quitances de pluſieurs ſommes, que celles que par eux ſeront payees, ſoit pour auancement de
payement ou autrement, pour quelque cauſe que ce ſoit: & auſſi ne ſoyent ſi hardis ſur peine de
confiſcation de leurs offices & biens, de faire aucuns payemens rouchant le fait de leurs receptes, au-
trement qu'en bonne monnoye, ſans la trebucher, ny faire aucuns abus, ne ſans la bail-
ler pour moindre prix que receuë l'autont. Et ſi eſt trouuë qu'ils ayent fait, on ſacnt le contraire, qu'ils en ſoyent
punis, comme au cas appartiendra.

Receueurs.

22 VOVLONS & ordonnons que noſtre dit Receueur general, & tous les autres Receueurs de noſtre
Royaume, ne ſoyent d'oreſnauant receus à compter par les gés de noſdits comptes, par vertu des
mandemens, dont l'on a accouſtumé vſer en iceluy, du iour de ceſte preſente ordonnance, que vou-
lons commencer & auoir lieu: eſt à ſçauoir en noſtre pays de Languedoc, dès le premier iour de ce
preſent moys de Septembre: & en noſtre pays de Languedouy le premier iour d'Oôbre prochainement
venant, mais ſoyent tenus de compter, ainſi que deſſus eſt dit. Toutesſois nous n'entendons pas
qu'en ceſtedite ordonnance ſoyent comprins l'aide de deux cens quarante mille francs dernier mis
fus de par nous en noſtre dit pays de Languedouy, ny auſſi celle que maintenant auons enuoyée de-
mander en noſtre dit pays de Languedoc, qui pourra auancement auoir cours au temps de ceſtedite
ordonnance: pource que d'icelles deux aides les decharges en ſont deſia leuees, & les mandemens cō-
mandez, ſelon la forme que l'on a accouſtumé vſer, pource qu'autrement ſeroit vexation & trauail
pour noſdits Receueurs, veu la forme de ceſtedite ordonnance.

23 VOVLONS que noſtre dit Receueur general face d'oreſnauant preſenter à noſdits gens de noz
comptes, au commencement de chacune année, commençant en Oôbre prochainement venant, ou
le pluſtoſt apres que bonnement faire ſe pourra, le pouuoir ou vidimus par nous donné aux Secre-
taires de ſigner au fait de noſdites iournees, à fin que ceux de noſtre dite chambre par chacun an en
ſoyent aduertis: & ſi pendant aucunes deſdites années conuenoit auoir plus largement Secretaires

au fait desdites finances, que ceux qui ordonnez auront esté, ledit Receueur general sera tenu de pareillement bailler, ou faire porter & bailler à nosdits gens des comptes le vidimus de leur pouuoir.

24 **D E F E N D O N S** bien expressement ausdits gens de noz comptes, que d'oresnauant en receuant par eux les comptes de tous les Receueurs dessusdits, ou d'aucuns d'eux, ils ne recoyuent aucuns roolles ou estats & mandemēt sur le fait de nosdites finances, & ne les reputent valables, sinon qu'ils soyēt signez de nous, & de l'un desdits Secretaires commis à signer au fait de nosdites finances, comme dessus est dit: & aussi ne recoyuent ou employent es comptes desdits Receueurs pareillement aucunes Idem. descharges, sinon qu'elles soyent signees & expediees par lesdits gens de noz finances, ainsi que dessus est dit, sur peine de priuation de leurs offices & d'amende arbitraire. Et par celsdites ordonnances reuouquons & mettons à neant le pouuoir par nous autresfois donné aux gens de noz comptes, de recevoir les restes, qui deus pourront estre par aucū de nosdits Receueurs, par la fin de leurs comptes, mais voulons qu'icelles restes soyent baillies à nostredit Receueur general pour en faire recepte, par la maniere dessusdite, reserue toutesfois ce qui sera besoin, & que de toute ancienneté est accoustumē prendre pour necessité, & menus affaires de ladite chambre.

25 **A** fin que toutes & quantesfois que bon nous semblera, puissions voir clairement, & au vray l'estat & despense de nosdites finances, sans ce qu'il soit besoin à nostredit Receueur general de rapporter à chacune fois par deuers nous lesdits roolles & acquits, voulons & ordonnons que d'oresnauant soit fait par nosdites gens des finances, un registre ou papier, auquel ils seront tenus enregistrer tout ce que par nous aura esté commandé, & par ainsi expedie touchant le fait de nosdites finances, lequel registre ou papier demeurera rousiours par deuers nous.

Si donnons en mandement par ces presentes, &c. **D**onné à Saulmur, le quatriesme iour de Septembre, l'an 1166 grace mil quatre cens quarantetrois.

Declaration & ampliation des ordonnances qui sont au chap. precedent, & comment les Receueurs & autres comptables rendront compte en la chambre des comptes.



H A R L E S par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme par noz autres^b lettres patentes donnees à Saulmur au mois de Septembre, l'an mil quatre cens quarantetrois, & enregistrees par nostre commandement, tant en nostre chambre des comptes, qu'en nostre chambre du thesor à Paris: nous par grande & meure deliberation de conseil, eussions fait certaines ordonnances, touchant le fait de noz finances & reuenu, tant ordinaires qu'extraordinaires, & voulu & ordonné icelles estre enterinees, gardées & obseruees, selon leur forme & teneur, tant par noz gens des comptes, Thresoriers & changeur de nostre thesor, que par noz generaux, Conseillers & Receueur general, & autres noz Officiers sur le fait & administration de nosdites finances, & depuis n'agues en reuoyant lesdites ordonnances nous air semblé estre expedient pour le bien de nous, & de nosdits reuenus & finances, icelles ordonnances amplier, accroistre & interpreter sus aucuns points plus auant, & plus particulièrement que fait n'auoit esté. Pource est il que eu sur tout bon aduis, avec les gens de nostredit conseil, auons de nouuel voulu, ordonné, conclu & appointé, pour le fait & conduite de nosdites finances, & de l'administration d'icelles, en outre & par dessus nosdites premieres ordonnances, les poincts & articles qui sensuyuent:

1. **E**t premierement, pource que nostre domaine à l'occasion des guerres, & autrement, est mout diminué, & nostre thesor fort chargé, tellement que le reuenu d'iceluy & de noz receptes & reuenus ordinaires ne peuuet de beaucoup fournir à payer les siefs & aumosnes, gages d'Officiers, ceuures, reparations & autres charges ordinaires, qui y sont: & que plusieurs, qui par don de nous tiennent plusieurs Chastellenies, & autres terres & possessions de nostredit domaine, sont (comme entendu auons) refusans, & contredisans de distribuer lesdites charges, nous voulons & ordonnons, que les articles contenus en nosdites premieres ordonnances, faisans de ce, & des dependances expresse mention, soyent par nosdits gens des comptes & Thresoriers, & par autres Iuges & Officiers qu'il appartiendra, mis à plein & entier effect, & prompte execution de poinct en poinct, selon leur forme & teneur: & qu'à ce contraignent rigoureusement & sans deport les deteneurs & possesseurs desdites Chastellenies, terres & Seigneuries, ainsi & par la maniere qu'il est contenu en nosdites ordonnances, sans plus y differer ny aucun espargner, soit en mettant realement & de fait icelles terres & Seigneuries en nostre main, ou autrement y procedent, comme ils verront estre à faire, & que le cas le requerra, tellement que besoin ne soit d'y donner par nous autre prouision.

2. **E**t à fin que lesdits siefs & aumosnes, dont nostre thesor, & autres receptes particulieres de nostredit domaine, sont chargees, se puissent mieux payer, en special celles deus aux Eglises, & qui seroyent plus priuilegiez, voulons & nous plaist, qu'apres gages d'Officiers, reparations & autres choses necessaires, iceux siefs & aumosnes soyent par l'ordonnance de nosdits Thresoriers preallablement payez en esgard à la valeur & reuenu desdites receptes, tant du thesor qu'autres, & soyent preferez avant tous dons & quelconques autres charges extraordinaires, & voulons qu'à ce ayēt grand regard nosdits Thresoriers, & y tiennent la main à tout pouuoir en nostre acquit & descharge, comme de bouche le leur auons enioint & commandé.

3. **A** fin que le fait de nostredit thesor soit tenu plus estroit, & que d'oresnauant auons plus claire cognoissan-

a) C'est en l'article sixiesme & dixhuiet esme de ce tiltre.

b) Lettres. C'est l'ordonnance qui est au chap. precedent.

Domaine.

Changeur du thesor.

Idem. 1444

Idem.

cognoissance que n'aons eu par cy deuant de toute la despense, mesmement de l'extraordinaire, que fera ledit changeur d'iceluy nostre tresor, auons ordonné, voulons & nous plaist que de toute icelle despense extraordinaire, à commencer du premier iour de Ianvier dernier passé, iceluy changeur soit tenu de compter en nostredite chambre des comptes, aux termes accoustumez, par roolle ou roolles, ou par mandemens patens signez de nostre main, ainsi que doit faire nostre Receueur general du fait & despense de noz autres finances extraordinaires, & qu'autrement rien ne luy en soit alloué en ses comptes, sinon toutesfoies les menus voyages, & cheuauchees, qui par l'ordonnance de nosdits Thresoriers auroient esté faits, pour le fait de nous & de nostredit domaine: lesquels voyages ledit changeur, & pareillement les autres Receueurs particuliers de nostre domaine pourront payer par taxation d'iceux Thresoriers, quand le cas le requerra, iusques à la somme de vingteinq liures tournois, & au dessouz, pour chacune fois que besoin en fera. Et au regard de la despense ordinaire, comme desdits gages d'Officiers, hiefs, aumosnes & reparations necessaires, ledit changeur en pourra compter selon l'affaire ancien, & en la maniere accoustumee, sans ce qu'il soit tenu d'en compter par lesdits roolles.

4 P O U R C E que par importunité des requerans, nous auons aucunesfoies delegué, donné & octroyé à diuerses personnes, tant d'Eglise que seculiers, noz lettres d'amortissement, manumissions, legitimations, affranchissemens, nobilitations, dispensations, congez de tester, exemptions, priuileges, rachapts, reliefs, quintes & requints, deniers, amendes, gardes, regales, nouueaux acquets, espauues & aubenages, & telles autres choses, dont souloyent venir grandes finances à nostredit tresor, desquelles se payoyent les hiefs, aumosnes & reparations & autres charges ordinaires: & par ce que lesdits octrois se sont faits, & sont le plus souuent franchement & quittement, n'en vient à present rien au profit de nous, voulons & ordonnons qu'à toutes telles lettres, ne soit d'oresnauant obtenu par les gens de noz comptes, & Thresoriers, ne par eux expedies, sinon moyennant finance & composition raisonnable, telles qu'ils verront estre à faire eu regard à la qualité du cas, & aussi des personnes: suppose ores que par lesdites lettres par inaduerance ou autrement, nous eussions donné ladite finance, ou icelle taxé & moderé à telle somme que de raison faire se deuroit: auquel cas les parties, apres ladite composition faite, se pourront tirer, si bon leur semble deuers nous, pour obtenir telle grace qu'il nous plaira leur faire, sur le fait de ladite composition. Et quand par roolle ou mandement paten signé de nostre main apperra à nosdits Thresoriers & changeurs dudit tresor de nostre vouloir sur ce, & du don que fait en aurons ausdites parties, adonc, & non autrement, ils y pourront optemperer & en bailler à icelles parties telle expedition, ou acquit qu'il appartiendra, & que de raison sera.

Domaine.

5 A V regard des amendes de nostre Parlement de Paris, que souloyent prendre sur leurs gages les gens de nostredit Parlement, ce que prennent à present par nostre ordonnance les Maistres des requestes de nostre hostel: nous voulons & ordonnons que d'oresnauant icelles amendes soyent receuës, comme d'ancienneté se vouloit faire, par nostre Receueur ordinaire de Paris: lequell les distribuera par descharge de nostredit Thresorier, ausdits Maistres des requestes, pour le payement de leurs gages, iusques à ce que par nous en soit ordonné.

a) Par l'article 8. de l'ordonnance du mesme Roy qui est au chapitre en ce tilre, il est desd'aux gés des comptes d'o beir ny oprendre à tels d'os, sinon au regard de la moitié à tout le plus. Amendes.

6 E T pareillement voulons que les amendes de nostre Parlement de Tholose soyent receuës par nostre Receueur ordinaire dudit lieu, pour les distribuer par descharge de nostredit Thresorier, selon qu'ordonné luy sera.

7 P O U R C E qu'il est venu à nostre cognoissance, que par le petit gouuernement, & insuffisance de plusieurs noz Receueurs, Elleus & autres Officiers sur le fait de noz finances, tant ordinaires, que extraordinaires, icelles noz finances ne sont de telle, & si grande valeur & reueu, qu'estre deussent: nous voulons & ordonnons que nosdits Thresoriers, au regard desdits Officiers de nostre domaine, & aussi noz generaux, au regard des autres Officiers de noz finances extraordinaires, s'informent bien à plein & diligemment de, & sur ce que dit est, & que tous lesdits Officiers, qu'ils trouueront, & scauront non estre idoines & suffisans pour l'exercice de leurs offices, ne profitables pour nous, ils suspendent chacun endroit soy, c'est à scauoir lesdits Thresoriers, ceux dudit domaine, & lesdits generaux ceux des autres finances extraordinaires, & leur defendent l'exercice de leurs offices, en y comettant autres bons & suffisans iusques à ce que par nous ouy leur rapport, sur ce en soit autrement ordonné, soit par desappointement total d'iceux Officiers, ou autrement comme il nous plaira, & verrons estre à faire.

8 B E N ensuyuant l'ancienne coustume, & obseruance, auons ordonné, & voulons, que tant qu'il y aura à Paris aucuns de nosdits Thresoriers & generaux residens, nosdits gens des comptes ne doyuent proceder, en quelque maniere que ce soit, à la closture des comptes de noz Receueurs, grenetiers, & autres Officiers chargez de recepte, sans la presence d'iceux Thresoriers & generaux, ou des aucuns d'eux, si tous n'y estoient: c'est à scauoir au regard des comptes, touchant nostredit domaine, sans la presence desdits Thresoriers: & touchant noz autres finances, sans la presence desdits generaux, ou de l'un d'eux, à fin de scauoir & voir par iceux Thresoriers generaux, si lesdits Receueurs & autres Officiers se seront bien ou mal gouuernez, & s'ils auront bien tenu, ou excédé l'ordonnance à eux bailliee par estat ou autrement, touchant la despense & distribution des deniers de leurs receptes.

b) Voy la declaration sur cest article huitiesme au chapitre. suynant, article premier.

Thresoriers.

9 E N T A N T que touche nostredit Receueur general, nous voulons & ordonnons que comme il est

Receueurs.

a] Trentecinq.
Parauant ceste
ordonnance &
par l'article fix-
iesime du chap.
premier en ce
tiltre, la somme
est limitee à 20.
liures tournois.

contenu en nosdites premieres ordonnances, & que fait a esté depuis lors iusques à present, il face & continue la despence de sa recepte par roolles ou mandemens signez de nostre main, sans ce qu'il puisse, ne doye aucune chose payer, n'y assigner autrement, que par lesdits mandemens ou roolles: exceptez seulement les gages ordinaires qu'il a accoustumé payer & menus voyages & cheuauchees, iusques à 4 trentecinq liures tournois, & au dessouz, pour chacune fois que besoin en sera: par le moyen desquels roolles ou mandemens ainsi par nous signez & expediez, iceluy Receueur general n'aura besoin de rendre sur ses comptes aucuns autres mandemens patens pour son acquit, pourueu seulement qu'iceux roolles ou mandemens ainsi signez soyent faits par ordre & chapitre. Et là où le cas le requerra si amplement specifier & declarer, que nosdits gens des comptes puissent entendre, & auoir cognoissance suffisante des causes, pour lesquelles auroyent esté meus de faire payer les parties, qui contenues seront edits roolles, toutesfois que besoin seroit, & que le cas le requieroit d'auoir avec lesdits roolles autres mandemens d'aucunes parties ainsi que de fois à autre pourra aduenir, comme en matiere de pensions ou gages à vie, de dons qui payer se deuroyent à diuerses fois, de deniers aussi, qui payer se deuroyent en nostre acquit, dont conuendroient apporter, & monstrer enseignemens suffisans par vieils mandemens, descharges, cedules de *debutur*, ou autrement nous voulons & entendons qu'en ce cas ledit Receueur general soit tenu de prendre, & rapporter sur ses comptes, avec lesdits mandemens & acquits, fil ne les auoit autresfois apportez, & rendus sur aucuns de ses autres comptes precedens. Toutesfois pour ce qu'aucunes fois pourroit aduenir que de telles debtes n'auroyent les parties aucun enseignement, par ce que manuellement, & sans cedula, ou autre enseignement ils nous auroyent fait aucun prest, en ce cas n'entendons pas que ledit Receueur soit tenu d'en rapporter autre enseignement que ledit roolle, & la quittance des parties, pourueu que l'article dudit roolle parlât de ceste matiere en face expresse mention.

10 **ITEM**, & pareillement voulons ceste ordonnance contenue en l'article precedent estre entretenue & gardee par le Receueur general de Languedoc, tant comme il fera sa despense par noz roolles ou mandemens signez & expediez, comme dessus est dit.

11 **SEMBLABLEMENT** entendons estre fait au regard dudit changeur de nostre tresor, quand le cas le requerra.

12 **AV** regard de la recepte generale, dont Maistre Estienne de Bonnei a eu par aucun temps de par nous la charge à Paris, & en autres dioceses & elections estans sur & entre les riuieres d'Yone & Seine, nous auons ordonné & voulons qu'il en vse encores pour ceste presente annee, & iusques à ce que par nous en soit autrement ordonné, ainsi & par la maniere qu'il a fait iusques icy: sauf & reserue que par vertu des descharges de nostredit Receueur general, Maistre Iean de Xainconis (par lesquelles ledit de Bonnei est tenu compter en nostre chambre des comptes) ny autrement pour quelque cause n'e quelque maniere que ce soit, il ne pourra, ne deura leuer aucunes ses descharges sur les Receueurs particuliers estans souz luy, & es meres de sadite recete generale, sinon qu'icelles descharges soyent preallablement signees des signers manuels de nosdits generaux, ou de l'un d'eux, & aussi contreroolles de son Contreroolleur, ainsi & pareillement que sont celles dudit Xainconis: & si signees n'estoyent, comme dit est, ne voulons pas qu'elles soyent valables, ne receuës par nosdits gens des comptes, à la reddition des copies desdits Receueurs particuliers, sur lesquels auroyent esté faites & leuees.

13 **VOULONS** & ordonnons que tous noz Receueurs particuliers, mesmement de Languedoc, rendans compte en nostredite chambre des comptes, touchant nosdites finances extraordinaires, soyent tenus d'apporter, exhiber & monstrer à la reddition de leursdits comptes, les estats qui par nous ou nosdits generaux leur auroyent esté faits & baillez chacun an, touchant la distribution des deniers de leurs receptes: à fin que toutes les parties, qui contenues seront en leursdits estats signez de nous, ou de noz generaux, soyent preallablement, & deuant autres charges quelconques, mises & employees en leursdits comptes, en rapportant avec iceux estats les descharges suffisantes. Toutesfois si lesdits Receueurs particuliers apportoyent sur leursdits comptes enseignemens suffisans, comme lettres closes, ou cedules signees de nostre main, ou desdits generaux, par vertu desquelles descharges à ce pertinentes & requises ils auroyent payé aucunes sommes non escriptes, ne comprinses en leursdits estats, & qu'icelles cedules ou lettres en fissent expresse mention: nous en ce cas voulons & entendons, que nosdits gens des comptes ne fassent aucune difficulté de les passer & allouer en leursdits comptes suppose qu'en leursdits estats icelles sommes ne fussent, comme dit est: escriptes ne comprinses. Et n'entendons pas pourtant que quand iceux Receueurs particuliers auroyent payé preallablement toutes les parties, contenues en leursdits estats, que les autres, parties, qu'en outre ils auroyent payees par l'ordonnance de nous, ou de nosdits generaux, & par descharges suffisantes, ne doyent estre semblablement passees & allouees en leursdits comptes: mais serons & sommes contents qu'en ce cas employes y soyent: mesmement quand leur recepte le pourra porter. Et entendons ceste presente ordonnance estre pareillement gardee & entretenue au regard des Receueurs & Officiers de nostre domaine.

14 **NOUS** pas, ne voulons pas, mais expres defendons à nosdits gens des comptes, que sans auoir expres mandement de nous par roolle signé de nostre main, ils doyent d'oresnatiuant recevoir ny employer sur les comptes de nosdits Receueurs, ou d'aucuns d'eux aucunes vieilles descharges, contre lettres donnees auant le temps de leurs comptes, mais seulement y employent, comme autrement faire

Receueurs particuliers.

faire ne se doit selon l'usage ancien, les acquits & descharges leuees sur l'annee & du temps dont se rendront iceux comptes : à fin que par le moyen de telles vieilles descharges & acquits, ne demeurât endebtez enuers iceux Receueurs.

15 **ITEM**, aussi defendons à nosdits gens des comptes, que d'oresnauant n'employent es comptes defdits Receueurs aucunes cedules de *debtentur*, dont ils se voudroyent aider pour eux, ou pour autres, sinon qu'ils ayent sur ce mandement patent de nous, faisant de ce expresse mention & expedie par noz gens des finances, comme il appartient. Comptes.

16 **A V O N S** ordonné & voulons, que d'oresnauant ne soyent faites ne sceelées aucunes commissions touchant le fait des finances, soit par maniere de *reformatis*, ou de donner pouuoir à aucuns Commissaires de composer avec aucuns qui auroyent delinqué, ou touchant autres matieres comme sur le fait des finances, siez admortissemens, ou autres choses quelconques, dont pourroit venir aucune finance : sinon qu'icelles commissions & puissions ayent esté par nous commandées, & qu'elles soyent veuës & expedies par les gens de noz finances, c'est à sçauoir par nosdits Thresoriers, quand la chose touchera le fait de nostre domaine, & par nosdits generaux, quand ce sera pour autres finances extraordinaires, à fin qu'ils en ayent cognoissance, & en fassent registre deuers eux, pour sçauoir quelle execution en aura esté faite par lesdits Commissaires : & qu'aussi puissent & doyent commettre telles personnes solubles suffisans qu'ils verront estre à faire pour recevoir les deniers qui venir pourront à cause desdites commissions. Et defendons à tous noz Secretaires, sur peine de priuation de leurs offices, qu'au regard de ce present article, ny aussi des autres qui pourroyent toucher & regarder le fait de leurs offices, & des lettres qui commandées leur seront, touchant le fait des finances, ne fassent rien au contraire de cedités ordonnances, sinon toutesfois qu'ils eussent eu sur ce descharge de nous par lettre patente, signee de nostre main.

17 **Q V A N T** au regard des dons & rabbats que faits auons, ce qu'encores faire pourrions pour aucunes iustes causes & considerations à ceux qui ont tenu, tiennent & tiendront aucunes fermes de nous, tant de celles de nostre domaine, que de noz autres reuenus & receptes extraordinaires : nous sommes contents que noz Receueurs particuliers en puissent compter, comme il est accoustumé, par vertu de noz mandemens patens, deuëment expediez : c'est à sçauoir, ceux du domaine, par nosdits Thresoriers : & les autres par nosdits generaux, sans ce qu'à l'occasion de ceste ordonnance, ny autrement, ils soyent tenus ny astraïns d'en compter par descharges. Dons.

18 **P A R E I L L E M E N T** entendons estre fait au regard des dons par nous faits, & à faire aux communautes des villes, touchant la moitié, & le tiers, le quart, ou autre portion des aides d'icelles villes, pour employer en leurs reparations, pourueu que noz lettres de ce faisant mention soyent expedies ainsi qu'il appartient par nosdits generaux, & tels dons par nous ainsi faits, ou à faire n'excedent point le temps de dix ans, & s'ils l'excedoyent ou estoient à vie, voulons & entendons qu'icelles noz lettres ne soyent valables, sinon qu'elles fussent expedies par nosdits gens des comptes, aussi bien que par noz generaux.

a) Le mesme est ordonné par l'article 10. du ch. en ce tiltre.

Comptes.

19 **S E M B L A B L E M E N T** entendons, & consentons que nosdits Receueurs particuliers, à qui ce touchera, puissent compter sans descharges, par noz mandemens expediez par nosdits gens des finances, ainsi que de tout temps est accoustumé, des dons ou rabbats que pourrions faire pour vne fois à aucunes particulieres personnes, des sommes à quoy ils auroyent esté assis & imposez, & enquoy tenus nous seroyent, à cause de leur portion de noz tailles & subsides.

idem.

20 **P O U R C E** que greuable & pondereuse chose seroit aux Commissaires, Esleus Receueurs Clercs des Esleus & autres qui auroyent aucune charge de par nous, pour imposer, mettre sus, & faire venir ens nosdites tailles & subsides, de venir chacune fois deuers nous ou lesdits gens de noz finances, pour auoir descharges, & eux faire mettre en nostre rolle des sommes que sur les faits desdites tailles prendre deutoyent pour leur peine & salaire d'auoir vacqué en ce que dit est : nous voulons & ordonnons que si par noz lettres patentes expedies par nosdits generaux, il appert à nosdits gens des comptes des taxations que sur ce faites leurs auons, ils les allouent sans difficulté es comptes des Receueurs particuliers, dont nosdites lettres seront mention en rapportant par iceux Receueurs icelles noz lettres, avec quittance de partie tant seulement, sans autre descharge ou acquit.

idem. ch. 10. art. 2. 100020

21 **E N T E N D O N S** & voulons que ceste nostre presente ordonnance ou constitution, doyue commencer au regard des finances de nostre domaine, au premier iour de l'aniuer dernier passé, comme dessus est dit : & au regard de noz autres finances au premier iour d'Octobre ensuyuant dernier passé : & touchant les gros voyages & cheuauchees que prennent, & prendront de nous nosdits Thresoriers generaux, Changeur, Receueur general, & autres nos Conseillers & Officiers, nous voulons & entendons, que d'oresnauant, à commencer comme dessus est dit, ils n'en doyuent ne puissent rien prendre, fors ce que leur ordonnerons par nosdits rolles ou mandemens patens, signez de nostre main. Et au regard de ce que prins & receu ont nosdits generaux & Receueur general, au deuant dudit premier iour d'octobre, par vertu de noz lettres patentes faisant mention de leur retenue, & des gages, cheuauchees & droicts de leurs offices, nous sommes contents qu'icelles lettres soient leur effect & quant à ce, & tiennent lieu audit Receueur general en la reddition de ses comptes : nonobstant que leursdites cheuauchees pour iceluy temps ne soit faite mention es rolles par nous signez.

ch. 10. art. 2. 100020

Si donnons en mandement par ces presentes à nosdits gens des comptes & Thresoriers, à nosdits

generaux, Receueur general, audit Changeur de nostre thesor, & à tous noz autres Officiers presens & à venir, & à chacun d'eux, si comme à luy appartiendra, que tout le contenu en cesdites presentes ils gardent, entretienent & accomplissent, & par nosdits Receueurs particuliers & autres qu'il appartiendra, facent tenir, garder, accomplir & entretenir, de poinct en poinct tout, selon la forme & maniere que dessus est dit. Et au surplus entretienent & facent entretenir noz dessuiddites premieres ordonnances sans aller ne venir au contraire en aucune maniere, sur les peines contenues en icelles. Et cesdites presentes facent pour memoire perpetuelle enregistrent en nostre dite chambre des comptes, & en nostre Thesor à Paris, & leur dit contenu facer à sçauoir à tous nosdits Officiers & autres, à qui ce touchera, par maniere qu'ils ne les doyent ignorer: car ainsi le voulons estre fait. Et pource que de cesdites l'on pourra auoir à besongner en diuers lieux, voulés qu'au vidimus d'icelles fait souz seel Royal, soy soit adioustee comme à ce present original. Auquel en tesmoin de ce nous auons fait mettre nostre seel. Donné à Nancy en Lorraine, le dixiesme iour de Feurier, l'an 1444.

Declaration sur certains articles de l'ordonnance precedente, comment & où se doit faire la closure des comptes, les articles des roolles suffisamment declarez & du Correcteur des Comptes.



H A R L E S par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme es ordonnances dernièrement faites es villes de Saulmur & de Nancy, sur le fait de noz finances, y ait aucuns articles bien generaux & non assez declarez: parquoy seroit necessité les plus amplement declarer, & exprimer, & mesmement au huitiesme article desdites ordonnances de Nancy, où il fait mention que les gens de noz comptes ne doyent proceder à la closure d'aucuns comptes, tant

de domaine que des aides, sans la presence des Thresoriers & generaux, ou des aucuns d'eux, s'ils sont à Paris: toutesfoi nous n'entendons pas que n'obstant ce que dit est, si l'aduenoit que ledits Thresoriers, ou generaux fussent hors de Paris par nostre ordonnance ou autrement, par aucun temps cōme deux ou trois moys, lesdits gens des comptes doyent proceder à la closure d'aucuns comptes, & en special des receptes generales, & autres grosses receptes: mais seront tenus lesdits gens de noz comptes d'attendre le retour desdits Thresoriers & generaux, ou des aucuns d'eux, iusques audit tēps & terme de trois moys.

Chambre des
comptes.

2 C O M B I E N que plusieurs comptes tant des receptes generales que particulieres soyent examinez, les vns au bureau, & les autres es chambres d'embas, iusques à faire l'estat final d'iceux: toutesfoi la closure d'aucuns desdits cōptes se fait aucunesfoi par le Clerc, sans le rapporter au bureau: nous voulons & ordonnons, que d'oresnauant tous les estats de tous lesdits comptes soyent faits audit bureau publiquement, & illec cloz & affinez ^a deuant tous les Seigneurs & assisants, & que le compte qui demeurera en la chambre, soit signé audit bureau par le Clerc, qui l'aura tenu & examiné, cōme il fait de celui de l'Officier comptable, & qu'il mette les presens qui auront esté à ladite closure & signature.

a) Affinez. Con-
clusio attenditur,
non narratio. I. si
voluntate vbi adi-
di. c. de resc. vend.
x ebuss.

3 E T pource qu'auons entendu, que contre l'usage ancien, lesdits gens de noz comptes ont aucunes fois receu à compte aucuns de noz Receueurs & autres Officiers chargez de recepte, & procedé à l'audition d'iceux comptes, mesmement d'aucuns des Principaux Officiers, comme Receueurs generaux, tant de Languedouy, comme de Languedoc, sans auoir eu, ne receu preallablement leur cōtrerolle, qui semble chose estrange: nous voulons que d'oresnauant ils ayent, comme auoir doyent, ledit contrerolle, pour mieux verifiser la recepte desdits Officiers, auant que proceder à l'expedition d'iceux comptes. Et au cas que par la faute des Cōtrerolleurs, & non desdits Receueurs n'apparoist desdits contrerolles, en ce cas lesdits gens des comptes y pouruoient comme ils verront au cas appartenir.

Idem.

b) C'est l'article
9, du chap. pre-
cedent.

4 E T comme il est touché en l'un des articles ^b des ordonnances faites à Nancy, soyent lesdits gens des comptes bien aduertis de prendre garde quand les Receueurs generaux compteroient par rolles signez de nostre main, tant des finances ordinaires qu'extraordinaires, que les articles d'iceux rolles soyent suffisamment declarez là où le cas le requerra, tellement que n'y puissions auoir aucun dommage, & qu'avec lesdits rolles, lesdits Receueurs fournissent de tel autre acquit ou enseignement, cōme faire se deura.

Idem.

correcteurs des
comptes.

5 V O U L O N S & ordonnons que d'oresnauant celui qui est, ou sera au temps à venir Correcteur de nosdits comptes, face les corrections desdits comptes bien & diligemment es chambres d'embas, où comptes sont portez depuis qu'ils sont ouys & affinez, sans plus soy occuper au bureau, ny ailleurs, sinon qu'il y soit mandé, & qu'il y eust affaire à cause de fondit office, & non autrement.

6 I T E M, & que ledit Correcteur, & pareillement les Clercs de nosdits comptes tiennent secret, comme faire doyent, toutes les restes & sommes quelconques, qu'il trouueront nous estre deus par lesdits comptes, par argent indeuement prins, ou autrement: & seront tenus d'en aduertir lesdits gens des comptes & aussi des finances, pour les faire venir ens à nostre profit.

7 A V regard des descharges, qui d'oresnauant (à commencer du premier iour de Ianuier prochainement venant) se leueront au thesor, nous entendons, voulons & ordonnons, qu'icelles descharges soyent signées de la main des Thresoriers, ou de l'un d'eux: pareillement que celles du Receueur general soyent signées des generaux, & que autrement elles ne soyent valables.

8 ² P O U R C E que sommes souuëtesfois requis de donner plusieurs noz droiës Royaux,touchant le fait de nostre domaine, quand aucunes escheent, comme rachars, reliefs, quintes, deniers, ventes & honneurs, amendes, forfaitures, aubenages, manumissions, legitimations, nobilitations, & affranchissemens, qui toutesfois se deuoyent employer és charges ordinaires de nostre thesor, & de noz autres receptes ordinaires, c'est à sçauoir au payement des fiefs & aumosnes, gages d'Officiers, reparations de noz places & hostels, & autres telles charges : nous pour y donner ordre & prouision conuenable, ordonnons, voulons & entendons, que quelque don qu'en faisons d'oresnauât, soit du tout ou de partie, n'y soit obey, ny obtemperé par lesdits gens des comptes & Thresoriers, sinon au regard de la moitié, à tout le plus, qui sera enroulee, comme noz autres finances, & que l'autre moitié soit couuertie à nostre profit, tant és charges dessusdites, qu'en noz autres affaires.

a) Voy l'artic. 4. du chap. 2. en ce tilt.

Domaine.

9 E N T A N T que touche les dons que pourrions faire d'oresnauant des confiscations qui souuent nous aduenient par gens tenans nostre part contraire, ou autrement, nous n'entendons pas ny ne voulons que tels dons doyent sortir effect, au regard des heritages & biens immeubles qui seront situez & assis en pays paisible, & de nostre obeissance : mais voulons qu'iceux heritages soyent appliquez à nostre domaine : sinon toutesfois qu'il apparust de nostre volonté au contraire, & par mandement signé de nostre main. Et au regard des biens meubles, qui à cause desdites confiscations, pourront aduenir, quelque don qu'en faisons, les Thresoriers n'en pourront ne deuront verifier pour la partie à qui en anrions fait don, que la moitié au plus, & l'autre moitié se recuera par noz Receueurs ordinaires des lieux, pour en faire recepte à nostre profit. Toutesfois quand il escheerroit aucunes autres telles confiscations qui seroyent assises en pays desobeissant, ou en marche de frontiere, & il aduenoit que les donnissions, ou autrement en dispositions à nostre plaisir, en ce cas lesdits Thresoriers les pourront sans difficulté verifier.

Dons.

10 C O M B I E N que les Receueurs generaux, tant du domaine, que des autres finances extraordinaires ne doyent recevoir aucun argent desdites finances des Receueurs particuliers, ne d'autres personnes quelconques, sinon par descharges ou quittances contrerolles, & expedies comme il appartient: neantmoins pource qu'aucunesfois a esté fait le contraire, & qu'aucun desdits Receueurs generaux en ont receu par leurs simples quittances non contrerolles: nous par ces presentes leur defendons que plus ne le fassent, en quelque maniere que ce soit, sinon en cas de besoin, qu'il conuiendrait necessairement assembler aucunes finances en l'absence des generaux & Contrerolleur, auquel cas ils pourront, à cause de ce, bailler leurs cedulaes ausdits Receueurs particuliers ou autres dont ils seroyent recepte, en promettant leur en bailler acquit suffisant dedans quatre moys prochains lors ensuyuant.

Receueurs.

S i donnons en mandement par ces mesmes presentes à nosdits gens des comptes, & Thresoriers, &c. Donné à Bourges le vingtiexiesme iour de Novembre, l'an mil quatre cens quarantesept.

Officiers ayans prouision du Roy ne seront empeschez,

1111.
Cout. 2. 1493
m. 66.

L O V S Receueurs de noz tailles, payeurs de gages des Officiers de nostre maison, de gentdarmes, & autres semblables, qui de leur nature sont & doyent estre reuocables ^b à volonté, & n'estoyent d'ancienneté, que simples commissions, nous voulons & ordonnons que d'oresnauant, pour obuier aux inconueniens qui sont aduenus des procez intentez à cause desdites charges que nul ne fera receu à introduire ny encommencer par appellatiō ne autrement, enquelque maniere que ce soit, soit en nostre cour de Parlement, ou ailleurs: mais ceux que nous auons pourueuz y demeureront tant qu'il nous plaira : & tous procez qui à cause d'icelles charges, comme dit est, seroyent encōmencez, nous auons annullez, & mis du tout à neant: sans vouloir pourtant aucunement preiudicier aux nominations, qui appartiennent aux Princes & Seigneurs de nostre sang & lignage, és offices estans en leurs terres & seigneuries par priuilege à eux donné par noz predecesseurs Roys, & par nous confirmé.

a) Reuocables. Ergo in non simili bus vult posse processum fieri: et sic officia non esse reuocabilia: licet ad beneficium dentur. Vide in tit. de colla. col. ix. maxime in r. cos. et seq. Reluff.

Restriction de l'article precedent.

v.
Item ibide.
m. 67.

N O V S n'entendons par l'article dessusdit aucunement comprendre les Officiers ordinaires de noz domaines & aides, sur lesquels voulons & ordonnons que noz gens des comptes, Thresoriers & generaux de noz finances, chacun en son regard, ayent la premiere connoissance & superintendance des fautes, abus & offences qu'ils pourroyent cōmettre en leurs offices, à fin de punir ceux qu'ils trouueroyent defaillans par suspension d'iceux, de leurs gages, & autrement, ainsi qu'ils verront estre à faire. Et s'il en estoit appellé en nostre cour de Parlement, ou en la chambre de la iustice de nosdits Aides, nous voulons que pendant ladite cause d'appel, & iusques à ce qu'il ait esté cogneu & discuté d'icelle, les iugemens & condemnations de nosdits gens des comptes, Thresoriers & generaux tiennēt, sinon que par nous autrement en soit ordonné: mais s'il estoit questiō du droit de l'office entre deux parties, les Maistres des requestes de nostre hostel, ou generaux sur le fait de nosdites aides en connoistront ainsi qu'à chacun d'eux appartiendra, en quelque ressort que lesdits offices soyent situez.

Chambre des copies, & Thresoriers generaux

Quelles sommes doyent estre retenues pour estre employees aux executions de iustice.

VI.
Loy 12.
1494 art. 67.

N O V S ordonnons que pour noz causes & procez que d'oresnauant seront demenez en noz cours de Parlement, soit à cause de noz droiës & domaine, ou autres, ou qu'il y ait aucū exploit à faire pour le bien de iustice par nosdites cours ou par leurs ordōnances, ou que les Receueurs quels qu'ils soyēt,

Amendes.

qui d'oresnauant receurent les amendes & exploits qui nous seroient adigez par nosdites cours, retiennent & gardent par deuers eux, c'est à sçauoir à Paris, la somme de mille liures tournois chacun an, & en noz cours de Tholose six cens liures tournois, & de Bourdeaux cinq cens liures tournois, & de Dijon trois cens liures aussi tournois des premiers deniers desdites amendes & exploits qui eschereront aussi en icelles cours de Parlement, les charges ordinaires & gages preallablement payez, pour conuertir es choses dessusdites, & non autre part, sur peine de le recouurer sur eux, & d'amende arbitraire à la discretion desdites cours. Aufquelles (apres ce qu'en plein parquet de nosdites cours aura esté conclu aucun procez, enqueste, information, ou autre exploit de iustice, deuoir estre fait pour le bien de iustice, & quelle somme d'argent il faudra pour ce faire) nous donnons pouuoir & autorité de contraindre nostredit Receueur à payer la somme par eux deliberée, comme noz propres debtes: pourueu toutesfois que nosdits Receueurs, pour compter & allouer en leurs comptes la somme arbitree, ayent mandement à eux adressant, passé par nosdites cours, & signé par les Greffiers d'icelles, & scellé par le scel de nostre chancellerie, verifié & signé par deux des Présidens, ou l'un d'eux des plus anciens de nosdites cours: par vertu duquel mädement ainsi expédié nous voulons la somme que nosdits Receueurs payeront, & bailleront par vertu d'iceluy, estre allouée en leurs comptes par les gens des comptes sans difficulté: ausquels gens de noz comptes, & aussi à noz Thresoriers, qui sont ou seront pour le temps aduenir, nous defendons exprellément qu'à nosdits gens de noz Parlemēs, & ausdits Receueurs, ils ne donnent en ce, facent, ou facent faire ou donner aucun empeschement: & s'ils font le contraire, nous par ces presentes donnons pouuoir, autorité & puissāce à icelles noz cours de Parlement, de les contraindre d'eux en desister, par toutes voyes & manieres deuës & raisonnables.

La forme & reigle que les Receueurs doyuent garder en la recepte & distribution des blez & grains du Roy.

Domaine.

SUR la requeste faite par le Procureur du Roy en la chambre de ceans remonstrant que plusieurs des Thresoriers, Receueurs ordinaires, grenetiers des greniers à grains du domaine du Roy, prennent & appliquent à eux les grains de leurs receptes & charges, pour tel prix qu'il leur plaist, & prennent les profits: & les dommages, si aucuns y sont, les mettent sur le Roy, & n'ont fait, & encores ne font en leurs comptes entiere recepte du vray prix & valeur que valent les grains de leurs receptes, où ont esté & sont commises plusieurs fraudes, & abus, où le Roy, & la chose publique sont grandement interessez: requerant y estre pourueu, a esté deliberé & ordonné en ensuyuant les anciennes ordonnances, ce qui s'ensuit.

1 **P**REMIEREMENT, que lesdits Thresoriers, Receueurs ordinaires, ou grenetiers des greniers à grains & blez du domaine du Roy, chacun en leurs charges, prendront & receurent les grains tels que les debiteurs seront tenus de les payer.

2 **I**CES grains par eux receus, seront mis & logez és greniers du Roy, ou autre lieu conuenable, esleu par les Officiers desdits lieux.

3 **L**ES Baillifs, Seneschaux, Aduocats, Procureurs & Receueurs du Roy, leurs Lieutenans, substituez, ou commis, chacun en leurs destroits, Bailliages, Seneschauces, iugeries & preuostez, au temps qu'ils verront estre plus commodé pour vendre lesdits grains au profit dudit Seigneur, soit à vne, deux ou trois foys en l'an, selon les pays, visiteront lesdits greniers, & lesdits grains, sçauoir s'ils sont tels que les fermiers les doyuent, & s'ils sont esdits greniers, & s'ils n'y sont, contraindront promptement lesdits Receueurs & grenetiers les y mettre & fournir: & s'il est trouué que lesdits Receueurs ou grenetiers, les eussent receus mauuais, ou par faute de les auoir bien gouuernez ils se fussent empiroz ou gastez, contraindront lesdits Receueurs par prise, & detention de leurs perſonnes, & autres voyes & manieres deuës & raisonnables, en fournir de bons, tels qu'ils se puisse vendre au commun prix & valeur: & ce fait seront la vente d'iceux grains, apres toutesfois auoir fait solennellement & publiquement à iour de marché crier & exposer lesdits grains à vendre à l'enquant, & plus offrant: lequel cry & exposition en vente sera fait par le Sergeant ordinaire Royal dudit lieu, qui le signifiera huit iours deuant de vne voix, & cry public, & par placars & attaches és marches & assemblees notables dudit lieu, & autres lieux d'alentour, où seront lesdits grains: lesquels placars il laissera par escrit és lieux accoustumez mettre & afficher placars: & en fera exploit & rapport par escrit, testifié de deux ou trois tesmoins, gens de bien, cognus au pays pour le moins.

4 **A** V iour assigné pour faire ladite vente, tous lesdits grains, où la portion, qui sera aduisee par lesdits Officiers sera vendue & deliuree au plus offrant, & dernier encherisseur, à gens, qui les payeront comptant, ou à certain iour qui leur sera prefix par lesdits Officiers, dont lesdits acheteurs s'obligeront au Receueur, comme pour les propres debtes, & affaires dudit Seigneur: & neantmoins seront prises cautions pour seureté du prix desdits grains tellement que le Roy n'y puisse aucune chose perdre. Et à faire ladite vente avec lesdits Officiers, & deliurance desdits grains, seront appelez deux Capitouls ou Consuls du pays de Läguedoc, pour la vente des grains estans audit pays: & pour les grains estans és autres pays où il n'y a Capitouls ne Consuls, deux notables bourgeois, ou marchans d'icelle ville, au lieu où seront lesdits grains: lesquels par lesdits Baillifs, Seneschaux, Aduocats, Procureurs du Roy, leurs Lieutenans, substituez ou commis, chacun en leur iurisdiction, seront choisis & eleus en leurs loyauetez & consciences: & à faire ladite election ne sera present ny appellé ledit Receueur, mais assistera à ladite vente, & sera tenu solliciter les autres Officiers du faict d'icelle, pour estre faite és temps plus commodés de l'annee.

5 **S**ERONT iceux grains vendus actuellement, & seront nommez par noms & surnoms ceux à qui ils auront esté vendus & deliurez.

6 **I**CES grenetiers & Receueurs cy apres payeront & bailleront aus assignez sur eux, iceux grains en nature, & non en argent ny autre chose, qui le vaille: & rapporteront certification des assignez, comme ils les ont receus en nature.

7 **L**ESDITS Baillifs, Seneschaux, Iuges, Aduocats, & Procureurs du Roy, leurs Lieutenans, ou leurs commis certifieront souz leurs seings manuels, lesdits grains auoir esté tons veus & trouuez és greniers, & qu'ils estoient bons, loyaux, marchans, & le vray prix, valeur & vente d'iceux, & les faisons esquelles ils auront esté vendus, & pareillement lesdits deux Capitouls, Consuls, bourgeois ou marchans: & s'ils ne sçauoyent escrire, sera fait instrument

VII.

strument de Notaire de ladite vente, par lequel sera certifié le prix, valeur & vente : & par iceluy seront nommez ceux à quicquel grains auront esté vendus & deliurez, & la forme susdite y auoir esté gardée : lesquelles certifications & instrumens ledits Thresoriers, Receueurs & grenetiers avec ledit rapport du cry seront tenus rapporter sur les comptes, chacun en sa charge : selonc lesquelles certifications ledits Thresoriers, Receueurs & grenetiers seront tenus faire estat & recepte au Roy du prix desdits grains, tant de ceste presente annee, que des annees à venir : & contiendra ledit acte certification que ledits grains ont esté vendus és maisons plus commodés, pour le profit dudit Seigneur.

8 LESDITS deux Consuls, bourgeois ou marchans, qui auront assisté vne annee à ladite vente, & deliurance desdits grains, n'y pourront estre l'annee prochaine ensuyuant, mais seront esleus deux autres par ledits Officiers, sans ledit Receueur, comme dessus.

9 DESDITS grains, ledits Thresoriers, Receueurs ou grenetiers n'en pourront prendre ne retenir pour eux ou autres, soit au prix qu'ils seront criez plus haut ou moindre prix, par eux ou personnes interposees, sur peine de priuation de leurs offices.

10 LES susdits poinctz & articles, ledits Baillifs & Seneschaux, Iuges, Prestoits, Aduocats, Procureurs & Receueurs & chacun d'eux en leur egard, seront tenus de tenir, garder & entretenir, & les faire registrer à leurs Greffiers & papiers de leurs Bailliages & Iurisdiccions, le tout sur peine de priuation de leurs offices, & d'amende arbitraire. Faict au bureau de la chambre des comptes à Paris, le premier iour de Mars, l'an 1520.

Reiglement sur le maniment & distribution des finances du Roy, tant ordinaires qu'extraordinaires.

VIII.
huic. 1523



RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme nous reduisant à memoire les grandes & insupportables charges qu'il nous a conuenu soustenir & supporter depuis nostre aduenement à la couronne, pour resister & obuier aux mauuaises & damnees entreprises de noz ennemis & aduersaires : pareillement la necessité d'argent en quoy, pour y subuenir nous sommes souuent trouuez, & les grandes charges & oppressions qu'à cause de ce auons, à nostre grand regret & desplaisir donnees à noz bons & loyaux suiets, par creuës de tailles, retranchement des gages, emprunts & autres moyens conduits & menez par vrgente & contrainte necessité. Considerans aussi par exprez, les inestimables despenses que pour l'annee presente nous a conuenu entretenir, tant pour la defence de nostre Royaume assailly de toutes parts, que pour la soulede & payement de la grosse & puissante armee qu'auons eue, & encorés auons de present en Italie, pour le recouurement de nostre estat & Duché de Milan, non immemoratis sur ce du grand support & soulagement qu'auons eu de noz deniers casuels & inopinez, pour les auoir faits tomber & mettre en vne main depuis vn an en ça. Et semblablement du bien & aide que nous ont n'aguères faits les deniers de la taille du terme de Septembre dernier passé, en les faisant passer en nostre Espagne, & par vne main, sans laquelle chose eussions esté necessairement contrains mettre sus vne creuë de taille, ou pour le moins souluer & charger noz Officiers & loyaux suiets, d'emprunts generaux & particuliers, retranchement de gages & pensions, & autres façons de faire à nous & eux trop ennuyueuses, ainsi qu'il est tout notoire & euidet à toutes gens cognoissans l'estat de nosdites affaires. Dont par les moyens deuant dits, les auons releuez & soulagez. Qui nous a esté & est chose si agreable & cōuenante, que plus ne pourroit. Desirans à ces moyens, avec l'ayde de Dieu nostre createur, de plus en plus soulager nosdits suiets : & sur toutes choses ataindre le poinct & moyen conuenable à la recepte & distributio de nosdites finances, pour la conduite de noz affaires, au soulagement de noz suiets, ayons apres auoir eu sur ce l'aduis d'aucuns Princes & Seigneurs de nostre sang & lignage, & autres grans & notables personages, gens de bonne vie & conscience, sçauans & experimentez, fait & ordonné les edict, statut, declaration & ordonnance cy apres declarees, pour estre tenus, gardez & obseruez, à commencer du premier iour de Ianuier prochainement venant, sauf à les amplier, ou diminuer par nous cy apres, si à l'effect & execution d'icelles cognoissons que besoin en soit.

ET PREMIEREMENT, le Changeur de nostre thesfor receura les deniers prouenus de nostre domaine, aux termes accoustumez, reserue les siefs & aumosnes, gages de noz Officiers, fraix de iustice, reparations & autres charges ordinaires & accoustumees, qui demeureront entre les mains des Receueurs particuliers, pour iceluy payer en la forme accoustumee. Et sera porter iceluy Changeur les deniers qu'il receura desdits Receueurs, vingt iours apres qu'il les aura receus en nostre chasteau de Blois, és mains du Thresorier de nostre Espagne. Et quant à noz deniers des tailles, aydes, gabelles, equiuallens, fermes & autres extraordinaires, le receuront aux termes accoustumez des Receueurs particuliers, par noz Receueurs generaux d'entre Seine, Lâguedouy, Normandie, Lâguedoc, Guyenne, Bourgoingne, Picardie, Prouence, Dauphiné & Bretagne, chacun en sa charge, les gages d'Officiers desdits & rabatus pro rata en chacun quartier. Lesquels deniers nosdits Receueurs generaux feront tenir & deliurer cōtant audit Blois, és mains du Thresorier de nostre Espagne, ou de son commis, vn moys apres le terme escheu, si plus tost faire ne se peut. Excepté en ce les deniers qui se doyuent assigner pour le payement de noz cours souveraines & mortes-payes, desquels pour eulx aux fraix, ledit Thresorier de nostre Espagne appointera en ses quitrances les Receueurs & commis au payement desdites cours souveraines, & mortes-payes. Pour auoir & prendre leurs deniers és pays où sont establis & ordonnez lesdites cours & mortes-payes. Et d'autant que cy deuant par experience a esté cogneu, que des deniers prouenus de nostre ordinaire & extraordinaire ont esté billonnez, à la grand charge & conscience de ceux qui l'ont fait, dont ils l'ont fait. Dont il a conuenu par ce moyen faire gros fraix, tant pour le changement d'escuz, que pertes des finances. Pour y obuier, voulons & en-

Changeur du
thresor.

tendons que ceux qui receuront lesdits deniers, les baillét en mesme especes qu'ils les auront receus ausdits changeur du thresor & Receueurs generaux. Et aussi l'assermeront par serment, & en bailleront ausdits Changeur du thresor & Receueurs generaux, chacun endroit soy, vn bordereau signé de leur main : ausquels seront contenues lesdites especes d'or & d'argent, desquels ils auront fait le payement. Lesquels bordereaux & especes d'or ou d'argent, iceux Changeur du thresor & Receueurs generaux, seront tenus porter aux iours que dessus, en nostredit chasteau de Blois, es mains du Thresorier de nostre Espargne, ou de son commis. Et pource que par le moyen de ces presentes ordonnances, les Changeur de nostre thresor, & Receueurs generaux sont aucunement deschargez des vacations, mises & autres negoces qui leur conuenoit faire à cause de leursdits offices, tant pour distribuer les deniers qu'ils receuoient pour leurs offices, leur descharges, acquits & roolles, qu'autrement, nous entendons que les gages & bien-faits que leur donnons, seruiront cy apres à partie des frais qu'il conuiendra faire, à recueillir iceux deniers, & les porter audit Blois. Et à fin que de l'outre-plus desdits frais, aucunes taxations ne soyent pour ce faites, sera aduise par ceux qui à ce faire commettrons, ce que leur sera donné pour lesdits frais, en ce compris les gages & bienfaits qu'ils ont de nous.

Plus, voulons & entendons que le Thresorier de nostredite Espargne, ait la charge de receuoir & distribuer iceux deniers. Lequel sera tenu en faire deux registres, lesquels seront en vn chacun feuillet, signez par l'un de nos Secretaires, signant en finance. Et pareillement seront percez d'un cordo, & sceillez de nostre grand sceel, l'un desquels registres seruiront pour enregistrer la recepte des deniers, ausquels seront inserez les especes d'or & d'argent, esquels seront faits lesdits payemens. Et sera signé le registre du seing de celui qui deliurera l'argent, & de celui qui le receura : & avec ce sera fourny à celui qui deliurera les deniers, quittance dudit Thresorier de nostre Espargne, laquelle fera mention dudit registre ou feuillet, où la reception sera enregistrée, laquelle quittance tendra comptable & obligera ledit Thresorier de nostre Espargne. Et lesquelles quittances seront chacun an portées en nostre chambre des comptes, par iceux Changeur & Receueurs generaux, pour auoir leur quictus. Et les quittances que bailleront lesdits Changeur du Thresor & Receueurs generaux aux Receueurs particuliers des deniers qu'ils receuurent d'eux, leur seruiront d'acquit à la reddition de leurs comptes : l'autre registre seruiront pour la distribution des deniers, qui se fera par ledit Thresorier de nostre Espargne, ainsi qu'il s'ensuit. C'est à sçauoir aux Officiers comptables, pensionnaires & autres parties accoustumées estre couchées en nostre estat general, qui à ceste fin en sera fait. Lequel quāt à ce vaudra d'acquit audit Thresorier de nostre Espargne, en rapportant sur chacun article les quittances des parties. Et sera ledit estat triplé : l'un desquels se mettra en nos coffres, ainsi qu'il est accoustumé : vn autre es mains de nostre Chancelier : & l'autre es mains dudit Thresorier de nostre Espargne, pour son dit acquit. Et les deniers qui se distribueront outre le contenu audit estat, seront payez par roolles, ou mandemens signez de nous, & d'un de nos Secretaires, signés en finances : & sceillez de nostre grand sceel, adressant audit Thresorier de nostre Espargne. Lesquels demeureront par deuers ledit Thresorier de l'Espargne, pour luy seruir d'acquit en ses comptes, avec les quittances des parties. Et la deliurance qui ce fera, sera enregistrée audit second registre, avec la date du mandement, & Secretaire qui l'aura signé, à ce que par le moyen desdits registres & estat general, nous puissions voir ou faire voir en nostre conseil le fonds & estat de nos finances, toutesfoi qu'il nous plaira. Et d'autant que nos Thresoriers des guerres & autres comptables, ne seront les frais & mises par cy apres, que leur conuenoit faire auparavant les presentes ordonnances : pource que les deniers seront mis entre leurs mains sans aucuns frais, seront retranchez leurs gages & pensions, par ceux qui à ce faire commettrons, qui auront esgard aux vacations & frais qu'il leur conuenoit faire, dont par le moyen de ceste presente ordonnance, ils se trouueront deschargez. Et pource que pourrions estre importunez de faire aucuns dons d'iceux deniers, nous voulons & entendons qu'iceux dons ne soyent payez iusques à la fin du dernier quartier de l'annee, fors ce que donnerons aux Ambassadeurs & estrangers. Et les dons qui n'excederont la somme de mil escuz pour vne fois : en ce non compris toutesfoi l'ordinaire de nos menues necessitez & plaisirs. Et si voulons & entendons que chacune sepmaine ledit Thresorier de nostre Espargne nous rapporte, ou à nostre conseil, les deniers receus & baillez icelle sepmaine.

Item, les Thresoriers de France & generaux des finances veront chacun an, c'est à sçauoir, au commencement de l'annee par estimation, & en la fin de l'annee au vray ce qui se doit receuoir des deniers de leurs charges, & le bailleront par estats abbregez souz leurs seings manuels, ausdits Changeur & Receueurs generaux, en y couchant les termes & temps des payemens, escheans & receptes particulieres, pour selon ce faire les recouuremens deuant dits : & au temps enuoyeront desdits estats, à iceluy Thresorier de l'Espargne au commencement, & en la fin de la dite annee à fin qu'il puisse cognoistre & entendre, si iceux deniers luy auront esté entierement apportez, pour en faire rapport à nous & à nostre conseil. Item, seront tenus iceux Thresoriers & generaux cheuaucher leurs charges, à tout le moins deux fois l'an, pour augmenter nostre reuenu, & corriger les fautes & abus qui se pourroyent faire sur ce. Et d'autant que plusieurs mandemens & acquits ont esté expediez pour leurs deniers, pour leur deniers pour bienfaits, ou pensions, encors qu'ils soyent couchez en l'estat, pour obuier que ceux qui ont lesdits mandemens ne trouuassent moyen, que quelques deniers ne demeurassent entre les mains des Receueurs, ou comptables pour d'iceux estre payez. Et à fin que tout vienne à lumiere, & que nous sçachions entierement nostre recepte & despense, nous auons cassé, reuocqué & annulé

& annullé iceux mandemens & acquits. Et voulons & entendons que moyennât iceux aucune chose ne soit payee. Et là où se feroit le contraire, que le payement ne soit alloué à la reddition des comptes de celui qui l'aura payé. Outre voulons, que quand les comptables par chacun quartier viendront querir leurs assignations, qu'ils afferment par serment quels deniers bons ils ont entre leurs mains du quartier precedant, à fin que cela soit compté & deduit, à l'autre quartier qui leur devra estre deliuré. Et sera enregistré le serment au registre des distributions.

ITEM, pareil serment feront les Cômises au payement de noz cours souveraines & mortes-payes, entre les mains de ceux où seront assignez. Lesquels setont tenus d'enuoyer iceux sermens au trefort de l'Espargne, pour les enregistrer. Et semblablement sera chacun an pris le serment des Receueurs particuliers, par les Tresoriers de France, & Generaux des finâces, en cheuauchant leurs charges, s'ils ont aucuns deniers bons, autres que ceux qu'ils auront deliuré & baillé. Et seront enuoyez iceux sermens audit Tresorier de l'Espargne, pour les enregistrer. Et s'il estoit trouué par cy apres que quelqu'un des dessusdits se fust pariuré, nous dés à present, comme pour lors, les auons priuez & deboutez de leurs estats & offices, & iceux declarez estre vacans & impetrables. Et avec ce paritures, & incapables & inhabiles à iamais de tenir offices Royaux.

A V E C ce auons ordonné qu'à iceux Changeur & Receueurs generaux seront baillez executeirois s'ils les demandent, pour le recouurement desdits deniers aux termes & en la maniere deuant dits. Et à fin qu'ils ne fassent à apporter lesdits deniers aux iours que dessus leur a esté assigné, voulons pour la premiere faute qu'ils feront, estre condamnez en amende arbitraire, la seconde par suspension, & la tierce par priuation de leurs offices. Et ce par nostre cōseil, au rapport & denôciation dudit Tresorier de nostre espargne. Et quant aux dons à vie, à temps, & alienations de nostre dit domaine, ils demeureront en l'estat qu'ils sont, iusques à ce que par nous en soit ordonné, sans estre compris en l'article cy deuant, faisant mētion du domaine. Et combien que par ceste presente ordonnance l'exercice des offices des Controolleurs generaux demeurera inutil: neantmoins entendons que durant leurs vies, ils soient payez de leurs gages, & comme ainsi qu'ils decederōt, soient leurs offices supprimees. Et ce pendant pourront cheuaucher leurs charges avec lesdits generaux.

S I donnons en mandement par ces mesmes, à noz amez & feaux les gens de noz cōptes, & Tresoriers de France, Generaux, Conseillers par nous ordonnez sur le fait & gouuernemēt de noz finances, Changeur de nostre trefort, Receueurs generaux, & à tous noz autres Officiers, presens & à venir, & à chacun d'eux, si comme à luy appartiendra, que ceste presente ordonnance ils gardent & entretiennent, & facent entretenir, garder & obseruer, & accomplir de point en point, selon la forme & tenenr, sans icelle entraindre ne souffrir entraindre en aucune maniere en la peine desdites. Et celsdites presentes facent lire, publier & enregistrer en noz chambres des Comptes, tant de Paris, Lâguedoc, Bourgogne, Prouence, Dauphiné, que Bretagne, & aussi en nostre chambre du Tresor. Et le contenu d'icelles facent sçauoir à tous qu'il appartient, & à qui ce pourra toucher, en maniere que ils n'ayēt cause de l'ignorer. Et parce que de ces presentes l'on pourra auoir affaire en plusieurs lieux, nous voulons qu'au vidimus d'icelles, fait souz feaux Royaux, soy soit adiouste, comme à ce present original. Auquel en tesmoin de ce nous auons fait mettre nostre seal. Donnē à Bloys, le vingt-huitiesme iour de Decēbre, l'an de grace, mil cinq cens vingt-trois. Et de nostre regne le neuuesme. Ainsi signē sur le reply, Par le Roy en son conseil. ROBERT ET. Et sceelles sur double queuē de cirē iaune.

Acta, publicata & registrata in camera computorum Domini nostri Regis, die decima mensis Maij, anno Domini millesimo quingentesimo vicesimoquarto. CHEVALIER.

Que les comptables qui feront omission en recepte seront condamnez au quadruple.

R A N G O I S par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Sçauoir faisons, que nous desirans les iniques & peruerfes maluerfatiōs, fraudes, dolositez & subterfuges que plusieurs noz Officiers en finances ont commis à l'exercice de leurs estats, à nostre grand preiudice & dommage, & de la chose publique de nostre Royaume, dont plusieurs choses de mauuais consequence se sont euide en luyure, ainsi qu'il est notoire: nous pour ces causes desirans obuier à leurs malices par toutes voyes que vertons estre requises & necessaires, auons voulu & ordonné, voulons & ordonnons par ces presentes, qu'apres ce que noz comptables auront respectiuement chacun endroir soy presentē l'estat de leur charge tant en recepte qu'en despense, & iceluy affermé par sermēt en la maniere accoustumee, a si apres est trouuē qu'ils ayent fait omission en recepte, seront condamnez au ^a quadruple, ainsi & par la forme & maniere qu'il se fait, & partique de present en la reddition des comptes: & ce nonobstant les protestations que lesdits comptables ont accoustumē faire, attendu qu'il est questiō de leur b fait, dont ils ne pourront pretendre cause ^b d'ignorance. Donnē à Hamby le dixneuuesme iour d'Auail, l'an de grace, mil cinq cens trente-deux: & de nostre regne le dix-huitiesme. Ainsi signē, Par le Roy. BRETON. Et sceellē du grand seal en double queuē.

Acta, publicata & registrata in camera consilij curiæ quadrata, Parisiis, die vicesima secunda Iunij, anno Domini millesimo quingentesimo tricesimo secundo. BORDEL.

Tome second.

PPPP

a] Quadruple. Idem statum in fra eod. cap. decimoteriorio. artic. v. Et facit text. in l. j. c. de his qui expub. ration. lib. x. & que ibi addidi. Et Romæ lege Julia. peculatus renebatur qui in tabulis publicis minorem pecuniam scripserat quā cogerisset. hac lege, ff. ad legem iul. pecul. Rebuff. b] D'ignorance. Error enim facti excusatur, non error iuris. C. de iuri. & facti. igno. toto titulo. Rebuff.

En fait de finances on n'y fera de contrelettres.

RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Sçauoir faisons, que nous deuément aduertis & informez, que les quittances & contrelettres, que les gens de noz finances baillent vn chacun iour les vns aux autres, & pareillement les contrelettres que baillent noz comptables aux assignez sur eux, en prenant leur quittance, causent plusieurs larcécins, maluerfations & desguisemens en noz finances, à nostre tresgrand regret, preiudice & dommage, & desdits assignez: à ceste cause pour y obuier, auons ordonné & ordonnons, que par cy apres on ne puisse vler d'aucunes contrelettres en noz finances: & si aucunes se treuuent auoir esté faites contre nostre presente ordonnance, nous les auons declarees, & declérons nulles, & sans aucun pouuoir ny efficace: & si auons voulu & ordonné, voulons & ordonnons que ceux qui auront fait lesdites contrelettres, & aussi ceux au profit desquels elles auront esté faites, soient punis en amende arbitraire, comme infracteurs, de la presente ordonnance. Donné à Chasteaubriant, le seiziesme iour de May, l'an de grace, mil cinq cens trente-deux: & de nostre regne le dixhuitiesme. Ainsi signé, Par le Roy. BRETON.

Letta, publicata & registrata, audito & requirente Procuratore generali Regis, in camera computorum, Vice-sinaterria die Maij, anno Domini millesimo quingentesimo tricesimo secundo. CHEVALIER.

Letta, publicata & registrata in camera consilij Turris quadrata, Parisiis, die Vice-sinatesecunda Iunij, anno Domini millesimo quingentesimo tricesimo secundo.. BORDEL.

Les comptables ne bailleront aucuns deniers sans ordonnance, mandement, ou acquit suffisant, autrement ne leur sera alloué.

RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Sçauoir faisons, que nous deuément aduertis & informez, que plusieurs noz comptables couchent en despence deniers baillez à gens qui en ont à compter, sans monstrier ordonnance, ny acquit valable & suffisant, par lequel apparroisse qu'il leur a esté ordonné bailler iceux deniers à gens qui en ayent à compter: lesquelles parties leur sont allouees, qui est directement venir contre noz ordonnances: & sous couleur & ombre de ce font aller noz deniers de main à autre, pour longuement les tenir en leurs mains, & les tricoter, billonner, marchander, & faire leur profit, à nostre grand interest, preiudice & dommage: nous pour ces causes, & à fin d'obuier à telles fraudes & abus, auons ordonné & ordonnons par ces presentes, tant pour le passé, que pour l'aduenir, que lesdites parties couchees en despence, dont ceux qui diront les auoir baillées ne feront apparroir d'ordonnance, mandement, ou acquit suffisant, en vertu duquel ils auront payé lesdites parties, soient absolument rayees, & non allouees: & qu'en leur reliqua lesdits comptables soient contrains à les nous rendre & rembourser, faus leurs reconrs contre ceux qu'il apparriendra.

Si donnons mandement à noz amez & feaux Conseillers, les gens de noz comptes à Paris, & aux Commissaires ordonnez sur le fait de noz finances à la Tour quarte, de faire lire, publier & enregistrer nostre presente ordonnance, & icelle faire garder, obseruer & entretenir, sans aucunement la violer ou enfreindre: car ainsi nous plaist-il estre fait. Donné à Chasteaubriant le seiziesme iour de May, l'an de grace, mil cinq cens trente-deux: & de nostre regne le dix-huitiesme. Ainsi signé, Par le Roy. BRETON.

Letta, publicata & registrata, audito & requirente Procuratore generali Regis, in camera computorum, Vice-sinaterria die Maij, anno Domini millesimo quingentesimo tricesimo secundo. CHEVALIER.

Letta, publicata & registrata in camera consilij turris quadrata, Parisiis, die Vice-sinatesecunda Iunij, anno Domini millesimo quingentesimo tricesimo secundo. BORDEL.

Prohibitions aux gens des finances, ne porter draps de soye, faire dons par mariage exceedans la dixiesme partie de leurs biens, que leurs offices seront baillez à gens fondez en patrimoine, & de la forme & reigle qu'ils doyuent tenir à leurs receptes.

RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Sçauoir faisons, que nous desirans de tout nostre cœur punir & corriger les gros larcécins, abus, faussetez, desguisemens, exactions & pilleries, qui ont cours en nostre Royaume, mesmement durant les guerres entre aucuns de ceux qui auoient l'administration & maniemet de noz finances en toutes qualitez & estats, dont sont procedez plus grans maux, à nostre grand interest & dommage, & de noz suiets: à ceste cause eussions commis & deputez certains personages à nous agreables, sçauans, experimentez, & feables, pour informer & enquerir de/dits larcécins, faussetez, maluerfations, exactions & desguisemens, & proceder à l'encontre de ceux qu'ils trouueront coupables, selon l'exigence des cas, & qui l'autoient deserui, en autorisant leurs iugemens, & voulans qu'ils fussent de tel effect, efficace, & vertu cōme les arrests de noz cours de Parlement, en laquelle commission ils ont procedé, ainsi que leur auions mandé. Quoy faisant ont condamné plusieurs, & des principaux de noz finances, les vns à estre pendus & estranglez, les autres à priuation de leurs offices, & condamnations en grosses amendes, & d'estre mitrez, & d'autres à faire amende

amende honorable, & estre bannis de nostre Royaume, avec confiscation de biens : moyennant lesquelles punitions, nous pensions que les autres, qui ne sont encorés punis, ains demeurent en l'administration de leurs offices, y prissent exēple, se cortigeassent, & deussent autrement viure. Ce neantmoins nous entendons par les plaintes & doléances, qui de tous costez chacun iour viennent à nostre cognoissance, qu'ils font pis que parauant, auueglez d'auarice & cupidité, & desia inuetez en leurs maluerfations, en maniere qu'ils ne s'en peuuent abstenir : lesquelles choses aduiennent à cause desdits estats, qu'eux, leurs femmes, enfans & seruiteurs portent, tant en habillemens, fourreures, chaines, bagues, multitude de cheuaux & seruiteurs, que pour leur mangeaille, baistimens, dōs qu'ils donnent à leurs filles, & acquisitions de trop plus que leur patrimoine, & les gaiges & biens-faits qu'ils ont de nous, ne le peuuent supporter, & pour l'entretenir, sont contrains de maluerfer. D'auantage plusieurs mal fondez en biens qui achètent à grosses sommes de deniers leurs offices, la pluspart desquels empruntent la finance à gros interets, & se remboursent sur lesdites pilleries, exactions, & maluerfations : tellement que ne voyons pour le present d'autre remede, pour mettre fin esdites pilleries, si n'est d'aggrauer la peine de ceux qui delinqueroient, & aussi de leur defendre la superfluité des despens qu'ils font : & que nous d'oresnauant baillions les offices de noz finances à gens fondez en patrimoine, de bonne conscience, & bien renommez, sans prendre d'eux aucune recompense : à l'occasion de quoy auons fait & statué les ordonnances qui s'ensuyuent.

1 PREMIEREMENT, auons ordonné, & ordonnons, que par cy apres nuls ayans office estat, charge, commission & manement de noz finances, en quelque estat, qualité ou condition que ce soit, ne pareillement leurs femmes & enfans n'ayent à porter ^a draps de foye de quelque sorte, ou qualité, qu'ils soyent, en robes, pourpoints, cottes, sayes, & harnois de cheuaux, ou de mules : ny aussi fourreures de martres subelaines, ou de pais, lours ceruiers ou genettes noires ou autres, ny aucunes bordures, encorés qu'elles fussent assises sur drap, chaines d'or pesans plus de dix escus, ne bagues, & pierres excédans trente escus. Toutesfoi s'entendons esdites foyes comprendre les larges, taffetas, & camelots, soit de foye, ou autres, les ostades & samis qui ne sont de foye : & ce sur peine de priuation de leurs offices, desquels en ce cas les priuons dès à present, comme dès lors, & sans autres lettres les declarans vacans & impetrables : en quoy ne seront compris ceux qui de leur ancien patrimoine auront dequoy porter plus gros estat, doit prendront dispence de nous, à fin de cognoistre les personnages, & leur permettre ce que verrons qu'ils pourront enretenir.

2 SEMBLABLEMENT leur auons prohibé & defendu qu'ils n'ayent cheuaux, ne seruiteurs, si n'est à tel nombre, qui leur est nécessaire, pour la conduite & administration de leurs affaires : & qu'ils ne donnent à leurs filles dons & mariages excédans la dixiesme partie de leurs biens, ayans toutesfoi esgard au nombre de leurs fils & filles, pour les hausser ou diminuer, au iugement & aduis de leurs parens, sur peine d'amende arbitraire : & qu'en leur viure & manger ne soyent excessifs, ains se contentent de viure, selon que leur patrimoine & gages le peuuent porter.

3 EN outre enioignons à noz amez & feaux Conseillers les gens de nostre conseil priuē, d'eux informer quelles gens y a en nostre Royaume, de loyaute, bonne foy, conscience, bien famez & renommez, qui soient soluablez, & fondez en biens, à fin que les pouruoyons des offices & commissions qui vacqueront par cy apres en noz finances.

4 ET quant à la procedure que voulons & entendons par cy apres estre faite contre ceux qui maluerferont & delinqueroient en noz finances, si les cas dont se trouueront coupables, sont tels qu'ils requierent punition corporelle, ou amende honorable, ou que leurs biens immeubles ne fussent suffisans à payer l'amende, en quoy deuoient estre condamnez, & ne trouuaissent caution pour y satisfaires, nous ordonnons que noz Iuges, ausquels auons cōmis la reformation de noz finances en la Tour quarrée, dès l'heure qu'il leur apparoiſtra par les instructions des procez, & informations (que les vns d'eux sont par commission de nous) aucuns de noz financiers, de quelque estat, ou condition qu'ils soient, estre coupables, ou vehētement soupçonnez de maluerfation, esdits cas les facent constituer prisonniers, & mettre leurs biens en nostre main : sauf quelque prouision que lesdits Iuges pourrōt ordonner pour le viure de leurs femmes, & enfans : laquelle prouision prendront par les mains des Cōmissaires deputez à regir leurs biens. Et outre procederont iceux Iuges à la suspension des offices desdits coupables, ou vehētement soupçonnez, iusques à ce qu'ils seront purgez, & qui autrement en soit par eux ordonné : & quant aux autres y procederont, ainsi qu'ils verront estre à faire.

5 P L V s voulons & ordonnons que tous noz financiers, de quelque estat, qualité ou condition que ils soyent, qui se trouueront auoir falsifié acquts, quittances, comptes & rooles de monstres, soyent pendus & estranglez.

6 PAREILLEMENT auons ordonné & ordonnons que l'argent de noz finances ne soit employé à autre chose, si n'est à noz affaires : & par ainsi s'il se trouue quelq'un maniant nosdites finances, qui b preste noz deniers, ^b les billonne, baille à vsure, mette en marchandise, les applique à son profit particulier, ou les conuertisse en autres choses que les commissions, noz ordonnances, & leur office portent : nous voulons qu'ils soyent punis de la peine que dessus.

7 ET tous ceux qui auront prins noz deniers d'eux scachans qu'ils estoient à nous : nous voulons c qu'ils soient tenus les rendre, avec le ^c quadruple : ce que sçauoir se pourra, si celuy de noz Officiers, qui prestera, n'a dequoy prester d'ailleurs que du nostre : attendu la faculté de ses biens.

a] Draps de foye. D'autant que telle superfluité & bobacene se fait que aux despens du Roy, ou des asſignes sur les financiers, si ce n'est q de leur patrimoine le peuissent faire comme est déclaré en la fin de cest article, & il y a encorés vne raison generale du droit qui dit, *interesse reipub. ne quis re sua male vtiatur* §. si. Inst. de iis qui sunt sui vel ali. iuris.

b] Les billōne. Facit lex vniqua, c. de auri. l. publi. perſcur. lib. x. Et olim Roma lege Tulia peculatus renebatur qui pecuniam publicam auferret, in rem suam verteret, qui veis aurum argentum, ac publicum quid ſunderet aut immitteret. l. j. ff. ad leg. Tul. pen. Et l. 7m. c. de crimine pec.

c] Quadruple. Constitutione imp. Valentin. Valenti. Et Graciani ita cautur in c. insti. in lib. 10. l. j. de iis qui ex public. rat. nunt. pec. accep. si quis ab exactorib. tabulariis et arcariis, officiis que rationem ſanebrent pecuniam ſuſſepter, detentus in eodem ad quadrupli penam ex hac auſtoritate reneatur.

8 E r pource que plusieurs manians noz finances tetiennent en leurs mains vne partie de noz deniers, auant qu'aucune taxation leur soit faite, & sous couleur des frais qu'ils dient auoir faits dont aduient que les affaires, pour lesquels aurions ordonné iceux deniers, demeurent en arriere, & imparfaits pour l'argent que ceux qui ont manieement retiennent sous ombre de leurs frais: nous à ceste cause auons defendu & defendons, que nul n'ait à tenir sous ombre desdits frais & iournees les deniers qui sont par nous destinez à quelque ouurage, ou affaire que ce soit: & ce sur peine d'amende honorable, de confiscation de biens, & bannissement de nostre Royaume.

9 N o v s auons aussi esté aduertis, qu'en faisant noz estats generaux l'on y couchoit communément aucuns articles montans grosses sommes de deniers: c'est à sçauoir, pour cas inopinés, voyages, ambassades, non valloirs, rabais & amorfines, lesquelles sommes se departoient par noz generalitez: & desquels deniers n'auons certitude, s'ils ont esté employez, & mesme ceux des non valloirs, rabais & amorfines. Nous pour ces causes voulons lesdits estats estre veus par noz luges ordoncz sur le fait de nos finances en la Tour quaree: ensemble les estats particuliers faits par noz Generaux sur le departement d'iceux deniers, avec les estats & comptes des Receueurs generaux & particuliers par chacune annee, pour & à fin de sçauoir comment iceux deniers ont esté employez: & s'il y a aucune chose qui soit demoree bonne entre les mains de noz Financiers, à ce qu'ils ayent à leur faire rendre.

a] Par l'vne. C'est l'ordonnance qui est au chapit. 8. de ce tilre.

10 E r d'autant qu'iceux deniers ont esté longuement recelez, sans ce que ceux qui les detenoient, ayent eu egard, ne consideration aux gros affaires à nous suruenus, & à leur serment, ne pareillement à deux noz ordonnances: * par l'vne desquelles auons ordonné que ceux qui auoient deniers bons entre leurs mains, les eussent à reueler, pour nous en seruir, autrement qu'à la closture de leurs comptes fussent condamnez au quadruple: & l'autre, par laquelle ordonnons que ceux qui auoient deniers bons en leurs mains & les detenoient, si dedans le temps à nous ce prefix ne les declaroient, seroient punis des peines contenues en icelle ordonnance. A ceste cause nous voulons & ordonnons, que pour le passé, ceux qui se trouueront auoir tenu nosdits deniers entre les mains, sans les auoir reuelez, soyent punis des peines contenues en nosdites deux ordonnances, & ceux qui par cy apres, & apres la publication des presentes receleront nosdits deniers qui seront bös en leurs mains, soyent punis de la peine que dessus.

11 N o v s voulons aussi que tous comptables de noz finances, qui ont eu, & ont par autre moyen que dessus, deniers bons entre leurs mains, & les ont recelez & cachez, & pour auoir couleur de ce faire, les ont couchez en despense, sans en auoir quittance ny les auoir payez: & autres rapportent les quittances sans auoir payé les deniers, ains seulement baillent vne contrelettre à ceux à qui ils estoient deuz, & par tels moyens damnez & reprouuez, se sont longuement aidez de noz deniers, & mesme au temps qu'en auions grandement à besongner: tellement qu'à faute d'auoir payé la solde de noz gens de guerre, maints inconueniens nous sont aduenus, noz gendarmes à la solle du pauvre peuple ont souuent tenu les champs, & nous a maintes fois conueni, faire gros empruns, & à grans interets. A ceste cause nous ordonnons que les comptes rendus, papiers & registres de nosdits comptables, soient veuz & visitez par nosdits luges en la Tour quaree: & ceux qui ils trouueront auoir eu delay, pour apporтер quittance, ou qui se sont aydez de contrelettres, sans auoir fourny l'argent, ou autrement par leur allice ont trouué moyen que noz deniers ont longuement demeuré en leurs mains, semblablement tous les autres articles, ou y aura, *debet quittance*, & que le temps d'icelles fournir en la chambre des Comptes soit passé: ou que des comptables ayent baillé cōtrelettres, pour s'aider des quittances recourees moyennant icelles, sans y auoir satisfait: ou se sont aydez d'acquits, quittances, ou autres enseignemens, qui ont esté reiettez, sauf à les reseruer dedans quelque tēps, ce qu'ils n'ont fait: Nous voulons esdits cas lesdits articles de despense estre reiettez, & les comptables condamnez à nous restituer le contenu en iceux, & à la peine du quadruple.

12 E r quant à ceux qui demeurent longuement à rendre leurs comptes, sans les presenter à nostre ehambre des Comptes dedans le temps limité par noz ordonnances, & se laissent tomber en contumace, & finalement par la reddition de leurs comptes se treuuent redevables en grosse somme de deniers (qui donne assez à cognoistre, qu'ils n'ont differé & delayé ladite reddition, si n'est pour ce temps pendant s'aider de noz deniers) nous voulons qu'ils soient condānez audit quadruple. Et pour obuier aux fraudes, abus, & recelemens de deniers, dont l'on a vŕé par cy deuant tant à cause desdites contrelettres, response de *debet quittance*, & autres articles de despense, que l'on met en surceance: nous auons prohibé & defendu, prohibons & defendons qu'en l'aduenir ils n'ayent plus de lieu, & que ceux qui rendront leurs comptes, quand ils rapporteront quittance sur la despense, seront examinez par serment, s'ils ont payé l'argent ou baillé contrelettre, & s'ils n'affirment auoir baillé argent, la partie leur sera rayee. Et quant à ceux qui se dient auoir payé & n'ont quittance, ne sera la chose en surceance, ny respondu, *debet quittance*, comme par cy deuant a esté fait. Et au regard des autres parties des despenses que l'on mettoit en surceance, seront aussi rayees, s'il n'y a grand cause, & raison bié apparente de les surseoir pour quelque temps, lequel passé diligent, ou negligent sans plus appeller ledit article de despense ainsi mis en surceance, sera tenu pour entierement payé. Toutesfoies nous voulons que les deniers contenus aux articles, esquels on souloit respondre, *debet quittance*, soient mis en deposit entre les mains de l'vn des Greffiers de la chambre des Comptes, qui les gardera trois mois, durant lesquels, si ceux à qui les deniers sont deuz, ou leurs heritiers les viennent demander, leur se-

leur seront baillez par ordonnance de nosdits gens des comptes & la quittance de ceux à qui les deniers seront baillez, sera enregistrée par la descharge du Greffier. Et si dedans iceux trois mois lesdits deniers ne sont deliurez à ceux à qui ils sont deuz en la maniere que dessus, ledit Greffier sera tenu les baillez à nostre changeur des comptes du tresor, qui en baillera sa quittance, qui sera enregistrée en la chambre des Comptes, pour le rendre comptable.

13 D'AUTRE part plusieurs qui ont en leur recepte moins couché qu'ils ne doyent, pour euer la peine du ^a quadruple, faignent d'en venir eux mesmes faire la declaration, & reuelation, à quoy ont esté receus distindement: ce que toutesfois auons prohibé & defendu, ains voulons que ladite declaration profite seulement à ceux qui l'ont reuelé, auant qu'aucuns des gens de noz comptes s'en fussent aduizez.

14 COMBIEN que noz ^b ordonnances portent que nul comptable soit receu à coucher articles en despenze, si ne sont ceux dont ils ont ordonnance, commandemēt, & acquit suffisant, neantmoins il est venu à nostre cognoissance, que plusieurs desdits articles sont passez en nostre chambre des Comptes, içoit que les comptables ne les iustificient d'aucune ordonnance de nous: & mesmement ceux qui couchent auoir fourny aucunes parties à des gens, qui en doyent compter: lesquels articles voulons estre purement reiettez & rayez, non seulement pour l'aduenir, mais aussi pour le passé, comme estans contre noz ordonnances.

15 PLUSIEURS acquits font souuentefois rapportez sur les comptes de noz comptables, qui sont contre noz ordonnances; avec le reliefuement d'icelles, & se treuuent aucunes fois tres exorbitans, n'est vray-semblable que les ayons entendus: ains peuuent auoir esté desrobez du seu, ou sceillez de faux sceux: à ceste cause pour obuier à toutes ces choses, nous voulons que quand tels acquits seront presentez aux gens de noz comptes, qu'ils nous soient par eux renuoyez, pour voir si les auons entendus, à fin de leur en faire par apres sçauoir nostre intention. Et pour sūt ce mieus & plus entierement entendre nostre intention, nous voulons que nostre amē & seel Chancelier enuoye de six mois en six mois, les rooles signez de nostre main, sur lesquels l'on expedie les acquits aux gens de noz comptes: à fin que si lesdits acquits rapportez par deuant eux, ne se trouuoient couchez esdits rooles signez de nostre main, ils nous les renuoyent, comme dit est, pour leur en mander nostre bon plaisir.

16 E' pour autant que plusieurs fraudes & abus ont esté commis sur l'achat des escus, & perte de finance, c'est à sçauoir, que ceux qui ont eu charge de faire les payemens delà les monts, nous ont fait payer grosse somme de deniers pour l'achat des escus: içoit ce qu'es lieux où ils les ont portez ils les ayent employez outre l'achat d'iceux à plus haut prix qu'ils n'ont cours en France: A ceste cause nous voulons & ordonnons à noz Iuges sur le fait des finances en la cour quartee, d'eux informer de la verité de ce cas, & proceder contre les coupables, en faisant & parfaissant leurs procez: & ceux qu'ils trouueront conuaincus, condamnent à nous rendre, & restituer ladite perte de finance, & en amende honorable, & profitable de dix mil liures, & à tenir prison iusques à entier payement.

17 D'AVANTAGE ont esté trouuez plusieurs, lesquels demandent la perte de finance, qu'ils dient auoir eu en achetāt les escus à plus haut prix qu'ils ne s'exposent, sans declarer ceux de qui ils les ont achetez. Et souuentefois aduenit qu'ils les achètent de noz comptables, combien qu'ils nous appartiennent: lesquels comptables les leur font deliurer par main tierce, pour cacher leurs delict. A ceste cause nous voulons que par cy apres aucuns acquits ne soiēt passez, ny alloiēz sur lesdits achets, & perte de finance, si les coupables ne declarent & afferment par serment de qu'ils les ont achetez, à fin qu'apres nous soyons en liberte d'entendre la verité, si bon nous semble & corriger les abus si aucuns y auoient esté commis.

18 POUR CE que quelques vns de noz comptables, ou autres ayans maniement, ou gouuernement de noz finances, pour eux ou au nom de quelqu'un de leurs seruiteurs ou enfans, prennent par contrauention quelques deniers, de ceux qui sont par nous assignez sur noz finances, combien que liberalēment ils deussent payer ce que nous assignons: en sorte qu'ils ne se sçauoient excuser, qu'ils ne l'prennent indeuēment: A ceste cause nous voulons & ordonnons, que ceux que nosdits Iuges de la Tour quartee trouueront coupables dudit cas, ils les condamnent à rendre le principal à iceluy de qui ils l'auront prins, & à nous le double pour l'amende, & à tenir prison iusques à plein payement.

19 A PRES que noz Receueurs & comptables ont baillé leurs estats de l'enreimē, qu'ils ont de noz deniers, & iceux affermē par serment, quand vient à rendre leurs comptes augmenter la recepte, à fin que par leur estat on ne cognoisse qu'ils ayent quelques deniers bons entre leurs mains. Pour ces causes auons ordonné & ordonnons, que par cy apres, quand aucun estat aura esté présenté par noz Receueurs & comptables à nostre chambre des Comptes, ou aux Iuges sur le fait de noz finances en la Tour quartee, & qu'ils l'auront affermē par serment, s'il est apres trouué qu'aucune chose ait esté recelee, qu'ils soyent condamnez à nous payer le quadruple, & tout ainzi & par la forme & maniere que s'ils l'eussent recelé en leur compte principal.

20 I' s'est trouué plusieurs fois qu'aucuns de noz amez & feaux tant Notaires que secretares ont passé plusieurs quittances, sans cognoistre les personnaiges qui les accordēt: parquoy se sont trouuees plusieurs quittances passees souz nom supposé, à nostre grand interest & dommage. A ceste cause nous prohibons & defendons à nosdits Secretaires de passer par cy apres aucunes quittances, s'ils ne cognoissent les personnaiges qui les accordēt, ou qu'ils ayent certificatiō de deux bōs personnaiges

a] Quadruple. Car par l'ordonnance de ce mesme Roy qui est au chap. 8. de ce tilt, les comptables pour auoir fait omission en recepte, sont condānez à la peine du quadruple.
b] Ordōnāces. C'est l'ordonnance de Charles 7. qui est au chap. 1. art. 6. & au chap. second art. 9. en ce tilt.

cognez & bien famez, qui certifieront auoir cognoissance de celuy qui passera la quittance, & que c'est celuy au nom de qui elle se fait, pour icelle certification inferer dedans ladite quittance : & si apres la publication des presentes s'y trouue faute, seront punis comme faulxaires.

21 E t d'aurant que par noz dernieres ordonnances, auons ordonné que noz Receueurs en deliurant l'argent de leurs charges à l'espargne, porteroient les bourdereaux des deniers par eux receus, en quelles especes, & à quel prix : neantmoins auons esté aduertis qu'iceux bourdereaux n'ont esté apportez tels, ny en la sorte qu'ils doyuent estre, & que plusieurs ne contiennent verité, en quoy nous, ou noz suiuetz auons esté desrobez, & y auons eu grosse perte. Et pource commettons & ordonnons à nosdits Iuges de la Tour quaree, de voir & visiter iceux bourdereaux, & eux informer s'ils contiennent verité, pour apres punir les delinquans des peines du quadruple : & pareillement puniront les Commis à faire les payemens de ceux, qui sont couchez en nostre estar, & autres qui pour plusieurs causes ont assignation de nous sur noz comptables, & s'ils treuuent qu'ils ayent exposé noz deniers à plus haut prix qu'ils ne les auront receus de noz Receueurs.

22 E t pour rendre les comptes de noz comptables clairs, & sans confusion : nous voulons & ordonnons qu'és quittances d'iceux comptables il soit spécifié de quels deniers, & de quel quartier, & annee sont prouenus iceux deniers.

23 L e Tresorier del'Espargne, changeur du tresor, & Receueurs generaux ne seront admis à la reddition de leurs compres, sans exhiber actuellement leurs estats par estimation & au vray, avec les bourdereaux des deniers de leurs charges.

24 E t combien que par noz ordonnances ne soit loisible à aucun distribuer, ne bailler noz deniers, sans nostre ordonnance, neantmoins nous auons esté aduertis, que les gens de noz comptes font estat de reliquars, qui tombent és mains de nostre changeur du tresor, & par iceluy distribuent, & deliurent noz deniers où bon leur semble, qui ne peut venir à lumiere ne cognoissance, d'autant qu'eux-mesmes oyent les comptes d'iceluy chargeur, & ne font difficulté d'allouer les quittances de la distribution des deniers, qu'ils ont ordonné estre baillez. Nous pour y obuier auons defendu & defendons de le faire par cy apres, sur peine de nous en prendre à eux, & de nous en faire les deniers bons : neantmoins voulons que les Iuges ordonnez en la Tour quaree commentent aucuns d'entre eux, pour visiter les estats, & comptes dudit changeur, qui est de present, & de ceux qui l'ont esté cy deuant : & les parties qu'ils trouueront auoir esté payees, sans nostre ordonnance, ils y mettent *recuperetur*, & condamnent les heritiers des trespassz changeurs, & celuy qui l'est de present, chacun en droit soy, ou son commis, à nous rendre, restituer & payer lesdites sommes, sauf leur recours contre qui il appartiendra.

25 I A Ç O I T ce que deussions chacun an sçauoir entierement la valeur de toutes noz finances, rât du domaine, gabelles, aydes, tailles, equiualent, fermes, que de tous autres subsidez : & que le tout deust estre déclaré par les estats que chacun an nous baillent noz Tresoriers & generaux, soit par estimation, ou au vray, sans rien omettre ny oublier : neantmoins nous auons esté aduertis qu'ils se sont trouuez plusieurs estats où la valeur des aides est aualuee, avec ces paroles, **F O R S G A G E S E T F I N A N C E S** : sous ombre desquelles paroles se sont fait payer par leurs Receueurs respectiement, sans iceux gages coucher en noz estats. Et depuis ont trouué autre moyen pour retenir leusdits gages, pensions & cheuauchees pour les plus valeurs, sans les mettre entierement en euidence, venans directement contre noz ordonnances, & si en y a d'autres qui n'ont entierement déclaré & baillé leurs plus valeurs : à cause dequoy sommes demeurez en arriere, & le cōtenu en nosdits estats n'a esté payé entierement, mesmemet la gendarmerie. A ceste cause pour y obuier, nous cōmandons & enioignons à noz Tresoriers, & Generaux, de bailler par cy apres entierement toute leur recepte, avec les estats particuliers qu'ils font aux Receueurs estans souz leur charge : & ce sur peine de punition corporelle, cōme dit est cy dessus : & quant au passé, nous voulons que noz Iuges en la Tour quaree commentent aucuns d'entr'eux pour voir les estats generaux & particuliers, & autres choses requises & necessaires pour entendre la verité : & ceux qu'ils trouueront coupables, mesmemet où il y aura dol & fraude, les puniront, cōme dessus est dit.

26 E t avec ce auons ordonné & ordonnons, que noz comptables chacun an porteront en la chambre des Comptes leurs estats signez de leurs mains, & affermeront par serment le contenu estre veritable : à fin que par iceux nous puissions sçauoir & entendre quels deniers bons ils ont entre leurs mains, pour nous en aider, si besoin est. Et rendront leurs comptes dedans le temps ordonné par les ordonnances sur ce faites, lesquels ils presenteront à ladite chambre audit temps, sans ce qu'il soit besoin les adiourner pour ce faire, attendu que le iour les inter pelle : & si à ce faillent de ce faire, seront condamnez en l'amende telle que les gens de noz comptes arbitreront : & si dedans vn mois apres ne purgent leur contumace, l'amende doublera, & consequemment de mois en mois, sans autre interpellation ne declaration : & l'extrait du registre desdites amēdes sera executoire sur eux, sans autre amandement : si n'est qu'il y eust excusation legitime pour purger leur contumace : laquelle seront tenus prouuer à leurs despens, dedans vn mois apres qu'ils auront mise en auant, pour toutes preffixions & delais.

S i donnons en mandement par ces mesmes presentes, à noz amez & feaux Conseillers, les ges de noz comptes à Paris, &c. Donné à Chasteaubriant, le huietieme iour de Iuin, l'an de grace, mil cinq cens

Du reiglement general des fin. & Offi.comptables. 1278

cinq cens trentedeux: & de nostre regne le dixhuitieme. Ainsi signé, FRANÇOIS.
Par le Roy en son conseil. BAYARD. Scellé du grand scel en cire iaune à double queue.

Acta, publicata & registrata in camera consilij Turris quadratæ, audito procuratore generali Regis. Actum Parisius die vicesima secunda Iunij, anno Domini millesimo quingentesimo tricesimo secundo. BORDEL.

Defences aux comptables & financiers de iouer l'argent du Roy.

XIII.
Iunij, 1532.



RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme nous ayons fait plusieurs ordonnances, pour & à fin que ceux qui l'entremettent de manier noz finances y procedent legalement, sans aucune maluersation: & que depuis icelles faites ayons esté aduertis par plusieurs gens de bien, que la pluspart s'entremettans de noz finances, iouent^a de nos deniers, tant aux dez qu'aux quartes: tellemét que pour les pertes, qui fouuent leur aduiennent esdits ieux, font meuz de mauuaiser, piller & desrober sur nosdites finâces, pour eux rembourser. Sçauoir faisons que nous pour obuier, auons defendu, & defendons à tous ceux qui manient noz deniers & finâces, de iouer en quelque ieu que ce soit, de noz deniers: & se sur peine de perdicion de leurs estats, d'estre fustigé & bannis à perpetuité, & leurs biens confisquez. Et si auons voulu & ordonné, que ceux qui iouent avec eux, soient condamnnez à rendre l'argent qu'ils gagneront, & le double d'iceluy. Donné à Chasteaubriant, le quatorzieme iour de Iuin, l'an de grace mil cinq cens trentedeux. Et de nostre regne le dixhuitieme. Ainsi signé, Par le Roy en son conseil. BAYARD.

Acta publicata & registrata, in camera consilij turris quadratæ, Parisius, die vicesima secunda Iunij, anno Domini millesimo quingentesimo tricesimo secundo. BORDEL.

a] Iouent. Non potest administrator ludere de pecunia non sua: ut iurisc. scribit. Et ibi Iaso. in l. seruus in fin. de de condict. indebet. Et in auth. alcarum C. de religiof. Varii de puteo in tati. de ideo non poterit vxor ludere de pecunia viri: ut docet And. Tiraque. in tract. de legib. contrab. nu. 189. Rebus.

Creation de seize recettes generales & reiglement des Officiers des finances.

XIII.
Iunij, 1532.



RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France: à tous ceux qui ces presentes lettres verront Salut. Comme par la multiplication, diuersité, & changement des ordonnances, cy deuant faites sur le fait de noz finances: nous ayons peu esclarcir & entendre les fautes & abus qui estoient en icelles, cognoistre les moyens d'y remedier, & la forme plus conuenable pour y establir vn bon ordre à nostre profit & soulagement de noz fuiets, mesmement pour faire venir en lumiere, tous noz deniers ordinaires & extraordinaires, & en estre secouru au temps qu'ils sont payables, auoir prompte & certaine cognoissance de la recette & despense d'iceux: oster les occasions aux Receueurs generaux, & particuliers Commis & Clercs, de vsr des dissimulations, longueurs, delais & restes acoustumez au payement d'iceux, & departir les charges de nosdites finâces par les prouinces de nostre Royaume en certains lieux. commodés pour assembler & assigner nosdits deniers, ou le faire promptement apporter en nostre espargne selon la commodité ou necessité de noz affaires avec la plus grande seurété & la moindre despence que possible sera.

SçA VOIR faisons, qu'apres auoir eu plusieurs aduertissemens & entendu certaines remonstrances à nous faites par aucuns notables personages, tant de nosdites finances qu'autres. Et sur ce considéré & debatü plusieurs choses d'importance en nostre conseil priué. Auons par l'aduis d'iceluy déclaré & ordonné ce qui ensuiuit.

ET PREMIEREMENT que par les charges de nosdites finances seront establies seize recettes generales es villes de Paris, Chaalons, Amyés Rouën, Caen, Bourges, Tours Poitiers, Ysloire, Agen, Tholose, Montpellier, Lyon, Aix, Grenoble, & Dijon, qui seront seize recettes generales. A chacune desquelles seront par nous departies les recettes particulieres plus prochaines, tant de nostre domaine, que de noz aides, impositions, equiuallens tailles & gabelles.

QV E les deniers de chacune recette particuliere seront portez ou enuoyez par chacun quartier au lieu de la recette generale, aux despens des Receueurs particuliers Greneriers, & autres faisans recette particuliere moyennant certaine composition, que nous ferons accorder avec eux pour le port & conduite desdits deniers. A sçauoir les deux tiers de ceux de la taille vn mois apres chacun terme escheu, & l'autre tiers de dans vn autre mois ensuiuant, ceux des gabelles, incontinent apres le quartier, & ceux des domaine, aides, equiuallens & impositions six semaines apres le quartier ou terme escheu. Et si audit temps lesdits Receueurs particuliers sont defaillans de ce faire. Le Receueur general enuoyera incontinent Huissiers ou Sergens, ausdites recettes particulieres pour contraindre, executer & prendre au corps les defaillans, & leurs pleiges si besoin est faire vendre leurs biens par iustice, & tenir leurs personnes prisonnières iusques à ce que les restes par eux deuz soient entierement payez, & apportez à ladite recete generale. Le tout aux despens desdits Receueurs particuliers.

QV E les deniers des decimes des gés d'Eglise, octroiz & cōtributions des villes, fustdites & autres deniers extraordinaires soient pareillement portez ou enuoyez ausdites recettes generales par les Receueurs d'iceux deniers aux despens desdits gens d'Eglise, villes & autres qui ne deurent fournir vn mois apres les termes des payemens escheus en la maniere desusdite.

Creation & establissement de seize recettes generales.

Decimes.

Treforiers de France & generaux des finances.

Et pource que les offices des Tresoriers de France & generaux de noz finances requierent continuelle residence en leurs charges, tant pour nostre profit, augmentation, seureté & auancement de noz deniers, que pour auoir l'eul sur noz Officiers dependans de leurs charges ou soulagement de nostre peuple, & que leurs occupations en autres affaires ne doiuent empescher que leurs estats ne soient administrez par autres personnes, ainsi que sont les estats des gouverneurs des prouinces, Bailiffs & Seneschaux de nostre Royaume. Sous lesquels y a Lieutenant qu'ils representent en leur absence. Nous commettons en chacune recette generale vn personnage capable qui aura le tiltre de Commis desdits Tresoriers de France & generaux. Et fera en leur absence comme leur Lieutenant tout ce qui touchera & dependra desdits charges, reserue qu'il ne pourra faire baux à ferme ou louage, expedier taxations, mandemens, estats n'autres despèches portans acquit sur noz deniers, sans auoir autre pouuoir de nous exprez à ceste fin.

Receueurs particuliers.

Que lesdits Receueurs particuliers ou ceux qui porteront deniers pour eux ausdites recettes generales, seront tenus auant que partir du lieu de la recette generale, exhiber au Commis desdits Tresoriers & generaux, la quittance du Receueur general qui aura receu lesdits deniers pour en estre fait registre par ledit Comis, & par luy escrire *registrate* tel iour, avec vn paraphe en la marge d'icelle quittance. Et si lesdites quittances ne sont ainsi exhibees & enregistrees, elles seront de nulle valeur à ceux qui en auront payé les deniers. En prohibant ausdits Commis de prendre ne souffrir estre pris par leurs Clercs aucun salaire pour les paraphes & registre d'icelles quittances, sur peine d'estre priuez de leurs commissions.

Comis des treforiers & generaux.

Que lesdits Commis desdits Tresoriers & generaux esdites recettes generales seront pareillement registre des iours que les Receueurs generaux deliueront les deniers de leurs charges à ceux qui y seront assignez par mandemens portans quittance du Tresorier de nostre espargne, & aussi des iours que lesdits Receueurs generaux feront partir les deniers qu'ils enuoyeront audit espargne en nostre cour, ou ailleurs. Lesquels Commis seront par iceux Receueurs generaux appelez à la deliurance & partement desdits deniers, à fin d'en faire ledit registre. Et sans à ce faillir par lesdits Receueurs generaux sur peine d'amende arbitraire.

Receueurs generaux & particuliers.

Que lesdits Receueurs generaux & particuliers soient continuellement residens à l'exercice desdits offices: mesmement lesdits Receueurs generaux ne puissent auoir Commis ausdites recettes generales sans permission de nous.

Bordereaux.

Que noz Officiers comptables seront tenus declarer en leurs quittances les especes d'or monnoyé, esquelles ils auront receu lesdits deniers, qui ne pourront chancier ne billonner: mais seulement leur permettois changer la monnoye, tant grosse que menue & espece d'or du cours, poix & pris de noz ordonnances. Pareillement seront tenus faire declarer les especes qu'ils deliueront dedans les quittances des payemens qu'ils feront. Aussi sera escrit aux dos de chacun mandement portant quittances dudit Tresorier de l'espargne vn bordereau contenant les especes du paiement d'iceluy mandement. Lequel bordereau sera signé par celuy qui recevra ledit paiement.

Estats de la valeur de la charge.

Que lesdits Tresoriers de France, & generaux des finances seront tenus nous enuoyer ou à nostre conseil priué, & pareillement audit Tresorier de nostre espargne, estats des valeurs de leurs charges commencement de l'annee. C'est à sçauoir au vray de ce qui peut estre certain, & par estimation dece qui peut estre muable, dont apres l'annee escheuë ils bailleront autre estat au vray de ce qu'ils auront estimé. Et contiendront lesdits estats respectiement & separément ce qui deura estre receu en chacune recete generale, dont semblables estats seront aussi baillez par lesdits Tresoriers de France & generaux, à chascun Receueur general respectiement. Et autres pareils estats seront par eux enuoyez aux ges de noz comptes. Sans que ledit Tresorier de nostre espargne soit tenu leur porter n'enuoyer ceux qu'il aura euz, lesquels nous voulons demeurer tousiours en ces mains pour seruir à iustifier les assignations qu'il leuera sur lesdits Receueurs generaux, verifier les restes par eux deuz & vider les differens, qui sur ce pourroient aduenir entre lesdits Tresoriers de l'espargne & Receueurs generaux.

Et si durant ladite annee se trouuoient autres deniers à recouurer comme plus-valeurs, restes ou autres parties dont n'auroit esté baillé estat, en seront aussi enuoyez & baillez autres estats en la maniere dessusdite. Tous lesquels estats seront faits, & baillez les plus clairs & certains qu'il sera possible.

Aussy voulons & ordonnons que ceux qui de present sont Commis aux recettes generales de nosdites finances, baillent à ceux qui seront par nous pourueus desdits offices de Receueurs generaux estats signez de leurs mains contenant les restes de deniers, tant ordinaires qu'extraordinaires, qui nous seront deuz en icelles recettes generales respectiement, lors que lesdits Receueurs generaux entreront en l'exercice desdits offices. Pour iceux restes estre par eux recouuers ainsi que les autres deniers d'icelles recettes generales desquels estats & autres pieces que lesdits Commis pourront bailler seruaus au recouurement desdits restes, iceux Receueurs generaux bailleront recepcez ausdits Commis respectiement. En rapportant lesquels, iceux Commis seront exempts de faire recette des parties qui y seront contenues, ou icelles reprendront en despence pour deniers rendus & non receus. A quoy nous enioignons aux gens de noz comptes les recevoir. En procedant à l'audition & closture de leurs comptes. Et ordonnons à iceux Commis, qu'ils nous enuoient autres semblables estats

Du reglement general des fin. & Offi. comptables. 1280

estats, pareillement signez de leurs mains, & aussi au Tresorier de nostre espargne dedans vn mois apres qu'ils seront deschargez de leurdites commissions respectiuellement.

Q V E chacun Receueur general sera tenu apres chacun quartier escheu nous enuoyer ou à nostredit conseil priué, vn estat au vray des deniers qu'il aura receuz, payez & enuoyez en nostre espargne durant ledit quartier. Lequel estat sera prealablement verifié par le Commis desdits Tresoriers de France & generaux des finances & signé tant par ledit Receueur general que par iceluy Commis, en y faisant mention des restes qui seront encores deuz d'iceluy quartier, & des causes pour lesquelles ils n'auront esté receus.

Receueur general.

Q V E ledit Tresorier de l'espargne sera pareillement tenu nous bailler, ou à nostredit conseil priué incontinent apres chacun quartier escheu vn estat des deniers qu'il aura receus de chacun Receueur general durant ledit quartier, à fin qu'en nostredit conseil lesdits estats de l'espargne & desdites recettes generales soyent verifiez & confrontez l'un à l'autre.

Tresorier de l'espargne.

D'AVANTAGE que ledit Tresorier de l'espargne sera tenu auoir à toute heure ses estats & registres prests pour nous monstrier, ou à nostredit conseil priué, le fons de nosdites finances, qui en aura esté receu & payé, ce qui en restera à recevoir & payer, & autres choses que nous ou nostredit conseil voudrons veoir & entendre dependans de ladite charge de l'espargne.

Q V E lesdits Tresoriers de France & generaux de noz finances seront tenus chacun an, faire les cheuauchees de leurs charges, & estans en icelles faire les estats desdits Receueurs particuliers incontinent apres l'annee escheüe, cognoistre la suffisance de leurs pleiges, faire renouuer leur caution quand il en sera besoin, entendre le deuoir de noz officiers, & pouruoir aux autres choses necessaires selon le pouuoir, auctorité & charge de leurs offices. A quoy s'ils y defaillent nous pouruoirons, ainsi qu'il appartiendra.

Cheuauchees
Frais & voyages,

Q V E lesdits Recueurs generaux auront Clercs loyaux & diligens, par lesquels ils enuoyeront les deniers audit Tresorier de nostre espargne en nostre cour ou ailleurs où besoin sera. Et des voyages & frais du port, conduite & deliurance d'iceux deniers sera fait le payement par chacun Receueur general des deniers de son office, ainsi qu'il sera raisonnable par l'aduis du Commis desdits Tresoriers de France & generaux, dont iceluy Commis fera registre. Et à la fin de l'annee sera fait vn cayer d'iceux voyages & frais. Lequel sera veu, verifié & calculé par les Tresorier de France & general des finances de la charge, ou par l'un d'eux & sera signé d'eux, ou l'un d'eux & dudit Commis, pour seruir d'acquit au Receueur general, qui les aura payez à la reddition de ses comptes. Avec les quittances des parties qui y seront couchees, sans qu'il soit tenu en recouurer ne obtenir de nous autre acquit ne validation. Toutesfois nous pourrons enquerir ou les gens de noz comptes prendront garde, & nous pourront aduertir si les cayers desdits frais y aura quelque excessiue despenſe, pour y donner prouision.

E T afin que lesdits frais soyent mieux entendus, taxez & certifiez, lesdits Clercs conducteurs desdits deniers, seront tenus prendre certificacions signees dudit Tresorier de nostre espargne, ou en son absence de ses Commis ou autres qui receuront lesdits deniers, contenant le iour & lieu de l'arriuee d'iceux en nostre cour ou ailleurs, & le iour & lieu où lesdits Clercs en auront esté deschargez & despesez.

Q V E tous Officiers comptables seront tenus rendre leurs comptes des annees passees dedans six mois apres la publication de ces presentes, & pour l'aduenir d'annee en annee sur peine d'estre suspendus de leurs offices ou commissions, desquels ou defaut de ce faire nous les auons desapresent, comme pour lors suspendus & suspendons par ces presentes.

Comptes quand
doient estre
rendus.

E T à fin que lesdits comptables ne viennent en noz chambres des comptes par concurrence & à la foule sur la fin dudit temps ordonné pour rendre leurs comptes. Nous auons donné & donnons pouuoir & auctorité aux gés de noz comptes de departir ledit temps de compter par lesdits comptables ainsi qu'ils verront bon estre. Et faire publier & notifier le departement qu'ils en feront. Auquel nous voulons que lesdits comptables obeissent, comme si pat nous il auoit esté fait, sur peine d'estre en semblable suspendus de leurs offices ou commissions.

A V S S I à fin que lesdits gens de noz comptes puissent d'oresnauant auoir plus prompte & certaine cognoissance desdits comptables. Nous voulons que tous ceux qui seront cy apres par nous pourueuz d'offices ou commissions comptables ordinaires ou extraordinaires soient tenus dedans trois mois apres leur institution en icelle, de porter ou enuoyer en la chambre de noz comptes, où ils seront comptables, leurs lettres d'offices ou commissions. Avec la declaration qu'ils feront du lieu de leur demeure pour estre entregistrees au registre de nostre Procureur en icelle chambre, sur peine d'estre priuez de leurs gages, salaires ou taxations. En descendant à nostredit Procureur de prendre ne souffrir estre prins par les Clercs aucun salaire pour le registre desdites lettres & declarations desdits comptables, aussi sur peine de priuation de son office.

Q V E les adiournemens, & exploits à l'encontre desdits comptables pour le fait de leurs comptes qui seront faits aux lieux de l'exercice de leurs offices ou commissions en parlant à leurs Commis, leurs femmes ou seruiteurs soient bons & vallables comme s'ils estoient faits aux personnes desdits comptables.

Adiournemens.

Q V E des restes des comptes de noz Officiers comptables qui sont rendus & qu'on rendra en noz

restes des cöpte.

chambres des comptes iusques au premier iour d'Auril prochainement venant, le recouurement sera fait par lesdits Receueurs generaux sur les comptables, demourans au dedans de leurs receptes generales, ou sur leurs heritiers & biens. Et à ceste fin seront bailliez ou enuoyez estats par les gens de noz comptes ausdits Receueurs generaux respectiuellement pour faire ledit recouurement aux despens de ceux qui nous sont redevables, dont pareils estats seront enuoyez à nous ou nostre conseil priué, & aussi audit Tresorier de nostre espargne, es mains duquel lesdits deniers seront apres deliure pour noz affaires.

Q V E lesdits comptables qui d'oresnauant rendront leurs comptes apres ledit premier iour d'Auril prochain seront tenus payer comptant le debet & reliqua qui sera d'eu de Clair, par la closture de leurs comptes ou lieu, où ledit compte sera rendu dedans trois mois apres icelle closture ou autre moindre terme que les gens de noz comptes limiteront sur peine de payer le double dudit debet dont les deniers seront receuz par le Receueur general dudit lieu, & par la quittance qui sera enregistree par le Commis desdits Tresoriers de France & generaux des finances en la maniere desussdite ou autrement sera de nulle valleur. Et enioignans par nous aux Clercs & Auditeurs de noz comptes, qui contient apres qu'un compte sera clos ils baillent à nostre Procureur l'estat final dudit compte pour voir ce qui nous sera ainsi deu de clair, dont il fera registre sur lequel lesdits gens de noz comptes luy feront faire triples estats de ce que lesdits restes de comptes auront monté chacun quartier pour enuoyer l'un d'iceux à nous ou nostre conseil priué. Vn audit Tresorier de l'espargne & l'autre au Receueur general qui en deura recevoir les deniers.

Estat final des
comptes.

Receueurs ge-
neraux & par-
ticuliers.

Q V E lesdits Receueurs generaux & particuliers ne pourront payer aucunes parties de despences en leurs offices par acquits ou mandemens de nous ou d'autre sinon les gages des Officiers & autres charges ordinaires d'icelles recettes qui d'ancienneté ont accoustumé estre payees sans acquit de nous, à fin que tous les autres deniers d'icelles recettes soient apportez en nostre espargne ou assignez par le Tresorier d'icelle sur lesdits Receueurs generaux.

Tresoriers de
l'espargne.

Q V E toutes parties qui seront par nous ordonnees à gens comptables ordinaires ou extraordinaires, aussi les pensions, estats & entretenemens, voyages, ambassades, achats de meubles & autres despenses de noz plaisirs soient payees ou assignees par ledit Tresorier de l'espargne & non par autre, à fin que luy seul puisse respondre & faire apparoir promptement à nous, ou à nostredit conseil priué de la despense d'icelles parties par chacun quartier, mois, ou semaine, ainsi qu'il nous plaira le voir, aussi pour euitier que le paiement de telles parties s'il estoit fait par diuers lieux ne se feist deux fois pour vne mesme cause. Et à ceste fin par le Receueur general de noz parties casuelles seront payez seulement les dons & biens-faits que nous ferons par noz mandemens & acquits sur les deniers de la vente & composition de noz offices. Et le surplus des deniers d'icelle charge sera deliuré au Tresorier de nostredite espargne par ces quittances seulement pour subuenir à la guerre & autres noz affaires vrgens.

Gardes des
cours souuerai-
nes.

Q V E ce neantmoins les gages de noz cours souueraines seront pris & receuz par les Receueurs & payeurs d'iceux sur le plus clair reuenu & emolument de noz gabelles & par leurs simples quittances, sans que les generaux de nosdites finances en puissent faire estat par aucune année ne quartier.

Assignations de
l'espargne.

Q V E tous Officiers comptables prenans chacun an, assignations ou deniers en l'espargne, seront tenus bailler en nostredit conseil priué apres chacune année escheue, estats au vray de leur recette & despense de l'année qui sera passée auant que pouuoir prendre leur assignation ou paiement de l'année ensuyuant.

Dons.

Q V E les dons qui seront par nous faits des lots, & ventes, reliefs, treziemes, rachats, quintes, requints, amendes, confiscations, forfaitures, espans, aubeines, & autres droits & profits casuels de nostre domaine ne seront payez & allouez que pour la moitié seulement, à fin que l'autre moitié demeure es mains de noz Receueurs particuliers pour acquitter les charges ordinaires de nostredit domaine, qui en plusieurs lieux ne sont payees à faute de fons sur lesdites recettes.

Pensions.

Q V E les acquits desdites pensions, entretenemens, estats, dons, recompenses & biens faits sur nosdites finances, ne pourront seruir que pour vne année seulement, à fin que nous les entendions chacun an pour augmenter ou diminuer, cōtinuer, ou retrancher celles qu'il nous plaira, reserué toutefois les pensions equipollens à gages. Lesquelles certains noz Officiers recoient par les mains des payeurs desdits gages qui est vne forme d'augmentation d'iceux que nous pourrions continuer, au regard aux qualitez de offices ainsi qu'il nous plaira.

Fiefs & aumos-
nes.

Q V E les fiefs aumofnes, rentes admorties & autres charges ordinaires & anciennes de nostre receur qui souloient estre payees par le changeur d'iceluy, seront d'oresnauant payees sur nos Recettes ordinaires telles que voudront eslire les personnes. Ausquels elles sont deuës & rabatues chacun an de la valeur desdites recettes, ainsi que les autres charges ordinaires d'icelles.

Payeurs de co-
pagnies.

Q V E les payeurs des compagnies de nostre gendarmerie soient tenus aller ou enuoyer deuers le Tresorier de nostre espargne vn mois apres chacun quartier passé pour prendre les deniers ou assignations du paiement d'icelles compagnies pour ledit quartier escheu. Et si par la faute ou negligence de chacun desdits payeurs ou autre ayant charge pour luy, aduenoit retardement à la monstre & paiement d'aucune compagnie. Nous voulons iceluy payeur estre priué de ladite charge, & condanné en amende & peine arbitraire, & ausquels payeurs nous entendons que ledit Tresorier de l'espargne

l'espargne rabate sur lesdites assignations les deniers à nous reuenans bons du payement fait ausdites compagnies pour le quartier precedent selon les extraits qui luy en seront baillez par le contre-rolleur general de noz guerres. Sans auoir regard à ce que lesdits payeurs pourroient dire les auoir employez & payez ailleurs, si ce n'a esté par acquits & mandement de nous specialement leuez sur lesdits deniers reuenans, dont ils facent apparoir.

Et à fin que les Commis au payement des frais extraordinaires de noz guerres puissent en l'aduenir rendre leurs comptes d'an en an. Nous auons aduisé & ordonné que nous aurons d'oresnauant deux Commis ausdits payemens qui exerceront ladite commission subsecutiuement chacun vne année entiere seulement, à fin que durant l'année que l'un d'iceux Commis tiendra & exercera icelle commission, l'autre rende son compte de l'année precedente. Apres lequel compte rendu & clos, & le reliqua d'iceluy payé, le Commis qui aura compté faisant de ce apparoir en nostredit conseil priué & non autrement, reprendra l'exercice d'icelle commission pour l'année qui la deura exercer, & qui sera en son rang : mais si ledit Commis est defaillant d'en faire ainsi apparoir au commencement de ladite année nous pourroyons en son lieu d'autre Commis à icelle charge. Et seront tenus lesdits Commis nommer à nous ou à nostredit conseil les personnes qu'ils voudront commettre à tenir le compte pour eux en noz provinces & armées où l'affaire de la guerre sera, à fin d'estre par nous entendu s'ils seront à ce capables & suffisans.

Cómis de l'extraordinaire.

PAREILLEMENT voulons qu'il y ait deux Commis au payement des frais extraordinaires de nostre artillerie, qui exerceront icelle commission chacun vne année l'un apres l'autre, & dont ils rendront compte en la maniere dessusdite.

A VSSY aura trois Tresoriers gardes de nostre artillerie, ainsi qu'il y a trois Tresoriers de noz salpestres, l'un pour les charges d'outre Seine Normádie, & Picardie : vn pour les charges de Languedouy, Guyenne, & Bretagne : & l'autre pour les charges de Languedoc, Bourgongne, Dauphine & Prouence. Lesquels tresoriers seront tenus enuoyer chacun au commencement de l'année à nous ou à nostre dit conseil priué inuentaires signez de leurs mains, contenans toutes leurs pieces d'artillerie & munitions, qui seront es places & lieux de leurs charges, dont ils enuoyerót pareil inuetaire en nostre chambre des cöptes à Paris pour y estre gardez avec noz lettres & tiltres. Et si aucuns d'icelles sont apres transportees d'une charge en l'autre, celuy desdits Tresoriers en la charge duquel elles seront portees s'en chargera par ses quittaues ou certifications, à la descharge de celuy qui les aura deliurees.

Tresoriers gardes de l'artillerie.

Si donnons en mandemens à noz amez & feaux les gens de noz comptes Tresoriers de France Generaux de noz finances Tresorier de nostre espargne & autres noz Officiers qu'il appartiendra. Que ceste presente ordonnance, laquelle nous voulons estre publiée & enregistree en toutes noz chambres des comptes ils gardent & entretiennent, facent garder & entretenir & obseruer de point en point selon sa forme & teneur. Sans y contreuenir ne souffrir estre contreuenue en aucune maniere : car tel est nostre plaisir. Et pour ce que de cedites presentes l'on pourra auoir affaire en plusieurs & diuers lieux. Nous voulons qu'au vidimus d'icelles deuement collationné foy soit adioustée cöme à ce present original, auquel en tesmoin de ce nous auons fait mettre nostre seel. Donnée à Coignac, le septieme iour de Decembre, l'an mil cinq cens quarante & deux, & de nostre regne le xxviij. Signé, FRANÇOIS. Par le Roy estant en son conseil, BAYARD. Et sceillé en double queue de cire iaune.

Acta, publicata & registrata in camera computorum domini nostri Regis, procuratore generali dicti Domini in eadem camera hoc requirente, decima Februario anno Domini millesimo quingentesimo quadragesimo secundo. Sic signatum. LE MAISTRE.

La peine des comptables qui ont commis crime de peculat, & qui sont en demeure de rendre leurs comptes : & que les Tresoriers de France, & generaux des finances feront residence chacun es limites de sa charge.

XV. 146.
FRANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront Salut. Comme cy deuant par grande & meure deliberation des gens de nostre conseil priué, ayons fait plusieurs ordonnances sur l'ordre & distribution de noz finances, & par icelles ordonnances, & mesmement par celle qui a esté dernièrement faite à Coignac, entre autres choses ordonné, que noz Receueurs particuliers seront tenus enuoyer les deniers de leurs charges es mains des Receueurs generaux de noz finances, & lesdits Receueurs generaux, & autres noz Officiers comptables, à nostre espargne, si tost qu'ils les auront receus & avec compteront de leursdites charges & recetes d'an en an apres, chacune année escheüe, & ce dedans le temps des assignations qui leur seroient baillees respectiuellement par les gens de noz comptes à ceste fin, suyuant la teneur de ladite ordonnance, que nous sembloit vn moyen grandement à propos pour diligenter le payement de noz deniers & oster toutes occasions ausdits comptables de les tenir en leurs mains apres les auoir receus. Ce neantmoins cösiderant qu'aucuns desdits officiers comptables s'esloignent tant du deuoir & acquit de leursdites charges, qu'au lieu de porter ou enuoyer diligemment leursdits deniers en nosdites recettes generales : & semblablement lesdits Receueurs generaux, & autres noz Officiers comptables à nostre espargne, ils retiennent les aucuns, sous

ombre de leurs taxations, beaucoup plus grans deniers qui ne leurs scauroient appartenir : & les autres s'effayent d'en faire leur profit particulier qui nous à causé, & cause vn tel retardement au recouurement desdits deniers, que le plus souuent pour remplir lesdits restes, & subuenir à l'irgente nécessité de nos affaires, nous sommes contrains emprunter argent à gros intereffs, surcharger nostre pauvre peuple, & prendre & leuer sur nos suiets nouvelles contributions, à nostre trefgrand regret & desplaisir au moyen dequoy pour obuier à ce que dessus à l'aduenir, & à fin aussi que cy apres nosdits deniers ne soient recelez retenus ou desrobez par comptables, qui se puissent rendre fugitifs, & latiter sans auoir compte de leursdits charges & recettes, nous a semblé grandement estre requis donner vne bonne & prompte prouision. Sgaurir faisons, que nous apres auoir eu sur ce l'aduis des gens de nostre dit conseil priué, auons par ces presentes dit statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons ce qui s'en suit.

a] Peculat. Le crime de peculat est quād on desrobe, preste, billonne, baille à viture, mer à marchandise ou applique à son profit particulier les deniers du Roy, & le mot est emprunté du latin *peculium*, qui se prend pour finance & crime s'appellant à Rome, *crimen peculatus*. *Videl. j. ff. ad legem Iuliam peculatus*.
b] Corps, sic olim *Rome capitalis erat pena l. unica. c. de crimine pecu-*

2. Voulons que tous nos Officiers comptables soient tenus comter dedans le temps respectiuelement à eux prefix, assigné & limité par lesdits gens de nos comptes, suyuant ladite ordonnance par nous dernièrement faite à Coignac, sur peine de priuation de leursdits estats & offices, laquelle priuation en défaut de ce faire, ou d'auoir présenté leurs comptes entiers dedans ledit temps, auons dés à present comme pour lors, & pour lors comme dés à present déclaré & declaron, & lesdits offices par ce moyen vacans & imptreables sur lesdits defaillans : en mandant à nostre procureur en nostre chambre des comptes à Paris, que sur peine de semblable priuation de son office, il air à nous enuoyer à la fin de chacune annee vn rolle signé de sa main, contenant les noms & surnoms de tous lesdits comptables, qui auront comté & présenté leurs comptes dedans ledit temps & semblablement desdits defaillans : à fin que sur ledit rolle nous facions pouruoir aux offices d'iceux defaillans de bons & resscans personnages, sans que pour ce il soit besoin appeler iceux defaillans, ou faire autre declaration que celle que dessus est dit, ne semblablement vser d'autre solemnité & formalité.

3. Quant à ceux qui se trouueront comptables de plusieurs annees, voulons & ordonnons qu'ils cōptent de tout le temps passé, dedans la presente annee, ou bien presentent leurs comptes entiers dedans ledit temps desdites assignations, sur les peines que dessus. Et si estoient vesues & heritiers, ou bien autres comptables, qui ne fussent plus en office, ou commissions comptable, qui refusassent, ou delayassent de comter, & n'eussent pour ce excuse legitime par eux proposee dedans ledit temps limité pour comter, tellement qu'il conuint les adiourner : nous voulons que tel adiournement se face avec saisie de leurs biens meubles & immeubles : & au regime & gouuernement d'iceux soient establis Commisaires les Receueurs des lieux où lesdits biens seront assis : & si n'y a aucuns Receueurs, sera commis nostre plus prochain Receueur pour les regir & administrer, & en rendre compte, & reliqua.

c] Quatre mois par l'ordonnance de Henri, qui est au chap. 1. en l'article 24. en ce titre le delay est prorogé outre les quatre.
4. Et là ou dedans quatre mois^c apres lesdits adiournemens & saisies, les comptes desdites vesues & heritiers & autres comptables qui ne seront plus en office, ou commission comptable, ne seroient rendus, ou presentez entiers en nostre chambre des comptes, ainsi que dit est cy dessus, sera decerné iteratiue commission par lesdits gens de nos comptes, pour estre procedé à la vête de leursdits meubles, criées & subhastations de leursdits heritages, vente & adiuication d'iceux : & les deniers de ce prouenans consignez és mains desdits Receueurs, comme en main de iustice, iusques à ce qu'il aura esté verifié ce qu'il nous pourra estre deu par lesdits defaillans, refusans ou delayans, & que nous en aurons esté entièrement payez & satisfaits.

5. Et pour obuier à ce que nosdits Officiers comptables, ne retiennent cy apres nos deniers en leurs mains : mais les enuoyent chacun en leur regard és liex qui leur sont ordonnez, à fin de nous en pouuoir aider en nosdites affaires, ainsi que l'occasion le requerra : voulons, ordonnons, & nous plaist, qu'à l'encontre desdits Receueurs particuliers, qui se trouueront auoir retenus nosdits deniers, sans les auoir par eux respectiuelement enuoyez à nosdites recettes generales, & lesdits Receueurs generaux en nostre dite espargne, suyuant l'ordre & distribution de nosdites finances, si tost que les vns & les autres les auront receus, ensemble à l'encontre des Tresoriers ordinares de nos guerres commis à l'extraordinaire d'icelle artillerie, de la marine, & autres officiers comptables, qui n'auroient porté, ou enuoyé en nostre dite espargne les deniers de leurs charges, dont ils nous sont, ou seront redeuables, il soit procedé par la peine du quadruple desdits deniers ainsi retenus.

6. Et pour c'est effect mandons ausdits gens de nos comptes qu'en procedant cy apres à la closture des comptes desdits Officiers comptables, ils voyent & s'enquierent diligemment dont prouindra le reste & debet de leurs comptes, si aucun est par eux deu : & s'ils trouuent que ce soyent deniers retenus qui deussent auoir esté portez esdites recettes generales, ou en nostre dite espargne, procedent à l'encontre

à l'encontre de ceux qui les auront ainsi induëment prins & retenus par declaration & iugement de ladite peine du quadruple, qui sera escript en la fin de chacun compte executable par la mesme contrainte que le debet d'iceluy. En quoy toutesfois ne sera entendu le Tresorier de nostredite espargne, d'autant que c'est celuy que nous auons ordonné pour auoir en espargne, & reserve nostdits deniers.

7 Et pource que nous sommes veritablement informez, & aduertis que le plus souuent par faute d'auoir fait par nostdits Officiers comptables telle diligence pour le recouurement des deniers de leurs charges, qui sont tenus pour l'acquit & deuoir d'icelle, il nous est deu plusieurs grandes sommes de deniers par les personnes à nous redevables en leursdites charges: mandons en oïstre ausdits gens de noz comptes, que là où ils cognoistront que ceux desdits comptables, qui sont tenus faire les diligences du recouurement des deniers de leursdites charges n'auront fait leur deuoir & diligence de contraindre, ou faire contraindre lesdites personnes redevables, & de ce ne monstrent, & feront apparoir de suffisantes diligences, en ce cas procedent à l'encontre desdits Officiers ainsi negligens par condemnation d'amendes arbitraires telles qu'il veront estre à faire: & neantmoins les contraignent à faire recette desdites parties, comme s'ils les auoient receuës, attendu que la faute sera aduenue par leur dite negligence.

8 VOULONS au surplus que les Tresoriers de France, & generaux de noz finances resident d'oresnauant chacun dedans les limites de leurs charges, & facent vne fois l'an en personne les cheuauchees, qu'ils sont tenus faire du deu de leursdites charges, avec leurs procez verbaux, contenant le iour de leur parlement & retour, qu'ils enuoyeront à nostredit conseil priuë, pour iceux veus leurs estre expedie l'acquit de leursdites cheuauchees, ainsi que de raison: & sans qu'ils se puissent excuser à faire lesdites cheuauchees pour autre cause & occasion que de maladie: auquel cas pourront iceux Tresoriers & generaux faire-à faire icelles cheuauchees par personages suffisans, & capables, leurs Commis quant à ce qui en seront semblablement leurs procez verbaux, & les enuoyeront en nostredit conseil, pour iceux veus estre expedie ausdits Tresoriers & generaux respectiuellement l'acquit desdites cheuauchees, comme dessus est dit, & non autrement: & lesquels Tresoriers & generaux seront aussi tenus faire les estats desdits Receueurs particuliers chacun en leur charge en tel temps, qu'à faute de ce les recouurements, & ports de nostdits deniers ne soient retardez, & nostdits Officiers comptables n'ayent excuse de ne rendre leurs comptes dedans le temps de leursdites assignations, ainsi que contenu est cy dessus.

Si donnons en mandement par ces mesmes presentes, à noz amez & feaux les gens de noz comptes, Tresoriers de France, & generaux de noz finances, & c. Donnë à saint Germain en Laye le premier iour de Mars, l'an de grace mil cinq cens quarantecin: & de nostre regne le trendeuixieme. Signé sur le reply, Par le Roy. BOCHETEL.

Acta publicata & registrata in camera computorum Domini nostri Regis, audito eiusdem Domini in presata camera procuratore generali, vicesima quarta Martij anno Domini millesimo quingentesimo quadragesimo quinto.
Signé. LE MAISTRE.

Mandement à tous les Receueurs des deniers du Roy, à leurs vesues & heritiers, & tous comptables d'enuoyer au Tresorier de l'espargne les deniers restans en leurs mains, sur peine du quadruple, priuation, & vacance de leurs offices & estats.



RANGOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme apres auoir mis en consideration que quelques ordonnances qu'ayent esté par cy deuant faites, & lettres patentes & missiues, que comme puis n'agueres ayons fait expedier, pour diligenter le payement & recouurement de noz finances il nous a iusques icy esté impossible de recouurer des mains de noz Officiers, comptables, ce qui nous est par eux deu de leurs charges & recetes des annees passees, de sorte qu'outre le retardement que cela a apporté & apporte à l'execution de noz entrepriues & affaires, nous auons esté, & sommes encores contrains pour remplir les grandes sommes, dont ils se trouuent à present en reste enuers nous, & subuenir à la necessité de nostdits affaires, surcharger nostre pauvre peuple, leuer nouuelles contributions sur noz suiets, & prendre argent à emprunts à gros interets, & à nostre grand regret & desplaisir. Au moyen de quoy pour pouruoir à ce que dessus, auons aduifé faire proceder à l'encontre de ceux de nostdits Officiers, qui se trouueront auoir receu nostdits deniers, ainsi que la faute qu'il font en cela à nous, & à la chose publique le merite.

Nous à ces causes, auons tresexpressément enioint, commodé & ordonné à tous noz Receueurs particuliers, qu'un mois apres la publication de cesdites presentes, ils ayent chacun en son regard à enuoyer es mains de noz Receueurs generaux respectiuellement tous les deniers qu'ils ont de reste en leurs mains de leursdites charges, & recetes de toutes lesdites annees passees iusques au premier iour du mois de Ianvier dernier passé, pour apres estre par lesdits receueurs generaux enuoyé es mains du Tresorier de nostre espargne, suyuant l'ordre de noz finances.

Tome second.

QQQQ

2 Et auxquels Receueurs generaux, ensemble aux Tresoriers ordinaires de noz guerres cōmis au payemēt de l'extraordinaire d'icelle, de nostre artillerie, de la marine, & autres noz officiers cōptables & aussi aux vesues & heritiers desdits cōptables, mandons & enoignons aussi d'enuoyer incontinent à nostredite espargne tous les deniers qu'ils nous peuuent deuoir en quelque maniere que ce soit: & ce sur peine du quadruple de tout ce qui se trouuera desdites restes en leurs mains apres ledit mois passé, & outre ce de priuation ausdits Officiers comprables, de leurs estats & offices: lesquels estats & offices en défaut de satisfaire au contenu cy dessus, auons dēs à present comme pour lors, & pour lors comme dēs à present déclaré, & declarons vacans & impetrables.

3 Et si voulons que les gens de nos comptes à Paris, en procedant apres la publication de celsdites presentes à la closture des comptes desdits comptables, voyent & verifient par mesme moyen s'ils auront tenu aucuns deniers en leurs mains, & ne les auront apportez esdites recetes generales: semblablement lesdits Receueurs generaux, & autres Officiers comprables en nostredite espargne ainsi que dessus est dit: & à l'encontre de ceux qu'ils trouueront auoir en ce delinqué, procedent à la declaration desdites peines, du quadruple: & neantmoins nous aduertissent de leurs noms estats & offices, à fin de pouruoir à iceux estats & offices, comme vacans pour les causes dessusdites, de personnaiges suffisans & capables qu'il nous plaira choisir & eslite.

Si donnons en mandement, &c. Donné à Saint Germain en Laye le premier iour de Mars, l'an de grace mil cinq cens quarante cinq: & de nostre regne le trentedeuxieme. Signé sur le reply, Par le Roy. BOCHETEL.

Acta publicata & registrata, in camera computorum Domini nostri Regis, audito eiusdem Domini in prefata camera procuratore generali, vicesima quarta Martij, anno Domini millesimo quingentesimo quadragesimo. quinto. Signé, LE MAISTRE.

La forme que l'on doit suiure en l'administration, garde, manieient & distribution des finances.



EN RY par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres veront, Salut. Comme dēs l'annee mil cinq cens trente vn, feu nostre tres-cher Seigneur XVII. Henr. 2. & pere voulant establiir quelque bon ordre au fait de ses finances, eust statué, voulu & ordonné, que tous & chacuns noz deniers tant ordinaires qu'extraordinaires fussent dēs lors en auant apportez en l'une des tours de nostre chastel du Louure, & en la presence de certains Commissaires, qui seroient sur ce ordonnez, receus par le Thresorier de nostre espargne, ou son commis, enfermez, & mis es coffres à cest effet destinez: pour apres estre par noz mandemens patens distribuez en presence desdits Commissaires: ce qui auroit esté fait par aucun temps, & iusques à ce que suruenans les guerres qu'il a eues, pour lesquelles luy à esté souuent requis & necessaire recouurer, & distribuer ses deniers en telle precipitation, qu'il ne luy a esté possible continuer cest ordre: lequel de present les choses reduites en bonne paix, graces à nostre Seigneur, desirerions reprendre, & remettre sus: & aux Commissaires que là establirons de nouveau, & semblablement aux Tresoriers de France, generaux de noz finances, Tresorier de nostre espargne, Receueurs generaux, & autres noz Officiers qu'il appartiendra, instituer & prescrire la forme que nous entendons estre d'oresnauant obseruee, & gardee, tant à l'administration qu'au manieient, recete & distribution desdites finances, en maniere que chacun sçachant, & faisant ce qui appartiendra à son estat & office, vne charge ne confonde l'autre, & que noz finances soient receuës & distribuees au temps, & ainsi que noz affaires le requerront. Et pour ceste cause nous auons sur ce statué, & ordonné de nouveau les choses qui s'ensuyuent,

1 Et premierement, qu'à commencer du iour de la publication de ces presentes tous & chacuns les deniers de nostre domaine, tailles, aides, gabelles, equiualeus, & autres noz deniers tant ordinaires qu'extraordinaires (charges ordinaires, & accoustumees deduites) que recoiuent de present noz Receueurs generaux, sont du present quartier d'Auril, qu'autres quartiers & annees ensuiuians, ensemble tous restes à nous deuz du passé apportez par noz Receueurs generaux en nostre chastel du Louure à Paris. Excepté les deniers de noz finances extraordinaires, & parties casuelles, qui se recoyuent lez nous par le Receueur general d'icelles: & ceux qui seront baillez en assignations, & leuez par les mandemens portans quittance du Tresorier de nostre espargne sur lesdites recetes generales, ainsi que par nous, & noz mandemens patens sera ordonné, lesquels deniers d'assignation lesdits Receueurs generaux chacun en sa charge payeront sur les lieux esquels sont establis lesdites recetes generales, pour obuier aux frais du port des deniers iusques à nostredit chastel du Louure.

2 PAR nous seront preposez & establis certains bons personnaiges, gens experimentez, & gens de biē, en la presence desquels ou des trois d'eux, en l'absence des autres lesdits Receueurs generaux ou leurs Commis, & Clercs les deliureront au Tresorier de nostre espargne, ou son Commis audit Louure qui leur en baillera pour leur acquit les quittances dudit Tresorier de nostre espargne, contrerolles & enregistrees comme sera dit cy apres. Et à mesure qu'ils seront receus par ledit Tresorier de l'espargne ou son Commis, seront en presence que dessus enfermez es coffres à ce ordonnez, dont

dont lesdits Commissaires & Tresorier de l'espargne, ou son Commis porteront les clefs ainsi que fait a esté cy deuant.

3 SEMBLABLEMENT seront par nous establis deux bons personages experimenter pour contreroller la recete, & despenſe des deniers que receura ledit Tresorier de nostre espargne, dont l'un d'eux fera residence en nostre ville de Paris: & fera registre de la recete & despenſe qui se fera par ledit Tresorier de nostre espargne audit chasteil du Louure: & contrerollera, & signera au dos toutes les quittances que baillera ledit Tresorier de l'espargne aux Receueurs generaux, & autres qui apporteront les deniers de noz finances. Et l'autre sera & residera ordinairement à la suite de nostre court, lequel aussi fera registre de tous deniers de recete & despenſe qui se fera lez nous par ledit Tresorier de nostre espargne, & contrerollera & signera au dos toutes les quittances que pour ce faire baillera ledit Tresorier de nostre espargne pour les assignations des parties, qu'ordonneront estre payees par les Receueurs generaux de noz finances sur les lieux esquelz sont establies lesdites recettes generales, pour euitier aux frais: lesquelles quittances ne seront valables ne receuables en la chambre des comptes, en l'acquit des Receueurs generaux, sinon qu'elles soyent contrerolles & signees ainsi que dessus est dit.

4 ARRIVEZ à Paris les Clercs & Commis des Receueurs generaux, qui apporteront nosdits deniers, ils seront tenus eux presenter dès le iour de leur arriuee ausdits Commissaires, avec un estat & bourdereau contenant les especes en quoy ils auront apporté iceux deniers, lequel bourdereau sera signé & certifié du Receueur general, ou son principal commis au lieu establi à ladite recete generale, contenant certification du iour de leur partement, pour apporter lesdits deniers. Et en la quittance que ledit Tresorier de l'espargne leur en baillera, seront notamment specifiques & declarees les especes d'or & d'argent, le nombre & prix d'icelles contenues audit bourdereau.

5 A V S Q V E L S Clercs apportans noz deniers nous voulons que par lesdits Commissaires, ou l'un d'eux soit faite taxation de leurs iournees, port & voiture d'iceux deniers à chacune fois qu'ils les apporteront, ainsi qu'ils verront estre à faire par raison, ayans regard aux frais dudit apport, au temps qu'ils seront partis, & arriuez, à la distance des lieux, & à leurs diligences: desquelles taxations ils feront faire registre par ledit contrerolleur, rapportant lesquelles par lesdits Receueurs & quittance de leursdits Clercs, les sommes qui auront esté taxees seront allouées en leurs comptes. Et neantmoins où lesdits Commissaires trouueroient que lesdits Clercs eussent commis negligence notable au fait de l'apport desdits denier en facent faire la punition telle qu'il appartiendra selonc noz ordonnances: & outre les priuent du salaires & taxe de leurs voyages.

6 Et descendons par ces presentes à nosdits Receueurs generaux, & particuliers, leurs Clercs & commis, qu'ils ne recoiuent, n'apportent aucunes especes d'or & d'argent, qui n'ait cours & mise par noz ordonnances, ny à plus haut prix que celui declare en icelles, changent ou billonnent noz deniers en quelque maniere que ce soit, sur peine de priuation de leurs offices, punition corporelle, & amende arbitraire, & si d'auenture, ou par inconueniencé se trouuoient aucunes monnoyes d'or ou d'argent de fabrication nouuelle, qui n'aient cours par nosdites ordonnances, lesquelles esdits cas ne voulons estre receus, lesdits Commissaires manderont vers eux les generaux de noz monnoyes, & les leur monstreront, leur enioignant par nous qu'ils en empeschent le cours & mise, facent les essais: & pouruoient au demeurant, selonc qui leur est mandé par nosdites ordonnances faites sur le fait de noz monnoyes.

7 Et en semblable, s'ils treuuent entre noz monnoyes d'or ou d'argent aucunes pieces visiblement rongnees, ou autres fautes au preiudice de nous, & de la chose publique de nostre Royaume, en aduertiront lesdits generaux de noz monnoyes, à fin d'y pouruoir selonc le deu de leurs offices, & lesdites ordonnances: & de tout ce que lesdits Commissaires du Louure auront sur ce fait, ordonné, & enioint ausdits generaux des monnoyes, seront faire registre par ledit contrerolleur, pour auoir recours quand besoin sera.

8 Q V A N T à la distribution de noz finances, elle se fera par noz mandemens patens, ainsi qu'il estoit accoustumé cy deuant au Louure, & en presence desdits Commissaires, & Contrerolleur, lequel en tiendra registre de despenſe separé par chapitres selonc l'ordre du compte du Tresorier de nostre espargne rendu en la chambre de noz comptes, contenant les noms & causes pour lesquelles les parties auront esté ordonnees, & les dates des quittances, pour ce bailler audit Tresorier de l'espargne ou son Commis, les especes en quoy seront faits les payemens, le nombre & prix d'icelles, lequel registre sera sur chacun article paraphe dudit Contrerolleur.

9 Et pour le regard de noz finances extraordinaires, & parties casuelles que nous voulons estre baillées lez nous, par le Receueur general d'icelles, au Tresoriers de nostre espargne: ledit Tresorier de nostre espargne luy en baillera les quittances declarant & specifiant par icelles les especes en quoy il aura receus, le nombre & prix d'icelles: pour estre par iceluy Tresorier de l'espargne distribues apres de nostre personne, ainsi que par nous luy sera ordonné.

10 E T L A où lesdites finances extraordinaires ne pourroient satisfaire du tout aux frais & despenſes qu'il conuiendra payer lez nous, nous arbitrerons de mois en mois, ou de quartier en quartier quels deniers nous faut d'auantage, & selonc ce sera par nous mandé aux Receueurs generaux, plus

prochains du lieu où nous serons, les enuoyer audit Tresorier de nostre espargne, qui leur en baille-
ra ses quittances, declarant & specifying par icelles les especes, nombre & prix d'icelles comme dessus.
Lesquelles quittances seront aussi contrerollées par le contrerolleur de nostre espargne, qui fera à la
suite de nostre cour: & outre ce baillera ausdits clerics le Tresorier de nostre espargne & en son ab-
sence son Commis, qui sera à la suite de nostre cour, certification signee de sa main, contenant la som-
me qu'ils luy auront apportée, les especes & nombre d'icelles, le iour de leur arriuee, & la date de la
quittance pource bailliee de l'espargne: laquelle certification le receueur general de la charge doit se-
rount prouenant les deniers au prochain voyage qu'il fera faire au Louure par lesdits Clerics, ou autres
pour port de deniers, il enuoyera aux Commissaires dudit Louure: lesquels sur icelle feront la taxe
audit voyage fait en cour, ainsi qu'ils verront estre à faire par raison.

11 Et quant ausdites assignations par mandement portant quittance du Tresorier de nostre esparg-
ne ausdits Receueurs generaux, nous voulons que ce soit pour tous les Officiers comptables de nos-
tre maison, & autres, qui moyennant leurs gages sont tenus faire & porter les frais du recouure-
ment de leurs assignations, euitant par ce moyen la despence que sans propos nous payerions à les
faire apporter au chasteil du Louure, ou lez nous. Et qu'à la fourniture & reception des deniers des-
dites assignations celuy qui les baillera, & celuy qui les receura, signent l'un à l'autre bourdereaux des
especes d'or ou monnoye, nombre & prix qu'ils auront respectiuellement deliurees, & receues, decla-
rant à la fin desdits bourdereaux au dessus de leur signature la somme & date de la quittance qui en
aura esté fournie: lesquels bourdereaux lesdits comptables respectiuellement rapporteront sur leurs
comptes.

12 Quant nous aduiserons faire mettre en reserve aucuns deniers, en autres coffres fermans
à quatre clefs differentes, dont nous garderons l'une deuers nous: & les autres particulierement
aurons departies, & la garde d'icelles commise à aucuns nos speciaux seruiteurs ausli lez nous: nous
manderons par nos patentes ausdits Commissaires ce qu'il nous plaira y estre mis en leur presence
par les grilles qui sont au dessus, dont le couuercle ferme à deux clefs, lesquelles deux desdits Com-
missaires porteront, & garderont & lors de ce qui aura esté mis esdits coffres de reserve, iceux Commissaires
ou les trois d'eux à ce presens, ensemble ledit contrerolleur bailleront audit Tresorier de l'espargne cer-
tification signee de leurs mains, rapportant laquelle avecques ledites patentes, la somme qui aura
esté mise esdits coffres, sera allouée es comptes dudit Tresorier, tout ainsi que s'il les auoit deliueez
comptant en nous mains.

13 Et enioignons au Tresorier de nostre espargne, qu'au fait de la recete & distribution de nos-
dits deniers esdits coffres du Louure, il commette Clercs gens de bien, diligens cognoissans les es-
peces de nos monnoyes, sçauans & experimentez à compter, recevoir & distribuer deniers, en ma-
niere que par leurs fautes ignorance & negligence, nous ne puissions en porter aucune perte ou
dommages & que les Clercs des Receueurs generaux, qui apporteront nosdits deniers, & ceux qui en
deuront recouurer audit Louure, n'y fassent plus grand seiour qu'il appartient.

14 Pour la garde du Louure, & de la tour & coffres, où reposeront nosdits deniers, seront (comme
il a esté par cy deuant) commis deux Archers de nostre garde, lesquels les Capitaines de nosdites
gardes nous nommeront leurs & feables, qui seruiraient par quartiers ou annees, ainsi que nous aduise-
rons pour le mieux.

15 Et à ce que nosdits Receueurs generaux ne se puissent excuser sur les Receueurs particuliers,
Grenetiers, Fermiers, & autres Officiers de recete, de ne leur auoir porté entierement les deniers
d'icelles chacun quartier: voulons que d'oresnauant iceux Receueurs generaux les fassent recou-
urer aux despens de nos Officiers de recete particuliere, aux termes, & ainsi qu'ils nous seront deuz,
par les rolles executatoires, & contraintes, & suyuant les quittances, qu'à ceste fin en expedieront les-
dits Receueurs generaux sous leurs sceings & sceels: ausquels nous donnons pouoir de ce faire, & à
nos Huissiers ou Sergens de faire les executions. Mandant à tous Iusticiers, Officiers & suiets en ce
faisant leur estre obey, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icel-
les, pour lesquelles ne voulons estre differé en aucune maniere. Et defendons ausdits Receueurs ge-
neraux sur peine de perdition de leurs offices, qu'ils n'expedient aucuns executatoires sur lesdits Re-
ceueurs particuliers pour plus grandes sommes que celles dont iceux Receueurs generaux seront
chargez faire le recouurement. Et pource qu'il y a aucuns nos Receueurs de tailles en Poitou, les-
quels en les pouruoyant de leurs offices sont tenus apporter à leurs despens aux recettes generales
les deniers d'icelles recettes, cela ce continuera iusques à ce que par nous autrement en soit ordonné:
& là où lesdits Receueurs particuliers de Poitou tenus & obligez par la maniere que dit est, seront
faute d'apporter lesdits deniers aux iours & termes qu'ils sont tenus, lesdits Receueurs generaux le-
ueront inconcontinent leurs executatoires, à l'encontre d'eux, & y enuoyeront aux despens desdits Re-
ceueurs particuliers de Poitou, & neantmoins sera procedé contr'eux pour raison de la retardation
de nos deniers par la rigueur de nos ordonnances.

16 Aussy à fin que plus commodement nous puissions estre subuenus & aidez de nos deniers en
especes & effets que nosdits affaires le requerront, & que pour ce faire ne nous soit besoin faire achat
d'or ou autre despence que l'on peut bien euitier, voulons qu'à la deliurance & paiement qui se fe-
ront audit Louure nosdits Commissaires ayent l'œil, & prennent garde que les especes d'or à nos
coings

coings ou armes nous soient reservees, ou le plus qu'on pourra pour satisfaire quand besoin en sera aux payemens des penſions que donnons aux eſtrangers: & autres parties qu'il conuendra payer en or, & pour porter en poſte.

17 **V**ENANS noz Recueurs generaux à rendre leurs comptes chacun an du fait de leurs charges ſ'il reſte aucune choſe à nous deuë par la fin d'iceux, ſoit à cauſe de leurs recettes, ou à cauſe du quadrupler, en quoy ils pourroient auoir eſté condamnez ſuyuant la rigueur de noſtre^a ordonnance, du premier de Mars, mil cinq cens quarante cinq: nous voulons qu'ils le payent & deliurent incontinent, & ſans autre delay au Treſorier de noſtre eſpargne, ou ſon Commis au dit Louure par quittance du Treſorier de l'eſpargne, en la preſence, forme & maniere qui eſt cy deſſus declaré, pour les autres deniers venans deſdites recettes generales: & que d'iceux reſtes, enſemble de tous autres comtes, qui ſeront rédus en la chambre des comtes, noſtre Procureur en icelle recouure les extraits de quartier en quartier, departis par les charges où ils ſeront recourables, & les baille doublez, ſignez de ſa main auſdits Commiſſaires du Louure, l'un pour demeurer audit Louure, & l'autre pour par leſdits Commiſſaires bailler ou enuoyer aux Recueurs generaux chaſcun quartier, pource qu'il touchera le fait de ſa charge, à fin de recouurer les deniers, & les apporter audit Louure: deſquels reſtes de comtes noſtre dit Procureur nous enuoyera pareillement, & à noſtre conſeil ſemblables eſtats par chaſcun quartier.

a) Ordonnance. C'eſt l'article cinquieme de l'ordonnance de François I. qui eſt au chap. 13. en ce titre.

18 **V**OVLONS que de tous deniers extraordinaires, dons, ottois, ſubuentions, empruns & autres quelconques, leſquels ſelon la neceſſité de noz affaires pourrons demander à noz ſuiets, leſdits generaux ayent cognoiſſance, vueillent & trauaillent à les faire venir ens, ſçachent & entendent avec leſdits Recueurs generaux les non valeurs, ſi aucunes en y a, tiennent la main, pouruoient, & donnent ordre qu'ils ſoyent leuez & receus aux termes, ainſi qu'ils nous ſeront deus, en maniere que toutesſois & quantes que leur en demanderons, ils nous en puiſſent certainement reſpondre, & bailler eſtat de tout ce qui aura eſté receu, & reſtera à recouurer, & des autres cauſes pour leſquelles il n'aura eſté receu, & à ceſte fin en recouureront du Treſorier de noſtre eſpargne les departemens, qui ont eſté & ſeront ſur ce faits.

19 **V**OVLONS que les Treſoriers de France, & generaux de noz finances dès le commencement de l'annee enuoyent à noſtre conſeil Commiſſaires du Louure, Treſorier de noſtre eſpargne, & aux Recueurs generaux de noz finances leurs eſtats par eſtimation de leurs charges, au plus pres de la verité qu'ils pourront, de ſi bonne heure que leſdits Recueurs generaux ayent temps ſuffiſant pour recouurer noz deniers par les termes & quartiers qu'ils nous ſont deus, & en la fin de l'annee les eſtats de leurs charges au vray. Et neantmoins à meſure que leſdits Treſoriers de France ſeront, comme ils ſont tenus, les eſtats particuliers des Recueurs de leurs charges, ſ'ils y trouuent aucuns reſtes ou pluſiualleurs à nous deus, en ſeront brieſs eſtats, qu'ils enuoyeront incontinent en noſtre dit conſeil, Commiſſaires du Louure, Treſorier de noſtre eſpargne, & Recueurs generaux reſpectiuement. Et quant auſdits generaux pour le regard des aides, gabelles, imposition foraine, & autres deniers incertains combien que leſdits generaux en ayent des le commencement de l'annee baillé les eſtats par eſtimation, neantmoins ils ne laiſſeront d'en enuoyer en noſtre conſeil priué, Commiſſaires du Louure, Treſorier de noſtre eſpargne, & à noz Recueurs generaux, les eſtats au vray par les quartiers, eſquels y aura plus valeur, ſans les faire porter quartier ſur autre: à fin que plus certainement, & par chaſcun quartier nous puiſſions auoir cognoiſſance de noz finances. Enioignant bien expreſſement auſdits Treſoriers, & generaux qu'il ſoient diligens à fournir leſdits eſtats, ainſi & par la maniere que dit eſt, ſur peine de nous reſpondre de l'intereſt que nous pourrions porter & encourir. Et à fin que ſi faute y a nous puiſſions ſçauoir dont elle prouiendra, voulons que leſdits Treſoriers & Generaux chaſcun en ſon endroit prennent, ou facent prendre recepiſſé de tous les eſtats qu'ils auront ainſi bailléz, ou enuoyez auſdits Recueurs generaux, notamment contenant le iour de la deliurance d'iceux, leſquels ils cotteront à la fin de ſemblables eſtats qu'ils enuoyeront en noſtre dit conſeil, Commiſſaires du Louure, & Treſorier de noſtre dit eſpargne, pour ſçauoir ſi leſdits Recueurs generaux auront fait leurs diligences en temps deu, & les charges pour leſdits Commiſſaires du Louure de la recette de noſdits deniers eſ quartiers eſquels ils auront deu recouurer.

20 **P**AR chaſcun quartier le Treſorier de noſtre eſpargne baillera à noſtre dit conſeil deux eſtats ſignez de ſa main: l'un de ce qu'il aura receu & diſtribué au bureau du Louure, & l'autre de ce qu'il aura receu & diſtribué lez nous, le tout par chapitres diſtincts & ſeparez, ſuyuant l'ordre de ces comptes, ſans omettre les dattes de ſes quittances par luy baillées aux Recueurs generaux, & autres des ſommes par luy receuës, & les dates des quittances des payemens contenus en la deſpence: enſemble vn autre eſtat du payement que luy auront deu faire les Recueurs generaux chaſcun en ſa charge, & de ce qui reſtera par eux deu d'iceluy quartier, & autant en enuoyera auſdits Commiſſaires du Louure.

21 **E**t ſi ledit Treſorier de noſtre eſpargne voit & cognoiſt tant par la recette qui ſe fera au Louure dont ſon Commis illec l'aduertira ordinairement, & baillera, ou enuoyera l'eſtat à la fin de chaſcun quartier (qu'auſſi par ce qu'il en aura receu de noſdits deniers lez nous, & par les aſſignations qui ſeront par luy faites ſur leſdites recettes generales, qu'aucuns de noz Recueurs generaux tardent, & reculent à luy apporter les deniers de leurs charges d'aucun quartier paſſé, inſiques à ce qu'ils ſoient

entrez en la recette du quartier ensuyuant, tellement que par verisimilitude l'on puisse iuger qu'ils s'aident en leurs affaires priuez de noz deniers, acquittant du quartier courant ce qu'ils doiuent du quartier passé, au danger qu'à la fin ils demeurent grans restes enuers nous, ledit Tresorier de l'espargne nous en aduertira de bonne heure, & les gens de nostre conseil, pour y estre par nous pourueu ainsi qu'il appartiendra.

22 Et à fin que pour chacun quartier de l'annee lesdits Commissaires puissent entendre si le tout aura esté apporté esdits coffres du Loure, & que lesdits Receueurs generaux sous ombre de leurs frais de recouremēt, port & voiture de noz deniers, gages d'eux, & des Tresoriers & generaux chacun en sa charge, ne retiennent en leurs mains plus grans deniers qu'il n'appartient iceux Receueurs generaux seront tenus enuoyer pareillement ausdits Commissaires du Loure, à la fin de chacun quartier leur estat au vray d'iceluy quartier, contenant en recete ce qu'ils auront deu recevoir, & dontiseront chargez par les estats desdits Tresoriers de France, & generaux des finances, y comprenant ceux desdites plusieurs, quand elles y escheront, & en despence ce qu'ils aurōt particulièrement fourni au Tresorier de nostre espargne, les gages desdit Tresoriers de France, & generaux pour ledit quartier, les frais faits pour le recouremēt de noz deniers des Receueurs particuliers certifiez par le general de la charge, en laquelle ils auront esté faits, ensemble les frais du port des deniers audit Loure, & les nous, ia taxez par lesdits Commissaires dudit Loure. Et si par lesdits estats reste aucune chose à nous deuë, cōteront lesdits Receueurs generaux demeurez debiteurs dudit quartier les diligences qu'ils auront sur ce faites & les causes pour lesquelles lesdits deniers n'auront esté receus: lesquels estats nous voulons estre diligemment veus, examinez, verifiez & arestiez par lesdits Commissaires du Loure, tant sur les estats par estimation, & au vray qu'ils auront desdits Tresoriers de France, & generaux des finances, que par le registre de la recette faite au Loure par ledit Tresorier de l'espargne, autre registre tenu audit Loure des taxations faites par eux pour l'apport & voiture des deniers audit Loure, l'estat du Tresorier de nostre espargne des deniers receus lez nous, assignez par mandemens patens, & registre & contrerolle sur ce fait: lequel registre & contrerolle ou copie d'iceluy deuēment collationce, le contrerolleur sera tenu enuoyer à ceste fin audit Loure de quartier en quartier, les certifications qu'auront bailliez lesdits generaux du recouremēt desdits deniers par les recettes particulieres, arrestant la somme qui sera à nous deuë par la fin d'iceluy estat à fin d'en rendre de quartier en quartier la diligence, ou negligence desdits Receueurs generaux: & sur ce pouruoir ainsi qu'il appartiendra.

23 Et quant à l'assignation cy deuant faite par feu nostredit Sire & pere à noz cours souveraines sur la cruë de quinze liures pour muid de sel, dont nous ne faisons estat, & en defaut d'icelle sur le reuenu des gabelles par les mains du Tresorier de nostre espargne, nous n'entendōs ceste ordonnance preiudicier aux edicts sur ce faits cy deuant: mais que si ladite cruë ne peut suffire à leursdites assignations, le surplus leur soit payé au Loure, sans ce qu'il leur soit besoin pour ce recouurer autre acquit ne mandement de nous.

24 N o v s voulons que s'uyuant les ordonnances faites par feu nostredit Seigneur & pere, sur le fait des finances à Blois le vingthuitieme de Decembre, mil cinq cens vingtrois, & celles depuis faites sur l'establissement de nosdits coffres du Loure, à Rouē le septieme iour de Feurier, mil cinq cens trente vn, les dons qui seront par nous faits en deniers comptans, excédans mil escus pour vne fois, ne soient payables iusques à la fin, & dernier quartier de l'année: excepté toutesfois ce que nous donnerons aux Ambassadeurs & estrangers, qui seront payables au temps & selon les acquits qui seront pour ce faits & expediez.

25 Et à ce qu'au moyen de la garde de partie des clefs desdits coffres on ne puisse, ou vueille dire lesdits Commissaires estre comptables, ne subsidiairement responsables des deniers apportez audit Loure, ou autrement en quelque maniere que ce soit, ou puisse estre: nous les auons de ce entât que mestier seroit de charger & de charger cōs eux, leurs hoirs & successeurs, & ayās cause à l'aduenir:

26 A v s s i à cause qu'il pourroit aduenir que le contrerolleur qui sera par nous establi avec lesdits Commissaires du Loure, seroit aucunes fois absent par maladie, ou autre inconuenient ou empeschement notable: en ce cas nous voulons qu'ils puissent durant l'absence dudit contrerolleur, eux aider de l'un des Greffiers de la chambre de noz comptes, ou Auditeurs d'icelle, telle qu'ils adiudifieront pour les registres, contrerolles & depeschés, que ledit contrerolleur seroit audit Loure, sans ledit inconuenient, & empeschement, en maniere que pour te nostre seruice ne soit aucunement retardé.

27 V o u l o n s & ordonnons, que tous noz comptables rendront leurs comptes en la chambre de noz comptes dedans le temps, & sur les peines contenues en l'ordonnance dernièrement faite en ce lieu de S. Germain en Laye, le premier iour de Mars mil cinq cens quarante cinq. ^a Enioignans par ces presentes aux gens de noz comptes, Tresoriers de France, generaux de noz finances, & autres qu'il appartiendra, icelle tenir, obseruer & garder en tous les points, & articles selon sa forme & teneur.

28 Et pour ce qu'à l'exécution des choses dessusdites, il conuiendra faire audit Loure plusieurs menus frais, comme pour achat de bois de chauffage, tapis verd, getons, registres, papier, parchemin voyage salaire des Clercs qui feront le *vidimus* de ces presentes, copies d'estats, & autres escriptures, qu'il

a] C'est l'ordonnance qui est au chap. 3. de ce tit. re en l'art. 2.

res, qu'il conuendra faire au long de l'annee pour noz affaires: nous entédons que lesdits menus frais se fassent par les ordonnances desdits Commissaires du Louure, signez de leurs mains, ou des deux d'eux, & payez par le Tresorier de nostre Espargne, iusques à la somme de mil liures tournois chacun an, si tant se peuuent monter: dont se fera toole en la fin de l'annee, signé desdits Commissaires, ou les deux d'entr'eux comme dessus: lequel entant que besoin seroit, nous auons validé & auctorisé, validons & auctorisons par ces presentes signées de nostre main: & voulons que les parties y contenues iusques à ladite somme soyent passées & allouées audit Tresorier de l'espargne en la despense de ses comptes, tout ainsi que si elles auoient esté par nous ordonnées.

Si donnons en mandement à tous amez & feaux les gens de noz comptes, Tresoriers de France, & Generaux de noz finances, que cedites presentes ils fassent lire, &c. Donné à saint Germain en Laye le douziesme iour d'Auril, l'an de grace, mil cinq cens quarante-sept apres Pasques: & de nostre regne le premier. Signé, HENRY. Par le Roy estant en son conseil, BOCHETEL. Et scellé en double queue de cire iaune.

Acta, publicata & registrata, audit & requirente Procuratore generali Domini nostri Regis, sub beneplacito, tamen iuxta dem Domini, in camera computorum, decimasexta Aprilis, anno Domini millesimo quingentesimo quadragesimo septimo, post Pasqua. Sic signatum, LE MAISTRE.

Des restes des comptes des Officiers comptables, par qui seront receus, & quelle pour suite on doit faire pour le recouurement desdits restes.



HENRY par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Sçauoir faisons, que nous considerans le recouurement des restes des comptes de noz Officiers comptables estre de longue attente, estant fait par chacun Receueur general de noz finances en sa charge, selon qu'il est de present, & que contient la derniere ordonnance sur ce faite: & qu'estant ledit recouurement fait par vne seule main, ainsi qu'au parauant ladite ordonnance a esté fait, nous pourrons plustost estre aduertis des sommes desdits restes, & de la diligence qui aura esté faite audit recouurement d'icelles: nous à ces causes, & en considerant aussi que le plus desdits restes procede des comptes clos & arrestez en nostre chambre des comptes estable à Paris, premiere & principale des chambres de nosdites comptes, & en laquelle sont tenus de compter tous noz principaux comptables, parquoy le Receueur general de nosdites finances, qui est estably, & reside audit Paris, pourra plustost que nul des autres auoir & recouurer de ladite chambre l'estat desdits restes, pour en faire le recouurement, & nous estre aduertis du deuoir & diligence que par luy y aura esté faite, par ce que noz maisons de session en sont plus prochaines, que de noz autres receptes generales, auons voulu & ordonné, voulons & ordonnons.

1. Et premierement, que d'oresnauant tous restes de comptes de noz Officiers comptables, tant ordinaires, qu'extraordinaires, generaux & particuliers, & generalement de tous autres comptables, tant en office que commission suiets à compter en nostredite chambre des Comptes à Paris, seront receus par le Receueur general de nosdites finances, qui de present est, & sera cy apres estably en ladite ville de Paris.

2. A CESTE fin nostre Procureur en icelle chambre baillera audit Receueur general vn estat de l'arrest de chacun compte, si tost qu'il aura esté clos & arresté, à ce que ledit Receueur general puisse sçauoir quels restes de comptes nous seront adiugez, pour au cas de defect de payement d'iceux restes, en estre par luy contre les defaillans faire poursuite, telle que cy apres sera declaree.

3. LEDIT Receueur general fera seulement tenu faire faire les commandemens de payer: & au refus de payer faire proceder contre les refusans tenus ausdits restes de leur fait: & contre leurs pleiges & cautions par emprisonnement & detention de leurs personnes: & neantmoins par execution reale sur leurs biens meubles, & par saisie & establissement de commissaires sur leurs immeubles: pour le tout estre respectiuelement crié, subhasté, vendu & deliuré aux plus offrans, & derniers encherisseurs en la maniere accoustumee, tant pour le payement de nostre deu, que pour les frais de ladite poursuite: & cõtre les biens tenans desdits comptables decedez par saisie desdits biens seulement, pour estre criez, subhastez, vendus & deliurez comme dessus.

ITEM, & ce fait de faire mettre par deuers nostre Procureur de la iurisdiction presidiale, ou ordinaire, en laquelle seront lesdits biens immeubles assis, les exploits desdits commandemens & saisies, à fin de poursuyre par nostredit Procureur la confection desdites cries & subhastations, selon la custume des lieux: auquel nostre Procureur nous enioignons le faire sans pretermision, delay, ne dissimulation, souz peine de suspension de son office, & d'amende arbitraire: & de faire certifier lesdites cries en iugement à iour de plaid, & iceux tenans, si tost qu'elles auront esté parfaites: & aussi de faire tous adiournemens requis, tant contre les opposans ausdites cries, que les possesseurs des choses saisies, & Commissaires deputez au regime d'icelles, & autrement.

5. O v il aduendroit aucuns desdits redevables ausdits restes eux estre absentez, sans les auoir entierement payez, voulons tous exploits necessaires à faire à l'encontre d'eux estre faits parlant au lieu de leur domicile, auquel ils residioient au iour de leur absence, & par affiches mises audit domicile, & aux carrefours de la ville, ou bourg d'icelle, & lesdits exploits ainsi faits estre autant valables com-

me si faits auoient esté, ou estoient, parlant aux propres personnes d'iceux redeuables : & quant à ce les auons validez & auctorisez, validons & auctorisons de nostre certaine science, pleine puissance, & auctorité Royal par ces presentes.

6 E T où en semblable aduiedroit aucuns desdits redeuables ausdits restes estre decedez, sans aussi auoir entierement payé tous iceux restes, enioignons à nostredit Procureur de la iurisdiction en laquelle ils estoient respectiuellement demeurans au iour de leur decez, de faire incontinent creer tuteurs & curateurs à leurs heritiers, s'ils estoient mineurs, ou bien curateurs à leurs biens, s'ils estoient vacans & delaissiez, sans estre d'aucun heritier ou autre apprehendez : & aux Iuges presidiaux & ordinaires des lieux, & à chacun d'eux sur ce requis, de proceder à ladite creation de tutelle & curatelle promptement, & sans pretermision, comme dessus est dit, nonobstant oppositions & appellations quelconques, & à iours ordinaires & extraordinaires, & sans attendu de plaids ou d'assise, les parens & amis desdits decedez & absens appelez, & à ce contrains realement & de fait, comme pour noz propres detes & affaires : & à fin que nostredit Recueuer general, & pareillement nostredit Procureur, puissent respectiuellement faire contre lesdits tuteurs & curateurs les poursuites, dont par ceste presente nostre ordonnance ils sont chargez.

7 VOULONS les assignations tant pour voir proceder à l'interposition de decret des choses crieées, que pour voir discuter des oppositions à icelles, estre faites, & baillées en la cour de noz Aides à Paris, à laquelle tant de ladite interposition de decret, que de toutes oppositions & appellations qui sur ce interuiendront, pour quelques causes & entre quelques parties que ce soyent, circonstances & dependances, & de quelques Iuges qu'il soit appellé, soient ordinaires ou extraordinaires, & aussi de tous differens procedans à cause du regime, & gouvernement desdits biens & reddition de compte d'iceux, nous en auons attribué & attribuons de nostre certaine science, pleine puissance & auctorité Royal, toute cour, iurisdiction & cognoissance souueraine, & desdites matieres, circonstances & dependances auons interdit & defendu, interdisons & defendons toute cour, iurisdiction & cognoissance à tous noz Parlemens, & autres noz Iuges quelconques.

8 ENIOignons en outre à nostredit Procureur, qui aura fait lesdites poursuites & diligences, d'enuoyer incontinent à nostre Procureur general en la cour de noz Aydes à Paris, tous les actes & exploits desdites procedures, pour par luy poursuivre les interpositions, & adjudications desdites choses crieées : & pareillement la reddition de compte de l'administration d'icelles. Le port desquels exploits ferons taxer, & payer au porteur d'iceux, sauf à les recouurer sur qui il appartiendra : par semblable enuoyer en nostre priuè conseil par deuers les Commissaires par nous deputez pour l'intendance de noz finances, les copies deuement collationnees de tous lesdits actes & exploits desdites procedures. Auquel nostre Procureur qui aura fait lesdites poursuites & diligences, & enuoyé lesdits exploits d'icelles en nostredit conseil feront semblablement faire taxe & payement selon qu'il appartiendra, & la loyauté & diligence, dont au fait desdites poursuites il aura vte.

9 NOUS n'entendons par le moyen de ceste presente ordonnance aucunement deroguer aux ordonnances cy deuant faites par feu de bone memoire le Roy dernier deceédé nostre pere (q̄ Dieu absolue) contenās le temps que noz Officiers comptables sont tenus de compter, & de porter en nostre espargne les restes prouenant de leurs charges, offices & commissions, ny aux peines indites contre ceux qui y auront defailli : ains voulons lesdites ordonnances estre obseruees. Et outre le contenu d'icelles, voulōs & ordōnons que tous comptables de noz deniers, & finances, soient ordinaires, extraordinaires, ou casuelles, qui au iour à eux prefix pour faire la representation de leurs comptes, n'auront payé, & restitué entierement tout ce qu'ils auront de net de reste de leurs administrations és mains dudit Recueuer general, soient dès lors tenus & reputez pour condamnez au quadruple de tous les restes, dont ils se trouueront redeuables de clair par la closure de leurds comptes, excedans toutesfois la somme de deux cens liures tournois. ^a Excepté toutesfois le Tresorier de nostredite espargne, lequel sera seulement tenu au premier article de la recepte de son prochain compte faire recepte entiere de tout ce qui luy sera demeure de net entré ses mains de son dernier compte.

10 ORDONNONS en outre, que d'oresnauant tous comptables de nosdits deniers, seront aussi reprise entiere de la recepte de chacun de leurs comptes ; qui au iour de la publication de ceste presente ordonnance se trouueront n'estre encores clos, de toutes les parties qui auront esté passées à charge en leurs precedans comptes soit indecision, souffrance, ou quittance, & qui se trouueront audit iour n'estre encore deschargees : & qu'à ceste fin en soit fait chapitre particulier en la fin de ladite recepte, de chacun desdits comptes, à ce que lesdites souffrances, & indecisions soient iugees, & decidees par les gens de nosdits comptes, en procedant à la closure d'iceux comptes, si le temps prefix pour descharger lesdites souffrances & indecisions se trouue expiré : & ausquels gens de noz comptes nous mandons & enioignons contraindre à faire ladite reprise, tous iceux comptables respectiuellement chargez desdites souffrances & indecisions, ensemble leurs Procureurs en nostredite chambre des Comptes, souz peine de suspension de leurs estats pour la premiere fois, & de priuation d'iceux pour la seconde fois, & par declaration & execution d'icelle peine realement, & de fait, nonobstant oppositions ou appellations quelconques.

11 Q V A N T à ceux de nosdits Officiers comptables, qui sont, & se trouueront deschargez de leurs estats, offices & commissions, ou bien qui sont decedez, & aux commis au payement de l'extraordinaire de

a] Excepté. Par l'ordonnance qui est au chap. 31. en l'arti. 41. le Tresorier de l'espargne n'est point excepté, d'autant q̄ cest office estoit alternatif.

naire de noz guerres, & de nostre artillerie, & autres semblables qui sont annuels, enioignons à nostre dit Procureur en nostredite chambre des Comptes, de faire iuger & decider lesdites souffrâces & indications, si aucunes s'en trouuent sur leurs comptes, & à ceste fin faire appeller en nostredite châtre nosdits comptables, & les veufues, heritiers, pleiges, & cautions d'iceux qui sont, & se trouueront decedez, si tost & incontinent que le temps appose sur icelles charges & indications sera escheu & passé, souz peine à nostredit Procureur d'en respondre en son propre & priué nom.

12 Et à fin que la façon desdits comptes à cause de ladite reprise ne tourne à charge enuers nous, enioignons ausdits gens de nosdits comptes de bailler ausdits Procureurs de nosdits comptables, forme & moyen de faire ledit chapitre de recepte de ladite reprise, & pareillemēt celuy de la despence concernant icelle reprise, le plus succinctement, & à moins de langage que faire se pourra.

13 ToVT comptable qui sera trouué auoir fait omission de recepte, ne sera receu, apres la closture de son compte, à satisfaire à ladite omission, sinon en payant le quadruple.

14 VOVLONS que tous procez intentez, & à intenter contre les Receueurs generaux de nosdites finances, pour raison des executions concernans le payement des deniers de la solde, & des decimes, en quelques lieux qu'ils soient intentez, & pendans, soient iugez & decidez par lesdits generaux de noz Aydes: & à ceste fin auons ceux qui sont pendans & indicis, renuoyez & renuoyons par deuant eux, & ausquels generaux auons de nostredite puissance & auctorité, commis & commettons la cognoissance & decision de telles matieres.

15 DEFENDONS à tous de quelque qualité qu'ils soyent, vser d'arrest sur les deniers assignez sur nosdites receptes generales.

Si donnons en mandement ausdits gens de noz comptes, &c. Donné à Saint Germain en Laye, le dixseptiesme iour de Mars, l'an de grace, mil cinq cens quarante-huit: & de nostre regne le deuxiesme. Signé sur le reply, Par le Roy en son conseil, DV THIER.

Acta, publicata, & registrata in camera computarū Domini nostri Regis, Procuratore generali dicti Domini in eadem camera audito & consentiente prout in registro hodierna die facti caverur, duodecima Aprilis, anno Domini millesimo quingentesimo quadragesimo octavo, ante Pasqua. Signé, LE MAISTRE.

Acta, publicata & registrata in curia unanimum, audito & requirente Procuratore generali Regis, in eadem curia, die quarta mensis Maij, anno Domini millesimo quingentesimo quadragesimo nono. Signé,

LE SVEVR.

Que les deniers du Roy seront apportez aux coffres du Louure, de la recepte & distribution d'iceux, & des Officiers à ce commis.

XX.
m. 96.



ENRY par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Comme par cy deuant eussent esté faites plusieurs ordonnances sur le fait, ordre, administration, manniement & distribution de noz finances par le feu Roy nostre tres honoré seigneur & pere (que Dieu absolve) par lesquelles entre autres estoit ordonné que tous & chacuns les deniers, tant ordinaires qu'extraordinaires, seroient apportez en l'une des cours de nostre chastel du Louure, & en la presence de certains Commissaires, qui seroient sur ce ordonnez, receuz par le Tresorier de nostre espargne, ou son Commis enfermez & mis es coffres à cest effect destinez, pour estre apres par les mandemens patens distribuez en presence desdits Commissaires, comme il est plus au long contenu & déclaré par icelles, qui auroient esté pour quelque temps continuees, & depuis pour certaines raisons cessées & interrompues. Et considerans l'utilité d'icelles, des nostre aduenement à la couronne, ensuyuant lesdites ordonnances, nous instituasmes & prescribes dès lors la forme que nous entendions estre gardee & obseruee par les officiers de nos finances en maniere que chacun sceust, & fist ce qu'il appartiendroit à son office, à fin qu'une charge ne confondist l'autre, & qu'icelles nosdites finances fussent distinctement receuës, & distribuees en temps, & ainsi que nos affaires le requerroient. Ce qui n'auroit esté entierement obserué comme pour le reiglement de nosdites finances seroit bien requis & necessaire. A ces causes voulans tirer le fruit des principaux articles cōtenus esdites ordonnances, auons par l'aduis & deliberation des gens de nostre priué cōseil, auquel estoient plusieurs Princes de nostre sang, & autres grans & notables personnages, dit, statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons par ces presentes, ce qui s'ensuit.

1 Et premierement, qu'à commencer au premier iour de Ianuier prochain, apres la publication de ces presentes, tous & chacuns les deniers de nostre domaine, tailles aides, gabelles, equiualeus, & tous autres noz deniers, tant ordinaires que extraordinaires (charges ordinaires & accoustumees de doits) & aussi tous restes à nous deuz du passé, seront d'oresnauant apportez par noz Receueurs generaux, ou leurs Clercs & Commis en nostre chastel du Louure à Paris: excepté toutesfoies les deniers de noz finances extraordinaires, & parties caufuelles qui se reçoient lez nous par le Receueurs general d'icelles, lesquels voulons estre baillez par ledit Receueur general au Tresorier de nostre espargne, par ces quittances, seulement deuëment contreolles par le Contrerolleur general de noz finances ou son Commis, declarant & specifiant par icelles les espaces en quoy il les aura receus, le nombre & prix d'icelles, pour estre par iceluy Tresorier de l'espargne distribuez aupres de nostre personne, tant pour voyages, dons & menus plaisirs, qu'autremēt, ainsi que par nous luy sera ordonné.

2 Et pource que pour subuenir aux vrgēs affaires de la guerre, que nous auons esté contrains em-

prunter plusieurs grosses sommes de deniers à interets de certains marchâs frequents noz foires de Lyon, ausquels par contrâts que nous auons faits passer avecques eux, homologuez en noz cours de Parlement & chambre des Comptes, nous auons voulu que les deniers à quoy montent iceux interets soyent apportez des receptes generales de Ryon, Montpellier & Tholose es mains du Receueur general de Lyon, pour desdits deniers, & de ceux de ladite recepte generale de Lyon, faire payement en icelle ville au temps des foires, desdits interets aux marchâs à qui ils sont deuz, ayans à ceste cause affecté & hypothequé les deniers d'icelles receptes generales à l'effect dessusdit: au moyen dequoy pour ne contreuenir à ce que dessus, nous voulons & ordonnons que suyuant lesdits contrâts, les deniers à quoy monteront lesdits interets soient apportez desdits lieux de Ryon, Montpellier & Tholose es mains dudit Receueur general de Lyon: lequel retiendra aussi ceux de sa charge pour payer iceux interets en la maniere accoustumee, & ce comme commis dudit Tresorier de l'espargne, ou tel autre que ledit Tresorier de l'espargne voudra à ce commettre, sans les faire venir & apporter audit Louure: voulans toutesfois qu'après lesdits interets payez, ce qui restera de noz deniers esdites receptes generales de Ryon, Tholose, Montpellier & Lyon, soit incontinent apporté par lesdits Receueurs generaux, ou leurs Clercs en nosdits coffres du Louure.

3 PAR nous seront proposez & establis certains bons personnaiges experimenterz, & gens de bien, en la presence desquels, ou des trois, ou d'eux d'entr'eux en l'absence des autres: & aussi dudit Controrolleur general de noz finances, ou de son commis, lesdits Receueurs generaux ou leurs Commis, & Clercs deliureront lesdits deniers audit Tresorier de nostre espargne, ou son Commis audit Louure, qui leur en baillera pour leurs acquits ses quittances, contrerolles & enregistrees par ledit Controrolleur general ou son dit Cômis. Et à mesure qu'ils seront receus par ledit Tresorier de l'espargne, seront es presences de ceux que dessus enfermez es coffres à ce ordonnez, dont lesdits Commissaires, Controrolleur general, Tresorier de l'espargne ou leur Commis porteront les clefs.

4 ARRIVEZ que seront à Paris lesdits Clercs desdits Receueurs generaux, qui apporteront nosdits deniers, ils seront tenus eux presenter dedans le iour de leur arriuee ausdits Commissaires avec vn cest & bourdereau contenant les especes des deniers qu'ils auront apportez: lequel bourdereau sera signé & certifié du Receueur general, ou de son principal Commis, & du Controrolleur general estably en ladite recepte generale, contenant certification du iour de leur partement, pour apporter lesdits deniers. Et en la quittance que ledit Tresorier de l'espargne leur en baillera, seront notamment specifiees & declarees la nature des deniers, les especes d'or & d'argêt, le nombre & prix d'icelles contenus audit bourdereau.

5 Et ausquels Clercs apportans noz deniers, nous voulons que par lesdits Commissaires, ou l'un d'eux soit faite taxation de leurs iournees, port & voiture d'iceux deniers à chacune fois qu'ils les apporteront, & ainsi qu'ils vertont estre à faire par raison, ayant regard aux frais dudit apport, au tēps qu'ils seront partis & arriuez à la distance des lieux, & à leur diligence. Desquelles taxations nostredit Controrolleur general, ou son Commis fera registre: rapportant lesquelles par lesdits Receueurs, & quittance de leursdits Clercs, les sommes qui leur auront esté taxees seront allouees en leurs comptes. Et neantmoins où lesdits Commissaires trouueroient que lesdits Clercs eussent Commis negligēce notable au fait de l'apport desdits deniers, nous voulons qu'ils en facēt ou fassent faire la punitiō telle qu'il appartiendra, selon noz ordonnances: & outre le priuent de leur salaire & voyage, ils voyent que faire se doye.

6 DEFENDONS par cesdites presentes à nosdits Receueurs generaux & particuliers, leurs Clercs & Commis, qu'ils ne reçoient, ny apportent aucunes especes d'or & d'argent qui n'ait cours & mise par ordonnances, ny à plus haut prix que celui déclaré en icelles, changent ou billonnent noz deniers en quelque maniere que ce soit: sur peine de priuatiō de leurs offices punition corporelle, & amende arbitraire. Et si entre lesdits deniers se trouuoient aucunes monnoyes d'or ou d'argent de fabrication nouuelle, qui n'ayent cours par nosdites ordonnances, lesquelles esdits cas ne voulons estre receues, lesdits Commissaires manderont vers eux les generaux de noz monnoyes, & les leur monstrent pour les aduertir de par nous qu'ils empêchent le cours & mise d'icelles, facent les essais, & pouruoient au demeurant, selon qu'il est mandé par nosdites ordonnances faites sur le fait de nosdites monnoyes.

7 ET en semblable, si nosdits Commissaires trouuent entre nosdites monnoyes d'or & d'argent aucunes pieces visiblement rongnees, ou autres fautes, au preiudice de la chose publique de nostre Royaume, en aduertiront lesdits generaux de nosdites monnoyes, à fin d'y pouruoir selon le deu de leurs offices, suyuant nosdites ordonnances. Et de tout ce que nosdits Commissaires auront sur ce fait, ordonné & enioint ausdits generaux des monnoyes, seront faire registre par ledit Controrolleur general pour y auoir recours quand besoin sera.

8 ET pource que le Controrolleur general de noz finances doit continuelle^a residence autour de nous, & de nostre personne, tant pour controller les acquits & quittances des comptables qui se leuent, & baillent ordinairement pres de nous, & de nostre suite, que pour l'exercice du Greffe, & garde des roolles desdites parties casuelles, que nous auons accumulē & adioint ensemble souz le nombre, titre & qualité du Controrolleur general de noz finances: en ensuyuant l'edict par nous fait sur la creation dudit Controrolleur general luy auons petmis & permettons de tenir à ses perils

& fortunes

a] Residence.
Suyuant l'arti.
20. du chapitre
25. en ce tilre.

& fortune audit Louure vn Commis de la qualité requise, pour en son nom exercer ladite charge, contreroller les quittances que baillera audit Louure iceluy Tresorier de l'espargne des deniers que l'on y portera, & pareillement de ladite despence & disposition d'iceux, qui se fera audit Louure, d'oit il tiendra bon registre.

9 Et quant à la distribution des deniers de nosdites finances, elle se fera, sçauoir est de ceux qui se payeront de iour en iour autour de nous, & à nostre suyte, pour les voyages & ambassades, dons, & recompenses, & autres menues parties qui ont tousiours esté payees par noz ordonnances, & d'autres qui sont preposez de nous pour donner ordre aux affaires de nostre Royaume, & de nostre estat dont seront expediez cayers & roolles signez de nostre main, & lettres de validation pour seruir à la reddition des comptes dudit Tresorier de l'espargne, avec les quittances des parties qui seront nommez en iceux en la maniere accoustumee: & de ceux qui se distribueront audit Louure par noz mandemens patens qui s'adresseront audit Tresorier de nostre espargne, pour en la presence desdits Commissaires, Contrerolleur general ou son Cōmis, payer des deniers estans dans les coffres dudit Louure les sommes contenues esdits mandemens patens: lesquels seront contrerollez & enregistrez en bonne forme par ledit Contrerolleur general, ou son Commis estant pres de nous.

10 DESDITES parties qui devront estre payees audit Louure seront faits & dressez roolles en papier tant par les deputez pres de nous intendans au fait de noz finances, que par le Contrerolleur general d'icelles coniointement ou diuifement, ainsi que noz affaires le porteront: pource que tenant ledit Contrerolleur registre & contrerolle de toutes les expeditions qui se feront en nosdites finances, ils auront l'œil & le soin qu'il n'aduienne aucune confusion, contrarieté ou desordre à la despense desdits acquits & mandemens patens qui seront dressez sur lesdits roolles: lesquels roolles, apres qu'ils auront esté veuz en nostre cōseil priuë, & signez de nostre main, seront baillez audit Tresorier de nostre espargne, pour selon le contenu en iceux dresler particulièrement les acquits & mandemens patens qui seront signez par les Secretaires de noz finances en la forme & maniere accoustumee. Desquels roolles nous voulons toutesfoi qu'iceux intendans & Contrerolleur general en retiennēt copies. Voulōs en outre qu'à l'expedition desdits acquits & mandemens patens l'on vif de prompte diligence, sans ce que pour raison d'icelle expedition soit pris, ny exigé aucuns deniers ny salaire, en quelque sorte & maniere que ce soit.

11 Et où nosdites finances extraordinaires, & parties casuelles ne pourroient suffire du tout aux fraix & despenses qu'il conuiendra payer lez nous, & mesmes aux estats & pensions de certains grans seigneurs, & autres personnes qui sont pres de nous pour nostre seruice, & pour le fait de noz principaux & plus importants affaires: lesquelles pensions & estats nous leur faisons payer à nostre suyte par chacun quartier: & aussi à plusieurs parties pressees, qui pourront inopinément suruenir, requerans prompt expeditiō & payement: lors nous pourrōs arbitrer de mois en mois, ou de quartier en quartier, de quels deniers nous aurons besoin & à faire, outre ceux de nosdites parties casuelles. Et selon ce, sera par nous mandé aux Receueurs generaux plus prochains du lieu où nous serons lors, en enuoyer audit Tresorier de nostre espargne, qui leur en baillera ses quittances, déclarant & specifant par icelles les especes, nombre & prix d'icelles comme dessus. Lesquelles quittances seront aussi cōterolles par ledit Contrerolleur general de nosdites finances ou son Commis. Et outre ce le Tresorier de nostre espargne, & en son absence son Commis qui sera à la suite de nostre cour, baillera ausdits Clercs certification signee de sa main, contenant la somme qu'ils luy aurōt apportee, les especes & nombre d'icelles, le iour de leur arriuee, & la date de la quittance qui leur aura esté pour ce baillee en l'espargne: laquelle certification le Receueur general de la charge, qui aura fait fournir les deniers (au prochain voyage qu'il fera faire au Louure par lesdits Clercs, ou autres pour y porter deniers) enuoyera aux Commissaires dudit Louure, lesquels sur icelles feront la taxe dudit voyage fait en cour, ainsi qu'ils verront estre à faire par raison.

12 Et quant nous aduifrons faire mettre en reserve aucuns deniers, en autres coffres fermans à quatre clefs differentes, dont nous garderons l'vne deuers nous, & les autres particulieres departirons: & la garde d'icelles commettrons à aucuns noz speciaux seruiteurs, aussi lez nous, nous manderons par noz patentes aux Commissaires & Contrerolleur general, ou son Cōmis ce qu'il nous plaira estre mis en leur presence par les grilles qui sont au dessus, dont le couuercle ferme à deux clefs, lesquelles deux desdits Commissaires porteront & garderont. Et lors de ce qui aura esté mis esdits coffres de reserve, iceux Commissaires, ou les trois ou deux d'entr'eux à ce presens, ensemble ledit Contrerolleur general ou son Cōmis bailleront audit Tresorier de l'espargne certification signee de leurs mains, rapportant laquelle avec lesdites patentes, la somme qui aura esté mise esdits coffres sera allouee es comptes dudit Tresorier, tout ainsi que s'il les auoit deliurez comtant en noz mains.

13 Et enioignons au Tresorier de nostre espargne, qu'au fait de la recepte & distribution de nosdits deniers esdits coffres du Louure, il commette Clercs, gens de bien & diligens, cognoissans les especes de noz monnoyes, sçauans & experimentez à compter, recevoir & distribuer deniers: en maniere que par leur faute, ignorance & negligence nous ne puissions en ce porter aucune perte & dommage: & que les Clercs des Receueurs generaux qui apporteront nosdits deniers, & ceux qui en devront recouurer audit Louure, ny facent plus grand seiour qu'il appartiendra.

14 Pour la garde du Louure, & de la tour & coffres où reposeront nosdits deniers, seront (com-

a] Deuant Par
l'ordonnance de
l'an 1547. en l'ar
ticle 14. au cha.
15. de ce tiltre.

me il a esté par cy ^a deuant) commis deux Archers de nostre garde, lesquels les Capitaines de nosdites gardes nous nommeront seurs & scables, qui seruiron par quartier ou annees, ainsi que nous aduiferons pour le mieux.

15 LES Receueurs generaux des restes des comptes rendus en nostre chambre des Comptes, semblablement apporteront, ou enuoyeront en nosdits coffres du Loure tous & chacuns les deniers de leurs charges: dont pour leur acquir & descharge ledit Tresorier de nostre espargne leur baillera ses quittances contrerolles: & en la mesme forme & maniere qu'il est cy dessus declaré, pour les autres deniers venans au Loure. Et que de tous les restes desdits comptes, ensemble des autres parties qui nous seront adiugees par les gens de nosdits comptes, soit pour erreur de gect, omission de recettes, iugement de souffrance, debets de quittances, patties surfilles ou autres, nostre Procureur general en la chambre d'iceux comptes recouuera, & leuera les extraits de quartier en quartier, & les enuoyera à nosdits Commissaires estans audit Loure, & aussi ausdits intendans, & pareillement audit Contrerolleur general par chacun quartier.

16 VOULONS que tous les Tresoriers generaux de noz finances enuoyent au commencement de l'annee, & au dedans le mois de Ianuier pour le plus tard, ausdits Commissaires du Loure ainsi qu'ausdits intendans, Tresorier de nostre espargne, Contrerolleur general, & aux Receueurs generaux de noz finances, les estats par estimation de leurs charges au plus pres de la verité qu'ils pourrôt, & à la fin de l'annee les estats de leurs charges au vray, ensemble toutes les estats des restes & plus valeurs à nous deuz en leursdites charges: à fin que lesdits intendans & Commissaires voyent & entendent quels deniers doivent estre apportez en nosdits coffres du Loure.

17 PAR chacun quartier le Tresorier de nostre espargne qui sera en charge, ou son Commis baillera à nostredit conseil deux estats signez de sa main, l'un de ce qu'il aura receu & distribué au Bureau du Loure, & l'autre de ce qu'il aura receu & distribué lez nous: ensemble vn autre du payement que luy auoient deu faire les Receueurs generaux chacun en sa charge, & de ce qui restera par eux deu d'iceluy quartier. Lesquels estats seront verifiez par lesdits intendans & contrerollez de nostredit Contrerolleur general, & autant en enuoyera ausdits Commissaires du Loure.

18 ET si lesdits Tresoriers de nostre espargne, & Contrerolleur general voyent & cognoissent tant parla recepte qui se fera audit Loure, dont leur Commis illecques les aduertiront ordinairement, qu'aussi par ce qui aura esté receu de noz deniers lez nous: qu'aucuns de noz Receueurs generaux tardent & reculent à apporter les deniers de leurs charges d'aucun quartier passé, iusques à ce qu'ils soient entrez en la recepte du quartier ensuyuant, tellement que par verisimilitude l'on puisse iuger qu'ils s'aident de noz deniers, acquittant du quartier courrant ce qu'ils doyuent du quartier passé, au danger qu'à la fin ils demeurent en grand reste enuers nous: lesdits Tresoriers de l'espargne, & Contrerolleur general, ou l'un d'eux nous aduertira de bonne heure, & les gens de nostredit conseil, pour y estre par nous pourueu ainsi qu'il appartiendra.

19 ET à fin que par chacun quartier de l'annee lesdits Commissaires puissent entendre si le tout aura esté porté esdits coffres du Loure, & que lesdits Receueurs generaux souz ombre de leurs frais de recouurement, port & voiture de noz deniers, gages d'eux, & des Tresoriers generaux chacun en sa charge, ne retiennent en leurs mains plus grans deniers qu'il n'appartient, iceux Receueurs generaux seront tenus enuoyer pareillement ausdits Commissaires du Loure à la fin de chacun quartier, vn estat au vray d'iceluy quartier, cōtenant ce qu'ils auront deu recevoir, & donrils seront chargez par les estats des Tresoriers generaux des finances: ycomprenans ceux desdits plus valeurs, quād elles y escherront, & ce qu'ils aurôt particulieremēt fourny au Tresorier de nostre espargne des gages desdits Tresoriers de France, & generaux pour ledit quartier, les frais faits pour le recouurement de noz deniers des Receueurs particuliers, certifiez par le Tresorier general & Contrerolleur, de la charge en laquelle ils aurôt esté faits, ensemble les frais du port des deniers audit Loure, & lez nous, ia tæxæ par lesdits Commissaires dudit Loure. Et si par lesdits estats reste aucune chose à nous deuë, cotteront lesdits Receueurs generaux quels Receueurs particuliers nous serôt demeurez debiteurs des deniers du dit quartier, les diligences qu'ils aurôt sur ce faire, & les causes pour lesquelles lesdits deniers n'aurôt esté receus. Lesquels estats nous voulons estre diligemment veus & examinez, verifiez & arrestez par lesdits Commissaires du Loure, tant sur les estats par estimation, & au vray, & aussi des restes & plus valeurs qu'ils auront desdits Tresoriers generaux, que sur les registres de la recepte faite au Loure par lesdits Tresoriers de l'espargne, & Contrerolleur general d'icelle, sur le registre tenu audit Loure, des taxations faites par lesdits Commissaires pour l'apport & voiture des deniers audit Loure, & sur l'estat du Tresorier de nostre espargne, des deniers receus desdits Receueurs generaux lez nous assignez par mandemens patens, & sur le registre & contrerolle ou copie d'iceluy deuement collationné, que le Contrerolleur general fera tenu enuoyer à ceste fin audit Loure de quartier en quartier, aussi sur les certifications qu'auront baillees lesdits Tresoriers generaux du reconuement desdits deniers fait par les recepes particulieres, arrestât la somme qui sera à nous deuë par la fin d'iceluy estat, à fin d'entendre de quartier en quartier la diligence ou negligence desdits Receueurs generaux, & sur ce pouruoir ainsi qu'il appartiendra.

20 VOULONS que suyuant les ordonnances faites par le feu Roy nostre treshonoré seigneur & pere & nous, sur l'establissement des coffres dudit Loure, que tous dons qui seront par nous faits en deniers

deniers comtans,excedans mille escus pour vne fois , ne soyent payables iusques à la fin du dernier quartier de l'annee:excepté toutesfois ce que nous donnerons aux Ambassadeurs & estrangers, qui seront payables au temps, & selon les acquits,qui pour ce en seront expediez.

21 E T à ce qu'au moyen de la garde de partie des clefs desdits coffres on ne puisse, ne vueille dire lesdits Commissaires & ledit Contreroolleur general estre comptables, ne subsidiairement responsables des deniers apportez audit Louure , ou autrement en quelque maniere que ce soit, ou puisse estre : nous les auons de ce, entant que mestier est, deschargez & deschargeons, leurs hoirs, successeurs & ayans cause.

22 E T pource que pour l'execution des choses dessusdites il conuiendra faire audit Louure plusieurs menus frais,comme pout achat de bois de chauffage,tapis verd,gettōs, registre,papier,parchemin,voyages, salaires de Clercs qui feront le vidimus de ces presentes:copies d'estats, & autres escriptures qu'il sera besoin faire au long de l'annee pour noz affaires:nous entendons que lesdits menus frais se facent par les ordonnances desdits Commissaires du Louure, signees de leurs mains, ou de deux d'etr'eux, & payees par le Thresorier de nostre espargne iusques à la somme de mille liures tournois chacun an,si tant se peuent monter,dont se fera roolle en la fin de l'annee, signé desdits Commissaires,ou de deux d'entr'eux,comme dessus:lesquels,entant que besoin seroit nous auons validé & autorisé,validons & autorisons par ces presentes,signees de nostre main:& voulons que les parties y contenues iusques à ladite somme, soyent passees & allouées audit Thresorier de l'espargne en la despenſe de ses comptes, tout ainsi que si elles auoyent esté par nous ordonnees.

23 I T E M,voulons & ordonnons que tous noz comptables rendront leurs comptes en la chambre de noz comptes dedans le temps, & sur les peines contenues en noz ordonnances, lesquelles ensemble tous edicts, & autres ordonnances par nous cy deuant faites sur le fait de nosdites finances, contenant plusieurs poincts, dont n'est faite mention en ces presentes, nous voulons & entendons qu'elles demeurent en leur entier, & soyent gardees & obſeruees en ce qui n'a esté reuocqué, n'y innué par celsdites presentes.

S I donnons en mandement à noz amez & feaux les gens de noz comptes,Thresoriers de France, & generaux de nosdites finances,&c. Donné à Paris au moys d'Octobre,l'an de grace mil cinq cens cinquanteſix : & de nostre regne le dixiesme. Au dessouz signé, HENRY. Et plus bas. *Visa.* Par le Roy estant en son conseil. BVRGENSIS.

Lectā, publicata & registrata in camera computorum domini nostri Regis, auditō eiusdem domini Procuratore generali, vigesima nona Octobris, anno supra scripto. Sic signatum, LE. MAISTRE.

Reiglement & police sur le manient & distribution des deniers & finances du Roy.



ENRY par la grace de Dieu Roy de Frâce, à tous presens & à venir, Salut.Sçauoir faisons que pour pouruoir aux abus, fautes & maluersations qui se font par cy deuant commises, & commentent ordinairement au manient & administration de noz finances,tant ordinaires qu'extraordinaires, par aucuns de noz Recueurs generaux & particuliers, & autres noz Officiers comptables, leurs Cleers & commis, & à fin que chacun d'eux respectiuelement entende la forme qu'il deura d'oresnauant garder

au fait de sa charge, auons par ce present edict, perpetuel & irreuocable, dit,declaré,statué & ordonné:disons,declaron,statuons & ordonnons ce qui s'enſuit:

1 E T premierement,que d'oresnauant à commencer du premier iour de Ianuier prochain venant, si aucun des Thresories de France, ou generaux de noz finances obtiēt de nous quelque don, recompense ou autre bien-fait, pour remuneration de ses seruices,ou pour quelque autre cause & occasion que ce soit:nous voulons & entendons que le payement ou assignation qui luy en sera, & deura estre fait & baillé, ne soit à prendre sur aucun de noz Officiers comptables, ne des deniers & finances de la charge dont ils sont respectiuelement les estats, & sur lesquels ils ont chacun en son endroit le premier & principal regard : & ce sur peine de perdre la somme qui ainsi leur auroit esté donnee, & de n'en pouuoir iamais pretendre ne demander aucune chose.

2 A V C V N de nosdits Officiers ayant charge & manient de nosdites finances ne puisse entrer directement ou indirectement à faire quelque parti de deniers que ce soit, avec aucuns marchans soyent priuez ou estrangers,n'y autres personnes quelconques, sur peine de priuation de leurs estats, & d'amende arbitraire.

3 O V aucun de nosdits Recueurs generaux ou particuliers, ou autres nosdits Officiers comptables,& maniant finances se trouueroyent auoir prins ou retēu de noz deniers, pour les appliquer à leurs particuliers negoces & priuez affaires, & en faire leur proſfir, ou d'iceux en faire prest, soit pour acheter officiers pour eux, ou aucuns leurs parens, aliez,ou autres directement ou indirectement, ou appliquer à autres vsages que ceux pour lesquels ils sont receus,cueillis, & leuez,iouxe noz mandemens & ordonnances: nous voulons & enrendons la verification de ce preallablement & deuēment faite,que celuy, ou ceux de nosdits Officiers comptables qui aura commis telle faute,soit & demeure priuē en pure perte dudit office, lequel par mēme moyen sera déclaré vacant & impetrable, & en nostre pleine disposition, & celuy qui le tenoit condāné de nous en payer encores vne fois auant qu'il en auoit premierement payé, & outre déclaré inhabile de iamais tenir office de finances: & mesmes

Tomc second.

RRRR

De ne prendre aucuns dons par les Thresoriers generaux, sur les comptables de leurs charges

De ne trafiquer par les comptables avec personne.

De ne ſaider des deniers du Roy.

que ceux qui se trouueront auoir pris argent par prest de nosdits deniers ; ou gagné au lieu de nosdits Officiers comptables, soyent tenus & contrains le rendre & restituer, avec autre pareille somme pour la peine en quoy seroyent encourus pour la faute qui auroit par eux en ce faisant esté commise.

a) Voulés. C'est article est confirmé par autre ordonnance de Charles neuuiesme qui est cy deslous.

Diuision & nature des deniers que chacun des comptables doit payer.

4 VOYLONS^a & entendons aussi que tous dons, recompenses, pensions, biens-faits, remboursements de prests, deniers payez en nostre acquit, & toutes autres parties de fraix, voyages, & vacations qui sont & seront faits par nostre ordonnance, ou de gens de nostre priuée conseil, soyent d'oresnauant (à commencer comme dessus) entierement payez par le Thresorier de nostre espargne, & non par autre comptable, quel qu'il soit : à ce que par le seul compte de luy on puisse clairement voir & cognoistre ce qui aura esté par nous ordonné & payé pour les causes dessusdites. Aussi pour obtenir qu'il n'y ait aucunes desdites parties doublement payees pour mesmes causes par diuers comptables, & pour mieux observer ce que dit est, ordonnons que tous Receueurs generaux & particuliers manians nosdites finances, payent seulement ce qui est du deu & exercice ordinaire & accoustumé de leursdits estats & offices, chacun en son regard, & que lesdits Receueurs particuliers n'ayent à payer sinon, à sçauoir ceux de nostre domaine, les fiefs & auoismes, gages d'Officiers, fraix de iustice, ceuures & reparations, & autres charges ordinaires : & les autres Receueurs particuliers de noz autres deniers & finances extraordinaires, les gages d'Officiers & autres charges ordinaires & anciennes, si aucunes y en a sur leursdites receptes : & tout le residu des deniers d'icelles leursdites receptes, qu'ils aient respectiuellement à les porter, enuoyer & mettre es mains de leur Receueur general, suyuant nosdites ordonnances & estats qui pource leur en sont dressez par les Thresoriers de France, & generaux des finances, chacun en son regard : & lesdits Receueurs generaux es mains du Thresorier de l'espargne, ou à ceux qu'il y aura assigné par ces mandemens portans quittance, & non ailleurs, n'y autrement : leur inhibant & defendant d'autrement faire, sur peine de radiation & perdition pour eux de ce qu'ils en auroyent payé.

Mandemens de l'espargne seront contreroollez.

5 E r pource que nous sommes aduertis que nosdits Receueurs generaux, ou autres noz Officiers comptables (sur lesquels sont expediez noz acquits & mandemens patens, pour payer les parties qui sont par nous ordonnées aux denommees en iceux, ou bien les mandemens portans quittances que le Thresorier de nostre espargne leur & expedie par eux pour bailler en assignation) payent & acquittent qui bon leur semble, & delayent, & font attendre les autres, comme il leur plaist, ou bien composent desdits deniers avec les porteurs desdits acquits, ou mandemens, à leur plaisir & volonté, comme ils voyent leur commodité : nous voulons que tous mandemens portans quittance dudit Thresorier de l'espargne pour les parties qu'il aura assignees sur lesdits Receueurs generaux, ou aucuns d'eux, soyent par lesdits assignez presentez & exhibez aux Thresoriers de France, ou generaux des finances, selon la nature des deniers sur lesquels lesdits assignez deuront estre payez : pour par luy, & en presence du Contreroolleur general de la charge les faire payer & acquitter. Et à fin qu'ils n'ayent occasion d'en reuenir à plainte par deuers nous pour n'en auoir peu auoir payement tel ne si prompt que faire se deuroit, ils seront tenus prendre certification au bas dudit mandement, signee desdits Thresoriers generaux, & Contreroolleurs generaux, respectiuellement du iour qu'ils l'auront exhibé, & des causes pourquoy ne en auront esté satisfaits, ou bien retardez : autrement sans de ce faire apparoir ne seront receus à la reformation desdits mandemens, n'à demander nouuelle assignation.

Reuocation du don des estats de comptes.

6 DAVANT aussi qu'il est notoire que la plupart de nosdits Receueurs generaux, particuliers, & autres noz Officiers comptables contre la teneur de noz ordonnances, retiennent souuent les deniers par eux receus apres les termes de les payer escheus, & en demeurent en reste & reliqueurs enuers nous par la fin de leurs comptes, à fin d'y participer de quelque portion, ou cependant & durant le temps qu'ils les detiennent en faire profit puis apres en font aduertissement à aucuns Seigneurs, ou autres noz Officiers & seruiteurs pour en obtenir don de nous, en intention d'en composer avec eux pour vne petite portion, ou ainsi qu'ils peuent. A ceste cause pour y obuiuer, si aucuns dons auoyent esté par nous faits, ou estoient cy apres, à prendre sur les restes des comptes rendus, & clos en nostre chambre desdits comptes, depuis le premier iour de Ianuier mil cinq cens cinquantesix dernier passé nous les auons reuoeuez, cassez & annullez par ces presentes : & declaronz dès à present comme pour lors, tels dons qu'auroions ainsi faits, & que serions cy apres desdits restes, nuls & de nulle valeur. Et où aucune chose en vertu d'iceux leur en auroit esté ou seroit payee apres la publication de ces presentes, voulons nostre Procureur en icelle nostre chambre desdits comptes en poursuyre la repetition & restitution, & que le Receueur general desdites restes qui sera lors en exercice soit contraint d'en faire entiere recepte à nostre profit, sans en faire aucune reprise ou despense, pource que nostre vouloir & intention a esté & est que tous lesdits deniers qui se trouueront nous estre ainsi deus par la fin & arrest desdits comptes (suyuant autres noz lettres d'edict) soyent conuertis au rachat de nostre domaine.

Contreroolleurs ne seront patés, aliez, o udomestiques des Receueurs generaux.

7 E r pource que cy deuant a esté grandement abusé par aucuns de noz Receueurs generaux, lesquels pour frauder nostre ordonnance, ont fait prendre les offices de Contreroolleurs generaux de nosdites finances par personnes interposees, seruiteurs & domestiques, & pour eux payé les deniers à quoy iceux offices ont esté taxez : lesquels deniers ils ont prins, ou grande partie d'yeux, sur le fond de nosdites finances : nous voulons que par les Thresoriers generaux respectiuellement, chacun en ses limites, soit informé de ce que dessus : & où par ladite information se trouueroit estre ainsi, en ce cas

voulons

voulons qu'ils procedent à la suspension desdits Contreroolleurs, ainsi que dit est pourueus, & pareillement dudit Receueur general qui auroit commis telle faute, pour le temps qu'ils verront estre à faire par raison. Et pour obuier à l'aduenir que telles fautes ne se commettent, nous voulons aussi auant que pouruoir ausdits estats de Contreroolleurs, qu'il soit informé, si celui qui pouruoyra d'en estre pourueu d'aucun est parent, allié, ou seruiteur de celui qui sera Receueur general en la charge où il voudra entrer, & s'il a de soy moyens & facultez de la pouuoir recouurer du bien: pour ce fait en donner aduis, & y estre par nous pourueu ainsi que verrons estre à faire.

8 Et à ce que lesdits Contreroolleurs ne puissent prendre aucune excuse de bien & deuement exercer leurdits estats selon l'edict sur ce par nous fait, & autres declarations & amplifications qu'en auons depuis fait expedier, à ce aussi qu'ils ayent cognoissance des deniers qui seront & deuant estre receus en chacune de nosdites receptes generales: nous voulons & entendons que les Receueurs particuliers suies à icelles soyent tenus les aduertir chacun en son regard des deniers qu'ils y apporteront, & qu'ils representent au Thresorier ou general, & à luy les bourdreaux conrenans les especes & valeurs desdits deniers, qui ainsi seront par eux respectiuelement apportez, comme dit est par nos ordonnances sur ce faites: inhibant & defendant à nosdits Receueurs generaux de receuoir aucuns desdits deniers desdits Receueurs particuliers par leurs rescriptions, recognoissances, ou promesses, mais par leurs quittances en forme, & deuement contreroollées par ledit Contreroolleur general, & qu'en icelles lesdites especes soyent designees: sur peine ausdits Receueurs particuliers de perdicion de la somme qu'ils auroyent autrement baillée: & ausdits Receueurs generaux, de nous en payer pareille somme, & d'amende arbitraire. Et à ceste fin est ordonné ausdits Contreroolleurs generaux qu'ils ayent à resider au lieu où est deu la residence & exercice de leurdits estats, pour en personne y faire leur deuoir comme ils sont tenus, sans y pouuoir commettre, si ce n'est en cas de maladie, ou autre legitime empeschement.

9 Et pource qu'aucuns de nosdits Officiers comptables ont fait & font exercer leurdits estats où en donnent le manient & charge à aucuns changeurs, ou banquiers, qui souuent trient le fort d'auuee le foible, & changent, muent & billonnent les bonnes especes d'or & d'argent, qui leur sont baillées, soit par le Thresorier de nostre espargne, Receueurs generaux de nosdites finances ou autres nosdits Officiers comptables, sur qui ils ont esté & sont assignez, au grand preiudice de nous, & de ceux qui doyent receuoir d'eux le paiement de leurs estats & soulde, ou autre cause que ce soit. Voulans à ce obuier, & y donner ordre pour l'aduenir, auons inhibé & defendu, inhibons & defendons par cedités presentes, à tous nosdits Officiers comptables de ne bailler plus la charge, administration & exercice de leurdits estats, & manient de leurdits deniers à banquiers ou changeurs: ains voulons & entendons que leurdits estats soyent exercez, & leurdits deniers maniez & distribuez par eux-mesmes, ou leurs Clercs & commis, non de qualité susdite, selon le deu d'iceux leurdits estats & offices, & acquit du serment qu'ils y ont presté, sur peine de priuation d'iceux leurdits estats, & d'amende arbitraire, où se trouuera qu'ils facent le contraire.*

10 S V Y V A N T les ordonnances par nous cy deuant faites sur le fait de nosdites finances, mesmemet celles du mois de Septembre mil cinq cens cinquante deux, voulons & enredons que les Thresoriers de France, & generaux de nos finances, voyent, & verifient respectiuement par chacun quartier (iceluy escheu & passé) la recepte & despenze que lesdits Receueurs generaux de leurs charges y auront fait, pour scauoir & entendre quels deniers resteront à recouurer, les causes pour lesquelles ils n'auront esté recouurez, & les poursuites & diligences que lesdits Receueurs generaux chacun en son regard auront sur ce fait: à fin que s'ils y trouuoient quelque faute ou negligence, qu'il y soit par eux pourueu ainsi qu'ils verront estre à faire par raison, à la conseruation de nos deniers, & nous en aduertir incontinent, & les gens de nostre priué conseil: & en fin d'annee qu'ils voyent & verifient aussi leur estat de l'annee entiere: & iceluy signé d'eux nous l'enuoyent, & aux gens de nostre conseil, & de nos finances, ainsi qu'il est enioint & ordonné faire par lesdites ordonnances, que nous voulons en ce estre trefestoiement gardee & obseruee par lesdits Thresoriers & generaux, sur le deu de leurs offices.

12 Et où aucun desdits Receueurs generaux, ou autres nos Officiers comptables seroyent par nous pourueus cy apres d'autres estats & offices: nous n'entendons qu'ils y soyent receus, & instituez, ne qu'ils en entrent en exercice & iouissance, que preallablement ils n'ayent entierement rendu compte de leur administration & charge comptable qu'ils auroyent eue: & d'icelle payé & acquité le *debet & reliqua*, si aucun en y a par la fin, arrest, & closture de leurdits comptes: & qu'à ceste fin, suyuant nos anciennes ordonnances, les lettres & serment desdits offices soyent d'oresnauant adressees à la chambre desdits comptes, à laquelle nous defendons trefexpressément de receuoir lesdits comptables au serment qu'ils nous doyent, & sont tenus nous prestet, ny iceux instituer en l'exercice de leurdits estats, sinon que preallablement ils facent apparoir auoir entierement compté de leurdites charges, & payé ledit *reliqua*.

13 Et d'autant que pour faire garder & obseruer les choses dessusdites, & autres concernans le fait de nosdites finances, recouuremens & apport de nosdits deniers des receptes particulieres & generales, & des generales en nostre espargne, aux termes, & ainsi qu'il est amplement déclaré par nosdites ordonnance sur ce faites, il est besoin que les Thresoriers de France, & generaux de nosdites finances chacun en son regard soyent entretenus & conseruez en leurs autoritez & preeminences: nous vou-

Bordereaux où doyuent estre presentes.

De ne faire exercer par les Receueurs leurs charges par banquiers.

* L'article dixiesme de ceste ordonnance est au titre des Thresoriers des guerres. De verifien les estats des Receueurs generaux en fin de chachune annee.

Officiers comptables pourueus de nouveaux offices, ne seront receus qu'ils n'ayent compté de leurs charges.

Forme de proceder par suspension contre les comptables defaillans.

lons & entendons qu'ils puissent proceder sommairement & de plain, & sans forme ne figure de proces, à l'encontre des dessusdits noz Officiers comptables, qui se trouueront auoir failli & delinqué es choses dessusdites, ou aucunes d'icelles, & verification de ce par eux deuément faite, à la suspension desdits estats, & adjudication desdites peines, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles, dont nous nous sommes reservez la cognoissance, & icelle interdite & defendue à tous autres Iuges quelconques. Et en leur confirmant l'autorité à eux sur ce donnee par noz predecesseurs, & nous, & en icelle amplifiant, entant que besoin seroit, leur auons de ce faire donné & donnons pouuoir par cédites presentes, & de proceder par suspension, ou telles autres peines, multes & amendes qu'ils verront le cas le requérir, à l'encôtre d'iceluy, ou ceux de nosdits Officiers comptables, qui se trouueront auoir maluerse en leursdits estats.

14 T O U S noz Officiers comptables ordinaires & extraordinaires seront tenus porter ou enuoyer es chambres de noz comptes où ils sont comptables, leurs lettres d'offices, ou commissions, receptiōs & institutions en iceux, & les actes de leurs cautions, si aucunes ils en ont baillées, ou le vidimus d'icelles, ensemble la declaration du lieu de leurs demeures: c'est à sçauoir, ceux qui sont ia pourueus & instituez esdits offices & commissions, dedans trois moys apres la publication de cédites presentes, sur peine d'estre priuez de leurs gages, salaires & taxations: & ceux qui ne sont encores instituez ou pourueus, trois moys apres leur prouision ou commission, sur les mesmes peines. Et à ceste fin voulons qu'en chacune desdites lettres d'offices & commissions soit d'oresnauant mis clause adressante aux gens de nosdits comptes, pour icelles lettres d'office, ou commissions faire sommairement enregistrer par le Greffier de nostredite chambre: lequel sera tenu faire vn registre separé, contenant seulement le nom & surnom de chacun comptable, le iour & la prouision & institution en son office, ou commission, si la baillé caution ou non, de quelle somme, par deuant quel Iuge, quel iour, & les noms & qualitez de ses pleiges & cautions, ensemble de leurs certificateurs, & les lieux de leurs demeures, ensemble les domiciles, & le iour que le tout aura esté apporté ou enuoyé à nostredite chambre, comme dit est: lequel registre sera fait double, dont l'un demeurera au greffe de nostredite chambre, & l'autre sera baillé à nostredit Procureur general en icelle. Et le semblable entendons estre fait, & auons ordonné & ordonnons faire pour ceux qui seront commis par les Thresoriers de France, & generaux de noz finances par la suspension, ou decez d'aucuns nosdits Receueurs generaux ou particuliers, attendant qu'il y ait par nous esté pourueu. Esquelles commissions qui pour ce seront baillées & expedies pour suspensions par lesdits Thresoriers & generaux de nosdites finances, nous voulons qu'ils ayent à declarer respectiuelement les causes & occasions pour lesquelles nosdits Officiers comptables auront esté par eux suspendus de leursdits estats.

15 P O U R C E que noz Lieutenans generaux, & gouuerneurs des pays & prouinces de nostre Royaume, pays, terres & Seigneuries, ont par cy deuant commis, & pourront cy apres commettre, selon la necessité de noz affaires de guerre, aucunes personnes qu'ils cognoistront estre resseans & capables pour tenir le compte des bleds, vins, farines, & autres victuailles, & munitions leuees en essence sur noz suiets pour noz armées, tant par mer que par terre, ou pour autres noz affaires, selon l'occurrence d'iceux: nous voulons que tous ceux qui ont esté à ce faire commis par nosdits Lieutenans generaux, & gouuerneurs, qui n'ont encores rendu compte en nostre chambre des comptes de leursdites administrations, & semblablement ceux qui seront par eux cy apres commis, soyent aussi tenus porter, ou enuoyer en ladite chambre de noz comptes où ils seront comptables, leursdites commissions, ou vidimus d'icelles dedans ledit temps, & sur semblables peines d'estre priuez de leurs gages, salaires & taxations que dessus.

16 E T pour obuier aux longueurs & frais qui aduiēent d'enuoyer souuēt de noz Huiſſiers ou Sergens avec des roolles par toutes les prouinces, pour adiourner nosdits Officiers comptables à fin de venir rēdre leurs comptes, ou autres fins contenues es commissions sur ce decernees, voulons & nous plaist que d'oresnauant, à commencer comme dessus, tous nosdits Officiers comptables, tant ordinaires qu'extraordinaires, seront aussi tenus dedans ledit tēps de trois moys cy dessus declaré, eslire leurs domiciles en la ville où est establie la chambre de noz comptes, en laquelle ils sont tenus de compter, soit en la maison de leur Procureur en ladite chambre, ou autres personnes qu'ils aduifēront, en laquelle maison se feront d'oresnauant apres les assignations escheuēs, ausquelles ils sont tenus de compter, tous adiournemens, commandemens, significations, actes & autres exploits qui seront necessaires à la faire pour la reddition de leursdits comptes, & paiement du *debet & reliqua*, si aucun s'en trouue par la fin, arrest & closture d'iceux: lesquels exploits nous voulons estre valables, cōme s'ils auoyent esté faits en parlant aux personnes desdits comptables, & aux lieux de leurs demeures. Et laquelle election de domicile ils feront respectiuelement tenus faire enregistrer au greffe de nostredite chambre des comptes, avec leursdites lettres d'offices, commissions & autres choses susdites, par la maniere deuant decelace.

17 A D V E N A N T la mort de celuy en la maison duquel chacun comptable aura respectiuelement esleu son dit domicile, comme dit est, ledit comptable dedans trois moys apres ledit decez aduenu, & par luy sceu & entendu, sera tenu faire autre nouuelle election de domicile, & d'icelle porter ou enuoyer acte dedans ledit temps en nostredite chambre des comptes, pour y estre enregistré en la maniere susdite, sur ladite peine de priuation de ses gages, salaires ou taxations, & d'amende qu'il sera arbitré par nosdits gens des comptes.

Cōptables enuoyeront en la chambre la copie de leurs lettres, bail de cautions, & le lieu de leurs demeures.

Les commis des viures & munitions cōpteront en la chambre.

Tous comptables esliront domicile.

D'eslire, nouveau domicile.

Du reglement general des fin. & Offic. comptables. 1300

18 Le vidimus desdites lettres d'office, ou commissions desdits comptables, ensemble de leursdites institutions, cautions, declarations de leurs demeurances, & elections de domicile, seront par l'un des Greffiers de ladite chambre misés & enfilees par liasses, separees selon chacune charge, thesorerie & generalité de nosdites finances: & ceux des comptables prenans assignations en nostre esparagne, ou autres extraordinaires en vne autre liasse à part. Et sera par ledit Greffier baillé acte à chacun comptable de la reception desdits vidimus: le quel acte, ou copie d'iceluy il sera tenu rapporter, & en faire apparoir à la reddition du prochain compte qu'il aura à rendre, sur semblable peine que dessus. Pour lesquels actes & enregistremens ledit Greffier ne pourra prendre ou exiger, ne faire prendre ou exiger aucune chose.

Le vidimus des lettres d'office & autres seront mis au greffe de la chambre.

19 Que lesdits Thesoriers de France, & generaux de nosdites finances ne permettront d'oresnavant à aucuns Receueurs generaux ne particuliers de leurs charges, qui seront nouvellement pourueus desdits offices, eux immiscer, n'entremettre aucunement en l'exercice d'iceux leursdits estats, sans qu'ils ayent preallablement baillé bonnes & suffisantes cautions des sommes cy apres declarees: lesquelles cautions deuëment certifiees seront receuës par lesdits Thesoriers & generaux, chacun en son regard: ausquels nous enioignons tresexpressément s'enquerir diligemment des biens, facultez & suffisances desdits pleiges, cautions, & de leurs certificateurs: c'est à sçauoir chacun Receueur general de la somme de dix mille liures: & chacun Receueur particulier de ce que pourra monter la tierce partie d'un quartier de leursdites receptes, soit de nostre domaine, aides, tailles, gabelles, ou autre nostre reuenu, desquelles cautions, & certificateurs lesdits Receueurs generaux & particuliers seront aussi tenus rapporter autre acte sur leurs premiers comptes, sur peine de radiation de leurs gages. Entendons pareillement que nosdits Thesoriers & generaux ayent à eux enquerir diligemment & soigneusement des cautions ia baillées par lesdits comptables, pour les faire renououeller & amplifier, si besoin est.

Coptables n'entreront en leurs charges sans auoir baillé caution.

20 Et neantmoins enioignons ausdits Thesoriers & generaux, chacun en son regard, d'enuoyer par chacun an en nostre chambre des comptes autres semblables actes desdites cautions: & pareillement de celles qu'ils feront renououeller, quand ils veront que besoin en sera: & ce par inuentaires signez de leurs mains, qu'ils feront faire doubles à fin que par ladite chambre leur en soit baillé vn semblable pour leur descharge, comme il est accoustumé. Lesquels inuentaires & actes de cautions seront mis es liasses de chacune thesorerie & generalité, avec les vidimus des lettres d'offices, commissions & elections de domicile desdits Officiers comptables, dont mention est faite cy dessus.

Actes de caution seront enuoyees en la chambre chacun an.

21 Tous nosdits Officiers comptables, tant ordinaires qu'extraordinaires prenans assignation en l'esparagne, & qui ne sont souz la charge des Thesoriers de France & generaux de nos finances, seront d'oresnavant tenus faire prester le serment en nostredite chambre des comptes dedans troys mois apres le iour de leur prouision, & auant que pouuoir entrer en la iouissance & administratiõ de leursdits offices. Seront aussi tenus bailler bonnes & suffisantes cautions de telles sommes raisonnables & moderees que lesdits gens de nos comptes arbitreront à leur reception, ouy sur ce nostre Procureur general en ladite chambre: & ce par deuant nostre Preuost de Paris, Iuges presidiaux où elseus des lieux où ils seront demeurans. Les actes & obligations desquelles cautions lesdits comptables rapporteront dedans lesdits troys mois apres leursdits sermens & institutions en nostredite chambre, pour estre enregistrez ainsi que dessus est dit, sur peine d'estre priuez des taxations, gages & salaires qu'ils pourroyent pretendre auoir deslerui & merité au fait & exercice de leursdites commissiõs & offices.

Coptables qui doyuent faire le serment en la chambre.

22 D'oresnavant iceux nosdits comptables, tant ordinaires qu'extraordinaires, & pareillement ceux qui ont resigné, & non compté de leurs charges & administrations, seront pareillement tenus suyuant l'ordonnance faite par le Roy nostre treshonoré Seigneur & pere (que Dieu absolve) au mois de Iuin, mil cinq cens trentedeux, presenter leurs comptes entiers es chambres de nos comptes, où ils seront comptables, dedans le temps à eux prefix & assigné par lesdites ordonnances, departement & assignations sur ce faits, ou que seront lesdits gens de nos comptes, sans qu'il soit plus besoin, le iour de ladite assignation passé, les faire conuenir ny adiourner pour ce faire, attendu que le iour contenu esdites ordonnances les y interpellé. Et à faute de ce faire, dedans la huitaine apres ensuyuant voulons & entendons qu'ils soyent condamnez par nosdits gens des comptes en l'amende de quarante liures parisis enuers nous pour la premiere fois, ou autre plus grande, selon l'administration de laquelle ils auront à rendre compte. Et si dedans vn mois apres ils ne purgent leur contumace, ladite amende doublera: & consequemment de mois en mois, sans autre interpellation ne declaration, & sans que lesdits gens de nosdits comptes en puissent aucunement dispenser, sur peine de sen prendre à eux. Et pour obuier que aucun desdits comptables ne puisse cuiter l'amende, n'ayant compté au temps qu'il deuoit compter par icelle esdites ordonnances, voulons & nous plaist que les auditeurs de nosdits comptes, quand ils voudront faire rapport de quelque compte qui leur aura esté distribué pour en faire l'examen, qu'au commencement de leur rapport, soit par luy fait aduertissement au bureau du temps dudit compte, & du iour qu'il aura esté présenté, & si le temps prefix de compter par icelle esdites ordonnances est expiré & passé, ou non à ce que ne puissions estre frustrez de l'amende, qui pour ce nous seroit acquise.

De la presentation des copies en la chabre & des peines & amendes itrogees a faute de ce faire.

23 DESQUELLES amendes nous voulons qu'il soit fait registre par le Grefier de nostredite cham

Que registre sera fait desdites amendes.

bre, & l'extrait d'iceluy registre signé dudit Greffier, baillé à nostre Receueur des restes desdits comptes, & qu'icelles amendes soyent executables sur les condamnez & defaillans, chacun en son regard, tout ainsi, & en la propre forme & maniere que seroit, & pourroit estre le debet principal du compte.

De l'adiudication & pourfuite desdites amendes.

24. Et seront tenus noz Aduocat & Procureur general en nostredite chambre, les premiers iours ordinaires de chacun moys, aller au bureau d'icelle chambre, & faire recit de toutes les assignations desdits comptables qui seront escheuës, & les faire enregistrer par l'un de nosdits Greffiers. Et incontinent le moys expiré porteront au bureau le registre de toutes lesdites assignations pour le fait desdites amendes: lesquelles le iugeront promptement par nosdits gens des comptes par ce que par nosdits Aduocat & Procureur sera requis: sans qu'il soit besoin aucunement faire appeller la partie: & seront executables en vertu des mandemens desdits gens de noz comptes, sur les condamnez, ainsi que deuant est dit: si ce n'est qu'il y eust excuse legitime pour purger leur contumace: à laquelle proposer ils seront receus, en consignat preallablement par prouision l'amende en laquelle ils auront esté cōdamnez, & non autrement. Et seront tenus icelle prouuer à leurs despens (nostre Procureur ou son substitut sur les lieux appelle) dedans vn bref & seul delay, qui leur sera pour ce prefix par lesdits gens de noz comptes, selon la distance des lieux de leurs residences pour trois delais: les ordonnances faites sur ladite reddition des comptes, pour le regard de la faicte des biens desdits comptables, suspension & priuation de leurs offices, à faute de faire, demeurans neantmoins en leur force & vertu, & sortiffans leur plein & entier effect. En quoy toutesfoi s n'entendons comprendre les vesues, heritiers, biens tenäs, ou ayans cause des comptables decedez, pour le regard desquels sera procedé par vn seul adiournement, & faicte des biens desdits comptables, & six moys apres la vendition d'iceux, s'il n'y a excuse legitime proposee dedans ledit temps: combien que par l'ordonnance aussi faite par feu nostredit Seigneur & pere au moys de Mars, mil cinq cens quarantecinq, on puisse proceder quatre moys apres à la vendition desdits biens faisis: lequel delay nous auons pour aucunes considerations à ce nous mouuans prorogé & prorogeons de deux moys, de grace speciale par celsdites presentes.

Forme de proceder aux faictes par les Huissiers, & qu'ils seront instruits par les Iuges des lieux des biens des comptables.

25. Et pource que la plupart du temps les Huissiers ou Sergens qui sont enuoyez par nosdits gens des comptes pour faire les adiournemens, significacions, faictes & autres contraintes, & exploits necessaires à l'encontre desdits comptables, s'excusent qu'ils ne peuent trouuer les biens, soyent meubles ou immeubles des condamnez, en sorte que nous demeurons sans estre payez: nous voulons, ordonnons & nous plaist, que noz Officiers des sieges presidiaux, Eueues, Aduocats, & Procureurs des lieux où sont demeurans lesdits comptables, & lesdits heritages assis, instruiront, & informeront les Huissiers & Sergens, porteurs des commissions de nosdits gens des comptes, des biens meubles & immeubles d'iceux comptables: & procederont ou seront proceder diligemment à l'execution d'icelles, qui leur seront adressées pour la vente desdits biens meubles, criees, subhastations & adiudications des immeubles. Et seront le semblable contre les fermiers & tous autres qui nous seront demeurtez redeuables d'aucuns noz deniers en noz receptes generales, & particulieres, pour euitier les grans frais & pertes qu'il nous a cy deuant conuenu supporter tant par la faute de nosdits Officiers, qui n'y ont tenu la main, qu'au moyen des reprises desdits restes en non valoirs, & deniers comptez & non receus. Lesquelles reprises nosdit Receueurs sont contrains faire en la deduction de leurs comptes, en certifiant nosdits gens des comptes de trois moys en trois moys desdites pourfuites, sur peine de la radiation de leurs gages, & autres peines & amendes que lesdits gens de noz comptes arbitreront & verront estre à faire, & de nous en prendre à iceux nosdits Officiers en leurs propres & priuez uoms. Et à ceste fin où ils seront defaillans enioignons ausdits gens de noz comptes de nous en aduertir, & enuoyer vn roolle des noms & surnoms desdits defaillans, pour pouruoir aux offices d'iceux defaillans, sans que pour ce il soit besoin les appeller, ou faire autre declaration que celle que dessus est dit, attendu le serment qu'ils ont à nous, & les dommages & interets qu'auons supportez & supportons par leur dite negligence.

De faire l'estat des comptables à la fin de chaque annee.

26. Et pour oster toutes excuses à nosdits comptables de ne compter au temps prefix par nosdites ordonnances, nous voulons que les Thresoriers de France, & generaux de nosdites finances, chacun en son regard, procedent diligemment à faire par chacun an lesdits estats de Receueurs de leurs charges, à la fin desquels ils feront d'oresnauant mention des lieux, & iours que les acquits, & pieces pour faire lesdits estats leur auront esté & seront presentez, & le nom de celuy, ou ceux qui les leur auront presentez, soit le comptable, son commis, ou autre: aussi le iour que lesdits estats auront esté arrestez & deliurez à nosdits comptables, à fin qu'à faute desdits estats lesdits Receueurs ne prennent plus excuse de n'auoir peu compter dedans le temps à eux prefix & limité par nosdites ordonnances, comme plusieurs d'entr'eux ont par cy deuant fait: & à ce aussi que nosdites gens des comptes puissent mieux cognoistre de qui pourra proceder ladite faute & retardation, soit du Thresorier, ou general, qui auoit à faire ledit estat, ou du comptable, pour en faire la correction & punition telle que le cas le requerra.

Des parties rayees & supercedees.

26. Vo v r o n s que les debets procedez d'aucunes parties, qui auront esté rayees, sauf quelque tēps qui aura esté arbitré & prefix par lesdits gens de noz comptes, durant lequel temps ils auront ordonné iceux debets estre d'autāt supercedez, seront apres ledit temps expiré baillees au Receueur general des restes des comptes, à recouurer sur lesdits comptables qui sont vians, tout ainsi que le debet de Clair d'iceux leurdits comptes. Et si en faisant par les Clercs, Huissiers, ou Serges, que ledit Receueur general

general des restes des comptes enuoyera au recourement desdits debets supersedez, il se trouue que aucuns desdits comptables soyent decedez dedans le temps & delay qui leur auoit esté baillé pour pouruoir à la charge desdits debets, & satisfaire aux arrestz de nostredite chambre, en ces cas sera apporté acte iudiciairement fait (nostre Procureur appellé) des iours du trespas des decedez. Et neantmoins ne sera différé de proceder par saisie des biens d'iceux comptables pour la seurété de noz deniers : & au regime & gouuernement desdits biens establir Commissaire resléant & soluable, à la charge de nous en rendre par luy compte : desquelles saisies & attestations ledit Receueur general desdites restes sera tenu faire apparoir à la reddition de ses comptes : & ce pendant les vesues & heritiers desdits comptables decedez se pourront retirer par deuers nous, ou lesdits gens de noz comptes, pour leur estre sur ce pourueu comme de raison : & ausquels gens de nosdits comptes nous auons entant que besoin seroit, de ce faire donné & donnons plein pouuoir, puissance & autorité par cesdites presentes. Auons pareillement ordonné & ordonnons, que tous Commissaires establis au regime & gouuernement des biens saisis sur nosdits comptables, rendront compte à nostredite chambre des comptes : & enioignons trespressement à nostre Procureur en icelle, d'en faire les diligences & poursuittes necessaires.

28 E r pour obuier aux fautes qui se pourroyent cōmettre en l'emplissage des quittances des Thresoriers de nostredite Espargne, nous voulons & ordonnons que d'oresnauant à commencer comme dessus, dans toutes leurs quittances les especes soyent amplement declarees, la nature des deniers, & les noms des Clercs, ou Clerc qui aura conduit & apporté lesdits deniers : à ce aussi que les Thresoriers de France, & generaux de nosdites finances puissent mieux, & plus seurement verifier les frais qui se font iournellement par nosdits Receueurs generaux pour la conduite, port, & voiture des deniers qu'ils enuoyeront des lieux de leurs receptes generales en nostredite Espargne : & qu'on ne les puisse amplifier ny estendre outre la verité comme quelquefois est aduenu, ainsi que sommes deuement aduertis.

D'inserer aux quittances les especes & nature de deniers.

29 F E R O N T aussi lesdits Thresoriers de nostre Espargne d'oresnauant distinction en la recepte de leurs comptes & chapitres separez, des deniers qu'ils auront receus contant en nostredite Espargne, & de ceux qu'ils auront assignez & appointez par leurs mandemens portans quittances sur lesdits Receueurs generaux de noz finances & chacun d'eux respectiuellement, lesquels nosdits Receueurs generaux seront aussi de leur part le semblable.

Distinction des deniers contans & assignez.

30 E r pour euitier aux falsifications qui cy deuant ont esté quelquefois commises de plusieurs mandemens portans quittance des Thresoriers de nostre Espargne, à fin aussi que lesdits Receueurs generaux de noz finances, ou leurs commis, ne puissent estre si facilement illudez ne surprins comme aucuns d'eux ont cy deuant esté : iceux Thresoriers de nostredite Espargne escriront de leurs mains à costé de luy seing, en chacun desdits mandemens, ces mots, M A N D E M E N T P O R T A N T Q U I T T A N C E D U T H R E S O R I E R D E L' E S P A R G N E. Et au dos d'iceluy, qui sera contreroolé par le Contreroolleur general de nosdites finances, sera aussi escrit quelques mots de sa main, pour estre mieux recogneus. Et dessous seront escrits & endosseés les bordeteaux des especes d'or & monnoye, esquelles lesdits mandemens auront esté & seront acquittez & payez, & les feurs & prix ausquels elles auront esté baillées. Lequel bordereau contiendra aussi le iour de la deliuitance d'iceux deniers : & sera signé dudit Receueur general ou son commis, qui les aura deliurez, & de celuy qui les receura, pareillement du Contreroolleur general, chacun en sa charge : lesquels outre leursdits seings, mettront leurs qualitez, & l'escrirent de leurs mains, pour plus grande certitude & approbation.

De cōtrōller les quittances & bordeteaux en l'Espargne.

31 E r pource qu'aucuns desdits Receueurs particuliers, tant de nostre domaine, qu'aides & tailles, ont par cy deuant esté pareillement quelquefois surpris d'acquits & mandemens patens supposez, à eux adressans, lesquels se font trouuez faux & contrefaits : nous leur inhibons & defendons de payer cy apres aucunes sommes de deniers en vertu d'aucuns noz acquits & mandemens patens, à quelque personne, & pour quelque cause & occasion que ce soit, encores qu'ils eussent cognoissance que lesdits acquits fussent bons & valables, & par nous bien & deuement expediez, & que par iceux mesmes fust derogé à ceste presente nostre ordonnance, & autres à ce contraires : mais deliueront tous les deniers de leursdites receptes aux Receueurs generaux de noz finances respectiuellement, & lesdits Receueurs generaux de nostre Espargne, suyuant ce qu'il leur est enioint faire par les ordonnances, tant anciennes que modernes, faites sur le fait, ordre & distribution de nosdites finances, & ce qu'en est dit deuant par l'article quatriesme.

Receueurs particuliers ne paieront menues parties é vertu des mandemens.

32 P A R E I L L E M E N T que les roolles & certifications que les Receueurs ordinaires de nostre domaine ont de coustume, & sont tenus rapporter sur leurs comptes, des amendes, confiscations, aubeines, quintz & requints, lots & vêtes & autres profits feodaux soyent d'oresnauant, à commencer cōme dessus, certifiez & signez de noz Aduocat & Procureur des lieux, & de nostre Greffier : ausquels & à chacun d'eux nous enioignons dece faire, sur peine de radiation de leurs gages, & d'amende arbitraire : & sans poutce prendre par eux aucun salaire. Voulös aussi que tous les Preuosts des Mareschaux de nostre Royaume ayent à bailler, ou faire bailler par leurs Greffiers tous les ans au Receueur de nostre domaine des lieux où leursdits Preuosts sont establis, roolles signez de leur dit Greffier, de toutes les amendes, forsaitures & confiscations qu'ils nous auront adiugees par chacune annee, & ce à peine de priuation de leurs estats : & enioignons à nosdits Receueurs de ne failir à les rapporter à la red-

Roollés d'amendes & confiscations, par qui doyuent estre signez.

dition de leurs comptes, & à nous tenir compte desdites amendes, forfaires & confiscations.

De faire recepte
entiere, par les
noz finances, & autres, chacun
à reprendre.

33 LESDITS Receueurs generaux de nosdites finances, Receueurs particuliers de noz domaine, aides, tailles, & tous autres comptables qui doyent compter par estat, seront tenus faire recepte entiere suyuant les estats qui leur seront faits, & baillez par les Thresoriers de France, & generaux de noz finances, & autres, chacun en son regard : lesquels ils rapporteront sur leurs comptes pour verification de leurs receptes, sans plus coucher aucunes parties de leurdire recepte en neâr, encores qu'ils ne les ayent receuës, ny attendre qu'ils soyent condamnez & contrains par les gens de noz comptes à faire ladite recepte entiere, suyuant lesdits estats : sauf toutesfoiſ ausdits Receueurs generaux, particuliers, & autres comptables, de faire ladite recepte par protestation. Et à la charge d'en reprendre en despense ou chapitre de deniers comptez, & non receus, ce qu'ils n'auroyent actuellement receu : ce que nous leur permettons faire par celdites presentes : en ordonnant à nosdits gens des comptes de leur faire droict en ladite reprise, ainsi qu'ils verront estre à faire par raison, ayant esgard au temps, à la nature desdits deniers, à la qualité de ceux qui les doyent, & aux diligences que lesdits comptables auront faites en temps & lieu contre lesdits receuables.

Acquits pour
dons ou rem-
boursemens.

34 LES acquits & mandemens patens que nous auons cy deuant fait expedier, soit pour dons, remboursemens de prests, ou pour autres causes, à prendre par les mains des Receueurs generaux de noz finances, & par celuy ou ceux d'entr'eux qui mieux le pourra, ou pourroit porter en tout, ou partie seront acquitez : en escriuant toutesfoiſ au dos d'iceux les payemens que chacun Receueur general aura fait & fera sur les originaux desdits acquits, desquels il prendra le vidimus, qui contiendra lesdits endossemens. Et celuy qui fera le dernier & parfait payement rapportera les originaux d'iceux acquits, & les quittances des parties prenants, & autres pieces, dont par iceux originaux ils seront chargez. Lesquelles quittances seront aussi mention des Receueurs generaux, par les mains desquels ils auront receu le surplus des sommes portees par lesdits acquits, à fin que plus facilement la correction du payement de telles parties se puisse faire. Et si ledit payement se trouue auoir esté fait par aucuns desdits Receueurs generaux non comptables en nostre chambre des comptes à Paris, nous voulons les parties ainsi payees estre tenues indecises par les parties prenants, iusques à ce que la correction d'icelles ait esté faite sur les comptes des autres Receueurs qui sont comptables ailleurs qu'en nostre dite chambre des cōptes de Paris. Pour faire laquelle correction nostre Procureur general en nostre dite chambre aura communicatiō ou extrait, si bon luy semble, desdites parties ainsi charges de ladite indecision, pour enuoyer iceluy extrait diligemment à noz Procureurs des autres chambres de noz comptes, pour de leur part faire faire ladite correction : ausquels & à chacun deux en son regard, nous enioignons tresexpressément de ce faire, sur peine de nous en prendre à eux. Apres laquelle correction & verification ainsi faite, nous voulons lesdites indecisions estre leuees, & non autrement. Et si lesdits acquits & mandemens patens sont entierement acquitez par vn seul Receueur general, iceluy sera tenu les rapporter sur son compte, avec quittances des parties prenants, portant certification d'eux aux gens de noz comptes, & à tous autres qu'il appartiendra, qu'en vertu desdits acquits ou vidimus d'iceux ils n'ont receu des autres Receueurs generaux de nosdites finances, aucunes autres sommes pour les mesmes causes. Desdant tresexpressément ausdits generaux de noz comptes de ne passer & allouer es comptes desdits Receueurs generaux en vertu desdits acquits, ou vidimus d'iceux aucunes parties, si elles ne sont endossees, ainsi que dit est, & que lesdites quittances ne portent lesdits payement & certification telles que dessus est dit.

De l'estat final
des comptes, &
des parties qui
doyent estre cō-
muniqees au
Procureur du
Roy.

35 D'ORESNAVANT, à commencer comme dessus, les Auditeurs de nosdits comptes seront tenus faire vn memoire & aduertissement en la fin des estats finaux des comptes qu'ils auront examinez & rapportez de toutes les parties qu'en chacun desdits comptes auront esté ordonnees estre cōmuniqees à nostre Procureur general en nostre dite chambre des comptes : & pareillement de celles sur lesquelles aura esté & sera mis à compter par les personnes, souz les noms desquels elles seront employees esdits comptes, & qui ne sont en charge, ne pourueus d'offices, ou commission comptable, ne les parties à eux payees, couchees & employees esdits comptes, ou au chapitre des comptables : à fin que nostre dit Procureur general en ait plus prompte cognoissance, pour faire conuenir ceux qui en doyent compter, & les contraindre à ce faire, sans auoir la peine de visiter & fueilleter tous lesdits comptes : sur peine à l'Auditeur qui sera defaillant de ce faire, de cent liures parisif d'amende, & d'autres plus grandes peines à nous à appliquer, qui sera aduise & arbitré par nosdits gens des comptes, leur donnant, tant que mestier seroit, pouuoir de ce faire. Et neantmoins nous enioignons à chacun de nosdits Auditeurs respectiuent de ce faire, pour le regard des comptes ja rendus & clos, si fait n'a esté, tant pour le regard de telles & semblables parties, que pour les Officiers & commis comptables, ordinaires & extraordinaires, si aucuns en y a qui n'ayent encores compté du temps passé.

De rapporter
par les comp-
tables bourde-
reaux

36 Et pource que les fautes principales qui se commettent chacun iour par nosdits Officiers comptables prouiennent de ne garder par eux soigneusement les ordonnances par nous faites, de rapporter par eux chacun en leur regard sur leurs comptes, les bordereaux des sommes par eux receuës, cōme doyent, & sont chargez faire par icelles nosdites ordonnances : nous auons ordonné & ordonnons ceste fois pour toutes, que nosdits Receueurs particuliers, ou leurs commis, seront tenus bailler aux Receueurs generaux de nosdites finances, bordereaux signez de leurs mains des sommes qu'ils leur

fourniront, selon & à mesure qu'ils leur deliureront lesdits deniers de leurs receptes, contenant le nombre des especes d'or, d'argent, testons & quantité de monnoye qu'ils leur auront deliurees, & les prix & valeurs d'icelles distinctement & particulierement par chacune desdites especes, sans plus les mettre en termes generaux. Lesquels bourdereau iceux nosdits Receueurs generaux seront tenus rapporter sur leurs comptes pour verification de leurdites receptes: lesquelles lesdites especes seront aussi declarees es quittances qu'ils en bailleront ausdits Receueurs particuliers, à peine de radiation de leurs gages. Et pour obuier aux fautes qui s'y pourroyent commettre, nous voulons qu'iceux nosdits Receueurs particuliers tiennent d'oresnauant vn registre & journal de tout l'argent qu'il leur sera apporté, soit par les collecteurs de noz tailles, fermiers, ou autres quels qu'ils soyent, qui ont à leur apporter & bailler deniers: auquel registre ils ne faudront à escrire fidelement la recepte qui ainsi aura esté par eux faite, de qui, quād, où, & en quelles especes: à sçauoir, d'vn tel collecteur de telle parroisse, receu la somme de tant, tel iour, en tel lieu, & en telles especes, sans y faire faute aucune, à peine d'estre punis comme infracteurs de nosdites ordonnances, & estre reputez faulxaires: & sur iceux registres seront leurdits bourdereaux, qu'ils bailleront à nosdits Receueurs generaux, qui en rapporteront autant sur leurs comptes, pour la verification de leurdites receptes.

37 VOULONS pareillement que tous comptables prenanz assignation en nostredite Espargne, mesmement les Thresoriers de l'extraordinaire, des guerres, de l'artillerie, de la marine, constructiōs des places, ou nauires, reparations & aduitaillemens, & autres comptables qui n'ont gages certains & limitez, & ausquels conuient faire par chacun an, ou quand ils en comptent, taxations pour raison de leurs charges & administrations, serōt aussi tenus rapporter sur leurdits comptes les bourdereaux des sommes de deniers qui leur auront esté deliurees en nostredite Espargne, ou par les Receueurs generaux de nosdites finances, sur lesquels ils auront esté assignez par les mandemens portans quittances desdits Thresoriers de nostre Espargne: lesquels bourdereaux contiendront le nōbre de chacune espeece d'or, d'argent, testons, & quantité de monnoye, distinctement & particulierement, comme dessus, les valeurs & prix ausquels elles leur auront esté baillees, & en quel lieu: & seront signez desdits Thresoriers de nostre Espargne, ou de leur commis principal, qui aurōt fourny lesdits deniers pour le regard des deniers qu'il leur baillera contans, & des Receueurs generaux, chacun en son regard, sur lesquels lesdits mandemens portans quittance auront esté leuez & assignez, ou de leurs principaux commis, desquels commis ils nous demeureront respectiuelement responsables, cōme dit est, le tout à peine d'estre declarez estre encourus au crime de peculāt à faute desquels bordereaux nous defendons aux gens de nosdits comptes faire aucune taxation ausdits comptables extraordinaires: Et si par la closture de leurs comptes ils se trouuent redevables enuers nous, leur seront promptement vuidier leurs mains dudit debet & reliqua de compte à quelle somme qu'il se puisse monter. Et là où nosdits Thresoriers de France, generaux de nosdites finances, Contreroolleurs & Receueurs generaux, ou aucuns d'eux se trouueront desobeissans & contreuenans chacun pour son regard à nostredite presente ordonnance, nous voulons que pour la premiere fois ils soyent prieuez de leurs gages, & suspendus de leurs estats pour trois ans: & pour les autres, prieuez du tout, & condamnēz en amende pecuniaire enuers nous, selon qu'il sera arbitré par nosdits gens des comptes, ausquels nous mandons ainsi le faire sans difficulté. Et generalement voulons qu'aucun comptable ne soit exempt de rapporter bourdereaux, sur les peines susdites.

38 E T parce qu'auons entendu que les abus qui ont cy deuant esté commis aux taxes des frais de noz Receueurs generaux pour la conduite, port & voiture des deniers qui seront enuoyez des receptes generales en nostre Espargne, soit à Paris, ou pres de nous, & à nostre suite, procedent non seulement de la faute de nosdits Receueurs generaux, mais aussi en partie d'aucuns des Thresoriers & generaux de noz finances qui les taxent à leur plaisir, & ainsi que bon leur semble, & pour gratifier à nosdits Receueurs generaux y employent autant de voyage de Clercs comme il y a de quittances signees du Thresorier de nostre Espargne, encores que quelques fois vn seul Clerc, & à vn seul voyage ait apporté & conduit en nostredite Espargne la mesme somme, dont neantmoins ont esté expedies trois ou quatre quittances, selon la somme apportee, & la nature des deniers: & par ce moyen lesdits frais semontent deux fois autant qu'ils deuroyent, & sont ordinairement d'vn voyage deux ou trois: nous voulons & ordonnons que nosdits Thresoriers & generaux, & pareillement les Contreroolleurs generaux de nosdites finances, chacun en son regard, gardent & obseruent ce qui leur a esté enioint & ordonné faire par les edicts de leurs creations: & que suyuant iceux ils fassent respectiuelement bons & loyaux registres des iours du parlement des Clercs portans & conduisant lesdits deniers, & pareillement du nombre des charges & voitures qu'ils conduiront: & de regarder si tost qu'il y aura somme notable entre les mains de noz Receueurs generaux, de la faire enuoyer, conduire, & apporter en nostredite Espargne, & tenir bon registre de la reception & deliurance desdits deniers: à sçauoir, A TEL CLERC TEL IOVR FVT DELIURE TELLE SOMME POUR PORTER A L'ESPARGNE, QUI ESTOIT ENTIEREMENT TOUT CE QUE LE RECEVEUR GENERAL AVOIT EN SES MAINS: & baillera pareillement ledit Receueur general au Clerc qui en aura la charge & conduite, vn bourdereau signé de sa main, & dudit Thresorier general chacun pour son regard, pareillement du Contreroolleur general, contenant toutes lesdites especes par le menu, ainsi que deuant est, sans dire, Tant en escus, & le surplus en testons & monnoye: mais vou-

Idem.

Frais de port & voiture.

lons que toutes lesdites especes y soient distinctement & par le menu declarees, comme dit est : savoir est, tant en escuz, tant en ducats, tant en testons, tant en douzains, tant en Mars, tant en doubles : & generalement de toutes les especes desquelles les sommes seront fournies : lequel bordereau sera baillé au Thresorier de nostre Espagne, ou son principal commis : lequel Thresorier de nostredite Espagne sera tenu le rapporter en la recepte de son compte : & autant seront tenus en rapporter chacun de nosdits Receueurs generaux respectivement en la despenſe du sien, pour oster tout le moyen, tant du billonnement que de la conuersion & changement de nosdites monnoyes : à quoy ne seront fautes à peine de priuation de leurs gages, & suspension de leurs estats, par trois ans pour la premiere fois, & pour les autres, de priuation de leurs offices, & autres plus grandes peines & amêdes que nosdits gens des comptes arbitreront : ausquels nous donnons pouuoir, iurisdiction & autorité de ce faire, sans qu'il soit besoin en auoir plus ample declaration de nous. Mandons en outre à nostre Procureur general en nostredite chambre present & à venir, de pourſuyure en toute diligence le iugement desdites peines contre les defaillans & transgresseurs de nostredite presente ordonnance, & à nosdits gens des comptes de n'en disperser, & aucunement auoir esgard à quelques lettres de dispense que nous aurions sur ce octroyees : mais ayent à icelle nostredite ordonnance faire entierement & inuolablement garder, obseruer, & entretenir trestreſtoitement, à peine de nous en prendre à eux en leurs propres & priuez noms.

Taxe & payer
de frais.

39 Et quant ausdites taxes & cayer des frais de nosdits Receueurs generaux, voulons & entendons qu'incontinent apres chacun voyage fait ils soyent par nosdits Thresoriers de France, & generaux de nosdites finances respectivement taxez & arretez, appellé avec eux ledit Contrerolleur general de leur charge : & ce sur les declarations en papier qu'en bailleront lesdits Clercs, contenant lesdits frais par le menu, avec les quittances originales dudit Thresorier de nostre Espagne, que voulons estre inserees en la fin desdites declarations. Et auons defendu & defendons ausdits Thresoriers de France, & generaux de nosdites finances, chacun en son regard, de ne taxer aucun voyage pour port, conduite, & voiture de deniers à aucun Clerc, si ce n'est à ceux qu'ils trouueront sur leur registre, duquel ils feront respectivement mention dedans ledit cayer. Et ne procederont au fait desdites taxes de frais, sans auoir prealablement veu lesdites quittances, tant du Thresorier de nostre Espagne, que des Clercs qui auront conduit, fait porter, conduire, voiturier, & deliurer lesdits deniers : & pareillement les quittances ou certifications du Thresorier de nostre Espagne, ou de son commis, souz le nom du Clerc qui aura fait la conduite, & deliurance desdits deniers. En la fin desquelles declarations de frais lesdits Thresoriers & generaux feront & expedieront respectivement leurs certifications de verification qu'ils en auront faite, & de la somme à quoy ils les auront arretez, signez d'eux & desdits Contrerolleurs generaux, chacun en sa charge, sans plus les remettre par eux à les taxer & arrester en fin d'annee, ne les comprendre en vn seul roolle ou cayer de parchemin, comme a esté cy deuant fait, à peine à nosdits Thresoriers generaux, & Receueurs, là où ils seront autrement, de priuation de leurs estats, & de quatre mille liures paris de amende : laquelle peine nous voulons estre iugee par nosdits gens des comptes en procedant par eux à l'examen, arrest & closture des comptes de nosdits Receueurs generaux : & si auons defendu & defendons à tous Clercs & cômises de n'en passer aucune quittance, s'ils n'ont fait le voyage, & de telle somme qu'ils auront receuë, sans la faire de plus grand somme, à peine d'estre punis comme faussaires. ^a

a] L'article suyuant 40. est au tiltre des Thresoriers des guerres.

Retenion de deniers, & des amendes & punition qu'en ensuyuent.

40 Et pource que la plupart de ceux qui manient nosdites finances retiennent en leurs mains tousiours fonds de noz deniers, nous auons par cy deuant fait aucunes noz ordonnances declaree les peines, esquelles nous voulons ceux de nosdits comptables, qui se trouueront reliquiteurs enuers nous de plus de deux cens liures tournois par la fin de leurs comptes estre condamnez : & voulons que pour ceste retention & faute par eux commise ils fussent condamnez enuers nous au quadruple : toutefois nous auons depuis moderé ledit quadruple au double seulement, laquelle ordonnance, neantmoins nosdits gens des comptes n'auoyent fait garder, ny obseruer. D'auantage, pource qu'il y a plusieurs de nosdits comptables qui retiennent grosses sommes de deniers, souz couleür de leurs salaires, frais & taxations, & encoures que par les ordonnances faites par le Roy nostre treshonoré Seigneur & pere (que Dieu absouue) à Chasteaubriant en l'an mil cinq cens trentedix, il leur soit expressément defendu, sur peine de confiscation de corps & de biens : neantmoins nosdits comptables n'ont delaisſé de retenir nosdits deniers, & d'iceux ont les aucuns d'eux acquis grosses terres & chasteaux, au preiudice de nous & de noz suiues. A ceste cause nous auons defendu & defendons à nosdits comptables de retenir aucuns de nosdits deniers en leurs maisons, souz couleür de la taxation par eux pretendue & requise : ains auons ordonné & ordonnons que tous nosdits comptables extraordinaires, qui ont accoustumé d'auoir taxes, & qui n'ont point de gages, en presentant leurs comptes au bureau, presenteront pareillement avec iceux la declaration de leurs frais, & l'affirmeront par vn mesme moyen par deuant nosdits gens des comptes au grand bureau d'icelle nostre châtre : & de ce sera fait acte par l'auditeur, auquel ledit compte aura esté distribué, pour en faire l'examen : dans lesquelles declarations ils ne mettront aucune chose, qu'ils n'ayent loyaument payé, à peine d'estre punis comme faussaires : & sur icelle declaration, & sur ce que nosdits gens des comptes, trouueront par ledit compte, leurs mandons faire ladite taxe en leurs loyautes & cōciences. Et là où il se trouueroit qu'ils eussent frauduleusement retenu plus grand fonds que leur taxation ne merite, & pareillement

noz autres

noz autres comptables ordinaires, qui se trouueroyent auoir retenu de noz deniers, & nous seroyent redeuables de plus de deux cens liures : en ce cas nous voulons que nosdits gens des comptes procedent à l'encontre de ceux de nosdits comptables, qui les auront indeuement retenus, soit qu'ils soyent presens ou absens lors de la closture de leursdits comptes, par declaration & iugement de semblable somme qui montera ledit debet de clair : laquelle somme sera au mesme instant escripte en fin de chacun cōpte executable par la mesme cōtrainte que le debet principal, & de clair d'iceluy. En quoy n'entendons plus excepter les Thresoriers de nostre Espargne, cōme fait a esté par aucunes noz ordonnances cy deuant faites, attendu qu'ils sont à presenr alternatifs : & qu'à la fin de chacune annee celuy qui sera hors de charge est tenu bailler, & deliurer contant és mains de son compaignon alternatif, qui entrera en exercice, par ses quittances, les deniers qu'il pourra auoir lors en ses mains : laquelle quittance qui sera contreroollee par le Contreroolleur general de nosdites finances, seruira à l'acquit & descharge dudit Thresorier sortant hors de charge, sans qu'il luy soit besoin leuer ny obtenir sur ce de nous aucun mandement ou acquit. Et ne feront nosdits gens des comptes aucune faute de faire garder & entretenir trefestroitement ceste presente nostre ordonnance, pareillement nostredit Procureur general à requierir la peine portee par icelle, sans en exempter ny excepter aucun, à peine de nous en prendre respectiuelement à eux, en leurs priuez noms.

42 **ITEM**, & par ce que par cy deuant nosdits Thresoriers de France, & generaux de nosdites finances, lors qu'ils n'estoyent que huit, à sçauoir quatre Thresoriers de Frâce, & quatre generaux des finances, ont eu pouuoir de noz predecesseurs & de nous, de taxer iusques à la somme de vingt cinq liures tournois pour menus voyages, escriptures ou autres noz affaires, & qu'auourd'huy qu'ils sont trente quatre, les taxations qu'ils seroyent, pourroyent monter à grandes & excessiues sommes de deniers, ioint qu'il s'est trouué que les aucuns d'entr'eux ont tant abusé dudit pouuoir, que là où nous n'entendons leur auoir donné pouuoir de raxer que pour nosdits affaires, & pour nostre seruice, ils les ont neantmoins appliquez à leur vtilité, & pour leurs affaires priuez & particuliers, & à leurs seruiteurs domestiques, les recompensans de leurs gages & salaires en raxatiōs de vingcinq liures tournois, à prendre sur les plus clairs deniers de nosdites receptes generales, colorant quelquefois ledites taxations souz faulces causes, & supposant les noms d'aucunes personnes incognues, & qui ne nous firent oncques seruice. A quoy voulans pouirouir & remedier, sans plus supporter tel abus, auons ordonné & ordonnons que d'oresnauant, à commencer comme dessus, nosdits Thresoriers de France, & generaux de nosdites finances ne pourront respectiuelement taxer sinon les Receueurs generaux de leurs charges, & non ailleurs, à peine de repetition desdites taxes, & du quadruple pour la premiere fois, & pour les autres, de priuation de leurs estats : & ne feront aucunes taxes que pour noz affaires, & pour nostre seruice : & y specifieront les causes pour lesquelles ils les auront faites, sans mettre pour plusieurs escriptures, & autres causes en termes generaux, comme il se trouue auoir esté fait, & qu'ils ont accoustumé de mettre : autrement ne voulons qu'on ait aucunement esgard ausdites taxations. Et là où il se trouueroit qu'il y eust causes, ou personnes supposees pour prendre & recevoir icelles taxes, nous voulons ceux qui auront fait icelles taxes estre punis comme faulxaires : & ne pourront nosdits Thresoriers & generaux chacun en sa charge excéder en toutes ledites taxes, & pour les causes susdites par chacune annee : c'est à sçauoir, lesdits Thresoriers la somme de cent cinquante liures tournois, & lesdits generaux la somme de trois cens liures, à peine de repetition de l'oultre-plus desdites sommes sur eux, & du quadruple : en mandant & trefestrement enjoignant à nosdits gens des comptes qu'ils n'ayent à en passer, ny allouer pour plus grandes sommes, & pour causes necessaires, & non autrement.

43 **PARCE** aussi qu'il aduient souuent que noz Receueurs particuliers portent deniers à nosdits Receueurs generaux, desquels deniers nosdits Receueurs generaux, baillent seulement vn petit recepisse, recognoissance, ou memoire, attendant la fin du quartier, pour apres leur bailler quittance, & par ce moyen ont tousiours de noz deniers entre leurs mains, sans qu'on en puisse rien sçauoir : à ceste cause desirans à ce obuier, voulons ordonnons, & nous plaist, que d'autr de sommes que nosdits Receueurs particuliers rapporteront à nosdits Receueurs generaux, iceux nosdits Receueurs generaux ayent à bailler autant de quittances deuement expedies, & contreroollees suyuant noz ordonnances, & dates des mesmes iours que lesdits deniers auront esté apportez & deliurez, & à ce ne feront faute, à peine de priuation de leursdits estats. Enjoignant trefestrement à nosdits gens des comptes d'y prendre garde sur la recepte de nosdits Receueurs generaux.

44 **ET** pour voir tousiours plus clair en l'administratiō de nosdits Officiers comptables, voulōs & ordonnons que le Contreroolleur general de noz guerres enuoye rous les ans auant de son contreroolle en nostre chambre des comptes, soit de celuy qui tient deçà les monts ou en Italie, Piedmont & Escosse, & par tout où il y aura des commis : sçachant tresbien de quelle importance cela nous est, rant pour les comptes de noz Thresoriers ordinaires des guerres, que de ceux de l'extraordinaire desdits pays. Et à ce ne fera faute incontinent que l'an sera passé, ou six moys apres au plus tard, sur peine pour la premiere fois de radiation de ses gages, & de deux mille liures tournois d'amende, & pour les autres de priuation de son estat. Et ne faudront pareillement tous noz Cōtreroolleurs establis en chacune recepte generale, d'enuoyer chacun en son regard tous les ans leur contreroolle en nostredite chambre des comptes, seablement clos & scellé, sans en faire aucune communication à nosdits

L'imitation de la taxe que doyuent les Thresoriers & generaux des finances

De ne recevoir par les Receueurs aucuns deniers que par leurs quittances contreroollees.

D'enuoyer par chacun an le cōtreroolle en la chambre,

Receueurs generaux, lesquels contreroolles seront mis en nostredite chambre des comptes, en vne armoire en la chambre des Correcteurs de nosdits comptes, à ce qu'ils puissent mieux & plus facilement verifier si nosdits Receueurs generaux & autres nosdits comptables obseruent & gardent deuëment nosdites ordonnances, enioignant à iceux nosdits Contreroolleurs de n'y faire aucune faute sur les mesmes peines que dessus est dit, pour nostredit Contreroolleur general des guerres.

D'enuoyer en la chabre la copie des comptes qui n'y seront rendus.

45 Et d'autant qu'on ne peut bonnement verifier la recepte & despence du compte de nostre Espargne, & de plusieurs comptables extraordinaires, lesquels comptent tous en nostredite chambre des comptes de Paris, à cause que plusieurs de nos Receueurs generaux comptent ailleurs, comme Bretagne, Bourgogne & Bresse, Prouence, Piedmont & Sauoye, par le moyen de quoy se commettent plusieurs abus, desquels nostredite chambre ne peut trouuer la verité, si ce n'est par le moyen desdits comtes. A ceste cause voulans y pouruoir, auons ordonné & ordonnons que chacun de nosdits Receueurs generaux, qui ne comptent en nostredite chambre des comptes à Paris enuoyeront en icelle nostredite chambre des comptes de Paris tous les ans la copie entiere de leurs comptes originaux deuëment collationnee, & signee de l'un des Maistres ou Auditeurs esdites chambres, & dudit Receueur general, sans y faire aucune, à peine de deux mille liures parisis d'amende pour la premiere fois sur ledit Receueur general, & de priuation de leurs estats pour les autres: & à ceste fin seront enuoyees declarations particulieres pour toutes autres chambres des comptes, pour satisfaire, & tenir main à l'obseruance & execution de ce que dessus.

De resider par les comptables en leurs charges & qu'ils seront responsables de leurs Clercs & commis.

46 Et parce que l'un des points principaux sur lequel nous auons à pouruoir, est que tous comptables, & autres qui se meslent du fait de nos finances, s'excusent tousiours de toutes fautes qui aduenient en leurs charges sur leurs Clercs ou commis, & par ce moyen nous sommes tousiours desrobés, & les fautes demeurent impunies: desirans à ce obuier, & y donner si bon ordre, que nous ne puissions à l'aduenir porter telles pertes, auons ordonné & ordonnons que tous nosdits Officiers, de quelque estat, qualité ou cōdition qu'ils soyent, resideront chacun en leurs charges & principalement nos Thresoriers de France, & generaux de nosdites finances, Contreroolleurs generaux, & Officiers cōptables, sans en dispenser ou en exempter aucun, & generallyment tous nosdits Officiers qui auront Clercs ou cōmis manians de nos deniers souz eux, seront tenus de leur fait, sans qu'ils puissent, pour euitier les peines & amendes, lesquelles ils pourroyent encourir, & estre cōdamnez enuers nous, s'excuser sur leursdits commis. Et voulons que là où il se trouueroit que ce fust le commis qui eust fait la faute, en ce cas neantmoins nous voulons que le iugement soit donné & executé cōtre le Maistrant comme contre le commis, quant aux peines & amendes pecuniaires, & restitution de deniers: & quant aux peines corporelles, sera donné contre le cōmis seulement tel iugement que le cas le requerra. Mandant à nosdits gens des comptes de ne faire faute à garder la presente ordonnance. Voulons pareillement que nul de nos Officiers comptables soit receu par resignation pure & simple, ou à suruiuance à l'exercice de sondit estat, encores qu'il vouldst prendre autre estat de nous, que premiere-ment il n'ait entierement rendu & clos tous ses comptes, & qu'il ne soit quitte enuers nous du debet & reliqua dont il nous soit demeuré redeuable: & autrement ne voulons qu'ils soyent receus à nouueaux estats, ny à resigner autres en leurs lieux: & là où ils l'auroyent fait, & que par surprise ou autrement, nous aurions admis les resignations ou suruiuances, nous voulons icelles estre reuocquées, & demeurer nulles & de nul effect, si ce n'est par la maniere que dessus.

De ceux qui n'ont copié des années precedentes, en ceste ordonnance.

47 Et parce que iusques à present quelques ordonnances qui ayent esté faites pour l'acceleration de la reddition des comptes de nos Officiers comptables, aucuns d'eux ont esté, & sont encores de present si tardifs, & en telle demeure de compter de leurs charges & administration des années passées, qu'ils n'y ont encores satisfait, attendans tousiours que nostre Procureur general en nostredite chambre les poursuive de ce faire, comme il luy est enioint par nos ordonnances, & sur les peines y contenues, & cependant s'aident du fonds qu'ils ont de nos deniers: aussi que par le moyen de telles longueurs dilations & conuiniace, les Correcteurs de nos comptes qui sont contrains faire la correction desdits comptes à plusieurs & diuerses fois, qui leur est vne grande peine, & perte de temps: nous pour à ce pouruoir & remedier, auons enioint & enioignons par cescdites presentes à nostredit Procureur general en nostredite chambre, qu'il ait à faire adiouner lesdits comptables, qui sont encores viuant, qui neantmoins n'ont encores compté des années passées, non compris l'année dernière: à ce qu'ils ayent à presenter leurs comptes en nostredite chambre dedans trois moys apres la publication de cescdites presentes, pour toutes prefixions & delays, sur peine de deux cēs liures parisis d'amende à chacun d'iceux comptables defaillans, dont ils seront recepte en leursdits comptes sans reprise. Et ce pendant ne sera neantmoins differé de faire fait & mettre en nostre main, tous & chacuns les biens meubles & immeubles desdits defaillans, establisant commissaires au regime & gouuernement d'iceux, suyuant nos ordonnances. Et si lesdits comptables sont decedez, procedera à l'encontre de leurs vesues, heritiers & biens tenans, ainsi qu'il est porté par nosdites ordonnances. Et ausdits Correcteurs, que d'oresnauant en faisant la correction desdits comptes, ils ayent à faire vn roule & extrait desdits comptables, qui restent à compter desdites années passées, à faute des comptes desquels ils ne peuvent entierement faire ladite correction, & iceluy roule inserer à la fin de chacun rapport qu'ils feront au bureau de nostredite chambre, à fin que nosdits gens des comptes en puissent auoir souuent cognoissance: ausquels nous enioignons tresexpressément qu'ils ayent, suyuant lesdits

roules

Du reglement general des fin. & Offic. comptables. 1308

roolles, à s'enquerir de nostredit Procureur general, quelles pourfuytes & diligences il aura faites à l'encontre d'iceux comptables, & icelles se faire représenter pour estre distribues à tels des Maistres de nosdits comptes qu'il sera aduisé, qui les verifient : & apres en feront rapport au bureau de nostredite chambre, à fin d'aduifer ce qu'il restera à y faire pour nostre seruice, & auancement de nosdits deniers.

48 L A distribution des comptes de tous noz Officiers comptables presentez à nostredite châtre se fera d'oresnauant au bureau de nostredite chambre par l'aduis & deliberation des Presidens & Maistres d'icelle, à ceux des Auditeurs d'icelle nostredite chambre qui n'auoyent auparavant ouy, examiné & fait rapport des comptes precedentement & immediatement rendus par lesdits comptables. Ausquels Auditeurs, & chacun d'eux nous inhibons & defendons d'examiner, & faire cy apres rapport de deux comptes ensuyuans d'une mesme charge & administration, s'il ne leur est expressément ordonné en plein bureau par lesdits gens de noz comptes, iceux y estans assemblez, à fin que chacun desdits Auditeurs puisse avec le temps auoir meilleure & plus grande cognoissance & intelligence de tous les comptes qui se rendent en nostredite chambre, ainsi qu'il est trestesquis pour nostre seruice, & deu de leurs offices.

Distributiō des comptes au bureau de la chambre, & comme ils doiuent estre ouys.

49 E T à fin que puissions auoir claire cognoissance de tous noz vassaux, & hommes tenans siefs à foy & hommage de nous, en & au dedans des fins & limites de chacun Bailliage & estenduë de noz vicomtez & receptes ordinaires de noz Royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeissance: nous voulons & ordonnons, qu'au prochain compte que nosdits Vicomtes & Receueurs ordinaires de nostredit domaine ont à rendre du fait de leurdites vicomtez, ou receptes, chacun d'eux soit tenu rediger ou faire rediger par escrit en la fin d'iceluy, les noms & surnoms de tous lesdits vassaux, & hommes tenans à foy & hommage de nous en l'estenduë de leurdites vicomtez & receptes ordinaires, ensemble de leurdits siefs, ou de telle part & portion que chacun d'eux en tiendra & possidera: à quel tiltre ils les tiennent & possèdent respectiuelement, soit par succession, donation, acquest, ou autre tiltre que ce soit, depuis quand ils les possèdent, & à quelles charges & deuoirs, & renouueller & continuer d'ainsi le faire de deux ans en deux ans, sur peine de l'amende: à ce que le Thresorier de France, en la charge duquel sont lesdites vicomtez & receptes ordinaires, sçache & cognoisse mieux s'il y a aucune mutation d'homme, dont soit besoin auoir renouuèlement d'hommage: & si aucuns reliefs, rachapts, ou autres droicts nous sont pour ce aduenus & escheus durant ledit temps, selon la nature desdits siefs, & que les coustumes des lieux où ils sont situez & assis les nous donnent: & aussi si lesdites foy & hommage, & autres recognoissances des siefs à nous pour ce deuz auront esté faits; nosdits droicts payez,

Receueurs du domainedioiuet écrite en la fin de leurs cōptes les noms des vassaux & siefs mouuans du Roy.

50 T O U S comptables qui ne payeront leur debet de clair dedans le temps, qui pour ce leur sera prefix par la chambre, seront tenus & contraints nous payer, & sera respectiuelement leuë sur eux le double, sans autre condemnation

Des amēdes du double.

51 D E tous lesdits restes & debets de comptes, tant ordinaires qu'extraordinaires, qui ne seront payez comme dit est, sera enuoyé par le Receueurs general d'iceux vn extrait à chacun des Thresoriers de France, ou general des finances, en la charge duquel le comptable sera resident. Ausquels nosdits Thresoriers & generaux, chacun en son regard, nous enioignons de faire diligence de faire recouurer lesdits debets, & en faire faire les pourfuites pour ce necessaires par nostre Procureur au siege où les biens sont assis pour les deniers estre mis entre les mains du Receueur ordinaire du lieu: lequel sera tenu aussi tost apres les enuoyer au Receueur general desdits restes, aux moindres frais tous resfois que faire se pourra: & sans attendre la reddition de son compte: ou bien en aduertir ledit Receueur general des restes, qui pourra plus commodément y enuoyer & à moindre frais.

Restes des comptes.

52 E T pource que cy deuant on a vŕe de grandes longueurs & crieis des heritages desdits cōptables saisis à faute de payement des sommes dont ils nous sont demeurez debiteurs, & que pour rendre les proceiz immortels, iceux-dits comptables, ou leurs heritiers suscitent ordinairement, & le plus souuent des opposans: nous enioignons d'oresnauant tant à nosdits Thresoriers & generaux, qu'à nos Iuges des lieux, Aduocats & Procureurs, d'vŕe de toute diligence possible à faire voider lesdites crieis le plustost que faire se pourra. Et où il se trouueroit qu'aucuns desdits opposans calomnieusement & sans propos se fust opposé, & eust retardé le iugement desdites crieis, nous voulons que ledit opposant qui ainsi calomnieusement s'y fera opposé, soit condamné enuers nous en pareille somme que celle pour laquelle il se seroit opposé: & où l'opposition auroit esté faite à fin de distraire, sera aussi condamné en la valeur de la chose contenue en son opposition, & dont temerairement & à tort il auroit requis & demandé distraction.

Peines cōtre les calōnieux opposans aux crieis.

53 E T où il y auroit appel desdits iugemens, nous voulons iceux ressortir en la cour de noz aides à Paris, à laquelle nous enioignons de toutes choses postposées & delaisŕees, elle ait à proceder incontinent & diligemment au iugement desdites causes d'appel.

54 E T à fin que puissions estre aduertis des diligences qui y auront esté faites, nous enioignons à nostre Procureur en ladite cour que d'oresnauant de trois mois en trois mois il ait à certifier les gens de nosdits comptes des diligences & pourfuites qu'il en aura faites, & en bailler vn extrait signé de luy en ladite chambre. ^a

a) L'article 55. & dernier est au titre des Thresoriers des guerres

Si donnons en mandement par cesdites presentes à noz amez & feaux les gens de noz comptes,

Thresoriers de France & generaux de noz finances, &c. Donné à S. Germain en Laye au mois de Decembre l'an de grace 1557. & de nostre regne l'onzieme. Signé, HENRY. Par le Roy estant en son conseil. HVR A V L T. *Visa, Contentor.* HVR A V L T, Etscellé sur laqs de soye de cire verde.

Extraict des registres de la chambre des comptes.

LA CHAMBRE apres auoir delibéré sur la publication de l'edict & ordonnance faite par le Roy sur le faict des finances, donné à Saint Germain en Laye au mois de Decembre mil cinq cens cinquante sept, a ordonné qu'il sera leu, publié & entregisté, ouy le Procureur general du Royce requerant aux charges & modificatiōs qui s'ensuyuent. C'est à sçauoir, queles cautiōs des Receueurs generaux & particuliers, dont est faite mention par le dixneuuesime article dudit edict, seront receues: à sçauoir celles desdits Receueurs generaux, par les Thresoriers de France & generaux des finances ensemblement chacun en leur charge: celles des Receueurs ordinaires du domaine, par les Baillifs & Seneschaux ou leurs Lieutenans: & celles des Receueurs des aides, tailles, & autres deniers extraordinaires, par les Esleus des lieux: le tout en la presence, du consentement, & souz les seings manuels desdits Baillifs, ou leurs Lieutenans desdits Esleus, ou deux d'iceux, du Greffier & desdits Procureurs du Roy respectiuelement, & souz le seel desdits Bailliages & elections, & que lesdits Receueurs des tailles seront tenus bailler caution d'un quartier de ce que montera le principal de la taille ordinaire de leursdites receptes seulement, ainsi qu'ils ont cy deuant accoustumé faire: combien que par ledit edict ils ne soyent adstrains d'en bailler que de la tierce partie dudit quartier: les actes desquelles cautions signez & approuuez, comme dessus, seront apres bailliez par lesdits Receueurs generaux & particuliers, ausdits Thresoriers de France & generaux des finances respectiuement: lesquels neantmoins demeurerōt tenus eux enquerir desdites cautions, en faisant leurs cheuauches, & icelles faire renouveler quand besoin sera. Et au regard du pouuoit limité par le quarantedeuxiesme article ausdits Thresoriers de France, de ne faire cy apres taxations qui iusques à la somme de cent cinquante liures tournois, & ausdits generaux, iusques à trois cens liures tournois par an, pour toutes taxes, ladite chambre a ordonné, que eldites sommes ne seront comprises ne entendues les taxes raisonnables qui se pourrōt faire cy apres ausdits Receueurs particuliers pour le recouurement de leurs estats. Et entant que touche les doubles des comptes que les Receueurs generaux des finances de Bretagne, Bourgogne, Bresse, Prouence, Piedmont & Sauoye, ont par le quaranteuniesme article dudit edict tenus enuoyer en ladite chambre, que lesdits doubles seront pleinement faits en papier, & aux despens du Roy. Aussi que ceux qui de present iouissent, & pourrōt iouir cy apres par don de Roy, ou engagement d'aucunes Vicomtez, & receptes ordinaires du domaine dudit Seigneur, soit par leurs mains ou de celles desdits Receueurs ordinaires, fassissent de leur part à ce qui est ordonné pour le regard des siefs par le quaranteuniesme article dudit edict. Pareillement que lesdits Receueurs ordinaires seront tenus aduerir dedans un mois le Receueur general des restes des comptes des deniers qu'ils auront en leurs mains, prouenant des restes des comptes qui leur auront esté bailliez à recouurer, dont mention est faite par le cinquanteuniesme article.

D'auantage, que outre ce qui est ordonné par le cinquante & deuxiesme article, pour le faict des cries des heritages des comptables, demeurez en reste enuers le Roy, ladite chambre fait inhibitions & defenses à tous Iuges de ne proroguer les delays portez par les ordonnances dernièrement faites sur le faict desdites cries. Et au surplus ladite chambre ordonné que tous comptables tant ordinaires qu'extraordinaires, prenant assignation en l'espargne, seoiront & declareront d'oresnauant es quittances qu'ils bailleront, le lieu où les deniers leur auront esté fournis & deliurez, soit contant ou par mandement portant quittance dudit Thresorier de l'espargne. Fait le vingtdieuxiesme iour de Decembre en l'an susdit. Signé LE MAISTRE.

La suppression des Officiers comptables alternatifs, & remboursement d'iceux.

RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Comme le feu Roy nostre theshonoré Seigneur & pere (que Dieu absolue) desirant constituer quelque bon ordre à la conduite, direction & administration de ses finances, eust par diuers edicts subsecutifs, fait & créé tous les Officiers comptables de ses Royaume & pays alternatifs: qui estoit principalement en intention de voir d'an en an quel fonds lesdits Officiers comptables pourroyēt auoir du faict de leurs charges, pour leur en faire vider leurs mains, qui sembloit emporter quant & soy vn fondement fort considerable, & qui donnoit vne honeste occasion de faire la creatiō & institution desdits alternatifs: toutesfois il s'est veu depuis par succession de temps, que la multitude desdits Officiers comptables, qui s'est doublé par le moyē d'iceux alternatifs, a apporté & aporte tant d'autres incommoditez, & vne si grande charge en noz finances, qu'une bone part de ce qui nous en deuroit reuenir pour aider à l'entretenement de nostre estat, & à la subuention de noz affaires, (qui sont tels que chacun peut bien considerer apres si grandes loqueurs de guerres, & si extremes & infinies despesnes que celles qu'il a fallu supporter pour la conduite d'icelles) est employé au payement des gages desdits alternatifs, qui reuiennent à si grosses sommes de deniers, que si nous voulons donner & statuer quelque but & ordre en nosdits affaires, il est necessairement requis que nous nous en deschargions. Ce que toutesfois nous ne voudrions faire qu'avec telle satisfactiō & recompense de ceux qui ont esté pourueus desdits offices alternatifs, qu'il sera de raison. Et là dessus ayant mis cest affaire en la deliberation des gens de nostre cōseil priué, auquel assistoyent plusieurs Princes de nostre sang, & autres grands & notables personnaiges, auons par leur aduis estaint, supprimé & aboly, & de noz certaine science, pleine puissance & autorité Royal, estaignons, supprimons & abolissons tous lesdits offices & cōptables alternatifs ainsi nouuellement creéz & erigez que dit est cy dessus, de quelque tiltre & qualité qu'ils soyent: sans que ceux qui ont esté pourueus, & qui pourroyent estre ceste annee en exercice le dernier iour de ce present mois de Septembre escheu, qui est la fin du present quartier de Iuillet, se puisse plus entremettre en l'exercice de leursdits

leurfdites charges & offices ne en la perception des deniers d'icelles. Ce que nous leur auons trefexpreflément inhibé & defendu, inhibons & defendons par cefdites prefentes: & ce fur peine d'encourir au ctme, & en la peine de pecular. Refetuant toutesfois à ceux qui pour la prouifion de leurfdits offices ont fourny & payé deniers qui foyent tombez és finâces & au profit de feu noftredit Seigneur & pere, ou de nous, fans fraude & fans defguilement, de fe retirer par deuers nous & les gens de noftre confeil priué, pour en faire verification: laquelle faite, nous les ferons rembourfer, assigner & recompenser ainfi qu'il appartiendra par raifon.

Si donnons en mandement par cefdites prefentes à noftre trefcher & feal Chancelier, & à noz amez & feaux les gens de noz comptes, Threforiers de France, &c. Donné à Villiers-cofterets, au mois de Septembre, l'an de grace mil cinq cens cinquanteueuf: & de noftre regne le premier, Signé,

FRANÇOIS. Et fur le reply, Par le Roy eftant en fon confeil. BOVRDIN.

Leuës, publiques & enregifrees en la chancellerie de France, Monsieur le Chancelier tenant le feau. Le feptiefme iour de Septembre, mil cinq cens cinquanteueuf. Signé, HVRAVLT Et au deflous, Vifâ.

Lecla fimiliter, publicata & registrata, audito & requirente Procuratore generali Regis in camera computorum, vndecima Septembris, Anno Domini millefimo quingentefimo quinquagefimo nono. Signé,

FORMAGET.

Prohibition & defenfe furpeine de la vie à tous comptables de billonner les deniers du Roy.

1515

XXII
1dem, 1559

RANÇOIS par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces prefentes lettres verront, Salut. Comme noz predeceffeurs Roys de France, voulans pouruoir aux billonnemens qui fe pratiqouent au fait, maniemet & administration de leurs finances, ayent cy deuant fait plusieurs ordonnances prohibitives au contraire, & essayé d'establi tel ordre, tant à la receipt de leurfdites finances, qu'à la despenfe & distribution d'icelles, que d'heure à autre l'on peult voir en quelles efpees d'or & d'argent & autres monnoyes vn Receueur auroit receu les deniers de fa receipt, & en quelles efpees il auroit payé: chose qui eust esté aifée d'enfuyure & obseruer à ceux qui y eussent voulu proceder clairement & sincerement. Mais par la malice, auarice & cupidité de gain de la pluspart des Threforiers, Receueurs & autres comptables ayans maniemens de noz deniers, leurs Clercs & Commis, l'ordre ainfi establi & institué par lesdites ordonnances a esté si mal gardé, & les choses tellement desguisees, que lesdits billonnemens se continuent auioird'huy plus que iamais: & voyons bien peu de moyen d'y pouruoir pour l'aduenir, si ce n'est qu'auuec l'ordre que nous nous efforcérons d'y faire garder, nous augmentons la peine indite par lesdites precedentes ordonnances pour le regard desdits billonnemens, & facions faire de ceux qui s'y trouueront en faute, telle & si rigoureuse punition, que la feuerité du fuplice garde les autres de faire le semblable.

1. POUVR ces causes, apres auoir eu sur ce l'adu des gens de noftre confeil priué estans lez nous, auons dit, statué & ordonné, difons, statuons & ordonnons, voulons & nous plaist, que tous ceux de nofdits Threforiers, Receueurs & comptables, de quelque qualité qu'ils foyent ayans maniemet de noz deniers & finances, leurs Clercs & Commis, qui se trouueront, & verifietront auoir billonné nofdits deniers, seront punis de la vie, sans aucune moderation de peine, ny esperance de grace.

2. ET pource que nous auons fceu que la pluspart desdits billonnemens se font par les Receueurs de noz tailles, lesquels ne reçoquent (ainfi que nous sommes bien aduertis) des Collecteurs de nofdites tailles, & de noftre pauvre peuple, ne femblablement des fermiers de nofdites Aides, sinon bones efpees d'or & d'argent, douzains & dizains: & toutesfois ne laissent de fournir à noz receptes generales la pluspart des deniers de leurfdites receptes ou billon, doubles, deniers & liars: desirans à ce pouruoir (côme il est plus que necessaire) voulons & ordonnons que d'oresnauant les Collecteurs de nofdites tailles, & autres qui iroint faire les payemens aux Receueurs de nofdites Aides & tailles, menctront quand & eux vn ou deux tesmoins, dont l'vn d'eux fçaura lire, pour affister aufdits payemens, & en pouuoir tesmoigner, les efpees, quand, & à qui il appartiendra. Lesquels Receueurs seront tenus exprimer en leurs quittances lesdites efpees, fous peine de priuation de leurs offices.

3. ET là où ils seroyent refusans de ce faire, ou qu'ils eussent faullement exprimé en leurfdits quittances icelles efpees autres qu'elles ne luy auroint esté baillies, le Collecteur, ou celuy qui aura fait ledit payement, sera tenu tout à l'heure de l'aller denoncer au Iuge du lieu, & de ce faire examiner & lesdits tesmoins: sans ce que pour ce faire lesdits Iuges & tesmoins puissent pretendre ny demander aucun falaire: ce que nous leur auons expreflément inhibé & defendu, inhibons & defendons, & commandé & ordonné, commandons & ordonnons audit Iuge, que sur peine de priuation de son office, il ait à enuoyer incontinent ledit examen & information par deuers nous & les gens de noftre confeil, par la voye de la poste, & donner assignation audit Receueur de comparoir par deuant nous & noftredit confeil à certain & comptant iour, pour se voir declarer estre encouru en la peine de la presente ordonnance, & priuation de son dit estat. Et à fin de pouuoir verifiser en qu'elles efpees lesdits payemens auroint esté faits, ledit Collecteur quand il aura payé, portera & laissera le double de sa quittance és mains du Iuge du lieu, qui la fera enregiftrer au Greffe de la iurisdiction, pour y auoir recours toutes & quantesfois que besoin sera, sans que lesdits Iuges & Greffier en puissent demâder

SSSS ij

aucun salaire, attendu que ce qui s'en fera pour tespect de nostre seruite tant seulemēt. Et au demeurant gardera & obseruera ledit Collecteur la presente ordonnance, sur peine d'estre puny corporellement, & de cinquante liures d'amende à chacune fois qu'il aura defaillu.

Si donnons en mandement par ces presentes à noz amez & feaux les gens de noz comptes, & de nostre cour des aides à Paris, &c. Donné à Bloys le septiesme iour de Novembre, l'an de grace mil cinq cens cinquanteuf, & de nostre regne le premier. Signé sur le reply, Par le Roy en son conseil. BOVRDIN. Et scellé du grand scel, en double queue, de cire iaune.

Lectā, publicata & registrata in camera computorum Domini nostri Regis Procuratore generali in eadem audito & requirente, decima Februarij, Anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo nono. Signé,

LE MAISTRE.

Extraict des registres de la cour des Aides.

Veu par la cour des Aides les lettres patentes du Roy en forme d'edict, contenant la punition, que ledit Seigneur veut estre faite des Thresoriers, Receueurs comptables ayans maniemēt de ses deniers, leurs Clercs & Commis, pour auoir billonné ses deniers, & le reiglement qu'il entend estre gardé au payement de ses deniers par les Receueurs & Collecteurs de les tailles: la cour ordonne qu'iceluy edict sera leu, publié, & enregistré es registres d'icelle, & le contenu en iceluy gardé & obserué à la charge toutesfoi, où il aduiendrait que les Receueurs des tailles receyroient des Collecteurs quelques payemens particuliers sur le quartier de la taille par eux deu, qu'ils seront tenus de bailler audits Collecteurs vn bordereau des especes & sommes qu'ils receuront, signé de leurs mains: le quel ledits Collecteurs en faisant audits Receueurs l'entier & parfait payement du quartier de la taille, seront tenus de rapporter audits Receueurs, pour retirer & recouurer d'eux vne quittance de l'entier payement dudit quartier de la taille en laquelle seront ledits Receueurs tenus de nommer & declarer les noms (inoms, & demeurances des deux tesmoins en la presence desquels le payement leur aura esté fait par le Collecteur, & au dessus d'icelle quittance escrire & parapher le payement qu'ils auront receu dudit Collecteur suyuant l'ordonnance, pour leur droit de quittance: & laquelle quittance ainsi par le Collecteur receu, sera iceluy Collecteur tenu d'apporter, au premier des Eileuz de ladite election, & en laisser copie, pour la faire enregistrer par le Greffier d'icelle election, ou son Commis, auquel la cour enioint ainsi le faire: & pour cest effect sera fait vn registre à part & séparé, auquel l'on pourra auoir promptement recours quand besoyn fera. Et ce sur peine, quant au Receueur & Greffier, de priuation de leurs offices & d'amende arbitraire, & aux Eileuz de suspension de leurs offices & d'amende arbitraire, s'il y elchet. Et enioint à l'acour aux generaux des finances, chacun en sa charge, de s'enquerir en faisant leurs cheuauchées & visitations, si ledit edict est gardé & obserué & entretenu, selon le vouloir & intention dudit Seigneur: & à ceste fin voir diligemment les registres qui auront esté sur ce faits par ledits Greffiers, pour (s'il se trouuoit y auoir esté de la part des Eileuz, Receueurs, ou Greffiers commis faute) en aduertir ladite cour pour y estre pourueu comme de raison. Fait en la cour des Aides le 21. iour de Feurier, mil cinq cens cinquanteueuf.

Signé, N. LE SVEVR.

Suppression des superintendans des deniers communs & patrimoniaux.

Et sur la remonstrance des deputes du tiers estat, auons supprimé les offices des generaux superintendans, Contreroilleurs des deniers communs & patrimoniaux, & otroys des villes de nostre Royaume, & remis l'administration desdits deniers communs aux Maires, Echeuins & Conseillers des villes: ordonnons qu'ils seront remboursez de la finance qu'ils feront appatoir auoir payé sans fraude, au Thresorier des parties casuelles.

XXIII.
Char. 9. 1560
art. 94.

Où les comptes des deniers patrimoniaux des villes se doyuent rendre.

Les comptes desdits deniers patrimoniaux se rendront par deuant le Baillif ou Seneschal, ou leurs Lieutenans, appellez noz Aduocats ou Procureurs, & y assistans les Maires & Echeuins, ou Conseillers des villes: sans pour ce prèdre aucun salaire pour leurs vacations, ny aucuns autres frais: exceptees les villes où de tout temps & ancienneté on a accoustumé rendre les comptes desdits deniers par deuant les Preuosts des Marchans, Echeuins, Conseillers ou bourgeois de noz villes. Et quant aux deniers d'otrois, en compteroient les Receueurs des villes en noz chambres des comptes en la maniere accoustumee.

XXIII.
Idem ibide.
art. 95.

De ne bailler marchandise pour deniers contans.

DEFENDONS à tous Thresoriers, Receueurs, Payeurs de compagnies & autres noz Officiers, bailler pour argent contant, directement ou indirectement, aux personnes assignees sur eux aucune marchandise, de quelque sorte qu'elle soit, à peine de priuation de leurs offices, & de punition exemplaire.

XXV.
Idem ibide.
art. 139.

Que les comptables rendront leurs comptes à leurs despens.

Tous Officiers comptables rendront d'oresnauant leurs comptes à leurs despens, & seront les comptes escripts en bon & grand papier, & non en parchemin. Leur defendant s'alloier avec marchans ou banquiers, & de conuerter les deniers de leurs receptes & assignations, ains seront les payemens en mesmes especes qu'ils auront receu. Et seront tenus de rapporter en la reddition de leurs comptes, les bordereaux desdites especes, à peine de priuation de leurs estats.

XXVI.
Idem ibide.
art. 140.

De ne rien prendre sur les assignez.

DEFENDONS AUX Officiers comptables sur pareille peine, d'exiger ou prendre des assignez sur eux vn fol pour liure, ou autre chose quelconque. Et respondront ciuilement des fautes & exactions de leurs Commis ou Clercs.

XXVII.
Idem ibide.
art. 141.

Defenses

Du reiglement general des fin. & Offic. comptables 1312

Declaration & iugement du Roy, concernant le faict de ses finances, sur l'absence & suite des Officiers comptables, avec l'assignation de nouveau baillie ausdits Officiers, pour venir compter de leurs charges

XXVIII.
Mm 149.



HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes lettres veront, Salut. Le feu Roy nostre treshonoré Seigneur & pere (que Dieu absolve) voulant par toutes voyes & manieres pouruoir à la direction, maniemment & administration de ses finances, auoit par ces lettres d'edict, en date du sixiesme iour d'Auril, mil cinq cens cinquante six auant Pasques, statué, ordonné & déclaré, tous les offices des Receueurs, generaux, & autres noz Officiers comptables (lesquels pour occasion du faict & maniemment des deniers de leurs receptes, ou pour maluerfations commises en leursdites charges, s'absenteroyent & redroyent fugitifs, delaissant la residence actuelle qu'ils doyuent aux lieux de leursdites charges & receptes, pour y respondre de leursdites charges, & satisfaire aux assignez sur icelles) vacans & impetrables, & à nous acquis & confisque, en pure perte pour lesdits Receueurs generaux, & autres noz comptables, & sans qu'ils y puissent aucune chose pretendre, en tout ny en partie. Et par autre ordonnance ^a du moys de Decembre, mil cinq cens cinquantesep, article troisieme & quaranteuiesme, auoit ordonné que si aucuns desdits Receueurs generaux & autres de nosdits comptables retiennent noz deniers, qu'ils soyent & demeurent priuez en perte de leursdits estats & offices, & qu'ils soyent condamnez à nous payer encores tant qu'ils auront payé pour leursdits offices, & iceux Receueurs generaux, & comptables declarez inhabiles de iamais tenir offices de noz finances, & encores condamnez à nous payer semblable somme que monteront les deniers par eux retenus. Nonobstant lesquels edicts & ordonnances aucuns de noz Receueurs, generaux, & autres de nosdits comptables, n'ont delaissé depuis à receuoir les deniers de noz finances: encores que le feu Roy nostre trescher Seigneur, & frere, & nous, en ayons esté en tresgrande necessité, pour les grans & virgens affaires que nous auons eü à supporter. Pour lesquels auons esté contrains vendre & aliener plusieurs fermes de noz aides, constituer rente sur les deniers de l'ottroy à nous faict par le Clergé de nostre Royaume, rechercher deniers, à quelque interest que ce soit offert comme desdites retentions estt apparu, & appert encores à present, tant par les estats finaux des estats & comptes de leurs charges, que par la fuite & absence d'aucuns d'iceux comptables hors leursdites demeures & lieux establis pour la residence qu'ils doyuent pour l'exercice de leursdites charges. De toutes lesquelles fautes, encores que plusieurs d'icelles soyent trop manifestes, n'a toutesfois encores esté faite entiere punition suyuant icelles ordonnances, cōme nous auons esté aduertis, & qu'il est requis pour nostre service, doñt se pourroit engendrer vne temerité ausdits comptables, de persister à retenir noz deniers, & eux en aider & accommoder en leurs priuez & particuliers affaires.

1 A VOY desfrans pouruoir, & donner ordre que ceux qui sont tombez & encourus es peines & conditions des susdits edicts & ordonnances, soyent punis actuellement, selon qu'il est porté & ordonné par icelles, à fin que ce soit exemple à tous autres: nous par l'aduis & deliberation de nostre treshonoree Dame & mere, des Princes de nostre sang, & autres Princes & Seigneurs de nostre conseil, auons pat ces presentes signees de nostre main, dit, iugé & déclaré, difons, iugeons, ordonnons & declarons, tous lesdits estats & offices des Receueurs, Generaux, Thresoriers & autres comptables de noz finances, qui depuis les dates des edicts & ordonnances cy deuant specifiées, ont retenu noz finances, & d'icelles se sont trouuez debiteurs de plus grandes sommes qu'il ne leur est permis retenir par les ordonnances: & autres qui pour ladite cause, ou autre maluerfition se sont rendu absens & fugitifs de leurs maisons esuelles ils doyuent residence pour le deu & exercice de leurs charges, vacans & à nous acquis & confisque, en pure perte pour lesdits comptables. Et outre, suyuant lesdites ordonnances les auons condamnez & codamnons à nous payer semblables sommes qu'il sera verifié qu'ils ont acheté leursdits offices, & encores pareille somme que celle dont ils sont demeurez redevables par la fin de leursdits compres. Et iceux comptables auons déclaré & declarons inhabiles de plus tenir aucuns de noz offices comptables.

2 E T pour verifier & cognoistre ceux de nosdits comptables qui seront encourus & comprins en nostre presente declaration & iugement, mandons & commandons à noz amez & feaux les gens de noz comptes de Paris, Grenoble, Aix, Dijon, Nantes, Montpellier, qu'ils ayent à verifier en toute diligence ceux desdits comptables qui sont demeurez reliquiteurs de plus grandes sommes qu'il ne leur est permis, comme dit est: & ce depuis la date des susdits edicts & ordonnances: & d'iceux nous enuoyeront les noms, surnoms, & charges: & contre eux facent actuellement mettre à execution nostre present iugement, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles ne voulons estre differé, & desquelles nous auons retenu & reserué la cognoissance à nostre personne, & icelle interdire & defendue, interdisons & defendons à toutes noz cours souveraines & autres noz luges.

3 DECLARONS en outre tous les Officiers, les susdits Receueurs generaux, & autres comptables comprins ce present iugement, lesquels doyuent estre supprimez suyuant l'edict fait à la requeste des estats tenus à Orleans au mois de Ianuier, mil cinq cens soixante, dès à present, comme pour lors, que la verification aura esté faite de ce qu'ils sont demeurez reliquiteurs, ou absens & fugitifs pour les causes dessusdites, & dès lors comme à present supprimez, estaints & abolis: sans ce que

SSSS iij

a) Ceste ordonnance est cy delus au chap. 31.

pour quelque cause que ce soit par nous, ny noz successeurs Roys, y puisse estre pourueu. Defendons en outre à nostre trescher & feal Chancelier, & à tous noz amez & feaux Secretaires d'estat & finances d'expedier aucunes lettres ny prouisions contraires au contenu de cedités presentes.

Si donnons en mandement, &c. Donné à Paris le vingt & deuxiesme iour d'Octobre, l'an de grace, mil cinq cens soixante trois: & de nostre regne le troisieme. Ainsi signé sur le reply, Par le Roy en son conseil. H V R A V L T.

Leués, publies & enregistrees, ouy &c. ce requerant le Procureur general en la chambre des comptes du Roy nostre sire, le vingt-troisieme iour d'Octobre, l'an mil cinq cens soixante trois. Ainsi signé, FORMAGET.

a] Encores que ces assignations baillees par la chambre des cōptes, aux Officiers cōptables, ne doyēt tenir rāg entre les ordonnāces, d'autant qu'elles ne sont q̄ annuelles: toutesfoi il a semblé bon de les mettre icy, pource que par icelles on peut sçauoir le denōbrement de tous les Officiers cōptables, les bureaux & ressorts des receptes particulieres & generales du Royaume que estoient en l'an mil cinq cēs soixāte trois.

ASSIGNATIONS^a baillees par la chābre des comptes aux Officiers comptables, renouvellees, suyuant l'ordonnance dernièrement faite par le Roy sur le fait de ses finances au moys de Decembre, mil cinq cens cinquante sept, Leuē & publiee en la chambre le vingtreuxiesme iour du moys de Decembre, audit an, mil cinq cens cinquante sept, pour chacun desdits Officiers comptables cy apres designez, chacun pour son regard compter en ladite chambre dedans le temps desdites assignations de toutes les charges & administrations qu'ils ont eu ou auront cy apres, des finances audit Seigneur, sur les peines contenues en ladite ordonnance de l'annee mil cinq cens cinquante sept.

PREMIEREMENT.

Assignations baillees aux Receueurs des aides, tailles, taillon & equivalent, respondans es receptes generales de Paris, Rouēn, & Amyens, dedans le dernier iour d'Auril, mil cinq cens soixante & quatre.

Aides respondantes à la recepte generale de Paris.

Paris, Meleun, Nemoux, Montargis, Sens, Vezelay, Tonnerre, Prouins, Meaux, Chasteauthierry, Soyssons, Compiègne, Senlis, Clermont en Beauuoisis, Bauuais, Saint Florentin, Coulommiers, Mantes & Meulanc, Montfort-lamaury, Chartres, Estampes, Nogent sur Seine.

Tailles respondantes à la recepte generale de Paris.

Paris, Meleun, Nemoux, Montargis, Sens, Vezelay, Tonnerre, Prouins, Meaux, Chasteauthierry, Coulommiers, Montfort-lamaury, Soyssons, Compiègne, Senlis, Clermont en Beauuoisis, Bauuais Mante & Meulanc, Chartres, Estampes, Nogent sur seine & Saint Florentin.

Taillon respondant à la recepte generale de Paris.

Paris, Meleun, Nemoux, Montargis, Sens, Vezelay, Tonnerre, Prouins, Meaux, Chasteauthierry, Soyssons, Montfort-lamaury, Saint Florentin, Nogent sur Seine, Compiègne, Senlis, Clermont en Beauuoisis, Bauuais, Mante, & Meulanc, Chartres, Estampes, Coulommiers.

Aides respondantes à la recepte generale de Rouēn.

Rouēn, l'entree de l'epicerie de Rouēn, Caudebec, Montinuillier, Arques, Gisors, Ponthoys, Chaumont, Maigny, Eureux, Bernay, Lylicux, Alençon, Argentem, Dampfront, Vernueil, le Perche.

Tailles respondantes à la recepte generale de Rouēn.

Rouēn, Caudebec, Montinuillier, Arques, Gisors, Ponthoys, Chaumont & Maigny, Eureux, Bernay, Lylicux, Alençon, Argentem, Dampfront, Vernueil, le Perche.

Taillon respondant à la recepte generale de Rouēn.

Rouēn, Caudebec, Montinuillier, Arques, Gisors, Ponthoys, Chaumont & maigny, Dampfront Vernueil, Eureux, Bernay, Lylicux, Alençon, Argentem, le Perche.

Aides dependantes à la recepte generale d'Amyens.

Amyens deça la riuierre, Amyens dela la riuierre, Noyon, Saint Quentin, Peronne, Mondidier, & Roye, Ponthieu, la composition d'Artoys.

Tailles respondantes à la recepte generale d'Amyens.

Amyens deça la riuierre, Amyens dela la riuierre, Noyon, Saint Quentin, Peronne, Mondidier, & Roye Ponthieu.

Taillon respondant à la recepte generale d'Amyens

Amyens deça la riuierre, Amyens dela la riuierre, Noyon, Saint Quentin, Peronne, Mondidier, & Roye Ponthieu,

Assignations des Receueurs des aides tailles, taillon & equivalent, respondant es receptes generales de Tours Bourges, Chaulons, & Caen dedans le quinziesme iour de May, mil cinq cens soixante & quatre.

Aides respondantes à la recepte generales de Tours.

Touraine, Bloys, Angiers, Saumur Chasteaudun, Vendosme, le Maine, Chinon, Lual, Loudun, Baugé separé d'Angers, Beaumont le vicomte, Loches.

Tailles respondantes à la recepte generale de Tours.

Touraine, Bloys, Chasteaudun, Védosme, le Maine, Chasteaugontier, Loches, Lual, Angers Saumur, Loudun, Baugé, Chinon.

Taillon respondant à la recepte generale de Tours

Touraine, Bloys, Chasteaudun, Vendosme, le Maine, Chasteaugontier, Loches, Lual, Angers, Saumur, Loudun, Baugé, Chinon.

Aides

Aides respondantes à la recepte generale de Bourges.

Berry, Bourbonnois, Neuers, Chateauroux, Gyen, Orleans, Chasteauchinon, la Chastre.

Tailles respondantes à la recepte generale de Bourges.

Berry, Bourbonnois, Neuers, Chateauroux, Gyen, Orleans, Chasteauchinon, la Chastre.

Taillon respondant à la recepte generale de Bourges.

Berry, Bourbonnois, Neuers, Gyen, Chateauroux, Orleans, la Chastre, Chasteauchinon.

Aides respondantes à la recepte generale de Chaalons.

Troyes, Langres, Bar-sur-aube, Sezanne, Laon, Chaalons, Reims, Rothelois, Beaufort en Châpagne.

Tailles respondantes à la recepte generale de Chaalons.

Troyes, Langres, Chaalons, Reims, Rothelois, Sezanne, Laon, Beaufort en Champagne.

Taillon respondant à la recepte generale de Chaalons.

Troyes, Langres, Chaalons, Reims, Rothelois, Sezanne, Laon, Beaufort en Champagne.

Aides respondantes à la recepte generale de Caen.

Caen, Falaize, Bayeux, Vire, & Condé, Constances, Carenten, Valonges, Auranches, Mortaing.

Tailles respondantes à ladite recepte generale de Caen.

Caen, Falaize, Bayeux, Vire & Condé, Constances, Valonges, Auranches, Mortaing.

Taillon respondant à la recepte generale de Caen.

Caen, Falaize, Bayeux, Vire & Condé, Constances, Carenten, Valonges, Auranches, Mortaing.

Affignation baillees aux Receueurs des aides, tailles, taillon & equivaillens, respondans es receptes generales de Poictiers, Ryon, Agen, & Lyon, dedans le dernier iour d'Avril, M. D. LXIIII.

Aides respondantes à la recepte generale de Poictiers.

Xainctonge, la Rochelle, Angoulesme Poictiers, Chastelleraut, Blanc en Berry.

Tailles respondantes à la recepte generale de Poictiers.

Xainctonge, la Rochelle, Angoulmois, Poictiers, Chastelleraut, Blac en Berry, Bourganeuf, Nyort, Sainct Maixant, Fontenay le Comte, Thouars & Mauleon, Sainct Iean d'Angely.

Taillon respondant à la recepte generale de Poictiers.

Xainctonge, la Rochelle, Angoulmois, Poictiers, Chastelleraut, Blac en Berry, Bourganeuf, Nyort, Sainct Maixant, Fontenay le Comte, Thouars, & Mauleon, Sainct Iean d'Angely.

Aides respondantes à la recepte generale de Ryon.

Haut Auvergne, bas Auvergne, haut Lymosin, bas Lymosin, la Marche, Combraille, Francaleu, Yffloire, Brioulde, Clermont.

Tailles respondantes à la recepte generale de Ryon.

Haut Auvergne, bas Auvergne au bureau de Clermont, haut Lymosin, bas Lymosin, la Marche, Combraille, Francaleu, bas Auvergne au bureau de Brioulde, bas Auvergne au bureau d'Yffloire.

Taillon respondant à la recepte generale de Ryon.

Haut Auvergne, bas Auvergne au bureau de Clermont, haut Lymosin, bas Lymosin, la Marche, Combraille, Francaleu, bas Auvergne au bureau d'Yffloire, bas Auvergne au bureau de Brioulde.

Aides respondantes à la recepte generale d'Agen.

Haut Rouergue, bas Rouergue, la comté de Roddez, Riuiere, & Verdun, Perigott, Quercy, Agenois, Cominge, Armignac, Condomois, les Lannes.

Tailles respondantes à la recepte generale d'Agen.

Haut Rouergue, Agenois, bas Rouergue, la comté de Roddez, Riuiere, & Verdú, Perigott, Quercy, Cominge, Armignac, Condomois, les Lannes.

Taillon respondant à la recepte generale d'Agen.

Haut Rouergue, la comté de Roddez, Riuiere, & Verdun, Perigott, Quercy, Agenois, bas Rouergue, Cominge, Armignac, Condomois, les Lannes.

Aides respondantes à la recepte generale de Lyon.

Lyon, Forest, Beatiolois.

Tailles respondantes à la recepte generale de Lyon.

Lyon, Forest, Beatiolois.

Taillon respondant à la recepte generale de Lyon.

Lyon, Forest, Beatiolois.

Affignation respondans au quinziesme iour de Iuin, mille cinq cens soixantequatre.

Le payeur des ceures & bastimens du Roy, du chasteau du Louure.

Le commis aux reparations des turcies de la riuiere de Loyre.

Les commis aux reparations des villes & chasteaux du pays de Normandie.

Le commis aux reparations de la ville de Lyon.

Les commis aux reparations de Languedoc.

Les commis aux reparations de Guyenne.

Le commis aux reparations de Chambourg.

Le Recceur des barrages de Paris.

Le commis au payement de la cour de Parlement de Tholose.

Le commis au payement de la cour de Parlement de Bordeaux.
 Le commis au payement du grand conseil.
 Le commis au payement de la Justice des generaux de Montpellier.
 Mortef-payes de Champagne.
 Mortef-payes de Normandie,
 Threſorerie des ſignes des Suiffes.
 Les Receueurs des gages du Parlement de Paris.
 Le Receueur des gages du Parlement de Rouën.
 Le Receueur des gages de la chambre des comptes.
 Le Receueur des gages des generaux de la Justice des aides à Paris.
 Le Receueur des gages des generaux des aides à Rouën.

Aſſignations eſcheantes au dernier iour de Iuin, mil cinq cens ſoixantequatre.

Le Threſorier des offrandes du Roy.
 L'audiencier de Paris.
 L'audiencier de Tholoſe.
 L'audiencier de Bourdeaux.
 L'audiencier de Rouën.
 Le Maiftre de la chambre aux deniers du Roy.
 Le payeur des Officiers domeſtiques de la maiſon du Roy.
 Le Receueur de l'eſcuyerie du Roy.
 La venerie & fauconnerie du Roy.
 Les menus plaiſirs & menus de la chambre du Roy.
 L'argenterie du Roy.
 Les reparations de Breſſe.
 Les reparations de la riuere de Bourg.
 Les baſtimens de la ville de Paris.
 La cheuecerie de la ſaincte Chappelle.
 Les enfans de cœur de la ſaincte Chappelle.
 La threſorerie de l'ordre du Roy.
 Le payeur des Officiers domeſtiques de Meſſieurs les enfans freres du Roy.
 L'argenterie deſdits ſieurs.
 La chambre aux deniers deſdits ſieurs.
 L'impoſition foraine de Troyes.
 L'impoſition foraine d'Amyens.
 L'impoſition foraine de Rouën.
 L'impoſition foraine de Tholoſe.
 L'impoſition foraine de Bayonne.

Aſſignations eſcheantes au quinzieme iour de Iuillet, mil cinq cens ſoixanteſept.

Le ſoliciteur des reſtes
 Le payeur des cent Gentils-hommes de l'hoſtel du Roy, eſtans ſouz la charge du Seigneur de Boyſy.
 Le payeur d'autres cent Gentils-hommes, eſtans ſouz la charge du Seigneur de Sancerre.
 Le payeur des cent Archers Eſcoſſois de la garde du Roy.
 Les quatre payeurs des cent Archers François, ſouz la charge du Seigneur de la Ferté.
 Le payeur des cent Archers François, ſouz la charge du Seigneur de Brezé.
 Le payeur des cent Archers François, ſouz la charge du Seigneur de Chauigny.
 Le payeur des cent Archers François, ſouz la charge du Seigneur Pothon Senefchal d'Agenois.
 Le payeur des cent Suiffes.
 Le payeur du Preuoſt de l'hoſtel & de ſes Archers.

Decimes reſpondantes à la recepte generale de Paris.

Sens, Paris, Meaux, Senlis, Soiffons, Beauuais, Chartres.

Decimes reſpondantes à la recepte generale de Chaalons.

Reims, Chaalons en Champagne, Troyes, Langres, Laon, Aunhun, Maſcon, Auxerre, Chaalons en Bourgongne.

Decimes reſpondantes à la recepte generale d'Amyens.

Amyens, Noyon.

Decimes reſpondantes à la recepte generale de Rouën.

Rouën, Eureux, Liſieux, Sees.

Decimes reſpondantes à la recepte generale de Caën.

Bayeux, Conſtances, Auranthes.

Aſſignations eſcheantes au dernier iour de Iuillet, mil cinq cens ſoixantequatre.

Le Receueur general de Paris.
 Le Receueur general du taillon dudit Paris.

Du reiglement general des fin. & Offic. comptables 1316

- Le Receueur general des finances d'Amyens.
- Le Receueur general du taillon dudit Amyens.
- Le Receueur general des finances de Chaalons.
- Le Receueur general du taillon de Chaalons.
- Le Receueur general de Calays.
- Le Receueur general des restes des compres.

Assignations escheantes au quinziesme iour d'Aoust, mil cinq cens soixantequatre.

- Le Receueur general des finances à Rouën.
- Le Receueur general des finances à Caen.
- Le Receueur general des finances à Tours.
- Le Receueur general du taillon dudit Tours.
- Le Receueur general de Bourges.
- Les Receueurs de l'entree des draps de foye de la ville de Lyon.
- Les deux Thresoriers ordinaires des guerres.
- Les mortef-payes de Bourgogne.
- Le payement des generaux de la Iustice des aides de Perigueux.
- Les mortef-payes de Prouence.

Decimes respondantes à la recepte generale de Bourges.

Bourges, Neuers, Orleans.

Decimes respondantes à la recepte generale de Tours.

Tours, Marmonstier, & S. Martin audit Tours, les Mans Angers.

Decimes respondantes à la recepte generale de Poictiers.

Poictiers, Xainctes, Angoulême, Maillezaiz, Vifon.

Assignations escheantes au quinziesme iour de Septembre, mil cinq cens soixantequatre.

- Le Thresorier des parties casuelles.
- Le Receueur de la garde du pont de See.
- Le Receueur de cinquante cinq sols pour muy de sel mesuré à Ingrande.
- La traite des bleds & vins de la Rochelle.
- L'entree de l'espicerie & droguerie de la ville de Lyon.

Decimes respondantes à la recepte generale de Ryon.

Clermont, Sainct Flour, Limoges, Thulles.

Decimes respondantes à la recepte generale de Lyon.

Lyon, Mande, Viuiers, le Puy.

Decimes respondantes à la recepte generale de Dauphiné.

Vienne, Grenoble, Ambrun, Valence, Die, Gap, S. Paul des trois cheuaux.

Assignations escheantes au quinziesme iour d'Octobre, mil cinq cens soixantequatre.

Le Receueur general & particulier d'Anjou & imposition foraine.

Assignations respondantes au quinziesme iour de Novembre, mil cinq cens soixantequatre.

- Le Receueur general des finances de Poictiers.
- Le Receueur general du taillon dudit Poictiers.
- Le Receueur general des finances à Lyon.
- Le Receueur general du taillon dudit Lyon.
- Le Receueur general des emprunts de Lyon.

Decimes respondantes à la recepte generale d'Agen.

Bordeaux, Aire, Bazas, Acqs, Bayonne, Comminge, Conserans, Therbes, Perigueux, Roddez, Agen, Sarlat, Cahors, Lestore, Lombez, Pamyers, Lescart, Condon, Vabres.

Decimes respondantes à la recepte generale d'Agen.

Tholozé, Carcassonne, Alby, Castres, Myrepoix, Sainct Papoul, Allets, Lauaur, Rieux, Montauban.

Decimes respondantes à la recepte generale de Montpellier.

Narbonne, Beziers, Agdes, Lodesue, Sainct Pons, Montpellier, Vzez, Nismes.

Assignations respondantes au dernier iour de Novembre mil cinq cens soixantequatre.

- Le Receueur general des finances à Ryon.
- Le Receueur general du taillon dudit lieu.
- Le Receueur general des finances à Agen.
- Le Receueur general du taillon dudit Agen.
- Le Receueur general de Montpellier.
- Les Receueurs des otrois des villes.
- Les Receueurs des impôts mis sur les greniers à sel de ce Royaume pour le payement des Iuges prefidiaux.

Les receptes ordinaires respondans à la recepte generale de Paris.

Paris, Brye-conte-robert, Melun Moret, Sens, Montargis, Senlis, Creil, Beaumont sur Oise, Ponthoisé, Clermont en Beauuoisis, Remi & Gournay, Bulles & Bailleul, Milly & Trouffure, Vernueil, Sacy le grand, Bonneulle, Plessis, Chartres, Valoys, Crespy, Villiers-cofterets, la Ferté Mil-

lon, Chauny, Dourdan, Mante & Meulanc, Meaux, Sezanne, Chasteauthierry, Estampes, Montfort-la-maury.

Vicomez & receptes ordinaires respondans à la generalité de Rouën.

Rouën, Pont de l'arche, Pontaudemer, Auge, Gisors, Lyons, Andely, Vernon, Eureux & Passy, Conches & Breteuil, Beaumont le Roger, Orbec, Caudebec, Neuf-châstel, Arques, Montinuillier, Dampfront, le Perche, Vernueil, Chasteauneuf en Thymeraye, Monstueil & Bernay, Alençon, Argentan, Yefimes, saint Sauveur le Thuiet, Dreux.

Ordinaires respondantes à la recepte generale d'Amyens.

Amyens du costé de France, Amyens du costé d'Arthois, Ponthieu, Boulenois, la comté de Guise & châtellenie d'Ardes, Hedin, Peronne, saint-Quentin, Boulongne, Chanquel & Estappes, Deure & Hardelot, Calais.

Assignations escheantes, au quinzième iour de Decembre, mille cinq cens soixantequatre.

La recepte generale de Dauphiné.

Les receptes ordinaires respondans en la generalité de Tours.

Amboise, Mōrrichard, Tours, Lodun, Anjou, Beaufort en valec, le Maine, Chateau du loir, Baugé.

Ordinaires respondans en la recepte generale de Bourges.

Orleans, Baugency, Ramorentin, Gien, Berry, saint Pierre le Monstier, Bourbonnois.

Ordinaires respondans en la recepte generale de Chaulons.

Vermandois, Laon, Troyes, Vichy, saint Disier, Esparnay, saint Manchoult, Chaumont en Bassigny, Passauant, Vassay & Vaucouleur, Barfuraube, Mouzon.

Vicomez, respondans en la recepte generale de Caën.

Caën, Falaize, Bayeux, Vire, saint Siluin le Thuiet, Constances, Carenten, Auranches, Valongnes, Alençon & Constantin, saint Sauveur Landeli, Mortaing.

Assignations escheantes au dernier iour de Decembre, mil cinq cens soixantequatre.

L'audiencier de France.

Le Thresorier de l'espargne.

Ordinaires respondans en la recepte generale de Tholoze.

Tholoze, Carcassonne, Castres, Gaure, les quatre iugeries de Riuiere & Verdun, Albigeois & Rieux, separez de Tholoze.

Ordinaires respondans en la recepte generale de Montpellier.

Beaucaire & Nismes, Pezenas, Narbonne.

Ordinaires respondans en la recepte generale de Poictiers.

Chastelleraut, Xaintonge, & la Rochelle, les isles d'Oleron, Aulnay, Angoulmois, Chasteauneuf, Bouteuille, Pleillac & Tortron, Gernac, Poictiers, saint Maixant, Meffe, Chizay, Ciuray, Coignac & Merpuis.

Ordinaires respondans à la recepte generale de Ryon.

La Marche, Auvergne & Carladez, Limosin, Montferrand, Vifon, saint Flour.

Ordinaires respondans à la recepte generale d'Agen.

Perigort, Quercy, Rouergue, Roddez, Agenois, Bordeaux, les Lannes.

Ordinaires respondans à la recepte generale de Lyon.

Lyonnoys, Forests, Beaujolais.

Thresoreries & receptes extraordinaires.

Les Thresoriers extraordinaires de l'artillerie.

Les Thresoriers extraordinaires de la marine de Ponant.

Les Thresoriers extraordinaires de la marine de Leuant.

Les deux Thresoriers extraordinaires de Picardie.

Les deux Thresoriers extraordinaires de Piedmont.

Les Receueurs des amendes de la cour de Parlement de Paris.

Les Receueurs des amendes de la cour de Parlement de Tholoze.

Les Receueurs des amendes de la cour de Parlement de Bordeaux.

Les Receueurs des amendes de la cour de Parlement de Rouën.

Les Receueurs des amendes du grand conseil.

Les Receueurs des amendes des generaux des aides à Paris.

Les Receueurs des amendes des generaux de la Iustice des aides à Rouën.

Les Receueurs des amendes des generaux de la Iustice des aides à Montpellier.

Les Receueurs des amendes des eaux & forests de la table de marbre du Palays à Paris.

Les amendes des generaux des monnoyes à Paris.

Les Receueurs des amendes de la Iustice des aides à Perigort.

Le solliciteur des restes.

Payment des cheuaux legers.

Leu, publié & registré, oy & ce requerant le Procureur general en la chambre des comptes du Roy nostre Sire, le vingtquatrième iour d'Octobre, l'an mil cinq cens soixantetrois. Ainsi signé, FORMAGET.

Ordonnance

Du reiglement general des fin. & Offic.comptables. 1318

Ordonnance par laquelle est defendu tant aux Secretaires d'estat que des finances de changer ne immuer aucunes assignations, & aux Thresoriers de l'espargne de n assigner à l'aduenir aucunes personnes sur les restes & plus valeurs.

IXIX.
22 1564



H A R T Es par la grace de Dieu Roy de France; à tous ceux qui ces presentes lettres vertont, Salut. Sçauoir faisons que sur la remonstrance qui nous a esté faite par les intendans de nos finances & Thresoriers de nostre espargne, des fautes qui aduiennent en nostre seruice à cause des peruertissemens qui se commettent au fait de nosdites finances la plupart au moyen de certaines noz lettres missiues que aucuns obtiennent chacun iour par surprinsé ou autrement, pour faire commuer & changer les assignations que nous faisons bailler & assigner par lesdits Thresoriers de nostre espargne, chacun en son regard en l'annee de leur exercice, sur certains deniers extraordinaires, dont ne faisons point d'estat, les faisant payer & acquitter par le moyen desdites lettres missiues, des premiers & plus clairs deniers de noz finances ordinaires estans en noz receptes generales, destinez dès le commencement de l'annee pour satisfaire à noz despenfes ordinaires, peruertissans par ce moyen l'ordre que nous y auons mis: tellement que le plus souuent les mandemens & assignations baillées par lesdits Thresoriers de nostre espargne pour nostre despenfe ordinaire, sont renuoyez par les Receueurs generaux de nosdites finances sans estre acquitez: ayant esté en vertu desdites lettres missiues les deniers employez en l'acquit de telles & semblables assignations baillées sur lesdits deniers extraordinaires. Estans pareillement aduerts comme plusieurs personnes poursyuent ordinairement auoir payement d'aucunes sommes qu'ils pretendent leur estre deuës, & s'en font assigner sur les restes & plus valeurs de nosdites finances, & ayans telles assignations trouuent moyen que noz Recueurs particuliers retardent apporter leurs deniers en noz receptes generales dedans les termes à eux prefix & ordonnez: à fin que payant après iceux termes expirez, & depuis les iours & dates desdites assignations, lesdits deniers soyent estimez estre deuz de restes. Et pource qu'aussi noz Recueurs generaux voulans preserer lesdits assignez sur lesdites plus valeurs aux autres assignations leuees sur eux pour nosdites despeses ordinaires pour nostredit seruice, leur baillent lesdits deniers des plus valeurs qui se trouuent excéder les valeurs contenues es premiers estats à eux deliurez sur quelque nature de deniers, sans considerer que il deufft beaucoup sur les autres natures de deniers, qu'ils ne nous tiennent compte de toutes les sommes desquelles nous auons fait estat, & dont ils sont chargez faite recepte à nostre profit suyuant lesdits premiers estats: & aduient ordinairement par telles cauillations & conuiuenes desdits Recueurs generaux avec lesdits assignez sur lesdits restes & plus valeurs, qu'iceux assignez font preserer & payez avant les autres assignations leuees pour nosdites despeses ordinaires, & autres plus necessaires. Lesquelles par tels moyens demeurent souuent en arriere, & sans moyen d'estre satisfaites & payees: & retombent à charge sur nosdites finances & deniers ordinaires, lesquels ne sont suffisans pour y satisfaire. Aduient aussi que la plupart des Thresoriers de France & generaux de noz finances, qui dès le commencement de chacune annee nous doyuent enuoyer & aux intendans de nosdites finances les estats des valeurs par estimation d'icelles nosdites finances pour ladite annee, avec les estats au vray des plus valeurs de l'annee precedente chacun en son regard, suyuant les ordonnances sur ce faites par noz predecesseurs Roys: negligent neantmoins & retardent à ce faire le plus souuent iusques à deux, trois & quatre moys apres ladite annee commencee, tellement que n'en pouuons faire estat certain: qui est cause que bien souuent lesdits Thresoriers de nostre espargne ne peuuent bien ne assurement leuer leurs mandemens & assignations qu'ils ont à y leuer. Semblablement noz Recueurs generaux qui doyuent en fin de chacun quartier faire verifier par les Thresoriers de France, generaux & Contreroollers generaux leurs estats des receptes & despenfe de leursdites charges, & apres les enuoyer ausdits intendans de nosdites finances, & aux Thresoriers de nostredite espargne, & en fin d'annee vn moys apres icelle escheuë, l'estat entier & au vray deuëment verifié & signé d'eux & desdits Thresoriers & generaux de nosdites finances, & Contreroollers generaux d'icelles respectiuelement: à fin que puissions sçauoir & entendre clairement si toutes les finances desquelles auons fait estat au commencement de ladite annee ont esté receuës, & les parties sur ce assignees, entierement payees & acquittees: ne regardent & obseruent ce qui leur est commandé & ordonné par noz susdites ordonnances: mais le plus souuent adioustent & diminuent en la recepte & despenfe de leurs comptes, qu'ils rendent par apres en noz chambres des comptes ce que bon leur semble, & se trouue grande deformité & difference entre leursdits estats par eux enuoyez de leursdites administrations susdits intendans de nosdites finances, & le contenu de leursdits comptes.

I A quoy desirans pouruoir & donner ordre d'empescher telles subtilitez & inuentions preiudiciables à nostre seruice, nous par l'aduis & deliberation des gens de nostre priué conseil, auons (pour obuier que telles assignations ne soyent à l'aduenir par tels moyens payees au retardement d'autres plus necessaires) prohibé & defendu, prohibons & defendons par ces presentes à tous noz amez & feaux Secretaires tant d'estat que de nosdites finances, de non plus expedier lettres closes, n'y ordonnances particulieres adressantes à noz Officiers comptables, pour changer ne immuer aucunes assignations leuees par eux, & sur certaines natures de deniers pour les faire payer d'autres natures de deniers, que celles portees par les premiers acquits ou mandemens. Voulans que si aucunes desdites assignations meritent estre changees, qu'elles le soyent en vertu d'autres noz acquits & mandemens pa-

tens, qui seront adressez aux generaux de noz finances & Thresoriers de nostre espargne, & seront contrecroollez par nosdits gens des finances, à ce que chacun d'eux en tienne registre.

2 **A V S Q U E L S** Thresoriers de nostredite espargne nous defendons trespreslément par cesdites presentes, & sur peine de payer deux fois les mesmes sommes dont sera question, de n'assigner à l'aduenir aucunes personnes sur nosdits Recueurs generaux es termes dessusdits des restes & plus valeurs de leurs charges: mais suyuant noz ordonnances, qu'ils ayent à declarer particulièrement en chacun mandement la nature des deniers sur laquelle lesdites assignations seront à prendre, soit de nostre domaine, aides, gabelles, tailles, creuë, ou autre nature de deniers, quelle qu'elle soit, ordinaires ou extraordinaires: sur peine de repeter sur lesdits Thresoriers de nostre espargne les sommes qui auroyent autrement esté ou seroyent par eux eslignees, & semblablement sur lesdits Recueurs generaux qui les auront payees.

3 **E T** pour euitier que telles fautes n'aduient plus en nostre seruiçe, aussi qu'il ne se trouue plus difformité ne difference entre les estats qui sont enuoyez en fin d'année de chacune de nosdites receptes generales ausdits intendants de noz finances & Thresoriers de nostre espargne, & les comptes qui en seront par eux rendus chacun en son regard: nous par l'aduis que dessus auons dit & déclaré, disons & declarons, voulons & nous plaist, que tous les deniers desquels nous auons fait estat au commencement de chacune année, ne pourrout estre compris ne entendus en ce terme de restes, encores qu'ils ne soyent payez en noz finances dedans le temps pour ce prefix & ordonné: mais demeureront tousiours destinez & affectez aux payemens des assignations leuees sur iceux, pour noz despenſes ordinaires comprises dedans l'estat general qui aura esté & sera par nous fait d'icelles nosdites finances par chacun an, & non pour autres: nonobstant quelconques acquits, rescriptions ou mandemens, qui par surprinsé, importunité, ou autrement pourrout estre expediez au contraire: lesquels des apresent comme pour lors nous auons reuocquez, cassez & annullez, reuocquons, cassons & annulons, & defendons trespreslément à tous noz Recueurs generaux, & autres comptables, de payer ou acquitter les sommes portees par iceux: sur peine de nous payer le quadruple de ce que par eux en aura esté payé. Duquel quadruple, à quelque somme qu'il puisse monter, nous voulons & ordonnons qu'ils soyent contrains faire recepte à nostre profit par les comptes, en la despenſe desquels ils auront employé icelles parties: & sans ce que d'iceluy quadruple nous, ny noz successeurs en puissions quitter ny remettre aucune chose ausdits comptables, ny d'iceluy faire don à quelque personne que ce soit. Voulons que si aucun don est fait par surprinsé ou autrement, que la somme à quoy il montera soit recourtable à perpetuité sur les biens de ceux qui auront obtenu iceluy don.

4 **D I S O N S** en outre & declarons, que l'on ne pourra dire ne declarer y auoir aucune plus valeur en aucunes de nosdites receptes generales, sinon au cas & apres que tous les deniers portez par les estats par estimation d'icelles receptes generales pour l'année lors courant, & dont sera question, auroit esté entierement mis en nostre espargne, ou acquittez par les mandemens des Thresoriers d'icelle: tellement que si apres lesdits estats par estimation expediez il se trouue aucune augmentation ou plus valeur sur vne ou plusieurs des natures de deniers portez par lesdits estats, & il se trouue qu'il y ait diminution ou moindre recepte d'aucunes autres natures de deniers contenus esdits estats: il fera fait compensation de ladite diminution avec icelle augmentacion, auant qu'on puisse dire ne repeter qu'il y ait aucune plus valeur en telle recepte generale. Et defendons trespreslément ausdits Thresoriers de nostredite espargne, sur les peines dessusdites, de leuer aucunes assignations sur lesdites plus valeurs, sinon que preallablement ladite composition ait esté faite & deuëment verifiée.

5 **E T** quant à la difference qui se trouue ordinairement entre les estats de recepte & despenſe de chacune de nosdites receptes generales, qui sont enuoyez ausdits intendants de nosdites finances, suyuant nosdites ordonnances, & les comptes qui en sont par apres respectiuelement rendus en noz chambres des comptes: nous voulons & entendons qu'apres que lesdits intendants & Thresoriers de nostre espargne auront enſemblément veu & verifié lesdits estats de chacune desdites receptes generales, ils les enuoyent en nosdites chambres des comptes, pour par les gens de nosdits comptes verifier la recepte & despenſe de nosdits Recueurs generaux sur lesdits estats, tant par estimation qu'au vray, & non sur autres qui leur sont expediez par lesdits Thresoriers & generaux.

6 **O R D O N N O N S** neantmoins que si par la verification qui en sera faite ils y trouuent aucune diuersité, contrariété, augmentation, ou diminution es estats qui leur seront presentez par lesdits Recueurs generaux, contraire ausdits estats qui leur ont esté enuoyez par lesdits intendants de nosdites finances, que nosdits gens des comptes nous aduertissent promptement de ladite diuersité, augmentation ou diminution: & neantmoins procedent à l'encontre de ceux qui en seront cause, selon la rigueur de noz ordonnances.

7 **E T** à ce que ceste presente ordonnance, declaration, vouloir & intention soyent entretenus, gardez & obſeruez, defendons trespreslément ausdits intendants de nosdites finances de non contrecrooller aucuns noz acquits & mandemens, ou desdits Thresoriers de l'espargne, si aucuns en sont expediez, contreuenans aux points dessus declarez, ou autres contenus es ordonnances des finances faites par noz predecesseurs: mesmeinent à celle du mois de Decembre mil cinq cens cinquanteſept, aux Thresoriers de France, & generaux de noz finances, chacun en son regard, de n'employer les parties qui pourroyent estre payees contre noz present vouloir & declaration es estats desdits Recueurs generaux

generaux,& autres comptables:& à nosdits gens des comptes de ne passer ny allouer en la depense des comptes de nosdits Receueurs generaux,ny autres comptables lesdites parties qu'ils auront payees en vertu desdits acquits & mandemens contraires à nosdits vouloir & intention,ny au contenu des susdites ordonnances:& se sur peine de repeter sur eux les sommes qui par eux auront esté & seront passees,& allouees en vertu des susdits acquits & mandement.

8 Et à ce que nosdits Secretaires,intendans de noz finances,Tresoriers de France,generaux,Receueurs generaux,& autres nosdits Officiers comptables ne pretendent cause d'ignorance du contenu en celsdites presentes,voulons icelles estre leuës, publiees,& enregistrees,en nostre chambre des comptes,pour estre inuolablement gardees & obseruees de point en point,selon leur forme & teneur,par chacun d'eux en son regard,& par tous autres qu'il appartiendra: mandant, & tresexpressément enioignant par celsdites presentes à nosdits gens des comptes,Tresoriers de France & generaux de nosdites finances respectiuellement ainsi le faire,sans aucune difficulte. Et pareillement de faire obseruer inuolablement sans aucune indulgence, le contenu es susdites ordonnances faites sur l'ordre desdites finances, mesmes en celle dudit mois de Decembre mil cinq cens cinquantesept: sur peine de nous respondre des pertes, dommages & interets qui nous aduendront à faute qu'icelles ordonnances ne seront obseruees.Car tel est nostre plaisir. En tesmoin de quoy nous auons fait mettre nostre seel à celsdites presentes. Donné à Bar-le Duc le quatrieme iour de May,l'an de grace mil cinq cens soixante quatre:& de nostre regne le quatrieme. Signees, Par le Roy en son conseil.

BVRGENSIS.

Leuës, publiees, & enregistrees, oy & se requerant le Procureur general en la chambre des comptes du Roy nostre sire,le premier iour de Iuillet mil cinq cens soixante quatre. Signé FORMAGET.

La forme du payement des Receueurs tant generaux que particuliers, aux iours quatriers & termes prefix & limitez par les ordonnances.

XXX.
An 1565.



HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à noz amez & feaux les gens de noz cōptes à Paris,Tresoriers de France,generaux de noz finances,& Tresoriers de nostre espaigne, Salut. Encores que par les ordonnances qui ont cy deuant esté faites sur l'ordre & distribution de noz finances,noz Receueurs tant generaux que particuliers soient tenus & astraïns,çauoir les particuliers,de mettre es mains d'iceux Receueurs generaux,& lesdits Receueurs generaux d'apporter en nostre espaigne, ou payer par les mademens de vous Tresoriers de nostre dite espaigne les deniers de leurs charges,aux iours, quatriers & termes amplement specifiez & declarez par nosdites ordonnances. Neantmoins plusieurs plaintes nous ont cy deuant & sont ordinairement faites, qu'aucuns desdits Receueurs, ou par leur negligence, ou pour ce qu'ils s'aident de nosdites finances,n'acquittent lesdits mandemens des Tresoriers de nostre espaigne,qui ont esté & sont leuez sur eux ainsi qu'ils deueroient: remettant noz assignez en longueur,sous pretexte qu'ils dient n'auoir encores peu estre payez desdits Receueurs particuliers:lesquels semblablement s'excusent sur le retardement qui leur est fait par nostre peuple, qu'ils disent ne payer au iour nommè,rapportans quelque fois plusieurs attestations & procez verbaux de noz Huißiers ou Sergens prins à leurs volonte en vertu desquels ils couurent la retention qu'ils font de nosdits deniers,laquelle plusieurs d'iceux continuent: de sorte qu'ils ont receu les deniers du second quartier ou terme,auant que de payer par eux ceux du premier, desquels ils s'aident cependant en leurs priuez affaires.Dont aduient qu'en fin ils se trouuent debiteurs de si grâdes sommes qu'ils sont contrains eux absenter:& par moyensexquis nous en font demander le don par aucuns de noz Officiers & seruiteurs, avec lesquels ils en composent pour bien petites sommes. Et quoy souffrons grande perte pour noz finances, retardement de noz affaires, & augmentation des frais qui se font par les assignez sur lesdits Receueurs. A quoy desirans pouruoir pour le bien de nostre seruice, acceleration de nosdits deniers, & retardement de nosdits affaires, qui souuent aduient à cause de ladite retention de noz deniers que font nosdits Receueurs.

1 A CES causes,& autres bonnes grandes & raisonnables considerations à ce nous mouuans, auons par l'aduis & deliberation des gens de nostre conseil priuè,die,declare,& ordonné, disons, declarations & ordonnons par ces ptesentes, que nosdits Receueurs particuliers seront tenus de payer es mains de noz Receueurs generaux les deniers, de leurs charges; aux iours, quatriers & termes qui leur sont prefix & limitez par les ordonnances, & lesdits Receueurs generaux d'enouoyer en nostre espaigne, ou payer en vertu des mandemens de vous Tresoriers d'icelle, les deniers de leur dite recete generale:aussi aux iours, quatriers & termes qu'ils sont astraïns par lesdites ordonnances:sur peine,ou il se trouuera que nosdits deniers auront esté, ou seront retardez par la mauuaise diligence de laquelle nosdits Receueurs auront vñ au recouurement d'iceux, ou pour intelligence qu'ils auront avec les redeuables,d'estre condamnez & contrains à nous payer le quadruple des sommes qui seront verifiees auoir esté retardees contre la teneur de nosdites ordonnances.

2 Et où il se trouuera que lesdits Receueurs, tant particuliers que generaux auront receu nosdits deniers & ne les auront payez dedans lesdits temps à eux limité & prefix, ains s'en seront preualus & aidez en leurs affaires : en ce cas, outre ladite amende du quadruple qu'ils feront contrains nous payer, voulons & ordonnons qu'ils soient punis corporellement, & priuez à perpetuité de leurs estats & offices, sans qu'ils puissent estre aucunement dispenséz desdites peines.

3 A Q V O R nous chargeons trefexpressément vous Tresoriers de France & generaux de noz finances de faire la verification en fin de chacun quartier des retardemens qui seront aduenus à la retention de nosdits deniers, & des longueurs & mauuaises diligences dont auront vſé nosdits Receueurs tant particuliers que generaux : & de ce ferez ample mention par voz procez verbaux, & des iugemens & condamnations desquelles aurez vſé enuers nosdits Receueurs defaillans en ce que dessus & vous gens de nosdits comptes, de faire telle & si exacte correction & verification des iours & dattes de la recete & despence de nosdits Receueurs, qu'ayez claire cognoissance s'ils auront receu & payé les deniers de leurs charges, dedans ledit temps à eux limité & ordonné. Et où vous trouuez qu'ils y auront defailli, & que punition n'en auroit esté faite par nosdits Tresoriers de France, & generaux de noz finances : en ce cas vous ayez à condamner iceux Receueurs, par le mesme iugement de la closture de leurs comptes, es peines cy dessus declarees, sans ce que pour aucune occasion que ce soit, vous les en puissiez aucunement dispenser.

Si voulons & vous mandons que noz presentes declaration, vouloir & intention, vous faireslire, publier & enregistrer, entretenir, garder & obseruer inuiolablement, & contre les infracteurs d'icelle procédez, & faires proceder par les peines susdites : car tel est nostre plaisir : nonobstant quelconques ordonnances, lettres mandemens ou defenses à ce contraires. Donné à Bayonne le huitieme iour de Iuin, lan de grace mil cinq cens soixante cinq : & de nostre regne le cinquieme. Signé, Par le Roy en son conseil. DE L'AVBESPINE. Et sceelles sur simple queue du grand sceel de cire iauue.

Leués, publiez, & enregistrez, en la chambre des comptes du Roy nostre sire, oy & se requerant le Procureur general dudit Seigneur en icelle, le troisieme iour de Iuillet, mil cinq cens soixante cinq. Signé, FORMAGET.

La suppression des offices de plusieurs Tresoriers & Officiers comptables : avec le reiglement sur le maniere d'administration des finances : aussi la suppression de toutes les chambres des comptes, fors que de celle de Paris : & la reduction de toutes les recetes generales de France en sept.



HARLES par la grace de Dieu Roy de France, à tous presens & à venir, Salut. Sçauoir faisons que sur les requestes & remonstrances des deputez des trois estats de nostre Royaume, faites & à nous presentes, tant en la premiere assemblee desdits estats tenus en, nostre ville d'Orleans, que depuis en plusieurs conuocations faites pour aduiser aux affaires d'iceluy : entre autres, à fin de reigler l'administration & maniere de noz finances, & reduire en l'ancien estat du temps de noz predecesseurs Rois l'efrené nombre de noz Officiers comptables, & tous autres ayans la charge de noz finances, chose des plus necessaires pour le bien & soulagement de nostre peuple, & par consequent nostre euident profit & interest inseparable & celuy de noz sujets : auons par l'aduis & meure deliberatio de la Roïne nostre tref-honoree Dame & mere, de nostre tref-cher & tref-amé frere le Duc d'Anjou, de noz tref-chers & tref-amez cousins les Cardinal de Bourbon, Prince de Condé, Duc de Montpensier, Prince D'auphin, Princes de nostre sang : Cardinaux de Lorraine, de Guyse & de Chastillon, Ducs de Niernois, & de Montmorenci Cōestable, Châcelier, sieur de Vieilleuille, de Bourdillon, & Dam-yille Marefchaux, de Chastillon, Admiral de France, sieur de Moruillier & de Cursol, Euesques de Valence, de Lymoges & d'Auxerre, sieurs de Gōnnor, de Lansac, de Chaulne, la Caze dieu, de la Garde, President Seguier, & autres bons & notables personnages de nostre conseil, statué & ordonné, statuons & ordonnons par edict perpetuel & irreuocable.

1 PREMIEREMENT, à fin que noz finances soyent d'oresnauant soulagees & deschargees des deniers que l'on en tire par chacun an, & du grand nombre d'Officiers : que la necessité & malice du temps a permis estre establis au maniere & administration d'icelles, & faire cesser les incommodes que nous & nostre peuple en sentons : auons par leur bon & prudent conseil ordonné & ordonnons, que d'oresnauant le reuenue de noz domaine, aides impositions & gabelles : sera baillé à ferme au plus offrant & dernier encherisseur, en baillant bonnes & suffisantes cautions de porter ou enuoyer au temps prefix les deniers desdites fermes, à la plus prochaine recete generale : & de payer icelles fermes vn tiers en or, vn autre tiers en monnoye d'argent pour le moins & le surplus en grans blancs : aussi de payer & acquiter les siefs & aumosnes, gages d'Officiers, rentes, & autres charges ordinaires & accoustumees qui sont par nostredit domaine, aides, & greniers : & d'apporter par lesdits Fermiers d'iceluy domaine, ou enuoyer en nostre chambre des comptes à Paris, de cinq ans en cinq ans vn compte ou vn estat, contenant en recete tous les articles par le menu d'icelle, suuant

XXXI.
Idem 1566.

uant les comptes precedens, declarant les noms & surnoms des personnes dont ils auront receu noz cens, rentes & autres droits & deuoirs seigneuriaux, & les tenants & abboutissans des terres, bois & prez, à cause desquels lesdits cens & rentes nous sont deuz, ensemble celles tenues en fief, dont lesdits droits seigneuriaux serot procede: & en la despenſe employât les parties desdits fiefs, aumosnes, gages d'Officiers, reparations, payement de rentes, & autres parties ordinaires qu'ils seront tenus d'acquitter par leurs baux à ferme, & rendront les quittances de ceux ausquels les payemens auront deu estre faits. Et quant ausdites aides, rapporteront aussi vn estat contenant en recete toutes les paroisses qui auront payé, & sur lesquelles nosdites aides auront esté leuees: & en la despenſe, les gages d'Officiers, rentes constituées, si aucunes en y a, & autres charges ordinaires: & pour les magazins à sel l'apporteront autre estat, contenant la somme à laquelle ils l'auront affermé: & en despenſe, les payemens faits pour ladite ferme, & pour gages d'Officiers & rentes constituées, si aucunes en y a. Lesquels Officiers, Receueurs, Grenetiers & Contrerolleurs, en ce faisant, nous auons estaints & supprimés, estaignons & supprimons par ces presentes.

2 Et pour ce qu'il s'est trouué que le grand nombre des recettes generales, qui ont esté faites & establies en nostre Royaume, ameine grand desordre & confusion en nosdites finances, & qu'elles sont moins vilement & fidelement manies passans par tant de mains, auons des à present reduit & reduisons toutes les recettes generales de nostredit Royaume en sept: lesquelles nous auons des à present ordonnées & establies, ordonnons & etablissons en noz villes de Paris, Rouën Lyon, Tholose, Tours, Bourdeaux, & Nantes. Lesquelles recettes nous auons departies & departôs ainsi qu'il ensuit: cest à sçauoir à celle de Paris ioint & incorporé ioignons & incorporons, outre les recettes particulieres qui ont accoustumé d'y estre, les recettes generales de Picardie & Champagne, avec la comté d'Auxerre. A la recete generale de Rouën, la recete generale de Caen. A la recete generale de Tours demeureront aussi les recettes particulieres qui auoient accoustumé d'y estre, & d'auantage les recettes generales de Poictiers & de Bourges: à celles de Lyon, Foreſts & Beauuillois (non compris les dioceses du Puy, Mande & Viuiers) en outre y auons ioint & incorporé les recettes generales de Ryon, Dauphiné, Prouence & Bourgongne: hors mis toutesfois ledit comté d'Auxerre, ainsi que dit est, attribué à ladite recete generale de Paris. A ladite recete generale de Tholose auons semblablement ioint & vnies les recettes generales de Montpellier, avec les dioceses du Pay, Mande & Viuiers ainsi distraicts de ladite recete generale de Lyon. La recete generale qui estoit à Agen s'exercera & sera establie à Bourdeaux. Et à la recete generale de Nantes, toutes les recettes particulieres de noz pays & Duché de Bretagne, ainsi qu'elles sont de present. Lesquelles sept recettes gnera les seront d'oresnauant exercees par commission de deux ans en deux ans seulement, par personnages qui y seront par nous commis, par l'aduis de nostre conseil, gens de preud'homme, resleans & soluable: ausquels & chacun d'eux nous auons par ces presentes ordonné & ordonnons la somme de deux mille liures tournois de gages par chacun an, sur laquelle ils seront tenus payer la façon & reddition de leurs comptes: & feront la recete de noz deniers selon les departemens dessusdits. En chacune desquelles recettes generales y aura vn Contrerolleur, qui y sera aussi par nous commis de deux ans en deux ans: qui aura semblablement, & luy auons ordonné & ordonnons la somme de douze cens liures tournois de gages par chacun an. En quoy faisant auons par l'aduis que dessus esteint & supprimé, estaignons & supprimons tous les Receueurs generaux, Contrerolleurs & Collecteurs de nosdites finances en toutes les recettes generales qui sont de present.

3 CHACUN desdits sept Contrerolleurs aura vne clef du coffre, où le Receueur de sa charge mettra noz deniers, & sera tenu faire vn registre journal qui contiendra par le menu la recete & despenſe par bordereaux des especes qui seront apportées à ladite recete generale, lesquelles se rapporteront à la reddition des comptes, autrement ne seront deschargez, ne leursdits comptes clos & arrestez. Et à fin que ledit contrerolle soit plus sincerement fait, auront chacun desdits Contrerolleurs vn liure, duquel les cayers seront signez & paraffez des Tresoriers & general de la charge, & les fucillets cottez par nombre, le tout enſilé sous vn ſecl de plomb pendant, à noz armes d'vn costé, & nostre deuise de l'autre. Auquel liure ledit Contrerolleur sera tenu deslors, & à mesure que les deniers seront apportez & mis audit coffre, d'escire par qui, de qui, & quelle recete, la nature dont procederont lesdits deniers, de quels termes ou quartiers, & les especes ausquelles ils auront esté baillez: & quand ils seront tirez dudit coffre, escriront les sommes qui en seront tirees, & en quelles especes, les iours & an, & pour quelles causes.

4 SUPPRIMONS aussi toutes les Receueurs generaux du taillon de nostre gendarmerie, voulans que noz deniers soient d'oresnauant apportez par les Receueurs particuliers dudit taillon en noz recettes generales, & receus par les Receueurs d'icelles, & iceux mis en reserve en vn coffre à part: duquel les Contrerolleurs generaux de noz finances chacun en sa charge auront aussi vne clef, & feront registre à part, ainsi que des autres deniers de nosdites finances.

5 Et en continuant à reduire la multiplicité de noz Officiers comptables au nôbre & estat de noz predecesseurs Rois suyuant la requisition desdits trois estats: auons par l'aduis que dessus supprimé & supprimons semblablement les offices de Tresorier des parties casuelles de nostre maison, maitre de nostre chambre aux deniers, Tresoriers des deux cens gentils-hommes Archers de noz gardes, Suisses, Preuost de nostre hostel, offrandes, Receueur de nostre escuyrie, argenterie menus